École des Hautes Études en Sciences Sociales

Ecole doctorale de
l'EHESS

Centre Maurice Halbwachs

Doctorat

Discipline : Sociologie.

VALERIA AYOLA BETANCOURT

Représentations de la pauvreté et liens sociaux dans la société colombienne.

Thèse dirigée par : Serge Paugam (EHESS, CNRS).
Codirection. Andrea Lampis (Università degli Studi di Udine).

Date de soutenance : le 25 juin 2025.

Jury
1. Présidente : Blandine Destremau, CNRS, EHESS-IRIS.
2. Rapporteur : Giuseppe Cocco, Universidade Federal do Rio de Janeiro.
3. Rapporteur : Márcio Batista Silveira de Oliveira, Universidade Federal do Paraná.
4. Examinatrice : Nora Nagels, Université du Québec à Montréal.
5. Examinatrice : María Estela Ortega Rubí, Universidad Autónoma de Nuevo León.
6. Examinateur : Mario Luna Benítez, Universidad del Valle, Cali.

« Chez nous, tout se concentre sur le spirituel, nous sommes devenus pauvres pour devenir riches ». Hölderlin.

REMERCIEMENTS

Je voudrais remercier ici toutes les forces humaines et non humaines qui m'ont permis de vous rendre ce manuscrit, une question qui reste ouverte, mais qui trouve enfin une conclusion. J'écrirais un mot à la mer qui m'a vu naître au fond de la calle Gastelbondo à Carthagène. D'abord, je remercie mes parents, Doris et Cesar, pour soutenir mon chemin et spécialement ma mécène inconditionnelle, ma mère, Doris. Je n'oublie pas le soutien émotionnel de mes sœurs Silvana, Vanessa et Merly. Je remercie mes tantes et mes cousines Betancourt, mon lignage féminin à qui je dédie cette contribution, et aux nouvelles générations Willow et Chloé. Puis, la tribu, mes amis que j'ai tant lassés avec mon histoire de thèse. À ma famille colombienne à Paris, Felipe, Leandro, Irene, les incontournables. À Thibaud D., mes colocs à Gentilly et Jimmy. À la famille en Colombie, Carolina, Vivi, Tati, Paula, Marina, Juli, Sonia, Maria del Mar, Javi et Giancarlo. À mes amis dominicains aussi, Milagros, Milkeya, Paipa et Coline. Puis, je n'oublie pas mes amis du labo qui, m'ont accompagnée dans les salles des doctorants à Jourdan — lors de notre occupation de la salle R3-39. Je tiens à remercier Natalia, Rodrigo, Marcelo, Iva, Diana, qui ont rempli mon passage au CMH de bons souvenirs. Je remercie aussi les collègues de l'Université nationale de Colombie.

Cette thèse n'aurait pu se réaliser sans mes sources d'inspiration académiques. Je voudrais remercier mon directeur, Serge Paugam, de m'avoir fait confiance et de m'avoir fait découvrir la sociologie. À Andrea Lampis, qui, plus d'une fois, m'a aidé à voir les choses sous un nouvel angle. À Nora Nagels et Maria Estela Ortega, par votre suivi et vos précieux commentaires. A Nora, et la graine qu'elle a planté avec ses travaux concernant le besoin d'inclure la perspective de genre. Les commentaires de Michel Forsé dans mon comité de suivi m'ont aidé à encadrer la partie quantitative. Je voudrais également remercier tous les membres de ce jury d'avoir accepté cette invitation, de prendre le temps de lire et de commenter ce travail. Je remercie Consuelo Uribe et Mathilde Allain pour leurs commentaires. Je tiens également à remercier les membres du Centre Maurice Halbwachs, dont j'ai le plus grand respect, ainsi que ceux du groupe INES Inégalités et solidarités. Enfin je remercie le système d'éducation public français et cette école où j'ai trouvé un endroit extraordinaire pour m'épanouir. J'en profite également pour exprimer ma gratitude envers tous les éducateurs et éducatrices qui m'ont servi d'exemples et qui ont nourri ma soif de découvertes. Je remercie enfin Emilie Morin, Virginie Lancerot et Aurore Labrosse qui ont corrigé mon français.

Ce travail n'aurait pas été possible sans l'éclairage que mes interviewés m'ont apporté. Je tiens à remercier les habitants de San Jacinto (Bolivar) et de Viota (Cundinamarca) pour leur accueil chaleureux. Je remercie Rafael Diaz de Viota. J'en profite pour rendre hommage à deux de mes interviewés qui nous ont quittés, M. Cristo Osorio et M. Pedro Pablo Martinez.

Je remercie aussi tous les événements tels qu'ils se sont passés, notamment à la morte qui m'a rappelé à la vie. Je remercie mes deux pertes, Colibri de abril mon fœtus et JRPC mon ex-copain, elles sont devenues l'engrais qui m'a permis de renaître des cendres.

Enfin, je tiens à préciser que l'entité COLFUTURO a couvert les frais de mes deux premières années de doctorat grâce à un prêt-bourse. L'école doctorale 286 de l'EHESS a pris en charge le financement de mes deux terrains en Colombie, puis m'a fournie une aide pendant la pandémie. Pour les autres années, Doris Betancourt a assuré le financement de mon travail.

RESUME ET MOTS CLES

Résumé *= Cette recherche doctorale étudie la manière dont les Colombiens et les Colombiennes, dans une société caractérisée par des niveaux d'inégalités de revenus élevés, donnent du sens à la pauvreté. La pauvreté est considérée comme un phénomène social et relationnel qui détermine les formes de la solidarité entre les membres d'une société. Dans cette optique, nous avons examiné les liens sociaux qui font tenir la société colombienne, ce qui nous renvoie à la façon dont les plus pauvres y sont perçues et intégrées. À cet égard, nous nous inspirons de la théorie de l'attachement social, de la théorie des représentations sociales ainsi que de la sociologie culturelle qui étudie le traçage de frontières symboliques et sociales. Nous testons l'hypothèse d'une naturalisation de la pauvreté en tant que processus collectif, cela en ayant recours à deux perspectives : d'une part, nous réalisons un traitement d'enquêtes d'opinion représentatives ; d'autre part, nous avons mené des entretiens dans quatre territoires, les villes de Bogota et de Carthagène des Indes ainsi que les villages de Viota et de San Jacinto. Les représentations sociales ainsi repérées rendent compte d'une naturalisation de la pauvreté en tant que système primaire, historique et fonctionnel. Sont révélées toutefois des contestations par des franges de la population conscientes des causes externes de la pauvreté et qui réclament une société fondée sur le critère du mérite. Il existe une volonté de réduction des inégalités, nonobstant il persiste une empreinte familialiste forte dans la configuration des liens sociaux conjuguée à une faiblesse de la sphère citoyenne et associative ; une situation qui entrave les transformations normatives permettant de considérer la personne pauvre comme un membre de la société de plein droit, loin des propos qui la moralisent. Plus largement, le cas peut éclairer certains mécanismes sociaux qui concourent à la légitimation des inégalités objectives.*

Mots clés *= Inégalités, pauvretés, pauvres, liens sociaux, attachement, territoire, Colombie, représentations sociales, perception.*

ABSTRACT AND KEYWORDS

Abstract *= We proposed to study poverty differently, as a social and relational phenomenon, referring to forms of solidarity and the moral construction of a society. We explore this in Colombian society, one with high levels of objective inequality between its members. We focus on what makes up the social bond in Colombia, and, from there, how attachment to the poorest is conceived. This research draws on social attachment theory, social representation theory, and cultural sociology, which studies symbolic and social boundaries. First, we study social bonds from a historical and empirical perspective and show how family ties protect and recognize individuals, despite the fragility of citizenship. Next, we test the hypothesis of a naturalization of poverty as a collective process. On the one hand, we analyzed ten questions from representative opinion surveys. On the other hand, we conducted interviews in four different territories, the cities of Bogotá and Carthagène and the villages of Viota and San Jacinto. We outline a naturalization of poverty as a primary and historical system, which is also functional in the context. Despite this, we reveal the contestation by those who recognize the external causes of poverty, but also by factions calling for a society based on merit criteria. There is a desire to reduce inequalities, notwithstanding the weakness of the associative and civic spheres, is an obstacle to normative transformations that would enable the poor to be helped as full members, away from moralizing statements. This case may shed light on some of the mechanisms involved in the legitimization of objective inequalities.*

Keywords *= Poverty, inequalities, social ties, attachment, territory, Colombia, social representations, perception.*

RESUMEN Y PALABRAS CLAVES

Resumen *= Esta tesis estudia la manera en que los colombianos y las colombianas en una sociedad que muestra altos niveles de desigualdades de ingreso hacen sentido sobre la pobreza. La pobreza es estudiada desde sus significaciones, como un fenómeno social y relacional, el cual nos remite a la construcción moral de la sociedad y a las formas que en esta toma la solidaridad. Para esto, nos inspiramos de la teoría del apego social y de la teoría de los vínculos sociales, de la teoría de las representaciones sociales y de la sociología cultural que estudia las fronteras simbólicas y sociales. Nos preguntamos cómo esta sociedad concibe la relación a los más pobres y desde este objetivo se estudian los vínculos sociales que la unen. La hipótesis de una naturalización de la pobreza como proceso colectivo es puesta a prueba a través de dos métodos. Por un lado, realizamos un tratamiento de encuestas de opinión representativas de la población y, por otro lado, fueron conducidas entrevistas en cuatro territorios del país, en las ciudades de Bogotá y Cartagena de Indias y en los municipios de San Jacinto y Viotá. Las representaciones sociales identificadas develan una tendencia histórica a la naturalización de la situación de los más pobres, lo cual es funcional en el contexto, pero también un cuestionamiento por parte de quienes reconocen las causas externas de la pobreza o reclaman una sociedad fundada sobre el mérito. Si existe un deseo de reducción de desigualdades, la impronta familialista que se observa en la configuración de los vínculos sociales, conjugada a la debilidad de la esfera ciudadana y asociativa, entraban las transformaciones normativas necesarias para el tratamiento del pobre como miembro de pleno derecho. Este caso puede esclarecer algunos de los mecanismos que concurren en la legitimación de las desigualdades objetivas.*

Palabras claves **=** *Desigualdades, pobreza, pobre, vínculos sociales, apego social, territorio, Colombia, representaciones sociales, percepción.*

TABLE DES MATIERES

REMERCIEMENTS 3
RESUME ET MOTS CLES 4
TABLE DES MATIERES 7
TABLE DES ILLUSTRATIONS 9
LISTE DES ABREVIATIONS 10
INTRODUCTION 11
I — Introduction. *11*
II — Justification de la thèse. *23*
PARTIE I. CADRE ANALYTIQUE ET METHODOLOGIQUE. 26
CHAPITRE 1 = CADRE ANALYTIQUE. APPROCHER LA PAUVRETE SOUS UN NOUVEL ANGLE. 27
I — La pauvreté existe-t-elle ? *27*
1. Une réflexion sur l'ontologie de la pauvreté. 28
2. La pauvreté comme fait social. 29
3. La connaissance depuis la théorie des représentations sociales. 30
4. Structure et agentivité dans la recherche. 31
II — Discussion conceptuelle. *32*
1. Définir en mesurant. Les conceptions individualistes de la pauvreté. 33
2. Vers des approches relationnelles de la pauvreté. 34
3. L'approche relationnelle, relative et construite de la pauvreté. 35
III — Revue de la littérature. *38*
1. Les études empiriques quantitatives ou les « Beliefs about poverty ». 39
2. Les représentations de la pauvreté dans la perspective qualitative. 52
IV — Cadre théorique de la recherche. *64*
V — Représentations historiques de la pauvreté. *77*
VI — Conclusion du chapitre 1. ..... *83*
CHAPITRE 2 = CADRE METHODOLOGIQUE. 85
I — Les objectifs de la recherche. *85*
II — La question de recherche. *87*
III — Vers une épistémologie de la perception de la pauvreté. *90*
IV — Méthodes et techniques de la recherche : la triangulation de méthodes. *93*
V — Conclusion du chapitre 2. ..... *123*
PARTIE II. FONDEMENTS ET DIVISIONS DE LA SOCIETE COLOMBIENNE. 124
CHAPITRE 3 = LE FAMILIALISME A LA COLOMBIENNE. EMPREINTES, EVOLUTIONS ET EXPERIENCES DES LIENS SOCIAUX 125
I — Le lien de citoyenneté : « Après le conflit, un autre conflit, l'abandon d'État » *126*
1. La citoyenneté colombienne dans l'extension des droits politiques. 127
2. Tendre la main aux pauvres. De la charité à l'assistance publique. 129
3. Les régimes de protection sociale en Amérique latine. 132
4. Résultats empiriques. Les modalités du LC en Colombie. 134
5. Résultats : la fragile citoyenneté colombienne, ou un lien sans réciprocité 136
II — Le lien de participation élective « Tu me donnes du manioc et je te donne de l'igname » *141*
1. L'empreinte anthropologique des peuples indigènes. 142
2. Le cadre normatif de l'associativité et la naissance des mouvements civiques. 145
3. Résultats empiriques. Les modalités du lien de participation élective. 147
4. Résultats d'enquête. L'actualité du voisinage. 148
III — Le lien de participation organique « Je travaille depuis l'âge de huit ans » *154*
1. Des luttes des travailleurs à un cadre protecteur de l'emploi à la fin du XXe. 154
2. Résultats empiriques. Traits et modalités du LPO en Colombie. 159
3. Résultats. Un lien de participation organique dual ? 160
IV — Le lien de filiation « Ma famille est tout » *166*
1. L'empreinte des systèmes de parenté des peuples autochtones. 167
2. Le cadre légal du mariage et des enfants illégitimes. 170
3. Variantes et évolutions dans la famille. 173
4. Caractérisation du lien de filiation. De l'attachement excessif à la rupture. 174
5. Résultats de l'enquête. La famille responsable, de la totalité à la crise. 176
V — Conclusion du chapitre 3. La base familialiste de la société colombienne. *183*

CHAPITRE 4 = ATTACHEMENTS AU NIVEAU LOCAL ET PROXIMITE SOCIO-SPATIALE DES PAUVRES. LES RECITS DE LA PAUVRETE DANS QUATRE TERRITOIRES. 187
I — Quatre territoires face à la pauvreté. *189*
1. Bogota, District-capital. Pauvreté, insécurité et strate. 190
2. Carthagène des Indes, le joyau colonial qui cache sa pauvreté. 203
3. San Jacinto, ou la nostalgie d'un passé meilleur. 212
4. Viota, le déclin du rêve du café colombien. 222
II — L'analyse comparative. *231*
1. Cartes de la pauvreté urbaine comparées. 234
III — Proximités socio-spatiales à la pauvreté *236*
1. La proximité menaçante des pauvres. 237
IV — Conclusion du chapitre 4. La fracture représentée. *240*
PARTIE III. LES FORMES REPRESENTATIVES DE LA PAUVRETE. RESULTATS EMPIRIQUES. 243
CHAPITRE 5 = PERCEPTIONS, CROYANCES ET PREFERENCES. CE QUE LES SONDAGES NOUS REVELENT SUR LA PAUVRETE EN COLOMBIE. 244
I — Perception de la pauvreté et des plus pauvres en Colombie. *247*
1. Le problème le plus grave du pays… La pauvreté ? 248
2. Magnitude perçue de la pauvreté. 250
3. La perception des revenus des plus pauvres. 254
4. Conclusion de la section « perception ». 259
II — Croyances sur la pauvreté. *261*
5. Les causes perçues de la pauvreté. 263
6. Croyances sur la pauvreté associées aux inégalités. 268
7. Revenu juste pour les 20 % les plus pauvres. 271
8. Conclusion de la section « croyances ». 277
III — Préférences concernant la pauvreté et la redistribution. *278*
9. Les PTC génèrent de la paresse ? 281
10. Type d'aide préférée pour les pauvres. 283
11. Assister les pauvres de manière gratuite ou subventionnée ? 288
12. Conclusion de la section « Préférences ». 289
IV — Conclusion du chapitre 5. *291*
CHAPITRE 6 = EN QUETE DES REPRESENTATIONS SOCIALES DE LA PAUVRETE. DEBATS DE SOCIETE. 297
I — Contenu. *298*
1. Le noyau de la Représentation sociale de la pauvreté en Colombie. 298
2. L'échafaudage de la pauvreté ou les idées reçues les plus répandues. 318
3. Catégories indigènes et catégories étrangères. 336
II — Variables. *339*
1. Les variables socio-démographiques et son influence. 339
2. Figures de la pauvreté et attachement. 341
3. D'autres variables d'influence dans l'adoption des RSP. 344
III — Processus. *347*
1. Penser la pauvreté ou le processus des RSP. 350
IV — Conclusion du chapitre 6. *353*
CHAPITRE 7 = NATURALISATION, CULPABILISATION ET VICTIMISATION DE LA PAUVRETE A LA COLOMBIENNE. TROIS SYSTEMES DISPONIBLES. 355
I — Naturalisation. « Ensemble, mais non mélangés ». *357*
1. Portrait Mélodie. 370
II — Culpabilisation. « Le gros poisson mange le poisson lent ». *373*
2. Portrait de Mireille. 386
III — Victimisation. « Personne ne connaît la soif de l'autre ». *388*
3. Portrait d'Antoine. 401
IV — Conclusion du chapitre 7. *404*
CONCLUSION 409
I — Récapitulation des résultats de la thèse. *409*
II — Les principales contributions de la thèse. *419*
III — Discussion à la littérature. *420*
IV — La pertinence de la TAS en tant que cadre théorique. *422*
V — Limites et portée de la recherche. *424*
BIBLIOGRAPHIE 426
ANNEXES 455

TABLE DES ILLUSTRATIONS

Illustration 1. Graphique. Les six groupes de l'échantillon, N=81. P.119.

Illustration 2. Graphique. Liens sociaux échantillon, 1113 réf. N=81. P.126.

Illustration 3. Tableau. Typologie, perception spatiale de la pauvreté et attitudes. P.238.

Illustration 4. Graphique. Identification pauvreté comme problème plus grave du pays. P. 248.

Illustration 5. Graphique. Sujets identifiés comme problème plus grave du pays. P. 248.

Illustration 6. Graphique. Magnitude pauvreté et des pauvres perçus, 1996-2001. P. 252.

Illustration 7. Dendogramme. Regroupement par similitude revenu des plus pauvres. P. 256.

Illustration 8. Graphique. Pyramide de revenus perçus et justes tous quintiles de revenus. P.258.

Illustration 9. Graphique. Explications de la pauvreté (1998-2012). P. 265.

Illustration 10. Graphique. Perception de Justice de revenus en Colombie 1997-2020. P. 269.

Illustration 11. Formule. Indice de perception de l'injustice sociale. P. 273.

Illustration 12. Graphique. Indice d'injustice conçue selon revenus estimés pauvres. P. 274.

Illustration 13. Graphique. Indice d'injustice conçue. Analyse des *clusters* AL. P. 276.

Illustration 14. Graphique. Paresse des bénéficiaires accord et désaccord à l'énoncé. P. 281.

Illustration 15. Graphique. Préférences et type d'aide envers les plus pauvres. P. 284.

Illustration 16. Graphique. Moyens d'accès aux aides de l'assistance sociale. P. 288.

Illustration 17. Graphique. Distribution code Pauvreté RS, 3916 références, N. 81. P. 300.

Illustration 18. Graphique. Explications thématiques sur la pauvreté. 982 réf., N. 81. P. 305.

Illustration 19. Graphique. Désaccord stratégie LCP par revenu. 246 réf., N = 53. P. 340.

Illustration 20. Diagramme circulaire encodage RSP, 3874 réf. N. = 81. P. 356.

Illustration 21. Diagramme. Structure encodage RSP naturalisation 1537 réf. N. = 81. P. 357.

Illustration 22. Diagramme. Structure encodage RSP culpabilisation 936 réf. N. = 78. P. 373.

Illustration 23. Diagramme. Structure encodage RSP victimisation 1401 réf. N. = 81. P. 390.

Illustration 24. Tableau. Critères systèmes de perception de la pauvreté. P. 408.

LISTE DES ABREVIATIONS

RS	*Représentations sociales.*
RSP	*Représentations sociales de la pauvreté.*
TAS	*Théorie de l'attachement sociale.*
TRS	*Théorie des représentations sociales.*
LCP	*Lutte contre la pauvreté.*
PTC	*Programmes de transferts monétaires conditionnels.*
PTCFa	*PTC Familias en acción.*
SISBEN	*Système de potentiels bénéficiaires colombien.*
DANE	*Département administratif de statistique.*
LF	*Lien de filiation.*
LPE	*Lien de participation élective.*
LPO	*Lien de participation organique.*
LC	*Lien de citoyenneté.*
INCORA	*Institut colombien pour la réforme agraire.*
FNC	*Fédération nationale de café.*
ICBF	*Institut colombien de protection de l'enfance.*
FARC	*Forces Armées révolutionnaires de la Colombie*
IDU	*Institut de développement urbain Bogota.*
JAC	*Juntas de accion comunal ou Conseils communautaires.*
SDF	*Personne(s) sans domicile fixe.*
CP91	*Constitution politique de 1991.*
PED	*Pays en développement.*
DNP	*Département national de planification.*
IPM	*Indice de pauvreté monétaire*
BAC	*Baccalauréat en France, Bachillerato.*
BID	*Banque interaméricaine de développement*
SES	*Variables socio-économiques individuelles*

INTRODUCTION[1]

I — INTRODUCTION.

La notion de pauvreté sème encore le trouble quant à sa compréhension. Sa polysémie, sa cooptation idéologique et la diversité d'expériences qu'elle évoque ont rendu difficile son étude en tant que prénotion et sa compréhension en tant que catégorie analytique. Les recherches réalisées sur la pauvreté sont nombreuses, notamment dans le champ des sciences sociales. Ces études ont cherché à la saisir, à comprendre ses causes et ses conséquences, mais aussi à la définir, à la mesurer ou à la traiter. Néanmoins, elles se sont peu intéressées à ce que les collectivités pensent de la pauvreté ainsi qu'aux idées reçues et aux représentations que le sujet suscite. L'objet de la présente recherche est d'étudier la pauvreté autrement en vue de parfaire sa compréhension et celle de ses manifestations empiriques. Cette thèse explore la manière dont une société donne un sens à la pauvreté et ce que cela révèle sur elle-même.

La pauvreté interpelle les individus, et ce de différentes manières. Elle peut être vécue comme une expérience personnelle ou une situation concernant des personnes proches. Elle peut également s'imposer à nous à travers des images, dans des régions lointaines, mais aussi au plus près de nous, dans les quartiers populaires. Nous partons du présupposé que la pauvreté, en tant que phénomène social et expérience, fait l'objet d'une appréhension mentale par les individus. Ceux-ci la représentent, en cherchent une explication et finissent par adopter une certaine attitude à son égard, ne serait-ce que l'indifférence. Pour l'individu, donner du sens à la pauvreté revient ainsi à comprendre plusieurs règles du jeu de la société dans laquelle il habite, notamment à propos des différences et des hiérarchies entre groupes, observées dans les diverses configurations sociales existantes. Penser la pauvreté est un exercice qui se situe entre

[1] Il importe de noter que la présente thèse a été rédigée, pour l'essentiel, en utilisant la troisième personne du pluriel comme principe de neutralité axiologique, ce qui ne fait pas disparaître, pour autant, la subjectivité de l'auteure. Dans l'étude, nous employons aussi la première personne dans les parties où la réflexivité de la chercheuse est mise en avant ou bien à l'heure de restituer les résultats issus des méthodes qualitatives. Par ailleurs, nous reconnaissons que ce texte contient des citations et des appellations au masculin générique, nonobstant nous nous voulons respectueux de tout l'éventail de la diversité et nus sommes reconnaissantes de la construction genrée des rapports sociaux. Les mentions doivent être interprétées comme inclusives de toute personne, indépendamment de son genre.

un processus cognitif individuel et un processus cognitif social où l'individu participe *à*, s'inspire *de* et conteste aussi les idées de la société qui l'entoure.

Nous abordons ainsi le concept de représentations sociales (RS) que dans les années 1960, Serge Moscovici développe. Celui-ci conçoit l'existence de schèmes socialement construits, lesquels permettent aux individus d'interpréter, d'expliquer et d'agir au regard de la réalité sociale. Ces représentations ont été qualifiées de « théories naïves » ou bien de « modalités du sens commun » ; pourtant, elles disposent d'une fonctionnalité pratique en permettant aux individus de faire face au monde qui les entoure ainsi qu'aux problèmes auxquels ils sont confrontés (Jodelet, 2002).

Des questions nous ont interpellés : *Comment la société colombienne et ses groupes signifient-ils la pauvreté ? Et dans quelle mesure peut-on parler d'une construction sociale locale ?* Nous souhaitons savoir si l'on peut trouver des représentations sociales de la pauvreté (RSP) propres à une société, en l'espèce à la société colombienne, et s'il existe des différences remarquables à cet égard entre les groupes qui la composent. En même temps, dans des sociétés contemporaines ouvertes au monde, on observe une perméabilité aux idées d'inspiration néolibérales et aux idées historiques qui à ce sujet circulent encore.

Cette intention posée, notre démarche se situe dans le cadre d'une sociologie de la pauvreté qui s'inspire des contributions d'É. Durkheim, de G. Simmel et même de K. Marx (Paugam, 2013). Nous comprenons que la pauvreté n'est pas un phénomène *ex nihilo* ; elle est multifactorielle, liée au rapport entre les différentes couches de la population et à la distribution de ressources qui en découle. Elle est liée à des configurations locales comme à des arrangements mondiaux socio-économiques. La pauvreté a une dimension relationnelle, car elle ne peut être considérée comme un simple phénomène individuel. Le sens de la pauvreté dans une société donnée ne peut être compris sans étudier la configuration de ses liens sociaux. En effet, au niveau macro, les sociétés établissent toujours un rapport avec les plus pauvres, moralement encadrés par des normes et des institutions qui masquent l'interdépendance entre couches de la société. Or, ce rapport s'envisage souvent comme une dépendance afin de justifier la dévalorisation des pauvres (Simmel, 2018/1908 ; Paugam, 1991). Elle est aussi relative aux contextes et aux sociétés qui en construisent des définitions en accord avec leurs particularités historiques, anthropologiques et géographiques.

Dans les économies contemporaines, la pauvreté n'est plus un fait naturel qui s'impose, mais de notre point de vue, un fait social qui, selon les sociétés, assigne à certains des positions et des conditions dès la naissance. La contrainte, l'extériorité et l'inévitabilité de la pauvreté

s'imposent à de larges catégories de la population. La pauvreté existe, elle entraîne des conséquences observables, elle se manifeste dans la matérialité ; elle est aussi, de notre point de vue, le produit d'un arrangement collectif de l'ordre du symbolique qui la dote de sens et lui attribue des caractéristiques. Ainsi, un rapport social précis à la pauvreté permet à un groupe non seulement de l'expliquer, mais aussi d'orienter son action en vue de renforcer sa cohésion.

Ce choix conceptuel s'écarte des définitions individualistes (monétaires, substantielles) pour se rapprocher des définitions relationnelles (exclusion sociale, interprétation marxiste). Précisément, nous souhaitons étudier la pauvreté en l'envisageant comme une notion sociale et relative à la société colombienne ; laquelle, il nous semble, a des choses à nous apprendre à ce sujet. Il nous importe en particulier de déterminer si, en l'étudiant, nous pouvons déceler les fondements et les mécanismes sociétaux sous-jacents à un arrangement social caractérisé par un important écart socio-économique entre ses membres. Il s'agit alors de saisir le type de relation entre cette configuration et les RSP ; autrement dit, d'examiner si les opérations cognitives (croyances, opinions, jugements, préférences, etc.) relatives à la pauvreté légitiment l'état actuel de la société inégalitaire colombienne. Nous vérifierons ainsi s'il existe une convergence d'idées justifiant le *statu quo* ou si, en revanche, celles-ci divergent et évoquent plutôt un sentiment d'injustice ou des attitudes de revendication. Nous examinerons également si l'orientation de ces idées sur la pauvreté dépend des groupes de la société au sein desquels elles prennent naissance, d'après leur intérêt propre. Nous souhaitons répondre à la question suivante : *Dans quelle mesure les Colombiens perçoivent-ils un problème dans la pauvreté ou le contexte inégalitaire associé ?*

Dans la littérature portant sur cette question, nous avons pu relever deux principales approches utilisant des méthodes et des recueils de données différents. La première adopte une perspective quantitative en traitant des enquêtes d'opinion et en étudiant les croyances partagées dans différentes sociétés ; la seconde opte pour une perspective qualitative en recherchant des représentations de la pauvreté dans différents contextes à travers différentes techniques.

L'approche quantitative permet de mettre en évidence les tendances générales qui, dans un échantillon donné de la population, se manifestent sur les causes attribuées à la pauvreté. À cet égard, l'étude pionnière de Feagin (1972 ; 1975) classe les causes de la pauvreté en trois catégories. Ce sont : les causes individualistes, aussi appelées causes internes ou dispositionnelles ; les causes structuralistes, c'est-à-dire les causes externes ; et, finalement, les causes fatalistes, qui dépendent d'éléments hors du contrôle humain. Les résultats montrent que le contexte importe dans les résultats. Les recherches comparatives réalisées ont révélé les

États-Unis comme un terrain où prédomine l'explication individualiste (Kluegel & Smith, 1986 ; Hunt, 1996 ; Hunt & Bullock, 2016), tandis que l'Europe de l'Ouest est un terrain où l'explication structuraliste est majoritaire (Alesina & Glaeser, 2004). Nous pouvons cependant observer que, dans les pays en développement, les explications structuralistes sont majoritaires ; un constat qui met en question l'hypothèse de la réflexion selon laquelle les citoyens reproduisent dans leurs croyances les conditions de leur société. Par ailleurs, au niveau individuel, les variables socio-économiques ne sont pas celles qui expliquent le mieux les différentes croyances sur les causes de la pauvreté.

La perspective qualitative nous permet quant à elle de souligner les différents contenus des RSP à travers le monde en nous donnant des repères pour penser les processus qui leur sont sous-jacents. De manière générale, nous constatons des régularités qui suggèrent des formes collectives de justification et d'adaptation, mais aussi de réflexion au regard de la pauvreté. Dans plusieurs terrains, il a été relevé que des personnes pouvant être considérées en tant que pauvres éludent toute association avec la pauvreté (Gamboa, 2007 ; Ceirano, 2000 ; Shildrick & MacDonald, 2013). La pauvreté est devenue un stigma dans différents contextes (Varyzgina & Kay, 2014 ; Meese et al., 2020), qui marque notamment les récipiendaires de l'assistance publique (Paugam, 1991 ; Tremblay, 2010 ; Hansen et al., 2014 ; Duvoux, 2009). Les études comparatives ont aussi permis de mettre en évidence des particularités selon les contextes et les projets idéologiques propres à chaque société (De Swaan et al., 2000 ; Reis & Moore, 2005 ; Paugam et al., 2017 ; Ortega, 2006 ; Bisiaux, 2012 ; Nagels, 2015).

À proprement parler des RSP, s'agissant de la société mexicaine, Ortega observe une dualité entre une représentation « structurelle-sociale » et une représentation « culturelle-religieuse-morale » qui change en fonction des groupes sociaux (Ortega, 2000). Au Brésil, Accorssi et Scarparo (2019) distinguent une RSP socio-économique et une autre morale. Sur ce processus, Chauhan (2016) propose de considérer que les RSP dépendent de l'acte dialogique qui leur donne naissance et du type de pauvreté envisagé. Une telle démarche explique pourquoi deux groupes différents partagent parfois une même RS et comment les individus envisagent la pauvreté comme un problème propre ou d'autrui. Dans son étude sur l'Inde, Vinaya (2020) met en évidence le rôle du processus d'ancrage des RSP, qui leur permet de fonctionner au quotidien. Elle explique comment l'idée d'un seuil de pauvreté, présente dans les discours des classes moyennes, sert à la naturalisation, voire à l'étiquetage des plus pauvres.

De fait, nous avons plusieurs auteurs qui parlent de naturalisation de la pauvreté ou des inégalités, ou bien de normalisation de la précarité (Lampis, 2022). Cela peut être le cas au

regard de la configuration spécifique d'une société. On peut penser à celle de la société mexicaine (Bayon, 2015) et indienne (Vinaya, 2020), ou bien à la manière dont les médias traitent la pauvreté en Colombie et au Brésil (Pardo, 2008 ; Darling & Friggeri, 2018). Enfin, Paugam (2016) utilise la notion de naturalisation comme une forme de perception parmi d'autres, telles que la victimisation et la culpabilisation de la pauvreté (Paugam et al., 2017 ; Paugam, 2023). En Colombie, Pardo utilise la notion en analysant la couverture qu'en font les médias de la pauvreté ; Mayorga (2018) y fait allusion pour parler de la manière dont les plus démunis s'autocensurent et expliquent la pauvreté par des causes morales et personnelles. Sandoval (2022) l'emploie pour décrire la stratégie de division de la population utilisée par les médias colombiens lors des grandes grèves de 2020 consistant à distinguer les « gens de bien » et le peuple. Par ailleurs, Alvarez-Rivadulla (2014) reconnaît que le niveau de tolérance des inégalités en Colombie est plus élevé que dans le cas uruguayen. Toutefois, l'auteure préfère valoriser les formes de négociation quotidiennes.

À travers l'étude de ces perspectives, nous avons repéré différents cadres théoriques. En particulier, nous avons étudié la théorie de l'attachement social qui explique l'appréhension de la pauvreté à partir des différents régimes d'attachement et de la configuration des liens sociaux dans les sociétés (Paugam, 2023). En outre, les croyances majoritaires de la pauvreté sont expliquées comme le reflet de conditions objectives, voire des institutions et de la distribution des ressources entre les membres d'une société (Feagin, 1975 ; Kluegel et al., 1995 ; Bucca, 2016). Puis, nous avons relevé des théories qui relient les régimes de l'État-providence à l'économie morale de la société (Mau, 2003 ; Pfau-Effinger, 2005). Nous avons également examiné l'approche fondée sur le mérite, le *« deservingness frame »* (Orschoot, 2000, 2006), ainsi que l'approche culturelle. Cette dernière met l'accent sur les divergences entre les cadres nationaux en ce qui concerne la définition des frontières sociales (Lamont, 1992, 1995, 2002). Tous ces cadres théoriques ont contribué à notre compréhension, cependant, nous avons finalement privilégié la théorie de l'attachement social (TAS) pour réaliser notre étude.

Une revue de la littérature existante nous a permis de relever l'intérêt scientifique d'une telle approche quant aux aspects symboliques de la pauvreté. Les études réalisées à ce sujet, surtout celles employant des méthodes quantitatives, ont mis en évidence que les attitudes et les croyances sur la pauvreté sont corrélées à des préférences. Celles-ci incluent l'orientation électorale, les demandes de redistribution, le soutien ou le blocage des politiques, entre autres. De plus, notre revue de la littérature a mis en évidence le fait que les discussions entre les différentes méthodes font défaut. Spécifiquement, les études qualitatives diffèrent des études

quantitatives par leur agenda de recherche décousu et le manque de convergence dans leurs résultats. Nous voulons y apporter notre contribution.

Pour revenir à notre choix de privilégier la TAS, précisons que ce cadre théorique réunit plusieurs éléments. Tout d'abord, cette théorie part du constat que chaque société est caractérisée par un arrangement normatif propre, élaboré tout au long de son histoire. Cette empreinte se reflète dans la manière dont les liens sociaux sont tissés[2]. De fait, la manière dont les individus s'attachent entre eux et à la société renvoie à la façon dont cette dernière conçoit l'attachement aux plus démunis. Dans cet esprit, la pauvreté est abordée en termes de morale encadrant la solidarité, d'après les travaux d'É. Durkheim et G. Simmel (Paugam, 2023, 2013). Cette théorie signale différents processus de perception de la pauvreté selon les régimes d'attachement envisagés, définis en considérant le lien qui prédomine et régule les rapports dans la société. Si l'on adopte une approche en termes de naturalisation, la vision du monde est fondée sur un séparatisme entre les riches et les pauvres ; une division vécue comme un fait de nature dans un ordre social pensé comme immuable. En revanche, suivant une approche en termes de victimisation, les différences entre les membres de la société sont jugées intolérables et injustes. De ce fait, la pauvreté est combattue au nom de la cohésion sociale et de l'ambition de vivre dans une société égalitaire. Enfin, selon une approche en termes de culpabilisation, on attend que les pauvres se prennent en charge eux-mêmes et saisissent les opportunités que leur offre le système économique (Paugam, 2016, 2023). La TAS souligne une correspondance entre régimes et perceptions. Ainsi, le régime familialiste, dans lequel le lien de filiation régule les rapports sociaux, est associé à un processus de naturalisation de la pauvreté, dans le cadre duquel celle-ci est difficilement traitée en tant que problème public.

Ce cadre théorique nous intéresse au regard de sa capacité à considérer les cas empiriques et la pauvreté comme un rapport social. Il nous permet d'approfondir un cas d'étude tout en le comparant. Il permet aussi l'étude du phénomène à différentes échelles d'analyse, de l'individu à la société, grâce à une perspective relationnelle de la pauvreté conçue en termes de liens sociaux. Cette approche permet ainsi d'étudier la société dans son ensemble et cherche à développer un holisme compréhensif qui tient compte des expériences vécues par les individus.

[2] On peut distinguer quatre types de liens sociaux sur lesquels nous reviendrons : le lien de filiation (famille), le lien de participation élective (tissu associatif), le lien organique (emploi) et le lien de citoyenneté (Paugam, 2009, 2013). Dans chaque contexte, on trouve une prééminence d'un lien régulant les rapports sociaux. Au niveau macro, ce lien régulateur serait au fondement des institutions. Cela va définir la manière dont l'attachement aux plus pauvres est conçu et la pauvreté régulée à la lumière d'une morale collective. Au niveau micro, ce lien régulateur permet à l'individu de trouver la protection et la reconnaissance dont il a besoin.

Selon une comparaison réalisée entre 34 pays du monde, la Colombie figurerait dans le groupe des pays les plus familialistes (Paugam, 2023). Ce résultat suggère une société éloignée des modèles où le lien de citoyenneté régule les relations entre individus et les pauvres sont considérés comme égaux en tant que citoyens. Il nous aidera aussi à tester l'hypothèse que, dans les sociétés familialistes, les inégalités sont tolérées et la pauvreté d'une partie importante de la population est négligée, voire ignorée. La question centrale de la thèse est donc :

Quels sont les fondements du lien social dans la société colombienne ? Comment cela affecte-t-il la manière dont l'attachement est conçu aux plus pauvres ? Quelles RSP le mettent en évidence ?

Pour répondre à cette question, nous avons examiné la structure sociale de la société en testant l'hypothèse d'un régime familialiste. Puis, dans un second temps, nous avons analysé l'attachement aux plus pauvres à travers les RSP majoritaires, en évaluant l'hypothèse d'un processus de naturalisation de la pauvreté.

L'hypothèse selon laquelle la naturalisation est un processus de perception collective soulève des questions. Elle semble justifier le fait qu'une personne née pauvre en Colombie puisse mettre onze générations à gagner un salaire moyen, ce qui est remarquable compte tenu du nombre d'heures travaillées par les Colombiens (OECD, 2018, 2023). Cependant, elle ne permet pas d'expliquer d'autres phénomènes. Par exemple, le conflit armé colombien, qui avait des buts redistributifs ; non plus les luttes paysannes pour la répartition des terres, comme celles menées par l'*Asociación Nacional de Usuarios Campesinos de Colombia* (ANUC) durant la seconde partie du XXe siècle ; ou bien le système d'assurance santé à visée universaliste. De même, la naturalisation ne serait pas pertinente au regard d'une société qui a reconnu des formes d'organisation et de propriété collective aux peuples afro-descendants et indigènes. Elle ne peut pas expliquer l'existence de la Juridiction Spéciale pour la Paix ni les réparations accordées aux personnes déplacées par le conflit, certaines communautés étant reconnues comme sujets de réparation collective. En ville, certaines initiatives sont perçues comme des innovations sociales. C'est le cas du système de transport *Transmilenio*, des téléphériques dans des quartiers populaires de Bogota et Medellín, ou encore des tarifs progressifs pour les services publics en fonction d'un système de stratification urbaine. Récemment, Bogota a créé des zones de sécurité pour les femmes, appelées « *manzanas del cuidado* ». Citons aussi « l'explosion sociale » qui a eu lieu lors des grandes grèves de 2020. Enfin, un gouvernement de gauche a pris le pouvoir en 2022, avec une vice-présidente issue des peuples afro-descendants du Cauca, et un président ex-guérillero du groupe M-19. Malgré ces avancées, le pays continue de faire face à d'importantes inégalités en termes de ressources (l'indice de Gini est l'un des plus élevés de la

région en 2023). La pauvreté y est également profondément ancrée : un tiers de la population vit toujours sous le seuil de pauvreté officiel, un chiffre qui stagne depuis une décennie.

Pour commencer, nous allons vérifier si nous sommes confrontés à une configuration d'attachement familialiste. Nous observerons ensuite si des éléments révélant une naturalisation apparaissent dans les discours. Cela comprend des explications fatalistes de la pauvreté, l'utilisation d'arguments racistes, biologiques ou culturels qui dénigrent les personnes les plus démunies ou certaines communautés, ainsi que la conception de la pauvreté comme une condition permanente. Nous examinerons si les discours minimisent la pauvreté en tant que problème et justifient la ségrégation spatiale. Nous nous intéresserons aussi aux attitudes qui justifient certains types d'inégalités ou un rejet de l'aide sociale, au profit de la charité. Chez les plus démunis, enfin, nous devrions constater une acceptation de leur position et une perception de justice.

Pour atteindre notre but, nous avons dû élaborer une stratégie méthodologique nous permettant d'avoir un aperçu réaliste de la société colombienne. Nous avons d'abord examiné des sondages représentatifs, car nous n'avions pas la capacité de mener notre propre enquête à grande échelle. Cependant, dans les sondages existants, le thème n'a pas été abordé de manière exhaustive ou les options de réponse proposées ne reflétaient pas adéquatement la complexité du processus. De plus, ces enquêtes s'adaptent peu aux différents contextes et offrent parfois une vision seulement conjoncturelle (Cozzarelli et al., 2001 ; Hine & Montiel, 1999). Par conséquent, nous avons décidé d'emprunter la voie tracée par ceux qui ont reconnu l'impasse des enquêtes (Laenen et al., 2019) et d'intégrer d'autres méthodes de collecte de données. En effet, nous avons observé chez les tenants de la TRS une injonction à la triangulation des méthodes, non pas comme un critère de validité, mais comme une stratégie de qualité (Lo Monaco et al., 2006). Nous avons complété le traitement de données avec une immersion de terrain en Colombie.

Nous avons ainsi cherché à répondre à notre questionnement en ayant recours à différentes méthodes et techniques. Nous avons mis en place le traitement des enquêtes d'opinion issues de différentes sources. Cela nous a permis d'avoir un aperçu de la perception, des croyances et des préférences de la population colombienne à l'égard de la pauvreté. Nous avons ensuite calculé des corrélations afin de déterminer quelles variables influencent le plus les résultats de recherche obtenus avec les logiciels R et RStudio. De plus, nous avons mené des entretiens et analysé 81 entretiens semi-structurés dans une enquête multi-sites pour

comparer le milieu urbain et le milieu rural. Nous avons organisé et traité ces entretiens avec le logiciel NVIVO, un CAQDAS[3] qui permet, de manière inductive, d'analyser les données.

Nous avons cherché à éclaircir une question en empruntant divers chemins, comme le montre la structure de notre thèse. Notre étude s'organise en effet autour de trois parties et sept chapitres. La première section de notre recherche présente le cadre analytique et méthodologique. La deuxième partie analyse les fondements et les divisions de la société colombienne. Nous étudions ainsi ce qui maintient la société colombienne comme un ensemble en nous intéressant à sa structure et à la configuration des liens sociaux. Nous nous intéressons ensuite à la variété régionale en examinant comment la pauvreté est perçue et vécue différemment dans les quatre régions que nous avons étudiées dans le cadre de notre recherche. La troisième partie met en évidence les différentes conceptions de la pauvreté qui émergent des enquêtes et des entretiens. Ces réflexions nous amènent à un chapitre final où sont présentés les résultats observés selon les trois systèmes de représentation de la pauvreté, considérés sous l'angle de leur manifestation empirique dans le cas colombien.

Cette thèse s'efforce de comprendre la société en profondeur, en analysant non seulement sa structure de base, mais aussi ses divisions, comme les configurations empiriques des inégalités dans les territoires. Ensuite, nous pourrons examiner les différentes représentations à partir des données traitées et recueillies. L'analyse des sondages révélera les tendances dominantes et les groupes de population qui s'en écartent. L'analyse des entretiens, quant à elle, nous dévoilera les contenus et les processus de pensée liés à la pauvreté. Enfin, nous verrons si ces deux résultats sont contradictoires ou s'ils se renforcent mutuellement. Par conséquent, nous serons en mesure de répondre à l'hypothèse d'un processus abouti de naturalisation de la pauvreté en Colombie.

Nous allons maintenant présenter de manière synthétique le contenu et la méthode de chaque chapitre en vue de souligner la problématique empirique qui a confronté l'objet de recherche. À partir du troisième chapitre, intitulé « *Le familialisme à la colombienne. Empreintes, évolutions et expériences des liens sociaux* », nous mobilisons des données pour analyser le cas colombien. La question qui le guide est de savoir comment les Colombiens s'attachent, entre eux et à la société. Puis, nous nous demandons quel est le lien social prééminent et si, comme les recherches le suggèrent, nous pouvons parler d'un régime familialiste. Pour y répondre, nous présentons d'abord une synthèse des résultats d'une

[3] *Computer-assisted qualitative data analysis software* ou bien logiciels d'analyse de données qualitatives assistées par ordinateur.

recherche historique sur les quatre types de liens sociaux dans le système normatif. Cela nous permet ensuite d'étudier les expressions empiriques de chaque type de lien en termes de protection, de reconnaissance et de fragilité. Nous avons utilisé à la fois des données secondaires et les résultats de nos entretiens. Le code « liens sociaux » a réuni 1236 références dans le logiciel NVIVO. Les deux liens les plus mentionnés sont : le lien de filiation en termes de protection et le lien de citoyenneté en termes de fragilité.

Cette réflexion nous a conduit à un quatrième chapitre dénommé « *Attachements au niveau local et proximité socio-spatiale des pauvres. Les récits de la pauvreté dans quatre territoires* ». Dans celui-ci, nous étudions la manière dont les habitants des villes de Bogota et de Carthagène ainsi que les villages, Viota et San Jacinto, ont construit un récit spatial sur la pauvreté. La question principale qui guide ce chapitre porte sur le rapport entre les lieux de résidence et les RSP. Nous testons aussi la probabilité d'un processus de victimisation et de culpabilisation dans les villes face à un processus de naturalisation de la pauvreté dans les villages. Cette interrogation nous permet d'aborder les particularités dans la manière de situer la pauvreté avec des référents géographiques, puis dans la construction de morales territoriales. Nous mobilisons à cet égard la partie des entretiens dans laquelle nous avons parlé de qualité de vie dans les endroits de résidence, les lieux évités et ceux estimés sûrs. Ce chapitre nous donne ainsi un aperçu des interactions quotidiennes et nous permet de comprendre les conditions fondant la perception d'une *pauvreté menaçante.* Par ailleurs, nous comparons les représentations des fractures dans l'espace dans les deux villes de notre enquête et montrons deux cartes qui dévoilent les morales territoriales dominantes.

Dans le cinquième chapitre intitulé « *Perceptions, croyances et préférences. Ce que les sondages nous révèlent sur la pauvreté* », nous mobilisons les données issues d'enquêtes d'opinion représentatives, dont la Latino-barometro et la LAPOP ; où dix questions ont été particulièrement traitées. Nous avons cherché à comprendre la manière dont les Colombiens perçoivent la pauvreté et son ampleur, leurs avis à son sujet, les facteurs qu'ils identifient comme responsables de son existence, s'ils souhaitent qu'elle soit réduite et comment. Ce travail a mis en évidence les principales tendances, dilemmes et variables clés dans les réponses. Le niveau d'éducation est l'une des variables les plus fréquentes, bien qu'elle n'ait pas permis de distinguer des groupes. Dans les résultats obtenus, nous avons observé qu'il existe une volonté de justice sociale et une explication majoritaire de la pauvreté comme étant externe aux plus pauvres. Malgré cela, les mesures de redistribution ne sont généralement pas soutenues et l'assistance par le travail est préférée. Ces résultats nous ont interrogés.

Comment expliquer que, malgré leur perception d'injustice dans la situation des plus pauvres, les Colombiens ne soutiennent pas un mécanisme de redistribution ni des dispositifs d'aide réguliers ?

Ce questionnement nous a menés à un sixième chapitre intitulé « *En quête des Représentations sociales de la pauvreté. Débats de société* ». Dans celui-ci, nous présentons les résultats de notre analyse des entretiens réalisés. En réalisant un codage à l'aide du logiciel NVIVO, nous avons organisé 2 166 références sur la pauvreté en trois catégories : perception, conceptualisation et préférences. Ce sont trois processus non linéaires, mais complémentaires lorsqu'on fait mention de la pauvreté.

Nous avons ainsi pu déchiffrer le contenu des représentations existantes sur la pauvreté. Nous observons un conflit entre causes externes (corruption) et internes (pauvreté d'esprit). Puis, nous avons identifié comment les représentations varient selon les figures de la pauvreté situées différemment au regard d'une échelle du mérite. Nous avons aussi remarqué une actualisation constante des frontières entre le « bon » et le « mauvais » pauvre. Dans les processus observés, nous avons également relevé un exercice d'auto-positionnement qui révèle une représentation de l'espace social. Enfin, nous avons observé la difficulté et le stigmate liés au fait de « se dire pauvre ».

Par ailleurs, nous avons pu noter la vigueur de différentes RSP qui permettent de justifier le *statu quo*. Par exemple, la croyance en une pauvreté d'esprit ou en un marché de la pauvreté, ou encore l'opposition entre une « Colombie pauvre, mais riche » et celle du « pauvre heureux ». Nous avons constaté que les plus pauvres sont souvent accusés de corrompre la démocratie, notamment en raison de la vente de leurs votes, renforçant l'idée d'un peuple ignorant. La croyance en une pauvreté d'esprit est répandue et permet à la fois de soutenir des propos qui naturalisent et culpabilisent les plus pauvres. Méthodologiquement, les mises en situation ont déclenché des stéréotypes.

Nous avons regroupé les résultats des analyses dans un septième chapitre. Les entrées ont été classées selon les catégories de perception de S. Paugam : culpabilisation, victimisation, naturalisation. Les contenus ont été triés en fonction de l'information, du champ de représentation et de l'attitude, comme le préconise la TRS. D'après le calcul de la fréquence de mots codés que propose le logiciel employé, nous comptons trois phrases. Suivant une approche de victimisation : « *Il y a beaucoup de gens en situation de pauvreté, sans travail ni argent, à cause du gouvernement et de la corruption* » ; suivant une approche de culpabilisation : « *Les*

gens ne veulent pas travailler pour avoir une meilleure vie » ; suivant une approche de naturalisation : « *Les familles pauvres n'ont pas de culture ni d'éducation* ». En général, la naturalisation de pauvreté est l'ensemble qui suscite le plus d'intensité dans les discours, suivie par la victimisation. Toutefois, la plupart des personnes interrogées ont mixé les différents éléments au fil de l'entretien.

Le paradoxe est réapparu : bien que les facteurs externes influencent davantage les résultats quantitatifs et les explications qualitatives, ils ne se reflètent pas dans une volonté de vivre-ensemble ni dans un soutien à la redistribution ou à la mixité sociale. Nous observons également un renforcement de la naturalisation lorsqu'elle est associée à une culpabilisation des pauvres. Nous développons donc l'idée d'un processus de naturalisation prééminent mais non exclusif, car nous observons quand même un désir de réduction des écarts. À vrai dire, la naturalisation fait l'objet de débat parmi les groupes de la société. Les récits développés montrent effectivement une discussion interne constante entre les catégories qui assignent une position en fonction de critères de classe, strate, de genre ou de type racial. C'est une société qui questionne la normalisation d'une attitude collective qui se soucie peu de la pauvreté d'autrui ou de celle des régions. Nonobstant, la position et les conditions des classes populaires sont justifiées dans la rhétorique qui suit le modèle états-unien, s'appuyant sur l'idée que la position dans la hiérarchie découlerait du mérite. Dans les discours analysés, les personnes se gardent de faire des commentaires racistes ou discriminants, mais elles les remplacent par la croyance en une pauvreté d'esprit qui justifierait les différentes positions sociales. De plus, la glorification du travail comme valeur de société choque avec les programmes comme *Familias en Accion* qui assistent des populations habiles.

La solution pour sortir de cette impasse, où une société reconnaît les inégalités sans agir pour les corriger, réside dans la structure de ses liens sociaux. La théorie affirme qu'une telle société, qui victimise sa population, mais dont le lien de citoyenneté est fragile, ne peut exister. De fait, la société colombienne souhaite une réduction des inégalités, mais elle n'a pas assez confiance dans l'État et les institutions, pas plus que dans les individus, pour la réaliser. En effet, la force citoyenne nécessaire pour revendiquer les réformes que la société demande fait défaut. De plus, dans les villages, le lien de participation élective demeure plus fort que dans les villes, mais il est encore menacé. Les transformations liées au conflit armé et à la persécution des dirigeants sociaux entravent l'organisation des travailleurs ruraux. Bien que certains veuillent réduire les inégalités, la pauvreté est souvent perçue comme dangereuse. Cela conduit à un repli familial et à une ségrégation résidentielle, ce qui va à l'encontre de l'égalité souhaitée.

La circulation de RSP contradictoires montre les difficultés de la société colombienne à forger un récit collectif, notamment en ce qui concerne l'accord sur la problématisation de la pauvreté. La contestation de la naturalisation révèle qu'elle existe, mais aussi qu'on peut y avoir recours. Selon l'observé, l'attitude qui victimise la pauvreté s'avère irréaliste ou non pratique, surtout en milieu urbain, en raison des inégalités sociales et de la menace perçue à la vie.

En définitive, nous savions d'avance que nous n'obtiendrions pas une réponse unique à ce sujet complexe. Toutefois, avec cette thèse, nous cherchons à ouvrir une voie vers une meilleure compréhension de ce défi qui affecte nos sociétés contemporaines. Nous proposons une nouvelle approche pour analyser la pauvreté et les inégalités en prenant en compte le rôle des RSP et des attitudes collectives.

II — JUSTIFICATION DE LA THÈSE.

Notre étude s'intéresse à ce que pensent les Colombiens de la pauvreté. Nous cherchons à montrer l'intérêt scientifique de cet objet et de ce cas d'étude. Nous avons plusieurs arguments. Premièrement, si nous ne pouvons pas préciser quel est le poids des facteurs subjectifs dans les niveaux d'inégalités objectives, nous pouvons au moins faire l'hypothèse qu'ils y contribuent. Deuxièmement, si chaque société est porteuse d'une empreinte historique, nous chercherons à déterminer ce qu'un cas d'étude peut nous révéler sur la compréhension collective de la pauvreté dans l'une des régions les plus inégalitaires du monde. Troisièmement, nous souhaitons apporter des preuves empiriques aux agendas théoriques sur les liens entre opinion publique et représentations sociales. Théoriquement, il sera intéressant de mettre en relation les RSP comme objet entre la théorie des représentations sociales (TRS) et la théorie de l'attachement social (TAS). Enfin, il nous importe d'étudier autrement la pauvreté à travers l'étude de la structure de liens sociaux d'une société.

D'après Bayon (2015), il est important d'étudier sociologiquement la pauvreté afin de sortir du discours qui la moralise et de dénaturaliser sa présence. Le sujet a été reconnu comme un pas pour la compréhension de la légitimation des inégalités sociales et le soutien aux politiques sociales (Lepianka et al., 2009 ; Oorschot & Halman, 2000). De plus il existe un réexamen permanent des aides publiques au nom de l'austérité et il est important d'observer la manière dont est interprété (Laenen et al., 2019 ; Peackock et al., 2014 ; Small et al., 2010). D'autres ont mentionné comment l'opinion publique peut influencer l'agenda politique (Page & Shapiro, 1983), et comment la perception peut influencer les interactions avec les pauvres (Bullock, 1999 ; Niemela, 2008). De façon générale, il est important de disposer des éléments

empiriques concernant les aspects symboliques liés à la légitimation des inégalités sociales. Cela dans le but d'établir la façon dont ils affectent les rapports entre les groupes, les discours et les expériences des individus. C'est pourquoi l'idée est d'approfondir les raisons qui poussent certaines sociétés à tolérer davantage les inégalités (Green & Hulme, 2005 ; Alvarez, 2014).

De fait, le lien entre croyances et comportements des individus a été étudié (Feagin, 1972 ; Hine & Montiel, 1999 ; Zucker & Weiner, 1993). Cela peut se traduire en soutien ou demande de redistribution (Alesina & Giuliano, 2009 ; Alesina & Glaeser, 2004 ; Andersen & Curtis, 2015 ; Benabou & Ok, 2001 ; Bullock et al., 2003 ; Fong, 2001). Également en soutien ou blocage des politiques d'assistance et de lutte contre la pauvreté (Kluegel & Smith 1986 ; Bullock et al., 2003 ; Oorschot & Halman, 2000 ; Page & Shapiro, 1983 ; Burstein, 2003 ; Manza & Cook, 2002). D'autres parleront d'un impact indirect à travers du vote, des débats médiatiques ou du lobbying (Orschoot, 2006). Certains ont noté que les croyances partagées se reflètent dans les institutions des contextes culturels stables (Kreidl, 2000).

Les données ont montré des corrélations entre les explications de la pauvreté, les attitudes envers la richesse (Kluegel et al., 1995 ; Sigelman, 2012) et le niveau perçu de justice sociale (Schneider & Castillo, 2015). De surcroît, nous observons un lien entre les causes fatalistes et un sentiment d'impuissance suivi de passivité et d'inaction (Kreidl, 2000 ; Vázquez & Panadero, 2009), observés dans le sud global (Harper et al., 1990 ; Hine & Montiel, 1999).

Par ailleurs, connaître les groupes considérés comme méritants peut rendre plus adéquats les programmes sociaux vus favorables par le public et éduquer sur les publics considérés comme non méritants. Cela mène donc à la capitalisation des sentiments positifs et la neutralisation des sentiments négatifs ; de sorte que les efforts pour réduire la pauvreté soient en accord avec la compréhension des attitudes et émotions collectives (Cozzarelli, et al., 2001). En tout cas, il est nécessaire d'approfondir les critères normatifs qui sous-tendent les préférences des citoyens. Au niveau micro, les frontières tracées peuvent avoir des effets dans les décisions d'embauche ou de promotion dans le monde du travail (Cozzarelli, et al., 2001). Au niveau macro, l'étude des frontières symboliques permettra avancer dans la compréhension des résultats comme la ségrégation spatiale (Lamont & Small, 2008).

Dans le cadre de la TRS, certaines recherches signalent que les comportements des individus semblent plus déterminés par les RS que par des éléments objectifs liés à la situation (Jodelet, 1989 ; Doise, 1976, Abric, 1994). Plus spécifiquement, plusieurs chercheurs ont signalé le besoin d'avancer dans la compréhension des RSP qui soutiennent les pratiques d'exclusion (Ortega, 2006 ; Chauhan, 2016 ; Bastias & Barreiro, 2023). Une RSP négative liée

à un statut dévalorisé peut renforcer les pratiques d'exclusion et de discrimination, les préjugés de classe, réduire le soutien aux politiques et contribuer à la tolérance de la pauvreté (Somers & Block, 2005 ; Horton & Gregory, 2010 ; Royce, 2015 ; Ghys, 2018). De fait, le processus d'appauvrissement vu sous une perspective culturaliste, moraliste et émotionnelle, joue un rôle dans les types d'aides délivrées et dans l'interaction informelle entre assistants sociaux et bénéficiaires (Warin 2014 ; Tremblay, 2010 ; Paugam, 2009 ; Eiro, 2017).

Quoi qu'il en soit, la recherche soutenue empiriquement fera avancer le domaine. Il est important d'approfondir à propos des tendances par région, des effets-pays ou bien des prédicteurs contextuels (Hopkins, 2009). Le cas latino-américain mérite d'être examiné puisqu'il est bien différent des cas africains ou asiatiques. L'écart des inégalités, l'histoire des régimes politiques et le dynamisme économique sont autant de caractéristiques remarquables. Blofield (2011) montre comment la région est marquée par une grande distance sociale entre riches et pauvres soutenue par des normes sociales. Les élites habitent un monde tellement différencié, avec une idée abstraite de la pauvreté, que les attitudes solidaristes semblent peu probables (Reis, 1995). Pour Bucca (2016), il s'agit d'un scénario qui soulève l'énigme des pays où le succès est fortement corrélé aux origines sociales tandis que les individus ont tendance à penser l'inégalité comme conséquence de mérites individuels. Ortega (2000) signale l'intérêt d'étudier les cas où la pauvreté est visible, et où les différences sociales sont présentes.

Dans le contexte latino-américain, il est important de prendre en considération l'influence des institutions financières internationales qui ont favorisé le discrédit des dépenses sociales et des filets de sécurité universels (Morgan & Kelly, 2013 ; Martinez-Franzoni & Sánchez, 2018). De sorte que, l'aversion à la redistribution peut obéir à un contexte plus idéologique et symbolique et non à une idée rationnelle liées aux préférences (Garcia et al., 2022).

En fin de compte, nous rappelons comment les inégalités des revenus ont atteint un niveau important dans les économies contemporaines, ce qui a augmenté après la pandémie du Covid-19. C'est pourquoi nous avons besoin de plus de recherches empiriques et de comparaisons, mais surtout d'un agenda de recherche qui fasse dialoguer les différentes méthodes, techniques et résultats. La dimension sociale de la pauvreté nous offre une perspective stimulante avec un potentiel d'application. C'est aujourd'hui probablement la voie la plus fertile lorsqu'il s'agit de nous éloigner de l'impasse laissée par la recherche économique (Norcia & Risotto, 2015). Enfin, il nous semble capital d'y contribuer à travers l'étude du cas colombien, l'un des pays les plus inégalitaires de la région latino-américaine, lequel présente un scénario très complexe entre méfiance des institutions et expériences collectives comme celle de la violence.

PARTIE I. CADRE ANALYTIQUE ET METHODOLOGIQUE.

CHAPITRE 1 = CADRE ANALYTIQUE. APPROCHER LA PAUVRETE SOUS UN NOUVEL ANGLE.

Dans ce chapitre, nous allons explorer comment notre objet d'étude s'est développé à la lumière des recherches qui ont abordé le phénomène de la pauvreté sous l'angle de sa représentation et de sa perception. Nous décrivons le cheminement qui nous a menés à concevoir la pauvreté comme une représentation sociale. Tout d'abord, nous présenterons l'ontologie adoptée. Nous participerons ensuite à la discussion conceptuelle autour de la notion de pauvreté. Mettre en évidence les limites des concepts les plus courants en tenant compte de la perspective sociologique qui nous guide s'avère nécessaire. Nous poursuivrons en examinant des recherches empiriques dans les différents terrains à travers le monde. Cet examen sera divisé en deux sections. Dans une première partie, nous analyserons les études quantitatives sur les croyances de pauvreté. Par la suite, nous examinerons les études qualitatives portant sur les RSP. Cette démarche nous permettra de comprendre les méthodes et les techniques les plus couramment utilisées, nous aidant à orienter notre étude. Grâce à une vue d'ensemble conceptuelle et à des possibilités empiriques claires, nous allons élaborer un cadre théorique qui nous servira de boussole. Ce cadre s'inspire à la fois de la théorie de l'attachement social (TAS) et de la théorie des représentations sociales (TRS). Cela nous permettra de cerner l'objet d'étude et de poursuivre avec la stratégie méthodologique dans le prochain chapitre. Pour terminer, nous allons effectuer un résumé historique des concepts liés à la pauvreté qui ont émergé et se sont diffusés à travers différentes périodes de l'histoire occidentale. Nous chercherons à comprendre leur impact dans les sociétés contemporaines.

I — LA PAUVRETE EXISTE-T-ELLE ?

Cette section définit ce qu'est la réalité sociale dans le cadre de cette recherche, en veillant à établir des liens entre l'ontologie, la méthodologie et la théorie pratique sociale. De sorte que la méthodologie soit conçue comme le programme explicatif et le lien entre ontologie sociale et théorie pratique (Archer, 1995).

1. Une réflexion sur l'ontologie de la pauvreté.

L'application d'une ontologie à la pauvreté pose des questions fondamentales sur sa nature et son existence. En effet, les personnes intéressées par les significations de la pauvreté doivent faire face à une difficulté ontologique. Elles doivent rendre compte de son aspect symbolique mais en tenant compte des aspects matériels qui y sont reliés (Chauhan, 2016).

Il y a plusieurs façons d'aborder le sujet de la pauvreté. L'une d'elles est la perspective réaliste, qui voit la pauvreté comme une réalité naturelle et indépendante du monde social. On la traite comme un objet, qu'on peut décrire, mesurer et analyser en fonction de ses composantes. Dans cette catégorie, on compte les études dont le but consiste à établir une définition « objective » de la pauvreté, généralement en identifiant des seuils et des caractéristiques mesurables et comparables. En outre, dans les perspectives substantialistes ou multidimensionnelles, nous percevons toujours la pauvreté comme une entité distincte, susceptible d'être analysée, comprise, étudiée, maîtrisée, voire même éradiquée. On la traite comme une entité isolée des réalités qui l'entourent et des sociétés qui l'hébergent. Le travail scientifique se montre capable de résoudre des problèmes diagnostiqués dans un agenda qui se divise en secteurs distincts. Cela correspond à la définition du « paradigme dominant » telle que proposée par Khun (2008), qui décrit une équipe de recherche scientifique engagée dans un projet financé par des organismes et axé sur un objectif précis.

Nous reconnaissons la distinction entre les faits ontologiquement objectifs et subjectifs, qui se subdivisent en fonction de leur portée individuelle ou collective (Heinich, 2006). La perspective réaliste s'intéresse ainsi aux faits ontologiquement objectifs individuels ou collectifs, dont on peut constater l'existence matérielle, par exemple la faim ou les privations. Cette démarche est intéressante, mais elle ignore les aspects symboliques et sociaux.

En revanche, dans la perspective relativiste les événements ne prennent sens qu'en fonction du contexte et des personnes impliquées. À partir de celle-ci, la pauvreté existe seulement si on lui en attribue un sens et dépend des processus d'élaboration du sens associés à sa définition. Cette approche rend la définition plus complexe, car la pauvreté dépend de sa perception par le sujet. Elle varie donc selon le contexte et la période considérés.

Il est crucial pour nous d'éviter le relativisme qui s'égare dans les subtilités et les préférences individuelles, tout en reconnaissant l'existence réelle de la profonde pauvreté vécue par les populations. Pour échapper au dilemme entre subjectivité et singularité, nous nous

penchons sur les faits ontologiquement subjectifs, mais ceux qui ont une portée collective (Heinich, 2006). Nous ne considérons que les faits subjectifs de nature collective, ayant compte de leurs conséquences objectives, sous la forme de barrières d'accès ou de frontières sociales (Lamont et al., 2005). Nous les étudions comme des faits sociaux fondés sur l'expérience et le vécu des collectivités. Ainsi, la pauvreté émerge lorsque les membres d'un groupe s'accordent sur une définition ou un critère, créant ainsi une distinction socialement significative ayant des conséquences concrètes ou contraignantes dans un contexte donné. On devrait pouvoir observer ces traces dans les discours et les actions.

Selon Chauhan (2016), si la pauvreté est à la fois visible dans la vie matérielle et dans la vie psychologique collective, une ontologie est possible en tant qu'abstraction la rendant intelligible. Il évoque ainsi l'image de Popper, le « troisième monde » (Popper, 1978), pour décrire comment la pauvreté résulte d'une abstraction humaine complexe qui entremêle des objets matériels et des états mentaux. Nous aborderons la pauvreté en tant que construction sociale émergeant dans le domaine du symbolique, de l'humain et du social, mais qui prend racine dans le monde matériel et fait l'objet d'expériences. La pauvreté, c'est comme une étiquette qui modifie l'essence de l'être, car elle restreint les possibilités de l'expérience vécue.

Nous étudions donc la pauvreté depuis une perspective humaniste et sociale. Cependant, les transformations que les sociétés contemporaines opèrent sur les écosystèmes nécessaires à la vie en société ont déjà engendré une crise de paradigme. Les recherches sur l'anthropocène visent à aller au-delà de l'anthropocentrisme. Nous nous approchons de nouvelles conceptions des problèmes sociaux qui tiennent compte du rôle joué par les entités non humaines et de la transformation des écosystèmes. Cependant, cette perspective échappe encore à notre recherche. Toutefois, il nous semble important de poser l'intention d'intégrer à la pauvreté comme affaire sociale les composantes écosystémiques et même énergétiques liées à la vie en société (cf. Lampis, 2022 ; Allen et al., 2016 ; Benites et al., 2023).

Cela dit, notre objet se concentre sur la pauvreté au-delà du matériel, voire comme un produit symbolique des sociétés contemporaines spatialement fixées, entraînant des conséquences tangibles pour la société, la population désignée comme pauvre et les territoires.

2. La pauvreté comme fait social.

Une ontologie sociale étudie comment un groupe construit son monde. Dans cette section, nous reviendrons à l'apport de Durkheim, en particulier les notions de « faits sociaux » et de « représentations collectives » (RC) pour les appliquer à l'étude de la pauvreté.

Tout d'abord, le concept de RC a distingué des idées partagées qui semblent indépendantes des individus qui les possèdent, voire des objets mêmes qu'elles représentent (Durkheim, 1899). Ainsi, les RC ont été définies comme le substrat de la vie collective, permettant de justifier les conventions sociales. Elles permettront la cohésion et la régulation des comportements dans chaque société (Durkheim, 2013a ; Durkheim, 2013b). Les RC font toutefois l'objet d'un contrôle empirique et c'est leur applicabilité qui permet leur transmission et les fait tenir dans le temps (Durkheim, 1985). Des RC en rapport à la pauvreté expliqueront la place sociale d'un individu ou de son groupe, ce qui demande un travail de signification collective de la société (d'origine ou d'adoption) sur la hiérarchie sociale.

Durkheim a aussi étudié les objets économiques comme l'argent, comme des éléments de l'opinion publique (Steiner, 1992). Nous considérons que la pauvreté, au même titre, existe en grande partie grâce à sa valeur sociale. Par conséquent, nous proposons de l'aborder comme un fait social, contraignant, extérieur et inévitable (Durkheim, 2012). D'abord, la pauvreté est contraignante car elle peut être imposée à une personne dès sa naissance ou découler de circonstances qui surviennent au fil de son existence. Elle révèle l'emplacement de l'individu dans la hiérarchie sociale et la division du travail, déterminant ainsi les ressources et l'univers symbolique auxquels il a accès. Certains groupes historiques refusaient même toute modification statutaire. Aujourd'hui, dans des sociétés abondantes, l'extrême pauvreté peut mener à la disparition physique de l'individu. La contrainte se manifeste par les obstacles que l'individu rencontre lorsqu'il essaye de changer de statut. Ensuite, l'extériorité réside dans le fait que la pauvreté ne découle pas de l'individu ni de l'être humain. L'être humain, en tant qu'être vivant est naturellement capable de transformer les ressources, mais le système social peut les lui enlever. De fait, les conditions pour la surmonter obéissent plus à des conditions sociétales qu'individuelles. Si les individus créent de la pauvreté en eux-mêmes (soit par leurs actions, soit en raison d'un handicap), c'est l'extérieur qui leur donne un sens. Enfin, nous constatons l'inévitabilité de la pauvreté par le fait que toutes les sociétés contemporaines gardent des degrés d'exclusion. Les individus peuvent la redéfinir, mais pas l'ignorer.

Nous aborderons donc la pauvreté en tant qu'objet social de représentation, à l'intersection du domaine moral et du domaine économique, comme fait social que structure les sociétés. Les RC sont une entrée nécessaire au concept de RS que nous aborderons ultérieurement.

3. La connaissance depuis la théorie des représentations sociales.

La théorie des représentations sociales (TRS) nous offre une explication sur l'ontologie des objets étudiés sous ce cadre. Les RS sont des schèmes sociaux que les individus utilisent pour comprendre, expliquer et agir dans le monde social (Pintos, 1995). Elles sont un mode de

connaissance commun qui facilite la communication au sein d'un groupe (Jodelet, 1989). Cette réalité est consensuelle et inséparable des traits anthropologiques du contexte étudié, ainsi que de la temporalité. Selon Moscovici, les RS sont une forme de connaissance ordinaire qui aide les individus à comprendre leur réalité physique et sociale (Moscovici, 1979, p. 18). Elles correspondent à des théories du quotidien qui nous guident dans des situations sociales.

Les RS ne sont pas considérées comme une simple représentation mentale d'un objet pour un sujet. Au contraire, les RS occupent la place de l'objet, que les individus ne perçoivent pas directement, mais à travers une représentation commune. Cette représentation symbolique est imprégnée des traces d'une communauté et de ses valeurs. C'est une opération cognitive où le sujet interagit avec une signification partagée (Castorina, 2016). La RS peut être assumée comme une charnière entre l'individu et le social (Cegarra, 2022), comme un intermédiaire, voire un sujet-objet social qui entre en jeu.

En ce qui concerne la cognition, elle regroupe l'ensemble des opérations effectuées par l'être humain afin de comprendre et de gagner des connaissances. Cela inclut différents processus, comme penser, connaître, juger, mémoriser ou résoudre des problèmes. Nous visons à l'étude de la cognition sociale comme premier objet de la sociologie (Durkheim, 1898). Nous nous éloignons ainsi des processus cognitifs individuels, du rationalisme et d'une idée linéale du développement de la connaissance (Castorina, 2016).

La perspective constructiviste, notamment phénoménologique et herméneutique, domine dans les études des RS. Elle considère la réalité sociale comme une construction symbolique perceptible dans le langage. Les RS sont étudiées à la lumière de leur double structure : figurative et symbolique. Ainsi, des matérialités empiriques se correspondent à des substances symboliques (Moscovici, 2004 ; Nonato & Modesto, 2021).

4. Structure et agentivité dans la recherche.

Analyser les structures sociales à travers les significations de la pauvreté ne s'oppose pas à une sociologie qui s'efforce de comprendre les expériences individuelles. Dans le monde contemporain, chaque système social gère différents processus d'exclusion et prévoit des possibilités pour les individus de surmonter les handicaps associés à la pauvreté. De nombreuses études montrent l'agentivité et la capacité de réinterprétation des personnes en situation de pauvreté, ainsi que leurs stratégies pour y faire face. Nous ne considérons pas les individus comme des entités passives devant les constructions sociales, mais comme des agents sociaux qui entament des processus réflexifs et agissent pour transformer les sociétés (Ramognino,

2002). Dans le concept de structuration de Giddens (1984), les acteurs agissent selon des règles produites par les structures sociales. Les individus renforcent ces règles en agissant conformément, sinon c'est le processus de réflexivité. Selon Archer (1988, 1995), la structure et la culture ne sont pas des facteurs de conditionnement. Elles émergent des personnes et dépendent d'elles pour fonctionner. De sorte que la recherche doit signaler ce qui émerge dans les interactions entre structure, culture et action ; éléments qui évoluent dans des séquences et temporalités séparées et dans des niveaux d'analyse complémentaires (micro-macro). En outre, la sociologie de Bourdieu (1980), si accusé de structuraliste, a également posé les fondations d'une théorie de l'action, car, si les *habitus* fonctionnent comme des structures structurantes, l'individu effectue un travail d'incorporation. Par ailleurs, la sociologie pragmatique évoque la notion d'*épreuves*, celles-ci surgissent dans l'expérience et questionnent ou affirment la réalité construite (Lemieux, 2012).

La TRS admet que les RS sont dynamiques, permettant à l'individu de nouvelles représentations ou de les réadapter dans l'interaction (Howarth, 2004, 2006). De fait, une dialectique s'opère entre consensus et conflit, entre imposition et résistance, en tant que moteurs du changement et de reconfigurations des RS (Howarth, 2006). C'est aussi la fonction de la partie périphérique de la RS, voire l'adaptation au monde réel (Abric, 2005).

Dans cette thèse, nous voulons éviter d'attribuer les expériences individuelles aux structures sociales, mais aussi l'individualisme méthodologique qui les suppose libres (cf. Hollis, 1994 ; Boudon, 1991). C'est pourquoi, incorporer les critiques aux approches structuralistes et fonctionnalistes, en reconnaissant l'agentivité des individus et des groupes nous semble important. Cela étant dit, nous préciserons le concept de pauvreté de la recherche.

II — DISCUSSION CONCEPTUELLE.

Une fois abordée l'intention ontologique de la thèse, cette section proposera un concept de pauvreté depuis la sociologie. S'il s'agit d'un concept polysémique, nous l'abordons comme étant au carrefour d'une construction historique, spatiale et temporelle (Moeller, 1995, cité en Tremblay, 2010), de la production scientifique contemporaine (Moscovici, 2019 ; Fischer, 2018) et d'une expérience collective signifiée par le sens commun (Charbonnel, 2014 ; Paugam, 1994, 2012). Ainsi, nous allons discuter de l'élaboration scientifique actuelle. L'époque est marquée par le développement d'un ensemble d'outils conceptuels qui proposent des explications sur les causes et les solutions à la pauvreté (Destremau & Salama, 2002). La plupart d'entre eux, influencés par le néo-libéralisme, ont transformé la perception du phénomène.

1. Définir en mesurant. Les conceptions individualistes de la pauvreté.

Dans un premier temps, nous observons, selon une perspective utilitariste, les définitions individualistes du phénomène. Celles-ci peuvent être monétaires ou substantielles. La perspective monétaire distingue un seuil à partir duquel on considère une personne ou un ménage comme vivant dans la pauvreté. Celui-ci peut correspondre à un montant absolu, couvrant normalement un panier de biens estimé nécessaire à la survie. Le seuil peut aussi s'appliquer de manière relative, voire se calculer à partir des besoins d'une proportion du revenu médian ou moyen de la population, prenant en considération les revenus de la société.

La mesure des phénomènes permet d'évaluer leurs dynamiques, de poser un diagnostic et de les comparer. Cependant, elle a engendré une ambiguïté entre la définition et les méthodes d'évaluation. En outre, le concept du « bien-être » se limite souvent à assurer un strict minimum vital. De plus, l'assignation d'une valeur monétaire aux besoins nutritionnels revient à considérer l'argent comme un moyen universel et neutre (Baubeau, 2015). On ignore alors la dimension sociale des processus économiques, de même que les choix moraux et les rapports affectifs (Destreamau & Salama, 2002 ; Zelizer, 1994). Les individus sont réduits à des consommateurs (Bauman, 2005).

Les mesures de la pauvreté sont devenues des protagonistes depuis 1990 avec les classements et la thématisation de la lutte contre la pauvreté dans l'agenda international. Elles ont légitimé les actions du bloc capitaliste après la crise des années 1980 (Fischer, 2013, 2018 ; Wade, 2004). L'emphase faite sur la pauvreté a ainsi dévié l'attention des relations sociales locales, nationales et internationales inégalitaires (Green, 2006). Dans la forme, nous observons des limites. Les recherches montrent que, dans les PED, les revenus des pauvres se concentrent autour de la ligne de pauvreté, ce qui rend un changement mineur suffisant pour modifier leur nombre (Satterthwaite, 2004 ; Székely et al., 2000). De plus, l'idée d'un montant objectif fondé sur un minimum de calories a priorisé le minimum et non une alimentation optimale, tout en homogénéisant les besoins caloriques des populations (Sathyamala, 2016). Ensuite, reste la question non résolue des réalités locales, dans la parité de pouvoir d'acquisition (Fischer, 2018). La monétarisation de la vie biaise également les résultats, les pauvres dépensent aujourd'hui dans des rubriques auparavant non monétaires. Enfin, les carences individuelles font preuve d'une carence globale d'un groupe ainsi homogénéisé (Spicker, 2020).

Deuxièmement, les mesures multidimensionnelles se sont avérées novatrices en intégrant des aspects qualitatifs. Elles s'inspirent des travaux de Amartya Sen, pour qui la pauvreté correspondrait à une sorte de difficulté à transformer les ressources disponibles en fonctionnalités et au manque de liberté de réaliser ce que l'individu valorise (Sen, 1999). Or, si

Sen a inclus dans son analyse le contexte ou les *social fonctionnings*, les indices ne s'y intéressent pas, de sorte que la pauvreté est encore vue comme un problème individuel de transformation des ressources. Et l'agenda libéral en a repris les indices (IDH, MPI, NBI).

Le problème est que les indices ne permettent pas un diagnostic complet, car ils évaluent des privations différentes de manière inégale. De plus, ces dimensions ont été transformées en incitations à l'investissement, ce qui a influencé les statistiques (Deaton, 2013). Dans le fond, ces indices ne contestent pas non plus la redistribution de ressources et ne s'intéressent pas aux causes des privations. La théorie des capabilités ne propose pas une théorie de la justice et elle traite l'inégalité comme un phénomène exogène. Le fait que la liberté de certains peut signifier la perte pour d'autres est aussi ignoré. Le mythe de la liberté incite les pauvres à s'autodiscipliner (Fischer, 2018). Au niveau de la société, ces interventions ségréguent en dépit de mesures universelles dans les approvisionnements sociaux (Lavinas, 2013).

2. Vers des approches relationnelles de la pauvreté.

D'autres approches ont cherché à comprendre les causes profondes de la pauvreté en examinant les relations sociales qui y sont associées. Avant de revisiter les premiers stades d'une sociologie de la pauvreté par G. Simmel (2018/1908), nous allons présenter les concepts qui incarnent cet esprit actuellement.

D'abord, nous observons la pauvreté en matière d'exclusion sociale. Ce concept dénote un monde à deux catégories. La première catégorie bénéficie des avantages sociaux, tandis que la seconde semble économiquement défavorisée, avec une mobilité réduite et un risque accru de précarité. Selon Guibet-Lafaye (2012), cette dichotomie suppose l'existence d'un « intérieur » intégré et d'un « extérieur » exclus de la société, sans situation intermédiaire. Le terme est eurocentré et décrit une opposition à un passé de cohésion sociale (Paugam, 1996 ; Fassin, 1995). Il convient mieux dans les configurations où l'État conserve la compétence de fournir des biens publics, dont une partie est privée. L'inclusion n'est pas aussi évidente dans les PED. Dans sa forme, elle est repérable plutôt au niveau individuel et il est plus approprié de la traiter comme un processus plutôt que comme un état (Guibet-Lafaye, 2012). Elle pose cependant des problèmes : une personne peut être incluse et exclue, ou être exclue et excluante (Fischer, 2018). De plus, la notion peut recouvrir des situations qui ne correspondent pas à la pauvreté, mais à des parcours de mobilité sociale (Gore & Figueiredo, 1997 ; Room, 1995). Nonobstant, cette notion est un pas vers la considération des effets des inégalités (Fischer, 2018 ; Laderchi et al., 2003).

Nous trouvons aussi la pauvreté conceptualisée en termes de privations des droits humains. Ces derniers ont comme avantage qu'ils sont déjà définis et fonctionnent sur différentes échelles. Les Objectifs du Millénaire ont partiellement intégré ces indicateurs, mais ils sont encore instrumentalisés, avec une priorisation des dimensions évaluées, une moyennisation des résultats et un manque de prise en compte des contextes. De plus, ils ne nous disent rien sur les inégalités sociales ni sur l'accès différentiel aux droits. En outre, cette approche mène à une impasse normative, la discussion sur le bien et le juste.

Enfin, nous comptons l'approche structurelle de la pauvreté selon l'interprétation marxiste, qui soutient que les structures économiques et sociales favorisent l'accumulation de capital par une minorité au détriment des classes laborieuses. Cette interprétation considère la pauvreté comme le résultat des rapports sociaux. Cependant, elle tend à uniformiser les classes défavorisées, les transformant en simples témoins passifs du système en place (Grignon & Passeron, 1989 ; Bisiaux, 2012). Bien que prenant en compte les facteurs externes et le fonctionnement de la société, elle perçoit l'individu comme un instrument, tout en l'encourageant à s'engager dans une révolution.

3. L'approche relationnelle, relative et construite de la pauvreté.

Nous venons de voir les apports et les limites des définitions de la pauvreté les plus répandues dans le monde contemporain. Nous allons développer ici deux perspectives théoriques à partir desquelles on cherche à satisfaire la perspective sociologique.

a) Sur le concept de pauvreté travaillé par Georg Simmel.

Georg Simmel écrit son essai « Les pauvres » en 1908 (Simmel, 2018/1908), moment où l'assistance de type local se transformait sous l'égide des États-nations européens, constitués à la fin du XIXe. En effet, les liens de solidarité de proximité se sont transformés en une assistance centralisée. Cette dernière agit au nom d'une conception abstraite de la pauvreté, qui prévaut sur la perception immédiate dans l'interaction. La pauvreté est désormais institutionnalisée et sa régulation est reconnue comme une fonction de l'État.

Simmel a décrit la pauvreté comme une relation sociologique entre des segments de la société qui coexistent. Or, il relève les euphémismes et signale que la collectivité considère le pauvre comme un simple objet dans ses actions à son égard. Bien qu'il fasse partie organique de la société, son statut est particulier, dans une forme d'exclusion unique. C'est effectivement un groupe lié par des traits négatifs. Leur seul attribut positif réside dans l'assistance ou la dépendance vis-à-vis de la collectivité, ce qui les fait apparaître comme un groupe homogène,

dont le statut est souvent dévalorisé. En effet, la pauvreté existe dans toutes les classes sociales, mais seulement les personnes assistées sont perçues comme pauvres par la société. En termes d'aide, elle est minimale, souvent sous forme de secours palliatifs. Le but n'est pas de résoudre la pauvreté, mais d'éviter les risques extrêmes, d'empêcher les déviances et de ne pas transformer le pauvre en ennemi. Pour Simmel, la lutte contre la pauvreté sert à assurer le progrès de la société et à maintenir le *statu quo*, et non à défendre les droits des pauvres.

La société définit la place des pauvres et sous quelles conditions leur venir en aide, ce qui découle d'une histoire particulière. Les attitudes publiques reflètent ainsi la manière dont la société perçoit cette relation. Par conséquent, pour Simmel, la pauvreté se définit relativement à la société étudiée, qui établit les normes définissant le dernier échelon. En outre, il rappelle que puisque chaque territoire obtient la richesse d'une manière dévoilée par les pratiques culturelles. En définitive, on peut déceler une approche fonctionnaliste dans l'aide publique assurant l'ordre social. Cependant, Simmel se distingue en considérant la pauvreté comme une relation sociale, construite et relative. Il a aussi vu la transformation qui cède la médiation aux institutions de l'État. Enfin, il a souligné le lien au statut d'assisté.

b) **La pauvreté relationnelle dans la Théorie de l'Attachement social.**

Nous approchons la théorie de l'attachement de S. Paugam (2023). Dans celle-ci, la pauvreté est considérée depuis la perspective des liens sociaux et de la configuration des attachements. Chaque personne se trouve ainsi prise dans un réseau complexe de relations, qui l'ancrent dans la société. L'individu s'attache à autrui et ces liens lui permettent d'être protégé devant les aléas de la vie, ils lui fournissent également la preuve qu'il fait partie d'une collectivité. Il est cependant observé que ces liens ne sont pas distribués équitablement au sein d'une société : certains groupes sont mieux protégés et reconnus que d'autres. Les liens peuvent se révéler libérateurs, mais aussi oppressifs ou bien subir des ruptures. On étudie la pauvreté comme une fragilité dans les liens sociaux qui permettent de s'attacher à la famille, à un réseau associatif, au monde du travail ou encore à l'État en tant que citoyen. La personne sans lien de qualité serait la vraie exclue. Elle ne peut « compter sur » ni « compter pour » personne.

Par rapport à l'approche des capacités de A. Sen, qui propose la quête de liberté comme but ultime du développement, la TAS souligne que les individus se servent de leurs dépendances. Celles-ci peuvent garantir leur intégrité physique et sociale. Paugam nous rappelle que « *Ce n'est pas la liberté, mais l'état de dépendance qui contribue à faire de l'individu une partie intégrante du tout social et partant un être moral* » (Paugam, 2023, p. 49). Cela implique de se conformer à différents codes moraux et nous renvoie aux fondements de la

cohésion sociale des groupes. Nous aborderons plus tard la manière dont cette théorie prédit que chaque société maintient une structure normative qui définit et légitime une forme d'aide, centrée sur un lien social.

c) **Vers un concept sociologique de la pauvreté.**

En guise de conclusion de cette partie, notre intérêt est de distinguer les caractéristiques que devrait remplir un concept. Celui-ci doit être explicatif de la dynamique de différenciation humaine des sociétés contemporaines. Tout d'abord, ce phénomène n'est pas apparu *ex nihilo*. La pauvreté est le produit de l'organisation économique et sociale des sociétés contemporaines. Dans des sociétés prospères, le problème ne se situe pas seulement au niveau de la production, mais aussi de la distribution des ressources. Cette conception rejoint celle du structuralisme, tout en prenant en compte l'agentivité individuelle.

Ensuite, nous ne traitons pas la pauvreté comme un phénomène individuel qui pourrait être isolé du contexte qui l'accueille. La pauvreté est relationnelle, puisqu'elle est le produit d'arrangements inégalitaires dans différentes sphères. De nombreux économistes défendent aujourd'hui l'approche relationnelle (cf. Mosse, 2010 ; Spicker, 2020 ; Lister, 2021 ; Deveaux, 2021). Les privations, atteintes aux droits fondamentaux et exclusions peuvent être mesurées objectivement. Cependant, la plupart résultent d'un déséquilibre dans les relations, aspect souvent ignoré par l'individualisme méthodologique (Spicker, 2020).

La pauvreté est donc un fait social qui s'impose aux individus à diverses étapes de leur existence. Cela vaut pour les personnes qui la subissent comme pour celles qui définissent leur position face à elle. Puis, le contexte et la temporalité donnés façonnent la pauvreté. Peter Townsend (1979) a cherché à la mesurer, mais nous a aussi appris que l'on doit toujours étudier les conditions de vie considérées comme nécessaires pour définir l'appartenance à une société. Sans tomber dans un relativisme, il nous semble important de considérer les particularités de chaque organisation de société dans l'analyse, car de l'attitude collective découlent des processus d'exclusion des ressources socialement valorisées. Chaque société possède ses propres critères, mais l'ordre démocratique capitaliste tend à uniformiser les définitions et les traitements, en particulier pour les pays en développement.

De plus, étudier la pauvreté revient à examiner les différentes formes de solidarité. On observe toujours une dimension morale, ce qui implique des droits, des obligations et des responsabilités réifiés dans le contexte (Paugam, 2023 ; Fischer, 2018). Par conséquent, nous incluons dans notre analyse les critères qui déterminent la valeur méritoire et l'exercice moral

associé. Les dispositifs institutionnels pour lutter contre la pauvreté résument en quelque sorte la réponse sociale et l'opinion publique face à ce problème. On parlera du caractère institutionnel de la pauvreté selon les travaux de Simmel (Simmel, 2018/1908).

En réalité, ce n'est pas une question administrative, mais plutôt une relation mutuelle et complexe entre différents secteurs sociaux. Paugam nous rappelle qu'une sociologie de la pauvreté serait celle qui « *entend privilégier l'analyse des modes de construction de cette catégorie sociale et caractériser les relations d'interdépendance entre elle et le reste de la société* » (Paugam, 2013, p. 21). On peut citer comme exemple les études historiquement célèbres d'Alexis de Tocqueville dans sa *mémoire sur le paupérisme* (1915), de Georg Simmel dans *les pauvres* (2018) ou de Karl Marx dans *le Capital* (1979). Le trait relationnel est mis en évidence à différentes échelles d'analyse : au niveau macro, comme rapport entre deux groupes interdépendants de la société, les contributeurs et les assistés ; au niveau méso-analytique, entre groupes de la société ; et au niveau micro, entre individus. Les unités se croisent dans des arrangements permettant la distribution des ressources nécessaires à la vie biologique et sociale.

Finalement, la pauvreté comme action sociale (Tremblay, 2010) évoque une production de significations, discernables dans les représentations partagées. Les croyances, substrat de la vie sociale, permettent au sens commun de contribuer à la structuration de la réalité et cela se reflète même dans les institutions de solidarité et les politiques publiques. En d'autres termes, nous allons étudier la pauvreté comme relation sociale, définie et structurée par la société.

III — REVUE DE LA LITTERATURE.

Dans cette partie, nous nous intéressons à l'état de la recherche empirique dans l'orientation conceptuelle décrite dans la section précédente. Nous avons dû établir une distinction méthodologique entre l'approche qui utilise des techniques quantitatives et celle qui adopte une perspective qualitative de l'objet. Nous avons regroupé en premier les études qui examinent les explications que la population attribue à la pauvreté à travers l'analyse de données issues d'enquêtes représentatives. Nous avons voulu identifier les variables qui ont une incidence dans les explications majoritaires pour une société donnée. Dans la deuxième partie, nous avons voulu regrouper les recherches qui ont étudié depuis la perspective qualitative les RSP sur différents terrains. Nous donnerons un aperçu des terrains évalués, des comparaisons faites, des résultats les plus importants et des cadres théoriques utilisés ou dégagés par les recherches. Le tout nous permettra de faire une meilleure entrée au cas colombien.

1. Les études empiriques quantitatives ou les « Beliefs about poverty ».

Après l'impact des travaux d'Oscar Lewis, aux États-Unis, le terme de culture de la pauvreté s'est répandu dans les médias et dans les discours, surtout pour désigner les populations afro-américaines. Les recherches l'ont invalidé et ont dénoncé la surutilisation du terme dans le monde scientifique (Roach & Gursslin, 1967 ; Feagin et al., 1973 ; Della Fave, 1974). Dans ce contexte émergent les premières études sur les croyances que les membres non pauvres ont sur la pauvreté et sur les pauvres (Feagin, 1972). La société devint le sujet d'étude et l'aspiration à l'objectivité a favorisé le traitement statistique des données. En parallèle, il s'est développé la branche sur les croyances de la stratification (Kluegel & Smith, 1986). Les explications ont été parfois étudiées avec celles de la richesse (Smith & Stone, 1989 ; Hunt, 2004 ; Castillo & Rivera, 2018).

Ces études se basent sur la théorie de l'attribution du psychologue social Fritz Heider (1958). Celle-ci s'intéresse à la façon dont les individus interprètent les évènements qui les touchent, les expliquant par des éléments soit externes, soit internes. L'individu adhère ainsi à un système de croyances. Il s'agit d'un processus actif entre les croyances préexistantes et les expériences personnelles, accommodées selon des motivations, des intérêts et du répertoire culturel. Cela est devenu une sociologie des croyances (Borhek & Curtis, 1975). Plus tard on intègre les interactions entre groupes et les identités sociales. Dans les thèses de l'acteur-observateur (Jones & Nisbett, 1972) et de l'erreur d'attribution (Ross et al., 1977 ; Pettigrew, 1979), la pauvreté d'autrui sera expliquée par des facteurs de disposition (interne), alors que la pauvreté personnelle par le situationnel (externe).

Cela dit, l'étude précurseur a été réalisée par l'équipe de Joe Feagin (Feagin, 1972). Elle a permis de classer les explications de la pauvreté en trois groupes, issus d'une analyse factorielle effectuée à partir des explications proposées aux participants de l'enquête. Premièrement, l'explication individualiste attribue la pauvreté des individus aux causes internes, morales et à leur performance, dans un contexte assumé méritocratique. Deuxièmement, l'explication structuraliste attribue l'échec des plus pauvres à l'organisation sociale et à l'injustice sociale. Elle est le résultat d'une hiérarchie sociale qui discrimine et pose des obstacles à la mobilité sociale de certaines franges victimes. Et enfin, l'explication fataliste situe la raison de la pauvreté dans la malchance, les aléas du destin ou un propos divin. Les personnes sont soumises à des forces hors de leur contrôle, de sorte qu'il n'y a pas de responsabilité attribuable.

La distinction tripartite deviendra ainsi le standard des recherches sur les croyances de la pauvreté et nous verrons la prolifération d'études comparatives. Le développement de cette approche permettra de mettre à l'épreuve sa pertinence, de proposer d'autres classifications[4] et d'étudier les configurations mixtes. Parmi celles-ci, les sources primaires sont souvent des enquêtes nationales de ménages représentatifs de la population, des enquêtes d'opinion ou bien des enquêtes commandées spécifiquement pour la recherche. Les résultats sont souvent comparés par l'analyse factorielle afin de déterminer une structure des réponses et valider la typologie. La liste la plus utilisée a été celle de Feagin (1972, 1975), améliorée après par Hunt (1996, 2001), et adaptée à différents contextes (Abouchedid & Nasser, 2001).

Des techniques de modélisation multivariées, de la régression logistique multinomiale et de la simulation contrefactuelle ont été utilisées. D'autres calculs sont souvent faits afin de mesurer le rapport entre variables à différents types tels que le test de chi quarré, le test de Pearson, le test Levene, le Welch t-test ou le test U de Mann-Whitney. Nous verrons également des exercices d'association libre (Niemela, 2008) ou des cartes mentales (Hine et al., 2005).

Nous décrirons ensuite les résultats des recherches qui constituent le domaine. Nous commencerons par explorer les tendances générales au niveau macro et les résultats par régions. Par la suite, nous aborderons les résultats par variables individuelles comme celles socio-économiques ou subjectives. Nous finirons avec les études sur la Colombie disponibles.

a) **De l'hypothèse de l'idéologie dominante à la double conscience.**

Les recherches ont montré que la société étasunienne était plus encline à l'attribution individualiste, la culpabilisation des pauvres et le rejet de l'assistance sociale (Feagin, 1975 ; Goodwin, 1973 ; Huber & Form, 1973 ; Osgood, 1977 ; Williamson, 1974). Entre les années 1980 et 1990, cette tendance aurait même augmenté (Kluegel & Smith, 1986 ; Hunt, 1996 ; Hunt & Bullock, 2016). La *théorie dominante individualiste* explore la culpabilisation comme l'élément dominant de la pensée étasunienne (Ryan, 1971, cité en Kluegel & Smith, 1986). Elle est expliquée par les valeurs défendues, à savoir : l'égalité, le succès, la démocratie, le travail dur et l'autonomie (Huber & Form, 1973) et l'idée que ceux qui contribuent le plus doivent recevoir le plus (Ritzman & Tomaskovic-Devey, 1992, cité en Kreidl, 2000). Les individus voient des opportunités équitables et un monde juste (Lerner, 1980 ; Furnham &

[4] Il y a eu d'autres propositions. Golding et Middleton (1982) ont proposé comme causes l'injustice, la déprivation, le fatalisme et la prodigalité. Furnham (1982), pour le cas anglais, propose une distinction en fonction du blâme attribué, soit l'individu soit la société, ou s'il existe un destin individuel ou social hors de contrôle. Lewis et Furnham (1986) ajouteront les antécédents de la famille et la malchance. Harper (1990) propose la disposition des habitants, les gouvernements, les conditions naturelles et le milieu, et l'exploitation des pays développés. Hine et Montiel (2001) ajoutent la guerre et les conflits politiques.

Procter, 1989 ; Zucker & Weiner, 1993 ; Bobo, 1991). Par conséquent, favoriser certains groupes est considéré comme dénaturalisant le système (Bobo & Kluegel, 1993 ; Gilens, 1999). Cette tendance a été observée chez les populations défavorisées (Della Fave, 1974). D'autres l'expliquent par l'orientation à la dominance sociale (Pratto et al., 1994) ou l'autoritarisme de la droite idéologique (Altemeyer, 1998). Cela influence les préférences, le soutien aux dépenses sociales, le rejet du paiement d'impôts pour les pauvres et l'opposition à la redistribution.

Les critiques enrichiront le domaine. D'abord, on suggérera l'explication institutionnelle pour expliquer les discriminations procédurales (Nilson, 1981). D'autre part, on avance l'hypothèse d'une double conscience (Kluegel & Smith 1986 ; Kluegel et al. 1995) inspirée de la conscience contradictoire de Gramsci. C'est l'idée selon laquelle, dans des sociétés stratifiées, les acteurs reflètent à la fois les idées de la classe dominante et de leurs propres expériences de vie. Smith (1985) montre que les individus préfèrent plusieurs réponses quand ils ont plusieurs options. D'autres recherches vont identifier des explications hybrides (Bullock et al., 2003 ; Cozzarelli et al., 2001). Osborne et Weiner (2015) vont construire un profil appelé ambivalent, un entre-deux des profils du *blaming* culpabilisant et du *caring* plus empathique. Les recherches montrent que les personnes défavorisées et les minorités ont tendance à combiner les explications (Bobo, 1991 ; Hochschild, 1995 ; Hunt, 1996).

Enfin, d'autres ont critiqué la pertinence des catégories de Feagin et leur application dans d'autres contextes (Furnham, 1982 ; Morçöl, 1997 ; Payne & Furnham, 1985) ou bien le risque d'induction des listes fermées (Lepianka et al., 2009). Bullock (2008) rappelle l'importance de l'actualisation et le développement d'alternatives qui puissent refléter les constructions contemporaines de la pauvreté. Par ailleurs, l'attribution fataliste sera déplacée, car considérée comme une catégorie pas suffisamment robuste (Cozzarelli et al., 2001).

b) **Quand le cas étasunien est comparé, la contrebalance du cas européen.**

Les Européens de l'Ouest sont plus sensibles à la pauvreté d'autrui que les pays anglo-saxons, qui sont plus individualistes (Feather, 1974 ; Alesina & Glaeser, 2004). De fait, le blâme individuel était très réduit dans des pays comme la Suède, le Danemark, la Norvège, les Pays-Bas et la France (Oorschot & Halman, 2000). De 1976 à 1990, les explications individuelles ont perdu de leur importance en Europe grâce à l'amélioration des conditions de vie (Gallie & Paugam, 2000). Si elles ont diminué lors de la période suivante et bien que les pays de l'Ouest soient plus individualistes que ceux de l'Est (Kreidl, 2000), la tendance structuraliste en Europe s'est confirmée (Lepianka et al., 2010). Or, selon Oorschot (2006), la conditionnalité est plus importante dans les pays européens en développement. Elle l'est là où la confiance envers les gens et les institutions de l'État-providence est faible. D'autres ont observé que les explications

externes sont plus probables à des taux de chômage élevés (Larsen, 2006 ; Lepianka, 2007). Kallio et Niemela (2014) parlent de deux groupes, le premier est le *low-individual-blame* ou à faible culpabilisation individuelle, où se trouvent les pays nordiques, l'Irlande et certains pays de l'Europe continentale. Le deuxième groupe est le *high-individual-blame* ou à haute culpabilisation, qui comprend la Grande-Bretagne, les pays de l'Europe centrale, de l'Est et les Méditerranéens.

c) **Les explications de la pauvreté dans le monde et en Amérique latine.**

La recherche sur les explications de la pauvreté s'est étendue dès le tournant du siècle. Certains comparent les régions, les pays développés et en développement, d'autres l'ensemble de la pauvreté mondiale ou du « tiers-monde », tandis que d'autres se concentrent sur un territoire spécifique d'un pays du Sud (Carr et al., 1998 ; Bolitho et al., 2007 ; Campbell et al., 2001 ; Harper et al., 1990 ; Paxton & Knack, 2008 ; Vazquez & Panadero, 2009).

La plupart des pays en développement et à revenu moyen attribuent la pauvreté à des facteurs externes (Carr et al., 1998 ; Harper et al., 1990 ; Hine & Montiel, 1999 ; Barrientos & Neff, 2011). Ils expliquent la pauvreté par l'exploitation des multinationales, la dette externe, l'injustice, les effets de la globalisation, la conjoncture internationale, l'exploitation des pays riches, et particulièrement des États-Unis en Amérique latine (Vazquez & Panadero, 2009). Sinon, ils évoquent l'exploitation par les gouvernants et les institutions dans les PED (Hine et al., 2005). Cependant, on observe une tendance à la culpabilisation en Asie de l'Est (Barrientos & Neff, 2011).

La préférence pour les causes structurelles de la pauvreté a été observée en Turquie (Morcol, 1997), en Inde (Nasser et al., 2005), puis au Liban et au Portugal (Nasser et al., 2002). Les Malawiens vont nier la culpabilisation des pauvres du « tiers-monde » (Campbell et al., 2001). En revanche, les Philippines voient la pauvreté comme une spirale de causes internes et externes (Hine & Montiel, 1999). Les étudiants nicaraguayens accusent les multinationales d'exploitation, mais aussi les citoyens de passivité et de manque d'intelligence. La population chilienne de droite a accusé la nature-culture des personnes (Vasquez et al., 2017).

Au Nigeria, l'explication structuraliste chez les plus démunis repose sur l'explication fataliste (Ige, 2014). En réalité, les explications fatalistes persistent. Au Mexique, la pauvreté est encore attribuée au destin ou à la chance (Szekely et al., 2003). En Éthiopie, Wollie (2009) note que les jeunes soutiennent les raisons structurelles, mais aussi la croyance en l'influence de facteurs surnaturels. Brimeyer (2008) confirme cette croyance aux États-Unis.

Selon Bucca (2016), en Amérique latine, environ la moitié des personnes interrogées ont opté pour une combinaison de facteurs internes et externes. Parmi les pays qui soutiennent le plus les causes internes, on compte le Mexique, le Guatemala, le Pérou et le Chili. Parmi les pays qui soutiennent le plus les causes externes, on compte le Brésil et l'Argentine. La population colombienne a révélé un mélange d'explications, mais avec une préférence pour l'individualisme. Plus tard, Castillo (2018) a trouvé une tendance structuraliste au Chili, où on attribue la faute au système économique et au système éducatif.

d) **Impact de l'État-providence sur les croyances.**

La théorie de la réflexion postule que les structures sociales influencent les préférences et les explications de la population (Kluegel et al., 1995 ; Hadler, 2005). Feagin a étudié le lien entre les attitudes pro-welfare et les explications structuralistes (Feagin, 1975 ; Kluegel & Smith, 1986 ; Bullock et al., 2003 ; Niemela, 2008). D'autres ont étudié le lien au soutien de la redistribution, à l'assistance sociale ou aux dépenses sociales (Furnham, 1982 ; Iyengar, 1989 ; Kluegel & Smith, 1986 ; Zucker & Weiner, 1993 ; Kluegel et al., 1995 ; Oorschot & Halman, 2000 ; Jaeger, 2009).

Depuis une autre rive, Esping-Andersen énonce que chaque État-providence serait producteur de sa propre fabrique de solidarité sociale (Esping-Andersen, 1990). On observe que, à plus de dépenses sociales, les explications internes diminuent (Larsen, 2008). Kallio et Niemela (2014) réaffirment le poids du legs historique et culturel. On suggère qu'un rôle actif de la part de l'État dans le combat contre les inégalités favorise la vision structuraliste. Les pays anglophones, méditerranéens, d'Europe de l'Est et centrale ont tendance à blâmer les pauvres, contrairement aux pays nordiques. En Finlande, les causes structurelles sont dominantes (Niemela, 2008).

Dans les cas latino-américains, Bucca (2016) observe que l'effet-pays dépasse celui des variables individuelles. En Argentine, où les inégalités sont moindres, les causes structuralistes sont plus fréquentes, contrairement au Pérou ou au Guatemala. L'arrangement institutionnel transmet à la population un ensemble d'évaluations implicites et explicites sur les enjeux sociaux et la justice. Une relation au bagage normatif de l'État existerait ainsi (Bucca, 2016 ; Jaeger, 2009 ; Larsen, 2008).

D'autres affirment une relation inverse, voire que la politique redistributive d'un pays dépend des préférences de sa population et de son acceptation des inégalités (Alesina &

Angeletos, 2005 ; Alesina & Glaeser, 2004). Selon Sachweh et Olafsdottir (2010), les États-Uniens perçoivent leur société comme inégale, plus que les Suédois et les Allemands. Cependant, ils la préfèrent ainsi. D'autres études n'ont pas constaté un lien clair et soutiennent que les valeurs culturelles ont perdu de leur importance pour façonner un régime de protection sociale (Oorschot & Halman, 2000 ; Siposne, 2022).

e) **Variables méso-analytiques : localités et interaction.**

La perception de la pauvreté varie en fonction de l'exposition et de la visibilité. Les recherches ont confirmé la théorie d'Allport (1954) sur le contact basique : un contact positif entre groupes réduit les préjugés. En effet, les endroits avec une forte présence de SDF ont montré plus de sympathie envers eux. Les conversations prolongées ont également diminué les accusations de choix personnel (Lee et al., 1990). Dans la même perspective, Wilson (1996) montre que ceux qui ont des amis allocataires tendent vers les explications structurelles. Les individus proches de zones désavantagées montrent un dualisme : le contact favorise la solidarité, mais les comportements indésirables renforcent le débat sur le mérite (Merolla et al., 2011). Enfin, un jeu vidéo a simulé l'espace physique et social d'une personne en situation de pauvreté. L'expérience a légèrement influencé la volonté de donner des joueurs (Hernandez-Ramos et al., 2019).

En Europe, Gallie et Paugam (2004) montrent que la visibilité de la pauvreté influence l'opinion publique. Entre 1993 et 2001, des pays qui manifestaient moins de présence des pauvres dans leurs quartiers, comme le Danemark, ont plus blâmé les pauvres. Cependant, en période de crise, la visibilité des chômeurs augmente la compassion à leur égard et, par conséquent, les explications externes (Paugam & Selz, 2005).

f) **Les variables individuelles. La thèse de « l'illumination » et de la privation.**

Les études ont examiné le lien entre les traits individuels et les causes pour comprendre les sociétés et leurs divisions. La *thèse de l'intérêt personnel*, inspirée de la théorie des jeux en microéconomie, soutient que le désir de tenir sa position ou d'augmenter ses bénéfices guide les individus. Les personnes ayant un meilleur statut socio-économique (SES) sont plus susceptibles d'expliquer les événements par des facteurs internes. De plus, selon la *thèse de la privation*, les moins lotis attribueraient la pauvreté aux facteurs externes.

Les études montrent que, dans les pays développés (Feather, 1974 ; Kluegel & Smith, 1981 ; Furnham, 1982 ; Griffin & Oheneba-Sakyi, 1993 ; Bullock, 1999 ; Hunt, 1996) comme

dans les PED (Hine et al., 2005, Campbell et al., 2001, Castillo & Rivera, 2018), les groupes favorisés ont tendance à choisir les causes internes de la pauvreté. À l'inverse, les plus pauvres préfèrent les causes externes (Ige, 2014 ; Hine & Montiel, 1999 ; Morcol, 1997 ; Nasser et al., 2002 ; Nasser et al., 2005 ; Wollie, 2009 ; Bolitho et al., 2007 ; Norcia & Rissotto, 2015 ; Norcia et al., 2010 ; Palomar & Perez, 2003 ; Palomar & Cienfuegos, 2007 ; Bastias et al., 2019). D'autres se sont basés dans la possession de moyens de production, les compétences spécialisées et l'autorité au travail (Portes & Hoffman, 2003).

Or, toutes les recherches n'ont pas nécessairement constaté un effet clair des variables SES (Feagin, 1975 ; Oorschot & Halman, 2000). Kreidl (2000) remarque un lien avec le revenu seulement dans quelques pays, comme la Hongrie, la Russie et la République tchèque. D'autres études ont montré l'importance du contexte social (Kallio & Niemela, 2014) et du récit de la mobilité sociale (Bastias et al., 2019).

En ce qui concerne l'éducation, nous avons examiné la *thèse de l'illumination* selon laquelle les personnes les plus éduquées seraient plus disposées à moins culpabiliser les pauvres (Bogart, 1989 ; Bucca, 2016). L'éducation aiderait à prendre du recul par rapport à l'ordre social, et même à le contester (Bedock et al., 2012). Le « spectateur équitable » parle d'une attitude généreuse de l'individu éclairé par l'éducation et dans une situation avantageuse (Forsé & Parodi, 2010). On confirmera la thèse sur différents terrains (Morcol, 1997 ; Kane & Kyyro, 2001 ; Niemela, 2008 ; Gugushvili, 2016 ; Castillo, 2011). On trouvera aussi un effet de l'éducation des parents (Flanagan et al., 2014). D'autres exposent ses effets ambivalents (Bedock et al., 2012 ; Bucca, 2016). L'effet libérateur serait contrebalancé par l'effet reproducteur de la position sociale (Duru-Bellat & Tenret, 2009).

g) **Pauvre versus non-pauvre.**

La pauvreté constatée ou déclarée de l'individu s'est avérée significative dans quelques études (Bullock, 1999 ; Davids & Gouws, 2013 ; Morcol, 1997 ; Misturelli & Heffernan, 2001). Les plus pauvres sont moins enclins à choisir l'explication individualiste (Kallio & Niemela, 2014 ; Babjáková et al., 2019). Suivant la *thèse de la privation*, ils auront tendance à choisir les explications structuralistes et fatalistes (Norcia et al. 2010 ; Ige, 2014). Leur fatalisme refléterait leur manque de contrôle sur les événements, voire une résignation (Reutter et al., 2006).

Pourtant, nous observons aussi le contraire. Selon Kluegel et Smith (1986), la « peur de l'égalité » explique la double conscience des plus démunis. Cela correspondrait à un mécanisme

défensif. Les adolescents à faibles revenus croient à la mobilité sociale et préfèrent les explications individualistes, puisqu'ils croient à un monde juste et au rêve américain (Flanagan et al., 2014). On explique ceci comme l'attitude permettant la constance et l'autorégulation (Laurin et al., 2011). Nilson propose que les personnes qui côtoient les plus pauvres se perçoivent comme étant en quelque sorte en concurrence. Ils le sont dans le monde du travail, pour les emplois non qualifiés et pour les aides sociales (Nilson, 1980). Ils défendent ainsi leur supériorité morale (Reutter et al., 2006 ; Bullock, 1999 ; Bucca, 2016). Ils croient à un monde juste, blâment les pauvres et défendent la réduction des dépenses sociales (García-Sánchez et al., 2022). Palomar et Cienfuegos (2007) montrent comment les pauvres, qui ne se sentent pas pauvres et sont satisfaites de la situation du pays, choisissent les causes internes. Dans la même perspective, ceux qui arrivent à monter dans l'échelle sociale ont tendance à attribuer leur succès à leur effort et à le généraliser aux autres (Kluegel & Smith, 1986 ; Jost & Major, 2001).

h) **Les variables sociodémographiques, identitaires et subjectives.**

Parmi les variables sociodémographiques les plus importantes figurent l'âge et le genre déclarés. En ce qui concerne le genre, les femmes sont plus enclines à choisir les explications externes et à percevoir les inégalités (Hunt, 1996 ; Bullock, 1999 ; Bullock, 2008 ; Carr et al., 1998 ; Cozzarelli et al., 2001 ; Sun, 2001 ; Mestre et al., 2009 ; Norcia et al., 2010 ; Bastias & Barreiro, 2023). Les femmes perçoivent plus la pauvreté comme un état chronique (Barrientos & Neff, 2011). Elles sont plus enclines à ressentir de l'empathie et à donner plus aux pauvres (Willer et al., 2015). Elles culpabilisent moins les pauvres (Kallio & Niemela, 2014), même si elles peuvent être plus conditionnelles (Oorschoot, 2000). Ces résultats ont été expliqués par la socialisation typée de la femme comme aidantes et soignantes, selon le stéréotype de genre (Flanagan et al., 2016). D'autres ne constateront aucun effet (Davids & Gouws, 2013). Concernant l'âge, en général, les plus jeunes, et certains ont trouvé que les plus âgés également, culpabilisent plus les plus pauvres (Feagin, 1973 ; Smith, 1985 ; Morcol, 1997 ; Cozzarelli et al., 2001 ; Niemela, 2008 ; Kallio & Niemela, 2014 ; Zeka, 2022).

Ensuite, nous trouvons les variables affinitaires ou identitaires, telles que la race déclarée, la religion et l'idéologie politique. Tout d'abord, la race a joué un rôle important, notamment aux États-Unis. Dans d'autres contextes, elle n'est même pas recueillie dans les enquêtes. Nous utiliserons la théorie de « *l'underdog* » (Robinson & Bell, 1978) pour décrire une personne ayant peu de chances de succès face à la concurrence. Ici, la position défavorable est attribuable à un stéréotype, un marqueur social ou une défaillance. Les personnes racialement marquées se montreront plus réceptives aux explications structurelles. En effet, dans les études aux États-Unis, lesdits Blancs ont davantage tendance à expliquer la pauvreté

des autres par des facteurs individuels, alors que lesdits Afro-Américains, de même que le groupe des Juifs, l'expliquent plutôt par des facteurs structurels (Feagin, 1973 ; Bobo, 1991 ; Hunt, 1996, 2004, 2016 ; Smith, 1989). Nilson (1981) explique la tendance par le sentiment d'appartenir à un groupe majoritaire ou minoritaire, et à la construction émotionnelle à ce sujet. Selon Hopkins, la pauvreté apparaît comme un problème urbain et afro-américain. Dans les comtés avec une majorité de pauvres blancs, les causes externes surviennent plus souvent (Hopkins, 2009). De fait, les aides sociales sont associées aux Afro-Américains (Hilgartner & Bost, 1988 ; Wilson, 1996 ; Clawson & Trice, 2000).

En Amérique latine, Bucca (2016) observe que ceux qui se perçoivent en tant que blancs ou métis favorisent moins les causes externes. Au Brésil, on reconnaît la discrimination comme cause de la situation défavorisée des Afro-descendants (Telles & Paschel, 2014 ; Bailey, 2009). En Europe, les migrants sont le groupe équivalent (Alesina & Glaeser, 2004), où la question religieuse et ethnique remet en question l'universalité de l'État-providence. Nonobstant, les différents niveaux d'immigration dans les pays européens ne semblent pas influencer la solidarité ni les explications (Oorschot 2008 ; Larsen, 2006). En somme, la variable raciale comme marqueur externe, élément de classification ou comme regroupement identitaire, peut avoir un potentiel explicatif selon les contextes.

La religion entre ensuite en jeu. Aux États-Unis, on montrera une corrélation entre les explications internes et le protestantisme (Feagin, 1975). Les juifs et d'autres religions minoritaires pencheront plus souvent pour les causes externes. Ensuite la religion et la race s'entrecroisent dans les catholiques latinos qui soutiennent davantage le fatalisme (Hunt, 2004). De fait, les personnes religieuses pointent davantage la pauvreté mondiale comme problème (Bedock et al., 2012). Au Liban, Abouchedid et Nasser (2001) ont observé que les étudiants chrétiens et musulmans ont préféré les explications externes. En Europe, les personnes qui vont régulièrement à l'église sont moins conditionnelles. Puis, l'injustice sociale et la malchance servent plus souvent de raisons dans les pays à tradition catholique (Oorschot et al., 2010).

Nous passons à l'identification politique. Les recherches ont montré que les conservateurs de droite soutiennent plus souvent des explications individualistes. Puis ceux dans le spectre de la gauche attribuent la pauvreté à des forces structurelles, circonstancielles ou externes (Kluegel & Smith, 1986 ; Zucker & Weiner, 1993 ; Griffin & Oheneba-Sakyi, 1993 ; Hine & Montiel ; 1999 ; Hopkins, 2009 ; Bullock, 1999 ; Cozzarelli et al. 2001 ; Bobbio et al., 2010 ; Kallio & Niemela, 2014, Vazques et al, 2017 ; Vazquez & Panadero, 2007). D'autres études n'ont pas observé de différences (Nilson, 1981 ; Bucca, 2016).

Aux États-Unis, on va trouver une corrélation entre les comtés ayant voté pour G. Busch, donc les républicains, et les explications internes (Hopkins, 2009). En Europe, on a observé une correspondance entre les personnes qui se disent de gauche et les explications externes de la pauvreté (Kallio & Niemela, 2014 ; Kreidl, 2000), mais aussi au fait de percevoir la pauvreté comme chronique (Barrientos & Neff, 2011). Oorschoot et Lepianka (2010) observent que les conservateurs de droite culpabilisent plus les pauvres et voient moins la pauvreté comme un problème de justice sociale. En France, Forsé et Galland (2011) observent que l'orientation idéologique constitue le prédicteur le plus important. Les électeurs de droite et les hommes croient plus vivre dans une société où le mérite est récompensé et, de ce fait, justifient les inégalités et s'opposent à l'intervention pour réduire celles-ci.

Ensuite, nous avons examiné les variables subjectives. Nilson (1980), par exemple, va étudier le sentiment de contrôle du destin. Mais la classe sociale subjective sera la plus commune. Selon Huber et Form (1973), le positionnement implique une évaluation des comportements et des valeurs d'autres classes, malgré la tendance à se positionner dans les classes moyennes (Kluegel, 1987 ; Phan, 2011). Les résultats ont permis de confirmer que ceux se disant appartenir aux classes aisées ou moyennes choisissent plus les explications individualistes (Bullock, 1999 ; Feagin, 1972 ; Hunt, 1996 ; Kluegel & Smith, 1986). De plus ils voient la pauvreté moins chronique et temporaire (Barrientos & Neff, 2011). En effet, les individus qui se disent en mobilité ascendante préfèrent les explications individualistes et considèrent la richesse comme une conséquence du travail dur (Gugushvili, 2016 ; Bucca, 2016). En Italie, Norcia et Risotto (2015) constatent que le coût de la vie ne préoccupe pas ceux et celles qui choisissent les causes internes, se positionnent dans un statut socio-économique élevé et ont une grande satisfaction dans leur vie et à l'égard de l'économie du pays.

D'autres valeurs déclarées revêtent de l'importance. Forsé et Galland (2011) voient des régularités entre les jugements de justice et les représentations du monde. De plus, ceux se disant citoyens du monde sont plus enclins à considérer la pauvreté comme un problème important (Barrientos & Neff, 2011). De fait, en Europe, ceux qui mobilisent comme valeurs l'éthique du travail et la méritocratie et rejettent les aides de l'État-providence sont plus conditionnels. Ils attribuent la pauvreté à la paresse et acceptent moins la destitution comme cause. Ils font moins confiance à la démocratie et rejettent la migration (Ooschoort, 2006 ; Lepianka et al., 2010). En revanche, ceux qui croient à la justice distributive à l'égalitarisme et ceux ayant des valeurs post-matérialistes sont plus enclins à attribuer la pauvreté au système distributif. Les Européens qui considèrent l'équité et la solidarité comme des valeurs se

montrent moins susceptibles de culpabiliser les pauvres (Kallio & Niemela, 2014). Enfin, Gallie et Paugam (2003) constatent que l'attitude solidariste observée au Danemark, en Grande-Bretagne, en Suède, au Luxembourg, en Italie et en Espagne est corrélée avec la volonté de payer des impôts en faveur des pauvres.

i) **Les explications de groupes spécifiques.**

Certaines études utilisent des enquêtes auprès de groupes partageant des caractéristiques communes, comme des étudiants (Cozzarelli et al., 2001 ; Nasser & Abouchedid, 2001 ; Sun, 2001 ; Harper et al. 1990 ; Schwartz & Robinson, 1991), une population plus facile à enquêter et qui véhicule les stéréotypes de son entourage. L'inconvénient est que la plupart d'entre eux proviennent des classes moyennes et qu'ils manquent d'expérience (Vazquez & Panadero, 2009).

Aux États-Unis de jeunes étudiants mobilisent encore des causes culturelles (Cozzarelli et al., 2001). Parmi les universitaires, les étudiants en économie ont préféré les explications individuelles et blâmaient les chômeurs et les pauvres (Guimond et al., 1989 ; Bastias & Barreiro, 2016). Dans le groupe en psychologie, droit, communication et journalisme, les explications mixtes sont populaires. Alors que les étudiants en travail social, sociologie et sciences politiques ont préféré les explications structuralistes, externes ou circonstancielles (Schwartz & Robinson, 1991 ; Sun, 2001 ; Weiss-Gal et al., 2009 ; Weaver & Yun, 2011). Les étudiants en psychologie ont montré des tendances contrastées (Cozzarelli et al., 2001 ; Bobbio et al., 2010 ; Nasser et al., 2005). Concernant des professions, les médecins et les physiothérapeutes se montrent plus sceptiques et accusatoires (Wear et al., 2006), alors que les travailleurs sociaux se montrent plus indulgents (Monnickendam, 2010).

j) **Les types de pauvreté ou l'objet de la représentation.**

Selon Oorschot (2006), l'approche générique de la pauvreté utilise les pauvres en général sans distinction. Cependant, lorsqu'on précise le type de pauvreté, les explications changent (Furnham, 1982 ; Lee et al., 1990 ; Wilson, 1996 ; Castell & Thomson, 2007).

Aux États-Unis, on confirme que les *homeless* suscitent les explications structuralistes et fatalistes beaucoup plus qu'individualistes, puisqu'ils sont racialisés comme blancs (Ross et al., 1977) et différenciés des allocataires (Smith, 1985). Plusieurs vont confirmer que ce sont les récipiendaires de l'aide sociale qui suscitent la culpabilisation (Bullock, 1999 ; Shaw & Shapiro, 2002). Par exemple le programme TANF d'assistance temporaire avait une image négative, car associé aux mères, les « *welfare queens* » vues comme peu fiables, paresseuses et

vicieuses (Gordon, 2001 ; Foster, 2008). Alors que des programmes ayant d'autres publics ont été plus soutenus par l'opinion publique (Appelbaum, 2001 ; Gilens, 1999). Les stéréotypes liés au genre affectent également la perception de la pauvreté : les hommes pauvres sont perçus comme sales, criminels, alcooliques ou gaspilleurs, tandis que les femmes, même si travailleuses, sont accusées de perpétuer la culture de la pauvreté (Cozzarelli et al., 2001).

En Europe, selon une étude de 23 pays, les personnes âgées, malades et handicapées sont considérées comme les plus méritantes, suivies des chômeurs, puis des immigrants. Les catégories sociales coïncident avec les groupes que l'assistance publique a priorisés en Europe depuis le XIXe siècle (Oorschoot, 2006).

k) **D'autres variables sur la nature et la perception de la pauvreté.**

Les personnes interrogées ont des informations variables pour juger les causes de la pauvreté. Aux États-Unis, par exemple, les adultes sous-estiment les inégalités et le nombre de personnes pauvres (Norton & Ariely, 2011). Lubker (2004) compare 48 pays et montre que surestimer les inégalités fait percevoir la pauvreté comme un problème majeur, soulignant le lien entre sensibilité et visibilité. Aux États-Unis, au Japon et au Canada, la pauvreté mondiale est minimisée, tandis qu'elle est importante au Brésil et en Bulgarie.

Les personnes n'ayant pas connu la pauvreté la définissent souvent relativement, loin des besoins fondamentaux (Mäkinen, 2018 ; Esposito et al., 2011). Puis, lorsque la pauvreté est considérée comme chronique ou permanente, les causes externes sont évoquées. On a observé que les pays à haut et à bas revenu ont manifesté plus d'optimisme quant à la possibilité de surmonter la pauvreté par rapport aux pays à revenu moyen (Barrientos & Neff, 2011). Enfin, dans les pays du sud de l'Europe, on a plus tendance à voir la pauvreté comme une condition héritée. Cela contraste à l'Europe du Nord et centrale, où celle-ci est conçue à la suite d'un évènement défavorable (Paugam & Gallie, 2003).

l) **Temporalités et conjoncture économique.**

Les explications de la pauvreté peuvent varier selon la période. Par exemple, les personnes ayant grandi pendant une récession ont des attitudes différentes (Giuliano & Spilimbergo, 2009). Lors des crises, la pauvreté se positionne dans l'agenda politique et les médias (Kuivalainen & Niemela, 2010), et, de fait, les sans-emploi sont moins culpabilisés (Gallie & Paugam, 2003 ; Paugam & Selz, 2005 ; Paugam, 2013). Dans les périodes de haut chômage, l'opinion publique perçoit les individus comme plus méritants des aides et une attitude plus positive à l'égard de l'État-providence se manifeste (Blekesaune & Quadagno,

2003 ; Blekesaune, 2007). Or, aux États-Unis, les crises n'ont pas toujours entraîné cet effet (Kluegel & Smith, 1986).

En Europe, Gallie & Paugam (2003) ont constaté l'effet de la conjoncture économique. Paugam et Selz (2005) vont montrer que, à l'échelle européenne, lorsque le chômage augmentait, c'était corrélé à la probabilité d'expliquer la pauvreté comme produit de l'injustice sociale. Alors que les périodes de croissance économique rapide semblent favoriser la culpabilisation (Kallio & Niemela, 2014).

m) **La Colombie dans les enquêtes.**

Nous comptons peu d'études sur la Colombie. Dans l'enquête de 2007 analysée par Bucca (2016), les Colombiens adoptent davantage les explications mixtes (52 %), même s'ils penchent plus vers les explications individualistes (35 %) que les structuralistes (13 %). En revanche, dans une enquête urbaine, la pauvreté due à des circonstances externes (59 %) dépasse celle attribuable au manque d'effort (41 %), et les premiers exigent plus de redistribution. En général, les Colombiens estiment que les inégalités sont élevées dans leur pays et ils croient que les opportunités de surmonter la pauvreté sont limitées (Londoño, 2011).

Examinons une étude spécifique portant sur les croyances relatives à la redistribution (Garcia-Sanchez et al., 2022), fondée sur un sondage non représentatif. Les auteurs étudient la propension à la redistribution et la méthode préférée ; ils détectent deux groupes : la taxation des plus riches et le renforcement des aides aux plus démunis. En règle générale, les répondants sont favorables à la réduction des inégalités, mais ils ne sont pas d'accord sur les moyens. On constate une réticence plus grande à accroître les dépenses sous forme de programmes pour les plus démunis. Ensuite, quand le revenu (objectif et subjectif) a diminué et que la perception des inégalités dans la vie quotidienne a augmenté, le soutien à la redistribution s'est renforcé. Les plus pauvres ont donc appuyé la taxation des riches. Cette tendance s'inverse chez les conservateurs, qui défendent le système économique actuel et croient en un monde juste.

En conclusion, notre analyse de la littérature a révélé plusieurs résultats. Nous avons d'abord présenté un aperçu des articles sur les croyances concernant la pauvreté en utilisant des méthodes quantitatives, puis nous avons identifié les tendances régionales et les variables individuelles les plus influentes. Cette revue de la littérature nous a donné un aperçu pour entreprendre un traitement approfondi de la société colombienne et tester l'effet-pays de Bucca (2016) ou les prédicteurs contextuels de Hopkins (2009).

Nous étudierons en profondeur cette société pour déterminer si ses hauts niveaux d'inégalité entraînent une adaptation et une prééminence des explications individualistes. Ces résultats seraient attendus en fonction de la taille de l'État ou de sa politique sociale minimaliste. Cependant, en raison de la visibilité de la pauvreté et de la part importante de la population vivant sous le seuil de pauvreté, il est possible que les explications externes soient dominantes.

À vrai dire, les données disponibles sur la Colombie n'ont pas été suffisamment exploitées. Nous ne connaissons pas la tendance générale de la population, même si nous avons quelques repères. La recherche comparée de Bucca a révélé que les Colombiens, lorsqu'ils ont de multiples choix, préfèrent l'option mixte. Or, au niveau individuel, nous ne savons pas quels sont les profils qui penchent pour un type d'explication ou un autre. Nous ignorons si l'éducation dans ce contexte a un effet libérateur ou agit plutôt en faveur de l'intérêt personnel. Nous ignorons l'influence de la religion et des appartenances sur les conflits politiques dans un pays catholique, marqué par des disparités régionales et raciales. Nous pensons que ce cas peut éclairer sur la région et les mécanismes des inégalités à travers l'étude des RSP et des croyances. Nous allons maintenant approfondir les études à méthodes et techniques qualitatives.

2. Les représentations de la pauvreté dans la perspective qualitative.

En examinant la littérature, nous avons remarqué que les études ayant un cadre alternatif dans leur approche de la pauvreté sont minoritaires. Quelques spécialistes ont même milité en faveur de méthodes de recherche innovantes (Newman & Massengill, 2006). Ainsi, la plupart des études ici considèrent la pauvreté comme un objet social, relationnel, relatif ou produit d'une construction sociale, sans omettre ses conséquences bien objectives. Elles n'oublient pas non plus la relation aux contextes inégalitaires producteurs de pauvreté en masse.

Nous confirmons qu'il s'agit d'un objet d'étude interdisciplinaire. Les disciplines concernées sont la sociologie, la psychologie sociale, les sciences politiques, la linguistique, l'anthropologie, le cinéma, et même le marketing. Toutefois, contrairement aux études des causes de type quantitatif, il se distingue par un dialogue faible entre chercheurs et chercheuses, notamment dans les résultats des recherches et les cadres théoriques et conceptuels.

Parmi les études, nous avons relevé différentes techniques : les tests d'associations libres (Ortega, 2000, 2006 ; Bastias & Barreiro, 2023), le classement des RSP dans des échelles de pensée (Amar et al., 2015), les dessins (Galli & Fasanelli, 1994), l'utilisation de cartes de contenu (Vinaya, 2020) ou encore la conduction de groupes focaux (Laenen et al., 2019).

Cependant, l'entretien approfondi constitue la méthode la plus courante (Mateo-Perez, 2002). Lamont et Swidler (2014) décrivent cet outil comme une méthode pour comprendre la manière dont les individus classent des éléments, tracent des frontières, définissent leur identité, ressentent des émotions et raisonnent.

Tout d'abord, nous allons examiner les recherches effectuées en fonction des acteurs et des terrains étudiés. Il existe un grand nombre d'options méthodologiques et théoriques, ce qui crée une diversité et une profondeur intéressantes. Ensuite, nous présenterons les résultats les plus intéressants, soit les contenus, mais aussi les processus observés. Pour terminer, nous examinerons les théories explicatives employées dans ce domaine.

a) **Acteurs : entre sujets et objets d'étude.**

Les études se sont concentrées soit sur les personnes qui émettent des discours sur la pauvreté, soit sur celles qui les reçoivent. Dans le premier cas, nous retrouvons les recherches s'intéressant aux discours produits et mis en circulation par les médias, l'État, les agences de développement. Elle concerne également les producteurs de la connaissance ou les acteurs scientifiques. Le second cas concerne les recherches qui se sont intéressées aux RS des groupes sociaux de la société. Nous retrouvons ainsi des recherches sur les populations appauvries, les classes moyennes, les classes aisées, les travailleurs, etc. Enfin, certaines études ont lié ces deux approches et ont cherché les représentations croisées pour obtenir un aperçu global.

1) Les émetteurs de discours.

Nous commençons par les émetteurs. Les médias sont à la fois sources et véhicules des RS (Wilson, 1996 ; Bullock et al. 2001 ; Mosse, 2010). Ils contribuent à la structuration de l'univers cognitif que les acteurs prennent comme référence (Pardo & Celis, 2018), en supposant leur expertise (Vasilachis, 2003), leur quête de consensus public et d'influence dans l'agenda politique (Darling & Fregerri, 2018). Ils utilisent des expressions familières, biaisées et ils cherchent le sensationnalisme avec l'hyperbole, l'exagération, le drame et la métaphore (Llul & Pinardi, 2019 ; Pardo & Celis, 2018 ; Vasilachis, 2003). S'ils utilisent l'image des pauvres, ils ne s'adressent pas à eux (Nielsen, 2008).

Nous observons l'expansion de stéréotypes de diverses figures. Les recherches ont dévoilé comment les médias véhiculent une image de la population assistée comme non méritante, paresseuse et peu intéressée par le travail ou l'éducation (Lens, 2002 ; Hancock, 2004 ; Bullock et al., 2001). Les Afro-Américains, dans le cas états-unien, sont souvent culpabilisés et opposés aux migrants, vus au contraire comme des travailleurs (Reid, 2013). Les

enfants de la rue en Argentine sont montrés comme de futurs délinquants ou en victimes exploitées, alors que les SDF comme liés à la criminalité, aux drogues ou bien à la souffrance (Vasilachis, 2003). De plus, dans le cas des enfants malnutris de la communauté indienne *wichi*, ils sont montrés depuis la perspective misérabiliste (Naharro, 2018). Par ailleurs, on délégitime souvent les manifestants dans leurs mobilisations. En Argentine les habitants des « villas » sont racialisés (Alvarez, 2018) et, en Colombie, les paysans mobilisés dans la défense de leurs territoires au Catatumbo sont montrés comme guérilleros (Valencia, 2018). Pareillement, on a opposé les manifestants, lors des grèves de 2020, à ceux qu'on appelle les « gens de bien », qui ne manifestent pas (Sandoval, 2022). Sinon au sens large, les pauvres sont montrés comme une population qui se reproduit à un rythme plus rapide (Garcia & Pardo, 2010) ou avec des déficiences cognitives (Darling & Frenegger, 2018). Cela montre une image de dépendance et de victimes passives, entraînant parfois des appels à la compassion (Echeverria, 2014 ; Bullock et al., 2001 ; Garcia & Pardo, 2010). En revanche, on célèbre les réussites des personnes ayant surmonté leur condition (Chauhan, 2016) et la philanthropie du secteur privé (Pardo, 2008).

En outre, la presse hégémonique cache les relations socio-économiques qui produisent la pauvreté (Alvarez, 2018). Elle renforce les représentations néo-libérales et limite les réponses politiques à la pauvreté (Redden, 2011). Elle ne contextualise pas les résultats des programmes (Bullock et al., 2001). Nonobstant, elle s'est emparée des discours économicistes de la pauvreté et a recours aux statistiques pour objectiver le phénomène. Les médias parlent de lutte contre la pauvreté, du seuil de pauvreté et de ces évolutions (Chauhan, 2016). La pauvreté est ainsi montrée comme un problème technique (Alvarez, 2013, 2015) et les pauvres, comme des variables statistiques et non un phénomène social ou politique (Pardo, 2008). Le discours technique sur la pauvreté peut être utilisé pour justifier ou critiquer un gouvernement, comme en Colombie (Pardo, 2008a) et au Mexique (Echeverria, 2014). Dans le cas des PTC, la presse les montre comme une stratégie clientéliste et elle les associe aux gouvernants qui les ont mis en place autant au Brésil qu'en Argentine (Darling & Frenegger, 2018 ; Alvarez, 2013). Ils sont aussi présentés comme des générateurs de paresse et de dépendance en Inde (Chahuan, 2016). Enfin, au Royaume-Uni, les médias problématisent plus facilement la pauvreté du « tiers monde » que celle domestique (Chauhan & Foster, 2014). Enfin, d'autres médias contribuent à l'expansion de stéréotypes, comme le cinéma chilien (Silva & Raurich, 2019) et le documentaire américain (Keys & Pini, 2018). On étudiera aussi l'impact des *memes*, ces images avec du texte qui circulent sur les réseaux sociaux critiquant les allocataires (Dobso & Knezevic, 2017). Jensen (2014) parle de *porno-pauvreté*, un genre qui se concentre sur le sensationnalisme, décontextualisant la privation et accusant le pauvre d'irresponsable.

Nous examinons maintenant les discours et interventions des émetteurs officiels, incluant les entités d'État et les organisations internationales. D'abord, le texte « *The Voice of the Poor* » de la Banque mondiale, cité dans les discours des agences de développement, est critiqué pour perpétuer des stéréotypes sur les pauvres (Green, 2006). L'image véhiculée est celle d'une femme démunie, vivant dans une zone rurale, illettrée et ayant plusieurs enfants. Les études montrent que l'aide au développement renforce les stéréotypes binaires (développé/non développé, pauvre/riche, premier monde/tiers-monde) et homogénéise le Sud global. Puis les projets négligent les significations locales de la pauvreté en Afrique et imposent une idée de développement (Alokpaï et al., 2018). Lors des appels à dons, les images négatives de l'Afrique ou des PED sont souvent utilisées, mettant l'accent sur la souffrance et la dépendance des pauvres dans la publicité (Keenaghan & Reilly, 2017 ; Dolinar & Sitar, 2013 ; Kaufman & Shewprasad, 2005). Par exemple, la municipalité de Nottingham a publié, en 2016, des affiches suggérant de ne pas venir en aide aux SDF, ce que la citoyenneté a contesté (Thornton, 2018). Sinon dans le commerce, les pauvres sont vus comme des consommateurs défectueux et sont écartés des pratiques sociales marchandes (Hamilton et al., 2014).

Les politiques sociales, notamment les programmes d'aide sociale, occupent une place cruciale dans les RSP. Dans les pays où le filet de sécurité sociale est plus développé, les bénéficiaires de l'aide publique sont stigmatisés (Tremblay, 2010 ; Hansen et al., 2014 ; Duvoux, 2009 ; Paugam, 2009/1991, 2013). Au Québec, les travailleurs sociaux considèrent les bénéficiaires de longue durée comme voués à la pauvreté chronique (Tremblay, 2010).

En Amérique latine, dans les années 1990, on distinguait dans les politiques de LCP soit l'accent classiste et raciste de la pauvreté, soit celui de la pitié où le pauvre faisait l'objet de la charité (Lo Vuolo, 1999). Cela évoluera avec l'entrée des PTC, toutefois, leurs significations changent selon les contextes et les projets idéologiques (Eiro, 2017). Alors que les fonctionnaires boliviens valorisaient les classes populaires, dans le cadre d'un processus de politisation de l'ethnicité, au Pérou, ils culpabilisaient les allocataires. Dans ce dernier, les fonctionnaires avaient intégré la rhétorique selon laquelle le problème était technique et les PTC faussaient le marché (Nagels, 2015a, 2015b).

Par ailleurs, dans le parlement espagnol, on trouvera la représentation d'une « pauvre Amérique latine riche », région qui se présente comme pleine de bénéfices pour le commerce. Or, si la relation économique est reconnue comme inégale, la correction est cherchée dans la coopération internationale (Cabrera et al., 2009). Enfin, les orientations scientifiques peuvent aussi contribuer à répandre certaines notions. Fassin (1996) étudiera comment la notion de

marginalité, forgée dans des facultés latino-américaines, a contribué à renforcer l'idée des pauvres situés aux marges de la société. Il compare cette appropriation à la notion d'*Underclass* aux États-Unis et celle d'exclusion en France.

2) Acteurs récepteurs des discours.

La plupart des études ont examiné la perception de la pauvreté et des inégalités par un groupe spécifique. Elles se concentrent souvent sur les personnes en situation de pauvreté (Sosa & Molina, 2006 ; 2010 ; Mateo-Perez, 2002 ; Gamboa, 2007 ; Accorssi & Scarparo, 2019). Elles peuvent correspondre à la population d'un quartier stigmatisé (Bayon, 2012), aux bénéficiaires de l'aide sociale (Ceirano & Rodriguez, 1999 ; Ceirano, 2000 ; Uribe & Jaramillo, 2016 ; Hernandez et al., 2020) ou au personnel d'un secteur précaire (Castaño, 2010 ; Gondard-Delcroix, 2007 ; Lamont, 2002). Dans les classes moyennes, on retrouve de jeunes étudiants (Ghys & Inzunza, 2019) et des professionnels (Vinaya, 2020). Les classes aisées sont représentées par les habitants des beaux quartiers (Paugam et al., 2017) ou des élites à positions de pouvoir (Moraes & Lopez, 2015 ; De Swaan et al., 2000 ; Reis & Moore, 2005 ; Reis, 1999). Enfin nous observons aussi des recherches selon les groupes populationnels, comme les enfants (Galli & Fasanelli, 1994 ; De León & Herazo, 2009) ou les personnes âgées (Gamboa, 2007). Toutefois, l'ensemble des recherches qui étudient les représentations croisées de divers groupes de population offrent la vision la plus globale (Ortega, 2000 ; Saravi, 2016). Nous trouvons les études comparant les discours des émetteurs et des récepteurs particulièrement utiles (Cabrera et al., 2009 ; Chauhan, 2016 ; Tremblay, 2010).

Nous détaillons ici les principaux résultats. Les personnes appauvries ont tendance à ne pas s'identifier comme telles, même si elles bénéficient d'aides ou que leurs conditions de vie sont difficiles. Nous avons observé ce phénomène en Argentine (Sosa & Molina, 2009 ; Ceirano, 2000 ; Ceirano & Rodriguez, 1999), en Grande-Bretagne (Shildrick & MacDonald, 2013), en Espagne (Palomar & Cienfuegos, 2006), au Mexique (Bayon, 2015), en Colombie (Castaño, 2010 ; Martinez, 2007), au Brésil (Accorssi & Scarparo, 2019), au Chili (Marquez, 2003), en Russie rurale (Varyzgina et Kay, 2014), aux États-Unis (Newman, 1999 ; Young, 2010 ; Lamont, 2002 ; Seccombe et al., 1998), et en France (Paugam, 2009/1991). Cela a lieu dans des pays à différentes traditions d'assistance. Cela n'exclut pas les allocataires qui se comportent en élèves modèles (Tremblay, 2010 ; Uribe & Jaramillo, 2016 ; Ayola, 2016).

La plupart vont se comparer à ce stéréotype du pauvre passif, à l'image de la *welfare queen* (Seccombe et al., 1998) ou des pauvres au chômage (Newman, 1999). La comparaison se fait à des attributs, à des capacités et à un certain type de capital. Or, lorsqu'il ne reste pas de

critère matériel à comparer, on assiste à la mobilisation de caractéristiques dispositionnelles ou morales, par exemple lorsqu'est mise en valeur l'attitude (Bayon, 2012 ; 2015). Nous avons aussi observé des moments où la pauvreté est admise. Cela peut être le cas face à un enquêteur officiel (Miller et al., 2001) ou lorsque les interviewés reconnaissent qu'ils habitent des quartiers pauvres puisque dangereux (Uribe & Jaramillo, 2016).

Cela pointe le fait que la pauvreté devient un stigmate (Varyzgina & Kay ; 2014), lorsque se dire pauvre peut signifier l'acceptation d'un destin à vie, d'une condition et non d'une situation (Ceirano, 2000). De sorte que la pauvreté implique une marque honteuse (Ortega, 2000). Par exemple aux États-Unis, le stigma de la pauvreté semble plus fort que celui associé à la maladie mentale (Hansen et al., 2014). La reconversion symbolique, où les victimes reproduisent des stéréotypes, est due à la réinterprétation de l'expérience et au rejet de sa propre disqualification (Paugam, 2009/1991). C'est aussi un exercice de traçage de frontières symboliques, comme celui réalisé par des ouvriers qui veulent se distinguer des pauvres (Lamont, 2002) ou bien un moyen de mieux supporter la douleur (Accorssi & Scarparo, 2019).

Ensuite, les mieux lotis de la société utilisent l'idée que les pauvres sont passifs. Certains parlent de leur dépendance à la société et du cercle vicieux de la pauvreté (Echeverria, 2014 ; Bullock et al., 2001 ; Darling & Frenegger, 2018 ; Garcia & Pardo, 2010 ; Moraes & Lopez, 2015). Cela peut contribuer à leur culpabilisation, mais aussi à la neutralisation de la compassion à leur égard (Paugam et al., 2017). De fait, en Inde, les élites voient la pauvreté comme une déficience individuelle (Chauhan, 2016), ainsi que les classes moyennes supérieures (Vinaya, 2020) fondées sur l'idée d'un monde juste.

Au Pérou comme en Colombie, on insistera davantage sur le ciblage frauduleux pour rejeter les PTC (Hernandez et al., 2020). Au Brésil la notion de *peuple* intègre le répertoire culturel des élites qui cherchent à se distinguer de cette masse vue comme désorganisée, ignorante, incapable et corrompue (Moraes & Lopez, 2015). Aux États-Unis, Laurent (2009) examine comment l'idée d'une « *white trash* », où sont regroupés les blancs étasuniens pauvres, sert aux classes moyennes à tracer une distanciation morale envers ceux-ci.

Chez les élites, on observe davantage d'explications mixtes et une prise en compte des inégalités, bien qu'elles soient sous-estimées et perçues comme un état permanent (Reis, 1999 ; Reis & Moore, 2005). Leurs attitudes varient de l'indifférence (Hossain & Moore, 2005) à l'engagement (De Swaan et al., 2000). Au Brésil, elles ont plutôt accusé la classe politique et omis les causes structurelles (Moraes & Lopez, 2015). De fait, la violence préoccupe les élites

brésiliennes, tout comme celles sud-africaines, de sorte que les stratégies consistent en la sécurisation des quartiers et la méfiance envers les classes populaires. Les plus riches construisent une frontière morale qui se traduit par une distanciation physique, accompagnée d'un processus de neutralisation de la compassion (Paugam et al., 2017).

Enfin, les recherches sur les représentations croisées montrent généralement des différences entre les groupes étudiés. Par exemple, une augmentation de la prise en compte des facteurs externes et analytiques de la pauvreté par ceux qui s'y engagent, tandis que chez les classes moyennes supérieures, elle est attribuée au comportement (Ortega, 2000). Les jeunes défavorisés voient les riches comme arrogants et insensibles, tandis que les riches perçoivent les pauvres des quartiers périphériques comme dangereux (Saravi, 2016). Une étude montre que les Latinos en Espagne voient l'Amérique latine comme pillée par les puissants, tandis qu'au Parlement, elle est perçue comme une terre de richesses (Cabrera et al., 2009).

Bien que Chauhan (2016) ait constaté ces résultats, il conteste l'hypothèse de représentations divergentes au sein des groupes sociaux. Il montre comment, face à une même figure de la pauvreté (alter), différents groupes, notamment les élites, les plus pauvres, et les médias en Inde, arrivent à un consensus à leur égard et à une explication de la pauvreté.

Enfin, dans certaines recherches qui classent les populations selon leur âge, nous observons que les enfants adhèrent plus à une idée matérielle de la pauvreté alors que les adultes y ajoutent la dimension psychosociale et émotionnelle. Dans la jeunesse, semble commencer le processus de comparaison qui amène au déni de la pauvreté propre (De Leon & Herazo, 2009). Les jeunes commencent à associer pauvreté, criminalité et drogues (Galli & Fasanelli, 1994). On notera aussi que les jeunes ne comprennent pas tous la société comme une structure complexe, reconnaissant des classes sociales et des obstacles à la mobilité sociale (Amar et al., 2006). Ils auront plus tendance à expliquer la mobilité par des aspects individuels, tels que la volonté et l'effort (Saravi, 2016). Enfin, les jeunes font plus recours à des images de films, de télévision ou de réseaux sociaux (Saravi, 2016 ; Ghys & Inzunza, 2019). En revanche, les plus âgés perçoivent la pauvreté comme un fléau, ils sont plutôt fatalistes (Gamboa, 2007).

b) **Terrains et comparaisons.**

Les recherches mentionnées se sont déroulées sur différents terrains du monde. La plupart d'entre elles correspondent à des études de cas descriptives. Or, c'est bien à travers la méthode comparée qu'on peut mieux saisir les différences entre les contextes. Les recherches

comparatives construites autour de critères mettent en évidence plus facilement les particularités de chaque terrain ainsi que leurs similarités.

Nous étudions ainsi des recherches spécifiques menées en Europe (Galli & Fasanelli, 1994 ; Loison-Leruste, 2014), en Russie (Varyzgina & Kay, 2014) et au Canada (Tremblay, 2010 ; Langlois & Gaudreault, 2019). Nous les observons également à différents endroits d'Afrique (Alokpaï et al., 2018) et une spécifique à Madagascar (Gondard-Delcroix, 2007). En Inde (Vinaya, 2022 ; Chauhan, 2016). En Amérique latine, nous observons des recherches surtout en Argentine (Ceirano & Rodriguez, 1999 ; Ceirano, 2000 ; Vasilachis 2003), au Mexique (Ghys & Inzulza, 2019 ; Del Prado et al., 2020 ; Saravi, 2006) au Brésil (Darling & Friggeri, 2018 ; Moraes & López, 2015 ; Accorssi & Scarparo, 2019) et au Costa Rica (Gamboa, 2007). En Colombie, peu de recherches ont abordé le sujet directement (Uribe & Jaramillo, 2016 ; Amar et al., 2015 ; Amar et al., 2006 ; De Leon et Herazo, 2009).

Les définitions de la pauvreté varient selon les contextes. En effet, en Afrique, à l'heure de définir la pauvreté, les relations sociales semblent plus importantes que le capital économique (Alokpaï et al., 2018) ainsi que la possibilité de réciprocité (Gondard-Delcroix, 2007). Nous retrouvons également la pauvreté vue comme une maladie qui menace la société en Russie rurale (Varyzgina & Kay, 2014). Puis au Mexique, les jeunes révèlent une représentation fonctionnelle des bas salaires des pauvres pour l'économie (Ghys & Inzulza, 2019). En Inde, la notion de « seuil de pauvreté » est appropriée dans les discours des classes moyennes (Vinaya, 2022). En Colombie, nous observons l'appropriation de l'idée d'une stratification sociale où les pauvres sont les « basses strates » (Uribe et al., 2006 ; Uribe, 2008). Les interrogés désignent les populations méritantes de l'assistance, comme les strates 1, 2 et 3, selon la classification des services publics, souvent confondue à une échelle objective de la hiérarchie (Uribe & Jaramillo, 2016). Aux États-Unis, les nés pauvres sont vus comme noirs, latinos et migrants, alors que les blancs pauvres, sont associés à des processus de déclassement et culpabilisés dans ce sens (Homan et al., 2017). La pauvreté est appelée différemment selon les contextes (Jordana, 2018 ; Avendaño, 2017).

Chaque lieu aura des zones de pauvreté identifiées. Nous observons l'identification des espaces des pauvres dans les villes. Au Mexique, les médias montrent la périphérie comme l'espace des pauvres (Echeverria, 2014). Alors que la pauvreté et la désintégration familiale sont associées aux jeunes de l'orient (Bayon, 2013). En Argentine ce sont les « Villas » (Alvarez, 2018). À Bogota le sud est vu comme le territoire de l'altérité (Avendaño, 2017 ;

Bisiaux, 2012). À Sao Paulo, des interviewés citent spontanément des zones de concentration de pauvreté et des lieux réputés dangereux (Paugam et al., 2017).

Les recherches comparatives mettront en évidence les différences entre les terrains. Alvarez-Rivadulla montre que la tolérance aux inégalités de revenus est plus élevée à Bogota qu'à Montevideo (2014). Puis, les jeunes de la côte caraïbe colombienne ne pensent pas la société comme une structure complexe et ne sont pas conscients des inégalités sociales (Amar et al., 2015). Ce n'est pas autant le cas chez les jeunes au Chili (Denegri et al., 1998). Au Brésil comme en Afrique du Sud, si les élites romantisent la vie des pauvres ruraux, ils sont préoccupés par la dangerosité des pauvres urbains (Reis & Moore, 2005). Dans l'identification de la pauvreté, la pauvreté est évadée en Afrique du Sud, alors que celle-ci n'était pas considérée comme urgente au Bangladesh (Hossain & Moore, 2005). Selon Bisiaux (2012), à Delhi, la pauvreté est représentée intégrée au territoire, tandis qu'à Bogota, elle est reléguée au sud de la ville. Au Mexique et en Roumanie, la pauvreté est associée à la faim et à la misère. En France, c'est la solitude comme nom propre, et en Italie, le terme « tiers-monde » (Ortega, 2006).

Dans la comparaison des métropoles de l'Inde, du Brésil et de la France, les auteurs ont observé chez les élites, respectivement, un hygiénisme séparatiste, un ordre social vu comme menacé, ainsi qu'un processus de répulsion maîtrisé par rapport aux pauvres (Paugam et al., 2017). La typologie de la perception de la pauvreté (Paugam, 2016) apparaît : les processus de victimisation dans la capitale française, le processus de culpabilisation dans les métropoles brésiliennes et le processus de naturalisation en Inde. De fait, Paugam (2013), en étudiant le cas européen, a signalé comment les RSP différaient selon les États-providence. Les formes élémentaires de la pauvreté étant la pauvreté intégrée, la pauvreté disqualifiante et la pauvreté marginale.

Sur les méritants de l'aide, nous observons des différences en relation aux critères normatifs des régimes providence et le contexte institutionnel. Au Royaume-Uni, le critère du besoin prévaut et on considère les enfants comme une priorité. En Allemagne, on observe l'idée de la redistribution, mais, sous condition d'une réciprocité. Au Danemark, un mélange de critères, notamment le critère d'égalité (Laenen et al., 2019), s'applique. Ces recherches nous ont ainsi dévoilé la richesse de la méthode comparée à l'heure d'étudier les RSP.

c) **Les résultats en dialogue.**

Nous allons résumer cette revue de la littérature en mettant en évidence les résultats clés qui structurent le domaine d'étude. Définir la pauvreté nécessite l'utilisation de divers processus

cognitifs, notamment la comparaison avec une personne encore plus démunie. On retrouve aussi l'utilisation de contrastes pour définir la pauvreté, comme propre-sale, digne-indigne, ou encore en opposition à la richesse, au pouvoir, à l'action, etc. Les contrastes peuvent également être utilisés pour exprimer des situations paradoxales, telles qu'une Amérique latine riche et pauvre. De plus, les définitions distinguent la pauvreté en deux catégories : matérielle et sociale/psychologique.

Dans la perception, nous observons plusieurs processus. En premier, de différents niveaux d'information sur la magnitude de la pauvreté, le plus souvent sous-estimée alors que les revenus des pauvres sont surestimés. En deuxième, l'identification des plus pauvres se sert des marqueurs socialement signifiés. Ceux-ci permettent aux individus de tracer des frontières symboliques, par le moyen de vêtements ou dans le cadre universitaire de la possibilité d'intégrer des activités extra-scolaires (Alvarez-Rivadulla, 2018).

Nous observons les associations avec d'autres phénomènes tels que la criminalité, le chômage et l'éducation. Par ailleurs, la pauvreté est souvent associée à une figure emblématique de la pauvreté. Les plus courantes sont les SDF, les femmes allocataires, les enfants de la rue, les jeunes de quartiers populaires, l'indigène, le paysan rural ou les Afro-Américains aux États-Unis. Dans ces figures, nous observons aussi une assomption de mérite. Dans les priorités d'assistance, nous remarquons l'apparition de la hiérarchie d'occident qui a préféré assister les non aptes pour le travail (Oorschot, 2000 ; Laenen et al., 2019). Par la suite, nous identifions les exercices de typage ou de classification de la pauvreté. Le plus courant se trouve dans la distinction entre le bon et le mauvais pauvre. La frontière morale distingue la passivité de la capacité d'agentivité et distingue les méritants des non méritants. Les recherches convergent vers un processus de différenciation d'ordre moral (Paugam et al., 2017, Acorssi & Scarparo, 2019 ; Lo Vuolo, 1999 ; Moraes & Lopez, 2015 ; Bayon, 2015 ; Laurent, 2009).

Contrairement aux populations moralement dignes d'assistance, l'image d'un pauvre passif et en dépendance induit la culpabilisation, observées dans les différents groupes de la population. Nous rencontrons l'idée d'un pauvre mental au Costa Rica (Gamboa, 2007), mais aussi d'un pauvre d'esprit en Colombie (Hernandez et al., 2020) ou bien d'un pauvre d'âme au Brésil (Accorssi & Scarparo, 2019). Cette idée permet la négation de la condition de pauvreté, vécue en stigma par les populations qui font face à des privations.

Tandis que les causes structurelles émergent plus timidement dans les études observées, associées à des figures de la pauvreté (Homan et al., 2017) ou bien à des modèles de société,

comme en France (Paugam et al., 2017). De plus, il a été constaté que la vision fataliste de la pauvreté est courante, notamment dans les pays en développement. Elle est perçue comme un destin immuable et un cycle sans fin (Gamboa, 2007 ; Vasilachis, 2003 ; Vinaya, 2020 ; Castaño, 2010). Cette tendance a été observée au Costa Rica, où les personnes interrogées par Gamboa (2007) attribuaient la pauvreté à une malédiction divine. Au Mexique, Ortega (2000) observe que la RSP religieuse-culturelle, ne remet pas en question la situation de pauvres, expliquée par leur conformisme et leur culture. On note aussi l'idée que les hiérarchies existent depuis toujours, et la citation à la Bible (Uribe, 2008 ; Ceirano & Rodriguez, 1999). De fait, plusieurs recherches utiliseront le terme de naturalisation depuis différents cadres théoriques (Bayon, 2015 ; Paugam, 2016 ; Pardo, 2008 ; Sandoval, 2022 ; Vinaya, 2020 ; Darling & Friggeri, 2018 ; Mayorga, 2018). Elles veulent expliquer l'acceptation de la pauvreté et des inégalités comme des faits naturels, biologiques ou culturels.

d) **Cadres théoriques.**

Nous allons examiner comment les recherches ont expliqué les résultats. Plusieurs cadres émergent, la plupart basées sur des données empiriques. Premièrement, Chauhan (2016) a contribué à comprendre le processus des RSP. Il suggère de considérer les RSP en fonction du sujet qui les émet (ego) et de l'objet de la représentation (alter). L'auteur va montrer qu'un alter social similaire génère des RSP similaires entre les acteurs. Par exemple, si les pauvres et les élites parlent en tant qu'habitants de la ville, ils accusent le gouvernement et les médecins d'être inefficaces et exploiteurs. Alors que, si l'alter est l'allocataire, les groupes accusent les programmes de créer de la dépendance. Selon l'auteur, l'attitude dépend de la position adoptée. Si le sujet se situe dans une position empathique avec le pauvre et l'intègre dans un processus de « *selfing the poverty* », ou bien s'il le voit comme extérieur et différent dans un processus de « *othering the poverty* » (Chauhan & Foster, 2014).

Sous la TRS, Ortega (2000) distingue deux types de RSP. La première, « structurelle-sociale », voit la pauvreté comme un problème d'organisation sociale nécessitant des actions, des politiques préventives et des solutions. La seconde, « culturelle-religieuse-morale », est marquée par l'affectif et structurée par des éléments culturels tels que les valeurs, les traditions, les principes religieux ou la magie. Au Brésil, Accorssi et Scarparo (2019) ont signalé une idée duale de la RSP en distinguant deux dimensions, d'un côté l'aspect socio-économique et de l'autre un aspect moral.

Paugam, à partir de la théorie de l'attachement, propose une triade dans la perception de la pauvreté (Paugam, 2016, 2023). Il distingue la naturalisation du processus de culpabilisation et de victimisation. Dans le premier, on voit et on vit les différences entre les couches de la

société comme étant de nature biologique ou culturelle, et, si l'on n'accepte pas totalement cette vision, on routinise tout de même la domination. Cette croyance collective justifie la hiérarchie sociale. Cette configuration correspond, dans cette théorie, au régime d'attachement de type familialiste et au type de la pauvreté intégrée.

La sociologie culturelle (Lamont & Small, 2008) pourrait servir de route théorique de compréhension des aspects matériels et symboliques autour de la pauvreté. On considère que la dimension culturelle affecte les rapports entre les classes sociales, les RS et les expériences, ainsi que les politiques publiques et les institutions qui les régulent. On observe donc des cadres culturels favorisant la stigmatisation et le discours moralisateur qui attribue aux pauvres une culture de la pauvreté. Différents modèles de marquage des frontières ou systèmes de catégorisation en tant que répertoires possibles sont signalés (Lamont, 1992, 2000). Le traçage de frontières correspond au processus de différenciation qui permet de constituer un « autre ». Les frontières symboliques deviennent sociales lorsqu'elles sont institutionnalisées.

On utilisera ce cadre dans plusieurs recherches. Par exemple, Bayon (2012, 2015) l'a utilisé au Mexique pour expliquer comment les plus pauvres tracent des frontières entre eux. Elle montre ensuite que les franges les plus démunies occupent une « intégration excluante » : c'est une inclusion défavorable, une appartenance à moitié, qui se retrouve dans les RS et s'institutionnalise en services de basse qualité. Bayon reprend le concept « culture de l'inégalité » de Crutchfield et Pettinicchio (2009) qui explique l'acceptation sociale majoritaire de profondes inégalités.

Nous observons le *deservingness frame* ou bien ceux qui se sont intéressés aux principes qui guident la RSP sur l'assistance et la définition des méritants de l'aide. On oppose les critères du besoin à celui de mérite (Forsé & Parodi, 2006) et propose comme critères le besoin, la réciprocité, l'égalité, l'attitude et l'identité (Oorschoot et al., 2017 ; Laenen et al., 2019).

Depuis la psychologie sociale, Amar et Denegri utiliseront le structuralisme piagétien. Celui-ci explique l'appropriation du monde social par l'enfant dans les différentes étapes de sa croissance. Il véhicule la thèse selon laquelle l'individu acquiert une idée des structures sociales, des divisions et de la complexité de la société à l'avancement de sa socialisation, et cela, par imitation. Nonobstant, le processus cognitif se consolide quand il affronte une tension dans l'interaction, laquelle mettra à l'épreuve la connaissance sociale. Alors que la mobilisation dans l'action d'une RSP intervient quand l'individu a atteint un stade de maturité cognitive et qu'il compte avec l'information du monde social et l'expérience suffisante (Amar et al., 2000).

En outre, le terme *aporofobia* d'Adela Cortina (2017) traduit en pauvrephobie (Le Forum — Bruxelles, 2018), parle de l'attitude collective de rejet, d'aversion, de peur et de mépris envers les pauvres. Ces derniers, du moins en apparence, ne peuvent rien rendre en retour dans une société commercialisée. Elle nous rappelle les délits de haine en Europe et la crise migratoire dans la Méditerranée. Enfin, nous trouvons l'idée extrême d'un processus historique de déshumanisation et d'animalisation des pauvres, qui va de pair avec la mécanisation des riches (Sainz et al., 2020).

Pour résumer, l'approche qualitative nous a permis de constater que la Colombie n'est pas l'objet d'étude le plus fréquent. Toutefois, elle nous a permis de découvrir des travaux menés sur d'autres territoires à travers le monde, offrant ainsi une variété de points de vue théoriques et méthodologiques. De plus, la revue nous a démontré que l'étude des manifestations symboliques de la pauvreté constitue un thème important. Les résultats des recherches nous donnent un aperçu de ce que pourraient être les nôtres pour le cas colombien. Ayant considéré les études citées, nous tenterons de déterminer, dans l'exemple colombien, si des dynamiques ou des significations uniques émergent, si des mécanismes semblables sont présents dans les PED ou les pays de la région, ou encore si, selon le groupe démographique analysé, nous obtiendrons des résultats semblables. Notre revue de la littérature a mis en évidence l'intérêt de ne pas se concentrer uniquement sur les groupes défavorisés de la population. Enfin, nous signalons que peu de recherches ont porté sur les populations vivant en milieu rural ou dans des villes autres que les métropoles.

Finalement, parmi les différents cadres théoriques qui nous inspirent et qui nous permettent d'interpréter nos résultats, nous avons choisi la TRS comme référence, mais en l'abordant sous l'angle de la perspective sociologique proposée par la TAS. Cela en tenant compte des processus ou du travail de frontières que propose la sociologie culturelle. Dans cette perspective, l'idée d'une naturalisation de la pauvreté comme hypothèse, signalée non seulement par la TAS, nous interpelle comme possibilité pour le cas colombien.

IV — CADRE THEORIQUE DE LA RECHERCHE.

a) La théorie de l'attachement social (TAS).

La théorie de l'attachement social (TAS) est un cadre que nous propose Serge Paugam. C'est l'aboutissement théorique de ses recherches théoriques et empiriques. Celles-ci portaient

initialement sur la pauvreté et les politiques d'assistance sociale en France (Paugam, 1991), puis sur les expériences vécues de populations disqualifiées socialement (Paugam, 2009 ; 2013). Ultérieurement, nous observons la théorie des liens sociaux où sont identifiées différentes configurations (Paugam, 2008). Une comparaison au niveau européen menant à l'identification des formes élémentaires de la pauvreté (Paugam, 2013) y contribuera également, tout comme, plus tard, une proposition sur les formes de la perception de la pauvreté (Paugam, 2016). Celle-ci a été mise à preuve chez les élites en différentes métropoles du monde (Paugam et al., 2017).

Ces différents apports se trouvent articulés et amplifiés dans la TAS (Paugam, 2023), laquelle identifie différents régimes d'attachement dans les sociétés contemporaines. En étudiant la manière dont les individus s'attachent entre eux et à la société, nous parvenons à comprendre la manière dont les sociétés ont construit leur attachement envers les plus démunis. La TAS offre plusieurs avantages en tant que cadre. Tout d'abord, la théorie aborde la pauvreté comme un rapport social, en la situant dans un contexte relationnel et en mettant en avant des concepts tels que la solidarité et le lien social. Ce cadre tient compte des inégalités au sein des sociétés étudiées et se prête à une application empirique. En effet, la théorie nous permet d'étudier le phénomène à différentes échelles d'analyse et d'approfondir un cas d'étude en le comparant. Nous la considérons comme une nouvelle voie d'entrée pour étudier la pauvreté.

Nous allons désormais examiner son apport. D'abord, dans la TAS, la solidarité est abordée non pas comme une vertu, mais comme un fait social au fondement de la vie sociale. L'individu passe sa vie à s'attacher aux autres, car il a besoin non seulement de protection, mais aussi de se faire accepter et reconnaître socialement par ses pairs. Ce n'est pas la liberté, mais la dépendance qui fait de l'individu une partie intégrante du tout social. C'est grâce aux travaux de Durkheim (2016) que nous pouvons définir la solidarité à partir de l'étude des liens sociaux. À partir de ceux-ci nous distinguons quatre types de liens : le lien de filiation (LF), le lien de participation élective (LPE), le lien de participation organique (LPO) et le lien de citoyenneté (LC). Le LF et le LC dérivent des solidarités et des conditions de naissance, comme la famille ou la communauté politique. Tandis que les LPE et le LPO sont des liens contractuels que l'individu acquiert au cours de sa socialisation et par son rôle dans la division du travail. Différentes morales encadrent ces liens, ainsi que des mémoires partagées reliant les générations.

En premier lieu, le LF comporte la relation de famille comme premier cadre normatif et de socialisation de l'individu. La morale domestique le régit. On inclut les différents types de famille, nucléaire ou élargie, mais aussi les cas d'adoptions. En deuxième lieu, dans le LPE, on

retrouve les relations de type affinitaire dans des associations par intérêt commun. Par exemple, le voisinage, la sphère amicale, les liens conjugaux, les membres d'équipes ou les associations auxquelles l'individu s'intègre au cours de sa socialisation. Si le groupement est fondé sur l'affinité, cela ne signifie pas que la morale associative soit dépourvu de règles. En troisième lieu, le LPO relève d'une appartenance contractuelle à un monde professionnel, orienté par la morale professionnelle. Les sociétés salariales comportent des institutions et des corps intermédiaires qui servent de médiation entre les parties du marché de l'emploi, comme les corporations et les syndicats. Enfin, le LC englobe la relation de l'individu en tant que citoyen avec la communauté politique dont il est issu ou s'est naturalisé. La morale civique le régit et il comporte des obligations, comme le respect des lois ou la contribution à l'impôt.

L'attachement social correspondrait donc au processus d'entrecroisement de ces liens, au niveau individuel comme au niveau de la société. Au niveau micro, d'un côté, parler de protection nous ramène à l'ensemble des supports que l'individu peut mobiliser dans son entourage devant les aléas de la vie, ce qui correspond à l'expression « compter sur ». Un lien de qualité apporte donc des éléments matériels pouvant secourir l'individu lors d'un choc. De l'autre, la reconnaissance fait allusion à la capacité de chaque lien à valoriser socialement l'individu, en lui fournissant la preuve de son existence sociale ou bien de « compter pour ».

Les recherches empiriques constatent la manière dont les individus sont inégalement entrecroisés dans leurs liens sociaux. Certaines personnes se trouvent plus vulnérables aux chocs et fragiles dans leur intégration. C'est ainsi que l'auteur développe quatre états des liens, mobilisable surtout à l'échelle micro. En premier lieu, certains liens libèrent ; ceux qui procurent de la protection comme de la reconnaissance à l'individu. En deuxième, les liens qui fragilisent ; s'ils reconnaissent l'individu, ils ne lui apportent pas de protection. En troisième, les liens qui oppressent ; ils peuvent fournir de la protection, mais lui nient la reconnaissance. Enfin, le dernier état est caractérisé par la non-protection et la non-reconnaissance dans les liens, de sorte que l'individu entame un processus de rupture. Le processus de disqualification social implique un cumul de handicaps (Paugam, 2009). Or, un processus de rupture complet est rare, car les individus, en tant qu'êtres sociaux, cherchent à compenser les liens (Paugam, 2023). Ces situations peuvent être considérées comme des états ou comme un processus progressif qui s'enclenche à un moment donné. Dans ces cas, il y a d'abord une phase de fragilité où les liens libérateurs deviennent fragilisants. Ensuite, une phase de dépendance où les liens passent à oppressants, ce qui par la suite peut conduire à la rupture des liens.

Au niveau de la société, il faut d'abord tenir compte du cadre normatif de la société et de la configuration des inégalités existantes. De ce fait, au niveau macro, chaque société dans

son histoire construit des structures sociales spécifiques, réifiant la régulation d'un lien sur les autres. Si tous les liens sont nécessaires à l'intégration des individus, le lien qui régule la société est singulier. Il produit et hiérarchise des règles, permettant la régulation morale de la société. Tandis que les autres articulent la socialisation et l'intégration au tout social. Cela implique une cohérence normative, permettant de faire société au-delà des différences et des rivalités.

En faisant une analyse des liens qui intègrent une société et du lien qui la régule, nous pouvons identifier son régime d'attachement. Nous observons quatre types idéaux de régimes d'attachement : le régime familialiste régulé par le LF, le régime volontariste régulé par le LPE, le régime organiciste régulé par le LPO, et enfin le régime universaliste régulé par le LC. Il n'y a pas un régime meilleur que l'autre, ils sont des types idéaux et nous permettent de comprendre les différentes organisations sociétales. Autrement dit, la manière dont elles organisent les fondements moraux de la solidarité, ce qui se reflète dans le système normatif et dans les représentations de la société et sa hiérarchie. Un régime d'attachement émerge ainsi d'une trace historique qui dévoile la spécificité de la constitution de chaque société. C'est pourquoi il implique l'étude de l'empreinte anthropologique et historique, non seulement dans la normativité des liens, mais aussi dans la mémoire collective.

Ainsi, un régime d'attachement institutionnalise une forme spécifique de solidarité entre groupes et franges de la population d'une société. Si les régimes ne se limitent pas aux formes du *welfare*, il les intègre puisque, comme forme de régulation du social et d'organisation de la solidarité, la protection sociale est liée aux fondements normatifs de la société étudiée. Par exemple, dans un régime familialiste, l'idée que la pauvreté se régule dans le cadre domestique soutient moralement une politique sociale minimaliste.

Concernant les manifestations de la pauvreté, l'auteur a étudié les formes élémentaires de la pauvreté (Paugam, 2013). Il part de l'hypothèse que certaines sociétés renforcent le risque de vulnérabilité et que d'autres l'atténuent, ce qui est étroitement lié à ses fondements normatifs. Ainsi « *Chaque forme élémentaire de la pauvreté correspond à un état d'équilibre relativement cristallisé des relations entre individus inégaux (des pauvres et non-pauvres) à l'intérieur d'un système social formant un tout et ces relations s'inscrivent inévitablement dans des rapports sociaux de domination* » (Paugam, 2013, p. 248).

Ces formes se distinguent par le niveau de développement, la nature du système de protection sociale et la structure des liens sociaux. Dans la *pauvreté intégrée*, de larges franges de la population sont considérées comme pauvres, de sorte qu'elles ne sont pas stigmatisées à titre individuel. L'économie souterraine soutient le système économique. Les solidarités de

proximité atténuent la pauvreté, étant donné que le clientélisme coopte l'assistance. Dans les RS, la pauvreté constitue un fardeau hérité. Ensuite, dans la *pauvreté disqualifiante,* des franges croissantes et hétérogènes de la population font face à la précarité. C'est un processus de précarisation au sein des sociétés industrielles, lié à une dégradation du marché de l'emploi, à une fragilisation du lien social et à une limitation de l'aide sociale. La RSP renvoie à la peur du déclassement et la pauvreté comme menace. Enfin, dans *la pauvreté marginale*, la société est développée et la pauvreté est traitée comme une question résiduelle. Les pauvres sont un groupe réduit et stigmatisé, vus comme des cas sociaux et traités par une intervention sociale individualisée. La pauvreté est invisibilisée, et elle ne fait pas débat.

Cette typologie nous aide à comprendre comment la pauvreté et ses RS se manifestent dans les sociétés contemporaines. L'auteur identifie trois processus : la culpabilisation, la victimisation et la naturalisation. Ceux-ci se manifestent dans toutes les sociétés et dans les différents profils socio-démographiques, et ils évoluent avec la temporalité et dans les espaces. Cependant, lorsque l'un des processus sous-tend les institutions et que la configuration des liens sociaux le valide, nous trouvons un aboutissement de ceci dans la société d'étude.

Dans la *naturalisation,* on considère que la division entre riches et pauvres est un fait immuable. On perçoit la pauvreté comme une condition héritée et comme la caractéristique d'une partie de la population, qui est infériorisée. Les causes sont attribuées à des facteurs biologiques ou culturels, avec une attitude fataliste et compatissante. En revanche, le processus de *victimisation* se manifeste dans des sociétés qui jugent les injustices intolérables. La pauvreté est combattue au nom de la cohésion et l'ambition de vivre dans une société de semblables. La pauvreté est vue comme un échec du système, de sorte que la société répare la condition des plus pauvres. Enfin, dans un processus de *culpabilisation,* on attend que les pauvres se prennent en charge eux-mêmes et saisissent les opportunités offertes par le système. Les individus sont considérés comme égaux en compétences, ce qui justifie les inégalités. La politique d'assistance semble fausser le fonctionnement de l'économie.

Paugam va ainsi esquisser l'hypothèse d'une correspondance entre le régime d'attachement et la perception. Intéressons-nous d'abord au régime familialiste, où l'on s'intègre au travers de sa famille et où la précarité est combattue dans la sphère privée ou à travers la charité. Dans celui-ci, la société ne conçoit pas l'obligation d'une assistance structurée aux plus pauvres. La méfiance dans l'État et le soupçon de clientélisme ne permettent pas une mobilisation effective. Comme la morale domestique régule, l'intérêt personnel s'impose sur le collectif. Ici, les pauvres ont une fonction dans le système social et dans la division du travail.

De sorte qu'ils conservent leur place dans le système de stratification sans que l'on ait le sentiment que cela est injuste (Paugam, 2016, p. 131). Les pauvres sont vus comme naturellement enclins à certains modes de vie, en conséquence, ils sont laissés à la marge ou bien acceptés, mais sous condition d'une rééducation. Si cela ne veut pas dire une résignation totale de la part des plus démunis, la domination est banalisée. Dans sa forme extrême, la naturalisation devient négation de la pauvreté. Ce système s'accorde aux régimes politiques non laïques, le plus souvent dans les religions statutaires, comme le système de castes hindouiste. Nous retrouvons notamment des régimes familialistes dans les pays méditerranéens européens et des processus de naturalisation de la pauvreté en Inde.

Ensuite, la configuration de type volontariste favorise une culpabilisation des pauvres. Elle est régulée par le LPE, qui intensifie la liberté d'association des individus, guidés par des choix affinitaires. Dans ces sociétés, le civisme domine et les appartenances revêtent une grande importance lorsqu'on définit une identité sociale. Comme la liberté et le mérite individuel sont exaltés, l'enrichissement personnel et les inégalités sont légitimés. De fait, on juge la pauvreté inévitable. Elle sanctionne les moins capables et les moins connectés, cependant, on ne la juge pas naturelle, mais plutôt comme un manque de mérite. Ce sont les assurances privées qui garantissent la sécurité sociale des citoyens. Les aides sociales sont limitées et stigmatisantes pour les bénéficiaires, qui sont perçus comme des fraudeurs, non méritants et paresseux. Cette tendance est exacerbée par l'ascétisme protestant. On la retrouve dans le modèle anglo-saxon, bien qu'elle soit maintenant globale grâce aux politiques de type *workfare*.

La configuration organiciste favorise une victimisation contrôlée des pauvres. Le LPO la régule, en particulier dans les sociétés industrielles où chaque individu occupe une place dans la division du travail. L'attachement social y est lié à un corps intermédiaire, lui-même régulé par l'État. Ces groupes possèdent différents pouvoirs de négociation, ce qui implique l'apparition des inégalités dans la vie collective et dans l'échelle du prestige. Toutefois, ils défendent les minimas et les acquis sociaux. Si le mérite est mobilisé comme garant de la classification statutaire, les pauvres sont vus comme victimes du marché de l'emploi. De sorte que l'intervention est acceptée au nom de la citoyenneté et de la complémentarité des fonctions. Les inégalités statutaires et la crise de la société salariale et du modèle industriel altèrent cette configuration.

Enfin, dans le régime universaliste, nous assistons à une victimisation aboutie des pauvres, mis en place par l'État au nom de l'égalité des citoyens. Le LC régule et l'on y fait prévaloir l'intérêt général et le respect des institutions. Le civisme structure l'organisation de

la vie sociale. L'horizon égalitaire se reflète dans le fait que les citoyens cherchent à ne pas se différencier. Dans les RS, la pauvreté apparaît comme une menace à la cohésion sociale, de sorte que l'on doit prioritairement conjurer les inégalités extrêmes, plutôt avec des politiques préventives. Le système de protection sociale a de multiples formes de financement et il est démarchandisé, ce qui permet l'autonomie des individus. Cependant, comme les personnes assistées sont peu nombreuses, elles peuvent se voir stigmatisées auprès des services sociaux. Les États nordiques constituent aujourd'hui l'expérience empirique la plus proche de ce type.

Revenant aux résultats empiriques, l'étude testera la correspondance de 34 pays aux régimes d'attachement (Paugam, 2023). L'auteur va utiliser différents indicateurs pour mesurer et comparer les quatre types de liens sociaux. Le calcul montre des classements pour chaque lien social, ce qui a permis d'identifier le lien régulateur par pays. Par la suite, les calculs ont permis de regrouper les pays par caractéristiques, ce qui a donné lieu à l'identification de cinq groupes de régimes empiriques. Ils correspondent aux quatre régimes sauf dans le cas des pays familialistes, où deux groupes se sont dégagés, les « familialistes » et les « familialistes ++ ». Le deuxième groupe montre des pays de l'Amérique latine de moyen à bas développement. Le premier groupe regroupe des pays capitalistes développés qui, comme le Japon, la Corée du Sud ou l'Espagne, marchent sous la base familialiste.

1) Le cas colombien vu sous l'angle de l'attachement social.

Nous allons appliquer la TAS à la réalité sociale colombienne pour tester sa pertinence. Cette approche sociologique permet d'étudier les inégalités sociales en tenant compte des concepts classiques tout en offrant une nouvelle perspective. Cette perspective permet une étude approfondie de la société d'étude à différentes échelles et ouvre la voie à la comparaison internationale.

En considérant les facteurs sociaux de la Colombie, nous chercherons à établir si une corrélation existe entre un type spécifique et ces conditions. Nous examinerons si un système d'attachement familialiste domine, où les liens de filiation structurent la société, ce qui pourrait expliquer son unité et son attachement aux plus démunis. Ensuite, nous observerons la tolérance aux inégalités et le manque de priorité accordée à la pauvreté comme problème.

D'abord, nous reprendrons les résultats empiriques qui ont classé la Colombie dans les pays « familialistes ++ », puisque ceux-ci constituent une hypothèse prouvée. Pour le cas colombien, la comparaison avec 33 pays nous montre que le lien de filiation est très au-dessus

de la moyenne[5]. Dans le classement, il est le neuvième pays le plus familialiste. En revanche, dans le classement du LPE, la Colombie est le vingt-et-unième pays, elle occupe l'avant-dernière place selon son LC et la dernière place selon son LPO.

Paugam émet l'hypothèse que le familialisme est hérité des sociétés rurales où la famille était une unité productive et socialisante. Nous allons l'examiner dans cette thèse. Il souligne également comment la perception d'insécurité dans l'environnement favorise le traçage de frontières entre la famille et le monde extérieur, d'où la difficulté du détachement de cette dernière (Kellerhals, 1987, cité en Paugam, 2023). On trouve aussi la thèse du familialisme amoral d'après le cas italien, qui décrit la défense aveugle des intérêts de la famille nucléaire en dépit de ceux de la communauté (Banfield, 1958, cité en Paugam, 2023). Puis, toujours dans le cas italien, le familialisme a été expliqué comme une réponse aux défaillances de l'État (Saraceno & Keck, 2010, cité en Paugam, 2023). Si l'État a une capacité limitée pour dynamiser l'emploi, l'unité familiale doit regrouper ses forces pour faire face à la marchandisation des services. L'État adopte une approche ambivalente par rapport à la famille ; bien qu'elle soit la principale alliée de la politique sociale, on lui attribue souvent des devoirs supplémentaires, notamment pour les femmes.

Les résultats qualitatifs démontreront si la Colombie est un pays à régime familialiste et en montreront les limites. En premier lieu, nous défendons l'idée que l'influence ibérique a renforcé le rôle central de la famille dans la société. Le catholicisme a promu l'image de la « famille sacrée » dans sa pratique religieuse. Il s'est également imposé comme un modèle de réussite dans les domaines politique, économique et social. Cependant, nous pensons qu'il existe d'autres modèles dans l'empreinte anthropologique de cette région. Les premières recherches en sociologie et anthropologie en Colombie ont identifié des formes d'organisation collective dans le monde rural et urbain populaire. Ces éléments seront examinés au chapitre 3. Nous examinerons aussi la thèse de Kellerhals (1987) sur la violence, qui, selon nous, a contribué au repli familial. D'une part, un conflit armé intermittent a assiégé le monde rural, causant des milliers de morts colombiens et érodant la cohésion sociale. D'autre part, la méfiance entre citoyens s'est accrue dans les zones urbaines en raison de l'augmentation des inégalités et des activités criminelles.

[5] Calculé sous quatre indices, par exemple, le pourcentage de jeunes entre 26 et 34 ans qui vivent avec l'un de leurs parents s'élève à 31 %, puis celui-ci monte à 45,9 % s'ils sont au chômage. Ces mêmes indices, dans un pays comme la France, sont de 11 % et 22 %, ou le Danemark est de 3 % et 6,4 % respectivement.

b) **La théorie des représentations sociales (TRS).**

La théorie des représentations sociales (TRS) issue de la psychologie sociale, a été introduite dans les années 1960. Nous examinerons ici ses bases, les principales discussions et les concepts qui la structurent. Bien qu'elle ait été critiquée pour son manque d'agenda critique et son réductionnisme cognitif (Voelklein & Howarth, 2005), elle reste un cadre heuristique.

Les RS sont définies comme une forme de connaissance, socialement élaborée et partagée, à une visée pratique, lesquelles contribuent à la construction d'une réalité commune pour un ensemble social (Jodelet, 1989). Les RS englobent plusieurs éléments analysés séparément, comme les attitudes, les idéologies, les stéréotypes, les opinions, les croyances, les valeurs, etc. Si elles sont de l'ordre du symbolique, elles peuvent se cristalliser dans l'univers quotidien (Moscovici, 2004). Elles ont de la valeur car elles préparent à l'action en reconstituant l'environnement, en donnant du sens au comportement et en intégrant le tout dans un réseau.

Le concept a connu une évolution théorique. Tout d'abord, en 1898, Durkheim (1898) a défini les représentations collectives (RC) comme une entité unique et spécifique à la société et à l'association, car elles sont partiellement indépendantes de la conscience individuelle. Durkheim les a conçues comme des représentations composées d'autres représentations, soit leur synthèse, soit leur remplacement, et parfois, elles proviennent d'autres groupes. Enfin, il a signalé que, bien qu'elles échappent au domaine physique, on doit les étudier en fonction de leurs effets. L'intérêt est que celles-ci s'imposent aux individus, elles sont mises à preuve dans l'expérience et sont source de morale.

Moscovici (2004) a travaillé sur le concept de RS dans les années 1960. Il a souligné le caractère contraignant du « cœur collectif » auquel on adhère souvent sans le vouloir. La représentation reflète la relation d'un groupe avec un objet socialement valorisé. Selon lui, les RC de Durkheim sont plus stables ou rigides. Elles conviennent à des groupes étroits et unis, contrairement aux RS. Ces dernières sont dynamiques et ouvertes. Les RS s'adaptent à un monde en perpétuelle évolution, grâce aux nouvelles technologies, à la révolution des médias, à la diffusion des savoirs. Selon Moscovici, Durkheim a négligé l'aspect cognitif et les mécanismes intellectuels sous-jacents (Kalampalikis & Moscovici, 2019). Il se réfère aux travaux de Piaget sur la perception du monde chez l'enfant et sa capacité d'imitation, ainsi qu'à ceux de Freud et Levy-Bruhl sur les mentalités des sociétés soi-disant « primitives ».

Revenant à la RS, selon Mannoni (2012), dans l'exercice représentatif, l'individu reflète une fraction de l'univers extérieur dans son système mental. La RS correspond à une image mentale partagée par un grand nombre, acquérant une valeur socialisante. Elle intègre une interprétation du réel, validée par un groupe, et place ce qui est extérieur dans le domaine de l'abstrait et de l'artificiel. Nous y trouvons plusieurs mécanismes cognitifs : le formalisme spontané où le sujet utilise des formules toutes faites et des automatismes dans un échange, et le primat de la conclusion où l'individu adopte au préalable une attitude (Guimelli, 1999).

Selon Moliner, les RS évoluent lentement dans une population homogène (Moliner, 1996). Cette opinion sera discutée. En effet, dans un monde globalisé et connecté, la théorie a admis la perméabilité des RS ou une périphérie sujette au changement et non consensuelle, comme le propose l'école aixoise (Abric, 1994). La communication structure les RS, ce qui favorise la cohésion du groupe. Moscovici divise le travail entre ceux qui créent les RS et ceux qui les utilisent. Il suggère de se concentrer sur la production des RS, leur fonction et leur rôle dans l'interprétation du monde et la formation des comportements.

Moliner (1993) distingue quatre fonctions des RS. Premièrement, la fonction du savoir, car elles permettent la compréhension de la réalité. Deuxièmement, la fonction identitaire, en ce qu'elle définit le noyau stable qui distingue un groupe. Troisièmement, la fonction d'orientation, car elles offrent un guide pour l'action. Et enfin, la fonction justificative, puisqu'elles servent d'arguments pour justifier des prises de position.

Selon Moliner (1996), un objet sert de base aux RS s'il respecte quelques critères. D'abord, il doit être polymorphe et complexe, de sorte qu'il donne lieu à de la subjectivité. Ensuite, il doit donner lieu à des échanges entre les membres d'un groupe. De plus, il doit être vecteur autant d'enjeux individuels que collectifs, de sorte qu'il soit susceptible de toucher l'identité du groupe ou être perçu comme une potentielle menace. En outre, il faut qu'une dynamique soit possible, voire qu'il ait une valeur utilitaire au groupe, permettant l'interaction. Enfin, l'objet doit s'éloigner de toute orthodoxie. Il ne doit pas servir une idéologie, un groupe ou un schème scientifique qui coupe son dynamisme.

Dans un autre texte, nous trouvons les trois présupposés des RS (Kalampalikis & Moscovici, 2019). En premier lieu, elles jouissent de la légitimité d'un ensemble. Les RS se vérifient elles-mêmes et restent imperméables à l'information. Les individus recherchent et reçoivent des informations les confirmant. De plus, la RS apporte une sensation de plénitude en répondant aux questions « pourquoi », « comment », « qui » et « quoi ». La RS se fonde sur

une métaphore dominante qui fournit toutes les réponses, réduisant ainsi l'incertitude et écartant les faits contradictoires. Pendant le processus de communication, les individus créent une nouvelle structure cognitive, rendant les choses plus familières, intéressantes et même passionnantes, favorisant ainsi leur diffusion.

Les RS ont été organisées en information, champ de représentation et attitude. L'information est la connaissance réelle du sujet, en tenant compte de toutes les sources. Le champ de représentation comprend le contenu, une image structurée et hiérarchisée qui peut inclure des opinions, des évaluations et des affirmations. L'attitude révèle l'orientation générale par rapport à l'objet, c'est-à-dire une prise de position. Ces dimensions nous permettent de les comparer et de déterminer leur structure.

Moscovici conclut que les attitudes sont déterminées, mais qu'elles s'avèrent souvent incohérentes. On semble s'informer et se représenter une chose une fois qu'on a pris position par rapport à celle-ci. Dans cet exercice, l'individu se définit comme un « soi généralisé », comme un porte-parole du groupe, de « tout le monde » et du bon sens. Il le fait dans une réflexion collective diversifiée et diffuse à la fois, où les individus façonnent le tout.

La théorie étudie les RS dans leur matérialité empirique et leur substance symbolique (Moscovici, 2004). Chaque figure a un sens, qui appelle une autre figure dans l'opération représentative (Nonato & Modesto, 2021). Les RS se distinguent de la science et de l'idéologie en consolidant les connaissances scientifiques et en facilitant leur compréhension. Elles vont au-delà d'une simple vision profane de la science, permettant de la rendre accessible. Elles remplacent la science, la résumant et la reconstituant. Voelkelin et Howarth (2005) étudient comment la science est influencée par le sens commun, qui imprègne également la science. Elle évolue dans un milieu de représentations, ce qui détermine sa réception. Dans ce processus, nous devons considérer tous ceux qui participent au processus de transmission, comme les vulgarisateurs scientifiques, les assistants sociaux, les enseignants, les animateurs, etc. Les RS entraînent des répercussions politiques et sociales qui doivent être analysées une fois qu'on a différencié les structures sociales et les subjectivités (Voelklein & Howarth, 2005).

Dans le texte « *Raisons et cultures* », Moscovici (2012) approfondit la différence entre connaissances et croyances. Les premières, ce sont les idées que nous gouvernons et que l'humain construit. Les deuxièmes, ce sont les idées qui nous gouvernent, des idées irrésistibles et qui font appel au sens commun. Chaque culture développerait sa propre rationalité, permettant à ses membres de survivre grâce à un processus logique. Moscovici nous invite à

reconsidérer la culture non pas comme un contenu donné et contraignant, mais bien comme réflexion sur les relations et les modalités de la vie en commun. La culture est un ensemble de représentations en dialogue avec d'autres cultures, ce qui l'empêche de se cloisonner. Elle se forme une image des normes et des comportements des autres cultures, tout en se définissant elle-même. Elle offre également une grille de lecture du monde (Semin, 2003). Chaque culture forge sa propre image des individus et des groupes qui la composent. Chacun aurait un profil spécifique et des propriétés distinctes, parmi lesquelles des catégories forgent l'idée d'un « nous ». De manière moins explicite, certaines catégories sont situées dans la zone culturellement invisible de la représentation, vue comme « eux » ou l'autre, ce qui efface leur lien avec l'humanité. Elles se rangent dans la catégorie des objets ou des animaux, de sorte que les caractéristiques qu'on leur attribue correspondent généralement à la nature, en opposition au groupe dominant « visible » associé à la culture. Selon Moscovici, les discriminations indiquent un manque de réflexivité par rapport à la représentation dominante, les individus se dupent eux-mêmes sur leur degré d'autonomie. Lorsqu'on étudie les stéréotypes, peu importe la population, ils contiennent des formules creuses, des signes dépourvus de sens, ni vrais ni faux. Les préjugés et les stéréotypes correspondent à des éléments cristallisés attribués à un groupe à un moment donné. Ceux-ci s'engagent dans un échange permanent avec les RS, et parfois les constituent comme éléments de la communication, de sorte qu'une espèce de myopie ethnologique et une hypertrophie du groupe d'appartenance troublent l'appréciation de l'autre (Semin, 2003). L'ethnocentrisme et le sociocentrisme représentent des modalités de la connaissance et à la fois des distorsions de *l'autre*.

c) **Vers l'étude des représentations sociales de la pauvreté (RSP) en Colombie.**

Les recherches analysées et les théories étudiées nous permettent de valider comme objet les significations de la pauvreté. Nous regroupons ici des leçons méthodologiques et quelques résultats de recherches qui, sans un agenda, ont en commun les RSP comme objet.

D'abord, nous avons observé comment, dans les recherches par des sondages, la causalité conçue de la pauvreté permet de construire l'objet. En revanche, dans la perspective qualitative, l'étude de différents éléments liés au sens de la pauvreté, comme les contenus, l'organisation, les formes d'objectivation et d'appropriation, entre autres, définit l'objet. Les perspectives théoriques utilisées dans les deux approches nous ont offert un panorama des différentes manières d'expliquer les observations sur les sociétés étudiées. Nous avons ainsi choisi de traiter les RSP à la lumière de la TAS. De ce fait, gardant une perspective sociologique, nous trouvons intéressant de traiter les formes de perception de la pauvreté qui propose la TAS en systèmes de représentations sociales.

Nous allons revoir les leçons les plus intéressantes pour entrer dans la recherche. Tout d'abord, nous savons maintenant que les RSP sont un objet d'étude valide en TRS. La pauvreté est à la fois un sujet d'étude scientifique et une expérience qui fait partie de la mémoire collective. Ensuite, la pauvreté répond aux critères d'une RS. Notamment, la dispersion de l'information, qui varie selon les groupes sociaux ; le focus, puisque chacun a un intérêt particulier par rapport au sujet ; et, finalement, la pression de l'inférence, car les sujets doivent réagir à ces questions d'intérêt public afin d'agir et de communiquer (Moscovici, 2004 ; Chauhan, 2016). En somme, l'individu peut s'appuyer sur des schémas de compréhension existants pour interpréter les événements de la vie quotidienne (espace public, expériences temporelles, émotions sociales, etc.). Cela lui permet de remplir les lacunes et de surmonter les obstacles à la compréhension. De plus, on constate comment les médias traitent ce sujet.

Nous avons déjà décrit comment, selon les sociétés, la pauvreté est invisibilisée, perçue comme une menace ou considérée comme un héritage (Paugam, 2010, 2016). Les RSP varieront en fonction des schèmes de perception culturelle inscrits dans l'histoire, les liens sociaux, mais aussi la conjoncture économique. Nous considérons une RSP dominante selon le régime d'attachement d'une société, avec des variations. Cependant, si la culture stabilise l'objet, nous voyons les RS comme un processus actif, influencé par la manière dont les individus interprètent et s'approprient les images (Serventi, 2005). Il sera aussi important comme processus le fait de *selfing* ou *othering* à la pauvreté (Chauhan & Foster, 2014). Nous y voyons le processus sociétal d'attachement ou de détachement des plus pauvres. Nous aborderons aussi comme question secondaire les différents groupes au sein d'une même société qui, d'après leur fonctionnalité et leurs différents habitus (Bourdieu, 1980), véhiculent différentes RSP. Enfin, Bayon, inspiré par la sociologie culturelle, montre comment, à diverses échelles, on observe le travail de frontières qui permettent de considérer le pauvre comme un autre (Bayon, 2015). Ce processus crée des liens entre les sociétés et les individus, tout en attribuant des étiquettes pour distinguer.

De surcroît, Chauhan et Ortega ont structuré le contenu de la RS en utilisant la distinction d'Abric (1994) entre noyau et périphérie. Le noyau central est l'aspect centralisateur de la RS, assurant sa stabilité et son organisation. Le noyau périphérique est la partie la plus accessible, négociable et concrète de la RS, qui sert de grille de décodage des pratiques.

En outre, les recherches nous invitent à ne pas séparer le contenu du processus lui donnant lieu. Le contenu répond au « *quoi* », mais la représentation est liée au processus qui l'a

déclenchée, ainsi qu'à la figure représentée. Chauhan (2016) et Vinaya (2020) identifient différentes personnifications du pauvre. Les RSP sont un acte social qui répond aux questions de « *qui* », « *quoi* », « *pourquoi* » et « *comment* » grâce à un dialogue.

Par ailleurs, Ortega (2000) décrit l'objectivation comme un processus de modification des connaissances sur la pauvreté, qui transforme les notions abstraites en images concrètes. Cela entraîne une décontextualisation, une appropriation et une sélection des éléments. Puis, il y a une schématisation structurante qui rassemble les éléments en un noyau figuratif, rendant concret l'abstrait. Vinaya (2020) note l'objectivation du phénomène, le rendant compréhensible pour le sens commun. L'auteure met en évidence des métaphores qui servent d'ancrage et rendent familiers et accessibles les concepts abstraits, tels que l'idée d'un monde juste ou la pauvreté perçue comme un contraste dans le paysage urbain. Ces indices nous aident à cerner notre étude et à développer notre approche méthodologique.

V — REPRÉSENTATIONS HISTORIQUES DE LA PAUVRETÉ.

Suivant la méthode documentaire de ce chapitre, nous allons le conclure en revisitant les idées sur la pauvreté les plus importantes dans l'histoire d'occident. À vrai dire, nous observons dans les idées sur la pauvreté qui circulent aujourd'hui des adaptations des idées historiques du monde occidental. À un moment donné, elles ont été considérées comme des vérités, consensuelles ou imposées, validées par la religion, la science ou la loi. Nous réfléchissons à leur actualité et influence sur les croyances, dans l'objectif de mettre en perspective les RSP pour le cas colombien. La pauvreté est étudiée ici comme le résultat d'une expérience sociale à la fois signé par un héritage historique.

D'abord, nous nous sommes intéressés au legs grec. Les Grecs personnifiaient la pauvreté, *penia*, selon différents types : le pauvre considéré comme en véritable besoin ou *ptôchoi*, les *penetes* ceux qui gagnaient leur vie de leurs mains et les *plousioi*, les pauvres par rapport aux autres et, dans ce sens, ils ont reconnu la relativité du phénomène (Taylor, 2017). Platon pensait que les pauvres ne devaient pas faire partie de la cité idéale. Aristote a soutenu que les plus pauvres n'étaient pas adaptés à la démocratie, ce qui a renforcé l'idée qu'ils étaient incapables de participer à la vie politique. Taylor (2018) explique qu'Aristote préférait un gouvernement dirigé par les classes moyennes (le *mesoi*) excluant les pauvres et les riches. L'idée de strates moyennes comme stabilisateurs de la démocratie sera reprise par Lipset au XXe siècle, qui soutiendra que la prospérité plus que la redistribution stimule la démocratie (Barro, 1999).

Le terme « pauvre » trouve son origine dans le latin « *pauper* », formé à partir de « *paucus* » (peu) et « *parere* » (enfanter). Initialement, ce terme était employé pour décrire des terres ou un cheptel peu productif, et non des individus (Académie française, 2023). Malgré cela, c'est au cours de la longue histoire de l'Empire romain que les pauvres seront signifiés, ils sont passés d'une position honteuse à une figure de la vertu chrétienne (Atkins & Osborne, 2006).

Il faut dire que c'est à Rome que la pauvreté urbaine a été régulée pour la première fois par des institutions. Les premières aides en nature, ou *annona*, étaient des distributions de grains et de pains aux citoyens pauvres. En effet, dans les œuvres de Sallust, Cicéron ou Marcial, la plèbe romaine était présentée comme celle du pain et du cirque, une foule dangereuse menaçant la stabilité (Morley, 2006). D'ailleurs, c'est à Rome que l'on voit l'antécédent des classes sociales dans la distinction légale des citoyens entre *Honestiores* et *Humiliores*. Avec ce dernier terme, l'idée des pauvres comme étant humbles ou proches de la terre s'érige (Teja, 1977).

Dans la modernité, les penseurs libéraux et les fondateurs de l'économie vont reprendre les leçons romaines. Burke présentait les pauvres romains comme paresseux et dépendants des provisions de grains. Hume les décrivait comme pris par l'oisiveté à cause de la *sportule*[6] donnée par les notables. Smith s'intéressait à l'endettement des pauvres et Say à l'oisiveté des pauvres romains, rendu possible par l'existence des personnes esclavagisées. Malthus a utilisé l'exemple romain pour soutenir sa théorie selon laquelle la population augmente plus rapidement que les ressources agricoles. Il a ainsi mis en avant la fécondité des pauvres et suggéré de limiter leur reproduction (Morley, 2006).

Plus tard, l'acceptation du christianisme par Théodose engendrera un changement de paradigme qui prendra du temps à se consolider (Finn, 2006 ; Lunn-Rockliffe, 2006). Dans le haut moyen-âge, c'est l'Église qui donna une identité sociale aux pauvres. La pauvreté devenait une opportunité de servir et, pour celui qui la traversait, ses épreuves s'apparentaient à des échelons sur le chemin divin. La situation de pauvreté sera respectée, la pauvreté monastique une discipline, et la pauvreté en esprit conseillée à tous (Mollat, 1966). Toutefois, au Moyen Âge central, la rigueur était rare, même chez les religieux. François d'Assise, au XIIIe siècle, a lancé un appel à la discipline, en prônant une vie ascétique avec liturgie, règles et sacrifices. Le pauvre volontaire est presque considéré comme saint (Agamben, 2011). Plus tard, Dante Alighieri a symbolisé la pauvreté par une femme méprisée à côté du Christ et de François d'Assise.

[6] La sportule était une forme de clientélisme politique, où les pauvres recevaient de l'argent en échange de services (Morley, 2006).

Selon Brodier-Dolino (2017), le changement de paradigme commence au XIVe siècle, dans un contexte d'accroissement démographique. Les famines qui se sont intensifiées dans le bas moyen-âge et la spéculation sur les graines ont eu pour effet l'appauvrissement des habitants ruraux et leur migration (Feller, 2020). Les villes se transformaient en lieu d'accueil de personnes errantes, et des politiques de sédentarisation et de mise au travail se sont mises en place. La pauvreté est devenue une disgrâce. Les épidémies ont lié le pauvre à la maladie. Le pauvre sera maintenant un vagabond des églises, identifié par son lieu de résidence, sa capacité de travail ou son invalidité (Geremek, 1987 ; Castel, 1995).

L'idée de Colbert de mettre au travail les mendiants remonte au XVe siècle (Mollat, 1966). Les maisons de peste ont précédé les maisons d'enfermement et les hospices. La peste entraîne des mesures pour réglementer le vagabondage, la prostitution et la mendicité. À Venise, on verra l'établissement de schèmes bureaucratiques plus impersonnels d'aide aux pauvres[7], financés par l'impôt (Pullan, 1996). La législation sur le travail et le paupérisme naissent simultanément en France et en Angleterre, au lendemain de la Peste noire (Mollat, 1966). En 1656, l'Hôpital général est créé en France pour enfermer les pauvres, capturés par les archers.

Au 17e siècle, la chasse aux pauvres urbains débute en Angleterre avec les *Poor Laws* (Geremiek, 1987). Ces premières lois élisabéthaines confient l'aide sociale aux autorités locales, via les paroisses. La distinction entre pauvres valides et invalides fut cruciale. Malthus rejettera ces lois, craignant une hausse du nombre de bénéficiaires. Stuart Mill les a soutenues comme moyen de motiver les Anglais au travail (Rauhut, 2020). Les *workhouses* ont ainsi servi à moraliser les pauvres, marquant un tournant du rôle du travail dans la vie (Carré, 2016). L'éthique victorienne a créé une culture du travail coercitive, tout en fabriquant des consommateurs (Bauman, 2005). Ce système a favorisé l'industrialisation anglaise en réduisant les coûts de production. De fait, chaque paroisse contrôlait une maison de travail avant son déclin au XXe siècle.

L'éthique protestante, selon Max Weber (2004), a favorisé le passage à une économie industrielle. Enfin, la richesse matérielle et le succès professionnel étaient considérés comme des signes de l'élection divine, accompagnés de comportements puritains. Or, ce projet sera mis en place aux États-Unis. Au XVIe siècle, les idées mercantilistes, soutenues par les monarchies absolues, ont justifié la colonisation européenne du monde et contribué à la transformation des économies (Clément, 2005).

[7] Le conseil de santé vénitien, créé vers 1540, a acquis des responsabilités étendues et durables. Il supervisait les paroisses, les aides aux pauvres, la lutte contre la mendicité et le contrôle de la prostitution. Cela a permis aux autorités publiques d'intervenir pour réglementer la bienfaisance (Pullan, 1996).

Parallèlement, la colonisation des Amériques était fortement liée au projet d'expansion du christianisme. Les premiers missionnaires mexicains, issus des Franciscains les plus radicaux, arrivèrent en 1523. Selon Munoz (2018), la religion était présentée comme une « main pieuse » pour attirer les Indiens, notamment grâce aux idées de transcendance et de vie après la mort. La colonisation a repris la distinction grecque entre civilisation et barbarisme pour justifier l'infériorité physique, biologique et morale des peuples colonisés. L'Occident s'est érigé en porteur de la civilisation. Dans les premières étapes, il y a eu un travail de soubassement culturaliste. Saldarriaga (2009) montre comment les Espagnols ont utilisé le cannibalisme pour déshumaniser les Indigènes et prouver leur sauvagerie. Ils ont ensuite été qualifiés de « mangeurs de crasse » en raison de leur consommation d'insectes et de racines, perçus comme irrationnels et paresseux en l'absence d'agriculture. Finalement, comme le travail était collectif, parfois rituel, on les a traités de fainéants, de désorganisés et d'ivrognes. Ce même argument a été utilisé à l'égard des ouvriers de Bogota au 20e siècle et de leur consommation de chicha (Lopez, 2011 ; Calvo & Saade, 2002).

Au cours du dernier siècle de la colonisation, la question urbaine est devenue centrale. Les réformes bourbonnaises ont inspiré des changements en Amérique, notamment la criminalisation du vagabondage. Selon Gonzalez (2010), la pauvreté est désacralisée et devient un problème social nécessitant une prise en charge. Une hiérarchie est établie entre les personnes utiles et celles qui ne le sont pas. En 1796, le vice-roi Ezpeleta ordonna l'arrestation, l'enfermement ou l'expulsion des vagabonds de Bogota pour éviter qu'ils deviennent délinquants (Gonzalez, 2010, p. 37). Cela a fait de l'espace public un symbole de barbarie.

Les idées « scientifiques » ont soutenu cette image. Tout d'abord, le déterminisme géographique revient au XVIIIe avec les philosophes matérialistes et sensualistes[8], lesquels attribuent aux variations géographiques et climatiques les configurations de régimes politiques, l'économie, la culture, et même le comportement des peuples (Fressoz & Locher, 2015). Cela a justifié une suprématie culturelle. Cornelius de Pauw a décrit les Amériques comme un territoire extrême avec des habitants moins forts et moins intelligents que les Européens, enclins à la paresse et à la stupidité. En 1808, Francisco José de Caldas, homme politique de la Nouvelle Grenade, publia « *l'influence du climat sur les êtres organisés* » (Caldas, 1966). Il voyait dans la géographie la source des différences parmi les hommes. Les habitants des forêts, des côtes

[8] Depuis les Grecs, divers penseurs ont cherché à expliquer la suprématie de certaines terres dans un aspect donné. Dans l'antiquité, Hippocrate et Aristote l'ont postulé. « La théorie des climats » sera reprise par les premiers géographes, comme Ritter, mais aussi des hommes politiques, comme Bodin, Rousseau ou Montesquieu.

pacifique et atlantique, les Indiens et les mulâtres, se distinguaient de ceux des zones tempérées des Andes. Les Blancs, selon lui, avaient des sentiments moraux supérieurs et une efficacité mentale et orale. Cette idéologie raciste et régionaliste s'appuyait sur une prétendue argumentation scientifique pour se justifier.

De plus, au XIXe siècle, l'anthropologie émergente adopta une approche évolutionniste. Les travaux de L. H. Morgan et E. Tylor ont théorisé l'évolution culturelle des peuples, de la barbarie à la civilisation. Cela se produira en même temps que le développement de l'eugénisme, qui appliquera la théorie de l'évolution des espèces de Lamarck et Darwin aux êtres humains. Les eugénistes cherchent à préserver la qualité raciale héréditaire, allant jusqu'à envisager la création d'États à ethnicité unique (Turda, 2010). Le stigmate touchera ceux atteints de maladies ou de handicaps, ainsi que les alcooliques et les mendiants. Dans le même registre, il y eut le racialisme scientifique de la fin du XIXe, consigné dans l'ouvrage « *l'essai sur l'inégalité des races humaines* » de Gobieneau, publié en 1853. Les races humaines y étaient classées et créées. La conséquence s'est vue dans l'idée de l'existence de races génétiquement supérieures. Cela a entraîné des stérilisations forcées d'État de populations afro-américaines, latines et amérindiennes, comme en Californie au début du 20e siècle (Novak et al., 2018).

À la fin du XVIIIe et XIXe siècle, l'Europe connaît la consolidation de la révolution industrielle et des idées humanistes avec la Révolution française. L'humanisme devient un paradigme avec la proclamation des Droits humains et de l'égalité formelle des citoyens. La citoyenneté fait du sujet un détenteur de droits et de devoirs, ainsi qu'un membre de la communauté politique. Ces idées influencent les ex-colonies américaines organisées en républiques. Or, au XVIIIe siècle, Adam Smith publiera « *La Richesse des Nations* », où il décrit le marché comme une entité autonome qui régule les prix et distribue les gains en fonction de la contribution de chacun à la division du travail. Selon Smith, les individus ont des capacités inégales naturellement, ce qui entraîne des divisions sociales et de la pauvreté (Denti, 2012). Au XIXe siècle, le capitalisme se consolide au Royaume-Uni. Dans ce contexte, Karl Marx analyse les conditions des travailleurs anglais. Il décrit la prolétarisation comme résultant de l'accumulation d'un groupe de personnes possédant les moyens de production. Il souligne que le travail est à l'origine de la dépossession des ouvriers. Il a contribué à expliquer les inégalités par une cause structurelle et à établir un lien entre les classes sociales. De plus, Marx dans un texte moins connu, définit la pauvreté en termes du besoin d'autrui (Berthoud, 2010).

Nonobstant, au XIXe siècle, une vision néo-malthusienne émerge, mêlant arguments naturels et jugements comportementaux. La pauvreté est alors associée à l'oisiveté, au

vagabondage et à la perversité (Somers & Block, 2005). Dans la ville de Bogota post-indépendance, le libéral Miguel Samper publiera en 1865 un diagnostic de la misère urbaine. Les rues sont décrites comme habitées par des parasites, des personnes immorales et de faux pauvres qui préfèrent l'oisiveté et le crime. Il rejette l'assistance publique pour son effet parasitaire et sa reproduction de la charité chrétienne coloniale. Il affirme aussi la supériorité des peuples des terres hautes par rapport aux peuples des embouchures de fleuves et des côtes « *amis de la richesse facile* » (Samper, 1969).

Au XXe siècle, la ségrégation raciale aux États-Unis a entraîné des conflits, tandis qu'en Amérique latine, l'idée d'un peuple métissé a suscité des débats. En Colombie, le retard économique du pays a été attribué à l'infériorité de la race métisse et à son intelligence supposée inférieure, surtout par le parti conservateur. Au congrès de médecine de 1920, on a défendu l'idée d'un sang appauvri (Muñoz-Rojas, 2011). D'autres ont davantage mis l'accent sur les comportements non hygiéniques de la population, sa réticence à utiliser des chaussures et sa consommation de ferment de maïs ou *chicha*. Plus tard, en 1928, Miguel Jiménez Lopez, devant la dégénérescence de la race en milieu tropical, proposa l'immigration européenne, défendue par les présidents Rafael Reyes et Laureano Gomez. La révolution bolchevique et la révolution mexicaine ont remis en question ce mépris du « peuple » (Lopez, 2011).

Au tournant du XXe siècle en Europe, lorsque les États-nations se consolident, nous verrons l'octroi de droits sociaux aux travailleurs[9]. En 1942, le rapport Beveridge recommande une protection sociale universelle financée par l'impôt pour soulager les maux de la société, tels que la pauvreté. T.H. Marshall défend la citoyenneté sociale en 1949, qui s'ajoute au contrat social. L'État-providence a émergé après les guerres grâce à l'industrialisation et au plein-emploi théorisé par J. M. Keynes. La distinction entre assistance sociale et politique sociale s'est accrue. Des institutions et les travailleurs sociaux remplacent la philanthropie et la charité.

Aux États-Unis, la pauvreté est apparue avec l'urbanisation au début du 20e siècle. Nous examinons la thèse de Wirth (2006/1928) de l'école de Chicago, qui adapte le terme « ghetto » à partir de l'expérience juive pour décrire l'adaptation spatiale des Afro-Américains à la ville. Toutefois, le terme sera utilisé de manière culturaliste et raciste envers ces populations. Dans les années 1960, la pauvreté est devenue un ennemi intérieur dans un pays développé, les États-Unis. Le président Johnson a déclaré « *The War on Poverty* », ou la guerre contre la pauvreté,

[9] Le premier système d'assurance sociale sur cotisations a été créé en Allemagne sous Bismarck à la fin du XIXe siècle. Il sera suivi par la France (1894) et le Royaume-Uni (1908), qui adopteront respectivement une assurance-chômage et des impôts progressifs.

en 1964. Il a admis que la société était responsable, mais une attitude belliciste s'érige à ce sujet. C'est aussi l'année de l'apparition du premier seuil officiel de pauvreté et des politiques d'aide sociale axées sur plusieurs dimensions.

C'est dans ce cadre que l'anthropologue Oscar Lewis (1961, 1966), avec des terrains de recherche basés au Mexique et à Porto Rico, va parler de *culture de la pauvreté*. Le terme se situe entre une mentalité d'adaptation à un milieu agressif et un ensemble de valeurs et des traits du comportement transmis entre générations. Celui-ci sera mobilisé durant la présidence de Reagan où la figure de la *Welfare Queen* a été utilisée pour criminaliser des allocataires. En 1974, la tribune de Chicago publie l'histoire de Lynda Taylor, une Afro-Américaine mère célibataire de cinq enfants, accusée de vivre de l'aide sociale et de conduire une *Cadillac* rouge.

La décolonisation des pays africains a fait émerger de nouveaux acteurs politiques, qui sont désormais associés à la pauvreté. L'économiste Alfred Sauvy a inventé l'expression « tiers-monde » en 1954 pour distinguer ces pays du monde occidental et soviétique. Le tiers-monde sera perçu comme sous-développé, instable et politiquement impuissant. Pendant la guerre du Biafra de 1967, le photojournalisme a diffusé des images d'une famine plus meurtrière que le conflit. Cette famine a servi d'arme de guerre, mais elle a été attribuée à des gouvernements « incivilisés », masquant ainsi les conséquences de la colonisation.

Cette section montre comment les perceptions de la pauvreté et des pauvres ont évolué en Occident. Elle fait partie d'un enjeu, celui de ne pas déconstruire la notion, mais plutôt de l'insérer dans le récit du monde, tout en allant au-delà du XVIIIe siècle (Martuccelli, 2020). Comprendre la pauvreté comme fait socio-historique transnational, montre comment la Colombie s'efforce d'intégrer la modernité à sa configuration sociale. De fait, il semble que l'Occident lui ait fourni de nombreuses justifications aux inégalités de différents ordres.

VI — CONCLUSION DU CHAPITRE 1.

Tout d'abord, une perspective ontologique plurielle nous a permis de définir l'étude de la pauvreté en tant qu'objet social, relationnel, relatif et susceptible de provoquer des RS entraînant des conséquences tangibles dans le monde physique. Cela nous a fait explorer les études qui abordent la pauvreté sous cet angle, en utilisant diverses méthodes et en obtenant différents résultats. En ce qui concerne la perspective quantitative, nous avons pu observer les tendances générales ainsi que les variables qui, dans un échantillon donné, ont un impact sur les causes attribuées à la pauvreté, selon différentes unités d'analyse. Nous devrons vérifier les

poids de ces variables dans le cas colombien. D'un autre côté, la perspective qualitative nous a permis de découvrir le contenu des RSP dans le monde entier, ce qui nous fournit des points de repère sur les dynamiques observées. Les recherches empiriques nous ont réaffirmé la pertinence de l'objet d'étude. En règle générale, nous observons des schémas récurrents qui laissent croire à des justifications et des ajustements collectifs, ainsi qu'à des contestations des cadres partagés. En examinant les RSP de cette société et de ses groupes, nous chercherons à contribuer à deux domaines de recherche et à les faire dialoguer.

Le cadre théorique offert par la TAS nous permet de voir notre objet d'étude comme le fruit d'un processus historique et d'un rapport particulier de société. Nous allons mettre cette théorie à l'épreuve des données empiriques relatives à la société colombienne. Nous nous servirons comme cadre analytique et testeront l'hypothèse qu'elle nous propose, notamment si un processus de naturalisation est observé dans le cas colombien.

Après tout, on observe des contradictions dans ce pays. En effet, les médias contribuent à cette perception, tandis que les études empiriques révèlent un sentiment défavorable envers une hausse du budget social. De plus, les données nous renvoient à des explications plutôt mixtes en Colombie. Seule l'analyse empirique approfondie, en examinant à la fois les discours et les données quantitatives, nous permettra d'étudier les RSP et de prouver les hypothèses de la TAS. En ce qui concerne la TRS, cette théorie nous a permis d'adopter une perspective ontologique distincte et de nous concentrer sur le phénomène sans nous égarer dans tous les aspects du processus socio-cognitif. Elle nous oblige également à résoudre la tension entre une représentation dominante, celle des groupes, et l'autre, celle des sociétés ouvertes sur le monde.

L'analyse conceptuelle et ontologique, puis les études empiriques, nous montrent que nous devons mener plus de recherches. Elles éclaireraient notre compréhension des stéréotypes de pauvreté dans les PED, mais aussi sur le rôle des facteurs symboliques dans l'aggravation et la tolérance accrue des inégalités dans le monde. Enfin, la recherche historique nous a permis de prendre du recul par rapport au temps et de constater que la manière dont les sociétés ont considéré les personnes en situation de pauvreté a changé à plusieurs reprises, ce qui est lié aux paradigmes dominants. Notamment, la manière dont le récit hégémonique d'Occident a traité la pauvreté (Martuccelli, 2020). Historiciser le sujet nous aide à saisir les spécificités qui ont façonné la société colombienne. Cela étant dit, nous allons maintenant cerner l'objet d'étude et expliciter notre stratégie méthodologique.

CHAPITRE 2 = CADRE METHODOLOGIQUE.

Ce chapitre expose le sujet d'étude ainsi que la manière de l'aborder. Il met de l'avant la fondation épistémologique et les méthodes de recherche. La deuxième partie décrit la stratégie méthodologique employée, en détaillant notamment l'immersion de terrain menée et les caractéristiques de l'échantillon. Enfin, une section de réflexivité sera proposée, au cours de laquelle l'auteure partagera ses observations et son expérience vécue sur le terrain.

La thèse est structurée pour étudier les fondements de la société colombienne, identifier les RSP à l'aide de diverses sources et engager un dialogue avec la théorie à partir du cas. Nous étudions ainsi la façon de penser la pauvreté comme une donnée sur les rapports sociaux de la société. La recherche propose une triangulation de méthodes comme stratégie de qualité et de vérification. D'un côté, nous traitons des données secondaires qui exigent des techniques quantitatives d'analyse. Elles nous montrent une vue d'ensemble des tendances sociales grâce à des enquêtes représentatives. De l'autre, la confrontation empirique a lieu depuis un travail de terrain où 81 entretiens ont été conduits. Ces derniers nous ont permis d'étudier les dynamiques sociétales dans les individus. Nous avons conduit l'enquête dans quatre communes colombiennes aux différentes caractéristiques. Cette approche comparative nous a permis de gagner en compréhension des expériences régionales et d'ajouter un niveau méso-analytique à la recherche. Ce chapitre dévoile les coulisses de la présente recherche, qui sera racontée à la première ou à la troisième personne en fonction du matériel à présenter.

I — LES OBJECTIFS DE LA RECHERCHE.

Cette étude vise à examiner en profondeur le rapport de la société colombienne à la pauvreté en tant que phénomène social et envers la population concernée. En raison du manque de recherches sur ce sujet en Colombie, elle sera d'abord descriptive. Par la suite, une analyse plus poussée sera possible grâce au dialogue entre le cadre théorique et les résultats empiriques.

La rencontre entre la TAS et la TRS a poussé la réflexion sur divers sujets. D'abord, la question sur l'éventualité de l'existence de représentations sociétales ou de représentations

groupales. Ensuite, la question de savoir s'il existait un rapport spécifique à la société d'étude, ou une appropriation d'idées qui circulent au-delà des contextes nationaux. Finalement, si dans la société colombienne s'observent les signes d'une tendance générale à la naturalisation de la pauvreté. Par conséquent, l'objectif général de la recherche consiste en :

Offrir un aperçu de la manière dont est conçu le rapport aux plus pauvres et à la pauvreté dans la société colombienne à travers l'étude des représentations sociales associées.

Objectifs spécifiques :

- Identifier les opinions, croyances, jugements, attitudes et préférences de politiques publiques sur la pauvreté les plus courantes en Colombie.
- Étudier les variables qui favorisent l'adhésion aux représentations partagées.
- Déterminer l'orientation des représentations partagées et leur lien à la tolérance des inégalités socio-économiques.
- Rendre compte des processus cognitifs sociaux en évoquant la pauvreté.
- Évaluer l'impact de l'empreinte historique et de la structure sociale colombienne sur les RSP.
- Déterminer si nous pouvons parler de groupes ou de tendances de société.

Hypothèse de travail :

- Dans le contexte colombien, les RSP mettent en évidence un répertoire disponible qui justifie la persistance de la pauvreté et tolère la situation des plus pauvres, cela favorise une attitude collective d'acceptation devant les inégalités socio-économiques. En d'autres termes, les RSP témoignent d'un processus de naturalisation de la pauvreté.
- Suppositions dérivées et axiomes :
- Chacun possède une image mentale de la pauvreté, plus ou moins influencée par une représentation collective de celle-ci.
- Certains groupes de la société, en fonction de leur intérêt personnel, justifieront et accepteront plus facilement les inégalités existantes et la pauvreté.
- Les facteurs qui ont probablement le plus d'impact sur la variabilité des RSP sont la situation géographique, le niveau d'éducation et le niveau économique.
- Les éléments attestant d'une représentation de la pauvreté peuvent être regroupés en catégories et présentent une logique interne.
- Les RSP se composent d'éléments centraux et d'éléments plus périphériques ou variables en fonction des interlocuteurs et des contextes.

II — LA QUESTION DE RECHERCHE.

La pauvreté est un exemple de prénotion qui s'est développée entre le sens commun et les notions scientifiques vulgarisées. Depuis les années 1990, la circulation de concepts issus d'un cadre scientifique a augmenté, ce qui se traduit par des programmes, un vocabulaire et des compétences transmis au personnel professionnel, aux bénéficiaires et à la population non bénéficiaire, témoin des interventions. D'un autre côté, la pauvreté fait partie de l'histoire, l'expérience et la mémoire collective, et la société colombienne a dû en faire du *sens*. Non seulement à cause de la visibilité, mais aussi de la possibilité de faire partie du groupe des pauvres, dès lors que la condition de citoyen n'offre aucune garantie d'égalité.

Dans la société colombienne, sur la condition des plus pauvres, nous observons circuler des explications, des jugements et un vocabulaire pour les désigner. Nous avons remarqué un indice lors de notre première recherche pour notre mémoire de maîtrise sur le programme PTC Familias en Accion. En parlant du sujet, nous avons souvent rencontré des préjugés au sujet du programme et de ses bénéficiaires. Par ailleurs, en Colombie, on utilise une expression courante et même rythmique, qui statue que *le pauvre l'est parce qu'il le veut*[10]. C'est ainsi que l'on s'intéresse à la rationalité derrière ces éléments mobilisés dans la quotidienneté, en les traitant de manière scientifique.

Dans la revue de la littérature, nous avons observé que l'étude portant sur la perception de la pauvreté est un objet valide. En effet, ceci offre de nouvelles voies de compréhension et la recherche espère y trouver de nouvelles perspectives pour comprendre les différentes configurations observées dans le monde. Notre but consiste à explorer les facteurs subjectifs à portée collective sur la pauvreté. On peut identifier les tendances dominantes et celles qui suscitent des débats. Bien qu'il n'y ait pas de consensus, on peut déterminer ce qui est acceptable dans cette société. Notre objectif consiste alors à mieux comprendre cette société à travers l'étude des RS qui évoquent la pauvreté et la condition des plus pauvres. La première question qui nous oriente est :

[10] « *El pobre es pobre porque quiere* » est une expression courante dans le langage colombien. Dans cette vidéo réalisée par l'institut de recherche Fedesarollo et en partenariat avec l'Agence française de Développement, les auteurs se sont proposé de démystifier et travailler cette prénotion. Disponible sur : https://www.youtube.com/watch?v=pvrgJqipEm0

Comment la société colombienne et ses différents groupes perçoivent la pauvreté ? Est-ce que les représentations sociales problématisent la pauvreté ou le contexte inégalitaire associé ?

Nous posons la question en termes de problématisation, puisque la réponse à cette question permettrait de déterminer non seulement une identification du phénomène, mais aussi une appréciation de valeur sur la justice dans cette société. Cela nous mène à l'étude du contenu des RS (croyances, définitions, etc.), ainsi que des attitudes ayant plus d'effets sur les pratiques ou les préférences de politique publique.

La question précédente se divise en sous-questions spécifiques pour chaque méthode ou dimension à étudier. Tout d'abord, nous voulons savoir si les Colombiens perçoivent de la pauvreté. Quelques sous-questions émergent : les Colombiens perçoivent-ils de la pauvreté dans leur pays ? Quelles informations mobilisent-ils à l'heure de parler de pauvreté ? Comment ou à quel point les Colombiens perçoivent-ils la pauvreté (magnitude, stabilité, visibilité) ? Quels objets et quels sujets associe-t-on le plus souvent à la pauvreté ? Où est située la pauvreté perçue ?

Ensuite, on doit connaître les éléments des RSP : Comment la société définit-elle la pauvreté ? Quelles sont les croyances les plus répandues à l'égard de la pauvreté ? Quelles causes attribue-t-on majoritairement à la pauvreté ? Dans quelle mesure perçoit-on un conflit entre les couches de la société ? Quelle est la définition d'une société juste ? Se pensent-ils dans une société égalitaire ? Quel espace pour la mixité sociale dans les représentations ?

Enfin, nous questionnerons les attitudes et les préférences : est-ce que les Colombiens et Colombiennes considèrent la pauvreté comme un problème ? Si c'est le cas, comment procéder ? Est-ce que les Colombiens et Colombiennes pensent qu'on doit réguler la pauvreté ? Est-ce que l'État constitue l'entité pertinente pour ce faire ? Si oui, de quelle manière ? Que pensent-ils des programmes d'assistance sociale ? Quid des politiques de redistribution ? Quelles pratiques de mixité ou de distanciation sociale observe-t-on ?

Ces questions nous permettront d'arriver aux RSP et aux différentes croyances dans le contexte de la société colombienne. Celles-ci font partie d'un pari descriptif et, de fait, guident la stratégie sur le terrain. Or, si les RSP nous intéressent, c'est davantage ce qu'elles révèlent sur la société en question qui importe. Selon le concept de pauvreté sociale, construite et relationnelle, et la contribution de la TAS, on trouverait, dans les fondements de la société et dans les formes cristallisées de la perception, la manière dont celle-ci conçoit l'attachement aux plus pauvres. Dans la littérature, on a observé des régularités dans les résultats à travers le

monde. De sorte que, afin d'y contribuer tout en approfondissant le cas colombien, théoriquement, nous souhaitons répondre à la question suivante :

Quels sont les fondements du lien social dans la société colombienne ? Comment cela affecte-t-il la manière dont l'attachement est conçu aux plus pauvres ? Quelles RSP le mettent en évidence ? Dans quelle mesure peut-on parler d'une construction de société ?

Chaque société a sa propre configuration sociale qui définit son attachement ou sa moralité envers les plus démunis. Selon les premiers résultats de la TAS, la Colombie serait un exemple de régime familialiste, ce qui entraînerait un traitement domestique plutôt qu'un traitement public de la pauvreté. De plus, en raison des inégalités objectives et de la fragilité du lien de citoyenneté, on propose une forme collective qui naturalise la pauvreté. Nous examinerons si cela s'applique.

De plus, la TRS aborde les RS propres à une culture, ainsi que celles partagées par des groupes. Elle examine également la circulation d'idées, le rôle des médias et l'appropriation des concepts scientifiques. Les RS servent ainsi à distinguer les différents groupes sociaux. Nous examinerons les divisions dans la société et la manière dont les concepts sont appropriés.

Cette problématique se reflète dans la structure de la thèse (Graphique 1). Dans un premier temps, nous étudierons ce qui fait du lien social en Colombie à travers les quatre types de liens sociaux. Nous aborderons l'histoire de la société dans le troisième chapitre, en analysant sa construction normative, et nous examinerons l'état actuel des liens sociaux. Dans le quatrième chapitre, nous testerons si cette structure sociale est vérifiée dans différentes régions du pays. Enfin, nous nous appuyons sur les expériences des personnes interrogées. Pour ce faire, nous avons adopté une approche multi-méthode pour garantir la qualité et la véracité de nos résultats. Nous analysons des enquêtes représentatives de la population colombienne dans le cinquième chapitre. Dans le sixième, nous nous rapprochons des expériences individuelles et explorons l'acte dialogique dans des entretiens conduits sur le terrain. Ces deux approches nous permettront de recueillir les contenus et les attitudes présents dans le contexte étudié. Les RSP seront organisées par systèmes dans le septième chapitre, offrant un aperçu des représentations de la pauvreté en Colombie. Nous testerons l'hypothèse d'une naturalisation collective en analysant comment les trois types idéaux s'expriment dans la réalité colombienne. Pour montrer comment les expériences et les appartenances influencent les RSP, nous présenterons trois exemples d'individus ayant une orientation claire. Cela mettra en évidence les dynamiques sociales qui traversent la perspective individuelle.

Cela nous aidera à comprendre l'attachement dans la société colombienne et son impact sur le rapport aux plus démunis. Nous verrons également quelles RSP sont véhiculées, quels groupes se forment et quelles différences existent. Sur le contenu des RSP, nous pourrons examiner dans quelle mesure elles évoquent une relation spécifique à la pauvreté dans le cas de cette société, des groupes le composant ou bien une appropriation des idées mondiales sur la pauvreté. Nous examinerons la possibilité de statuer sur un processus de naturalisation dans le contexte étudié, les limites de la théorie et notre contribution. Avant de détailler notre méthodologie, nous situerons épistémologiquement cette étude.

III — VERS UNE EPISTEMOLOGIE DE LA PERCEPTION DE LA PAUVRETE.

La dichotomie épistémique dans les sciences sociales oppose le positivisme-apriorisme à l'herméneutique-constructivisme.

Dans la perspective nettement aprioriste de celle-ci, la pauvreté est considérée comme une réalité observable, et la recherche vise à comprendre ses mécanismes sous-jacents. L'objet d'étude est distinct du sujet, ce qui permet de l'analyser en parties spécifiques pour y apporter des solutions précises. Depuis cette rive, on étudie la pauvreté pour en comprendre les causes et les conséquences, les variables associées et les remèdes (Ait-Mansour, 2018). Cette perspective permettrait la mise en place de projets ou d'interventions, ainsi que l'identification des meilleures pratiques transposables aux sociétés. Les chercheurs et chercheuses s'éloignent du regard subjectif et des sociétés d'études, avec leurs rapports de classe. Ils utilisent diverses méthodes, mais privilégient celles qui favorisent la neutralité, comme les modélisations et le ciblage aléatoire. Parfois, les agences statistiques nationales ou de développement produisent les données pour les indices. Les études empiriques au niveau micro contrôlent les variables et les pauvres, avant et après intervention. Les sujets d'étude sont observés, mis en situation, questionnés et mesurés dans leur comportement (Sadhu et al., 2018). Cela dérive souvent vers une approche comportementaliste de la pauvreté, centrée sur l'individu pauvre. L'individu et ses conduites sont observés depuis la perspective microéconomique, la psychologie comportementale ou la théorie du choix rationnel. Signaler cette approche épistémologique comme produit de conditions historiques qui influencent la production des connaissances actuelles dans le domaine (Destremau & Salama, 2002) nous intéresse. En vérité, cette perspective s'inscrit dans un cadre normatif qui repose sur l'hypothèse non réaliste des marchés purs et parfaits, de l'économie de marché comme modèle capable de réduire la pauvreté et du déni des effets de la libéralisation économique sur l'appauvrissement (Fischer, 2018). D'autant

que la recherche sur les inégalités relève d'un autre agenda.

Nous cherchons à comprendre les dynamiques sous-jacentes à l'objet d'étude, sans toutefois le considérer comme un objet externe, pathologique, ni les personnes pauvres comme des objets d'expérimentation. Nous nous identifions comme des sujets sociaux participant à cette réalité. C'est pourquoi nous étudions la pauvreté comme objet social depuis les RS qu'elle génère.

La littérature nous a révélée plusieurs procédés. Une approche étudie les valeurs et les préférences, mais traitées avec des techniques plus proches de la perspective positiviste. Des données catégorielles sont recueillies et traitées afin de généraliser et de trouver les déterminantes de l'opinion publique. Il s'agit d'un champ popularisé par les études de valeurs, comme le projet de la *World Value Survey* (Inglehart & Baker, 2000). Nous trouvons également des études sur les croyances concernant les causes de la pauvreté, déjà évoquées.

En sociologie, l'apriorisme structuraliste considère les fondements du monde social comme résultant de la place occupée dans la structure sociale. Les pratiques individuelles découlent ainsi de cette position. Dans ce sens, les RSP seront le produit de l'*habitus*, la classe ou la position sociale et économique occupée (Frère & Jacquemain, 2008). Dans l'autre pôle se trouve la sociologie plus clairement constructiviste qui voit le monde comme « *un lacis de représentations construites à partir de point de vue distincts* » (Frère & Jacquemain, 2008, p. 11). Ce qui importe est le sens *a posteriori* que les sujets concèdent au monde, aux objets, aux personnes et aux relations entre différentes entités. Les constructivistes décrivent comment les personnes construisent ensemble un monde commun à partir de leurs bagages cognitifs, qui sont régionaux, situés et dynamiques. Parmi eux, il y a l'ethnométhodologie (Coulon, 2014), la théorie ancrée (Corbin & Strauss, 2014) et la sociologie des sciences (Latour, 2005). Selon cette approche, les produits des sociétés étudiées dépendent des acteurs sociaux, même s'ils peuvent prendre des formes stables.

Dans l'étude de la pauvreté, nous mettons en évidence les travaux descriptifs et monographiques qui ont pour objectif d'étudier le sens des expériences vécues (cf. Laé & Murard, 2012 ; Agier, 1999). Parmi les méthodes, la conduite d'entretiens approfondis, les histoires de vie et les observations participantes (Weber & Beaud, 2010). Des méthodes facilitant l'analyse des postures des individus dans leur contexte.

La pauvreté, considérée comme une RS, est ainsi généralement abordée sous un angle constructiviste. Toutefois, nous privilégions un constructivisme réflexif, qui met en avant

l'importance des facteurs matériels dans les expériences vécues (Lemieux, 2012). Pour subsister, les RS doivent s'adapter aux structures sociales, ce qui souligne leur rôle fonctionnel et l'autonomie des individus dans leur interprétation. Nous considérons les schémas de pensée collective (RSP) comme des phénomènes sociaux lorsqu'ils ont des conséquences réelles. Mais ils sont aussi des processus émergents soumis à des épreuves, donc influencés par les expériences et la réalité.

Les pôles épistémiques déterminent les méthodes et techniques. Devant les économistes du développement, ce que les Colombiens pensent de la pauvreté serait un objet d'étude peu légitime, étant intéressés par les manifestations matérielles de la pauvreté. Puis, devant ceux qui traitent l'opinion publique, seule la représentative d'une enquête prouve l'existence de dynamiques de société. D'un autre côté, pour certains, il aurait été plus fécond de traiter les RS comme idéologies dominantes qui conditionnent la pensée et les pratiques des sujets imbriquées dans des rapports de force. Il s'agirait probablement de l'étude de la structure de la société et de sa distribution des ressources. Tandis que, devant les plus constructivistes, il serait plus pertinent d'effectuer une ethnographie sur les préjugés dans le quotidien.

C'est l'objet d'étude qui nous a permis d'élaborer une stratégie empirique. D'une part, nous avons suivi une perspective plus proche du positivisme avec des hypothèses de travail tirées d'une théorie, notamment de la TAS, dans une démarche déductive. En outre, nous nous intéressons au rapport des RSP à la distribution objective de ressources. Cette perspective nous a conduits à incorporer l'opinion publique comme donnée descriptive des tendances du contexte. D'autre part, une approche constructiviste nous permet de comprendre la manière dont les acteurs sociaux construisent une réalité sociale fonctionnelle dans leurs contextes. En effet, nous gardons l'objectif de l'empirisme dans une perspective plus proche d'une sociologie compréhensive qu'explicative. Or, l'objet est moins déchiffrable, car les RS se trouvent dans le monde immatériel. Nous étudions les individus, mais c'est le social en eux qui nous intéresse.

Dans le domaine de la TRS, il y a ceux qui recueillent et traitent des entretiens approfondis ou effectuent des exercices d'induction. D'autres recueillent des données qualitatives et les traitent quantitativement[11] (Nonato & Modesto, 2021). Certains calculent la fréquence d'éléments et leur rang moyen d'importance dans un corpus afin de déchiffrer le vocabulaire du noyau de la RS (Ben Alaya, 2007 ; Vergès, 1992). Toutefois, la triangulation permet d'étudier plusieurs dimensions des RS. De fait, elle repose sur l'articulation explicite de

[11] Le programme OpenEvoc en est un exemple de software spécifique développé par Hugo Santanna, lequel permet l'analyse du noyau central et périphérique des représentations sociales (Santanna, 2012).

méthodes se distinguant par leurs perspectives théoriques respectives et l'intégration de données issues de positions méthodologiques différentes (Lo Monaco et al., 2006). De sorte que les différentes dimensions de la RS sont articulées.

Notre intérêt pour les RS dans un contexte particulier nous a amenés à élaborer une stratégie méthodologique. Cette stratégie nous permet d'en chercher les traces à travers différentes méthodes, recueil des données et techniques de recherche. D'un côté, dans des discours induits lors d'un entretien, mis en place dans une enquête multi-sites. De l'autre, dans des enquêtes d'opinion représentatives de la population colombienne.

Enfin, cette recherche nous a permis d'effectuer des exercices de réflexivité. Dans le domaine de la pauvreté, certaines recherches, comme celle de l'anthropologue Oscar Lewis (1961, 1966) ont fortement nui à la compréhension du sujet et plutôt contribué à répandre des stéréotypes sur les personnes appauvries. En sociologie, les travaux de Richard Hoggart (1970), issu des classes populaires anglaises, ont éclairé sur les difficultés d'une démarche réflexive. Passeron et Grignon (1989) mettent en lumière les limites méthodologiques tant de la théorie de la légitimité culturelle que du relativisme culturel. Ils encouragent donc à éviter les écueils du misérabilisme et du populisme. Il faut éviter les stéréotypes misérabilistes qui perçoivent les classes populaires comme des victimes dominées, ainsi que le populisme qui les considère comme un univers à part avec une culture unique.

C'est pourquoi nous avons objectivé la raison de l'intérêt initial à ce sujet. Nous avons ensuite effectué un travail sur les prénotions acquises non seulement depuis le sens commun, mais aussi par notre formation académique et comme sujets politiques. Cela nous a permis de réfléchir à toute tendance idéologique pouvant influencer les résultats de l'enquête (Fassin, 2016 ; Paugam, 2012). En tant que chercheuse et femme colombienne, j'ai dû reconnaître mes propres préjugés pour étudier la réalité sociale afin de tenter de les dépasser.

Nous allons maintenant détailler la stratégie de terrain pour atteindre l'objectif et répondre à la question théorique. Nous présenterons la méthode empirique, les techniques utilisées, les processus et l'analyse des données collectées.

IV — METHODES ET TECHNIQUES DE LA RECHERCHE : LA TRIANGULATION DE METHODES.

Cette recherche présente un défi, car elle vise à étudier des RS, qui sont des concepts abstraits uniquement perceptibles dans les discours, les opinions et les pratiques. Nous avons donc développé une approche méthodologique pour prouver leur existence en combinant diverses sources, méthodes et techniques. Pour assurer la fiabilité des résultats et ne pas négliger la richesse de la réalité sociale, nous avons cherché à dépasser la division entre méthodes quantitatives et qualitatives. Nous avons donc utilisé les données disponibles et les techniques maîtrisées. Le volet empirique a ainsi cherché à produire une radiographie de la société, en tenant compte de la profondeur des expériences individuelles et collectives sur le terrain.

Nous avons mené une recherche sur la pauvreté en Colombie car il y avait peu d'études sur le sujet. Les études quantitatives n'ont pas analysé suffisamment les données disponibles et les récits de la pauvreté n'ont pas été étudiés dans leur globalité. L'étude du côté symbolique de la pauvreté a été négligée par rapport à celle des aspects matériels. Ceux qui se sont intéressés aux récits ont privilégié la perspective des personnes défavorisées, plutôt que celle de la société.

Nous avons ainsi décidé de recueillir des données qualitatives à travers la conduite d'entretiens approfondis et semi-structurés. Nous avons préféré la situation d'entretien par sa richesse informative qui permet de chercher des clarifications dans un exercice dialogique (Mateo-Perez, 2002). Ils nous permettent d'entrevoir les systèmes de catégorisation, mais également le travail de frontière, le sens de l'identité, les émotions et les processus cognitifs au moment où les gens font du sens (Lamont & Swidler, 2014). C'est aussi une occasion d'enquêter sur l'histoire de vie, les liens sociaux qui protègent les individus, de comprendre leur territorialité et d'approfondir sur leur perception de pauvreté depuis le niveau local.

Ensuite, un aperçu méso-analytique de l'objet d'étude fut trouvé dans une perspective comparative. Quatre sites différents du territoire colombien furent étudiés, principalement divisés en zones urbaines et rurales. Nous aborderons plus en détail les raisons de leur focalisation, mais ces quatre expériences se distinguent par leur territorialité et histoire.

En outre, nous avons étudié la vue macro-sociale dans les données d'enquêtes disponibles. Ces sondages représentatifs de la population colombienne ont permis de repérer des tendances globales, servant de toile de fond à notre analyse et situant le cas colombien par rapport à des tendances régionales. Cela nous a permis aussi d'explorer les caractéristiques socio-démographiques et de tester leur lien avec des opinions.

Selon Weber et Beaud (2010), une bonne enquête statistique guide l'enquête de terrain.

Pour notre thèse, nous avons consulté les questions des sondages et quelques tendances avant de partir. La différence se trouve principalement dans la condition de production des données, de sorte qu'au raisonnement plus mécanique de la statistique on ajoute le raisonnement réflexif que la sociologie apporte à la production de données.

Notre objectif n'était pas de trouver une seule réponse, mais d'explorer toutes les options et d'observer les tendances sociales. Nous envisageons un dialogue entre les différents niveaux d'analyse. L'analyse des données nous aidera à comprendre l'opinion de la plupart des Colombiens sur divers sujets, y compris l'explication dominante de la pauvreté. L'enquête dans les territoires nous permettra de comprendre l'influence de la variable géographique sur les RSP. Elle nous aidera à évaluer l'impact de vivre dans des zones périphériques. Nous analyserons également comment le sujet social et politique interagit avec l'expérience personnelle, les appartenances et les évolutions dans le parcours de la vie. Chaque méthode a ses limites, mais les combiner peut permettre de les surmonter partiellement.

a) **La démarche quantitative.**

Nous avons récupéré dix questions thématiques choisies dans les questionnaires[12], ce qui nous a permis de dégager des réponses sur la façon dont les Colombiens se positionnent devant des questions telles que : 1. L'identification de la pauvreté comme problème le plus grave du pays. 2. La magnitude perçue de la pauvreté et son évolution. 3. Le revenu perçu des pauvres. 4. Les causes de la pauvreté. 5. Le lien entre pauvreté et race-culture. 6. La conscience des inégalités de revenu. 7. La croyance dans les inégalités pour l'effort des pauvres. 8. Les revenus désirés des plus pauvres. 9. Les avis sur les PTC ou politiques d'assistance sociale. 10. L'option préférée d'assistance et la modalité (gratuite ou subventionnée).

1) ***Les données utilisées.***

Nous avons analysé les enquêtes d'opinion représentatives, une source d'information sous-exploitée. Le tableau 2 de l'annexe montre les 38 questions initiales et les dimensions de la RS qu'elles éclairent. La classification en perception, croyance et préférence vient d'autres travaux sur les inégalités (Janmaat, 2013 ; Yañez, 2019).

Pour ce faire, nous avons utilisé deux enquêtes. La première est l'enquête Americas Barometer, le Projet d'opinion publique de l'Amérique latine ou LAPOP par son acronyme

[12] Les enquêtes consultées incluent la World value Survey (https://www.worldvaluessurvey.org/wvs.jsp), la Latinobaromètre (https://www.latinobarometro.org/lat.jsp) et l'Americas Barometer (https://www.vanderbilt.edu/lapop/about-americasbarometer.php).

anglais, un centre de recherche fondé par Mitchell Seligson et accueilli par l'université *Vanderlit* de Tenesse. Le sujet principal de l'enquête est la démocratie et la gouvernance dans les Amériques. Il s'agit d'une enquête probabiliste[13] conduite dans la région depuis 2004 et qui recouvre aujourd'hui 27 pays, États-Unis inclus. La seconde, le Latino-barometro, est une enquête avec un échantillon probabiliste exécutée depuis 1995 par la Corporation Latino-barometro. C'est une corporation privée à but non lucratif, dirigé par Marta Lagos, qui a son siège au Chili. L'enquête, menée dans 18 pays d'Amérique latine, examine l'évolution de la démocratie, de l'économie et de la société. Nous trouvons les informations techniques sur ces deux enquêtes dans le tableau 3 de l'annexe.

Nous avons eu recours à deux autres enquêtes supplémentaires afin de complémenter les données des deux précédentes. En premier, la World value Survey a posé des questions relatives à la pauvreté, mais seulement à la fin des années 1990, c'est pourquoi nous les utilisons seulement dans le but de la comparaison. En deuxième, nous nous appuyons sur l'enquête sociale et politique (ESP), menée par l'Université des Andes de Bogota[14]. Celle-ci fut une enquête ponctuelle sur la mobilité sociale réalisée en 2007 (Annexe 4).

Pour décrire la situation du travail, nous avons utilisé l'Enquête intégrée sur les ménages colombiens (GEIH) du DANE, qui interroge les revenus, les dépenses, la qualité de vie et les conditions de travail. Les résultats permettent de calculer les principaux indicateurs du marché de l'emploi, tels que le taux de chômage. Ces données nous ont permis de calculer les indices de filiation de la TAS à partir d'une enquête représentative (Paugam, 2023). Dans le tableau 5, nous trouvons les indices calculés[15]. Nous avons utilisé notamment le logiciel *R* et *Rstudio* pour le traitement de données. Ceci nous a permis de faire les tests de signification et d'élaborer des graphiques explicatifs des résultats.

Nous avons d'abord revu tous les questionnaires pour identifier les questions sur la pauvreté et les inégalités. Certaines questions sont apparues à une période donnée et ont parfois modifié le mode de réponse. Nous avons abandonné l'étude des évolutions, car le sujet, bien que traité, n'est pas une priorité dans les enquêtes. Nous avons classé les questions en deux groupes :

[13] Les échantillons de chaque pays ont été élaborés à l'aide d'un plan de grappes probabiliste à plusieurs degrés (avec des quotas au niveau des ménages). Ils ont été stratifiés par région, taille de la municipalité et zones urbaines et rurales au sein de chaque municipalité.

[14] L'échantillon probabiliste de 1200 personnes a été conduit par téléphone, elle a été menée seulement dans quatre des plus grandes villes du pays : Bogota, Cali, Medellín et Barranquilla.

[15] En premier nous avons calculé les données nous permettant d'arriver aux indices familialistes. Les jeunes de 25-34 ans habitant avec leurs parents, puis le même indice avec les jeunes étant au chômage. En dernier, les plus de 75 ans habitant avec l'un de ses enfants ou dans un ménage d'au moins deux personnes.

celles à analyser de manière descriptive et celles à traiter statistiquement. Nous avons recodé certaines réponses pour faciliter le traitement.

Enfin, nous avons résumé dix questions sur la perception colombienne de la pauvreté. Bien que certaines données manquent, nous avons pu obtenir un aperçu global, parfois dépassé, mais précieux. Les années les plus précises en matière d'information sont 2008, 2012 et 2020. Seule la question indirecte sur le problème le plus grave du pays nous a montré des évolutions (Annexe 6).

Pour analyser la perception, nous avons utilisé les données de l'enquête Latino-barometro de 2020. Nous avons créé un indice pour comparer le revenu réel et idéal-juste du quintile le plus pauvre. Ce résultat montre différents niveaux d'injustice perçue, que nous détaillerons au chapitre 5. Nous avons analysé les données de pays latino-américains pour comprendre le contexte.

Nous avons analysé les résultats en fonction des caractéristiques socio-démographiques pour identifier les répondants. Les variables incluses étaient le genre, l'âge, le niveau d'éducation, les revenus déclarés, le statut d'allocataire et le type d'emploi. Nous avons également testé des variables subjectives, telles que la classe sociale ou les croyances, en calculant des corrélations simples. Lorsque celles-ci étaient significatives, nous avons effectué des régressions simples pour confirmer l'association. La plupart des corrélations sont plus faibles que prévu. Les variables socio-démographiques montrent des occurrences, mais il y a aussi des corrélations avec les croyances et les attitudes.

2) *Le traitement de l'enquête de ménages et les indices d'attachement.*

Nous avons traité l'enquête de ménages GEIH produite par le DANE pour vérifier si nous trouvions des preuves d'un régime familialiste en Colombie. Nous avons calculé à partir de l'enquête de ménages de 2017 (échantillon n : 58 290) des indicateurs nous permettant d'en faire des comparaisons (cf. Paugam et al., 2021 ; Paugam, 2023). Ces calculs mettent en évidence la solidarité et le recours à divers acteurs-liens (famille, État, travail, emploi, etc.). Dans le tableau 5 de l'annexe, nous observons les résultats traités avec le logiciel *R*.

Les résultats montrent que la famille est importante à différents stades de la vie, comme lorsque les jeunes sont au chômage ou que les adultes vieillissent. En Colombie, 59 % des personnes âgées de plus de 75 ans vivent avec deux personnes ou plus. Ensuite, 46 % des jeunes

chômeurs de 25 à 34 ans vivent avec leurs parents.

Ces résultats seront examinés au troisième chapitre, qui abordera l'hypothèse d'un régime familialiste expliquant une attitude qui naturalise la pauvreté. Ils mettent en évidence le mode de fonctionnement social colombien, car la nature des relations révèle la moralité collective à l'égard de la pauvreté et de l'économie morale (Fassin, 2009).

b) **La démarche qualitative.**

Nous nous sommes questionnés sur la manière dont la pauvreté a été signifiée et sur sa problématisation dans les groupes de la société colombienne. Le traitement des sondages nous permet d'observer les grandes tendances et les groupes associés. Nonobstant, seule une approche qualitative nous permet de nous rapprocher des processus sous-jacents, des subtilités et de la complexité entre les appartenances qui traversent les individus, leurs croyances et les attitudes forgées par le parcours de vie. Nous avons recueilli des informations et observé les processus cognitifs grâce à des entretiens approfondis. Les entretiens nous ont aidés à comprendre la complexité de chaque situation en la comparant à l'expérience collective.

Nous avons utilisé un instrument dynamique pour mener l'entretien. Bien que nous ayons établi une grille de questions, notre objectif était d'aborder la pauvreté de manière indirecte. Les participants n'ont pas su à l'avance le thème de l'entretien, nous avions suggéré celui de la qualité de vie dans leur quartier. La dynamique de l'entretien était telle que l'interviewé devait aborder spontanément le sujet de la pauvreté. Si ce n'était pas le cas, nous demandions s'il percevait la pauvreté autour de lui. Si la réponse était non, nous passions directement aux questions de la grille d'entretien.

L'entretien débutait avec une question générale sur l'origine ou la famille de la personne, ce qui nous permettait d'identifier la structure de liens sociaux qui l'entourent. Ensuite, l'entretien portait sur le lieu de résidence et les affectations de la qualité de vie. Il fut mené en laissant à l'interviewé la liberté de choisir les sujets importants pour lui. Cela ressemblait à une histoire de vie, produite par un dialogue improvisé (Bertaux, 2016). Nous avons pu identifier les pratiques mentionnées dans les discours. Ces pratiques comprennent la mobilité urbaine, la proximité familiale, l'évitement de certaines zones de la ville et la charité dans la rue. Nous avons observé comment les RS émergent sous certains stimuli et s'organisent dans un récit, entraînant des processus cognitifs.

Au cours de l'entretien, nous avons demandé aux participants de définir le sens de la pauvreté et de nous dire où ils la situaient. Nous étions également curieux de connaître leur vocabulaire, leurs opérations linguistiques et leurs métaphores. Les entretiens nous ont aidés à comprendre comment les individus se perçoivent dans le monde en fonction de leurs expériences, de leur parcours et de leur emplacement. Ensuite, nous les avons interrogés sur certains évènements nationaux, ce qui nous a aidés à comprendre leurs préférences en matière de redistribution et leur attitude envers les pauvres. Il était surprenant de voir que ces évènements étaient connus. Ceux-ci nous ont permis de sortir les interviewés de la zone du politiquement correct et, par la mise en situation dévoiler des préjugés autrement non admis. Cette technique est connue comme l'emploi de scénarios (Richardot, 2022).

Les 81 entretiens ont duré entre 30 minutes et 4 heures. Ils ont été menés sur les lieux de travail, de résidence et dans des lieux publics, comme des cafés ou des restaurants. Au début, l'étudiante-chercheuse a présenté ses intérêts et son affiliation universitaire. La confidentialité a été expliquée, suivie de la demande d'autorisation d'enregistrement. Nous avons eu un refus à l'enregistrement dans un cas et une demande d'omission d'éléments personnels non pertinents pour la recherche dans un autre.

1) ***La grille d'entretien.***

L'entretien a été conçu de type semi-directif ; plus que l'exhaustivité des sujets proposés, l'objectif était d'arriver au sujet à travers d'une conversation. Les entretiens ont été menés pour explorer les RSP sans induire de réponses et éviter le politiquement correct. Nous avons cherché à éviter que les interviewés s'autocensurent ou se sentent comme s'ils répondaient à un questionnaire. La forme, qui a créé la confiance, et une conversation fluide étaient importantes.

Nous avons collecté comme données l'intérêt, l'impact et l'efficacité de certaines questions. La grille d'entretien (Tableau 7 de l'annexe) s'est consolidée grâce à l'enquête. Les questions ayant déclenché des RSP ou étant les plus efficaces sont en rouge. Les thèmes abordés sont :

1. Première partie sans lien direct avec le sujet.
    - **Famille** : Histoire de la famille nucléaire et étendue, force du lien de filiation actuel, formes de protections de famille, composition du ménage, conditions socio-économiques de la famille dans l'enfance, situation économique d'autres membres.
    - **Quartier** : Choix du quartier, conditions de vie dans le quartier de résidence et menaces perçues. Voisins. Quotidienneté. Endroits les plus fréquentés et évités.

- **Emploi, formation et statut** : Niveau d'études, trajectoire d'emploi et statut actuel, expériences de chômage, rapport à l'argent.

2. Deuxième partie d'approfondissement ou relance de la pauvreté.
   - **Perception de pauvreté** : Visibilité dans l'entourage, causes, conséquences, sentiments moraux de justice, perception de quantité. Perception de pauvreté dans la ville ou le village. Perception des SDF et pratique de donner l'aumône. Perception et explication de pauvreté au niveau national, régions les plus pauvres.
   - **Conscience des inégalités** : Conscience et identification des inégalités, explication des inégalités entre riches et pauvres.
   - **Préférences** : Positionnement envers les politiques publiques de lutte contre la pauvreté, *Familias en acción*, SISBEN, programmes d'aide aux personnes âgées. Avis sur la LCP et le rôle du gouvernement.
   - **Positionnement envers certains évènements nationaux** : Avis sur certains évènements du pays qui ont fait scandale dans la presse nationale. Si la personne interviewée ne les connaissait pas, nous passions la question.
   - **Questions socio-démographiques :** Informations n'ayant pas été mentionnées au cours de l'entretien. Les informations socio-démographiques nous permettent de déchiffrer la position sociale de la personne interviewée.

Demander aux interviewés leur opinion sur les programmes sociaux en vigueur, tels que *Familias en Accion*, *Adulto Mayor* ou *Sisben*, s'est avéré très utile pour comprendre leurs croyances et contextualiser leurs réactions. De plus, l'analyse des événements nationaux a permis de mettre en évidence leur construction médiatique. Le cas qui a généré le plus de réactions a été la proposition du maire de Bogota Gustavo Petro, en 2015[16], de construire des bâtiments sociaux destinés aux familles victimes de violence. La mairie a proposé des logements sur des terrains utilisés comme parkings ou friches dans des quartiers réputés du nord de la ville. La proposition n'a pas abouti car elle a été rejetée par plusieurs secteurs. Le juge l'a ensuite stoppée. Les résultats ont montré que la plupart des interviewés avaient déjà formé leur opinion sur cette expérience sociale, même à l'extérieur de Bogota.

Le deuxième cas est la crise alimentaire dans la zone aride de Guajira, au nord du pays. De

[16] L'équivalent aux HLM français. En Colombie, on donne en propriété le logement aux bénéficiaires inscrits dans le Sisben, puis on ne fixe pas de quotas de construction par commune de logement social.

nombreux enfants de l'ethnie *Wayuu* ont péri de malnutrition à cause du manque d'aliments et d'eau. Les cours nationales et même la Cour interaméricaine des droits de l'homme ont poursuivi le cas. Il a été le théâtre de plusieurs tensions et acteurs, où la mine de charbon du *Cerrejon* et les politiciens locaux ont joué un rôle. Les médias ont suivi la confrontation entre l'institut de protection à l'enfance (ICBF) et les peuples indigènes, victimisés de nouveau avec des arguments culturalistes.

Le troisième cas est la mobilisation de 2016 dans la région du Choco, la plus pauvre du pays. Le département, sur la côte pacifique, est le théâtre de conflits armés pour le trafic de drogue. Les résidents ont demandé des mesures pour améliorer leur situation. Ils ont bloqué la route panaméricaine, se présentant comme un comité civique et pacifique. Nous avons étudié la représentation de cette région, la plus pauvre du pays, ainsi que sa position face aux manifestations sociales. Les médias les ont souvent accusés d'augmenter le coût des denrées alimentaires, ce qui les a discrédités.

À Bogota, nous avons discuté du démantèlement du quartier connu sous le nom de « Bronx », situé au cœur de la ville. En 2016, les autorités municipales ont détruit ce quartier, entraînant le déplacement des sans-abris. Cette situation a permis d'aborder la question des personnes sans domicile fixe.

2) *Limites et portée de l'enquête.*

La technique d'entretien a ses limites. Les interviewés peuvent manipuler leurs réponses, comme cacher leur véritable opinion ou se présenter différemment de leurs pratiques réelles. De plus, ils peuvent adoucir leurs réponses sur des sujets sensibles, ce qui peut entraîner un discours « politiquement correct » (Collins, 2004). Nous avons cherché à réduire ce risque, d'abord en créant un climat de confiance et de convivialité. De plus, nous avons obtenu la plupart des entretiens, surtout en milieu urbain, où la méfiance règne, par l'intermédiaire d'une personne de confiance. Puis, il y avait la consigne de confidentialité. De surcroît, nous avons réduit ces risques, en contournant le propos sur la pauvreté pour arriver indirectement au sujet. Cette stratégie a encouragé les interviewés à exprimer librement leurs idées, car ils percevaient la pauvreté comme un résultat de la discussion.

Concernant la conjoncture, la période du travail de terrain a coïncidé avec les élections présidentielles de 2018. Cela nous a permis d'explorer le sujet dans un contexte de

polarisation[17]. Nous avons mené l'étude dans les villes de Bogota et de Carthagène dans la période préélectorale, tandis que la partie rurale, elle, s'est déroulée après les élections. Cette donnée temporelle a favorisé le débat et l'échange sur des sujets souvent tabous, permettant ainsi aux intérêts de classe de s'exprimer plus facilement.

Enfin, les entretiens ont varié en termes d'information apportée en raison de différences dans les situations, les intermédiaires et la confiance. Nous avons parfois accordé plus d'importance à une section de la grille qu'à une autre. En deux occasions nous avons demandé un nouvel entretien.

3) Particularités du terrain.

Les échanges ont eu lieu tout au long de l'année 2018, avec deux séjours en Colombie, le premier d'une durée de cinq mois et le second de deux mois. Dans l'ensemble, j'ai trouvé une atmosphère agréable pendant ces rencontres. J'ai l'impression que certaines personnes se sont réjouies de partager leurs expériences et d'exprimer leurs préoccupations quant à la qualité de vie. Certains ont même exprimé le souhait de voir leurs récits publiés, ce qui rendait la directive de confidentialité inutile à leurs yeux. Un interviewé a invoqué un adage stipulant que quelqu'un qui a bien agi dans sa vie ne craint pas que ses propos soient rendus publics.

En outre, je trouve pertinent de souligner deux conclusions du questionnaire socio-démographique administré à la fin de l'entretien. En premier, le refus d'au moins 13 personnes de se classer dans une classe sociale ; ces personnes ne s'identifient pas à un groupe social et ne veulent pas non plus y être classées. Cela montre que l'idée de conscience de classe ne semble pas très pertinente en Colombie. Dans les autres cas, j'ai dû expliquer plus ce que je voulais dire avec classe sociale. Ensuite, il était difficile d'aborder les revenus dans les questions socio-démographiques. Dans les milieux urbains, divulguer cette information peut susciter des inquiétudes, notamment chez les personnes aisées. J'ai donc adapté ma stratégie en créant une échelle de revenus où les personnes peuvent se classer elles-mêmes. Je ne peux pas dire si les revenus des personnes moins favorisées ou ayant perdu leur statut sont surestimés.

Nous avons remarqué des spécificités lors de la conduite du terrain et des entretiens. Pour trouver des interviewés en milieu urbain, j'ai tenté une approche par courrier. J'ai distribué des invitations dans des boîtes aux lettres, qui contenaient mes coordonnées, celles de mon centre

[17] Les élections de 2018 convoquaient le candidat officiel de la droite au pouvoir, Ivan Duque (qui a d'ailleurs remporté les élections). Il y avait aussi un candidat outsider ayant pour consigne l'éducation Sergio Fajardo et le candidat de la gauche Gustavo Petro, ex-parlementaire et ex-maire de Bogota.

de formation et de l'université de cotutelle. Malheureusement, cette méthode s'est avérée infructueuse. C'est la raison pour laquelle j'ai dû recourir à mon réseau de contacts pour trouver des personnes à interroger. Je connaissais le profil et les quartiers des personnes que je souhaitais rencontrer. J'ai cherché ces traits chez les contacts de mes contacts. Bien que quelqu'un d'autre ait servi d'intermédiaire, tous ceux que j'ai interrogés m'étaient inconnus. Cette méthode revêt une grande importance en Colombie, un pays où le niveau de confiance entre les gens s'avère plutôt bas, comme nous le verrons plus en détail dans le prochain chapitre. Sans cette approche, nous n'aurions pas atteint nos objectifs d'échantillonnage. Mon statut d'étudiante d'une université française a favorisé un climat de confiance et de réceptivité, permettant de surmonter les stéréotypes politiques entre les universités colombiennes publiques et privées.

Les immersions ont varié selon les sites de l'enquête. Tout d'abord, les terrains familiers ont facilité la mobilisation dans les régions et la recherche d'une représentativité des différents lieux et profils. Le seul endroit sans contact était le village de Viota, choisi pour ses caractéristiques (pauvreté, département riche, bonne connexion).

Les entrevues rurales, contrairement à celles urbaines, ont eu lieu sous forme d'échanges prolongés, parfois sur une journée entière. Dans les villages à dynamique rurale, mes entretiens avaient lieu souvent dans les maisons des interviewés ; j'ai même fait des visites guidées des environs, et, à une occasion, la personne que je devais interroger m'a hébergée. Toutefois, on doit souligner une différence importante entre le terrain à San Jacinto et celui à Viota : la méfiance envers les étrangers s'y manifeste davantage. Comme je ne connaissais personne au village, j'ai dû y passer plus de temps pour me faire des contacts. Ce lieu a connu une configuration particulière pendant le conflit armé. Bien que proche de Bogota, le village semblait manquer de dispositifs d'accueil pour les touristes. Comparé à des villes voisines comme Mesitas, Girardot ou Anapoima, il était moins accueillant pour les visiteurs.

Pendant mon séjour à Viota, j'ai passé beaucoup de temps à explorer les espaces publics, notamment la place centrale, la rue principale et un secteur de la rivière transformé en bain public. J'ai cherché des informations sur ces lieux via des canaux officiels (visites, lettres à la mairie) et les réseaux sociaux (groupe Facebook de la ville), mais sans succès. Finalement, j'ai rencontré deux personnes qui m'ont guidé : elles m'ont raconté l'histoire du village, m'ont donné des contacts et des suggestions pour les hameaux à explorer. Il s'agit d'un archéologue empirique. Il a un musée sur les *Panche*, ancien peuple aborigène de Viota, dans sa maison. L'autre personne est un ancien député ayant récemment pris sa retraite et reprenant la

boulangerie familiale. Grâce à eux, j'ai pu découvrir mes interlocuteurs, que ce soit des habitants du centre urbain ou des habitants des hameaux.

Après avoir noué des liens, j'admets qu'elles cherchaient plutôt à assurer ma sécurité. La défiance persiste malheureusement, résultante des ravages causés par le conflit. Ce qui est particulier à Viota est que les membres des groupes armés en étaient originaires, et certains habitent toujours là. De fait, j'ai même pu constater la présence d'ex-guérilleros et d'ex-paramilitaires dans les bars du hameau. Dans le chapitre 4, nous verrons que, à Viota, certains nient le conflit et l'associent à une bagarre domestique. Ces conditions m'ont fait adapter mes recommandations à celles de mes contacts. J'ai donc adopté une stratégie de recrutement de type « boule de neige » ; la plupart des interviewés se connaissaient déjà.

Une fois, à San Gabriel, on m'a abordé dans la rue pour m'avertir que ceux qui s'intéressent à l'histoire du village entraient dans la ligne de mire. J'ai été confuse sur la nature de cet avertissement, à savoir si c'était une menace. À Viota, j'ai senti ma vulnérabilité en tant que femme seule. C'est pourquoi j'ai décidé de m'en tenir aux contacts recommandés. Les intermédiaires m'ont plutôt mis en relation avec des personnes influentes du village, c'est-à-dire les grands propriétaires ou *hacendados*. J'en ai rencontré quatre et j'en ai officiellement enregistré deux. Enfin, j'ai remarqué que mes contacts et les personnes interrogées voulaient que je rencontre des personnes importantes, à leurs avis plus dignes de raconter l'histoire de l'endroit que des personnes considérées comme ordinaires. Cela se reflète dans la composition de mon échantillon à Viota, où les interviewés sont éduqués, souvent propriétaires d'haciendas, de commerces ou de projets écotouristiques. J'ai dû prendre des notes et reconstruire certains entretiens, car je n'ai pas pu enregistrer toutes les interviews. De plus, mon seul refus d'enregistrement est venu de Viota.

Dans les autres sites l'expérience fut différente ; j'ai vécu dans les deux villes de l'enquête à une certaine période de ma vie, ce qui a facilité la tâche. À San Jacinto, j'avais effectué mon mémoire de maîtrise, ce qui m'a permis de conserver des contacts. J'ai également pu en trouver de nouveaux contacts grâce à des connaissances de Carthagène. À San Jacinto, j'ai pu mener des entretiens dans le centre urbain et j'ai pu visiter quatre hameaux.

De plus, si j'avais recherché certains types de personnes dans chacun des endroits étudiés, j'ai remarqué qu'il était également intéressant de discuter avec les autres proches de la personne interrogée. En cinq occasions, j'ai parlé avec au moins deux membres du ménage. Explorer le passé familial m'a aidé à saisir plus profondément les épreuves partagées par tous et à

appréhender la mémoire commune. Ces récits croisés ont permis d'enrichir les informations sur la trajectoire de mobilité sociale, mais aussi la diversité d'expériences et de conceptions au sein d'un même groupe. Cette étude a analysé la famille comme un microcosme sociologique, examinant les jeux de pouvoir, les positions sociales et les expériences.

La plupart des entretiens se sont déroulés individuellement, dans un lieu adapté proposé par l'interlocuteur ou dans un espace public calme. Les exceptions ont été les entrevues réalisées au domicile de la personne, où d'autres membres de sa famille étaient présents. Ces derniers ont parfois contribué à rendre le tout plus naturel et favorisé les échanges. Cependant, lorsque j'ai perçu la nécessité d'organiser une rencontre plus confidentielle, comme cela s'est produit pour le ménage numéro 11, j'ai proposé un lieu différent. Nous avons tenu trois séances : une première centrée sur l'histoire familiale, où le jeune homme de 21 ans s'est joint à sa grand-mère ; une seconde sur la pauvreté, au cours de laquelle un cousin de passage a également pris part ; et enfin, une dernière avec le petit-fils dans le centre-ville de Carthagène.

D'autres entretiens se sont réalisés de manière groupale, c'est le cas de deux groupes de deux sœurs, le premier à Carthagène et le second à San Jacinto. Dans le cas du premier groupe, les sœurs étaient des jeunes de 18 et 19 ans qui se décrivaient elles-mêmes comme inséparables. Elles ont maintenu un rythme soutenu pendant une session de presque deux heures, qui s'est terminée par une entrevue avec leur père un mois plus tard. Les entrevues collectives ont été productives, car elles ont mis en évidence les points d'accord et de divergence, permettant aux participants de s'exprimer librement sans crainte du « politiquement correct ».

Un autre cas particulier s'est produit dans une famille prestigieuse de Carthagène, reconnue dans le milieu culturel. Elle était dirigée au chef de famille, mais l'endroit (son domicile) n'était pas adapté à une interview. Effectivement, dans cette famille, ils ont l'habitude de faire des rencontres qui ont une dénomination spécifique, un format et une manière de passer la parole. C'est pour cette raison qu'il a convié les autres membres de la famille à la table et que j'ai dû immédiatement proposer le sujet de la pauvreté. Ce cas m'a permis d'explorer la construction de mémoires partagées, ainsi que la trajectoire de mobilité sociale de la famille. Ils ont dirigé la séance, qui a duré près de deux heures. Par ailleurs, j'ai également interviewé des employés d'une chaîne hôtelière de Bogota, dont les situations et statuts varient. Les entretiens se sont déroulés en individuel, en veillant à clarifier notre indépendance vis-à-vis de l'entreprise.

Le dernier exemple de situation exceptionnelle est à San Jacinto, où j'ai rencontré des agriculteurs suivant un cours sur l'agriculture durable. Les responsables m'ont laissé la parole,

ce qui m'a permis de partager des informations sur la pauvreté en Colombie. Ces données ont servi de point de départ à une conversation de près de trois heures à laquelle ont participé 16 travailleurs agricoles, la plupart ayant été déplacés par le conflit. J'ai traité l'entretien comme un tout, mais codé les attributs de trois d'entre eux. Cette séance a permis d'examiner les émotions associées à la discussion sur la pauvreté et les frustrations ressenties par un groupe de personnes dont le déplacement a fait perdre les biens. Dans ce groupe, j'ai pu observer comment la représentation de la victimisation émergeait et se consolidait de manière collective, tout en laissant la place à des discours religieux et culturalistes.

Les entretiens en groupe sont une méthode prometteuse pour recueillir des informations à ce sujet. Cette piste dialogique doit être explorée dans une future recherche. Cela m'a rendue plus polyvalente sur le terrain et a accru la fiabilité des informations.

4) La perception de ma présence, un exercice de réflexivité.

Tout d'abord, je crois que le fait de me présenter comme étudiante d'une université française m'a aidée à entrer en contact avec les interviewés. Ils et elles m'ont semblé me faire davantage confiance, particulièrement ceux et celles qui venaient de milieux aisés. L'idée d'une recherche qui s'étend au-delà des frontières a semblé dissiper les réserves concernant la divulgation de données privées. Certains se sont contentés de penser qu'ils allaient voir leurs informations figurer dans un document à l'étranger. Finalement, je pense que le fait de ne pas pouvoir m'associer à une université colombienne a joué en ma faveur, ce qui est un indicateur de statut économique et de positionnement idéologique.

Lors de certaines visites dans les quartiers populaires, notamment à San Jacinto et à Carthagène, on m'a conseillé de ne pas révéler que j'étudiais dans une université étrangère, car cela pourrait donner l'impression que j'avais beaucoup d'argent. Cependant, je n'ai pas respecté cette recommandation, présentant plutôt mon projet de recherche doctorale. Dans ces circonstances, on me demandait rarement des détails sur mon parcours académique. Après l'entretien, les interviewés voulaient souvent en savoir plus sur moi. En revanche, dans les entretiens urbains, les personnes interviewées, en particulier celles dont le revenu se situait au-dessus de la moyenne, s'intéressaient plutôt à mon parcours, ma formation et mes ambitions.

Pour la plupart, je n'ai pas ressenti de réactions importantes ou de chocs lors des entretiens. Ceux de Bogota m'associent à la côte caribéenne colombienne. Certains m'ont librement raconté ce qu'ils pensent des *costeños*, considérés comme des paresseux et fêtards. J'ai pris ces confessions comme une donnée importante sur ma posture et sur la relation de confiance créée

dans l'entretien. Je ne sais pas si ma provenance a fait diminuer les préjugés ou si c'est pour cette raison qu'on m'en a parlé.

À Viota, on m'a prise pour quelqu'un de la côte colombienne, mais sans commentaire remarquable. En revanche, dans un autre cas, un vétérinaire réputé, propriétaire de cliniques à Bogota, a exprimé sa méfiance envers les sciences sociales. En effet, selon lui, celles-ci tendent à seulement défendre les classes populaires et oublient qu'eux, les patrons, fournissent aussi des efforts et créent des postes de travail. J'ai utilisé mon expérience d'interviewer des entrepreneurs pour justifier ma demande d'en savoir plus sur leur point de vue. La conversation a duré une heure de plus, mais sans enregistrement.

À Carthagène, mon accent plus neutre me faisait parfois passer pour une personne d'origine différente, ce qui entraînait des conversations sur mon parcours. J'ai utilisé cela pour lancer des discussions, car j'habite depuis 15 ans hors de la ville. Ils ne savent pas vraiment où me classer. La question « Quel est ton quartier ? » m'a parfois causé de l'inquiétude, car je craignais que cela crée des barrières, en particulier dans les milieux populaires. Cependant, on m'a parfois étiquetée comme une « *pupi* », une jeune aisée, du quartier Manga. On m'a brièvement interpellé à San Jacinto, Las Palmas, lors d'un entretien en groupe. À la fin de l'entretien, il m'a demandé où je vivais à Carthagène. Nous avions déjà parlé de riches, de pauvres et de mixité sociale. Après leur avoir répondu, ils ont plaisanté sur le fait que je les questionnais sur les riches, mais que j'en étais une. Inutile de me défendre.

4.1. Une esquisse de sociologie réflexive.

Mes parents ont connu une mobilité socio-économique au cours de leurs vies. Mon père vient d'un village près de Carthagène, tandis que ma mère est née à Carthagène. Ils ont profité d'une opportunité offerte par l'université publique qui leur a permis de faire des études universitaires : ma mère en médecine et mon père en comptabilité. Ils ont toujours cru à l'éducation et au travail acharné. Puis mon père a intégré une sorte de *welfare* dans l'entreprise de pétrole nationale, laquelle nous a permis d'avoir accès à une santé et une éducation de haute qualité. J'ai pu notamment étudier dans des écoles privées réputées et plus tard, comme boursière dans une université privée à Bogota. J'ai habité à Carthagène dans un quartier classé en majorité strate 5, associé aux classes moyennes hautes. Au sein de la famille élargie, ma famille nucléaire se montrait la plus accomplie économiquement parlant. Cela montre que je suis le produit d'un parcours qui, aux yeux du récit familier, illustre que la pauvreté n'est pas un fardeau en Colombie. C'est pourquoi ma famille ne comprend pas mon intérêt pour ce sujet.

J'ai pris conscience des inégalités dans mon pays en allant dans l'école la plus chère de Carthagène pour ma dernière année de lycée. Puis, lorsque je suis arrivée à l'université privée à Bogota et que j'ai partagé des cours avec les enfants des élites, ma sensibilité sociale s'est développée. Les expressions des inégalités dans cette ville me frappaient de plus en plus et j'ai fait du bénévolat dans certains quartiers appauvris, notamment dans la localité de Ciudad Bolivar. Connaître les conditions matérielles du quartier illégal que j'ai visité a renforcé mon effroi envers la structure sociale colombienne. Par ailleurs, il faut dire que le fait d'être de province n'a pas été pour moi un fardeau, même si tout le monde a un avis sur ma ville d'origine. Cela a renforcé mon intérêt sur les effets de la centralisation politique dans les inégalités territoriales.

Dans ce chemin, je me suis politisée à gauche, même si je n'ai jamais milité. C'était à l'époque où la Colombie fut « sauvée » de la guérilla par un président qui a priorisé le combat militaire en dépit des politiques sociales. Vers la fin de ma cinquième année de licence, j'avais abandonné l'idée de faire quelque chose à travers la voie politique. Je me suis plutôt intéressée à la compréhension des phénomènes sociaux grâce à un premier exercice de recherche empirique. Je me suis formée comme politiste, puis spécialisée en économie appliquée en France et j'ai fini par retrouver la sociologie. Cela pour préciser qu'il m'a fallu aussi m'affranchir de l'orientation plus professionnelle que scientifique de mon parcours. Particulièrement adopter une posture critique envers ce que j'avais appris, notamment l'orientation à l'action dans l'étude de politiques publiques, et de la façon particulière de comprendre le développement dans l'économie.

Cette recherche sur la pauvreté commence avec ma mère, en parlant des pauvres, de pourquoi les gens ne veulent pas travailler ou manquent de professionnalisme. Cela s'est produit à la suite de l'abandon du chantier par le maçon qui avait commencé les travaux chez elle. Ce n'était pas la première fois que j'entendais ces commentaires, mais cette fois-là, je me suis demandée pourquoi et j'ai voulu approfondir la question. Si au début, ces commentaires, je les recevais à titre personnel, ils sont devenus la matière première de mon travail, au cours de ma recherche j'ai appris à les observer depuis le sens sociologique. J'ai commencé à les écouter différemment et à les comprendre, comme la manière dont les individus communiquent une réalité qui les interpelle. J'ai surmonté ma réticence à enquêter auprès des classes aisées, ce qui m'a permis de mieux comprendre la réalité sociale.

Cette recherche m'a aussi permis de changer à plusieurs reprises ma vision de la pauvreté. Je l'ai abordée sous différentes perspectives de la philosophique à l'historique, un

sujet qui me semble encore inépuisable. De fait, cela se reflète dans l'ambition parfois démesurée de cette thèse. Enfin, je dois admettre que, si, dans un premier temps, j'entretenais encore l'illusion de lutter pour une société colombienne plus égalitaire, au fur et à mesure que je me suis plongée dans son étude, cet intérêt s'est transformé en désir de la comprendre.

c) La démarche comparative d'une enquête multi-sites.

Les inégalités régionales en Colombie nous ont incitée à étudier les récits de la pauvreté dans des contextes variés. Dans le mémoire de maîtrise, nous avions déjà commencé cette exploration pour comprendre les spécificités, valider des hypothèses et acquérir une vision plus globale. Mon intérêt personnel découle également du fait que je suis née en province et constate avec désarroi que la plupart des recherches sont concentrées à Bogota. Les études sur les inégalités en Colombie ont négligé l'espace géographique, mais le territoire garde les traces des conflits de pouvoir (Avendaño, 2016). Il est donc important d'inclure dans l'analyse les expériences et l'objectivation de l'appauvrissement rural lié au conflit armé depuis les espaces périphériques.

La comparaison constitue la méthode par excellence en sociologie (Durkheim, 2012). Couramment nous testons si des unités d'analyse différenciées font preuve de convergence ou de divergence (Della Porta & Keating, 2013 ; Nohlen, 2020). Nous sommes également curieux de distinguer les aspects culturels et historiques des dynamiques territoriales, qu'elles soient conjoncturelles ou émergentes (Paugam et al. 2012).

Nous avons préféré la comparaison intra-nationale, assumant des différences dans les RSP étant donné leur expérience partagée dans un territoire. La méthode de concordance (Mill, 1974 cité en Perez-Liñan, 2008) nous permet de postuler une similarité entre ces territoires, qui partagent un passé commun et ont contribué à l'édification nationale en tant qu'entités politiques soumises à une autorité centrale. Cela se manifeste notamment par l'éducation scolaire diffusant un récit national et par les médias communs. On peut aussi mentionner l'expérience des conflits armés et l'intégration diverse au commerce national et international. Les résultats détermineront si les RSP convergent ou divergent dans ces divers contextes.

1) Les territoires de l'enquête. Ciblage et justification de la recherche multi-sites.

Pour le ciblage, nous avons retenu plusieurs critères (Tableau 8 de l'annexe). Nous trouvons : les différents grades d'urbanisation (ville fortement urbanisée, village semi-rural et village très rural) et des différentes densités de population (ville la plus peuplée, ville moyenne,

villages en perte de population, villages en voie d'urbanisation). Ensuite, différentes situations de développement et de niveaux de pauvreté sont à considérer. Il y a la ville avec le taux de pauvreté le plus faible, la ville avec le taux de pauvreté plus élevé en 2017, le village avec le plus de besoins non satisfaits en 2005 et le village pauvre au sein d'un département riche. Enfin, nous trouvons différents grades d'intégration à l'économie mondiale : Bogota, ville globale, Carthagène, ville portuaire et touristique, Viota et San Jacinto, villages avec des économies agraires dépendantes de l'exportation de marchandises ou commodités.

Les critères qualitatifs incluent divers niveaux d'exposition au conflit armé, ainsi qu'une distinction entre les villes émettrices (SJA, VTA) et celles recevant des personnes déplacées (BOG, CTG). De plus, chaque lieu possède sa propre histoire nationale, comme Carthagène des Indes, qui est un port commercial, une ville coloniale et touristique. Viota est le premier laboratoire du café colombien, mais il est isolé de la dynamique de développement de son département. San Jacinto, quant à lui, est connu pour sa musique cumbia et ses traditions artisanales, mais ces activités ne sont pas rémunérées. Ces endroits sont prospères d'un côté, mais souffrent de différentes formes de pauvreté humaine.

Nous avons examiné les différences entre deux capitales de départements, séparées d'environ 1000 km. Nous avons commencé par étudier la capitale nationale, Bogota. Celle-ci concentre le plus de richesse (25 % du PIB en 2018) et, dans le même temps, s'est construite dans l'imaginaire comme modèle du développement, notamment par la puissance de sa classe moyenne[18]. Ensuite, nous retrouvons la ville historique, Carthagène des Indes, reconnue pour sa richesse architectonique et culturelle, classée en tant que patrimoine matériel de l'humanité par l'UNESCO en 1984. Cette ville moyenne de province tire ses revenus du tourisme, du port et de l'industrie. C'est une ville touristique où la pauvreté frappe particulièrement les Afro-descendants et les déplacés de la violence (Perez & Salazar, 2007).

Au niveau départemental la comparaison est intéressante ; d'un côté, le département Cundinamarca abrite les niveaux de pauvreté les plus bas du pays[19]. Effectivement, les chiffres montrent une incidence de la pauvreté plus importante dans le département de Bolivar qu'à Cundinamarca (41 % contre 17 % en 2016). Mais une inégalité de revenus — mesurée par

[18] La classe moyenne à Bogota représentait 51,9 % de la population en 2016 contre 30 % pour le reste de la Colombie (SDDE, 2017).

[19] Gobernación de Cundinamarca Presses, « Cundinamarca le département avec les niveaux le plus de bas de pauvreté et inégalités », publié le 22 juillet 2019, URL : http://www.cundinamarca.gov.co/Home/prensa2018/asnoticiasprensa/cundinamarca+el+departamento+con+menores+niveles+de+pobreza+y+desigualdad+del+pais

l'indice de Gini — plus importante existe bien à Cundinamarca (0,517 en 2016 contre 0,48 pour Bolivar), où se trouvent les grandes fortunes du pays. Cependant, la crise économique liée à la pandémie du covid-19 a révélé une moindre résilience de Bogota que prévu. De fait, tant Carthagène que Bogota font partie des villes qui, après la crise sanitaire, ont vu les inégalités et la pauvreté augmenter (UTB, 2021). En 2021, la population sous le seuil de pauvreté à Bogota et à Carthagène a grimpé à 36 % et 40 % respectivement (DANE, 2022).

Cela dit, la comparaison a lieu entre deux villes de différentes tailles : Bogota avec presque neuf millions d'habitants face à Carthagène avec presque un million d'habitants. Ces deux capitales de départements se distinguent fortement, mais l'intérêt de la comparaison réside surtout dans leurs caractéristiques qualitatives et la projection globale qu'elles ont (cf. Lampis & Kiku, 2012). La première se démarque en tant que centre économique et des services de la région andine et la deuxième, en tant que noyau du tourisme colombien et de l'activité portuaire.

D'ailleurs, Bogota et Carthagène partagent le fait d'avoir vu une augmentation de leur population plus importante qu'ailleurs dans les années 1980[20]. À cause des migrations, l'urbanisation de ces villes s'est achevée d'une manière non planifiée, ce qui a favorisé la constitution des bidonvilles dans les endroits non urbanisés (Espinosa, 2015). Ces deux villes reflètent la configuration inégalitaire urbaine en Colombie.

Nous avons ensuite comparé les cas de deux grandes villes avec deux villages agricoles du même département, situés dans leur zone d'influence politique et administrative, mais ayant un niveau de développement faible. L'objectif était de montrer ce qui se passe dans des villages proches de ces deux villes, à moins de 100 km. Ces deux communes se différencient par leurs caractéristiques sociales et leur statut périphérique dans des départements intégrés à l'économie mondiale. Initialement, nous avons cherché à identifier les communes rurales en fonction du pourcentage d'hectares ruraux et de terres utilisées pour l'élevage bovin. Cependant, cette méthode s'est avérée confuse. Par exemple, 75 % de l'espace de Bogota est consacré à l'agriculture, tout comme 79 % de celui de Viota. Les proportions effectives en kilomètres montrent que l'activité agricole n'est pas exclusivement rurale, contrairement à l'idée reçue. La partie rurale de Bogota s'étend davantage que l'urbaine. Cela nous permet de signaler notre abandon d'une distinction nette entre le rural et l'urbain comme critère. Les dynamiques

[20] Entre 1985 et 2015, Carthagène et Bogota ont été les villes qui, en termes démographiques ont augmenté le plus leur population, au-dessus de villes comme Medellín, Cali ou Barranquilla. Entre 1985 et 2015, le taux de croissance démographique pour le pays a été de 1,6 %, les taux de Bogota et Carthagène ont été respectivement de 2,2 % et 2,1 %. En outre, dans la période comprise entre 1985 et 2005, les augmentations ont été de 2,57 % et 2,54 % respectivement, tandis que celle du pays a été de 1,8 % (Espinosa, 2015).

urbaines influencent les zones rurales, et réciproquement. Nous avons constaté des logiques rurales chez les citadins, ainsi que des liens commerciaux internationaux chez les ruraux. Nous observons également des logiques mixtes, combinant des facteurs migratoires et commerciaux, qui lient les localités à l'échelle mondiale. Pour cette raison, nous avons adapté nos concepts et choisi une approche comparative entre quatre territoires. Ceux-ci sont définis par l'État, tels que les départements, municipalités, quartiers et hameaux. Ils sont donc au croisement de différents types d'identification spatiale étatique (Avanza & Laferté, 2005). Or, ceux-ci ne mettent pas forcément en évidence une correspondance des constructions identitaires et de territorialisation des groupes dans l'espace géographique (Beuf, 2017 ; Paquot, 2012).

Nous allons ainsi comparer Viota à Bogota dans la région de Cundinamarca. Viota est l'un des premiers districts producteurs de café du pays, qui a été au cœur de nombreux conflits nationaux (libéraux contre conservateurs, paysans communistes contre hacendados et Guérillas-État-paramilitaires). La plupart de sa population fut déplacée. En 2017, l'indice de pauvreté multidimensionnelle[21] était à 0,5 en milieu urbain et à 0,7 en milieu rural.

Dans le département de Bolivar (41 % d'incidence de la pauvreté en 2016), nous opposons au cas de Carthagène des Indes le cas de San Jacinto. Ancien district agricole du tabac, reconnu comme patrimoine immatériel de la Colombie pour sa contribution culturelle. Dans le dernier recensement des besoins non satisfaits du département (NBI)[22], elle fut parmi les 10 communes les plus pauvres du pays. Notamment par le manque d'eau courante, son IPM était l'un de plus élevés de Bolivar à 0,76 en 2014 dans sa partie rurale.

Viota et San Jacinto sont deux communes classées administrativement en catégorie six. Cela signifie qu'elles ont une faiblesse de ressources tributaires et de population, ce qui, selon la loi, dérive vers une assistance budgétaire de la part de la nation. Au niveau national, Viota se trouve dans le département le plus riche du pays, Cundinamarca. En revanche, San Jacinto se situe dans un département périphérique à l'économie du pays. En 2018, Cundinamarca (Bogota inclus) a contribué à plus du 30 % au PIB national, tandis que Bolivar y a contribué à 6,3 %. Enfin, ces deux communes ont été touchées par le conflit armé. En effet, elles ont toutes deux

[21]Après plus de quatre ans de discussions, le gouvernement colombien a lancé, en septembre 2011, une nouvelle méthodologie de mesure de la pauvreté multidimensionnelle sous les conseils de l'Oxford Poverty and Human Development Initiative (OPHI). C'est l'indice de pauvreté multidimensionnelle de la Colombie. La mesure est basée sur le foyer en tant qu'unité d'analyse. L'indice regroupe : conditions de l'éducation (réussite scolaire et analphabétisme), enfance et adolescence (écart éducatif, accès aux crèches, travail), conditions de l'emploi (emploi souterrain, chômage de long terme), santé (accès aux soins de santé), logement et services publics (accès à l'eau potable, assainissement, surpopulation, planchers et murs). Il est mesuré de 0 (besoins satisfaits) à 1 (plus pauvre).

[22] Revista SEMANA, «Los 10 municipios más pobres del país », consulté en novembre 2014, URL : http://www.semana.com/especiales/los-10-mas/asi-somos/10-municipios-mas-pobres-de-colombia.html

étés identifiés comme « zones rouges » par l'État, ce qui a entraîné leur disqualification et la stigmatisation de leurs habitants en tant que guérilleros. Cette comparaison offre une autre vision de la réalité colombienne.

d) **L'échantillon et son traitement.**

Nous développerons ici les caractéristiques socio-démographiques des personnes interviewées et les critères de leur intégration à l'échantillon. Notre objectif étant l'exploration d'un sujet qui concerne toute la société, nous souhaitions observer ce que les différentes appartenances génèrent. Notre propos a été ainsi d'interviewer des Colombiens avec différents profils, cela afin de tester l'impact des similarités et des différences sur les RSP mobilisées. À vrai dire, la plupart des recherches sur les RS ciblent une population spécifique, ce qui peut garantir une représentativité d'un groupe qui partage des conceptions et des expériences sur le phénomène à explorer (Cegarra, 2021). Dans le mémoire de master, réalisé auprès des allocataires du programme de transferts conditionnels *Familias en accion*, nous avions déjà exploré ce que les populations assistées pensent de la pauvreté[23]. Nous souhaitons avoir un aperçu de la société et d'inclure les « non-pauvres », ceux qui ont la possibilité d'engendrer et de véhiculer des RSP de par leurs positions. Cela fait partie de la volonté de ne plus voir les populations appauvries comme seuls acteurs, ni de se limiter à un groupe assumé homogène. Le fait que les dispositifs d'assistance se soient consolidés dans le temps, nous permet également d'enquêter sur leur réception chez les non-allocataires. Tenant compte du cadre conceptuel, cela devrait aussi nous conduire aux RSP et à la morale envers l'assistance sociale.

En effet, nous avons visé l'individu moyen. Le travail de Duchesne (1997) sur les représentations de la citoyenneté en France nous a éclairés sur l'intérêt d'enquêter auprès des citoyens ordinaires. Dans cette perspective, il a été d'une grande importance pour nous d'éviter d'interviewer des personnes impliquées dans la lutte contre la pauvreté, par exemple, les personnes dans le secteur du développement, les médias, fortement politisées ou leaders d'opinion. En revanche, nous nous sommes intéressés aux récepteurs des discours. En soi, le citoyen ordinaire qu'en tant que colombien, membre d'une famille, originaire d'une entité culturelle et spatiale, participe des RSP du contexte. Nous incluons ceux qui n'ont pas fait l'expérience de la pauvreté. Ceux-ci ont dû se forger une idée et avoir créé un rapport aux pauvres par le simple fait d'habiter ce pays inégalitaire.

[23] Ceux-ci ne considèrent pas les transferts comme un droit, mais plutôt comme un cadeau, ce qui indiquait que l'État n'était pas vu comme un régulateur de la pauvreté, avec des obligations envers ces populations. Nous avons aussi observé des dynamiques de contrôle social entre bénéficiaires, voire, une sorte de moralisation où les bénéficiaires devaient faire preuve de bons pauvres (Ayola, 2016).

Or, les échantillons généralistes sont aussi critiqués, notamment parce qu'exhaustivité n'est pas une description complète. Le chercheur peut aussi tomber prisonnier de la synecdoque de l'échantillon (Becker, 2002), voire, d'une généralisation surdimensionnée à partir d'un sous-ensemble. Toutefois, notre objectif n'est pas d'affirmer des résultats valables pour toute la société. De fait, la partie qualitative de cette recherche maintient une vocation plus descriptive et narrative qu'explicative.

L'échantillon théorique est ainsi défini par la question de recherche, qui s'appuie sur une variabilité de caractéristiques afin de savoir si une représentation partagée ou groupale peut être confirmée. Il n'a pas été pensé dans l'optique d'une représentativité statistique, il a fait partie d'un processus itératif de quête des profils idéaux sur le terrain. C'est ainsi que nous avons inclus des profils diversifiés dans leur niveau d'éducation, de revenus, d'occupations, et auquel il s'est ajouté le critère géographique des endroits de résidence.

1) Caractéristiques de l'échantillon.

Si nous regroupions un échantillon représentant la structure de classe actuelle de la Colombie selon le DANE, sur dix personnes, nous aurions : trois en situation de pauvreté (dont une en situation d'extrême pauvreté), trois en situation de vulnérabilité (haut risque de pauvreté), trois de la classe moyenne et une de la classe aisée. Notre intention était d'inclure les récits des différentes sphères, notamment ceux des hauts revenus, souvent sous-représentés.

Nous avons cherché à représenter divers groupes hétérogènes. Après le terrain, la transcription et la codification, nous avons compté 81 personnes dans le tableau 10 de l'annexe. Les caractéristiques de l'échantillon sont variées, mais nous avons atteint un équilibre en termes d'éducation et d'emploi. Le tableau 9 nous montre les cinq volets de variables recueillies : l'information démographique, l'information socio-économique, le rapport subjectif à la pauvreté, l'information politique et religieuse et, en enfin, les informations géographiques.

En ce qui concerne la démographie des personnes interrogées, il y a 34 femmes et 46 hommes. Cet écart s'explique par les entretiens à San Jacinto : la main-d'œuvre masculine est davantage représentée dans le milieu agricole. En revanche, dans la partie urbaine, nous observons 24 femmes et 21 hommes qui ont participé aux entrevues, comme le montre l'annexe 11. Nous avons également interrogé des individus de diverses générations, allant de 18 à 84 ans. Les personnes âgées de 56 à 68 ans (36 % du total) sont les plus représentées (Graphique 12).

Nous trouvons ensuite des informations socio-économiques sur les interviewés, telles que leur éducation, leur emploi et leurs revenus. Le niveau d'éducation est le principal critère pour évaluer la représentativité de notre échantillon. Nous avons atteint une répartition équitable de tous les niveaux d'éducation, regroupés en six catégories : primaire (16 %), secondaire (13,6 %), baccalauréat (17,3 %), BTS/formation technique (18,5 %), licence (17,3 %) et licence+ (17,3 %), comme le montre le graphique 13. Les catégories se sont avérées pertinentes, avec 24 personnes sans diplôme, 29 ayant un BAC ou une formation professionnelle, et 28 ayant un niveau de licence et de master.

En deuxième, nous considérons le niveau de revenu. Notre stratégie a consisté à poser la question à la fin de l'entretien en donnant une échelle de rang de revenu et à laisser les interviewés se positionner. Par la suite, nous avons utilisé l'échelle de revenu que propose le DANE d'après ceux du BID[24]. Cet institut classe les Colombiens en quatre groupes de revenu associés aux classes sociales, c'est-à-dire que leur concept de classes sociales est monétaire. Le tableau 14 montre l'échelle, les correspondances des deux classifications et les montants en dollars (Graphique 15). Le graphique 16 montre que les trois premiers rangs de revenus, soit moins de 1 500 000 COP (400 € par mois), représentent 63 % des revenus des 50 personnes interrogées. Cela correspond à la répartition des revenus en Colombie (Graphique 17), avec une surreprésentation des hauts revenus. Nous avons cherché la diversité des profils, mais nous ne connaissions pas les revenus des personnes interviewées. Toutefois, nous avons inclus au moins 15 personnes de chaque groupe, comme le montre le graphique 16. Le groupe des pauvres représente 19 % de notre échantillon, les vulnérables, 25 %, les classes moyennes, 34 %, et les classes aisées, 23 %.

En dernier, nous avons obtenu les informations sur l'emploi des interviewés. Nous y trouvons, la profession, l'occupation, la catégorie socio-professionnelle, la nature et le statut de l'emploi. Nous avons utilisé la classification PCS française pour situer les différentes occupations[25]. La première information est la nature de l'occupation. C'est-à-dire si la personne exerce un emploi formel avec un contrat de travail et une affiliation à la Sécurité sociale contributive. La personne peut travailler « au noir », c'est-à-dire sans contrat de travail, en

[24] Le premier groupe correspond aux populations plus pauvres, pauvres extrêmes inclus (entre 0 USD et 4 USD par jour per capita) ; le deuxième groupe est celui des classes moyennes émergentes ou vulnérables (4 USD à 10 USD). Le troisième correspond aux classes moyennes (10 USD à 50 USD), enfin, nous trouvons la classe haute ou aisée (50 USD et plus). Selon la classification de 2018, année de l'immersion de terrain, nos revenus 1 correspondent aux pauvres. Le revenu 2 correspond aux vulnérables ou aux classes moyennes émergentes. Les revenus 3 et 4 correspondent aux classes moyennes. Enfin, les revenus du 5 au 8 correspondent à la classe haute.
[25] En Colombie, le DANE a élaboré une classification, mais elle s'avère peu utilisée dans les analyses. La différenciation de la nature de l'emploi entre formel et informel est plus fréquemment utilisé dans les recherches et les interventions publiques.

exerçant de petits boulots ou des activités indépendantes. Elle peut bénéficier d'une affiliation à la Sécurité sociale subventionnée par l'État. Le graphique 18 montre que, dans l'échantillon, les emplois formels représentent 41 unités (50 %), les emplois informels 36 (44 %), et le nombre de personnes non actives, 4. Dans les formels nous avons inclus les retraités. Notre échantillon reflète les caractéristiques du marché de l'emploi colombien.

Nous avons enregistré 29 professions et 46 occupations différentes. Parmi les inactifs, il y a des étudiants et des mères au foyer sans rémunération. Sur les personnes interrogées, 39 % ont déclaré avoir travaillé continuellement, contre 61 % ayant connu des périodes de chômage importantes. Ces résultats sont représentés dans le graphique 19 de l'annexe. Selon la classification PCS française (Graphique 20), les agriculteurs exploitants représentent 18,5 % de la population active, suivis par les artisans, commerçants et chefs d'entreprise (16 %), les cadres et professions intellectuelles supérieures (17 %), les professions intermédiaires (9 %), les employés (15 %), les ouvriers (6 %), les retraités (9 %) et les inactifs (10 %).

Enfin, nous utilisons comme variable l'assistance ou non de l'État à travers des programmes ou projets de l'assistance sociale. Ceci est à la fois un indicateur de revenus, de logements et du statut social des individus. Les scores les plus bas du SISBEN se situent là. Les victimes déplacées par le conflit armé y sont incluses, puisqu'elles reçoivent différents types d'aides, indépendamment de leurs revenus. En résumé, 26 personnes, soit 32,1 % de l'échantillon, bénéficient d'aides sociales ou en ont bénéficié (Graphique 21). 77 % d'entre elles résident dans les territoires non urbains. Nous y avons inclus les personnes ayant reçu des logements via des programmes d'habitat gratuit. C'est une assistance importante, non seulement en raison de son montant, mais aussi parce que vivre dans ces endroits est un marqueur. Nous avons écarté les bénéficiaires occasionnels et les ayants droit.

Le troisième volet des caractéristiques inclut des variables plus subjectives. Elles sont : l'expérience de la pauvreté, la trajectoire de mobilité sociale, la classe sociale dans laquelle les interviewés se positionnent et, finalement, la satisfaction aux revenus. En premier, l'expérience de la pauvreté fut déclarée explicitement ou implicitement dans le récit, tirée de l'histoire personnelle et du sentiment subjectif d'en avoir fait l'expérience. De plus, nous prenons en compte les conditions matérielles actuelles de la personne, surtout si elle nie en avoir fait l'expérience. Nous avons étudié deux aspects : 76 % des personnes interrogées ont connu la pauvreté, selon le graphique 22. 24 %, soit 19 personnes, n'en ont pas fait l'expérience ; elles bénéficient de filets de sécurité et ne témoignent pas de privations, présentes ou passées.

Ensuite, il y a le parcours de mobilité sociale. Il faut savoir si la personne pense avoir connu une mobilité sociale ascendante, descendante ou statique, comparativement à son milieu d'origine ou tout au long de sa vie. Nous utilisons les informations sur l'emploi des parents et le récit de l'histoire familiale. Certains participants ont clairement décrit leur propre parcours, notamment pour les trajectoires ascendantes et descendantes. 49 % des personnes interrogées ont connu une évolution professionnelle positive, tandis que 15 % ont vécu un déclassement ou une baisse de revenus (Graphique 23).

En troisième, nous avons la classe subjective, qui est l'auto-positionnement de classe (Graphique 24). 11 personnes ont refusé de se classer, tandis que la moitié se place dans la classe moyenne (45 %). Parmi ces derniers, trois sont de la classe moyenne supérieure, cinq sont de la classe moyenne inférieure et deux sont des paysans de classe moyenne. Nous comptons 14 personnes (17,5 %) qui s'identifient comme paysans, 12,5 % comme travailleurs. Trois personnes se considèrent comme pauvres, quatre comme aisées, dont deux à faibles revenus. En réalité, la majorité des personnes à hauts revenus se situent dans la classe moyenne. Cela nous a révélé la différence entre les indicateurs objectifs et subjectifs. Enfin, concernant la satisfaction des revenus (Graphique 25), 48 % sont satisfaits de leurs revenus[26] et 58 % sont insatisfaits. Seulement 14 % peuvent économiser.

Le quatrième volet porte sur les affiliations politiques et religieuses. Nous avons identifié leur positionnement sur l'échiquier politique (gauche-centre-droite) et leur vote aux élections de 2018. Sur l'idéologie, 24 % se disent apolitiques, 25 % au centre, 24 % à droite et 27,5 % à gauche, dont 10 % au centre gauche. Selon les votes déclarés, 28,8 % ont choisi Ivan Duque, 26,3 % Gustavo Petro, et 12,5 % Sergio Fajardo. Il y a une division entre les électeurs et les abstentionnistes (Graphique 27) ainsi qu'entre la gauche et la droite (Graphique 26).

En ce qui concerne la religion (Graphique 28), 66 % des répondants se disent religieux, 24 % sont non-religieux ou athées, et 10 % n'ont pas répondu. En somme, deux sur trois interviewés se disent religieux. La plupart adhèrent à la religion catholique, suivie des évangélistes et d'autres religions minoritaires, comme les mormons ou les témoins de Jehova.

Enfin, nous trouvons le volet géographique. En principe, il se divise de manière pragmatique

[26] Le numéro 1 est celui où le revenu est satisfaisant et la personne arrive à épargner à la fin du mois, dans la situation 2, la personne est simplement satisfaite avec le revenu actuel. Puis, dans la situation 3, la personne trouve le revenu très juste pour ses besoins et dans la situation 4, elle était insatisfaite, puisqu'elle devait parfois emprunter de l'argent à la fin du mois.

entre urbain et non urbain, puis par les municipalités de résidence, lesquelles se sectionnent en quartiers-localités ou hameaux de résidence. En dernier, nous observons la strate attribuée par les pouvoirs publics dans les zones urbaines. En somme, nous avons réalisé 55 % des entretiens de terrain dans les villes et 45 % à San Jacinto et Viota. Le graphique 29 montre qu'il y a 22 entretiens à Bogota, Carthagène et San Jacinto, et 15 à Viota. Le nombre plus faible à Viota est dû à plusieurs facteurs, tels qu'un manque de contacts préalables et une période de contextualisation plus longue. Nous avons malheureusement perdu des entretiens informels enregistrés sur le portable.

Nous avons mené des entretiens dans 40 lieux différents entre quartiers, localités, zones et hameaux. Le hameau de Las Palmas à San Jacinto, avec cinq entretiens codés, est celui qui a été le plus représenté. À Bogota ressortent les localités de *Usaquén* (4) et *Fontibón* (3), à Carthagène les quartiers *Pie de la Popa* (4) et la zone de *Bocagrande* et *Castillogrande* (4), et à Viota, le hameau *San Gabriel* (4). En dernier, nous trouvons la division de strate octroyée par les pouvoirs publics aux lieux de résidence selon leurs caractéristiques. La strate est plus adaptée aux grandes villes. Nous avons donc utilisé la classification de 1 à 6, avec 0 pour les zones rurales, comme dans d'autres enquêtes. Les cartes 30 et 31 montrent la répartition, tandis que le graphique 32 montre la répartition par strate.

Toutes ces variables codées dans le CAQDAS[27] Nvivo nous ont permis d'associer les fichiers aux cas et les cas à une classification contenant les attributs. Les cas se regroupent selon leur similarité de mot et d'attributs. Le logiciel nous propose un dendrogramme[28], lequel nous a permis d'entrevoir six groupes (Graphique 33). Cette classification n'est qu'une manière de présenter l'échantillon. Le graphique montre une pyramide avec six groupes, et le tableau 34 présente leurs caractéristiques.

[27] Acronyme en anglais de Computer-assisted qualitative data analysis software.

[28] Un dendrogramme forme des connexions entre individus par les méthodes de clustering hiérarchiques ascendantes. Il utilise une matrice de distance entre individus pour trouver le regroupement plus proche d'un autre (Forina et al., 2001). Le programme utilise le coefficient de Jaccard pour faire le calcul, lequel mesure la similarité entre ensembles. Le résultat du dendrogramme est dans le graphique 10.

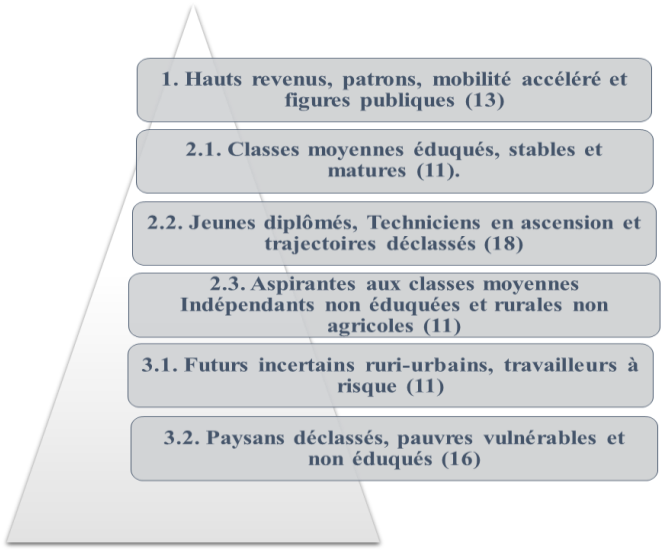


Illustration 1. Les six groupes de l'échantillon, calcul NVIVO. N=81.

Le premier groupe se compose de personnes issues des milieux socio-économiques les plus stables, y compris des dirigeants d'entreprise, des personnalités publiques, des propriétaires, des cadres supérieurs, des hauts fonctionnaires et des retraités. La plupart possèdent un bagage éducatif et habitent les beaux quartiers en ville (strate 5 et 6), nous y trouvons par exemple un *hacendado* qui est à la fois propriétaire terrien et d'une clinique en ville. Ce groupe compte 13 personnes. Si la plupart se disent des classes moyennes, il y a des fortunes héritées comme des personnes ayant effectué une ascension sociale rapide au cours de leur vie.

Dans le deuxième groupe se trouvent les classes moyennes éduquées aisées, les travailleurs indépendants à hauts revenus, mais instables, ainsi que certains déclassés. Les revenus varient considérablement, mais la pauvreté n'est pas observée. Ce groupe comprend plusieurs sous-groupes, notamment les classes moyennes stables et éduquées (2.1). Ce sont 12 personnes à emploi stable, dont la plupart sont des propriétaires urbains entre les strates 3 et 5. Ils exercent des professions intermédiaires (médecins, ingénieurs, professeurs) et ont plus de 40 ans. Le sous-groupe 2,2 correspond aux techniciens de ville cherchant à intégrer les classes moyennes. Ils habitent des quartiers mixtes populaires, des résidences classées strate 3, sans grande visibilité de pauvreté. Nous y trouvons des jeunes professionnels, des techniciens stables, des classes moyennes, ainsi que des personnes qui connaissent une ascension sociale grâce à leur éducation et à leur travail. Puis, des retraités, des adultes en pré-retraite et des jeunes en ascension sociale.

Enfin, le groupe 2.3 inclut les citadins non éduqués et les ruraux non agricoles, qui aspirent à la classe moyenne sans avoir de diplôme supérieur. La plupart d'entre eux gagnent environ le

salaire minimum. Ils vivent dans les villes de la classe moyenne inférieure et habitent des quartiers à problèmes. On y trouve également des personnes travaillant en milieu rural, mais pas dans l'agriculture, avec des revenus similaires. Bien qu'ils puissent parfois gagner plus que le groupe 2.2, leurs revenus restent instables ou dépendent de leur performance. Certains travaillent à leur compte, informellement, comme chauffeurs de taxi, commerçants, magasiniers, maçons, jardiniers ou cordonniers. La plupart de ce groupe ne recevra pas de pension, mais ils laissent un héritage à leurs descendants. Certains ruraux ont immigré en ville, tandis que d'autres y sont revenus.

Le troisième groupe est composé de personnes vulnérables, urbaines ou rurales, qui ont connu la pauvreté. Elles ont droit à l'aide sociale, mais certaines ne la reçoivent pas. Le groupe 3.1 comprend les travailleurs agricoles qui s'identifient comme paysans et dont les revenus varient. Ce groupe a été affecté par les crises économiques passées. Les propriétaires, les locataires et les travailleurs agricoles journaliers en font partie. La plupart sont des victimes du conflit armé. Certains ont quitté les villages pour la ville pendant le conflit, mais sont ensuite retournés, soit seuls, soit grâce aux programmes de réparation de l'État. La plupart sont des hommes de San Jacinto recevant l'aide sociale.

Enfin, le groupe 3.2 regroupe des réalités entre le rural et l'urbain, avec un haut risque de pauvreté. Il y a les citadins des quartiers les plus pauvres et dangereux, classés en strate 1 et 2, ainsi que les résidents des quartiers pauvres du centre de Viota ou de San Jacinto, qui occupent des emplois mal rémunérés, ont des revenus sous le seuil de pauvreté ou sont au chômage. Ils sont artisans, vendeurs ambulants, gardiens de ferme, ouvriers du bâtiment. Certains jeunes migrent temporairement en ville pour travailler dans divers emplois précaires, sans protection. Il y a aussi des femmes vulnérables à la pauvreté qui ne s'identifient pas comme telles. Elles offrent des ventes ou des services dans leurs maisons, elles sont artisanes dans le cas de San Jacinto et elles s'occupent de leurs familles, sans rémunération.

Ce regroupement nous a aidés à comprendre l'échantillon. Nous allons maintenant expliquer comment nous avons analysé les entretiens et comment nous allons le présenter dans les chapitres pertinents.

3) *Codification dans NVIVO.*

Dans le logiciel, nous avons introduit 69 fichiers contenant des informations sur 91 personnes. Seulement 81 d'entre elles sont annexées à la base de données et regroupées par

attributs. Cela nous a permis de coder près de 8500 références. Nous rappelons qu'un code dans l'enquête qualitative s'applique souvent sur des phrases ou des extraits, auxquels sont attribuées des marques notables évoquant une signification, laquelle veut capturer l'essence des extraits d'entretiens avec des critères (Saldaña, 2009). Cela implique une construction du chercheur qui « traduit » les données (Vogt et al., 2014). Nous avons suivi la méthode de Saldaña (2009) qui nous invite à prédéfinir des critères. Il montre comment un même passage peut être traduit et encodé de différentes manières selon l'objet et le rôle donné aux propos des interviewés.

Le codage nous a aidés à reprendre les transcriptions depuis le début, ce qui nous a permis d'utiliser une approche inductive. Les matériels ont été classés en groupes thématiques simples, puis encodés en fonction de leur contenu. Enfin, nous les avons regroupés selon les thématiques d'intérêt et puis classés d'après les concepts de notre recherche et la théorie. L'encodage est un processus interprétatif qui nécessite une ample réflexion ou une révision par les pairs. Ce processus de codification des entretiens s'est avéré itératif et a duré deux ans.

Dans le premier cycle, nous avons encodé les données selon divers critères, notamment le codage descriptif, le codage « versus », l'encodage des valeurs, l'encodage d'attributs et l'encodage évaluatif. Le codage descriptif permet de regrouper les données en fonction d'une caractéristique, comme la structure des liens sociaux des interviewés ou de leur entourage. Nous avons également beaucoup utilisé le codage des valeurs. Cela implique d'identifier activement les valeurs, croyances et attitudes émergentes des entretiens. Dans le code « travail acharné », nous regroupons les extraits où le rôle de travailleur est vécu comme constitutive de l'identité.

De plus, nous avons analysé les opinions sur des événements nationaux. Pour ce faire, nous avons d'abord codé le consensus et le désaccord, puis classé les arguments explicatifs ou les prises de position. Nous l'avons appliqué aux événements, aux politiques et à l'évaluation de la qualité de vie. Nous avons également utilisé le codage de type versus pour coder les oppositions entre deux arguments. Par exemple, riches vs pauvres, bons vs mauvais pauvres, argent facile vs argent gagné en travaillant, argent gaspillé vs argent bien utilisé. Une faible partie des extraits sont des *verbatim* (citations codées littéralement). Nous avons regroupé les plus remarquables dans un code thématique.

Pendant le processus, nous avons remarqué que, certains codes étaient de plus en plus souvent appliqués aux entretiens en cours de codification. Nous avons considéré cela comme un signe de pertinence et de saturation des catégories. Les codes les plus importants sont ceux avec le plus grand nombre de mentions et d'interviews. Cet indice de saturation de l'information

pourrait indiquer des RS. En revanche, nous avons éliminé la plupart des codes d'une seule mention. Enfin, la réapparition d'un thème qui échappait au codage nous a obligés à revoir les entretiens déjà codés. Dans un deuxième temps, nous avons procédé au classement et à la synthèse thématique du contenu du corpus. Certains codes ont disparu, d'autres se sont regroupés sous des thèmes, tandis que d'autres ont fusionné en codes plus généraux.

Nous avons identifié 13 grands thèmes à partir desquels des sous-thèmes émergent, comme le montre l'image dans l'annexe 36. Ces thèmes incluent les moments de réflexion et les phrases emblématiques de l'enquête. Les personnes interrogées commentent le contexte de l'entretien, ce qui nous permet d'évaluer la recherche, la mise en place du terrain et la perception des participants. Nous avons regroupé les résultats sous deux codes : 1. Citations remarquables et 2. Interpellations et réflexivité. Le deuxième groupe de codes contient des informations sur l'entourage des interviewés, leurs biographies et les espaces habités. Il inclut les rapports et pratiques sur les espaces habités, la structure des liens sociaux, les facteurs affectant la qualité de vie, etc. Dans ce groupe de codes, nous commençons à voir apparaître des valeurs, des positionnements et des croyances sur les appartenances et les espaces. Les codes sont : 3. Biographies. 4. Liens sociaux. 5. Quartier vécu. 6. Colombie rural-urbain (unités d'analyse) et 7. Frontières spatiales et sociales. Ensuite, des croyances, des explications et des préférences ont été codées thématiquement en : 8. Charité privée (croyances et pratiques). 9. Assistance sociale (croyances et préférences). 10. Signification de l'argent dans la vie. 11. Avis événements et politiques.

Enfin, les codes avec le plus de contenu concernent la pauvreté et les inégalités. Ce sont les codes : 12. Différences, hiérarchies et inégalités. 13. Pauvretés. Ils ont été différenciés selon les processus sous-jacents. C'est ainsi que chaque code comporte des sous-thèmes, lesquels forment un arbre de codification. Par exemple, le grand code 13. *Pauvretés,* se sous-divise entre 1. Expériences, 2. Perception et 3. Conceptualisation. La partie de la perception se fractionne en 1. Évolution pauvreté dans le temps. 2. Visibilité. 3. Utilisations spontanées du mot pauvre. 4. Définitions[29]. De plus, nous avons utilisé un outil de codage automatique sur le nœud 13, intitulé « Pauvretés », pour identifier les mots clés, les mots périphériques et les cooccurrents. Cela nous a aidés à comprendre les associations entre les mots (Graphique 37).

[29] Dans cette dernière section, nous avons intégré des liens apparemment inconscients entre la pauvreté, les objets, les personnes, les circonstances, les endroits et certains aspects de la pauvreté. Nous avons inclus dans la partie conceptualisation de la pauvreté des éléments cognitifs plus développés, tels que des explications, des associations argumentées et des croyances affirmées.

Dans la deuxième phase, nous avons créé le nœud *systèmes de compréhension de la pauvreté,* lequel prend comme *input* les informations des autres codes. Cela selon leur correspondance aux processus que nous travaillons, à savoir, la victimisation, la culpabilisation et la naturalisation de la pauvreté. Nous avons ensuite divisé ceux-ci suivant la TRS, en information, champ de représentation et attitude. Nous avons aussi classé les explications selon leur nature (externe, interne, attribuable à un acteur, etc.).

En somme, ce processus nous a permis de valoriser nos entretiens et de comparer les arguments soutenus par nos interviewés. En premier, nous avons pu organiser l'information auparavant chaotique dans une structure d'encodage. En deuxième, l'outil nous a permis de quantifier des données qualitatives, ce qui nous permettra d'avoir un premier aperçu justifié sur les croyances ou les valeurs les plus répandues de notre échantillon. Le tout nous permettra d'esquisser les premières hypothèses sur les RSP et les formes de perception en Colombie.

V — CONCLUSION DU CHAPITRE 2.

Ce chapitre a décrit le processus de recherche de cette thèse. Nous avons cherché à mettre en évidence les méthodes, les présupposés, les particularités et les intentions qui ont guidé notre démarche. Dans cet exercice, notre objectif n'est pas de nous positionner en faveur d'une école de pensée en particulier pour justifier nos choix méthodologiques, mais plutôt de clarifier le domaine de la connaissance auquel nos résultats peuvent contribuer. Nous avons conçu le design spécifiquement pour notre objet en fonction des données que nous pouvions obtenir et celles que nous étions en mesure de produire et d'analyser.

Nous adhérons à une conception de la connaissance qui considère l'intérêt d'étudier un monde social édifié à partir de représentations sociales avec des conséquences très réelles. Il peut parfois sembler que notre thèse s'est constituée en opposition aux études du développement économique sur la pauvreté ; toutefois, nous devons rappeler que celles-ci nous ont plutôt conduits à nos questionnements actuels. Nous ne négligeons pas le travail de ceux et celles qui tentent d'apporter des réponses véridiques au défi de la pauvreté contemporaine. En ce qui concerne la conception méthodologique, les procédures et outils énoncés visent à analyser l'objet en question de manière rigoureuse, tout en exploitant pleinement les données existantes. La triangulation proposée, bien qu'ambitieuse, nous permettra d'aborder l'objet sous divers angles. Nous sommes intrigués par l'idée d'éclaircir, ne serait-ce qu'en partie, une question qui a émergé au fil des années de recherche, non seulement sur la nature de la pauvreté moderne, mais aussi sur la société colombienne.

PARTIE II. FONDEMENTS ET DIVISIONS DE LA SOCIETE COLOMBIENNE.

CHAPITRE 3 = LE FAMILIALISME A LA COLOMBIENNE. EMPREINTES, EVOLUTIONS ET EXPERIENCES DES LIENS SOCIAUX.

Dans ce chapitre, nous cherchons à développer une hypothèse sur l'entrecroisement des liens sociaux en Colombie. Notre objectif est de caractériser ce processus, ce qui nous permettra, selon la TAS, de comprendre comment il influe sur la perception et les RSP. Nous allons donc tenter de mettre en évidence comment une construction nationale, ancrée dans son héritage historique et l'expérience collective, se manifeste au sein des institutions et contribue à la définir en tant que société. Nous avons compte du fait que la société ne se résume pas à un bloc unifié, elle représente un réseau complexe d'interactions à différents niveaux, et nous l'aborderons en examinant la dynamique de ses liens sociaux en différents temporalités.

Nous étudierons l'hypothèse selon laquelle le lien de filiation (LF) est le principal régulateur des relations sociales en Colombie. Nous souhaitons confirmer les résultats préliminaires ; d'un côté, les calculs de la base internationale de l'attachement ont classé la Colombie parmi les pays « familialistes++ » (Paugam, 2023). De l'autre, l'analyse de nos entretiens a révélé que le LF revêt une importance particulière, car les individus en tirent la plus grande protection. L'application du cadre de la TAS nous permettra de comprendre ce qui est spécifique à ce cas, mais également partagé par d'autres configurations.

Nous allons donc examiner chaque lien pour comprendre son rôle et sa signification dans la construction nationale et individuelle. La méthode consiste à examiner les traces anthropologiques des groupes précolombiens, les évènements historiques marquants et le cadre juridique afin de comprendre les différents répertoires disponibles. Nous utiliserons ensuite des données empiriques pour documenter l'état de chaque lien social ainsi que la structure observée dans l'échantillon, que nous observerons dans le prochain graphique.

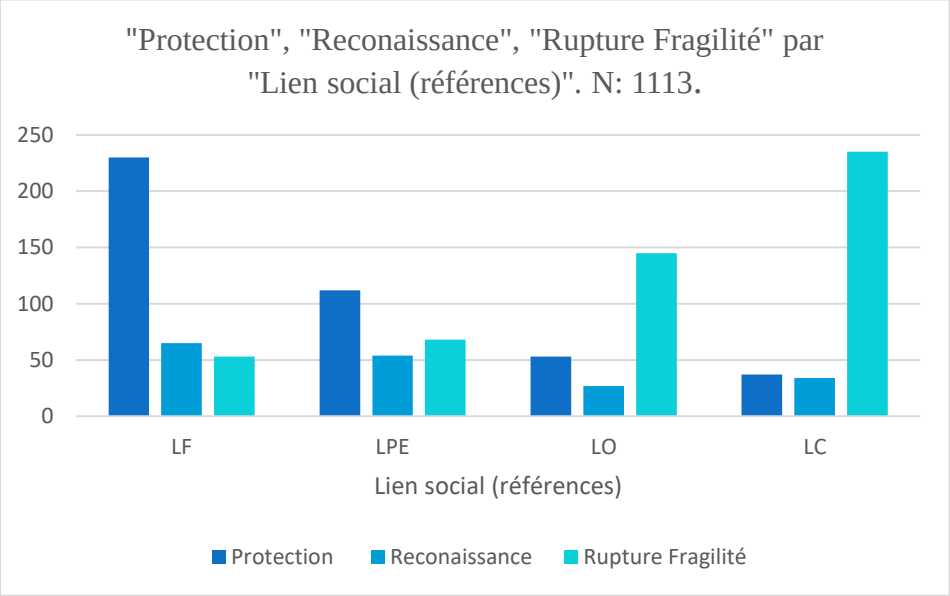


Illustration 2. Liens sociaux : 1113 références produites par 81 interviewés.

Ce graphique montre la tendance de l'échantillon. Il représente le nombre total de références codées par type de lien mentionné, ainsi que leurs attributs, selon qu'elles traitent de protection, de reconnaissance ou de fragilité. Il met en évidence la prééminence des mentions du LF et du LC, mais de manière distincte : le premier domine en matière de protection, tandis que le second le fait en matière de fragilité ou de rupture. Nous partons de ce résultat empirique comme base de ce chapitre et nous allons l'étudier en profondeur. Nous allons commencer par étudier les formes du lien de citoyenneté.

I — LE LIEN DE CITOYENNETÉ : « APRÈS LE CONFLIT, UN AUTRE CONFLIT, L'ABANDON D'ÉTAT »[30] .

Le lien de citoyenneté (LC) repose sur l'idée d'appartenance à une nation et à une communauté politique (Paugam, 2008). C'est la notion qui sous-tend la légitimité des États-nations, sous la forme de républiques et de démocraties. Dans la théorie politique, la souveraineté va des citoyens au souverain. Cette cession du pouvoir originel servirait de mythe fondateur aux États modernes, qui s'érigent dans un territoire et, en théorie, sous une nation. Selon Hobbes, par la sécurité des individus. Selon Rousseau, via un contrat social où les volontés individuelles, dans le but de la liberté et de la justice, se soumettent à la volonté générale. Cette idée contractuelle a servi de base pour l'octroi des droits civils et politiques. Au

[30] Habitante de Viota sur la situation après les accords de paix. E45UPF36 — Viota, femme, 40 ans, Zootechnie Master 1, employé mairie, revenus 3.

XXe siècle, on verra l'inclusion des droits sociaux (Marshall, 1950), puis des droits culturels, sexuels et environnementaux.

Concevoir la citoyenneté comme un lien apporte de nouvelles perspectives. Dans ce registre, elle est vue en source du lien social des sociétés démocratiques modernes. L'importance de ce lien réside dans sa capacité à dépasser les clivages et les rivalités entre citoyens, peuples ou nations qui le composent (Paugam, 2023). Le LC se fonde dans la morale civique, laquelle génère des rapports de réciprocité entre les citoyens et l'État dans les institutions. Les citoyens doivent payer des impôts, adopter des comportements civiques et respecter les lois. L'État, quant à lui, fournit la reconnaissance à l'individu en tant que membre de la communauté politique et à la fois, la protection lui permettant l'exercice de ses droits.

Le LC varie selon les contextes, non seulement en termes de droits et de devoirs, mais aussi dans l'écart entre l'égalité formelle et les inégalités réelles entre les citoyens (Trajkovski, 2014). Nous allons explorer les implications de la citoyenneté formelle dans ce contexte et comment les inégalités entravent la capacité de l'individu à demeurer cet être autonome à l'origine de la légitimité politique (Schnapper, 2000). Admettant qu'en Amérique latine, devant la fragilité d'État, certains droits sont conditionnés au pouvoir d'achat, dans des démocraties exclusives et à citoyenneté restreinte (Villavicencio, 2007).

1. La citoyenneté colombienne dans l'extension des droits politiques.

La citoyenneté prend son sens après l'indépendance de la couronne espagnole. Selon Vanegas (2016), le lien social évolue dans le passage du vice-royaume à la République. Sous le colonialisme, il dépendait de la figure du monarque, de l'inégalité hiérarchique d'ordre divin, de la sacralité et des collectivités (famille, église, nation). Cette empreinte hispanique a entraîné une hiérarchie socio-raciale où les personnes racisées étaient en bas de l'échelle.

Plus tard, en 1819, dans la création de la République de Colombie (Panama, Venezuela, Équateur, Pérou et la Colombie inclus) et en 1832 dans celle de la Nouvelle Grenade, la représentation de ce qui unissait la nation fut reconstruite. L'horizon de l'égalité a redéfini le lien social. Ainsi, le lien ne revêtait plus de sacralité, mais était profane, émanant d'un pacte social où l'appartenance à la nation est devenue facultative, et la religion, vue plutôt comme un moyen d'unification.

Malgré cela, les élites créoles de la Confédération néo-grenadine vont perpétuer l'ordre colonial, s'inspirant des Lumières européennes pour favoriser la mission civilisatrice. Or, si elles reconnaissent la réalité du métissage, elles vont fabriquer l'image d'un métis éclairé

(Uribe, 1998). De ce fait, l'ordre républicain a prédominé, avec une citoyenneté restrictive fondée sur les différences de sexe, de classe et de race (Márquez, 2012). Munera (1998) parlera aussi de la région comme variable discriminante. Selon lui, le fracas de la nation remonte au moment où les élites andines ont ignoré le soutien des provinces côtières et le soutien populaire des racisés et imposé un projet de nation sans unité politique des régions.

L'imposition d'une communauté imaginée s'est faite en dépit de la réalité du pays, à savoir, celle des métisses sans propriété, des peuples indigènes et des Afro-descendants, encore les destinataires du projet moralisateur et de blanchiment. De fait, le citoyen est devenu le protecteur de la morale, du projet indépendantiste et des symboles de la patrie (Torres, 2012). Selon Montes *« à la lumière de ce discours, seuls étaient membres légitimes de la société de l'époque, ceux qui remplissaient les critères primaires : être blancs, hommes, chrétiens, et intellectuellement cultivés* » (Montes, 2015, p. 38).

Après la sécession de la Nouvelle Grenade en 1830, le droit de vote sera octroyé aux hommes, majeurs de 21 ans, mariés et ayant des propriétés. La Constitution de 1843 fixera un seuil minimum pour pouvoir voter. L'élection du Président s'ouvrira à ceux-ci à partir de 1853. La chambre basse suivra en 1852 et la haute ou le Sénat, quant à lui, qu'en 1947. L'esclavage sera aboli en 1851. En effet, grâce à la tenue régulière d'élections et à l'absence de dictature, la Colombie est considérée comme la démocratie la plus ancienne d'Amérique latine (Bushnell, 1993), où la carte d'identité a été un aspect fondamental (Acuña, 2018 ; Mayorga, 2010). Or, ce n'est qu'en 1936 que le vote se dissocie de la justification de ressources et les femmes acquerront ce droit en 1957. Nonobstant, dans la pratique, la jouissance des droits a été conditionnée par les conflits et la violence[31].

L'acte législatif no. 1 de 1975 confirmera que « *sont des citoyens les Colombiens de plus de 18 ans* ». Les élections municipales auront lieu pour la première fois en 1988. La CP91, inspirée de la citoyenneté communautaire, reconnaîtra une nation multiculturelle et pluriethnique. Elle impose la représentation politique des minorités au Parlement. Selon l'article 13, l'État doit favoriser l'égalité réelle et effective des citoyens et intervenir en faveur des groupes défavorisés.

[31] Le bipartisme a engendré des conflits civils, tels que la guerre des mille jours (1899-1902). Au début du XXe siècle, les affrontements politiques ont lieu dans les zones rurales entre des propriétaires terriens conservateurs et des paysans libéraux. Durant la période « La Violence » (1948-1960), des libéraux radicaux formeront des groupes de guérilla dans les années 1950, qui deviendront communistes et entreront en conflit armé. À la fin du siècle, le conflit s'intensifiera avec l'arrivée de groupes paramilitaires et le financement du trafic de drogue. Au début des années 2000, il y aura une vague de violence entre guérillas et paramilitaires. En 2016, un accord de paix sera signé avec les FARC, mais les combats continueront dans certaines régions. Ce conflit limite la citoyenneté en Colombie.

Le LC sera déterminé par la balance entre la légalité, les institutions et les droits des citoyens, et les limitations réelles à leur exercice. Des juristes dénoncent un « apartheid institutionnel » dans les zones éloignées sans accès à la justice (Villegas & Espinosa, 2013). Où l'on devient citoyen, en participant à un réseau de faveurs avec les détenteurs du pouvoir politique (Upprimy, 1989). Daniel Pécaut (2010) souligne la précarité de la symbolique nationale, l'incapacité à contrôler le territoire, les fragmentations des scènes locales, les interférences entre les réseaux institutionnels et privés, les abus de pouvoir des forces armées, la cooptation des classes moyennes et le contrôle des classes populaires.

Nous avons brièvement abordé le conflit armé colombien, qui n'est pas notre sujet principal. Cependant, les résultats montreront comment la crise du lien de citoyenneté est exacerbée par le sentiment d'abandon de l'État, notamment envers les populations et les terres rurales menacées par les groupes armés. L'État colombien a encouragé des groupes privés à assurer la sécurité publique dans certaines régions. Sous la présidence de Cesar Gaviria, en 1994, les CONVIVIR ont favorisé l'offre de services de sécurité et de surveillance fournis par des particuliers (Comisión de la verdad, s. d.). Cela a fini par légitimer l'apparition des groupes armés d'auto-défense, des milices armées qui, depuis les années 1980, ont protégé les propriétaires terriens et les narcotrafiquants des guérillas. Cela a aiguisé les violences dans le cadre du conflit armé. De plus, on a également constaté une légitimation des méthodes qualifiées de « nettoyage social » dans les zones urbaines, qui consistent en une forme de violence ciblée visant des individus considérés comme indésirables, comme les sans-abri.

2. Tendre la main aux pauvres. De la charité à l'assistance publique.

La politique sociale, vue de son angle historique, constitue une action qui émane du pouvoir politique envers la société et la classe selon divers critères (Giraldo, 2013). Nous abordons ensuite, selon Simmel (2018), l'assistance sociale comme un indicateur de la manière dont la société perçoit les pauvres. Dans le système de protection sociale, on trouve les instruments qui permettent la matérialisation de l'égalité juridique, notamment les politiques sectorielles de santé, éducation, retraite, logement, populationnelle et l'assistance publique.

Nous allons montrer comment la charité est devenue une politique d'assistance sociale. Tout d'abord, les colonisateurs ont laissé leur empreinte dans les conflits sur le contrôle de l'Église tout au long du XIXe. Ensuite, au XXe siècle, les débats sur la protection des travailleurs ont fait passer l'assistance sociale au second plan. Une politique d'assistance sociale n'a vu le jour qu'au début du XXIe siècle, sous l'influence des agences internationales de développement.

Dans le contexte colonial, les patrons (*hacendados, encomenderos*) étaient responsables de leurs subordonnés, qui faisaient partie de leur patrimoine. Par conséquent, l'aide royale s'est concentrée sur la construction d'hôpitaux et d'hospices dans les villes principales. Au XVIIIe, sous les Bourbons, les mendiants seront confinés. Les dons privés financeront l'aide sociale, gérée par les ordres religieux jusqu'au début du XXe (Castro, 2007).

Après l'indépendance, les stratégies varieront selon le parti au pouvoir. Les conservateurs considéraient l'église comme l'entité légitime pour aider les pauvres. Les libéraux ont voulu renforcer des institutions de bienfaisance, où ils moralisaient les pauvres et les considéraient comme des « parasites » (Samper, 1969). L'hospice royal devient Maison de refuge en 1865, déclarée établissement d'instruction, de bienfaisance et de charité, dans le but de former et de discipliner les pauvres, à l'image de la charité illustrée européenne.

Entre 1870 et 1930, on passera de la bienfaisance à l'assistance publique. Dans le gouvernement libéral de 1870, on va instaurer des dispositifs d'aide régionaux financés par le trésor public. Les comités régionaux vont présider les hôpitaux, les hospices et les asiles et détermineront les catégories à assister. Au XXe, l'aide publique avait augmenté et le pays comptait avec un réseau d'aide institutionnel dans les principales villes (Castro, 2007). L'éducation publique gratuite depuis 1886 est accessible aux enfants des familles plus pauvres.

Nous constatons une opposition entre le « bon » pauvre, souhaité par les organisations religieuses, et le « mauvais » pauvre, traité par les autorités civiles et disciplinaires. Seuls les mendiants locaux ayant prouvé leur incapacité à travailler pouvaient bénéficier d'une aide dans les refuges. Ils furent visés par le *Conseil d'instruction publique*. Le ministère d'instruction et de salubrité publique créée en 1924, priorise le contrôle et l'enfermement (Castro, 2007).

Après l'hégémonie conservatrice (1886-1930), sous le libéral Alfonso López Pumarejo (1934-1938), l'industrialisation et l'urbanisation entraînent une reconnaissance de l'assistance publique en tant que fonction étatique. La pauvreté est principalement liée au chômage (Botero, 2006 ; Tirado, 1989). Selon l'article 16 de la réforme, une assistance publique doit être fournie aux personnes qui ne peuvent pas subvenir à leurs besoins, qui sont incapables de travailler et qui ne peuvent pas la réclamer auprès d'autres sources. Notamment la famille comme entité solidaire en premier. Malgré ces dispositions, un tel dispositif national d'assistance sociale n'a jamais vu le jour.

Après le soulèvement du *Bogotazo* (1948), la protection sociale avancera pour les

travailleurs. Sous le général Rojas Pinilla (1953-1957), un secrétariat d'assistance sociale est créé pour aider les paysans affectés par la violence politique. Le Service national d'apprentissage (SENA) formera les classes populaires à des métiers. Pendant l'accord d'alternance du pouvoir, le Front national (1958-1974), l'assistance fut soumise aux visions partisanes. Cependant, on a constaté des progrès, notamment en 1961, avec la création de l'Institut colombien pour la réforme agraire (INCORA), et en 1968, avec celle de l'Institut de bien-être familial (ICBF). Le conservateur Leon Valencia (1962-1966) a mis en place une politique de logement social. En outre, en 1961, l'Alliance pour le progrès a marqué le début de l'aide au développement assortie de conditions. Sous Lopez Michelsen (1974-1978), un Plan d'alimentation et de nutrition pour les familles défavorisées est lancé. Des subventions sont accordées aux familles de travailleurs (Fresneda, 1992). Le Plan national de réhabilitation, élaboré par Belisario Betancur (1982-1986) et mis en œuvre par Virigilio Barco (1986-1990), vise à restaurer l'autorité de l'État dans les zones de conflit.

Les années 1990 marquent le début de l'ouverture économique, qui va profondément transformer la politique sociale. Après avoir adopté les mesures du Consensus de Washington, l'État colombien va privatiser des biens publics et la Sécurité sociale. En revanche, la CP91 a instauré un État social de droit, imposant des obligations sociales à l'État. Elle a aussi décentralisé la fourniture de services publics et encouragé la décentralisation administrative. Le système de compensation pour financer l'accès aux soins des plus démunis figure parmi les acquis majeurs. La loi 100 de 1993 s'est présentée comme un élément de la lutte contre la pauvreté (Lampis, 1999). Nonobstant, « *L'universalisation de l'assurance maladie a été considérée en échange de la mainmise des institutions financières sur les systèmes de retraite par capitalisation* » (Lautier, 2010, P. 42).

En outre, la CP91 énonce le principe d'efficience des dépenses publiques. La loi 60 de 1993 désigne le Conseil national de politique économique et sociale (CONPES) pour sélectionner les bénéficiaires des dépenses publiques. Au cours de l'année suivante, le DNP a lancé l'instrument SISBEN pour déterminer les bénéficiaires des subventions. La loi 368 de 1997 crée ensuite le Réseau de solidarité social. Puis, pour répondre à la crise immobilière des années 1990, le « Plan Colombia », traité de coopération avec les États-Unis, a créé le Réseau d'appui social (Nuñez & Cuesta, 2006). Cela a conduit à la création des trois programmes de transferts conditionnels (PTC), *Empleo en acción*, *Jóvenes en acción* et *Familias en acción*[32] en 2001.

[32] Le premier vise à offrir un emploi temporaire aux personnes non qualifiées. Le deuxième vise à améliorer les perspectives d'insertion économique des jeunes. Le troisième entend accroître le capital humain des enfants pauvres.

La loi 789 de 2002 dans le cadre du *Social Risk Management* va s'orienter à la gestion des risques (Lampis, 2011), cette loi va situer juridiquement l'assistance dans le système de protection sociale. L'assistance sociale se définit comme l'ensemble des mécanismes d'aide aux ménages dont le capital humain, social et physique est limité. On considère le citoyen comme un client qui s'assure dans le marché ou comme un travailleur cotisant. Sinon, il devient un « pauvre » bénéficiaire d'aide. Les agences internationales influencent ce changement régional (Merklen, 2003). La politique sociale se transforme progressivement en ciblant et privatisant, au détriment de l'universalisation (Giraldo, 2013). Depuis 2002, on observe également une réduction des dépenses publiques. Par exemple, la réforme des retraites, la flexibilisation des contrats de travail et la fermeture de l'ISS en 2007.

En 2003, durant le mandat de Alvaro Uribe (2002-2010), sera créée l'Agence Présidentielle pour la Lutte contre la Pauvreté et la Coopération internationale ou Acción Social. En 2012, sous Juan Manuel Santos, elle devient le Département de la Prospérité Sociale (DPS). Elle s'occupe aujourd'hui du PTC *Familias en acción* et des programmes de réparation pour les victimes du conflit[33]. Sous Ivan Duque (2018-2022), le DPS crée une direction générale de lutte contre la pauvreté. Le programme phare, « Red Unidos », établit un ensemble d'objectifs qu'une famille doit atteindre, sans une allocation. Cette division responsable de la gestion du programme PTC Familias en Accion en 2022 a bénéficié à 1 956 778 familles. Le département gère d'autres programmes, comme la dévolution de l'impôt à la consommation et le programme *Colombia Mayor* pour les plus âgés. Pendant la pandémie, le gouvernement a mis en place des transferts temporaires. Le DPS gère aussi les composantes de l'inclusion productive et l'amélioration des logements. Il a repris la direction de l'ICBF, qui gère des foyers communautaires pour enfants. Le gouvernement de G. Petro propose de transformer le DPS en ministère de l'égalité.

3. Les régimes de protection sociale en Amérique latine.

En Amérique latine chaque pays a façonné des régimes de protection sociale. Les conditions internes, les luttes sociales des travailleurs comme l'évolution du système productif, ont contribué à leur formation. Or, les institutions financières internationales, comme le FMI et la BM, influencent les stratégies nationales dès la fin du XXe siècle. Après les ajustements structurels des années 1980, l'assistance sociale évolue vers des programmes investissant dans le capital humain (Alvarez-Leguizamon, 2005 ; Ayola, 2019).

[33] La sentence unificatrice T-025 de 2004 de la Cour constitutionnelle a érigé les victimes du conflit armé en priorité d'assistance.

Dans la région, nous observons différents types de régimes de protection sociale. Juliana Martinez-Franzoni (2008) a réalisé une classification[34] sur la base de différentes dimensions et indicateurs élaborés à partir des enquêtes de ménages. Elle a pu identifier trois types de régimes dans la région. Le premier, l'étatique-productiviste, est constitué par l'Argentine et le Chili. Le deuxième, l'étatique-protectionniste, comprend le Brésil, le Costa Rica, le Mexique, le Panama et l'Uruguay. Ces deux premiers groupes ont un marché de l'emploi plus dynamique et un État plus important. Le troisième, le régime informel familialiste, regroupe le reste des pays, dont la Colombie. Ce groupe se caractérise par : une taille d'État réduite, des dépenses par habitant moindres, une population rurale, un usage élevé des services d'éducation privés, un faible indice d'équité de genre et un emploi informel important. Il se distingue par sa haute marchandisation, ses bas revenus, sa politique sociale résiduelle, et sa proportion de femmes au foyer sans emploi rémunéré. Ce dernier groupe se divise en deux sous-groupes. La Colombie se situerait dans le groupe moins familialiste.

Martinez-Franzoni constate que, dans les pays du troisième groupe, les contrastes entre groupes de la population se révèlent importants. La gestion des risques y est assujettie à la performance du domaine domestique. Puis, les populations à bas revenus participent à des travaux communautaires qui remplacent la provision de services publics. Le bien-être dépend hautement du travail non rémunéré et des journées de travail prolongées. Le résultat a peut-être évolué au cours des dix dernières années. Cependant, il nous a donné un indice sur l'empreinte et les caractéristiques de la région et le cas. La Colombie fait partie des pays où la marchandisation est élevée et où l'État agit de manière résiduelle. Il exerce une pression considérable sur les liens de voisinage, ne montrant que son côté coercitif.

Cela dit, nous rappelons les transformations de la politique sociale dans la région dans la dernière partie du XXe siècle. L'injonction à la privatisation et au démontage des systèmes de protection sociale dans le cadre du « consensus de Washington » dans les années 1990, va conditionner les aides financières au suivi des mesures d'inspiration néo-libérale. Ces mesures ont été prises dans un contexte sans fondamentaux sociaux, ce qui a entravé le développement régional et national (Ortiz, 2015).

[34] La classification se base sur quatre critères : le degré de marchandisation du marché de l'emploi, le degré de démarchandisation du bien-être permis par les politiques d'État, le degré de défamiliarisation du bien-être, comme l'autonomie, et la dépendance au travail non rémunéré des femmes. Enfin, on peut évaluer la performance du régime en termes des conditions de vie de la population (Martinez-Franzoni, 2008).

Dans les années 2000, certaines agences, comme l'OIT ou bien le PNUD ont fait pression pour que la protection sociale soit vue en moteur du développement (Merrien, 2013). En même temps, le risque d'instabilité sociale et la fragilité institutionnelle sont désormais reconnus comme des obstacles à l'économie et aux investissements internationaux. La Banque mondiale admet enfin l'importance de réduire les inégalités, mais seulement par des programmes ciblant les plus pauvres (Alvarez, 2013). Les PTC sont apparus dans les années 2000 pour gérer les risques, prévenir la pauvreté et la vulnérabilité future grâce aux conditions liées au capital humain (Lampis, 2011 ; Ceballos & Lautier, 2013). Ils ciblent désormais les personnes pauvres plutôt que les travailleurs (Merklen, 2009). Les PTC ont démontré leur efficacité, notamment pour atténuer les impacts des crises chez les plus démunis. Cependant, les programmes semblent avoir renforcé le caractère familialiste des régimes. Ils ont contribué partiellement à l'égalité de genre en renforçant le rôle des femmes dans la famille (Nagels, 2023).

4. Résultats empiriques. Les modalités du LC en Colombie.

Ce qui nous intéresse est ce que représente effectivement l'État et l'idée de la citoyenneté pour les Colombiens et les Colombiennes. Pour ce faire, nous utilisons d'abord les données existantes, puis nous présentons des études qui portent sur sa signification dans ce contexte.

D'abord, les données comparatives de la base de l'attachement[35]. Dans celle-ci, l'indice de citoyenneté est calculé à partir du pourcentage de confiance accordé aux gens et au système judiciaire[36]. La confiance dans les gens dans la vague de 2012 représenta 4,1 %[37] et la confiance dans le système judiciaire 32,2 %. La Colombie se classait avant-dernière sur 37 pays, juste devant le Pérou. Ensuite, nous avons cherché à analyser l'évolution[38]. Depuis 1994 jusqu'à 2018, le niveau de confiance envers autrui a fluctué autour de 10 %. Nous observons une chute dans la dernière décennie, elle arrive à 4 % dans la World value Survey (WVS). Alors que, l'enquête *Latino-barometro* montrera un score de 15 % en 2017. Malgré ces différences, la majorité pense que nous devons rester vigilants face aux autres.

Ensuite, regardons la confiance dans le système judiciaire. Dans un sondage mené par LAPOP, on a demandé aux individus s'ils croyaient que le système judiciaire sanctionnerait les auteurs d'un crime s'ils en étaient eux-mêmes victimes. En 2004, près de la moitié de la

[35] Données disponibles ici : http://www.serge-paugam.fr/docs/annexe_attachement_social.pdf
[36] La première est tirée de la World value Survey de 2012 et la deuxième de la Gallup World Poll de 2015
[37] En comparaison, au Danemark, en Norvège et en Finlande, la confiance dans les gens atteint 70 %.
[38] On s'en est remis à la WVS. Dans la vague de 1994, c'était 10,7 % et le niveau plus haut a été en 2005-2009, quand la confiance a été de 14,3 %. Le niveau le plus bas de confiance s'est vu dans la vague de 2012, puis dans la vague de 2017-2022, il était encore à 4,5 %.

population ne se fiait pas à l'efficacité du système judiciaire. Ce pourcentage a chuté à 38 % en 2018. Il est également intéressant de noter l'évolution de la confiance accordée aux services policiers. Selon l'enquête WVS, la proportion de personnes faisant preuve de confiance a diminué, passant de 49,7 % en 1994 à 24,7 % en 2022.

Finalement, on a demandé si taxer les riches et subventionner les pauvres est une caractéristique essentielle de la démocratie. En 2018, 31 % des personnes interrogées n'étaient pas d'accord, contre 22 % qui l'étaient. Les réponses se sont polarisées entre 2010-2014 et 2017-2022. Les personnes opposées à la redistribution sont passées de 13 % à 31 %, tandis que celles qui y étaient favorables sont passées de 12,5 % à 22 %. La hausse des premières s'est avérée plus importante. En résumé, le LC s'affaiblit non seulement en raison de la défiance à l'égard de ceux qui représentent les institutions, telles que le système judiciaire et la police, mais aussi en raison de la méfiance envers d'autres personnes.

Nous abordons maintenant les études empiriques sur la citoyenneté. Elles examinent comment les individus perçoivent, donnent du sens et s'identifient à la citoyenneté, ainsi qu'à leur relation avec l'État. La plupart des recherches se sont concentrées sur la citoyenneté dans une perspective normative et limitée au vote (González, 1997). Plutôt en rapport aux mécanismes de participation citoyenne (González & Velázquez, 2003), liée à une crise de gouvernabilité et de légitimé (Medellín, 2003), dans un contexte caractérisé par une faible performance administrative et une fragmentation territoriale (García & Revelo, 2018). On trouve aussi la perspective depuis les mouvements sociaux (Archila, 2006 ; Delgado, 2007).

Nous avons trouvé peu d'études sur la perception des citoyens de l'État ou de la citoyenneté. Cespedes (2005) a étudié les anciens combattants et a constaté qu'ils se perçoivent comme prioritaires, revendiquent des droits et ont une vision paternaliste de l'État. Ensuite, Henao et Pinilla (2009) observent que les jeunes voient l'État comme autoritaire et répressif. Ils utilisent l'expression « citoyens de seconde zone » pour exprimer leur sentiment d'exclusion. Selon une étude, les jeunes associent la citoyenneté à des aspects civils, politiques et sociaux. Pour eux, cela signifie vivre en ville et posséder une pièce d'identité, ce qui éloigne sa signification politique (Arias & Romero, 2005). En outre, Zeidermann (2013) examine comment les habitants des zones à risque environnemental de Bogota interagissent avec l'État. Les protections sont accordées aux citoyens qui démontrent qu'ils courent un risque et qu'ils font partie des personnes vulnérables. Les droits et la citoyenneté sont disputés et doivent s'ajuster à des catégories.

Enfin, dans une étude exploratoire, ce concept a été lié à la pièce d'identité nécessaire pour voter (« *la cedula* ») et considéré comme un équivalent des termes « citadin » ou « urbain ». L'idée s'éloignerait de l'abstraction juridique du contrat social pour se rapprocher de la réalité quotidienne. Pourtant, même si le mot « droits » a été mentionné, (contrairement à celle du cas français où le mot « devoirs » a prévalu) les enquêtés n'en ont mentionné aucun (Ayola, 2021).

En guise de conclusion, les études dévoilent que, malgré l'État social de droit et démocratique, la fragilité du LC réside dans les liens entre citoyens, et entre citoyens et État. Nous postulons l'hypothèse selon laquelle le processus de citoyenneté est en construction.

5. Résultats : la fragile citoyenneté colombienne, ou un lien sans réciprocité.

Lors des entretiens, nous avons examiné plusieurs aspects du rapport à la citoyenneté et de la perception de l'État. Nous avons abordé la confiance dans la police et le système judiciaire. Nous avons également interrogé sur les pratiques électorales et le statut d'allocataire. Enfin, nous avons noté les mentions des entités représentant l'État ou de ses agents. Nous avons remarqué des pratiques déclarées telles que l'absentéisme électoral.

Nous avons analysé 306 références de 73 personnes, dont 27 % concernent les liens sociaux. La structure montre que 12 % évoquent la protection, 11 % la reconnaissance et 76 % les fragilités. Dans l'échantillon, nous avons 53 personnes ayant voté en 2018 et 27 personnes bénéficiant d'une assistance de l'État. Voir tableau 38 et graphique 39 de l'annexe.

La plupart des références à l'État se trouvent dans les explications de la pauvreté, appelées « institutionnelles ». Elles évoquent la corruption généralisée, les élites au pouvoir et la négligence des gouvernants et de l'État. Cette section n'a pas été intégrée au LC, car son inclusion entraînerait une augmentation du nombre de codes. Cependant, cela met en évidence la principale faille de la confiance envers la citoyenneté.

La principale rupture avec l'État est que les citoyens ne le perçoivent plus comme un protecteur, mais plutôt comme une victime ou un promoteur de la corruption, car le système judiciaire ne poursuit pas ces pratiques en justice ou ne donne pas de sanctions exemplaires. Les individus confondent l'État, les politiciens et les fonctionnaires, les considérant tous comme égaux. Cela crée un sentiment d'impuissance chez les citoyens, qui ne voient pas de solution. La corruption correspondrait à cette maladie qui entrave l'accès des ressources de l'État aux populations et régions défavorisées. Les personnes interrogées utilisent plusieurs

métaphores pour en parler, dont celle d'une chaîne alimentaire où les derniers ne reçoivent que les miettes. Puis un retraité de Bogota a utilisé l'image d'un caillot de sang qui diminuait le flux d'argent.

Au niveau de la protection dans le LC, la moitié de ceux qui en parlent sont des personnes étant ou ayant été assistées dans le cadre de différents programmes. Puis les revenus émergents. Surtout à Carthagène, la plupart sont classés dans la strate 2. Les expressions de la protection sont : les individus bénéficiaires de l'assistance publique (57 %) et ceux qui se sentent protégés par la police (27 %). Ils sont pour la plupart des victimes de la violence réparées. Parmi eux, on compte les populations ayant bénéficié d'une protection étatique grâce à l'offre publique. Cette constatation est similaire à celle de Uribe et Jaramillo (2016), qui ont observé une plus grande confiance des bénéficiaires envers l'État. Par exemple, Katia,[39] une psychologue de 24 ans, se souvient positivement de son expérience en tant que bénéficiaire du système de santé subventionné dans son enfance.

« Le SISBEN est un système qui nous assigne un score afin de voir dans quelle échelle économique on se trouve dans le pays… Mais si l'on parle du régime subsidiaire et de donner un service gratuit à la communauté, cela a ses avantages et ses inconvénients. Moi, je parle en étant bénéficiaire, quand j'étais petite j'ai dû être subsidiée, eh bien, quoi de mieux que d'aller chez le médecin et de ne rien payer et d'être bien traité ? … Je remercie Dieu d'avoir eu l'avantage de ne jamais être tombée gravement malade, oui, mais… Le problème est que, si tu tombes gravement malade et que tu n'as pas une assurance privée, ils ne vont pas te donner le même service, mais en tout cas, c'est bon parce que vous avez un service. ».

Si Katia questionne la qualité du régime subventionné de santé[40], elle révèle une sensation de protection grâce à cette inclusion, son attitude remercie la gratuité. Ensuite, dans les expressions de la reconnaissance, 38 % des mentions parlent des politiciens, souvent charismatiques, qui effectuent leur travail d'intermédiation et s'attribuent le mérite. Cela renforce le caractère personnaliste et paternaliste du rapport. Les personnes qui s'identifient à un parti politique représentent 29 % des mentions. De plus, 26 % intègrent l'acte de vote dans leur identité sociale. Dans les récits, nous voyons que ce politicien qui a aidé dans le passé est rappelé, ce qui montre comment fonctionne l'exercice électoral. Ces personnes se sont senties reconnues par ceux qui, à un moment donné, ont répondu à leurs besoins. Dans le prochain extrait, Charles[41], du hameau Las Palmas, nous a décrit une réunion avec un politicien :

[39] E25UCF24X1. Bogota, femme, 24 ans, strate 3, Quartier El tejar, Licence ingénierie, employé, revenus 4.
[40] Ce système de compensation entrera en vigueur à partir de la loi 100 de 1993. Selon le site du Ministère de santé le « *régime subventionné est le mécanisme par lequel la population la plus pauvre du pays, qui n'a pas les moyens de payer, a accès aux services de santé grâce à une subvention offerte par l'État.* », disponible en : https://www.minsalud.gov.co/salud/Paginas/R%C3%A9gimenSubsidiado.aspx
[41] E53RPF46X1. San Jacinto, homme, 38 ans, village Las Palmas, BAC, agriculture, commerce, revenus 2.

« Et lorsque nous avons tenu cette réunion à San Jacinto, moi, j'ai été étonné que ce type il se rappelât tous les noms, il les avait en tête. Sans te connaître, il t'appelait par ton nom. On était environ 28 et je te jure sur ma mère et Dieu qu'il n'a pas oublié un nom, un par un. Il nous a demandé qui nous étions, ce que nous faisions. J'ai été étonné par ce type et lui, par la relation que nous avions avec son père, X [nom]. Il était une personne très importante pour nous dans ce village. C'est lui qui nous a apporté la lumière [électricité] lorsqu'il était gouverneur, gouverneur à cette époque. ».

Ce politicien les a fait se sentir reconnus et devant quelqu'un d'exceptionnel. Charles souligne le legs du père du politicien, celui qui leur a apporté l'électricité, et bien que cela soit dans les fonctions d'une autorité locale, c'est la source d'une loyauté électorale qui s'étend à sa descendance. Même si l'exercice électoral est reconnu comme défectueux, il génère un sentiment de pouvoir chez l'électorat. C'est bien ce que nous raconte Alex[42] qui, même s'il dit « *détester* » les partis politiques, exerce son droit de vote comme exercice de résistance.

« Je vote toujours parce que je crois que voter est le changement, même s'ils disent toujours que les hommes d'affaires choisissent les dirigeants. Il y a peut-être une part de vérité là-dedans, mais la majorité s'abstient parce qu'évidemment les entrepreneurs choisissent, mais je vote, j'aime voter. ».

Cette partie de la population considère l'exercice électoral comme une forme de participation. Toutefois, la plupart des personnes interrogées évoquent un lien plutôt fragile ou rompu. Ce dernier représente 76 % du code LC. Les formes les plus citées sont : 1. La méfiance envers la police et les autorités militaires (21 %). Expliqué par les abus de pouvoir et des scandales, comme celui des *falsos positivos*, des cas d'exécutions extra-judiciaires en civils, passés par des combattants des guérillas. 2. Les programmes ou projets considérés non pertinents ou contre-productifs pour les territoires (17 %), surtout ceux formulés depuis le centre de pays. Certains trouvent excessives les lois de la protection de l'enfance. 3. La participation ou le soutien aux groupes de voisins qui s'arment afin de garantir la sécurité d'une zone (9 %), connus comme groupes de nettoyage social. 4. les manifestations d'apathie politique (9 %) comme l'absentéisme électoral et l'apathie envers les partis politiques. 5. L'idée d'un abandon de l'État en milieu rural, en faveur des groupes armés.

Enfin, on observe d'autres expressions, telles que la méfiance envers le système judiciaire, les difficultés des bénéficiaires, ou ceux qui préfèrent le non-recours à des aides sociales, la dénonciation du manque de civisme dans l'espace public, la méfiance envers les gens et les fonctionnaires, la non-protection des personnes âgées, le clientélisme dans les entités, l'écart entre la loi et la pratique, ainsi que deux procès contre l'État.

[42] E24UCF23. Bogota, homme, 29 ans, strate 4, quartier Hayuelos, employé chargé de qualité, revenus 4.

Nous revenons maintenant sur le point central de la fragilité : la défiance envers la police. Nous avons identifié 50 citations critiquant les services de police et 10 qui les approuvent ou se sentent en sécurité grâce à eux. Ceux qui manifestent de la méfiance évoqueront principalement des expériences négatives. Ils mentionneront les répressions lors de manifestations, les discriminations et les violences policières sélectives, en particulier chez les jeunes. Certaines pointent du doigt l'indifférence des autorités face aux rixes et aux cambriolages. Si la méfiance se manifeste davantage chez les habitants des quartiers populaires, elle s'étend également aux personnes à hauts revenus. Dans cet extrait, Carla,[43] une PDG de Bogota, nous raconte sa perspective :

> *« Non, non, non… Moi, je n'ai pas de confiance, même si j'ai plus de confiance dans la police normale que dans la police de circulation. Mais non, je n'ai pas de confiance dans la police, il me semble que les policiers sont très corrompus, oui. Alors quelqu'un m'a dit, si je marche dans une ruelle à trois heures du matin et que deux policiers sont sur un trottoir et un gars avec la tête de voleur est sur l'autre trottoir, moi, je vais du côté du mec qui a la tête de me voler, parce qu'en fait, lui, je sais ce qu'il va m'arriver, mais avec la police, je ne sais pas ce qui peut m'arriver, je n'ai pas du tout de confiance, zéro ! En fait, on les appelle, ils n'arrivent jamais, et s'ils arrivent j'ai l'impression qu'ils viennent pour regarder, je ne sais pas, mais je sens qu'il y a trop de ressentiment (…) Bon, je ne me sens pas en sécurité avec la police, c'est juste qu'ils ne font pas leur travail. Bon, tu vois qu'ils font toutes sortes d'atrocités dans la rue, les gens jettent les ordures, ils klaxonnent et les gars ils sont là, les gens commettent toutes sortes d'atrocités et ils ne font rien, ils n'appliquent pas la loi et c'est ce qui nous manque, le respect. ».*

Carla pense que la police collecte des informations. Cette idée, répandue, est que la police est du côté des criminels et constitue une menace. Elle ajoute que la police ne remplit pas son rôle dans les rues, décrites comme dominées par la « loi du plus fort ».

En revanche, parmi les villageois, nous observons plus de confiance envers l'armée. Pour eux, la plainte correspondrait à l'abandon de l'État et de ses programmes mal adaptés aux réalités locales. Les investissements ne répondent pas toujours aux attentes. Ils évoquent les logements construits selon les normes des villes. On a distribué des maisons à des gens qui n'y sont jamais retournés, à Viota. Ils parlent d'une dotation d'un tracteur incomplet et sans papiers à Las Palmas ou bien d'une dotation de poules sans débecquage à Arenas, lesquelles se sont entre-tuées. Un groupe de victimes a vécu comme un gaspillage l'invitation dans un hôtel luxueux de Carthagène. Nous remarquons ainsi l'incompréhension entre les parties.

[43] E33UCF27. Bogota, femme, 43 ans, strate 6, Cajica, Bac + master 1, chargée de RRHH, revenus 6.

Le principal motif de crainte d'abandon par l'État est le conflit armé. Nous montrerons plutôt comme cette absence a favorisé le remplacement des protections. Ce récit de Silvano[44], guérisseur traditionnel du hameau San Cristobal, est éclairant.

« Dans tous les services, l'on voit l'abandon de l'État, dans le service de santé, dans l'éducation, tout, la route… Ces progrès que vous voyez là, maintenant que l'on peut se mobiliser, c'est parce que des efforts communautaires et personnels ont été faits… D'abord [la route], c'était infranchissable l'avant-dernière année [les voitures] ils ne rentraient pas, même pas via Marialabaja, seulement les animaux (…) Eh bien, historiquement, parce que c'est une communauté abandonnée par l'État, parce qu'ici, il n'y a pas d'hôpital non plus ni de centre de santé. Alors, imaginez quand une femme accouche, le premier service de santé est la sage-femme et ensuite les plantes, parce qu'il faut deux ou trois heures pour aller à San Jacinto. Il y a aussi un dilemme pour toi de déclarer la naissance d'un enfant, si tu n'arrives pas à l'heure précise tu perds le transport, tu perds la journée (…). Alors n'importe quel garçon ou fille sait ce qu'est la verveine, la petiveria, la valériane… ça marche avec les enfants et les adultes, je ne sais pas si tu t'es rendu compte qu'il y a une pépinière là-bas, nous avons plus d'une vingtaine de plantes qui sont utilisées ici, qui avaient presque disparu et j'ai réussi à les récupérer. ».

Ceci est un cas spécial d'une population qui se reconnaît comme Afro-descendante, conformément à la loi 70 de 1993. Si elle souhaite redécouvrir leurs racines ancestrales, Silvano admet que les pratiques traditionnelles sont également motivées par des impératifs de survie en l'absence d'un État et en raison de l'isolement géographique. On observe ainsi comment des solutions émergent là où l'État n'exerce pas son contrôle sur le territoire et ne peut garantir un niveau de vie décent à ses citoyens. De plus, les deux villages ruraux de l'étude ont été classés en zone rouge, ce qui a stigmatisé leurs habitants et découragé les investissements privés. À San Jacinto, c'est l'absence d'eau potable qui pose problème, tandis qu'à Viota, c'est l'absence de soutien à la culture du café. La situation s'est améliorée grâce à l'arrêt des combats et à l'arrivée de projets pour soutenir les victimes. Cependant, une partie de la campagne colombienne n'a pas accès aux besoins de base et ne bénéficie pas de la protection de ses droits. Les dotations publiques, en comparaison des villes, sont frappantes. De sorte que l'idée d'un *apartheid institutionnel* acquiert son sens.

Finalement, l'importance de l'argent est intéressante à analyser. Cela permet de mettre en évidence le positionnement face à la marchandisation de la vie. Nous avons classé les usages déclarés de l'argent et l'importance accordée. Pour la plupart, les interviewés accordent de l'importance à l'argent pour prévoir des problèmes de santé, même avec l'accès, ils se méfient de la qualité ou de la célérité des processus. Sur la signification de l'argent, certains le considèrent comme contraignant et enlevant la liberté ; d'autres, comme une fin et la seule manière d'avoir la tranquillité ; d'autres encore le jugent absolument nécessaire, compte tenu

[44] E69RPF56. San Jacinto, San Cristobal, homme, 69 ans, BAC, agriculteur, leader et herboriste, revenus 2.

du contexte (Graphique 40). Eduard,[45] un médecin spécialiste réputé de Carthagène, voit l'argent comme sa seule garantie de protection.

> *« Dans la société moderne, c'est une nécessité. Qu'est-ce que cela signifie pour moi ? Bah, un soulagement, ce n'est pas tout, mais c'est nécessaire, entre autres, à cause des inégalités… Si l'État devient, je ne dirais pas socialiste en tant que tel, car il y a des États comme les pays nordiques, la Suède, la Norvège, la Finlande, le Danemark, la Suisse, il y a beaucoup de ces pays qui ont un niveau, mais, bien sûr, cependant, l'argent compte beaucoup, car les impôts sont très élevés, mais ils paient des impôts, mais l'État génère une bonne éducation, une bonne santé. On donnerait moins d'importance à l'argent si l'État subvenait à nos besoins essentiels, mais ici, pour y subvenir, pour avoir une bonne santé, si vous n'avez pas beaucoup d'argent, du coup, ils ne vous donnent pas une bonne santé, si vous n'avez pas beaucoup d'argent, tu n'as pas accès à une bonne éducation, à la santé. L'argent est pour moi une nécessité ».*

Eduard, qui se dit faire partie des privilégiés, admet que les hautes inégalités socio-économiques de son pays le forcent à travailler plus pour se protéger devant la marchandisation de la vie et la segmentation des services. De fait, l'exercice des droits est aussi conditionné à vivre près des agglomérations urbaines. Certains interviewés des classes supérieures admettent ne pas vouloir s'éloigner des grandes villes par crainte à une urgence médicale.

Nous observons donc que la relation à l'État, voire le lien de citoyenneté, ne constitue pas une source de liberté, mais plutôt d'incertitude, comme le démontre l'exemple de la police. Si aujourd'hui plus de populations reçoivent de l'aide, cela semble plus l'effet des décisions judiciaires obligeantes et de la pression internationale qu'à une idée de société qui s'entraide. Puis, si l'on ne peut pas faire confiance à l'autre, il sera très difficile que s'épanouisse une idée d'égalité et de solidarité à l'égard des plus pauvres. Non plus une idée de civisme dans l'espace public. Par conséquent, le contrat social, malgré l'engagement législatif de la CP91, demeure éloigné d'une idée de réciprocité, ce qui nous amène à conclure que la morale citoyenne est encore en développement.

II — Le lien de participation elective « Tu me donnes du manioc et je te donne de l'igname » [46].

Le LPE relève de la socialisation extra-familiale. Ce lien se caractérise par l'autonomie de l'individu dans le choix de ses relations sociales. Il inclut donc les relations conjugales et amicales (Paugam, 2023). Nous y trouvons différentes formes d'associations non contraintes, comme le voisinage, les bandes, les communautés locales, les associations religieuses, les

[45] E7UPF5. Carthagène, homme, 57 ans, Castillogrande, strate 6, Master +, consultation privée, revenus 7.
[46] Habitant de Las Palmas, en parlant des formes d'entraides entre villageois producteurs agricoles. E61RPF49. San Jacinto, homme, 50 ans, Las Palmas, Licence, chargé poste santé, revenus 2.

équipes sportives ou culturelles, etc. S'il est fondé sur la liberté d'adhésion, nous y trouvons également une morale associative à respecter par les membres. Ce lien permet à l'individu de s'intégrer à la société et de s'affirmer devant les autres et son groupe de référence. Si les groupes diffèrent, ils peuvent protéger les individus lors des chocs. Que ce soit dans une relation encadrée, en tant que membre d'une association avec personnalité juridique, ou dans une relation non encadrée comme dans l'amitié ou le voisinage.

La prééminence de LPE dans la régulation de la société donne lieu à un modèle de représentation politique, où l'on arrive à l'État à travers des collectifs organisés. C'est notamment le cas états-unien, où l'esprit démocratique s'est orienté à l'associativité comme forme de participation et d'intégration locale, ainsi qu'au *lobbying* des groupes de pression.

Décrire ce lien n'est pas évident car il peut inclure plusieurs types de relations. En Colombie, la loi inclut les entreprises sociales et solidaires, les groupes professionnels et même les établissements d'enseignement, car ils peuvent adopter la structure juridique des fondations. Cependant, nous allons utiliser la définition proposée, tout en mettant en évidence sa forme particulière dans ce contexte.

Nous commencerons par aborder comme empreinte anthropologique les formes de travail communautaire des peuples indigènes. Ensuite, nous passerons à la figure des conseils d'action communautaire ou Juntas de Accion Comunal (JAC) l'institution associative du voisinage. Ensuite, nous traiterons la société civile colombienne, endommagée par les conflits du pays. Enfin, nous développerons comment, dans nos résultats, le LPE est vu en soutien mobilisable. Il est le deuxième lien à fournir de la protection à nos interviewés.

1. L'empreinte anthropologique des peuples indigènes.

Les formes de l'ethnicité soulèvent des doutes quant à savoir s'il s'agit d'expressions du lien de filiation ou de la participation élective. Dans le monde actuel, le lien communautaire serait l'expression d'un choix de participation et non une complète imposition comme il pouvait l'être dans des organisations tribales ou hiérarchiques plus rigides d'autres époques (Paugam, 2023). Les individus dans le monde actuel choisissent plus souvent de suivre certaines traditions, de perpétuer la vision ancestrale et même de rester dans les lieux d'origine.

De ce fait, il nous semble intéressant de signaler comme empreinte originaire de la société colombienne les formes d'association qui remontent aux traditions des peuples autochtones[47].

[47] En Colombie, on trouvait différents peuples, le plus nombreux étant les Chibchas, qui occupaient le plateau de Cundinamarca et Boyaca, et la famille Muisca. Il y avait d'autres groupes importants, les Panche, les Coyaima

Cette population est encore importante. À la fin des années 2010, il en restait 63 langues amérindiennes de 12 familles linguistiques. L'ONIC (Organisation indigène nationale de Colombie) recense aujourd'hui 102 peuples. Les départements de La Guajira, Cauca, Nariño et Cordoba abritent les plus grandes communautés indigènes colombiennes. En 2018, il y avait 1 905 617[48] indigènes en Colombie, soit 4,4 % de la population (DANE, 2019).

Dans l'histoire, parmi les chocs les plus importants entre colonisateurs et autochtones ont été ceux concernant la vision du travail, de la communauté et du but du tribut. Hormis les *Muiscas*[49], l'idée d'un impôt permanent ne faisait pas partie des traditions. Le travail et l'obéissance étaient dans l'objectif d'infrastructures communautaires. L'agriculture, si elle était pratiquée, ne l'était pas dans le but d'accumulation ou de stockage. Du fait que la plupart ne la pratiquaient pas, parce qu'ils avaient le nécessaire à leur survie, les colons les ont qualifiés de paresseux. Chez les peuples des cordillères des Andes, la *chicha* un ferment de maïs, était boisson et nourriture, présente dans les travaux communautaires et les rencontres. Ils ont été qualifiés d'ivrognes (Saldarriaga, 2009).

Après la première figure fatale d'exploitation des ressources humaines, l'*encomienda*[50], les colonisateurs ont établi l'institution et le modèle d'organisation sociale du *resguardo* en 1596. On y assignait à chaque peuple un territoire collectif, souvent différent de son lieu d'origine. Cette mesure a stabilisé la population après la baisse démographique. Elle a également fait émerger l'*Hacienda* en tant qu'entité agricole et d'élevage, souvent sur les terres dépossédées.

Dans les *Resguardos* la plupart des terres étaient à usage collectif. Il y avait une autorité, le *cabildo*[51], des conseils communautaires représentants de la population. Ils sont devenus des instances de réflexion et du pouvoir local. Plus tard, lors de l'arrivée des Africains captivés, les *cabildos* sont devenus des lieux d'association de ceux-ci dans les villes esclavagistes, ils secouraient les nouveaux arrivants et étaient lieu de rencontre (de Friedemann, 1990). Certains

ou Pijaos et les Andaqui. Vers le Darién, les Emberas. Au sud, les *Pastos*. Sur le littoral pacifique, les *Choco.* La famille caribe sur le littoral atlantique et l'Arawak dans la cordillère orientale et les plaines orientales de la Colombie. Au nord, les Wayuu, Chimila, Tupes. La culture Zenu aux bords du San Jorge.

[48] Entre l'enquête de 2005 et 2018, on a vu une augmentation de 36 % de cette population, hausse expliquée non par une augmentation de la fécondité, mais par l'auto-identification.

[49] En comparaison aux Incas au Pérou, selon les recherches sur le territoire de la Nouvelle Grenade, la plupart des peuples n'avaient pas de relations hiérarchiques stratifiées. Le pouvoir du *cacique* se limitait à des moments spécifiques, sauf dans le cas des *tayronas*, des *sinus* et des *muiscas*.

[50] Figure sous laquelle on attribuait à un colonisateur un groupe de natives en échange de leur évangélisation. Ils étaient déracinés de leurs terres et amenés dans l'activité minière, cela a entraîné de décès par les maladies et les travaux forcés (Ruiz, 1975).

[51] Mot latin qui désignait une réunion.

groupes de marrons[52] ayant pu s'enfuir sur des territoires difficiles d'accès ont pu garder leurs traditions et des pratiques de travail collectif (de Friedemann & Cross, 1979).

Du contexte précolonial, on observe aussi la *minga* comme travail qui méritait un grand effort, est réalisé à plusieurs. Et le *cambio de brazos* ou changement de bras, la coutume de réciprocité ou d'aider un autre avec du travail. Il est intéressant de revenir sur l'institution de la *minga* des peuples indigènes[53]. La définition la plus courante la voit comme une forme de travail communautaire (construction d'ouvrages, bâtiments, aqueducs, ponts, entretiens des sources d'eau, etc.). C'est également une forme d'organisation politique (González, 2010). Nous l'avons observée en action lors de l'opposition au traité du libre-échange avec les États-Unis (Rozental, 2009). Elle sert aussi de lieu de dialogue, de pensée et de recréation de la mémoire, où se discutent l'actualité et l'adaptation des pratiques anciennes (Lopez, 2018).

Vers 1910, le leader Quintin Lame a organisé dans le Cauca un mouvement de récupération des terres ancestrales contre les *Hacendados*. Et cela sous un système de travail communautaire et de construction collective d'agendas. Le terme *minga* y apparaît. Il s'agit d'un terme quichua du peuple *Inca*, repris dans les luttes locales (Ilich, 2020). Si l'on ne peut pas dire que la *minga* s'appelait comme tel à l'époque précolombienne, aujourd'hui, elle sert à dénoter plusieurs processus communautaires qui coexistent avec le capitalisme. Actuellement, les peuples du Sud-ouest colombien la remémorent. Lopez étudiera ses significations dans le groupe des *Pastos*. La *minga* est entre une façon d'évoquer et de signifier le passé, une action collective et une forme de manifester une position revendicative devant l'État-nation. Le modèle de la *Minga* du Cauca s'est étendu à d'autres peuples, aux mouvements d'étudiants et aux travailleurs de la canne à sucre (Lopez, 2018). Des associations indigènes s'en réclament comme : le *Consejo Regional Indigena del Cauca* (CRIC), *Autoridades Indígenas de Colombia* (AICO), et la *Asociación de Cabildos Indígenas del Norte del Cauca* (ACIN).

Nous postulons que l'idée communautaire est dans les empreintes d'origine de cette société. Si la colonisation, le métissage, la discrimination et l'adoption des valeurs du groupe dominant l'ont effacée à certaines époques, elle resurgisse dans le cadre des courants indigénistes à la fin du XXe siècle. Elle a intégrée les pratiques des populations rurales, non seulement comme une forme de survie et sa fonctionnalité, mais de recréation du lien social (Fals-Borda, 1961).

[52] Le plus important a été San Basilio de Palenque, fondé en 1713 à l'est de Carthagène des Indes, le premier peuple libre d'Amérique du Sud. Ils ont gagné leur indépendance après des batailles avec les forces de l'ordre.

[53] Nous trouvons son équivalent dans les groupes du sud du Chili et Pérou dans le travail communautaire sur une terre sous la base du *Aillu* comme forme d'organisation. La *Chagra* est aussi une institution de transmission de savoirs (Uribe, 1999).

2. Le cadre normatif de l'associativité et la naissance des mouvements civiques.

Dans la jeune république de la Nouvelle Grenade, consolidé en 1831, à la différence du modèle nord-américain, le tissu associatif ne sera pas encouragé. La République préconise un rapport direct entre l'individu-citoyen et l'État, d'après l'influence française. La Constitution de 1886 a cherché à affaiblir les associations professionnelles et les a surveillées. Les seules associations au XIXe siècle ont été celles des artisans, toujours suspectés de soutenir les putschistes. La participation se résumait donc à l'affiliation partisane, à l'église et dans les classes hautes, à la philanthropie.

Dans la première partie du XXe siècle, dans les villes, on documente plutôt les luttes ouvrières. De fait, ce qu'on a appelé des « associations » a été des regroupements professionnels. Alors que la relation entre l'État et la société civile demeure tendue et dominée par les rivalités partisanes, notamment après l'assassinat du dirigeant libéral Jorge Eliecer Gaitan en 1948. Cette période connue comme *la violence* s'étendra jusqu'en 1960, ce qui a endommagé les conditions de vie et la cohésion sociale même en milieu rural. En 1958, le sociologue Orlando Fals Borda, dans le hameau *Saucio* dans la commune de *Chocontá* (Cundinamarca), accompagne un processus social. Cela s'est terminé avec la conformation d'un conseil de voisins qui a construit l'école du village (Fals-Borda, 1961).

Dans la période du « Frente Nacional » (1958-1979), les deux partis ont conclu un accord pour partager le pouvoir. Cette démocratie restreinte va aggraver le conflit rural et voir les premiers groupes de guérilla, inspirés des idées socialistes. Dans ce contexte, Alberto Lleras Camargo (1958-1962), dans l'idée de rapprocher l'État aux citoyens, s'inspirera de l'expérience à *Chocontá*. Il promulguera la loi 19 de 1958, qui va reconnaître les Juntas de Accion Comunal, ou conseils communautaires (JAC). Ceux-ci intégraient les voisins dans le but du progrès de la communauté. L'État et des privés ont co-financé les chantiers des projets communautaires, comme des plantations ou de l'élevage collectif. Les JAC ont servi à différents objectifs, autant aux intérêts clientélistes de partis politiques, qu'à l'agenda international de contention du communisme (Monroy, 2019). Nonobstant, ils ont donné un nouvel élan à la participation locale. En 1960, 83 conseils existaient et en 1968 on trouvait déjà 6 854 conseils et 4 608 en procès. À la fin des années 1980, plus de trente mille conseils ont été enregistrés.

Sous le mandat du libéral Lleras Restrepo (1966-1970), l'association nationale d'usagers paysans sera reconnue (ANUC) et a servi d'interlocutrice dans le but d'une réforme agraire. Or

ses usagers ont envahi et récupéré des terres de manière collective[54]. Puis, dans les années 1970, avec la constitution du CRIC, les groupes indiens rentrent dans l'imaginaire, ainsi que les étudiants (Archila, 1994). Lors du mandat de Lopez Michelsen (1974-1978), on verra la plus grande manifestation sociale. Les causes ont été l'inflation en raison du démontage de la politique de substitution d'importation, puis la menace d'une réduction des prestations sociales. Cela a réuni différents secteurs dans la grève civique nationale en septembre 1977, comme syndicats, JAC, étudiants, paysans, artistes, locataires, médecins et autres (Suarez, 2021).

Ces groupes seront persécutés lors du gouvernement de Julio Cesar Turbay (1978-1982), qui a gouverné sous un état d'exception et a utilisé avec son statut de sécurité des méthodes de torture. Les ONG sociales ont souvent été qualifiées de communistes pendant la guerre froide. Dans les années 1980, il y aura une augmentation des manifestations citoyennes urbaines et rurales, qui seront réprimées. Les protestations paysannes pour protéger l'économie rurale augmenteront également (Archila, 1994). En ville, avec l'urbanisation accélérée, les habitants des bidonvilles s'organiseront et utiliseront des stratégies collectives pour leur légalisation et la provision des services (Janssen, 1984).

La fin des années 1980 a vu une détérioration de l'ordre public avec des affrontements contre les trafiquants de drogue lors des discussions sur l'extradition et la montée en puissance des groupes paramilitaires. Les attentats ont rendu l'espace public urbain dangereux, tandis que les groupes de contre-guérilla sont apparus comme un nouvel acteur du conflit en milieu rural. Ces personnes ont participé au génocide politique de l'Union patriotique, un parti politique des ex-combattants des FARC. En 1990, quatre candidats à la présidence sont assassinés, ainsi que des leaders sociaux, syndicaux et politiques. Dans ce contexte, un groupe d'étudiants et de citoyens a demandé une nouvelle constitution lors des élections de 1990 en ajoutant un septième papier à leurs bulletins de vote.

La CP91 vise à combiner la citoyenneté communautariste, l'État social de droit et les réformes néo-libérales. Le discours indigéniste non assimilationniste voulait surtout la reconnaissance des communautés indigènes (Prieto, 2016). Les groupes afro-descendants et roms ont également été inclus dans cette reconstruction. Dans la CP91, l'article 38 garantit le droit à la libre association dans le but du développement de différentes activités que les personnes effectuent en société. Plus tard, la loi 743 de 2002 réglementera cela, laquelle reconnaît le groupe organisé comme une unité sociale autour d'un trait, d'un intérêt, d'un

[54] Nous pouvons citer la récupération de 122 400 hectares de terres entre 1970 et 1980.

élément, d'un but commun. Le groupe vu comme ressource fondamentale pour le développement et l'enrichissement de la vie humaine et de la communauté, par la prédominance de l'intérêt commun sur l'intérêt particulier. Dans les années 1990, on verra une réapparition des formes d'association non politiques. En 1997, on comptait plus de 42 000 JAC, 27 000 clubs de jeunes et 5 346 ONG (Bonamousa, 1997). Depuis 1998, l'unité administrative spéciale d'organisations solidaires existe. Cette entité de l'État vise à renforcer les organisations solidaires en Colombie, notamment les coopératives, fonds d'employés, associations mutuelles, fondations, associations, corporations, organismes de communauté et groupes de bénévoles.

D'autre part, les manifestations sociales entre 2002 et 2007 ont triplé par rapport à celles entre 1958 et 1974 (Archila et al., 2019). Les acteurs sont la population urbaine, les villageois, des groupes ethniques, les paysans, les salariés et les travailleurs indépendants. Les principales raisons sont les politiques et les droits. Ainsi, on passera de la revendication de terres, du travail, du logement, de luttes marquées par une identité de classe à la fin du XXe, à des intérêts multi-classes. Les mobilisations se tinrent principalement au centre du pays. En 2008, il y aura deux mouvements de protestation : l'un contre les FARC et l'autre contre les paramilitaires.

3. Résultats empiriques. Les modalités du lien de participation élective.

Dans la base de données de l'attachement, le LPE est mesuré selon deux indicateurs. Le premier est le pourcentage des membres actifs d'une association humanitaire et le deuxième, le pourcentage des personnes ayant fait un don à une association caritative le mois dernier. En Colombie, en 2012, ce taux s'élevait à 7,8 %, alors qu'en 2014, il était passé à 21 %. La Colombie se situe au 21e rang, juste devant le Mexique et derrière l'Espagne.

En 2018, le nombre de membres actifs a augmenté de 9,8 %, tandis que celui des membres inactifs a atteint 22,5 %. Nous avons constaté que les personnes religieuses (catholiques, protestantes, etc.) et rurales sont plus susceptibles de participer activement, contrairement aux personnes ayant un revenu moyen ou un niveau d'éducation moyen.

La religion est un héritage de la colonisation en Colombie. Elle influence la participation à la vie publique et les regroupements sociaux. En 2021, 78,2 % de la population s'identifiait comme catholique, 4,1 % comme protestante traditionnelle et 5,5 % comme évangélique ou pentecôtiste (DANE, 2021).

De 2013 à 2023, les bases de données de l'unité administrative spéciale d'organisations solidaires comptent parmi les associations du pays : 3 469 associations paysannes et agricoles, 19 445 organisations civiles et corporations, 21 477 associations travaillant avec des

communautés indigènes, 19 778 fondations, 433 associations mutuelles et 35 organisations populaires de logement. L'ONG Somos Mas compte 682 entités de la société civile en Colombie, dont des associations, des ONG, des groupes culturels et professionnels, et des organisations locales (Somos Mas, 2023). Le ministère de l'Intérieur évoque quant à lui plus de 45 000 organisations de voisins sous la forme de JAC.

Le CINEP recense les luttes sociales en Colombie. Entre 1975 et 2019, les années de mobilisation sociale majeure furent 2007-2015, avec 1 014 et 953 luttes. En 2019, il y a eu 671 manifestations. De 2016 à 2019, les citadins (851), les salariés (576), les étudiants (328), les villageois en frontière urbaine-rurale (229), les travailleurs indépendants (228), les paysans (163) et les groupes ethniques (137) ont également manifesté. 73,3 % des demandes concernent des enjeux locaux. Elles sont d'abord adressées aux entreprises, puis aux autorités locales, et enfin au gouvernement national. Les motifs sont politiques : non-respect des accords, services sociaux, droits. Pendant cette période, les départements de Bolivar, Bogota (Ville), Atlantico et Cordoba contribuent le plus. La société civile est encore active dans les luttes sociales de différents ordres, et pas uniquement dans des actions ponctuelles.

Ensuite, concernant les fragilités du LPE, nous signalons les menaces et les attentats contre la vie des leaders sociaux en Colombie. Cette figure est importante, car elle représente souvent les porte-paroles des demandes citoyennes dans des institutions traditionnelles (JAC) ou des groupes indépendants. Elle rassemble des citoyens autour d'intérêts communs, tels que l'opposition à des projets affectant la qualité de vie. Entre 2016 et 2022 ont été assassinés 1 113 leaders sociaux. En 2022, la *Defensoria Del Pueblo* a comptabilisé 215 homicides, ce qui en fait de l'année la plus meurtrière depuis 2016. Les leaders communautaires, les peuples indigènes et les paysans ont été les plus touchés (Defensoría Del Pueblo, 2023).

Cela montre la diversité de l'associativité. Elle va des lieux traditionnels (religion, voisinage) aux regroupements par affinité ou associations humanitaires. Parfois, elle émerge face à une menace concrète du secteur privé, ou pour faire respecter des accords par les autorités. Cependant, si elle sert des intérêts politiques, en Colombie elle peut devenir une menace pour la vie. Nous allons examiner comment l'héritage historique, les règlements et les changements du LPE affectent la vie de nos sujets d'enquête.

4. Résultats d'enquête. L'actualité du voisinage.

Le LPE représente 21 % du code de liens sociaux avec 234 références (Graphique 41). La protection représente 50 % des mentions, la rupture et les fragilités 28 % et la reconnaissance 21 %. Ce lien se définit donc à partir de la protection qu'il octroie. Dans l'échantillon, le LPE

perçu comme une protection est moins mentionné par les habitants de Carthagène et ceux ayant un revenu élevé.

Le code LPE contient principalement des exemples de protection. Il y a l'aide des voisins (54 %), des amis (11 %), des entités religieuses (10 %), des ONG grâce à leurs projets (10 %), de la FNC pour Viota, et enfin, des ressources, services ou biens fournis par les JAC. Bien que les habitants coexistent, ils demeurent libres de décider s'ils souhaitent s'engager ou non dans des activités collectives proposées dans le quartier ou le village. Nous remarquons des faiblesses dans les contextes où la socialisation n'est pas favorisée. Plusieurs interviewés ont évoqué la désuétude des formes d'action collective. Cependant, dans les quartiers défavorisés, certaines personnes ont partagé leurs expériences d'organisation pour obtenir des services, que ce soit par le biais de manifestations pacifiques ou de blocages routiers. Dans les régions rurales, on nous a rapporté des histoires de journées organisées collectivement pour déblayer des routes, les nettoyer après les pluies ou encore y faire du travail manuel.

Dans la vie quotidienne, il y a une solidarité entre voisins, comme la garde d'enfants ou la surveillance des maisons pendant les absences. Certaines personnes se sentent plus en sécurité chez elles grâce à l'aide de leurs voisins, plutôt que de leur famille, en particulier en cas de problèmes quotidiens ou de maladie. Certains comparent leurs endroits à un petit village, où tout le monde se connaît et s'entraide. À Viota, on nous a parlé de la coutume du *changement des bras* : les voisins s'entraident dans les travaux de la ferme, surtout pour le désherbage, sans rémunération. Or, on en parle comme une tradition en voie de disparition.

Dans les cas de pauvreté manifeste d'un voisin, on a mentionné les aides en nature, surtout de la nourriture ou de la collecte de vêtements. On peut difficilement affirmer que des réseaux d'aide communautaire existent. Les personnes qui passent par des moments de pauvreté temporaire dans certains endroits peuvent toutefois trouver de l'aide chez leurs voisins. En ville, certains admettent donner à manger aux SDF connus qui traînent dans le quartier. Les voisins s'organisent pour assurer leur propre sécurité et celle du quartier, ainsi que pour surveiller les maisons pendant les vacances. Katia évoque son enfance dans un quartier central de Bogota, près du palais présidentiel et du « cartucho », un endroit fréquenté par les sans-abris et les trafiquants de drogue. L'extrait décrit deux facettes de l'organisation communautaire :

« Alors, ma mère, elle travaillait dans la zone des meubles, et moi j'étais comme la fille du quartier, donc ils prenaient toujours soin de moi, et je te dis que s'il arrivait quelque chose, puisqu'il y avait tellement de SDF dans la zone… Alors, les gens, ils les connaissaient, alors, ils leur donnaient à

manger et des choses et… Les autres, ceux qui faisaient du mal, alors tous s'unissaient et les battaient ou, parfois, ils faisaient de coups de feu en l'air pour qu'ils ne se rapprochent plus. ».

Cet extrait montre les deux côtés de la protection des voisins dans un quartier central de Bogota. Le visage tendre qui aide les sans-abri et protège les enfants du quartier se transforme parfois en visage sécuritaire prêt à commettre un délit pour assurer la sécurité collective. Cette situation met en évidence l'existence d'un ordre local et la répartition des rôles entre voisins. Dans l'échantillon, 11 personnes ont approuvé le « nettoyage social » pour des raisons de sécurité (codé comme rupture du LC).

Les entreprises communautaires sont une forme de protection. Elles sont organisées dans le temps et produisent des biens ou services. Par exemple, le quartier de San Luis à Bogota a créé une station de traitement des eaux grâce à ses habitants. Ils ont canalisé les rivières de la cordillère pour fournir de l'eau potable au quartier.

Ensuite, on voit des mentions de l'aide apportée par les amis et les entités religieuses. On observe également l'actualité de la charité chrétienne et le rôle joué par les nouvelles religions. Nous trouvons une mention aux mormons et leur système de donations de denrées alimentaires à ses membres les plus démunis.

En deuxième lieu se trouvent les expressions de la reconnaissance. D'abord, les leaders locaux et la gestion de membres des JAC. Ils sont reconnus pour avoir amené des ressources et des biens visibles. Ensuite, nous observons ceux qui se sentent reconnus ou satisfaits par les associations auxquelles ils participent, comme les activités de bénévolat, la satisfaction de donner aux amis ou aux voisins. Cela renforce l'intégration au quartier et le sentiment de « compter pour ». Puis, l'on observe la paysannerie comme forme d'identification collective en milieu rural. Le tout renforce la construction identitaire. De fait, dans le titre de ce chapitre, nous citons un habitant de Las Palmas qui racontait comment le troc y fonctionnait encore et que, si quelqu'un avait faim, on lui donnait à manger. À Viota, Gumersindo nous raconte comment il tire sa satisfaction de donner aux voisins.

« J'ai ma petite ferme héritée de ma mère, on me demande, vieux, des oranges, des citrons, s'ils m'en demandent une douzaine, je leur en apporte deux douzaines et regarde comment notre béni Seigneur Jésus-Christ… Ces arbres, plus je cueille des fruits, plus je, ils n'en manquent pas, je suis une personne, c'est pour ça que tout le monde m'aime, j'ai des patrons de Bogota qui me disent (…) "Don Gumersindo de ce que vous plantez, si vous ne pouvez pas manger ce manioc, ces citrouilles, donnez-les et emmenez-les à la maison de retraite" (…). Mais il y a des gens qui ne le font pas. Parfois, ils me disent : "Vieux, et toi, combien tu factures pour un œuf ?" Je leur dis, je charge 500. "Ne fais pas l'idiot, charge-le à 600. Les créoles valent plus que celles du hangar. » Je lui dis : 'Non, mon nom

n'est pas de l'argent ! ". C'est ce que je dis aux gens, je ne m'appelle pas argent, qu'est-ce que j'en retire ? C'est jeter des piquets sur les animaux, amener la ruine. ».

Ici, l'idée que les échanges constituent une marchandise s'avère étrangère à cette économie morale (Fassin, 2009). Ensuite, au niveau de l'associativité rurale, les JAC, surtout à Viota, ont joué un rôle important. Plusieurs interviewés disent qu'ils ont assisté aux réunions des voisins depuis qu'ils sont enfants. C'est le cas de Gabriela[55], elle et sa famille furent déplacées à cause de leur engagement communautaire. Le conflit a puni son investissement. Je lui ai demandé son occupation avant son déplacement de Viota :

« Présidente de la junta, sinon j'étais secrétaire, si ce n'était pas une chose, c'était l'autre, en organisation, cela nous marque (…). Mais cela, on l'a un peu dans le sang, en vrai, mes grands-parents ont toujours participé à des JAC, ils travaillaient toujours pour l'école, pour la route, pour faire un salon… Alors on a été élevé comme ça, moi, je fus élevé par mes grands-parents, en Argentina [hameaux], alors ils m'amenaient partout, on va ici, on va là, on m'amenait, depuis l'organisation des neuvaines à l'organisation des bazars, on faisait tout ça, on collaborait. Alors, malgré les circonstances quand on est arrivé à Chia, on a dit, nous, on ne s'implique plus… On a fini dans l'association de déplacés, là-bas, chaque quartier a une paroisse, ils sont de la haute [société], on s'est mis là aussi à collaborer, là c'est quelque chose qui nous pique. ».

Pour Gabriela s'impliquer dans les affaires de son endroit de résidence est lié à son identité. Cela fait partie du legs de ses grands-parents. Elle s'intégra de cette manière à son entourage, ce qui lui génère une satisfaction et une reconnaissance, surtout de ses voisins. Elle est retournée à Viota et, bien qu'elle tienne deux boucheries, elle sert d'intermédiaire dans les programmes du gouvernement aux bénéficiaires du PTCFa du hameau San Gabriel.

La moralité associative et l'influence des institutions locales ont diminué, mais étaient importantes. On nous a dit que la JAC dans le quartier Salvador Allende de Viota, connaissait les transactions immobilières. Ils cherchaient à connaître l'identité des nouveaux voisins et leur faisaient savoir qu'ils devaient respecter certaines règles. S'ils n'arrivaient pas à bloquer une vente de propriété, ils se montraient comme les représentants d'un ordre local. Dans le cas de San Luis à Bogota, la JAC a dû faire face à plusieurs reprises à la vente de drogues dans le quartier. Florian nous raconte comment, à une époque, ils ont expulsé des jeunes du quartier, ce que leurs familles ont accepté. Il raconte sa stratégie :

« J'ai travaillé avec les communautés pour trouver leur bénéfice en tant que président de la JAC. Je me suis occupé de ces jeunes. J'ai cherché du travail pour eux, en essayant de les sortir de ce phénomène [drogues]. Je leur ai trouvé un contrat avec un fleuriste. J'ai envoyé environ 70 garçons travailler là-bas (…). Ce souvenir persiste. Les gars ici, m'ont… et ils me traitent comme une

[55] E48RCF40. Viota, San Gabriel, 46 ans, BTS, boucherie et ventes, revenus 4.

personne dans laquelle ils trouvent un soutien, comme quelqu'un à qui parler, quelqu'un à saluer, pas comme les autres dirigeants qui venaient les gronder… J'ai tenu des réunions avec eux et je leur ai dit que je ne pouvais pas accepter ça. En ce moment c'est une autre génération et ça devient incontrôlable, mais ils ont cette histoire dans les souvenirs, cela est resté, "ici untel n'aime pas qu'ils soient des vicieux et qu'ils marchent [drogués] là dans la rue". ».

Si aujourd'hui la situation devient incontrôlable, c'est parce que la population du quartier de San Luis a augmenté. La plupart des maisons construites dans les années 1970 et 1980 sont devenues des maisons à trois étages, et une nouvelle population qui souhaite vivre près du nord de Bogota y a déménagé. Le regroupement des voisins n'est plus vécu comme une association entre semblables, et le contrôle entre voisins s'avère de plus en plus difficile.

Enfin, si on l'a déjà évoqué, montrer la fragilité du LPE est intéressant. Nous avons mentionné que la force associative dans les quartiers est dite en déclin. La rupture ou la fragilité représente 28 % des mentions. Certains ne voient pas leurs voisins comme des personnes sur lesquelles compter, dont 92 % sont des résidents urbains. D'autres, surtout les habitants des terrains ruraux, dénoncent un affaiblissement de la cohésion sociale. Puis, nous observons la méfiance ou la non-connaissance des membres de la JAC, surtout à San Jacinto. Certains se méfient des leaders de type « chasseur », qui centralisent des aides provenant des institutions et organismes (Merklen, 2009). On a aussi évoqué les menaces contre les leaders sociaux, ce qui a conduit certains d'entre eux à limiter leurs activités publiques.

Un autre phénomène de fragilité du LPE en milieu rural, que les interviewés ont appelé « la loi du silence », se produit. Effet de la peur semée par les groupes armés. Du fait que les personnes à l'époque active du conflit ne pouvaient pas parler, se réunir ou dénoncer ce qu'elles regardaient, le tissu social et la confiance envers autrui se sont vus endommagés.

Enfin, nous observons ceux qui n'ont pas confiance envers les ONG, les entités religieuses ou les amis. Dans les villes, spécialement à Bogota, nous observons un évitement des voisins, ce que Remberto[56] nous illustre.

« Ici, en général, on habite tranquillement. Bah, ce quartier-ci, c'est un quartier de strate 4. C'est très différent d'un quartier de strate 3 comme logement. Le changement est le suivant, ici, difficilement on partage avec les voisins, personne n'est dans la maison d'autrui, c'est très difficile. Tu ne vois pas les gens dans les rues comme dans les quartiers populaires où il y en a plein de gens dans la rue, j'ai ici les amis du courriel, mais ce n'est pas comme si je serais en compétition pour des amis (…). Alors, la même ville de Bogota est si lourde, tu arrives chez toi et tu ne veux personne te rendant visite et, le

[56] E21UCF20. Bogota, homme, 69 ans, Pasadena, strate 4, Licence, ingénieur, retraité, revenus 5.

week-end, on n'a envie de voir personne, ou aller marcher ou aller qu'au parc… Je ne sais pas, parce que c'est très épuisant, chacun dans sa bulle, dans son île, dans son appartement. ».

Remberto romantise la vie des quartiers populaires. Nos entretiens confirment que la méfiance règne dans tous les quartiers, surtout dans les plus populaires. Nonobstant, dans les immeubles à plus haute strate, les logements en complexes fermés et l'absence d'intérêts communs (délégués à des privés) rendent plus difficiles la socialisation et l'associativité.

Malgré les fragilités et les cas de ruptures du LPE, ce lien permet encore l'intégration des individus à la société. Dans de nombreux cas, le regroupement que les personnes forment dans leur entourage et par affinité leur confirme qu'elles sont des êtres sociaux et remplissent un rôle. Cela dévoile aussi l'insuffisance dans la provision des biens et services de la part de l'État, et la marchandisation de la vie. Par exemple, lors de l'organisation des voisins dans des chantiers ou bien à l'heure de s'entraider pour garder les enfants. On compte de nombreuses références à un temps passé où les gens s'entraidaient plus.

En dernier lieu, nous comptons avec une information que nous n'avons pas intégré à ce code. Nous avons demandé à nos interviewés s'ils appuyaient les manifestations collectives dans les rues. L'exemple de la manifestation au *Choco* en 2015, l'une des régions les plus pauvres du pays, illustre bien ce point. 80 % se sont montrés d'accord avec les protestations, et 20 % les rejettent ou les trouvent ineffectives. Certains s'accordent sur le fond mais pas sur la forme. Si certains craignent la violence déclenchée, d'autres les voient comme la seule façon de visibiliser les réalités locales. Nous notons que le soutien aux manifestations sociales émane d'un lieu compatissant. Ceux qui les soutiennent reconnaissent le non-respect des accords de la part d'État et l'existence de causes communes négligées. De sorte qu'une stigmatisation des manifestants ne s'applique pas vraiment. Même si ceux qui les soutiennent sont plus dans les premiers niveaux de revenus.

Cette synthèse nous amène à nous interroger sur ce que serait l'association sans la menace constante de la violence, non seulement des groupes armés, mais aussi de l'État. Ceux qui ne s'identifient pas à la sphère civique et ceux qui ont rompu avec les acteurs de la sphère élective, ne disposent plus que de la famille et de leur rôle professionnel comme remparts et voies d'intégration à la société. Nous passerons ainsi aux expressions de la relation de travail.

III — LE LIEN DE PARTICIPATION ORGANIQUE « JE TRAVAILLE DEPUIS L'AGE DE HUIT ANS » [57].

Le lien de participation organique (LPO) concerne les rapports entre les acteurs du monde professionnel. Il est inspiré de l'idée de Durkheim sur la complémentarité des fonctions et la solidarité organique dans les sociétés industrielles. Ce lien offre non seulement une protection de base, comme un salaire et une sécurité sociale, mais aussi une reconnaissance sociale de l'individu et la satisfaction de travailler à un emploi qui lui procure un sentiment d'utilité. Il s'appuie sur la sécurité juridique offerte par le contrat de travail et sur la stabilité de l'emploi, ainsi que sur la reconnaissance matérielle et symbolique du travail (Paugam, 2023).

Il s'associe à une morale professionnelle, variable, selon Durkheim (2010), d'après les métiers, les professions ou secteurs d'activité. Les groupes les plus établis exercent le plus d'influence sur les individus. Les formes de la protection et de la reconnaissance varient aussi. La reconnaissance peut découler du prestige social associé au métier ou de la qualité du produit (Paugam, 2023). Toutefois, la précarité de la relation est principalement attribuable au chômage et aux emplois à court terme. Le chômage de longue durée peut éventuellement aboutir à une rupture. On observe également d'autres formes de précarité de l'emploi qui affectent la reconnaissance et le bien-être psychologique des travailleurs. On y inclut le travail sans intérêt ou mal rétribué. Paugam (2007) a distingué quatre types : l'intégration assurée (emploi stable et satisfaction au travail), l'intégration incertaine (emploi instable et satisfaction au travail), l'intégration laborieuse (stabilité de l'emploi et insatisfaction dans le travail) et l'intégration disqualifiante (emploi instable et insatisfaction au travail).

En réalité, le LPO en Colombie présente deux facettes. Tout d'abord, une dynamique protectrice de l'État s'est développée grâce aux combats des travailleurs, aboutissant à une protection formelle. En deuxième lieu, dans ce contexte, presque la moitié des emplois sont qualifiés d'informels, c'est-à-dire qu'ils échappent au cadre légal et qu'ils ne sont pas protégés. Nous allons voir ici les dynamiques de l'emploi.

1. Des luttes des travailleurs à un cadre protecteur de l'emploi à la fin du XXe.

L'expansion et l'amélioration des droits du travail dans le domaine juridique témoignent des tensions surgies entre divers domaines. Aujourd'hui la plupart des pays ont adopté des réglementations visant à protéger leur main-d'œuvre. Cette transformation découle, d'une part,

[57] Roque, quand on lui a demandé des expériences de chômage. E40UPF33. Carthagène, homme, 58 ans. Manga, strate 6, primaire, PDG, revenus 8.

de l'héritage des mouvements ouvriers inspirés par les idées socialistes et anarchistes, et, d'autre part, de l'intégration progressive des principes des droits humains et, plus récemment, des normes internationales relatives à l'emploi sous l'influence de la gouvernance internationale, en particulier celle de l'OIT. Cette partie explore l'évolution des règles protégeant le travail colombien.

Nous examinerons l'héritage colonial. Si on a vu dans la section sur le LPE que le travail pour les peuples indigènes était fait dans des buts communautaires, les colonisateurs adopteront l'institution de la *mita* propre aux *Incas*. Il s'agissait des journées ou périodes de travail remplies dans le cadre d'un chantier public ou communautaire. Les colonisateurs se sont appropriés ce système dans les exploitations minières et dans les *encomiendas*, avec des conséquences mortelles. À la fin, dans le système de *resguardos*, ils ont laissé les indigènes travailler les terres en échange d'un tribut. Ce qui fut possible par le travail esclavagisé amené d'Afrique. Dans les villes coloniales, le travail était divisé en tâches spécialisées, comme au Moyen Âge, où seuls les artisans éduqués et membres de guildes exerçaient ces métiers.

Le travail esclavagisé a continué jusqu'à l'indépendance en Colombie, et n'a été aboli qu'en 1850. Les formes de travail étaient donc liées à des conditions d'exploitation extrêmes pendant une longue période, témoignant d'un autre épisode pénible de l'histoire. Dans la région amazonienne, des compagnies exploitant le caoutchouc ont réduit en esclavage des groupes indigènes pendant le boom du XIXe siècle et la Deuxième Guerre mondiale.

En ce qui concerne les violations liées au travail, il y a deux événements majeurs. Le premier a été, en 1892, une émeute d'artisans à Bogota qui a fait près de 50 morts des mains de la police nationale, récemment créée en 1891 (Sowell, 1989). Les artisans se sont soulevés à la suite d'accusations d'ivrognes, de paresseux et de manque de prévoyance, apparus dans un article de José Ignacio Gutierrez, dans un journal religieux.

Le deuxième épisode fut le massacre des bananeraies en 1928, lequel se déroule dans les plantations bananières de la société étatsunienne *United Fruit* sur la côte caraïbe. Les travailleurs ont présenté un cahier des doléances, lequel a été rejeté, de sorte que les travailleurs ont commencé une grève. La compagnie a fait appel au gouvernement, qui a envoyé les forces de l'État et convoqué les travailleurs à la place de Cienaga. Il y a eu des morts, mais leur nombre reste incertain : 42 selon certaines sources, 1 500 selon d'autres (Calvo, 2016).

Au XXe siècle, il y a eu plusieurs atteintes aux libertés syndicales. Des crimes sélectifs ont été commis pendant le conflit, principalement dans le secteur minier. L'objectif était de restreindre les droits syndicaux, tels que l'association, la négociation collective et les grèves. La Commission de la vérité en 2023 a donc identifié le syndicalisme comme une victime du conflit armé, avec 63 % des décès de syndicalistes enregistrés en Colombie. De 1973 à 2018, on compte 14 992 agressions de syndicalistes, dont 3 240 homicides (ENS, 2019).

En 1847, les premiers travailleurs colombiens se sont mobilisés contre l'importation de manufactures. En 1864, les artisans de Bogota ont créé une mutuelle pour soutenir leurs membres malades et organiser des funérailles. Plus tard, en 1870, la Société d'agriculteurs de Colombie (SAC) a vu le jour. De plus, la toute première grève du pays a été organisée en 1878 par les rameurs du fleuve Dagua, les « *bogas* », qui craignaient l'arrivée du chemin de fer. Ils étaient le principal moyen de transport encore au XIXe.

Ensuite, sous le régime conservateur, la constitution de 1886 fut adoptée. Après l'émeute d'artisans en 1893, le gouvernement conservateur a interdit les guildes coloniales et renforcé la surveillance des associations ouvrières, craignant un complot. Il surveillait toutes les organisations susceptibles de favoriser l'action collective (Sowell, 1989). Après la guerre des Mille jours (1899-1902), le XXe siècle verra la stratégie économique s'orienter de l'exportation du café à la consolidation d'un marché interne. La première société d'artisans a été créée à Sonson grâce au soutien de l'église.

En 1910, la première grève officielle a eu lieu contre la compagnie privée Pinedo et Lopez, qui gérait le port de Barranquilla. Elle a été lancée par les *braceros*, qui transportaient manuellement les marchandises. Dans un contexte de circulation d'idées anarchistes et communistes, les ouvriers commencèrent à se rebeller contre leurs patrons, malgré un retard dans l'industrialisation. Cela n'a pas empêché de fêter avec l'Église le premier mai en 1914, où l'Église catholique a fait appel au secours des pauvres (Pardo, 2013).

Dans la deuxième décennie du XXe siècle, on voit la création de différentes sociétés, guildes et sociétés mutualistes dans les registres. L'union d'ouvriers à Medellín, le syndicat ouvrier à Bogota, le syndicat agricole de Fresno. Puis, dans le secteur des manufactures de chaussures, textiles, tabac, aliments et du télégraphe. De 1915 à 1930, il y aura des réformes sociales isolées. En 1915, la loi 57 impose pour la première fois des responsabilités aux employeurs envers les travailleurs, avec des compensations pour les accidents de travail et les maladies

professionnelles. Les lois 78 (1919) et 21 (1920) ont réglementé le droit de grève, spécifié sa procédure et reconnu le syndicalisme (Avella, 2011).

Dans les années 1920, des leaders, comme Maria Cano, Raul Mahecha, Ignacio Torres, Tomas Uribe et Alfonso Romero, ont uni leurs forces aux grèves locales pour dénoncer l'exploitation par les compagnies étrangères. Entre 1918 et 1920, sous la présidence de Marco F. Suarez, on a négocié des concessions pétrolières, dont celles de la *Tropical Oil Company*. On a censuré les dénonces des travailleurs dans un journal. En 1924, la police a réprimé une grève, donnant lieu à la Sociedad Union Obrera (USO), le principal syndicat pétrolier.

En 1925, la loi 15 réglemente le travail des enfants, qui est désormais supervisé par la sous-direction d'hygiène et d'assistance publique. En 1928, l'Office général du travail est créé pour appliquer les lois et protéger les travailleurs en cas de conflits. En 1926, la création du Parti communiste effraie les autorités. En 1927, le ministre de la Guerre fait adopter la loi de défense sociale, qui criminalise l'action syndicale et populaire. Cela entraîne le massacre des bananeraies, mais sera abrogé par le prochain gouvernement libéral.

La loi 133 de 1931 a rendu les employeurs responsables des accidents du travail et imposé une assurance vie. Avec la ratification des accords de l'OIT, le pays a reconnu le droit de se syndiquer et a permis l'enregistrement légal des syndicats. Cependant, cela a également servi à les contrôler. De 1931 à 1945, plus de 1 500 syndicats se sont inscrits. En 1934, le gouvernement a établi la journée de travail de 48 heures par semaine, toujours en vigueur. À partir d'ici, les travailleurs seront montrés comme sujets ayant le droit à une vie au-delà de leur métier. La loi 72 de 1931 régula le repos dominical.

Dans le gouvernement libéral, l'acte législatif de 1936 va définir le travail comme obligation sociale avec protection de la part de l'État. En 1935, sous le mandat du président Lopez Pumarejo, est créée la Confédération des travailleurs de Colombie (CTC), qui réunit l'aile communiste du Parti libéral. Cela a permis la reconnaissance des retraites par regroupement professionnel et rendra obligatoire les fonds d'épargne des employés. En 1938, le ministère du Travail est créé, ainsi que la loi 53 qui protège les femmes enceintes et allaitantes du licenciement.

Entre 1930 et 1945, les entreprises utilisaient principalement des contrats collectifs en raison de la difficulté d'obtenir l'approbation de lois sur les contrats individuels. Le salaire minimum a été régulé pour la première fois en 1945. Puis la création en 1946 de l'Institut colombien

d'assurance sociale (ISS) et la caisse de prévision sous le gouvernement conservateur de Mariano Ospina Pérez (1946-1950) vont marquer les débuts d'un système de protection sociale. Ces institutions ont organisé l'assurance maladie, le régime des retraites et les caisses des travailleurs. Ces avancées sociales seront interprétées comme une stratégie de légitimation politique dans une conjoncture de violence et de répression des mouvements ouvriers. Selon Tirado (1989), le projet chrétien-conservateur visait à calmer l'agitation sociale en octroyant aux familles une protection et une sécurité. En 1948, sous l'état d'exception, les travailleurs exigent une participation au capital des entreprises. À la fin, la CTC a négocié la prime de Noël et la *cesantia*. Cette dernière était l'assurance chômage d'un salaire par an travaillé. Or, les travailleurs, assumés irresponsables, ne l'ont pas reçue. Des fonds les géreront, et ils recevront une seule fois, sous conditions.

Dans la deuxième partie du XXe, l'urbanisation et l'industrialisation avancent. Nous verrons la loi générale du travail de 1945 et, plus tard, le Code du travail en 1950. À ce moment-là, 59 % de la population active tirait encore ses revenus de l'agriculture, alors que, l'industrie et les services n'employaient que 30 % de la population (Avella, 2011). Vers la fin des années 1980, l'activité agricole finira par représenter un quart du produit de l'économie. De fait, dans les années 1970, le chômage prévalait davantage en Colombie que dans le reste de l'Amérique latine, tout comme l'inflation. C'est pourquoi le président Lleras Restrepo invite l'OIT. L'organisme a recommandé d'assouplir le système, considéré comme trop protecteur avec l'immunité syndicale, en plus des entraves aux licenciements individuels et collectifs.

Or, le trait protecteur de la législation du travail fut enlevé dans les années 1990. Inspirés du contexte mondial et de l'injonction au réajustement structurel, sera promulgué la loi 50 de 1990 réformant le Code du travail. En revanche, dans la CP91, sont devenus des droits constitutionnels le salaire vital et mobile, le droit à la grève et le syndicalisme. Dans les années 1990, les lois ont évolué vers une plus grande flexibilité, la suppression des heures supplémentaires, la privatisation des fonds de retraite et la délégation de la santé aux privés. La loi 789 de 2002 sous le mandat d'Alvaro Uribe (2002-2010) a permis de flexibiliser l'emploi. Elle a étendu la journée de travail de 6 h à 22 h, réduisant ainsi les heures supplémentaires et leur rémunération. Cette loi a également introduit une indemnisation pour les licenciements sans cause, adaptant les acquis sociaux aux objectifs de relance économique. Malgré cela, la protection des travailleurs trouve encore une rupture dans les « indépendants » ou les travailleurs informels[58].

[58] Les personnes ayant une faible rémunération peuvent choisir de déclarer leur activité et de payer des cotisations de sécurité sociale, mais ce n'est pas obligatoire. Pour celles inscrites au système de santé

2. Résultats empiriques. Traits et modalités du LPO en Colombie.

En août 2023, selon la Grande Enquête de Ménages (GEIH), le tableau est le suivant : taux de chômage de 9,3 %, taux d'occupation de 64,4 % (rapport entre la population occupée et celle en âge de travailler). L'emploi informel représente 56 % des emplois, mais il est particulièrement important dans les villages et les zones rurales, où il atteint 83,4 %. Les activités les plus importantes pour les populations employées sont : le commerce et les véhicules (17 %) ; l'agriculture, l'élevage et autres (14,3 %) ; l'administration publique, les soins de santé, l'éducation et la défense (12,8 %) ; l'industrie (10,6 %) (DANE, 2023).

La population active se compose de 43 % d'employés, 41 % de travailleurs indépendants, 4,1 % d'employés d'État, 3,2 % de journaliers ou d'ouvriers agricoles, 3,1 % d'employés domestiques, 3,1 % de patrons ou employeurs, et 1,8 % de personnes travaillant au foyer sans rémunération. Le taux de chômage varie entre les villes, allant de 24,7 % à Quibdo à 8,1 % à Santa Marta, avec une moyenne de 9,2 % à Bogota et 10,4 % à Carthagène.

La base de l'attachement utilise les données de 2014 et 2015, où le taux d'informalité était de 60,6 %. Il a diminué à 56 % en 2023. Le pourcentage d'emplois couverts par une convention collective était de 1,6 % en 2014. L'OCDE indique qu'il a augmenté à 15,7 % en 2016 grâce aux négociations collectives locales et d'entreprise. En 2017, 9,5 % des employés étaient syndiqués. Nous observons des améliorations dans la protection des travailleurs grâce aux conventions collectives.

Or, la dualité de la force de travail en Colombie, nous l'observons dans la protection liée à la Sécurité sociale. Selon l'ECV 2022, 94,7 % de la population est couverte par le système de santé général, dont 44,9 % par le régime contributif et 54,8 % par le régime subventionné. En 2020, seuls 25,5 % des personnes âgées recevaient une retraite, avec un taux plus élevé chez les hommes (30,8 %) que chez les femmes (22,4 %). Les citadins étaient moins nombreux à bénéficier d'une retraite (29,5 %) que les ruraux (9,6 %), (DANE, 2021).

Selon l'OCDE, la Colombie est le pays où l'on travaille le plus (46 h/semaine) pour le moins bien payé (9,2 USD/h). Son indice de compétitivité est faible. En Colombie, un employé gagne 14,27 USD par heure, soit moins que la moyenne OCDE (53 USD). En effet, les travailleurs colombiens travaillent 2 405 heures par an. Au Chili on recense 1886 h/t, aux États-Unis 1 811 h/t, en France 1511 h/t, et le pays où l'on travaille le moins d'heures par travailleur est l'Allemagne avec 1 341 d'heures par travailleur (OCDE, 2023). En somme, il s'agit d'un

subventionné (SISBEN), il n'y a aucune incitation à le faire, car cela signifie perdre le statut de bénéficiaire et que la cotisation peut être coûteuse.

pays où le travail n'est pas compétitif, mais prend plus d'espace dans la vie des personnes. Nous concluons avec l'intérêt déclaré pour le travail. La WVS demande aux enquêtés l'importance du travail dans leur vie. En Colombie, en 2018, 72,4 % le trouvent très important et 24,5 % plutôt important, ce qui fait 96 % au total, et la situe dans le groupe qui le valorise le plus[59].

Enfin, si nous soulignons l'importance du travail dans la vie des Colombiens, nous revenons à la dualité entre le travail formel et informel. Ce dernier implique une insuffisance de protection pour les travailleurs indépendants, qui, même s'ils peuvent accéder à la santé via le régime subsidié, n'auront pas de retraite ni ne seront pas protégés en cas d'accident de travail.

3. Résultats. Un lien de participation organique dual ?

Dans l'entretien, nous avons interrogé les participants sur leur emploi, leur formation et leur expérience professionnelle. Nous avons cherché à comprendre leur relation avec l'emploi dans divers domaines. Au total, 326 références sont dans le LPO, 101 sur le type d'emploi et 225 ont servi à notre classement. Nous constatons que 64 % des références concernent les fragilités, 23 % la protection et 12 % la reconnaissance. C'est un lien qui évoque principalement des ruptures, comme le LC (Graphique 42).

Notre échantillon se compose de 41 personnes en emploi formel cotisant à la Sécurité sociale, dont 2 indépendants. Il compte aussi 36 personnes en emploi informel non cotisantes, certaines subventionnées par le service de santé public. Cette distribution n'est pas loin de la répartition nationale, malgré une surreprésentation de l'emploi formel. Nous avons 48 personnes ayant vécu le chômage de longue durée et 32 personnes sans cette expérience. Cela montre des inégalités dans les expériences professionnelles. Nous comptons 15 agriculteurs exploitants, 13 artisans, commerçants et chefs d'entreprise, 14 cadres, 7 professions intermédiaires, 12 employés, 6 ouvriers, 7 retraités et 8 personnes sans activité professionnelle.

Les interviewés nous ont montré diverses manières de définir le travail. Nous avons identifié trois thèmes principaux : l'allégeance à une éthique de travail (32 personnes), la revendication du travail indépendant (11) et la plainte ou la reconnaissance que l'emploi en Colombie dépend souvent d'un intermédiaire lors du recrutement.

[59] Parmi les pays où l'on valorise le plus le travail, nous trouvons les Philippines et l'Indonésie avec 99 %. En revanche, c'est au Royaume-Uni (73 %), en Russie (74 %) et au Canada (75 %) qu'il est le moins valorisé (Policy Institute, 2023).

Selon les interviewés, la mauvaise qualité du travail et le manque de professionnalisme sont des problèmes éthiques majeurs dans le pays. Ensuite, les personnes âgées de 47 ans ou plus pensent que travailler dès l'enfance est une forme d'apprentissage et de discipline. Elles regrettent la protection accrue des mineurs, qu'elles perçoivent comme une cause de la paresse chez les jeunes. Cela fait appel à la mémoire collective, rappelant le temps où la famille était l'unité de travail agricole et où les métiers se transmettaient.

Cette éthique du travail incite les personnes à travailler dur. On observe une distinction entre l'argent gagné honnêtement grâce à un travail acharné et l'argent obtenu illégalement par des activités criminelles. Par conséquent, les subventions aux pauvres sont perçues comme une tromperie du mérite. L'éthique colombienne valorise le travail acharné, ce qui en fait une source d'orgueil. Les employeurs cherchent des travailleurs ayant certaines qualités, telles qu'être polyvalents, bons chefs de famille, économes, sans antécédents judiciaires, peu enclins aux excès et propres. L'un de nos interviewés admet utiliser le polygraphe pour les entretiens d'embauche.

Nous passerons au cas de Roque[60]. Dans sa famille d'Antioquia, les enfants travaillaient pour soutenir leur famille. Le père pensait que l'école était inutile, alors ses fils ont travaillé pour lui jusqu'à ce qu'ils créent leur propre entreprise. Quand je lui ai demandé concernant des expériences de chômage, il m'a répondu : « *non, moi jamais, depuis l'âge de huit ans, je travaille* ». Il est arrivé à Carthagène, il y a vu une opportunité et y a établi son entreprise. Aujourd'hui, l'entreprise a presque 200 employés en différents sièges. Il nous a expliqué ce qu'il attend de ses employés.

> *« Alors quand on cherche des employés, nous, on cherche qu'ils soient de personnes pas des buveurs, puisqu'une personne avec le salaire d'ici… Même si nous, on ne paie pas le salaire minimum, puisque nous, on ne peut pas payer un bon salaire puisque les bénéfices de l'entreprise ne suffisent pas pour cela… Alors, il n'a pas la capacité pour se permettre ces goûts-là, des boissons [alcooliques], des fêtes, puisque soit il arrête de s'occuper de sa famille, soit il doit nous voler. Alors on le fait par stratégie, mais aussi par bien-être… Moi, je le dis au chargé de ressources humaines, s'il y a un employé ici qui fait mal son travail, n'aie pas pitié pour lui, puisqu'il a une grande obligation, sinon, on cherche quelqu'un d'autre qui fasse son travail et bien fait, avec le même devoir ou même plus. ».*

Roque cherche des employés qui correspondent au profil des parents responsables. La demande d'emploi étant élevée, ils peuvent facilement trouver des candidats appropriés. Ils organisent également un concours pour récompenser les travailleurs ayant l'espace de travail le plus propre. Il critique souvent les habitants de la côte, les accusant de dépenser trop d'argent

[60] E40UPF33. Carthagène, homme, 58 ans. Manga, strate 6, primaire, PDG, revenus 8.

en alcool. L'emploi va ainsi avec une moralisation de l'employé. Il insiste que, si les travailleurs s'éduquent, ils peuvent tous avancer. On a vu qu'il a admis ne pas payer le salaire minimum, mais, quand je lui ai demandé son avis sur les prestations sociales, il m'a dit :

« Il faut répartir, mais ce n'est pas comme Dieu a dit, que le riche doit tout répartir aux pauvres, ce que Jésus a dit est une erreur. Si vous donnez tout aux travailleurs, l'entreprise finit ! Et après, il n'y a plus rien qui la soutienne. ».

La moralisation arrive aussi à Bogota. Ruben[61], cadre dans l'industrie textile, emploie des familles de couturières dans les quartiers défavorisés. Il croit que leur statut informel est culturel et qu'il les incite à apprécier le travail.

« Là, ils sont très informels, parce qu'ici, nous, on a généré des politiques pour que les gens se formalisent, pour qu'ils paient les impôts et tout ça, mais de son côté est informelle. Il y en a des gens qui ont encore la culture que, le samedi à 14 h, ils éteignent la machine et ils vont boire de la bière. C'est comme le maître d'œuvre qui laisse la truelle et le seau et va boire et dépense tout sûrement, c'est culturel ! Il est très difficile de faire sortir cela des gens, mais nous essayons de changer cela, non pour qu'ils prennent de l'amour à l'argent, mais au travail. ».

Les chefs d'entreprise transmettent leurs valeurs à leurs employés ou sous-traitants. Le récit de Ruben montre la dualité entre monde formel et informel, le second étant lié à des traits culturels et à une vision différente du travail. Ce type de patron peut inciter certaines personnes à travailler en indépendant. C'est le cas de Florian,[62] qui, comme jardinier, a pu exercer un métier lui permettant de gagner sa vie, d'avoir une satisfaction au travail et le temps de participer dans son quartier.

« J'ai un travail très humble, mais mon petit travail était très bon et je gagnais bien, et aucun travail ne m'intéressait, je voulais continuer à faire mon petit travail qui était très humble et très indépendant, donc je gagnais bien, pour moi, ça gagnait bien… Je suis jardinier, et puis, dans ces contrats, tu gagnes bien et tu es très indépendant, tu n'as pas à respecter des horaires, tu es très indépendant et j'aime beaucoup ça. Cette histoire de soumission, d'emploi du temps, qu'une heure fixe pour partir (…) Je me disais que je n'allais pas travailler pour une entreprise, ils m'ont demandé à plusieurs reprises, plusieurs hommes politiques sont venus avec des propositions, j'aime l'humilité et l'indépendance (…) Peut-être pour la voiture, pour ma famille et mon petit terrain pour vivre, mais c'est tout. Je remercie Dieu, mais je n'ai jamais pensé à aller travailler dans cette entreprise avec cet homme, qu'ils m'exploitent, pour qu'ils m'exploitent, non ! Je vous fais ce jardin pour tel montant, soit ça marche pour vous, soit ça ne marche pas pour vous, au revoir ».

Florian préfère travailler modestement plutôt que d'être exploité en tant qu'employé. Il apprécie sa flexibilité horaire, ce qui lui permet de s'engager dans la JAC de son quartier, où il est respecté. Bien qu'il n'ait pas de pension, il a investi dans des terres et construit des maisons

[61] E35UCF29. Bogota, homme, 47 ans, strate 4, quartier La Felicidad, Master, PDG propriétaire, revenus 8.
[62] E20UCF8X2. Bogota, homme, 66 ans, strate 3, quartier San Luis, primaire, jardinier, revenus 3.

qu'il loue. Madame Rose, son épouse, dit aussi avoir refusé de travailler dans des entreprises ou des maisons de famille. Elle préfère garder des enfants chez elle. S'engager dans le travail indépendant contribue à façonner son identité. S'ils acceptent les fragilités qui l'accompagne, il semble que cela soit préférable à la soumission. Or, l'on trouvera des indépendants, mais cotisant volontairement, comme Eduard, le médecin pédiatre. Si d'un côté, il s'agit d'une capacité limitée du marché à occuper les personnes en âge de travailler, de l'autre côté, c'est une option de vie qui exalte l'initiative personnelle.

La protection se manifeste de différentes manières, tant pour les travailleurs formels stables (enseignants, fonctionnaires) que pour ceux informels. Dans les relations entre employés et employeurs, on a remarqué l'actualité de la figure du patron comme source de protection, ceci peut aider lors des problèmes avec des prêts d'argent, dans une sorte de paternalisme. Dans le récit de Darling[63], un jeune non qualifié de Carthagène employé sans contrat de travail, on a vu le recours au patron lors de problèmes :

> *« Oui, il est arrivé un moment, mais un moment où je travaillais et nous étions [dans une situation] critiques, critiques, horrible ! Alors j'ai dit au patron, "patro[n] la vérité est que je suis, nous sommes très mal à la maison", alors le patron, il était chrétien, et tout ça, ça l'a touché, alors, il m'a aidé avec quelque chose. Donc c'est dur, c'est pour cela que je lui ai dit que je pouvais l'aider, il était gentil avec moi… Parfois, quand il sortait en famille, il m'invitait, moi, j'étais comme son fils du travail, parfois ils faisaient à manger ou, le 25 [décembre] on va t'inviter au repas de famille. ».*

Cette aide a coûté cher à Darling. Lors d'une crise, son patron a dû licencier des employés, et il a accepté de travailler sans salaire une période. Cependant, cette fidélité ne l'a pas empêché d'être licencié plus tard, quand la fille du patron a, selon Darling, commencé à le séduire. De sorte que le patron l'a licencié. Ce récit nous a permis de voir comment une protection à un moment donné de type personnaliste ne garantit pas une protection à long terme. D'autant plus quand il n'y a pas de limites claires entre le domestique et le professionnel, et la protection est vécue comme partant des bons sentiments du patron.

Dans le cas rural, certains évoquent l'ancienne relation entre *hacendados* et travailleurs. Les premiers les protégeant et faisant aussi des donations aux fêtes de village ou à l'église. Cela s'est transformé dans les actions d'entreprises qui font de la philanthropie, soit dans le cadre de la responsabilité sociale entrepreneuriale, soit comme activités de charité dérivées de leur rôle dans une localité. Ruben, organise des fêtes pour les sans-abri du centre-ville de Bogota. Juliette, dans son restaurant à Carthagène, organise aussi un jour des repas pour des SDF.

[63] E14UPF11X2. Carthagène, homme, 21 ans, strate 2, Lomafresca, BTS, chômage, revenus 1.

Par ailleurs, lorsque l'on parle de syndicalisme, c'est pour se référer à un temps passé, le moment des grandes entreprises qui n'existent plus. Les patrons le voient d'un mauvais œil. On a vu ce qu'en pense Roque. Mais nous avons aussi observé d'autres avis dans la zone industrielle de Carthagène. Felipe[64] qui, dans les années 1980, fut en charge des négociations collectives dans l'industrie du béton, nous révèle que le succès était dans la communication entre les parties. Selon lui, le problème était dans le climat politique de l'époque.

Dans l'échantillon, nous n'avons pas de travailleurs syndiqués, seulement Jésus[65], un ancien ouvrier de l'industrie de la viande d'exportation. Dans les années 1980, il a participé à des négociations collectives pour améliorer les conditions de travail, mais l'entreprise l'a licencié et l'a indemnisé individuellement. Selon lui, avoir été membre du syndicat l'a empêché d'être promu dans son prochain emploi dans un hôtel. Il est resté dans le service de nettoyage pendant toute sa carrière. À la retraite, il recevra un salaire minimum, qu'il devra compléter en réparant des chaussures sur son porche.

Dans les expressions de la reconnaissance au travail les interviewés parlent de la satisfaction au travail ; des relations cordiales entre employés et employeurs ; le sentiment d'être reconnu dans son domaine et la participation à des réseaux professionnels. Les personnes satisfaites ont un emploi formel et 67 % ont des revenus élevés.

Finalement, la rupture est une constante dans la plupart des discours du LPO. Tout d'abord, 18 individus ont mentionné des salaires très bas ou « misérables ». Ils se sentent découragés par les bas salaires proposés ou sont solidaires avec ceux qui gagnent le minimum. Deuxièmement, l'indépendance est fragile. Les répondants admettent des irrégularités de revenus et un manque de protection. Le travail est perçu comme une forme d'exploitation, exposant à des risques professionnels. Certains font de petits boulots informels, tandis que d'autres ont connu des conflits au travail nécessitant l'intervention des autorités. Les personnes mentionnent aussi la méfiance envers les syndicats, puis la corruption comme la preuve d'une éthique du travail corrompue et enfin la limitation des espaces de sociabilité entre employés.

Les bas revenus du secteur formel sont extrêmement fragiles. C'est le cas de Rebecca[66], qui a travaillé 21 ans dans une entreprise. Elle a perdu la bonification « additionnelle » qu'elle

[64] E18UPF15. Carthagène, homme, 67 ans, strate 6, Castillogrande, Master 1, retraité, revenus 6.
[65] E38UPF32. Carthagène, homme, 65 ans, strate 2, San Pedro Martir, primaire, retraité, revenus 3.
[66] E66UPF53X2. San Jacinto, femme, 52 ans, Centre, BTS, chômage, revenus 3.

recevait tous les mois, et a décidé de renoncer et de commencer un procès devant la justice. Elle fait maintenant des petits boulots. Leidy[67], pour sa part, culpabilise la réforme du travail sous le mandat de Alvaro Uribe, laquelle a supprimé ses heures supplémentaires de nuit dans le nettoyage d'un hôpital. Elle a préféré rester au foyer et mieux élever ses enfants. Face aux chocs, les personnes au salaire minimum sont plus susceptibles de passer à l'informel.

Dans les années 1990, Margot a travaillé pendant sept ans dans un club de sports, un billard, au centre de Carthagène. Comme elle habitait un quartier d'invasion, elle a demandé un prêt à son chef pour rénover sa maison en bois. Elle lui a écrit une lettre qu'il devait envoyer à son chef, qu'elle a retrouvé dans la poubelle. Elle est partie dénoncer les conditions de travail de cet établissement où travaillaient plusieurs femmes toute la nuit. Elle a porté plainte à l'office du travail. Elle nous raconte l'épisode où le chef a été obligé de lui payer les prestations dues :

« Je suis allée à l'office du travail à Bocagrande, j'ai parlé à la dame (…) Ils l'ont convoqué (…) il a ouvert la citation, "c'est quoi ça ? Et pourquoi as-tu fait ça ?", [Elle lui a répondu :] Parce que tu le mérites (…). Il se grattait la tête (…). Il y avait des femmes qui y travaillaient depuis 18 ans, d'autres 14 ans, moi, c'était plus récent, ça faisait 7 ans. Alors ces femmes m'ont abordé, "mais tu fais quoi Margot ?" Et je leur ai dit, je réclame mes droits, "mais qu'est-ce qu'il va dire ?" ce qu'il peut me dire est que je ne travaille plus ici. Lui, il n'est pas mon père qui va me battre, moi, je ne suis pas née ici, vous verrez (…).

[Elle dit à l'inspectrice] les femmes travaillent de 11 heures du matin à 6 heures du matin, alors la dame lui dit "mais comment est-ce possible ?" et Madame, vous savez, moi, je travaillais tous les jours, je n'avais pas de repos, j'avais deux jours dans l'année, le 31 décembre et le vendredi de pâques, "c'est vrai ça, monsieur ?" oui, "Monsieur, mais vous aviez une esclave, écoutez si le temps de l'esclavage est terminé ça fait longtemps" (…) "Monsieur, vous devez la compenser en deux parties, un paiement le jour X et le deuxième le jour Y" (…). Et cela a été comme ça ».

Après cette expérience, Margot a quitté le monde du travail formel pour exercer divers petits boulots. Avec l'aide de ses filles, elle a construit sa propre maison. Finalement, elle a découvert son don pour la guérison et est devenue une « *sobandera* », une guérisseuse qui offre des massages thérapeutiques avec des prières à des fins curatives ou protectrices.

En réalité, étudier le LPO est complexe en raison de la diversité des expériences professionnelles. En Colombie, la dualité la plus importante oppose les emplois formels et informels, qui coexistent dans deux mondes différents mais imbriqués : l'un régit par la loi et l'autre par les coutumes et la coresponsabilité entre les patrons et les travailleurs. Les lois ont évolué pour inclure les revendications sociales, malgré l'orientation vers la flexibilisation des dernières décennies. À la paire, presque la moitié des travailleurs travaillent sans protection,

[67] E27UCF26. Bogota, femme, 34 ans, strate 2, Quartier La Playita, BAC, tâches ménagères, revenus 2.

sans contrat de travail. Dans un rapport de subordination informel, les travailleurs attendent que leurs patrons les protègent. Dans un rapport formel, les antagonismes surgissent quand on contrevient à la loi. Bien qu'il existe une distinction claire entre ces deux univers, ils interagissent néanmoins l'un avec l'autre. En effet, le secteur formel dépend grandement du secteur informel, ce dernier permettant de maintenir des rémunérations faibles grâce à une offre continue d'emplois.

Les inégalités dans ce lien sont frappantes. Ceux qui parlent de l'emploi comme un lien qui les intègre et leur fournit de la reconnaissance sont les plus stables. La plupart d'entre eux occupent des emplois formels (97 %), possèdent un niveau d'études élevé (63 % au moins à la maîtrise) et n'ont jamais connu le chômage (85 %). En revanche, les revenus moyens et les émergents mentionnent plus souvent la rupture et la fragilité du lien, puis ceux ayant eu des expériences de chômage. On souligne la grande contribution de ceux en niveau primaire à 27 %. En effet, nous observons un déséquilibre dans l'offre de protection et de reconnaissance par le LPO dans notre échantillon diversifié. Nous allons étudier le lien de filiation, qui protège les personnes mal employées, sans aide de l'État ni soutien social.

IV — LE LIEN DE FILIATION « MA FAMILLE EST TOUT » [68].

Le LF couvre les relations de consanguinité dites « naturelles » et les relations adoptives. Idéalement, il situe l'individu au sein d'une famille nucléaire et étendue, échappant ainsi à tout choix. La reconnaissance va de la place dans une lignée et de la transmission d'un nom de famille jusqu'à la préparation de l'individu à la vie sociale par le biais des liens affectifs (Paugam, 2008). De nos jours, assurer la sécurité ne se résume plus à garantir la survie des personnes, mais va même jusqu'à promouvoir leur plein épanouissement.

Dans la perspective psychologique, les spécialistes ont vu l'attachement à la famille comme le lien le plus important, car il s'agit du primaire. Dans les travaux de John Bowlby sur le besoin d'autrui du nouveau-né, normalement, la figure d'attache est celle qui lui prête les soins (Bowlby cité en Paugam, 2023). Les sociologues ont étudié la famille comme lieu de socialisation qui transmet le modèle culturel de la génération précédente. Ou encore, comme une configuration valorisée, un lieu de la reproduction sociale, grâce aux mariages et à l'héritage (Bourdieu, 1993). Dans le monde contemporain, elle a perdu de sa totalité, en dépit d'une intervention accrue de la part de l'État (Durkheim, 1975 ; Damon, 2018). Toutefois, on

[68] Céline, habitante de Bogota en parlant du moment d'arrivée à sa maison et la joie de partager avec sa famille. E23UCF22.

peut définir la famille par ses transformations, modalités et dérivations. En réalité, cela demande toujours un engagement émotionnel significatif, ainsi que des ressources importantes.

La morale domestique, variable dans le temps et les sociétés, encercle des devoirs domestiques encadrés par des règles entre consanguins envers les biens et les personnes (Paugam, 2023). Sa totalité peut favoriser la minutie de rapports. Dans une société où le LF est prééminent, c'est à travers de la famille que l'on s'intègre à la société. C'est le nom de famille et les ressources qu'elle apporte qui définissent la place de l'individu. Puis, les fragilités et la rupture excluent l'individu de nombre de relations sociales.

En Colombie, la CP91 reconnaît la famille comme la cellule de base de la société. La plupart des expressions de la solidarité y ont lieu. Celle-ci a dû assurer les services que l'État et le marché du travail n'ont pas réussi à garantir aux citoyens. Nous y voyons l'empreinte espagnole, toujours en tension avec celle des systèmes de parenté des peuples originaires. Nous montrerons ici les spécificités du familialisme à la colombienne.

1. L'empreinte des systèmes de parenté des peuples autochtones.

Dans l'histoire du territoire aujourd'hui connu comme la Colombie, différentes formes de filiation et de parentèle ont eu lieu. Parmi nos objectifs figure celui de saisir l'empreinte anthropologique, ce qui implique de revoir la façon dont fonctionnait la filiation chez les différents groupes originaires. Ensuite, nous révisons la rencontre de deux mondes dans l'expérience coloniale, où l'acculturation est survenue via l'imposition d'un modèle de famille et du mariage sacramentel catholique.

D'abord, observons l'empreinte originaire ethnique. Nous avons déjà vu que différents peuples habitaient ce territoire, dont quelques-uns se sont assimilés, tandis que d'autres ont disparu, et que d'autres encore se sont enfuis dans des territoires éloignés. Montrer une seule réponse s'avère difficile, chaque peuple ayant développé ses propres formes d'organisation. Ce que l'on sait aujourd'hui date des documents historiques et des recherches anthropologiques de la deuxième partie du XXe.

La différence la plus importante concernait le lien entre la famille nucléaire et les rapports de parenté plus étendus entre clans et lignées. De plus, dans la plupart des groupes, la parentèle se transmettait de manière utérine ou par voie de la mère, ce qui définissait l'appartenance des enfants au ménage de la mère. Le plus connu concerne les *Muiscas* (Correa, 2001) et le peuple *Wayuu* (Gutierrez, 1950). Dans ce dernier, une série de familles réunies autour d'un ancêtre commun forment la plus petite unité de parentèle. Mais on compte aussi des exceptions, comme

les *Carapanas*, qui suivent un lignage patrilinéaire, ou les *Chocó*, dont la parentèle inclut les deux familles.

Dans la plupart des cas l'unité était la famille étendue. Chez les *Puinave*, le clan s'étend sur le territoire de familles organisées dans un système de rangs fondé sur le statut générationnel. Pour les *Tucanos* la famille est celle qui partage le même feu. Chez les *Macuna*, la famille se définit par ceux qui habitent une même *maloca*, de grandes maisons qui servent de bâtiment multigénérationnel. Dans les *Sikuani* l'unité est composée par un couple âgé et leurs filles, femmes mariées et leur famille. Chez les *Paeces*, on considère la famille comme liée à d'autres familles, qui assurent la production d'autosubsistance. La famille nucléaire est l'unité basique des *Sinoa*, *Koreguaje* et *Kofan* (Melo, 1995).

Les unions étaient régies par des règles pour favoriser les alliances entre clans et fratries, comme chez les *Macuna*, les *Muuri* et les *Witoto*. Les mariages étaient conclus en fonction des besoins du clan. Les *Koguis* se marient entre membres *Tuke* et *Daxe*, dont dépend la fertilité des sols. Les *Kubeo* le font avec leurs cousins croisés du clan maternel (Melo, 1995). La plupart possédaient des règles d'exogamie pour éviter la consanguinité. Les *muiscas* châtiaient fortement les incestes (Correa, 2001).

Différents systèmes de mariage ou d'unions, soit par ravissement, vente, négociation, alliance ou service, existaient. Aussi des formalités et rites déterminaient l'existence de l'union (Jaramilllo, 2013). Or, le rapport sexuel n'était pas réservé au mariage. Chez les *Paeces*, la période de preuve, l'*amaño*, permet de mettre à l'épreuve la capacité reproductrice de la femme. Certains groupes pratiquaient la polygamie, chez les *Muiscas*, cela n'était possible que pour les hautes strates ou lors d'alliances politiques. Les *Wayuu* la pratiquent encore, mais les femmes d'un époux polygame restent chez leur clan.

Le foyer ou le lieu de résidence dépend aussi des règles, chez les *Guahibi*, les *Cubeo*, *Tucano* et *Macuna*, il sera chez la famille de la femme. Cela arrive aussi chez les *Kogis* jusqu'à ce que l'homme démontre leur indépendance dans leurs propres terres. Les personnes âgées occupaient une place privilégiée, elles étaient considérées comme une source de sagesse et responsables des relations politiques entre les groupes (Melo, 1995).

Les colonisateurs ont eu des problèmes avec différents sujets. À leur arrivée, les problèmes porteront sur la polygamie, les relations avant l'union, et l'idée de lignage et de famille nucléaire. Les peuples, surtout les *Muiscas*, l'un des plus assimilés, ont difficilement accepté l'idée du mariage indissoluble et de l'autorité de lignage patrilocal. Normalement, une division sexuée du travail existait, où c'était parfois la femme qui se chargeait de l'agriculture.

C'est pourquoi il n'est pas allé de soi l'idée de l'homme pourvoyeur et la femme administratrice du domestique. Le patriarcat espagnol est choqué avec la matrilinéarité et ses statuts générationnels (Pineda & Gutiérrez, 1993).

Après le génocide initial, la Couronne a cherché à maintenir une race « pure » indigène. Le métissage était donc interdit, ce qui signifie que les enfants métis n'étaient pas considérés comme des personnes indigènes et n'étaient pas protégés dans les *resguardos* (institution exclusive de la Nouvelle-Grenade). Hors de ceux-ci, on les traitait comme de la population pauvre. Sous les *resguardos,* ils ont envisagé de renforcer les mariages. Mais ses résidents ne prenaient pas au sérieux cette incitation ; ils sabotèrent les pratiques, par exemple, en ayant des rapports avant le mariage. De fait, si un tiers des terres des *resguardos,* était attribué aux familles, il n'y avait pas d'incitations à faire des futurs tributaires de la couronne (Friede, 1976).

D'autre part, c'est l'empreinte espagnole médiévale. La dot, les *mayorazgos* et le régime de propriété régissaient les mariages. La dot était un bien offert par la famille de la femme au moment du mariage. Elle servait souvent à financer les besoins de la famille. La dot assurait une certaine protection pour la famille de la femme, car elle garantissait le bon comportement de l'époux et permettait une surveillance de sa gestion des biens. En réalité, elle a permis la subsistance des mariages arrangés et a affirmé le contrôle de la famille élargie. Le *mayorazgo* perpétuait l'institution du lignage patriarcal. Ils unissaient différentes générations d'une famille pour éviter la division de la propriété transmise aux hommes. Les familles finirent par se marier entre elles pour préserver le lignage et le patrimoine (Jaramillo, 2013).

Ces formes rivalisaient, au moins dans la théorie, avec l'idée du mariage sacramental, fondé dans l'idée de l'amour et la création d'une famille nucléaire autour d'une communauté des croyants. Cela allait contre les mariages purement par pur intérêt socio-économique. Mais dans la pratique, la religion catholique a servi les intérêts des élites, elle a favorisé les hiérarchies de classe et de race. Elle faisait payer pour les rituels des quantités hors de portée pour les travailleurs. La couronne a essayé, sans succès, de leur faire baisser les prix. L'église a aussi permis aux classes hautes de payer par des mariages consanguins, favorisant les lignages. Finalement, selon Jaramillo (2013), les classes aisées ont monopolisé l'idéal de la famille patriarcale nucléaire.

Jaramillo remarque que la plupart des relations inter-ethniques se déroulaient en dehors du mariage. Cela engendra des enfants illégitimes, les métisses. Les femmes et les enfants étaient peu protégés par les lois de succession et de la société conjugale. Malgré cela, pour les mères indiennes, la descendance métisse n'était pas imposable et elles pouvaient attendre

quelque chose du père. Pour les pères blancs, cela signifiait qu'ils pouvaient avoir des partenaires amoureux sans devoir se soumettre à la famille d'une femme avec dot. De plus, ils n'avaient pas à répondre des enfants illégitimes. Alors que, pour les femmes blanches, le mariage constituait la meilleure option. En se fondant sur les recensements, Jaramillo montre que la population dite blanche se mariait davantage. Les normes sociales et la succession des propriétés expliquent pourquoi les personnes se mariaient avec des personnes de la même classification raciale. Elle observe une exception à Carthagène où des marinières se mariaient avec des mulâtres. En réalité, le métissage n'a pas entraîné de redistribution socio-économique. Les familles patriarcales nucléaires et les lignages sont devenus des outils de distinction entre les classes sociales, qui ont finalement dominé les ressources.

En conclusion, l'empreinte anthropologique des peuples originaires est passé par un processus d'acculturation, et le modèle de la famille patriarcale et nucléaire s'est imposé. Si la parentèle utérine des peuples indiens ne signifie pas un matriarcat, le modèle espagnol a fini par renforcer le pouvoir des hommes et l'idée de la famille comme cellule de base. Cela, malgré d'autres façons de concevoir la famille, dans un réseau plus vaste de parenté.

2. Le cadre légal du mariage et des enfants illégitimes.

Dans cette section, nous examinerons les règles juridiques régissant le mariage et les succesions dans la structure familiale. Dans la colonie, différents cadres juridiques coexistaient, tels que les lois de Castille, les lois des Indes et le droit canonique. Le mariage sacramental, soutenu par l'Église et la Couronne, était le modèle dominant. Les Espagnols et leurs descendants l'ont principalement adopté, de fait, le métissage s'est principalement produit en dehors du mariage et souvent comme le produit des rapports de pouvoir genrés (Jimenez, 1989).

De 1560 à 1860, les règles sont restées relativement stables, la propriété dans la famille était commune selon le *Fuero Real*, et les héritiers étaient les enfants ou les parents. La femme adultère risquait la peine de mort et la perte de sa dot. Les enfants légitimes avaient droit à une pension alimentaire et à l'héritage, mais pas les enfants « naturels ». La famille nucléaire des lois de Castille s'oppose à la famille patriarcale basée sur le lignage, où la dot de l'épouse et le lignage du conjoint déterminaient la relation.

La condition pour hériter les terres des premiers colons était la légitimité de l'union maritale. Ces biens pouvaient intégrer les *mayorazgos* seulement par le mariage catholique (Gutierrez, 1968). Selon Jaramillo (2013), les *mayorazgos* étaient si influentes politiquement et possédaient tant de terres qu'elles menaçaient la Couronne. Elle a donc interdit les mariages entre fonctionnaires et femmes ayant hérité des *encomiendas*.

Plus tard, dans la jeune république, le mariage civil, le divorce, l'égalité de droits entre enfants illégitimes et légitimes et la dot seront discutés. Les radicaux, qui deviendront plus tard les libéraux, militent pour la reconnaissance des enfants naturels et la régulation des dots et mayorazgos. Ils ont défendu l'idée d'une famille moderne, nucléaire et basée sur l'amour. Les conservateurs souhaitaient moderniser le mariage, mais sous l'autorité de l'Église et avec une vision hiérarchique.

Au cours de la seconde moitié du XIXe siècle, on assistera à une baisse du nombre de mariages au sein de l'élite, suivie d'une agitation législative pour encourager le mariage dans la population autochtone et afro-descendante. Dans les régions à majorité indigène ou afro, les mères célibataires seront plus facilement acceptées et accueillies par la famille étendue, surtout les indigènes qui voyaient encore la parentèle utérine. Cela n'arrivait pas autant dans les régions à majorité « blanche », comme Santander ou Antioquia (Gutierrez, 1968). L'installation tardive des colons dans l'est d'Antioquia a favorisé le renouveau de la famille en tant qu'unité de production.

Entre 1832 et 1887, la législation sur le mariage et la famille a été modifiée plusieurs fois en raison des changements politiques et d'initiatives fédéralistes. Après l'adoption de la constitution fédérale de 1853, certains États, comme Santander, Magdalena et Panama, ont autorisé le divorce et le remariage. D'autres ont accordé des droits aux enfants nés hors mariage.

En 1887, sous l'hégémonie conservatrice, les lois sont revenues à celles de la colonie, mais modernisées. Le Code civil de 1873, le premier code unifié pour l'ensemble du territoire, a inclus le droit des familles. Le Code civil de 1887, élaboré par des conservateurs colombiens, favorisa le catholicisme en incluant des dispositions pour réguler les comportements. Le mariage fut considéré comme un moyen de prévenir les crimes chez les hommes et la prostitution chez les femmes. La dot fut abolie, mais le mariage civil fut réservé aux non-catholiques. Les divorcés ne pouvaient pas se remarier, et le chef de famille obtint plus de pouvoir sur sa lignée. Les enfants illégitimes sont reconnus seulement si les parents se marient, mais dans la présence d'enfants légitimes, ils sont exclus du patrimoine héréditaire. Cela met en évidence le rôle du mariage pour obtenir une position sociale (Jaramillo, 2013). Il a favorisé le concept privé de la famille, elle est devenue centre de consommation plus que de production et d'alliances politiques. On a aussi éliminé les promesses de mariage.

L'élimination de l'hypothèque sur la dot entraînera une baisse des mariages dans les élites et une hausse dans les classes moyennes. Dans la région d'Antioquia, la colonisation des terres renforcera la structure familiale traditionnelle, composée d'un homme qui subvient aux besoins

et d'une femme dont la principale fonction est de procréer pour assurer le travail agricole. Si la classe reste un critère, d'autres seront ajoutés, comme l'assiduité, la vertu et la beauté.

Dans la deuxième partie du XXe siècle, la loi de 1936 a amélioré le statut des enfants non légitimes dans la succession. On leur a octroyé la moitié des biens que recevaient les enfants légitimes ou une pension alimentaire. Dans cette période, les traités de droits de famille vont influencer les politiques, ce qui a contribué à la dépolitisation de la famille. On les verra comme des médiatrices entre l'État et l'individu, et comme un fait social naturel, sujet de protection. La famille sera considérée comme une relation d'interdépendance entre les membres.

Depuis les années 1970, le débat a porté sur l'intégration des enfants non reconnus par la loi. Cependant, les juristes ont contribué à l'exclusion de ceux qui n'avaient pas de famille en la définissant comme une unité sociale et de protection. L'impératif de faire partie d'une famille a évolué pour inclure la recherche d'une famille chez les personnes qui n'en avaient pas, que ce soit par l'adoption ou l'intégration des enfants non reconnus. En 1968, un processus pour la reconnaissance des enfants naturels est mis en place, avec une adoption par l'ICBF en cas de refus du père. Le décret présidentiel de 1974 garantit l'égalité des femmes, leur conférant les mêmes droits et devoirs que les hommes dans la famille. La loi 29 de 1982 établit finalement l'égalité de succession pour tous les enfants.

En 1991, la Constitution stipulera dans les articles 5 et 42 que « *L'État protège la famille en tant qu'institution fondamentale de la société* » et « *La famille est le noyau fondamental de la société* ». Elle accordera à celle-ci la responsabilité, en communion avec l'État et la société, de garantir la protection des mineurs (Art. 44) et des personnes âgées (Art.46). La CP91 va aussi reconnaître comme sujets de protection les familles uni-parentales. Le Code pénal traitera les violences familiales comme des délits. Plus tard, la loi 882 de 2004 augmentera les peines pour les violences physiques et psychologiques. Enfin, les traités internationaux de protection à l'enfance seront ratifiés.

La protection exclusive des enfants de l'union maritale a été remise en cause. Les unions de fait seront reconnues, offrant des droits en sécurité sociale aux partenaires permanents et aux enfants élevés. Grâce à diverses décisions judiciaires, les droits des couples homosexuels seront reconnus. De plus, des mesures seront prises pour protéger les femmes rurales et celles touchées par le conflit. La loi 1361 de 2009 énoncera les principes d'une politique publique en faveur de la famille. Elle a souligné l'importance de l'État et de la société dans la protection des familles. Cela inclut la création d'un observatoire sur la famille au sein du DNP. Des subventions sont prévues, mais elles s'inscrivent dans le cadre de mesures visant à combattre la pauvreté, telles

que le programme « Familias en Accion ». Des mesures seront prises pour garantir la fourniture de repas scolaires aux enfants dans les écoles publiques. Nonobstant, la prééminence du rôle familial dans le système normatif ne se traduit pas dans des dispositifs d'accompagnement de manière horizontale, à l'instar du cas français (Damon, 2018).

3. Variantes et évolutions dans la famille.

Virginia Gutierrez, pionnière des recherches sur la famille en Colombie, soutient que, même si différents types (degrés de coercition, quantité, rôles parentaux) s'observent dans les régions, la famille reste la colonne de la structure sociale dans ce pays. Historiquement, elle a été l'unité de base de la reproduction et de l'activité économique. Cela sans oublier que de grandes disparités existent entre les régions, les groupes ethniques et les milieux sociaux.

Selon Pineda, la famille coloniale espagnole s'est superposée à l'américaine (Pineda & Gutierrez de Pineda, 1993). Selon l'auteure, les mariages conjugaux et extra-conjugaux ont contribué à la disparition des « races », et le métissage a dynamisé la population. Le terme « miscegenation » désigne les relations de mixité génétique ainsi que les normes qui les régissent. Ces unions ont donné lieu à des variantes régionales.

Dans son travail « *Famille et culture en Colombie* », Gutiérrez a démonté le mythe d'une famille colombienne. Elle a esquissé une typologie par zones du pays ou conglomérats culturels. Le premier groupe, le complexe Andin ou américain, est issu d'un métissage avec les *Chibchas*. Ce groupe est très croyant, mais fataliste dans ses relations. Le mariage catholique prédominait, même chez les classes défavorisées. Le complexe Santander, à l'orient du pays, montre une résistance des familles puissantes à l'église. Il se caractérise par l'autocratie masculine, une inégalité évidente entre les genres dans les institutions et les normes. Ensuite, les communautés noires ont adopté certains aspects festifs du catholicisme, mais pas tous ses principes. La religion n'a pas réussi à imposer sa morale comme elle l'a fait dans le complexe andin, de sorte que le syncrétisme est visible. Enfin, on trouve le complexe de la montagne ou d'Antioquia à l'ouest du pays, où la religion a façonné les relations sociales et les comportements, devenant un moteur économique. Il comptait le plus grand nombre de paroisses et de prêtres de l'étude. La colonisation tardive au XIXe siècle de cette région a fait émerger la famille nucléaire comme unité productive. Elle est devenue l'identité sociale et source de charité. Cette classification, bien qu'elle néglige d'autres groupes et régions, et véhicule une image spécifique du métissage, nous aide à distinguer les différences dans les pays.

Gutierrez va aussi étudier les origines du « *gaminismo* » ou des enfants des rues. Elle lie l'exaltation historique de la famille à la non-reconnaissance des enfants naturels et à leur

exclusion de la vie sociale. Puis aux divorces, aux nouvelles unions et au pouvoir des beaux-pères dans une société patriarcale. De sorte que, chez les plus démunis, ils ont poussé les enfants à la rue (Gutierrez, 1978).

Ainsi, au début du XXe siècle, la famille patriarcale, longue et prolifique, était le modèle dominant des familles aisées et moyennes, surtout dans les régions catholiques. Dans les classes populaires urbaines, la famille nucléaire prédominait (Pachon, 2008). Dans la seconde moitié du XXe siècle, Gutierrez (1975) a mis en évidence la transition vers des complexes culturels urbains hybrides et la coexistence de couples de diverses origines dans les villes. Cela a contribué à l'émergence de la famille nucléaire urbaine et de l'individualisme conjugal.

À la fin du XXe siècle, la famille évolue et s'adapte aux changements. Gutierrez a parlé du « *madresolterismo* » ou de l'augmentation des mères célibataires (Gutierrez, 1996 ; 2005). Par exemple, on voit le retour des femmes seules et sans ressources à la famille longue pour un soutien moral et économique ou « la renaissance de l'unité domestique fonctionnelle ». La famille a joué un rôle crucial en tant que réseau de soutien pour s'adapter à l'évolution économique de la fin du XXe siècle (Gutierrez, 2003).

4. Caractérisation du lien de filiation. De l'attachement excessif à la rupture.

On observe des disparités entre les sociétés quant à la manière dont elles abritent leurs jeunes et leurs aînés. Les indicateurs constatent que certaines sociétés logent plus souvent les jeunes et les plus âgés dans leurs familles, et cela fait partie des pratiques admises culturellement. En Amérique latine, on observe souvent que les personnes âgées reçoivent un soutien familial tout au long de leur existence. Cependant, il convient de noter que ce type d'accompagnement se déroule généralement de manière informelle, voire sans l'aide de l'État, et fonctionne sous une économie morale qui tend souvent à surcharger les femmes, un phénomène observé dans d'autres pays de la région (Destremau, 2020).

Examinons en détail ce familialisme. La TAS étudie la filiation en fonction de quatre critères qui évaluent l'importance des solidarités familiales. En 2017, en Colombie, 31,5 % des 25-34 ans vivaient avec leur père ou leur mère. Ce pourcentage atteint 45,9 % chez les chômeurs de la même tranche d'âge. De plus, 53,6 % des personnes âgées de 75 ans et plus vivaient avec au moins un de leurs enfants. Finalement, 59 % de cette tranche d'âge vivaient dans un ménage de plus de deux personnes. Dans le classement, la Colombie occupe la neuvième place. Le pays le plus familialiste est la Turquie, tandis que le Danemark se classe dernier. De ce fait, le cas colombien se situe parmi un groupe très divers de pays familialistes,

qui comprend la Turquie, le Mexique, le Chili, la Corée du Sud, le Japon, l'Afrique du Sud et l'Italie. La plupart sont toutefois des pays de l'Amérique latine. L'analyse de conglomérats donnera lieu à deux groupes, les *familialistes* et les *familialistes ++*. Ce deuxième groupe, dont la Colombie fait partie, est caractérisé par une prédominance du LF sur les autres liens sociaux. Si les pays du premier groupe ont une base familialiste, la configuration repose aussi sur d'autres liens.

Nous avons ainsi observé qu'en Colombie, au moins un tiers des 25-34 ans vivent avec leur père ou mère. Ce taux augmente à la moitié lorsqu'ils font face au chômage. Ensuite, la majorité des personnes âgées vivent avec leur famille ou dans un ménage composé de plus de deux personnes. Nous pouvons assumer que, le relais et les soins intergénérationnels sont encore relégués sur l'institution familiale. Ce qui nous fait aussi assumer, connaissant l'état du LC, que la famille assume la charge des services que l'État et le marché échouent à garantir. Allons plus loin avec d'autres indicateurs.

Dans l'enfance, selon l'enquête de qualité de vie de 2022, 52,8 % des enfants de moins de 5 ans passaient la plupart du temps de la semaine sous la garde de leur père ou de leur mère. 32,8 % des enfants vont dans des « foyers communautaires », des jardins d'enfants, des centres de développement ou des écoles maternelles. 10 % sont confiés à un proche. En 1997, les enfants étaient principalement chez leurs parents (65,9 %) et peu en établissement (20,7 %). La tendance à placer les enfants en institution est plus présente en milieu urbain (DANE, 2023).

En 2022, 44,2 % des ménages ont une femme comme chef de famille. Les ménages monoparentaux ont augmenté de 25,8 % à 30,9 % entre 1997 et 2003. Cette tendance se manifeste davantage dans les centres urbains peuplés que dans le rural. Le nombre de personnes par foyer a aussi baissé. En 2022, il y avait 2,95 personnes par foyer, contre 3,9 en 2003 et 4,2 en 1997 (DANE, 2023).

La famille est la forme d'organisation la plus courante en Colombie. En 2014, 60,7 % des ménages étaient des familles nucléaires. Ensuite, les familles étendues représentent 21,9 %, les ménages non familiaux 13,7 % et les familles sans relation conjugale 3,7 %. Il y aura des écarts régionaux importants : Bogota a 65 % de familles nucléaires, suivi par Antioquia avec 64 %. Ces régions ont les taux de ménages biparentaux les plus élevés du pays, 49,5 % et 50,3 %. Les ménages monoparentaux vivent souvent avec leur famille étendue. La région Atlantique a le taux le plus élevé, soit 30 % (OF, 2016).

En 2021, en Colombie, 39,5 % des ménages familiaux ne comptent aucune personne âgée, 28,3 % sont des ménages générationnels et 13,2 % sont des ménages sans enfant. Les

familles pauvres ont la même répartition de types familiaux que le reste de la population colombienne, avec une majorité de familles nucléaires. Les inégalités les plus élevées en Colombie sont chez les personnes âgées. Les revenus des ménages âgés du quintil supérieur sont vingt-deux fois plus élevés que ceux du premier quintil (OF, 2023).

Un pays aussi familialiste est aussi un pays où la famille exerce un degré de coercition sur ses membres. Nous avons consulté le rapport des violences de l'Observatoire de la famille, qui se fonde sur les données de l'institut de médecine légale. Si, en général, les indicateurs montrent une baisse dans les taux de violence intrafamiliale, ces violences persistent et certaines sont inquiétantes. En 2016, parmi les décès violents, la violence intrafamiliale a causé 29 % des décès chez des personnes en bonne santé, et 28 % des lésions non fatales. Bien que le taux de violence contre les enfants et les adolescents ait baissé, il reste élevé. Il est passée de 88 cas pour cent mille habitants en 2006 à 65 pour cent mille habitants en 2016. Enfin, concernant les femmes avec enfants qui les châtient avec des objets et coups, le taux a diminué de 46 % en 2005 à 26 % en 2015. La violence contre des personnes âgées est passée de 36,5 cas pour cent mille habitants en 2010 à 30 cas pour cent mil habitants en 2016. Dans 40 % des cas, l'agresseur est l'un des fils. Concernant les cas de violences de genre dans le contexte conjugal, les cas augmentent dans le premier décile de revenu (OF, 2017).

Par ailleurs, la raison familiale compte aussi dans le cas des SDF. Dans l'enquête de 2017, dans les raisons de leur situation, nous observons, après la consommation des substances psychoactives, les conflits et les difficultés de famille à 25,7 %. Dans leurs sources d'aide, parmi ceux qui les reçoivent, 47 % viennent de la part d'un familier, 24 % des institutions et 23 % des amis (DANE, 2021).

En somme, les données montrent que la famille constitue un lieu de sécurité et de solidarité, remplaçant ainsi les fragilités d'autres liens. En Colombie, elle assure toujours la protection des individus grâce aux soins intergénérationnels et à l'aide face aux chocs, tels que le chômage. Néanmoins, il est important de noter que la morale domestique peut être rigide et expose les individus à des fragilités importantes, notamment à des violences. Nous examinerons cela plus en profondeur en nous appuyant sur les données recueillies.

5. Résultats de l'enquête. La famille responsable, de la totalité à la crise.

Les récits de vie montrent une variété de conceptions de la famille, allant d'une implication minimale à une place centrale. Sur notre terrain, dans différentes régions, nous avons constaté que le LF offre la protection la plus importante (53 %). En revanche, les autres liens, tels que le LC et le LO, sont souvent vus sous l'angle de la fragilité.

D’abord, nous remarquons dans les récits un conflit entre l’État et la famille. Cela découle des représentations de l’ingérence de l’État dans l’autorité parentale, ainsi que de la possibilité du placement des enfants par l’ICBF. Ces lois visent à prévenir l’exploitation d’enfants. On les perçoit comme s’opposant à une certaine manière de procéder. Sept personnes ont exprimé leur frustration quant à l’éducation des enfants. Ceux qui ont grandi en milieu rural et qui sont plus âgés ont souvent aidé leurs parents aux tâches ménagères et ont été formés à des métiers. Selon eux, l’absence de transmission des compétences entre générations entraîne une crise familiale et la formation d’une classe de paresseux.

Ensuite, nous avons demandé à des interviewés vers qui ils se tournent en cas de problèmes majeurs. Sur 23 réponses, 15 ont mentionné la famille comme première source de soutien (Graphique 44). D’autres ont cité leurs amis, leur chef, le crédit entre particuliers, leur banque, leurs voisins ou personne.

Nous avons ensuite remarqué différentes manières de définir l’origine familiale. Les interviewés se sont décrits comme venant de familles des paysans, travailleuses, éduquées, traditionnelles ou nombreuses. Elles ont également partagé l’histoire de la mobilité sociale de leur famille. La plupart ont mentionné les efforts déployés par leurs familles pour gravir l’échelle socio-économique, ainsi que les valeurs qui leur ont permis d’y parvenir. Nous trouvons ceux se disant appartenir à de bonnes familles, définis par leur richesse économique comme « pudientes » ou puissantes, et ceux qui nous ont narré des histoires de déclassement de leurs familles. Pour certaines personnes, la famille constitue le seul cadre de socialisation, de valorisation et de sécurité. Toutefois, d’autres ont vécu des événements qui ont abouti à des ruptures. Nous allons maintenant examiner les principales tendances de notre échantillon.

Dans les mentions, nous observons la distribution suivante : 66 % correspondent à de la protection, 19 % à de la reconnaissance et 15 % à des crises ou fragilités (Graphique 43). Au total nous avons 408 références. Dans l’échantillon, la protection sera plus signalée par les hauts revenus et les revenus moyens. Puis nous observons aussi ceux qui habitent une zone urbaine (79,7 %), particulièrement Bogota (55 %). Puis ceux qui sont entre les 47 et 66 ans (48 %) et des personnes n’ayant jamais été assistées par l’État (81 %). Nous proposons que la classe moyenne urbaine dépende principalement de sa famille pour sa protection.

Les expressions les plus importantes sont : 1. Contrôle familial sur les enfants (15 %). 2. Aides financières/prêts familiaux (9,5 %). La solidarité intergénérationnelle dans la garde de

mineurs et personnes âgées (8 %). 3. Le fait de vivre proche de la famille (8 %). 4. L'importance d'accompagner les enfants à la maison (7 %). 5. Les entreprises de famille ou le travail en famille (7 %). 6. L'obligation de payer l'éducation, même universitaire (7 %). 7. Vivre ou avoir vécu chez des proches (7 %). 8. Aides lors du chômage (5,6 %). 9. Apprendre aux enfants à travailler (5,6 %). Nous trouvons d'autres manifestations moins mentionnées, notamment la répartition des dépenses au foyer ; les jeunes entre 25 et 34 ans vivant chez leurs parents ; les mères au foyer ; la charité familiale ; l'adoption temporaire d'enfants par des membres de la famille durant les moments difficiles ; la protection de la famille nucléaire ; l'héritage ; l'aide à la migration des jeunes ; et la pension alimentaire.

Ensuite, ce lien est celui qui fournit le plus de reconnaissance aux individus de l'échantillon avec 65 mentions au total. L'expression la plus importante est dans l'appréciation de la vie familiale (61 %). Les interviewés soutiennent que la famille constitue leur priorité ; ils mentionnent l'importance des rencontres et du temps partagé. Également, la valorisation de l'éducation donnée par les parents. Deuxièmement, il y a ceux qui sont fiers de leur famille. Troisièmement, les liens étroits avec les proches apportent un soutien émotionnel.

Enfin, nous trouvons les références sur la crise dans la famille. Vingt personnes ont contribué avec 53 références, ce qui représente un quart de notre échantillon. Les ruptures sont liées à : l'abandon ou le décès des parents ; la non-réciprocité entre membres ; les problèmes des successions et héritages ; les membres de la famille écartés par des problèmes des drogues ; et la décision de quitter la maison familiale et rompre des relations. Dans les expressions des fragilités et crises, nous observons : les difficultés dans la parentalité et le contrôle des enfants ; les mauvaises alliances de mariage ; les abus sur les enfants et ceux isolés de leurs familles. Dans un pays où celle-ci remplit différentes fonctions, les fragilités et les cas des ruptures laissent les individus très exposés aux risques et, parfois, à des exclusions.

Nous allons voir quelques cas typiques de notre enquête, ceux qui argumentent sans repères que leurs familles sont ce qu'il y a de plus important dans leurs vies. Puis, les confronter avec celles et ceux dont les familles ne sont pas aussi motivantes. Nous allons commencer avec le cas de Céline[69]. Une jeune de 27 ans, employée dans un hôtel depuis qu'elle s'est diplômée comme ingénieure d'aliments. Elle qui se dit de classe moyenne, raconte comment ses parents ont fourni des efforts pour qu'elle puisse aller à l'université privée. Céline se rappelle de son père toujours en travaillant et de sa mère et sa grand-mère s'occupant de la maison. Elle se

[69] E23UCF22. Bogota, femme, 27 ans, strate 3, quartier La Estrada, licence, chargée de la qualité, revenus 4.

souvient de ses années universitaires difficiles, car elle manquait d'argent de poche. Malgré tout, ses frères et sœurs ont également étudié. Bien qu'ils n'aient jamais vécu dans le luxe, elle est reconnaissante envers sa famille pour ce qu'elle est aujourd'hui. Grâce à leur travail, la situation s'est améliorée. Je lui ai demandé comment c'était chez elle et si elle avait pensé à déménager.

« La coexistence c'est superbe, pour moi, le meilleur est ma famille, c'est le meilleur moment quand j'arrive chez moi, je l'aime, c'est mon meilleur moment de la journée, j'adore être en famille. [Q. Ils ne vous ont pas suggéré de déménager ?] Ah non, non, non, pas du tout, je pense que ce serait très difficile pour eux, je pense qu'ils préfèrent que je ne le fasse pas, ils n'aiment pas cette idée. De fait, ils évitent ce sujet… L'idée qu'on déménage… Mon frère, il a déjà 35 ans et il est là encore et non, ils ne nous ont jamais dit « c'est l'heure de partir », ils évitent le sujet « ah, on en parlera après ».

Ensuite, nous avons parlé de son quartier, La Estrada, qui est un quartier de strate 3 de Bogota. Elle y a vécu toute sa vie. Je lui ai demandé si elle s'y sentait à l'aise :

« Ce quartier, je l'ai toujours aimé puisque c'est tranquille et tout est proche, il a plein des routes qui le traversent, les gens… En général, nous ne sommes pas très sociables, nous ne sommes pas ceux qui saluent le plus, j'sais pas moi… Je pense qu'on n'a jamais été ainsi… Partager, c'est plutôt avec la propre famille, disons avec un oncle, des grands-parents et ainsi de suite, ça reste en famille, tu comprends ? Mais de nous ouvrir et avoir des amis, très peu, mon frère, il est plus sociable que moi. Moi, je rentre, je sors et voilà ».

Quand je lui ai demandé ses trajets en ville, elle dit qu'elle est « très de la maison », ses trajets vont de la maison au travail et les dimanches, elle va à l'église. Une église évangélique pentecôtiste. En ce qui concerne ses amis, elle se décrit comme étant une personne qui ferme les chapitres de sa vie, que ce soit avec ses anciens camarades de classe ou d'université. Elle a un ami, mais ne compterait pas sur lui en cas de besoin. Ce serait plutôt sa famille. Dans son quartier, les voisins se rassemblent à Noël pour un repas et pour des projets communautaires, mais Céline n'a jamais participé. Par conséquent, sa matrice sociale est dominée par le LF et le LPO. Elle se sent bien dans son travail, malgré les longs trajets qui lui font faire 50 heures par semaine. Son foyer est alors un refuge.

Cette idée n'est pas propre aux classes moyennes. Revenons à l'histoire de Roque[70], PDG de la gestion de déchets qui vit à Carthagène, mais originaire d'Antioquia. L'une des régions classées par Virginia Gutierrez comme les plus familialistes. Il dit être né dans une famille nombreuse de dix enfants, dans laquelle ils étaient la force de travail et où ils devaient, tous les jours, prier le chapelet. Il est parti à Carthagène, suivant l'un de ses frères.

[70] E40UPF33. Carthagène, homme, 58 ans. Manga, strate 6, primaire, PDG, revenus 8.

Actuellement, la vie de Roque se passe entre son travail et son foyer. Son épouse travaille avec lui. Il a eu sept enfants et les plus âgés sont à l'étranger pour étudier, car il souhaite qu'ils aient l'opportunité d'étudier qu'il n'a pas eue lui-même. La première fois qu'il me dit que la « *famille est tout* » a été pour dire que cette éducation basique de la mère est celle qui crée de bons citoyens. Il considère que le rôle de la mère est d'éduquer avec des valeurs. Il parle des SDF comme le résultat des parents non responsables. Après, en parlant du quartier où il habite, il m'a avoué ses raisons pour ne pas se lier d'amitié avec les voisins :

> *« Qu'est-ce que vivre pour moi ? J'habite de la porte à l'intérieur, j'ai un truc que je suis plutôt asocial [Q. avec les voisins ?] En fait, les voisins sont de la fête et les femmes, pas moi. Moi, parfois, je dis quelque chose, ça peut sonner très mal, je n'ai pas d'amis (…) Pour moi, c'est la famille, que j'aille chez une personne, chez un ami, non, pas du tout, ou qu'un ami aille chez moi… Du coup, ce n'est pas bien, mais je suis avec ma famille… "allez, on va chez un tel" "allez qu'on va jouer" non, non. Si je rencontre quelqu'un, oui, je parle, je rigole, pour ça, oui ».*

Il dit que, malgré les voyages de travail, il est toujours les week-ends à la maison. Il a dit « *je me consacre à ma famille* ». De fait, il dit se charger de réparer les choses endommagées chez lui. Quand je lui ai mentionné les relations avec sa famille d'origine, il m'a dit que les problèmes de la famille sont les problèmes de tous, voire de ses frères et de ses sœurs. Ils soutiennent financièrement leur père depuis qu'il a arrêté de travailler il y a 15 ans. Il s'inquiète de l'isolement causé par l'abondance de richesse et de technologie. Pour favoriser les interactions familiales, il impose à ses enfants de regarder la télévision ensemble. Maintenir l'unité familiale est difficile dans ce monde moderne, différent de celui où Roque a grandi.

Une famille réussie implique aussi du contrôle sur les enfants. Les sœurs Paloma[71] et Lina[72] habitent non loin de Roque, mais dans un quartier qui s'est dégradé dans les années 1990. Même si elles aiment bien leur quartier, elles ont été élevées par leurs grands-parents dans le but de ne pas se mélanger trop aux voisins. Paloma se rappelle un jour quand elle a demandé à son grand-père de la permission pour sortir, il lui a répondu : « *Tu as ta sœur, tu n'as plus besoin de rien d'autre* ». Finalement, elle admet que ses craintes étaient fondées. En effet, l'une de ses voisines, qui était aussi son amie, est tombée enceinte à 16 ans d'un garçon qui, selon elles, avait l'air d'un délinquant. Elle raconte comment fut la censure de cette amitié :

> *« Pour cette raison nous n'interagissons pas beaucoup dans le quartier (…). Ils nous ont appris à dire bonjour et continuer notre marche… Notre tante, la sœur de mon père, elle s'est rendu compte que je sortais avec X, elle m'a interpellé, m'a demandé pourquoi je sortais avec la fille de Y. Je lui ai dit qu'on était des amis "Bon, ma fille la vérité est que tu sais comme ils sont, ce sont des personnes qui, par certaines raisons n'ont pas avancé dans la vie et ces gens-là, il faut les tenir à l'écart". Dans ce*

[71] E4UPF2X2. Carthagène, femme, 19 ans, strate 3, quartier chinois, BTS, stagiaire, revenus 1
[72] E3UPF2X1. Carthagène, femme, 18 ans, strate 3, quartier chinois, étudiant Licence, revenus 1.

moment j'étais très en colère. Elle m'a dit "je n'aime pas que tu sortes avec elle, tu sais que moi, je suis née ici aussi, ce ne sont pas de personnes qui vont t'aider dans la vie". Après ça [Grossesse de l'amie à 16 ans], je pense que cela aurait pu m'arriver à moi. ».

Dans ce cas, le repli sur la famille devient une stratégie de mobilité sociale. Dans un autre cas, Florian nous raconte comment, quand son fils a commencé à sortir avec des garçons qui prenaient de la drogue, il l'a battu. De sorte qu'il n'a plus rencontré ses amitiés. La morale domestique est parfois très sévère, même si d'un autre côté, elle peut être très gentille. Dans les formes d'entraide, certains nous ont raconté comment les aides à la famille se font de manière cachée, pour ne pas endommager l'honneur de la famille, comme Mme Fleur[73].

« Si quelqu'un de la famille en a besoin, on leur fait des courses, mais on les amène sous le manteau [ruana] pour que les voisins ne se rendent pas compte, ça, c'est entre nous ».

La pauvreté d'un membre de la famille peut être honteuse dans une société où elle est stigmatisée, bien qu'elle soit répandue. De sorte qu'ils ont été plusieurs à nous avouer qu'ils aident leurs familles en privé. En revanche, cela laisse des signes. Dans la famille de Mme Dolores et Marie Pauline, quand on a questionné à propos des subventions de *Familias en Accion*, il y a eu des rires. Après l'entretien, j'ai demandé à la fille de Marie-Pauline en aparté pourquoi elle riait. Elle m'a raconté comment ils se moquent de la famille de sa tante qui vit avec sa grand-mère. Ils les nomment les *Familias en Accion* vu qu'ils sont les plus pauvres de la famille.

Les familles ne sont pas toujours bienveillantes, c'est le cas de Leidy[74], aujourd'hui mère au foyer et mère de trois enfants. Elle est née dans la localité *Ciudad Bolivar* à Bogota, où elle habite encore. Ses parents ont migré depuis le département de *Boyaca* et ils se sont établis avec deux des six enfants qu'ils seront après. Ils se sont installés dans le quartier *El Bosque*, quand il n'y avait que des « ranchs ». Elle raconte que sa vie a changé quand son père est décédé lorsqu'elle avait 8 ans. Sa situation économique est devenue difficile puisque sa mère, qui travaillait comme domestique, se montrait machiste envers elle et lui donnait moins à manger que ses frères. Cela a marqué un tournant dans sa vie, car elle et ses frères ont commencé à errer dans les rues. Pendant que sa mère travaillait, ils nettoyaient les vitres des automobiles aux feux rouges. Elle se souvient qu'elle et ses deux jeunes frères demandaient de la nourriture et des vêtements, et que leur mère les emmenait au marché pour récupérer les restes.

[73] E10UCF8X1. Bogota, femme 69 ans, 66 ans, strate 3, San Luis, primaire, garde d'enfants, revenus 1.
[74] E27UCF26. Bogota, femme, 34 ans, strate 2, Quartier La Playita, BAC, tâches ménagères, revenus 2.

Dans les rues, elle commençait à voir des enfants qui se droguaient avec la colle et la marihuana. Entre ses 10 et 11 ans, Leidy a quitté sa maison. Elle a fui son quartier, parti avec une amie. Elle a connu les drogues, et le Bazuco, un dérivé de la cocaïne, plus proche du *crack*. Elle raconte avoir passé une nuit à la police quand elle et son amie ont été accusées injustement de vol. Elle a connu la rue du *cartucho*, démantelé en 1996. Mais elle dit que ses amis la protégeaient pour qu'elle ne devienne pas une droguée. Elle revenait parfois chez sa mère, mais cela finissait toujours mal. Pendant ce temps, elle allait à l'école, mais, étant donné son tempérament insoumis, on l'a renvoyée. Elle revenait à la rue. Après sa grossesse à 15 ans, une amie l'a invité chez elle. Elle donnera naissance à son deuxième enfant à 17 ans. Elle a laissé son enfant chez sa mère pendant qu'elle travaillait et vivait ailleurs. Elle a été vigile puis vendeuse de rue. Ce ne sera que lorsqu'elle aura 24 ans qu'elle pourra de nouveau vivre avec son fils aîné, grâce à sa sœur, qui lui aura laissé une chambre. Son fils cadet a préféré de rester avec sa grand-mère. Ensuite, elle a trouvé un emploi comme femme de ménage à l'hôpital. Puis, à 26 ans, elle a connu son mari et ils auront un fils. Aujourd'hui, elle vit avec ses deux fils et son époux, un auxiliaire comptable. Je lui ai demandé sur qui elle compte en cas de problème.

« Bah, la vérité est que je fais davantage confiance aux inconnus ou aux amis, car pour moi, ce sont eux qui parfois m'ont aidé le plus que ma propre famille. [Q. Et dans le cas d'avoir besoin d'argent ?] Ah beh, avec l'argent, là c'est compliqué, je sais que, parfois les gens n'ont pas comme nous, ils n'ont pas à manger, mais s'ils peuvent quand même aider, avec les courses ou de choses comme ça, oui, les amitiés. ».

Leidy n'est pas dans un milieu très affluent, ce qui limite les aides en argent entre amis. Or, elle exprime qu'elle n'a pas honte de demander aux autres, qu'elle préfère leur demander plutôt que de voler. Aujourd'hui sa situation est un peu mieux, vu que son époux travaille, son fils travaille temporairement dans des commerces et le petit reçoit la subvention de *Familias en Accion*. Ce cas montre comment les relations familiales peuvent se révéler complexes, marquées par des tensions permanentes et des ruptures. La famille de Leidy n'a pas permis à celle-ci de se développer en tant qu'être social. Après la mort de son père, la protection a pris fin. Cela même si sa mère a gardé ses enfants pendant des années sans domicile fixe. L'État aurait pu intervenir à différents stades, notamment pendant l'enfance, à l'école ou lors de l'intervention policière. Mais c'est plutôt la main répressive qui lui a été tendue. Finalement, on dirait bien que c'est grâce à l'alliance avec son conjoint que sa condition s'est améliorée. Il semble ainsi que l'alternative à la famille est plus de famille, tel que le pointait Juliana Martinez-Franzoni (2008).

En guise de conclusion, si les fragilités des autres liens, notamment du LC, sont comblées par le « trop de famille », cette relation ne va pas de soi. Cela implique aussi tout un travail historique de la morale domestique et de réification de la famille. De sorte que certains y trouvent le lieu de leur réaffirmation comme des êtres sociaux. D'autre part, cela cache la surcharge subite par cette entité, souvent aux dépens de certains de ses membres. C'est le cas des parents qui doivent travailler en excès pour payer l'éducation privée des enfants (vu que l'éducation publique est considérée destinée aux plus pauvres). C'est le cas des femmes sans rémunération qui rendent possibles l'alimentation, la garde des enfants et des personnes âgées, subvenant aux besoins sans faire recours au marché.

V — CONCLUSION DU CHAPITRE 3. LA BASE FAMILIALISTE DE LA SOCIETE COLOMBIENNE.

Nous avons étudié la société colombienne, son histoire et sa situation actuelle sous l'angle de ses liens sociaux. Nous avons constaté l'influence de l'empreinte coloniale sur les institutions et les normes culturelles, ainsi que celle des peuples indigènes. Ces deux empreintes d'origine semblent coexister, révélant différentes manières de faire société. L'étude des événements historiques montre que la famille est progressivement devenue la principale source de soutien pour cette société. Son influence s'est instaurée pendant la colonisation et la construction d'une nation sur des principes républicains. Les idéaux conservateurs et une perspective religieuse ont aussi impacté l'organisation sociale.

En Colombie, l'État comme fiction moderne a dû se montrer comme le lien entre différentes nations et classes sociales, dans le cadre d'une longue lutte pour sa légitimité, remise en question par les conflits. D'une part, le LC est fragile, la relation entre citoyens et État semble encore est en construction, le civisme vacille et la police ne génère pas de confiance. D'autre part, bien que le LPO garde les traces des luttes des travailleurs, il ne couvre qu'une partie de la population. Le LC et le LPO fonctionnent en dualité. Entre un cadre normatif idéal et la réalité des expériences des individus et territoires, confrontés à des inégalités de base. C'est pourquoi ces deux liens sont encore loin de réguler les rapports sociaux ; ni un régime universaliste, ni un volontariste sous la base d'une société salariale ne se révèlent pas dans les données empiriques.

Les données analysées montrent que ce qui a rendu possible l'idée d'une société, ce qui l'a fait tenir ensemble, et ce qui a protégé les individus devant les aléas et les a affirmés comme êtres sociaux se trouve dans la sphère domestique. En premier, par la famille et en deuxième, par les relations de proximité. La première prend sa force de la trace catholique ibérique, tandis

que la deuxième, trouve son origine dans les groupes originaires qui habitaient et qui habitent encore le territoire colombien. En même temps, elles découlent de l'adaptation aux manques et fautes du LC et du LO. La différence serait que le LF se réaffirmerait avec les changements de l'économie et l'urbanisation, tandis que, le LPE, semble encore endommagé par les violences et les effets de l'urbanisation sur celui-ci sont contrastés.

Nous retrouvons également les traces du familialisme dans les autres liens. L'injonction à l'organisation familiale a contribué à la possibilité de l'État-nation. Autant comme unité productive et rempart de la propriété, autant comme le modèle des familles dirigeantes qui concentrent le pouvoir économique et politique[75]. Elle est l'unité de maintien d'un ordre moral et l'unité désirée de l'assistance sociale. Nous soutenons que l'État et une idée de société ont pu se développer grâce aux efforts des familles qui ont suivi une morale très restrictive et qui se sont adaptées aux dynamiques macro-économiques.

Les autres liens ont servi à l'intégration de la société. De fait, dans notre échantillon, chaque lien semblait protéger différemment les individus. Le LC protégeait les plus pauvres et vulnérables, remplissant les critères de l'assistance sociale. Le LPO protège avant tout les personnes les plus instruites et les plus aisées, qui échappent au chômage et aux emplois mal rémunérés. Le LPE, dans sa manifestation traditionnelle et locale, protège les plus exposées à la pauvreté et les habitantes en milieu rural. Puis dans sa variante contemporaine, aux plus aisées qui entretiennent des réseaux sociaux dynamiques. Le LF s'il protège différents milieux sociaux, semble la stratégie adaptée aux classes moyennes urbaines qui préfèrent le repli.

Nous examinerons les particularités de chaque lien. Le LC protège les droits des citoyens et des groupes ethniques historiquement défavorisés, mais n'a pas réussi à réduire les inégalités. Les réformes néo-libérales ont aggravé les inégalités en raison d'un manque de fondamentaux. La citoyenneté est problématique, car elle dépend du marché et des familles pour garantir les droits. Puis, le système politique fait face à plusieurs problèmes, telles que la méfiance envers les institutions et des insuffisances dans la représentation politique (achat de votes, apathie, absentéisme etc.). Le tout, a fait que la sphère citoyenne et la relation à l'État se conçoivent en priorisant l'intérêt privé. Le citoyen semble plus préoccupé par les droits accordés par l'État que par ses devoirs, le civisme et la réciprocité au sein de la communauté politique.

[75] Dans leur recherche sur les élites colombiennes, Pearce et Velasco (2022) vont identifier 44 familles dont les membres sont les propriétaires ou actionnaires principaux des 1000 plus grandes entreprises. Ils identifient ensuite 68 familles dont les membres ont occupé les hauts postes d'État. Cette dernière catégorie correspondrait à la « noblesse d'État » décrite par Bourdieu. La plupart sont des hommes qui ont fréquenté des universités privées de Bogota. Deux tiers des présidents venaient de cette ville. Ils ont remarqué que la rotation des élites judiciaires, économiques, technocratiques et politiques entre les secteurs fait défaut.

Le LPO montre que le travail, comme source de protection et de reconnaissance, avantage principalement les employés du secteur formel. Or, certains membres de ce groupe ont vu leurs conditions de travail menacées par la libéralisation économique et la flexibilisation des emplois. Nonobstant, les individus situés sur le spectre de l'informalité, qui, malgré les différences de statut et d'occupation, sont plus exposés aux risques et à la vulnérabilité, représentent une autre face. Nous postulons que le marché formel de l'emploi repose dans l'informel. Premièrement, la demande d'emploi élevée permet les salaires bas. Deuxièmement, cela permet d'acheter des biens et des services sans payer les cotisations sociales. Nous notons aussi comment le travail indépendant intègre le travail de subjectivation. Certains rejettent ainsi les emplois précaires et mal rémunérés imposés aux plus défavorisés.

Le LPE favorise l'expression et l'intégration sociale de tous, mais sa manifestation varie selon les groupes sociaux et les types de territoires. Le LPE rassemble ceux dont les droits sont menacés, mais peut aussi mettre en danger ceux qui s'engagent. Les plus pauvres trouvent une protection dans les liens de proximité et de voisinage. Alors que, pour les plus aisés, ceci leur octroie de la reconnaissance au sein de leurs réseaux sociaux ou par la philanthropie. Les classes moyennes semblent ne pas avoir le temps pour socialiser ou s'impliquer dans des causes collectives, vu qu'ils seront en train de travailler ou feront recours au marché ou à la famille. Le repli sur la famille est devenu une stratégie de mobilité sociale face à l'insécurité urbaine.

Enfin, les familles, malgré leur diversité, font face à des attentes morales influencées par la religion. Elles fournissent des efforts considérables, ce qui est accepté et jugé normal. De fait, elle est vue comme la garante du bien-être de ses membres à toutes les étapes de leurs vies. Elle compense les déficiences de protection du LC et la pression économique du marché. Par conséquent, sa prééminence reflète non seulement une construction et une injonction historiques, mais aussi un remplacement des liens fragiles dans un contexte de menace de violence externe. Nos résultats montrent des familles qui s'isolent socialement, un phénomène d'individualisme familial observé principalement dans les classes moyennes urbaines. Ce repli peut aggraver les fragilités et violences familiales, notamment les violences de genre.

Nous avons donc présenté donc une vue d'ensemble de la structure des liens sociaux, laquelle est variable selon les individus et leurs affiliations. Selon les données secondaires consultées, elle penche davantage vers le LF, un peu moins vers le LPE et le LPO, et s'éloigne du LC. Cela nous mène à un régime familialiste, soutenu par des traces volontaristes, mais traditionnelles, fortement endommagés par les violences.

Quel est l'impact de ce résultat empirique sur notre recherche ? Selon notre cadre théorique, la façon dont les liens sociaux se tissent affecte la perception de la pauvreté. Si nous considérons l'hypothèse d'une naturalisation de la pauvreté, nous devons encore apporter des preuves supplémentaires. Or, nous pouvons penser que, si la source de la solidarité se situe dans le domaine du privé, la condition des plus pauvres échappe au champ public comme affaire d'intérêt national. Concevoir un régime familialiste, dans le cadre d'une notion de citoyenneté en construction, nous fait penser que l'attachement aux plus pauvres se fera davantage sur la base d'une idée de différenciation que d'une idée d'égalité. La famille permet et serait la gardienne de la stratification de la société. Les divisions sociales, y compris celles fondées sur la race, bien qu'elles aient perdu de leur validité dans le débat public, persistent et influencent encore la manière dont on perçoit les plus pauvres. Au niveau du rapport de société, les pauvres sont intégrés puisqu'ils sont associés à certaines tâches dans la division du travail, mais ils sont aussi infériorisés et séparés dans leurs conditions de vie et d'emploi. Puis, ils ont dû historiquement trouver refuge dans la communauté de voisinage et dans l'effort collectif, le moyen pour la provision des services et des biens collectifs. Nous continuerons à développer cette hypothèse. Dans le prochain chapitre, nous verrons comment ce résultat à propos des liens sociaux se manifeste dans les terrains de l'enquête, chacun présentant une configuration spatiale, une taille, une histoire et des conditions de vie différentes.

CHAPITRE 4 = ATTACHEMENTS AU NIVEAU LOCAL ET PROXIMITE SOCIO-SPATIALE DES PAUVRES. LES RECITS DE LA PAUVRETE DANS QUATRE TERRITOIRES.

Depuis les premiers travaux sur la pauvreté, savants et observateurs ont noté comment elle varie en fonction du contexte ou semble relative. En effet, la société colombienne n'est pas homogène et les configurations locales des inégalités diffèrent. Dans ce chapitre, nous chercherons à savoir si le territoire ou le lieu de résidence influencent le sens de la pauvreté et à saisir l'existence des RSP spatialisées. Pour ce faire, nous analyserons diverses configurations locales dans le territoire colombien. Or, nous souhaitons dépasser la définition du territoire en tant que désignation politique étatique à des limites géographiques précises. On l'appréhende plutôt comme un articulateur entre des systèmes d'action (Di Méo, 1998 ; 2011). On l'étudie également comme un espace symbolique et social, qui évolue dans le temps et sous-tend l'espace vécu par les individus (Beuf, 2017). Ainsi, nous intégrons à l'ordre de la matérialité l'expérience et les représentations spatiales définies par le sens conféré par les collectivités humaines (Di Méo, 2011). Cela, sans négliger la production de l'espace par l'État (Lefebvre, 1974, 1980) ni les contestations des nations sans territoire reconnu.

Au niveau local, l'espace, lorsqu'il est question d'inégalités sociales, fait l'objet d'analyses variées. D'après l'inspiration des premières recherches de l'école de Chicago, la plupart d'études portent sur la ségrégation résidentielle et la segmentation de services dans des villes conçues duales ou fragmentées (Castells & Mollenkompf, 1991 ; Fainstein et al., 1992 ; Janoschka, 2002 ; Navez-Bouchanine, 2002). Certains ont étudié la constitution de l'entre-soi résidentiel ou les *gated-communities* (Elguezabal, 2014 ; Capron, 2014 ; Capron & Esquivel, 2016 ; Svampa, 2004 ; Dorier & Dario, 2018). D'autres ont étudié les quartiers populaires et leurs effets de lieu (Merklen & Filardo, 2019 ; Katzman, 2001). La plupart véhiculent l'idée de fractures spatiales, ce qui favorise une vision manichéenne (Criqui, 2018) au détriment d'une vision relationnelle (Cariola & Lacabana, 2001). Dans cet esprit, nous nous rapprochons des recherches qui étudient la pauvreté en tant que représentation d'une frontière interne (Sélimanovsky, 2004, 2008 ; Bissieux, 2012 ; Groupe Frontière, 2018 ; Uribe & Jaramillo, 2016 ; Jalili, 2022).

Des recherches en géographie sociale ont aussi examiné aussi le lien entre pauvreté et territoires (Séchet, 1996) et nous ont apporté la notion de « classe socio-spatiale » (Di Méo, 2006 ; Reynaud, 1979). La proximité, tant physique que cognitive, explique les comportements de rapprochement ou d'éloignement des individus et des groupes. Ceux-ci se regroupent sous la logique d'appartenance et de similitude (Torre, 2009). D'autres perspectives ont aussi étudié l'espace comme étant lié aux émotions et aux pratiques d'affiliation, remplissant diverses fonctions de la vie quotidienne (Taylor et al., 1985 ; Sébastien, 2016 ; Lehman-Frisch, 2009).

Sous la perspective de la TAS, tracer des frontières symboliques et physiques serait le processus contraire à celui de l'attachement social. L'individu, tout comme les entités collectives, entretient des liens sociaux ancrés spatialement, dotés d'une dimension affective (Paugam, 2023). La constitution d'un entre-soi est ainsi rarement indépendante d'une dimension spatiale (Paugam et al. 2017 ; Caro & Flaureau, 2022 ; Guérin-Pace, 2007).

Avec ces références théoriques et empiriques, nous proposons de repenser la dualité de l'espace dans ce chapitre. Cela nous permettra d'échapper au piège du déterminisme socio-spatial qui ne voit que des espaces divisés entre dominants et dominés, déterminés par les faits sociaux de leurs habitants. Pour éviter de simplement localiser l'altérité, nous allons étudier les représentations des fractures ou des frontières dans les territoires étudiés. Si les inégalités dans la distribution des ressources de la ville latino-américaine constituent le point de départ, savoir si les personnes interrogées évoquent spontanément des frontières spatiales dans les territoires de l'enquête constitue une étape cruciale. Autrement dit, nous mettrons à l'épreuve l'existence de RSP spatialisées ou locales avant de procéder à l'analyse. Cela nous permettra de mieux saisir les dynamiques d'attachement ou de distanciation sociale parmi les groupes de la population.

Cela dit, nous voulons souligner l'importance du terrain dans notre recherche. Certaines recherches développent des théories à partir d'observations de terrain, tandis que d'autres y appliquent des cadres préexistants. L'approche sociologique considère le terrain comme un point d'entrée pour un débat plus vaste, tout en réévaluant les théories existantes. Nous partons d'un cadre préexistant qui nous encourage à développer la singularité du matériau empirique (Paugam, 2023). À vrai dire, nous avons d'abord analysé les entretiens de manière inductive (Corbin & Strauss, 2014 ; Saldaña, 2009), et le contenu ne nous a pas permis d'écarter la dimension territoriale. Nous observons que, dans les définitions de la pauvreté codées, un cinquième d'entre elles se réfèrent à une définition spatiale (Graphique 45). En outre, la TRS nous rappelle que les RS se caractérisent par leur utilité pratique, de sorte qu'elles sont étroitement liées au contexte (Stewart & Fraïssé, 2009 ; Langlois & Gaudreault, 2019).

Pour ce chapitre, notre hypothèse est que la localisation compte dans la perception de la pauvreté et les attitudes collectives dérivées. Nous souhaitons savoir si une personne demeurant dans une capitale du Sud global (Sassen, 1995), montre des croyances plus cosmopolites. Nous testerons l'hypothèse selon laquelle l'influx des idées néo-libérales pourrait expliquer une attitude collective de culpabilisation des plus pauvres plus marquée dans les villes de l'enquête. Or, nous pouvons aussi statuer que la victimisation des pauvres s'inscrit dans le contexte plus humaniste du monde urbain. C'est là que se trouvent la plupart des centres de pensée, où siègent les organisations et où la justice fonctionne de manière plus efficiente. Cette hypothèse d'un milieu urbain plus compatissant à l'égard des pauvres ou plus exigeant de leurs efforts sera confrontée à une autre concernant le milieu rural. Nous la confronterons ainsi à l'hypothèse d'une naturalisation de la pauvreté dans les endroits plus périphériques du territoire national. De fait, en milieu rural, nous observons encore des traces des anciens ordres sociaux plus conservateurs et des économies paysannes aux traits parfois coloniaux (notamment le modèle de la *hacienda*). Nous pensons aussi à un plus grand nombre de personnes en situation de pauvreté, de sorte à normaliser leurs privations. C'est ainsi que nous spéculons qu'un processus de naturalisation aura plus de chances de se produire en milieu rural.

Nous allons de ce fait mettre à l'épreuve les hypothèses et les orientations théoriques dans ce chapitre empirique. Ce chapitre est organisé en trois parties. D'abord, nous exposerons les résultats de l'immersion dans quatre terrains du territoire colombien. Une perspective méso-analytique nous a ainsi permis de composer quatre récits de la pauvreté. Nous allons exposer les extraits des entretiens les plus significatifs dans leur description des espaces habités. La justification de la focalisation fut exposée dans le deuxième chapitre, mais nous remarquons comment la variante rurale nous a permis de tester le rapport entre les RSP et l'histoire du conflit armé. Ensuite, l'analyse comparative nous donnera des clés pour comprendre les variations et les similitudes entre terrains et milieux. Dans le cas des agglomérations urbaines, nous proposerons deux cartographies de la pauvreté qui montrent deux configurations représentées des inégalités spatiales. Enfin, nous ferons une lecture de la proximité socio-spatiale des pauvres au regard des processus d'attachement social dans l'espace.

I — QUATRE TERRITOIRES FACE A LA PAUVRETE.

Dans les entretiens, nous avons demandé aux personnes interviewées de nous parler de leur qualité de vie selon les endroits où elles résidaient. Nous avons particulièrement cherché à comprendre les circuits de mobilité et les endroits évités dans les villes, le choix du quartier de

résidence ou les préférences hypothétiques de déménagement. Ces informations nous ont aidés à élaborer les quatre récits suivants.

1. Bogota, District-capital. Pauvreté, insécurité et strate.

Bogota est la grande ville de notre enquête. En 2021, elle comptait 7,5 millions d'habitants (DANE, 2021) sans compter l'aire métropolitaine. Son extension urbaine est de 345 km2, soit trois fois la superficie de Paris. Sa densité s'élève à 4 907 habitants/km2. Le territoire se situe dans une savane d'Altiplano, entourée à l'est par la cordillère orientale. Bogota est la troisième capitale la plus haute du monde (carte 77). Les Espagnols ont fondé la ville en 1538 et elle s'est développée autour du centre-ville actuel. Elle a connu, dans la deuxième moitié du XXe siècle, une extension accélérée de l'espace urbain et une explosion démographique (Espinosa, 2015).

Les Bogotanais ont de meilleures infrastructures et une meilleure qualité de vie que les autres Colombiens. La ville mobilise un quart de la production nationale (DANE, 2024). La pauvreté monétaire y affectait 28 % de la population en 2022, tandis que la pauvreté multidimensionnelle se situait au plus bas dans le pays, à 3,8 %, en 2022 (DANE, 2024b). La ville est très inégale, avec un indice de Gini de 0,530 en 2023 (DANE, 2024 c). Elle présente des disparités dans ses infrastructures. La ville planifiée, située au nord, a été conçue par Le Corbusier avec des carrés de rues plus grands, de meilleures conditions d'accessibilité et d'habitabilité. Au sud, on trouve les auto-constructions des classes populaires. Selon Alfonso (2012), 60 % de la ville formelle actuelle a des origines illégales, ce qui explique la densité de population, la taille réduite des rues et le manque d'espaces publics au sud de la ville.

Ce cas nous permettra d'observer le rapport à la pauvreté dans la ville la plus développée et la plus inégale du pays. Selon l'hypothèse proposée, à Bogota, nous observerons une tension entre culpabilisation et victimisation de la pauvreté, plutôt qu'une tendance à la naturalisation.

a) Résultats généraux à Bogota.

D'abord, la sensation d'insécurité et de danger en ville affecte la qualité de vie des Bogotanais (Graphique 63). Ensuite, on observe le cas le plus familialiste de l'enquête, représentant plus de la moitié des mentions du LF. De fait, la plupart des personnes tirent leur protection de leur LF (Tableaux 46 et 47). La reconnaissance se manifeste également dans le LPE. Finalement, contrairement aux attentes, le lien le plus fragile est le LC.

Dans leur rapport à la pauvreté, les résidents de Bogota sont ceux qui perçoivent le plus une diminution de celle-ci (Graphique 48). Il y a un groupe important qui ne voit pas de

pauvreté ou la trouve inexistante (Graphique 49). En général, ils parlent d'un changement qualitatif dans les quartiers populaires et d'une amélioration du pouvoir d'achat. Pourtant, les Bogotanais mentionnent le plus la pauvreté dans l'espace public et, en deuxième lieu, dans les quartiers pauvres. Ils signalent le plus la figure du sans-abri dans l'espace public[76] (Graphique 50). Le démantèlement de l'aire du Bronx en 2016 a entraîné des effets perceptibles, tels que la présence d'itinérants dans des endroits inattendus.

Dans leurs croyances, ils sont ceux qui contribuent le plus à la représentation d'une pauvreté mentale ou d'esprit (Graphique 86). Ils croient à une sorte de mafia de la pauvreté dans les rues et pensent que les pauvres (surtout ceux des régions) sont des gens heureux (Graphique 51, 52, 53). En ce qui concerne les différences sociales, la plupart considèrent les relations entre les classes comme rigides et hiérarchiques. Cependant, certains trouvent les inégalités stimulantes et croient que la méritocratie fonctionne (Graphique 54). Enfin, ils utilisent le plus la notion de stratification pour parler de différences (Graphique 55). Ils se distinguent par leur volonté d'aider les pauvres en leur offrant des opportunités d'emploi (Graphique 56). Dans leurs préférences, ils s'opposent au projet de mixité sociale dans les beaux quartiers de la ville (Graphique 57). Ils expriment peu de désaccord au PTCFa (Graphique 71) et ils expliquent la situation à La Guajira par la corruption et l'oubli de la région.

Une fois les éléments des trois systèmes de RSP rassemblés (chapitre 7), on observe que, dans le cas présent, la plupart des personnes naturalisent la pauvreté (Tableau 58). Au niveau comparatif, celles de Bogota contribuent le plus au total de la naturalisation et à celui de la culpabilisation (Tableau 59). Bien que nos résultats soient limités à notre échantillon et à notre codage, ils nous ont révélé des éléments qui évoquent un processus de naturalisation de la pauvreté et notamment le soutien à la ségrégation résidentielle que nous aborderons dans ce chapitre. Cela, combiné à une tendance familialiste, est intéressant à observer dans la capitale.

Nous terminons ce premier aperçu par les représentations de la ville. Trois versions sont en compétition. Parmi 71 références, nous avons mis en évidence la ville « menaçante et dangereuse », puis la ville « ségréguée et stratifiée », et, enfin, « la ville d'opportunités, de culture et d'ascension sociale » (Graphique 60). Ces trois versions codées de manière inductive ont servi de fil conducteur pour l'analyse.

[76] De fait, en 2017, on a recensé 9538 SDF à Bogota, la population la plus nombreuse du pays (SDIS & DANE, 2018).

b) **Pauvreté menaçante. Mobilité adaptée et aversion pour le « Sud » et le « centre-ville ».**

Nous avons recherché une participation de personnes en différents points de Bogota. La stratégie consistait à effectuer deux entretiens dans la même localité (Carte 31[77]). Les récits recueillis nous ont permis d'enregistrer les lieux, les quartiers et les zones où elles se sentaient à l'aise et ceux suscitant le plus d'aversion. Dans cette section, nous allons expliquer comment, en discutant de la ville et de la mobilité, nous sommes parvenus aux RSP localisées.

Carla,[78] 43 ans, psychologue chargée des ressources humaines dans un hôtel, se dit issue d'une famille traditionnelle. Elle vit à *Cajicá*, une commune au nord de Bogota, offrant sécurité et qualité de vie. Chaque jour, elle suit une routine stricte, de sa maison (au-delà de la rue 200) à son travail (rue 26). Elle, qui se méfie même de la police, dit ne jamais s'arrêter devant un vendeur à un feu rouge et mettre ses affaires dans le coffre de sa voiture. Pour elle, le problème est l'identification des endroits sûrs.

« C'est vrai que l'insécurité a toujours été là. Et puis, on l'associait au centre-ville, là où on te volait, c'est l'endroit, bah tu me comprends, on sortait plus tranquille, je ne sais pas, autour de là où tu habitais. De toute façon, on vole n'importe où, donc quand tu commences à voir qu'on vole aussi ici, c'est terrible ! Il n'y a plus un endroit et le centre-ville, je ne te dis pas, c'est terrible ! Et en fait, au centre-ville, on n'y va pas. C'est horrible l'insécurité parce que c'est plein de SDF, tu vois que ça partout. De fait, toute la ville est sale, toute la ville est moche, elle est pleine de graffitis, d'ordures, de ventes dans les rues, c'est partout ! Donc, tu n'as plus un endroit ».

Le centre-ville apparaît comme cet endroit qui concentre les maux de la société et étend sa dynamique au reste de la ville. Ici, la menace de l'insécurité se mêle avec des figures de la pauvreté, telles que les SDF et les vendeurs de rue, devenus de potentiels agresseurs. Puis, elle arrive à la figure du jeune délinquant qu'elle situe au sud de la ville. Selon elle, les transferts alloués par la mairie de Gustavo Petro (2012-2014) ont légitimé la délinquance.

« Ils ne veulent plus travailler parce que le gouvernement était en train de leur donner de l'argent. Alors c'étaient des jeunes qui n'étudiaient pas et ne travaillaient pas, parce que, pourquoi le feraient-ils ? Si le gouvernement les soutenait, alors les enfants étaient en train de se pencher vers les rues, c'était un phénomène social compliqué. J'ai su que les bandes de jeunes sont augmentés et le sujet dans le sud de la ville c'était que ça ».

Carla associe l'assistance sociale, le crime et les jeunes du sud de la ville. Elle ne parle pas de pauvreté, mais de l'effet présumé des allocations sur ces jeunes, perçus comme une menace en raison de leur absence de rôle social.

[77] Disponible en : https://www.google.com/maps/d/u/0/edit?mid=1UrKsjOnpjH9Ma8X4RnF4BfJ48uwVEdQ&ll=4.673566190510733 5%2C-74.19752441256841&z=11

[78] E33UCF27. Bogota, femme, 43 ans, strate 6, commune Cajica, Bac + master 1, chargé de RRHH, revenus 6.

Ce discours, nous le trouvons aussi chez Catherine[79]. Elle a étudié le tourisme, mais elle a fini par travailler dans l'entreprise familiale de vigilance. Son père était militaire et, dans son enfance, ils ont vécu dans des complexes pour les familles de militaires. Après son mariage, elle a emménagé dans un complexe fermé à Suba, strate 4, où vivaient sa mère et l'un de ses frères. Elle avait récemment déménagé sous la pression de ses filles. Elle habite un complexe de *standing* strate 6, dans le quartier *Bella Suiza* dans les montages du nord-est de Bogota, vers la rue 127. Après une heure d'entretien, je lui ai demandé ce qu'elle pensait de la pauvreté.

« Il me semble que la problématique de notre pauvreté, c'est qu'elle très difficile à surmonter, d'abord parce que la délinquance est pire chaque jour, les gens sont en train d'amasser des choses à travers des vols, ce qui leur fait la vie plus facile et ils pensent que ce n'est pas nécessaire d'apprendre une tâche, parce que, si je vole de toute façon j'ai [quelque chose]. (…) Alors c'est compliqué, essayer de sauver ce pays pour qu'on surmonte cette pauvreté aussi folle comme elle l'est, c'est-à-dire… Puisque la délinquance est de plus en plus en hausse et [cela] entre les jeunes, vous me comprenez ? Les gens sont en train de voler très jeunes, 15, 16 [ans] (…) Alors, si je n'ai pas d'argent, si je ne travaille pas, si je ne me forme pas, je n'ai rien ! Alors, il me semble très compliqué de solutionner cette problématique ».

Nous observons plus clairement comment la pauvreté renvoie à l'insécurité, où les causes et les conséquences s'entremêlent. Elle responsabilise ainsi les individus qui préfèrent la *voie facile* comme elle l'exprime. Sa stratégie devient une mobilité restreinte :

« Q. À Bogota, y a-t-il des endroits que vous évitez particulièrement ? »
« Ah oui, ma fille, moi, au centre-ville, je n'y vais pas… sauf si je dois y aller obligatoirement. C'est-à-dire, je ne sors plus que dans ce secteur ici, mmm, je dis, si je ne dois pas sortir d'ici, je ne le fais pas, je le fais, mais une ou deux fois par an, par an ! Même pas par mois [des rires]. *Du reste, je suis plutôt dans le secteur du nord, parce que je n'ai rien à faire là-bas, il n'y a rien et… s'il y en a, une pièce de théâtre au Théâtre Colon, ah, OK j'y vais, ou peut-être une conférence superbe, OK, mais je ne sors pas de mon…* [elle s'arrête] *parce que je n'ai rien à faire là-bas, pas réellement. (…) À Bogota, si évidemment, on n'irait pas, même pas en plaisantant, au-delà de la [rue] 72 jusqu'à là-bas, bah si vous me comprenez, évidemment, il y a du danger partout, mais à certains endroits on se sent… Disons, plus en sécurité ».*

Hors de son circuit au nord, Catherine ne voit que des exceptions. Elle se cache derrière l'idée qu'elle n'a rien à faire là-bas. Elle trace ainsi sa limite dans la rue 72, une frontière spatiale et symbolique qui restreint son entourage. Nous avons interviewé aussi sa fille Mélodie[80] de 24 ans, qui fait ses études en business dans une université privée, située au centre-ville. Elle, qui dit se sentir touchée par les inégalités, nous raconte ce qui est la norme dans son milieu.

« Bogota est une bulle impressionnante. Bah mes amies habitent dans une bulle impressionnante que moi-même je me dis, bah ces filles, elles ne savent pas ce qu'il y a au-delà de la fac. Je pense que [la fac] c'est le plus au sud qu'elles vont. Et comme maintenant elles travaillent par ici, elles habitent dans le nord et le plus loin qu'elles vont c'est la [rue] 70, 72, jusqu'à la zone G et de là au nord et,

[79] E12UCF10X1. Bogota, femme, 55 ans, strate 6, quartier Bella Suiza, Licence, PDG, revenus 8.
[80] E32UCF10X2. Bogota, femme, 24 ans, strate 6, quartier Bella Suiza, étudiante, stagiaire, revenus 3.

c'est tout, voilà la zone. Elles ne sont pas conscientes de la réalité, pour nous, le plus proche est quand on conduit et tu vois des gens dans la rue qui te demandent de l'argent, mais au-delà de ça, nous, on n'a pas de contact ».

Mélodie trace la zone au nord estimée sûre dans son cercle. Puis, l'espace public, comme celui où la pauvreté interpelle, les vendeurs de rue et les mendiants lui génèrent de la peur. Elle a été volée un jour et depuis, chaque fois qu'elle arrive à un feu rouge, elle prie pour que des gens ne se rapprochent pas de sa voiture. Elle conduit sa voiture équipée de vitres blindées. Le centre-ville, même si elle y étudie, elle ne le connaît pas. Elle admet cependant avoir honte d'avoir pris les transports en commun deux fois.

La métaphore de la « vie bulle » est mobilisée par d'autres qui habitent les beaux quartiers de la ville, classés strate 6. C'est le cas de Nicolas[81], un économiste divorcé qui habite dans le quartier *Chicó Reservado* vers la rue 95. Il a effectué un changement de vie lorsqu'il est passé au secteur public, son bureau étant situé désormais au centre-ville. Il gagne moins qu'au privé, mais il le fait par conviction. Il nous parle de son quartier.

« C'est vrai qu'on peut rester dans une bulle ici… c'est-à-dire de ne pas avoir à bouger beaucoup. Maintenant je dois bouger parce que je travaille au centre, mais avant de travailler là, ma vie, je pense que ma voiture avait 10 000 km en 10 ans et cela parce que c'est la voiture que j'utilise pour aller au club pour jouer au golf dans le nord. Mais ici j'ai tous les endroits de la fête, le parc, le centre commercial. La plupart des amis ou des gens que je connais vivent ici, alors vous créez une bulle et oui, je sais que je vis dans une bulle totalement, clairement ce n'est pas ça la Colombie ! ».

Nous avons vu dans d'autres recherches sur les élites ou les hauts revenus dans des pays comme le Brésil, comment ceux-ci finissent par accepter leurs privilèges (Reis, 1995 ; Paugam et al., 2016). Nicolas comme Mélodie disent reconnaître les inégalités en ville, ce qui est observé depuis cette aire restreinte où est construit l'entre-soi, attaché spatialement.

« Moi, de nuit, je ne vais pas plus au sud que la [rue] 72 et je ne vais pas plus au nord que la [rue] 100 et près de la [carrière] 15 au-dessus, du coup, un peu plus au sud, mais je ne passe pas l'autoroute. Donc, comme je te dis, je vis dans une bulle.

Q. Et plus au sud *?*

Déjà je ne connais personne qui habite dans le sud, disons que mon cercle social bouge ici. Dans mon cercle social, il est presque bien vu de vivre entre le [carrière] 5 [ème] et la 11 et entre [les rues] 100 et [la rue] 72 (…). Mais disons que le play[82] est dans ce périmètre. Je ne le fais pas parce que c'est le play parce que j'ai déjà surmonté ces complexes il y a quelque temps, mais parce que tout est proche de moi, ici, je vais n'importe où ».

La proximité spatiale suggère une similarité morale dans cet espace de vie restreint entre la rue 72 et la rue 100 et les carrières 21 et 5. Or, l'expérience de travail au centre-ville a changé son avis sur cet endroit où, contrairement aux femmes, il ne se sent pas menacé.

[81] E30UCF25. Bogota, homme, 43 ans, strate 6, quartier Chico Reservado, Master, Fonctionnaire, revenus 7.
[82] Il utilise le mot anglais *Play* que, dans ce contexte veut dire à la mode ou cool.

« Pour moi, le centre-ville est spectaculaire… Je sors déjeuner et j'aime sortir déjeuner seul, alors que je n'avais jamais fait ça… Pour moi, c'est comme sortir dans une pièce de théâtre de rue avec tous les personnages que je rencontre. On voit de tout, des SDF qui sont perdus dans la drogue et qui sont indifférents au fait de traverser la rue et d'y rester, s'il se fait écraser, il s'en fiche, car il est totalement déconnecté de la vie même. Le yuppie qui est stressé qui cours et répond au téléphone, des bohèmes, des étudiants et tout ce que vous trouvez absolument tout est un… j'ai l'impression de regarder des happenings ».

Cette négociation de la RS du centre-ville fut plus observée dans les hommes de Bogota, qui valorisent l'offre culturelle. De fait, Nicolas admet que sa grande taille l'a toujours protégé de potentiels agresseurs. Malgré cela, la représentation dominante renvoie à l'idée du danger et à la figure des SDF. En outre, en évoquant une pièce de théâtre de rue, il ressort le regard exotique de la pauvreté. Celle-ci est jugée normal, placée mais dans l'aire du centre historique.

Les classes aisées peuvent ignorer le « sud », mais pas les classes moyennes cherchant à s'élever socialement. Nous l'avons vu dans l'entretien avec Céline[83], une ingénieure de 28 ans qui habite avec ses parents au quartier La Estrada dans l'occident de Bogota, vers la rue 72 avec la carrière 68. Elle refuse catégoriquement de s'installer dans le sud.

« Le sud ne m'appelle pas du tout, je ne veux pas vivre dans le sud… Bah, je ne sais pas si c'est un paradigme ou quelque chose que j'ai bien dans l'esprit, mais j'ai l'impression que cela est super loin de tout, que c'est plus dangereux. J'ai l'impression que et je ne veux pas que cela sonne mal… mais j'ai l'impression que, ce ne sont pas le type de gens que je voudrais dans mon entourage, peut-être ça sonne très élitiste, mais j'aimerais être entourée par des gens qui ont atteint certains buts dans leurs vies, parce qu'on dirait que cela est comme mon prochain pas, mon but (…) Je ne veux pas que ça sonne mal, mais le sud ne m'attire pas ».

L'excuse de ne pas vouloir paraître élitiste nous a avertis qu'elle voulait mobiliser un préjugé, euphémisé. Le sud n'est pas seulement un espace physique. Selon Céline, il regroupe des personnes présentant certains traits, comme celui de manquer d'ambition. Je lui ai demandé si elle connaissait le sud pour vérifier si l'on parlait d'une expérience ou d'un imaginaire :

« Ah oui, je suis déjà allée et je n'aime pas, pas du tout. Je pense que, là-bas, c'est un peu obscur… Je pense que ce sont des endroits d'une certaine manière oubliés par le gouvernement. J'ai l'impression qu'il n'y a pas des zones vertes et, pour moi, les zones vertes sont vitales, essentielles, et je l'impression qu'il y a plus de problématiques sociales, alors peut-être c'est un peu plus dangereux et ça, non, ça ne m'attire pas ! ».

Le sud est perçu comme abandonné par l'État, ce qui repousse les jeunes professionnels à la recherche de promotion sociale. Pour Alex[84] le sud est rapidement écarté des possibilités « *Moi, par exemple j'allais à Ciudad Bolívar et non, je n'aime pas du tout ».* La localité de

[83] E23UCF22. Bogota, femme, 27 ans, strate 3, quartier La Estrada, Licence, chargée de qualité, revenus 4.
[84] E24UCF23. Bogota, homme, 29 ans, strate 4, quartier Hayuelos, étudiant, chargé de qualité, revenus 4

Ciudad Bolívar au sud-ouest de la ville, est particulièrement nommée. Mireille[85] y a vécu avant de déménager à Mosquera, une commune frontalière.

« Moi, j'ai habité vers Ciudad Bolívar et tu sais que ça, c'est lourd. J'ai habité à Lucero et c'était lourd, quoique les voleurs ils nous connaissaient déjà et ils nous accompagnaient à la maison, "tranquille mamita". Et ils disaient aux autres : "Attention à la voisine, tranquille", parce que moi, parfois j'arrivais vers 10 et 11 heures du soir ».

Mireille parle de son passage à *Ciudad Bolívar* comme une étape qu'elle a pu surmonter grâce à son travail. Elle l'associe au danger et à l'insécurité, mais admet ne pas avoir été victime de vol. Leidy[86], qui y a vécu toute sa vie, fait une comparaison nord-sud.

« Bah la différence, c'est que, dans le nord, tout se voit plus joli, les maisons, tout ça, se voient plus jolies, mais, de toute façon, la délinquance est partout, parce que ceux d'ici vont là-bas [des rires] ou les mêmes de là-bas, parce qu'il y en a partout. Pas tout le monde a la possibilité d'avoir de meilleures possibilités, une bonne stabilité économique, alors bah, c'est une meilleure qualité de vie pour ceux du nord, ceux qui ont de l'argent… Parce que, quand même dans le nord, il y a aussi des gens à faibles revenus, parce que je suis allée et oui, il y en a aussi des gens à faibles revenus, mais tu vois plus de tranquillité, mais la délinquance est ici, là-bas, à Bogota c'est partout ».

Leidy, qui affirme avoir subi des préjugés en raison de son quartier, tente de remettre en question l'image négative associée au sud de la ville. Elle souligne que la distinction est principalement esthétique, mais aborde également les inégalités économiques. Elle discute la représentation selon laquelle les riches vivent au nord et les pauvres au sud.

En définitive, dans les récits évoqués, nous constatons une représentation stéréotypée du « sud » et de ses habitants, ainsi que du centre-ville comme lieu d'insécurité et de concentration de personnes sans-abri. Nous passerons à une autre manière de concevoir les différences sociales et spatiales à Bogota, celle qui fait de la strate attribuée à l'immeuble habité, une caractéristique sociale de la personne.

c) **La boussole à six strates. Mixité sociale en ville et frontières symboliques.**

Si le sud et le centre-ville servent de repères socio-spatiaux pour certains, les résidents mobilisent également leur propre compréhension de la notion de « strate ». Cette dernière désigne une classification des immeubles effectuée en vertu de la Loi 142 de 1994. Les bâtiments sont ainsi classés de 1 à 6 selon leur dotation et leurs matériaux de construction. Cette mesure vise des objectifs redistributifs, puisque les strates 5 et 6 financent les services publics des strates 1 à 3. Cette politique publique est passée par un processus d'ancrage (Uribe et al.,

[85] E16UCF13. Bogota, femme, 48 ans, strate 3, Commune Mosquera, BTS auxiliaire comptable, revenus 3.
[86] E27UCF26. Bogota, femme, 34 ans, strate 2, Quartier La Playita, BAC, tâches ménagères, revenus 2.

2006 ; Uribe, 2008) et s'est adaptée à un contexte inégalitaire et ses représentations socioculturelles préexistantes. Nous explorerons sa mobilisation.

Revenant aux récits, nous rencontrons Marie Pauline[87], enseignante dans une école publique du sud-est, près de la rue 42 sud, qui s'engage contre la stigmatisation du sud. Elle utilise la catégorisation par strates et nous raconte comment la famille de son mari l'interpellait lorsqu'elle vivait à Ciudad Berna.

« Quand nous avons commencé notre vie avec mon mari, nous vivions à Ciudad Berna. C'est dans la rue 11 sud, strate 3. Aujourd'hui nous sommes ici [à Ciudad Salitre], *strate 4, mes belles-sœurs en strate 6. Une fois* [dans une réunion], *elles m'ont dit "et Marie, vous n'avez pas pensé à changer de quartier ?", elle vivait à Pablo Sexto, l'autre à Santa Barbara "oh, fait ça pour ta fille". Donc, moi, en tant que professeure, moi, je sais bien d'où je viens, j'ai dit, "bah écoute, ma fille, elle devra apprendre à vivre et à accepter ce que papa et maman lui donnent… et jamais dans la vie, devrait-elle avoir honte de l'endroit où elle vit, où elle étudie ou ce que font son papa et sa maman… Elle devra apprendre avec ce que sa maman et son papa lui donnent et elle devra l'accepter et ne jamais avoir honte". Quand j'allais à des réunions avec eux et qu'ils me demandaient où j'habitais, "dans la rue onze sud à Ciudad Berna", je le disais haut et fort, pour qu'ils m'entendent. ».*

Marie-Pauline admet avoir été attirée par les prix avantageux du quartier Policarpa voisin, classé pour la plupart en strate 2. Cette expérience lui a manqué lors de son déménagement à Ciudad Salitre, en strate 4, où les prix étaient plus élevés et les économies populaires inexistantes. Cependant, certains individus comme Alex n'accordent pas autant d'importance à la diversité sociale, qu'ils perçoivent parfois comme étant imposée.

« Je vois beaucoup de différence et la richesse est super concentrée. Alors tu peux voir des quartiers où tu passes beaucoup, par exemple à Suba, à Usaquén, tu vois un quartier très chic et à 10 minutes il y a des maisons avec les toits tous cassés. Alors, qu'est-ce qui se passe ici ? Là, les différences sont très grandes, alors tu passes d'une strate 2 et, dans un autre moment tu es dans une 6, OK. ».

La ville mixte peut être représentée de manière plus claire à l'aide de la notion de strate. Les résidents semblent avoir développé la capacité de déchiffrer les strates dans les espaces de la ville à travers l'observation extérieure et, par extension, des personnes qui y habitent. Alex nous raconte le choc qu'il a vécu quand ses parents ont déménagé de Jazmin, un quartier de strate 2, à Hayuelos, un bâtiment dans un complexe fermé classé en strate 4.

« Tu te rends compte du changement parce que c'était un quartier strate 4. C'était un complexe résidentiel fermé alors, pour le dire comme ça, les gens sont plus play en quelque sorte, c'était plus compliqué de socialiser (…). C'était étrange pour moi de connaître un autre modèle social ».

[87] E29UCF9X2. Bogota, femme, 58 ans, strate 4, Quartier Salitre, Master droit, enseignant, revenu 5.

Alex évoque un autre « modèle social » associé à la strate, de sorte que la signification de l'espace s'extrapole pour déterminer des traits sociaux. Katia,[88] psychologue de profession, nous explique comment les vendeurs dans les magasins sont différents dans une autre strate :

« *Être originaire d'une zone et être là dans cette zone et aller dans une autre zone, cela change et a un impact… Ici, on le ressent, oui, alors ce n'est pas la même chose, si une personne qui vit dans la* [rue] *200, même sa façon de parler change… Alors que, je ne sais pas, car évidemment, ce sont des stigmates que l'on a, mais une personne du sud parle plus familièrement, tandis que l'autre commence déjà à avoir des concepts différents (…) Dans la* [rue] *113, je suis rentrée à un magasin, un Tostao et la personne m'a dit "Salut, comment tu vas en quoi je peux t'aider ?", je me suis dit : c'est pas vrai ».*

Katia lie les variations linguistiques à la strate, mais plus tard, elle dit que nous sommes tous égaux et qu'elle ne croit pas que la strate définisse la valeur de quelqu'un. Nous retrouvons cette ambivalence chez plusieurs interviewés. Cela nous a avertis sur sa force comme RS, étant en discussion. Dans son récit, Miguel,[89] ingénieur de 62 ans défend l'idée que les strates ont toujours existé, alors que la loi est de 1994. Il décrit ce qu'il a vécu lors d'un déménagement, une sorte de déclassement par le changement de strate.

« Je crois que les strates ont toujours existé ici parce que je me souviens de l'époque où nous vivions à Cedritos où je vous disais que j'étudiais là, où tout le monde venait d'une haute couche et, que [après] *j'ai déménagé vers le sud… Là-bas j'ai perdu beaucoup d'amis. Qu'est-ce qui s'est passé ? Bah rien et j'avais des amis qui étaient d'une strate hyper élevée et qui sont encore de grands amis, mais parce qu'ils s'en fichaient… Alors je garde une relation avec eux, mais pas avec les autres et beaucoup d'entre eux se sont retrouvés, pauvres, et puis, personne ne l'a su ».*

La strate à Bogota se confond avec le groupe social, lequel compte dans les stratégies de la socialisation, c'est ainsi que Miguel lui attribue un caractère historique.

d) **Le projet de logement social dans un quartier du nord.**

En examinant les préférences, nous pouvons aller au-delà du récit pour nous concentrer sur l'opinion à propos de projets ou de politiques publiques spécifiques et réalisables. Nous allons étudier une mesure qui visait à rétablir la mixité sociale à Bogota en construisant des logements sociaux dans de beaux quartiers classés en strates 5 et 6.

Cette proposition a attiré notre attention en mettant sur l'agenda public le conflit de classe ou de strate. En 2014, le maire Gustavo Petro a proposé un projet d'habitat social pour les familles victimes de violence. Il voulait réaffecter les terrains d'un secteur abritant des stationnements payants gérés par l'Institut de développement urbain (IDU). Ces derniers devaient être distribués à 372 ménages dans les quartiers de Santa Barbara, Chicó et El Lago,

[88] E25UCF24X1. Bogota, femme, 24 ans, strate 3, Quartier El tejar, Licence, employé, revenus 4.
[89] E31UCF26. Bogota, homme, 62 ans, strate 5, quartier Cedritos, Licence, PDG, revenus 7.

principalement composés de bâtiments à strate 5 et 6 ainsi que de commerces. Le projet visait à attribuer la strate 1 à ces logements, réduisant ainsi les coûts des services publics et des impôts, tout en préservant l'architecture du secteur.

Le journal El Tiempo a intitulé son article « *Logements de pauvres dans des quartiers riches, est-ce le bon chemin ?* ». Alors que le maire G. Petro a soutenu que « *la stratification en Colombie est un système de castes, antidémocratique et antihumain* » (Lancheros, 2014). Il convient de signaler que ce type de mesures n'avait pas d'antécédents en Colombie. On la qualifia ainsi de populiste et provocatrice. Une action populaire devant le juge administratif 26 de Bogota a fait échouer le projet. Le juge a conclu que le district ne pouvait pas récupérer son investissement, car le prix du mètre carré était inférieur à dix fois le prix de vente. De plus, le juge a estimé que le district ne pouvait pas modifier l'usage du terrain et qu'il y avait un impact sur la qualité de vie des résidents actuels. La presse publia la décision « *Maisons pour les pauvres dans des zones de riches est préjudice public* » (El Espectador, 2015).

Cet évènement est profondément ancré dans la mémoire des Bogotanais et des Colombiens, suscitant chez eux des sentiments intenses. Sur 37 personnes interrogées, 32 ont exprimé leur désaccord, représentant 86 % du groupe (Graphique 61). Nous avons remarqué une surreprésentation des plus éduqués et des non-assistés (Graphique 62).

Cela dit, les arguments de ceux en désaccord utilisent des raisons économiques et des raisons sociales. Or, la plupart des répondants les ont mixées. Dans les raisons économiques, nous trouvons l'impact allégé dans le marché immobilier. Les conséquences nommées vont d'une baisse du prix de l'immobilier jusqu'à un exode des commerces et des résidents. Puis l'argument selon lequel les riches ont payé pour ne pas voir la pauvreté, ce qui doit être respecté. Ensuite, l'idée que les pauvres souffriraient puisque les commerces et les produits sont plus chers, signalée par les bas et moyens revenus.

Parmi les raisons sociales, on compte le manque de préparation à la proximité ou au vivre-ensemble, ainsi que les discriminations envers les personnes pauvres. Certains parlent d'un conflit de classe et du ressentiment social, d'affrontements et possiblement de délits de haine, puis de la part des allocataires des actions criminelles sélectives envers les voisins riches, donc une insécurité dans la zone. D'autres ont dit ne pas croire à la mixité sociale ou allégé le populisme du maire.

Dans les propositions, nous retrouvons l'idée de faire ce type de projet dans une autre zone de la ville, plus « adaptée » et avec un prix par mètre carré moins cher. Il est aussi évoqué de mixer des strates plus proches, comme les 2, 3 et 4. Parmi ceux qui ont approuvé la mesure, il y a ceux qui acceptent à condition qu'elle soit ciblée et qu'un accompagnement social soit prévu. Trois personnes expriment leur désaccord avec la petite taille des logements sociaux. Cela dit, nous allons exemplifier le débat. L'un des récits les plus choquants fut celui du Gilles[90], ce chauffeur de taxi, qui plus est, bénéficiaire d'un habitat social.

« Moi, je dis que ce n'est pas ni bon ni mauvais… C'est logique que ceux qui habitent dans ce secteur, s'ils sont de haute strate j'imagine qu'avec le temps ils finissent par les envoyer tuer… Sinon, ils les font sortir en courant, s'ils ne les tuent pas, ils les font sortir… Bah, ils ne les laissent pas vivre là. Les indigents s'ils n'ont pas une bonne réhabilitation pour y vivre, ils trouvent la manière de rentrer et voler les choses, soit les voitures, soit les appartements, ou les cambrioler (…). Donc, c'est difficile, c'est difficile parce que la coexistence avec eux, sinon ils les envoient dans les quartiers pauvres (…). S'il n'y a pas de réhabilitation pour tous, c'est très difficile. Qu'ils le veuillent ou non, il faudrait les obliger. ».

Gilles assume que les bénéficiaires seront des toxicomanes à réhabiliter. Il voit un conflit de classe insoluble entre deux groupes perçus comme très différents, sauf s'ils sont rééduqués et réhabilités. Gilles dit avoir été témoin des pratiques de *nettoyage social*, voire d'assassinats ou d'expulsions sélectives ailleurs, ce qui explique son avis.

Il semble alors que ceux qui ont fait l'expérience de vivre dans des endroits mixtes socialement ne le recommandent pas. Ruben[91] est commerçant dans l'industrie textile, il a une histoire de mobilité sociale extraordinaire. Il est passé de policier à propriétaire d'un centre commercial. Il ne s'est jamais senti obligé d'aller vivre au nord. Il habite au centre-occident, vers la rue 13 avec carrière 70, dans un projet immobilier vendu comme mixte, des tours d'appartement strate 4 mélangés avec des tours à strates 2 et 3. Selon lui, ce type de projet échoue en raison des différences culturelles.

« Moi, j'habite dans un secteur où cela arrive… J'habite à la Felicidad, mon appartement est strate 4 et celui d'en face est VIS [habitation d'intérêt sociale]. *Alors, qu'est-ce qu'il se passe ? Quand les choses sont données, il n'y a pas de conscience pour agir… Moi, toutes les nuits, je dois me battre pour rentrer chez moi, parce qu'ils arrivent et garent leurs voitures et ils les laissent partout. Et ils sont les soi-disant les plus pauvres, mais ce n'est pas vrai, vous y allez et vous trouvez les voitures toutes déchargés par ci et par là. ».*

[90] E9UCF7X1. Bogota, homme, 65 ans, strate 2, quartier Suba Tibabuyes, BAC, chauffeur, taxi, revenus 3.
[91] E35UCF29. Bogota, homme, 47 ans, strate 4, quartier La Felicidad, Master, PDG propriétaire, revenus 8.

Ruben parle d'un problème de normes et de comportements dans son bâtiment avec ses voisins dont il doute de leur condition de pauvreté. Il fait référence à un autre projet à côté de son lieu de travail. D'après lui, les appartements après la valorisation seront vendus. D'autres pensent que la Colombie n'est pas prête pour ce type de mesure, Florian,[92] qui habite un quartier proche des beaux quartiers, craint que les nouveaux venus subissent des mauvais traitements et que leur pouvoir d'achat soit limité.

« C'est une manière trompeuse de le faire, puisque, bien que son intention soit de refermer l'écart entre riches et pauvres, mais de cette façon-là, ce n'est pas possible (…). Bah c'est une mauvaise façon, parce que la forme de vie là-bas est très différente à la vie qu'on peut avoir ici… Moi, je peux aller à l'épicerie et amener mon repas avec 5 mille pesos, mais, là-bas, je dois avoir 50 mille pesos dans ma poche. Là-bas, la facture d'eau, ce n'est pas que 15 mille c'est 400 mille (…). Bah, on n'est pas préparé, il faudrait se préparer, si seulement cette approche pouvait se faire et cela pouvait refermer l'écart, mais on n'est pas préparés… Là-bas on serait comme le mouton noir (…). On n'est pas préparé pour vivre en harmonie les uns avec les autres. Là je vois bien les dames chuchumecas "ah bah, regarde, ils sont en train de mettre les vêtements sur le balcon" (…). Pour le moment, il faut d'abord fermer l'écart sur comment on se voit les uns aux autres, cette haine que nous avons ».

Florian parle de haine entre classes sociales en Colombie. Pour lui, la division entre riches et pauvres se manifeste clairement, économiquement et dans les modes de vie. Mireille, quant à elle, croit que le projet était une offense envers les propriétaires et leurs investissements.

« Bah cela ne marcherait pas, rien du tout, "chaque petit perroquet sur sa branche". C'est-à-dire que, si moi, je me suis emmerdée pour venir ici au Chico et acheter mon appartement, moi, aucun imbécile, et tu as vu qu'il [Petro] *n'a pas pu, mais comment a-t-il pu même y penser ? Venir dans ce quartier, ce sont les mêmes vendus, ces pauvres* [pobretones], *mais comment peuvent-ils penser qu'ils vont diriger là dans ces terrains ? Moi, ici, je paie 1000 pesos et, là-bas, je paie 100 milles, et en plus, il y a autre chose, toi, tu t'es gagné le droit de vivre là où tu veux avec ton argent, mais pourquoi vont-ils t'obliger à être avec des gens que tu n'aimes pas ? Bah, ce n'est pas pour discriminer, mais chaque perroquet là sur sa branche. Parce qu'ils arrivent et qu'ils vivent comme ils le veulent et moi, je ne dois pas rendre votre vie amère seulement parce qu'il a plus ou moins que moi, ou parce que je n'ai pas, ce n'est pas la manière* [le dit lentement] *(…). Moi, si j'avais ma maison là, je ne permettrais pas ça, et eux, ils ont les outils pour lutter, avec la loi. ».*

C'est donc un argument économique qui se mélange avec un argument culturaliste et qui renvoie à une aporophobie ou pauvrephobie (Cortina, 2017 ; Le Forum — Bruxelles, 2018). Elle utilise un dicton sur des perroquets, pour dire que chacun a une place assignée dans la vie et dans la ville, voire qu'ils sont bel et bien différents. Si Mireille ne peut pas payer pour y vivre, cette aspiration reste possible. Elle qui a pu sortir de Ciudad Bolivar, véhicule l'idée qu'avec l'effort on peut sortir des entourages de pauvreté et des voisins indésirables. Elle, qui

[92] E20UCF8X2. Bogota, homme, 66 ans, strate 3, quartier San Luis, primaire, jardinier, revenus 3.

se définit comme étant de droite extrême, associe ces mesures à l'idéologie de gauche, au communisme et au populisme du maire.

De plus, tous les résidents proches du projet ont trouvé la décision impensable. Ils ont principalement avancé des arguments utilitaristes ou économiques. On y voyait un effort pour éviter les arguments esthétiques, racistes ou classistes. L'idée de ce projet a causé du stress chez eux, comme en témoignent leurs soupirs, expressions et mouvements. Nous passons à l'entretien avec Catherine, qui aurait pu habiter près d'un projet.

« [elle soupire] *Ah, tu parles de quand il voulait les mettre dans les parkings ? Ah non, non, non, c'était fou ça. Regarde, moi, je l'ai vu comme, ah bah, super cool de donner aux gens des endroits où habiter, mais je vais te dire quelque chose, en parlant spécifiquement de la [rue] 109, un projet dans la 109 à côté de Norberto, le salon de coiffure le plus chère de Bogota ! Alors je disais, ici, la rue 109, qui est une rue super jolie, cool, qu'il y en a des boutiques très chères, on va mettre des SDF dans un bâtiment ? Ou des gens de faibles ressources pour qu'ils achètent le lait 5 fois le prix, ou qu'ils aillent à Carulla [supermarché] pour faire les courses ? Bah, vous êtes sérieux ? Là, où il y a la clinique privée du Country ? On va les mettre où ces personnages ? (…). Mais quel doit être son boulot pour pouvoir être dans une strate 6 ? (…) Bah, le secteur ne va pas devenir strate 1 parce qu'il est arrivé le bâtiment des pauvres ! Le secteur reste égal. Après, quoi ? Tous ceux de [haut] strate, on part ? Et on le transforme en quartier pauvre ? Bah non ! ».*

Catherine prévoit ainsi la fuite des habitants et des commerces et la chute du marché immobilier. Elle finit sa réflexion en proposant de faire ce logement social ailleurs, là où ils puissent être « *dans leur entourage* », de façon à prévenir cette « *contradiction »*. Cette idée, qualifiée d'utopique, contredit la façon dont elle a connu Bogota. Sa fille Mélodie dit que forcer les gens à vivre ensemble « *ce n'est pas l'ordre des choses* ».

En général, les Bogotanais ne se demandent pas si l'exclusion à laquelle sont soumis les plus pauvres, confinés dans le sud ou l'ouest de la ville, contribue à perpétuer leur situation. Le projet n'est pas revendiqué par les classes populaires, ce qui souligne l'intériorisation de la ségrégation spatiale. Chaque groupe semble avoir un territoire attribué dans la ville, conformément à sa situation économique, sociale et écologique. Nous observons les symptômes d'une naturalisation de la pauvreté, dès lors que les pauvres sont bien vus ailleurs, dans le quartier pauvre et lorsque ressortent des arguments culturalistes nuancés.

En guise de conclusion, concernant la ville de Bogota, nous voyons que l'idée d'une insécurité menaçant la vie des personnes se trouve sous-jacente aux RSP. Certes, l'idée des pauvres comme une classe dangereuse n'est pas nouvelle, mais c'est dans le cas de Bogota qu'elle apparaît de la façon la plus évidente entre les territoires de l'enquête. L'association de

localités comme Ciudad Bolivar à l'idée de la pauvreté nous montre comment la RSP spatiale est plutôt liée à une division simpliste du territoire. Dans cette division, les riches se trouvent au nord, les pauvres au sud, et les classes moyennes à l'ouest. Si cette division n'est pas totalement acceptée, on constate l'évitement du sud, ce que nous attribuons à la représentation de celui-ci comme l'espace de vie des pauvres. Ainsi, le système de stratification urbaine des bâtiments intègre le répertoire culturel et facilite le travail de frontières symboliques et morales. La strate, qui servait à distinguer un bâtiment ou lieu, s'applique désormais aux personnes. Induire la strate d'autrui est devenue une habileté sociale pour classer finement et garantir l'homogénéité sociale dans une ville perçue comme menaçante.

2. Carthagène des Indes, le joyau colonial qui cache sa pauvreté.

Fondée en 1533, Carthagène des Indes est une des plus anciennes colonies. Elle fut un important port de la mer des Caraïbes, où se tenait un marché de personnes réduites en esclavage. Ses remparts imposants et son architecture unique ont valu à la ville d'être inscrite dans le patrimoine mondial de l'UNESCO en 1985. Elle devint une destination touristique populaire, tout en maintenant ses activités portuaires et industrielles, y compris sa raffinerie de pétrole (Carte 76).

En 2023, la pauvreté monétaire à 41,1 % la situait, parmi les 13 grandes villes colombiennes, comme la plus pauvre et le Gini à 0,526 comme la deuxième la plus inégale après Bogota (DANE, 2024d). La pauvreté multidimensionnelle touchait 19,9 % dans le recensement de 2018 (DANE, 2018). Le département de Bolivar contribue à 3,6 % du PIB (DANE, 2024).

La ville compte près d'un million d'habitants (DANE, 2021) et sa densité urbaine s'élève à 1 811 h/km2. Des plans d'eau définissent la géographie de l'espace. D'abord la mer qui la borde, mais aussi des canaux et des marais, dans un paysage initial de marécage. Nous trouvons deux grands plans d'eau : le bassin, *la Bahia de* Carthagène et l'étang et marais de *la Cienaga de la Virgen*. Quant au relief, le *cerro de la Popa*, une butte de 139 mètres d'altitude, divise la ville en deux : le bassin et l'étang.

La ville fortifiée ou le centre-ville, une sorte d'îlot situé devant la mer, marqua le début de la ville. Des quartiers extra-muros se développèrent au XVIIe siècle, comme *Ximani* ou *Getsemani* le quartier des artisans. Depuis le début de la République, se forment des quartiers à l'architecture républicaine où partent les classes aisées, ainsi que *Chambacu* bidonville à côté du centre-ville où habiteront d'anciens esclavagisés. Au XXe siècle la péninsule inondable de Bocagrande, propriété d'une société pétrolière mixte, devient un site touristique. À partir des

années 1970, avec le déménagement du marché municipal et de *Chambacu*, la ville s'étend vers l'est, dans sa partie continentale. Des migrations, notamment de personnes déplacées par le conflit armé, font augmenter la population.

Aujourd'hui, l'orient de la ville abrite les classes populaires et moyennes. Celle-ci contraste avec l'occident et ses infrastructures, ses tours de luxe pour le tourisme, ainsi que son centre-ville rénové et gentrifié. L'élite, autrefois, marquait davantage son territoire et se distinguait par des critères raciaux, notamment lors des festivités urbaines (Cunin, 2004). Bien que ce schéma ait évolué, les personnes à hauts revenus résident toujours à l'ouest de la ville, près de la mer et du bassin, mais désormais aussi au nord-ouest. Les personnes défavorisées, selon les classifications officielles, vivent principalement dans les quartiers autour de la butte de la Popa et sur les rives de l'étang de la Vierge. La plupart d'entre elles s'identifient comme noires ou afro-descendantes (Perez & Mejia, 2008).

a) **Résultats généraux à Carthagène des Indes.**

Nous passons maintenant aux résultats de l'enquête. D'abord, la population de Carthagène parle de la sensation d'insécurité et de menace, des drogues dans son environnement, puis des affectations sur la santé (Graphique 64). Concernant les liens sociaux, Carthagène se distingue par sa contribution accrue au LPO (Tableau 46). Cette intensité est due aux discours sur la rupture et la protection (Tableau 65). Les Carthaginois évoquent principalement le travail comme une forme d'exploitation. Ils abordent également moins les expressions du LPE. Enfin, la protection est fréquemment citée dans les mentions du LF. La rupture est principalement observée dans le LC et le LPO. Elle diffère de Bogota par son caractère moins familialiste, mais elle est plus fragile dans le LPO et le LC.

Nous examinons les résultats distinctifs en lien avec la pauvreté. Ils situent la pauvreté ailleurs dans le quartier pauvre et voient davantage de SDF dans l'espace public (Graphique 66). Ils utilisent l'image de la mère adolescente (Graphique 67) et pensent que le nombre de pauvres a augmenté ou est élevé (Graphique 80). Ils définissent cela comme une limite économique face à des besoins croissants (Graphique 68). Puis, ils contribuent le plus à l'idée culturelle qu'ils associent à la procréation active (Graphique 69). Ils associent le plus la pauvreté aux drogues, au crime et à la prostitution. Parmi les explications de la pauvreté, ils se distinguent par celles l'attribuant à l'éducation d'un « peuple ignorant ». Mais aussi par l'accusation envers les familles qui transmettent des comportements nocifs. Cet échantillon soutient l'idée d'une pauvreté perpétuelle et croit que tout le monde peut devenir pauvre. Il considère la pauvreté comme un problème et les relations entre classes sociales comme

hiérarchiques. Or, comparativement ils ont contribué le plus à l'idée des relations interclasses fluides et bénéfiques au total (Graphique 70). Ils se distinguent par leur rejet du PTCFa (Graphique 71) et leur recours à l'explication culturaliste pour la Guajira.

D'après les contributions aux trois RSP, nous observons qu'à Carthagène la pauvreté est surtout naturalisée (Tableau 58). Par rapport aux autres terrains, ceci contribue surtout aux résultats totaux de la culpabilisation et de la naturalisation (Tableau 59). Nous avons observé dans l'image que ses résidents ont de la ville une représentation de ville duale : une partie touristique où l'argent afflue, une autre, cachée, abritant une pauvreté qui ne peut pas être exposée au reste du monde. Puis nous observons l'image d'une ville qui évoque le classisme (Graphique 72).

b) **La honte de soi dans la ville « photoshopée ».**

Pendant notre recherche, la récurrence de mentions d'une ville à double visage nous a intrigués. On parle d'une ville qui cache sa pauvreté et qui s'éloigne de l'idéal touristique du paradis caribéen. La population peut ainsi se sentir étrangère aux dynamiques de la ville ou bien témoigner de quelque chose qui ne va pas en lien avec la pauvreté de la ville.

Les sœurs Lina[93] et Paloma[94], âgées de 18 et 19 ans, habitent dans le quartier chinois, principalement classé en strate 3, voisin du marché municipal *Basurto*. Ce quartier, construit dans les années 1960, se verra transformé par l'accueil du marché en 1978 auparavant au centre-ville. Le quartier s'est dégradé en raison de la mauvaise gestion des déchets et est devenu un point de vente de drogues. Ce quartier, perçu comme dangereux par certains, constitue pour elles un aspect important de leur identité. Lina constate avec regret que seule une fraction de la ville est mise en évidence, celle qui fait l'objet des reportages des médias et des publications sur les réseaux sociaux.

« Moi, j'ai une amie de Catalogne, elle m'a demandé comment c'était ma ville, qu'elle aimait bien mon accent. Je lui ai montré comme c'était ici, mais je lui ai expliqué que peut être elle allait voir que le centre-ville, puisque, de fait c'est la seule partie qu'on montre aux touristes, le centre-ville, Bocagrande, les îles Tierrabomba, mais alors, pourquoi ne montrent-ils pas par ici ? Si nous sommes la ville, je vois dans d'autres pays qu'ils montrent les villages, les villes, tout, alors pourquoi pas ici ? Si on est patrimoine de l'humanité (…). Aux étrangers, on leur montre l'autre Carthagène, laquelle ? Le centre-ville, Bocagrande, Crespo, ces quartiers-là (…). Tous les vidéoclips musicaux, ils les enregistrent au centre-ville. Alors, pourquoi ne prends-tu pas des photos ici, si on est aussi Carthagène ?

[93] E3UPF2X1. Carthagène, femme, 18 ans, strate 3, quartier chinois, étudiant, Licence, revenus 1.
[94] E4UPF2X2. Carthagène, femme, 19 ans, strate 3, quartier chinois, BTS, stagiaire, revenus 1.

C'est comme si elle ne se sentait pas incluse dans cette ville destinée au tourisme. Elle mentionne le quartier de Bocagrande, situé près de la mer, où l'on trouve les grandes chaînes touristiques et traditionnellement les classes aisées. Paloma mentionne que la visite du pape Francisco en 2017 l'a choquée, car tout était propre et qu'on avait mis des bâches pour cacher la pauvreté sur son trajet. Cette dualité, selon les plus âgés, n'avait pas la même force qu'elle a maintenant, comme le raconte Zenia,[95] une professeure de religion.

« Quand j'étudiais, les Carthaginois, on était des gens cultivés… La ville était propre et les politiciens à l'époque cherchaient une manière de présenter une ville belle aux touristes (…). À l'époque on ne voyait pas autant de marginalité… Alors maintenant, ce qui arrive est que les politiciens ne sont intéressés que par leur propre bénéfice, eux et leurs familles… La ville n'est rien, du centre-ville, ils ne veulent pas sortir… La ville fortifiée, il y a que cette partie-là le reste est coupé, tous ces quartiers-là ».

Il y a une image d'une section de la ville qui attire tous les investissements publics au détriment du reste. Celle-ci devrait subir l'oubli et les conséquences de la corruption, notamment le manque d'éducation de ses résidents. On commence à décrire ces « quartiers-là » comme le rempart de l'altérité et des pratiques hygiéniques obsolètes. Tito[96] l'infirmier de San Jacinto a vécu à Carthagène en tant que déplacé de la violence en a témoigné.

« Il y a des parties à Carthagène, des quartiers, où les gens ils font leurs besoins devant tous. Il n'y a pas d'égouts, dans les rues… En vrai, de la ville, on vous montre que le centre-ville, les forteresses et les murs, mais on ne vous montre pas les alentours, ce qui est Henequen, moi, j'ai des amitiés à Henequen (…). Ce matin je voyais un reportage sur la Maria, la Esperanza, un canal qui était plein (…). Toute l'eau rentre dans les maisons des gens… Il y a des serpents, des moustiques (…). Ils ont interviewé le maire et il s'est engagé, il y a trop de pauvreté à Carthagène, trop ! ».

La représentation des quartiers les plus pauvres est liée à une urgence sanitaire. On attribue cette situation aux pouvoirs publics et aux élus qui volent l'argent aux pauvres. Les touristes de Carthagène n'arrivent pas dans ces endroits, mais les Carthaginois savent où se trouve le lieu du contraste.

c) **La misère redécouverte dans la rue *Perimetral*.**

L'endroit du « contraste » est souvent associé aux quartiers entourant la Perimetral, une route construite en 2006 qui fait le tour de l'étang de la Vierge et qui rejoint partiellement les bas de la butte de la Popa. Les personnes interrogées ont des opinions, des expériences et des représentations variées à son sujet.

[95] E60UPF48. San Jacinto, femme, 68 ans, centre-peuplé, Licence, retraite, revenus 4.
[96] E61RPF49. San Jacinto, homme, 50 ans, Las Palmas, Licence, chargé de poste santé, revenus 2.

Carlo[97], informaticien et propriétaire d'un magasin au centre-ville, trouve la *Perimetral* la zone la plus choquante de la ville, où « ces gens-là » vivent dans des conditions extrêmes.

« La pauvreté est un problème social que les gouvernants n'ont pas su attaquer… Par exemple, les gens de la Perimetral, je ne sais pas si tu connais ces gens-là, ils font encore, ils font leurs besoins dans des fosses septiques et tout ça va au canal qui est juste là… Toutes ces substances toxiques, si on peut le dire comme ça, ils coulent, et le gouvernement ne s'est même pas préoccupé de leur construire au moins des maisons à ces gens-là, un système d'égouts… Et ça fait des années ! Il n'y a eu personne ici, et il y en a de l'argent, ici à Carthagène, il y en a de l'argent pour corriger ça et ils ne le font pas ! (...). À la Perimetral, il y a trop de familles qui n'ont pas des toilettes dignes. Elles sont enregistrées, le gouvernement le sait, le maire le sait, le gouverneur de Bolivar le sait. Alors, avec tout l'argent qu'ils volent (…), au moins leur donner des toilettes !

Carlo parle des quartiers complètement ignorés par les pouvoirs publics, bien qu'ils soient connus. Il y observe une pauvreté abyssale, étroitement liée aux enjeux de santé publique, ainsi qu'une population qui constitue un danger pour l'environnement[98]. Certains avouent ne pas connaître la zone ou les secteurs en question. Ils s'expriment à partir de l'imaginaire des quartiers les plus mis en avant par les médias. C'est le cas de Ramon[99], un économiste à la retraite à qui j'ai demandé, après une heure d'entretien, explicitement son avis sur la pauvreté dans la ville.

« Bah, moi, bon de ce que je lis, parce que je ne visite pas ces parties-là, la partie du Pozon, là il y a des quartiers que, parfois on montre, on leur dit l'autre Carthagène… Tu le vois dans la question de la prostitution c'est le moyen plus facile d'avoir de l'argent (…) parfois les mères les offrent aux touristes ».

Ramón conserve un souvenir du quartier « El Pozon » grâce au récit qu'il a lu dans le quotidien « El Universal ». Ramon et sa famille ont grandi dans le quartier populaire de Getsemani, qui est situé au cœur de la ville. Ce quartier a connu un processus de réhabilitation de son patrimoine au cours des dix dernières années. Dans les années 2000, des commerces de drogues y opéraient encore et c'était un lieu de tourisme sexuel. Cela explique en partie sa vision des quartiers pauvres comme des émetteurs de prostitution. Selon Ramon, c'est l'ensemble de la famille qui soutient cette activité. Ainsi, on perçoit les femmes pauvres comme ayant trop d'enfants, qu'elles offrent à la prostitution. Il décrit cela comme faisant partie de sa culture familiale.

[97] E5UPF3. Carthagène, homme, 40 ans, strate 3, Torices, BTS, propriétaire d'entreprise, revenus 4.
[98] De fait, les quartiers autour de la route ont été légalisés et ont été connectés aux systèmes d'égouts de Carthagène. Autour de la route Perimetral, la problématique est surtout dans les canaux qui les traversent, lesquels périodiquement doivent être nettoyés des déchets, ce qui est fait par la mairie, non sans délai.
[99] E19UPF34. Carthagène, homme, 70 ans, strate 3, Getsemani, Licence, retraite, revenus 3.

Or, ce ne sont pas seulement les classes moyennes qui admettent de ne pas connaître « ces parties-là », Belinda[100] est une déplacée de la violence. Ce statut lui a permis d'acquérir un domicile dans le projet Bicentenario[101] des logements sociaux, situé dans l'est de la ville. Vers la quarantième minute de l'entrevue, je lui ai demandé si elle voyait plus de pauvreté qu'avant. Elle n'a pas mentionné ses voisins.

« Il y a des parties où c'est mieux maintenant, mais cela dépend des lieux, si on va à La Esperanza, dans cette partie, il y en a des gens pauvres… Si on va dans la rue derrière qui va de la Esperanza à Boston, la Perimetral, le Libano, cette partie derrière, là on voit des gens pauvres qui vivent dans une situation qui n'est pas faite pour vivre, cela existe… Juste on s'abstient d'y aller, de marcher, d'y entrer pour voir. Et là, ils arrivent, tous les candidats, tout le monde, du candidat au Président, ils entrent quand ils en ont besoin, après ils les oublient ».

Nous retrouvons une victimisation de cette population liée à la classe politique, qui est perçue comme responsable de leur situation. Or, on les décrit aussi comme des populations passives utilisées en période électorale. Belinda ne parle pas de ses voisins, puisque, selon elle, le pauvre est celui qui n'a rien, pas même un toit ou de la nourriture. Elle lie cette situation à cette zone-là et non à son quartier. Cette zone serait cet endroit de la ville auquel personne ne s'identifie. Gilda[102] habite le quartier de la *Candelaria* limitrophe de la route *Perimetral*, elle est juste plus au sud, proche de l'avenue Pedro de Heredia, où les maisons sont plus anciennes et mieux construites. Elle remarque la différence entre les gens de devant et ceux de derrière :

« Ce quartier est sectorisé. La partie d'ici devant, c'est beaucoup mieux que la partie de là-bas, celle de derrière… Là les conditions de vie sont plus difficiles, là il y a un type de personnes différentes, la coexistence, ça, c'est évident, là-bas, il y a plus de bagarres. Quand les voleurs entrent, ils se mettent là-bas… Une fois qu'ils traversent la troisième rue, ils se perdent. Les bandes commencent à partir de là ».

C'est alors un espace à peine délimité par une frontière qui entraîne des répercussions de l'ordre moral. Si Gilda reçoit l'allocation de *Familias en Accion*, elle dit qu'elle est différente des voisines qui courent le jour de paie au distributeur et se bagarrent. C'est pourquoi elle attend pour récupérer l'argent et ne pas être confondue avec ses voisines. Elle trace ainsi une frontière symbolique et morale, à partir d'une frontière physique.

[100] E36UPF30. Carthagène, femme, 50 ans, strate 2, quartier Bicentenario, secondaire, stagiaire, revenus 2.
[101] Il s'agit d'une cité où habitent près de seize mille personnes. Ce projet est issu d'une alliance publique et privée et se positionne aujourd'hui comme le plus grand projet de logements sociaux du pays.
[102] E1UPF1X1. Carthagène, femme, 34 ans, strate 2, quartier Candelaria, Bac +1, étudiant, revenus 2.

d) **Le mélange redouté. La mixité sociale en question.**

Pour Darling[103], 21 ans, vivre à Lomafresca, un quartier situé sur les flancs de *Popa*, s'apparente à une chape de plomb. Il évoque principalement les conflits violents entre groupes de jeunes, ainsi que son éloignement progressif de ses anciens camarades. Maintenant, il fréquente assidûment l'Église évangélique. Lorsque je lui ai demandé quels endroits de la ville il évite, il m'a dit « *si j'étais d'un autre endroit, je ne rentrerais pas ici* ». Puis, il a nommé des quartiers proches, comme la *Paz* et le *Sinai*, puis la route *Perimetral*. S'il n'aime pas son quartier, il ne pourrait pas assumer les frais ailleurs. Nous avons abordé le sujet de la strate :

« [dans la facture], *Ils sont en train de te dire que tu es un pauvre. Ils disent que celui-ci a plus donc on va lui faire payer plus… Et comme toi, tu as moins, donc on va te faire payer moins… Quand on fait payer plus aux pauvres, ils font la tête, mais on fait aussi payer plus aux riches. Il y a des gens qui pensent que, parce qu'ils n'ont pas d'argent, on ne va pas leur faire payer les factures… Ils disent ah bah, faites payer ceux qui ont plus, mais eux aussi ils ont plus de besoins, quand on a de l'argent, on dépense plus ».*

Darling connaît plus la fonction distributive de la strate que d'autres interviewés, qui, selon lui, ressemble à une forme de justice spatiale. Les personnes aisées se distinguent par leur pouvoir d'achat et leurs besoins plus poussés, de sorte qu'elles habitent des quartiers conçus pour elles. Plus tard, je lui ai demandé s'il serait d'accord pour s'installer à *Bocagrande* si on lui offrait une maison :

« Je ne sais pas, peut-être non, ou oui, mais chez moi, on est bien… Le travail qu'on a nous permet de payer les factures (…). Je préfère être là où je suis et que celui qui a de l'argent soit là-bas… Je le dis surtout pour ça, parce que, sinon ce qu'on travaille serait que pour payer les factures et à manger ».

Darling, sans emploi et ayant perdu son diplôme à l'école d'art de la ville, semble défendre que sa place soit dans l'endroit où il habite. L'endroit où il ne conseille à personne de venir. Nous observons comment ses aspirations sont limitées à ses possibilités objectives, notamment à son pouvoir d'achat. Cette attitude, une sorte de résignation réaliste, contraste avec la manière dont il défend que des opportunités de travail existent à Carthagène. Darling observe une ville dynamique depuis un quartier défavorisé, il mentionne les hôtels et les entreprises. Il accuse ses voisins de ne pas chercher de travail, de s'habituer aux allocations et de vendre leur vote. Dans ce sens, il montre qu'il a incorporé un récit qui légitime le *statu quo*.

Certaines personnes sont favorables à la mixité sociale, cela leur permet de bénéficier de tarifs réduits dans des zones classées à strate inférieure. Juliette,[104] créatrice de mode, a vécu

[103] E14UPF11X2. Carthagène, homme, 21 ans, strate 2, Lomafresca, BTS, chômage, revenus 1.
[104] E15UPF12. Carthagène, femme, 36 ans, strate 4, La Boquilla, Licence, manager, revenus 6.

à Manga, un quartier de Strate 5, près du centre-ville. Elle a déménagé dans le nord de la ville pour gérer l'un des restaurants de son père. Elle a d'abord loué un condominium fermé, puis a trouvé un logement plus grand et moins cher à *la Boquilla*, où elle vit depuis 3 ans avec sa fille. Ses amis ne viennent pas la voir, disant que c'est à cause de la distance. Le village de *La Boquilla* était autrefois un village de pêcheurs, mais il a été transformé par l'arrivée de nouvelles constructions (strate 6) dans le quartier *Morros*. Elle se sentait heureuse de son choix. Elle préfère maintenant vivre près de la mer plutôt que dans le chaos de la ville, en particulier sur l'avenue *Pedro de Heredia*. Je lui ai demandé où elle ne voulait pas habiter.

« Moi, du marché de Basurto jusqu'à tout ce qui le suit, en bas, moi, je ne me vois pas vivre dans la Castellana, les Alpes ou les Gaviotas… Moi, je pense que ma pointe limite est ici au Bosque. C'est surtout à cause de la désorganisation. Moi, je suis folle de la structure, donc s'il y a quelque chose qui est fait, il faut que ce soit bien fait et, comme à Carthagène, la zone sud-orient, ça a tellement grandi, comment vous dire, c'est tellement compliqué parce que… Je veux dire, il y a une maison et ils construisent la maison sur trois étages supplémentaires et un petit escalier qui monte d'un côté. Bah, je veux dire, ma tête ne gère pas ça ! Et même si à La Boquilla, là ils ont de petites maisons en bâtons, mais la zone où je suis, ce sont des maisons et des bâtiments bien faits. L'immeuble où j'habite est moderne à huit étages, je veux dire, tu n'as pas comme la petite rue où tu ne peux pas passer à cause des voitures mal garées, la moto, le machin, le truc. ».

Juliette refuse de vivre dans l'est de la ville, au-delà du marché *Basurto*, qu'elle trouve inesthétique. Elle peut habiter à *La Boquilla* grâce à sa situation au nord, dans un bâtiment moderne sans irrégularités, avec un accès facile aux plages et aux routes. Dans son quartier, elle observe la présence de familles défavorisées qui font des efforts pour améliorer leur situation, mais qui selon elle, se heurtent à des obstacles « culturels ». Or, dans son cas, la vraie pauvreté est associée à la route qu'elle ne nomme pas, la *Perimetral*.

« Moi, je traverse souvent par San Francisco. Je prends cette route pour sortir à Crespo et tu te rends compte, ces gens-là, ils sont pauvres ! Tu vois les conditions dans lesquelles ils habitent, les maisons, leurs vêtements, parfois ils sont sans chaussures, sans chemise… Ah, mais, ils ont le Pico [système audio] *du sol au toit, sept paniers de bière, ça ne correspond pas (…). C'est culturel ce que je vois est que celui qui a la télé ou le système audio le plus grand est celui qui se dit le meilleur. Dans ma rue, il y en au moins sept, mais ils ne l'allument pas chez eux, ils les louent, ils sont très grands, mais la maison est en train de tomber ! ».*

Au-delà des marqueurs perceptibles, elle voit la pauvreté dans la culture des gens qui font des choses qui lui semblent irrationnelles, comme l'achat d'appareils coûteux. Nonobstant si la proximité spatiale (sans être culturelle ni sociale) est passable pour elle, récemment, elle a eu des tentatives de cambriolage à son appartement, c'est pourquoi elle a considéré la possibilité de déménager. Le cas de Juliette montre les hésitations et les difficultés d'une mère célibataire qui a réinterprété la morale spatiale de la ville.

Nous avons observé comment la plupart des habitants constatent les contrastes dans la ville, et certains s'inquiètent particulièrement des interactions obligatoires entre résidents de différents quartiers. Felipe[105] est un ingénieur qui habite à Castillogrande, un beau quartier qui s'est préservé de l'invasion du tourisme. Il s'agit de l'endroit où habitent les classes aisées traditionnelles de la ville. Felipe voit une dégénérescence dans la ville, qui n'est plus celle de sa jeunesse. Il s'inquiète de la criminalité chez les jeunes des quartiers défavorisés, ainsi que des tensions lors des événements de la ville comme la fête du *Bando*.

« C'est une ville de trop de contrastes, je dirais que la pauvreté est très élevée ici et au-delà de ça, la ligne de misère, pour vous dire des choses comme ça, ici les gens de Pozón ou de Nelson Mandela ne connaissent pas le centre-ville… Et tu vois qu'il y a des expressions d'explosion, par exemple, le 11 novembre, le Bando, le jour du Bando, tu vois des rivières de gens et des visages inconnus que tu vois dans leur visage, un visage comme d'indignation, comme de venir se venger, pour cet oubli, pour cette ségrégation qu'ils ont eue tout au long de l'année… Et c'est pourquoi, ici, le jour du bando plus que la jouissance, on aime tous la fête, s'amuser, sortir de la routine quotidienne, mais ensuite on voit que les gens viennent pour faire du mal. C'est comme la Cocotte-Minute, c'est une libération du ressentiment. ».

Les fêtes de la ville sont des occasions pour les habitants de se rassembler lors de défilés et d'événements. La rencontre des classes sociales est source de tension et de conflit, lorsque la morale territoriale admet des exceptions temporelles.

De plus, nous avons demandé si le projet de logement social de Bogota était réalisable dans des quartiers comme *Bocagrande* ou *Castillogrande*. Seulement deux personnes étaient favorables, tandis que dix-huit étaient opposées. Nous observons les arguments économiques, sociaux et l'autocensure des potentiels bénéficiaires.

Nous nous sommes aussi intéressés à la restriction de mobilité des moto-taxistes dans les quartiers à strate 5 et 6. Les moto-taxis font l'objet de persécutions car leur activité est illégale. Depuis 2015, la mairie a limité la circulation des motos avec passagers dans les quartiers occidentaux de la ville, tels que *Bocagrande*, *Castillogrande, Centro, Crespo* et *Manga*. Cette interdiction est entrée en vigueur après un assaut à moto à *Bocagrande*. Deux tiers des personnes interrogées y sont favorables. Ceux qui la contestent reconnaissent leur droit au travail, en sont des usagers, mais craignent aussi que, sans revenus, les moto-taxis deviennent des criminels. Le soutien sera mobilisé par ceux qui habitent les quartiers où est appliquée l'interdiction, c'est le cas de Roque[106].

« Moi, je vis à Manga… Pour moi, c'est difficile de prendre une moto. Pour vous aussi, non ? Mais si vous habitez La Esperanza, c'est très difficile de voir un braquage puisque les gens n'ont rien, mais

[105] E18UPF15. Carthagène, homme, 67 ans, strate 6, Castillogrande, Master 1, retraite, revenus 6.
[106] E40UPF33. Carthagène, homme, 58 ans, strate 6, Manga, primaire, PDG, revenus 8.

les gens se déplacent à moto-taxi (…). Alors moi, comme commandant de la police à Manga j'interdis les accompagnants de moto et je n'affecte presque personne (…). Mais à La Esperanza et à La Maria, comme la plupart des gens bougent à moto, je ne peux pas l'interdire parce que je bloque (…). Si vous et moi, nous sommes des criminels, nous n'allons pas voler en bagnole, puisque, arrivant au coin, nous n'allons pas pouvoir bouger. Nous devons chercher la forme facile de le faire, et c'est comment la meilleure façon ? À moto, alors si je suis un policier, je dis là où on vole le plus on ne les laisse pas rentrer. Ce n'est pas pour discriminer, ce qui se passe, c'est que vous ne pouvez pas faire ça à La Maria, parce que tout le monde bouge à moto avec ses enfants. Et vous, avez-vous pris une moto pour aller à Bocagrande ? Bah, non, c'est très difficile. »

Roque se montre défenseur du sens commun et utilise des arguments économiques pour renforcer son argument. Sa logique est que les moto-taxis n'ont rien à faire dans les beaux quartiers. Selon lui, comme le marché de transport ne les exclut pas, l'agent de police doit intervenir et le faire. Effectivement l'activité est criminalisée et surveillée dans les beaux quartiers de la ville et le centre-ville. Cette interdiction est passée à intégrer la morale territoriale qui admet leur présence uniquement dans l'orient de la ville, la partie non touristique.

En résumé, il existe une vision commune de la pauvreté à Carthagène : celle d'une ville duale. Bien que reconnue comme un site du patrimoine mondial, elle dissimule aux yeux de ses habitants une pauvreté extrême. Les zones les plus ciblées sont la route *Perimetral*, les quartiers adjacents à la *Cienaga de la Virgen* et les pentes de la colline de la *Popa*. L'ouverture de la route *Perimetral* a révélé la pauvreté, qui n'était pas aussi évidente auparavant.

Ainsi, les représentations spatiales de la pauvreté intègrent des éléments symboliques avec des caractéristiques sensibles et perceptibles de l'espace. On associe facilement la pauvreté à la dégradation environnementale causée par la colonisation des plans d'eau. Par ailleurs, la situation de ces quartiers, si elle est attribuée aux politiciens, se nourrit aussi des explications culturalistes, lesquelles, en évoquant des comportements, finissent par naturaliser la pauvreté comme étant propre à « ces zones-là ».

3. San Jacinto, ou la nostalgie d'un passé meilleur.

Selon les prévisions, San Jacinto compte actuellement 23 867 personnes, dont 2 % vivent dans les zones rurales (DANE, 2021). La commune a été fondée en 1776 et était initialement un territoire de la tribu Zenu. On y a découvert la plus ancienne céramique complète d'Amérique latine, datant de 4000 av. J.-C. Cet héritage précolombien se perpétue dans les arts, comme l'artisanat et la musique, considéré comme le berceau de la cumbia.

Dans la géographie du village, la chaîne de montagnes connue comme la serranía de San Jacinto ou les Montes de Maria se trouve dans sa partie occidentale. C'est le point le plus haut du département de Bolivar à 989 m d'altitude. Il s'étend sur 462 kilomètres carrés et se compose

de sept villages ou *corregimientos*, lesquels donnent lieu à plus de 50 hameaux (Carte 73). La zone montagneuse sert de corridor pour accéder, d'un côté, au fleuve Magdalena et, de l'autre, à la savane de Cordoba, qui conduit à la mer et au département d'Antioquia.

Dans ce village, la partie plutôt urbaine, voire le centre peuplé, présente une dynamique très différente de celle des hameaux ruraux, qui vivent isolés, faute de routes de qualité, surtout en saison des pluies. Le transport en leur direction fait défaut, ce qui laisse comme options le transport privé ou bien les moto-taxis. Après le conflit, les habitants du centre urbain, y compris ceux qui avaient des fermes, ne sont pas revenus. La partie urbaine dépend toujours des produits agricoles de la partie rurale, mais elle est plus connectée à l'extérieur qu'à l'intérieur. Les migrations ont créé des connexions avec les villes, et dans le domaine commercial, les importations constituent la majorité des produits. De fait, la route qui unit le département de Bolivar les connecte à la commune voisine Carmen de Bolivar à 15 km et trois fois plus grande en population.

Ce clivage est attribué aux dommages causés par le conflit armé. Cet évènement s'est déroulé de la fin des années 1980 jusqu'au début des années 2000, avec un bilan de six massacres. Des affrontements ont opposé la force publique, aux fronts 35 et 37 des FARC-EP, et plus tard au bloc paramilitaire « Heroes Montes de Maria ». La plupart de la population a migré vers Carthagène, Barranquilla et Bogota.

San Jacinto se distingue par le récit d'une belle époque avant le conflit armé. À cette époque, que nous pouvons situer entre les années 1960 et la fin des 1980, le village était le garde-manger de la région avec ses différents produits agricoles et participait au commerce international avec le tabac. La communauté se distingue par la vente d'articles artisanaux, notamment des hamacs et des sacs tissés, principalement réalisés par les femmes. Puis par sa production culturelle, surtout musicale. Le conflit armé a retardé tous les projets, les habitants se sentent déclassés en raison du déplacement massif, de la fuite des « riches » et du dysfonctionnement du système d'aqueduc. D'ailleurs, l'État les a stigmatisés en les classant comme une zone rouge.

En milieu rural, la problématique sociale est aggravée par l'insuffisance d'infrastructure routière, entravant la commercialisation des produits agricoles. De plus, les hameaux se livrent une compétition féroce pour l'arrivée des ressources, principalement des aides d'État pour les victimes du conflit. Nous avons observé des différences dans leurs résultats de négociation. Par exemple, Las Palmas possède le seul poste de santé, et à San Cristobal et à Paraiso, on a implémenté un curriculum scolaire spécial en ethno-éducation.

a) **Résultats généraux. « Nous avons été historiquement les victimes »[107].**

Tout d'abord, nous avons compté les mots les plus courants chez les résidents de San Jacinto. Nous avons trouvé les mots : gens, maison, village, pauvreté, gouvernement, quartier, enfants et eau. Puis parmi les verbes : travailler, vivre et arriver. Deuxièmement, la configuration de liens sociaux : San Jacinto contribue davantage aux LC et au LPE (Tableau 46). Pour le cas, les liens les plus protecteurs sont le LF et le LPE (Tableau 74). En termes de protection, c'est à San Jacinto que les interviewés ont dit le plus avoir de confiance dans les voisins et s'entraider. De fait, le lien qui accorde la plus grande reconnaissance est celui du LPE. Enfin, les liens à plus de fragilité concernent le LC, puis le LPO.

Concernant les affectations à la qualité de vie, à San Jacinto on parle le plus de la perte de revenus, des prix élevés et de la qualité des services basiques (Graphique 78, 79). Cela est lié à la limitation de l'eau potable dans ce village. Puis, on évoque le manque d'opportunités pour les jeunes et la corruption des ressources allouées.

Concernant la pauvreté, la plupart perçoivent une augmentation de celle-ci dans le temps (Graphique 80). Ils définissent la pauvreté comme : une limitation économique, le chômage, l'insuffisance de services basiques et la faim. En effet, ils associent la pauvreté à la nourriture et au chômage. Ils croient en une Colombie riche où les richesses restent concentrées. Dans les causes, ils font le plus recours au conflit armé comme explication de la pauvreté, suivi des problèmes de l'emploi rural et la corruption (Graphique 81). Ils emploient le plus l'argument d'une dynamique de somme nulle entre riches et pauvres et accusent les inégalités. Ils sont aussi ceux qui, parmi les explications institutionnelles, mentionnent le plus une négligence des gouvernants. La plupart des groupes sociaux voient les relations entre classes sociales comme hiérarchiques et figées. Ils constatent des inégalités dans l'éducation et jugent injustes les bas salaires. Ils appuient les manifestations pour défendre leurs droits.

Nous observons une tendance majoritaire à la victimisation suivie d'une naturalisation au niveau agrégé (Tableau 58). C'est également le terrain où la culpabilisation est la moins présente. Parmi les autres cas, San Jacinto contribue le plus à la victimisation globale (Tableau 59). Les pauvres y sont souvent perçus comme des victimes de l'abandon de l'État, plutôt que comme responsables.

[107] E69RPF56. San Jacinto, San Cristobal, homme, 69 ans, BAC, agriculteur, leader et herboriste, revenus 2.

b) **Des vies bouleversées. Le conflit armé comme déclencheur de la pauvreté.**

Selon les témoignages, la « qualité de vie » est souvent associée à sa perte. Les interviews mettent en évidence un passé plus prospère, qui n'a pas été restauré après la fin des combats entre les groupes armés et la milice colombienne, ni après la signature des accords de paix, malgré le retour d'une partie de la population. Nous allons commencer par le récit de Zenia[108], une professeure d'État. À la retraite, elle nous raconte les raisons qui l'ont poussée à rester au village après son année de service social rural dans les années 1970.

« Moi, j'ai travaillé à Carthagène et puis au Carmen de Bolivar. Mon intention était de passer 2 ou 3 ans en travaillant, mais le village est très accueillant, les gens sont très aimables, très simples… Et quand je suis arrivée ici, ils travaillaient l'agriculture, l'élevage… C'était un village progressiste, il y avait des entrepôts de tabac… Ils fabriquaient de la glace et on voyait que c'était un village qui progressait. J'ai adoré, j'ai aimé, j'ai acheté une maison, je suis restée ici avec mon mari (…) ».

Puis elle nous raconte comment tout a changé dès la fin des années 1980. Elle a évoqué un grand propriétaire terrien, et je l'ai interrogée sur son rôle dans le village. Après environ 15 minutes d'échange, elle a soudainement prononcé le mot « pauvreté ».

« [les hacendados] *Ils avaient beaucoup d'employés. Ils fournissaient de la main-d'œuvre, ils avaient besoin de main-d'œuvre, alors ils les fournissaient et beaucoup d'entre eux ici, ils allaient cultiver l'avocat, le manioc, le fruit de la passion, puis le bétail et… Tout ça s'est fini à cause du conflit armé, c'est pourquoi dans ces villages, plus les années ont passé, plus on commençait à voir la pauvreté à San Jacinto ».*

Zenia a vu la situation changer et la pauvreté s'installer. Elle et sa famille ont dû traverser un épisode de violence. Sa maison était juste à côté de la station de police, il y a eu un feu croisé qu'elle a vécu avec sa fille, cachées sous l'escalier. Après cela, elle a déménagé, mais elle n'est pas partie du village. Elle avait trois enfants et elle a décidé d'y rester, vu qu'elle ne voulait pas rejoindre le nombre de déplacés en ville. Son mari a « mal vendu » la ferme de la famille et ils ne sont plus retournés à la campagne. Le devenir des propriétés est un sujet de controverse. Les maisons et les fermes ont augmenté en valeur, ce qui a suscité des réactions divergentes. Certains se sentent floués, tandis que d'autres estiment que les vendeurs ont obtenu leur juste part.

À trois rues de Zenia habitent les sœurs Dora[109] et Rebecca [110]dans le quartier le plus central du village, près de l'église. Dora habite à Carthagène. Elle est venue au village pour passer une saison, étant donné qu'elle est au chômage. Elles racontent comment était leur vie

[108] E60UPF48. San Jacinto, femme, 68 ans, centre-peuplé, Licence, retraite, revenus 4.
[109] E66UPF53X2. San Jacinto, femme, 52 ans, Centre, BTS, chômage, revenus 3.
[110] E66UPF53X1. San Jacinto, femme, 46 ans, Centre, BAC, artisane, revenus 2.

d'adolescentes, et ce qui a changé soudainement à cause du conflit armé. Dora est partie et Rebecca est restée avec ses parents. Dora raconte comment était son village :

« Le village était sain… C'était l'un des meilleurs villages de Bolívar… On passait la nuit blanche tranquille, on sortait ici, beaucoup de gens venaient d'ailleurs à Semana Santa [Pâques]… En vacances, nous allions dans les fermes, aux hameaux, on faisait des excursions… Il y avait une tranquillité ici qui a pris fin en 1985… La violence a commencé ici, c'est-à-dire que, lorsque la violence a commencé, j'avais environ 16 ou 17 ans, quand les groupes illégaux ont commencé à entrer. ».

Le père de Dora était un commerçant d'artisanat. Il vendait des hamacs, des sacs brodés, des chaussures et d'autres artisanats dans d'autres villes. Elles se rappellent leur mère toujours en tricotant, tissant les *Mochilas*, ce qu'elle a seulement arrêté quand elle a commencé à avoir des problèmes de vue. Toutes les filles de la famille ont appris à tisser. Rebecca se décrit comme une artisane et a essayé de transmettre ce savoir-faire à ses nièces. L'activité familiale a été affectée par l'arrivée de groupes armés, qui ont imposé leur contrôle sur les routes et installé une atmosphère de peur dans le village. Les filles en parlent.

« Dora : Alors, quand la guérilla est entrée ici, je ne sais pas si tu as vu que, lorsqu'on rentre au village, il y a des magasins d'artisanats… Bon, à l'époque, bah, on dirait il y a 20, 30 ans, ils passaient la nuit blanche, ces magasins ne fermaient jamais, ils étaient 24/24. Alors, vers 18 heures, on devait rentrer… Cela a affecté le commerce, les artisans… tout était fermé à 18 h, tous les magasins, les épiceries, les maisons, tout (…). Alors, les voitures ne s'arrêtaient plus ici… La navette qui passait prenait parfois une personne et partait vite. Ils craignaient de s'arrêter à San Jacinto. Rebecca : Ils nous ont déclaré zone rouge au niveau national… Les camions ne rentraient pas, tout était hyper cher ! ».

La situation des artisans ne s'est pas améliorée après le conflit, même si le commerce a repris, ils ne sont pas bien payés par les intermédiaires. Les tisserands de sacs dans le besoin passent les matins à tisser pour vendre le produit à midi et avoir de quoi manger.

Dans le *corregimiento* de Las Palmas, les habitants mobilisent aussi le récit d'un passé meilleur. Tito[111] est l'infirmier du centre de santé. Il s'est déplacé à Carthagène où il était veilleur et a pu se former comme infirmier. Il est retourné avec son épouse au village, vu qu'il se dit paysan *jusqu'à la mort*. Selon lui, tous les habitants du village étaient riches :

« Ici, on était tous riches, tous ! Je dis riche dans le sens qu'il n'y avait pas de besoins. Ici personne n'avait des besoins [non satisfaits]. C'était délicieux de vivre ici, on se régalait. Personne n'allait dormir sans avoir mangé… ils mangeaient trois ou quatre fois par jour, ils étaient bien habillés. En fait, les gens de Las Palmas étaient connus puisqu'ils étaient très travailleurs [échaos pa'lante] ».

[111] E61RPF49. San Jacinto, homme, 50 ans, Las Palmas, Licence, chargé poste santé, revenus 2.

Si Tito reconnaît qu'ils ont reçu des aides en tant que déplacés, ils n'ont pas pu retourner à la situation qu'il décrit. Il signale le mode de vie actuel de quelques familles :

« S'ils prennent le petit-déjeuner, ils ne déjeunent pas, et s'ils déjeunent, ils ne dînent pas. (…) C'est à cause du travail… Ma belle-sœur, elle a des terres ici, elle a toujours deux ou trois travailleurs, ils gagnent vingt-cinq mille pesos et eux, s'ils ne travaillent pas, ils ne mangent pas. Il y en a pas mal de journaliers comme ça ».

La pauvreté, c'est la dépendance au travail pour se nourrir. Elle est liée au chômage et à la faim. Charles[112] habite aussi à Las Palmas, il garde l'épicerie de son père. Selon lui, avant le conflit armé, chaque paysan avait au moins 10 bovins et le tabac laissait du profit pour tous. Il va comparer les maisons anciennes avec les maisons que l'État a construites dans le cadre d'un programme de retour des déplacés.

« Ce village n'a jamais été pauvre. Nous, on était en compétition entre nous, mon père s'il plantait deux hectares de maïs, une autre personne voulait le faire mieux, alors il plantait trois ou quatre. Ces maisons que tu peux voir, regarde ce qu'ils font [il montre la maison construite par l'État], *regarde celles que nous, on faisait* [il montre la maison traditionnelle]. *Alors si je faisais une maison, mon voisin en faisait une meilleure. C'était une concurrence entre nous. C'était comme ça ici ».*

Plusieurs personnes mentionneront les maisons construites par l'État au cœur du village. Elles sont en béton, petites et dotées de petites fenêtres. Elles contrastent avec les anciennes maisons en terre crue ou en pisé avec des toits en palme, plus spacieuses et plus fraîches. Charles et son père soutiennent aussi l'idée d'un passé meilleur à l'époque du tabac. Ils m'ont dressé une liste contenant les noms de tous les acheteurs et commerçants de tabac de l'époque.

Les habitants apprécient la valeur de leurs constructions, symboles d'un passé meilleur. Le hameau de las Charquitas se situe dans la partie la plus élevée de la chaîne montagneuse. Antoine, [113]comme Charles, voit dans les anciennes maisons la figure de leur ancienne prospérité et d'un savoir-vivre. Il dénonce le remplacement de leurs maisons en pisé (bahareque) par des maisons en béton.

« Nos ancêtres vivaient très bien ici, dans des maisons de baraheque très grandes et spacieuses… On vivait bien, puis il y a eu un programme de l'INURBE. Ils nous ont fait démolir les grandes maisons [mais elles] étaient mal faites et à la fin, elles sont tombées. Cela a échoué. Celles que vous voyez là, c'est nous qui les avons reconstruites (…). Elles n'avaient même pas de poutres (…) Ils ont volé de l'argent et cela n'a pas marché du tout. ».

Lors de l'intervention, on a négligé les maisons traditionnelles et construit des logements de qualité inférieure. Les habitants subiront une assimilation culturelle et la corruption, comme en témoignent les bâtiments écroulés. L'autre problème mentionné par

[112] E53RPF46X1. San Jacinto, homme, 38 ans, village Las Palmas, BAC, agriculture, commerce, revenus 2.
[113] E65UPF52. San Jacinto, homme, 69 ans, village Las Charquitas, secondaire, agriculture, revenus 2.

Antoine concerne la migration définitive des anciens habitants, ainsi que l'arrivée de personnes déplacées non originaires. Selon Antoine, 90 % des familles viennent d'ailleurs. Le conflit a fait disparaître la confiance et les possibilités d'action collective entre les villageois.

Or, dans la zone d'Arenas et las Charquitas, le problème auquel ils ont tous consenti, c'est l'abandon de l'État. L'état de la route entraîne des pertes de production lors de la récolte. Tania[114], fondatrice de la JAC d'Arenas, a profité d'une visite du média *Caracol*, pour exprimer qu'elle se sentait « *comme dans [l'ère] l'archaïque, complètement oubliés* ». Cette zone est l'une des plus isolées en haute montagne, infranchissable pendant la saison des pluies.

c) **Le paysan démodé. Sentiment de déclassement chez les travailleurs agricoles.**

Nous avons mené une discussion en groupe avec des agriculteurs vivant dans divers hameaux. Ce groupe d'agriculteurs se décrit comme étant à gauche et nous a fourni des explications structurales sur la pauvreté. Ils attribuent leur faible revenu aux difficultés de l'agriculture, telles que l'infrastructure défaillante, les prix fixés artificiellement et un marché qui ne rémunère pas adéquatement leur travail. La négligence des politiciens et la corruption exacerbent cette situation. Ils partagent une vision commune d'un prétendu complot. On leur aurait volé leurs terres, car elles renferment beaucoup de ressources naturelles et se situent à des endroits stratégiques. Des rumeurs circulent sur la présence d'un gisement de pétrole dans cette région. Puis, ils mentionnent que San Jacinto se distingue par l'absence de strate, vu qu'elle manque d'eau potable et de système d'égouts, ce qui homogénéise la population par le bas. Pendant cette réunion, les agriculteurs ont exprimé un sentiment d'infériorité. Ils se sentent méprisés parce que la pauvreté est associée à leur profession. Leurs enfants ne les respectent pas et ne considèrent pas l'agriculture comme une option viable. Vicente[115] du hameau Arenas, exprime son désarroi, notamment par rapport aux moto-taxis :

> *« Le gamin, il voit que son père est très pauvre et lui, il ne va pas suivre ses pas, sinon il deviendrait un pauvre de plus… Il ne veut pas devenir un pauvre parmi d'autres, il aspire à quelque chose de différent. Il n'y a pas un relais générationnel dans la campagne parce que nos enfants, ils préfèrent mettre en gage quelque chose ou bien prêter au pagadiario [crédit informel] quelques millions et aller acheter une moto. Là il y a même des mineurs, des garçons et des filles, qui ont une bonne capacité à avancer, à devenir professionnels… Cela est devenu une forme de travail, mais ça, ce n'est pas un travail ».*

Devenir paysan serait démodé et ne leur octroie plus la reconnaissance nécessaire comme êtres sociaux. Ils ne sont plus un modèle référent pour les prochaines générations. Les jeunes préfèrent des métiers moins pénibles et plus rentables, comme celui de moto-taxi.

---

[114] E67UPF54 San Jacinto, femme, 48 ans, Arenas, BAC, vente à la maison, revenus 2.
[115] E70RPFGX5. San Jacinto, homme, 48 ans, Arenas, secondaire, agriculture, revenus 1.

Dans les autres hameaux, la victimisation est un processus collectif dominant. À San Cristobal et à Paraiso, la population se considère comme afro-descendante et s'organise en conseils communautaires. Selon eux, la pauvreté découle du conflit armé, mais elle est également liée à leur manque de reconnaissance en tant que village afro-descendant. Ils ont donc subi la violence de l'assimilation et de la discrimination depuis le centre peuplé. Cette position est mal perçue par les résidents d'autres hameaux, qui craignent des obstacles à l'investissement. Ils disent vouloir du progrès et déclarent ne pas être intéressés par la médecine traditionnelle ni par l'ethno-éducation. Il y a un désaccord sur la définition du progrès, mais un consensus sur l'importance de routes de qualité, d'eau potable et d'aide à l'agriculture.

Les hameaux de la partie rurale semblent déposer leurs demandes politiques de manière isolée, ce qui explique leurs différentes dotations de biens et services, dans une situation générale de délaissement. Leur pouvoir de négociation va dépendre de leur organisation collective. En revanche, le centre peuplé de San Jacinto semble ignorer la situation dans les hameaux. Même si ceux-ci ont été décisifs dans l'ancienne prospérité de tout le village, aujourd'hui, ils ne sont pas fréquentés et leurs besoins sont invisibilisés.

d) **Fractures calquées. La pauvreté urbaine étendue au village.**

Les habitants du centre peuplé s'ils invisibilisent ce qui se passe en milieu rural ont dû ouvrir les yeux sur de nouvelles formes de pauvreté. Elles se développent dans la périphérie du village, dans les bidonvilles situés près de celui-ci et de la route. Les « invasions » sont mentionnées lorsque nous abordons directement la pauvreté. Dans son récit, la professeure Zenia nous a raconté qu'elle visitait les élèves habitant dans les quartiers défavorisés à la rentrée scolaire. Elle a ensuite adopté un enfant de ces quartiers. Les sœurs Dora et Rebecca vont parler d'affrontements entre bandes de jeunes issues des bidonvilles. Rebecca nous raconte que, dans ceux-ci, l'église fait la charité.

« Ce qui a généré les invasions, ce sont les déplacements… Ils ont envahi des terres qui auparavant étaient des fermes, ce qui est Villa Estrella et Villa Alegria, c'étaient des fermes… Là ils sont entrés et ils les ont prises, après ils ont négocié avec la mairie pour y rester (…). Nous, on l'appelle la perimetral, les bords, oui, dans les bords, on voit beaucoup de pauvreté (…). Après les Portales, il y a un quartier qui s'appelle le Siete, là il y a de tout, il y a de la pauvreté… Et moi, je te parle de ça parce qu'à l'église, ils visitent ces quartiers-là… Ils leur apportent des denrées alimentaires, ce genre de choses… Eh oui, il y a des quartiers très humbles ».

Les bidonvilles commencent à être appelés comme à l'image de Carthagène, la *Perimetral*. Ils représentent l'altérité, mais aussi le destin de la charité. Jaime[116] est de *Las*

[116] E57UPF45. San Jacinto, homme, 61 ans, quartier Sucre, BAC, commerce, revenus 2.

Palmas. Après le déplacement, il est resté à San Jacinto avec sa mère. Ils possèdent une maison du côté oriental de la *variante* dans le quartier *Sucre*. Jaime nous raconte qu'après son quartier, il y a plusieurs invasions près de l'ancienne ferme *La campesina*. Par exemple, le bidonville le *17 octobre*, et l'hameçon ou *el anzuelo* qu'il considère faisant partie de la périphérie. Il est vendeur de lotos, et, dans son activité, il parcourt tout le village. Il nous raconte une fois où l'électricité a été coupée, il faisait nuit et il était à *l'anzuelo* :

« De ce côté, là où il y a le pont, là c'est dangereux. Ça s'appelle el anzuelo… Ce n'est pas si mauvais, c'est juste qu'il y a quelques personnes… Une fois il s'est fait tard et il y a eu une coupure d'électricité. Moi, je n'ai pas osé, j'ai dû demander de l'aide… Les mêmes gens m'ont fait sortir de là-bas… Moi, je me suis dit, ces gens vont prendre ma production du jour ».

Les interviewés recréent une frontière symbolique avec les habitants de ces quartiers et font l'association de la pauvreté à l'insécurité et aux drogues. J'ai demandé Jaime pour la pauvreté, étant donné qu'après 50 minutes d'entretien nous n'avions pas abordé le sujet :

« La preuve est ce quartier que je vous dis (…). Il a à peu près 10 ans, là, l'invasion, et là les petites maisons, là on voit la pauvreté et parfois je pense qu'on est insatisfait des choses, mais quand on arrive dans ces quartiers, qu'on voit tellement de pauvreté, la façon dont ils vivent, là on se dit, moi, je suis super bien à côté de ces gens-là. C'est émouvant de voir ça, mais cela, on le voit même dans les grandes capitales, même à Carthagène. ».

Cette pauvreté trouverait alors un écho dans celle des villes. Que certains territoires produisent de la pauvreté dans leurs marges deviendrait normal. De fait, Jaime plus tard finit par culpabiliser les habitants de s'endetter afin d'acheter des choses superflues. Mais cette explication, Dilan,[117] un jeune habitant le *17 octobre*, ne la partage pas. Il attribue la pauvreté au manque d'emploi dans le village et à la discrimination que les jeunes des bidonvilles subissent. C'est pourquoi il préfère s'employer dans les villes. Lors de l'entretien, il travaillait dans un lave-auto à la *variante*, mais, au moment de l'entretien, il se trouvait en arrêt maladie puisqu'il s'était blessé à la main à la suite d'une bagarre. Selon Dilan, le peuplement de l'aire s'est produit récemment ; c'était une partie plutôt campagnarde. Il habite là depuis son enfance et à l'époque, ce n'était pas une invasion. Il a vu comment ce terrain est devenu le refuge des familles déplacées. Selon Dilan, les habitants de San Jacinto ne donnent pas de chances aux jeunes du quartier, qui sont traités de voleurs et agressés par la police lorsqu'ils se rendent au centre. Comme les familles pauvres manquent de ressources, la criminalité devient leur seule option. J'ai demandé à Dilan ce qui distingue les riches des pauvres.

« Moi, je les vois très mal… au moins si on avait un travail ou quelque chose, mais non, les gens avant de nous aider, ce qu'ils font c'est que les voitures, les gars qui ont de l'argent, ceux du centre, nous, on a un lave-auto et ils n'y vont pas. Ils les lavent ailleurs, ils préfèrent de le faire au Carmen [de Bolivar]. ».

[117] E59UPF47. San Jacinto, homme, 24 ans, 17 octobre, BAC, petits boulots, revenus 3.

Penser aux riches, c'est penser aux habitants du village qui ont des voitures, et non à une figure lointaine. Il raconte que les missionnaires évangéliques évitent son quartier, et que la ville ne l'emploie pas sur ses chantiers. La plupart des villageois ont connu la violence, dont il fait partie. Il se souvient que, dans son enfance, son père a dû se battre pour que lui et ses frères échappent au recrutement dans les groupes de guérilla. Dilan, qui préfère de chercher des opportunités de travail ailleurs, porte toutefois la marque du fait de venir de San Jacinto.

« Quand j'ai commencé à travailler dans une épicerie à Barranquilla, là on nous a demandé d'où tu viens… Et moi, je disais San jacinto… Et ils [répondaient] vous êtes des guérilleros. Uff, qu'on est de guérilleros ! Cette fois-là, ils m'ont demandé ma carte d'identité comme si on était des [incompréhensible 57.40] *(…) [ils t'appellent :] Ah, vous êtes de San Jacinto, ah bah, je vous rappelle plus tard, on n'a plus besoin de quelqu'un. ».*

Dilan n'est pas le seul à mentionner la stigmatisation liée au fait de venir d'un village classé comme zone rouge. Cependant, son expérience nous a interpellés vu qu'il est jeune et cherchait du travail une fois le conflit cessé, ce qui évoque l'actualité de cette marque.

Pour conclure cette partie, nous signalons comment les récits des habitants nous ont conduits à trois catégories. Tout d'abord, le récit d'un déclassement collectif lié au conflit armé, que l'on a appelé « vies bouleversées ». Celui-ci permet aux Sanjacinteros d'expliquer comment, en dépit de leur exceptionnalité culturelle par rapport aux villages voisins et de la fertilité de leurs terres, ils sont sur le point de devenir l'un des villages les plus en retard de la région. Ils sont donc les victimes d'un événement spécifique plutôt que de facteurs multiples au niveau national, régional et mondial. De sorte que, malgré les avancées technologiques et éducatives, le passé se montre toujours plus prospère et la nostalgie sert à cacher le sentiment de vulnérabilité. Ce qui est présent chez les paysans qui se sentent déclassés et expérimentent un déni de reconnaissance qui les heurte et les a convertis en un modèle en désuétude.

Ce récit permet de déresponsabiliser les acteurs politiques qui ne donnent pas la priorité aux investissements dans la zone, puis les décisions prises au niveau national et qui les affectent, comme les traités de libre-échange ou une aide au développement souvent décousue et cooptée par quelques groupes. Or, il faut dire que cette conclusion ne veut pas diminuer le poids qu'une expérience collective de ce genre peut avoir. Elle semble fonctionner comme une RS qui leur permet de mieux vivre avec la réalité de l'inefficacité de la gestion publique. La thématique de l'eau augmente leur sentiment d'oubli, car des villages proches en ont l'accès, ce qui rappelle leur déclassement quotidiennement. Si quelques interviewés en ont parlé directement, comme Tania de Arenas qui m'a donné de l'eau à goûter prise de la terre, la question est transversale. Par exemple, Zenia interrompt l'entretien quand elle voit ses petits-enfants jouant avec un bidon

d'eau. L'infirmier de Las Palmas est aussi interrompu lorsque l'on vient lui demander la ration de bidons d'eau du jour.

Enfin, le côté qui naturalise la pauvreté, nous l'avons vu dans les relations entre la partie urbaine et la partie rurale. De fait, les habitants du centre sont déconnectés de la situation des paysans, lorsque l'on évoque la pauvreté à San Jacinto, les habitants se réfèrent à l'économie, mais moins à la situation des hameaux et à leurs besoins actuels. De sorte que les habitants de San Jacinto ne la voient pas, si ce n'est une pauvreté qui s'est installée aux marges du centre urbain à l'image des grandes villes, une sorte de *fracture calquée*. Les habitants la percevront comme une menace, mais aussi comme une situation urgente ayant besoin de régulation.

4. Viota, le déclin du rêve du café colombien.

Viota est un village situé dans les contreforts de la cordillère orientale (trifurcation de la cordillère des Andes en Colombie), et son altitude varie entre 361 et 2439 m (carte 75). Cette région jouit d'un climat varié, irriguée par les eaux provenant du *Páramo de Sumapaz*, ce qui la rend particulièrement propice à l'agriculture. En effet, son nom vient de *Biuta*, qui signifiait « terres agricoles » pour l'ethnie *Panche* qui habitait ce territoire.

Ce village, situé à 89 km de Bogota, est marqué par une pauvreté multidimensionnelle élevée, atteignant 35 %, soit le triple de celle du département 11,5 % (Tableau 08). En 2018, sa population était de 13 073 habitants, dont 67 % résident dans la zone rurale. Le village couvre 208 km² et compte 58 hameaux, dont 30 fermes, anciennement des *haciendas* (Acero, 2007). Le territoire de Viota a été créé à partir d'une vaste propriété foncière. Son noyau urbain actuel a été donné par la famille Basurto en 1834. La zone rurale était composée de grandes *haciendas*. Cette structure s'est renforcée lorsque Viota est devenu le premier laboratoire du café en Colombie, à la fin du XIXe et au début du XXe siècle (Palacios, 2002).

Au XXe siècle, les rendements croissants de la production de café et la monopolisation de la production dans les *haciendas*, ont été le vivier qui a permis une politisation des travailleurs agricoles, au début déclarés libéraux, ensuite communistes. Depuis 1930, les travailleurs commencent à manifester devant leurs conditions de travail, presque féodales (Merchan, 1975). Ce n'est que dans les années 1950, lors d'une augmentation du prix du café, que le conflit sera résolu avec la répartition des terres (Acero, 2007). Puis dans les années 1980 la production de café de Viota s'est vue réduite lors des pestes, comme la *roya* et la *broca*.

Viota, comme d'autres villages, a été affecté par le conflit armé. Il a également été témoin de disputes socio-politiques. Il s'est impliqué dans le conflit entre libéraux et conservateurs à

la fin du XIXe et au début du XXe siècle. Des affrontements éclatent entre propriétaires terriens et ouvriers agricoles. Dans les années 1930, le Parti communiste forme des cadres et le village sera connu comme « *viota la Rouge* ». Le gouvernement combattra initialement les groupes communistes. Puis à la fin des années 1960, il servira de médiateur dans la répartition des terres à travers le INCORA. De sorte qu'à Viota nous trouvons l'une des répartitions de terres les plus abouties de la Colombie. Plus tard, dès la fin des années 1980, des membres du front 22 et 42 de la guérilla des FARC ont commencé à circuler. Le conflit refait surface au début des années 2000 avec l'entrée des groupes paramilitaires, engendrant un déplacement de la population en 2003.

Tout compte fait, l'histoire productive liée au café et la répartition des terres nous ont questionnés sur la représentation de la pauvreté dans ce territoire. Celui-ci a connu l'essor d'un produit phare de l'économie colombienne, mais montre des indices de développement faibles par rapport à ses voisins et un taux démographique décroissant.

a) **Résultats généraux. « Viota fut, Viota n'est plus. »**[118]**.**

Dans le calcul des fréquences des mots propres, à Viota, nous trouvons les noms suivants : gens, café, maison, enfants, ferme, Viota, Bogota et mère. Parmi les verbes : arriver, travailler et pouvoir. Sur les difficultés de la qualité de vie, ils parlent d'un appauvrissement du village lié au fait que les revenus issus du travail agricole ne sont plus viables. Ils évoquent aussi la migration des jeunes et le réchauffement climatique qui impacte les cultures.

Dans sa structure générale de liens sociaux, Viota contribue surtout aux LC et LPE, et le moins aux LPO et LF (Tableau 46). La distribution des liens du cas est visible dans le tableau 7 de l'annexe. Le LC serait le plus mentionné, mais plutôt depuis l'aspect de la fragilité. En termes de la protection (Tableau 82), le lien qui protège le plus est le LPE suivi du LF. La reconnaissance est aussi dans le LPE. La crise est due à la mention des aides non pertinentes, au sentiment d'abandon de l'État et aux conséquences actuelles du label de zone rouge. La rupture est due au LPO, perçu comme fragile en raison des opportunités limitées, de la perte d'éthique de travail et du déclin de l'hacienda.

Dans leur rapport à la pauvreté, ils mentionnent un appauvrissement associé au déclin des *haciendas*. La pauvreté à Viota est perçue comme proche avec des personnes identifiables (Graphique 83). Dans les figures évoquées, nous retrouvons les paysans et les mères avec enfants. Parmi les définitions, sont évoquées la solitude, la faim (Graphique 84) et

[118] E52RCF44. Viota, Homme, 65 ans, Master, revenus 5. Hameau Mogambo-Viota, Bogota, strate 5.

l'insuffisance de revenus. Les habitants de Viota vont le plus mentionner comme explication de la pauvreté des problèmes d'emploi liés à l'agriculture. Ces problèmes sont : des revenus insuffisants, le relais des jeunes, l'insuffisance de la main-d'œuvre pour la récolte, l'inexistence d'une politique rurale agricole et enfin, la dépendance au café. Les causes attribuées sont principalement externes, comme la macroéconomie et les institutions (Graphique 85). Nous constatons également la croyance en une pauvreté d'esprit.

Dans la catégorisation entre RSP, la plupart du contenu exprimé par les habitants de Viota évoque des arguments qui victimisent la pauvreté (Tableau 58). L'ensemble explique la pauvreté par les conséquences du conflit armé et les problèmes d'emploi rural. Le village contribue le moins aux arguments qui naturalisent la pauvreté (Tableau 59). D'un côté, certains considèrent que le monde est divisé entre riches et pauvres, et que la pauvreté est causée par la culture des familles. De l'autre, on accuse les bénéficiaires s'habituer aux subventions.

Dans les récits, nous avons observé des particularités. Il y a une remise en question du déplacement massif de la population de 2003, étant donné sa courte durée, il est vu différemment selon les parties. Ensuite, le café, qui était une source de revenus stable, est maintenant une production déficitaire. Il est devenu synonyme de pauvreté pour ses producteurs. Devant la pauvreté, d'un côté, il y a une négation à cause de la richesse de ressources naturelles. De l'autre, certains se reconnaissent comme pauvres.

b) **Le fléau de l'abondance.**

Les récits de Viota montrent une dichotomie entre un village prospère grâce à ses cultures diverses, mais avec des salaires insuffisants pour les travailleurs agricoles, voire des pertes dues aux bas prix des acheteurs. Ce village, qui vit encore à la campagne, est défini par sa productivité.

Gumersindo[119] a 55 ans et s'occupe de deux fermes. Il habite dans le centre peuplé de Viota dans le *quartier ouvrier*. Selon lui, il porte ce nom, puisqu'ils étaient tous des travailleurs. Il a hérité de sa mère récemment décédée et a utilisé cet héritage pour rénover sa maison. Il était agacé parce qu'on lui a augmenté la strate de sa maison de 1 à 2, il va donc payer plus de frais. Il dit n'avoir jamais reçu d'aides de l'État ou des politiciens. Il s'est senti humilié lorsque les fonctionnaires du programme *Red Juntos*, lui ont pris des photos devant sa maison, auparavant en terre crue, et ne sont jamais revenus. Il n'est pas une priorité pour l'aide de l'État parce qu'il

[119] E42RCF34. Viota, homme, 54 ans, quartier obrero, BAC agriculture, gardien, revenus 1.

est célibataire et pas assez âgé. Malgré des revenus déclarés sous le seuil de pauvreté, il évoque son attachement à Viota : il a refusé d'aller vivre à Bogota avec ses frères.

« Moi, je vois que, dans cette municipalité, merci à Dieu, on peut avoir toute sorte de nourriture et du bétail aussi, de tout… Personne n'a faim ici, même un manioc, une banane plantain, on mange n'importe quoi… Je remercie Dieu, à Viota, nous sommes dans un paradis… Nous, on n'a pas souffert d'une avalanche, on n'est pas passé par des besoins… Alors que d'autres frères, ils passent de mauvaises situations… C'est triste de voir les nouvelles, moi, ça me fait pleurer, je vois les nouvelles et je me dis, nous ici, à Viota, nous sommes dans un paradis ! Dans d'autres endroits, ils portent fardeau, les pauvres, ça rend triste… Des femmes avec deux, trois, quatre enfants, là dans les couloirs, qui doivent partir d'ici parce que l'avalanche arrive, les fourrent là comme des punaises. ».

Gumersindo compare sa ville à d'autres régions du pays vues à la télévision, ce qui lui permet de relativiser. Il apprécie sa ville, car elle offre de la nourriture et n'est pas dans une zone à risque. Selon lui, la pauvreté est généralement liée à la faim. Il explique que, sur sa ferme, il trouve des citrouilles et des mangues qu'il distribue avant qu'elles ne pourrissent. Le problème réside dans l'abondance de la récolte, qui fait parfois chuter les prix d'achat. Il dit à plusieurs reprises qu'il est de la classe des ouvriers et des pauvres, mais cela s'est avéré plus clair quand il a parlé de la production, qui, à l'époque, atteignait 200 boîtes de mangue.

« De toute cette quantité de mangue qu'ils vont prendre, ils me donnent qu'environ cinq cent mille pesos… Ici, celui qui prend l'argent est celui qui achète, nous de pauvres non… Nous de pauvres, non, nous les pauvres, nous, on ne gagne rien. ».

L'abondance et la fertilité des sols seraient devenues une sorte de fardeau, puisque cela ne donne pas de profits. Pourtant, Gumersindo, qui déclare un revenu sous le seuil de pauvreté, dit se sentir bien dans son village duquel il ne pense jamais sortir, sauf à sa mort, entre quatre planches de *caracoli* (bois précieux utilisé pour des cercueils). Ce n'est pas le cas d'Antonia, elle partirait si elle trouvait un acheteur pour son *hacienda*.

Antonia[120] fut la seconde épouse de Guillaume, l'un des *hacendados* les plus importants de la production de café du village et même, président de la FNC. Il fut l'héritier de l'une des *haciendas* reparties aux travailleurs dans les années 1980. Puis, ils en ont acheté une autre, historique, mais plus petite. Je précise qu'elle est la deuxième épouse puisque l'hacienda actuelle, dans le cas où elle serait vendue, devra être répartie entre les douze héritiers de Guillaume, dont elle et son fils. Antonia est née dans une commune voisine de la province du Tequendama, mais elle a vécu à Viota et à Bogota depuis son mariage. Ils se sont réfugiés à Bogota dans les années 1990 pour échapper à la violence. De fait, ils ont dû céder une partie de leurs terres à des « hommes de paille » des groupes armés. Le problème à Viota, bien que la qualité de vie soit meilleure qu'en ville comme elle le dit, est qu'ils sont ruinés :

[120] E49UPF41. Viota, femme, 54 ans, La Florida, BTS, administratrice ferme, revenus 4.

« Le café au prix que nous paie le commerce, la coopérative, c'est dérisoire… Nous perdons de l'argent… C'est vrai que la main-d'œuvre est très difficile, on ne trouve plus de gens pour travailler… Nous sommes mal depuis l'époque de la guerre dans cette zone (…) Les randonneurs, ils savaient où était la récolte (…) Là les gens arrivaient sans besoin de chercher… Viota n'est plus le cafetier ancien… Nous, on est arrivés au troisième lieu de production de café, aujourd'hui, nous sommes dans le 18e, je crois… Les caféiculteurs et le café sont en train de finir (…) Là, si les gouvernements ne regardent pas, il y aura ce moment où il n'y aura rien à manger ».

Selon Antonia, le paysan est en dernière position d'une longue chaîne. Les problèmes concernent les coûts d'achat et de vente non seulement du café, mais aussi des fruits (mangue, mandarine, avocat, ananas, etc.). Le réchauffement climatique affecte la production de café, ainsi que la gestion de la FNC, une des plus grandes associations rurales au monde. De fait, les problèmes concernant la production à Viota accentuent le résultat victimisant la pauvreté et les explications externes. Ernesto[121] gère aussi une *hacienda* à San Gabriel, mais il a préféré investir dans le bétail à cause du bas rendement du café. Il évoque une situation sans issue :

« Le café, qui est notre axe de développement… [il s'arrête 4 secondes] *Il l'était. C'est toujours le cas. [Mais] il est entré dans une période très compliquée. Extrêmement compliquée, pourquoi ? Parce que nous dépendons pratiquement de, de cette spéculation boursière à New York. C'est vrai que celui qui fixe les prix internationaux du café de telle manière… Comme cela a été dit, il s'agit d'un modèle économique mondial complexe qui ne prend pas du tout en compte la situation de la famille des caféiculteurs. Ici, cela n'a pas d'importance. C'est-à-dire, alors ce qui était l'axe du développement ne l'est plus. C'est très clair, disons que ce que les caféiculteurs obtiennent pour leur chargement de café, lorsqu'ils le vendent à Viotá, cela ne compense pas l'investissement qu'ils ont fait ».*

Le prix du café dépend de l'offre et de la demande mondiales, pas de sa production. Selon Ernesto, il y a un siècle, les *hacendados* vendaient leur café eux-mêmes. Ils l'envoyaient par bateau sur la Magdalena pour le vendre directement. Il attribue le problème au conflit armé et à la méfiance qu'il a créée entre les villageois. Il admet aussi qu'ils sont ruinés. Les producteurs de café évoquent un passé meilleur. Ils soulèvent également le problème de la rareté de la main-d'œuvre et de l'augmentation des salaires. Antonia identifie une faille structurelle dans la production de café, mais conclut que les transferts monétaires aggravent la situation. De fait, les travailleurs refusent de récolter les produits au bas salaire proposé par l'employeur.

« Alors c'est quoi ce qui s'est passé avec Familias en Accion ? Toutes les femmes, elles ont des enfants et le mari, il ne travaille pas parce qu'ils attendent l'argent des enfants… On leur donne quatre-vingt mille pesos, je crois, alors si elle a cinq enfants, ce sont quatre cent mille pesos… Avec ça, ils font les courses et le mari, il fait le fou et il ne va pas travailler (…) Le gouvernement veut aider les gens, mais les gens, ils le prennent comme ça.

Q. Vous l'avez vu ici ?

On a vu ça dans la région. Les femmes, elles, élèvent des enfants pour réclamer de l'argent et alors on perd le travailleur, parce qu'ils sont en train d'attendre le petit argent (…). Elles réclament l'argent, elles sont maquillées en minijupe et vont boire de la bière. ».

[121] E55RCF47. Viota, homme, 45 ans, San Gabriel, Licence, administrateur ferme et commerce, revenus 6.

La frustration de ne pas recevoir une juste rémunération pour sa récolte se mêle au refus de prestations sociales. Elle avance divers arguments pour culpabiliser les familles défavorisées, celles où se trouvent ses employés. Dans ce contexte, l'État est perçu comme un père bienveillant dont les allocations sont détournées. Elle va donner par la suite l'exemple d'une femme qui a travaillé dans la récolte et qui négligeait ses enfants. Elle s'inquiète des effets des allocations sur le marché du travail et met en doute les compétences parentales des familles pauvres.

c) **Victimisation contestée. Le déplacement collectif de 2003 mis en question.**

Les citoyens pensent qu'il y a une compétition pour les ressources étatiques, ce qui entraîne des questions sur les allocations et les réparations aux victimes du conflit armé. Antonia, nous a révélé sa frustration face au manque de reconnaissance de son travail dans la production de café par les autorités, la FNC et la mairie.

« Alors, il y a des gens qui ont eu des maisons, des bénéfices, et nous, qui avons été des victimes, on ne nous a rien donné… Bon, je vais parler de plus, la plupart de déplacés de Viota ne sont même pas d'ici, et [ceux d'ici] on les a fait aller à la commune… Ils sont allés de leur maison au village [centre peuplé de Viota]. Moi, je ne considère pas ça un déplacement… Le déplacement pour moi c'est que vous vous êtes propriétaire de cette ferme et on vous fait sortir et vous ne pouvez pas rentrer, puisque vous êtes menacé, ça c'est un déplacement. ».

À Viota, nous constatons que certains interviewés remettent en question le déplacement massif. Ils invoquent sa brièveté, l'absence de menace directe ou la présence d'agresseurs parmi les victimes. D'autres attribuent le nombre élevé de déplacés à l'installation de personnes venues d'autres régions. Selon Leila[122], spécialiste en zootechnie travaillant à la mairie, le conflit armé a causé des dommages, mais l'économie s'est redressée depuis 2004. Les subventions pourraient donc entraîner une sorte de distorsion au mérite et à l'économie.

« Moi, ce que je vois, c'est qu'un joug s'est créé à travers le système, à cause de toute cette subsidiarité qui se voit de plus en plus. Cela a généré les processus de subventions, à Viota de quinze mille personnes, treize mille sont sorti dans le SISBEN [Outil de focalisation bénéficiaires]. *En 2011 sort la loi des victimes, nous avons 8 000 victimes ici, victimes reconnues. Si tu es victime le SISBEN, tu l'as déjà à zéro, alors c'est ça, nous sommes pauvres pour continuer à être subventionnés. [Alors que] les gens qui travaillent, ceux qui s'efforcent pour gagner des choses, eux, ils commencent à détester les autres car ils font preuve de discernement dans l'utilisation de ses revenus ».*

Selon Leila, les paysans ne sont pas assez constants au travail. Ils dépensent leur argent dans la fête et l'alcool les week-ends, puis vont chercher de l'aide à la mairie. Elle croit que c'est une question de pauvreté mentale. Elle culpabilise les villageois qu'elle estime avoir eu

[122] E45UPF36. Viota, femme, 40 ans, Master 1, employé mairie, revenus 3.

suffisamment de réparation, avoir des ressources dans cette présumée abondance et s'être habitués aux aides. Elle ne tolère pas que le village soit perçu comme pauvre.

« Je peux te dire que Viota n'est pas pauvre. Mon village n'est pas pauvre… On dirait que là où on voit de la pauvreté, c'est dans la périphérie du centre urbain, mais ici au moins, il y a des endroits où on peut s'y mettre. Ce n'est pas comme en ville que tu dois monter dans les flancs de montagne ou payer un loyer… Ici, ils ont le Quartier ouvrier, le Allende, le quartier La Véga, spécialement le secteur Victor J Merchan. Tu vois, les noms ils viennent tous de cette histoire communiste, que, même si on ne l'est plus aujourd'hui, cela continue dans le langage. ».

Leila, relativise la pauvreté qui se voit dans la périphérie du village, puisqu'elle n'est pas comme celle de Bogota. Selon elle, ceux qui ont le moins de ressources à Viota ont des toits, ils ne sont donc pas pauvres. Enfin, selon elle, comme le village garde la trace communiste, il y a une position de revendication permanente qu'elle ne soutient pas.

De sa part, Kevin,[123] qui habite le quartier Salvador Allende, estime aussi que l'on peut bien vivre à Viota avec peu d'argent. La pauvreté s'expliquerait ainsi par la manière dont les villageois dépensent leur argent en fêtes. Il travaille dans la construction et il va là où il y a du travail, mais, entre-temps, il revient au village chez sa famille. Il profite de la proximité de Bogota pour s'y financer. Il évoque la pauvreté de deux façons. D'un côté, il attribue la pauvreté à la corruption et à la stigmatisation de Viota. De l'autre, il blâme les villageois.

« Bon, ici plus ou moins 75 % de ceux qui sont ici, bah, avec une pauvreté, comment dire, on peut ne pas avoir de l'argent, mais il existe le confort, on peut vivre bien avec peu (…). Nous sommes pauvres, économiquement on est pauvre, mais en vrai pauvre… Ici, très peu des gens doivent prendre soin de leurs finances (…). Parce que je le vois, là je vois, ils font une fête, disons, je sais qu'avec deux cent mille pesos là-bas, 8 personnes peuvent se saouler, divinement, mais parfois elles ne le font pas, elles ne s'arrêtent pas et demandent du crédit et puis le lendemain, mais "j'ai fait quoi, j'ai tout dépensé !" (…). Il arrive que ces 75 % soient toujours les mêmes ».

La pauvreté est relativisée. Si Kevin assure qu'il s'agit des trois quarts de la population en situation de pauvreté, son récit le laisse tranquille parce qu'il les responsabilise de cette situation. Il va plus tard m'exposer une hypothèse selon laquelle le climat chaud du centre peuplé de Viota, situé entre les deux cordillères, devient parfois étouffant, de sorte qu'il incite les gens à boire de la bière. Or, si cela est accepté, le fait de ne pas travailler ne le serait pas.

« Il se trouve qu'il y a des années, la pensée était très saine… Maintenant elle ne l'est plus, parce que maintenant les gens veulent travailler, mais assis, comme une secrétaire et bien, et ils veulent commander, avant, "oh, je vais faire ce travail, je vais essayer de prendre les mangues, je remplis la petite boîte, je vais la vendre", mais pas maintenant. Maintenant, je suis paresseux et je pense que, je dis à mon partenaire, il va les vendre et qu'il m'apporte l'argent, sachant que c'est lui qui a travaillé… c'est-à-dire qu'ils aiment tout ce qui est facile… ça signifie qu'il n'y a pas de progrès, car dans la réalité, tout le monde doit avoir l'esprit ouvert, mais il y a beaucoup de gens qui n'ont pas l'esprit ouvert pour une entreprise, un emploi ou pour augmenter leurs sources de travail. »

[123] E47UPF39. Viota, homme, 40 ans, BAC, indépendant bâtiment, revenus 3.

Kevin va mentionner une sorte de changement dans l'éthique du travail qui dérange plusieurs personnes dans l'échantillon. Dans ce cas, il blâme les travailleurs agricoles de ne pas vouloir s'investir dans la commercialisation des produits. Or, si Kevin culpabilise les villageois, il reconnaît que le village n'attire pas les touristes ou les riches, puisqu'il conserve la marque de zone rouge. Il le compare à *Mesa de Yeguas*, un condominium de maisons luxueuses, devenu un bassin d'emplois dans le village voisin de *Anapoima*.

« Ici on est censé être dans une zone rouge (…). On dirait que les gens de Mesa de Yeguas c'est à trente minutes d'ici, là-bas c'est Anapoima. Peut-être que les gens riches pourraient acheter ici, mais non, à cause de ce fléau de zone rouge (…) [ils se disent] "Non, on ne va pas acheter là-bas parce que la guérilla va y entrer à nouveau ou les autodéfenses ou n'importe qui". Alors c'est un tabou, ah "bah, on ne va pas là parce que, sinon ils nous abattent" (…). Les gens ne veulent pas acheter ici… Les riches, ceux qui aiment le climat doux, les retraités, ils disent "Ici, c'est joli", mais ils n'achètent pas ici parce qu'ils ont peur (…). Alors on leur dit, "bah non, ça fait longtemps, ils ne vont plus rentrer ici", mais vous savez que le problème est encore là, qu'il n'y a pas une paix, que c'est qu'un repos entre guerres ».

Kevin admet que la marque du village joue un rôle clé dans l'attirance d'investissements similaires à ceux reçus par les communes avoisinantes. Le conflit est ainsi assumé d'un ton fataliste comme une sorte de caractéristique de Viota. La marque de zone rouge a affecté plusieurs de ses habitants, lorsqu'ils ont cherché du travail ailleurs, ou à la vente de leurs fermes. Leila nous raconte qu'on lui a refusé l'entrée dans une faculté. Devant cette étiquette, l'attitude qui victimise la pauvreté réapparaît.

d) **Réciprocité perdue. De l'héritage communiste à la détérioration du lien social.**

À propos du déplacement massif de 2003, Otilda[124] nous a raconté que les groupes insurgés ont averti la population rurale de devoir abandonner ses fermes afin d'éviter le feu croisé. Ils sont allés au centre peuplé de Viota où ils se sont installés sur la place centrale dans des maisons de campagne. Se sentant humiliée, elle a décidé de récupérer sa ferme et elle est montée dans la nuit avec ses enfants. Elle a rencontré des voisins à San Gabriel et s'est réfugiée dans leurs fermes. Otilda a refusé de s'enregistrer comme personne déplacée par crainte des groupes armés, ce qui lui a fait perdre des aides. Son fils aîné est mort. Lors de ma visite, elle m'a demandé comment inscrire son jeune fils pour qu'il soit exempté du service militaire.

La précarité financière, Otilda l'observe chez ses voisins, notamment celles et ceux au chômage ou les mères isolées. Elle gère actuellement une épicerie et repère les situations de pauvreté. Elle distingue ceux qui peuvent s'offrir certains articles de ceux qui n'en ont pas les moyens, et la sollicitent pour une aide.

[124] E56UPF48. Viota, femme, 60 ans, San Gabriel, primaire, ventes et agriculture, revenus 3.

« Alors on se rend compte… Ils arrivent et me demandent, Mme Otilda, donnez-moi un peu d'huile. Alors, comment vais-je leur dire non ? Moi, je leur donne, même une petite cuisse, un os, je leur garde quelque chose (…). Avant, on ne voyait pas ces cas parce que les gens étaient très unis (…). Là il y a plus ça, si vous avez faim, il faut apprendre à vous démerder tout seul ».

Elle mentionnera ensuite les cas ponctuels de pauvreté chez ses voisins. Elle affirme avoir aidé ses voisines à s'inscrire au PTCFa. Elle explique aussi que les politiciens viennent la voir pour qu'elle administre des dons et qu'elle les distribue aux personnes dans le besoin. Selon Otilda, avant, les gens vivaient dans la pauvreté, mais ils s'entraidaient davantage, que ce soit pendant les périodes difficiles ou lors des journées de travail en équipe.

À ce sujet, plusieurs interviewés ont mentionné l'entraide entre voisins et la participation aux JAC[125]. C'était un endroit de rassemblement pour la population du village qui s'organisait pour effectuer divers travaux, dont la construction de routes. Comme nous l'avons mentionné dans le chapitre précédent, certains d'entre eux, y compris Kevin, se souviennent de leurs jeunes années passées à assister aux réunions du village. Cela évoque l'influence communiste, car le Parti communiste a envoyé des dirigeants syndicaux former des cadres chez les paysans. Ils avaient une formation spécifique et encourageaient leur participation aux comités. Certains ont étudié en URSS. J'ai personnellement rencontré un ingénieur agronome qui avait suivi cette voie. Cependant, le conflit armé endommagera ce qui autrefois entretenait un LPE dynamique. Les FARC coopteront des JAC, qui seront ensuite réprimées par les groupes paramilitaires.

Le conflit armé a affaibli le lien social et la confiance entre les villageois, conduisant à une division en groupes et à une réticence à s'exprimer en public. C'est ce qu'une interviewée a nommé *la loi du silence*, phénomène que l'on observera aussi dans le cas de San Jacinto. De ce fait, la régulation de la pauvreté, telle que Otilda la mentionne, passe de moins en moins par les solidarités de proximité vue la méfiance envers l'autre installée.

Ces éléments en main, le cas de Viota nous montre des discours parallèles qui s'alimentent mutuellement. Nous retrouvons ainsi un village qui a connu la richesse liée au produit d'exportation principal, et des disputes politiques importantes. Puis la frustration que cela n'ait contribué qu'à son oubli et à sa stigmatisation. Il est possible de distinguer les représentations de la pauvreté de celles des personnes pauvres. Le milieu agricole perçoit la pauvreté comme une conséquence de la non-viabilité des revenus agricoles. Ils se sentent

[125] Les « Juntas de Acción Comunal », également connues sous le nom de « Conseils d'action communautaire », sont des entités civiques à but non lucratif qui rassemblent les résidents d'un lieu donné. Reconnus par la constitution politique du 1991.

dépendants de facteurs externes et mondiaux, aggravés par l'étiquette de « zone rouge » ou de « zone communiste », voire de « guérillero », qui ouvre la voie à d'autres injustices. Certains attribuent la situation au conflit armé, à l'absence de soutien aux caféiculteurs ou à un système économique qui les ignore. Le tout, tandis que la main-d'œuvre est culpabilisée.

Dans la perception, le pauvre est personnifié dans les voisins. Les interviewés ont de la difficulté à ne pas l'identifier, car on le perçoit comme imbriqué dans le même espace. Lorsqu'ils évoquent les pauvres, on observe autant un sentiment de solidarité que de contrôle social. Nonobstant, les paysans sont accusés de recevoir des allocations, de ne plus travailler dans les fermes et en conséquence de la perte de la production et des revenus. Selon les personnes interrogées, le problème vient d'un changement dans l'éthique de travail. On finit ainsi par attribuer la pauvreté aux comportements des paysans et culpabiliser le maillon le plus faible de l'échec de la production. Si elles reconnaissent les conséquences du conflit armé, les récits qui nient son importance ou le déplacement massif sont une donnée remarquable. La stigmatisation de ceux qui reçoivent les aides sociales démontre aussi la frustration de ne pas pouvoir générer de revenus par des activités productives. Puis le discrédit de voir le village catalogué en victime, en dépit de l'identité du travailleur. En résumé, le rêve du café est devenu un cauchemar pour ceux qui l'ont rendu possible.

II — L'ANALYSE COMPARATIVE.

Nous avons analysé comment chaque région aborde et définit la pauvreté sur son territoire. Cette perspective nous a permis de mettre en évidence les impacts de la dimension locale sur les RSP. Nous avons examiné les variations et les aspects uniques de nos sites d'étude. Nous avons choisi des lieux variés en termes de développement, d'impact de la pauvreté, de superficie et d'ouverture au monde, selon notre plan méthodologique. Les résidents identifient la pauvreté dans différents endroits de la géographie, qu'ils soient réels, imaginaires, obsolètes ou actuels. Ceux-ci évoquent l'absence et la présence de la pauvreté et définissent les possibilités de déplacement et de circulation.

Selon leur contribution aux configurations des systèmes de RSP (Tableau 58), les deux villes se distinguent parmi celles qui naturalisent le plus, tandis que les deux villages victimisent davantage. Selon les données du tableau 59, San Jacinto contribue le plus au code de la victimisation, tandis que Bogota domine les codes de la naturalisation et de la culpabilisation. Contrairement à notre hypothèse, la naturalisation persiste dans les villes qui pratiquent la ségrégation. Elle sera soit remise en question par un discours qui victimise, soit renforcée par

un discours qui culpabilise. En revanche, dans les communautés rurales, la victimisation de la pauvreté a été plus présente, qu'elle soit encouragée par la naturalisation ou entravée par la culpabilisation.

Si nous observons une prééminence du LF sur tous les terrains, celle de Bogota se distingue. En tant que scénario urbain, la « ville globale » se distingue par son caractère familialiste et sa tendance à privilégier une division spatiale entre les riches et les pauvres. Puis, dans le cas des villages à dynamiques rurales, nous avons observé l'importance du LPE à l'heure de fournir de la reconnaissance aux individus, ce qui se conjugue à la victimisation.

Il convient de préciser, au sujet des villes, qu'elles sont souvent décrites comme des villes de contrastes. Nos interviewés ne considèrent pas nécessairement le monde urbain comme un signe de développement. Lorsqu'on parle de pauvreté, ils le reconnaissent comme le siège des inégalités. Les résidents des villages préfèrent souvent rester à la campagne pour la qualité de vie, malgré des ressources économiques moindres, montrant ainsi leur attachement au lieu.

Nous constaterons que certaines RSP sont surtout urbaines. C'est à Carthagène et à Bogota que l'on voit dans les pauvres des travailleurs peu professionnels. L'idée que la pauvreté est mentale est plus importante dans les villes, comme l'usage du dicton qui culpabilise selon lequel « *le pauvre est pauvre parce qu'il le veut* ». Enfin, ces deux terrains acceptent les inégalités de richesse et la soumission au travail. Dans les villes de Carthagène et de Bogota, on observe des stigmates qui banalisent l'état des personnes les plus démunies. À Carthagène en particulier, on évoque une pauvreté héréditaire qui se transmet de génération en génération et on accepte la précarité de leurs logements. Dans les deux cas, une morale territoriale aboutie de la pauvreté se manifeste. Les interviewés perçoivent que les habitants vivent des vies séparées, des vies de « bulles » où l'on accepte que chaque groupe social ait des lieux assignés en ville. Les plus aisés se retrouvent dans des espaces plus restreints et encadrés de mobilité. Ils définissent la morale territoriale, acceptée ou contestée par les autres groupes. L'immobilier et la division des services et des commerces finissent par structurer l'espace en fonction du pouvoir d'achat des habitants. Les classes populaires sont contraintes d'accepter cet ordre établi sous prétexte qu'il se trouve hors de leur portée. Les personnes les plus pauvres vivent dans des zones stigmatisées, souvent associées au risque, à l'intervention étatique ou à la corruption politique.

Le niveau de naturalisation à Carthagène s'explique par l'approche culturaliste associée à la culture festive, aux familles perpétuant la pauvreté, ainsi qu'à l'idée d'un peuple ignorant.

La part qui les culpabilise se plaint que les pauvres veulent tout recevoir, mais qu'ils manquent d'aspirations. Enfin, ceux qui victimisent dénoncent les inégalités frappantes en ville.

Les deux villages de San Jacinto et de Viota ont été ciblés en raison de leur faible niveau de développement, étant proches des capitales. Nous y avons constaté un lien étroit entre l'expérience de la pauvreté et celle du conflit armé. En réalité, ces endroits qui présentent des écarts de développement ont joué un rôle clé dans le déroulement du conflit armé, étant souvent situés à des emplacements stratégiques ou à des topographies uniques. Ce qui les avait jadis favorisés est devenu une source de problèmes pour eux. Dans les deux cas, les RSP et les attitudes qui victimisent les pauvres revêtent une grande importance. Le conflit armé et les problèmes de l'agriculture apparaissent comme les principales explications de la pauvreté. Les deux phénomènes se présentent comme externes et exacerbés par l'abandon de l'État central. Le récit d'un passé meilleur, prospère et sans pauvreté émerge dans les deux cas. La différence serait que la population de Viota culpabiliserait davantage qu'à San Jacinto, probablement par sa proximité avec Bogota et aux opportunités qui en découlent. D'ailleurs, dans ces deux cas, on observe un lien entre pauvreté et nourriture, la faim servant à la définir. Cette réalité met en évidence la situation critique que connaissent les villages agricoles.

Enfin, nous avons constaté que la perception de la proximité de la pauvreté varie en milieu rural. En effet, l'idée que les pauvres soient imbriqués ne dérangeait pas autant. Le voisinage est une source de solidarité et de protection face aux aléas. Cela est vrai, malgré le développement de quartiers populaires semi-urbains, qui tracent et signifient, surtout dans le cas de San Jacinto, de nouvelles frontières spatiales et symboliques.

Dans le cas de San Jacinto, il s'agit d'un terrain qui victimise dans la moitié de ses mentions sur la pauvreté. Il se distingue en expliquant la pauvreté comme le produit des inégalités, de la non-distribution des richesses et des problèmes institutionnels. Il trouve injuste l'indifférence envers les régions défavorisées. La partie qui naturalise voit la société divisée entre riches et pauvres et utilise le plus la phrase « *les riches plus riches et les pauvres plus pauvres* » tel un destin. De plus, San Jacinto et Bogota, qui se distinguent des autres cas, considèrent la perte des valeurs comme le problème le plus grave de la société colombienne.

À Viota, le récit collectif se distingue puisque la pauvreté est d'abord victimisée et culpabilisée en second temps. Les habitants expliquent cette situation par le manque de priorité accordé à leur culture du café, tout en blâmant les plus démunis et en craignant qu'ils ne deviennent dépendants de l'aide sociale. Cette distinction reste floue à San Jacinto. Les résidents de Viota expriment leur désaccord avec les PTC et ils mentionnent le plus souvent la

paresse des individus comme cause de la pauvreté. Notre hypothèse est que la proximité de Bogota façonne ce point de vue, car la capitale leur donne l'impression que la mobilité sociale se réalise par l'effort. Par ailleurs, l'ancien équilibre du marché de l'emploi est décrit perturbé par les subventions, assumées comme une distorsion aux salaires auparavant plus facilement ajustés selon les prix des commodités.

En outre, si Carthagène se situe dans la même région que San Jacinto, leurs récits diffèrent. À Carthagène, une perspective culturaliste se fait sentir, mais elle sert plus à la culpabilisation des pauvres. La haute incidence de la pauvreté à San Jacinto, sa situation périphérique et son histoire peuvent expliquer la préférence pour les causes externes et le sentiment d'être des victimes de l'État central. En effet, si on accuse les plus pauvres de leur ignorance, on ne les tient pas responsables de l'échec de la démocratie.

En définitive, l'analyse de ces quatre entités géographiques en tant qu'entités spatiales et régionales distinctes nous a aidés à mettre en évidence l'importance des configurations locales de relations sociales et des inégalités spatiales. Celles-ci façonnent les RSP en fonction des dynamiques socio-politiques et économiques sous-jacentes.

1. Cartes de la pauvreté urbaine comparées.

Pour les deux villes étudiées, nous avons créé deux cartes de la pauvreté. Les informations proviennent des lieux évoqués spontanément ou suggérés par les participants, ainsi que ceux qui sont évités ou rejetés. Nous avons également pris en compte le quartier de résidence[126] des personnes interrogées, ainsi que les frontières spatiales mentionnées. Par exemple, la mention d'une rue ou d'un boulevard spécifique marquant une limite pour une personne donnée. Que les récits soient issus de l'expérience ou d'un imaginaire, les lieux mentionnés plus de trois fois sont signalés en rouge foncé, tandis que ceux cités une seule fois le sont en jaune.

C'est ainsi que, dans les cartes 87 et 88 de l'annexe, nous identifions plusieurs éléments. Nous observons les lieux de résidence de nos interviewés, les aires ou les zones déclarées de pauvreté, les quartiers dits des pauvres et les frontières spatiales qui limitent la mobilité et le déplacement des personnes. On y trouvera des zones totalement invisibilisées par l'échantillon.

[126] Le choix du quartier de résidence révèle des différences. Certaines personnes se sentent en sécurité, d'autres y sont contraintes, tandis que d'autres le choisissent en fonction de leur emploi ou de leur famille. Les inégalités dans la mobilité concernent les distances, les horaires et les types de transport.

Dans le cas de Bogota[127], la carte signale les zones de pauvreté et les zones d'insécurité. Les frontières spatiales sont définies par les interviewés comme étant leur « sud » ou la rue la plus méridionale qu'ils fréquentent. Nous observons différentes limites, telles que la rue 72, la rue 13, la rue 6 et l'autoroute sud. De l'est à l'ouest, il y a l'autoroute Nord et l'avenue Caracas. L'idée du sud est transversale, mais elle a une signification différente pour chaque groupe, donc nous ne l'avons pas placée sur la carte. Nous avons mis en évidence les zones de consensus, telles que le centre-ville, perçu comme repoussant. Nous avons également inclus Ciudad Bolivar et la commune adjacente de Soacha. Dans les endroits mentionnés une seule fois, on trouve des quartiers comme : *Puente Grande, Policarpa, La Victoria, Molinos, Alaska, San Cristobal, Juan Rey* et des quartiers du nord auparavant illégaux, comme *El Pañuelo, Las Delicias* et *el Codito*.

Dans le cas de Carthagène, la ville est représentée divisée entre l'occident et l'orient, comme on peut le voir sur la carte[128]. Les frontières spatiales coupent l'est de la ville, que la butte de la Popa sépare géographiquement. D'un côté se situe la zone touristique et résidentielle des classes moyennes et supérieures, autour du bassin de Carthagène et près de la mer. L'avenue Pedro de Heredia, située dans l'est, divise la zone nord-orientale, pauvre, de la zone sud-orientale, où les revenus sont moyens ou faibles. Nous observons également sur la carte la zone des quartiers adjacents à la route Périmétrale et au bassin de la Vierge. Nous y situons les mentions aux quartiers : *San francisco, La Esperanza, La Maria, La Candelaria, Libano, Boston, Olaya* ou *le Pozon*. La commune de *la Boquilla*, au nord-ouest de la ville, est également mentionnée. Parmi les mentions une seule fois, nous trouvons : *Nelson Mandela, Henequen* et *Albornoz* dans le sud-orient de la ville.

Nous avons observé des différences, notamment dans la manière de diviser l'espace. Si, à Bogota, nous pouvons parler d'une frontière ou fracture imaginée entre le nord et le sud, à Carthagène, elle se situe entre l'occident et l'orient. En second, nous observons les significations des objets géographiques. Les reliefs de Bogota se distinguent : les montagnes où sont situés les beaux quartiers sont des aires de nature qui augmentent la qualité de vie. En revanche, les flancs de montagnes du sud sont associés à la pauvreté menaçante et au risque des constructions de mauvaise qualité. À Carthagène les plans d'eau sont évoqués différemment. D'un côté, l'étang de la vierge envahi par les plus pauvres sur les anciennes zones de mangrove

[127] Carte Topo-représentations de la pauvreté à Bogota. Disponible avec légende en : https://www.google.com/maps/d/u/0/edit?mid=1UrKsjOnpjH9Ma8X4RnF4BfJ48uwVEdQ&usp=sharing

[128] Carte Topo représentations de la pauvreté à Carthagène, mentions d'endroits de la pauvreté. Disponible avec légende en : https://www.google.com/maps/d/u/0/edit?mid=16pm103e0ROu4OZ__Q8j-ByH7e9vM8eg&usp=sharing

et exposé au risque d'inondation. De l'autre, le bassin de Carthagène autour duquel se trouvent les beaux quartiers, lieu de loisirs et sports nautiques. Les habitants de Carthagène s'inquiètent de la pauvreté visible, notamment des habitations précaires sur la colline de la Popa.

Concernant les zones historiques, si à Bogota les pouvoirs publics ont entrepris une stratégie de récupération et de valorisation du centre-ville, les résidents semblent réticents. L'image actuelle de cet endroit est toujours celle d'un lieu dangereux où vivent les sans-abri. À Carthagène, les autorités ont lancé une stratégie de rénovation et d'embellissement du centre-ville, ce qui a conduit à la relocalisation des résidents historiques dans un processus de gentrification. La valorisation des deux centres apparaît dérangée par des figures de la pauvreté ; à Bogota par les SDF et les vendeurs de rue, à Carthagène par les vendeurs de rue et la prostitution. Ainsi, les deux villes montrent deux configurations spatiales représentées, en dialogue avec le territoire, qui définissent un rapport propre à la pauvreté, tout en subissant le même processus de ségrégation.

III — PROXIMITES SOCIO-SPATIALES A LA PAUVRETE

Les entretiens codifiés et analysés sur N-vivo ont mené à une réflexion sur l'espace. Le logiciel propose un codage automatisé. Parmi les mots associés à la pauvreté, nous avons remarqué « ici » et « là-bas », représentant 2 % du corpus. Cela montre que, pour parler de pauvreté, les individus doivent la situer. Ils comparent leurs conditions de vie à celles des autres, situés ailleurs et c'est grâce à cet exercice cognitif que l'on a pu identifier des RSP.

Nous avons analysé 564 références où l'interviewé définit la pauvreté. 118 d'entre elles, soit près du cinquième, évoquent un espace, une caractéristique spatiale ou un objet/sujet spatialement situé (Graphique 45). La plupart ont mentionné le quartier pauvre, mais aussi des lieux dégradés écologiquement ou à risque, des lieux sans infrastructures, laids, abandonnés, dangereux, obscurs, surpeuplés ou sous-peuplés (Graphique 89). Les urbains évoquent le quartier pauvre, tandis que les ruraux, l'insuffisance d'infrastructure.

Ce processus de référenciation spatiale sert parfois de prélude au rapport observé à la pauvreté de l'interviewé et à son attitude devant les plus pauvres. Plusieurs entretiens, en particulier dans les milieux urbains, montrent une mixité sociale subie, où la proximité physique ne se traduit pas par une intégration sociale. Cela coexiste avec la représentation de zones entières comme remparts de la pauvreté. C'est ainsi que, dans cette section, nous allons exposer une grille d'analyse sur les rapports socio-spatiaux observés et les conditions pour que la

représentation d'une pauvreté menaçante ait lieu. Cela tient compte de la manière dont se conjuguent proximité spatiale et frontières symboliques, à la lumière du processus d'attachement au pauvre et au lieu.

1. La proximité menaçante des pauvres.

Dans les références spatiales, nous avons observé trois situations spatiales de la pauvreté et des pauvres, définies en fonction de leur proximité perçue. Sur un total de 222 références, la pauvreté est soit proche, soit éloignée, soit située dans l'espace public (voir graphique 90). Les pôles représentent la mixité sociale face à la distanciation sociale, la présence des pauvres face à leur absence, l'expérience et le vécu, face à l'imaginaire et l'abstrait. D'un côté, la proximité du pauvre facilite son identification et sert de point de repère pour un discours ancré dans l'expérience vécue quotidienne. De l'autre, on décrit le pauvre, soit aux marges de l'entourage de l'interviewé, soit ailleurs dans d'autres régions. Il est absent, générant des images préconçues ou évoquant des expériences passées. Finalement, la pauvreté dans l'espace public serait une sorte de zone grise : elle attire l'attention du spectateur ou bien elle semble banale.

Dans notre échantillon non représentatif nous avons constaté des tendances. La pauvreté « ailleurs » est mentionnée davantage par les personnes ayant un emploi, les non-assistées et celles en milieu urbain (graphiques 91, 92, 93). Les personnes dont les revenus étaient les plus élevés mentionnaient davantage la pauvreté dans l'espace public (Graphique 94). Et parmi ceux regardant la pauvreté proche, les interviewés de Viota se démarquent (Graphique 83).

Cette identification de la pauvreté ou de la situation spatiale des pauvres devient matière d'analyse lorsqu'elle est accompagnée d'un exercice de jugement à l'égard de la figure. Nous avons observé des exercices clairs de démarcation de frontières ou d'attachement à la figure en question, perçue comme semblable ou différente en fonction de sa pauvreté alléguée et de sa perception en tant que menace. Ce point nous semble important parce qu'il représente le point de départ soit d'une potentielle relation, soit d'une différenciation, voire de la mise en place des mesures de distanciation physique et sociale.

Avant de continuer, nous revenons à quelques références théoriques. Les géographes ont identifié deux types de proximité en plus de celle qui est physique : la proximité cognitive, fondée sur le partage de connaissances favorisant la compréhension mutuelle, et la proximité sociale, lorsque des réseaux sociaux communs sont intégrés (Torre, 2009). Dans la sociologie culturelle, le traçage de frontière ou le « *boundary work* » permet d'expliquer la distinction entre un « nous » par rapport à un « autre », évalué en fonction des critères de distinction symbolique.

Ces distinctions, deviennent des frontières sociales lorsqu'elles se cristallisent dans les institutions et l'aménagement du territoire (Lamont & Molnár, 2002).

Dans la perspective de la TAS, le jugement sur la situation spatiale des pauvres va dépendre du type de société examinée. Selon la théorie, dans les sociétés où le LC occupe une place importante, on traiterait le pauvre comme un semblable. Il bénéficierait de la solidarité en tant que citoyen en faiblesse, et cela au nom de la raison humanitaire ou de l'appartenance à une même communauté politique. Malgré cela, on a observé de la discrimination à l'égard des pauvres dans différentes villes du monde. Dans les classes aisées, on observe un repli, des pratiques auto-ségrégatives ainsi qu'une défense de l'homogénéité de l'entre-soi, ce qui entrave les possibilités de solidarité entre couches. Les formes de discrimination observées les amènent à construire une frontière morale, à justifier les inégalités en neutralisant la compassion et à éprouver un sentiment de répulsion envers les plus pauvres (Paugam et al., 2017).

Cela nous aide à examiner les relations spatiales, en tenant compte du décalage social et symbolique que les plus pauvres représentent. Pour cela, nous proposons différentes situations lesquelles ne constituent pas une typologie, mais une ressource pour comprendre les différentes attitudes et pratiques observées. Nous supposons qu'une grande différence sociale perçue avec une personne pauvre, lorsqu'elle n'est pas encadrée par la morale, peut entraîner une perception menaçante de sa présence physique. Si cela se produit, des attitudes collectives de culpabilisation ou de naturalisation de la pauvreté peuvent émerger. En revanche, si l'écart social perçu envers le pauvre est minime, voire s'il existe un processus d'attachement et des liens sociaux qui le sous-tendent, il sera possible d'observer une attitude de victimisation de la pauvreté et de la place des pauvres. Dans le tableau suivant, nous observons les situations.

		Proximité socio-cognitive ou attachement envers le sujet pauvre.	
		Réduite — Lien.	**Grande — Rupture.**
Proximité spatiale perçue de la pauvreté ou pauvre.	**Lointaine, ailleurs.**	Intégration ambitionnée.	Ségrégation revendiquée.
	Espace public.	Mixité valorisée.	Mixité dérangeante.
	Proche, ici.	Réciprocité potentielle.	Distanciation ambitionnée.

Illustration 3. Tableau typologie perception spatiale de la pauvreté et attitudes.

Tout d'abord, il y a les cas où les pauvres sont perçus comme étant éloignés physiquement. Lorsqu'on les perçoit comme étant proches socialement et depuis le regard de l'attachement, on parle d'une *Intégration ambitionnée*. Cela peut donner lieu à l'assistance à travers un tiers ou bien à faire remonter la question en problème social. Par exemple lorsqu'on s'intéresse à la pauvreté dans des régions reculées du pays. En revanche, s'ils ne sont pas perçus comme étant socialement proches, et ils le sont physiquement, ils peuvent faire face à de l'ostracisme et à l'indifférence de leurs conditions, ce qui entraîne une *ségrégation revendiquée*. Cette distinction est renforcée par les stéréotypes qui dénigrent les personnes les plus démunies et les « quartiers » et les régions qu'elles habitent. Par conséquent, le contrôle ou la contention frontalière de la pauvreté apparaît souhaitable.

Ensuite, la perception des pauvres dans l'espace public. Pour ceux qui perçoivent une proximité sociale à leur égard et qui recréent des liens sociaux, cela donnerait lieu à une *mixité valorisée*. Cela entraînerait probablement des pratiques de solidarité, de charité, ou encore le soutien pour des mesures régulant les conditions extrêmes. En revanche, si un processus de différenciation et un écart social perçu existent, on assisterait à une *mixité dérangeante*. Elle susciterait la crainte de menace pour la sécurité dans l'espace public, elle éloignerait la possibilité de collaboration et favoriserait l'évitement entre les parties.

Enfin, lorsque la pauvreté est considérée comme proche spatialement et les pauvres vus comme semblables socialement, si rien ne garantit pas l'intégration, l'entraide ou la réciprocité, nous assistons quand même à une *réciprocité potentielle*. En revanche, lorsque la proximité et le vivre-ensemble se vivent comme subis, étant donné l'écart social conçu comme important, on trouverait une *distanciation ambitionnée*. Dans ce dernier cas, lorsque l'ambiance est perçue comme menaçante, cela mène à des stratégies de repli, voire à des confrontations.

En effet, nous avons remarqué que l'ensemble des situations existent dans les discours des personnes interrogées dans l'échantillon. Nous avons observé que, lorsque les voisins éprouvent des difficultés à San Jacinto, on dit les aider au moins en denrées alimentaires. En ville, la plupart ont déclaré avoir peur et ne pas aider les itinérants qui le demandent dans l'espace public, et surtout éviter de leur donner de l'argent. La compassion est neutralisée si on ne parvient pas à concevoir un lien avec eux. À l'instar de la stigmatisation des jeunes du « sud » à Bogota, souvent vus comme une menace. Puis, la plupart ont défendu l'homogénéité des beaux quartiers. Les plus pauvres sont discriminés devant la possibilité de leur proximité spatiale permanente ou résidentielle. La *proximité menaçante* des pauvres est entrevue lorsque les interviewés défendent la ségrégation résidentielle et la reflètent dans leurs stratégies de

mobilité. Certaines personnes se permettent d'éviter l'espace public. En revanche, les personnes absentes semblent éveiller plus de solidarité. C'est le cas des pauvres dans d'autres régions de la Colombie, que l'on étudiera dans le sixième chapitre. C'est aussi le cas de la proximité, souvent temporaire, du pauvre contraint à un rôle subordonné dans les relations de travail.

IV — CONCLUSION DU CHAPITRE 4. LA FRACTURE REPRESENTEE.

Nous sommes pauvres que par rapport à un autre, qui a des conditions, mais aussi une situation spatiale différente. Parmi d'autres facteurs, la situation résidentielle et les circuits de mobilité portent une signification lors du positionnement de l'autre dans l'espace social, surtout en milieu urbain. Sans espace, la référence à la pauvreté reste floue et abstraite. Lorsque la localisation est prise en compte, elle nous rapproche du véritable rapport social à la pauvreté, comme dans la proposition de logements sociaux à Bogota. En effet, considérer les significations spatiales permet d'identifier les groupes de la société selon leurs règles de mobilité, de permanence et de territorialité des liens sociaux.

En milieu urbain, on observe une ségrégation résidentielle et des espaces publics remarquables, étudiés surtout dans le cas de Bogota (Alfonso, 2012, 2017 ; Amézquita, 2017 ; Dureau, 2007 ; Dureau et al., 2015 ; Mayorga & Véliz, 2020). Or, si l'on y distingue encore des conglomérats et un regroupement de l'affluence dans une zone du nord-est, la ville a évolué vers une mixité résidentielle, pas nécessairement intégratrice (Aliaga & Alvarez-Rivadulla, 2016). L'imaginaire urbain opposant un nord riche à un sud appauvri est présent, mais la définition variable du « sud » rend impossible l'identification d'une fracture géographique précise. Il s'agit plutôt de traces ou *tidemarks* (Green, 2018) qui délimitent des frontières subjectives autour de lieux signifiés collectivement. En même temps, nous ne pouvons pas nous passer de la force des références cristallisées : le centre-ville représentant la pauvreté dangereuse et la localité de Ciudad Bolivar avec les travailleurs pauvres et les jeunes menaçants.

L'idée de territoires duaux avec des frontières physiques est présente dans les représentations sociales des deux villes étudiées, qui mobilisent plus l'idée d'une pauvreté ailleurs, non intégrée. Cette représentation, à la fois affirmée et contestée, renforce la distanciation. Nous avons parlé de *contention frontalière* lorsque l'espace physique destiné aux pauvres est voulu contenu, mais aussi lorsque la proximité sociale avec eux se veut limitée. La mixité sociale non utile sera traitée comme une menace seulement dans certains cas. La représentation d'une *proximité menaçante* émerge lorsque les acteurs font face à une mixité sociale imposée, perçue comme allant à l'encontre des normes spatiales qui régissent l'habitat

et la permanence des pauvres. Ainsi, la stratégie d'évitement des pauvres et l'enfermement dans des zones considérées comme sûres, en particulier dans les cas urbains (étant les plus familialistes de l'enquête), renforcent la ségrégation spatiale. Ce résultat est semblable à ceux d'autres métropoles comme les Brésiliennes (Paugam et al, 2017). Or, à Bogota, la stratification des services a trouvé un contexte fécond pour l'appropriation de la notion en tant qu'indice de la position sociale spatialisée.

À Carthagène, si la strate est moins mobilisée comme repère social, nous trouvons encore le récit d'une ville duale, divisée entre une ville belle et ouverte au tourisme, et une ville pauvre, cachée et source de pollution. La fracture est représentée entre un ouest dynamique et un orient appauvri et sale. Les interviewés trouvent les conditions de vie dans les quartiers pauvres injustes, mais ils se résignent à accepter cette situation en raison des « facteurs culturels » de ses habitants. Ils l'acceptent parce c'est ainsi qu'ils vivent, qu'ils ont été élevés et qu'ils ont été éduqués. La possibilité d'un vivre-ensemble entre populations s'éloigne, malgré l'indignation des résidents qui ne se sentent pas inclus dans la ville de carte postale.

Nous avons observé des différences entre les cas urbains et ruraux. Dans les villes, on observe plus clairement autant une *mixité dérangeante*, qu'une *ségrégation revendiquée* et une *distanciation ambitionnée*. Dans les villages de l'enquête, la proximité spatiale semble plus facilement se concevoir comme sociale et cognitive, car le LPE est encore une source de protection grâce au voisinage. La pauvreté est perçue proche, chez les voisins. Dans ces cas, nous parlons d'une *réciprocité potentielle* et d'une *mixité valorisée*.

Revenons à l'hypothèse à la lumière de la TAS. Contrairement aux hypothèses proposées, les villages de l'enquête ont tendance à victimiser davantage la condition des plus pauvres et à reconnaître la pauvreté comme liée aux fluctuations des prix des produits agricoles. Du fait de leur expérience du conflit armé qui a engendré un déclassement collectif, ils se perçoivent comme victimes abandonnées par l'État central, les ayant stigmatisés en *zones rouges*. D'une part, San Jacinto s'accroche à un récit d'un passé meilleur, sans pauvreté, dans lequel l'abondance de l'agriculture garantissait des revenus stables aux villageois. Or, la situation des hameaux est invisibilisée, ces derniers étant isolés socialement et spatialement. D'autre part, à Viota, ils se perçoivent comme victimes d'un État qui les a stigmatisés et n'a pas protégé les producteurs de café lors des crises. Or, on accuse également les ouvriers agricoles de préférer les allocations en dépit du travail. Dans ces deux villages, les frontières de la pauvreté ne sont pas claires, leur représentation n'apparaît pas aussi nette que dans la ville.

En revanche, les deux villes ont mis en évidence le lien entre les représentations spatiales de la pauvreté et la configuration urbaine des inégalités. Elles ont montré plutôt une tendance à la naturalisation de la ségrégation résidentielle, soutenue dans les arguments culpabilisants, voire l'argument économique du pouvoir d'achat. Cela recrée une image de justice spatiale dans laquelle chacun a un lieu en ville selon sa production. Comme lorsqu'on explique la situation des personnes dans la rue par leur choix de vie dans les drogues ou bien lorsqu'à Carthagène est signalée une culture de la pauvreté dans les quartiers pauvres.

Les résultats, bien qu'ils soient limités à notre échantillon, mettent en évidence des tendances intéressantes. Dans les cas urbains, nous observons une tendance à naturaliser la pauvreté en favorisant la ségrégation socio-spatiale. La fracture est une représentation qui trouve sa force dans les pratiques et les récits des habitants. Dans les cas ruraux, nous constatons une tendance à victimiser les personnes les plus pauvres. La culpabilisation des pauvres se manifeste comme un système de représentation renforçant ou modérant les autres. Cela nous encourage à poursuivre nos recherches en intégrant la variable territoriale. Toutefois, l'exercice s'est avéré utile, car il nous a permis de remarquer comment, chaque terrain se caractérise en mobilisant un récit propre de la pauvreté. Ce récit, souvent contesté, donne un sens aux occupations de l'espace par des classes socio-spatiales. L'aménagement urbain révèle l'occupation actuelle en tant que phénomène social et spatial, influencé par l'héritage historique et les caractéristiques géographiques des territoires.

PARTIE III. LES FORMES REPRESENTATIVES DE LA PAUVRETE. RESULTATS EMPIRIQUES.

CHAPITRE 5 = PERCEPTIONS, CROYANCES ET PREFERENCES. CE QUE LES SONDAGES NOUS REVELENT SUR LA PAUVRETE EN COLOMBIE.

Nous avons étudié dans le chapitre 2 diverses théories sur la manière dont les sociétés perçoivent et s'adaptent aux inégalités. Elles suggèrent un lien entre le niveau réel des inégalités et la façon dont les individus les perçoivent. Les sociétés latino-américaines, avec des inégalités élevées et une faible mobilité sociale, constituent un défi. Savoir si, selon la théorie de la réflexion, les individus se sont adaptés à leur réalité et justifient cette organisation inégalitaire s'avère intéressant. Ou bien, si, suivant la théorie de l'intérêt individuel, dans des pays où une grande partie de la population vit en position défavorable, les demandes de réduction de la pauvreté et des inégalités s'avèrent nombreuses. De fait, les recherches faites dans les PED ont remarqué que la population ne culpabilise pas autant les personnes plus pauvres.

Certaines théories étudient le rapport entre les croyances et les institutions sociales des États-nations (Bullock et al., 2003), et d'autres, les économies morales des sociétés (Mau, 2003, Pfau-Effinger, 2005 ; Sachweh, 2012). L'enjeu consiste à déterminer si les institutions influencent les croyances ou si ce sont les citoyens qui les impulsent (Alesina & Angeletos, 2005 ; Alesina & Glaeser, 2004). Selon l'option théorique privilégiée, la TAS, dans une société à régime familialiste et à faible niveau de dépenses sociales, il y aurait une attitude collective de tolérance aux inégalités, entraînant une naturalisation de la pauvreté (Paugam, 2023).

Ce chapitre examine les données représentatives de la population pour comprendre la tendance de cette société. Pour l'instant, nous savons que les arrangements institutionnels comptent, car l'effet-pays dans les sociétés latino-américaines s'est révélé significatif (Bucca, 2016). Nous admettons toutefois les limites des données, telles que leur disponibilité pour certaines périodes ou leur formulation spécifique. Ces limitations ont été signalées dans l'étude des croyances sur la pauvreté (Oorschoot, 2006). De plus, depuis la perspective qualitative (Alvarez-Rivadulla, 2012), nous savons que le traitement des sondages nous dévoile peu sur les significations et les contrariétés des individus à propos des inégalités. En tenant compte de cela, il sera intéressant pour nous d'exploiter au mieux les informations disponibles. Non seulement

puisque peu d'études existent sur ce cas, mais aussi parce que cela va ajouter en profondeur et en représentativité à cette thèse. Nous cherchons à connaître les opinions majoritaires dans un échantillon représentatif et à comprendre les croyances des différents groupes sociaux.

En Colombie, l'intérêt pour la pauvreté et les inégalités augmente. Par exemple, le rapport de 2022 du PNUD Colombie a voulu aller « *au-delà des indicateurs traditionnels* » et a mobilisé des données sur le bien-être subjectif et les perceptions de la pauvreté et des inégalités (PNUD, 2023). Ils sont partis du présupposé que ce que les individus pensent peut exercer une influence dans la perpétuation des conditions d'inégalité et dans la faible productivité en Colombie. De plus, l'agence de statistique DANE collecte désormais des données sur la perception de la pauvreté et des inégalités. L'enquête *Pulso Social*, portant sur des échantillons de population qui dépassent les trente mille personnes, a questionnée sur ces thèmes en 2022 (DANE, 2022).

Cela dit, nous revenons à la structure de ce chapitre. L'objectif est de repérer les opinions, les croyances et les préférences les plus soutenues à propos de la pauvreté en Colombie. Cela nous permettra de vérifier les différences principales entre groupes de la population. Dans ce but, dans ce chapitre, nous nous proposons de répondre dans ce chapitre à différentes questions concernant la population colombienne. Identifient-ils la pauvreté et à quelle ampleur ? Que pensent-ils de la pauvreté, de ses causes et du caractère souhaitable de la situation perçue ? Veulent-ils réduire la pauvreté ? Comment ?

Ces questions sont regroupées en trois sections : perceptions, croyances et préférences. Nous avons adapté la structure d'autres études sur la perception des inégalités (Janmaat, 2013 ; Yañez, 2019) et sur les explications de la pauvreté et de la stratification sociale (Feagin, 1972 ; Kluegel & Smith, 1986). Celles-ci étudient la perception comme l'état perçu ; les croyances comme les explications de cet état ; les jugements comme l'évaluation de la situation identifiée et de la situation idéale ; les préférences comme les options d'intervention du phénomène.

En premier, dans la partie concernant la perception, nous cherchons à savoir si les Colombiens identifient la pauvreté, quelle est l'ampleur de cette pauvreté reconnue, et enfin, si elle est vue comme problématique. Premièrement, nous appliquons la définition de perception de l'inégalité économique (Kim et al., 2017). Dans notre cas, il s'agit d'enquêter sur la manière dont les individus pensent que les ressources sont allouées aux plus pauvres. Deuxièmement, nous regroupons des données nous permettant de saisir les croyances, les opinions et les attitudes sur la pauvreté. Ce à quoi les individus donnent une valeur de vérité ou du devoir-être. Nous y regroupons les croyances sur les causes de la pauvreté, celles sur le rapport entre inégalités et pauvreté, et les considérations de justice sociale, basées sur les revenus estimés

justes pour les plus pauvres. Troisièmement, nous abordons les préférences. Il s'agit d'identifier la manière dont les Colombiens voudraient réduire la pauvreté. C'est le *comment*, sur la base de ce qui est considéré le mieux pour les plus pauvres, les contributeurs, l'État ou la société.

La valeur de notre proposition réside dans la mobilisation d'un ensemble des données issues de différentes enquêtes et périodes. Cette information n'a pas fait l'objet d'une analyse globale, même si des études ont mobilisé les données partiellement (Alvarez-Rivadulla, 2014 ; PNUD, 2023 ; Londoño, 2011). Nous allons ainsi mobiliser principalement les données du Baromètre des Amériques (LAPOP) et du Latino-barometro (Tableau 3). Nous avons sélectionné dix questions pour évaluer le rapport à la pauvreté dans cette société et établir un aperçu global (Tableau 6).

Nous décrivons d'abord la tendance générale de chaque question. Puis, nous analysons les données pour identifier les variables corrélées aux résultats. Nous calculons pour la plupart le coefficient de corrélation de *Pearson* qui mesure la corrélation linéaire entre deux variables. Pour ce faire, nous avons dû parfois recoder les réponses et les variables à croiser. Cela nous a permis d'identifier les variables dont on peut nier l'hypothèse d'indépendance. Ensuite, nous cherchons à identifier les variables clés dans les variations. Savoir si ce sont des variables individuelles socio-économiques (SES), des variables d'appartenance sociale ou géographiques, des variables subjectives ou bien des attitudes sur différents sujets. Nous avons également pris en compte l'impact de la conjoncture économique et comparé le cas colombien avec ceux de la région. La plupart des calculs montrent des corrélations faibles (0,1 à 0,2). Nous nous sommes surtout intéressés à la direction de l'association, puis au rejet de l'hypothèse nulle qui révèle la non-association entre les variables[129]. Or, si nous considérons que les données représentent la population, des corrélations, bien que faibles, nous intéressent, puisqu'elles nous indiquent une tendance. Nonobstant, nous nous sommes assurés de la signifiance statistique en poursuivant les analyses sur chaque variable et en les contrôlant selon les cas. Nous avons calculé des modèles de régression linéaire afin de vérifier les relations observées et nous assurer de la signifiance statistique des variables. Pour ce faire, nous avons normalisé les données. Nous cherchons à confirmer la signification des corrélations, sans prédire, modéliser, ni affirmer de causalités. À vrai dire, nous reconnaissons d'un côté, les limites des enquêtes utilisées et de l'autre, la portée de nos capacités. Cet exercice offrira un aperçu de la société colombienne, en vue du prochain chapitre.

[129] Les corrélations les plus fortes ont été observées entre des questions consécutives du questionnaire. Nous avons constaté que certaines questions similaires n'avaient pas de relation linéaire parfaite. Nous avons éliminé les corrélations faibles dans des sujets trop éloignés pour être pertinents.

I — PERCEPTION DE LA PAUVRETE ET DES PLUS PAUVRES EN COLOMBIE.

La prise de conscience d'un phénomène, comme la pauvreté, dépend de multiples processus cognitifs, dont la vue. La voir est le premier pas vers sa reconnaissance. Cette mise en lumière du phénomène, permettra dans un deuxième temps, un exercice cognitif plus complexe comme la caractérisation. Or, nous assumons que la visibilité dépend de la société étudiée, car, lorsqu'elle est banalisée, on suppose qu'elle n'est même pas perçue. Ainsi, mener une enquête sur la perception nous permettra d'identifier l'image mentale que la population colombienne a de la pauvreté et des pauvres. Celle-ci est fondée sur ce qui est vu, expérimenté ou entendu. En réalité, analyser les perceptions relève plutôt d'une approche qualitative, voire ethnographique, mais nous allons ici exploiter les données recueillies dans les enquêtes.

Nous aborderons ici trois points pour émettre une hypothèse sur la façon dont la population colombienne perçoit la pauvreté. Premièrement, la reconnaissance de la pauvreté comme un problème majeur. Deuxièmement, l'évolution de son ampleur. Troisièmement, la perception des revenus des plus pauvres. La part du revenu total détenue par le quintile le plus pauvre est une mesure importante pour comprendre comment les individus perçoivent la distribution des ressources dans la société (García-Castro et al., 2018). Ces questions nous permettront de constater si la population colombienne voit de la pauvreté, si celle-ci a changé dans le temps et si elle a une idée fiable sur la part détenue par les plus pauvres. C'est la première étape avant de continuer à explorer leur vision concernant la pauvreté, leurs considérations de justice sociale et leurs préférences. Cette section répond aux questions suivantes : La population colombienne perçoit-elle la pauvreté ? La considère-t-elle comme un problème majeur ? Observe-t-elle une évolution de sa prévalence et du nombre de personnes touchées ? Quel est son avis sur le niveau de pauvreté des plus démunis ?

Nous avons identifié des repères sur la perception de la pauvreté et des inégalités. Le DANE, depuis 2021, conduit l'enquête *Pulso Social* et en 2022 on trouve une section dédiée à ce sujet. En 2022, 94 % des résidents des principales villes ont affirmé que des inégalités de revenu existent entre riches et pauvres en Colombie (DANE, 2022). Ensuite, en moyenne, les personnes interrogées estiment que la pauvreté touche 65,4 % de la population, ce qui correspond au double du taux réel. Cela témoigne de leur méconnaissance de l'indice, mais aussi de leur perception de la pauvreté dans leur entourage. Nous trouvons donc pertinent de partir de la perception afin de comprendre le rapport que la société a construit à la pauvreté comme phénomène.

1. Le problème le plus grave du pays… La pauvreté ?

La question porte sur le problème considéré comme le plus grave dans le pays. Cette question nous a interpellée, car elle est ouverte et disponible chaque année et elle est posée dès le début de l'enquête LAPOP. Nous cherchons à identifier ceux qui perçoivent spontanément la pauvreté, en la distinguant des autres problèmes. D'abord, il convient de mentionner une chute dans le temps d'identification de la pauvreté comme problème grave du pays. De fait, dans les années 2000, la pauvreté figurait toujours parmi les dix premières réponses et en 2006 elle représentait 8,4 % des réponses, ce que l'on peut observer dans le tableau 96 de l'annexe. Malgré cela, l'intérêt des Colombiens pour ce sujet a diminué au cours de la dernière décennie. En 2021, la pauvreté n'a été mentionnée que dans 1 % des réponses.



Illustration 4. Identification pauvreté comme problème plus grave du pays.

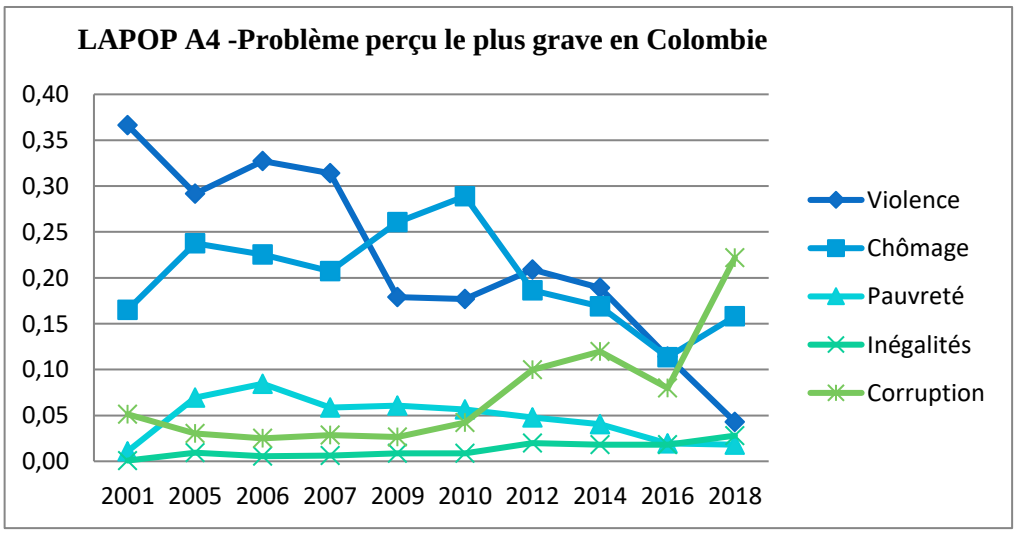


Illustration 5. Comparaison des sujets identifiés comme problème plus grave du pays.

Au cours des années 2000, la violence et le chômage étaient les principaux sujets d'inquiétude. Depuis, la corruption a pris le dessus (Tableau 97). Le chômage est resté un thème majeur, évoqué dans environ 15 % des réponses. En 2021, les enquêtes ont abordé la crise liée au COVID-19. En somme, les résultats montrent une diminution de l'importance accordée par les Colombiens à la pauvreté. Cependant, nous avons remarqué une augmentation de la mention aux inégalités, qui est passée de 1 % en 2000 à 2,8 % en 2018.

Notre hypothèse à ce sujet est que les individus ne nomment pas la pauvreté comme telle. Les Colombiens confondent les questions sociales, ce qui facilite l'identification des manifestations connexes, telles que le chômage. Ils perçoivent souvent la pauvreté comme un effet de la violence, de la corruption ou de la crise économique. Cette perception est probablement due à la couverture médiatique de ces sujets (Pardo, 2008).

Nous avons supposé que les personnes conscientes de la gravité de la pauvreté seraient proches de ces situations, sinon ils seront des individus instruits qui perçoivent la situation du pays. Cependant, les résultats ne sont pas très clairs. Il semble que les répondants ayant choisi « pauvreté » soient assez différents. Ils peuvent provenir de divers milieux socio-économiques ou avoir des opinions et valeurs variées.

Nous avons effectué des calculs pour l'année 2006, où 125 individus ont mentionné la pauvreté. Cependant, sur plus de 60 variables que l'on a croisées, nous avons observé seulement deux corrélations, faibles, mais significatives (Tableau 98). La première, est ceux qui ont mentionné la pauvreté regardent moins la télévision. La deuxième est l'évaluation de la lutte contre la pauvreté. Ceux qui ont identifié la pauvreté pensent plus souvent que le gouvernement de l'époque (le mandat de Alvaro Uribe) ne faisait rien ou peu pour lutter contre la pauvreté. Cela nous indique que ceux qui voient la pauvreté comme problématique la perçoivent probablement dans leurs vies quotidiennes et non dans les médias.

Pour écarter l'impact de facteurs objectifs tels que la variation du PIB et les variations de l'indice de pauvreté, nous avons réalisé des tests avec les variables macro-économiques. Nous constatons une corrélation positive entre la mention de la pauvreté et le taux de pauvreté monétaire[130]. La direction des tendances se maintient, de sorte qu'un taux majeur de pauvreté était corrélé à une mention de celle-ci (Tableau 99). Dans les années 2000, quand l'indice de pauvreté oscillait autour des 45 points de pourcentage, le problème était souvent mentionné. Or, si la corrélation semble forte, elle se révèle non significative en raison du peu

[130] Pour 2006 et 2007, les estimations sont basées sur 2008 et 2005, car 2006 et 2007 n'ont pas été publiées en raison de modifications de la méthodologie DANE. L'indice était de 42 % en 2008 et de 45 % en 2005, donc les données de 2007 sont estimées à 43,5 %.

d'observations, contrairement aux variables du dernier tableau. Ce que le test constate est qu'à mesure que les années passent, les enquêtés parlent de moins en moins de la pauvreté. C'est comme si le sujet était réglé, oublié, banalisé, ou bien appelé d'une autre manière.

Nos résultats montrent que la pauvreté demeure un problème pour celles et ceux qui ne constatent pas d'amélioration dans la lutte gouvernementale contre la pauvreté, et qui ne s'informent pas via les médias ou la télévision. Par conséquent, nous proposons que les expériences personnelles influencent cette perception, même chez ceux qui ne connaissent pas la pauvreté. Cette sensibilité est accrue lorsque le pays connaît des fluctuations de la production et du taux de pauvreté.

Cependant, la plupart des enquêtés ne mentionnent pas la pauvreté. La stabilisation de son taux autour d'un tiers de la population dans les années 2010 aurait entraîné une certaine tolérance. Si la pauvreté est de moins en moins vue comme problème[131], cela éloigne des demandes citoyennes, de l'agenda public et de sa transformation en interventions sociales. Cela renforce l'idée que la population perçoit la pauvreté comme étant naturelle, car elle n'est pas explicitement identifiée, ce qui correspond à son invisibilisation.

2. Magnitude perçue de la pauvreté.

Nous poursuivons notre analyse en examinant la visibilité de la pauvreté et l'évaluation de son ampleur. Dans l'enquête Latino-barometro, on a demandé aux participants d'indiquer si, selon eux, la pauvreté a augmenté, diminué ou restée stable au cours de l'année écoulée ou des cinq dernières années. Les réponses possibles se composent d'une échelle à cinq options qui évalue la perception par rapport à la situation précédente (Tableau 100).

La question a été posée comme telle sur quatre ans, entre 1995 et 1998. Puis, entre 2000 et 2001, il a été demandé la quantité perçue de personnes pauvres et non pas de « pauvreté ». En 1997, les deux questions ont été posées et une corrélation positive et importante a été observée entre les réponses, même si elles ne correspondaient pas exactement. Par conséquent, nous avons examiné les quatre premières années, identifié les tendances et poursuivi cette analyse pour l'ensemble de la période de six ans.

Nous avons voulu surmonter la limitation des périodes de l'enquête (1995-2001) en mettant en valeur cette période de l'histoire du pays. En effet, en 1999, on a observé la pire crise financière du pays et le PIB s'est contracté de 4,2 %. Après un *boom* de la construction et

[131] Dans l'enquête du 2023 du LAPOP, ils n'ont plus fait cette question ouverte. Les enquêteurs sont forcés maintenant à faire une reclassification en problèmes économiques, sociaux et environnementaux.

des crédits octroyés par les banques, la crise connue comme celle de l'UPAC[132] découla d'un changement des taux d'intérêt. Les banques étaient protégées par la loi dans leurs investissements devant l'inflation et non les usagers, qui ont vu les quotas de leurs crédits augmenter considérablement. Du côté social, le conflit armé s'est intensifié à ce moment-là. En 1997 les groupes paramilitaires se sont unifiés dans les AUC (Auto-défenses unies de Colombie). Puis la guérilla des FARC, renforcés avec la réinsertion d'autres groupes, a effectué des attaques proches de Bogota. Le nombre de déplacés a atteint 400 000 en 2002, dû à l'affrontement entre ces deux groupes (CODHES, 2003). Sous la présidence d'Andres Pastrana (1998-2002), un nouveau processus de paix avec les FARC s'est soldé par un échec. Le contexte est crucial pour comprendre notre question. Entre 1995 et 2001, l'indice de pauvreté a fluctué, passant de 49,5 % à 55,2 % (González & González, 2006). En 2002, il était de 49,4 % selon la nouvelle méthode de mesure, mais de 54 % selon l'ancienne (MESEP, 2009).

Nous passons maintenant aux résultats descriptifs. Nous pouvons consulter les données dans le tableau 100 et les observer dans le graphique 101. Dans la période entre 1995 et 1998, la plupart des individus ont vu une augmentation de la pauvreté. La perception de l'augmentation de la pauvreté passera de 75 % de l'échantillon en 1995 à 84 % en 1998. Ensuite, sur la période entre 1997 et 2001 où l'on a questionné l'évolution du nombre de pauvres, la plupart observent également une augmentation. En 1997, 69 % de l'échantillon ont vu leur nombre augmenter, 63 % en 2000 et 75 % en 2001. Or, en 2000, la proportion de celles et ceux qui ont vu le nombre se maintenir égal a augmenté considérablement.

En considérant les deux questions comme équivalentes, on observe une hausse de la perception de la pauvreté entre 1995 et 1998. Cette tendance diminue en 2000, puis augmente à nouveau en 2001 pour se maintenir à des niveaux similaires à ceux de 1995. Voir l'illustration ci-dessous et le graphique 101 de l'annexe.

[132] L'acronyme peut se traduire par unité de pouvoir d'acquisition, système de crédit instauré dans le gouvernement de Virgilio Barco (1986-1990).

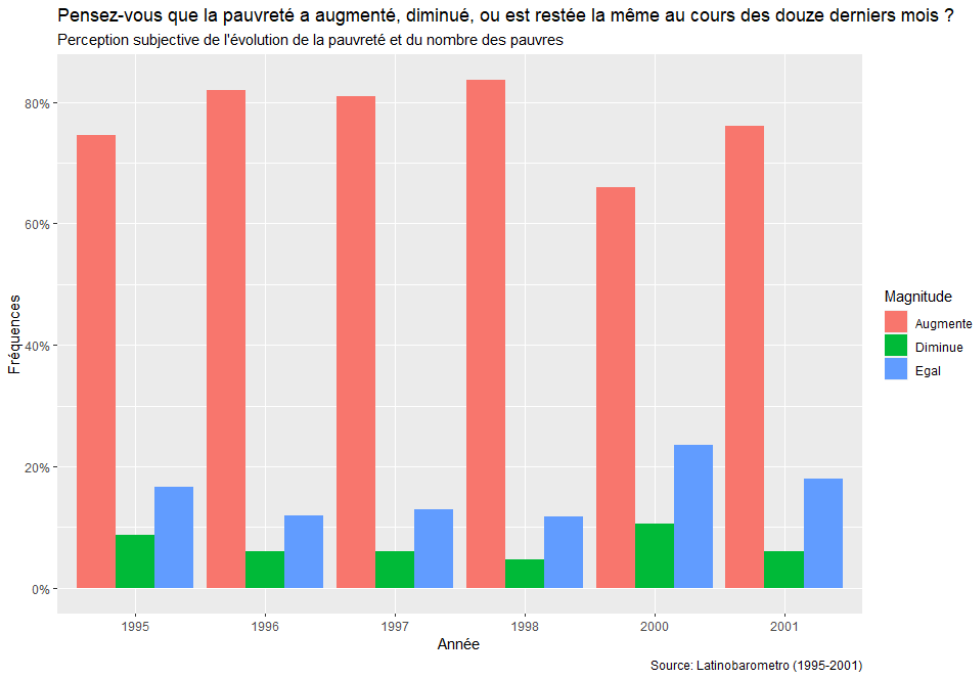


Illustration 6. Magnitude pauvreté et des pauvres perçus, 1996-2001.

Nous avons exploré les corrélations pour comprendre les facteurs individuels influençant la perception. Nous avons analysé les données sur plusieurs années en lien avec les variables socio-démographiques, les SES (éducation, occupation) et les variables subjectives. Le tableau 102 montre les corrélations entre les données de 1995 à 1997. La variable la plus liée aux résultats est la perception du progrès du pays. Ceux qui ont vu la pauvreté augmenter pensent que le pays régresse plus qu'il ne progresse. Ensuite, les individus qui perçoivent une détérioration de la situation du pays ou de leur propre situation sont plus susceptibles de percevoir une hausse de la pauvreté. Cela se reflète dans la variable des revenus subjectifs. Ceux trouvant leurs revenus insuffisants ont vu la pauvreté augmenter. Ces résultats sont significatifs pour les trois années, ce qui confirme la tendance et l'importance des variables.

La perception de la pauvreté dépend ainsi de la situation du pays et des changements personnels. Autrement dit, si les revenus personnels sont suffisants ou pas pour faire face aux dépenses de la vie quotidienne. De fait, ces variables sont aussi corrélées entre elles. Le modèle qui explique le mieux la variance est toutefois, celui qui ne tient pas compte de la situation personnelle (Tableaux 103 et 104).

Postérieurement, nous avons cherché d'autres variables pouvant expliquer la perception de la magnitude de la pauvreté. Nous avons fait le calcul sur l'an 2000, où nous trouvons d'autres questions sur la pauvreté. Dans le tableau 105, nous trouvons la matrice de corrélations où nous avons regroupé les variables qui ont montré une valeur P significative. La corrélation la plus importante fut encore la perception du progrès du pays, ce qui confirme les résultats des

années précédentes. Ceux qui disent avoir expérimenté une mobilité[133] par rapport à leurs parents sont plus sensibles au fait de voir la pauvreté augmenter. Puis, ceux qui constatent une augmentation de la pauvreté l'attribuent plus souvent à des facteurs externes. Enfin, nous observons des corrélations faibles, mais significatives. Ceux qui ont vu la pauvreté augmenter doutent davantage de l'égalité des chances pour s'en sortir et pensent plus souvent que nous ne sommes pas égaux devant la loi. En revanche, ceux percevant la pauvreté diminuer sont plus heureux, vivent dans des quartiers perçus comme sûrs et font davantage confiance aux autres.

Nous avons également constaté que, comme dans l'exercice initial, la corrélation la plus forte était la perception du progrès national. Par conséquent, nous avons décidé d'examiner l'impact des conditions économiques globales sur cette période.

Nous avons étudié la corrélation entre l'augmentation perçue de la pauvreté et le PIB, en incluant l'indice de pauvreté et de pauvreté extrême (Tableau 106). Dans la première période, nous observons une corrélation entre les variables : une baisse du PIB s'accompagne d'une hausse de la magnitude perçue de la pauvreté (Tableau 107). La corrélation est positive avec les indices de pauvreté et de pauvreté extrême, mais elle est moins significative.

Entre 1997 et 2001, la formulation de la question a changé ; la question a été posée en termes de l'évolution du nombre de pauvres. Les calculs menés sur les données de 1997, 2000 et 2001 montrent qu'il existe surtout des relations entre la hausse perçue du nombre des pauvres, les variations de la pauvreté extrême et les variations du PIB (Tableau 108). Enfin, en traitant les données indistinctement pour la période 1995-2001, nous constatons une relation aux variations du PIB, mais moins marquée. Elle est toujours négative. La baisse du PIB a entraîné une hausse de la perception de la pauvreté. Nous observons une corrélation inverse et plus faible avec l'indice de pauvreté monétaire, mais les observations limitées et les tendances non linéaires restreignent les conclusions. Bien que les corrélations soient importantes, le modèle ne permet pas d'expliquer les variations (Tableau 109).

En résumé, le modèle expliquant la variation de la pauvreté perçue par les changements du PIB ne s'applique qu'à une période spécifique de profonds changements économiques, c'est-à-dire avant une crise. Dans ce cas, les conditions objectives et la conjoncture ont un impact plus important sur la perception collective. En effet, les données de 2000-2001 ont éclairci ce qui s'est passé après la crise. Après la crise de 1999, la perception de l'augmentation de la pauvreté a diminué, même si l'indice de pauvreté a continué d'augmenter, atteignant 57 % de

[133] À travers la question sur le positionnement individuel et des parents, nous avons pu identifier les individus ayant expérimenté de la mobilité sociale. Nous observons une corrélation négative à cette variable.

la population en 2002. Les individus auraient perçu moins de pauvres ou se seraient habitués au niveau de pauvreté pré-crise.

Des études montrent que les niveaux actuels d'inégalité peuvent prédire une tolérance plus tardive à l'inégalité des revenus (Schröder, 2015). Selon la théorie du monde juste et le biais du *statu quo*, les individus s'habituent et justifient les nouveaux niveaux d'inégalité. Selon Trump (2018), un moment de contestation des inégalités suit les changements, mais les expectations s'adaptent rapidement aux nouveaux niveaux (Trump & White, 2018 ; Trump, 2020). Après la crise économique de 1999, les inégalités de revenus se sont accrues et les niveaux de pauvreté sont restés élevés, mais les individus ont retrouvé leur niveau de perception d'avant. Probablement, puisqu'ils ont vu les variables identifiées s'améliorer, voire la situation du pays et la perception du progrès. De sorte qu'en peu de temps, la perception de la pauvreté s'est stabilisée aux niveaux avant-crise.

En conclusion, cette question montre que la perception de la magnitude de la pauvreté peut être un indicateur objectif de la tendance lors de changements de la conjoncture économique, notamment en cas de crise. Les Colombiens ont identifié la pauvreté et ont perçu des changements de celle-ci. La plupart l'ont vue augmenter dans cette période d'effective augmentation de l'indice de pauvreté. Nous pouvons dire que les Colombiens sont conscients de la pauvreté et pour l'an 2000, nous observons que ceux qui voient une augmentation de la pauvreté culpabilisent moins les pauvres.

En revanche, nous signalons ce groupe qui n'a pas perçu de changements de la pauvreté dans la période étudiée ou l'a même vue diminuer. Nous avons constaté que leurs revenus et leur situation personnelle sont restés stables pendant la crise. Ainsi, les perceptions d'un groupe peuvent nier ou minimiser l'impact d'une crise économique et de la pauvreté, en fonction de leur expérience personnelle. Ce sont probablement ceux qui naturalisent la pauvreté.

3. La perception des revenus des plus pauvres.

Nous avons cité l'étude de Norton et Ariely (2011) montrant que les États-uniens sous-estiment les inégalités de revenus. Les citoyens ont peu conscience de leur état réel et des effets des politiques redistributives (Brown-Iannuzzi et al., 2015 ; Kuziemko et al., 2015). Trump, par exemple, a tenté d'informer le public sur les niveaux d'inégalité (Trump, 2018). Cette approche nous a incitée à l'étudier dans le contexte colombien.

Nous allons traiter des données sur la perception du revenu du quintile le plus pauvre, ou bien le montant attribué au 20 % les plus pauvres sur le revenu total. Cette donnée nous

permettra de constater l'image que les Colombiens ont de la hiérarchie sociale et d'avoir un aperçu sur la magnitude pensée de la pauvreté des pauvres.

Or, cette question peut susciter des incompréhensions. Des chercheurs ont signalé les risques de ce genre de question (Garcia-Castro et al., 2018 ; Mutz & Pedersen, 2019 ; Page & Goldstein, 2016). De fait, la simple ignorance sur ce qui est demandé peut générer une grande variance dans les réponses. Nous avons continué l'analyse, car il n'y a pas d'autres études sur ce sujet en Colombie.

Dans la version de 2020 du Latino-barometro, il a été demandé aux enquêtés combien ils pensaient que les pauvres, soit le quintile le plus pauvre, avaient du total du revenu national. L'exercice proposé était le suivant : *Imaginez que la Colombie soit divisée en 5 groupes. Le groupe 1 est le plus pauvre et le groupe 5 est le plus riche. Imaginez maintenant que la somme totale d'argent que possède la Colombie est de 100. Sur ces 100, combien pensez-vous que le groupe 1, le groupe le plus pauvre, possède aujourd'hui ?* Les réponses vont de 0 à 100, 100 correspondant au revenu total. La question a été posée pour tous les quintiles de revenus.

Le but est d'observer dans quelle mesure l'image sur ce qu'ont les plus pauvres est fidèle à la réalité et noter comment cela peut affecter la perception et les RSP. En premier, nous montrerons les statistiques descriptives. Nous passerons ensuite en revue les réponses d'autres pays afin d'avoir une idée régionale et de pouvoir situer le cas colombien. Ensuite, de la même façon que les exercices précédents, nous chercherons les variables les plus importantes.

Tout d'abord, analysons les résultats descriptifs du tableau 111. Sur une échelle possible de 0 à 100, la moyenne des réponses se situe à 13,19 et la médiane, à 10, en Colombie. La réponse minimale s'établissait à 1 et la maximale à 100. Sur leur distribution, 75 % des réponses se situent en dessous de 20. Nous observons que le premier quartile de réponses est à moins de 5, et le troisième quartile à 20 (Graphiques 112, 113 et 114).

En préparant les données, nous nous sommes aperçus de plusieurs *outliers*[134] ou cas atypiques. Dans le graphique 114, nous représentons la distribution, laquelle identifie les cas atypiques. Ils se situent à partir des observations qui ont attribué un revenu de 50 ou plus au quintile le plus pauvre. Certains préfèrent écarter ces données. Nous avons analysé de plus près les cas et, de fait, ils s'avèrent intéressants. On y trouvait des personnes disant que les plus pauvres avaient 100 soit la totalité du revenu, et qui désiraient qu'ils n'aient rien soit 0, ou le

[134] Pour cela, on a utilisé la normalisation des valeurs maximums et minimums. Dans le cas des revenus perçus et justes, nous avons utilisé une échelle de normalisation robuste, plus forte devant les valeurs atypiques. Celle-ci utilise la médiane et met à l'échelle les données en fonction de la plage des quartiles. Nous pouvons voir la formule dans l'annexe 115.

cas contraire. Nous avons créé un indice de justice sociale à partir de ces données (Voir la section « Croyances »).

Dans cette perspective, si nous écartons le dernier quartile, la moyenne serait à 9,5. Néanmoins, nous estimons important d'inclure les informations des super optimistes dans notre analyse. Nous travaillons sur la moyenne à 13,19 et la médiane à 10 pour stabiliser cette donnée. Le revenu objectif du quintile colombien le plus pauvre était de 4 % du revenu total en 2021 (Banque mondiale, 2023). Par conséquent, la plupart des Colombiens surestiment les revenus des plus pauvres, sauf un quart de répondants, les plus réalistes.

a) **La Colombie dans la région.**

La perception des revenus des plus pauvres varie considérablement dans la région. Nous avons analysé les données de 13 pays et constaté que les personnes interrogées ont souvent une vision erronée des revenus des plus démunis. L'échantillon montre une moyenne de 16,5, avec la Bolivie (34,5) comme le pays le plus optimiste et le Chili (9,5) comme le plus réaliste. La Colombie se classe sixième parmi les réalistes. De fait, les revenus objectifs du premier quintile vont de 6 % dans le cas d'un pays comme l'Uruguay à 3 % au Brésil (BM-LAC, 2023). L'écart se révèle considérable. Prenant la médiane et la moyenne pour chaque pays, nous avons effectué une analyse des clusters, qui a donné comme résultat un dendrogramme regroupant les cas par leurs similitudes.

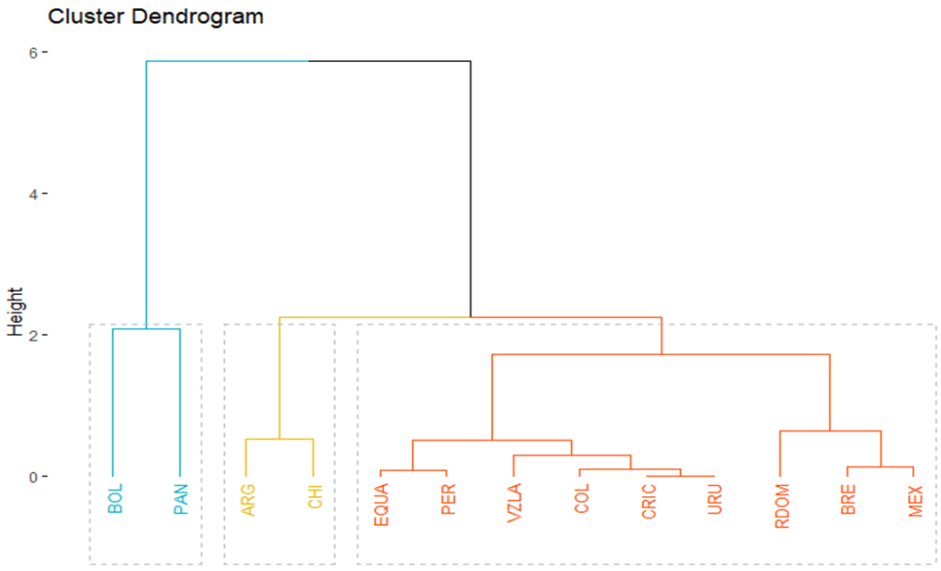


Illustration 7. Regorupement 13 cas perception revenus des plus pauvres par similitude.

Nous observons trois groupes. Le premier est le groupe super-optimiste, le plus éloigné de la réalité, il rassemble la Bolivie et le Panama. Le deuxième groupe se montre le plus réaliste

de l'enquête. Il regroupe le Chili et l'Argentine, dont la médiane se situe à 5. Ensuite, nous observons un troisième groupe entre les deux, mais encore optimiste, lequel regroupe les huit pays restants. Ils surestiment et doublent les revenus des plus pauvres, et leur médiane s'établit à 10. Dans celui-ci, deux sous-groupes à différents degrés d'optimisme se distinguent. Le premier groupe, les optimistes réalistes, surestime le revenu des plus pauvres d'environ trois fois. Ce groupe comprend l'Uruguay, le Venezuela, le Costa Rica, la Colombie, l'Équateur et le Pérou. Le deuxième sous-groupe rassemble les très optimistes. Le revenu des pauvres est estimé entre quatre et cinq fois supérieur au revenu objectif. Dans celui-ci, nous trouvons le Brésil, le Mexique et la République dominicaine. Nous pouvons voir les informations utilisées dans les tableaux 116 et 117, puis le regroupement proposé dans le graphique 118.

Les Colombiens, même s'ils attribuent aux plus pauvres un peu plus de trois fois leur vrai revenu, se situent dans le groupe que nous avons appelé les « optimistes réalistes ». Ils ne sont pas aussi précis que les Chiliens ou les Argentins, mais ils ne sont pas non plus aussi éloignés de la réalité que les Boliviens ou les Panaméens. Nous pouvons imaginer que ce n'est pas dû au hasard, mais cela relève d'une autre analyse.

b) **Les variables déterminantes pour le cas colombien.**

Dans un deuxième temps, nous avons cherché les variables liées au résultat sur les revenus des plus pauvres en Colombie. Nous avons testé le poids de plus de 80 variables et nous avons observé une signifiance de la valeur *P* à 24 variables (Tableau 119). Autant de corrélations qui nous ont indiqué que la question avait touché un profil particulier.

Nous constatons que les personnes âgées attribuent davantage de revenus aux personnes défavorisées. De plus, nous observons une corrélation négative entre le niveau d'éducation et la proportion de revenus attribuée, suggérant que les personnes moins éduquées en donnent plus. Nous avons également constaté une corrélation négative entre le positionnement subjectif sur une échelle de 1 à 10 et l'attribution de revenus. Les personnes qui se perçoivent comme étant proches des pauvres attribuent davantage de revenus à ceux-ci. Cependant, les groupes les moins âgés, les plus éduqués et les plus riches perçoivent les revenus de manière plus réaliste. Le niveau d'éducation s'avère le facteur le plus influent. (Graphiques 120, 121, 122.)

Parmi les variables subjectives et de satisfaction, nous observons des corrélations négatives. Elles concernent la perception du progrès du pays, la considération de la situation économique du pays et de son évolution dans la dernière année, la satisfaction de la démocratie, la confiance accordée au président et au gouvernement. La corrélation se manifeste positivement avec la démocratie comme meilleur type d'organisation (Graphiques 123 et 124).

Les personnes qui attribuent le plus de revenus aux pauvres sont celles qui perçoivent la situation du pays comme favorable, avec des progrès par rapport à l'année précédente. Elles sont également satisfaites de la démocratie, du gouvernement et du président. Elles se disent aussi indifférentes au système politique en place. Ces résultats confirment l'appellation « optimistes ».

Pour les questions suivantes du questionnaire, nous constatons les liens les plus étroits, en particulier pour les évaluations des autres quintiles de revenu et du revenu souhaité. Le revenu perçu est fortement lié au revenu désiré. Ceux qui croient à plus de revenus des pauvres désirent plus de revenus pour eux, ce que l'on explorera dans la section 7 de ce chapitre. Ensuite, les corrélations les plus fortes apparaissent sur les autres niveaux, en particulier sur les revenus perçus des quintiles quatre et cinq. Plus on attribue de revenu aux pauvres, moins on pense que les riches en ont, et vice versa. En revanche, la corrélation se maintient au quintile deux, de sorte que ceux qui attribuent plus aux pauvres le font toujours au deuxième quintile. Voir le graphique 125.

De ce fait, nous observons deux images de la hiérarchie sociale. Une première où les deux premiers quintiles de revenus ont le plus aux dépens des autres quintiles, et une seconde, plus réaliste, dans laquelle le dernier quintile possède les plus hauts revenus. En moyenne, la distribution perçue (en orange dans le graphique) de la hiérarchie sociale se résume à un tour avec un grand toit. Les Colombiens ne voient pas une grande différence entre les revenus des quintiles 1, 2 et 3. On observe une légère différence au 4, mais surtout au 5. Ce que nous pouvons observer dans le graphique suivant.

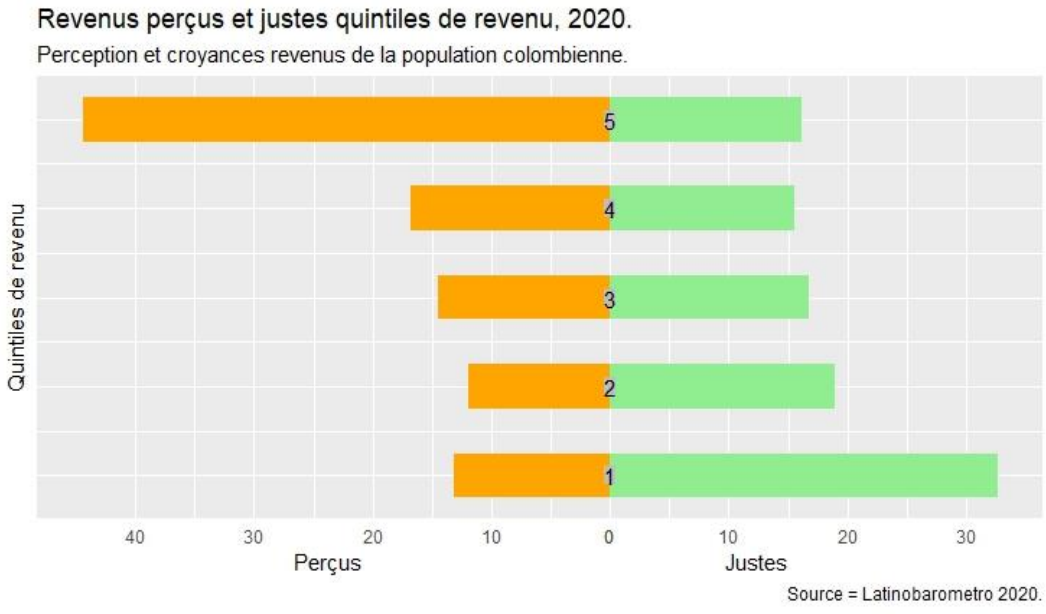


Illustration 8. Pyramide des revenus perçus et idéaux, par quintile de revenu.

Enfin, nous constatons que ceux qui accordent davantage de revenus aux pauvres sont généralement tolérants envers les inégalités dans le pays. Ils sont inversement corrélés avec l'acceptation des pires formes d'inégalité, telles que celles entre riches et pauvres, entre classes sociales et devant la justice. En réalité, cela signifie qu'ils ne perçoivent pas ces expressions d'inégalité comme importantes. De plus, ils montrent de la réticence à manifester pour une société plus équitable. Enfin, leurs préférences vont vers l'aide aux démunis par l'investissement dans l'éducation et la santé plutôt que dans les services publics. En résumé, les personnes favorables à une augmentation des revenus des pauvres sous-estiment souvent les inégalités dans le pays, malgré leur souhait d'une répartition plus équitable. Cette tendance est visible dans les graphiques 126 et 127.

Ce que l'on vient de décrire est un profil qui semble participer au processus de naturalisation. Ils croient vivre dans une société plus égalitaire, mais surestiment les revenus des pauvres. Ils veulent augmenter leurs revenus, mais ont une vision erronée de ceux-ci.

Nous avons ensuite analysé les variables qui influençaient le plus le résultat en effectuant des régressions. Nous avons testé différents modèles. Le premier évalue les facteurs démographiques et le statut socio-économique. Le deuxième examine les variables subjectives et la satisfaction à l'égard de la situation du pays. Le dernier s'intéresse aux attitudes sur les inégalités. Le modèle le plus significatif est celui qui inclut les revenus perçus des différents quintiles et les revenus désirés des plus pauvres. Cela montre que, outre les facteurs individuels, les SES et les croyances, les revenus attribués aux plus pauvres dépendent de la perception de la pyramide sociale. Autrement dit, il est nécessaire de connaître les revenus attribués aux autres quintiles, surtout au quintile le plus riche. Ce que nous voyons dans les tableaux 128 et 129.

4. Conclusion de la section « perception ».

Nous avons étudié la perception de la pauvreté chez les Colombiens en nous basant sur trois questions. Leur perspective est influencée par certains biais, ils ont une vision imprécise de l'ampleur de la pauvreté, du nombre de personnes touchées et de leur revenu. Cela pourrait conduire à minimiser le problème et notamment le soutien des politiques de redistribution.

La première question nous indiquait que les Colombiens ne priorisaient pas la pauvreté comme un problème et que cette invisibilisation du phénomène avait augmenté dans les années 2010. La deuxième nous a montré comment, devant des changements de la conjoncture macro-économique, la perception se révélait être un bon indicateur de la situation objective. Enfin, la troisième nous a révélé qu'il n'y pas d'idée commune ni proche de la réalité concernant la part de revenu des pauvres.

Dans la première question, la plupart des personnes invisibilisent et normalisent la pauvreté. En réalité, les personnes qui s'inquiètent de la pauvreté dans le pays partagent deux points communs : elles critiquent le gouvernement d'Alvaro Uribe pour son manque d'action contre la pauvreté et elles évitent de regarder la télévision. Ces individus viennent de milieux variés et font face à des situations socio-économiques différentes. Cela montre que ceux qui abordent la pauvreté ne sont pas nécessairement ceux qui la vivent. Ce sont plutôt ceux qui critiquent les résultats de la lutte contre la pauvreté, ainsi que l'information des médias. C'est pourquoi, nous envisageons une hypothèse selon laquelle les Colombiens thématisent d'autres phénomènes sociaux. Ils banalisent ou dissimulent la pauvreté sous un autre nom, comme « chômage », la considérant comme un effet plutôt qu'une cause.

En revanche, dans la deuxième question sur les évolutions de la magnitude de la pauvreté, nous avons vu comment les Colombiens déclaraient, pour la plupart, voir la pauvreté augmenter, et en pleine crise économique, ils avaient raison. La réaction colombienne face à une crise économique a révélé une acuité accrue des sens face au changement. Les facteurs liés à ce résultat montrent que la perception de la pauvreté est liée à la vision de la situation du pays et de son évolution. Cependant, après une crise ayant laissé plus de pauvreté, les indicateurs sont revenus au niveau d'avant-crise. Si la perception est influencée par les changements économiques, elle l'est aussi par le temps. Les enquêtés après avoir ressenti une régression, ont ensuite vu moins de pauvreté lors de la reprise, s'étant habitués aux nouveaux niveaux. Pendant cette période, certains individus ont affirmé que la pauvreté restait stable ou voire qu'elle diminuait. Leurs perceptions divergeaient. Ils voyaient le pays progresser et étaient aussi à l'aise avec leurs revenus. Nous pensons que ce sont des personnes qui n'ont pas été touchées par la crise, ce qui leur a permis de la minimiser.

La compréhension de cette période de l'histoire du pays nous a permis de mieux arriver à la troisième question, dans laquelle nous avons vérifié que trois quarts des Colombiens surestiment, à plusieurs degrés, les revenus des plus pauvres. Nous avions vu dans l'introduction que les Colombiens surestimaient le nombre de pauvres en Colombie. Ces deux données nous permettent de conclure qu'une lacune générale d'information sur la pauvreté, sa magnitude et son ampleur existe. Les Colombiens perçoivent ainsi plus de pauvres que la réalité, et ils pensent qu'ils détiennent plus de revenus que la réalité. Cela implique de croire à une distribution plus juste des ressources, même si on la trouve injuste. On peut comprendre que, si certains veulent la réduction du nombre de pauvres, ils refusent de leur transférer plus d'argent. Des études dans d'autres contextes ont montré que les personnes qui surestiment le revenu des plus pauvres sont moins favorables à la redistribution (Page & Goldstein, 2016).

Nous nous demandons si ce problème est dû à un manque d'information ou à la ségrégation. Shapiro (2002) parle de « l'écart d'empathie », comme la distance entre les groupes sociaux qui cohabitent, mais ne se touchent pas. Cette distance peut accroître l'ignorance. Or, la comparaison nous a permis d'observer que la Colombie n'est pas le pays le plus « optimiste » devant les ressources des pauvres. Cette méconnaissance arrive dans toute la région. Nous distinguons le Chili et l'Argentine comme les pays les plus réalistes et la Bolivie et le Panama comme les plus idéalistes. La Colombie fait partie des pays optimistes un peu plus réalistes.

Le groupe qui surestime les revenus des pauvres transforme toute la structure sociale. Il attribue plus de ressources aux deux premiers quintiles et à l'inverse, il en attribue moins aux deux derniers. Il pense être dans un pays où les pauvres ne sont pas si dépouillés, et les riches ne possèdent pas autant. Cela, même s'il désire quand même que les pauvres gagnent un peu plus. Dans le calcul de la section 7.b, nous verrons la magnitude de cet appel à la redistribution, étant donné que dans le même temps, ce groupe trouve acceptables les inégalités dans le pays, ce qui semble contradictoire. Cela correspond à un profil de personnes âgées, peu éduquées et sans revenus suffisants. Les résultats montrent que l'éducation est importante. Les personnes les plus instruites sont mieux en mesure de déterminer des revenus réalistes, ce qui suggère que l'éducation joue un rôle dans la perception. Cela pourrait être dû à l'accès à l'information et à la capacité de prendre des décisions critiques. Le mythe des pauvres qui gagnent trop d'argent sera abordé dans le prochain chapitre.

Les deux premières questions montrent que la perception n'est pas uniquement influencée par le statut personnel ou la classe sociale. Même si nous avons établi des liens entre le profil socio-économique et démographique, les facteurs SES ne déterminent pas complètement la perception. En revanche, nous observons l'intérêt des attitudes, notamment envers les inégalités, et l'effet de la conjoncture macro-économique pour comprendre les perceptions.

Les questions analysées nous ont permis d'observer des traces d'un processus de naturalisation de la pauvreté et de la condition des plus pauvres. C'est le cas quand on n'en parle pas, quand on la voit augmenter seulement dans des moments de crise, et quand nous pensons que les pauvres doublent ou triplent leurs revenus. Nous ne pouvons pas estimer à quel point ces éléments repérables de la perception obéissent à des constructions historiques de cette société sur la hiérarchie sociale. Nous passerons aux croyances et continuerons l'enquête.

II — CROYANCES SUR LA PAUVRETE.

Cette deuxième partie aborde les croyances concernant la pauvreté en Colombie, ainsi que l'idéal de justice sociale de cette société. Les croyances émanent souvent de nos perceptions, mais peuvent aussi être déclenchées sans expérience directe. Dans ce dernier cas, les individus adoptent des représentations sociales, des opinions majoritaires, des jugements ou des croyances préconçues pour simplifier leur pensée.

Nous allons analyser trois questions clés. La première consiste à identifier les causes de la pauvreté. Nous nous appuyons sur des données limitées et peu récentes à ce sujet. Cependant, elles nous permettront de situer le cas et de comprendre la tendance dominante de la société colombienne. Nous avons étudié les discussions dans le cadre théorique. Les recherches montrent que, dans les PED, on observe souvent des explications structuralistes, reflétant l'intérêt d'une population majoritairement pauvre. Nonobstant, des études incluant la Colombie, ont montré une tendance à la culpabilisation des pauvres lorsque plusieurs options de réponse sont offertes aux enquêtés.

Nous examinerons ensuite les liens entre inégalités et pauvreté. La population colombienne enquêtée semble trouver le niveau d'inégalités injuste et croire à des conflits entre riches et pauvres. Certains pensent que la hiérarchie sociale est immuable, d'autres que les inégalités sont fonctionnelles. Nous verrons les différents points de vue.

Enfin, nous allons revenir sur l'aspiration de justice sociale dans cette société en étudiant les revenus idéaux ou considérés comme justes pour les plus pauvres. Nous allons prolonger la question sur le revenu perçu des plus pauvres (Section 1.3). Le contraste entre la perception du revenu des pauvres et de celui qu'ils méritent nous permettra d'avoir un aperçu sur les considérations de justice sociale. Et par cela, de mieux comprendre la tolérance aux inégalités.

En guise d'introduction, nous allons exposer quelques données qui servent de support à notre propos. Nous avions vu que, dans l'enquête Pulso Social[135], si 94,2 % reconnaissent l'existence d'une inégalité de revenus entre riches et pauvres en Colombie, parmi ceux-ci, 83 % la trouvent inacceptable. Ensuite, en 2020, 75 % des interrogés ont jugé que les pauvres reçoivent moins que ce qu'ils méritent pour l'effort qu'ils fournissent (Latinobarometro, 2020).

Sur la relation entre riches et pauvres, nous trouvons deux informations importantes pour comprendre le cas. En premier, deux personnes sur trois ont approuvé l'énoncé « *Il y a toujours*

[135] Ces résultats reposent sur un échantillon plus important que les enquêtes d'opinion. En 2023 11 348 personnes ont été enquêtées.

eu des riches et des pauvres et cela ne peut pas changer », et cela même si une réduction de cet accord dans le temps est observée. Cette question, posée entre 2009 et 2012, évoque la croyance en une hiérarchie sociale fixe avec deux groupes (Graphique 130). En second, entre 2007 et 2017, l'enquête Latino-barometro a révélé que 84 % des personnes interrogées croient en un conflit entre riches et pauvres, dont 40 % le jugent très fort. 5,5 % des personnes interrogées ne croient pas à l'existence de ce conflit (Graphique 131). Les Colombiens semblent ainsi percevoir une hiérarchie sociale rigide, où les pauvres occupent une position défavorisée, considérée comme injuste et source de conflit. Nous allons voir si les questions traitées permettent de confirmer ces résultats et nous apportent plus de détails à ce sujet.

5. Les causes perçues de la pauvreté.

Les psychologues sociaux et les sociologues se sont intéressés aux explications de la pauvreté pour comprendre les facteurs qui influencent la perception dans une société. Ils ont constaté une tendance individualiste aux États-Unis. Un modèle qui reconnaît l'origine structurelle de la pauvreté en Europe, puis une tendance structuraliste soutenue dans un fatalisme dans les PED. La thèse de la réflexion affirme que les explications de la pauvreté se rapportent aux institutions sociales de la société étudiée. En revanche, d'après la théorie de l'intérêt, les plus pauvres préfèrent les explications structuralistes. Dans ce cadre, nous n'arrivons pas à cerner si la Colombie se rapproche du groupe structuraliste-fataliste ou si cette société inégalitaire préfère davantage la culpabilisation des plus pauvres.

Nous utilisons les données des différentes enquêtes. De fait, aucune enquête n'a examiné la pauvreté de manière systématique en Colombie. C'est pourquoi nous avons dû récupérer et nous baser sur les données disponibles. La question a été posée en 1998, 2000 et 2007, avec des possibilités de réponse similaires. Le tableau 132 de l'annexe montre les questions et leur recodage, tandis que le tableau 133 affiche les résultats codés. La question a été reposée entre 2010 et 2012, en se concentrant sur la cause de la pauvreté de la population noire. Nous l'avons examinée pour comprendre la perception de la race et pour évaluer l'impact des explications culturelles.

Nous avons ainsi effectué trois analyses. La première sur les explications de la pauvreté 1998 à 2007, la deuxième sur celle de groupes afro-descendants entre 2010 et 2012. Nous avons fait une troisième analyse sur toutes les années, en recodant les réponses en causes externes et internes. Pour cela, on accepte le présupposé d'un lien implicite entre pauvreté et race en Colombie. Nous observons une similitude dans les résultats entre les deux périodes, mais un

effet des options de réponse : avec deux options, les enquêtés choisissent plus la réponse structuraliste.

En général, de 1998 à 2012, on attribue la pauvreté à des facteurs externes et on évite de blâmer les personnes les plus pauvres. Cependant, les explications individuelles, qui mettent l'accent sur le manque d'effort ou la paresse, ont augmenté avec le temps. Les interrogés ont majoritairement attribué la pauvreté aux circonstances, à l'injustice de la société et au traitement injuste des personnes pauvres afro-descendantes. Dans ce sens, pour le cas colombien, nous rejetons l'hypothèse selon laquelle une forte inégalité de revenus s'accompagne d'une culpabilisation des plus pauvres. Pour le cas états-unien, cela révélait une préférence pour les explications individualistes guidées par l'idée de mérite. La société colombienne reconnaît que les inégalités et la pauvreté ne sont pas uniquement attribuables aux personnes les plus pauvres. Elle confirme une prise en compte des facteurs structurels dans les PED (Carr et al., 1998 ; Lubker, 2004 ; Wollie, 2009 ; Vazquez & Panadero, 2009).

Nous reviendrons sur les résultats de Bucca (2016) basés sur l'enquête ECOSOCIAL de 2007. Dans cette étude, la question sur les causes était à choix multiples. 52 % des répondants colombiens ont choisi l'option mixte. On a observé 35 % de choix individualistes purs et 13 % de choix structuralistes purs. Cela montre l'importance des options de réponse dans les résultats. Dans ce cas, plus d'options ont entraîné plus d'explications individuelles. Or, au niveau comparé, il faut dire que, parmi les sept pays de l'enquête, dans l'explication « pure » structuraliste, la Colombie est en deuxième position après l'Argentine. Les Colombiens privilégient le structuralisme lorsqu'il y a deux choix. De plus, en 2010, selon l'enquête LAPOP, la Colombie était le deuxième pays le plus structuraliste (57 %) sur les causes de pauvreté liées à la race, derrière le Brésil (76 %). La Colombie penche vers le structuralisme, bien que la troisième partie de l'échantillon adhère à des explications individualistes.

Revenant à nos résultats, dans le graphique 134, nous observons la tendance de l'explication externe et interne entre 1998 et 2007, où l'on a une homogénéité des questions et des options de réponses. Le graphique ci-dessous montre que la pauvreté attribuée à des facteurs externes était de 79 % en 1998 et de 65 % en 2012, avec des fluctuations intermédiaires. La première donnée date de l'année précédant la crise économique de 1999.

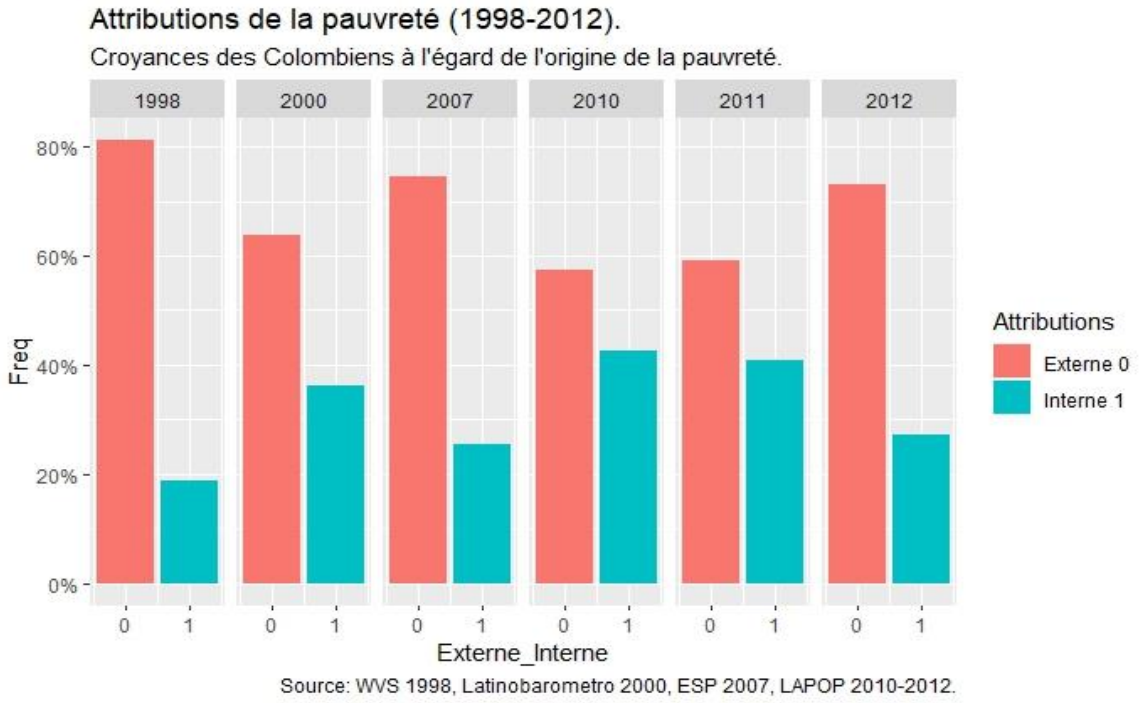


Illustration 9. Causes ou explications de la pauvreté (1998-2012).

Ensuite, entre 2010 et 2012 (Graphique 135), la victimisation des personnes pauvres à la peau foncée a augmenté. Les explications culturelles, bien qu'en diminution, persistent malgré tout. Ils attribuent cela à leur refus de changer ou à leur intelligence inférieure. En 2012, devant deux options de réponses (injustice ou explication culturaliste), la dernière a obtenu 23 %. Cela montre qu'un individu sur cinq utilise encore des arguments culturalistes, considérant la pauvreté comme un trait de groupe. Si nous sommes face à une société qui a ôté la responsabilité de la pauvreté aux pauvres, il subsiste une partie qui les culpabilise avec des arguments culturalistes[136].

Nous avons ensuite cherché les facteurs qui pourraient expliquer une tendance ou une autre. Nous avons examiné les résultats chaque année, puis sur l'ensemble de la période. Le problème est que nous avons utilisé diverses enquêtes avec des variables différentes. Nous les avons poursuivis supposant l'influence du niveau socio-économique. Puis selon la théorie de « l'illumination », les plus instruits devraient mieux comprendre les inégalités et être moins critiques envers les plus défavorisés.

[136] Ils seraient fatalistes si la culture était considérée comme hors de contrôle humain, exemptant toute responsabilité. Cependant, l'option de réponse était « ils ne veulent pas changer leur culture ». Elle les voit comme des agents qui empêchent un changement de se produire. C'est pourquoi nous l'analysons en tant que culturalisme.

En 1998, la seule variable d'intérêt est l'attitude face aux chances d'échapper à la pauvreté. Les personnes qui pensent que la pauvreté est due à l'injustice sociale ont tendance à croire que s'en sortir est improbable. Si l'on pense que la pauvreté est surmontable, on tend à blâmer l'individu. Le positionnement sur la nature de la pauvreté influence les explications, comme le montre le graphique 136.

En 2000, nous observons cette même corrélation et un peu plus forte qu'en 1998. Ensuite, nous trouvons une corrélation à la situation du pays. Ceux qui voient la situation du pays se dégrader attribuent plus souvent la pauvreté aux causes externes. Il en va de même pour ceux qui trouvent que le pays était en train de régresser. Enfin, ceux qui se disent sans revenus suffisants sont aussi du côté des explications externes de la pauvreté. Cela reflète leur situation économique personnelle (Voir tableau 137 et graphique 138). Après la crise, les enquêtés ont tendance à moins blâmer les pauvres pour la situation économique difficile. Cela a été observé dans d'autres études (Paugam & Selz, 2005 ; Kluegel & Smith, 1986 ; Giuliano & Spilimbergo, 2009 ; Blekesaune, 2007).

En 2007, nous observons à nouveau la première corrélation. Ceux qui pensent qu'il est possible de vaincre la pauvreté, de la même façon que les dernières années, choisissent les explications internes. Si l'on considère la pauvreté comme une condition permanente ou temporaire, cela affecte notre choix d'explication. Cette question sur les chances suivait celle des causes, ce qui peut avoir renforcé leur association. En 2007, nous observons également d'autres associations, principalement avec d'autres croyances. Ceux qui soutiennent l'attribution interne pensent que la richesse est justement distribuée, que l'économie capitaliste est la meilleure pour le pays et qu'il est possible de naître pauvre et de mourir riche. L'enquête portait sur des questions sociales, ce qui a probablement favorisé la cohérence dans les opinions des répondants. Les résultats sont présentés dans le tableau 139 et le graphique 140.

Enfin, nous avons recodé et calculé la corrélation à la croyance sur les chances de surmonter la pauvreté (Tableau 141) pour les trois années, en prenant la moyenne de chaque année. Leurs liens ont été statistiquement significatifs (Tableaux 142 et 143).

En Colombie, les croyances sur les causes de la pauvreté sont influencées par la perception de sa nature. Certaines personnes la considèrent comme un phénomène transitoire et surmontable, tandis que d'autres la perçoivent comme permanente et insurmontable. Cette division suggère que ceux qui attribuent l'injustice à la pauvreté la perçoivent comme un

obstacle difficile à surmonter. Ils adopteront un point de vue fataliste dans ce sens, alors que ceux qui choisissent les explications internes seront plus optimistes.

Nous passons à l'enquête LAPOP, qui a demandé la raison de la pauvreté des personnes noires et, dans la dernière version, des personnes « à la peau plus foncée ». En 2010, l'attribution interne est liée aux personnes qui pensent que les inégalités sont positives, car elles incitent les pauvres à travailler plus. Elle est aussi associée à celles qui s'opposent à l'égalité des revenus et enfin aux employées, qui, en comparaison des inactifs, culpabilisent plus souvent les pauvres (Tableau 144). Ensuite, en 2011, nous repérons des associations à l'âge et à la race déclarée. Cette année, ceux qui préfèrent les explications internes et blâment les populations afro-descendantes sont majoritairement des personnes âgées s'identifiant comme blanches. Voir tableau 145 et graphique 146.

Les résultats de 2012 proposent seulement deux options de réponse, l'explication culturaliste et celle sur l'injustice. Nous avons effectué des calculs et nous avons observé des corrélations. Elles concernent les revenus subjectifs, l'idéologie déclarée, l'âge, les attitudes, le désir d'égalisation des revenus et le fait de soutenir l'intervention de l'État pour réduire l'écart entre riches et pauvres (Tableau 147). Les personnes qui ont choisi l'explication par la culture dans l'échantillon sont majoritairement âgées. Elles sont plus à droite et avaient perdu des revenus la dernière année. Elles sont opposées à l'égalisation des revenus et ne veulent pas que l'État s'implique dans la réduction de l'écart entre riches et pauvres. Nous y voyons le profil qui naturalise la condition des personnes pauvres, racialement marquées. Enfin, le soutien à l'intervention de l'État et les revenus subjectifs constituent les variables les plus significatives. Nous avons ensuite regroupé les variables pour ces trois années. L'âge s'est révélé être la variable la plus significative. Les personnes âgées ont tendance à blâmer les Afro-descendants pour leur pauvreté. Voir tableau 148 et graphique 149.

En somme, de 1998 à 2007, les explications de la pauvreté étaient principalement influencées par des croyances sur sa nature et des opinions sur les inégalités. Cependant, une corrélation entre pauvreté et race a été observée chez les personnes âgées, qui culpabilisent les Afro-descendants de leur pauvreté et adoptent l'explication culturaliste.

Enfin, pour évaluer l'influence de la conjoncture, nous avons analysé les liens entre les conditions macro-économiques, les indices de pauvreté et l'explication externe de la pauvreté. Nous avons comparé le pourcentage d'explications attribuées aux facteurs externes au taux de

croissance du PIB et aux indices de pauvreté monétaire. Nous l'avons fait pour les périodes 1998-2007, 1998-2012 et 2010-2012. Voir le tableau 150 pour les détails.

Nous constatons des liens significatifs entre l'attribution externe de la pauvreté, le PIB et le taux de pauvreté monétaire. De plus, les tendances des variables sont similaires (Tableau 151). Entre 1998 et 2012, l'attribution externe a augmenté, alors que le PIB diminuait ou stagnait. Il y a eu une corrélation positive avec la pauvreté monétaire, ce qui signifie que son augmentation était associée à une hausse de l'attribution externe. En 1998, année de crise, il y a eu le plus d'explications externes. Cela peut être interprété comme une augmentation de l'empathie en période difficile. Cependant, nous avons peu d'observations, mais elles confirment l'intensité de la liaison pendant cette période.

En conclusion, les facteurs externes sont les plus importants chaque année, ce qui montre que les Colombiens ne blâment pas seulement les personnes les plus pauvres pour leur situation. Effectivement, cette société reconnaît l'influence de la structure, comme les injustices et les circonstances, sur la pauvreté. La croyance sur la nature de la pauvreté est la variable qui influence le plus cette tendance. Si nous percevons celle-ci comme un phénomène durable et difficilement surmontable ou bien comme une situation transitoire, tel que l'ont suggéré d'autres recherches (Barrientos & Neff, 2011). Ensuite, les conditions objectives, comme les changements du PIB et de l'indice de pauvreté monétaire, semblent influencer les explications de la pauvreté. Les causes externes ont augmenté en raison d'un ralentissement économique. Malheureusement, il n'est pas possible de comparer l'évolution de l'attribution interne entre 1998 et 2007 à des données plus récentes pour évaluer si cette tendance s'est poursuivie.

6. Croyances sur la pauvreté associées aux inégalités.

En examinant divers sondages, nous avons découvert plusieurs types de questions abordant le lien entre pauvreté et inégalités. Nous allons brièvement présenter ici les résultats de deux questions clés. En premier lieu, l'opinion sur la répartition de la richesse dans le pays. En deuxième lieu, une question qui suscite la controverse, puisqu'elle suggère que les inégalités stimulent l'effort des pauvres.

a) Perception d'injustice dans la distribution des revenus.

Dans le sondage Latino-barometro, on a demandé aux enquêtés : *Dans quelle mesure pensez-vous que la répartition des revenus est équitable (juste) en Colombie ?* Les options de réponse s'offrent dans une échelle qui va du « très injuste » au « très juste ». Cela nous permet d'évaluer les conceptions de justice d'après la répartition de revenus nationaux. Cette question

est posée pour la plupart des années. En général, la répartition des revenus est évaluée injuste. Ils sont au moins 75 % à le penser, une tendance que nous pouvons observer.

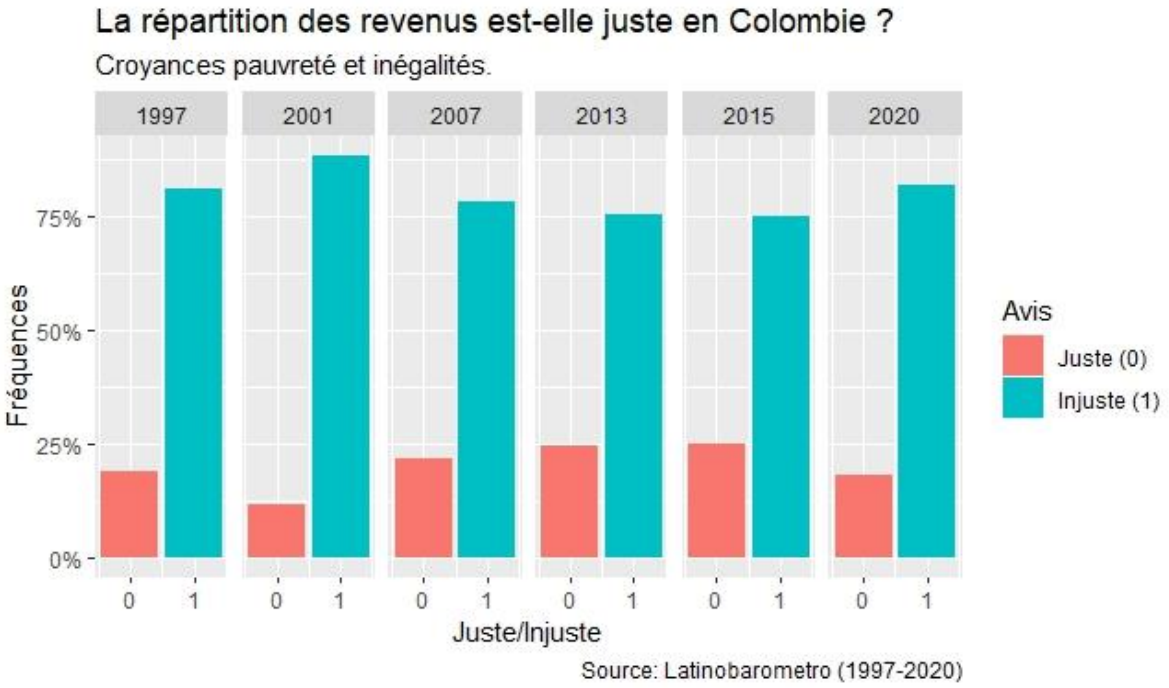


Illustration 10. Perception de justice des revenus en Colombie (1997-2020).

Nous avons ensuite analysé les données de l'année 2020, celle de la crise économique causée par la pandémie de la COVID-19. 82 % des personnes ont trouvé injuste la répartition des ressources, dont 30 % l'ont qualifiée de « très injuste ». Il s'agit de la plus forte proportion enregistrée depuis le début du nouveau millénaire.

En poursuivant le traitement, nous n'avons trouvé aucune corrélation entre les variables socio-démographiques et celles attestant du statut SES des enquêtés. Cela signifie que les profils sont diversifiés en termes de statut et d'origine socio-économiques. Nous avons toutefois observé trois variables subjectives et d'attitude. La plus corrélée fut celle demandant si l'on pense que le pays est gouverné par des groupes puissants ou pour le bien-être général. Il y a une corrélation négative : ceux qui croient que la richesse est mal répartie pensent que le pays est dirigé par des groupes influents. Ensuite, une corrélation existe avec les personnes qui pensent que les plus démunis en Colombie ne bénéficient d'aucune garantie ni de chance. Les personnes qui estiment que les ressources sont mal distribuées doutent de l'égalité des droits, de la liberté et des chances. Enfin, nous avons constaté une corrélation plus faible en ce qui concerne la satisfaction dans la vie. Les personnes les plus satisfaites ont observé moins d'injustice dans la répartition des revenus. Voir tableau 152 et graphique 153 de l'annexe pour les détails. Ensuite, les calculs de régression ont confirmé la corrélation entre variables (Tableau 154).

En résumé, la plupart des enquêtés se perçoivent comme faisant partie d'une société injuste où les plus démunis ne bénéficient pas de protections adéquates. L'hypothèse d'un lien entre le statut socio-économique et la prise de conscience des inégalités de revenu n'est pas étayée. En effet, les personnes occupant diverses positions sociales ont en commun le refus des inégalités et la reconnaissance de la situation défavorable vécue par les plus démunis. Autrement dit, ils croient en un État dominé par les puissants, qui ne vient pas en aide aux plus pauvres. Cette image peut contribuer à leur insatisfaction dans la vie. Des études ont mis en évidence le lien entre la perception des inégalités et la confiance en autrui (Knell & Stix, 2017).

b) **Les inégalités incitent les personnes à faible revenu à travailler plus.**

Nous avons sélectionné cette interrogation, car elle met à l'épreuve une affirmation controversée susceptible de susciter une réaction. Poser directement aux enquêtés la question de la fonctionnalité des inégalités révèle les partisans de l'argument selon lequel *« il est bon qu'il y ait des inégalités, afin que les plus pauvres fassent plus d'efforts* ». Entre 2010 et 2013, l'enquête Latino-barometro a posé cette question et nous observons une tendance stable. Environ un tiers des personnes interrogées sont d'accord avec l'énoncé à différents degrés. En 2010, 36 % de l'échantillon étaient d'accord, comparativement à 31 % en 2013 (Graphique 155). Cette question met en évidence une partie de la société qui attend des efforts constants des pauvres, et qui considère les inégalités comme fonctionnelles, voire bénéfiques. On peut supposer que ce sont les mêmes personnes qui ne perçoivent aucune injustice dans la distribution des revenus.

Nous avons examiné les personnes qui appuyaient cette déclaration. En premier, nous trouvons une signifiance pour toutes les années avec une autre croyance, celle selon laquelle « *des riches et des pauvres, il y en aura toujours et cela ne peut pas changer* ». En effet, celles et ceux qui soutiennent que les inégalités sont avantageuses pour les personnes les moins fortunées perçoivent la société comme stable et divisée en deux groupes distincts, ce qui laisse place à un certain fatalisme. De plus, cette affirmation est également liée à celles et ceux qui voudraient avoir une teinte de peau un peu plus claire. À partir de ces informations, nous comprenons mieux le groupe qui a jugé normal les inégalités et qui défend le *statu quo*. Ce profil correspond à celui des personnes ayant intégré la pauvreté comme condition normale (Graphique 156 et Tableau 157).

En 2010, nous observons des corrélations intéressantes, consignées dans le tableau 158. D'abord, une corrélation négative entre les années de scolarisation et le revenu objectif déclaré révèle que ces personnes sont les moins éduquées et les moins aisées de l'échantillon. Cette

année-là, on observe également une corrélation avec les personnes faisant davantage confiance à la police. Ce sont aussi les personnes qui voudraient blanchir leur teint. Nous y voyons plus clairement le profil des personnes qui, même si elles ne bénéficient pas d'un statut privilégié, appuient les institutions, en véhiculant l'empreinte historique d'une société racialisée. Finalement, leurs attitudes sont marquées par une préférence pour les causes internes de la pauvreté, une croyance selon laquelle le gouvernement s'occupe trop de la lutte contre la pauvreté et une conviction que les revenus devraient rester inégaux. En définitive, cette année-là a révélé un individu qui a intégré les principes de la hiérarchie et justifie le sort des plus démunis. Il semble cohérent quant à leurs croyances et leurs opinions sur les inégalités.

7. Revenu juste pour les 20 % les plus pauvres.

Dans la section 1.3, nous avons examiné les revenus attribués au quintile de revenu le plus pauvre. Nous allons maintenant examiner la question subséquente, qui consiste à demander les revenus désirés pour ceux-ci, une question posée dans le Latino-barometro dans sa version de 2020. Cette information nous donne une idée du niveau de justice perçu, d'après l'écart entre les deux montants. L'exercice proposé : « *Imaginez maintenant que vous puissiez décider de la part de ces 100, ce que chaque groupe devrait avoir. Quelle part souhaiteriez-vous qu'ils aient ? Le premier groupe : le plus pauvre* ».

La méthode sera la même que pour les questions précédentes, mais nous allons poursuivre la réflexion sur l'injustice en calculant un indice d'injustice sociale à partir des revenus perçus et désirés. Nous effectuerons également une analyse comparative qui nous permettra de situer le cas colombien dans la région.

Nous allons d'abord analyser la tendance (Tableau 159). En moyenne, les Colombiens souhaitent que les plus pauvres reçoivent 32,6 des 100 représentant le revenu total. La réponse médiane est de 20. Contrairement aux revenus perçus, où la moyenne était de 13 et la médiane de 10. Tous les participants ont répondu et la plupart veulent que les pauvres gagnent deux à trois fois le revenu attribué. Selon l'illustration 8 de la section 1.3, les personnes les plus pauvres devraient recevoir la majeure partie des revenus. Les données s'étendent jusqu'à 100, ce qui suggère que certains idéalistes souhaitent que les pauvres obtiennent tous les revenus. La distribution montre que 75 % des réponses sont inférieures à 43,5. Le premier quartile est de 20 et correspond à la médiane. En excluant les valeurs extrêmes, la moyenne serait de 22,3. Le calcul les identifie à partir du revenu attribué de 75, comme le montrent les graphiques 160, 161 et 162 de l'annexe.

Nous étudions le profil de ceux qui souhaitent augmenter les revenus des personnes à faible revenu. Les corrélations révèlent des liens avec les revenus actuels et souhaités des pauvres, ainsi qu'avec ceux des autres quintiles. Ceux qui souhaitent une augmentation des revenus pour les plus pauvres sont favorables à une baisse des revenus pour les autres quintiles, en particulier les troisième, quatrième et cinquième. Cela est démontré par le tableau 163 et le graphique 164.

Nous avons remarqué des corrélations moins fortes, mais intéressantes, qui ont clarifié certains aspects. Tout d'abord, il y a une relation entre le niveau d'éducation et la position subjective. Les personnes ayant un niveau d'éducation inférieur et se situant près du bas de l'échelle (1 à 10) souhaitent plus de revenus pour les plus pauvres. Nous avons observé ensuite que ceux qui désirent plus de revenus sont le plus souvent les femmes, les personnes sans voiture et celles qui préfèrent l'assistance monétaire. Puis, nous observons les personnes que l'enquêteur a qualifié comme vivant dans la pauvreté d'après son observation lors de sa visite. Nous observons ces indices dans le tableau 165 et le graphique 166 de l'annexe.

Enfin, dans les attitudes, ceux qui désirent plus de revenus sont le plus souvent peu intéressés par la politique et indifférents à la démocratie. De ces calculs, nous retenons le résultat selon lequel les femmes et les personnes dont le statut et le capital socio-économique sont plus bas souhaitent le plus que les plus pauvres aient des revenus plus élevés. Dans ce cas, la théorie de l'intérêt est satisfaite, mais aussi celle de l'*underdog*. Ceux qui se trouvent dans une position défavorable, selon différents critères, veulent plus de justice sociale.

Nous avons ensuite comparé trois modèles de régression avec les variables corrélées. Le modèle qui explique le plus la variance est celui qui tient compte des revenus désirés des autres quintiles de revenu (Tableau 167). De sorte que le revenu estimé juste pour le quintile le plus pauvre dépend de l'estimation juste pour les autres quintiles. Demander plus de revenus pour les plus pauvres, revient à en demander moins pour les autres.

a) **Indice de justice d'après les revenus des pauvres.**

Nous allons maintenant analyser la magnitude de l'injustice sociale perçue par les enquêtés en Colombie. Pour ce faire, nous allons comparer leur perception de la situation des pauvres avec leur estimation de la situation idéale (Graphique 168). Pour cela, nous calculons un indice d'injustice sociale qui nous permet d'étudier le rapport entre revenu désiré et revenu perçu. En premier, nous avons calculé combien de personnes voyaient de l'injustice. Le but était de connaître le nombre de personnes qui désirent plus de revenus pour les pauvres. Dans

le graphique 169, nous observons cette distribution. Parmi les 1 200 répondants, et après avoir écarté ceux qui n'ont pas répondu à l'une de deux questions, 82 % de l'échantillon trouvent injustes les revenus que possèdent, selon eux, les plus pauvres.

Poursuivant le traitement des données, nous observons, en premier, que les enquêtés qui croient à une injustice pensent que les pauvres gagnent peu d'argent et qu'ils désirent plus de revenus. Ils croient que le quintile le plus riche possède des revenus excessifs. En deuxième lieu, le reste des corrélations nous dévoilent plusieurs choses. Ceux qui perçoivent le plus d'injustice sont : les plus éduqués ; ceux qui ne sont pas satisfaits de la démocratie ; ceux qui positionnent le mieux leurs parents, donc ayant des parents aisés ; et ceux qui pensent que les chances et la solidarité vis-à-vis des pauvres ne sont pas garanties en Colombie. Et enfin, ceux qui préfèrent assister les pauvres à travers l'accès à la santé et à l'éducation (Tableau 170).

Une fois ces calculs réalisés, nous avons cherché à différencier la magnitude de l'injustice perçue. Nous voyons des cas où l'on estime de grandes injustices, par exemple entre un revenu perçu très bas des pauvres et le souhait que celui-ci triple. D'autres, en revanche, pensent que les pauvres ont déjà beaucoup et ne devraient pas avoir plus. Nous avons cherché ce qui l'expliquait.

Nous avons créé un indice pour mesurer l'injustice. Pour ce faire, nous avons utilisé le logarithme pour réduire les écarts entre les observations. Cela nous permet de savoir combien de fois les revenus désirés représentent le revenu perçu. La formule appliquée est la suivante :

$$IdxJ = \log\left(\frac{RevDésirés}{RevPerçus}\right)$$

Illustration 11. Formule. Indice de perception de l'injustice sociale.

Nous avons ainsi attribué un indice pour chaque observation de l'enquête. Dans le graphique suivant, nous observons la distribution des résultats. À partir du point zéro, qui représente l'égalité des revenus perçus et désirés, ou la conformité, nous trouvons les résultats qui trouvent injuste la répartition de revenus. Dans la distribution nous observons deux cas. Il y a des personnes qui trouvent très injuste la répartition des revenus aux pauvres (5) et d'autres, qui en revanche, les trouvent très juste (-5)[137]. Or, si la plupart trouvent injuste la répartition sur

[137] Nous avons recodé à 1 les observations qui voulaient que les pauvres aient 0 du revenu total afin de permettre les calculs. Elles ont fini par avoir la valeur maximale de –5 qui dénote une croyance dans une répartition très équitable en faveur des pauvres. Autrement, ils se montraient moins infinis.

la base des revenus des pauvres, il y a ceux qui perçoivent que l'injustice a une magnitude plus importante. Nous les imaginons éprouvant plus d'insatisfaction devant les inégalités.

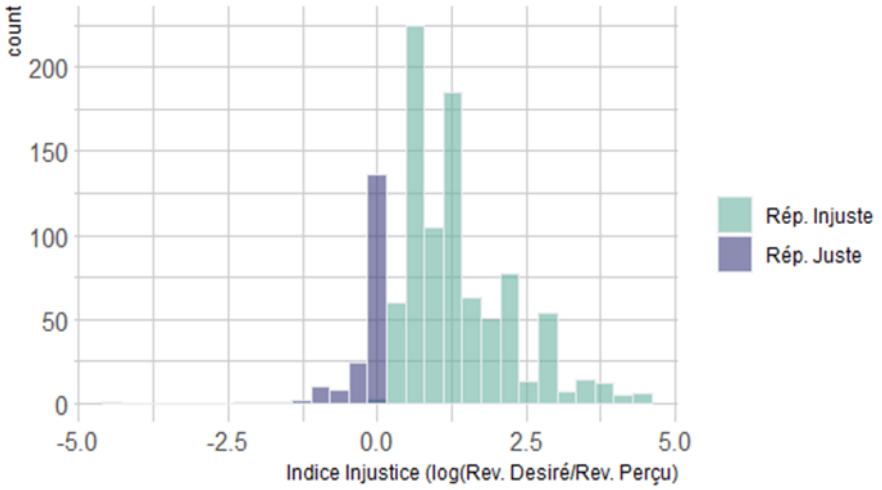


Illustration 12. Indice d'injustice conçu d'après les revenus estimés des plus pauvres.

Nous avons ensuite effectué les calculs nécessaires pour identifier des corrélations significatives expliquant des tendances. Outre les variables composant l'indice, nous avons constaté des corrélations avec les années d'études, l'opinion sur l'évolution du pays, l'avis sur son progrès récent et certaines convictions. Celles-ci incluent la croyance que, dans ce pays, les droits et opportunités des personnes défavorisées sont respectés, le degré de tolérance pour les inégalités, ainsi que la préférence pour soutenir les démunis par le biais des services publics. Dans le tableau 171, nous observons la matrice des corrélations. Ceux qui observent les plus hauts niveaux d'injustices sont : les plus éduqués ; ceux qui considèrent que la situation du pays va mal et même qu'elle est en train de régresser ; ceux qui voient les droits des pauvres non garantis ; et ceux qui trouvent inacceptables les inégalités dans le pays.

En tenant compte de cela, nous avons testé trois modèles de régression, observables dans le tableau 172. Nous avons choisi le modèle 3 pour la signifiance des valeurs *P* des variables et le R carré. Ceci confirme la liaison de l'indice, au-delà des deux variables sur les autres quintiles, à l'acceptation déclarée des inégalités. Les plus hauts indices d'injustice correspondent pour la plupart à des personnes qui trouvent les inégalités inacceptables. Les autres variables sont moins significatives, ce qui suggère que la perception de l'injustice et les croyances concernant la place des personnes les plus pauvres dépendent principalement de l'attitude individuelle envers les inégalités. Toutefois, l'éducation reste un facteur corrélé, indiquant qu'il ne suffit pas d'être instruit, mais également d'adopter une position intolérante envers les inégalités touchant les plus démunis.

b) **L’aspiration à la justice dans la région d’Amérique latine.**

Nous avons continué nos analyses comparatives pour positionner le cas colombien dans la région et avoir une vue d’ensemble de la perception de l’injustice sociale. Globalement, nous remarquons un désir de justice sociale. Les personnes interrogées souhaitent que le quintile le plus pauvre ait un revenu plus élevé, ce qui peut parfois dépasser les 20 (des 100 hypothétiques à répartir) qui correspondraient au quintile. Dans la région, le revenu moyen jugé équitable est de 34,7, tandis que la médiane est de 21. Cela montre l’aspiration à une plus grande équité pour les personnes défavorisées, mais aussi un écart entre les attentes et la réalité.

Nous constatons que le Panama, avec une moyenne de 45 de revenu pour les plus démunis, est le pays qui en demande le plus. À l’opposé, l’Uruguay, avec seulement 25, se trouve à la dernière place. La Colombie, avec 32, occupe la neuvième position parmi les pays qui réclament la plus grande redistribution. Par conséquent, il ne s’agit pas du pays demandant la redistribution la plus importante. Les médianes montrent que la plupart des pays souhaitent un revenu de 20 pour les plus pauvres, voire une répartition équitable du revenu. Ces données sont visibles dans le tableau 173.

Nous avons par la suite effectué une analyse de *clusters* regroupant les cas par similitude. Nous observons trois groupes. Nous avons appelé le premier les *« assoiffés de justice sociale »*. Il comprend le Panama, le Pérou et le Venezuela. Ils semblent vouloir attribuer suffisamment aux pauvres suffisamment pour les situer dans les classes moyennes. Nous avons nommé le deuxième groupe les *« réclamants de justice sociale »*. Ils réclament un peu moins que le premier groupe, mais ils désirent des revenus de plus de 30, une sorte de justice réparatrice à travers les revenus. Ce groupe est constitué du Costa Rica, de la Colombie, de la République dominicaine (RD), du Mexique, de l’Équateur, du Brésil et de la Bolivie. Enfin, nous trouvons un groupe qui demande que les pauvres reçoivent ce qui leur est dû, c’est-à-dire les 20 auxquels ils auraient droit dans une société égalitaire. Les « *justes* » sont l’Argentine, le Chili et l’Uruguay. Le graphique 174 montre le regroupement selon le revenu idéal.

En deuxième, nous avons comparé la magnitude de leur appel de justice sociale en comparant les écarts entre les deux résultats et en nous basant sur la formule exposée. Les pays où l’appel à la justice sociale est le plus fort sont le Venezuela, le Chili et l’Équateur. L’écart entre les revenus perçus et les revenus idéaux y est important. À l’inverse, les écarts sont moins marqués en Bolivie, en RD et au Mexique.

Dans le graphique 175, nous observons trois groupes, la Bolivie étant classée seule. Si les Boliviens pensent que les pauvres ont 35 et désirent pour eux 39 du revenu total, l'écart entre ces deux montants les situe comme le pays où l'on voit le moins d'injustice sociale. La Bolivie serait le cas du *légèrement satisfait*. Ensuite, selon l'intensité de leur insatisfaction, nous identifions deux groupes supplémentaires. Le premier groupe, composé de la RD, du Mexique, de l'Uruguay, de l'Argentine, du Brésil et du Panama, voit les revenus désirés représentant le double de ceux perçus. Il est le groupe *insatisfait*. En dernier, nous trouvons le groupe qui est *très insatisfait*. Ceux-ci exigent un peu plus de trois fois du revenu perçu. Il regroupe le Venezuela, le Chili, l'Équateur, le Pérou, la Colombie et le Costa Rica.

Nous effectuons une dernière analyse de *clusters* en considérant les revenus perçus, désirés (moyennes et médianes) et l'indice de justice sociale. Les résultats montrent un regroupement optimal en quatre groupes, comme illustré ci-dessous.

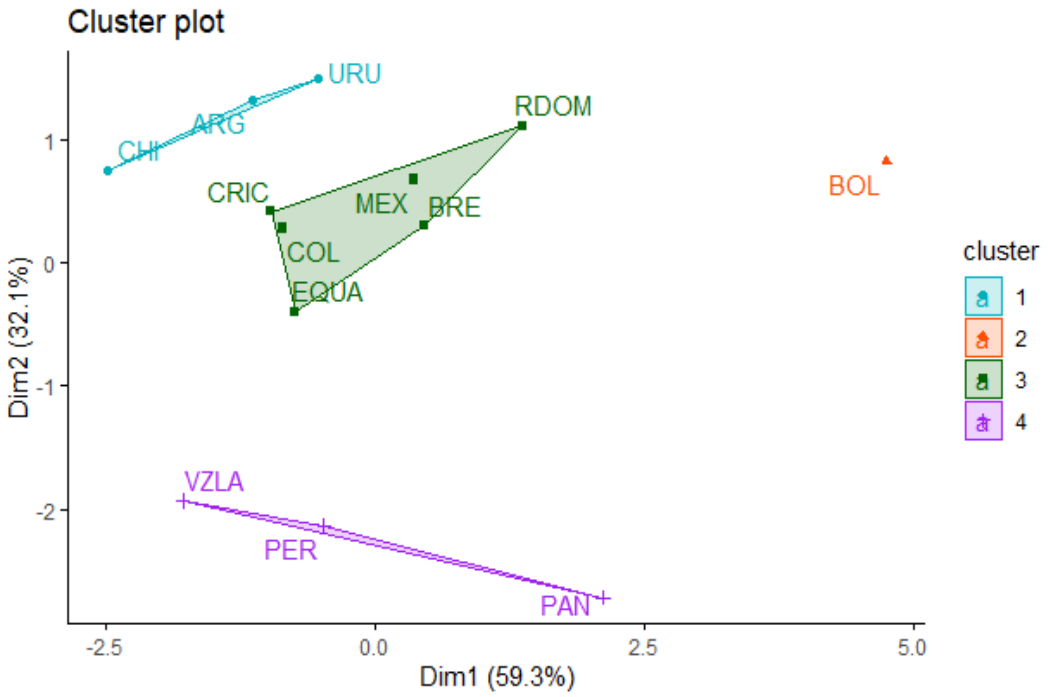


Illustration 13. Indice d'injustice. Analyse des clusters des pays d'Amérique latine.

La première dimension dans l'axe X semble regrouper les résultats des revenus perçus. Celle-ci explique le 59,3 % du résultat. Elle va des pays idéalistes, comme la Bolivie et le Panama (la moyenne du revenu perçu étant de 34,5 et 21 respectivement), aux pays les plus réalistes. Le Chili, par exemple, attribue aux plus pauvres 9,5 du total des revenus. L'axe Y semble regrouper les revenus désirés des plus pauvres. L'Uruguay étant celui qui désire le

moins à 25 et le Panama, celui qui désire le plus à 45. Nous assumons que les 9 % restants sont expliqués par les indices de justice sociale qui donne lieu à d'autres positions.

Nous observons quatre groupes de pays. Le premier est celui des *optimistes légèrement satisfaits*. La Bolivie est le pays de la région où le désir de justice sociale est le plus faible. Celui-ci serait le pays le plus idéaliste, mais satisfait de tous. Ensuite, nous trouvons le groupe *idéaliste insatisfait*. Les pays de ce groupe demandent le plus pour les pauvres, presque le double qui correspondrait au quintile le plus pauvre. Leur revenu désiré arrive presque à 40 sur 100. Ils sont idéalistes dans leur demande de redistribution, mais à la différence du premier groupe, ils ne sont pas satisfaits. Leur écart entre les revenus perçus et les revenus idéaux est très grand. Ils perçoivent trop d'injustice sociale. Ce sont le Venezuela, le Pérou et le Panama. Par la suite, nous trouvons le groupe des *réalistes insatisfaits*, lequel perçoit des revenus plus proches de la réalité. S'ils pensent que les pauvres méritent au moins le double de ce qu'ils ont, ils sont plus conscients de la distribution du revenu national. La moyenne des revenus perçus est de 8, tandis que la moyenne des demandes de répartition est de 26. Les pays du Sud (Chili, Argentine, Uruguay) sont concernés. Le Chili est celui qui perçoit le plus d'injustice sociale.

Le dernier groupe est entre les deux derniers. Ils sont mécontents et demandent davantage de ressources pour les démunis. Contrairement aux deux groupes précédents, ils ont une perception gonflée du véritable niveau de vie des pauvres. Bien qu'ils soient moins idéalistes, leur connaissance des disparités n'est pas réaliste. Ils demandent autour de 34 sur 100 pour les plus pauvres, leur médiane des revenus désirés est à 20. Ce sont le Costa Rica, la Colombie, le Mexique, le Brésil, l'Équateur et la RD.

La Colombie est ainsi dans un groupe qui réclame plus de justice sociale dans les revenus des plus pauvres. Et parmi ceux-ci, c'est le troisième à réclamer plus de justice. Selon cette classification, nous pourrions proposer comme hypothèse que les *réalistes insatisfaits* seront les plus à même de voir leurs citoyens se prononcer face aux injustices sociales. Cela suppose que les données sur les inégalités peuvent susciter des réactions et des mouvements de protestation, ce qui a été contesté par certaines expériences sociales (Trump, 2018). Toutefois, nous constatons une région où les individus sont conscients des inégalités, les trouvent injustes et semblent favorables à une redistribution des richesses.

8. Conclusion de la section « croyances ».

Dans cette section, les enquêtes d'opinion nous ont permis de connaître la manière dont les Colombiens expliquent la pauvreté, leur perception du lien entre celle-ci et les inégalités, et

finalement, leur conception de la justice sociale. Bien que nous soyons dans un contexte d'écarts prononcés, la majorité des Colombiens ne blâment pas les individus ou leurs comportements pour la pauvreté. Ils l'attribuent plutôt aux injustices sociales et aux circonstances. Néanmoins, ils perçoivent avec scepticisme la capacité des démunis à s'élever au-dessus de leur condition. Il semble y avoir une acceptation implicite d'une société structurée selon une hiérarchie, où règne un antagonisme entre riches et pauvres. Certains l'acceptent avec résignation, tandis que d'autres souhaiteraient voir les inégalités, reconnues comme élevées, diminuer. Ils désirent que les plus démunis, qui ne reçoivent pas ce qu'ils méritent, obtiennent une part plus importante des revenus globaux.

Toutefois, dans les résultats, nous observons également ce groupe minoritaire, mais non négligeable, en désaccord avec l'image que nous venons de décrire. Ils culpabilisent les pauvres pour leur sort et leur situation. Ils voient dans la pauvreté des personnes afro-descendantes une culture de la pauvreté qui refuse le changement. On observe ici des pistes d'un fatalisme acceptant la structure sociale actuelle, caractérisée par de profonds écarts de richesse. En revanche, d'autres se pensent dans une société mobile où il est possible de surmonter la pauvreté, mais avec beaucoup d'efforts. Ils partagent la conviction que les inégalités sont nécessaires au fonctionnement du système, car, sans elles, les pauvres ne seraient pas motivés. Certains pensent que les pauvres peuvent grimper dans l'échelle sociale, d'autres, moins optimistes, en doutent. En tout cas, on peut postuler que ceux qui trouvent acceptables les inégalités pensent aussi que les pauvres reçoivent déjà assez du revenu national.

Le traitement entrepris n'est pas une question de catégorisation en groupes, mais plutôt d'observation de schémas dans la manière dont les sujets sont abordés. Il serait hasardeux de prétendre qu'une classe socio-économique donnée partage une vision du monde uniforme. Bien que certains facteurs individuels soient pertinents, les croyances qu'une personne partage ainsi que son point de vue sur les inégalités jouent également un rôle clé. En effet, il semble que le principe de l'illumination soit applicable dans ce contexte. Effectivement, l'éducation a été déterminante en contredisant l'hypothèse du culturalisme et en remettant en question l'idée selon laquelle les inégalités seraient justifiées. De fait, les personnes les plus instruites ont perçu un niveau accru d'iniquité sociale en fonction des revenus des pauvres. Nous verrons si cette variable est toujours importante lorsqu'il sera question d'analyser les préférences.

III — PREFERENCES CONCERNANT LA PAUVRETE ET LA REDISTRIBUTION.

Nous avons constaté que la plupart des personnes sondées pensent que la richesse est inégalement répartie en Colombie. Nous chercherons à savoir quelles sont leurs préférences pour une redistribution en faveur des plus pauvres. Les questions que nous examinerons ont permis aux personnes interrogées d'envisager des mesures spécifiques et de se projeter dans une situation hypothétique.

Les préférences peuvent être considérées comme l'effet des institutions ou la cause des demandes citoyennes. Il est difficile de déterminer le lien de causalité (Janmaat, 2013). On part du principe que les préférences sont des interventions potentielles. Elles peuvent devenir une politique, un programme, un projet ou une action pour lutter contre la pauvreté, que ce soit dans le domaine social, de l'assistance sociale ou d'un projet ponctuel. Nous cherchons à comprendre les préférences de la population colombienne, les réactions sociales potentielles à des programmes ainsi que les profils qui approuvent ou rejettent les interventions.

Selon la théorie de l'illumination, les personnes les plus éduquées ont tendance à exiger plus d'actions. Selon la théorie de l'intérêt, ce sont celles qui font face à des situations injustes. Nous allons les tester et chercherons aussi à dialoguer avec les résultats partiels. De fait, suivant la tendance structuraliste des explications de la pauvreté, nous pourrions penser au soutien des politiques redistributives qui transfèrent des ressources aux plus pauvres.

Pour ce faire, nous traiterons trois questions clés. Tout d'abord, l'impact des programmes de transferts conditionnels (PTC) sur la prétendue paresse des bénéficiaires, une question posée en 2012. Elle nous permettra de connaître l'opinion sur le type d'assistance sociale la plus répandue en Amérique latine. Nous examinons ensuite les données de 2020 du Latino-barometro sur les préférences en matière d'aide. D'abord, six types d'aide sont proposés à choix multiples. Ensuite, il est demandé si l'aide doit être offerte gratuitement, partiellement ou avec des contreparties. Cela nous permet de dévoiler des préjugés sous-jacents aux types d'aide, sur la gratuité et l'effort des pauvres ou bien l'appropriation du *workfare*. Les réponses à ces trois questions donneront un aperçu des préférences colombiennes quant à l'aide aux personnes les plus démunies et leurs opinions sur les PTC.

Avant le traitement des questions, examinons d'autres tendances. De 2004 à 2013, la LCP a été régulièrement évaluée. L'approbation du gouvernement d'Alvaro Uribe (2002-2010) et de Juan Manuel Santos (2010-2014) est restée inférieure à 55 %. Elle a diminué pendant les dernières années d'Uribe et atteint 36 % pendant le premier mandat de Santos (Graphique 176).

Cela peut sembler contradictoire, car les données montrent une baisse significative de la pauvreté monétaire, passant de 47,4 % en 2004 à 30,6 % en 2013.

Malgré ce résultat, la plupart des Colombiens interrogés se disent favorables à la mise en œuvre par l'État de politiques « fermes » pour réduire les inégalités de revenus entre riches et pauvres[138]. Toutefois, en examinant de plus près cette tendance, nous avons constaté qu'entre 2008 et 2023, la moyenne de la réponse a penché vers le désaccord, faisant passer l'accord de 83 % en 2008 à 65 % en 2023. Dans le graphique 177, nous pouvons observer la tendance du soutien à l'énoncé. Ainsi, dans la période de consolidation des PTC, le nombre de personnes favorables à une intervention solide de la part de l'État semble avoir diminué. Nous confirmons ce résultat grâce à une enquête plus approfondie du DANE. 76 % des individus pensent que l'État doit réduire les inégalités de revenus entre riches et pauvres (DANE, 2022). Un tiers refuse son intervention, ce qui peut être dû à une aversion pour les impôts. De fait, nous avons trouvé une question sur la disposition à payer plus d'impôts en faveur des plus démunis[139]. Le désaccord est plus fréquent que l'accord, atteignant même le double de ce dernier pendant certaines périodes. Le graphique 178 montre une tendance générale stable. L'accord représente en moyenne 42 % de l'échantillon, avec des niveaux variés d'acceptation. Les individus sont partagés sur l'idée. Les personnes prêtes à payer des impôts en 2010 étaient celles qui étaient éduquées, jeunes et qui avaient un revenu suffisant. Cette observation souligne que, même si les Colombiens souhaitent une plus grande justice sociale, ils ne sont pas tous prêts à y contribuer financièrement. Selon une autre étude, les Colombiens veulent réduire les inégalités, mais ne s'accordent pas sur les moyens (García-Sánchez et al., 2022). Ils préfèrent taxer les riches plutôt que d'augmenter l'aide aux plus pauvres.

Enfin, 70 % des personnes interrogées dans l'enquête *Pulso Social* estiment qu'il faut aider ceux dont les revenus sont inférieurs au deuxième quintile. En effet, 19 % des répondants sont favorables jusqu'au premier décile, 19,4 % jusqu'au deuxième et 17,3 % jusqu'au troisième. Au-delà, l'acceptation diminue progressivement. Seulement 3 % souhaitent aider tout le monde, tandis que 1,9 % ne veulent aider personne. Le consensus se situe donc au premier décile de revenu, avec un taux d'approbation de 98 %.

[138] Chaque année, on demande aux participants de se positionner sur l'énoncé suivant : « l'État colombien doit adopter des mesures strictes pour réduire les inégalités de revenus entre les riches et les pauvres ». Une échelle de valeurs est proposée aux répondants.

[139] Elle demande « *seriez-vous prêt à payer plus d'impôts s'ils étaient utilisés pour donner plus à ceux qui en ont le plus besoin* » posée dans l'enquête LAPOP entre 2010 et 2014.

En résumé, la population colombienne s'accorde sur la nécessité de réduire les écarts de revenu entre riches et pauvres, et la plupart sur le devoir de l'État de mettre en œuvre des politiques « fermes » dans ce but. Or, elle n'est pas tant d'accord d'y contribuer à travers l'impôt, et pas non plus à « tout le monde ». Elle a également critiqué également la gestion de la lutte contre la pauvreté de 2008 à 2013. Cette section examinera donc de plus près les demandes de la population colombienne concernant la redistribution et les politiques publiques visant les personnes les plus défavorisées.

9. Les PTC génèrent de la paresse ?

Nous examinerons la seule question sur le soutien aux programmes de transferts monétaires conditionnels (PTC). Elle a été posée en 2012 à la moitié de l'échantillon. La question était la suivante : *certains disent que les personnes qui bénéficient de l'aide des programmes d'assistance sociale du gouvernement sont paresseuses. Dans quelle mesure êtes-vous d'accord ou en désaccord ?* On leur a proposé une échelle de 1 à 7 pour mesurer leur accord ou leur désaccord. Dans la distribution des données, nous observons un écart-type près de deux, ce qui veut dire que les données ne sont pas dispersées autour de la moyenne. Nous trouvons, en effet, trois concentrations : dans le désaccord, dans l'accord et dans la moitié, les neutres. Le moyenne à 3,74 montre une tendance à refuser l'énoncé. Dans le graphique suivant, nous observons la distribution des réponses données :

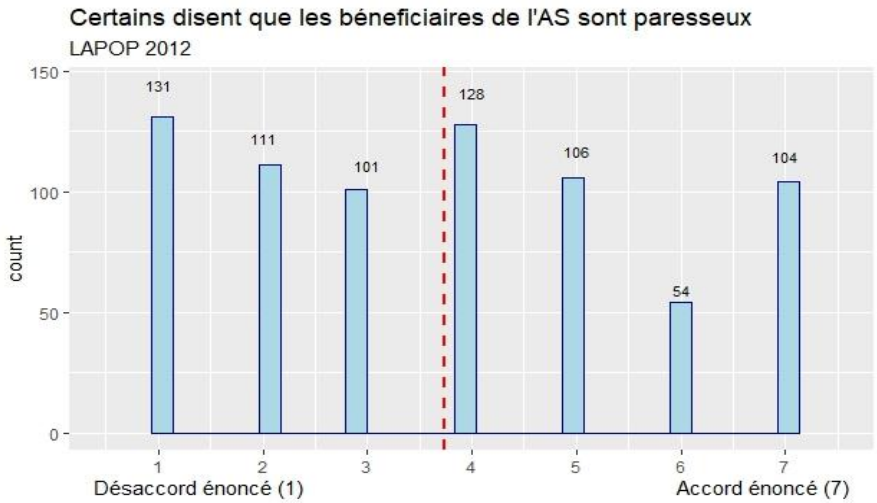


Illustration 14. Paresse des bénéficiaires : accord et désaccord. 2012. LAPOP.

Si les réponses penchent vers le désaccord, la partie qui est d'accord et celle qui ne se prononce pas, ne sont pas négligeables. Ensuite, nous avons calculé l'approbation de l'énoncé. Pour ce faire, nous avons effectué une mise en échelle des réponses de 0 à 1. L'approbation de l'énoncé arrive à 45,7 % à 95 % d'intervalle de confiance. La population est divisée sur la

question de qualifier les bénéficiaires des programmes de lutte contre la pauvreté de paresseux. Dans le rapport de 2012 du LAPOP (2013), 26 pays de la région, y compris les États-Unis et le Canada, ont été étudiés. Leurs résultats sont présentés dans l'annexe 179. Les pays qui soutiennent le plus l'énoncé sont l'Argentine, l'Uruguay, le Chili et le Venezuela. Les moins favorables sont la Guyane, Haïti, le Brésil et le Suriname. La Colombie est classée 16e dans l'accord, entre la Bolivie et les États-Unis.

Ces résultats remettent en question l'hypothèse selon laquelle les opinions des citoyens sont liées aux institutions sociales du pays. L'Argentine et l'Uruguay, qui ont des dépenses sociales élevées et des inégalités faibles, contrastent avec le Venezuela, qui était sous le régime de Hugo Chavez à l'époque. Alvarez-Rivadulla (2014) explique que, malgré l'extension des prestations sociales aux travailleurs urbains formels en Uruguay dans la deuxième moitié du XXe siècle, la libéralisation économique et le ciblage des politiques publiques dans les années 2000 ont finalement renforcé l'image négative d'un pauvre assisté, non méritant par rapport au travailleur. Au Venezuela, l'instrumentalisation populiste a exacerbé les divisions entre les classes sociales. En revanche, le Brésil, dans le groupe qui culpabilise le moins, nous fait penser au discours public de reconnaissance des populations afro-descendantes comme historiquement marginalisées (Bailey, 2009). De ce fait, même les élites reconnaissent les hautes inégalités (Reis, 1999).

La Colombie, dans ce classement, se trouve à mi-chemin. Les enquêtés ne culpabilisent pas autant, mais ne défendent pas trop non plus les allocataires. En 2012, les aides et les programmes comme *Familias en Accion* n'avaient pas l'importance qu'ils ont aujourd'hui. Nous approfondirons le cas colombien et passerons à l'analyse des déterminants du résultat.

Nous avons ensuite examiné la relation entre le résultat et plus de 40 variables, et avons identifié cinq corrélations significatives (Tableau 180). Bien qu'elles soient modérées, ces corrélations révèlent des tendances. La variable la plus corrélée au résultat est « être allocataire », ce qui pourrait expliquer la désapprobation de l'énoncé des bénéficiaires de l'aide sociale. Ensuite, nous observons des corrélations à la strate des services publics et à la classe subjective. La plus significative étant la dernière. En premier, le fait d'être classé dans une strate plus haute, ce qui indique un quartier urbain ou un bâtiment mieux doté, implique qu'on soit plus d'accord avec l'énoncé. En deuxième, les enquêtés qui se décrivent comme faisant partie d'une classe plus haute sont le plus souvent d'accord avec l'énoncé. Cela montre une relation entre les conditions de vie, la perception subjective et la position, contrairement aux revenus. Sur le niveau méso-analytique, nous observons une corrélation à la perception des bandes dans

le quartier de résidence. Ceux qui se disent affectés par celles-ci dans leurs quartiers sont plus souvent d'accord avec l'expression, ce qui nous renvoie à la sensation d'insécurité.

Enfin, nous observons des corrélations aux attitudes et aux pratiques. Ceux qui croient aux bénéficiaires paresseux manquent de confiance envers les institutions politiques et pensent que la police est corrompue. Ensuite, l'accord avec l'énoncé est positif chez ceux qui pensent que les inégalités encouragent les pauvres à travailler plus (section 6.b.). Enfin, les non-votants du premier tour de l'élection présidentielle de 2010 sont plus d'accord.

Les variables les plus significatives dans les résultats sont le statut de bénéficiaire d'allocations de l'État et la classe sociale subjective. Il est probable qu'une personne qui pense que les bénéficiaires sont paresseux ne soit pas elle-même bénéficiaire et se positionne dans les classes plus hautes. Dans le tableau 181, nous observons les coefficients qui le confirment. Cependant, si la valeur *P* indique des relations significatives au seuil de p<0,001, la valeur du R-carré n'est pas le suffisamment élevée.

En conclusion, nous avons observé une société divisée par rapport au fait de qualifier de paresseux les récipiendaires des programmes de lutte contre la pauvreté. Cela se voit dans le nombre de personnes qui restent neutres face à l'énoncé. Toutefois, dans une société à tendance structuraliste dans les explications (section 5), qui reconnaît les injustices de revenu auxquelles sont soumis les pauvres (section 6.a. et 7) et qui, de plus, demandent des actions de la part de l'État à ce sujet, le refus de l'énoncé semble timide. De fait, en Colombie, on culpabilise les allocataires autant qu'aux États-Unis, mais avec moins de possibilités de mobilité sociale. Blâmer les bénéficiaires de l'aide sociale et des PTC, est une idée possible dans le répertoire, nous verrons dans le prochain chapitre si elle se révèle dans les RSP.

10. Type d'aide préférée pour les pauvres.

Dans l'enquête Latino-barometro de 2020, la question S6NPN demandait aux enquêtés : « *Comment pensez-vous que le gouvernement devrait aider les plus pauvres, en leur donnant… ?* » L'enquêteur montre une carte avec différentes options et à choix multiple. Une série d'options étaient proposées, dont : 1. Argent, 2. Nourriture, 3. Travail, 4. Hébergement, 5. Accès à l'éducation et à la santé, 6. Accès aux services publics, 7. Service Internet, 8. Transport. Les réponses ont été codées séparément selon leur mention ou non. Nous les avons regroupées pour connaître les options les plus populaires. Le tableau 182 montre les résultats, représentés dans le graphique ci-dessous.

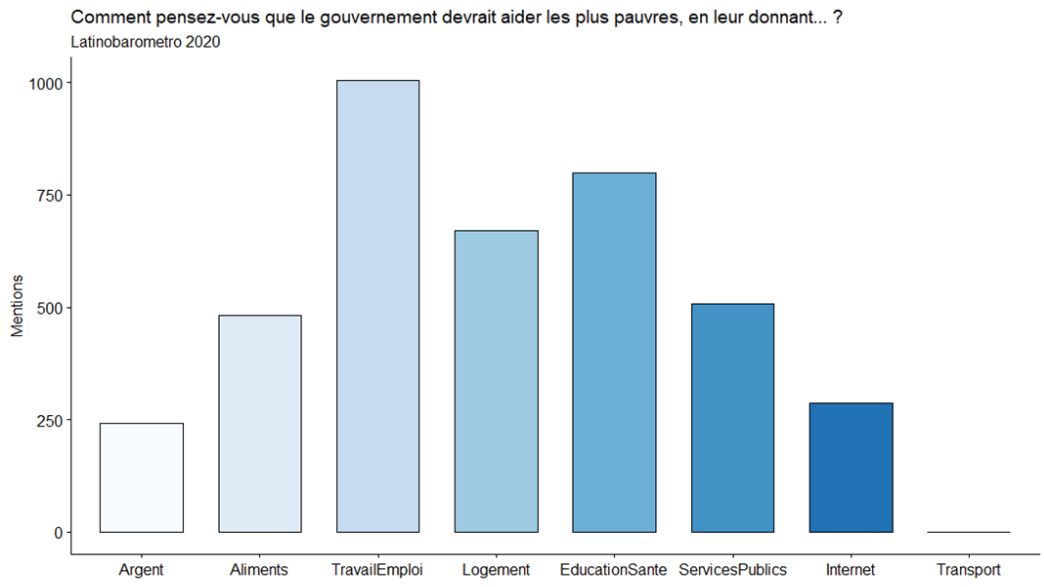


Illustration 15. Préférences en matière d'investissement et soutien aux plus pauvres.

Ces résultats montrent que les Colombiens préfèrent aider les pauvres en leur offrant des emplois (25 %) et en investissant dans l'éducation et la santé (20 %). Le tableau 182 et le diagramme circulaire 183 montrent ces distributions totales. Ensuite, nous avons constaté que donner de l'argent aux pauvres est l'un des moyens les moins populaires à 6 %. Nous l'expliquons par l'association avec les PTC, en particulier au PTCFa. On préfère aider les plus pauvres en leur donnant des moyens plutôt que de les assister directement à travers de prestations monétaires.

Les options intègrent aujourd'hui différentes politiques que les États modernes assument dans leurs fonctions. Ce qui varie, c'est leur accent redistributif et le principe de solidarité qui les guide. Dans les États-providence, ces politiques ont une visée universelle, mais, dans des configurations inégalitaires où les États interviennent moins, elles sont destinées aux citoyens qui ne peuvent pas se procurer ces biens et services via le marché. Ces stratégies visent à lutter contre la pauvreté de manière durable, en agissant en amont. Elles peuvent s'étendre du court terme, comme pour un logement ou des infrastructures, au moyen terme, avec la sécurité d'un emploi, ou encore au long terme, avec l'éducation. Les politiques directes d'intervention visent quant à elles à soulager la pauvreté immédiate des personnes défavorisées. Elles peuvent être temporaires ou continues. Nous incluons l'aide alimentaire, monétaire et l'exonération de factures de services publics pour soulager immédiatement la pauvreté (déjà mise en œuvre par le système de stratification mentionné au chapitre 4). On peut considérer ici l'accès à Internet comme un besoin essentiel pour une personne dans la société moderne, crucial pour son éducation et sa recherche d'emploi.

Les résultats montrent donc des approches divergentes pour aider les personnes défavorisées. Certaines préfèrent une aide indirecte et se concentrent sur l'emploi et le marché du travail, considérant les pauvres comme des chômeurs. Nous observons aussi la redistribution par l'investissement dans le capital humain, ainsi qu'à travers une politique du logement. La préférence pour les services publics peut se manifester indirectement, par exemple, à travers le financement des infrastructures.

En tenant compte de cette distinction, nous avons cherché à savoir quelles options de réponse étaient corrélées entre elles, étant donné que la question en comportait plusieurs. Le tableau 184 et le graphique 185 montrent les résultats des corrélations. Les associations les plus importantes se trouvent entre argent et aliments, ainsi qu'entre internet, services publics et éducation-santé. L'option travail n'a pas montré de corrélations importantes, si ce n'est une corrélation faible négative à l'aide en argent. Enfin, le résultat du logement se montre légèrement lié avec les deux premières options d'argent et de nourriture. Il y a donc trois groupes. Certains choisissent l'argent, la nourriture et le logement, d'autres préfèrent aider en donnant du travail, tandis que d'autres encore optent pour l'éducation, la santé et les services publics, y compris Internet.

Nous avons ensuite analysé les résultats de l'enquête, en croisant les réponses à 81 variables, allant des données socio-démographiques aux opinions sur des sujets liés. Nous avons effectué des tests pour chaque option. Le tableau 186 montre des corrélations avec la préférence pour le travail. La plupart des variables sont liées à des attitudes sur le travail. Les répondants considèrent que les pires expressions des inégalités dans le pays concernent les opportunités de travail, puis le temps de déplacement au travail, et dans une moindre mesure, entre riches et pauvres. Ils soutiennent plus souvent que les travailleurs reçoivent moins que ce qu'ils méritent pour leurs efforts et que les entrepreneurs (on ajoute les patrons) reçoivent plus que ce qu'ils méritent. Enfin, ces individus considèrent les inégalités comme inacceptables et estiment que le droit au travail n'est pas entièrement garanti dans le pays. Nous ne trouvons pas de corrélations à des variables SES ni au fait d'être employé, mais nous postulons que cela concerne les classes travailleuses. Ces personnes, face à un marché du travail assez compétitif, ne considèrent pas une aide différente du fait de travailler, autrement, cela recréerait des distorsions dans l'échelle du mérite. C'est une option qui traverse tous les groupes sociaux.

Nous examinons les tendances chez les personnes qui préfèrent l'aide financière ou alimentaire. Tout d'abord, nous abordons l'option monétaire, laquelle, se classe au dernier rang et indique un positionnement sur les PTC. Elle est principalement corrélée à l'option

alimentaire, mais aussi à un moindre degré au logement, aux services publics et à l'internet. Les autres coefficients plus faibles, montrent un léger rapport à une situation socio-économique défavorable. L'option est négativement liée à l'éducation et aux années de scolarité. De sorte que les moins éduqués de l'enquête ont le plus souvent choisi cette option. Une faible corrélation existe aux données subjectives sur la situation économique, notamment au revenu subjectif, à l'auto-positionnement sur une échelle de 1 à 10, et à l'expérience d'avoir connu des pénuries alimentaires la dernière année. Ceux qui ont choisi l'option « argent » ont admis que leurs revenus ne suffisaient pas, se situant ainsi près de la position 1, représentant les personnes les plus pauvres. Par ailleurs, dans la dernière année, leur foyer manquait parfois ou souvent de nourriture (Tableau 187). Ces individus souhaitent une augmentation des revenus pour les plus démunis et ont moins confiance en l'Église. En résumé, ceux qui choisissent l'argent ont probablement connu la pauvreté ou sont des bénéficiaires potentiels.

Ensuite, nous examinons l'option « nourriture » (Tableau 188). Elle montre des corrélations positives avec l'aide financière, le logement et l'accès à Internet, mais négatives avec la position sur l'échelle de 1 à 10. Ceux qui choisissent cette option se positionnent souvent plus proches des bas revenus. Ils sont aussi passés par des moments de pénurie alimentaire la dernière année et ils considèrent que la pire expression de l'inégalité en Colombie est dans les opportunités d'emploi. Ce profil semble similaire au précédent, indiquant que ceux qui préfèrent donner de l'argent ou de la nourriture sont issus de milieux défavorisés.

Nous passons à la préférence pour le logement. Dans celle-ci, nous observons la corrélation à une attitude d'injustice face aux inégalités et à la position des plus pauvres (Tableau 189). Ceux qui choisissent cette option, en premier, préfèrent l'aide alimentaire. Ils estiment que les pauvres reçoivent moins que ce qu'ils méritent, que les riches reçoivent plus, et que l'inégalité se situe au plus haut entre riches et pauvres. Nous n'observons pas de corrélation avec les variables SES.

Nous examinons le deuxième groupe, composé de personnes favorisant l'investissement dans l'éducation et la santé, similaires à celles privilégiant les services publics et l'accès à Internet. Ces individus se distinguent par leur profil (Tableau 190). La plupart d'entre eux sont jeunes. Ils vivent dans les villes de l'enquête, avec une prédominance pour la capitale Bogota. Ils possèdent des revenus élevés, situés dans les valeurs supérieures de l'échelle de 1 à 10. Ils n'ont jamais connu de pénuries alimentaires. Ce sont les personnes les plus éduquées de l'échantillon. Ils trouvent inacceptables les inégalités dans le pays, en particulier celles entre riches et pauvres et entre classes sociales. Ce sont ceux qui perçoivent les revenus les plus bas

du quintile le plus pauvre, donc les plus réalistes. Ils avaient plutôt confiance dans le président, Ivan Duque, à l'époque. Nous observons donc un profil très différent. Ceux qui préfèrent les investissements en éducation et santé semblent plus proches des classes moyennes éduquées et conscientes des inégalités du pays. Les jeunes éduqués des villes peuvent être les principaux tenants de cette option, ce qui satisfait la thèse de l'illumination.

Ensuite, ceux qui préfèrent l'aide à travers les services publics, dont nous imaginons l'exemption ou les réductions des factures, mais aussi des dotations de services dans les régions qui n'ont pas l'accès garanti. Ils sont proches du profil précédent dans la mesure où l'option est corrélée aux grandes villes, aux personnes les plus éduquées et à ceux qui se positionnent le plus haut dans l'échelle de revenus. Ils possèdent généralement une voiture. Ils s'intéressent aux affaires politiques et soutiennent les manifestations sociales. Face aux inégalités, ils accordent moins de revenus aux plus pauvres (réalistes) et ils pensent que les inégalités les plus criantes sont celles qui opposent les riches aux pauvres, les classes sociales entre elles et les zones urbaines aux zones rurales (Tableau 191).

Enfin, certains préfèrent aider à travers le service internet (Tableau 192). Ils montrent les mêmes tendances par rapport à leur résidence dans les plus grandes villes, leur éducation et leur intérêt pour les affaires politiques. Ils pensent plus souvent que les riches reçoivent plus que le fruit de leur travail. Ils sont associés à différentes expressions des inégalités. En Colombie, la pire selon eux se situe entre les opportunités de travail et entre les zones rurales et les zones urbaines. Le manque d'accès à Internet dans les zones rurales est devenu évident pendant la pandémie, entravant l'éducation à distance. Un scandale de corruption impliquant un contrat gouvernemental pour fournir Internet en milieu rural a éclaboussé la ministre de la Technologie d'Ivan Duque, Karen Abundinen.

Ces résultats dévoilent des profils différents qui soutiennent différentes options de LCP. Premièrement, une politique qui emploie les plus pauvres pour réduire la pauvreté se montre à la fois courante et unificatrice. Elle met en valeur le travail des Colombiens. Deuxièmement, le rejet des aides financières montre un manque de soutien pour les PTC. Seuls les bénéficiaires potentiels et les personnes les moins favorisées soutiennent cette proposition. Nous notons que ceux que nous considérons comme appartenant aux classes moyennes éduquées préfèrent une politique sociale à long terme. Les classes moyennes ne soutiennent pas les aides financières ou alimentaires. Nous voyons donc un rejet des PTC et des mesures liées à la charité. En d'autres termes, ils préfèrent éduquer les pauvres, voire une politique sociale qui investit dans l'éducation, la santé et les services publics, y compris Internet, sur la base de la solidarité.

11. Assister les pauvres de manière gratuite ou subventionnée ?

Après avoir demandé aux personnes interrogées quelles formes d'aide elles préfèrent, on leur a posé la question suivante : *« Et pensez-vous que le gouvernement devrait donner aux plus pauvres l'accès à ces biens et services gratuitement ou avec l'aide de subventions publiques ? »* La question propose ainsi deux options de réponse : la gratuité ou la subvention.

La solution la plus populaire est l'aide subventionnée à 60 %, tandis que 38 % des personnes préfèrent l'idée de rendre les biens et services accessibles gratuitement. Par conséquent, deux personnes sur trois préfèrent ne pas offrir une aide gratuite aux plus pauvres. Ces informations sont présentées dans le tableau 193 de l'annexe et illustrées dans le diagramme ci-dessous.

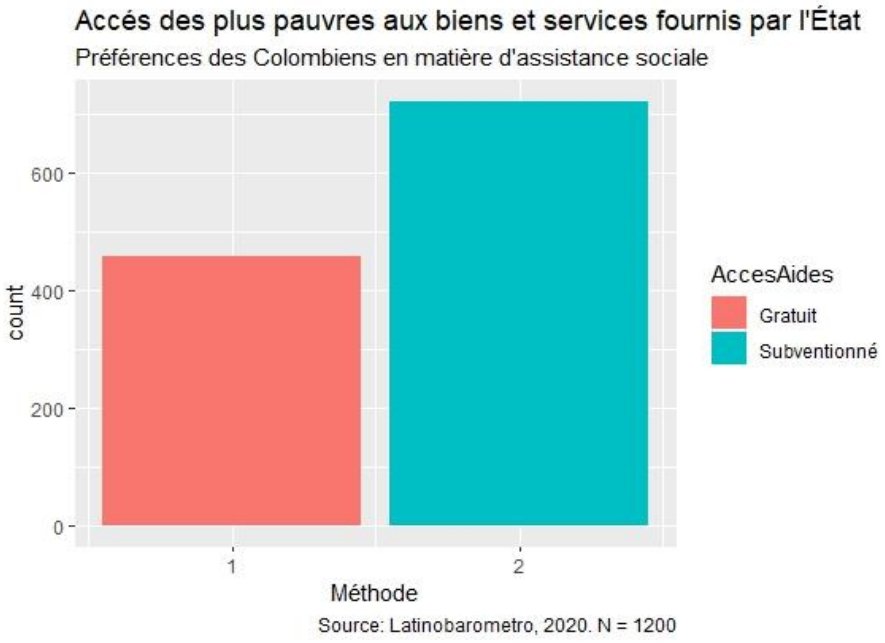


Illustration 16. Moyens d'accès des plus pauvres aux aides de l'assistance sociale.

Par la suite, nous avons effectué des tests pour découvrir les profils qui se penchaient davantage vers les options considérées. Dans le tableau 194, nous pouvons observer la matrice des corrélations. Aucune relation très forte n'est observée. Les personnes qui choisissent l'option subventionnée sont le plus souvent : plus âgées, plus éduquées, pas satisfaites du fonctionnement de la démocratie, habitants des grandes villes et possédant au moins une voiture. Par rapport à la question précédente, elles préfèrent aider les pauvres en leur donnant du travail plutôt que de la nourriture. Nous arrivons ainsi à un profil de citadins instruits, âgés et insatisfaits de la démocratie. Nous soutenons qu'ils perçoivent les aides en nourriture et la gratuité comme des incitations à la dépendance. Ceux qui optent pour la version gratuite proviennent plutôt d'une autre sphère, soit des citoyens de petites villes ou de zones rurales,

ayant un niveau d'éducation inférieur, et privilégiant les subventions sous forme de produits alimentaires.

La modélisation des données a confirmé la signification de la préférence pour assister les pauvres en travaillant, celles des insatisfaits de la démocratie, et celles des personnes plus âgées. De plus, elle nous a permis d'écarter la variable sur la possession d'automobile (Tableau 195). Le fait que la variable de l'âge soit impliquée suggère un conflit générationnel. Les personnes les plus âgées, qui n'ont jamais vu d'aide d'État et qui sont habituées à des politiques d'assistance minimalistes, plutôt associées à des entités religieuses ou philanthropiques, trouvent impensable l'idée d'aider les pauvres gratuitement, c'est-à-dire de leur donner de l'argent plutôt que de les mettre au travail. Le système des PTC alimente probablement leur mécontentement envers la démocratie.

12. Conclusion de la section « Préférences ».

Dans cette section, nous avons constaté qu'identifier des inégalités flagrantes n'équivaut pas à approuver une quelconque forme de redistribution envers les plus démunis. En Colombie, le pauvre continue d'être perçu comme un être à moraliser et à normaliser, notamment en ce qui a trait à l'assistance. Cette forme d'aide demeure intimement liée à la relation au travail dans un pays où les plus pauvres occupent une place spécifique dans la division du travail.

Aborder les préférences en matière d'aide, est une étape cruciale pour passer de l'idéalisme à la réalité. Il s'agit d'un exercice de projection hypothétique, qui peut servir de base à l'élaboration de politiques publiques. Les diverses thématiques abordées mettent en évidence des groupes aux opinions divergentes. Même si certains, comme dans le cas de la préférence pour l'assistance par le travail, tendent vers un consensus. Dans cette section, nous avons entrevu un poids plus important des variables dénotant le statut SES de l'enquêté, surtout du niveau d'éducation et du positionnement économique subjectif. Dans la première question, ceux qui se situaient dans les classes les plus hautes ont été les plus d'accord avec l'énoncé sur la paresse des allocataires, tandis que les bénéficiaires rejetaient cette idée. Ensuite, dans la deuxième question, nous avons constaté que les personnes les plus éduquées et les mieux positionnées ne soutenaient pas les subventions en espèces et en denrées alimentaires, mais plutôt les investissements facilitant l'accès à l'éducation et à la santé. Enfin, dans la troisième question, les personnes les plus instruites et celles qui possèdent une automobile ont tendance à privilégier davantage les aides subventionnées que les services offerts gratuitement.

Cela confirme que le statut socio-économique a une incidence sur les préférences. Notre hypothèse est que les mieux positionnées se voient en potentiels financeurs de l'assistance

publique, ce que nous avions vu dans la question sur les impôts dans l'introduction. De plus, la mesure de redistribution consistant en un soutien à l'emploi met en évidence le désir des Colombiens de transformer les pauvres en travailleurs, soumis à un marché du travail reconnu comme injuste, lequel parfois ne leur permet pas de tirer un salaire équitable. En outre, les personnes les plus instruites et conscientes des inégalités souhaitent que les pauvres se cultivent. Il semble qu'ils veuillent qu'ils empruntent la même voie qu'eux : l'éducation, l'option à long terme. Les personnes les plus démunies, ou bien celles qui avouent avoir vécu une situation de pénurie alimentaire l'année précédente, elles, préfèrent les aides en nourriture et en argent.

On observe ainsi divers groupes présentant des préférences variées, mais certains schémas émergent. Premièrement, l'intérêt personnel est dominant, tant pour les positions favorables aux PTC, aux subventions en argent et en denrées, que pour celles en faveur de politiques éducatives sur le long terme. En deuxième lieu, nous avons discuté du conflit intergénérationnel concernant l'aide financière et la gratuité. Cette dernière est refusée principalement par les personnes âgées, qui ne sont pas non plus favorables aux investissements dans le domaine de l'éducation ni de la santé, comme le sont les jeunes. La variable géographique est également apparue. Les résidents des grandes villes préfèrent les subventions et les aides en éducation et en santé. Alors que les habitants des petites villes et des zones rurales préfèrent les aides gratuites et en aliments.

Les attitudes sont également importantes. Tout d'abord, il est crucial de reconnaître les inégalités pour encourager les investissements dans des domaines tels que l'éducation, la santé et les services publics. Il ne suffit pas d'être mieux éduqué, il faut également adopter une attitude d'intolérance et de réparation face aux injustices qui affectent les personnes les plus défavorisées. Nous avons également vu que ceux qui pensent que les inégalités sont bonnes parce qu'elles incitent les pauvres à faire des efforts partagent l'opinion que les allocations engendrent de la paresse. Ils se méfient aussi des institutions. En outre, parmi les personnes insatisfaites de la démocratie, certaines préfèrent des aides financées partiellement et non gratuitement. Cela nous permet d'inclure dans l'analyse non seulement l'attitude face aux inégalités, mais aussi la confiance dans les institutions qui assurent une gestion adéquate des ressources publiques.

En conclusion, nous avons vu que le type d'intervention que les Colombiens souhaitent n'est pas évident. Il s'agit en effet du design du programme, du sujet de l'intervention, de la manière dont l'aide est apportée, et de son niveau. Malgré les différences entre groupes de populations, nous pouvons entrevoir un ensemble de croyances qui rendent compte des RSP.

Par exemple, une croyance qui ne soutient pas les prestations monétaires. C'est ce que nous réviserons dans le prochain chapitre avec une autre méthode.

IV — CONCLUSION DU CHAPITRE 5.

Ce chapitre a testé, à partir de l'opinion publique, deux hypothèses du chapitre méthodologique. La première était que la tendance collective favorisait et légitimait probablement le *statu quo*, c'est-à-dire un ordre inégalitaire. La seconde était que des facteurs individuels, comme l'endroit de résidence et la position socio-économique, influençaient les croyances et les préférences. En ce qui a trait à la première hypothèse, plusieurs résultats se dégagent. Si ceux qui tendent à naturaliser la pauvreté semblent constituer une minorité, celle-ci devient une majorité face à certains énoncés et se note en certaines croyances, adoptées temporairement ou par convenance. Nous explorerons leur mécanisme dans le prochain chapitre.

Nous observons un profil d'individus qui, tandis que l'indice de pauvreté augmentait, percevaient celle-ci en baisse. Ils n'ont jamais pensé à la pauvreté comme le problème le plus grave du pays. En réalité, ils ne voient pas d'injustice sociale dans la part des pauvres, car ils croient que ceux-ci ont assez de revenus. Selon eux, la paresse cause la pauvreté, mais celle-ci serait exacerbée par la résistance à changer de culture chez les Afro-descendants. Ils pensent qu'on peut se sortir de la pauvreté en travaillant dur. Ils voient les inégalités dans les pays comme positives, car elles motivent les pauvres. Ils pensent que les riches et les pauvres ont toujours coexisté en Colombie, et que cela continuera. Ils préfèrent éviter les PTC, qui pourraient encourager la paresse. Ils n'apprécient pas l'aide financière ou alimentaire pour les plus pauvres, surtout sans contrepartie. Ils préfèrent employer les pauvres et pensent que l'aide devrait être limitée. C'est le profil d'un Colombien qui accepte le *statu quo* et qui regarde avec réticence l'aide de l'État envers les plus démunis, y compris les PTC. Il ne se distingue pas nécessairement par ses revenus, son éducation ou son âge.

Ce discours, qui attribue la pauvreté à l'individu, correspondrait, selon Feagin, au discours qui individualise la pauvreté, tandis que la TAS parlerait de culpabilisation. Il contient cependant un aspect fataliste acceptant la hiérarchie comme une réalité historique. Il souligne les cultures des groupes, correspondant aux types qui naturalisent dans la TAS.

Cependant, les sondages ont révélé une autre option où les personnes les plus pauvres sont reconnues comme les victimes d'un ordre inégalitaire. Celles-ci souffrent des crises

économiques et ne sont pas payées en fonction de leur travail. On perçoit ici la pauvreté comme un problème social lié aux inégalités, qui se montrent inacceptables en raison de leur forte visibilité. Ce groupe constate une hausse du nombre de personnes vivant dans la pauvreté, non seulement durant les crises. La société est perçue comme injuste et raciste, et la pauvreté n'est pas considérée comme un choix personnel. Malgré cela, ils gardent peu d'optimisme concernant les possibilités de surmonter la pauvreté, étant donné que les circonstances piégeront les pauvres dans une société qui ne garantit pas leurs droits. Ils trouvent injuste que les pauvres aient de faibles revenus. Ils s'inquiètent aussi des inégalités d'accès à la justice selon le milieu rural ou urbain, les classes sociales et les niveaux de richesse en Colombie. Face à l'injustice sociale, ils réclament une redistribution et en attribuent la responsabilité à l'État et aux plus riches. S'ils ont des réserves quant aux modalités des PTC, ils soutiennent les bénéficiaires. Ils privilégient le renforcement de la politique sociale et les investissements étatiques pour assurer leurs droits fondamentaux, comme l'éducation, les soins de santé et les services publics.

Ce profil correspondrait, dans la triade de Feagin, aux structuralistes. Même si, dans le cas colombien, ils se montrent aussi fatalistes, car ils se montrent pessimistes quant aux possibilités de surmonter la pauvreté dans un pays où les chances de s'en sortir sont limitées. C'est pourquoi l'espoir réside dans la politique sociale. Par rapport à la TAS, on y voit un profil qui victimise la pauvreté, même si l'on retrouve une part de naturalisation. En effet, les enquêtés veulent surtout éduquer les plus pauvres et ne soutiennent pas l'aide monétaire. Le système de pensée qui victimise les pauvres, se caractérise par des croyances structurelles, une perception accrue de la pauvreté et une préférence pour les politiques à long terme. L'État est considéré comme l'acteur principal dans la redistribution et la lutte contre la pauvreté.

Ces deux profils, si distincts, partagent une base qui naturalise et qui se soumet à la pauvreté en Colombie. Ce sont donc deux profils qui cachent un autre, lequel se regroupe autour de cette attitude d'acceptation. Celui-ci ne voit pas de changement dans la magnitude de la pauvreté, même en période de crise. Il ne voit pas non plus la pauvreté et ne la trouve pas problématique. Comme il invisibilise la pauvreté, il n'a pas une idée proche des revenus des pauvres. Il ne voit pas de conflit entre riches et pauvres, ce qui est expliqué par le fait qu'ils ont toujours existé et que cela continuera ainsi. Ce groupe serait plus enclin à les culpabiliser pour leur éducation, leurs comportements et leur culture. Toutefois, il dirait plutôt que les pauvres vivent dans la pauvreté, car elle est transmise de génération en génération et constitue un obstacle insurmontable. Il ne croit pas à l'injustice et ne pense pas à la réparation des pauvres. L'aide pourrait se faire par la nourriture et l'éducation, sans que cela ne relève nécessairement de l'État, mais plutôt des familles, des employeurs ou de l'église. Dans ce cas, les individus se

rassemblent pour accepter le *statu quo* et défendre une morale traditionnelle adaptée à la société actuelle.

Malgré quelques régularités et traces observées, aucune variable ne se retrouve dans tous les éléments décrits, ce qui nous empêche de vous dire qui sont ces Colombiens. En revanche, si nous devions peindre un portrait type du Colombien, ce serait quelqu'un qui ne perçoit la pauvreté que lorsqu'elle est accompagnée de changements radicaux. Ses préoccupations concernent plutôt la violence, le chômage et la corruption. Cependant, si on lui demande, il admettra l'importance de la pauvreté et du niveau élevé d'injustice sociale en Colombie. Malgré cela, si l'on devait réparer les pauvres, ce serait surtout en leur garantissant un travail, un accès à l'éducation et aux infrastructures basiques. Cela éviterait ainsi de leur offrir de l'argent ou des choses gratuites, car il pense qu'ils ignorent comment bien les utiliser.

La diversité des enquêtes nous empêche d'identifier les variables associées. Nous rappelons que nous n'avons pas observé d'associations linéaires parfaites, ni de « classes sociales » clairement identifiée dans la défense d'un intérêt groupal. Toutefois, divers facteurs influencent les profils qui émergent. Nous allons rappeler les variables les plus importantes dans le traitement. Nous aborderons ainsi la deuxième hypothèse. Celle-ci a évoqué l'intérêt de la localisation géographique et de la position socio-économique de l'individu.

En ce qui concerne la perception, très peu de Colombiens ont identifié la pauvreté comme problème (1,1). Ils avaient en commun de désapprouver la gestion de LCP menée par la présidence et de ne pas regarder autant la télévision. La perception de magnitude de la pauvreté et de son évolution (1,2) fut liée aux variables subjectives d'évaluation de la situation du pays et de la situation personnelle. Ceux qui voyaient le pays régresser, tout comme leur situation économique personnelle, ont vu la pauvreté augmenter. Cela nous indique que ceux pour qui elle se transforme en menace perçoivent surtout la pauvreté. Autant dans l'identification de la pauvreté (1,1) que dans sa magnitude (1,2), la perception réagit à la conjoncture économique, résultat également observé dans d'autres recherches (Paugam & Selz, 2005 ; Giuliano & Spilimbergo, 2009 ; Blekesaune, 2007).

Concernant les revenus des pauvres (1,3), on a constaté que les trois-quarts des interrogés avaient une perception déformée et attribuaient aux pauvres des revenus plus du double que ce qu'ils détiennent effectivement. Nous les avons nommés *optimistes*, étant donné que ceux-ci attribuaient aussi moins de revenus aux plus riches. Ils venaient de milieux peu éduqués, se positionnaient en bas de l'échelle sociale, ils pensaient que le pays progressait et que leur situation était bonne. Ils approuvaient la démocratie et le président. Ils considéraient les

inégalités comme acceptables et non prioritaires, que ce soit entre riches et pauvres, devant la justice ou entre classes sociales. Ceux qui déforment les revenus des plus pauvres sont des individus avec un statut peu très avantageux, qui tolèrent les inégalités et qui soutiennent les institutions. À l'inverse, les personnes les plus réalistes sont plus éduquées et moins tolérantes.

Au sujet des explications ou causes de la pauvreté (2,1), la plupart ont soutenu les causes externes. La seule variable corrélée tous les ans fut la croyance en la capacité de surmonter la pauvreté. Les enquêtés qui ont choisi les explications individuelles croient à cette capacité pour un individu pauvre. D'autres recherches (Barrientos & Neff, 2011) ont aussi signalé cette relation entre la pauvreté vue relative et les explications internes. En 2000, dans la période post-crise, on a vu que ceux choisissant les causes externes trouvaient la situation du pays insatisfaisante, alors que ceux choisissant les causes internes étaient satisfaits. En 2007, il est apparu que l'individu favorable aux causes internes soutenait également le capitalisme. Il croyait qu'on pouvait devenir riche en travaillant dur, et que la richesse était répartie équitablement en Colombie. En 2012, on a confirmé que les interrogés ayant choisi l'explication culturaliste, qui culpabilisent les Afro-descendants de leur pauvreté, se disaient majoritairement blancs et de droite.

Ensuite, nous remarquons que la majorité des personnes (2.6.a) pensent que les inégalités de revenus entre riches et pauvres se situent à un niveau élevé en Colombie et qu'elles sont injustes. Ce sont des personnes de divers milieux économiques qui partagent une vision commune : des groupes influents dirigent le pays, les pauvres n'ont aucune garantie ni chance. Cependant, celles qui estiment que les inégalités de revenus sont justes se disent plus satisfaites de leurs vies, considèrent que la situation des pauvres est équitable et sont optimistes quant à l'avenir du pays. Leur différence réside dans leurs convictions.

De plus, nous avons observé aussi un tiers des personnes qui croient que les inégalités remplissent une fonction stimulante (2.6.b). Ceux soutenant cet énoncé étaient les moins éduqués, avec des revenus plutôt faibles et faisant confiance aux institutions. Ils adhèrent à un monde divisé entre riches et pauvres et s'opposent aux efforts de la LCP et des PTC qui, selon eux, encouragent la paresse. Ce profil semble proche de celui qui surestime les revenus des pauvres (1,3) et celui des explications culturalistes (2,5).

Nous passons à la perception de l'injustice sur les revenus des plus pauvres (2,7). Ceux qui voient une injustice sont les plus réalistes à propos des revenus des pauvres. L'individu qui perçoit le plus d'injustice est une personne éduquée, insatisfaite du cadre institutionnel, qui considère la situation du pays comme mauvaise, la situation des pauvres injuste et les inégalités

inacceptables. Ce profil victimise les pauvres. Cet individu éclairé, conscient des inégalités, se rapproche des structuralistes (2,5) et des réalistes (1,1).

Enfin, en termes de préférences, certains estiment que les PTC encouragent la paresse (3,9). Ils se situent (subjectivement) dans les classes supérieures. Ils habitent des immeubles à plus hautes strates urbains et ne sont pas allocataires. Ils font moins confiance aux institutions et à la police. Vis-à-vis des inégalités, ils soutiennent la fonctionnalité des inégalités (2.6.b). Ils se situent donc près de ceux qui font recours à des arguments culturalistes (2,5).

Examinant la question sur les préférences d'assistance, nous observons un groupe de toutes origines sociales, qui, préfère assister les pauvres en leur donnant du travail. Ils trouvent les inégalités du marché de l'emploi inacceptables. Nous pensons que ce sont les laborieux, qui culpabilisent dans leurs explications et nient la pauvreté comme condition (2,5). Le deuxième groupe soutient l'aide aux démunis en leur offrant l'éducation, la santé et les services publics. Ce sont principalement les jeunes, les personnes instruites, les urbains et les mieux positionnés sur l'échelle des revenus. Ils admettent les disparités entre riches et pauvres, ainsi qu'entre les classes sociales. Enfin, ils sont aussi les personnes les plus réalistes par rapport aux vrais revenus des pauvres. On peut les classer avec les réalistes (1,3), les structuralistes (2,5) et ceux qui s'opposent à l'inégalité (2.6.b). Enfin, parmi ceux qui préfèrent les aides en aliments et en argent, nous avons observé certains profils. Ils gagnent peu, sont classés en bas de l'échelle des revenus et ont connu des périodes de pénurie alimentaire l'année dernière.

Finalement, ceux qui préfèrent les aides subventionnées sont plus âgés et plus éduqués. Ils habitent les grandes villes, possèdent une voiture et préfèrent assister les pauvres en leur donnant du travail. Ils ne sont pas non plus satisfaits du fonctionnement de la démocratie, il nous rappelle le profil qui craint la paresse (2,5 ; 3,9).

Ayant effectué ce décompte, les questions nous révèlent des profils qui partagent certaines caractéristiques et qui parfois se retrouvent dans leurs dispositions et croyances sur la pauvreté. Nous ne pouvons pas tirer de conclusions définitives en raison des différences entre les sondages et les années d'enquête. Toutefois, les variables nous ont révélé plusieurs clivages. Tout d'abord, le fossé générationnel nous montre des RSP ancrées dans le passé, mais qui sont actuelles. La variable géographique s'est révélée importante seulement dans les préférences. Puis ce sont les variables subjectives qui comptent et qui indiquent une position SES[140]. D'autres recherches ont déjà signalé le poids du statut perçu sur l'objectif (Gijsberts & Ganzeboom,

[140] Sur les corrélations avec des variables subjectives, SES, et non objectives, nous pensons que la méfiance des Colombiens à l'égard de l'autre se manifeste dans leur méfiance à communiquer leur information économique.

2001 ; Brown-Iannuzzi et al., 2015). De surcroît, le poids de l'éducation dans différentes questions (1,3 ; 2.6. b ; 2.7 ; 3,10) nous fait postuler que celle-ci influence la manière dont les individus perçoivent, croient et se positionnent en Colombie. Or, si nous pouvons soutenir la théorie de l'illumination, la réticence des plus éduqués à aider les plus pauvres de manière gratuite (3,11) la questionne. De plus, les attitudes se sont révélées intéressantes pour la plupart des questions. Par conséquent, une personne instruite ayant développé un esprit critique sur les inégalités peut s'affranchir de son intérêt personnel dérivé de sa position SES. Nous signalons aussi la confiance dans les institutions de l'État comme importante. Enfin, nous devons remarquer le poids de la conjoncture. Cela nous a montré que la perception et les RSP ne sont pas indépendantes de la réalité extérieure, surtout face au changement.

Nous avons ainsi montré comment, dans ce contexte, circulent autant les positions critiques que celles de bienveillance à l'égard des inégalités et de la pauvreté, et puis les variables qui les favorisent. Au moins deux positions antagonistes se sont révélées en différents profils. Au niveau global, les Colombiens, concernant la perception, semblent plutôt naturaliser (sauf dans des moments de crise), plutôt victimiser dans leurs croyances et dans leurs préférences, culpabiliser les pauvres et naturaliser la condition des plus pauvres.

En général, nous observons une tendance mixte. Nous repérons seulement, dans les causes de la pauvreté et la reconnaissance des inégalités, les traits d'un structuralisme. Toutefois, il s'agit plutôt d'un réalisme qui consiste à reconnaître les inégalités dans le contexte, ce qui ne mène pas à une attitude solidaire envers les pauvres. Le reste révèle les processus de naturalisation et de culpabilisation. Or, les personnes proches de la tendance à la culpabilisation ne constituent pas vraiment un système à part. Elles mettent parfois l'accent sur des traits jugés culturels et raciaux, ce qui suggère une sorte de naturalisation sous-jacente.

Les questions révélant une naturalisation incluent : ne pas considérer la pauvreté comme un problème national, appliquer le culturalisme aux groupes afro, ignorer les revenus des plus pauvres, ne pas concevoir l'injustice sociale dans leurs revenus, penser que les inégalités encouragent l'effort des pauvres. Nous incluons également les croyances selon lesquelles : aider les pauvres les rend paresseux, des riches et des pauvres existeront toujours et cela ne peut pas changer, et la solution serait de mettre au travail les plus pauvres. Celles-ci révèlent une tendance potentielle et mobilisable en Colombie, bien qu'elle ne soit pas la seule dominante.

CHAPITRE 6 = EN QUETE DES REPRESENTATIONS SOCIALES DE LA PAUVRETE. DEBATS DE SOCIETE.

Nous allons décrire les éléments de similitude observés chez les interviewés de notre échantillon. Du fait qu'il soit limité à celui-ci, ces éléments sont une hypothèse d'une manière de penser, concevoir et appréhender la pauvreté en Colombie. Si l'échantillon n'est pas représentatif, il est intéressant d'analyser les tendances qui se dégagent. Cela va nous aider à évaluer l'applicabilité des théories étudiées et à discuter les résultats du chapitre précédent.

Nous allons poursuivre en mettant en évidence des aspects qui ont atteint un niveau de saturation. Ils constituent le *contenu* des RSP, ce sont principalement des croyances qui sont mobilisées et qui semblent avoir une fonction sociale. Il s'agit de formules toutes faites, de raisonnements ou de théories quotidiennes sur le phénomène de la pauvreté et la société en général. Nous évoquerons aussi les principales divergences et les possibilités de transformation de la RS. Avec ces éléments, nous déterminerons dans quelle mesure il existe des RS propres ou des idées globales adaptées et transposées au contexte colombien.

Ensuite dans la section *variables* nous examinerons les éléments qui font effectivement varier les RSP. Nous observerons s'il existe différents groupes avec différentes RSP, et si les groupes sociaux disputent leur contribution à la constitution des RS (Doise, 1990 ; Flament 1994). Enfin, nous passerons à l'étude des *processus*. Il s'agit des mécanismes observés derrière le fait de penser à la pauvreté et dans l'acte dialogique lui donnant lieu. La profondeur des entretiens nous a permis non seulement de les traiter comme des données, mais aussi comme des processus émergents. Cette mise en situation récurrente nous a fait découvrir les exercices cognitifs et les raccourcis sociaux qui se produisent lorsque les interviewés parlent de la pauvreté. Finalement, nous proposerons une esquisse de modèle du processus des RSP fondé sur nos observations.

C'est ainsi que, dans ce chapitre, nous allons répondre à la question de savoir comment la pauvreté a été signifiée par la société colombienne et ses différents groupes. Pour ce faire, nous identifions les RSP qui mettent en évidence le rapport de la société à ses pauvres. Le tout grâce à l'analyse d'entretiens approfondis recueillis dans l'immersion sur le terrain. Nous mobilisons le matériel qualitatif recueilli. Notre étude, qui s'appuie sur un total de 81 entretiens, a permis de coder et de catégoriser 10 154 énoncés ou segments d'entretiens dans le logiciel

NVivo en 12 grandes catégories thématiques. Nous avons identifié 3916 références traitant spécifiquement de la pauvreté. Chaque énoncé ou référence se définit par son caractère d'irréductibilité d'un message transmis (voir l'image 196 de l'annexe).

Dans le deuxième chapitre, nous avons expliqué comment nous avons structuré les idées significatives de manière thématique après les avoir identifiées de manière inductive. Elles ont ensuite été classées en fonction de différentes méthodes de codification (Saldaña, 2009) qui prennent en considération leur composante affective ou évaluative (Negura, 2006).

Nous avons examiné le facteur quantitatif et le qualitatif de la RS. Le premier nous indique que les éléments centraux de la RS sont acceptés par la majorité des membres d'un groupe. Puis dans l'analyse, nous prenons en compte l'intensité des discours. Autrement dit, la quantité d'énoncés dans une même catégorie nous indique la signification de l'élément car certains sujets ont produit plus de réactions ou de sous-thématiques. Le deuxième aspect se focalise dans la centralité de l'élément qui structure la signification. Il faut non seulement que les éléments soient partagés par la majorité, mais aussi qu'ils soient décisifs pour la signification de l'objet, dans leurs usages et fonctions pour la vie des individus (Negura, 2006). Or, cela sera vu dans le prochain chapitre où les éléments seront mis en relation.

Les éléments codés sont ainsi ceux ayant le plus de contributions. Ils sont notamment les extraits ou énoncés qui évoquent : les explications de la pauvreté, la définition de la pauvreté, les croyances à l'égard des pauvres, le positionnement envers des politiques publiques ou événements, la visibilité perçue de la pauvreté et les représentations de l'assistance sociale.

Il faut signaler que nous ne prétendons pas à la quantification des données qualitatives comme voie de validation de résultats. Nous ne voulons pas imprégner les données d'une logique quantitativiste. Cela nous semble être un moyen de révéler les tendances, lesquelles sont valides seulement pour notre échantillon et puis, d'exploiter les possibilités que nous offre le logiciel de traitement des données qualitatives. Le tout nous a fourni la possibilité d'avoir plus de clarté sur les tendances et de proposer des hypothèses pour la société colombienne. Nous passerons désormais à notre exploration des éléments centraux de la RSP.

I — Contenu.

1. Le noyau de la Représentation sociale de la pauvreté en Colombie.

À partir de l'analyse d'une multiplicité d'éléments cognitifs (opinions, stéréotypes, croyances, jugements, préférences, attitudes), nous espérons rendre intelligible comment cette société a rationalisé le fait de vivre dans un contexte à grands écarts socio-économiques où une partie importante de la population vit encore sous le seuil de pauvreté.

Nous avons observé différents arguments disponibles pour les Colombiens. Nous allons mobiliser ici les extraits d'entretiens qui, selon nous, illustrent le mieux les tendances globales observées dans l'échantillon. Ces différents éléments répondent au « qui », « quoi », « comment » et « pourquoi » de la pauvreté. L'univers d'étude nous fournit ainsi une preuve des possibilités du contexte et du répertoire en vigueur, cela comme une sorte de boîte à outils disponible (Lamont & Small, 2008). Nous postulons que dans une conversation sur la pauvreté en Colombie, il y aurait de fortes chances d'entendre les arguments que nous allons exposer.

D'abord, il faut dire que la pauvreté n'est pas représentée comme un phénomène à une seule dimension. Dans les mots les plus fréquents dans le code pauvreté, nous observons : personnes-gens, vivre, travail, maison, enfants, eau, quartier, peuple ou village (le même mot en espagnol *pueblo*), pouvoir, beaucoup, besoins et payer (Graphique 197). Nous pouvons ainsi proposer une définition qui se rapporte à la sphère domestique : maison et enfants, laquelle se situe dans un espace, le quartier ou le village. Ensuite elle est liée à des services comme l'accès à l'eau. Puis elle est en relation au statut de travailleur ou bien au chômage, et aux besoins dans le cadre des relations payantes, ce qui affecte le pouvoir des gens et la vie en général.

Par la suite, nous avons classé les différentes entrées sur la pauvreté en trois dimensions ou processus : l'expérience, la perception et la conceptualisation de la pauvreté. Nous allons ici décrire ici principalement les processus de la conceptualisation de la pauvreté et ceux de la perception. De fait, la partie de l'expérience qui comporte 23% de références évoque les expériences directes et la subjectivation. Elle échappe toutefois à la portée de cette recherche, mais reste importante dans les représentations. Dans le prochain graphique nous observons les dimensions de l'encodage et leur contribution au total des 3916 références ou mentions codées, auxquelles tous les participants ont contribué. L'illustration ne tient pas compte d'un autre code cousin, celui sur les représentations des inégalités indirectement liées à celles de la pauvreté.

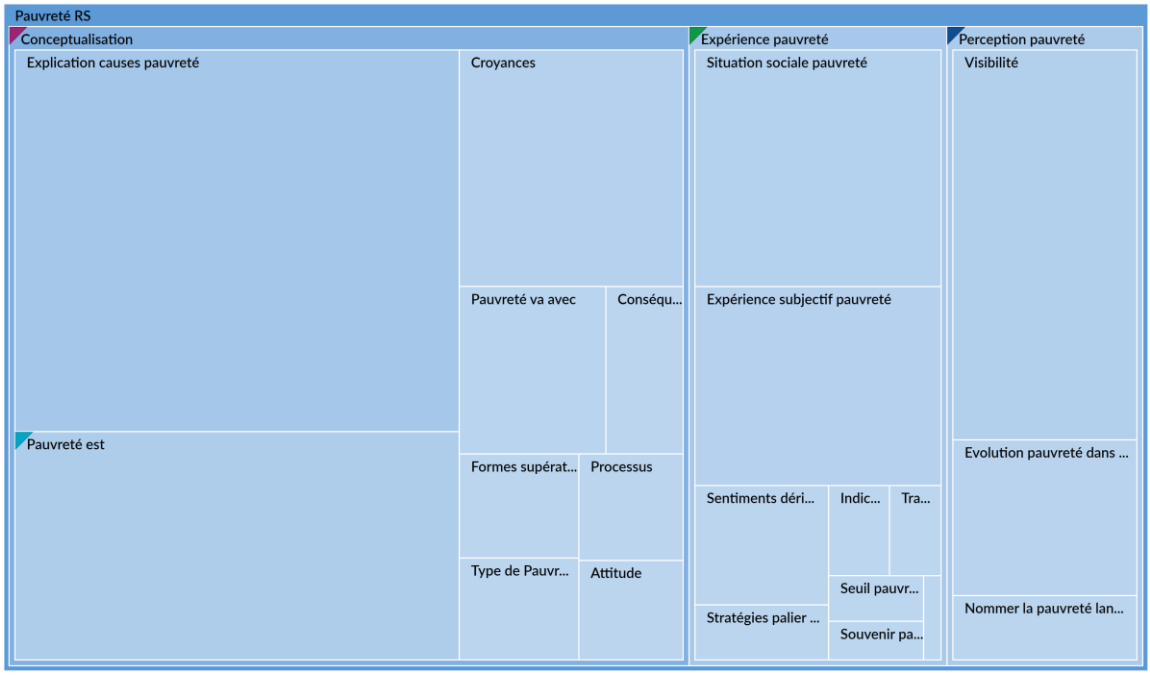


Illustration 17. Distribution code Pauvreté RS, 3916 références, N= 81.

Dans le diagramme nous observons la distribution du nombre total de mentions de la pauvreté dans l'échantillon. Nous remarquons que les éléments les plus saillants sont dans les explications de la pauvreté, la définition de celle-ci codée sous le nom « Pauvreté est… » et sa visibilité dans le lieu de résidence. Puis dans l'expérience, nous observons une contribution importante de ceux qui essaient de démontrer qu'ils ne sont pas pauvres, ce que nous n'allons pas aborder dans cette section. Enfin, dans la partie de la perception, la représentation de la pauvreté est surtout associée à la visibilité de la pauvreté.

Commençons par illustrer les processus qui se rapportent à la perception de la pauvreté. Nous avons d'abord remarqué l'exercice d'identification du pauvre, qui s'appuie sur des marques perceptibles. Il s'agit du « qui » de la pauvreté. Céline,[141] une jeune professionnelle dans un parcours de mobilité ascendante, nous parle des signes distinctifs d'une personne en situation de pauvreté.

> *« Eh bien, je pense que je commence à voir quelqu'un de pauvre, disons que ses vêtements sont en mauvais état, et, soudain, lorsque j'interagis avec lui, je vois qu'il n'a certainement rien à manger, eh, eh bien, je pense qu'il est également clair que sa maison, je veux dire qu'il n'y a pas des électroménagers. »*

Une personne mal vêtue, affamée et qui ne possède pas une maison fournie montre ainsi les signes de la pauvreté. Les indices physiques que Céline utilise pour identifier ces individus

[141] E23UCF22. Bogota, femme, 27 ans, strate 3, quartier La Estrada, Licence, employée, revenus 4.

sollicitent les facultés sensorielles, fonctionnelles lors de la mobilisation et dans la socialisation. Nous l'observons aussi dans le cas d'Alex[142]. Il habitait avec ses grands-parents à Jazmin, un quartier populaire plutôt homogène de Bogota, et il a déménagé avec ses parents à Hayuelos, un quartier un peu plus aisé, mais plus mixte socialement. Cela, lui a permis non seulement de se rendre compte des inégalités sociales, mais aussi de développer son habileté à identifier les personnes et à utiliser ses sens pour assurer sa protection personnelle.

« À Jazmín, on n'avait pas vraiment conscience de ce qu'était une classe sociale ou de qui était pauvre ou riche, c'était vraiment difficile de faire la différence, et quand je suis passé à Hayuelos, j'ai commencé à remarquer davantage ces différences. La façon de s'habiller, la façon de marcher, oui, la façon de parler, on sait qu'un ***ñero*** *a une façon de s'exprimer et c'est curieux, mais tous ceux qui parlent comme ça [il les imite] sont des gars qui ont arrêté d'étudier pour X ou Y raison et, bon, ils appartiennent probablement à un gang et continuent à se droguer. Bon, je ne sais pas pourquoi ils parlent comme ça [il les imite], c'est assez curieux (…). Ce type va me faire faire le tour du quartier et prendre ma carte bleue. (…) Alors vous commencez à analyser les situations, les gens, plus ou moins comment ils vous regardent, comment ils regardent, oui, alors vous apprenez à identifier les gens et disons l'état dans lequel ils peuvent se trouver, oui ? »*

Les marqueurs sociaux qui lui servent à délimiter des frontières symboliques sont plus évidents, tels que les façons de parler, de regarder, de marcher ou de se conduire. Alex dévoile comment il a incorporé de normes sociales. L'ouïe apprend à distinguer les groupes sociaux en fonction de leur façon de parler, tout comme la vue apprend à les distinguer en fonction de leurs vêtements ou de leur manière de marcher. Le processus permet le classement de l'autre dans la catégorie de « ñero »[143], laquelle concentre ces éléments qui identifient le jeune des quartiers populaires comme potentiel délinquant. De fait, dans cet extrait, nous observons comment la pauvreté est tout de suite rapportée au danger. Ici la perception sert de boussole, qui oriente Alex vers les catégories sociales forgées par la société et se présente comme ayant une fonctionnalité pour la vie sociale, voire de détecter la possible menace.

Dans notre échantillon, les personnes les plus souvent citées comme étant pauvres sont des personnes sans-abri, ainsi que les mères, qu'elles soient adolescentes ou mères de famille nombreuse, perçues comme contribuant à la reproduction de la pauvreté (Graphique 198). L'image des SDF détone souvent des mentions négatives à leur égard, alors que celle des mères adolescentes si est marquée par une culpabilisation, elle est adoucie par la présomption de leur ignorance. À propos des SDF, la plupart de femmes urbaines en ont peur. Dans les cas de Marie Pauline[144], l'image déforme le panorama quotidien. Elle nous parle de son trajet au travail.

[142] E24UCF23. Bogota, homme, 29 ans, strate 4, Hayuelos, Fontibon, employé en charge de la qualité, revenus 4.
[143] Dans le chapitre 3, nous avons parlé de ce dernier mot utilisé à Bogota, un mot dérivé du mot compagnon qui sert à désigner les jeunes pauvres des quartiers populaires. Pour des formes de désignations d'autres pays, consulter Jordana sur le cas chilien (Jordana, 2019).
[144] E29UCF9X2. Bogota, femme, 58 ans, strate 4, Salitre, Teusaquillo. Master droit, enseignante. Revenus 5.

« *Les sans-abri sont une problématique très forte, j'ai été choquée de voir que si vous prenez le Transmilenio sur les trajets que j'emprunte, le long de la Sexta quand le bus y passe, beaucoup d'entre eux s'y installent, cela fait une courbe et ils restent là-bas comme s'ils avaient un toit, ils se couchent là-bas, ils se réveillent là-bas, parce que je passe là très tôt le matin. C'est aussi un gros problème, beaucoup d'habitants des rues, vous avez peur d'eux, de l'insécurité, n'est-ce pas ? (…) L'impact est fort, on a peur des gens de la rue pour plein de raisons parce qu'on ne sait pas comment ils sont émotionnellement à ce moment-là. S'ils sont drogués, s'ils sont défoncés, s'ils vont vous attaquer, donc c'est fort !* »

Les sans-abri se remarquent dans l'espace public ; et la crainte principale est la sécurité personnelle. La visibilité nous permet de passer à la magnitude perçue de la pauvreté. De fait, si les interviewés perçoivent différentes magnitudes de la pauvreté, lors du terrain, une majorité percevait la pauvreté en augmentation. Le deuxième groupe important était celui qui ne la percevait pas ou la trouvait stable. Le groupe minoritaire a été celui qui la trouvait en diminution. Nous déduisons que le degré de pauvreté perçu influence les RSP. Dès lors que leur quantité est conçue comme réalité objective, elle nourrit les croyances, les jugements, les évaluations et d'autres processus déterminants pour les pratiques et les préférences adoptées.

Ainsi, la majorité des personnes interrogées croient que la pauvreté augmente et qu'elle est même choquante. Cette affirmation contredit les données statistiques, qui montrent plutôt une baisse du taux de pauvreté monétaire sur cette période (Graphique 199). Nous avons trouvé différents arguments. Certains font simplement une comparaison au passé, dans lequel ils voyaient moins de pauvreté. Parmi ces personnes, on compte des résidents ruraux qui se sentent diminués, car leur situation socio-économique s'est dégradée depuis le conflit. Certaines personnes disent même qu'il n'y avait pas de famine auparavant, que tout le monde mangeait à sa faim. Dans ce contexte, certains soutiennent que les conditions extrêmes ou la misère que l'on observe aujourd'hui n'existaient pas. Dans les villes, on parle d'une augmentation de personnes SDF ou de mendiants sur les trottoirs, ainsi que de précarité dans les quartiers défavorisés. Cependant, cette situation est souvent associée à la criminalité, comme nous l'avons vu au chapitre 3. De plus, certains ont mentionné l'immigration vénézuélienne et la précarité qui en découle.

Par ailleurs, nous devons prendre en compte l'idée selon laquelle les inégalités se creusent dans l'affirmation selon laquelle « *les riches deviennent plus riches et les pauvres plus pauvres* ». Le fait que les pauvres deviennent toujours plus pauvres et augmentent en nombre est vu comme l'effet d'un jeu à somme nulle. Les riches augmentent leur part de manière constante, au détriment de celle des plus pauvres. Cette tendance pourrait être assimilée à un mouvement irrésistible, évoquant une forme de résignation. Jésus,[145] qui vit dans un quartier populaire de Carthagène et qui complète sa modeste retraite en réparant des chaussures sous

[145] E38UPF32. Carthagène, homme, 65 ans, strate 2, quartier San Pedro martyr. Primaire, retraite, revenus 3.

son porche, nous raconte que la situation a empiré. Après plus d'une heure de notre conversation, je lui ai demandé s'il percevait de la pauvreté.

> *« Eh bien, lorsque nous sortons et parfois même ici à la maison, nous constatons que le nombre de personnes dans le besoin a énormément augmenté. En fait, le besoin se manifeste de différentes manières, il y a des gens qui viennent et demandent simplement une aide financière, ici à la maison et dans la rue, ils vous disent qu'ils ont besoin d'une aide financière parce qu'ils ont tel ou tel besoin. Il y a d'autres personnes qui viennent avec un bonbon et vous disent qu'ils vous donnent ce bonbon, mais que vous pouvez leur donner une pièce de monnaie pour qu'ils puissent combler leur besoin. Il y a d'autres personnes qui vendent X ou tel produit, par exemple une barre de chocolat ou des biscuits parce qu'ils ont des besoins. Donc en fonction de la situation que nous avons, nous sommes en mesure de leur offrir de l'aide, mais oui, nous observons que le nombre de personnes a énormément augmenté, au cours des dernières années, il a augmenté, mais au cours de la dernière année, il a explosé, le nombre de personnes dans le besoin est… [il s'arrête] ».*

Jésus évoque ses observations quotidiennes, où l'expérience agit sur la perception. La pauvreté augmente selon le nombre de personnes demandant de l'aide dans la rue ou frappant à sa porte. Si Jésus aborde les questions financières (charité), il associe également la pauvreté à la faim. Il y a l'idée que, dans un pays doté de ressources agricoles, la malnutrition ne devrait pas exister. Lidio à ce sujet, nous a dit : « *Il y avait des difficultés, mais la pauvreté n'arrivait pas à la table* [146]». De fait, les interviewés parlent de ceux qui vont dormir sans avoir mangé, comme celui qui nous a dit « *le régime du pauvre est dormir sur la faim ».*

Cela nous permet de parler des aliments ou des repas associés à la pauvreté. Par exemple, un repas sans viande suggère la pauvreté du mangeur. Ainsi un plat d'œufs et de riz peut évoquer une situation de pauvreté, car il remplace la protéine bovine.

Nous revenons sur le langage car nous avons observé plusieurs façons d'appeler les personnes dans le besoin. Les plus courantes sont « les gens pauvres » ou « *la gente pobre* ». Le terme « *pobrecitos* » est également utilisé comme expression de compassion (« *oh, le pauvre !* ») ou pour critiquer les faux pauvres. Dans l'aire andine, le terme « *humble* » est utilisé pour décrire les personnes pauvres de manière euphémique. Être humble, c'est faire preuve de persévérance, à l'image de ce bon pauvre qui « lutte » constamment et s'avère honnête dans sa quête d'un meilleur statut. Celle-ci représenterait la manière socialement acceptable d'escalader, avec un bas profil, en s'éduquant et en se comportant bien. En revanche, la solidarité est niée aux « mauvais pauvres », nous avons déjà abordé l'utilisation du terme « *ñeros* », qui est un terme péjoratif pour désigner les jeunes des quartiers défavorisés à Bogota.

[146] E17UPF14X1. Carthagène, homme, 71 ans, Bocagrande, strate 6. Licence, ingénieur, retraité, revenus 6.

Si les signes évoqués de la pauvreté permettent d'induire la définition des interlocuteurs et interlocutrices, les RSP se structurent dans une définition. L'échantillon a défini la pauvreté en fonction de divers aspects, notamment les conditions de vie économiques, psychologiques et sociales, l'état des lieux et l'insuffisance des services de base, ainsi que par la culture et les comportements (voir le graphique 200 et la structure du code en annexe 201).

La conception dominante de la pauvreté est qu'elle découle d'un revenu insuffisant et du chômage. Elle est souvent illustrée par la « faim », le manque d'éducation et le milieu défavorisé. Dans la partie psychologique, le consensus est dans « l'esprit de la pauvreté » qui pousse les individus vers la passivité et dans la partie sociale, vers l'assistanat. Le pauvre est une personne sans ressources économiques, sans emploi ni éducation, qui vit des périodes de pénurie alimentaire et habite le quartier pauvre, et dont l'esprit est marqué par la pauvreté. Les termes les plus courants dans ce code incluent « travail », « personne-gens », « vivre » et « maison » (Image 203 et tableau 204).

Parler de pauvreté, c'est aussi l'associer à d'autres phénomènes : la pauvreté est principalement associée à la faim, à la criminalité et au chômage (Graphique 205). L'extrait de l'entretien avec Dilan[147], un jeune habitant d'un quartier périphérique de San Jacinto, nous révèle ces associations. Je lui ai demandé à la quarantième minute s'il percevait de la pauvreté dans son quartier.

> *« Ah bah, bien sûr, oui, ici, parfois ils n'ont même pas de quoi se nourrir, c'est pourquoi la seule chose à faire ici est de voler à cause de ça, il y a trop de chômage. Ici, s'ils font quelque chose de [Nécessitant du] travail, ils amènent toujours des gens d'ailleurs, Carmeros, Sanjuaneros[148]. D'ici, ils n'emploient personne, ils sont très peu. ».*

Ce texte met en évidence un lien représenté cyclique entre précarité, insécurité alimentaire, délinquance et chômage, où les facteurs déclenchants et les résultats sont étroitement imbriqués. Or, il conclut en expliquant la situation par la discrimination subie par la population de son quartier lorsqu'elle tente d'obtenir un emploi au village.

Représenter la pauvreté implique souvent de classer les différents types. La plupart ont distingué les « bons » et les « mauvais » pauvres. Le classement de la pauvreté par sévérité est important mais minoritaire. Marie Pauline est une professeure qui se dit politiquement à gauche

[147] E59UPF47. San Jacinto, homme, 24 ans, quartier 17 octobre, BAC, petits boulots, revenus 3.
[148] Villages proches de San Jacinto comme le Carmen de Bolivar et San Juan Nepomuceno

et travaille dans un quartier populaire, après une heure trente d'entretien, je lui ai demandé si elle pouvait me définir la pauvreté.

« La pauvreté, en fait, il y a tellement de types de pauvreté ! Qu'est-ce que la pauvreté ? Le manque de quelque chose c'est la pauvreté. Donc vous pouvez être intellectuellement pauvre, avoir une pauvreté intellectuelle parce que vous n'êtes pas intéressé par la lecture ou l'obtention d'informations ou de mises à jour, vous vivez au jour le jour, du mieux que vous pouvez, soit avec Familles en Action qui vous donne la subvention, soit avec votre mère qui vous aide ou votre père, peu importe qui c'est. Pauvreté mentale, la loi du moindre effort. Pauvreté économique, parce qu'il m'est difficile de trouver un emploi ou que j'ai été mis au chômage, je dois me sous-employer, il y a donc de nombreux types de pauvreté. La pauvreté de l'esprit, votre esprit, n'est-ce pas ? vous restez assis là, à attendre si à vous ou votre grand-mère, qui que ce soit, résolve votre vie et vous, Bam ! vous restez là. »

Si Marie Pauline reconnaît des raisons structurelles dans son récit, ce pauvre mental, intellectuel et d'esprit semblent le même. L'interviewée différencie entre les types de pauvreté. Ceux-ci appelleront à des figures différentes et à des niveaux de mérite différents. Notamment, la personne en quête d'emploi, la méritante, en dépit de l'autre qui reçoit des subventions, laquelle est intellectuellement pauvre et survit de l'assistance de ses proches ou de l'État. De ce fait, la distinction entre les pauvretés est teintée de considérations morales, distinguant le « bon » du « mauvais » pauvre. Les différentes formes de pauvreté se rejoignent dans celle du « *pauvre d'esprit* », une catégorie majeure des RSP.

Nous abordons la conception du phénomène, en particulier ses causes et ses conséquences. La section sur les causes contient le plus grand nombre de références, comme le montre l'illustration 17. Le graphique suivant nous montre les entrées thématiques.

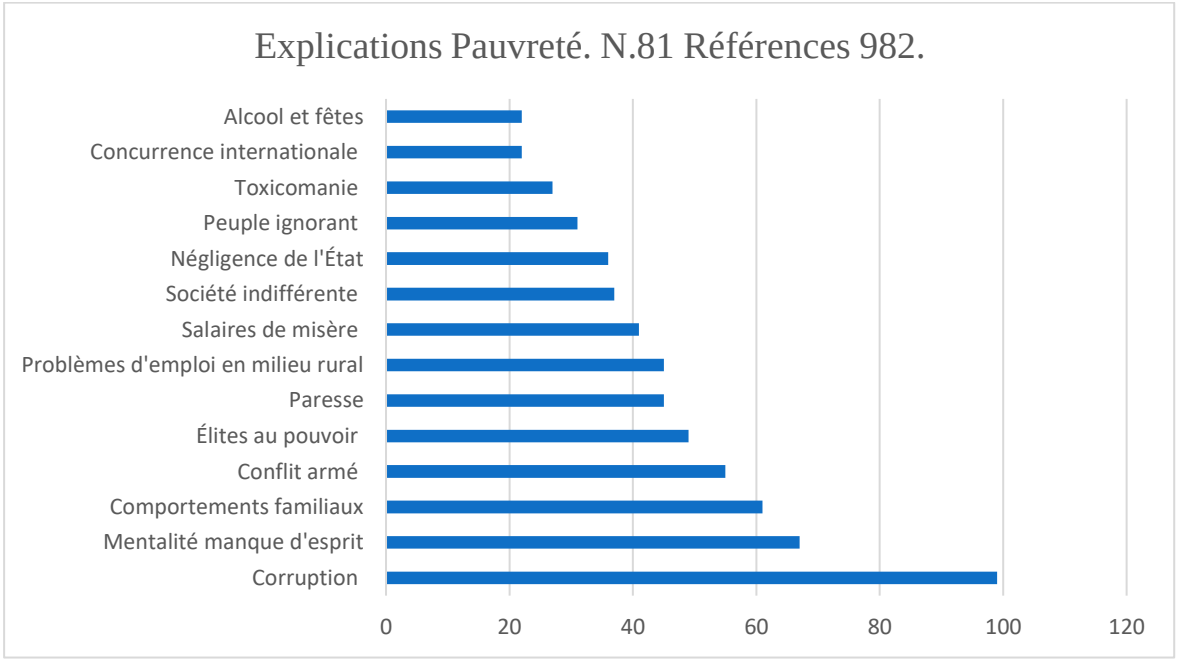


Illustration 18. Graphique. Explications thématiques sur la pauvreté. 982 réf., N 81.

Thématiquement nous observons différents pôles. Les deux causes les plus mentionnées sont la corruption et la mentalité de pauvreté, ou bien une faute d'esprit. Elles sont suivies par les comportements dans le cadre des familles pauvres et puis par le conflit armé. Ainsi, les RSP présentent cette dualité entre la corruption et la disposition d'esprit ou la mentalité. Les élites corrompues et les individus se retrouvent en tête de liste des plus culpabilisés. De fait, l'État n'a que rarement été mentionné comme tel.

Nous avons classé les explications en individualistes ou culpabilisantes ; structurelles ou de société ; comportements et cultures ; institutionnelles ; macro-économiques ; éducation et finalement en explications fatalistes (Graphique 206). Dans un autre exercice de classement, nous les avons ordonnées en explications internes, externes et mixtes (Graphique 208). Les explications externes reviennent le plus souvent, elles génèrent plus d'intensité des discours et tous les interviewés y ont fait recours à un moment donné. Toutefois, les explications internes revêtent aussi une importance. En effet, la plupart des interviewés ont contribué aux différents types à différents moments de leurs discours. Donc, nous observons une polarisation à ce sujet ou bien une double conscience du phénomène tel qu'étudié par la littérature. Dans le prochain extrait, nous observons la difficulté de Céline à se positionner d'un seul côté. De fait, si la corruption des élus est la cause principale, les électeurs sont culpabilisés pour leur vote et, par la suite, l'individu lui-même est jugé pour son manque de progrès.

« Q. selon vous, pourquoi la Colombie est-elle marquée par la pauvreté ?

« Une mauvaise administration, en commençant par les dirigeants, mais j'ai l'impression que la corruption est quelque chose qui pèse lourd, que tout le monde pense à la part que je vais obtenir de ce gouvernement, à la part que je vais obtenir de mon poste, et qu'il n'y a pas de réflexion sur le progrès social, non, je veux dire que je pense à ce qui est à moi et à ce quart d'heure que je ne peux pas perdre, je veux dire comment j'obtiens ma part. Mais c'est pourquoi vous ne pouvez pas blâmer complètement le gouvernement parce qu'il y a aussi les gens qui… comment vous gérez ce que vous avez ? En d'autres termes, c'est comme dans la culture et l'intelligence des gens, et bien souvent les gens n'ont pas de vision, ce qui est également lié au fait que les gens n'ont pas d'éducation, si les gens n'ont pas d'éducation, ils ne savent pas où ils vont et ils ne vont pas aspirer à plus, et il ne leur reste que ce que je vois autour de moi et comment subvenir à mes besoins quotidiens, mais il n'y a pas d'avenir, il n'y a pas de planification. ».

Nous observons comment les causes s'entremêlent et ne nous permettent pas toujours de classer d'un seul côté la personne interviewée. Si dans cet échantillon, les causes externes prédominent, les causes internes ne sont pas absentes. Les Colombiens pointent du doigt non seulement les élites politiques, mais aussi les citoyens. C'est pourquoi nous avons effectué une seconde classification en identifiant les responsables dans les discours (Graphique 209). Nous avons constaté que les individus étaient le plus désignés comme coupables, suivis par les élites corrompues. Ils sont suivis de la culpabilisation de la société, du système et, enfin, de la culture.

Les élites, dans une large mesure, sont les élites politiques, mais aussi les économiques ou les « riches insatiables ».

Toutefois, l'argument d'une faille institutionnelle qui permet la déviation de ressources, s'il peut être lu comme un argument structurel, cache souvent une culpabilisation des électeurs. Ceux-ci sont accusés d'être moins éduqués, et c'est ainsi que le code « peuple ignorant » a refait surface dans la codification. Nous l'observons dans cet extrait, énoncé par Roque.

« Le problème de la pauvreté ici, je dis parfois que c'est notre propre ignorance, c'est que nous élisons celui que nous ne devrions pas élire, chaque peuple a le dirigeant qu'il veut. Regardez ce qui se passe maintenant avec Petro et Duque, beaucoup de gens veulent aller avec Petro et beaucoup avec Duque, je veux aller avec Duque et je juge la personne qui va aller avec Petro, ce qui ne devrait pas être ainsi, ne pas les juger parce que nous sommes libres. C'est parce que Petro promet quelque chose qu'il ne faut pas, on ne peut pas donner sans travailler (…).
Et vous demandez à une personne ici sur la côte, pour qui as-tu voté ? "Je ne sais pas, mais ils m'ont donné une tuile, un sac de ciment" et quatre ans plus tard, ils se plaignent parce que ça ne sert à rien. ».

La question de l'origine de la pauvreté débouche rapidement sur un clivage idéologique, sans doute en raison du contexte électoral. Dans ce discours, nous observons que le manque d'éducation, qui expliquerait la pauvreté, mène à une impasse. Les coupables sont les électeurs et électrices démunis, qui vendent leur vote. Les Colombiens évoquent un possible problème institutionnel lié aux dirigeants, mais en partie causé par les électeurs à faible revenu.

Nous passons maintenant aux conséquences perçues de la pauvreté. Les références à ce sujet sont moins nombreuses, suggérant une place moindre dans les RSP (Graphique 210). Selon les interviewés, elle entraîne des actes criminels, voire une menace pour la vie des « non pauvres ». La pauvreté peut par ailleurs conduire à une résignation et à une dépendance, mais elle peut aussi susciter un éveil face aux difficultés. Mme Gloria[149], depuis sa maison républicaine de la butte de la Popa à Carthagène, se met à la place d'un potentiel criminel. Nous parlions des inégalités et du processus de paix signé par le gouvernement de J.M. Santos :

« Je ne comprends pas, de quel genre de paix parlez-vous, la paix de Santos ? » Elle n'existera pas tant qu'il y aura des inégalités sociales. Ou que pensez-vous ? Si mon fils est en train de mourir, mon fils est affamé et que je vous vois dans votre portefeuille avec des liasses de billets et que je vous demande et que vous dites non, je vais vous voler ! Je vais vous voler, c'est sûr ! Vous devez vous mettre à la place de l'autre personne ».

Madame Gloria s'implique dans les œuvres caritatives de l'église. C'est pourquoi elle adopte souvent un point de vue empathique envers autrui, prenant conscience du fardeau des inégalités. Or, elle se dit politiquement à droite, ce qui explique en partie son aversion au

[149] E8UPF6. Carthagène. Femme. 63 ans. Pie de la Popa. Strate 4. BTS. Revenus 3.

processus de paix. Avec son récit, nous revenons au fait que, pour les Colombiens et les Colombiennes, la pauvreté et les inégalités signifient insécurité et confrontation.

Ensuite, nous observons d'autres éléments qui nous renvoient au contenu de la RS. Nous avons recueilli les dix croyances les plus répandues dans l'échantillon (Graphique 211). 1. La croyance que la Colombie est un pays riche en ressources, mais pauvre humainement, la « *pauvre Colombie riche* ». 2. L'idée que la pauvreté découle d'un problème mental ou spirituel ou la pauvreté d'esprit. 3. La croyance que les personnes vivant dans la pauvreté sont, malgré tout, heureuses. 4. L'idée qu'il existe une industrie de la pauvreté, des personnes qui en bénéficient et font de la pauvreté leur business. 5. L'ignorance des personnes démunies qui menace la démocratie et les politiciens qui les utilisent comme des marionnettes. 6. Le soutien de l'énoncé « *el pobre es pobre porque quiere* », notamment la pauvreté comme un choix de vie. 7. La pauvreté est une épreuve normale de la vie, qu'il est possible de surmonter. 8. La croyance selon laquelle aider les pauvres contribue à leur reproduction. 9. La pauvreté perpétuelle qui passe d'une génération à une autre. Et 10. La croyance que la pauvreté est liée au crime.

La plupart des croyances justifient la pauvreté et les inégalités en Colombie. La croyance dominante est que la pauvreté découle d'une prédisposition mentale. Les pauvres sont jugés sur leurs efforts, ce qui permet de les blâmer et même de nier leur situation. Cela permet de justifier les hiérarchies sans recourir à des arguments culturels ou naturels. Ces croyances fonctionnent comme la colonne des RSP : elles servent à structurer et à s'adapter à diverses situations. Nous reviendrons sur les plus importantes d'entre elles dans la prochaine section. Nous soulignerons la croyance partagée selon laquelle les pauvres sont heureux. Mme Gloria parlera de ses voisins moins fortunés qui ont envahi les pentes de la Butte de la Popa.

> *« Dieu vous a donné deux mains pour que vous puissiez travailler et c'est tout, et c'est ce qu'il a enseigné aux gens de là-haut, la vie est là, vous devez la chercher, pensez à faire des choses, faites des brioches, vendez des mangues, vendez des oranges, faites de la glace ! vendre de la glace, et si vous allez là-bas, si vous faites des interviews là-bas, vous voyez un système audio, un téléviseur et un réfrigérateur, et ils paient l'électricité et l'eau, c'est une leçon de vie qu'ils vous donnent, si vous avez rendu visite à ces gens, ils ont un [Téléviseur] plasma ! Ils vendent de la glace, ils vendent des bolis, ils vendent de la chicha, ils vendent de l'eau, et alors, ils nous donnent une leçon de vie et ils sont heureux, ils font un peu de riz avec un petit morceau de viande, ils s'assoient et ils sont heureux, ils sont heureux ! (...). . Regardez toujours les gens qui sont plus mal lotis que vous et qui vivent mieux que vous ! Ils ont une famille, ils sont heureux dans une famille, ils donnent une leçon à tout le monde, aux gens qui ont tout et se battent comme des chats et des chiens. ».*

Madame Gloria voit plutôt une vision idéalisée des pauvres et une abondance de ressources. Ces familles pauvres sont des contre-exemples des élites insatisfaites. Elle montre que les personnes démunies trouvent du bonheur malgré leurs difficultés, ce qui les incite à

persévérer et à faire des efforts, ce qui suggère un rôle fonctionnel des inégalités. S'ils ne sont pas jugés pour leurs dépenses hors de leur portée, cette idée finit par relativiser ou invisibiliser les conditions d'un tiers de la population. Dans la mesure où la population croit que les pauvres sont heureux, la passivité institutionnelle face aux inégalités est plus probable.

Nous passons ainsi à la relation aux représentations sociales des inégalités. Lorsque l'on parle de pauvreté, l'opposition entre riches et pauvres est souvent mise en évidence. Certains Colombiens se pensent dans un pays à deux couches sociales : les riches et les pauvres. Par exemple, Mme Fleur, qui a été cuisinière et nounou chez des familles aisées, nous raconte ce qu'elle pense des différences.

« Toute ma vie j'ai vu cette différence entre les pauvres et les riches, bien sûr, depuis que je me connais, les riches sont les grands et les pauvres sont les petits, depuis la maison où vous travaillez, j'ai vu toute ma vie qu'ils étaient les grands et que nous étions les petits, qu'ils mangeaient en premier, que les employés mangeaient en dernier, qu'ils mangeaient à table et que nous mangions dans la cuisine et que c'était une différence, pourquoi ? Pourquoi ne pourrions-nous pas être ensemble si nous nous baignons tous ? Pourquoi ne pourrions-nous pas tous manger à table avec les riches ? La différence toujours du pauvre, le pauvre, celui qui est accroupi, acculé là-bas, et le riche… Et ici, c'est comme ça, le riche là-haut dans son manoir et nous, ici, dans notre petit ranch. Et c'est comme ça que ça va se passer et que ça va continuer, parce que les riches sont le gros poisson et les autres sont l'appât. »

Q. Mais cela vous semble-t-il juste ?

« Je ne sais pas, mais je, je ne sais pas, je ne comprends pas, parce que ça se passe depuis l'époque du Christ, mais ça doit changer maintenant, pensez-y. C'est ma façon de penser, la mienne, cela vient depuis Christ, là il y avait des rois, Jésus a été battu par les riches, ils lui ont fait tant de choses, pourquoi ne le feraient-ils pas à nous si nous sommes plus mauvais ? … Et le riche sera toujours plus riche et il cherchera un moyen d'avoir de l'argent, que ce soit par le bien ou par le mal, mais les riches sont riches quoi qu'il arrive, et les pauvres sont pauvres… Et le cœur des pauvres est plus humain. Nous sommes humains, mais les riches ne le sont pas, ils humilient toujours les pauvres, les Présidents arrivent ici pleins d'argent, ils collectent cet argent, ils trouvent tout cet argent, tout cet or, qu'en font-ils ? »

Madame Fleur perçoit la société de manière dichotomique, distinguant les riches et les pauvres, qui auraient des caractères opposés. Dans l'extrait, le rapport entre ces deux parties est vécu comme tendu, vu que les pauvres font l'objet d'un rabaissement constant et d'humiliations. Puis, dans la métaphore qu'elle utilise où les pauvres servent d'appât, on entrevoit une attitude fataliste. Les pauvres servent ainsi d'instruments aux riches, et, si elle s'indigne, elle ne véhicule pas une attitude vindicative ou de restitution des droits ; cela semble faire partie de l'ordre des choses. Nous l'avons interpellée sur la justice de cette situation. Elle hésite et se cache derrière l'argument catholique, qui valorise la souffrance des pauvres comme un destin. Malgré le bon cœur des pauvres et la nature méchante des riches, elle tolère l'injustice en invoquant un argument historique. La pauvreté, mise en contexte dans la société qu'elle

habite, la ramène toujours à ses croyances religieuses qui lui ont fourni un système d'explications, ce qui nous révèle l'appropriation du catholicisme social. Or, lorsque je lui ai demandé comment elle percevait la pauvreté dans son quartier, elle a nié son existence et jugé ses voisins comme étant des personnes fainéantes et paresseuses. Les mauvais pauvres.

La plupart des récits sur les relations entre les classes sociales montrent une société hiérarchique et antagoniste, avec des conflits entre ses groupes. Les relations de coopération ou horizontales sont moins fréquentes, même si non négligeables. Cette représentation hiérarchique entre groupes de la société se divise en deux types. Le premier est une société fracturée, avec des conflits variés entre groupes. Le second type est une société séparée, avec des relations inexistantes entre ses couches. Les vies se déroulent dans des « bulles », sans possibilité de mixité sociale (Graphique 212).

Nous avons cherché à savoir si les interviewés pensent qu'ils vivent dans une société méritocratique. La plupart ont répondu non, jugeant la société inégale et injuste, avec des inégalités en éducation et en santé, plutôt qu'en revenu (Graphique 213). Cependant, lorsque le sujet des injustices a été abordé, les répondants ont surtout mentionné l'écart salarial entre les travailleurs et les politiciens. D'autres inégalités sont dites tolérées, comme les différents niveaux de richesse et la soumission dans l'emploi pour le conserver. Dans les inégalités considérées comme justes, on retrouve la richesse issue d'un travail acharné.

Or, il y a l'idée d'un jeu à somme nulle entre riches et pauvres, que certains considèrent comme injuste. Cependant, certains le reconnaissent comme historiquement vrai, ce qui semble être une forme de résignation, comme chez Mme Fleur. Dans les élites, on trouve également des allusions historiques, comme celle du Dr Eduard,[150] qui compare la pauvreté et les inégalités chez les groupes indigènes et afro-descendants à une course.

« Parce que c'est précisément la population qui est la plus marginalisée, ensuite, la moins prise en charge et de manière ancestrale soumise, asservie. En fait il y avait de l'esclavage jusqu'à récemment, donc ce sont les gens qui… C'est comme une course de 100 mètres, il y a des gens qui partent du cinquantième mètre, pour atteindre les 100 mètres, c'est beaucoup plus facile pour eux. Il y a des gens comme eux qui sont issus de l'esclavage, de la ségrégation, d'un manque d'éducation et qui, pour émerger, empruntent le chemin le plus long. On devrait donc leur accorder beaucoup plus d'attention, ce sont eux qui méritent qu'on s'occupe d'eux. Les personnes qui ont été reléguées tout au long de l'histoire de l'humanité, pas que de Colombie. ».

Plus tard, il avoue faire partie des personnes privilégiées ayant commencé la course avec un net avantage. Il explique sa situation en évoquant le métier de son père, un médecin respecté

[150] E7UPF5. Carthagène, homme, 57 ans, Castillogrande, strate 6, Master +, consultation privée, revenus 7.

dans la ville. Cette manière de mettre en évidence les disparités historiques de la société laisse entendre qu'il trouve cela injuste. Si l'interviewé reconnaît l'existence d'une société hiérarchique, il évoque la nécessité de la rendre plus équitable. Il admet que celle-ci est structurée de manière à empêcher la mobilité sociale et à rendre impossible l'application de la méritocratie, en raison des inégalités initiales.

Si la plupart trouvent la hiérarchie sociale colombienne comme injuste, un tiers des personnes de l'échantillon se perçoivent dans une société méritocratique où les inégalités, issues de l'effort, sont justifiées et utiles. Elles aspirent le plus souvent à la mobilité sociale ou l'ont expérimenté au cours de leurs vies. Selon Roque, l'héritage initial revêt peu d'importance ; ce qui compte, c'est la façon dont on s'adapte aux ressources offertes par la vie. Les différences de statut résultent donc d'une sorte de concurrence.

« Je connais beaucoup de gens qui ont commencé avec moi et qui n'ont pas les mêmes capacités économiques, mais parce qu'ils sont allés faire la fête, parce qu'ils ont gaspillé leur argent, parce qu'ils n'ont pas travaillé aux bonnes heures et parce qu'ils n'ont pas fait les choses comme il le fallait, et maintenant, ils vivent en colère contre moi et je leur dis, et toi, pourquoi tu n'as pas travaillé comme j'ai travaillé ? [Il me demande] À qui mange le gros poisson ? [Au petit poisson] Bah non, il mange le poisson lent, un gros poisson peut être très gros, mais un petit poisson qui est agile et tout ça, il ne le mange pas. Donc le gros poisson ne mange pas le petit poisson, il mange le poisson lent, s'il se laisse faire c'est parce qu'il se fait attraper parce qu'un plus petit a plus d'agilité. »

Roque utilise une métaphore pour montrer que chaque personne peut progresser dans la société grâce à son travail. Selon lui, les désavantages initiaux sont plutôt des atouts pour le « petit poisson », qui peut ainsi développer ses compétences. Cette appropriation d'un darwinisme social lui permet de voir les inégalités comme un résultat juste, qui « réveille » les moins favorisés et stimule leurs capacités. En réalité, cette image de la société sert à son propre développement identitaire. Nous trouvons ces conceptions de la société captivantes, car elles aident les individus à donner un sens cohérent à leur monde quotidien. Dans ce cas à une société inégalitaire où les surplus sont détenus par un groupe réduit. Nous observons comment ces idées dépassent celle de la pauvreté et incluent d'autres représentations, telles que celles du succès, de la hiérarchie, de la justice et des opportunités.

Nous avons ensuite réorganisé les données, constatant que des personnes ayant des opinions divergentes sur l'équité et la justice du système social colombien ont tendance à adopter une attitude passive, sans demander d'actions visant la redistribution. Certaines, comme Mme Fleur, la trouvent inefficace et pouvant favoriser les mauvais pauvres, tandis que d'autres, comme Roque, pensent qu'elle entrave le processus de reconnaissance du mérite. Nous allons maintenant aborder les interventions soutenues, préférées et acceptées dans ce contexte. Nous

l'illustrerons avec le récit de Mireille, auxiliaire comptable, qui montre une aversion à la redistribution lorsqu'on parle des pauvres et des riches.

« Je crois que la pauvreté existe à cause de nous-mêmes, je ne vois pas pourquoi, si je vois que vous avez, je ne dois pas demander qu'on vous l'enlève ou que si votre famille a, d'une manière ou d'une autre, vous l'avez eu, si vous voulez l'avoir, faites-le vous-même ! (…) Eh bien, les gens qui se sont enmerdés [fourni des grands efforts avec douleur] comme vous et moi, qui ont bien réussi dans la vie et qui sont des pros et qui profitent de leurs opportunités, je ne suis personne pour dire si nous avons été volés ou non, je ne suis pas celui qui va s'occuper de ce genre de choses, nous laissons cela à Dieu et à la vie elle-même, ils n'en profitent pas pour X ou Y raisons. Mais je pense qu'ils ont obtenu leurs choses ou que leurs parents ont obtenu leurs choses, personne n'a aucune raison de venir et de dire prenez-moi ou donnez-moi. Je veux dire, pourquoi est-ce qu'ils vont vous prendre quelque chose ? Parce que ton père a sa maison, belle et cool et tout, il peut venir le criminel et dire "non, je l'exproprie s'il ne vit pas avec telle ou telle personne", tu l'as obtenue par n'importe quel moyen, pourquoi quelqu'un d'autre viendrait t'envier ? Va travailler de la même façon ! Il y a des gens qui savent profiter des opportunités que Dieu leur donne et que la vie leur donne, et d'autres qui profitent des autres, eh bien, ça c'est une autre longue histoire. ».

Faire une justice redistributive semble relever de l'ordre divin. Les allusions à la confiscation de biens découlent de la perspective d'une gauche au pouvoir qui évoquait le spectre du socialisme. Son récit est clair : les riches ont obtenu leur position grâce à leurs mérites et aux chances offertes par la vie ou le Bon Dieu. C'est pourquoi Mireille souhaite que le droit à la propriété soit garanti et que les mérites soient reconnus. Or, nous observons une tolérance à l'égard de la richesse héritée.

Cela nous permet de revenir au fait que nous observons un clivage entre ceux qui considèrent la pauvreté problématique et ceux qui ne le font pas. Si l'on considère ceux qui ne se sont pas exprimés, la majorité de l'échantillon est opposée à l'idée d'agir et trouve la pauvreté des autres acceptable. Il est donc compréhensible que la plupart des interviewés qui discutent de la lutte contre la pauvreté suggèrent comme solution celle d'offrir un emploi ou une formation professionnelle. Toutefois, ils ne souhaitent pas que ces mesures s'adressent à tous, mais uniquement aux personnes véritablement démunies. Les interventions globales et la redistribution équitable sont peu représentées. En effet, quatre personnes ont cité le proverbe « *Mieux vaut lui apprendre à pêcher que lui donner du poisson* », où la manière soutenable d'allouer des ressources est conçue à travers l'emploi. Felipe, ingénieur à la retraite, propose pour les pauvres :

« Alors, je veux dire, qu'est-ce que vous voulez faire ? Qu'est-ce que vous aimez faire ? Allons vous former, allons vous éduquer, allons, donnons-nous la possibilité d'être une personne productive. Oui ? Et si je vous donne maintenant et que vous me dites que cette personne souffre d'une maladie cognitive et qu'elle n'y est pas allée, d'accord, c'est autre chose, parce que la personne ne peut pas se débrouiller seule, mais ce n'est pas ce qui se passe aujourd'hui. (…). Bon, si c'est un homme dans l'attitude de l'homme âgé, d'accord, c'est reconnu (…). Mais une fille de 27, 24 ou 25 ans de Familles en action [PTCFa], vous les voyez traîner toute la journée à la maison, ou plutôt, à ne rien faire, même pas à s'occuper des enfants parce qu'ils sont laissés, ou plutôt, à la dérive. »

Felipe parlera de renforcer les capacités des plus pauvres, mais nous entrevoyons la difficulté à accepter des allocations à des personnes aptes pour le travail. Cela rend compte de la morale de cette société qui a trouvé dans les pauvres les travailleurs des métiers les moins valorisés et le reflet d'une assistance historiquement minimaliste et moralisante.

Nous revenons sur les cibles de l'assistance pour lesquelles il y a le plus de consensus : les enfants, victimes de la pauvreté et des parents, ainsi que les personnes âgées, abandonnées par leur famille et sans protection, ce qui est vu comme une atteinte morale. Or, il est intéressant que, si les enfants sont mentionnés comme les plus méritants, le PTCFa qui les assiste, ne soit pas toujours bien considéré, vu que l'intermédiation de leurs parents recrée de la suspicion. En revanche, le cas des personnes âgées dans ce sens est différent, sur le PTC pour les personnes âgées[151], la plupart en ont une opinion positive.

Les opinions des interviewés sur la lutte contre la pauvreté (LCP) et l'évaluation des actions gouvernementales[152] sont divisées (Graphique 214). Nous avons observé surtout un rejet de l'assistance et une polarisation sur l'outil de focalisation Sisben et son efficacité dans le ciblage des plus pauvres. D'abord, nous observons un rejet important de la stratégie des subventions dite de *l'assistanat*. Les raisons incluent : le découragement au travail, l'idée que les gens ne valorisent pas ce qui est gratuit, la croyance que cela deviendra un droit pour les bénéficiaires, la distorsion du marché et la criminalité, ainsi que le clientélisme, le populisme et la corruption. Nous revenons au récit de Felipe à propos des PTC ou les transferts monétaires.

« Je suis un ennemi acharné, 1A [le plus]*, des programmes d'aide sociale, il me semble que cela va à l'encontre de la dignité des personnes. Je pense que même s'il est vrai qu'ils peuvent être générés à un moment donné comme quelque chose d'urgent, comme quelque chose de ce que l'on appelle maintenant la mitigation, mais pas comme des politiques qui deviennent permanentes, parce qu'au lieu de créer chez la personne une condition d'amélioration, on essaie de la maintenir à son niveau de folklore, de confort, parce qu'il s'agit de faire le moins d'efforts possible, donc je ne suis pas dans FA, parce que je crois que si nous sommes chrétiens et que dans la Bible il est dit, "tu gagneras ton pain à la sueur de ton front", oui ? »*

Felipe nous laisse entrevoir que ce qui le préoccupe, au-delà de la dignité des pauvres, est le fait d'entretenir le folklore et le déni de l'effort. Dans cette morale, aider les pauvres et ne pas en faire des travailleurs est parrainer un style de vie considérée comme déviant. Spécifiquement à propos des PTC, les interviewés craignent des effets comme celui de prendre l'aide comme un droit acquis et de ne plus chercher à s'employer. Ensuite, l'idée de trompeurs

[151] La couverture du PTC « adulto mayor » est encore limitée. Nous avons entendu des mythes à ce sujet, comme celui selon lequel, pour qu'une nouvelle personne puisse entrer dans le programme, un bénéficiaire actuel devrait mourir.

[152] Il s'agissait de l'évaluation à la période de Juan Manuel Santos, réélu une fois (2012 - 2018).

dans l'assistance fait ressortir la crainte des personnes non méritantes, considérées presque comme des professionnels des aides. Ces personnes détournent les aides en nature et empêchent que les ressources arrivent à ceux qui en ont le plus besoin.

Le PTCFa spécifiquement est accusé d'avoir des effets néfastes comme l'incitation à la paresse, à la mauvaise utilisation de l'argent et à la grossesse (Graphique 215). Parler de ce programme, comme on l'a vu dans l'entretien avec Felipe, a fait notamment ressurgir la figure de la mère adolescente, considérée irresponsable, intégrante d'un peuple ignorant. Puis le stéréotype du pauvre fêtard et alcoolique, l'idée que les femmes sont soumises à un homme qui leur enlève l'argent, mais aussi, l'idée d'une pauvreté transmissible de génération en génération. De plus, nous avons observé l'explication culturelle de la pauvreté et la méfiance des subventions en espèce. Nous en parlerons dans la section « familles suspectes ». De fait, dans le groupe qui soutient les prestations monétaires du PTCFa, il y a le groupe de bénéficiaires.

Malgré la conditionnalité restrictive dans l'assistance sociale, la plupart des personnes, surtout en milieu urbain, se voient confrontées à une interaction obligée. Cela se produit lorsqu'une personne s'approche pour demander de l'aide en raison de sa situation défavorable. La plupart admettent avoir assisté quelqu'un dans la rue, mais la plupart d'entre eux ont déclaré le faire sous une forme autre que de l'argent liquide, comme de la nourriture, des vêtements ou un autre type d'aide. On suppose souvent que l'argent finance des activités inappropriées, surtout pour les drogues. La relation d'aide est ainsi régie par une morale. L'aide matérielle, qui consiste à donner des biens ou des services, est la méthode la plus consensuelle. Elle moralise les bénéficiaires en limitant leurs options et en les empêchant d'acheter ce qu'ils veulent. Certains ont des réserves à propos de la pratique, ce que nous avons regroupées sous l'étiquette « Oui, mais… ». Donc, si l'aide personnalisée est dans la morale de cette société, celle-ci contient aussi le fait de ne pas fournir d'assistance monétaire (Annexe 216 et 217).

Nous allons illustrer cela avec le cas du couple d'époux Gilles[153] et Marine[154]. Devant mes questionnements, elle me raconte que, ces jours-là, un garçon traînait dans son quartier. Elle dit que cela la rend triste, parce qu'elle s'imagine qu'il pourrait être son fils. Elle me raconte qu'un autre jour, elle l'a vu ramasser des cerises d'un arbre dans la rue. Gilles, qui travaille dans son taxi, arrive souvent la nuit. Une nuit, il a parlé avec le garçon qui lui a raconté un peu son histoire ; il venait d'une autre région et lui a dit qu'il consommait de la drogue, de la colle à snifer. Marine, ayant remarqué le garçon, offrit un repas chaud et une couverture lors d'une

[153] E9UCF7X1. Bogota, homme, 65 ans, strate 2, quartier Suba Tibabuyes, BAC, Taxiste, revenus 3.
[154] E64UCF7X2. Bogota, femme, 62 ans, strate 2, quartier Suba Tibabuyes, BAC, Foyer, revenus 1.

journée pluvieuse. Les époux semblaient préoccupés par sa situation. J'ai demandé à Gilles s'il donnait de l'aide financière aux plus pauvres.

« Non, je ne leur donne pas d'argent, ils me disent voisin, "donne-moi là", non, non. Plutôt… Le garçon dont la dame me parle, il n'a pas dit "donne-moi de l'argent", il m'a salué normalement, "ça va ? Quoi d'autre, voisin ? Vous allez vous reposer ?" Alors une nuit je l'ai laissé tâtonner [je suis allé voir] s'il y en avait dans la maison [quelque chose à manger], j'ai fait chauffer de l'eau avec du pain et je l'ai sorti et il y en avait deux, je l'ai fait passer à travers une grille, alors je les ai appelés et ils étaient là-bas et je leur ai donné leur aguapanelita [eau à la canne à sucre] avec du pain. Il ne faut pas leur donner de l'argent parce que tu sais que l'argent c'est pour acheter le vice, ce n'est pas pour plus, même si c'est 200 pesos, c'est tout ce dont ils ont besoin pour acheter leur vice. Comme celui d'hier soir, je lui ai demandé "mon ami, combien vaut le bazuco ?", il m'a dit qu'il y a plusieurs prix, il y a un prix de mille, mille et quelques et si c'est gras ça vaut plus. ».

Dans cet extrait, nous observons comment il est difficile de se détacher complètement des personnes qui vivent dans la pauvreté et qui sont dans la proximité. Dans ce contexte, la pauvreté frappe à la porte, une éventualité plus plausible dans un quartier à des immeubles classés en strate 2, dans la localité de Suba de Bogota. Ici, ils ratifient l'idée que l'on ne peut pas donner de l'argent à un inconnu, vu que cela favorise un usage non correct, voire l'achat de drogues. Par conséquent, un plat chaud est préférable. Or, une autre idée justifie cela : la croyance dans un marché de la pauvreté où des mafias exploitent les pauvres. Miguel, en parlant des SDF m'a exposé son argument et il dit se baser sur un livre qui lui a ouvert les yeux sur cette réalité.

« C'est très grave, parce qu'ils ne sont pas seulement délaissés, parce que c'est aussi une stratégie des mafias pour survivre et pour maintenir certaines choses, c'est aussi analysé dans le livre et je l'avais lu ailleurs, moi je ne savais pas. Il y a une mafia qui vend les feux de circulation, les feux de circulation sont vendus à Bogota, alors l'homme qui vend des sacs poubelles est un magnat qui a dix mille personnes qui vendent des sacs poubelles et il y a celui des sucettes. Et il y a une personne qui manipule les gens et les exploite de telle manière que si vous ne me vendez pas cela, je vais détruire votre petit ranch, et les gens ont peur et ils vont et subsistent avec cela. ».

Miguel raconte que les personnes qui travaillent dans les rues de Bogota sont sous le contrôle d'une vaste mafia qui régit leur existence. Ce récit commun à la population de Bogota sert le mécanisme de neutralisation de la compassion (Paugam et al., 2017). Ce processus est abouti lorsque l'empathie est réprimée et permet l'accoutumance aux inégalités les plus flagrantes de la réalité sociale. Si elle n'est pas clairement du type hygiéniste comme en Inde, elle se compare au cas du Brésil, dans le sens où, la sécurité est mise en avant et on cherche à rationaliser l'état de choses par l'auto-persuasion de l'impossibilité d'agir.

Finalement, nous avons abordé des exemples concrets de la vie nationale et demandé une opinion. Ces exemples nous ont permis d'aborder le lien entre pauvreté et groupes de population historiquement marginalisés, tels que les peuples indigènes et les afro-descendants.

Ces régions se trouvent dans deux zones géographiques où les conditions, selon les indicateurs de développement, sont extrêmes. Le Chocó, dans la partie occidentale de la Colombie, est le département dont le taux de pauvreté est le plus élevé du pays. La pauvreté monétaire touche en moyenne deux personnes sur trois. Ensuite, il y a La Guajira, un département du nord du pays dans une région aride. Les besoins de base des résidents ne sont pas comblés, principalement parce qu'ils n'ont pas accès à de l'eau potable.

Vingt et un individus ont exprimé leur avis sur la situation dans le Chocó. Ils sont convaincus que ce département est délaissé, que sa population est opprimée par la corruption et ses dirigeants, et qu'il s'agit d'une « région pauvre, mais pleine de ressources ». La plupart approuvent les manifestations de 2015, lorsque la population a exigé des mesures sociales du gouvernement. J'ai demandé à Juliette si elle approuvait les manifestations.

> *« Mais ils ont tout à fait raison ! et c'est quelque chose qu'ils devraient faire tout le temps. Je ne connais pas la zone pacifique de la Colombie parce que le peu que je sais, c'est ce que j'ai vu en géographie à l'école et toutes les histoires et nouvelles que vous entendez à la télévision, lisez sur Internet ou dans les journaux. Mais si c'est vrai ce qui est dit dans les magazines et les nouvelles, ils traînent les pieds, j'aurais déjà armé, tourné sur toute la Colombie parce qu'il n'est pas juste qu'une partie du pays soit comme ça, et je pense que c'est le pire. C'est inquiétant parce que chacun se bat pour sa région, chaque région a ses propres problèmes, mais ils sont totalement oubliés, c'est plutôt qu'on ne se souvient même pas de cette région. On dit "je vais en vacances, à Bogota, à tel endroit", mais personne ne dit je vais à Buenaventura. C'est qu'on pense inconsciemment qu'il n'y a rien de bon là-bas, et en effet c'est le cas, regardez comment on rejette cette région. »*

Il est révélateur de constater que l'ignorance de la région est comblée par les médias et le programme scolaire, des véhicules privilégiés des RS. Le récit nous a montré comment le pauvre lointain est l'objet de la commisération : ils sont la région la plus pauvre, tout le monde les pille et, en plus, leur géographie rend tout plus difficile, donc ils sont des victimes de plusieurs côtés et de plusieurs acteurs. Cette phrase exprime de la compassion plutôt que du respect. Le récit de Juliette suggère que ces régions sont cachées et elle-même admet les ignorer. La plupart des autres citations invoquent un manque de conscience nationale. En réalité, le port de Buenaventura mentionné, se trouve dans le département voisin du *Valle del Cauca*, erreur commise par d'autres personnes. Cela nous révèle comment les plus éduqués participent aussi au régionalisme, qui naturalise la pauvreté dans les régions périphériques du pays.

Enfin, c'est le cas de la région colombienne de La Guajira, où des enfants de la tribu Wayuu ont péri en grand nombre en raison de la malnutrition chronique. Les références font mention de la corruption des dirigeants, qui ont détourné les ressources destinées à la région. De plus, comme dans le cas du Choco, les références évoquent un département négligé et victime du manque de priorité accordé à ses besoins. Or, dans ce cas, les arguments sont

partagés : on accuse le peuple autochtone d'être responsable de la situation grâce à ses coutumes. Dans cet extrait, Eduard admet que la situation est injuste, que l'État les a oubliés, mais il ajoute un petit commentaire sur leur culture, laissant entendre que, si on les éduquait davantage, les choses seraient différentes.

« En partie, si vous vous rendez compte, c'est d'abord parce qu'il s'agit de populations abandonnées depuis longtemps qui n'ont pas de services de base, le manque de services de base génère aussi la pauvreté, génère des maladies, oui, et l'éducation, même s'il s'agit d'indigènes, s'il y avait beaucoup d'indigènes très éduqués, alors leurs coutumes et leurs croyances, s'il y avait une bonne éducation, on pourrait les changer à bien des égards, mais je pense que c'est la même chose, le manque de pénétration du gouvernement et de l'État dans la population, et c'est grave, c'est ce que je pense. »

S'il admet une faille institutionnelle dans une affaire impliquant des morts d'enfants, les populations sont encore indirectement blâmées, ce qui reste à l'urgence humanitaire. Nous le reprendrons dans la section « cultures rétrogrades ». Le culturalisme en arrière-fond nous a révélé comment un positionnement ou une explication peut se soutenir dans une autre, qui, moins politiquement correcte, se cache en arrière-plan.

Ainsi, nous avons exploré les divers composants qui forment ou servent de base aux RSP les plus influentes en Colombie. Nous allons résumer les observations. En résumé, la pauvreté est surtout associée à la faim, au chômage et aux endroits de résidence. Les individus identifient le pauvre en se servant des marques qui notent leur participation à la consommation et puis à des traits incorporés, comme la façon de parler et de se conduire. Les sans-abri et les jeunes mères avec plusieurs enfants sont les plus associés à la pauvreté. Puis tous les pauvres ne sont pas égaux. Il y a la personne qui est pauvre, mais qui est « humble », qui travaille dur, qui a un bon cœur et qui se contente de peu. Il y a aussi l'autre pauvre, celui ou celle qu'on associe à la violence et qui ne cherche pas à s'employer. La plupart voient beaucoup de pauvreté, mais très peu d'entre eux la considèrent comme un problème. En effet, la pauvreté est souvent associée à une division de la société en classes sociales antagonistes, où les ressources sont limitées et où les riches cherchent constamment à maximiser leurs propres gains, créant ainsi un jeu à somme nulle. La pauvreté est souvent perçue comme résultant d'une structure politique corrompue qui profite de l'ignorance, mais qui est favorisé par le manque d'esprit des personnes les plus démunies. La société est inégale en raison de la concentration des ressources et des hiérarchies historiquement injustes. Cependant, plutôt que de soutenir des mesures de redistribution, on souhaite mettre en avant les mérites personnels. Les rémunérations monétaires sont donc considérées comme contraires à cet objectif. De fait, les pauvres font souvent l'objet d'une assistance personnalisée qui vise à les moraliser en leur interdisant de

gérer de l'argent. Un programme d'aide structurel devrait être une intervention gouvernementale en matière d'emploi pour les plus pauvres.

Quelqu'un qui voudrait communiquer et s'intégrer pourrait utiliser ces éléments comme point d'entrée dans le contexte colombien. Maintenant, nous allons approfondir sur certaines catégories ayant atteint leur saturation et qui font aussi partie du répertoire dans le contexte.

2. L'échafaudage de la pauvreté ou les idées reçues les plus répandues.

Nous souhaitons dépasser une simple présentation de nos informations pour offrir une analyse plus approfondie des sens que ces dernières revêtent dans ce contexte particulier (Paillé & Micchielli, 2016). Les thèmes que nous aborderons ici répondent à la question de l'attachement aux plus pauvres et, en même temps, nous dévoilent des formes « locales » de signification de la pauvreté. La plupart sont à a fois des définitions, des croyances, des causes, des conséquences et des dispositions face à la pauvreté. Ces éléments fonctionnent comme des RSP, car ils fournissent des connaissances sur la société et les inégalités sociales qu'y règnent. Ils permettent de comprendre la réalité et ont été validés par celle-ci, ce qui signifie qu'ils sont efficaces pour vivre avec les niveaux actuels d'inégalités.

Depuis l'autre rive, la TRS a signalé comment les croyances fournissent un arrière-fond culturel des significations partagées. Elles importent pour la genèse des RS et permettent de mieux comprendre la manière dont les sujets s'inscrivent dans un ordre social et une historicité, puis y construisent leurs appartenances et communiquent (Jodelet, 2002). Nous allons ici aborder les plus importants de l'échantillon.

a) Le pauvre d'esprit ou la pauvreté d'esprit.

La troisième partie de l'échantillon parle d'un pauvre d'esprit ou d'âme. Cela constitue à la fois une croyance, une explication, une définition et un type de pauvreté. La pauvreté est vue ici comme une expérience mentale ou spirituelle qui domine les individus. Cette approche met en évidence un aspect de la pauvreté qui dépasse le matériel. Cette vision de la pauvreté considère qu'elle émane des individus eux-mêmes. Dans cette logique, si elle est un phénomène avec des conséquences réelles, on situe son origine dans une disposition de l'esprit, et on la perçoit comme mentale et intérieure. De ce fait, la pauvreté est conçue comme une représentation de la pauvreté elle-même.

Ce récit se décline en plusieurs teintes. Il va d'une relativisation de la pauvreté qui permet de la nier jusqu'à la réifier d'après les résultats matériels des individus. La pauvreté est parfois notée comme une condition, parfois comme une situation. Dans le premier cas, l'esprit finit par habiter la personne et mine la volonté de celle-ci, la rendant passive et irrémédiablement dépendante. Lorsqu'on la voit comme situation, on peut la dépasser, mais seulement si l'on change de mentalité, ce qui se reflétera dans les comportements et les résultats.

La pauvreté d'esprit a été utilisée dans différents contextes historiques. Elle a évolué, passant de l'inspiration platonicienne à la rhétorique catholique et finalement nous observons comme cet argument a été coopté et s'est adapté au récit néolibéral. On peut également penser à un accent animiste inspiré des peuples autochtones et afro-descendants, où la pauvreté est associée à des entités spirituelles. Nous allons montrer comment les interviewés ont abordé ce sujet. M. Cuchi[155], messager de profession, décrit ce qu'il observe dans son quartier, situé en strate 3 à Carthagène.

> *« Il y a de la pauvreté ici, mais ce n'est pas de la pauvreté… C'est comme une* ***pauvreté spirituelle*** *parce que les gens ne veulent pas avancer, les jeunes surtout. Il y a de la pauvreté ici, mais il n'y a pas de pauvreté absolue, comme dans d'autres quartiers marginaux. Il y a une pauvreté ici, il y a des gens qui vivent mal, mais les gens qui vivent le plus mal sont ceux qui ont le plus de désordre, ceux qui s'exposent le plus, ceux qui dépensent le plus. Je veux dire, jamais pour s'améliorer, mais comme ils disent, pour s'endetter plus. Ils se plaignent et ils travaillent, par ici tout le monde travaille, ici 80 % des gens travaillent, mais informel, formel, peu importe, mais ils travaillent et leurs enfants voient cet exemple (…). La pauvreté est à l'intérieur, je dis, à l'intérieur, à l'intérieur, si vous dites à cet homme, viens allons par-là, "ah bah non, je n'y vais pas, qu'est-ce que je vais faire là-bas ?", comment n'allez pas vous dire, allez ! Peut-être que vous vous débrouillez bien là-bas, non ? Il y a des gens qui ne veulent pas, qui disent que je ne peux pas aller là-bas parce que je ne sais pas ce que c'est, c'est un complexe et c'est la pauvreté. Hé, mais si toi, tu as ton argent et que tu travailles, pourquoi tu ne peux pas aller là-bas ? ».*

Il utilise l'idée d'une pauvreté d'esprit pour expliquer les changements qu'il observe dans son quartier. Cette mentalité limitative empêcherait les gens de sortir de leur zone de confort et de découvrir de nouvelles opportunités. Elle serait typique des personnes défavorisées, qui manqueraient d'aspirations. La pauvreté d'esprit est associée à des comportements tels que la paresse, le désordre et l'endettement. M. Cuchi s'inquiète du manque de motivation au travail chez les jeunes, contrairement à la génération précédente. Il la compare à la pauvreté absolue comme condition grave. Dès lors qu'il la situe à l'intérieur, elle ne serait pas sinon de la faute des individus et moins de l'État ou la conjoncture socio-économique.

[155] E39UPF2X3. Carthagène, homme, 53 ans. Barrio chino, strate 3. Employé, Bac. Revenus 3.

D'autres situent exactement cette pauvreté dans le cœur ou l'âme. Betty,[156] coiffeuse dans un hôtel, en témoigne. Sa famille a déménagé de Barranquilla à Bogota alors qu'elle était à l'école, ce qui, selon elle, l'a destinée à une vie différente de celle de ses proches. Elle exprime son point de vue sur la pauvreté.

« Je pense que c'est plus une question d'habitude ou simplement que je suis née pauvre et que c'est là que je vais rester, parce que je pense qu'il faut donner la priorité à ce que l'on veut, que l'on se motive, que l'on bouge, et je pense aussi beaucoup à la planification (…). Mon père nous a montré par son exemple que ce que nous devions faire était de travailler dur pour pouvoir obtenir des choses, donc je pense que si vous dites que ***je suis pauvre dans l'âme****, non ! C'est plutôt la mentalité, toutes ces choses sont dans les pensées, tous ces obstacles que l'on met à l'intérieur de soi, que c'est comme ça que je vis et que ça doit être comme ça (…). Je veux dire, je dis que c'est plus lié à la pensée et à l'éducation, parce que soyons honnêtes, quand je vais à Barranquilla, je trouve dans ma famille des gens très paresseux, oui, mais c'est plus parce que mes oncles ont eu l'idée de s'amuser. En fait, parfois je dis à mon père que si nous n'étions pas venus ici, peut-être que nous vivrions dans la maison de mes oncles avec mon mari, que nous aurions beaucoup d'enfants, non ! ».*

Betty s'identifie comme une travailleuse et ne veut en aucun cas être perçue comme une pauvre. Elle se compare à sa famille et utilise l'image d'une mère élevant de nombreux enfants et restant à la maison comme référence. Pour elle, la pauvreté découle d'une attitude mentale. La pauvreté serait ainsi un obstacle mental, mais il serait possible de s'en libérer en fonction de la perspective. Nous observons ainsi comment, pour ceux issus des milieux populaires et en quête de mobilité sociale, la pauvreté d'esprit leur sert à se distancer de leurs anciens pairs. Tout en adoptant un point de vue idéaliste sur la structure sociale et les opportunités.

Dans un autre cas, en milieu rural, Tania[157] reconnaît une situation de pauvreté économique, mais l'idée d'une pauvreté d'esprit lui sert à se distancer des autres villageois et à réinterpréter sa situation. Ayant vécu à Barranquilla comme personne déplacée par la violence, elle distingue deux formes de pauvreté après une heure quarante d'entretien.

« Être pauvre ne démérite personne, mais s'il faut être pauvre, il faut savoir être pauvre dans la vie, parce qu'il y a des gens pauvres qui sont pauvres, mais pauvres en ***esprit****. Je suis pauvre économiquement, mais pas en esprit. Il y a donc deux sortes de pauvres, les pauvres en esprit et les pauvres en argent, parce que, quand on est pauvre en esprit, on ne fait rien pour avancer, même si on vous met là avec un petit plateau d'argent.*

Q. Mais qui serait ce pauvre d'esprit ?

Ma fille, tu n'agis pas, tu n'es bon à rien, toi, tu ne fais pas ça, toi, non, je vais faire ça, peut-être, par exemple, je vais te donner un exemple, je suis venue ici à partir de rien, j'ai construit cette petite maison, tu me vois ici le week-end, je fais des Pasteles [Repas traditionnel] ici et je les vends à mille pesos. Pourquoi fais-je ça ? Pour construire ça, d'accord ? Je ne suis donc plus pauvre en esprit, mais vous avez faim et tu ne dis pas : "bah, je vais faire ce beignet frit, pour voir si je peux gagner quelque chose", ou si tu as un frigo, "je vais le remplir des sacs de glace" (…). Donc il y a des gens qui ne font rien pour eux-mêmes, c'est ce que je veux te dire. Et je le vois ici, ici, il y a des femmes qui

[156] E26UCF25. Bogota, femme, 39 ans, BTS, Mosquera, strate 3. Revenus 4.
[157] E67UPF54. San Jacinto, femme, 48 ans, Arenas, BTS, vente à la maison, revenus 3.

passent toute la journée décoiffées (…) et sales, et elles ne font rien, et quand l'homme arrive de là-bas [des exploitations agricoles], alors elles vont à peine monter la cuisinière. Je vais à Barranquilla et c'est là que les paresseux meurent de faim, parce qu'à Barranquilla c'était comme ça, bah si tu fais, pour parler de quelque chose et excuse-moi, de la merde, tu vends de la merde à Barranquilla (…). C'est là que se trouve la situation de la pauvreté d'esprit et la pauvreté d'être pauvre parce que vous n'avez pas d'argent. Ce sont deux choses très différentes. »

Nous constatons que l'idée permet à Tania d'expliquer les disparités entre les milieux ruraux et urbains, ainsi qu'entre sa propre situation financière et celle de ses voisines, perçues comme fainéantes et mal coiffées. Le mauvais pauvre est celui qui est pauvre en esprit. Le bon pauvre agit face à la pauvreté économique et a un statut différent dans l'échelle du mérite.

Les personnes favorisées de l'échantillon ont principalement abordé les thèmes de la mentalité et de la motivation, plutôt que celui de l'esprit. Toutefois, elles participent aussi à ce processus. Juliette, qui est la gérante de plusieurs restaurants de son père, nous a raconté :

*« Certaines personnes sont très conformistes, « ah c'est ma réalité » et c'est ce à quoi je m'accroche, surtout d'où je viens, mon père a réussi tout seul, donc, c'est possible, mais avec de l'**esprit**, n'est-ce pas ? La motivation, l'ambition, je ne sais pas comment l'appeler parce que je reviens en arrière et je dis que ce n'est pas avoir des millions dans une banque, mais cet esprit de persévérance et d'avancer. Comme les gens dans la maison en face de ma chambre, c'est-à-dire, vous pouvez voir leur désir d'avancer, avec le peu qu'il y a, [alors] qu'une personne qui est satisfaite, « je suis ici et je vais rester ici et je ne vais rien faire d'autre ». »*

Juliette, prend comme exemple une famille afro-descendante de la Boquilla qu'elle a vu progresser pendant son séjour. Elle cite également l'exemple de son père, qui originaire d'un village est devenu un entrepreneur. En fin de compte, celle-ci est la croyance qui semble fonctionner le plus comme une RS ; elle explique la réalité et mêle des éléments fantastiques au réel. Elle s'appuie souvent sur des exemples de réussite, soit des figures abstraites, soit des exemples personnels. Comme RS, c'est une manière d'expliquer ce qui apparaît inexplicable à certains, voire pourquoi les plus pauvres ne semblent pas créer des chances pour leur survie, réagir aux opportunités, ni créer de la richesse grâce à leurs habiletés, qui seront communes à tous les êtres humains. Dans le cadre d'un contexte imaginé de richesses et d'opportunités, elle sert à culpabiliser les plus pauvres et accepter le *statu quo*.

b) **Dites-moi votre strate, et je vous dirai qui vous êtes. Appropriation d'une notion.**

Nous traiterons maintenant la principale croyance qui permet de rendre intelligible la configuration des inégalités dans le contexte, c'est l'appropriation de la stratification de services à utilité publique[158]. Le terme « strate » est devenu courant pour décrire les divisions socio-

[158] La loi sur la stratification, adoptée en 1994, a créé une classification des bâtiments en six catégories selon leurs caractéristiques. La première strate regroupe les bâtiments construits à partir de matériaux de moindre qualité, tandis que la sixième est composée des quartiers les mieux équipés. Ces distinctions se font dans un souci

économiques en utilisant un schéma spatial, souvent appliqué aux contextes urbains. Nous allons approfondir cette particularité colombienne abordée au chapitre 4, car elle a joué un rôle clé pour la compréhension des disparités.

À cet égard, nous examinons comment, à Bogota, la catégorisation en strates est devenue un moyen de hiérarchiser les individus selon leur statut socio-économique. Nous avons noté, comme l'on parle des pauvres en évoquant la « basse strate » ou la « strate zéro » lorsqu'on veut exagérer. Cela dit, si la plupart des interviewés parlent d'inégalités, mais mettent le quartier au cœur de la notion, un groupe non négligeable évoque une manière de classification sociale. Ce classement peut effectivement être lié au niveau de vie d'un ménage, mais une telle corrélation fait parfois défaut (Alvarez & Aliaga, 2016).

La RS émane de la perception selon laquelle un beau quartier correspond à une strate et une classe sociale élevée, une idée que tout le monde ne partage pas. Puis, quelques personnes croient que l'échelle de classification (de la strate 1 à la 6) est directement liée à une échelle économique, de sorte que la première strate correspond aux personnes en situation de pauvreté, tandis que la sixième, elle, correspond aux personnes aisées. Nous remarquons que certains récits utilisent cette notion pour définir l'identité d'une personne, alors que d'autres nient tout lien avec les strates. En le niant, ils reconnaissent involontairement que ce rapport existe.

Après avoir examiné les usages de la notion, nous allons les illustrer. Mélodie nous partage son expérience à l'université privée qui accueille des boursiers. La strate émerge comme un caractère distinctif permettant d'identifier les participants d'un cours.

> *« Alors tu rentres dans un cours de 100 personnes et il y a des gens de toutes les strates, ceux de la strate 1 avec ceux de la strate 1, les strates 2 avec les strates 2, les strates 3 avec les strates 3. C'est comme un aimant, le 4 avec le 4, le 5 avec le 5, le 7 avec le 7, c'est comme ça, c'est impressionnant ! Parce qu'on se retrouve avec les mêmes personnes, soit parce qu'on les connaît, parce qu'on sait déjà qui ils sont, soit, ça semble très superficiel, mais comment ils s'habillent, eh bien, si tu ne connais personne, tu cherches la personne basée en comment elle est habillée. Et tu ne te rends pas compte que c'est un filtre, ça sonne mal, très mal, mais tu ne vas pas voir celui de la strate 6 avec le bousier se promenant, à l'université non, ça n'arrive pas ».*

La strate 7 n'existe pas, mais il est courant que les personnes exagèrent quand ils veulent parler d'une personne très aisée. Nous observons comment Mélodie en le racontant se surprend de ces mécanismes sociaux, elle avoue toutefois de ne pas pouvoir s'en défaire. Dans ce récit,

redistributif : les ménages des strates 4 et 6 paient une surtaxe pour couvrir les frais de service domestiques des résidents des strates 1 et 2.

nous observons comment les individus ont développé une sorte de technologie sociale pour déterminer l'origine sociale des personnes, en utilisant la présomption de strate. Pour établir des frontières, ils observent des indicateurs tangibles, comme les vêtements, et la reconnaissance par d'autres membres du groupe. Cela montre comment l'idée de strate va au-delà du bâtiment résidentiel, reflétant une division sociale pour assurer l'homogénéité.

Cette notion ne profite pas seulement aux groupes aisés pour établir des distinctions. Elle est courante et permet de distinguer les riches des pauvres. Lors de mon entretien avec Gilles, j'ai abordé le sujet des différences perçues dans la ville.

« Ben, tout le temps, les strates ont été toujours là, ceux qui ont de l'argent, mais qui sont plus radins, on le voit bien, ah oui, et il y a aussi d'autres qui dépensent aussi, eee, et les pauvres… Le plus qu'ils… Nous, les pauvres, on dépense ce qu'on a. Ce qu'il a, il dépense ce qu'il a, il ne s'arrête pas pour dire qu'il faut économiser parce qu'on ne peut pas économiser, mais seulement ce qu'ils vont…. On ne peut pas économiser, on ne peut pas épargner, nous, bien sûr, et, comme les strates, ceux qui ont beaucoup d'argent, ils profitent de ceux qui n'ont pas d'argent [rires] et on travaille et on travaille et on vit comme ça. »

Lorsqu'il emploie le terme « strate », il fait référence aux individus fortunés. Ainsi, une « personne de strate » désigne une personne aisée. Pour Gilles la société est divisée entre riches et pauvres. Lui qui se décrit comme faisant partie de la classe ouvrière, se retrouve du côté des pauvres. Lesquels sont associés à des comportements dans leur usage de l'argent.

La strate sert également à désigner des changements de position dans la hiérarchie. Par exemple, Gumersindo nous a raconté comment, après avoir obtenu son diplôme, sa nièce l'a ignoré en disant : « *Se le subió el estrato*. » ce qui veut dire que la strate lui est montée à la tête. Cette expression décrit comment une personne en mobilité sociale peut oublier ses origines.

En d'autres termes, nous mettons en évidence comment l'idée de strate, empruntée à la sociologie, a été intégrée au droit et à la sphère publique, ce qui lui a permis de se développer considérablement dans le contexte colombien. La loi de 1994 fut une nouveauté, lorsqu'elle établit pour la première fois un classement hiérarchique des logements. Elle permet de parler des différences spatiales urbaines, des différents pouvoirs d'achat et même des différences extérieures des individus. Il semble que l'idée émanant d'un cadre académique a rencontré un contexte inégalitaire à travers la législation et s'y est enracinée. Elle a donné un nom aux disparités socio-économiques en évoquant une échelle. On y voit le processus d'objectivation et d'ancrage des RS et le lien entre RSP et celle des inégalités.

c) **“La pauvre Colombie riche”, la pauvre et pourtant riche nation.**

En Colombie, on pointe souvent une contradiction : ce pays regorge de ressources naturelles et de richesse, pourtant, il est confronté à une pauvreté structurelle et à une proportion importante de sa population qui vit dans la pauvreté (Graphique 218).

Cette situation paradoxale est expliquée de deux manières. La première consiste à dire que la richesse reste entre les mains d’un petit nombre de personnes et n’est pas distribuée. La seconde est que la richesse est abondante, de sorte que le problème réside chez les personnes qui ne cherchent pas à l’obtenir. Ceux qui croient en l’inégalité de distribution économique ont tendance à souligner un paradoxe : les agriculteurs, qui cultivent la terre pour subvenir aux besoins alimentaires du monde entier, ne bénéficient pas d’infrastructures adéquates, sont sous-payés et vivent dans des conditions indignes. Le cas paradigmatique du Chocó est évoqué. Ce département possède des ressources minières, des bois précieux et une sortie à l’océan Pacifique, mais il est le plus pauvre du pays.

Quant à ceux qui se limitent à voir dans la richesse un problème d’exploitation, ils décident de voir en Colombie un pays riche en ressources naturelles et plein d’opportunités. Ils focalisent leurs discours sur les avantages du terroir, sans parler des bénéficiaires de la production. Parmi ces 14 personnes, neuf adhèrent aussi à la croyance d’une pauvreté spirituelle. Nous l’observerons dans le récit de Miguel, propriétaire d’entreprise.

> *« Ici, il y a beaucoup d’argent, la Colombie est trop riche, partout où je vais, je regarde ces fruits et ces légumes et tout ce qui en émane, nous allons faire des courses avec ma femme à Anapoima, à Funza, il vaut un quart de ce que vaut à Carulla et il est de meilleure qualité et l’homme gagne et il gagne beaucoup ! Parce que je lui ai aussi demandé, dans cet étal, combien il vendait et c’est plus de trois cent mille pesos par jour, rien qu’en fruits, c’est trop d’argent. »*

Miguel se pense dans un pays abondant, puis il relativise la situation des travailleurs qui, selon lui, ont un revenu correct. Il admet une concentration de la richesse, mais croit que les pauvres ont plus que ce qu’ils disent. Nous l’avons cité lorsqu’il a évoqué la croyance dans une industrie de la mendicité dans les villes. À l’inverse, nous observons l’idée d’un pillage de la richesse, entraînant un retard pour les zones riches en ressources. Dans la discussion avec les sœurs Dora[159] et Rébecca[160] de San Jacinto, l’une artisane et mère au foyer et l’autre, auxiliaire comptable au chômage, je leur ai demandées les différences entre régions en Colombie et j’ai évoqué le nom Choco. Elles m’ont répondu :

[159] E66UPF53X1. San Jacinto, femme, 46 ans, Centre, BAC, artisane, revenus 2.
[160] E66UPF53X2. San Jacinto, femme, 52 ans, Centre, BTS, chômage, revenus 3.

E66RPF53X1. « Il me semble que ce sont les gouvernants, regardez la pauvreté dans le Chocó, je pense que ce sont les gouvernants eux-mêmes, à mon avis, c'est la politique. »

E66RPF53X2. « Il y a des zones oubliées, mais c'est peut-être pour leur même situation qu'ils ont comme territoire. Le Chocó est l'un des départements les plus riches de Colombie, car il s'agit d'un port et ils ont des entrées comme Carthagène, mais, malheureusement, la mauvaise gouvernance de ceux qui sont au pouvoir ne leur a pas donné l'opportunité de se développer, parce qu'ils les ont pressés, c'est le mot, ils les ont exploités, et à cause de la région où ils se trouvent, c'est bien profond, il pleut, il y a pratiquement de l'eau presque tout au long de l'année. C'est pourquoi le Chocó est tel qu'il est, mais c'est l'un des départements les plus riches de Colombie, c'est pourquoi les guérilleros n'ont pas quitté cette région, qui est une zone d'exploitation pour eux, vu qu'ils les ont oubliés et qu'ils savent ce qu'il y a là-bas et c'est pourquoi ils ne partent pas, la pêche là-bas, Buenaventura est un port international, l'Or, c'est pour ça qu'ils se battent, là-bas, l'exploitation minière, c'est ce qu'ils ont pu exploiter. »

Rébecca signale la contradiction d'une pauvre région riche. Malgré tout, nous sommes intrigués par la manière dont on perçoit le potentiel de cette région, qui possède effectivement un pan s'étendant jusqu'à l'océan. Elle évoque également l'extraction aurifère et la pêche. On voit ensuite une image d'un endroit reculé, peu accessible, humide, ce qui suggère que cet environnement entrave l'intervention de l'État et facilite celle du crime. L'exotisation du territoire contribue également à expliquer son retard.

La *pauvre Colombie riche* nous semble être une sorte de RS que la TRS a défini comme les *thématas* voire, des idées d'antinomies ou de polarités interdépendantes. Ce qui ajoute la force à la RS est la crise dans la notion (Markova, 2000). Il nous semble être le cas de cette contradiction à propos de la pauvreté en Colombie. Il est vrai que ce phénomène peut être observé dans tous les pays en développement, mais nous constatons qu'il s'appuie sur des références locales, comme dans ce cas, le département du Choco.

d) **La corruption, une tendance innée ?**

L'explication par la corruption fut codée comme étant externe, car elle admet que la pauvreté n'est pas le fait d'un individu ou de son comportement. Nous observons toutefois une subtilité. À vrai dire, si l'idée des gouvernants qui pillent les ressources pointe à la crise institutionnelle, il y a un certain reproche envers les citoyens qui ne surveilleraient pas suffisamment les ressources publiques ou qui participeraient à la corruption. Il y a aussi un autre accent qui finit par accepter la situation comme une conséquence naturelle et un fonctionnement normal des choses, et qui conduit à une attitude de résignation.

De fait, nous n'observons quasiment pas, dans les discours, que la situation donne lieu à la revendication des droits ou à la dénonciation du pillage. Les interviewés ne proposent donc pas d'actions ou disent n'en avoir pris aucune. On peut également ajouter que certains groupes

culturels sont stigmatisés pour leur prétendue propension à la corruption. Ils seraient caractérisés par leurs membres ayant un faible niveau d'éducation et de revenu, certains habitant les régions côtières. Ils sont accusés ainsi d'être la faille de la démocratie colombienne.

D'abord, la question de l'éducation des pauvres est un point névralgique du discours qui génère des visions et opinions contradictoires. Elle est considérée comme une conséquence et un facteur contribuant à la pauvreté, qui alimente le cycle vicieux de celle-ci. Nous allons illustrer avec le cas de Mme Gloria[161], qui se rapproche des plus pauvres de son quartier dans des relations de travail qu'elle dit mutuellement bénéfiques. Lorsque je l'ai questionnée par la pauvreté en Colombie, elle m'a coupé la parole.

« Tant que le peuple n'est pas éduqué, un peuple éduqué, ici, il est nécessaire d'éduquer le peuple parce que le peuple est très ignorant et l'ignorance est ce qui donne la corruption. L'ignorance des corrompus, je ne prononce pas le R, des corrompus, les gens sont trompés, vous voyez le pauvre, ils l'embrassent et lui "le candidat était avec moi et m'a embrassé et était dans ma maison" eh bien voyons s'il va vous connaître plus tard (…). Ce sont des esclaves, ils sont ignorants, ils sont esclaves des mêmes personnes, vous me comprenez ? Ils les mettent au travail, ils leur donnent le salaire minimum, même pas le minimum, ils leur donnent les cinq mille petits pesos, c'est ça la réalité de la vie [Q. ici à Carthagène ?] je dis partout, ici aux filles du service, je les mets toutes à étudier, à se préparer, et je les sors [Q. vous avez eu des cas ?] de toutes mes filles, je dis à la bonne de mon fils d'étudier, de se préparer et elle est en train d'étudier, et "tu dois être une personne, tu ne seras pas une bonne toute ta vie", c'est difficile de lui laver le cerveau ».

L'éducation des pauvres est vue dans le moteur du cercle vicieux de la pauvreté. Celle-ci est représentée comme le terrain fertile pour les maintenir dans une position défavorable et servile, rendant possible les salaires misérables. Si Gloria véhicule encore l'idée que les pauvres doivent être éduqués à tout prix, même s'il faut leur « laver le cerveau », ce qui touche l'idée d'une normalisation, elle les traite en victimes et pense possible leur reconversion. Elle n'est pas la seule à faire ce rapport, Antoine,[162] depuis le hameau las Charquitas, étant l'un de seuls habitants originaires restant, nous parle de ses voisins, originaires d'autres endroits.

« Vous savez que la question de la politicaillerie est qu'ils se présentent ici, on demande, ici, il y a des gens qui ne savent pas pour qui ils votent, je leur demande "pour qui vous avez voté" "Je ne sais pas, un programme qui est passé par ici". Ici le politicien venait avec un paquet d'argent (…) Les pauvres sont très faciles à manipuler, les pauvres ont le problème que le politicien vient, le politicien les convainc, la personne religieuse vient et les convainc. Pas les évangéliques, mais les religieux, les religieux sont ceux qui inventent des églises et là, ils se déguisent pour tromper les gens. C'est la raison pour laquelle il est très facile de tromper (…) Lorsque les plus pauvres sont dans l'ignorance, quand est-ce qu'une personne pauvre va protester contre quoi que ce soit, quand ? ».

La pauvreté peut rendre les personnes passives et leur ignorance peut menacer la démocratie sous diverses formes. De ce point de vue, elles endommagent tous les Colombiens par action et omission. Depuis le centre du pays, la nature des gens de la côte est jugée les

[161] E8UPF6. Carthagène. Femme. 63 ans. Pie de la Popa. Strate 4. BTS. Revenus 3.
[162] E65UPF52. San Jacinto, homme, 69 ans, hameau Las Charquitas, secondaire, agriculture, revenus 2.

rendre plus enclins à l'avancée de la corruption. Nicolas finit par dévoiler son avis sur les *costeños*.

« Ma conclusion était qu'il faut s'amuser, être heureux, vivre une vie heureuse, mais il y a des moments où ils sont beaucoup plus flexibles avec les règles et cela se voit, je le vois, là où il est le plus facile d'acheter une élection, c'est sur la côte, par exemple, toute la clientèle de Vargas Lleras et le clientélisme qui achète les votes est sur la côte, donc acheter une élection est plus facile parce que les gens ne sont pas rigides, ils ne sont pas stricts quant à ce qui est bon [il les imite] "mais Aja si quelqu'un me donne un micro-ondes [et s'il] il ne me donne rien, donc je ne vote pas pour lui". (…). Les gens sont comme dans cette façon détendue de vivre la vie, ils sont aussi détendus avec les lois et les façons de vivre la vie, c'est comme s'ils étaient culottés. Du côté positif, ils sont flexibles et joyeux, et du côté négatif, ils n'ont pas de scrupules, un peu corrompus et peu disciplinés. »

Nous remarquons que le blâme par l'ignorance mène à une explication géographique et culturelle. Ainsi, si les plus pauvres vendent leurs votes, les riches ont toute une machinerie politique inébranlable. Ce qui nous renvoie à l'inaction. Les interviewés nous racontent ce qu'ils ont observé, des cas de corruptions sonnés et les solutions qui n'arrivent pas. Juliette, qui a travaillé dans la sphère publique, considère la corruption comme un problème cyclique, car elle ne croit pas que la justice s'applique aux politiciens. Un autre interviewé, Guillaume, qui est technicien en informatique, a remonté jusqu'à la fondation de la République, prouvant ainsi que la corruption existe depuis longtemps.

« Le niveau de corruption ici est extrêmement élevé, c'est ce qui a fait stagner le développement, en effet, en 1800, a déclaré Simon Bolivar, notre libérateur, et il a été le pionnier en Colombie en déclarant la peine capitale pour les corrompus, car à cette époque, il y avait beaucoup de corruption, en 1800, à l'époque de Simón Bolivar et il disait "il y a beaucoup de corruption ici, nous allons imposer la peine capitale" et ils lui ont dit, "calme-toi, nous n'allons pas tuer quelqu'un ici" ».

Enfin, nous passons à un dernier extrait de Mme Fleur, vu qu'elle associe la corruption à la nature des riches qui étant au pouvoir pendant des générations cherchent à y rester.

« S'ils envoient un sac de farine, ils envoient une demi-livre aux pauvres, c'est ce qui se passe avec les cantines, donc c'est qui celui qui vole ? Les riches, parce que les pauvres [non]… et ainsi ils augmentent leur capital, ils meurent et leurs enfants restent et reviennent et cela va de génération en génération. C'est ce que je pense et ce que je comprends de la bible. Depuis les années que je suis là. ».

Dans les récits, les personnes montrent de vives émotions en parlant de corruption et pauvreté. Toutefois, les solutions, semblent s'échapper de leurs possibilités, de sorte que la fureur s'éclipse. Par exemple, les paysans de San Jacinto nous ont dit qu'ils ne voyaient pas d'espoir dans leur village vu qu'à Carthagène la situation était très instable. C'est le contraste entre attitudes et émotions qui nous a interpellés.

En somme, si dans les RSP une partie importante de la pauvreté est due au dysfonctionnement du système politique, cette identification ne se reflète pas dans des institutions de contrôle, mais plutôt dans un constat déplaisant. Puis si les politiciens ou les

élites sont blâmés, la corruption semble avoir pris une allure de fait omniprésent. C'est pourquoi nous proposons que la corruption si elle suscite un tel rejet, est perçue comme une caractéristique inhérente au secteur public, contrairement au secteur privé.

e) **Des cultures rétrogrades.**

Dans l'échantillon, nous avons observé la persistance de certains arguments culturalistes. Si ceux-ci ne sont pas majoritaires, ils nous ont tout de même permis de comprendre comment ils font partie du possible en Colombie. Nous les étudions comme des RS anciennes qui font encore partie du répertoire. Certains interviewés nuancent les arguments racistes, culturalistes et classistes. Ils nous ont fait savoir qu'ils étaient conscients de sortir du politiquement correct. Dans d'autres cas, il n'y a pas eu de scrupules à ce sujet.

Thématiquement, l'explication culturelle fut la quatrième explication la plus fréquente, après les explications structurelles. Elle comporte 155 références (Graphique 219). Les familles pauvres sont accusées d'avoir des taux de natalité élevés, de mal éduquer leurs enfants, de ne pas les surveiller, et de créer ainsi des familles dysfonctionnelles sans exemple positif. Ensuite, nous avons la référence à des comportements festifs et la consommation d'alcool, puis l'idée des cultures arriérées des peuples indigènes et des paysans. Nous observons aussi des reproches aux comportements financiers des plus pauvres, l'accusation au milieu de la pauvreté et enfin à la religion, accusée d'avoir réifié la pauvreté. Ce code accuse les plus pauvres de reproduire leurs conditions par la faute de comportements nocifs, surtout au sein de la famille. Nous percevons un ton qui considère leur comportement comme inné, ce qui renforce l'idée qu'ils sont inférieurs.

Les groupes ciblés sont les familles pauvres, les peuples indigènes, les Afro-descendants, les agriculteurs et les habitants des régions côtières, notamment la Caraïbe. Nous allons développer ici les arguments culturalistes à propos des indigènes de la Guajira. Cependant, nous avons également noté des arguments racistes lorsqu'on a parlé des Afro-descendants du Choco. Dans le cas de La Guajira, nous avons observé comment, si la plupart parlent de la corruption et de l'oubli de la région, la majorité des arguments étant mixtes, ils ont aussi un arrière-fond culturaliste. Par exemple, j'ai demandé à Catherine[163], cadre d'une entreprise de sécurité à Bogota, ce qu'elle pensait de la situation dans ce département et je lui ai parlé des cas de malnutrition.

« C'est très grave, selon moi, la culture Guajira est très tenace, car ces cultures indigènes pensent qu'il faut nourrir les vieux et priver de nourriture les enfants, les bébés ou les jeunes. Comment peut-il

[163] E12UCF10X1. Bogota, femme, 55 ans, strate 6, quartier Bella Suiza, Licence, PDG, revenus 8.

être plus important de nourrir une personne âgée qui a déjà vécu et de laisser mourir un bébé qui est l'avenir d'un pays ? Vous me comprenez ? Ce n'est pas logique le fait que leur culture est comme ça et, en plus, les beautés [politiciens] volent l'argent pour nourrir les enfants. Et ces pauvres gens dans la pauvreté parce que c'est une terre très pauvre, je veux dire, qu'est-ce que la Guajira produise ? Des chèvres, des boucs, là-bas, des animaux comme ça et vous, j'y suis allé, et vous prenez ces routes et vous vous demandez de quoi ils vivent ? S'il n'y a même pas d'eau, c'est très compliqué ! Il y a de l'argent, il y a des ressources et nous ne collaborons pas, nous volons l'argent et les enfants meurent parce que nous devons leur donner de la nourriture. D'une part, la culture Wayuu avec ses coutumes et d'autre part, les voleurs du gouvernement, c'est-à-dire que c'est un gâchis, et qui sont les victimes ? Les pauvres petits enfants, les autres avec leurs croyances et les autres… à part, les hommes de la Guajira, je ne sais pas ce qu'ils font, je n'en ai vraiment aucune idée, rien, n'est-ce pas ? Je ne sais pas, les femmes, elles font de l'artisanat, des sacs divins et, en plus, ils les exploitent terriblement parce que, là-bas, ils les payent à 10 000 et puis elles sortent et ça vaut [plus ailleurs]. Quelle galère, je ne sais pas ce que les hommes font, mais si, je vous dis qu'entre le voleur du politicien et les croyances des indigènes, on est foutu ! parce que les pauvres petits peladitos [enfants] portent le poids et je vous dis, je ne sais pas si j'ai vu dans les nouvelles qu'il y a des gens qui se consacrent à aider les enfants avec des programmes de nutrition et des choses comme ça. Mais j'ai aussi vu qu'ils volent, les parents volent les enfants dans les cliniques où ils les nourrissent. C'est quoi ça ? C'est tellement fou, vous me comprenez ? Alors il y a des gens qui aident, des gens qui collaborent et ils ne les laissent pas faire. Et puis, si les politiciens sont démasqués, quoi ? D'autres viennent et volent, alors à quoi jouons-nous ? »

La sensation finale de cet extrait est qu'il n'y a pas grand-chose à faire, une attitude fataliste s'en suit, les politiciens volent et la culture du peuple empêche l'efficacité des aides. De sorte qu'à l'explication externe et institutionnelle, s'en suit l'attitude fataliste. Les enfants sont les seuls innocents dans ce récit. Ils sont victimes d'un système qui ne les priorise pas. Il y a aussi l'idée d'un territoire extrême, désertique, sans eau ni agriculture, incapable de subvenir aux besoins alimentaires. Enfin, il y a des arguments culturels : ils préfèrent nourrir les personnes âgées plutôt que les enfants, et les familles refusent que les médecins interviennent. Ils « volent » les enfants des cliniques, selon Catherine, ce qui renforce l'image d'un peuple insensé. Elle suggère également qu'ils ont du mal à nourrir leurs enfants. Le choc culturel est présent, ainsi que l'idée d'une culture machiste.

Dans les sources citées, elle évoque son voyage et mentionne avoir consulté les nouvelles sur les enfants disparus des cliniques. Nous remarquons comment, autour du sujet, différentes versions ont été construites et transmises. Par conséquent, l'inefficacité des entreprises privées qui offrent des soins de santé, la difficulté des autorités à comprendre les spécificités du peuple Wayuu et leur méfiance envers les institutions ont donné lieu à divers récits qui interprètent la situation actuelle.

Ce que l'on constate ici, c'est que les arguments culturels existent, même s'ils sont minoritaires. Ils servent à soutenir d'autres arguments, comme ceux sur la corruption et l'oubli de l'État. Ces arguments ne sont pas exclusifs aux personnes de la capitale ni à celles qui ne connaissent pas le lieu ou qui y sont de passage. Ils sont aussi présents dans les discours de ceux

qui y sont allés travailler. Contrairement au Choco, où la plupart des interviewés s'expriment à partir de leur imagination, de leurs connaissances scolaires ou des informations diffusées par les médias, Rafael[164], un médecin généraliste de Carthagène, décrit la situation du département en s'appuyant sur son expérience professionnelle.

« À vrai dire, quand la nouvelle est sortie, ils ont blâmé les politiciens parce qu'ils prenaient l'argent, mais je ne pense pas que ce soit vrai, je veux dire quand vous avez… Parce que j'ai vécu, j'ai travaillé à La Guajira, à Cesar, j'étais à San Juan, San Juan, Guajira, j'étais à Fonseca, à Patillal pour tout cela et La Guajira est l'un des départements les plus riches de Colombie, même s'il y a ce grand désert, il y a la grande mine et il y a aussi de grandes zones fluviales, il y a de très bonnes terres, des vallées. Pour moi, ce qui se passe avec les Wayuu, c'est quelque chose d'autre, une habitude qu'ils avaient déjà de vivre avec des choses qui ont déjà changé, c'est ce que je vous dis, ce qui s'est passé dans les villages et tout ça, ils ne veulent pas, c'est-à-dire qu'ils refusent de changer, ils veulent vivre avec des coutumes qui ne peuvent pas être vécues en ce moment. Les Wayuu cultivaient du maïs, de la canne à sucre et [élevaient] des boucs, c'est ce qu'ils faisaient, mais ces trois choses ne sont plus commercialisées à La Guajira, la chèvre n'est plus vendue, et ils continuent d'élever des chèvres. Le maïs à La Guajira a changé avec le temps, c'est-à-dire qu'il n'est plus le même, ils ne peuvent plus cultiver ces grands hectares parce qu'ils n'ont pas de système d'irrigation, la plupart des cultures qu'ils font seront perdues, donc ce qu'ils faisaient avant c'était la chicha, c'est ce qu'ils échangeaient avec le maïs pour nourrir les enfants. Ils refusent donc les changements qui s'imposent s'ils continuent à vivre selon leurs propres coutumes et c'est pourquoi les enfants souffrent de malnutrition parce qu'ils n'ont plus rien pour les nourrir, mais ce n'est pas à cause des coutumes ou parce que la politique a pris l'argent, ou quoi que ce soit de ce genre… Ils ont pour coutume de se baigner tous les mois, c'est quelque chose qui… Alors, quand ils, l'un d'entre eux s'approche de vous, vous grincez vous-même à cause de l'odeur qu'ils dégagent, c'est pourquoi ils ne reçoivent que peu d'aide. »

Rafael cherchait à mettre en évidence le lien entre l'évolution de l'environnement et la disparition des modes de vie traditionnels. De fait, il n'a pas cette idée d'un territoire raté, mais plutôt d'un territoire encore riche, où les conditions environnementales ont changé. Il met ainsi en lumière l'opposition entre un endroit apparemment pauvre, mais réellement riche. Bien qu'il tente de s'éloigner des stéréotypes culturels, il les emploie finalement. À son argument « objectif », voire celui de la non-disponibilité de ressources, s'ajoute celui des coutumes qu'il essaie d'adoucir. Il conclut en disant que leur odeur repousse potentiellement le personnel soignant. Ici on voit ressortir l'aspect perceptif, l'odeur en rapport à la pauvreté.

Ayant examiné le cas, on doit signaler la vigueur des arguments culturalistes. Ici, les groupes ethniques, s'ils sont reconnus en victimes, surtout les enfants, sont diminués grâce à des arguments culturalistes qui parfois les déshumanisent. Cela contribue à minimiser cette tragédie humanitaire, à la négligence dans la compréhension de leurs besoins et à l'inexistence d'un contrôle citoyen sur cette situation sociale complexe.

[164] E6UPF4.Carthagène, homme, 47 ans. Quartier La Campiña, strate 2. Licence Médecin. Revenus 6.

Nous finirons avec une autre manière dont les arguments culturalistes, mais plutôt associés au climat ressortent aussi dans l'échantillon. Roque, que l'on a déjà cité, lorsqu'on parlait de la fondation de son entreprise, nous a raconté comment il a fait venir ses frères d'Antioquia à Carthagène, étant donné que les locaux ne voulaient pas travailler :

« Oui, oui, et nous avons commencé à faire venir des gens, parce qu'il était difficile de travailler avec les gens d'ici à l'époque, pour quoi ? À cause de l'idiosyncrasie des gens d'ici et parce que la situation était beaucoup plus facile, parce que la nourriture était dans l'eau, vous n'aviez pas à la planter ou à en prendre soin, vous deviez la sortir de l'eau. Les gens de l'intérieur d'Antioquia devaient prendre soin de la terre et s'en occuper pendant qu'il mûrissait, il était donc très facile pour les gens d'ici de subsister et les gens de là-bas devaient s'occuper de leurs cultures. Alors, on offrait du travail à quelqu'un d'ici, "non, pas maintenant, je suis occupé, je suis à une fête". »

Roque véhicule un déterminisme géographique sur les différences entre les peuples, ce qui, à son avis, explique pourquoi le peuple de la côte s'avère moins travailleur que celui de la région de Medellín. Nous y rencontrons une idée travaillée en Occident où les personnes des terres chaudes se montreraient plus enclines à la paresse et à la fête. En Colombie, cela a servi d'explication à la pauvreté en dehors de l'aire andine, et surtout à celle des deux côtes, l'atlantique et la pacifique.

f) L'OVNI de la redistribution.

L'idée d'une redistribution des ressources, c'est-à-dire d'un transfert des ressources des mieux lotis envers les plus pauvres, a été très peu évoquée comme mesure viable dans l'échantillon. En effet, nous avons souligné que, selon la vision dominante de la RS, les pauvres devraient recevoir un emploi, et, s'ils doivent être aidés, ce doit être sur la base de leurs besoins.

Nous allons illustrer l'argument par un profil mixte. Celui-ci, s'il évoque la corruption comme une imperfection du marché, préfère une croissance économique dont les bénéfices améliorent la condition des pauvres, donc l'argument néo-libéral. Remberto[165] est un ingénieur de pétrole à la retraite qui a migré au Venezuela à l'époque de l'apogée de l'économie voisine. Il se dit politiquement à droite et appartenant aux classes moyennes, comme son revenu déclaré l'indique. On a discuté dans un café de Bogota tenu par sa fille. Il pense que la pauvreté est causée par une mauvaise répartition des ressources, détournées par la corruption. Cependant, il croit toujours que le travail et l'éducation sont la solution. Il nous a dit « *la destruction des richesses n'est pas la solution, la solution est de rendre les pauvres riches* », de sorte qu'il faudrait seulement permettre la circulation de l'argent dans l'économie. À plusieurs reprises, il parle du modèle états-unien qui apprend aux enfants à se débrouiller par eux-mêmes et d'un système financier qui stimule les entreprises. Il a travaillé dans des multinationales, ce qui rend

[165] E21UCF20. Bogota, homme, 69 ans, Pasadena, strate 4, Licence ingénieur, retraité, revenus 5.

l'accusation de pillage de ressources nationales envers celles-ci injuste. *« Je souhaiterais qu'il y ait plus d'entreprises parce que c'est une source d'emplois, de développement et d'opportunités »*. Il nous partage ainsi son idée de redistribution.

« Je pense que la classe moyenne doit être renforcée parce que c'est elle qui forme l'équilibre entre les riches et les pauvres, dans la mesure où il y a plus de classe moyenne impliquée, de ce fait, il y a plus de riches et plus d'opportunités et moins de pauvres. En ce qui concerne le renforcement de la classe moyenne, il se produit dans la mesure où il y a une bonne opportunité pour une éducation de qualité, les ressources publiques suffiraient, la corruption doit être totalement éliminée parce que c'est la seule garantie que les impôts qui sont payés, principalement par la classe moyenne et les riches, seront bien utilisés pour éliminer la pauvreté (…).
Nous devons renforcer la richesse, pour qu'il y ait plus de riches, ne pas les faire disparaître, il est absurde de penser que si les riches disparaissent, les pauvres disparaîtront, le meilleur moyen est de mettre fin à la corruption, ce n'est pas le meilleur, c'est le seul moyen ».

Il voit une société divisée en trois classes : les riches, les classes moyennes et les pauvres. Selon lui, tout irait bien si le gouvernement n'était pas corrompu et si l'argent public servait à financer convenablement l'éducation, qui favorise la mobilité sociale. Sa logique ne mène pas vers une répartition plus équitable, mais plutôt vers un meilleur usage des ressources existantes. Plus tard, nous parlerons des subventions auxquelles il ne croit pas. Il ne pense pas que tout le monde soit méritant, de sorte qu'un accompagnement par le travail serait la meilleure option. À un moment donné, depuis le café, il me signala du doigt deux personnes qui travaillent dans la rue.

« Je pense que ce serait de la part des corrompus de ne pas dépenser l'argent et d'investir dans ces populations dans ce qui doit l'être, l'éducation, les systèmes d'égouts, la possibilité de créer des entreprises, de créer l'opportunité de générer du bien-être social parce qu'il y en a du travail ! C'est-à-dire qu'ils le méritent contextuellement, parce qu'il y a cette inégalité, c'est-à-dire nous, entre guillemets on dit, mais si je dois donner de l'argent à un homme qui est dans la rue et que j'ai vu, je sais ce qu'il va faire : acheter de la drogue. Ici, j'aide la dame parce que je vois qu'elle ne consomme pas de drogue, parce que j'ai vu son comportement et je ne devrais pas, mais il y a ce sentiment, mais si vous voulez être objectif, ce que vous devriez lui donner, c'est une opportunité d'emploi. Mais si je suis dans la rue et qu'elle dépense son argent pour la drogue, une action institutionnelle par le travail ou de réadaptation. »

S'il donne de l'argent, c'est à cause de « ce sentiment », mais il pense que ce n'est pas de sa responsabilité, mais plutôt celle des institutions. Ensuite, après avoir admis qu'ils pourraient le mériter en raison des inégalités, il envisage de leur proposer un travail, ce qui favorisera et générera le bien-être général. Plus tard, il évoquera l'éducation comme une voie possible, mais l'idée de l'emploi finira par éclipser cette proposition. Effectivement, on peut constater que certains récits abordent l'éducation sous l'angle de la préparation au monde du travail. Finalement, Remberto énoncera un contre-exemple : une femme qui occupe le poste de serveuse dans le café de sa fille.

« L'aide économique n'est pas la plus appropriée, il faut chercher d'autres types d'aide, comme l'éducation, qui permet de créer des emplois. Cette entreprise, mal ou bien, a créé un emploi,

demandez à la fille comment cela se passe, car non seulement elle acquiert un revenu économique stable, mais elle se sent une personne digne et cela l'encourage à progresser, c'est-à-dire que cela lui donne une vision de l'avenir, cela lui donne un contexte de productivité, d'être utile. Je lui ai demandé comment va sa famille, "j'ai une sœur" et ils sont heureux. »

Certaines personnes sont réticentes à l'idée de subventions en espèces, craignant que l'État ne puisse pas les distribuer efficacement. Dans son discours, il met en évidence sa préférence pour renforcer la richesse. Ainsi, en parlant de l'OVNI de la redistribution, nous souhaitions souligner que les mécanismes de distribution font pratiquement défaut dans l'échantillon, alors que, dans la discussion, les conditions et les mérites des plus démunis sont au cœur des préoccupations. Cette constatation nous permettra d'expliquer comment cette société qui s'accroche à la valeur du travail évite de remettre en question les inégalités de revenu et refuse même toute intervention visant à corriger ces inégalités. Ils craignent que le mérite personnel ne soit pas reconnu si celui des créateurs de richesse ne l'est pas.

g) **Familles suspectes. Anxiétés à propos des programmes de transferts monétaires.**

Dans les RSP associés au PTC et particulièrement au PTCFa, nous avons observé un rejet du programme pour des raisons sociales et économiques (Graphique 215). Nous devons admettre que la plupart de ceux qui soutiennent le programme dans l'échantillon sont des populations bénéficiaires ou proches de celles-ci. C'est pourquoi nous concluons que, dans le contexte colombien, ce programme est encore vu avec réticence, malgré son existence depuis deux décennies. Ceci ne s'accorde pas complètement à la morale colombienne, où, par exemple, donner de l'argent en espèces ne semble pas totalement accepté.

Nous allons illustrer les arguments de nos interviewés. Tout d'abord observons le cas de Juliette. Nous le signalons puisqu'elle s'est parfois montrée progressiste dans d'autres parties de l'entretien. Par exemple, elle a refusé l'élitisme de Carthagène, dans laquelle elle est née. Elle a mis sa fille dans une école plus mixte socialement. Elle a déménagé dans un quartier de pêcheurs et son copain est moins aisé qu'elle. Toutefois, en parlant des subventions, Juliette finit par véhiculer les stéréotypes qui culpabilisent les mères allocataires. Je venais de lui demander si la LCP menée par le gouvernement allait dans la bonne direction et elle a répondu par un non, long et catégorique. Puis je l'ai relancée en mentionnant le PTC *Familias en accion*.

« Non, ces programmes sont bons, mais on les a mal visés parce qu'ils ont rendu les gens dépendants de cette subvention, ce qui retarde et empêche les gens de progresser (...). » Et vous voyez des mères et de jeunes filles donner naissance et accoucher et accoucher et accoucher et vivre de la subvention et ne pas étudier et ne pas prendre soin d'elles-mêmes. Donner de l'aide, c'est bien, mais jusqu'à un certain point, parce qu'ils attendent une génération de paresseux, parce qu'ils dépendent de la subvention. Ici j'ai 3, 4 travailleurs qui n'aiment pas la subvention, sinon, ils sont là et ils disent que c'est mon épargne, ils n'y touchent pas, ils disent pourquoi je vais me tuer pour 40, 50 000 pesos si

j'ai mon travail, donc ça leur sert d'épargne. Eh bien, gloire à Dieu, il y a des gens qui voient les choses de cette manière et au moins, ils ne saignent pas le système à blanc. (…).

Les adolescentes sont comme dans un processus de génération, ils sont en procréation permanente, l'un après l'autre. Et entre treize et quatorze ans, ils ont un enfant et à deux ans, ils en ont un autre, et à trois ans, un autre et ainsi de suite, et le cercle commence. Ils vivent de subventions, ces enfants ne sont pas bien élevés, ils ne sont pas éduqués, on n'a pas vraiment la possibilité de sortir de ce trou et donc, ils reviennent et ils ont des enfants et ainsi de suite. »

Juliette apporte comme contre-exemple celui de ses travailleurs qui reçoivent une subvention liée à leurs cotisations obligatoires dans une caisse d'employés. Elle distingue les travailleurs qui réclament tout de suite la subvention de ceux qui attendent et l'utilisent comme une épargne. Ces derniers, qu'elle respecte plus, se classent plus haut dans l'échelle du mérite. Les subventions sont vues non pas comme un droit, mais comme des affronts à un système « saigné à blanc ». Plusieurs arguments existent, le principal étant celui de l'incitation à la grossesse qui découle en un cercle vicieux de transmission intergénérationnelle de la pauvreté. On considère les mères adolescentes comme gouvernées par leurs désirs, leur ignorance et leur manque de planification. Puis le découragement au travail, qui plus est un mauvais exemple pour les enfants, enfin l'idée d'un État qui à la fois favorise ces pratiques tout en en étant victime.

Un autre argument courant consiste en un mauvais usage de l'argent reçu. On considère que les mères utilisent l'argent pour leurs loisirs, tandis que les pères le dépensent en alcool. Dans le prochain extrait, nous étions chez Antonia[166], propriétaire d'une hacienda à Viota. L'entretien est devenu groupal vu qu'ils participaient Edgar[167] l'administrateur de la ferme et Pedro,[168] ancien député de la commune. Cet extrait est intéressant car il émerge dans une conversation et révèle comment ces allégations rassemblent les groupes sociaux autour d'un sujet commun. Pedro, de gauche, et Antonia, de droite, en discutent. Le sujet des subventions aux victimes du conflit armé est abordé, suivi de celui du PTCFa

« *Antonia. Qu'est-ce qui s'est passé avec FA ? Toutes les femmes qui ont des enfants et le mari ne travaille pas parce qu'ils attendent ce [l'argent] des enfants [ils] reçoivent 80 000 pesos, je crois, pour ceux de l'enseignement secondaire. Donc, si cette femme a cinq enfants, cela fait 400 000 pesos, elle fait des courses et le mari se fait le fou et ne va pas travailler. Le gouvernement veut aider les gens, mais les gens, ils le prennent comme ça.*

Q. Et vous avez vu cela ici ?

Antonia. Cela a été vu dans la région, où les femmes élèvent des enfants pour réclamer de l'argent, puis on perd le travailleur, parce qu'il attend que ce petit argent.

[166] E49UPF41. Viota, femme, 54 ans, La Florida, BTS, administratrice ferme. Revenus 4.
[167] E49RCF41X2 Viota, homme, 71 ans, La Florida, secondaire, administrateur ferme. Revenus 2.
[168] E41RCF33. Viota, homme, 66 ans, Centre Viota, BAC, retraite et commerce boulangerie. Revenus 3.

Pedro. Et certaines d'entre elles réclament l'argent pour boire [de l'alcool].

Antonia. Et certaines d'entre elles réclament l'argent, se peignent, se mettent en minijupe et boivent de la bière.

Pedro. Eh oui, elles boivent de la bière.

Antonia. Et le chinito [l'enfant].

Pedro. Tout affamé là.

Edgar. Moi, j'étais assis dans le parc, il y avait deux femmes, deux filles qui sont arrivées et elle a dit, « l'argent qu'on nous a donné [il] est en train de le boire et c'est l'argent des enfants ».

Antonia. Il y avait une femme qui travaillait ici avec moi et son mari, elle travaillait à la cueillette du café et ils lui ont rendu visite plusieurs fois à cause de ce problème, parce qu'elle n'envoyait pas les garçons chez le coiffeur, que l'uniforme [de l'école] n'était pas complet et que l'argent qu'ils lui donnaient était pour ça, mais les gens ne le prennent pas comme ça, c'est mieux de se promener en minijupe et de laisser mes enfants aller comme ils peuvent, alors c'est ce qu'ils voient souvent.

Pedro. Et les directeurs d'école ne l'exigent pas non plus, parce que cela vient de l'école elle-même, mais le directeur devrait au moins dire que, si sa chemise est déchirée, il ne peut pas la porter.

Antonia. Maintenant ils leur disent, mais au début elles allaient et prenaient encore l'argent et c'était tout.

Edgar. Et ils se sont même fâchés quand ils sont arrivés et qu'ils n'ont pas été payés parce qu'il y avait d'autres personnes avant eux. »

Les arguments s'enchaînent, favorisant un échange entre les interlocuteurs et la construction d'une rhétorique. Suite à l'incompréhension d'Antonia face au programme, car elle ne trouve plus de main-d'œuvre pour sa ferme, les autres renforcent l'idée que l'argent est mal dépensé, notamment dans l'alcool. Enfin, des exemples concrets émergent, tels que les jeunes filles du parc, l'ex-employée et surtout ces mères dont les prestations ont été supprimées. Ainsi les familles recevant des allocations font toujours l'objet de suspicion. On attend qu'elles ne dépensent pas l'argent en fêtes et qu'elles s'habillent modestement. Les femmes doivent également prendre soin de leurs enfants. Cette allocation permet ainsi une forme de surveillance sociale au niveau communautaire.

Par ailleurs, cet extrait nous permet de revenir sur les mythes entourant le programme. On spécule sur le montant des paiements, ainsi que sur la possibilité pour les bénéficiaires d'accumuler des fonds pour chaque enfant. En réalité, le programme, dans ses réformes, a réduit l'allocation maximale à trois enfants. De plus, on croit que l'argent est destiné aux frais liés aux enfants, ce qui amène à croire que les agents du programme devraient contrôler son utilisation. La conversation se termine avec l'histoire des bénéficiaires qui ont été accusés et auxquels on

a enlevé l'allocation, ce qui ne correspond pas aux règles du programme. À moins qu'elles n'apportent les preuves des conditionnalités d'éducation ou des contrôles de santé.

En guise de conclusion, ce passage par des catégories montre la trame ou l'échafaudage du rapport à la pauvreté en Colombie. Celles-ci convergent vers un récit social acceptant les inégalités. Ce sont les outils discursifs dont disposent les Colombiens. Certains sont même utiles dans le contexte. C'est notamment le cas de l'induction de la strate en ville, ou de l'accusation d'une pauvreté d'esprit, surtout à la personne qu'on n'aime pas.

Si certaines croyances peuvent être en voie de disparition, comme celle des cultures rétrogrades, dans un pays qui a adopté le multiculturalisme, d'autres semblent se renforcer et s'adapter, comme celle de la strate et la suspicion envers les allocataires. Elles illustrent comment l'attachement aux plus démunis est soumis à une forme de moralisation. Nous constatons également des ajustements régionaux de RSP plus larges, comme l'adaptation des principes du néo-libéralisme dans l'idée d'une pauvreté d'esprit, ou encore le racisme institutionnel envers les populations autochtones, que l'histoire a mis en évidence.

3. Catégories indigènes et catégories étrangères.

Après avoir étudié les RSP les plus importantes dans l'échantillon, nous sommes en mesure de répondre à propos de la spécificité du contenu observé. Les processus cognitifs associés à la pauvreté proviennent de diverses sources. D'un côté, l'exercice perceptif, qui dépend de l'expérience sensorielle, est plus ancré dans un contexte local affecté par une situation socio-économique particulière. Le nombre perçu de personnes qui mendient, par exemple, ou encore la classification d'un produit régional en tant que « nourriture pour les pauvres », peuvent être considérés comme des particularités. En revanche, dans les éléments associés à la définition de la pauvreté, on observe souvent des traces empruntées à l'histoire occidentale. Elles se combinent avec les cadres actuels, notamment les principes du néo-libéralisme qui soutiennent les économies de marché.

Nous remarquons également une interaction entre ces deux sources des RSP. Par exemple, nous observons des exercices de catégorisation empruntés à d'autres sociétés, mais qui s'appuient sur des références locales. En effet, nous constatons l'utilisation de marqueurs sociaux pour établir des frontières de distinction, même si le contexte les inspire. Certains concernent le matériel (style vestimentaire, engagement dans la consommation), d'autres le moral (comportements, maîtrise de la langue).

Dans les croyances, nous revenons à la manière dont certains groupes utilisent l'idée d'une pauvreté d'esprit, ce qui relativise la pauvreté et favorise sa tolérance. Cette RS reflète une appropriation développée et transmise localement. Celle-ci est passée de la rhétorique catholique à celle du récit néo-libéral, puis elle s'est conciliée avec les références locales, comme l'animisme autochtone et afro-descendant préservé par certains groupes.

En revanche, l'appropriation du concept de strate dans le langage courant semble exclusive. Nous ne connaissons pas de pays dans le monde qui classe les immeubles en six catégories ordinales, et qui de plus est utilisé par les individus s'en réfèrent comme une hiérarchie sociale. Consuelo Uribe a étudié l'appropriation de cette notion, originaire d'un cadre savant (Uribe et al., 2006 ; Uribe, 2008). Or, ce processus repose sur des schémas de pensée préconçus et profondément enracinés dans la culture, comme le souligne la TRS (Kalampalikis, 2006). Nous parlons d'une hiérarchie inégale historique entre les individus et les groupes en fonction de divers critères. Dans le troisième chapitre, nous avons examiné les divisions raciales qui prévalaient pendant la période coloniale et la période républicaine. Ces dernières se sont transformées ainsi en différences de strates dans l'imaginaire collectif contemporain.

Nous remarquons également d'autres facteurs qui correspondent à une réalité régionale, comme l'attribution de la pauvreté à la corruption. Bien que cela puisse mettre en évidence les réalités des pays à faible gouvernance, elle reflète autant une préoccupation collective qu'un discours diffusé par les médias. De plus, les causes de la pauvreté incluent le conflit armé en quatrième position, un phénomène surtout signalé par les habitants des zones rurales. En effet, si les conflits armés émergent dans de nombreux contextes, le conflit armé colombien constitue un exemple particulier de manifestation sociale spécifique. Il faut noter que son histoire remonte aux disparités d'accès à la terre qui découlent du système colonial.

Il serait également pertinent de souligner les stéréotypes régionaux, tels que celui du résident de la côte atlantique ou caraïbe, perçu comme un fêtard oisif. Les personnes interrogées établissent un lien entre ces stéréotypes et des particularités physiques attribuées aux territoires. Cependant, le mythe selon lequel la chaleur rend une personne paresseuse et l'influence des facteurs géographiques se sont réinventés à plusieurs reprises au fil de l'histoire.

Malgré cet aspect local, nous remarquons des réinventions d'arguments justifiant les structures hiérarchiques fondées sur la race, la caste ou la classe sociale. Ce sont des réappropriations locales d'un discours raciste et culturaliste qui a émergé dans l'histoire récente de l'Occident. Par exemple, dans la dévalorisation culturelle du groupe autochtone étudié, les

Wayuu, nous observons une rhétorique similaire à celle utilisée ailleurs (Naharro, 2018). De plus, lorsque certains attribuent la pauvreté à des traits culturels et aux comportements des individus, des groupes ou des familles pauvres, nous constatons la réapparition des arguments d'Oscar Lewis sur la culture de la pauvreté. Cela met en évidence la croyance commune selon laquelle il existe un lien indissociable entre pauvreté et criminalité, tout comme l'a montré l'analyse des « classes dangereuses » de Louis Chevalier dans son étude sur Paris au XIXe siècle. De plus, nous remarquons également une appropriation de la représentation idéalisée des pauvres comme étant des personnes altruistes, selon l'enseignement catholique.

En ce qui concerne les valeurs de cette société, nous pouvons mentionner l'exaltation du travailleur et la religiosité des deux tiers de l'échantillon. Nous avons remarqué cette dernière dans les allusions aux récits bibliques ou aux plans divins dans les entretiens. Nous remarquons également un sentiment de déclin des valeurs, telles que l'honnêteté, mis en évidence par la corruption des dirigeants. Bien qu'on les considère souvent comme spécifiquement colombiennes, il est difficile de le prouver. Ces valeurs, souvent dites comme propres au peuple colombien, sont parfois des RS transmises et adaptées. Par exemple, l'éthique du travail trouve ses racines dans la révolution industrielle britannique.

En définitive, nous approuvons l'idée que, si les deux processus ont lieu, il y aura une réinterprétation non seulement des idées historiques, mais aussi de celles du paradigme néo-libéral. Cela se fera dans un contexte local, ce qui permettra de situer les RS et de faciliter leur circulation à divers niveaux. Nous observons une interaction entre une rhétorique nationale et une rhétorique plus locale. Ce processus de familiarisation est souvent étudié dans la TRS sous les termes d'ancrage et d'objectivation des RS. En effet, nous observons des résultats signalés dans d'autres échantillons. Nous pouvons mentionner la figure du jeune délinquant des quartiers périphériques au Mexique et la dangerosité des pauvres urbains au Brésil et en Afrique du Sud (Saravi, 2016 ; Reis & Moore, 2005 ; Paugam et al., 2017). L'allusion au pauvre heureux se retrouve souvent dans les milieux ruraux de l'Inde, de l'Afrique du Sud et du Mexique (Saravi, 2016 ; Vinaya, 2020). La figure des sans-abri culpabilisés émerge également en Argentine (Vasilachis, 2003). On a aussi étudié l'opposition d'une « pauvre Amérique latine riche » vue depuis l'Espagne (Cabrera et al., 2009). Nous retrouvons l'idée d'un pauvre d'esprit ou mental au Costa Rica (Gamboa, 2007), mais aussi dans d'autres recherches en Colombie (Hernandez et al., 2020). Nous trouvons un « *pauvre d'âme* » mentionné au Brésil (Accorssi & Scarparo, 2019). Ensuite, des chercheurs ont observé la centralité du mot « Faim » dans les RSP au Mexique et en Roumanie (Ortega, 2006). Puis la dualité dans les RSP et dans les explications entre une RSP structurelle et une autre religieuse qui culpabilise et moralise (Ortega, 2000). On

trouve aussi l'idée que les hiérarchies découlent de l'histoire et les citations à la Bible dans d'autres contextes (Uribe, 2008 ; Ceirano & Rodriguez, 1999 ; Gamboa, 2007). Il y a également le classement par mérite et une régularité dans la hiérarchie d'Occident, qui a préféré assister les personnes incapables de travailler, comme les enfants et les personnes âgées (Oorschot, 2000 ; Laenen et al., 2019). Nous observons ainsi des éléments mis en évidence par d'autres études, qui révèlent des catégories partagées en Occident sur la pauvreté, lesquelles sont dans un dialogue avec les catégories locales.

II — VARIABLES.

Nous avons proposé un noyau de la RS, qui constitue un répertoire disponible en Colombie. Les individus ont tendance à s'approprier cette base, puis à l'interpréter en fonction de leur environnement, de leurs affiliations et des expériences vécues. Nous allons montrer les principales variables d'influence repérées à l'heure d'adhérer à des RSP valides dans ce contexte. Ce sont les variables qui semblent les plus décisives dans le positionnement individuel et l'adhérence aux croyances collectives.

1. Les variables socio-démographiques et son influence.

La médiation entre l'individu confronté à la pauvreté et la RSP mobilisée semble corrélée à plusieurs facteurs. Si notre intérêt n'est pas explicatif, nous présenterons les résultats de nos observations dans le petit univers que nous avons étudié en profondeur. Parfois, les groupes se distinguaient par leur origine sociale, leur appartenance ou leur localisation. Parfois, les contradictions parmi les supposés groupes nous ont fait douter de l'existence de ceux-ci.

Nous avons émis des hypothèses sur l'impact du niveau d'éducation, des revenus et de la localisation. Nous avons remarqué que certaines variables, comme le revenu et le lieu de résidence, varient considérablement dans plus de dix catégories étudiées. À un degré moindre, nous observons le niveau d'éducation et le statut d'emploi, s'il est formel ou informel.

La localisation, qu'elle soit urbaine ou rurale, s'est révélée importante dans l'échantillon. Dans celui-ci, un habitant urbain fut plus enclin à distinguer les personnes pauvres des personnes humbles, à percevoir la pauvreté persistante, voire à la nier. Cet habitant a associé également davantage la pauvreté aux SDF et au crime. Il fut aussi plus probable qu'il adhère à l'idée de pauvreté d'esprit, privilégiant ainsi les explications internes plutôt que les facteurs externes. Il est plus susceptible de soutenir l'idée de liens horizontaux entre les groupes sociaux

ou celle d'une société méritocratique. En outre, concernant les modalités de la LCP et des PTC, les avis sont partagés au sein de la population urbaine. Certains les approuvent, tandis que d'autres les rejettent. (Graphiques 220).

Cet exemple montre comment un facteur peut influencer la réceptivité à une RS. Il suppose un lien entre ce que les individus perçoivent dans un contexte donné et les RSP qu'ils acceptent. Ses pairs partageront probablement les mêmes représentations, car elles seront accessibles dans l'entourage. Par ailleurs, dans une variable multi-niveau comme le revenu déclaré (divisée en quatre catégories selon la classification du DANE), dans l'échantillon, nous observons une tendance linéaire. L'opposition à la LCP et aux PTC est plus élevée chez les hauts revenus.

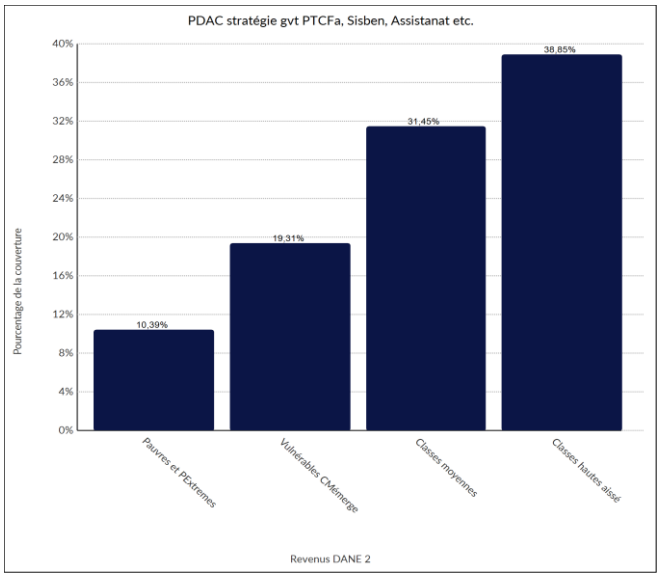


Illustration 19. Non-soutien de la stratégie de LCP par revenu déclaré. 246 réf., N = 53.

Ensuite, dans les modalités des revenus, nous observons d'autres tendances. Premièrement, les bas revenus sont plus souvent liés à l'image de la mère adolescente (Graphique 221). En revanche, les personnes à hauts revenus de l'échantillon perçoivent moins la pauvreté, mais elles en sont conscientes et trouvent les inégalités les plus choquantes. Ils ont cependant des avis divergents sur les PTC, la stratégie de LCP et le système social (Graphiques 223). Puis, les personnes à « revenus émergents » associent la pauvreté au manque de produits et services de base ainsi qu'à l'éducation. Elles appuient le plus les PTC et les actions dans le cadre de la LCP (Graphiques 222). En revanche, les personnes à revenu moyen ne considèrent pas la pauvreté comme un problème majeur, l'associant plutôt au crime. Elles ont tendance à stigmatiser les personnes sans-abri, en considérant la pauvreté comme une question de mentalité ou d'état d'esprit. Ensuite, on observe autant l'appui et l'opposition à la LCP et aux PTC (Graphiques 224). Deux autres tendances intéressantes émergent : la pauvreté

est définie comme « la faim » pour ceux ayant un faible niveau d'éducation (Graphique 225), et comme la culture et les comportements pour ceux ayant une religion (Graphique 226).

Nous n'allons plus entrer dans les détails des observations, car elles ne proviennent pas d'un échantillon représentatif. Cependant, il semble que certains facteurs soient effectivement liés à des tendances spécifiques. Ces dernières incluent la défense de ses propres intérêts (non-soutien des PTC pour les plus nantis), une expérience commune (les revenus émergents associant la pauvreté à l'éducation) et les circonstances de son entourage (les habitants de Bogota percevant une diminution de la pauvreté ou ne la voyant pas).

Nous observons que le fait d'avoir vécu la pauvreté, pour 62 personnes de l'échantillon, ne semble pas avoir changé à leurs dispositions. Toutefois, elles sont plus nombreuses à ne pas voir de pauvreté ou la nier. Elles sont aussi plus représentées dans la définition de la pauvreté en termes de manques de services et de produits considérés comme essentiels (Graphiques 227). Puis, elles sont aussi celles qui ont parlé de leur « éveil aux inégalités », voire de ce moment, souvent choquant, où elles se sont rendu compte des inégalités.

En conséquence, selon notre échantillon, certains facteurs peuvent augmenter les chances qu'une personne colombienne adhère à des RSP partagés par ses pairs. Ceux-ci incluent la situation géographique, le niveau de revenus, l'âge, l'informalité dans l'emploi et l'éducation. Cela répondrait à des intérêts de classe, à des visions générationnelles ou encore à des expériences partagées. Nonobstant, nous n'avons pas observé une variable dans toutes les modalités, ce qui indique que des divergences existent aussi à l'intérieur des catégories. Prenons l'exemple des personnes les plus instruites qui se débattent si la société fonctionne de manière juste ou non. Chaque personne construit ainsi son identité en intégrant ou réinterprétant certains RSP. D'autres facteurs influençant les RSP seront maintenant abordés.

2. Figures de la pauvreté et attachement.

Nous avons aussi constaté que la perception de la pauvreté varie en fonction de son type. Nous allons examiner comment les différents types de pauvreté affectent le rapport à la pauvreté et suscitent des réactions collectives. Ce constat provient du fait que nous avons observé des personnes à des profils différents ayant des opinions similaires sur le mérite de certains personnages associés à la pauvreté ou à la figure du « pauvre ». Cela implique des attitudes similaires face à leur présence et devant la possibilité de leur assistance.

Tout d'abord, nous avons observé comment les descriptions à propos des personnes dans la rue révèlent une image stéréotypée. Dans notre échantillon, on compte 78 % de commentaires négatifs à leur sujet. On les perçoit comme étant dépendants aux drogues, dangereux, intimidants, difficiles à intégrer, responsables de leurs choix, et même accusés de mentir à propos de leur pauvreté. En somme, culpabilisés. Parmi ceux qui ont mentionné leur magnitude, ils les ont vus monter, surtout, les résidents de Bogota. Le mot « jetable » ou « desechable » en espagnol est apparue, elle désigne les travailleurs de triage, mais sous-entend également une vie dénuée d'importance. Certains ne craignent pas ces personnages, tandis que d'autres ont recréé une histoire dans laquelle ils contrôlent leur destin. On leur reproche parfois de ne pas vouloir changer leur sort, ce qui serait la cause de l'apathie et du refus à les considérer comme des objets de pitié. Ce processus s'achève lorsqu'ils font partie du paysage urbain, comme pour Nicolas[169].

« Dans cette mairie et dans la précédente, on leur a donné des options, mais il y a des gens qui décident de renoncer à la vie et cela me fait beaucoup de peine du point de vue humain qu'il y ait des hommes qui décident de s'abandonner complètement pour ne rien faire pour eux-mêmes et simplement se laisser aller à l'inaction. (…). Alors, il y a un moment où ils deviennent partie du paysage et c'est tellement le paysage que l'on perd la sensibilité. »

Par conséquent, lors de la mention des SDF, nous pouvons nous attendre à une culpabilisation et à une normalisation de leur situation.

Une autre figure qui suscite de moins en moins de sympathie est celle de la mère bénéficiaire de l'aide sociale, de plus en plus tombée dans le stéréotype de la « *welfare queen* ». On la mentionna en treize entretiens. Elle se trouve non pas dans l'espace public, mais plutôt dans les quartiers défavorisés. Dans le prochain extrait, Liliana[170], elle parle de la situation de l'une de ses voisines dans la citadelle de Bicentenario :

« Il y a beaucoup de filles qui tombent enceintes ici, dès leur plus jeune âge, elles, elles se donnent aux garçons et tombent enceintes et elles n'ont pas un contrôle, donc cela augmente la pauvreté dans ces foyers (…). Et la famille a beaucoup d'enfants, beaucoup d'enfants et donc cela, cela augmente la pauvreté encore plus ici. Vous voyez à l'autre coin, une fille et elle a comme 6 petits-enfants et je te dis, oh, les pauvres, les pauvres ! ».

Selon Liliana, qui n'a pas eu d'enfants, la pauvreté de ses voisines serait due à leur comportement sexuel. Cependant, la plupart d'histoires ne s'inspirent pas dans une voisine, mais plutôt dans une mère adolescente diffuse, souvent jugée et blâmée par la société, ce qui, selon une perspective de genre, déresponsabilise ses partenaires. Le dysfonctionnement familial

[169] E30UCF25. Bogota, homme, 43 ans, strate 6, quartier Chico Reservado, Master, Fonctionnaire, revenus 7.
[170] E37UPF31. Carthagène, femme, 64 ans, strate 2, quartier Bicentenario, BAC, chômage, revenus 1.

est souvent attribué aux jeunes filles, qui sont perçues comme étant dominées par leurs désirs. Cette vision les oppose à la culture et à la civilisation, les animalisant en les présentant comme piégées dans une dynamique de procréation infinie (Sainz et al., 2020). Cependant, elles sont considérées comme des victimes de l'ignorance, contrairement aux personnes sans-abri.

Puis, cette figure est inexorablement liée à celle de l'enfant pauvre, ainsi qu'à la caricature de la famille nombreuse. L'enfant pauvre est, en revanche, vu en victime, on le considère comme condamné par son milieu et les décisions de ses parents. Certains évoquent des enfants stéréotypés, les enfants de migrants vénézuéliennes, ceux issus des régions ou des communautés autochtones colombiennes, ou encore d'Afrique. C'est bien une des figures les plus mobilisées. Ils seront victimes des gouvernements, de la corruption et de leurs parents.

Nous montrons donc que les figures ne sont pas neutres : elles sont souvent associées à tout un récit, ce qui permet de comprendre leur situation et la façon dont on doit agir avec elles. Nous observons ainsi une distinction morale appliquée à la figure de la pauvreté en question. Autrement dit, un travail de frontière symbolique qui se base sur une expérience collective et une construction de société qui exalte certaines valeurs en dépit d'autres.

Dans 31 entretiens, nous avons observé que les participants distinguaient entre le « mauvais » et le « bon » pauvre. Ce dernier se distinguerait par son assiduité, sa générosité et sa simplicité. Il s'engage activement dans l'amélioration du sort de sa famille, en particulier celui de ses enfants. Il consomme l'essentiel, que ce soient des aliments ou des vêtements. Dans leurs valeurs, on attend d'eux qu'ils soient honnêtes et travailleurs. En revanche, le mauvais pauvre manque de ces valeurs. Il pencherait vers l'oisiveté et la malhonnêteté, il abuserait des avantages offerts. Les ressources seraient tirées des activités considérées comme de l'argent facile, comme la criminalité. Les hommes qui s'engagent dans ces activités ont le potentiel de devenir des délinquants ou des toxicomanes. En revanche, les femmes sont soit des bénéficiaires d'allocations, soit des femmes sans scrupules, soit des travailleuses du sexe. Elles ne travaillent pas aux horaires habituels, elles n'ont pas de patron. Elles formeraient des familles dysfonctionnelles. Elles posséderaient peu d'éducation, seraient hautaines, conformistes et dominées par l'esprit de la pauvreté. Ces constatations nous font avancer vers notre but, car nous percevons déjà que les « bons pauvres » suscitent une forme d'attachement. Ils préservent leur statut et se comportent conformément aux attentes de la société, ce qui en fait des bénéficiaires dignes d'un soutien collectif.

Tel qu'Oorschot l'avait étudié, les représentations du mérite peuvent dépendre davantage de la figure en question que d'autres variables individuelles (Oorschot, 2000 ; Oorschot, 2006). Ces figures de la pauvreté semblent fonctionner comme des raccourcis cognitifs. Elles utilisent la perception pour faciliter le travail de catégorisation. Nos données montrent que les stéréotypes sont effectivement appliqués, épargnant ainsi aux individus un effort de compréhension sociale. Même s'ils ne sont pas spécifiques à la Colombie, ils révèlent les préjugés de la société envers certains groupes, comme les SDF ou les sans-abri, dont l'image est souvent stigmatisée ou ignorée en tant qu'expression de la pauvreté.

3. D'autres variables d'influence dans l'adoption des RSP.

a) L'activation de la représentation d'une pauvreté menaçante.

La relation avec la pauvreté peut varier selon l'expérience subjective de proximité avec les personnes démunies, qu'elle soit réelle, fantasmée, temporaire ou permanente. Quand cette proximité est perçue comme un problème, des attitudes séparatistes peuvent se manifester dans les RSP. En effet, la proximité dans ces cas est vécue comme une menace.

Au quatrième chapitre, nous avons abordé l'idée de construire des logements sociaux dans des beaux quartiers, un sujet qui a suscité des réactions parmi les résidentes et résidents de Bogota et d'autres villes. Il s'avère que, la présence d'une main-d'œuvre pauvre n'a pas entraîné de préjugés, mais c'est plutôt l'idée même qu'elle puisse y habiter qui a soulevé des questions. En ce qui concerne Bogota, des stéréotypes sont apparus, qui mettent l'accent sur la distinction entre les groupes, qui cherchent à éloigner les personnes démunies et à les reléguer à leur « place ». Ces stéréotypes concernent notamment les coutumes de la population du « sud » et la crainte des jeunes de ces quartiers défavorisés.

La proximité ou la présence des pauvres, de fait, dans des contextes à pauvreté intégrée, ne fait pas toujours l'objet d'un désir de distanciation. La présence du personnel de vente ambulant ou, évidemment, du personnel de service domestique est nécessaire au bon fonctionnement des activités. C'est la menace perçue, soit à l'homogénéité résidentielle, soit à l'univers symbolique, qui permet de faire émerger les RSP les plus anciennes. Elles sont reconnues puisqu'elles sont basées sur des critères de race ou de classe dans le sens de castes. On a étudié cette défense acharnée de l'homogénéité des beaux quartiers dans d'autres cas (Paugam et al., 2017 ; Svampa, 2004). Une telle réaction pourrait résulter d'une situation réelle ou perçue, ou de potentiels projets ou politiques publiques.

Nous avons constaté que, lorsque nous avons utilisé comme stimuli des groupes provenant de zones distantes, souvent perçues comme défavorisées, comme celles du Choco et de la Guajira, un sentiment de compassion émergeait plus facilement. Cela se produit malgré les préjugés culturels souvent associés à ces régions.

Nous avons également observé, chez les résidentes et résidents des quartiers populaires urbains, cette perception d'une menace. Ces personnes tentaient de se protéger contre leurs voisins. Leidy, habitant de Ciudad Bolivar, s'inquiétait des agissements délinquants de ses voisins. Ils représentent aussi une menace de type morale qui peut endommager l'aspiration à la mobilité sociale. C'est pourquoi les parents tentent souvent de limiter la socialisation de leurs enfants, comme l'a fait Brigitte, Mireille et Leidy. Puis, les sœurs Lina et Paloma se voyaient empêcher par la famille de fréquenter les jeunes de leur âge. Ou encore celui de Céline, qui, ayant toujours vécu dans un même quartier, ne compte aucune amitié.

Par conséquent, nous avançons l'hypothèse que le sentiment de danger associé à la présence de la pauvreté peut influencer les RSP engagées dans une situation donnée. Cela pourrait refléter un attachement ou un détachement temporaire, que la société approuverait. Les RSP qui se déclencheront seront des réactions collectives, soit lorsque l'intérêt personnel est perçu comme un enjeu, soit lorsque l'intérêt commun d'un groupe l'emporte.

b) **Émotions et attachement/détachement de la pauvreté.**

La pauvreté génère principalement des émotions négatives, qui influencent l'ensemble du processus de réflexion sur ce sujet. À ce titre, certains entretiens ont suscité des larmes chez les personnes avec qui nous avons discuté, que ce soit en abordant leurs propres épreuves vécues ou celles endurées par autrui.

Nous avons 46 interviewés qui nous ont parlé de leurs expériences, codées comme « blessures de classe ». Ces témoignages reflètent diverses émotions, telles que le sentiment d'infériorité, la mélancolie et la dépression liées à la précarité financière, les humiliations subies, le sentiment de se voir rétrogradé dans l'échelle sociale, ainsi que la colère et le désir de réparation. Toutefois, seule une fraction des personnes ayant connu la pauvreté a manifesté plus de compassion envers les plus démunis (voir le graphique 228).

Nous mentionnons ces émotions, puisque celles-ci, qui relèvent plus de l'expérience vécue, peuvent modifier l'attitude face à la pauvreté d'autrui ainsi que la RSP accueillie. Si la société accepte d'aider une certaine forme de pauvreté perçue comme justifiée, c'est l'épreuve

des sentiments qui finit par déterminer l'attitude qui sous-tend l'action ou l'inaction. Nous constatons donc que les sentiments dérivés du stimulus donnent lieu à la compassion ou plutôt à sa neutralisation. Dans ce dernier cas, l'individu traite le sujet comme une affaire qui ne le concerne pas et lorsque l'empathie est réprimée, a lieu le processus de neutralisation de la compassion (Paugam et al., 2017),

Les RSP nous fournissent ainsi un répertoire d'actions dans des situations de pauvreté. Lorsque le stimulus tombe dans les manières acceptées et que l'individu agit conformément à l'ordre moral, l'assistance devient plus probable, alors que la personne qui donne, se consacre dans sa société ou son groupe. Dans le cas contraire, lorsque la situation échappe à ce qui est moralement acceptable dans les RSP, les émotions soulevées peuvent l'amener à revoir ses interprétations des RSP dominantes ou à se soutenir dans les périphériques. Les émotions nous semblent donc un facteur qui peut modifier et transformer la manière dont la pauvreté est représentée et justifiée et le pauvre vu et considéré.

En somme, la société, par les représentations qu'elle fournit, définit la possibilité d'attachement au plus pauvre. Les perceptions d'une personne peuvent se révéler plus influencées par ses attentes et ses préjugés que par sa propre expérience. Cependant, les émotions qui émergent de l'interaction représentent l'épreuve ultime qui peut conduire à leur réinterprétation.

c) **Temporalités.**

Le temps de référence revêt une importance à l'heure de se situer dans une RSP. Des études ont révélé que les sentiments de solidarité envers les personnes les plus démunies peuvent varier en fonction de la situation économique. Toutefois, il est également important de considérer l'influence de la temporalité subjective l'individu sur ce phénomène.

Nous avons trouvé intéressante l'idée que les individus utilisent des échelles temporelles différentes en fonction de leurs expériences et qu'ils définissent leurs propres moments marquants. Cela affecte leur perception de la pauvreté d'autrui.

En ce qui a trait à l'évaluation de l'ampleur de la pauvreté, nous avons remarqué des écarts en fonction du critère de référence et de la période de référence considérée. Certains se comparent à l'année dernière, tandis que d'autres se réfèrent à une autre période de leur existence, telle l'enfance. Dans notre échantillon, nous avons constaté que les personnes qui perçoivent moins de pauvreté la situent plus loin dans le passé que celles qui ont observé une

augmentation de la pauvreté. Cette période serait marquée par l'amélioration significative des infrastructures, contrairement aux générations précédentes. Les personnes plus âgées peuvent comparer des périodes plus longues, ce qui leur permet de rester ancrées et d'exalter les progrès qu'elles ont observés tout au long de leur existence.

III — PROCESSUS.

Nous allons explorer comment les résultats de l'échantillon ont aidé à comprendre le processus complexe de perception de la pauvreté, identifié comme un échange dialogique lors de l'entretien. Les schémas mentaux découverts dans les récits ont mis en évidence des dynamiques sociales sous-jacentes, renforçant l'hypothèse que les croyances de l'entourage influencent l'individu.

Idéalement, une personne percevrait la pauvreté, la conceptualiserait puis adopterait une position. Une interaction avec une personne en situation de pauvreté ou un objet lié à celle-ci peut déclencher des émotions, favorisant ainsi l'aide, selon Simmel. Par conséquent, sans percevoir ni expérimenter directement avec ses sens, une personne utilise des concepts abstraits, tels que des croyances ou des mémoires pour évaluer ou juger une situation et utiliser ces éléments comme références pour agir. La recherche a mis en évidence cette différence entre perception, croyances et jugements. Nous les avons précédemment discriminées comme perception, conceptualisation et préférences. La première concerne l'information, la deuxième le contenu et la troisième l'attitude, soit les trois composantes de la RS.

Toutefois, lors des entretiens, nous avons constaté que ces processus étaient non linéaires, en particulier grâce à l'utilisation de situations hypothétiques et de récits. Nous avons observé deux processus : l'un avec une personne qui découvrait le sujet et l'autre avec une personne ayant déjà réfléchi dessus.

Nous avons observé que le processus individuel et phénoménologique, comme la perception liée aux sens, montre des traces de RS. Cependant, ce sont surtout dans les croyances et l'évaluation que nous avons clairement vu des RSP. Selon Bédard (2016), notre cerveau traite et interprète nos perceptions grâce à nos organes sensoriels, mais l'influence de notre milieu social, module plus ou moins la réaction. Nous mobilisons l'hypothèse qu'une perception « socialisée » permet aux individus de déchiffrer l'ordre social à travers les marques signifiées,

le permettant d'y participer et communiquer. Les sons, les goûts, les images constituent des éléments du monde matériel neutres en soi ; c'est bien la société qui leur octroie un sens.

Nous avons remarqué cela lors de l'identification du sujet pauvre et dans le processus appelé « l'éveil aux inégalités ». Les individus se souviennent de ce moment parce qu'ils y ont confronté les normes, les institutions et les significations partagées sur la pauvreté. Cela marque souvent un tournant difficile où la contrainte du fait social s'impose. L'apprentissage des normes sociales est crucial. Il se renforce tout au long de la vie en société, notamment grâce aux marqueurs qui définissent les frontières symboliques entre les groupes. Dans une société hiérarchique, les individus peuvent intérioriser et incorporer les différences sociales par un apprentissage passif, révélant ainsi le processus d'« éducation » de la perception.

Nous revenons à la conceptualisation. Définir la pauvreté nécessite des exercices cognitifs tels que l'association avec d'autres notions et la classification de la pauvreté mentionnée. Ensuite, aborder la pauvreté signifie identifier sa cause et, dans une moindre mesure, ses conséquences. Même si les causes, les conséquences et les associations sont souvent confondues, on observe que le récit de la pauvreté est étroitement lié aux croyances. Les individus y adhèrent, les défendent et les relient à leurs valeurs personnelles. Les croyances donnent un sens et établissent des liens entre divers processus, comme des explications, des symboles, des représentations visuelles, etc. Elles se renforcent souvent par l'expérience. Les sujets les plus mentionnés semblent refléter l'adaptation à une société inégale. Évoquer la pauvreté nous amène à une réflexion plus large sur une idée de société. Ce processus de réflexion sur la pauvreté met en évidence l'impact de la société dès lors qu'on adhère aux croyances communes.

Nous avons observé des processus émergents communs, tels que les ressources de l'argumentation et du langage, ainsi qu'une conception de « philosophies » propres, non moins sociales. Nous avons observé différentes relations entre l'objet et le sujet. Il y a la relation d'un individu parlant au nom de son groupe ou d'une communauté, ainsi que celle d'un individu évoquant des images cristallisées et des explications partagées. On trouve aussi une zone où les limites entre les objets et sujets sont floues.

Pour ce qui est des récits, nous avons notamment identifié l'exercice social de la **comparaison**. Les personnes se situent par rapport à leurs pairs afin de se situer dans une échelle représentée où la pauvreté leur sert à se situer et à se classer, la plupart du temps au-dessus. Les personnes les plus proches d'une situation de pauvreté, elles font recours à une idée

de la pauvreté leur permettant de se différencier et de tracer des frontières par rapport à leur représentation de la pauvreté. Ce qui traite du pauvre est traversé par cet exercice qui met au centre l'interlocuteur. Prendre du recul est difficile, surtout quand on associe la pauvreté à un destin immuable et à une étiquette stigmatisante. Nous avons analysé 28 témoignages de personnes ayant tenté de prouver qu'elles n'étaient pas pauvres. Ces témoignages montrent que cette étiquette est vécue comme un stigma, entraînant des conséquences sociales.

Dans la disqualification sociale, on avait signalé dans les stratégies de distinction sociale des assistés en France, des processus comme l'évitement des pairs, la reconstitution des différences entre des ménages à de statut comparable ainsi que le détournement du discrédit. Ces processus découlent d'une comparaison permanente, que ce soit morale ou d'un autre type, à des personnes considérées comme les « vrais pauvres ». Cela nous renvoie à une manière de déplacer le stigmate sur l'autre et au besoin de reconnaissance (Paugam, 1991/2013).

Puis nous retrouvons l'exercice de l'**association**, d'abord, la pauvreté est souvent liée à la représentation d'autres phénomènes. L'association la plus importante, mais indirecte, se trouve dans la représentation de la différence entre les personnes et, parfois, plus clairement, aux inégalités. De sorte que, les personnes ne peuvent pas penser à la pauvreté sans se rapporter à une idée des disparités et des hiérarchies et, parfois ils laissent entrevoir des considérations de justice sociale. Et cela, même si l'exercice n'est pas toujours explicite pour l'interlocuteur. Nous observons également des associations plus subtiles, comme celle entre la pauvreté et la criminalité, le chômage, la malnutrition, certains quartiers et régions, et certains comportements.

Parler de pauvreté implique aussi l'exercice cognitif contraire, celui de la **dissociation**. Cette faculté mentale qu'est la pensée rationnelle sert ici la fiction sociale. De ce fait, le stimulus de la pauvreté conduit au travail de frontières. Ce qui s'avère intéressant au niveau social, c'est comment les frontières semblent découler de la pensée individuelle, mais qui sont fondés sur des critères sociaux et des éléments partagés. On représente le sujet pauvre différemment dans ses goûts, ses manières, ses lieux d'habitation et nombre d'autres critères, lesquels se ressemblent au niveau collectif.

Dans la perspective de la sociologie culturelle, les processus d'identification et de différenciation s'en servent de distinctions. Ces distinctions, sous la base de différents critères socialement validés, permettent de catégoriser les objets, les personnes, les pratiques et les espaces (Lamont & Small, 2008). Dans une dynamique d'inclusion et d'exclusion, on assiste à

tout un travail de production et de maintien de frontières symboliques. Les groupes qui centralisent les ressources socialement valorisées leur donnent du sens, et elles varient selon les possibilités des stratums. Ce travail de frontières sert à identifier le pauvre et à l'évaluer moralement. Elles serviront de base aux systèmes de stratification sociale et aux classifications subséquentes. Si nous revenons à la TAS, ce processus de dissociation et de frontières indique le processus de détachement qu'une société peut effectuer envers ses pauvres. Cela, sur le plan micro, permet d'établir une distinction entre les personnes en situation de pauvreté et les autres, qu'elle soit physique ou symbolique. C'est le moyen à travers duquel est doté du sens le détachement de la société aux plus pauvres.

Nous constatons que les interviewés ont du mal à s'exprimer de manière cohérente sur la pauvreté. Ils semblent « abracadabrants » et leurs propos sont parfois contradictoires. Cela nous révèle l'existence de la polyphasie cognitive (Provencher, 2011) ou la double conscience étudiée par la littérature, lorsque les interviewés adoptent différents regards et positions dans un même discours par rapport au phénomène. Nous observons la superposition d'éléments, mais aussi la hiérarchisation de ces éléments contradictoires. Or, cette dynamique nous a permis d'observer des représentations en conflit qui reflètent les débats de société.

Nous avons examiné les différents mécanismes qui s'enclenchent lorsqu'on fait percevoir la pauvreté à une personne. En procédant ainsi, il participe à la co-construction et à la consolidation de la morale de la société et des groupes qui la composent.

1. Penser la pauvreté ou le processus des RSP.

Finalement, après avoir écouté 81 personnes parler de pauvreté, nous avons pu observer comment ce phénomène social est représenté. Le dialogue aux RSP, c'est un processus où la société interpelle l'individu et l'accompagne à l'heure de prendre une attitude. Dans cette section, nous avançons une théorie sur le déroulement de ce processus, en nous appuyant sur les travaux existants sur les RSP.

Nous avons constaté un mécanisme complexe se déroulant en plusieurs phases. Un facteur déclencheur lié à la pauvreté initie ce dernier, que ce soit une situation vécue qui incite à agir, un échange verbal abordant le thème, ou bien encore une simulation imaginée.

Après avoir reçu une information sur la pauvreté, il existe deux possibilités. L'individu peut opter pour les RSP et choisir celle qui est dominante dans son milieu, sa culture et son époque. Ce choix facilite la prise de décision, renforce son sentiment d'appartenance à la société

et améliore la capacité de communication. En agissant ainsi, il s'est engagé dans une conversation avec la communauté en utilisant les RSP, qui opèrent dans leur milieu respectif et dont la validité est reconnue. Cela peut entraîner divers résultats, allant d'une simple déclaration d'opinion à des comportements qui affectent la société.

Noter comment toute RSP dominante a fait l'objet d'une validation de la réalité est crucial. Elle passe par l'épreuve qui la rend viable dans le contexte et évoque un certain sens de justice du groupe. Par exemple, la compassion canalisée à travers de donations aux églises pour qu'elles les distribuent.

Cet *output* ou réponse peut rendre compte d'un attachement représenté aux plus pauvres ou à l'objet de pauvreté, ou bien d'un détachement. Autrement dit, lui faire l'objet d'une séparation et le constituant dans l'*autre*. Le premier cas, la frontière symbolique s'évade, révélant les mécanismes de solidarité propres à chaque société. Dans le deuxième, la frontière est érigée, renforcée et nettement définie, incitant l'individu à contribuer à la construction de frontières sociales. Après avoir pensé à la pauvreté, l'individu développe soit une attitude d'unité et d'identification, soit de séparation et de différenciation. Cela va se refléter dans les attitudes ou les pratiques adoptées. Ce processus consisterait à assumer comme propre la pauvreté (*selfing the poverty*), ou à l'altérisation de la pauvreté (*othering the poverty*) (Chauhan & Foster, 2014). La société serait ainsi tout le temps en train d'accompagner ce processus. Elle valide les possibilités, fournit les raccourcis cognitifs comme un répertoire d'action, puis, selon sa capacité de contrainte, validera ou jugera la réponse de l'individu.

Les RSP et les orientations adoptées dépendront ainsi de cet exercice et de toutes les appartenances et variables de l'individu. Cela dépend du type de pauvreté, des appartenances, de sa conjoncture, etc. Nous avons aussi signalé comment les émotions soulevées par le stimulus et la maitrise de celles-ci. Normalement, la société offre de différentes RSP permettant une réinterprétation et une accommodation au contexte ou à la situation donnée. Cependant, lorsque les RSP dominantes et les périphériques ne suffisent plus, elles sont évadées ou renversées et nous assistons à un autre processus.

Le deuxième processus incite l'individu à réévaluer les RSP, non seulement des tendances dominantes, mais de l'ensemble des possibilités dans sa communauté d'accueil ou son groupe social. Dans ce cas, c'est à l'individu de faire le travail de recréer sa propre conceptualisation du phénomène en faisant appel à des exercices cognitifs. Il doit donc seul trouver des réponses aux questions « qui », « quoi », « pourquoi » et « comment » concernant la

pauvreté, en plus de passer par tous les stades du processus : associations, définitions, explications, classement, dissociation, etc.

L'individu devrait également s'occuper des différentes variables et appartenances, mais aussi du dialogue à la mémoire collective. Cet exercice est plus long et parfois ne permet même pas de répondre au stimulus dans le temps adéquat. Mais lorsque l'individu poursuit cette entreprise, la réponse ou l'action qu'il élabore fait encore l'objet de deux validations. La première est celle aux RSP dominantes et non dominantes, la deuxième est la preuve de réalisme dans le contexte, la RSP doit fonctionner et permettre de rendre une réponse effective.

Ce processus donne lieu à une réponse qui emprunte ensuite deux chemins distincts. Soit un attachement, soit un détachement envers l'objet ou la personne marquée par la pauvreté. Dans le cas d'une réinterprétation non contemplée, la société ou le groupe peut permettre soit une reconfiguration de la RS, soit la défense de celle-ci en appliquant la contrainte à l'individu. Cela peut même aller jusqu'à l'exclure et frapper son lien à la société. Ce processus s'avèrera plus long et coûteux pour l'individu ou le groupe, et peut susciter des réactions du groupe dominant ou contribuer à un schisme.

Par exemple, une personne peut décider d'aider une famille qu'elle aperçoit dans la rue en train de mendier. Elle peut même aller plus loin, en lui trouvant de la nourriture, un abri et même un emploi. À l'inverse, une autre personne peut se montrer agressive envers des personnes dans le besoin qu'elle croise dans la rue. En défiant les normes dominantes, cette personne court le risque d'encourir des sanctions morales et légales. L'épreuve de la réalité veut dire si cette réponse ne le met pas en danger et si c'est possible dans son contexte. Dans le premier cas, sa communauté le jugera probablement et ne l'accompagnera pas, rendant sa réponse insoutenable. Un exemple réel est celui des personnes européennes habitant des endroits de passage ou des frontières qui ont décidé de venir en aide aux personnes réfugiées ; certaines ont fait face à des poursuites judiciaires.

Dans ce deuxième processus de réponse aux stimuli de la pauvreté, nous pouvons penser aussi au processus de transformation des RSP dominantes. Par leur force, elles sont devenues sociales et partagées, et elles s'avèrent utiles et fonctionnelles dans la réalité sociale. Toutefois, le changement est possible dans toute société, et la TRS en parle. Cependant, l'empreinte de la société compte à l'heure de s'adapter et de se transformer aux nouvelles idées.

En guise de conclusion, ceci est une proposition qui essaie de tenir compte des observations et des analyses de la littérature. Si on devait retenir une partie, elle serait celle qui met en lumière le fait qu'adhérer aux RSP est plus facile pour un individu ou un groupe. Elles correspondent à la réalité, fonctionnent et assurent une certaine stabilité sociale.

IV — CONCLUSION DU CHAPITRE 6.

Ce chapitre explore la pauvreté comme phénomène social en Colombie, ainsi que ses aspects cognitifs et sociaux. Grâce aux entretiens approfondis menés dans le cadre de cette étude, ces éléments clés ont pu être mis au jour et analysés.

Nous avons structuré cette section en trois parties. La première traite du contenu des RSP, issu d'une étude menée dans quatre régions et d'une analyse détaillée des données collectées. Il s'agit d'un tronc commun de connaissances et d'un répertoire d'actions sur la pauvreté dans la société colombienne. Ensuite, nous avons passé en revue tous les facteurs influençant les résultats. Cela est crucial, car cela nous permet de mettre en évidence la vitalité de la réalité sociale et de comprendre comment certaines variables et affiliations prédisposent les individus à des tendances. Enfin, dans la partie du processus, nous avons voulu parler de l'arrière-plan d'une conversation sur la pauvreté. Après avoir entendu ces personnes, nous avons repéré des processus cognitifs similaires qui ont suscité notre attention.

Nous proposons l'hypothèse suivante : lorsqu'il s'agit de répondre à cet objet socialement défini, il est souvent plus facile pour quelqu'un d'adopter les convictions de ses pairs et les RSP abordées. Cela lui évite de devoir remettre en question sa morale et de repenser aux concepts connexes. Cela est particulièrement vraie si cela peut entraîner des conséquences négatives, voire la contrainte ou le contrôle du groupe.

Les différents éléments exposés fonctionnent dans un contexte de fortes inégalités, où le taux de pauvreté atteint un sur trois. Dans ceci, il est convenable de voir le pauvre pris par un esprit de la pauvreté, et, bien que les inégalités soient reconnues et l'injustice aussi, de les accepter comme un héritage historique. Il est aussi plus fonctionnel en ville de s'en servir des différences de strates, comme des repères à la socialisation. On peut également se détacher des régions et de leurs personnes appauvries sous différents arguments, notamment le culturel. En effet, la corruption vue comme un trait de la société ou comme un problème de l'éducation des

pauvres permet de les culpabiliser de la faille de la démocratie, rendant ainsi plus difficile une transformation institutionnelle. Ce sont des éléments valides dans la société colombienne.

Cette société se débat encore entre les critères du mérite et du besoin comme articulateurs de l'assistance sociale. En effet, celle-ci semble encore basée sur les principes de la charité qui exige une contribution de la part des bénéficiaires et qui les juge en même temps. Les antagonismes liés à la question du mérite et des besoins des éventuels bénéficiaires émergent constamment dans le réexamen des programmes et des stratégies existants, en particulier du PTCFa. L'outil en question suscite divers commentaires, dont quelques-uns sont attribuables à un déficit d'informations. Le tout explique pourquoi la situation des plus pauvres est souvent mise en examen et elle est timidement problématisée. De fait, le rejet des PTC comme stratégie de lutte contre la pauvreté nous fait penser à une stratégie qui va à l'encontre de la morale de cette société. Cette stratégie n'a pas été élaborée dans un esprit de concertation avec les citoyens non assistés.

Finalement, nous avons constaté que, bien qu'elles semblent appropriées et adéquates pour le contexte, certaines catégories entrent en conversation implicite avec les stéréotypes mondiaux sur la pauvreté. Ces repères comprennent l'histoire occidentale ainsi que des aspects spécifiques au paradigme néo-libéral.

Dans le chapitre suivant, nous allons comparer les résultats qualitatifs et quantitatifs, et chercher des liens plus généraux en regroupant les arguments et les mécanismes sous-jacents. Nous allons donc tester l'hypothèse selon laquelle la pauvreté a subi un processus de naturalisation en Colombie, même si les trois processus (culpabilisation, victimisation, naturalisation) sont observés dans les éléments mis en évidence et les positions des personnes interrogées. Toutefois, l'hypothèse d'une naturalisation collective de la pauvreté est bel et bien reflétée par la stigmatisation du mot « pauvre » au profit du mot « humble ». Puis, dans la partie qui évite de regarder la pauvreté en face, dans les figures de la mère adolescente ou dans les explications qui lient pauvreté, cultures et famille. Finalement, dans une vision de société historiquement inégale. Par contre, l'accent qui culpabilise se retrouve dans la partie qui croit au mérite et à une société progressant grâce au travail. La victimisation se manifeste chez ceux qui, soit par leur éducation, soit par leurs expériences, plaident pour un pays plus juste sur le plan social.

CHAPITRE 7 = NATURALISATION, CULPABILISATION ET VICTIMISATION DE LA PAUVRETE A LA COLOMBIENNE. TROIS SYSTEMES DISPONIBLES.

Nous avons présenté les résultats obtenus par différentes méthodes dans les chapitres précédents. Il est désormais temps de synthétiser ces informations. Nous avons constaté l'existence et repéré le contenu des différentes RSP, ce qui nous a permis d'arriver à la signification de la pauvreté contemporaine ou en vigueur en Colombie.

Nous allons examiner les données collectées en les classant selon les trois catégories idéales proposées par la TAS (naturalisation, culpabilisation et victimisation), afin d'évaluer leur pertinence et leur manifestation dans le contexte colombien. Nous remarquons que la TAS les a conçus idéaux, volontairement simplifiés autour de caractéristiques principales afin de permettre l'analyse des sociétés contemporaines, tenant compte de la configuration historique (Paugam, 2014). La réalité empirique devrait dépasser ces types idéaux pour révéler la complexité d'un scénario social contemporain.

Les types proposés par S. Paugam ne sont pas, à proprement parler, des RS. Nous avons toutefois trouvé intéressant de les considérer comme des ensembles ou des systèmes de RS, plus ou moins cohérents. Ces systèmes de RS se caractérisent par une rationalité et une attitude particulière envers la pauvreté et les personnes les plus démunies. En effet, les éléments repérés se nourrissent autant d'informations scientifiques vulgarisées que de rationalités populaires et d'empreintes historiques de la société. Cela donne lieu à diverses rationalités qui peuvent se compléter, entrer en conflit, ou encore servir de façon circonstancielle. Or, si la théorie de l'attachement social admet des complémentarités, surtout au niveau individuel, on devrait observer un rapport saillant au niveau de la société, puisque cela serait lié à la structure de liens sociaux prédominante dans celle-ci. En revanche, dans la TRS, nous pouvons penser non seulement à un rapport spécifique au contexte colombien, mais aussi à la variabilité selon les groupes sociaux qui partagent des dynamiques représentationnelles (Doise, 1992).

Compte tenu de cela, ce chapitre vise à expliquer les expressions empiriques de chaque système de RSP, la possibilité d'un rapport collectif, mais aussi la fonctionnalité de ces

systèmes pour des groupes. Nous allons examiner l'ensemble des éléments correspondant aux trois types, organisés à l'aide du logiciel N-Vivo. Les éléments furent organisés d'après la TRS, en information, champ de représentation et attitudes. Puis réunis les éléments d'après les orientations et thématiques. Enfin, ayant compte des limitations de l'échantillon, exposer les profils ou les caractéristiques ayant le plus contribué aux résultats. Toutefois, nous voulons éviter une analyse simpliste de classe qui propose des correspondances toutes faites entre groupes et types. En réalité, on observe des contributions de tous les profils aux systèmes de RSP et au niveau individuel, ils sont rares les discours cohérents.

Dans ce chapitre, nous allons présenter le contenu de chaque système de RSP depuis leur manifestation colombienne. L'annexe 229 montre l'étendue de la classification des 3874 références, tandis que le tableau 230 présente les critères de classement. Les résultats qualitatifs indiquent que la naturalisation a suscité le plus de commentaires dans les entretiens codés. L'illustration suivante montre le pourcentage de contribution de chaque système au total.

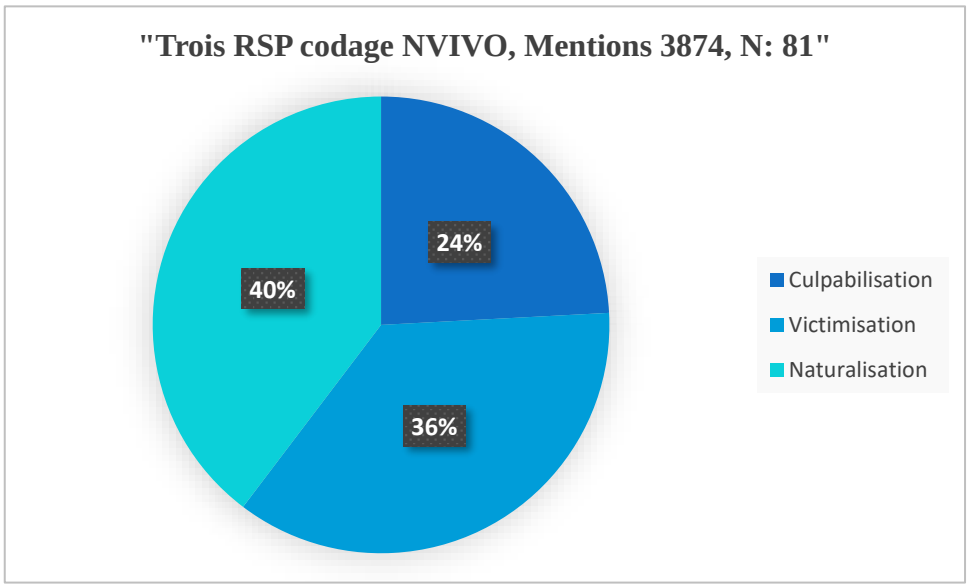


Illustration 20. Diagramme circulaire : Encodage RSP, 3874 références. N. = 81.

Bien que nos données qualitatives nous offrent cette image, nous devons garder à l'esprit leur portée limitée, car elles dépendent du codage effectué par la chercheuse et d'un échantillon non représentatif. Par conséquent, dans une seconde étape, nous allons comparer ces résultats avec les conclusions tirées des autres sections. D'abord, nous le mettrons en rapport à la structure de liens sociaux observée dans l'échantillon, étudiée dans le chapitre 3. Nous ferons ensuite le lien avec les quatre terrains étudiés au chapitre 4. Nous examinerons également les résultats du chapitre 5, qui mettront en évidence ceux issus d'un échantillon représentatif. Finalement, nous montrerons des portraits typiques des interviewés ayant grandement contribué

à l'émergence des thèmes, afin de mettre en lumière les manifestations empiriques. Le tout nous permettra de tester si le rapport qui naturalise la pauvreté en Colombie est dominant.

I — NATURALISATION. « ENSEMBLE, MAIS NON MELANGES »[171].

Suivant la TAS, une société qui naturalise la pauvreté, accepte et justifie les inégalités de conditions est une société qui n'a pas dans ses principes l'horizon de l'égalisation. Les plus démunis y sont considérés comme différents. La naturalisation rassemble les RSP justifiant les hiérarchies de la structure sociale. Les pauvres s'ils sont intégrés, sont aussi infériorisés par des arguments biologiques ou culturels. Si en Colombie, cela nous renvoie à l'empreinte coloniale raciste et religieuse, nous allons voir comment, actuellement, ces RS se transforment pour défendre vigoureusement la ségrégation socio-spatiale, notamment en milieu urbain. Bien que le cadre juridique prône l'égalité entre citoyens, nous observons encore une trace qui légitime les disparités socio-économiques.

En effet, dans l'immersion en terrain, tous les interviewés ont fait recours à des arguments qui naturalisent à un moment donné de l'entretien. C'est le code le plus mentionné (1537 occurrences, soit 40 %). Nous observons son organisation dans l'illustration suivante.

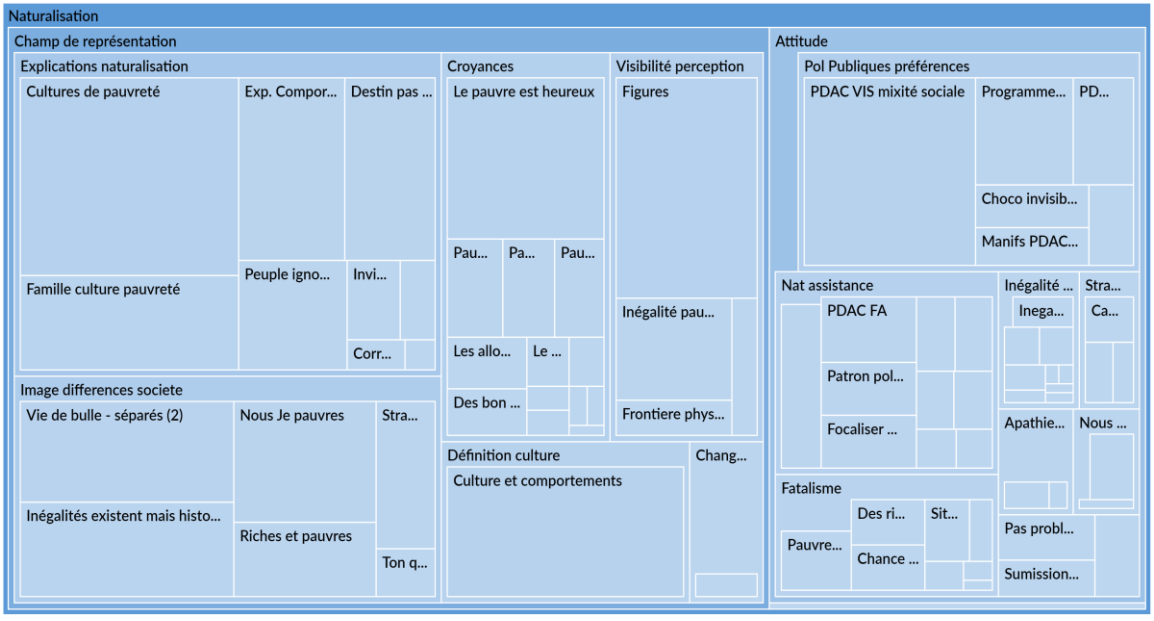


Illustration 21. Structure d'encodage RSP Naturalisation 1537 références. N. = 81.

[171] Mélodie, E32UCF10X2. Bogotá, femme, 24 ans, quartier Bella Suiza, strate 6, étudiant stagiaire, revenus 3.

Dans ce diagramme, la taille de chaque carré évoque les mentions. Nous suggérons une représentation alternative du code sous forme d'une carte mentale, dans l'annexe 232. Par ailleurs, à partir des mots fréquents dans le code, nous avons composé la phrase « *Les familles pauvres n'ont pas de culture ni d'éducation* ». Le nuage de mots est visible sur le graphique 231.

En ce qui concerne la perception, nous remarquons la marque qui naturalise la situation des pauvres, soit en étant indifférente, soit en la percevant mais sans la problématiser. Nous observons ainsi ceux habitués au pauvre dans le paysage, lesquels ne voient pas d'évolution dans le temps. Dans l'extrême, leur situation est si normalisée que leurs besoins ne sont même pas remarqués ou niés leurs conditions. Par exemple Yerri[172] un briquetier dans un emploi informel, habitant d'un quartier de la périphérie de San Jacinto, sans eau ni maison propre. Lorsque je lui ai demandé par des problèmes dans son quartier, il a répondu « *Ici c'est calme, calme, non, je ne vois pas de problème grave* ».

La pauvreté est également liée à certaines marques qui utilisent les sens, surtout la vue, pour identifier les personnes pauvres. On met en évidence le processus de racialisation comme raccourci pour les classer dans des groupes inférieurs. Juliette, par exemple, nous a avoué : « *Ma fille me demande toujours : "maman, mais pourquoi", elle ne dit pas les noirs, elle dit les cafés, "maman, mais pourquoi les cafés n'ont pas d'argent ?* ». L'association entre pauvreté et race confronte ainsi aux futurs citoyens qui apprennent peu à peu les règles de la société.

Lors de l'aboutissement de la naturalisation, on s'attendrait à ce que les personnes marquées comme pauvres reconnaissent leur position désavantagée, à se dire pauvres avec la fatalité résignée d'une place inférieure dans la société. Dans cette société, accepter le rôle de pauvre et agir selon la morale peut s'avérer bénéfique : la personne peut ainsi recevoir de l'aide ou devenir l'objet de la charité. Nous avons 32 personnes que dans un moment du récit se sont dit pauvres ou ont parlé au nom de « *nous, les pauvres* ». Même si certains l'ont fait depuis une attitude de revendication plus proche d'une victimisation. En outre, certains craignent également d'être étiquetés comme pauvres, redoutant les conséquences à long terme de ce faire.

Nous passons désormais aux images de la pauvreté les plus saillantes dans la naturalisation. Les figures de la mère adolescente, de la mère de famille nombreuse et de l'enfant pauvre sont souvent utilisées pour représenter les bénéficiaires de l'aide publique et les

[172] E58RPF46. San Jacinto, homme, 21 ans, Primaire, Variante, strate 1, briquetier, revenus 2.

cibles de la charité. La naturalisation peut exalter les vertus du « bon » pauvre ou moraliser le « mauvais » pauvre. Nous passons ainsi des images idéalisées et parfois romantiques des « bons » pauvres aux exemples de comportements répréhensibles. Dans ce registre, le travail moral est plus important et, de fait, ils pensent que le problème du pays est dans la perte de valeurs et de la culture.

Concernant la situation géographique du pauvre, nous remarquons comment dans le passé, la mixité sociale était imposée par les relations de service et le personnel de maison domestique vivait sur place. Aujourd'hui, si cela n'a pas complétement disparu, la situation spatiale du pauvre est différente. Il habiterait le quartier pauvre, une pauvreté représentée et désirée « *là-bas* », sans mixité résidentielle, sociale ou morale. De fait, il existe également une définition spatiale associant les pauvres à certains endroits. Il est jugé normal qu'ils habitent des conditions précaires, assumant qu'ils le supportent en raison de leurs natures différentes.

La pauvreté sera en grande partie définie en termes culturels et comportementaux, allant au-delà de l'économique. Elle est considérée comme un statut social lié à l'éducation reçue ou au réseau social intégré. Les personnes pauvres sont perçues comme ignorantes et sans valeurs, moralisées comme dans l'exemple des femmes prostituées. Il est aussi jugé normal qu'ils soient dépendants des autres, soit pour mendier, soit comme bénéficiaires.

Nous observons maintenant les croyances propres à ce système de RSP. D'abord, nous voyons un stéréotype romantique qui idéalise la pauvreté, surtout chez les peuples autochtones, les Afro-descendants, les habitants de la côte caribéenne et les ruraux. Cela masque les conditions précaires qu'ils subissent. Ensuite, on pense que la pauvreté se transmet de génération en génération, voire qu'elle est transmissible comme s'il s'agissait d'une maladie. Puis nous trouvons la croyance à une ignorance naturelle des pauvres et s'en suit celle selon laquelle les assister les incite à avoir plus d'enfants. Puis, des croyances plus minoritaires : Dieu aide les bonnes personnes, donc la hiérarchie en est un résultat ; l'école publique est l'école des pauvres ; la justification du racisme ; le pauvre dit solidaire et le riche méchant ; puis la pauvreté associée au climat chaud et la pauvreté vue comme historique et associée au temps biblique.

Nous ajoutons ici la croyance et l'explication d'une pauvreté d'esprit à l'accent qui naturalise. Elle est vue en condition intrinsèque, où l'autre semble irrémédiablement pris par cet esprit. Cela mobilise aussi une forme d'animisme dans le sens qui dualise l'être humain et lui fait un subordonné de l'esprit de la pauvreté, presque régi par une autre entité. Le tout enlève

leur agentivité et présuppose leur ignorance et leur inaptitude. Cela permet d'expliquer leur condition et d'en adopter une attitude fataliste, puisque sans solution.

Dans les causes de la pauvreté, la culture est une explication courante. Notamment l'idée de « cultures de pauvreté » qui la perpétuent. Ce point est mentionné par la moitié des participants. Nous observons l'idée que les politiciens exploitent l'ignorance du peuple lors de l'achat de leurs votes. Puis l'on trouve l'idée de cultures primitives qui ne veulent pas les progrès, comme celle des groupes indigènes et des communautés noires, lesquels croient à des superstitions et conservent des comportements nocifs. Nous avons également regroupé la croyance dans un « choc culturel » ressenti par des interviewés, qui parlent de façons d'être qui ne s'emboîtent pas. Il y a aussi des personnes qui justifient le racisme et blâment les groupes Afro-descendants de leur pauvreté. Ils utilisent également des arguments culturalistes pour justifier la situation humanitaire de La Guajira (chapitre 5). Un autre argument est la « narco-culture », des personnes dites sans valeurs ni éducation qui se sont enrichis rapidement.

Les pauvres ici sont représentés en termes de groupes plutôt que d'individus, ce qui facilite leur attribution d'une culture, présumée homogène. Cela permet leur infériorisation, infantilisation et même animalisation, lorsque la culture est dite imprégnée dans leur être. À titre d'illustration, une autre explication s'attarde sur la figure de la famille ; 29 personnes en parlent. La famille est considérée comme le noyau d'où émanent les valeurs et se reproduisent les comportements qui favorisent la pauvreté, lesquels commencent dès l'enfance. On dit que c'est culturellement ancré : la jeune maternité, les taux de natalité élevés, l'absence de suivi des enfants, le jugement sur leur éducation ou l'absence de modèles dans leur environnement. Nous retrouvons alors l'idée de familles dysfonctionnelles où germent les vices comme le crime.

Puis, au-delà de l'idée culturelle, certaines personnes voient la pauvreté comme le produit de forces externes associées aux aléas de la vie. Nous avons classé cette idée dans la catégorie de la naturalisation, car elle suggère que la pauvreté est incontrôlable et peut même être divine, faisant partie de la destinée humaine. La pauvreté, dans cette perspective, ne trouve pas de coupables et l'État semble déresponsabilisé de sa prise en charge. Le risque est ainsi approprié et, dans ce sens, la pauvreté est vue comme le résultat d'un manque de chance et une épreuve qui peut toucher n'importe qui. Cela peut être perçu comme un manque de dévotion envers Dieu. Il explique le destin qui frappe à la porte, comme le décès d'un proche, le chômage ou les catastrophes naturelles.

Ensuite, nous observons l'admission d'une indifférence de la société par rapport au sort des pauvres. Cela confirme la non-problématisation de l'existence et la permanence de la pauvreté, qui plus est jugée normal. Enfin, des personnes qui lient la paresse aux habitants des climats chauds et évoquent des différences de nature ou biologiques.

L'accent mis sur la naturalisation véhicule une vision rigide de la structure sociale. Les tenants utilisent l'histoire pour justifier l'existence des inégalités depuis l'origine. Un travailleur agricole de San Jacinto en parlant des temps bibliques, nous a dit « *La pauvreté vient des temps anciens. Et cela est très difficile à surmonter parce que tous ces gens se sont enrichis, ont accumulé cette richesse et il est très difficile pour un pauvre d'obtenir cette richesse qu'ils ont perdue* »[173]. Cette représentation amène certains, à affirmer que les strates ont toujours existé. De ce fait, la hiérarchie sociale est représentée comme une sorte d'échelle. Les personnes en position de pouvoir sont légitimées par la tradition et l'histoire, avec des critères sociaux et raciaux implicites.

Cette vision met l'accent sur les différences de nature entre les riches et les pauvres. Tel que nous l'a dit Margot,[174] « *il y a une grande différence, les riches ont tout, car ils ont de l'argent, et ils ne peuvent pas être comparés à nous, les pauvres* ». Parmi ceux qui accueillent l'identité de pauvre, ils se disent ayant un meilleur cœur et un sens d'autrui plus développé, dédaignant les possessions matérielles. Certains mobilisent, dans le sens chrétien, l'idée d'une richesse d'esprit que le riche n'a pas. Les classes moyennes dans ce registre seraient de bons pauvres compensés par leurs comportements. Ils travaillent sans interruption et ont décidé de mener une vie digne. Alors que les élites à l'heure actuelle justifient difficilement leurs privilèges par leur supériorité, mais plutôt par le travail de leurs ancêtres.

Dans les représentations, la dichotomie morale s'applique aussi à la figure des riches. D'un côté, le riche triste, méchant et vide, sans spiritualité et habitué à déposséder les plus pauvres. De l'autre côté, le riche qui tend la main aux pauvres. Par ailleurs, l'État et les institutions sont vus comme permettant que « *les riches soient plus riches et les pauvres plus pauvres »,* dans un sens qui au-delà de victimiser, l'accepte plutôt comme destin inéluctable.

Nous observons toutefois un groupe, surtout en milieu rural, qui pense qu'auparavant, les rapports entre classes sociales, bien que hiérarchiques, étaient plus « sains ». Par exemple, lorsque le *hacendado*, le propriétaire terrien, se rencontrait au bar du village avec ses

[173] E70RPFGX6. San Jacinto, homme, 59 ans, Villa Gloria, secondaire. Paysan journalier, revenus 1.
[174] E13UPF11X1. Carthagène, femme, 79 ans, strate 2, Lomafresca, primaire, commerce informel, revenus 2.

travailleurs, ou bien lorsque le politicien amenait des ressources aux régions et satisfaisait sa clientèle d'un ton paternaliste. Nous pensons aussi à l'exemple du service domestique dit faisant « *partie de la famille* ». En réalité, ce sont des liens hiérarchiques où le patron, semblable à un suzerain, veillait sur sa main-d'œuvre, mais restait éloigné financièrement. Il incarnait pourtant une personne réelle, tangible, avec laquelle les travailleurs pouvaient interagir. Ce récit laisse de côté les abus et exalte ce qui est remarquable dans ce passé, où, selon eux, chacun gardait sa place sans se faire du mal.

Dans une autre vision, ces relations découlent d'humiliations constantes et de tensions entre les classes, mais elles ne débouchent pas en revendications. La pauvreté s'apparente à un état d'impuissance et de résignation. Par exemple, lorsqu'Antoine[175] parle des difficultés de financement de la production agricole, il soutient « *Nous demeurerons les mêmes pauvres et les enfants resteront aussi les mêmes pauvres* ». Il ressort ainsi l'idée de la perpétuité.

De surcroît, une autre image de société, plus récente, existe aussi : celle de la ségrégation urbaine à différents niveaux. La société actuelle garde des relations de service, mais se caractérise par une distance sociale ou bien un écart de plus en plus prononcé, de sorte que riches et pauvres ne se rencontrent plus. Tel que le disait Leidy[176], « *Très peu de riches coexistent avec des gens comme nous, ou, pour autant que je sache, ils ne le font pas* ». Dans la réalité du territoire, cela permet d'expliquer l'existence d'une ségrégation urbaine. Des vies totalement séparées, sans lieu pour la mixité sociale. À Bogotá et à Carthagène, les riches vivent dans des quartiers homogènes sans être dérangés par les pauvres. La vision qui naturalise la pauvreté justifie cette inégalité. Lorsqu'il est question de construire des logements sociaux dans les beaux quartiers, les raisons sociales sont invoquées pour l'empêcher. Certains, qui se trouvent en position défavorable, s'autocensurent et ont peur d'être humiliés, tandis que d'autres craignent de rencontrer des problèmes pour cohabiter en raison des « différentes coutumes ». Mireille a utilisé l'adage « *Chaque perroquet dans son pied* »[177] et Mélodie la phrase qui a donné le titre à cette section « *Ensemble, mais non mélangés* ».

La vie des riches est source de représentations. La principale, c'est leur existence dans une « bulle », puisqu'elle est fermée et autonome, car ils gardent des relations endogamiques et sélectives. Dans les entretiens aux hauts revenus, en parlant de ses amis, parfois ils se sont vus surpris, comme s'ils se rendaient compte pour la première fois que leur cercle social était

[175] E65UPF52. San Jacinto, homme, 69 ans, hameau Las Charquitas, secondaire, agriculture, revenus 2.
[176] E27UCF26. Bogotá, femme, 34 ans, strate 2, Quartier La Playita, BAC, tâches ménagères, revenus 2.
[177] Traduction libre du dicton: « *Cada lorita en su estaca* ».

restreint. Nonobstant, les autres l'acceptent comme une sorte de loi. Ramon,[178] l'économiste de *Getsemani* à Carthagène, a réalisé une chose lorsqu'il a cherché du travail et fait appel à son ami le « bon riche » de l'université. Celui-ci a admis ne pas pouvoir embaucher Ramon car la banque embauchait uniquement des résidents du quartier *Bocagrande*.

De sa part, les élites essaient de se justifier en mobilisant l'idée d'une ambiance sûre dans un entre-soi certifié. Lors de la possibilité d'une nouvelle connaissance, Carla[179] avoue : « C*'est votre cercle et vous devez être d'ici. Cela ne semble pas si bien lorsque… Ah, en fait, il… Il est d'une strate inférieure, oui, ça c'est une réalité.* ». Le chapitre 4 a étudié la stratification sociale en tant qu'échelle signifiée de classement, allant de 1 (pauvre) à 6 (riche).

Nous allons maintenant examiner l'attitude révélée dans la naturalisation. En effet, l'attitude dominante est de ne pas remettre en question la pauvreté, qui est perçue comme une réalité inéluctable. Nous voyons aussi une acceptation des inégalités de différent ordre. Par exemple, les inégalités de richesse et celle « de naissance » ; la soumission dans le travail ; l'acceptation des bas salaires ou bien la discrimination sociale lors de la recherche d'emploi.

Nous rencontrons aussi l'attitude fataliste, qui nie la possibilité de changement. Cette attitude expliquerait la pauvreté intergénérationnelle et la permanence des riches au sommet de la hiérarchie. Mais aussi quand l'individu semble être un jouet du destin ou de la chance. Certains ne croient pas au changement social ou à la possibilité d'amélioration de leur position. Nous observons aussi des individus qui font confiance au plan divin établi pour eux. Ils invoquent la religion pour justifier leur position et, parfois, une vie de souffrance. C'est le fatalisme qui les caractérise. Leur attitude est passive, respectueuse du *statu quo* ou fondée sur la croyance en l'inamovibilité de la tradition.

Par ailleurs, nous avons noté des dynamiques lors de l'auto-positionnement des interviewés. Certains se sont identifiés comme pauvres, tandis que dans quelques revenus émergents, on a noté l'urgence de distinction des plus pauvres en se décrivant comme faisant partie des classes moyennes. Puis les revenus moyens, quant à eux, veulent se distinguer par leur éducation. Enfin, nous avons observé deux déclassés se dire des classes hautes avec fierté.

Dans la pratique, nous observons la ségrégation spatiale étayée dans l'idée que « *nous sommes mieux séparés, riches et pauvres* » et dans l'idée que la mixité sociale ne marche pas.

[178] E19UPF34. Carthagène, homme, 70 ans, strate 3, Getsemaní, Licence, retraite, revenus 3.
[179] E33UCF27. Bogotá, femme, 43 ans, strate 6, Cajicá, Bac + master 1, chargé de RRHH, revenus 6.

Puis au niveau de la société, la pratique narrée par certains de « *cacher les pauvres* » lors des grands évènements ou visites de personnages publics dans les villes. Les interviewés parlent du nettoyage des rues, de l'installation de bâches et de la relocalisation temporaire des personnes sans-abri dans des refuges par les autorités pour « maquiller » la société.

Nous étudions maintenant les préférences de redistribution, de traitement de la pauvreté et au rapport envers les pratiques de charité. Dans la naturalisation, on préfère qu'on construise ailleurs, dans des quartiers de « pauvres », des logements sociaux. Ils s'opposent aux politiques sociales de l'État, car elles sont perçues comme corrompues. Les PTC sont craintes pour inciter les pauvres à avoir des enfants. Cependant, ils aideront directement les pauvres ou par le biais d'entités religieuses, avec une intention de charité. Ces aides peuvent inclure une forme de moralisation, comme l'éducation ou l'évangélisation. Ils assisteraient les mauvais pauvres, mais dans une idée de reconversion. Or, en Colombie, ils sont en désaccord avec les aides données aux ex-combattants du conflit armé, qu'ils considèrent comme des personnes indignes.

Pour lutter contre la pauvreté, il est proposé d'aider les pauvres avec des biens matériels, tels que des repas, des vêtements ou des fournitures scolaires. Ils sont moins favorables à l'aide financière, car elle peut nuire au projet moralisateur, sauf si c'est l'aumône chrétienne. Sinon, nous observons aussi des mentions aux aides des patrons aux travailleurs, de propriétaires terriens aux villageois ou bien de la part de politiciens. Enfin, nous observons la naturalisation qui se montre indifférente. Ils ne connaissent pas les aides existantes et ne s'en soucient pas.

Nous retrouvons des personnes qui ressentent de la compassion pour le *Choco*, un lieu délaissé, mais ils sont méfiants à l'égard des propos accusateurs qui évoquent qu'ils sont victimes d'un racisme systémique. Concernant les manifestations sociales, cela va dépendre du projet politique, sinon ils craignent leur inefficacité. Dans le cas de *La Guajira*, on observe de la compassion pour les enfants, mais aussi des arguments culturalistes (chapitre 5). Ils critiquent le groupe pour son refus de progresser, sa culture dépassée et ses pratiques irrationnelles, entravant ainsi le travail des médecins et des opérateurs.

Enfin, dans les informations utilisées, nous retrouvons le recours à un passé ou l'idée d'un sentier historique, comme ceux qui se soutiennent dans la bible comme document historique. Les cas du Choco et de la Guajira sont vus à travers la couverture des médias.

Dans notre échantillon, nous avons constaté que certains profils utilisent davantage les arguments de la naturalisation[180]. Nous avons observé qu'ils sont principalement en milieu urbain, notamment à Bogota, et sont majoritairement des personnes non assistées ou des employés formels cotisants. L'attitude de naturalisation est plus répandue chez les personnes ayant un revenu moyen ou élevé, selon les résultats de l'enquête (voir l'annexe 233). Nous n'avons pas observé de surreprésentation des religieux.

Nous examinerons désormais les résultats combinés des chapitres précédents. Nous commençons par les structures sociales qui s'adaptent à ce système (chapitre 3). Selon la TAS, une société qui a intégré la naturalisation de la pauvreté s'apparente à l'idéal du régime familialiste où le LF régule et permet l'intégration de la société.

Dans le LF, nous avons constaté que pour la plupart des personnes interrogées, la famille est la principale source de sécurité pendant les crises économiques et les moments difficiles de la vie, de l'enfance à la vieillesse. Son pouvoir peut donc devenir oppressant. Le premier lieu d'assistance est la famille élargie, qui préfère garder confidentielles les situations économiques et les conditions de vie de ses membres. À moins qu'ils en soient totalement exclus. Par conséquent, l'aide est fournie discrètement, car admettre sa pauvreté serait difficilement effaçable. À l'inverse des activités de charité, qui se déroulent de manière publique, souvent en famille ou devant le cercle affinitaire. Dans le contexte urbain, nous observons un repli, vers l'individualisme familial, où chaque membre assume des responsabilités socialement acceptées. En particulier, le financement de l'éducation privée des enfants est perçu comme un moyen de renforcer les références sociales, mais représente un coût important et croissant.

De fait, il est clair qu'un excès de famille serait lié à une déficience de l'État. L'analyse du LC montre que les fragilités et les ruptures se traduisent par une méfiance envers les institutions et un absentéisme politique. Ces problèmes découlent des principes conservateurs qui régissaient la Colombie jusqu'en 1991. Ces principes étaient basés sur le catholicisme et accordaient une citoyenneté limitée aux personnes ayant une famille et des propriétés. Elles bénéficiaient d'un traitement préférentiel selon des critères tels que la race et le capital culturel.

La corruption et le pillage des ressources publiques, est perçue comme un symptôme de décadence morale. Cependant, cela peut aussi entraîner un sentiment d'impuissance, menant à une attitude fataliste, où il n'y a pas de sortie. De surcroît, nous soulignons la fragilité d'une

[180] Ce sont les variables sur ou sous-représentées dans chaque modalité sur leur contribution totale à l'échantillon et calculées à partir de l'intensité des discours.

logique de devoirs et de civisme dans les rapports. Nous observons une perception d'insécurité dans l'espace public. De plus l'image d'un État qui protège les plus pauvres est contrastée. La famille et ses dysfonctionnements semblent le sujet désiré de l'assistance publique. La majorité ne soutient pas les transferts aux plus pauvres, ce qui entraîne souvent des signalements et un stigmate à l'égard du bénéficiaire. Alors que les bénéficiaires perçoivent les aides depuis une perspective de charité plutôt que de droits. Jusqu'à l'arrivée des PTC, ils avaient accepté une action sociale minimale et résiduelle, encadrée par une logique morale et paternaliste.

Dans le lien organique, nous soulignons les mentions aux entreprises qui ont commencé dans un contexte familial. Ensuite, nous constatons une distinction entre travailleurs de premier et de deuxième ordre, entraînant une inégalité de protection au travail, selon si formel ou informel. De plus, face aux bas salaires, une attitude de résignation et de soumission s'installe. La société accepte les bas salaires et les métiers difficiles pour certaines personnes, tandis qu'elle justifie les bonnes conditions par les relations, l'éducation et les diplômes.

Le Lien de participation élective présente diverses expressions. D'abord, lorsque la phrase « *nous les pauvres* », apparaît dans les discours, nous regardons à la pauvreté vécue comme une communauté de destin. Si les « pauvres » ne font pas véritablement un groupe homogène, nous signalons les regroupements lorsqu'une circonstance ou une spatialité est partagée. En revanche, l'entre-soi des mieux lotis se caractériserait par des relations sociales endogamiques qui s'en servent de marqueurs classiques. Nous regroupons ici de hauts revenus qui évoquent leurs noms de famille, la preuve de leur ascendance vérifiée et les privilèges. Nous pouvons aussi penser aux personnes à différentes appartenances qui se regroupent dans le cadre de l'associativité religieuse et y font des activités de charité ou socialisent.

Ce passage montre comment la naturalisation s'harmonise avec un accord social qui donne un sens à la vie domestique au détriment de la vie collective, où la sphère productive et associative simplement reproduisent la hiérarchie sociale. Cela empêcherait l'appropriation de la sphère publique et éloignerait la possibilité d'un horizon en égalité.

Nous allons montrer comment ce récit a une fonctionnalité différente sur chaque terrain d'enquête. D'abord, à Viota, nous retrouvons la naturalisation dans le récit qui voit dans la répartition des terres le déclin du village et évoque d'un ton nostalgique l'époque des *haciendas* caféières. Celle des travailleurs qui ne remettaient pas en question leur paie comme aujourd'hui ni le pouvoir du propriétaire terrain, bien qu'ayant commis des crimes sexuels. De fait, on a écouté d'un ton burlesque la version selon laquelle une majorité des paysans d'aujourd'hui sont

des enfants illégitimes des *hacendados*. En outre, certains minimisent l'impact du déplacement de la communauté en niant son importance en raison de sa brièveté. Cela leur permet de remettre en question les aides à cette population victime du conflit armé ainsi que les effets psychologiques sur la population qui a dû résister pendant la phase active de la confrontation entre la guérilla des FARC et les paramilitaires. Ici l'idée de pauvres d'esprit ressort en parlant du peu de progrès et de l'insouciance observée chez les gens, par rapport au village voisin de La Victoria plus prospère économiquement. Certains acceptent les inégalités comme des faits historiques et mobilisent un fatalisme qui voit la pauvreté comme un destin. La plupart des interviewés ne sont pas favorables au PTCFA en raison de son incitation à la grossesse.

À San Jacinto, certains regrettent les politiciens-hacendados d'avant, qui apportaient des ressources à la région et finançaient les fêtes locales. Ils entretenaient une relation paternelle et charismatique avec la population, obtenant ainsi ses votes. Enfin, certains ont accepté leur destin, comme un village abandonné et appauvri, sans eau potable, car les politiciens corrompus l'ont volé. Certains accusent la culture de la pauvreté et d'autres parlent depuis le « *nous, les pauvres* ». De plus, la conviction du paysan heureux, qui vit dans son environnement naturel à moins de besoins. Dans la pratique, une déconnexion est observée entre le centre peuplé et la partie rurale isolée. Il s'en suit la fixation d'un passé meilleur qui ne reviendra plus.

Ensuite, dans les deux villes étudiées, une morale territoriale défend l'homogénéité sociale et économique des quartiers aisés. Puis l'acceptation des villes stratifiées où le quartier de résidence définit socialement la personne devant les autres. Dans le cas de Carthagène cela permet de soutenir l'interdiction à l'entrée des motos-taxis dans les beaux quartiers. Également l'idée d'une ville duale, l'une, belle, ouverte au tourisme, plus blanche et l'autre, non présentable et habitée par les personnes racisées afro-descendantes. C'est ici que l'on mobilise le plus la figure de la mère adolescente qui renvoie à cette idée d'une pauvreté en constante reproduction. Elle évoque une image de passivité, et, même si c'est moins explicite, elle renvoie à des stéréotypes raciaux et se trouve associée à la partie orientale de la ville. Parmi les causes de la pauvreté, il y a l'idée d'un peuple ignorant.

Dans le cas de Bogotá, l'homogénéité dans les quartiers du nord est défendue au point de renforcer l'organisation politique des voisins, lesquels ont attaqué en justice le projet des logements sociaux. Puis on observe cette acceptation d'une ville stratifiée dans différents groupes de la société. Autrement dit, une morale territoriale divise la ville en deux zones : les plus riches au nord et les plus pauvres au sud. Les habitants voient des vies séparées et considèrent la strate comme un trait de caractère. En outre, dans le consentement et la négation

des conditions de vie des itinérants et SDF, à qui on dénie le traitement comme problème public. Ils les moralisent à cause de leur présumée consommation de drogues avant d'exiger des actions intégrales. On naturalise lorsqu'ils font partie du paysage sans remettre en question les principes de cette société, vu qu'effectivement ils sont déshumanisés à cause de ne pas participer de la vie morale. Enfin, parmi les explications à la pauvreté, nous retrouvons l'idée de cultures de pauvreté, l'attribution culturelle de paresse et oisiveté aux gens de la côte. Puis la croyance en un pauvre heureux.

La naturalisation était présente sur tous les terrains de l'enquête. Nous passons aux tendances observées dans les sondages traités dans le chapitre 4. Nous rassemblons ici le type de réponses qui défendrait ce groupe qui accueille cette prédisposition. Cette partie nous permet de confronter les résultats qualitatifs exposés à ceux d'un échantillon représentatif, où nous avons pu constater et calculer les variables corrélées aux résultats.

D'abord, dans la perception, nous pensons aux Colombiens interrogés qui ne considèrent pas la pauvreté comme un problème national. Nous émettons l'hypothèse qu'ils indiquent plutôt l'éducation ou la criminalité. Ceux qui naturalisaient dans ce sens étaient conformes aux politiques gouvernementales de l'époque et regardaient la télévision. Devant la magnitude perçue, nous pensons à ceux qui ne voient pas de changement, même en période de crise. Les corrélations ont indiqué qu'ils percevaient la situation du pays stable ainsi que la leur. Puis, concernant les revenus des pauvres, on postule qu'ils surestiment leurs revenus. Ils sont liés à ceux qui attribuent moins de revenus aux autres quintiles et qui trouvent les inégalités acceptables. Ils nient l'existence d'un conflit entre les riches et les pauvres, entre les classes sociales et les inégalités d'accès à la justice. Ces attitudes confirment leur profil : ils sont âgés, peu éduqués et optimistes quant à la situation du pays.

Les explications surpassent la dichotomie entre individualisation et structuralisme, en prenant en compte les logiques fatalistes, telles que les circonstances extérieures à la volonté. Nous observons des vagues spécifiques où on a proposé des choix, comme celle qui explique la pauvreté par la naissance dans des familles pauvres. Puis l'idée d'un bas niveau d'éducation comme condition inhérente, elle est apparue dans une année où l'on a proposé l'option « puisqu'ils ont moins d'intelligence ». Cependant, nous ne l'avons pas traitée. On peut plus facilement remarquer l'accent qui naturalise dans le lien entre pauvreté et race. Lorsque l'option fut proposée : « Ils ne veulent pas changer leur culture », celle-ci fut choisie par les plus âgés, par ceux se situant idéologiquement à droite et ayant vu leurs revenus diminuer la dernière année. De plus, ils ne soutenaient pas l'intervention de l'État dans la réduction des inégalités

de revenu. Ils voulaient aussi une couleur de peau plus claire. Ces croyances correspondent bien au profil que nous associons à la naturalisation.

Enfin, ils ne verront pas d'injustice dans les revenus des pauvres. Les personnes qui souhaitent moins de revenus pour ceux-ci sont majoritairement des hommes, bien éduqués, et se situant près du sommet de l'échelle sociale subjective. Celles qui souhaitent augmenter les revenus des autres quintiles, au détriment des pauvres, mettent en évidence leur intérêt personnel. En outre, ceux qui d'après l'indice perçoivent le plus de justice sont les moins éduqués, satisfaits de la démocratie et pensant que les chances et les droits des pauvres sont garantis en Colombie. Parmi ceux qui montrent peu d'injustice perçue, certains surévaluent les revenus des pauvres, souhaitent qu'ils en gagnent moins et estiment les inégalités du pays acceptables. Nous observons alors des effets contrastés de l'éducation, mais un rassemblement dans les croyances et les attitudes qui tolèrent les inégalités et dédaignent la redistribution envers les pauvres.

Devant les inégalités, le profil qui les naturalise adhère à l'énoncé qui considère les inégalités fonctionnelles afin que les pauvres s'impliquent davantage. De fait, cet énoncé était corrélé à l'énoncé « des riches et des pauvres, ils existeront toujours » et aux personnes qui voudraient une couleur de peau plus claire, ce qui nous confirme le profil.

Dans ce registre, plus que la gratuité de l'assistance, ce qui importerait serait la contrepartie, qui moralise à travers l'éducation ou la religion. De fait, si on devait assister les plus pauvres, ce serait plutôt en nature, en aliments ou en les éduquant d'un accent moralisateur. Malgré cela, nous constatons que ceux qui préfèrent les aides alimentaires ont connu des pénuries alimentaires récentes et se situent davantage parmi les personnes défavorisées. Ils participent de la naturalisation dès lors qu'ils demanderont à la société le minimum pour garantir leur survie, s'étant déjà vus menacés.

En résumé, les facteurs clés sont l'âge, le niveau d'éducation, la position sociale perçue, la relation avec la situation du pays et la tolérance aux inégalités. Nous observons un groupe qui semble pratiquer la discrimination raciale. Ensuite, un groupe éduqué qui ne voit pas d'injustice. Puis, ce groupe peu éduqué, qui ne veut pas de la redistribution, ne voit pas de conflits entre couches de la société et surestime les revenus de pauvres. Enfin, ceux qui demandent le minimum : des aliments. L'âge peut être un indicateur de l'attachement à un système de valeurs traditionnel, tel qu'une société qui pratique la discrimination raciale et accepte des inégalités dans divers domaines.

Nous n'avons pas confirmé les tendances de l'échantillon qualitatif dans les variables liées aux questions de l'échantillon représentatif. L'emplacement géographique, le statut professionnel ou les revenus déclarés ne se sont pas démarqués. Néanmoins, les deux sources nous ont permis de construire et de mieux comprendre le contenu de ce système de RSP qui naturalise. Les profils se rejoignent dans une attitude conformiste de la situation des plus pauvres et dans leur justification des niveaux d'inégalité.

1. Portrait Mélodie[181].

La personne qui a le plus contribué à ce code dans la codification qualitative fut Mélodie. Elle naturalise à 77 %, culpabilise à 14 % et victimise à 11 %. C'est une jeune femme de 24 ans, étudiante d'une prestigieuse université privée. Son grand-père était militaire, et ses parents travaillent dans le domaine de la sécurité. Elle a fréquenté une école catholique pour filles du nord de Bogotá, ce qui l'a incitée à s'impliquer dans des activités caritatives.

Elle habite dans le quartier de Bella Suiza, dans une copropriété fermée (strate 6), située au nord de Bogotá. Elle se positionne dans les classes aisées (contrairement à sa mère, qui s'identifie comme appartenant à la classe moyenne). Sa famille nucléaire a vécu toute sa vie dans une copropriété fermée (strate 4) à Suba, où habite sa grand-mère et ses oncles dans d'autres appartements. Après avoir obtenu leur baccalauréat et commencé leurs études universitaires, les deux sœurs ont incité leurs parents à déménager dans un quartier plus chic pour des raisons de commodité de transit.

Dans sa structure des liens sociaux, nous observons un LF prééminent dont elle tire une protection et de la reconnaissance. Sa famille exerce un contrôle important sur sa vie. Sa mère l'oblige à l'embrasser et à passer par sa chambre lorsqu'elle rentre d'une soirée. En même temps, sa famille paie ses frais, même si, en tant que stagiaire, elle gagnait un salaire minimum, mais avec lequel elle pourrait vivre « *sous un pont* », dit-elle. Tous les dimanches après la messe, sa famille se rend chez sa grand-mère pour manger. Sa famille élargie a contribué au financement de ses activités caritatives. Son deuxième lien important est le LPE, car elle s'engage dans des activités caritatives dans son ordre religieux. Puis nous observons un groupe restreint d'amis. Mélodie, en évoquant ses amies, remarque à quel point ses amies lui sont égales : « *à vrai dire je ne l'avais jamais analysé sous ce point de vue, mais toutes mes amies,*

[181] E32UCF10X2. Bogotá, femme, 24 ans, strate 6, quartier Bella Suiza, étudiante, stagiaire, revenus 3.

elles habitent cette zone-là, elles vont au club, hein ? ». Sa famille est actionnaire de l'un des clubs les plus prestigieux.

Du côté maternel, sa famille élargie garde l'entreprise de son grand-père déjà décédé. Or, elle est aussi l'héritière de l'entreprise de son père qui forme des vigiles. Dans le LO, elle était stagiaire d'une multinationale lors de l'entrevue, mais dans des contacts plus récents, elle nous a confirmé qu'elle travaille dans l'entreprise familiale et y représente la nouvelle génération de cadres. Elle est du côté du monde formel du travail et, étant donné sa formation, elle gagnera en peu de temps ce que sa mère gagne comme cadre, sans devoir passer par la concurrence féroce du monde du travail. Enfin, du côté du LC, elle ne mentionne quasiment pas l'État, elle n'utilise pas l'espace public dont elle a peur. Elle se situe au centre droit sur l'échiquier politique. Elle a voté pour S. Fajardo du parti vert au premier tour et pour I. Duque au deuxième tour des présidentielles de 2018.

Elle décrit deux modèles différents dans son parcours éducatif. Les nones l'ont encouragée à aider les pauvres de son pays et à se percevoir comme une élite, à l'image du « bon riche ». À l'université, elle a remarqué une injonction à partir à l'étranger. Puis, devant la concurrence du mérite ayant lieu à son université, elle dit ne pas se sentir en besoin de démontrer sa valeur à travers son effort académique, mais à travers ses valeurs.

Le cas est intéressant puisqu'elle se dit préoccupée par les plus pauvres. Entre sa foi et sa position de classe, elle semble avoir le profil pour devenir une dame de la charité. Dans son cercle elle canalise des ressources pour les plus pauvres, c'est pourquoi elle est connue. Elle a obtenu des ressources du recteur de son université pour organiser un camp d'été pour les enfants du quartier voisin.

Ses pratiques en ville sont du côté de la naturalisation. Elle a un parcours restreint et le plus au sud qu'elle ait été, était à son université. Ses vitres de voiture sont blindées et elle ne prend jamais les transports en commun. Son itinéraire est un circuit restreint dans le nord-est de la ville. Elle admet vivre dans un cercle restreint qu'elle décrit comme étant une « bulle ». Pendant l'entretien, quand elle m'a montré sur *Google Maps* le bâtiment où elle habite, j'ai mentionné un quartier défavorisé voisin. Elle a avoué ne pas l'avoir remarqué. Plus tard, elle exprimera sa consternation face à une ville composée de secteurs disparates, une ville faite par "patchs", comme si elle avait été assemblée de manière artificielle.

Elle nous a permis de visualiser comment une jeune née au milieu des années 1990 (chapitre 5) utilise la strate pour guider sa socialisation. Elle regarde les vêtements portés par cette personne et s'assure de la validation de celle-ci par un autre membre de son cercle. Elle applique cette méthode devant les boursiers de l'université. « *Et tu ne te rends pas compte que c'est un filtre, ça sonne mal, très mal. Mais tu ne vois pas celui de la strate 6 avec le bousier qui se promène. Ça n'arrive pas à l'université*. » Puis elle admet connaître peu de gens de province, mais aussi son désarroi devant la migration à Bogotá, qui limite les opportunités des natifs. De fait, elle admet ne pas s'imaginer vivre dans une autre région de la Colombie.

Par ses croyances, elle nous a permis d'illustrer l'idée que les pauvres sont heureux et humbles « *en réalité, ils sont peut-être infiniment plus heureux et vivent dans une plénitude, une tranquillité et une paix plus grandes que ce qu'une personne ici peut avoir avec une voiture* ». Devant les pratiques d'assistance, elle préfère éduquer, elle travaille avec un groupe restreint « *les enfants du futur* », ceux qui méritent le plus l'assistance, puisqu'engagés dans leurs valeurs. Des enfants qui sans leur accompagnement prendront le chemin des drogues. Or, elle dit qu'elle n'aime pas la charité en nature de type vêtements ou en aliments.

Elle admet son ignorance concernant la situation du Choco et de la Guajira, ainsi que les PTC et les programmes du gouvernement. Elle ne se fie pas à ces entités et n'a jamais vu celles-ci dans les endroits où elle a travaillé. En réalité, elle considère que les associations et le secteur privé, plutôt que l'État, sont les principaux acteurs de la lutte contre la pauvreté. Elle perçoit le SISBEN comme une subvention plutôt qu'un outil de sélection des bénéficiaires, une représentation assez courante. De plus, elle s'oppose aux manifestations, en particulier à celles des étudiants des universités publiques qui perturbent la circulation dans son trajet.

La proposition de logements sociaux dans des quartiers à haute strate a suscité sa réprobation. Elle soupire et montre son mécontentement par son langage corporel. Elle estime que cela ne serait pas « *sain* » pour personne, car cela engendrerait de l'envie chez les plus démunis. Elle a dit que « *ce n'est pas l'ordre des choses* ». Elle propose de mener le projet ailleurs « *comme si à Bogotá il n'y avait pas un autre terrain* ». Pour elle, cela est du populisme et le signe d'un ressentiment de classe de la part du maire.

Dans le cas de Mélodie, on peut dire qu'elle se distingue de ses compagnons par son engagement social. Toutefois, elle s'approche de la pauvreté et des pauvres à partir de sa propre position de classe. Elle adopte une vision qui ne les met pas sur un pied d'égalité, car ils font l'objet d'interventions et de moralisation. De plus, son image de la société ne remet pas en

question la hiérarchie sociale existante. Pour elle, la ville ségréguée est la meilleure forme d'organisation spatiale. Les inégalités régionales du pays sont complètement ignorées. De ce fait, son engagement, aussi important soit-il, ne s'oriente pas vers un changement du *statu quo*, mais plutôt vers son affirmation en tant qu'être social.

II — CULPABILISATION. « LE GROS POISSON MANGE LE POISSON LENT »[182].

Dans la culpabilisation, la hiérarchie, vue plutôt en termes économiques, est pensée le produit du mérite personnel, notamment des personnes ayant saisis les opportunités du contexte. Dans ce sens, les individus sont pensés égaux, de sorte à se prendre eux-mêmes en charge. De fait, la phrase que nous avons composée pour la culpabilisation est : « *Les gens ne veulent pas travailler pour avoir une meilleure vie* ». Nous pouvons observer le nuage de mots proposé dans le graphique 234. Nous avons seulement trois cas n'ayant pas utilisé d'argument ou de représentation culpabilisant la pauvreté ou les pauvres. Il s'agit pourtant du code ayant le moins d'énoncés codés, avec 936 références, qui correspondent à un cinquième du total codé.

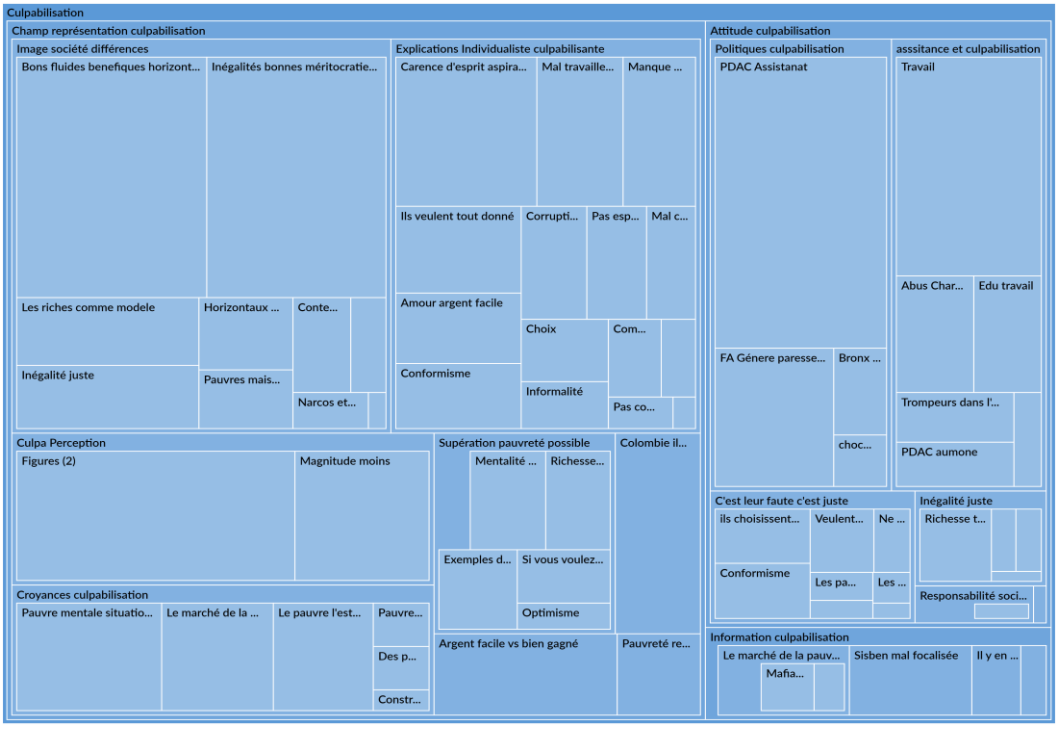


Illustration 22. Encodage RSP culpabilisation (936 références, N. = 78).

[182] Roque, E40UPF33. Carthagène, homme, 58 ans. Manga, strate 6, primaire, PDG, revenus 8.

Nous proposons une schématisation plus claire du code dans la carte conceptuelle (Annexe 235). Ce code met en évidence le poids des explications de la pauvreté, l'image de société des interviewés et le désaccord aux PTC.

Suivant la structure proposée, nous commençons avec la perception. Ce groupe est incapable de voir la pauvreté, et, lorsqu'il y fait face, il la banalise en la reliant au mérite. Les figures les plus mobilisées dans ce discours sont : les SDF assumés toxicomanes et ayant choisi leurs vies. Puis, la figure du jeune délinquant, accusée de ne pas vouloir travailler et de chercher l'argent facile par le crime. Nous trouvons encore la figure des allocataires, mais depuis l'aspect qui considère les PTC comme une distorsion pour le marché du travail et l'échelle du mérite. En revanche, la contre-figure serait celle de l'entrepreneur ayant comme valeur celui de travailler dur. Ce groupe ne se base pas sur le niveau d'éducation pour juger, mais sur la capacité à s'épanouir.

Ce groupe est optimiste quant à la diminution de la pauvreté, car il observe un changement qualitatif dans la réduction de la pauvreté multidimensionnelle et une augmentation de l'intervention de l'État envers les personnes les plus démunies. Apparaît aussi l'idée d'un pays plus développé, d'une hausse du pouvoir d'achat et de la consommation populaire. Une personne a d'ailleurs évoqué les statistiques de diminution des indices de pauvreté.

La pauvreté est perçue comme une situation temporaire, surmontable avec des efforts. Elle n'est pas niée, mais plutôt relativisée, tout en exaltant la volonté et l'effort personnel. Elle ne modifie pas la nature de l'individu. Elle a deux aspects : matériel, lié au pouvoir d'achat. Puis, mentale. En partant d'une égalité de capacités, l'idée d'une pauvreté mentale expliquerait pourquoi certaines personnes acceptent leurs conditions de vie. Leur devise est « *si tu le veux, tu le peux* ». On élimine ainsi virtuellement, les contraintes dans le parcours de mobilité.

Souvent, dans la culpabilisation on souligne que les personnes « complètes » (avec des bras et des jambes) peuvent lutter pour une meilleure vie. Katia[183] la psychologue, nous donne l'exemple d'un artiste de cirque sans bras qui a monté un spectacle. « *Une fois, j'ai vu un artiste de cirque qui n'avait pas deux bras, "oh le petit pauvre", l'homme se tenait sur la tête, et tout le monde a dit "oh, le pauvre". Mais de quel petit pauvre parle-t-on ?* ». Du corps normatif, on s'attend ainsi à ce qu'il utilise ses forces.

[183] E25UCF24X1. Bogotá, femme, 24 ans, strate 3, Quartier El tejar, Licence, employé, revenus 4.

De plus, certaines personnes voient la pauvreté comme une opportunité de se surpasser, car elle exige un effort qui peut être bénéfique. Cette idée est liée au principe selon lequel nous devrions tous développer nos capacités. Dans une sorte de darwinisme social, Roque nous a dit « *naître pauvre n'est pas un péché, mais de mourir pauvre l'est* ». La pauvreté serait ainsi une épreuve qui façonne le caractère, le stimule et peut mener à la richesse.

Si la moralisation devait être moins forte dans ce registre, nous observons pourtant une distinction entre l'origine de l'argent, à savoir si elle est dite de l'argent facile ou de l'argent bien travaillé. Ils sont également différenciés les faux des vrais pauvres, d'après le mérite de l'activité exercée. Or, une vision strictement libertaire ne remettrait pas en question l'origine ou l'utilisation de l'argent, mais plutôt le mérite visible dans les résultats liés à l'accumulation de capital. Nonobstant, en Colombie, où une économie alternative, illégale et criminelle existe, la distinction est mobilisée.

La Colombie est perçue comme un pays prospère offrant de nombreuses opportunités. Parmi les croyances on trouve l'autre devise « *el pobre es pobre porque quiere* » ou « le pauvre l'est parce qu'il le veut ». La pauvreté est ainsi un choix, respectable comme n'importe quel autre. La volonté est exaltée comme le moteur du progrès, de sorte que nous observons l'idée d'une pauvreté mentale, mais dépassable, il faudrait juste un changement de mentalité qui pousse à l'action.

Ensuite nous observons la croyance dans une industrie de la pauvreté, organisée pour profiter des débiles. Ceux qui, par la compassion donnent leur argent et ceux qui la demandent, ils seront des personnes usées par d'autres qui en élèvent les ressources collectées. Il s'en suit une méfiance à l'égard des revenus des pauvres qu'ils estiment plus élevés de ce qu'ils déclarent, surtout les travailleurs informels. Ce groupe recommande de ne pas aider financièrement ou matériellement quiconque.

Les explications de la pauvreté incluent souvent la paresse et l'idée d'un manque de volonté. Les pauvres seraient perçus comme manquant de créativité et d'esprit d'entreprise. Nous trouvons ensuite une critique des travailleurs colombiens, jugés peu professionnels et abusifs. Le travail précaire est lui aussi signalé, il sera ce que ces travailleurs ont choisi, puisque considéré comme ayant moins de contraintes. Puis d'autres expliquent la pauvreté par le fait que les pauvres sont devenus conformistes et se sont habitués à l'assistanat. Les pauvres sont accusés de vouloir de l'argent facile et d'avoir fait des choix qui les ont conduits vers le vagabondage, les drogues ou la pauvreté. Mais aussi des comportements financiers et de

consommation, peu soutenables. Les électeurs et les citoyens sont tenus responsables de la situation actuelle.

Nous passons à la manière de concevoir les inégalités dans ce cadre. La société est conçue telle qu'elle octroie à chacun la position qu'il mérite. Les inégalités sont ainsi considérées comme un produit de la performance individuelle, et même, encourageantes. Dans l'idéal, ce groupe serait libertaire dans le sens qui ne jugerait pas les comportements ou les choix de vie qu'à la lumière du mérite. Ce registre accepte le *statu quo* et le conteste à la fois. Il l'accepte comme le produit de l'habilité et de l'effort personnel et il en conteste les failles lorsque ceux qui s'efforcent n'obtiennent pas les positions méritées, comme dans la société qui naturalise. L'attitude devant la hiérarchie de la société colombienne serait contrastée.

Les individus de ce groupe ne perçoivent pas la société en termes de classes sociales fixes. Ils rejettent la « société de cour » des classes supérieures. En principe, chaque individu se trouvera sur un pied d'égalité dans une sorte de concurrence où les positions sont attribuées selon le travail et le mérite. En effet, dans l'échantillon, ce groupe se distingue par son refus de s'identifier à une classe, un groupe social ou une strate. Ils se positionnent plutôt dans les classes moyennes ou les classes travailleuses. Miguel nous a dit à ce sujet : « *Je ne me situe pas vraiment dans une classe sociale, car, un jour, je me trouve avec une personne aux ressources limitées et l'autre je suis assis à côté du président d'Ecopetrol. »*. Ces personnes se vantent de ne pas suivre les conventions sociales, ils disent s'adapter au contexte et tenir des relations avec des personnes à différentes positions. Ils veulent souligner qu'ils se sentent égaux. Dans ce sens, ils se détachent de leur parcours social et véhiculent plus souvent une identité individuelle, tout au plus de famille. Or, on tend souvent à nier l'existence des classes mais surtout leur conflit, on considère les relations entre groupes comme bénéfiques. De ce fait, selon eux, des personnes aux différents niveaux de capital s'unissent pour créer des entreprises collectives qui profitent à ceux qui travaillent dur, dans un esprit de respect mutuel. Dans cette vision, la hiérarchie ne dépendrait pas de noms de famille ni de hiérarchies raciales. La carrière est ainsi dans l'exploitation de ressources disponibles. Certains arrivent à nier les inégalités, comme nous le disait Rafael[184], médecin généraliste à Carthagène : « *Je vous dirai que l'inégalité en tant que personne n'existe pas, il s'agit avant tout pour chacun de fixer ses propres objectifs* ». Cette vision aura comme fonction celle de permettre à ceux qui aspirent à leur mobilité sociale de nier tout obstacle à leurs ambitions.

[184] E6UPF4.Carthagène, homme, 47 ans. Quartier La Campiña, strate 2. Licence Médecin. Revenus 6.

En outre, les « riches » seront dépouillés de leurs références sociales, même s'ils acceptent leurs positions, puisqu'ils sont les gagnants de la course au mérite. Dans cette idée, les riches sont un modèle à suivre. Darling[185] le jeune d'un quartier populaire de Carthagène l'explique en termes simples « *Donc ce que je pense, c'est que ces gens ont de l'argent parce qu'ils ont fait un effort [rires]. Donc, si on est encore pauvre, c'est parce qu'on ne veut pas faire d'effort* ». Il peut se superposer à une vision qui tend à naturaliser. En termes généraux, dans leur considération de justice, existe une conformité avec le phénomène.

La vision de société est souvent inspirée de l'expérience personnelle. De fait, ce registre impliquerait plus souvent une comparaison à une autre, celui qui n'a pas réussi, permettant une valorisation personnelle. Ils évoquent également des exemples de personnes qui, pauvres à la base, ont pu amasser des richesses. Dans le cas de personnes ayant un parcours de mobilité sociale ascendante, elles se détachent de leurs anciens pairs, s'ils peuvent accepter leur origine avec fierté, ils se valorisent sous l'argument du mérite. Nous voyons plusieurs arguments dans le discours de Roque.

> *« Je connais beaucoup de gens qui ont commencé avec moi et qui n'ont pas les mêmes capacités économiques, mais parce qu'ils sont allés faire la fête, parce qu'ils ont gaspillé leur argent, parce qu'ils n'ont pas travaillé aux bonnes heures et parce qu'ils n'ont pas fait les choses comme il le fallait, et maintenant, ils vivent en colère contre moi et je leur dis, et toi, pourquoi tu n'as pas travaillé comme j'ai travaillé ? [Il me demande], à qui mange le gros poisson ? [J'ai répondu : au petit poisson], bah non, il mange le poisson lent, un gros poisson peut être très gros, mais un petit poisson qui est agile et tout ça, il ne le mange pas. Donc, le gros poisson ne mange pas le petit poisson, il mange le poisson lent. S'il se laisse faire, c'est parce qu'il se fait attraper parce qu'un plus petit a plus d'agilité. »*

Il voit le monde comme une hétérarchie où les inégalités sont fonctionnelles et stimulantes. Il fait recours à un darwinisme social pour justifier les inégalités. La méritocratie agirait comme une « main invisible » qui attribuerait à chacun sa place juste. La pauvreté peut se vaincre en ayant un état d'esprit de réussite, en étant créatif, innovant et en travaillant dur.

Nous passons à l'attitude une fois que le système est adopté. Les regrets devant la situation de plus pauvres sont écartés : les pauvres se conforment et ne veulent pas travailler pour une vie meilleure. Ils choisissent leurs dirigeants corrompus. Ils n'investissent pas en qualité de vie et n'entretiennent pas bien leurs quartiers. On peut reprocher aux familles de ne pas éduquer leurs enfants comme de bons citoyens ou de ne pas leur apprendre à travailler. Enfin, avoir des comportements financiers peu soutenables, comme l'endettement, les dépenses excessives et le manque de prévoyance, ce n'est pas vu comme un trait culturel, mais comme un choix.

[185] E14UPF11X2. Carthagène, homme, 21 ans, strate 2, Lomafresca, BTS, chômage, revenus 1.

La pauvreté, elle, n'est pas problématisée. À vrai dire, l'attitude consisterait en l'insouciance et la neutralisation de la compassion envers les plus démunis. Sans regret, on pourrait plus facilement vivre dans un contexte à importantes inégalités et à un grand nombre en situation de pauvreté. Or, le monde qui naturalise la pauvreté sous les critères sociaux leur parait injuste. Ensuite, en cas d'intervention, leur choix serait de donner du travail. Autrement dit, transformer le pauvre en travailleur qui contribue à la société, de manière à ne pas tromper le marché du travail avec des subventions. Sinon des contreparties en travail, afin que les allocataires n'oublient pas leur devoir social. C'est ici que ressort le plus l'adage « *il vaut mieux lui apprendre à pêcher que lui donner du poisson* ». Et en procédant ainsi, ils cherchent à s'éloigner de la charité aveugle qui donnerait le poisson. Enfin, d'autres proposent de soutenir les entreprises, les travailleurs ou bien l'inaction. Ils préféreront aussi l'éducation pour le travail comme une étape avant celle de l'assistance.

Dans leurs pratiques, ils disent ne pas donner l'aumône dans les rues, sauf si la personne leur rend un service. Par exemple Carla nous disait à propos, « *si vous commencez à faire l'aumône à chaque feu rouge où vous vous arrêtez, alors soit je vis, soit lui vis, c'est vraiment tenace* ». La ville est conçue comme une sorte de jungle de béton où la concurrence règne, sans lieu pour la compassion. Aujourd'hui ils se positionnent contre la politique d'assistance qui intègre plusieurs programmes. Ils pensent que l'outil Sisben et les programmes sont totalement inefficients et pris par les faux pauvres qui trompent l'État avec leurs artifices. Ils estiment que cela incite les allocataires à devenir dépendants des aides. En général, ils parlent de manière péjorative de la stratégie de « l'assistanat ». Ils mobilisent surtout l'argument de la dissuasion au travail, la distorsion dans le marché de l'emploi et ils craignent entretenir des paresseux.

Dans la culpabilisation, on part du principe que les personnes assistées manquent de bonne foi. De ce fait, le PTC « *Familias en Acción* » n'est pas soutenu, certains sont parvenus à dire qu'il va contre la dignité des personnes. À la fin, certains se réfugient dans leur perception et affirment qu'ils n'ont pas vu de changements liés à ces subventions.

Concernant les évènements demandés, ils soutiennent l'intervention à l'aire du *Bronx* où habitaient les SDF, même si on a omis d'offrir une solution aux personnes y demeurant. Ils culpabiliseront aussi les habitants du *Chocó* de leur inattention et de l'élection de personnes corrompues. Les habitants de *La Guajira* seront aussi dans cette situation. Ils sont accusés de tromper l'État, de ne pas vouloir de l'aide ou de vouloir des subventions de la part de l'entreprise minière. Devant la proposition de logements sociaux au nord de Bogotá, ils verront

une ségrégation résidentielle justifiée par des arguments économiques. Le marché impose un prix du mètre carré, qui ne peut être payé que par les personnes les plus méritantes. On montre cela comme un ordre impartial. Les riches payent les prix les plus élevés pour l'immobilier et les services publics, étant dans la strate supérieure. Par conséquent, on devrait « respecter » leurs espaces. La ville est perçue comme une propriété privée plutôt que comme un bien public. Pour s'échapper des mauvais quartiers, les pauvres doivent travailler davantage.

Nous allons maintenant regarder les profils qui ont le plus culpabilisé selon notre échantillon. D'après les contributions de nos interviewés, ceux qui culpabilisent le plus sont les urbains, surtout de Bogota. Ce sont aussi les personnes dont le revenu est moyen ou élevé, celles satisfaites de leurs revenus, celles qui disent avoir monté socialement par rapport à leurs parents et les plus éduquées. Ensuite, viennent les non-assistés, les travailleurs formels, puis les personnes ayant voté par I. Duque en 2018 ou qui n'ont pas voté (Tableau 236). Ces caractéristiques correspondent au profil.

Après avoir observé les différentes expressions de l'accent qui culpabilise, nous sommes en mesure de décrire la structure de liens sociaux qui correspondrait à ce système de RSP en Colombie. Dans la TAS, une société qui a intégré la culpabilisation des pauvres s'apparente à l'idéal du régime volontariste où le LPE régule et permet l'intégration de la société. La liberté comme principe encourage l'associativité comme l'entreprise. Les groupes d'appartenance permettent aux individus de se réaffirmer socialement et de rediriger leurs demandes vers l'État.

Dans un régime volontariste, les communautés d'affinité intègrent l'individu. Dans le LPE, nous observons les cas des quartiers populaires et de l'associativité en milieu rural. Les conseils d'action communautaire JAC, décrits au chapitre 3, témoignent d'une longue histoire associative ayant permis de former des leaders locaux et d'accompagner le développement de quartiers, communes et villages. Grâce à ces activités, les leaders sociaux endossent des fonctions de médiation face aux entités publiques. La population locale les reconnaît. Dans les milieux ruraux, les communautés de voisins semblent encore former un rempart de protection et de reconnaissance, malgré les dommages causés par les conflits armés ayant ébranlé la confiance et les relations entre les villageois. En revanche, nous observons comment le voisinage dans les quartiers urbains semble menacé par la méfiance, la menace à la sécurité personnelle et le repli dans la sphère domestique. On observe cela dans les résidences fermées des classes moyennes, où la gestion des biens par des privés entrave la socialisation autour d'intérêts communs. De plus, la répression des manifestations a entravé l'émergence d'une

société civile dynamique. Au niveau individuel, nous observons peu de cas à des vies associatives dynamiques, au-delà de la socialisation.

Enfin, en termes d'assistance, nous observons la mention à la responsabilité sociale des entreprises, modèle par lequel elles mettront en place des activités sociales, en théorie sur un modèle détaché de la charité. Ces pratiques, si elles sont de plus en plus nombreuses, certaines ont comme objectif la réduction d'impôts et à l'heure actuelle n'ont pas subvenu aux besoins de la population en pauvreté.

Nous passons au LF. La famille, dans un monde qui culpabilise, représenterait soit un levier devant l'injonction performative, soit un fardeau, étant donné les différentes obligations entre membres. Nous pensons à un profil qui s'écarte de la morale domestique et chercherait la reconnaissance et la protection dans le LPE. Ce profil est observé chez les personnes ayant vécu des ruptures familiales ou ayant un réseau social dynamique. Nous remarquons que certains participants ont déclaré être issus de « familles de travailleurs ». En réalité, on pense que la famille sert à transformer ses membres en travailleurs ou travailleuses. Par exemple, en leur faisant faire de petits boulots ou en les impliquant dans des tâches productives depuis leur jeune âge. Cela suscite des inquiétudes quant à l'ingérence de l'État dans la sphère privée. Ce qui plus est une représentation de lois de la protection de l'enfance. Dans les crises, nous observons des cas où des membres de la famille ne suivant pas la morale domestique du travail sont écartés vu leurs difficultés à tenir le statut ou l'honneur du nom de famille, sous l'argument d'avoir fait leur choix. Nous avons notamment un cas narré d'un membre étant tombé dans les drogues, lequel est mort seul et pauvre, malgré une famille élargie aisée.

Dans le LPO le travail, est fait une valeur nationale. Le *self made man* à la colombienne trouve son image dans les entrepreneurs de l'aire d'Antioquia et la figure de l'*arriero*, les anciens commerçants qui traversaient les montagnes sur une mule. L'idée que les pauvres peuvent devenir riches grâce à l'effort et au mérite est soutenue. Le mérite est associé au travail accompli, mais aussi à l'éducation et à l'expertise. Il y a une hiérarchie parmi les travailleurs, non pas entre les formels et informels, mais entre les bons et les mauvais. Les entrepreneurs indépendants sont exaltés, tandis que les employés sont perçus comme soumis et sans créativité. Les mauvais travailleurs seront relégués aux emplois les moins qualifiés. La satisfaction au travail, la participation dans des réseaux professionnels et le sentiment de compter pour le système productif sont inégalement répartis parmi les travailleurs colombiens.

L'emploi proposé dans ce registre doit encourager l'initiative personnelle et la flexibilité des entrepreneurs pour s'adapter aux changements économiques. Autrement dit, l'univers exige une simplification de l'embauche pour les entrepreneurs, considérés comme des créateurs de richesse. Or, dans la pratique, l'entrepreneur tire profit du monde informel et, dans les cas extrêmes des activités souterraines, et même criminelles. Dans ce sens la morale en Colombie est contrastée, puisque, même si les travailleurs à salaire minimum sont dépourvus de mérite, ils et elles sont reconnus pour avoir choisi le chemin long et honorable. Cela en dépit du chemin rapide qui impliquerait des activités criminelles, comme le narcotrafic ou la subversion, considérés comme faciles.

Dans le LC de cet univers qui culpabilise, l'État doit assurer la stabilité économique et juridique pour permettre aux individus d'exercer leurs droits, leurs libertés et leurs activités productives. Les individus bénéficieront de la liberté d'association et les groupes pourront soumettre des pétitions au gouvernement. Ce lien est fragilisé en Colombie par la méfiance dans les institutions et le système judiciaire, mais aussi par la présomption de corruption des fonctionnaires et des élus. Les groupes puissants ont copté et peuvent influencer le législatif, l'exécutif et le judiciaire pour défendre leurs intérêts. Cependant, étant donné que l'État a traditionnellement réprimé les mouvements sociaux et ne protège pas suffisamment les leaders sociaux, nous ne sommes pas dans une société qui prend des mesures volontaristes.

Tout compte fait, le LPE, si important à l'heure d'intégrer les individus en Colombie, n'est pas un lien permettant la régulation de la société entière. Ceux qui se permettent de trouver la protection au-delà de la famille sont soit des cas de leaders sociaux à carrières exceptionnels, soit des individus jouissant d'un capital social considérable. Ce lien répond principalement aux menaces qui forcent le regroupement, non fondé sur la liberté. À vrai dire, ni le LPE ni le LC ne correspond pas à celui qui demanderait une société volontariste. Certaines caractéristiques favorisent l'émergence de la culpabilisation, qui peut coïncider avec la moralité, mais échoue souvent face au monde réel, dans cette société inégalitaire à des chances limitées.

Nous passons maintenant aux résultats observés dans les terrains d'enquête. Nous rappelons qu'au discours qui culpabilise, les résidents de Bogota contribuent le plus, et ceux de San Jacinto, le moins. À Bogota, la pauvreté est considérée comme une question résiduelle, presque vaincue. Bien que les indicateurs de développement soient meilleurs, par le grand nombre d'habitants, les pourcentages nous renvoient à une partie importante de la population concernée. Puis, nous abordons la notion de strate. Les habitants de Bogota acceptent les différences d'approvisionnement entre quartiers et zones en fonction du pouvoir d'achat. L'idée

est que l'on vit à l'endroit correspondant à son niveau de travail. Les groupes sociaux se trouvent dans la géographie en fonction de leurs efforts et le sud de la ville serait réservé aux moins doués. À Bogota, la pauvreté est souvent liée à l'espace public, en particulier au centre-ville. Elle est souvent représentée par une personne SDF, stigmatisé pour son choix de vie dans les drogues. L'union entre pauvreté et insécurité, courante dans cette ville, renvoie à l'argument selon lequel les pauvres ont fait de la vie facile leur choix. Puis, toujours dans l'espace public, nous retrouvons la croyance si répandue que les mendiants et les vendeurs de rue sont instrumentalisés par des industries puissantes de la mendicité. C'est aussi dans le cadre de la ville que l'idée d'un darwinisme social acquiert le plus de sens ; ce serait le plus fort qui gagne. Cependant, nous trouvons également l'idée d'une supposée égalité de conditions qui permettrait la concurrence sous la base de relations horizontales. À Bogota, certains programmes du district d'aide pour les jeunes défavorisés ont été critiqués pour encourager la paresse et la délinquance.

Nous continuons au cas de Carthagène. Les habitants s'inquiètent de l'insécurité, de la criminalité, des drogues dans l'environnement et du risque que les jeunes rejoignent des gangs dans les quartiers défavorisés. Ces problèmes perçus découlent rapidement dans une culpabilisation de ces dits-agresseurs, qui ne sont autres que les jeunes des quartiers populaires, identifiables, car racialisés. À Carthagène, certains croient à la méritocratie. Dans les explications de la pauvreté, on trouve la dénonciation d'un peuple qui s'est habitué aux cadeaux de la charité et la dénonciation du mauvais travailleur, peu professionnel. Dans les croyances, nous observons notamment celle selon laquelle la pauvreté constitue une situation mentale, modifiable. Puis l'on retrouve ici la dichotomie entre argent facile et argent travaillé. Notamment par l'attrait de la ville touristique où des paysages de luxe coexistent avec la vie courante des habitants. L'idée que ceux qui peuvent payer le plus méritent le meilleur s'avère pratique devant cette réalité de contrastes, dans une ville où coexistent différents types de richesses. C'est pourquoi il n'est pas rare que le modèle de l'ostentation se soit imposé. Puis, l'idée de citoyens sans sentiment d'appartenance fait son apparition, ce qui expliquerait leur inaction face à des défis comme le vol commis par leurs élus, le tourisme sexuel ou le blanchiment d'argent. Les vendeurs de la plage sont souvent perçus comme abusant des touristes, les femmes des quartiers populaires comme se livrant à la prostitution, et les pêcheurs comme des paresseux qui ne travaillent pas. Nous observons aussi le rejet aux PTCFa sous l'argument que celui-ci a découragé l'offre d'emploi. Certains disent qu'ils ont de la difficulté à trouver du personnel pour le service domestique, car les femmes des villages voisins ne sont plus incitées à travailler. Enfin, sous l'argument criminel, certains soutiennent la limitation des chauffeurs de motos-taxis dans les beaux quartiers. En somme, la ville populaire est ainsi associée à l'argent facile.

À Viota, les résidents ruraux sont critiqués pour leur manque d'aspiration et de motivation envers l'agriculture et la diversification de leurs activités. Ils sont perçus comme dépendants de la FNC et de la production de café. De sorte qu'ils n'innovent pas dans leurs produits, vendent le café vert sans le torréfier et ne s'incorporent pas à la commercialisation. On les blâme ainsi pour leur paresse d'innovation et leur manque de créativité. Ceci est l'un des terrains qui culpabilise le plus les allocataires, puisque, selon eux, cela a favorisé le manque de main-d'œuvre à l'heure de la récolte. Ils s'opposent aux PTC, car ils considèrent qu'ils découragent le travail, génèrent la paresse et permettent une mauvaise utilisation de l'argent reçu.

Enfin, c'est dans le cas de San Jacinto qu'on culpabilise le moins. Nonobstant, leurs habitants sont aussi accusés de conformisme et de manque de motivation, mais surtout de mal choisir leurs dirigeants. Le « peuple », souvent le plus rural et considéré ignorant, est accusé de participer à la vente de votes et, de ce fait d'endommager la démocratie entière. On y retrouve aussi l'idée que les pauvres s'efforcent plus dans des contextes inégalitaires et l'aspiration à un monde méritocratique où l'effort des paysans serait récompensé. Enfin, ils demandent du travail pour sortir de la pauvreté.

Après avoir présenté les résultats de notre étude de terrain, nous allons examiner les réponses obtenues à partir des enquêtes d'opinion (chapitre 5). Les personnes qui culpabilisent ne vont pas citer la pauvreté comme un problème majeur du pays. Elles peuvent plutôt évoquer des sujets tels que la productivité, l'insécurité ou l'informalité de l'économie. Nous pensons plutôt que c'est le groupe qui verrait la pauvreté en diminution. La réponse est corrélée à l'idée d'une situation nationale et personnelle plutôt positive, même en période de crise. Puis, nous avons confirmé que ce sont ceux qui culpabilisent puisque, dans les calculs de l'année 2000 (Tableau 105), une corrélation à l'explication de la pauvreté par la paresse s'est manifestée.

Ensuite, nous estimons qu'ils feraient partie de ceux qui surestiment les revenus des pauvres, surtout par leurs attitudes devant les inégalités. Nous avons observé que ceux-ci pensent que les inégalités sont acceptables et qu'ils les considèrent comme sans importance, notamment entre riches et pauvres, entre classes sociales ou devant la justice. Ceux-ci se situent parmi les plus âgés et les moins éduqués. Ils rejoignent ici le profil qui naturalise.

Dans leurs croyances, leur trait le plus important est l'attribution interne de la pauvreté, c'est-à-dire l'explication par la paresse. Nous n'avons pas observé de corrélations aux variables socio-économiques. Nous avons observé une forte corrélation entre le fait de croire que l'on

peut vaincre la pauvreté et le profil de ceux qui pensent que les pauvres sont paresseux. Ces personnes croient également qu'on peut naître pauvre et devenir riche.

Concernant les inégalités, ils penseraient que la répartition des revenus se fait équitablement en Colombie, face à une majorité qui pense le contraire. Nous remarquons que ce même groupe pense aussi plus souvent que le pays est gouverné pour le bien-être général et non pas par des groupes puissants. Puis, nous notons une corrélation au fait de penser que les droits et les chances des plus démunis sont garantis. Enfin, ils auraient le plus de satisfaction dans leur vie.

À propos de la justice de revenus des pauvres, ce groupe, pense que les pauvres devraient recevoir moins d'argent. De fait, ils voudraient plus de revenus pour les autres quintiles. Les corrélations plus fortes pointent aux hommes, les plus scolarisés et les mieux positionnés. Puis l'indice sur l'intensité de justice perçue nous montre des corrélations aux moins éduquées, considérant la situation du pays bonne et en même temps, trouvant acceptables les inégalités dans le pays. Donc conformes à l'état d'inégalités.

Ensuite, nous trouvons l'énoncé selon lequel les inégalités incitent les pauvres à redoubler d'efforts. Ceci est corrélé à l'idée d'une société inévitablement divisée entre riches et pauvres, ce qui se rapproche du profil qui naturalise. Dans l'année 2010, nous avons observé les relations aux moins éduqués, aux revenus faibles et à l'attribution interne de la paresse (Tableau 158). Nous avons également vu l'influence de ceux qui pensent que le gouvernement s'immisce trop dans la lutte contre la pauvreté et que les revenus ne devraient pas tendre vers l'égalité.

Dans les préférences, le profil qui culpabilise se trouverait dans celui qui attribue la paresse aux PTC et en particulier au PTCFa. Ceux qui culpabilisent le plus sont les non-bénéficiaires et se positionnent dans les classes hautes. Ensuite, dans les préférences d'assistance, ce seraient ceux qui préfèrent seulement l'option travail. La préférence par le travail semble transversale aux groupes sociaux, elle est surtout corrélée aux attitudes envers le travail. Ils pensent que les travailleurs reçoivent moins que ce qu'ils méritent, puisque le droit au travail n'est pas respecté en Colombie. Ils remarquent des inégalités dans les opportunités de travail et le temps de déplacement au travail. Ce n'est pas si claire dans la corrélation aux inégalités inacceptables, et ceux qui pensent que les patrons reçoivent plus que ce qu'ils méritent. Ce groupe mobilise les valeurs des classes travailleuses.

Par ailleurs, ils n'opteront pas par la gratuité des aides, mais par les aides avec contreparties du type *workfare* ou des subventions partielles. Cette option a montré de corrélations aux

individus urbains, éduqués, âgés et insatisfaits de la démocratie. Enfin, ils ne seraient pas disposés à payer plus d'impôts pour aider les plus démunis. Ces derniers étaient surtout les moins éduqués et les plus âgés ne disposant pas de revenus suffisants.

L'éducation est importante, mais elle montre des tendances variées. Les moins éduqués ne veulent plus payer d'impôts. Ils pensent que les pauvres possèdent plus de richesse qu'ils ne le sont, et croient que les inégalités incitent les pauvres à s'évertuer. Les plus éduqués se démarquent lorsque certains trouvent justes les revenus détenus par les plus pauvres et préfèrent des contreparties aux aides, également aux plus âgés qui ne soutiennent pas la gratuité et surestiment les revenus des plus pauvres.

À nouveau, les croyances et les attitudes revêtiraient une grande importance. Ce groupe ne voit pas d'injustices entre riches et pauvres, entre classes sociales ou dans les revenus. Ils soutiennent le progrès national, acceptent les inégalités et considèrent la pauvreté comme une situation plutôt qu'une condition. Ils croient qu'elle peut être surmontée grâce au travail, tout en souhaitant davantage d'égalité dans les opportunités professionnelles. Cependant, ils s'opposent à toute forme d'aide gratuite. Elles partagent cependant une vision optimiste de l'économie, où les opportunités existent et où le mérite est récompensé. Certaines sont des personnes âgées qui croient au travail et à l'utilité des inégalités.

En définitive, chaque méthode de recherche nous a éclairés sur les différents groupes impliqués dans la culpabilisation. L'échantillon qualitatif a montré une plus grande intensité de discours chez les plus éduquées et les revenus élevés, confirmée par certaines questions. Les non-assistés et ceux qui rejettent les PTC se distinguent. Toutefois, dans les données représentatives traitées, nous observons la perception subjective de ceux qui se disent plus près des riches. Cela s'applique aux questions sur la paresse des PTC et à celles qui pensent que les pauvres devraient avoir moins de revenus. L'éducation ressort mais sa tendance n'est pas linéale à nouveau. Dans les données représentatives, nous n'observons pas des associations à la situation géographique, au type d'emploi, ni à la mobilité sociale. Nous pouvons dire que les différentes méthodes nous ont permis plutôt d'observer ces croyances et ces attitudes où se regroupent ceux qui culpabilisent en Colombie. Nous allons maintenant présenter le profil de Mireille, qui a le plus contribué au code.

2. Portrait de Mireille[186].

Mireille, dans son entretien, culpabilise à 58 % et naturalise à 40 %. Elle ne correspond pas au profil des personnes les plus instruites ni à celui d'un entrepreneur, comme Miguel, qui se classe deuxième. Elle s'est formée comme auxiliaire comptable. Elle représente les travailleurs à moyenne qualification qui se sont approprié un discours qui culpabilise, étant une employée. Elle a 48 ans et est mère célibataire. Elle habite Mosquera, une ville à l'ouest de Bogota, où elle est devenue propriétaire. Son fils de 18 ans, qui vit avec elle, vient de commencer l'université. Née à Carthagène, elle a quitté sa ville natale après le lycée. Elle représente un travailleur migrant qui cherche une vie meilleure dans la capitale. Son mariage n'a pas marché et elle a élevé seule son enfant en recevant des contributions occasionnelles du père. Elle dit qu'elle s'est faite toute seule. Je l'ai rencontrée dans un avion entre Bogotá et Carthagène, alors qu'elle se rendait aux funérailles de son père.

Dans son parcours social, elle reconnaît ses origines « humbles ». Son père était charpentier à la Marine de Carthagène. Elle se considère comme faisant partie de la classe moyenne. Elle vote et se dit de droite. Malgré cela, le revenu de leur ménage les situerait dans la catégorie des revenus émergents ou vulnérables. Son fils a reçu une bourse pour financer ses études universitaires, la bourse « *Ser pilo paga* » attribué aux meilleurs scores du BAC, classées comme prioritaire dans le SISBEN. Elle lui a insisté pour qu'il ne choisisse pas l'université publique. Selon elle, « *toutes les universités publiques sont foutues par les mêmes étudiants paresseux*. » Cette bourse semble être la preuve de sa bonne éducation. Comme le fait d'être devenu propriétaire.

Dans ses liens sociaux, on observe plusieurs fragilités et ruptures. Elle tire en effet sa protection de sa relation au travail, puisqu'elle est dépendante de son salaire. De fait, lorsque je lui ai demandé qui l'aidait lors des moments de difficultés, elle m'a dit « *Lorsque j'ai été dans le besoin, je n'ai jamais vu personne me dire : "Viens, je vais te donner une livre de riz", jamais !* ». Le père de son fils fut poursuivi en justice et dut lui verser une somme pour l'enfant jusqu'à ses 18 ans. Elle s'est éloignée de sa famille d'origine. Elle m'a confié qu'elle n'était pas allée à Carthagène depuis douze ans. Ses relations semblent stagnantes, ce sont principalement des anciens collègues. Pendant qu'elle vivait à Ciudad Bolivar, elle évitait ses voisins parce qu'elle ne voulait pas que son fils fréquente de mauvaises personnes. À un moment, elle me dit : « *Je sais ce que je suis et celui qui veut me parler peut le faire, et celui*

[186] E16UCF13. Bogotá, femme, 48 ans, strate 3, Commune Mosquera, BTS auxiliaire comptable, revenus 3.

qui ne veut pas, je n'en ai pas besoin, parce que si je ne travaille pas, je ne mange pas, c'est aussi simple que cela. ». Elle n'est pas une personne à un LPE dynamique.

Elle affirme que son père lui a enseigné l'importance d'un travail honnête, acharné et méritoire. Elle se dit satisfaite de son travail et de son employeur. Elle a décroché un CDI. Elle est contente avec son employeur actuel, elle dit que, lorsqu'elle sort tard la nuit, elle a notamment mentionné 23 heures, il lui paie le taxi pour rentrer chez elle. Puis elle reconnaît la difficulté pour trouver des emplois de longue durée, les derniers ne l'ayant gardé que pendant un an, ce qu'elle réinterprète. De fait, elle dit préférer s'employer temporairement et non « *de rester dans la maison pendant un an à ne rien faire* ». Nonobstant, elle est optimiste par rapport aux possibilités de trouver du travail, elle dit « *Il y a des offres, et il faut bouger, ne pas attendre que ça tombe du ciel. En cela, je suis très bénie par Dieu* ». Or, elle reconnaît que certains ont rejeté sa candidature à cause de son âge.

Sur le plan politique, elle s'identifie à l'extrême droite et appuie l'ancien président Álvaro Uribe. Elle cite comme exemple le cas du Venezuela pour dire « *Aucun pays socialiste ne peut exister. Autrement dit, de quoi vivent-ils, que produisent-ils ? Ah bah qu'ils me donnent tout gratuitement, mince ! C'est ce que seuls les pauvres cerveaux de sciure de bois, stupides je leur dis, croient* ». Elle reproche aux électeurs, et surtout aux pauvres, d'avoir choisi les dirigeants. Elle craint que les travailleurs comme elle devront payer l'assistance des paresseux.

D'abord, si elle admet qu'il y a des personnes dans le besoin, elle distingue toujours le mérite des uns et l'hypocrisie des autres. Pour elle, les services d'aide sont remplis de faux pauvres aidés par des politiciens corrompus. Elle a travaillé avec des politiciens dans la mairie du village et elle affirme avoir vu comment le SISBEN est rempli de faux pauvres et comment ceux dans le besoin ne peuvent pas bénéficier du programme. Elle nous raconte « *Il y a des grands-parents qui ont une maison, une voiture et une bourse d'études et qui reçoivent des aides, et ce sont eux qui pleurent.* ». Puis, elle se plaint de ceux qui reçoivent et continuent à demander. Devant des logements sociaux construits près de chez elle, elle dit « *Mais vous devriez voir les maisons, ils vivent même mieux que nous.* ». Les bénéficiaires de ces maisons sont des trieurs de déchets, lesquels à son avis, sont des toxicomanes qui ne les méritent pas.

Elle dit que, dans ses alentours, il n'y a plus de pauvreté. Puis, lors de son dernier voyage dans son quartier natal, elle a constaté le progrès. Elle l'a comparé à son enfance, où l'eau et l'électricité faisaient défaut et où les habitations n'étaient pas construites en béton. Lorsque je

lui ai prié de me confirmer sa perception de diminution, elle a dit « *Il faut chercher, non ? C'est pour ça que je ne comprends pas pourquoi ils veulent des choses comme cadeaux* ».

Elle dit pouvoir se mettre à la place de n'importe qui, sauf des gens « *caronas* », ceux qui font la tête afin de demander des choses. Elle leur parle : « *écoute, mais travaille, gagne-le mon frère, comme nous le faisons tous, toi, tu es complet, même les handicapés (…) ils bougent, ils travaillent* ! ». Lorsque je lui ai demandé si c'était à cause de la paresse, elle l'a affirmé et dit que ce sont surtout les gens de la côte. Dans sa famille étendue, ceux qui vivent à Carthagène, les maris de ses sœurs, elle les décrit comme étant passifs et vivant au jour le jour, en plus d'être satisfaits de cette situation. C'est tout le contraire de sa propre description : elle se dit « hyperactive ». En fin de compte, Mireille véhicule l'idée que les gens de la côte manquent de volonté et sont passifs, en comparaison aux bogotanais. Elle a justifié que certains trouvent difficile de se loger à Bogotá, car ils font trop de bruit, sont paresseux et aiment faire la fête.

Selon elle, la pauvreté est causée par la mentalité des gens et par le fait qu'ils se sont habitués à ce qu'on leur donne tout. « *Ils vont toujours vivre de ce "oh la pauvre, la pauvre", alors mendier de maison en maison pour qu'on leur donne à manger, "ah ! je n'ai pas". Et, comme le gouvernement a des projets, alors ils cherchent un moyen de lui voler et de vivre d'autres, [il y a] des gens qui s'habituent à ça ».* Ces personnes ne se montrent pas dignes à son avis. Ici l'État est vu en victime. Finalement, l'idée d'offrir des logements sociaux dans le nord de Bogotá est impensable pour elle. Elle pense que *« tu as gagné le droit de vivre où tu veux grâce à ton argent* ». Devant les SDF et leur expulsion, elle pense qu'ils consomment des drogues de leur propre volonté.

III — VICTIMISATION. « PERSONNE NE CONNAIT LA SOIF DE L'AUTRE »[187].

La victimisation est un ensemble de RS où la situation des plus démunis est perçue comme injuste et où ils sont reconnus comme étant négligés par la société et son système productif. Dans l'idéal type, ce système est achevé lorsque la société a établi l'égalité de ses membres comme horizon théorique et pratique. Par conséquent, on devrait les réparer. Ce processus pourrait se produire dans les sociétés où le LC régule les relations et où le statut de

[187] Otilda mobilise ce dicton en parlant de ses voisins. E56RCF48X1. Viota, Femme, 60 ans, primaire, commerce maison, San Gabriel, revenus 1.

citoyen entraîne un ensemble de protections. De plus, le civisme et la confiance envers les institutions sont importants.

En Colombie, la constitution politique de 1991 a établi comme objectifs le devoir de réduire les inégalités et la protection de ceux dans une situation de faiblesse manifeste (article 13). Le processus de victimisation a pu s'intégrer partiellement aux institutions, de sorte à coexister avec les deux autres registres qui acceptent les inégalités comme l'ordre établi. En 2021, l'arrivée du premier gouvernement de gauche, dirigé par un ex-guérillero et une leader sociale afrodescendante, nous parle d'une volonté d'inclusion des secteurs marginalisés.

Selon les résultats, les Colombiens perçoivent des inégalités territoriales et sociales. De fait l'information sous laquelle se basent les interviewés est souvent associée à une expérience directe. Les paysans constatent une baisse de leurs revenus agricoles, tandis que les personnes confrontées à la pauvreté remarquent l'inefficacité de la lutte contre la pauvreté. D'autres ont pris conscience des limites des opportunités. Quelques-uns se sont renseignés sur le sujet et ont regardé des reportages sur la corruption, le racisme et la pauvreté dans les médias.

Dans l'échantillon, tous les interviewés ont utilisé la victimisation dans leur récit, représentant 36 % des énoncés codés. Après la naturalisation, il se classe au deuxième rang des systèmes de RSP les plus mobilisés. Selon les mots dans ce code, nous avons construit la phrase : « *Il y a beaucoup de gens en pauvreté, sans travail ni argent, à cause du gouvernement et de la corruption* ». Nous pouvons observer le nuage de mots proposé dans le graphique 237. Nous proposons une autre représentation du code sous forme de carte conceptuelle (Annexe 238). Dans le graphique suivant, nous observons la distribution de l'encodage.

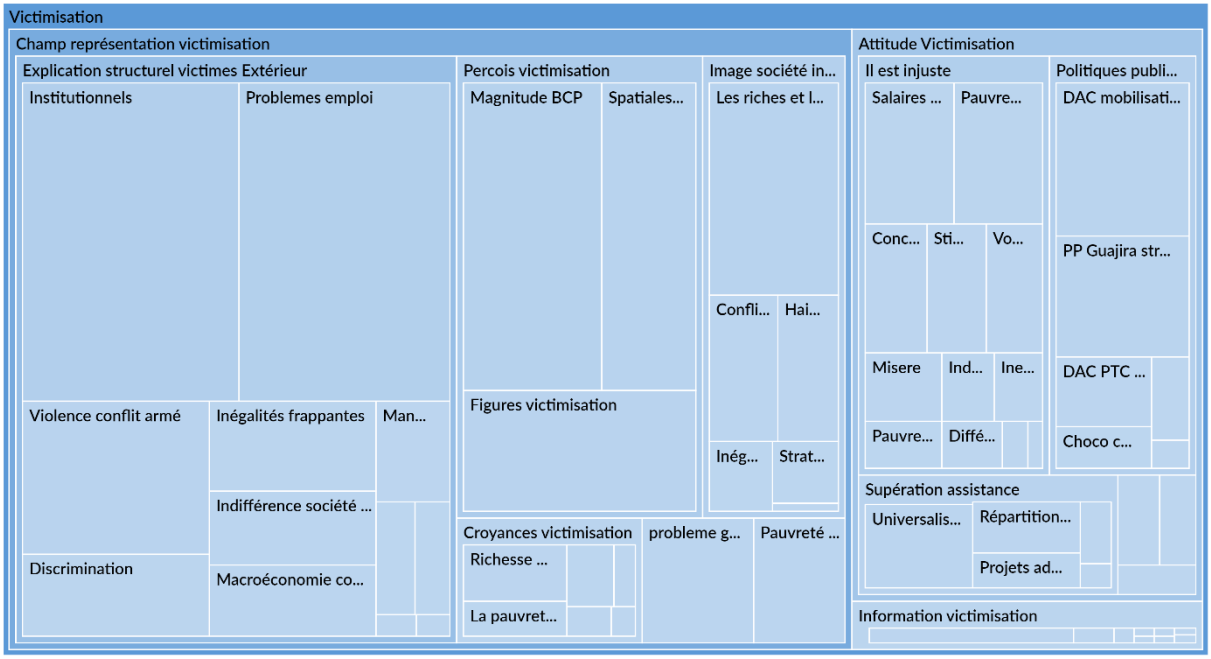


Illustration 23. Structure d'encodage RSP : Victimisation (1401 références).

Tout d'abord, dans le champ de la perception, ils notent la pauvreté, certains la trouvent scandaleuse. Même dans un moment de réduction de la pauvreté monétaire, le nombre de pauvres leur semble important. Nous observons différentes expressions. Ceux qui en milieu rural considèrent leurs conditions aggravées. Quelques-uns signalent une augmentation des pénuries alimentaires, tandis que d'autres constatent une hausse du nombre de personnes demandant de l'aide. Certains évoquent également des situations de misère insoutenables, exacerbées par les mouvements migratoires. La différence serait que ces personnes perçoivent la pauvreté et les inégalités et se rapportent à un idéal d'égalité de conditions.

Au niveau spatial, ils perçoivent la ségrégation en milieu urbain et s'étonnent des différences entre les quartiers et de la gentrification. Mais aussi de l'appauvrissement des villages et régions du pays, où les revenus et les moyens de production font défaut.

La définition de la pauvreté de ce groupe serait liée à une limitation de ressources économiques, mais d'un ton qui victimise sa distribution. De fait, nous soulignons les personnes qui ne veulent pas faire du mot pauvre une condition et les nomment « *personnes à faibles revenus ou ressources* ». Puis nous observons aussi l'association du phénomène au chômage, compris comme situation externe qui s'impose et appauvrit. Dans les types de pauvreté, ils distinguent la sévérité de la pauvreté et ils seront sensibles à la pauvreté extrême. Ils se soucient de l'insuffisance d'approvisionnement dans les quartiers pauvres et des personnes sans

logement. Ils évoquent également la pauvreté sous un angle plus large, incluant la privation de participation sociale et politique.

Parmi les croyances, nous retrouvons celle d'une *pauvre Colombie riche*, depuis l'aspect qui dénonce une richesse non distribuée, concentrée chez les exploitants et non pas mise au service du bien-être général. Ils évoquent la contradiction des territoires riches en ressources, humainement pauvres. À propos des exploitants miniers, Florian[188] pointe que « *Ils n'ont pas cette intention d'aider une communauté, comme le font les compagnies pétrolières. Une multinationale vient et extrait le pétrole, s'en va et les territoires là-bas se sont retrouvés sans eau et sans pétrole* ». À cela s'ajoute la croyance dans la richesse comme un jeu à somme nulle ; les riches enlèveraient la part qui manque aux pauvres, et puis, comme l'a dit Ruben[189] « *c'est concentré dans des familles que nous connaissons tous* ». Nous observons d'autres croyances, comme celle qui défend que la pauvreté fonctionne au maintien des hiérarchies et pour la réélection des élus. Nous observons aussi la croyance que les plus pauvres s'efforcent le plus et constituent les sacrifiés lors des guerres.

Par ailleurs, c'est la crainte à propos des effets de la corruption et du clientélisme qui met en évidence les pauvres comme victimes d'un système saigné à blanc. Carlo[190] nous disait « *Le niveau de corruption est extrêmement élevé et c'est ce qui entrave le développement* ». À tel point que c'est la raison ou l'explication principale de la situation des personnes les plus démunies « *Eh bien, comment définirais-je la pauvreté, la pauvreté est en réalité le fruit de la corruption politique* », nous dit Jesus[191]. La majorité de l'échantillon l'identifie comme le plus grave problème du pays ; il constituerait le lieu commun des explications. Les explications institutionnelles mettent en évidence la corruption, qui détourne l'argent des pauvres, ainsi que les critiques envers les élites politiques, qui sont perçues comme égoïstes, fainéantes et qui ne représentent pas les intérêts des citoyens. Les élites économiques, quant à elles, sont accusées de détenir de grands capitaux et d'être insatiables.

Nous retrouvons ensuite les explications liées au marché du travail. Par exemple, les *salaires misérables* et les problèmes de l'emploi rural avec des revenus agricoles de moins en moins viables. Ensuite, on évoque l'instabilité de l'emploi et le chômage. Certains attribuent la pauvreté à plusieurs facteurs, tels que les inégalités frappantes, le legs historique, les

[188] E20UCF8X2. Bogotá, homme, 66 ans, strate 3, quartier San Luis, primaire, jardinier, revenus 3.
[189] E35UCF29. Bogotá, homme, 47 ans, strate 4, quartier La Felicidad, Master, PDG propriétaire, revenus 8.
[190] E5UPF3. Homme, 40 ans, Torices, strate 3. BTS, indépendant, revenus 4.
[191] E38UPF32. Carthagène, homme, 65 ans, strate 2, San Pedro Martir. Primaire, retraite, revenus 3.

discriminations, notamment envers les personnes racisées et les paysans vivant en milieu urbain, ainsi que l'indifférence de la société. Un autre groupe souligne les effets des changements économiques mondiaux et du pillage de ressources par les entreprises multinationales.

Les interviewés évoquent aussi des chances réduites et sélectives, des problèmes d'infrastructures et du faible investissement en éducation. Silvano[192] attribue au racisme structurel les fautes d'éducation dans son hameau : *« S'il n'y a pas de niveau académique et là, où il y a toujours eu stigmatisation, discrimination, la personne qui n'a pas de conscience croit qu'elle n'est jamais égale à l'autre, qu'elle n'a jamais de droit ».* Ainsi, certains reconnaissent des schémas de pensée imposés par des groupes « puissants ».

Dans la victimisation la vision de société reflète les tensions et parfois les affrontements entre différents groupes. L'idée de classe sociale y prédominerait, à la différence de la culpabilisation, où les interviewés voulaient se détacher d'une identité de classe. Dans ce cas, on part du principe d'égalité qui essaie de réduire les écarts afin de garantir une équité. On considère la société comme étant stratifiée, et la confrontation se dirige vers ceux qui détiennent des capitaux : les riches, considérés comme insatiables, non solidaires et voleurs. Ceux-ci ne représentent plus un modèle de vie, puisqu'ils voudraient une société fondée sur des inégalités, modèle contesté ici. Il est reconnu que la méritocratie ne fonctionne pas en Colombie et que les personnes les plus pauvres font face à plusieurs obstacles. Les pauvres ne se considèrent pas de nature différente, mais comme victimes d'une société où les hiérarchies sociales, économiques, raciales et politiques comptent encore. Ils véhiculent ainsi l'image d'une société hiérarchisée où les conflits entre classes se manifestent.

Nous passons ainsi aux attitudes de l'échantillon. Dans cette perspective on trouverait injuste la pauvreté dans les régions de la Colombie et les salaires misérables d'une grande partie de la population. C'est aussi le cas de la concentration des richesses par des puissants et le vol d'argent destiné aux plus pauvres. On considère également comme injustes la stigmatisation et la discrimination, la misère rampante, l'indifférence envers les groupes marginalisés. Mais aussi les inégalités en termes d'accès à la santé et l'éducation des plus pauvres.

L'attitude serait celle de l'indignation. Florian le jardinier mentionne « *et la misère, c'est ce que personne ne devrait accepter et qu'aucun gouvernement ne devrait accepter.* ». La

[192] E69RPF56. San Jacinto, San Cristobal, homme, 69 ans, BAC, agriculteur, leader et herboriste, revenus 2.

clameur est ainsi, que nous devrions nous égaler. Or, on parle moins de redistribution. Dans le contexte colombien, ceux qui considèrent les pauvres comme des victimes, demandent plutôt le traitement des conditions extrêmes, le respect des droits fondamentaux. C'est pourquoi nous avons regroupé ici la plupart des demandes d'intervention de la situation des plus pauvres.

Certains voudraient une sorte d'universalisme, où, en fait, on assume qu'on pourrait assurer le financement sans la déviation des ressources par les politiciens. Les interviewés proposent des programmes complets avec suivi, même si ces mentions se comptent parmi la minorité. Les interviewés mentionnèrent plus souvent des investissements dans l'éducation et la santé, afin d'élargir les opportunités pour l'ensemble de la population. Il est également proposé de favoriser certains groupes historiquement défavorisés. Cela pourrait correspondre au modèle volontariste, où on traite de manière différenciée les demandes des groupes. Or, dans le cas colombien, on le regroupe ici, puisque cela se distingue de ceux qui culpabilisent ou naturalisent. Ce groupe reconnaît des inégalités et des injustices et demande l'intervention, le contrôle des ressources publiques et parfois des réformes, surtout dans l'agriculture.

Les détracteurs des PTC ne les critiquent pas pour leur impact sur l'emploi ou la grossesse, mais parce qu'ils estiment que ces programmes ne traitent pas la cause profonde de la pauvreté. Ils soulignent des inégalités fondamentales. Par exemple, les infrastructures routières pour assurer la viabilité des revenus agricoles. En parlant de justice redistributive, on se concentre sur les hauts salaires des fonctionnaires et politiciens, jugés excessifs par rapport aux revenus du reste de la population. Les grandes fortunes sont moins abordées.

Nous examinons leurs positionnements. Ce groupe soutient les manifestations sociales, offrant une voix à la population. Ceux-ci les revendiquent et certains y ont participé. Concernant le cas des enfants de la *Guajira*, ils expliquent la situation par le détournement des ressources et véhiculent l'idée que le peuple *Wayuu* en est victime, autant de l'État que des élus. De même dans le cas du *Chocó*, ils reconnaissent une population victime de l'abandon de l'État et du racisme structurel. Ensuite, dans le milieu urbain, ils ont constaté l'insuffisance des programmes d'accueil et d'accompagnement pour les personnes expulsées du *Bronx* à Bogotá, qui se retrouvent sans solution.

En ce qui concerne les outils d'État, on a regroupé ceux qui font confiance et qui soutiennent le SISBEN. Soit comme outil de ciblage, soit en mobilisant cette RS selon laquelle ceci assure la santé des plus pauvres. Dans les deux cas, ils pensent que c'est un bon outil. Vis-à-vis des PTC et particulièrement du PTCFa, nous avons regroupé les personnes qui approuvent

le programme. Certains veulent des interventions plus complètes, mais les acceptent comme une étape pour aider les plus démunis. Tel que l'a dit Remberto[193] « *Je suis convaincu qu'en dépit de l'imperfection de ces programmes, les gouvernements se sont intéressés à la lutte contre la pauvreté d'une manière ou d'une autre. Mais la corruption n'a jamais permis à aucun programme de se développer* ». Les allocataires préfèrent aussi cette aide à l'ancienne assistance minimaliste, voire inexistante.

Enfin, dans les pratiques repérées, ils assisteraient ceux qui le demandent dans la rue, sans conditionnalités et en espèces. À vrai dire, en seulement cinq personnes, on a repéré un discours qui évite de moraliser ou de culpabiliser les indigents. C'est le cas de Margot qui nous raconte « *Parfois, on leur donne, comment fait-on ? Si on est humain, en sachant ce qu'ils vivent, vous regardez au marché et cela vous fait de la peine* ». Ils pensent être égaux aux personnes observées et ressentent de l'empathie et de la compassion pour elles.

Nous avons décrit les représentations et attitudes des individus colombiens qui victimisent les plus pauvres, selon notre échantillon. Les plus éduqués sont surreprésentés dans ces propos, selon leur intensité de discours (Tableau 239). Les individus les plus démunis et ceux ayant été au chômage ne contribuent pas autant que prévu, compte tenu de leur expérience.

Nous allons revenir à la théorie et explorer le type de structure qui correspondrait à une société qui victimise, puis observer les manifestations qui ont lieu dans le contexte étudié. Selon la TAS, la société qui victimise les pauvres est celle où le LC régule les rapports, son organisation rendrait possible un régime universaliste où la condition de citoyen assure une intégration à la société. Celle-ci pourrait protéger les individus contre les aléas de la vie et la mercantilisation grâce à des mécanismes institutionnels. Nous trouverons un LPO qui protège les travailleurs, les affirme comme êtres sociaux et leur permet de remplir une fonction sociale, tout en les protégeant. Dans le monde, cela correspondrait surtout aux sociétés scandinaves.

Dans le LF de l'échantillon, nous observons la compréhension de la soumission de la famille à l'État, ceci comme garant du respect des droits et des obligations des membres. Nonobstant, il s'agit d'une famille qui demande une protection seulement lors de problèmes judiciaires, mais qui se charge encore de secours ponctuels et de la solidarité intergénérationnelle.

[193] E21UCF20. Bogotá, homme, 69 ans, Pasadena, strate 4, Licence ingénieur, retraité, revenus 5.

Dans le LC, nous avons observé le peu de confiance que les citoyens accordent aux institutions, comme la police, le système judiciaire, mais aussi aux fonctionnaires et aux élus qui représentent l'État temporairement. La crainte de la corruption et le clientélisme sont présents dans la plupart des discours et la société colombienne et ses pauvres sont vus comme les victimes. Malgré cela, des progrès sont réalisés grâce à la mise en place d'une politique d'assistance sociale, avec des entités responsables et des programmes intégrant la loi. Les aides aux victimes de violence et les réparations collectives sont également concernées. En conséquence, une partie de l'échantillon a bénéficié ou bénéficie actuellement de l'aide de l'État. Cela suggère un lien émergent dans la protection des personnes les plus vulnérables.

Ensuite, la principale défaillance du LPO réside dans le démantèlement des protections sociales acquises par les travailleurs au cours du XXe siècle. C'est aussi le cas pour l'incertitude qui entoure les travailleurs autonomes et ceux qui sont en dehors du système formel. Pour certains, leur emploi ne les protège pas des aléas. Le marché du travail fonctionne grâce à la fragilisation des droits de nombreux travailleurs. Les agriculteurs, touchés par les fluctuations économiques et l'absence de retraite, sont particulièrement vulnérables. Nous observons également des disparités et des hiérarchies dans l'emploi chez ceux qui sont protégés. Pour les travailleurs à bas salaires, leur pouvoir de négociation devant les employeurs est minimum. Cela dans un pays où le syndicalisme est peu encouragé et fait notamment de ses participants des cibles pouvant les mettre en danger. Puis ces travailleurs à bas salaires ne sont pas vus comme ayant besoin d'aides de l'État ni d'une protection supplémentaire à cause du ciblage si restrictif de la politique sociale. Cette difficulté limite la formalisation d'une partie des travailleurs informels qui évitent de perdre leur score SISBEN en acceptant un emploi formel.

Enfin, dans le LPE, nous observons l'auto-organisation du réseau de proximité dans les quartiers populaires pour assurer la survie de ses membres et leur accès à des ressources. Dans les quartiers populaires, l'entraide est encore une ressource mobilisable. Nous trouvons encore des communautés de voisinage dans des quartiers récents autour de la provision des biens et services non fournis par l'État. Nous observons également des groupes de défense des droits des victimes et des regroupements de paysans. Des groupes organisés défendent les droits des peuples indigènes et des communautés noires. Néanmoins, les leaders sociaux qui représentent les demandes locales font face à des menaces. En effet, en Colombie, défendre les droits des plus démunis et chercher des réparations auprès des entreprises ou de l'État est une tâche dangereuse. Cela nous confirme que l'accent qui voit dans les populations appauvries des victimes n'est pas accepté par tous les acteurs. De plus, la cooptation des conseils locaux (JAC)

et leur perte de légitimité locale montrent une baisse de la participation locale. S'ajoute à cela le repli sur la famille en milieu urbain et l'affaiblissement des liens dans les quartiers populaires.

Cet accent qui victimise les plus pauvres en Colombie semble critiquer une version qui accepte leur infériorité et dialogue avec la réalité de cette frange nombreuse de la population. Bien que certains s'engagent contre l'injustice, les fragilités dans les liens nous éloignent des actions collectives. Cela entrave la transition vers une société où les institutions reconnaissent et traitent les plus pauvres comme des membres à part entière. Ces fragilités empêchent que l'attachement au plus pauvre ait lieu depuis le LC, qui leur traiterait en égalité comme membres d'une communauté politique.

Nous allons désormais repasser les expressions de la victimisation dans les terrains de l'enquête. Dans le cas de San Jacinto, les habitants savent que la pauvreté qu'ils perçoivent en quantité ne s'explique pas par le manque d'effort de ses résidents. Les paysans continuent à travailler la terre, mais la production agricole ne leur donne pas un revenu digne. Ils sont en colère devant les salaires de subsistance des travailleurs agricoles, malgré leurs efforts pour parvenir au bout de la récolte. C'est pourquoi ils sont les premiers à remarquer comme explication de la pauvreté, les problèmes de l'emploi rural, les failles institutionnelles et les conséquences du conflit armé. Puis, lorsqu'on parle de pauvreté, ils se sentent visés. Ils perçoivent aussi un conflit de classes, mais pas au niveau local, de fait, les grands propriétaires ont vendu leurs terres. Ils parlent plutôt de ceux qui se sont enrichis avec la guerre, les élus corrompus qui volent les ressources destinées aux plus pauvres, les entreprises à monocultures ou les entreprises minières qui s'intéressent aux présumées ressources. Ils évoquent une collusion entre élites, politiciens et grands capitaux pour les affaiblir et les expulser de leurs terres. Les variations des prix et les accords commerciaux internationaux ont également eu un impact négatif sur leur situation. De plus, les acheteurs intermédiaires fixent les prix de production agricole, ce qui leur est souvent défavorable.

La plupart soutiennent les mobilisations et les manifestations sociales comme un moyen de se faire entendre. Leurs demandes s'adressent surtout à l'État central en matière d'investissements en infrastructures, qui aux mains des entités décentralisées, ont fait l'objet d'un pillage. L'état des routes qui conduisent à la partie rurale, puis l'insuffisance d'eau potable sont les preuves visibles de leur abandon et non priorisation. Leur exceptionnalité en tant que village artisanal à terres fertiles est obscurcie par les difficultés quotidiennes qui les font se sentir déclassés par rapport aux communes voisines. Ils attribuent la pauvreté au conflit armé, qui a, selon eux, entravé la croissance économique et sociale. Ils ont insisté sur l'étiquette

accordée de guérilleros, limitant leurs opportunités. De plus, nous observons autant une attitude d'indignation que de fatalité, devant le désintérêt des jeunes pour la vie à la campagne. Or, l'on y observe des regroupements de paysans et d'artisans qui essaient de défendre leur travail devant les intermédiaires.

À Viota, nous observons un récit collectif qui fait aussi écho à l'instabilité et l'insuffisance des revenus agricoles ainsi qu'à la désarticulation de la cohésion sociale après le conflit. Comme à San Jacinto ils furent catalogués *zone rouge* et les habitants stigmatisés en ville et dans les communes voisines. Ils parlent plus des problèmes d'emploi et des fluctuations des prix, notamment du café, que des raisons institutionnelles. On parlera d'une indifférence du peuple colombien quant à la situation rurale et au soubassement de la figure du paysan. La FNC devrait représenter les cafetiers, mais certains la considèrent comme négligeant leurs intérêts face à des régions cafetières plus prospères. On parlera aussi de ceux qui se sont enrichis avec la guerre et d'une perception d'injustice, puisque des responsables n'ont pas été poursuivis en justice et ils doivent maintenant coexister avec au village. Si les travailleurs sont accusés de moins travailler, l'on comprend aussi que la production agricole est soumise à des fluctuations et que même les grands propriétaires n'ont pas autant de bénéfices. Le Viota d'antan, qui était connu pour sa production de qualité supérieure et exportait directement le café, semble très loin. Rodrigo[194], pessimiste a déclaré : « *Viota fut, Viota n'est plus* ».

Nous passons aux deux cas urbains. À Carthagène des Indes, la partie qui victimise explique la pauvreté par les problèmes institutionnels, comme la corruption, et culpabilise les élites au pouvoir. Puis l'on reconnaît que la pauvreté est aussi le produit de chances limitées et d'investissements insuffisants en matière d'éducation. Cette Carthagène découvre la misère, les mauvaises conditions sanitaires et la malnutrition dans les quartiers populaires. Ensuite, ils trouveront injustes les écarts dans la ville qui exhibe une partie de luxe au tourisme, tandis qu'une autre se cache et abrite la pauvreté honteuse. Puis les différences d'approvisionnements et de sécurité parmi les quartiers de la ville démontrent les inégalités. Ils constatent que la méritocratie ne fonctionne pas lors de la recherche d'emploi. Certains accusent les élites de ne pas sympathiser avec l'autre partie de la ville. La concentration de la richesse est également perçue comme un problème national et local. Le plus grand défi reste le pillage des ressources publiques. Ils appuient les manifestations sociales comme moyen de défense des droits. Ils désirent des interventions intégrales en amont devant les problématiques sociales. Ils se soucient aussi de la pauvreté dans les régions de la Colombie. Puis les personnes qui disent

[194] E52RCF44. Viota, Homme, 65 ans, Master, revenus 5. Hameau Mogambo-Viota, Bogotá strate 5.

donner dans les rues sans condition sont de Carthagène et pensent que nous devrions être plus égaux dans la pratique. La solidarité est exprimée envers les Vénézuéliens, reconnaissant leur situation difficile.

La victimisation des pauvres est aussi présente à Bogotá. Ils constatent une augmentation de la pauvreté et des sans-abri dans la ville. Les victimes incluent les enfants pauvres, les déplacés du conflit, les agriculteurs et les chômeurs. Ils croient que la pauvreté est causée par une mauvaise distribution des ressources, la corruption, les élites au pouvoir et les salaires insuffisants. Ils soulèvent également les questions de discrimination et d'inégalité. On perçoit les riches comme le problème et on distingue les conflits de classe. Ils s'indignent des vols d'argent aux pauvres, de la pauvreté régionale et de la concentration de la richesse.

En somme, le discours sur la pauvreté a pris conscience des facteurs structurels qui influencent l'économie, la génération de ressources et les chances. Il est présent dans tous les territoires ainsi que chez tous les individus de l'échantillon. Nous allons examiner le contenu du système de RSP à partir des sondages du chapitre 5. Cela nous permettra de confirmer si la tendance observée est présente dans des données représentatives de la population.

Dans les problèmes les plus graves, dans la victimisation, on s'attend à ce qu'ils mentionnent la pauvreté. Mais aussi le chômage, les déplacements des populations victimes du conflit armé, la corruption, la malnutrition, l'eau, les violations des droits et les inégalités. Ceux qui ont parlé de pauvreté étaient préoccupés par la stratégie de la lutte contre la pauvreté du gouvernement. Cela montre une attitude critique envers les résultats annoncés sur la baisse de la pauvreté. Nous avons constaté qu'ils ne regardaient pas autant la télévision, ce qui laisse croire qu'ils s'informent d'une autre manière ou par l'expérience.

Par ailleurs, dans la magnitude perçue, on s'attend à ce que ce soient les personnes qui perçoivent la pauvreté augmentée, qui y seraient sensibles. Nous avons observé que cela était corrélé au fait de considérer que le pays allait mal, tout comme la situation personnelle.

Ensuite, sur les revenus des plus pauvres, nous postulons qu'ils seraient les plus « réalistes ». Autrement dit, les personnes les plus conscients du peu de revenus que les pauvres détiennent. Les individus les plus réalistes sont ceux qui sont les plus jeunes, les mieux instruits et qui se situent davantage sur l'échelle sociale en termes de richesse. Dans leurs croyances, ils seraient ceux qui attribuent la pauvreté à l'injustice de la société. Nous avons constaté une forte corrélation : ceux-ci pensent que la pauvreté est difficile à surmonter, qu'elle est une condition

permanente, et qu'on ne peut pas devenir riche après être né pauvre. Nous pensons que cet accent structuraliste est fataliste aussi, car il est déjà adapté à la réalité colombienne. Puis il s'en suivait la question sur la pauvreté des afro-descendants. Nous observons que ceux qui les reconnaissent en victimes sont les moins âgés aussi et ceux soutenant l'intervention de l'État dans l'écart entre riches et pauvres. Donc des jeunes interventionnistes.

Face aux disparités, ces individus sont convaincus qu'il y a un problème avec la redistribution des richesses en Colombie. En premier lieu, ils pensent que le pays est gouverné dans l'intérêt de puissants. En deuxième lieu, ils croient que les groupes les plus démunis n'ont pas de droits ni de chances garanties. Nous avons observé aussi une corrélation à l'insatisfaction de leur propre vie. Les personnes qui victimisent seraient moins satisfaites de leur réalité, et il est possible que cela soit lié à leur point de vue critique de la société.

Parmi ceux qui trouvent les revenus des plus pauvres injustes par rapport aux revenus souhaités, on remarque que leur désir est de diminuer les revenus des autres quintiles, c'est-à-dire d'effectuer une redistribution en faveur des pauvres. Ils sont moins éduqués et se positionnent plus proche des pauvres. Nonobstant, dans le calcul de l'intensité de cette injustice, sont ressortis les plus éduqués et ceux qui trouvaient mauvaise la situation du pays. Ils avaient tendance à contester les inégalités et les droits insuffisants des pauvres. Nous constatons deux tendances : les moins instruits cherchent à augmenter leurs revenus, tandis que les plus instruits réclament davantage de justice. De plus, nous remarquons également ceux qui ne sont pas favorables à l'idée que les inégalités soient bénéfiques pour inciter les pauvres à travailler dur. Ils ne partagent pas l'opinion selon laquelle « des riches et des pauvres existeront toujours ». Pendant un an, nous avons observé que ceux qui refusent l'énoncé sont les plus éduqués, se situant près des plus aisés. Ils se méfient aussi de la police et ils n'accordent pas d'importance au fait d'avoir une teinte de peau plus claire.

Dans les préférences, ils n'attribueraient pas aux PTC l'effet de la paresse chez les allocataires, ils en furent surtout les bénéficiaires et ceux qui se positionnent plus proche des pauvres dans l'échelle subjective. On y voit la défense de l'intérêt personnel des bénéficiaires potentiels. Deux groupes existent dans les préférences d'assistance : certains veulent aider en cas d'urgence avec des transferts d'argent, moyen qu'ils ne jugent pas. D'autres souhaitent une aide globale, incluant le logement, les services publics, l'éducation et la santé. Les moins éduqués, proches des pauvres et ayant vécu des pénuries alimentaires soutiennent l'option en argent. Ils parlent depuis leur intérêt personnel. Les personnes favorisant l'option logement considèrent les inégalités comme injustes, les pauvres recevant moins que les riches. Elles sont

également liées aux subventions pour les services publics. Quant à celles qui choisissent l'éducation et la santé, on y trouve de jeunes urbains éduqués, certains proches subjectivement des riches, mais qui admettent les inégalités entre riches et pauvres et entre classes sociales. Ils sont réalistes quant aux revenus des pauvres.

Dans les moyens, ceux traitant les pauvres en victimes seraient d'accord pour des aides gratuites, sans contreparties ni moralisation. Ils sont les habitants des petites villes et de milieu rural, les moins éduqués, les moins âgés et satisfaits de la démocratie. Ils sont corrélés de manière négative à l'option par le travail, donc ils ne sont pas ceux qui culpabilisent. Enfin, ceux qui sont disposés à payer plus d'impôts pour aider les plus démunis sont les plus éduqués, les plus jeunes et ceux qui disent avoir des revenus suffisants.

Nous avons ainsi montré les éléments permettant de mieux comprendre le profil qui victimise en Colombie. Ces individus montrent un ensemble d'attitudes et de croyances qui exposent leur désarroi devant une structure inégalitaire. Nous remarquons donc deux types de personnes. D'abord, celles qui se considèrent comme des victimes dans une situation désavantageuse. Ensuite, celles qui ne se trouvent pas dans cette position, mais qui perçoivent la pauvreté comme une forme d'injustice sociale à corriger. Dans les variables qui comptent pour ce deuxième groupe, nous observons le poids de l'éducation. Cela représenterait une éducation qui semble contribuer à leur « illumination ». Puis nous observons à nouveau le clivage générationnel ; les plus jeunes semblent plus enclins à avoir développé une conscience des inégalités et une considération d'injustice. Or, leur moyen préféré d'intervention demeure l'éducation. De fait, ceux qui préfèrent l'aide gratuite en constituent les potentiels bénéficiaires, et non pas ces jeunes urbains éduqués. Comme c'est le cas lorsque l'option argent est préférée. Cela nous indique que, malgré l'attitude de rejet des inégalités, une réticence à l'idée de les assister en liquide persiste, dans la société qui ne se dit pas pauvre. Enfin, l'auto-positionnement a aussi révélé son importance. Le positionnement subjectif compte plus que les variables objectives. Cela montre que l'opinion sur sa propre position s'avère importante, et que ceux qui se disent proches des riches peuvent également rejeter l'infériorisation des pauvres.

Les résultats de l'analyse des entretiens et de l'enquête montrent que l'éducation joue un rôle clé. Les plus éduqués sont ressortis dans les deux comme un groupe qui favorise parfois la victimisation de la pauvreté et des plus pauvres. On compte ainsi un groupe d'éduqués pour lesquels l'éducation a contribué à leur « illumination » ou éclairage. Ce groupe positionne les pauvres dans un pied d'égalité ou à moins veut une réduction des écarts. Pour exemplifier la victimisation observée, nous allons citer un exemple. Le fichier ayant recueilli le plus grand

nombre de mentions est celui de l'entrevue réalisée à San Jacinto avec un groupe de paysans. Mais, comme il comprenne plusieurs discours de participants codés, nous allons illustrer le cas de Antoine du hameau Las Charquitas afin de montrer la vision d'un travailleur agricole.

3. Portrait d'Antoine[195].

Antoine, âgé de 69 ans, est un travailleur agricole et propriétaire. Il n'a pas obtenu son diplôme d'études secondaires en agriculture à San Jacinto. Il se décrit comme étant de gauche, ayant voté pour G. Petro aux élections présidentielles de 2018. Il s'identifie comme étant dans une situation financière précaire, mais il est perçu comme étant la personne la plus stable financièrement du hameau. Il possède objectivement un revenu de classe émergente et est le seul propriétaire d'une *Jeep* dans le village, ce qui le rend plus autonome. Il est considéré comme prioritaire par le Sisben, car il est une victime du conflit. Sa maison montre des traces de balles, témoignant du conflit. Comparé à sa famille de travailleurs agricoles, il se sent déclassé face à l'abondance passée et la pénurie actuelle.

Il victimise dans la moitié de son récit en relation à la pauvreté. Dans sa structure de liens sociaux, la fragilité du LC se démarqua. Lui qui habite un hameau isolé et qui offre seulement la primaire, il n'a pas confiance dans les autorités, il ne voit que l'abandon de l'État. Même s'il a voté lors des présidentielles, il se dit abstentionniste « *Je pense que voter, c'est approuver, c'est soutenir la corruption, donc je préfère parfois ne pas voter.* ». Cela est vrai, même s'il reçoit parfois des aides en tant que paysan déplacé. Il fut bénéficiaire du programme « *Familles dans sa terre* » qui donne des aides pour améliorer l'infrastructure du logement, il a construit une toilette. De fait, il craint les forces d'État. La population fut au milieu du feu croisé entre les FARC et les militaires. Il raconte comment les forces militaires les accusaient d'aider les *guerrilleros*. Ils venaient au village et demandaient de la nourriture que la population n'avait pas le pouvoir de leur refuser. De sorte qu'ils furent doublement victimisés. Plus tard, des avions militaires ont fumigé les arbres des avocats et les cultures.

Son LF semble fragile dès lors qu'il reste un seul de ses fils au village. Il a eu sept enfants partis à Barranquilla et à Carthagène. Il dit que, parfois ils lui apportent quelque chose. La mère des enfants les plus jeunes, elle est partie et l'a quitté après un feu croisé au village. Puis, son LPE semble aussi affaibli : la plupart des personnes avec qui il a grandi ont quitté le village lors du déplacement. À San Jacinto, un groupe important demeure, mais ils se réunissent lors des enterrements ou fêtes, mais dans le centre peuplé. Aujourd'hui, des déplacés d'origines diverses habitent le hameau, ayant trouvé des maisons abandonnées. Selon lui, leurs coutumes sont

[195] E65UPF52. San Jacinto, homme, 69 ans, village Las Charquitas, secondaire, agriculture, revenus 2.

différentes et les anciens manquent de force pour rétablir l'ordre. Il raconte un épisode où des jeunes venaient voler la production agricole pendant la nuit. Ils les ont arrêtés et ont informé les autorités de San Jacinto. Toutefois, l'absence d'un système moral collectif et d'une communauté rend impossible le rétablissement de l'ordre local. Pourtant, les politiciens et les villageois d'autres hameaux, comme celui-là, le considèrent comme l'interlocuteur pour les affaires du hameau. Enfin, il est déçu des manifestations sociales, puisqu'elles sont ignorées par les autorités. Le LPO présente aussi diverses fragilités. Il raconte que le village s'est construit autour d'une hacienda caféière qui les employait : « *Et les gens vivaient de leur travail, parce qu'il y avait du travail pour tout le monde.* » Le problème actuel concerne la viabilité des revenus ruraux, l'état de la route qui renchérit le transport de la production. Pour faire face aux imprévus, il me dit qu'il a quelques animaux qui constituent son épargne. Somme toute, dans ce cas les liens sociaux se sont affaiblis avec l'expérience collective du conflit armé et celle personnelle d'atomisation du cercle familière et affinitaire. Cependant, il a décidé de rester vivre aux *Charquitas*. Il est revenu pendant que le conflit faisait rage et il a mis sa vie en danger pour y rester, ce qui montre l'importance de son lien au territoire.

Cela dit, le conflit armé fait clairement partie des causes de la pauvreté signalées. Non seulement parce qu'il a observé l'appauvrissement du village, mais aussi parce que son propre vécu fut conditionné. Le village fut abandonné, y compris par les plus aisés : « *J'avais ce véhicule et, chaque jour, je faisais jusqu'à deux voyages avec des personnes déplacées, remplis de poulets. Parfois, j'étais interviewé par les journaux télévisés* ». Ils se sont vus forcés à partir et à vendre des propriétés et des animaux. Bien qu'ils en aient acquis une autre à Carthagène, celle-ci ne lui paraît pas comparable. Il a peur en ville et le bruit ainsi que la lumière l'incommodent. Il a une idée de la pauvreté liée à son expérience de personne déplacée en ville. La famille les a accueillis jusqu'à ce qu'ils aient pu se stabiliser. Il craint de n'avoir pas pu payer une éducation universitaire privée à ses enfants.

La situation actuelle diffère. Rester à la campagne et persister dans l'idée de l'agriculture l'appauvrit. La dernière récolte, il avait utilisé son épargne pour cultiver de l'igname. La récolte s'est avérée tellement abondante dans la région qu'ils n'ont pas pu la sortir du hameau. Puis, les acheteurs payaient si bas l'igname que les cultivateurs ont dû le laisser se perdre à la ferme. Un autre problème structurel existe : l'état de la route. Il nous dit *« Le chemin est source de progrès. S'il y avait des routes, les gens auraient des sorties.* ». Lorsqu'il pleut, le trajet devient infranchissable et, si la pluie cesse, on ne récolte rien. Il constate la différence de développement de la côte caribéenne par rapport à l'intérieur du pays, où l'on construit des routes dans les

montagnes sans problème. Il critique le fait que les 17 kilomètres qui séparent le hameau du village n'aient pas pu être pavés, alors que des ressources existent.

Or, la pauvreté, il la voit chez ses voisins. Il raconte le cas d'une voisine qui tombe souvent malade et dont les enfants ne mangent pas assez. Ils vivent grâce à leurs voisins. Il soutient les programmes et les aides, comme les PTC, même s'il soupçonne qu'ils font l'objet de la corruption. Il pense que les aides de la coopération internationale n'arrivent qu'en partie dans les territoires. Il pense que les « Nations Unies » n'enverraient pas aussi peu. C'est ainsi que, pour lui, la raison principale pour laquelle le village n'ait pas pu avancer est le détournement de ressources, le clientélisme, l'achat de votes et bien sûr la corruption des élus et fonctionnaires. D'après Antoine, les politiciens et les fonctionnaires les pensent stupides. Il nous raconte, comment l'entité INURBE leur a fait démolir les anciennes maisons en boue plus grandes et aérées et a construit des maisons en béton qui se sont écroulées avec le temps.

Il dénonce plusieurs actes de corruption d'entités et d'acteurs en réseau. Il les accuse d'avoir pris l'argent de la route plusieurs fois ou d'obliger les personnes à accuser la réception d'aides incomplets. Il raconte des aides qui arrivent à moitié, qui n'ont pas tenu compte des défis du territoire ou qui ne sont pas pertinentes. Il mentionne une aide pour cultiver du cacao, mais ils n'ont pas eu d'argent pour cultiver la banane plantain qui devait l'accompagner. Il raconte un cas intéressant de contrôle aux ressources publiques. Au hameau il y a une citerne communale, laquelle s'est cassée. Après des appels à l'aide à la mairie, la sœur du maire a confirmé la réparation, ils ont envoyé des matériaux pour le chantier, mais la personne responsable des travaux ne s'y est plus rendue. Ils ont contacté des médias pour dénoncer que les matériaux rangés allaient s'endommager. Après la dénonciation publique : « *Ils sont arrivés avec un camion rempli de tout et de nouveaux entrepreneurs, de nouveaux travailleurs, et ils ont rendu l'intérieur [de la citerne], toute neuve, bien fait, avec des tuiles, des batteries, tout.* ». La négligence envers eux explique leur retard de développement.

Sur la pauvreté en Colombie, il me répond « *Les gouvernements promettent tant, mais leur mission consiste à rendre les riches plus riches et les pauvres plus pauvres.* ». Selon lui, l'État se trouve en coalition avec les puissants et les riches, dont plusieurs ont fait fortune avec la guerre. Selon lui, un gouvernement de gauche arrivera difficilement au pouvoir en Colombie et il cite en exemple les gouvernements renversés en Amérique latine. De plus, les pauvres seraient des victimes instrumentalisées par la classe politique, le milieu religieux et le secteur entrepreneurial. Pour lui, l'oubli d'État obéit à un plan visant à affaiblir la capacité

organisationnelle locale. « *Il leur convient, dès lors que les pauvres ont plus de pauvreté, ignorant, quand est-ce qu'un pauvre va protester contre quoi que ce soit ? Quand ?* ».

Enfin, dans le cas du Bronx, il pense que c'est au gouvernement d'offrir aux habitants et aux SDF un traitement adéquat et un accompagnement complet. Pour lui, c'est la situation économique qui amène à la vie dans la rue et à la consommation de drogues. Ensuite, dans le cas du programme de logement social, il signale la difficulté de la mixité en Colombie, vu l'aversion au pauvre. Selon lui, l'échec du programme est dû à son origine : il a été proposé par G. Petro. Mais aussi parce que la classe riche et les personnes corrompues n'ont pas participé économiquement au projet ; elles ont donc utilisé leur pouvoir pour le faire échouer. Dans le cas de motos-taxis, interdits d'entrée aux beaux quartiers de Carthagène, il se positionne de leur côté. Il craint que, sans le droit au travail garanti, ils se penchent pour des activités criminelles.

Antoine naturalise dans une autre partie de son discours, là il véhicule une attitude fataliste devant cette réalité qu'il décrit. Nonobstant, il sait que la faute de leur pauvreté leur échappe aux villageois, eux, qui ont travaillé toutes leurs vies. Selon lui, les plus pauvres sont conduits à des impasses. Il reconnaît que les structures socio-politiques ne laissent pas les territoires se développer.

IV — CONCLUSION DU CHAPITRE 7.

La réponse de ce chapitre est que, même si les trois systèmes sont présents, les personnes qui s'en remettent aux arguments qui culpabilisent ou victimisent doivent gérer plusieurs versions de la réalité. Leurs croyances ne passent pas l'épreuve de la réalité, ils ne parviennent pas toujours à les accorder avec leurs expériences vécues. Cela s'accentue avec le déséquilibre de protection dans leurs liens sociaux, inégalité elle-même renforcée par leur vulnérabilité.

En somme, nous pouvons statuer que les trois systèmes s'utilisent dans le contexte et leurs éléments font partie du répertoire des Colombiens, mais ils sont disputés ou utilisés selon les circonstances, les figures de la pauvreté signalées et les groupes de référence. D'une part, il y a une indignation généralisée face à certaines inégalités, ainsi qu'une prise de conscience du fait que les pauvres sont victimes du système qui a jugé normal leur situation. D'autre part, certaines figures font l'objet d'une culpabilisation presque unanime. Au niveau individuel, bien que les opinions s'opposent souvent, elles s'enrichissent mutuellement. Chaque individu sélectionne des éléments pour construire son propre système, plutôt dans une hiérarchisation.

À vrai dire, tous les systèmes se fondent sur des antécédents historiques qui les ont élevés à des vérités à un moment donné. La naturalisation garde la trace coloniale, c'est le système le plus disponible et validé par une morale, traditionnelle, mais il est aussi celui qui génère le plus de résistances. Avec son propre système de solidarité dans la charité chrétienne, il est source de morale, surtout par son alignement avec l'idée de famille. Toutefois, la victimisation existe aussi et conteste ce système qui tend à la normalisation de la souffrance d'autrui. On la retrouve depuis les résistances des peuples autochtones et afro-descendants aux luttes des travailleurs du XXe siècle. En particulier, dans les raisons qui ont déclenché le conflit armé et engendré des voix dissidentes, initialement inspirées par les idées communistes. Enfin, la culpabilisation fait partie de l'histoire d'une nation, comme tant d'autres, qui s'est construite grâce au travail de ses membres. Or, cela s'est vu renforcé dès la libéralisation économique lorsque les gagnants des arrangements ont élevé le mérite et la concurrence comme principes. De fait, dans les années 1990, le paradigme institutionnel et la normativité officielle changent. D'un côté on retrouve la libéralisation économique. De l'autre, la CP91 qui détrône l'alliance entre le religieux et le politique et reconnaît le multiculturalisme de la nation. De sorte qu'aujourd'hui, la victimisation et la culpabilisation sont dans les discours et les institutions.

Cela dit, dans l'échantillon qualitatif, la naturalisation fut la plus mentionnée et celle qui a généré le plus d'intensité dans les discours, suivi de la victimisation et en dernier lieu de la culpabilisation. En revanche, les données quantitatives nous ont dévoilé une demande de justice sociale et de reconnaissance des causes externes de la pauvreté. Or, également, nous observons ce groupe qui accueille des croyances qui naturalisent la position des plus pauvres, justifie les inégalités et une autre non négligeable qui les culpabilise. C'est pourquoi nous proposons que, si la société est historiquement fondée sur un processus de naturalisation, aujourd'hui, des arguments qui victimisent les plus pauvres remettent ce système en question. D'autres arguments, eux, le renforcent en les culpabilisant de leur sort. Dans le premier cas, on adoucit légèrement ses effets, alors que, dans le deuxième, on les exacerbe.

Toutefois la réponse au système de représentation dominante dans la société serait dans la structure des liens sociaux. Dans le cas colombien, si une partie importante se sert des éléments qui victimisent, nous restons loin d'une configuration universaliste, étant donné la fragilité du LC. C'est pourquoi nous préférons parler d'un processus de citoyenneté en construction. Ceci se reflète partiellement dans certaines institutions qui réparent les victimes de la violence et accompagnent les plus démunis à travers l'assistance sociale. Toutefois, avant d'engager une transformation du régime et des institutions, il faudrait une généralisation d'actes

de citoyenneté. Il faut dire que, dans les attitudes, nous observons peu de personnes engagées dans des activités, telles que le contrôle des finances publiques ou en regroupements politiques, afin de mener des actions devant le pillage des ressources publiques tant critiqué. L'attitude d'indignation ne semble pas amener une transition. De fait, les éléments qui victimisent les pauvres sont acceptés d'un ton fataliste en dépit de pratiques orientées vers l'action.

D'ailleurs, lorsque la culpabilisation se présente, l'individualisme de famille se renforce et non le LPE. Une société à des liens LC et LPE caractérisés par leur fragilité ne permet pas à la sphère associative de se fonder sur la liberté nécessaire à un modèle volontariste. Puis, les conditions économiques ne donnent pas réellement une chance à tout le monde pour la mobilité sociale, qui nécessite un véritable effort. Le LPO s'appuie sur les inégalités structurelles dans le monde du travail, en normalisant des statuts différents et des écarts significatifs de protection selon le milieu professionnel.

Ainsi, selon l'état des liens sociaux, cette société pourra difficilement s'attacher au pauvre — vu en tant que citoyen en faiblesse —, et, lui offrir une protection et une reconnaissance comme membre à part entière. Si les préférences des citoyens apparaissent moyennement cohérentes dans leur aspiration à une société qui se fonde sur l'égalité de ses membres, nous pouvons difficilement atteindre une transformation dans l'horizon normatif et les institutions. Dès lors que la possibilité d'infériorisier les plus pauvres à convenance est plausible, la pauvreté difficilement sera abordée comme un problème de société.

Dans cette perspective, la TAS nous permet d'aller plus loin que les théories d'attribution ou de la réflexion utilisées dans les études quantitatives. Elle nous permet aussi d'aller au-delà d'une analyse ancrée seulement dans les institutions, les politiques de lutte contre la pauvreté ou l'expérience vécue dans les quartiers pauvres. Celle-ci nous permet d'expliquer pourquoi la reconnaissance des causes externes de la pauvreté et la perception d'injustice sociale ne découlent pas dans une société plus égalitaire (à moins de nous trouver réellement au cœur d'une lente transformation). De plus, la TAS nous permet d'expliquer comment la base familialiste n'a pas permis la consolidation de la sphère citoyenne, surtout en milieu urbain où le contexte est conçu comme un à risque pour la vie.

Il nous reste à savoir quel est le système le plus fonctionnel et pour qui l'est-il. Le niveau d'éducation est ressorti dans les deux types de données traitées. L'éducation fait la différence en Colombie. Il y a une tension entre ceux qui cherchent plus de justice et ceux qui défendent leurs intérêts personnels. De plus dans les personnes les moins éduquées, si certaines demandent

des aides, d'autres trouvent les inégalités fonctionnelles. Nous avons observé également l'âge comme marqueur important ; les plus âgés se disant à droite naturalisent la condition des groupes racisés et expliquent leur pauvreté par leur culture. Ils préfèrent aussi des aides avec contreparties. Alors que les jeunes voient en victimes les groupes racisés et sont d'accord à la gratuité des aides. Une autre variable importante est l'auto-positionnement, qui montre l'importance de la perception de soi. Ceux qui se disent proches des riches naturalisent lorsqu'ils ne constatent pas d'injustice dans les revenus des pauvres et culpabilisent lorsqu'ils accusent les PTC de générer de la paresse et rejettent les aides en espèce. En somme, nous avons noté un effet du niveau d'éducation, de l'âge et parfois du positionnement subjectif dans l'échantillon représentatif. Nous croyons que les groupes se forment autour d'un ensemble de croyances, d'attitudes ou bien des RSP accueillis comme vérité, ce qui, de fait, donne lieu aux divisions entre eux. Puis, nous ne dédaignons pas l'importance de la conjoncture. Une modélisation permettant d'expliquer le rapport à la pauvreté en Colombie pourrait prendre en compte ces variables, mais cela reste un modèle complexe qui est probablement plus fécond d'étudier depuis les histoires de vie. Nous avons observé dans l'échantillon les poids respectifs des territoires de l'enquête et de l'expérience du conflit armé.

Nous observons que la fonctionnalité de chaque système varie. Dans un contexte marqué par de grands écarts, la naturalisation sert mieux les intérêts de ceux qui jouissent de positions privilégiées et qui se conforment aux critères sociaux normatifs. Mais elle s'applique aussi à ceux qui, ayant intégré cet ordre, défendent les distinctions, ou ont perdu tout espoir de mobilité sociale. Leur attitude est marquée par l'insouciance et le fatalisme. La culpabilisation fonctionnerait pour ceux qui se trouvent dans un parcours de mobilité sociale, soit par l'éducation, soit par leur investissement dans le monde productif. Ils ne se conforment pas aux critères sociaux d'un régime qui naturalise. Ils se détachent ainsi des étiquettes imposées. Elle s'étend aux groupes et dépend de la figure de la pauvreté ciblée. Elle sert ceux qui cherchent à progresser grâce à leurs mérites, mais aussi ceux qui veulent justifier leurs privilèges. Leur attitude est optimiste dans l'idée d'une méritocratie et conforme devant la pauvreté d'autrui, assumé juste. Enfin, les éléments de la victimisation servent mieux ceux qui se manifestent contre les injustices de la société. Mais aussi à ceux qui détrônent les mythes de la méritocratie et la supériorité sociale des privilégiés. Ce système s'avère fonctionnel pour les plus démunis, mais des citoyens éduqués et politisés le mobilisent en demandant plus de justice sociale. C'est la voie pour ceux qui, étant donné leurs expériences et une sensibilité à la pauvreté d'autrui, ont compris que la faute ne revient pas aux pauvres. Leur attitude est d'indignation. Ils se montrent optimistes quand ils s'engagent, mais pessimistes quand ils regardent les injustices. Ce passage par le cas colombien et sa configuration empirique, nous permet de contribuer à la théorie. Nous

pouvons ainsi présenter ce tableau à propos des critères de distinction entre les systèmes de perception de la pauvreté.

	Victimisation	**Naturalisation**	**Culpabilisation**
Nature pauvreté	Situation à intervenir.	Condition. Générationnelle, permanente.	Situation. Surmontable.
Perception	Perçoit. (Haute).	Perçoit, mais historique (Stable)	Ne perçoit pas (Faible).
Explication	Structuraliste. Institutionnelle.	Fataliste. Culturaliste.	Individualiste.
Causes	Injustice, Indifférence.	Historiques, culturels, racistes. Biologiques, incontrôlables.	Habilités, judicieux.
Blâme	Etat, société, riches.	Personne. Familles, milieux, groupes (race, ethnie).	Individus, paresse.
Principe	Égalité en droit, humanisme.	Inégalités statut – besoin.	Tous égaux. Inégalités mérite.
Inégalités	Injustes.	Tolérées.	Justes.
Relations interclasses	Lutte de classes.	Verticales.	Horizontales.
Riches	Exploiteurs, capital.	Noblesse, oligarchie (race, statut).	Modèle à suivre.
Préférences	Universalisme, Politique sociale. En amont.	Charité, cible morale.	Soutien emploi, très ciblé LCP. En avant.
Redistribution	Oui	Non	Non
Attitude	Indignation.	Acceptation.	Optimisme.
Sentiments	Sensibles, touchées par.	Sensibles si en accord morale chrétienne.	Neutralisation compassion
Ségrégation	Non, mixité sociale.	Oui, social statut.	Oui, économique pouvoir d'achat.

Illustration 24. Critères systèmes de RSP ou de perception de la pauvreté.

CONCLUSION

En guise de conclusion, nous allons d'abord présenter les principaux résultats mis en évidence par les analyses effectuées dans chacun des chapitres de la thèse. Nous mettrons ensuite en évidence notre apport à l'étude de la pauvreté en nous appuyant sur l'exemple colombien. Par la suite, nous discuterons de la pertinence du cadre conceptuel que nous avons utilisé, puis engagerons une conversation avec la littérature existante. Finalement, nous indiquerons la portée de cette recherche.

I — RÉCAPITULATION DES RÉSULTATS DE LA THÈSE.

Pour commencer, nous avons examiné les fondements de la société colombienne, remontant parfois jusqu'à l'époque précoloniale. Dans le troisième chapitre, la recherche a confirmé que c'est avant tout dans le cadre de la famille que les individus colombiens deviennent des êtres sociaux. Ce sont les familles qui semblent avoir créé la société colombienne. Pendant longtemps, la famille a été imbriquée à la sphère productive, a défini l'investissement politique de l'individu et même ses cercles affinitaires. Une telle situation est en partie due aux fragilités qui affectent les autres types de liens sociaux, qui ne sont pas uniformément vécues dans la société. Outre le rôle évident de la famille en tant qu'unité de reproduction et de survie d'un individu, en Colombie, elle a pris la place que, dans d'autres contextes, l'État occupe. Ainsi, elle assume de grandes responsabilités fondées dans la morale et, dans ce contexte inégalitaire, elle revêt une importance cruciale quant aux stratégies de reproduction sociale et à l'accumulation de différents capitaux.

Nous avons mis en évidence le fait que, pendant une période donnée, les unions et les enfants nés hors mariage étaient exclus de la pleine participation à la société. Cela a exclu la majorité des enfants et d'unions produit du métissage. Nous défendons l'hypothèse selon laquelle, le pauvre viendrait d'une famille qui, surtout dans les générations passées, aurait manqué à la morale chrétienne et au comportement forgé comme idéal dans le cadre de la construction nationale. Il est ainsi celui qui, pendant des générations, ne compte pas avec une famille lui permettant de bâtir le capital social et symbolique nécessaire à la mobilité sociale.

Par ailleurs, nous avons pu relever comment l'attachement au pauvre est fondé sur des institutions historiques de la charité qui, dans ce cas, renvoient à une conception qui l'infériorise et le moralise. Le traitement de la pauvreté a éprouvé de difficulté à se distancier du passé chrétien et de l'institution de l'aumône. De plus, les moins lotis ont fait l'objet d'une faible considération par l'État s'étant surtout manifesté dans son aspect répressif. Alors que dans le monde du travail, historiquement, on leur assigne les tâches les plus difficiles et risquées.

L'analyse historique nous a aussi permis d'observer que la société colombienne s'est approprié des idées occidentales sur la pauvreté. La société colombienne n'a pas pensé la pauvreté par elle-même, mais a utilisé les référents internationaux lui permettant de justifier sa configuration sociale. Notamment l'ordre colonial qui reste dans l'empreinte religieuse catholique. Puis, après l'indépendance, malgré l'ordre républicain accueilli et l'égalité formelle prônée, la société s'est encore basée sur les inégalités entre les membres. Sur le plan économique, l'éthique du travail, qui a rendu possible la révolution industrielle, a trouvé un écho en Colombie. Elle a agi sur une base symbolique préexistante, celle d'une société fondée sur l'inégalité de ses membres dans l'acquisition et l'accumulation de capitaux. Une telle situation a persisté en dépit des luttes qui ont permis certains acquis sociaux et d'une appropriation, tout au long au XXe siècle, des idées socialistes.

Il convient de relever que, dans le lien de participation élective des interrogés, nous avons observé des traces de l'organisation collective des peuples autochtones, cependant l'expérience généralisée de la violence en Colombie semble l'avoir sapé. Aujourd'hui, la méfiance envers autrui s'est installée ; on perçoit la ville comme un endroit dangereux, tandis que la campagne est considérée comme infiltrée par des groupes criminels. Dès lors, nous observons plutôt un individualisme de famille qui pousse cette dernière à fournir des efforts démesurés en vue de garantir sa reproduction sociale intergénérationnelle. Le lieu des autres liens en ai soumis. La sphère publique n'est pas vue comme un lieu de cohésion de la société, dès lors que le pauvre n'est pas vu en égal, tel que le suggère la notion de citoyenneté.

C'est ainsi que, dans le quatrième chapitre, nous avons pu confirmer que la société colombienne n'est pas une, mais que différentes expériences collectives ancrées dans les territoires ont créé divers rapports au niveau local. Nous avons noté que chaque territoire a forgé un récit tenant compte de ses particularités géographiques pour ordonner les inégalités actuelles. Ces récits permettent d'expliquer la ségrégation résidentielle dans le cas des villes et l'appauvrissement collectif dans les communes à dynamique rurale. Ces récits offrent aussi des stratégies de conduite ancrées.

Si les territoires ne sont pas fragmentés au sens strict, car des relations s'établissent toujours entre les franges de la population, en milieu urbain, la pauvreté est représentée comme une frontière qui commence à différents endroits selon les groupes sociaux. Puis, l'idée d'une pauvreté menaçante a surgi lorsque la morale, qui encadre la situation géographique du pauvre, est rompue. Nous avons relevé des dynamiques de naturalisation de la pauvreté lorsque la mixité sociale dérange et la pauvreté est considérée en dehors de chez soi, notamment des quartiers ou des régions pauvres. La naturalisation de la pauvreté est liée à une sorte de répertoire prêt à être utilisé en cas de menaces dans l'espace ; un constat que l'on a pu faire s'agissant de la proposition de créer des logements sociaux dans les beaux quartiers de Bogota.

Contrairement à ce qui pouvait être attendu au début de la recherche, en milieu urbain, nous avons observé davantage de dynamiques propres à la naturalisation alors que dans les villages, plutôt celles d'une victimisation de la pauvreté. La pauvreté conçue comme une expérience collective en milieu rural et la proximité sociale entre les individus favorisent l'attachement au plus pauvre. En ville la pauvreté d'autrui, conçue comme une situation à part, engendre un détachement social envers ce dernier. Ainsi, les récits en milieu rural soulignent plutôt les raisons structurelles de la pauvreté, notamment le conflit armé considéré comme la cause d'un appauvrissement collectif et de rupture des liens sociaux.

Par ailleurs, l'analyse comparative nous a fourni des éléments pour comprendre les particularités et l'ancrage des RSP, ce qui nous a confirmé l'intérêt d'étudier la représentation locale de la pauvreté. Nous avons ainsi observé qu'à Bogota il existait une fracture représentée dans un « Sud » pauvre (localisé de manière différente selon les groupes sociaux) et une superposition de la pauvreté au danger. À Carthagène, il a été relevé une dualité représentée entre une ville touristique ouverte au monde et « l'autre Carthagène », celle habitée par les classes populaires. À San Jacinto, les récits relatent un passé meilleur sans pauvreté, avant l'arrivée des acteurs armés, alors que les besoins du milieu rural sont négligés. Enfin à Viota, la pauvreté est vue imbriquée, comme le produit d'un oubli de la culture du café et d'une stigmatisation du territoire depuis le niveau central. Nous avons ainsi observé une fonctionnalité de chacun de ces récits pour expliquer les arrangements sociaux actuels.

S'agissant de la perspective quantitative, le cinquième chapitre nous a permis de mettre en évidence différentes tendances dans la société, lesquelles rejoignent les trois formes de perception décrites par S. Paugam et la triade de J. Feagin. Si en Colombie, il existe une tendance à reconnaître une cause structurelle à la pauvreté, qui absout les pauvres de toute faute, elle se fonde sur une idée fataliste selon laquelle la pauvreté est une condition difficilement

dépassable. De la sorte, on considère la structure sociale comme totalisante. Spontanément, les Colombiens interrogés ne problématisent pas la pauvreté, mais, lorsqu'un stimulus leur est adressé, ils reconnaissent que les inégalités de revenus existent et qu'un conflit entre les différentes couches de la société existe. Le nombre de personnes pauvres est considéré comme élevé, ce qui augmente en période de crise économique. Par ailleurs, nous avons relevé que, dans les comparaisons internationales, les Colombiens figurent dans un groupe qui surestime les revenus des pauvres, mais souhaite tout de même qu'un peu plus leur soit accordé. Ils perçoivent ainsi une injustice s'agissant de la part des revenus qui leur est accordée, et cela, même si leur demande de justice se base sur une information erronée. Parmi les préférences exprimées, nous avons pourtant observé que les enquêtés sont divisés à propos des effets des PTC et que les non-pauvres ne soutiennent pas la mise en place d'aides en argent ou sous forme d'aliments. Nous avons plutôt relevé une préférence généralisée pour l'emploi des pauvres ; s'il s'agit de les aider, cela n'est pas pourtant conçu de manière gratuite ou sans conditionnalités.

Par conséquent, selon nos observations, la perception de la pauvreté se débat entre l'identification des pauvres et l'invisibilisation de la pauvreté. Tandis qu'un structuralisme fondé sur un fatalisme caractérise les croyances qui se manifestent sur ses causes. Quant aux préférences, elles font ressortir la morale qui régit la société colombienne et qui veut faire du pauvre un travailleur et, dans le meilleur des cas, l'éduquer. Nous pouvons ainsi noter qu'il s'agit d'une société qui reconnaît les inégalités et comprend que le pauvre ne porte pas la faute de sa situation. Cependant, elle n'est pas prête à mettre en place une assistance sociale qui ne le moralise pas et ne le contrôle pas.

Néanmoins, nous avons observé des différences de perception selon les groupes de la société, notamment au regard du niveau d'éducation, de l'âge et le positionnement subjectif adopté. Dans le groupe des personnes les plus éduquées, nous avons relevé une division entre celles qui reconnaissent les inégalités et se solidarisent avec le pauvre, et celles qui penchent pour leur intérêt propre et ne veulent pas de redistribution. Par ailleurs, les plus âgés sont ceux qui culpabilisent le plus le pauvre et utilisent des arguments le racialisant et l'infériorisant. En outre, nous avons noté que les personnes qui culpabilisent le pauvre sont plus optimistes sur la situation du pays et davantage satisfaits de leur vie.

Dans le sixième chapitre, nous avons analysé le rapport social à la pauvreté en Colombie. Nous avons précisé ce qui serait le contenu ou bien le noyau de la RS, ce qui évolue au regard des situations et des appartenances caractérisant l'individu. Nous postulons qu'un Colombien moyen, à l'heure de parler de pauvreté, a recours aux RSP identifiées, puisque valides et en

vigueur. Les RSP ressortent surtout dans les explications données à la pauvreté, lors de la définition attribuée à celle-ci, et puis dans les croyances qui justifient les attitudes.

Tout d'abord, il est probable que la plupart des Colombiens perçoivent l'existence d'une grande pauvreté, et ce, même si beaucoup situent la pauvreté ailleurs, dans les quartiers pauvres ou dans d'autres régions du pays. Cependant, un groupe non négligeable de personnes ne la voient pas ou la voient comme en réduction. Les figures les plus remarquées sont les SDF, surtout en milieu urbain, et les mères de familles nombreuses, parfois adolescentes. Nous confirmons comment les femmes pauvres sont culpabilisées de la pauvreté familiale et de la sorte des enfants, ce qui se soutienne dans l'idée de leur ignorance et d'une culture appauvrie. Elles sont ainsi doublement stigmatisées et culpabilisées des défaillances dans l'attention à l'enfance. En même temps que les PTCFa ont contribué à leur faire l'objet du contrôle social. Cela nous invite à poursuivre la recherche sur les représentations genrées de la pauvreté.

Dans l'échantillon, la pauvreté est essentiellement définie en termes de condition économique, notamment de chômage, mais elle l'est aussi au regard d'une insuffisance de l'accès aux services basiques ou bien d'une alimentation adéquate. Cependant, on la perçoit également comme une faille d'esprit ou mentale, localisée dans un quartier défavorisé et associée à des comportements, souvent dits culturels. De fait, nous observons une dichotomie entre l'explication par la corruption des dirigeants et l'explication par la mentalité ou l'esprit des pauvres. Nous observons également le besoin de différencier les « bons pauvres », souvent appelés les « humbles », et les « mauvais pauvres », qui réuniraient tous les vices et seraient ainsi peu dignes d'assistance. Le principe du mérite s'interpose souvent à celui de besoin.

Le fait que l'explication de la pauvreté par la corruption ait été la plus mentionnée a mis en évidence que la plupart des personnes interrogées dénoncent le pillage des ressources publiques par les dirigeants, dont celles qui devraient être allouées aux plus pauvres. Nonobstant, nous avons observé que cette explication, apparemment structurelle, découle d'une attitude fataliste qui perçoit cette corruption comme un ordre des choses difficilement changeable. Elle révèle deux attitudes. Le ton peut renvoyer à une condition considérée comme intrinsèque au système, ou bien il peut suggérer une situation voulue, notamment lorsque le reproche revient aux plus pauvres de vendre leur vote.

Dans les croyances, nous avons relevé celles d'un pauvre heureux, d'une sorte d'industrie urbaine de mendiants, et celles de pauvres ignorants et soumis aux politiciens. Nous avons également confirmé que la notion de stratification constitue la manière la plus répandue

de se représenter les différences socio-économiques, suivant une échelle de 1 à 6, qui catégorise la population des plus pauvres aux plus riches. Nous avons également pu noter la fonctionnalité de la croyance dans une opposition entre une *pauvre Colombie* et une *riche Colombie* vue à la fois pleine de chances comme de ressources non distribuées. Puis, nous utilisons la catégorie de *cultures rétrogrades,* nous avons relevé que des arguments culturalistes et raciales sont encore avancés. Ils le sont à l'heure d'expliquer, par exemple, la pauvreté du peuple autochtone *Wayuu*, mais aussi lorsque l'on accuse les familles de perpétuer la pauvreté. Enfin, nous parlons *d'OVNI de la redistribution* pour faire ressortir le fait que les personnes interrogées conçoivent rarement une redistribution entre couches de la société. Elles proposent plutôt l'accès à l'éducation et au travail des plus pauvres. Par ailleurs, nous avons employé l'expression *familles suspectes* puisque le PTCFa et la politique dite de « l'assistanat » ont été très discutés parmi l'échantillon de personnes interrogées qui craignent ses effets.

Dans leurs représentations de la structure sociale, la plupart des personnes interrogées ne pensent pas que la méritocratie fonctionne ou considèrent que les relations interclasses sont difficiles et hiérarchiques. Ce sont les *salaires misérables* qui génèrent le plus d'indignation, lorsqu'ils sont comparés aux salaires des hauts fonctionnaires ou à ceux des parlementaires. Les inégalités en termes d'éducation et de santé ont suscité le plus d'attention. Enfin, nous observons un composant attitudinal : la plupart des personnes interrogées ne considèrent pas la pauvreté comme problématique et nous n'avons pas observé un appel ferme à la redistribution. Il est admis de venir en aide aux individus dans le besoin, à condition de ne pas leur donner directement de l'argent, et uniquement s'ils le méritent. Il y a donc toujours une évaluation morale au moment d'aider les personnes pauvres. Dans les préférences exprimées, nous avons observé une société plus sévère : parmi l'échantillon de personnes interrogées, nous avons pu relever un rejet majoritaire de la stratégie de « l'assistanat » (*asistencialismo*) et du PTCFa.

Après la conduite du terrain et l'analyse du matériau, nous nous sommes également permis de signaler les différents processus en jeu quand un individu qui vit en société doit se représenter la pauvreté. En termes généraux, on peut observer des associations, des oppositions, des classements, des mises en balance d'idées et des exercices comparatifs. Ce dernier nous révèle qu'on a besoin d'autrui et notamment d'un pauvre pour s'auto-positionner et se distinguer du même. En outre, nous avons montré différentes variables affectant les RSP accueillies ; notamment, le type de pauvreté représentée, la conjoncture et les émotions. Finalement, nous avons trouvé utile de distinguer entre la perception, la conceptualisation et les préférences, mais uniquement en tant qu'outil d'analyse. Nous reconnaissons que ces processus sont plutôt imbriqués dans la pensée individuelle.

Nous avons ainsi proposé un schéma conceptuel rendant compte du processus de réflexion sur la pauvreté. Cela nous a permis de renforcer l'hypothèse selon laquelle, pour un individu, avoir recours aux RSP de la société d'accueil ou à celles validées par son groupe de référence est plus « économique » sur le plan cognitif. Cela lui permet de satisfaire davantage les exigences morales de son milieu et de ses groupes de référence. Ces RSP ont déjà passé l'épreuve de réalité, de sorte que l'individu, en faisant recours, a moins de possibilités de se tromper dans une situation sociale liée à la pauvreté.

Cela nous a permis d'arriver au septième chapitre. Dans ceci, nous avons montré que trois formes de perception de la pauvreté subsistent dans la société colombienne comme en témoignent, de manière individuelle, les personnes interrogées. La naturalisation est le système qui a généré le plus d'intensité dans le discours et la culpabilisation le moins. Nous observons ainsi une naturalisation questionnée ou contestée. Elle l'est par ceux qui culpabilisent les pauvres dans le cadre de leurs stratégies de mobilité et de reproduction sociales. Pour ceux qui victimisent, renverser l'ancien système qui a infériorisé les plus pauvres semble impératif, car ils reconnaissent les injustices socio-économiques qui empêchent l'égalité des chances ou le fonctionnement de la méritocratie.

Nous pourrions statuer qu'il existe différents schémas de pensée, accueillis par différents groupes selon leurs intérêts. Si nous n'avons pas observé de variable unique, nous reconnaissons que chaque système fonctionne pour certains parcours sociaux. Nous avons observé que la culpabilisation fonctionne mieux pour ceux qui investissent dans leur capital productif et éducatif et aspirent à la mobilité sociale. Ils souhaitent que leurs mérites, ou ceux de leur famille, soient reconnus. La naturalisation, quant à elle, est fonctionnelle pour ceux qui se trouvent dans une position sociale favorable. Par exemple, ceux qui sont racialisés comme blancs ou qui bénéficient de dotations de capitaux avantageuses et peuvent s'en servir pour infériorisier les pauvres. Cela, même si la disposition est temporaire ou qu'elle porte sur une menace perçue. Il en va de même pour d'autres qui partagent des idées variées, telles que le racisme, des dogmes religieux rigides, des préjugés régionaux ou une autre conception de l'infériorité des personnes défavorisées. D'autres personnes se résignent au fait qu'elles sont pauvres, car leurs efforts pour améliorer leur condition ou leur statut ont échoué. En effet, nous constatons que les RSP qui naturalisent peuvent s'avérer efficaces dans certaines situations, comme lors du choix de résidence ou dans la posture à tenir dans l'espace public. Enfin, la victimisation, caractérisée par la mobilisation de causes structurelles, constitue le système de ceux qui s'indignent des inégalités. Leur éducation, leur politisation, leur déclassement

(individuel ou collectif) ou leur sensibilité à la réalité leur ont permis de se dissocier de leur aspiration à la reproduction sociale et de ne plus soutenir ce système social.

La naturalisation et la culpabilisation constituent les systèmes qui permettent aux individus, surtout à ceux qui se trouvent dans une position favorable, de se contenter d'une réalité inégalitaire. Les tenants de la naturalisation sont plus fatalistes et insouciants envers la pauvreté d'autrui ; ceux qui optent pour la culpabilisation sont davantage optimistes puisque acceptent la manière dont le système positionne chacun. S'agissant de la victimisation, les personnes qui s'y rattachent montrent une attitude d'indignation et combative lorsqu'ils sont mobilisés, mais pessimistes lorsqu'ils sont spectateurs d'injustices.

Face à cette variété et ces possibilités, dans le septième chapitre nous avons dû revenir à la théorie afin de trouver des réponses pouvant expliquer les résultats. Nous avons relevé deux éléments qui nous ont conduits à saisir le système dominant dans le contexte. Dans un premier temps, nous sommes revenus à la manière dont l'attachement de la société, caractérisé par un lien social prééminent, devrait favoriser un certain type de configuration par rapport à d'autres. Nous avons observé comment le lien de citoyenneté fait défaut, celui de participation élective semble menacé et puis comment le lien organique reflète la hiérarchie sociale. De ce fait, la société se trouve encore loin des régimes universalistes, organicistes ou volontaristes. Les institutions ni la morale majoritaire ne sont pas encore adaptées, et il est encore difficile pour l'État de mettre en pratique les principes de justice sociale prônés dans les lois. Nous avons ainsi dû revenir à la réalité de cette société, car les dispositions qui victimisent ou celles qui culpabilisent ne correspondent pas à sa réalité. En effet, en raison des stratégies de mobilité spatiale et de la ségrégation spatiale observées dans les deux villes étudiées, nous avons dû admettre que les RSP sont conçues pour une réalité qui les a rendues fonctionnelles. Pour quelqu'un qui veut économiser sur le plan cognitif, accepter la morale territoriale de la ville lui offre un outil valide de conduite. Cette démarche nous a permis de proposer que la naturalisation constitue le processus prééminant, même si non exclusif

En Colombie, nous statuons que la naturalisation est une manière de penser qui permet de vivre dans une société caractérisée par de grands écarts entre ses membres. Cela est en partie lié au fait que mettre en avant la reproduction sociale de sa propre famille est moralement acceptable, même si cela entraîne une perte du bien-être général. Naturaliser les conditions des personnes les plus pauvres permet de vivre avec un grand nombre de SDF en ville, ou encore d'observer que des enfants sont malnutris et périssent dans d'autres régions, voire dans des quartiers pas si éloignés, mais de vivre sans guère de problème avec cette réalité. Le LC tel

qu'il est, caractérisée par une méfiance envers les institutions de l'État et autrui, ne permet pas au citoyen de s'attacher à l'autre qui est dans une situation de pauvreté, sur un pied d'égalité. Alors que l'injonction collective à l'individualisme de famille semble plus maîtrisable.

Cela dit, il est important de remarquer que ce système est constamment en dispute, c'est pourquoi nous préférons parler d'une naturalisation de la pauvreté, à l'heure actuelle, questionnée. Contester la naturalisation de la pauvreté n'est pas non plus récent. Depuis l'époque coloniale, nous avons vu des personnes rendues en esclavage s'enfuir et la Couronne contrainte de l'accepter. De fait, le premier peuple libre et reconnu d'anciens esclavagés en Amérique a vu le jour en 1713, près de Carthagène. Toutefois, ces contestations ont surtout résonné depuis la seconde moitié du XXe siècle. Des changements normatifs importants ont émergé, principalement à partir de la Constitution politique colombienne de 1991, mais un changement du rapport au pauvre nécessite une transformation dans la manière de faire société. Les conditions permettant une égalité effective des chances et un traitement de la pauvreté considéré comme un devoir de la société ne sont pas encore réunies dans la société colombienne. Nous pouvons dire qu'elles sont encore en construction, puisque les liens LC, LPO et le LPE sont encore fragiles, et ce, malgré les avancées observées ces dernières années.

Nous voulons maintenant revenir sur les réponses que cette thèse apporte, car nous nous sommes posé plusieurs questions auxquelles nous souhaitons ici apporter des réponses claires.

Tout d'abord, il nous semble que la notion de RS permet de mettre en évidence ce que nous avons observé dans la réalité empirique : des rationalités partagées ayant une fonctionnalité pratique dans la vie des individus. S'agissant des significations de la pauvreté en Colombie, il nous semble que, dans les chapitres 5 et 6, nous avons pu rendre compte des différents répertoires ou contenus disponibles, voire, d'un noyau de représentations dominantes. Nous avons aussi mentionné d'autres représentations qui sont en discussion, souvent validées par certains groupes ou fonctionnant dans un contexte particulier. Nous remarquons que l'individu n'est pas une entité passive ou un réceptacle de la société, mais qu'il arrange ses expériences et dialogue avec des schémas partagés de son contexte. Toutefois, nous avons relevé que, pour l'individu, s'écarter des RSP dominantes peut entraîner un coût social.

Nous nous sommes demandé si nous pouvions parler d'une construction de société ou plutôt des représentations de groupes la composant. Dans le chapitre 5, nous avons rendu compte de dynamiques transversales aux différents groupes ou des préférences de société, par exemple une préférence pour l'assistance par le travail du pauvre. Les groupes se forment

surtout autour de leurs croyances et d'attitudes partagées envers la pauvreté et les inégalités. Nous avons néanmoins pu observer que certains traits entraînaient certaines orientations. L'éducation, le positionnement subjectif et l'âge sont les variables qui ont dévoilé le plus clairement des divisions. Elles-mêmes dévoilant d'autres divisions, comme entre les plus éduqués qui ne soutiennent pas les propos fonctionnalistes des inégalités et d'autres qui le font et conditionnent la redistribution.

À propos de la problématisation de la pauvreté, nous avons des réponses contrastées. La plupart des personnes interrogées ne l'ont problématisée qu'après avoir reçu un stimulus et cela même s'ils trouvent qu'elle est importante ou élevée en Colombie. Nous avons toutefois relevé qu'un groupe l'a fait en penchant pour une intervention de l'État visant à réduire les écarts. C'est dans le *comment* que nous observons une société qui n'est pas prête à le faire d'une quelconque manière. Elle dédaigne surtout des aides en espèces et gratuites.

Il nous reste à répondre à la question de savoir dans quelle mesure nous pouvons parler d'une construction propre de société. Dans le chapitre 6, nous avons dédié une section pour y répondre ; à savoir si les significations observées ou bien les différentes RSP repérées sont des catégories propres ou plutôt des appropriations d'idées historiques et actuelles qui circulent en Occident. Nous argumentons que, si les deux processus ont lieu, il existe un processus de réinterprétation, autant des idées historiques que celles du paradigme néo-libéral. Or, cela se produit en dialogue avec une réalité locale, ce qui rendrait compte d'un processus d'ancrage des RS, mais aussi de leur circulation à différents niveaux. Nous rencontrons ainsi des éléments propres à une rhétorique nationale qui passent ensuite par un filtre local où ils sont mis à l'épreuve de la réalité. De plus, historiquement, les idées ont été appropriées lorsqu'elles servent la différenciation sociale ayant lieu dans le contexte. Le récit officiel a moins accueillie et parfois stigmatisée des idées qui tendent à l'égalisation, notamment des idées inspirées du socialisme, qui ont été surtout associées aux groupes subversifs et sa contre-proposition d'Etat.

Il s'en suit la question posée à l'égard des fondements du lien social en Colombie. Si la TAS nous indiquait déjà que l'empreinte familialiste était la plus probable dans cette société, nous l'avons confirmé à l'aide de données historiques et empiriques. Au moins durant les trois siècles précédents, ce qui a fait société en Colombie a été l'institution familiale. Elle protège les individus et dispose d'un pouvoir important en matière d'intégration à la société. Cependant, la prééminence de la famille connaît des transformations importantes et, aujourd'hui d'autres liens offrent de nouvelles possibilités d'intégration et de protection aux individus. Si la morale dominante de la société implique une exaltation de la vie privée familiale, il s'en suit une sphère

civique affaiblie et une atomisation des intérêts. Cela rend plus difficile que le pauvre soit conçu comme un égal digne d'être protégé et secouru, sans parler des formes extrêmes de pauvreté qui mettent en danger la cohésion de la société. Nous avons observé comment certaines RSP et les mises en situation, mettent en exergue le vrai rapport aux plus pauvres et la morale de la société, en relation à la protection de l'entre-soi. C'est le cas du logement social dans les beaux quartiers de Bogota, lorsque le pauvre a été perçu comme une menace, la ségrégation résidentielle a été défendue par la plupart des profils et les propos qui naturalisent leur position ont été les plus évidents. Ainsi, à propos de l'hypothèse d'une naturalisation, elle serait le processus primaire, qui, à l'heure actuelle, provoque des contestations d'une partie de la société.

II — LES PRINCIPALES CONTRIBUTIONS DE LA THÈSE.

La présente recherche a voulu combler un vide existant dans la littérature en Colombie sur le sujet. La pauvreté a été traitée de différentes manières et étudiée scientifiquement, nonobstant les aspects subjectifs ont été très peu analysés, cela même si nous sommes reconnaissants de ceux qui ont initié le chemin, lesquels ont été cités dans notre étude.

Cette thèse, il nous semble, apporte divers éléments pertinents pour une meilleure compréhension du sujet et de la société colombienne. Nous avons voulu, tout d'abord, dépasser l'étude fragmentée de la pauvreté uniquement focalisée sur les populations appauvries. Puis, il nous a paru intéressant d'adopter une perspective globale de la société étudiée et à cet égard l'entrée par les liens sociaux s'est révélée féconde comme manière d'approfondir l'histoire d'un conglomérat humain. Nous avons pu, par exemple, étudier les expressions de la violence sans devoir en faire un objet à proprement parler, ce qui se produit dans la plupart des recherches réalisées en Colombie.

Théoriquement, nous avons mis à l'épreuve un cadre différent. Il s'accorde à un concept de pauvreté social, construit et relationnel, plus dynamique que la manière dont est abordée la pauvreté depuis ses aspects matériels, l'isolant de la société dans laquelle elle est étudiée. La TRS, pour sa part, a fourni des éléments pour comprendre les dynamiques autour des RSP, conçues non seulement comme des croyances ou des opinions, mais aussi en les comprenant depuis leur fonctionnalité pour la cohésion et la communication d'un groupe social. Méthodologiquement, nous avons eu recours tout au long de la thèse à différentes perspectives épistémologiques et regardé la perspective qualitative et la quantitative.

Enfin, s'agissant des principaux résultats de notre recherche, nous avons pu proposer une radiographie du rapport à la pauvreté actuel en Colombie. Nous avons signalé les transformations ayant lieu et les obstacles auxquels elles se confrontent, ce qui nous semble constituer un apport non négligeable. Et cela malgré le risque d'une démarche analytique à plusieurs niveaux d'étude qui cherche un aperçu général de la société colombienne. Nous soulignons aussi notre volonté d'effectuer une recherche comparative portant sur différents endroits du territoire colombien en vue de dépasser la focalisation de la plupart des recherches existantes, relatives à Bogota ou à des endroits reculés qui perdent leur connexion avec les principales dynamiques sociétales.

III — DISCUSSION À LA LITTÉRATURE.

Nous souhaitons nous situer dans la littérature revisitée dans le premier chapitre. D'abord, l'objectif méthodologique était de faire dialoguer deux manières d'arriver à la connaissance dans le domaine. En effet, chaque méthode nous a permis d'arriver à des réponses différentes, et cela, même si nous n'avons probablement pas pu exploiter l'intégralité du matériel quantitatif. La triangulation nous a permis d'aller au-delà d'une simple description des tendances de société, et de surmonter l'approche centrée sur les causes de la pauvreté. Nous avons approfondi les éléments qui poussent une société à adopter un schéma social sur la pauvreté et la manière dont cela peut influencer l'acceptation de la structure socio-économique et légitimer les inégalités présentes.

Une grande partie de nos résultats confirme ce qui a été observé dans d'autres échantillons et terrains du monde. Nous ne sommes pas les premiers à les mettre en évidence. Nous pensons notamment aux causes structuralistes observées dans d'autres PED (Carr et al., 1998 ; Lubker, 2004 ; Wollie, 2009 ; Vazquez & Panadero, 2009), parfois soutenus par les explications fatalistes (Ige, 2014 ; Szekely et al., 2003 ; Wollie, 2009). Nous avons aussi observé les changements d'opinion suite aux crises économiques et à l'évolution de la conjoncture (Paugam & Selz, 2005 ; Kluegel & Smith, 1986 ; Giuliano & Spilimbergo, 2009 ; Blekesaune 2007 ; Kallio & Niemela, 2014). Nous avons également confirmé de quelle manière la conception de la nature de la pauvreté est importante (Barrientos & Neff, 2011). De plus la perception erronée sur la magnitude de pauvreté semble une constante dans les populations (Norton & Ariely, 2011).

En termes généraux, au niveau macro, la théorie de la réflexion dans les PED comme l'ont démontré d'autres recherches s'avère insatisfaisante, y compris en Colombie. Les raisons

structuralistes ne sont pas le reflet d'une société égalitaire ni de citoyens qui transforment les institutions à l'instar de leur désir de justice sociale comme dans le cas européen.

Dans les variables individuelles, si nous avons des réponses contrastées en fonction de la question analysée, nous avons retrouvé dans nos résultats les théories explicatives les plus mobilisées dans les études des croyances sur la pauvreté. Nous évoquons la théorie de l'illumination, de l'intérêt propre, de la peur de l'égalité ou de la thèse de *l'underdog*. De plus, on observe la thèse de l'acteur-observateur sur l'explication structurelle et situationnelle appliquée à l'histoire propre et la culpabilisante et dispositionnelle à la pauvreté d'autrui. La *double conscience* est aussi présente, nous avons des résultats contradictoires chez un même individu ainsi qu'au niveau macro.

Il y a d'autres résultats qui se superposent aux perspectives et aux méthodes de recueil. Dans l'échantillon qualitatif, nous avons observé comment le positionnement subjectif compte et comment la plupart des individus cherchent à se situer dans la classe moyenne (Kluegel, 1987 ; Kraus et al., 2009 ; Rubin et al., 2014 ; Phan, 2011). Puis comment la figure de la pauvreté peut changer les dispositions et les explications (Oorschot, 2006 ; Chauhan, 2016 ; Laenen et al., 2019). C'est notamment le cas pour les figures culpabilisées ou associées au crime, surtout appliquées aux jeunes des quartiers populaires (Reis & Moore, 2005 ; Bayon, 2013 ; Saravi, 2016).

Nous corroborons également les résultats d'autres recherches en ce qui est du contenu des RSP. Nous observons notamment comment la pauvreté est vue pathologiquement, comme synonyme de passivité et dans ce sens, est source de stigma (Varyzgina & Kay, 2014 ; Meese et al., 2020) et de honte (Ortega, 2000 ; Ceirano, 2000). C'est pourquoi, dans les économies néo-libérales, personne ne veut être classé en tant que pauvre (Sosa & Molina, 2009 ; Ceirano, 2000 ; Ceirano & Rodriguez, 1999 ; Bayon, 2012, 2015 ; Accorssi & Scarparo, 2019 ; Marquez, 2003 ; Uribe & Jaramillo, 2016). Or, de fait, nous avons observé ce processus situationnel où l'individu admet sa pauvreté. Ce cas a lieu soit temporairement, soit puisqu'il parle au nom d'un groupe plus étendu, depuis l'intérêt de classe, soit parce qu'il a la possibilité d'obtenir quelque chose. Par ailleurs, nous avons observé un traitement similaire de l'urgence alimentaire du peuple autochtone *Wichi* en Argentine (Naharro, 2018) à celui du peuple *Wayuu* en Colombie, où des arguments culturalistes sont évoqués.

Nous ne pouvons plus rentrer dans les détails des contenus, mais nous observons qu'il y a des éléments communs, et cela, même entre pays développés et en développement. En

termes généraux, nous adhérons aux recherches qui signalent un processus de différenciation d'ordre moral (Paugam et al., 2017, Acorssi & Scarparo, 2019 ; Lo Vuolo, 1999 ; Moraes & Lopez, 2015 ; Bayon, 2015 ; Laurent, 2009 ; Jordana 2018).

Parmi ceux qui ont étudié la Colombie, nous rejoignons plusieurs recherches effectuées. D'abord, celles qui ont décrit la strate comme notion appropriée qui remplace celle des classes sociales (Uribe et al., 2006 ; Uribe, 2008). Ensuite, celles qui ont abordé la pauvreté comme frontière morale représentée en milieu urbain et notamment à Bogota (Uribe & Jaramillo, 2016 ; Bisiaux, 2012). Mais aussi celles qui ont parlé de cette partie de la population qui n'est pas consciente d'une structure inégalitaire (Amar et al., 2015). Puis nous remarquons l'importance du traçage des frontières symboliques à travers des éléments perceptibles (Alvarez-Rivadulla, 2018). De surcroît, certaines recherches ont signalé l'argument d'un ciblage frauduleux pour rejeter les PTC (Hernandez et al., 2020) ainsi que l'aversion à augmenter les dépenses sous forme de programmes pour les plus pauvres (García et al., 2022). Puis nous rappelons que, si l'idée d'une naturalisation de la pauvreté ou les inégalités avait été déjà utilisée (Pardo, 2008 ; Mayorga, 2018 ; Sandoval, 2022), cette recherche pousse son application à un autre stade.

IV — LA PERTINENCE DE LA TAS EN TANT QUE CADRE THÉORIQUE.

Dans le premier chapitre, nous avons exposé les raisons qui nous ont poussés à adopter cette théorie. Nous la considérons comme étant plus exhaustive. C'est précisément grâce à sa perspective sociétale que nous avons évité de nous retrouver dans une impasse en nous concentrant uniquement sur les données quantitatives ou sur les informations recueillies lors des entretiens.

Cela étant dit, nous soulevons des critiques potentielles à l'égard de cette approche. La théorie peut soulever des critiques à propos de ; l'idée de typologies qui encastrent les sociétés d'étude ou le risque d'essentialismes ; d'un eurocentrisme, à savoir comment le cas colombien, aussi complexe qu'il soit, peut être expliqué depuis l'étranger ; le fait que parler au nom d'une société peut se révéler ambitieux, étant donné l'existence de différents groupes et réalités présentes en son sein.

D'abord, certains peuvent dédaigner l'outil typologique. De fait, une interprétation rapide peut conduire le lecteur à faire des typologies une identité et donc une camisole de force pour la compréhension de différents phénomènes ayant lieu dans une société. Certains peuvent ne pas considérer les types idéaux comme des outils analytiques, mais plutôt comme les reflets

d'une réalité. Les risques sont donc l'essentialisme et le réductionnisme. Le risque d'essentialisme survient lorsque nous généralisons sur la façon d'être des Colombiens. Puis d'une conception normative de la société étudiée, où l'on s'intéresse à chercher la société idéale. Ce réductionnisme peut amener certains à vouloir instrumentaliser l'information que nous montrons. Certains pourront penser que le simple démontage de l'aspect familial suffirait pour transformer la société colombienne en une société plus proche de celles universalistes, comme les Scandinaves. Nous avons précisément voulu montrer qu'une transformation normative prend du temps, car soutenue dans une empreinte historique. Nonobstant, si nous parlons d'une empreinte ou d'un sentier, nous signalons encore que la typologie d'un régime familialiste est surtout un outil analytique. Enfin, le fonctionnalisme représente un risque, lorsque la société apparaît stable dans son fonctionnement en partant des comportements individuels. De fait nous avons montré les réticences à totalement accueillir les RSP qui naturalisent et les différentes manières de réinterpréter leurs réalités de la part des Colombiens enquêtés. La théorie et cette recherche ont toujours cherché à souligner le poids des agentivités ainsi que la coexistence des différentes RSP, dont certaines en dispute. La société ne peut pas être vue en monolithe et nous continuerons à le rappeler. La société est ouverte au monde, elle a évolué sur plusieurs plans, ce qui garantit son dynamisme et celui des RS.

Nous avons mis à l'épreuve la TAS à la lumière du cas colombien et, de fait, nous réalisons que la réalité empirique dépasse toujours la théorie. En effet, les types de perception proposés par S. Paugam donnent des orientations générales, mais c'est grâce aux cas qu'ils acquièrent un contenu. Cela permet l'émergence de systèmes de RSP contextuels. Nous revenons également au fait que nous n'observons pas une orientation unique dans l'échantillon ; un groupe de Colombiens a décidé de ne plus renforcer l'empreinte qui naturalise. Malgré cela, nous avons dû aussi reconnaître comment cette société se base encore sur la différenciation et ce type, la brosse. Cela se manifeste dans divers domaines, tels que l'associatif et le professionnel, en particulier en ce qui concerne l'accès aux droits. La théorie nous a ainsi donné les clés pour comprendre ces contradictions dans la société et les individus. Que ce soit par la *double conscience*, la *polyphasie cognitive*, ou le bricolage d'arguments, les discours mettent en évidence le désarroi des individus devant différentes visions de société qui leur sont offertes et puis les possibilités réelles du contexte.

La théorie, développée en France, peut susciter des questions de la part des études décoloniales ou postcoloniales sur son applicabilité dans des contextes très différents. Nous répondons que, dans la TAS, c'est la particularité de chaque société qui est mise en avant, notamment par l'accent mis sur les empreintes anthropologiques et historiques des sociétés

d'étude. De fait, la poursuite de cette idée relative de la pauvreté nous a incités à mieux comprendre les effets de l'entreprise colonisatrice qui a imposé le catholicisme, l'idée familiale et les distinctions raciales. Puis cette entrée nous a permis de comprendre comment l'appropriation d'idées a permis les modèles d'organisation de l'État sous la forme de république. Nous avons ainsi pu nous rapprocher d'une construction de société basée sur cette dynamique d'appropriation et d'imposition, et observer comment cela se reflète dans la société actuelle. C'est seulement en comprenant ce qui fait la société, voire ses liens sociaux et les différentes empreintes qui coexistent que nous pouvons offrir un diagnostic précis de celle-ci.

En outre, la comparaison mondiale (Paugam, 2023) nous permet d'observer des régularités dans les formes d'attachement de sociétés très différentes et dans le même temps des dynamiques particulières aux sociétés d'étude. Dans notre vision, la comparaison nous permet de gagner en compréhension et non de générer un classement des sociétés selon la meilleure. Par exemple, dans l'accompagnement de la vieillesse, nous pourrions nous demander si les solidarités familiales sont plus bienfaisantes que l'intermédiation. Ces questions, à notre avis, deviennent des possibilités de recherche et non de classement des sociétés, puisque chacune a ses propres défis. Nous écartons aussi toute idéalisation de société, car, comme on l'a vu, la famille montre de nombreuses fragilités dans le cas colombien.

D'autre part, parler au nom d'une société peut aussi générer des critiques dans des contextes nationaux où coexistent différents groupes. À savoir, des groupes ethniques, des composantes territoriales et des identités socio-culturelles. Cela a été par exemple remarqué par Virginia Gutierrez lorsqu'elle a décrit les différents types de familles colombiennes. Si nous avons voulu les traiter en nous intéressant à différentes configurations territoriales, il est certain que cette perspective trouve des limites. Depuis une perspective sociologique, notre objectif est d'offrir des réponses à cette échelle. Nous avons cherché à aller au-delà des analyses partielles et de l'individualisme méthodologique, qui, selon nous, ont réduit la connaissance sur la pauvreté à une myriade d'interventions ponctuelles et décontextualisées des sociétés.

V — LIMITES ET PORTÉE DE LA RECHERCHE.

Cette thèse constitue ainsi une hypothèse sur la société colombienne et sa relation aux plus pauvres. Cette recherche empirique a tenté de faire le mieux possible, tenant compte des capacités de la chercheuse et des limites d'une recherche de doctorat insufissament financée.

Nous reconnaissons plusieurs limites méthodologiques à nos résultats. Les enquêtes traitées dans le chapitre 5 présentent des variations dans les options de réponse selon les années, et certaines données souhaitées ne sont disponibles que pour des périodes passées. De plus, la façon de poser certaines questions peut influencer les résultats. Par exemple, nous avons constaté que les explications culturelles augmentent lorsque deux réponses sont proposées. D'autres pourront critiquer la méthode d'échantillonnage. Bien qu'elles utilisent des techniques statistiques pour garantir la représentativité, elles portent sur des échantillons réduits d'entre 1000 et 2000 personnes. Nous pouvons seulement répondre que celles-ci étant les seules informations disponibles, nous les utilisons comme base pour la recherche. C'est pourquoi nous apprécions l'enquête *Pulso Social* du DANE, qui a commencé à enquêter sur des sujets proches sur des échantillons d'environ trente mil personnes.

Nous reconnaissons également que le codage et l'analyse des entretiens dans NVIVO peuvent contenir des erreurs. Pour des résultats plus robustes, l'analyse devrait être effectuée par une équipe de recherche qui vérifierait les codes. Le résultat montrant une intensité accrue des discours de naturalisation et, en proportion, une moindre de culpabilisation peut être remis en question. Nonobstant, il s'agit d'un travail réalisé de manière itérative pendant deux ans. Il s'est, dans un premier temps, réalisé de manière inductive et, dans un deuxième temps, codé dans les systèmes des représentations. Puis, nous nous sommes cernés aux critères proposés par la théorie pour effectuer cette classification. Nous avons fait preuve d'une grande vigilance, mais nous reconnaissons qu'il est loin d'être parfait. De plus, notre échantillon pourrait inclure la participation d'autres groupes sociaux.

Enfin, notre objectif peut se révéler ambitieux quand on parle de la manière de faire société en Colombie, et à partir de là, du rapport aux plus pauvres. Nous en avons conscience, mais celui-ci reste un exercice de thèse. Il a cherché, avec la rigueur de la recherche et les protocoles correspondants, une nouvelle manière d'analyser la pauvreté et les inégalités en tant que sujets de société. Ainsi, nous pensons avoir atteint l'objectif d'offrir un aperçu de la manière dont est conçu le rapport aux plus pauvres et à la pauvreté dans la société colombienne à travers l'étude des RS associées.

BIBLIOGRAPHIE

Abouchedid, K., & Nasser, R. (2001). Poverty attitudes and their determinants in Lebanon's plural society. Journal of Economic Psychology, 22(2), 271-282. https://doi.org/10.1016/S0167-4870(01)00032-0

Abric, J.-C. (1994). Pratiques sociales et représentations (Presses Universitaires de France).

Abric, J.-C. (1996). De l'importance des représentations sociales dans les problèmes de l'exclusion sociale. In Exclusion sociale, insertion et prévention (ERES, p. 13-20).

Académie française. (2023). Riche, pauvre. In *Académie française*. https://www.academie-francaise.fr/riche-pauvre

Accorssi, A., & Scarparo, H. (2016). Social Representations of Poverty. Diversities and Resistances. En Psychosocial Implications of Poverty (p. 17-36). Springer.

Acero, L. E. (2007). Viotá, un paraíso en los Andes colombianos. Corcas editores Ltda.

Acuña Rodríguez, O. Y. (2018). Cédula de ciudadanía y documento electoral en Colombia. Historia y Espacio, 0(20), 27-56. https://doi.org/10.25100/hye.v0i20.7041

Agamben, G. (2011). *De la très haute pauvreté. Règles et forme de vie*. Payot & Rivages.

Agier, M. (1999). L'invention de la ville. Banlieues, townships, invasions et favelas. Éditions des Archives Contemporaines.

Ait Mansour, H. (2018). *Le Concept de Pauvreté entre Approches Individualistes et Collectivistes*.

Alesina, A. F., & Giuliano, P. (2009). Preferences for Redistribution (NBER Working Papers 14825). National Bureau of Economic Research, Inc. https://ideas.repec.org/p/nbr/nberwo/14825.html

Alesina, A., & Angeletos, G.-M. (2005). Fairness and Redistribution. American Economic Review, 95(4), 960-980. https://doi.org/10.1257/0002828054825655

Alesina, A., & Glaeser, E. (2004). Fighting Poverty in the US and Europe : A World of Difference. Oxford University Press. https://doi.org/10.1093/0199267669.001.0001

Alfonso, Ó. (2012). Bogotá segmentada. Reconstrucción histórico-social de la estructuración residencial de una metrópoli latinoamericana. Universidad Externado de Colombia.

Alfonso, Ó. A. (Ed.). (2017). Bogotá en la encrucijada del desorden. Estructuras socioespaciales y gobernabilidad metropolitana. Colección Economía Institucional n.° 13 (1a ed.). Universidad del Externado. http://www.jstor.org/stable/j.ctv18msprd

Aliaga-Linares, L., & Alvarez-Rivadulla, M. J. (2016). Segregación residencial en Bogotá a través del tiempo y diferentes escalas (WP10LL1SP). Documento de Trabajo de Lincoln Institute of Land Policy. https://aciur.net/wp-content/uploads/2023/04/segregacion-residencial-bogota-aliaga-lissette-documento-2.pdf

Allport, G. W. (1954). The nature of prejudice. (p. xviii, 537). Addison-Wesley.

Alokpaï, N., Mongbo, R. L., & Dossouhoui, F. V. (2018). Appréhender la pauvreté pour mieux la réduire. Africa Development / Afrique et Développement, 43(3), 83-106. JSTOR.

Alston, J. P., & Dean, K. I. (1972). Socioeconomic Factors Associated with Attitudes toward Welfare Recipients and the Causes of Poverty. Social Service Review, 46(1), 13-23. https://doi.org/10.1086/642795

Altemeyer, B. (1998). The Other "Authoritarian Personality". In M. P. Zanna (Éd.), Advances in Experimental Social Psychology (Vol. 30, p. 47-92). Academic Press. https://doi.org/10.1016/S0065-2601(08)60382-2

Alvarez L., S. (2013). Las transformaciones en el diagnóstico y asistencia a la pobreza: El neoliberalismo y la nueva Economía Política de la pobreza. La investigación en Trabajo Social, 11.

Alvarez L., S. Á. (2018). Pobreza y racismo en la prensa hegemónica argentina: In Pobreza en la prensa hegemónica de Colombia, Argentina y Brasil (p. 131-176). CLACSO ; JSTOR. https://doi.org/10.2307/j.ctvnp0jj8.7

Alvarez Leguizamón, S. (2005). *Trabajo y producción de la pobreza en latinoamérica y El Caribe : Estructuras, discursos y actores*. Consejo Latinoamericano de Ciencias Sociales - CLACSO.

Alvarez-Rivadulla, M. J. (2014). Tolerancia a la desigualdad en América Latina : Una exploración en Montevideo y Bogotá. Revista Ensambles, 1.

Alvarez-Rivadulla, M. J. (2025). El costo de las oportunidades. Universidad de los Andes.

Alvarez-Rivadulla., M. J. (2018). ¿"Los becados con los becados y los ricos con los ricos"? Interacciones entre clases sociales distintas en una universidad de elite. Desacatos, 59, 50-67.

Amar, J. A., Llanos, R. A., González, M. M., Monroy, E., Peña, O. C., Crespo, F. A., & Denegri, M. (2015). Beliefs about poverty related to social categorization in childhood. Suma Psicologica, 22(1). https://doi.org/10.1016/j.sumpsi.2015.05.002

Amar, J., Abello, Llanos, R., Denegri, M., Llanos, M., Pardo, M., Villadiego, T., Florez, C., & Duque, S. (2006). Representaciones acerca de la pobreza, desigualdad social y movilidad socioeconómica en estudiantes universitarios de la ciudad de Barranquilla, Colombia. Investigación & Desarrollo, 14(2), 312-329. Redalyc.

Amézquita, L. (2017). Espacio público y escalas de la segregación socioespacial en Bogotá [Universidad Nacional de Colombia]. https://repositorio.unal.edu.co/handle/unal/59688

Apostolidis, T., Duveen, G., & Kalampalikis, N. (2002). Représentations et croyances. Psychologie & Société, 5, 7–11.

Appelbaum, L. D. (2001). The Influence of Perceived Deservingness on Policy Decisions regarding Aid to the Poor. Political Psychology, 22(3), 419-442. JSTOR.

Archer, M. (1988). Culture and Agency: The Place of Culture in Social Theory. Cambridge University Press.

Archer, M. (1995). Realist Social Theory: The Morphogenetic Approach. Cambridge University Press.

Archila, M. (1994). Historiografía sobre los movimientos sociales en Colombia. Siglo XX. In *La historia al final del milenio. Ensayos de historiografía colombiana y latinoamericana* (p. 251-351). Editorial Universidad Nacional.

Archila, M. (2006). Los movimientos sociales y las paradojas de la democracia en Colombia. *Controversia*, *186*, 7-32.

Archila, M., Garcia, M., Parra, L., & Restrepo, A. M. (2019). *Cuando la copa se rebosa. Luchas sociales en Colombia, 1975-2015*. CINEP.

Arias, R., & Romero, M. (2006). *La ciudadanía no es como la pintan. Una mirada desde los jóvenes*. Viento Sur Publicaciones.

Atkins, M., & Osborne, R. (Éds.). (2006). Poverty in the Roman world. Cambridge University Press.

Atkinson, A. B. (1998). Social Exclusion, Poverty and Unemployment. In Atkinson, A. B. and Hills, John, Exclusion, Employment and Opportunity (p. 1-24). LSE STICERD.

Avanza, M., & Laferté, G. (2005). Dépasser la « construction des identités » ? Identification, image sociale, appartenance. *Genèses*, *61*(4), 134-152. Cairn.info. https://doi.org/10.3917/gen.061.0134

Avella-Gómez, M. (2011, décembre). Las instituciones laborales en Colombia 1905-1990. In M. T. Ramírez Giraldo & E. López Enciso (Éds.), *Capítulos de libro Banco de la República: Vol. Capítulo 15. Las instituciones laborales en Colombia 1905-1990. Pág.:553-649*. Banco de la República de Colombia. https://repositorio.banrep.gov.co/handle/20.500.12134/366

Avendaño, J. (2016). Representaciones territoriales de inseguridad, delincuencia y miedo en el espacio urbano de Bogotá: Formas simbólicas de apropiación y vivencialidad de la ciudad. EHESS.
Avendaño, J. (2017). Representaciones socio-espaciales (toporrepresentaciones) de Bogotá: Perspectivas de la (in)seguridad. Sociedad y Economía, 33, 55 75.
Ayola Betancourt, V. (2016). La asistencia social vista por los beneficiarios de un programa de lucha contra la pobreza: Apropiación y construcción de representaciones alrededor del programa Familias en Acción. Revista Opera, 18, 85-104. http://dx.doi.org/10.18601/16578651.n18.06
Ayola Betancourt, V. (2019). Condicionar, Focalizar e Invertir en Capital Humano: El programa "Familias En Acción" o la receta internacional de lucha contra la pobreza para Colombia. Revista Panorama Económico, Universidad de Cartagena, V 26 (1), Pp. 45-63
Ayola Betancourt, V. (2021). Ciudadanías ciudadanas: un estudio exploratorio sobre representaciones sociales de la ciudadanía en Francia y Colombia. Desafíos, 33(2). https://doi.org/10.12804/revistas.urosario.edu.co/desafios/a.8680
Babjáková, J., Dzuka, J., & Gresty, J. (2019). Perceived causes of poverty and subjective aspirations of the poor : A literature review. Ceskoslovenska psychologie, 63, 2019.
Bailey, S. R. (2009). Legacies of Race : Identities, Attitudes, and Politics in Brazil. Stanford University Press. http://www.sup.org/books/title/?id=17314
Banque Mondiale, Income Inequality—Composition by Quintile. LAC Equity Lab. (s. d.). [jeu de données]. https://www.worldbank.org/en/topic/poverty/lac-equity-lab1/income-inequality/composition-by-quintile
Barrientos, A., & Neff, D. (2011). Attitudes to Chronic Poverty in the « Global Village ». https://doi.org/10.1007/s11205-010-9606-7
Barro, R. (1999). Determinants of Democracy [Scholarly Articles]. Harvard University Department of Economics. https://EconPapers.repec.org/RePEc:hrv:faseco:3451297
Bastias, F., & Barreiro, A. (2023). Who is poor ? Analysis of social representations in an Argentine sample. Psico-USF, 28(1), 67-77. https://doi.org/10.1590/1413-82712023280106
Baubeau, P. (2015). Monnaie des pauvres, monnaie des riches au XIXe siècle. Revue d'économie financière, 120(4), 211-216. https://doi.org/10.3917/ecofi.120.0211
Bauman, Z. (2005). Work, consumerism and the new poor (2 éd). Open University Press Maidenhead, Berkshire.
Bayon, M. C. (2012). Images de lieux, stigmates et représentations de la pauvreté urbaine à Mexico. Problèmes d'Amérique latine, 87(5), 29-48. https://doi.org/10.3917/pal.087.0029
Bayon, M. C. (2013). Hacia una sociología de la pobreza : la relevancia de las dimensiones culturales. Estudios Sociológicos De El Colegio De México, 31(91), 87–112. https://doi.org/10.24201/es.2013v31n91.119
Bayon, M. C. (2015). La integración excluyente. Experiencias, discursos y representaciones de la pobreza urbana en México. (1.a ed.). Bonilla Artigas Editores.
Becker, H. (2002). Les ficelles du métier. La Découverte.
Bédard, M. (2016). Réflexion sur les perceptions, conceptions, représentations et affections, ou la quadrature des approches qualitatives en géographie. Cahiers de géographie du Québec, 60(171), 531–549. Érudit. https://doi.org/10.7202/1041221ar
Bedock, C., Duru-Bellat, M., & Tenret, É. (2012). La perception de la pauvreté dans un monde globalisé. *Revue de l'OFCE*, *N° 126*(7), 171-208. Cairn.info. https://doi.org/10.3917/reof.126.0171
Ben Alaya, D., & Campos, P. H. F. (2007). La représentation sociale de la mondialisation : Contenu, structure et organisation. Bulletin de psychologie, Numéro 487(1), 35-47. https://doi.org/10.3917/bupsy.487.0035
Benabou, R., & Ok, E. A. (2001). Social Mobility and the Demand for Redistribution : The Poum Hypothesis*. The Quarterly Journal of Economics, 116(2), 447-487. https://doi.org/10.1162/00335530151144078
Bertaux, D. (2016). Le récit de vie (4e éd., Vol. 128). Armand Colin.

Beuf, A. (2017). El concepto de territorio: De las ambigüedades semánticas a las tensiones sociales y políticas. En Ordenar los territorios. (Uniandes).
Bisiaux, R. (2012). Sociologie de la pauvreté, une confrontation empirique : Delhi et Bogotá. L'Économie politique, 56(4), 63 83. https://doi.org/10.3917/leco.056.0063
Blekesaune, M. (2007). Economic Conditions and Public Attitudes to Welfare Policies. European Sociological Review, 23(3), 393-403. https://doi.org/10.1093/esr/jcm012
Blekesaune, M., & Quadagno, J. (2003). Public Attitudes toward Welfare State Policies : A Comparative Analysis of 24 Nations. European Sociological Review, 19(5), 415-427. https://doi.org/10.1093/esr/19.5.415
Blofield, M. (Éd.). (2011). The Great Gap. Inequality and the Politics of Redistribution in Latin America. Penn State University Press; JSTOR. https://doi.org/10.5325/j.ctv14gp9cw
Bobbio, A., Canova, L., & Manganelli, A. M. (2010). Conservative ideology, economic conservatism, and causal attributions for poverty and wealth. Current Psychology: A Journal for Diverse Perspectives on Diverse Psychological Issues, 29(3), 222-234. https://doi.org/10.1007/s12144-010-9086-6
Bobo, L. (1991). Social Responsibility, Individualism, and Redistributive Policies. *Sociological Forum*, *6*, 71-92. https://doi.org/10.1007/BF01112728
Bobo, L., & Kluegel, J. R. (1993). Opposition to Race-Targeting : Self-Interest, Stratification Ideology, or Racial Attitudes? American Sociological Review, 58(4), 443-464. JSTOR. https://doi.org/10.2307/2096070
Bogart, L. (1989). Press and Public. Who Reads What, When, Where, and Why in American Newspapers. Routledge.
Bolitho, F. H., Carr, S. C., & Fletcher, R. B. (2007). Public thinking about poverty : Why it matters and how to measure it. International Journal of Nonprofit and Voluntary Sector Marketing, 12(1), 13-22. https://doi.org/10.1002/nvsm.220
Bonamousa, M. (1997). ¿Qué es la sociedad civil ? Una mirada a Colombia. In *Sociedad civil, control social y democracia participativa*. FESCOL.
Bonet, J., Reina-Aranza, Y., & Ricciulli-Marin, D. (2020). Movimientos sociales y desarrollo económico en Chocó, Colombia. Estudios Gerenciales, 36, 127–140.
Borhek, J. T., & Curtis, R. F. (1976). A Sociology of Belief. *Religious Studies*, *12*(1).
Botero, S. (2006). La reforma constitucional de 1936. El Estado y las políticas sociales en Colombia. Anuario Colombiano de Historia Social y de la Cultura, 33, 85-109. Redalyc.
Boudon, R. (1991). Individualisme et holisme dans les sciences sociales. In Sur l'individualisme. Théories et méthodes (2e éd., p. 45-59). Les Presses de la Fondation nationale des sciences politiques.
Bourdieu, P. (1980). Le sens pratique. Minuit.
Bourdieu, P. (1984). La représentation de la position sociale. Actes de la Recherche en Sciences Sociales, 52(1), 14–15. https://doi.org/10.3406/arss.1984.3521
Bourdieu, P. (1993). À propos de la famille comme catégorie réalisée. *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, *100*(1), 32-36. https://doi.org/10.3406/arss.1993.3070
Bourdieu, P. (1999). La domination masculine. Seuil.
Bourdieu, P. (Éd.). (1993). La misère du monde. Seuil.
Bourguignon, F. (2012). La Mondialisation de l'inégalité. La République des idées. Seuil.
Brimeyer, T. M. (2008). Research Note. Religious Affiliation and Poverty Explanations : Individual, Structural, and Divine Causes. Sociological Focus, 41(3), 226-237. https://doi.org/10.1080/00380237.2008.10571332
Brodier-Dolino, A. (2019). La pauvreté comme stigmate social. Constructions et déconstructions. *Metropolitiques*.
Brown-Iannuzzi, J. L., Lundberg, K. B., Kay, A. C., & Payne, B. K. (2015). Subjective status shapes political preferences. Psychological Science, 26(1), 15-26. https://doi.org/10.1177/0956797614553947

Bucca, M. (2016). Merit and blame in unequal societies : Explaining Latin Americans' beliefs about wealth and poverty. Research in Social Stratification and Mobility, 44. https://doi.org/10.1016/j.rssm.2016.02.005
Bullock, H. E. (1999). Attributions for poverty : A comparison of middle-class and welfare recipient attitudes. Journal of Applied Social Psychology, 29(10), 2059-2082. https://doi.org/10.1111/j.1559-1816.1999.tb02295.x
Bullock, H. E. (2008.). Justifying inequality : A social psychological analysis of beliefs about poverty and the poor. In The Colors of Poverty : Why Racial and Ethnic Disparities Persist. Russell Sage.
Bullock, H. E., Fraser, K., & Williams, W. R. (2001). Media Images of the Poor. Journal of Social Issues, 57(2), 229-246. https://doi.org/10.1111/0022-4537.00210
Bullock, H. E., Williams, W. R., & Limbert, W. M. (2003). Predicting support for welfare policies : The impact of attributions and beliefs about inequality. Journal of Poverty, 7(3), 35-56. https://doi.org/10.1300/J134v07n03_03
Burstein, P. (2003). The Impact of Public Opinion on Public Policy : A Review and an Agenda. Political Research Quarterly, 56(1), 29-40. JSTOR. https://doi.org/10.2307/3219881
Bushnell, D. (1993). *The Making of Modern Colombia: A Nation in Spite of Itself*. University of California Press.
Cabrera, J., Filgueira López, E., Aliaga Sáez, F., & Carretero, E. (2009). Pobre Latinoamérica rica. Reconstrucción del imaginario « Latinoamérica ». Sociedad Hoy, 17, 11-27.
Caldas, F. J. (1966). Del influjo del clima sobre los seres organizados. https://repositorio.unal.edu.co/handle/unal/2075
Calvo Ospina, H. (2010, décembre 16). En 1928, le massacre des bananeraies en Colombie. *Le Monde Diplomatique*. https://www.monde-diplomatique.fr/carnet/2010-12-16-colombie
Campbell, D., Carr, S. C., & MacLachlan, M. (2001). Attributing « third world poverty » in Australia and Malawi : A case of donor bias? Journal of Applied Social Psychology, 31(2), 409-430. https://doi.org/10.1111/j.1559-1816.2001.tb00203.x
Capron, G. (2004). Les ensembles résidentiels sécurisés dans les Amériques: Une lecture critique de la littérature. Espace géographique, 33, 97. https://doi.org/10.3917/eg.332.0097
Capron, G., & Esquivel, M. (2016). El enclave urbano, lógica socioespacial de la periferia urbanizada y sus efectos sobre la segregación residencial y la fragmentación urbana. https://repositorio.unal.edu.co/handle/unal/62657
Cariola, C., & Lacabana, M. (2001). La metropoli fragmentada: Caracas entre la pobreza y la globalizacion. EURE (Santiago), 27, 9–32.
Caro, M., & Flaureau, E. (2022). Nos voisins de la rue. Une cohabitation entre riches paroissiens et sans-abri. Espaces et sociétés, 186–187(3), 87–102.
Carr, S. C. Hoda Taef, Rosaura De M.S. Ribeiro, & Malcolm Maclachlan. (1998). Attributions for « Third World » Poverty : Contextual Factors in Australia and Brazil. Psychology and Developing Societies, 10(2), 103-114. https://doi.org/10.1177/09713336980100020
Carré, J. (2016). La prison des pauvres : L'expérience des workhouses en Angleterre. Éditions Vendémiaire.
Castaño, G. E. (2010). La pobreza en las representaciones sociales de los recolectores de café en torno a sí mismos y a su actividad. Revista de Antropología y Sociología : Virajes, 12, 89-125.
Castel, R. (1995). Les Métamorphoses de la question sociale. Une chronique du salariat. Fayard.
Castell, S., & Thompson, J. (2007). Understanding attitudes to poverty in the UK United Kingdom. Joseph Rowntree Foundation. https://www.jrf.org.uk/report/understanding-attitudes-poverty-uk-getting-publics-attention
Castells, M., & Mollenkompf, J. (1991). Dual city: Restructuring New York. Russell Sage Foundation.
Castillo, J., & Rivera, M. (2018). Common dimensions for poverty and wealth attributions. psyche, 27(2). https://doi.org/10.31235/osf.io/5xnrd
Castorina, J. A. (2016). La significación de la teoría de las representaciones sociales para la psicología. Perspectivas en Psicología: Revista de Psicología y Ciencias Afines, 13(1), 1-10.

Castro Carvajal, B. (2007). *Caridad y Beneficencia. El tratamiento de la pobreza en Colombia, 1870—1930*. Universidad Externado de Colombia.

Ceballos, M., & Lautier, B. (2013). Les CCTP en Amérique Latine. Entre modélisation internationale et conjonctures politiques nationales. *Revue Tiers-Monde, n°214*(2), 219-245.

Cegarra, J. (2021). Representaciones sociales y diseños de métodos mixtos. In F. Aliaga (Éd.), Investigación sensible. Metodologías para el estudio de imaginarios y representaciones sociales. USTA.

Ceirano, V. (2000). Las Representaciones Sociales de la Pobreza. Cinta de Moebio, 9. Redalyc. https://www.redalyc.org/articulo.oa?id=10100909

Ceirano, V., & Rodriguez, P. (1999). Las representaciones sociales de la pobreza. III Reunión de Antropología del Mercosur. Universidad Nacional de Misiones, Posadas.

Cespedes, S. (2015). Disposiciones, trayectorias e imaginarios sociales de Estado y ciudadanía en el proceso de reintegración de guerrilleros y paramilitares en Colombia. *Revista Colombiana de Sociología, 38*(1), 185-209.

Charbonnel, J.-M. (2014). Point de repère. Définir et mesurer la pauvreté : Un exercice délicat. Informations sociales, 182(2), 10-15. Cairn.info. https://doi.org/10.3917/inso.182.0010

Chauhan, A. (2016). Developing a Social Psychology of Poverty : Social Objects and Dialogical Representations. London School of Economics.

Chauhan, A., & Foster, J. (2014). Representations of Poverty in British Newspapers : A Case of 'Othering' the Threat? Journal of Community & Applied Social Psychology, 24(5), 390-405. https://doi.org/10.1002/casp.2179

Chevalier, L. (1958). Classes laborieuses et classes dangereuses pendant la première moitié du XIXe siècle. Plon.

Clawson, R. A., & Trice, R. (2000). Poverty as We Know It : Media Portrayals of the Poor. Public Opinion Quarterly, 64(1), 53-64. https://doi.org/10.1086/316759

CODHES. (2003). *La otra guerra : Destierro y repoblamiento. Informe sobre desplazamiento forzado, conflicto armado y derechos humanos en el 2002* (44; Codhes Informa). Consultoría para los Derechos Humanos y el Desplazamiento.

Collins, R. (2004). *Interaction ritual chains* (Princeton University Press).

Comisión de la verdad. (s. d.). Convivir, base para el surgimiento de las AUC. https://www.comisiondelaverdad.co/convivir-base-para-el-surgimiento-de-las-auc

Conger, K. J., & Conger, R. D. (2002). Resilience in Midwestern families: Selected findings from the first decade of a prospective, longitudinal study. Journal of Marriage and Family, 64(2), 361-373. https://doi.org/10.1111/j.1741-3737.2002.00361.x

Corbin, J., & Strauss, A. (2014). Basics of Qualitative Research Techniques and Procedures for Developing Grounded Theory (4a ed.). Sage.

Correa, F. (2001). Fundamentos de la organización social muisca. In *los chibchas adaptación y diversidad en los andes orientales de colombia* (p. 23-48).

Cortina, A. (2017). Aporofobia, el rechazo al pobre. Un desafío para la democracia. Paidos.

Coulon, A. (2014). *L'ethnométhodologie: Vol. 6e éd.* Presses Universitaires de France; Cairn.info. https://www.cairn.info/l-ethnomethodologie--9782130634935.htm

Cozzarelli, C., Wilkinson, A. V., & Tagler, M. J. (2001). Attitudes Toward the Poor and Attributions for Poverty. Journal of Social Issues, 57(2), 207-227. https://doi.org/10.1111/0022-4537.00209

Criqui, L. (2018). L'espace urbain : Espace dual ou mosaïque ? Inégalités et fragmentation urbaine dans les villes des Sud. Revue internationale et stratégique, 112(4), 129–138. https://doi.org/10.3917/ris.112.0129

Crutchfield, R. D., & Pettinicchio, D. (2009). « Cultures of Inequality » : Ethnicity, Immigration, Social Welfare, and Imprisonment. *The Annals of the American Academy of Political and Social Science, 623*, 134-147.

Cunin, E. (2004). Métissages et multiculturalisme en Colombie (Carthagène). L'harmattan.

Curtis, J., & Andersen, R. (2015). How Social Class Shapes Attitudes on Economic Inequality : The Competing Forces of Self-Interest and Legitimation (LIS Working papers 644). LIS Cross-National Data Center in Luxembourg. https://ideas.repec.org/p/lis/liswps/644.html

Dammert, G. M. (2018). Tres caminos para revitalizar el estudio sobre desigualdades sociales: fronteras simbólicas, espacio urbano y redes sociales. Una revisión bibliográfica. Sociológica (México), 33(95), 125-158.

Damon, J. (2010a). *Éliminer la pauvreté*. Presses Universitaires de France. https://doi.org/10.3917/puf.hirsc.2010.01

Damon, J. (2010b). *Questions sociales et questions urbaines*. Presses Universitaires de France. https://doi.org/10.3917/puf.damon.2010.01

Damon, J. (2018). *Les politiques familiales: Vol. 2e éd.* Presses Universitaires de France. https://doi.org/10.3917/puf.damon.2018.01

DANE. (2018). Medida de pobreza multidimensional municipal de fuente censal [Dataset]. https://dane.maps.arcgis.com/apps/MapJournal/index.html?appid=54595086fdd74b6c9effd2fb8a9500dc

DANE. (2019). Población indígena de Colombia resultados del censo nacional de población y vivienda 2018. Departamento Administrativo Nacional de Estadística. https://www.dane.gov.co/files/investigaciones/boletines/grupos-etnicos/presentacion-grupos-etnicos-2019.pdf

DANE. (2021). *Caracterizacion, censo habitantes de la calle 2021* [Censo]. Departamento Administrativo Nacional de Estadística.

DANE. (2021). *Encuesta de Cultura Política*. Departamento Administrativo Nacional de Estadística. https://www.dane.gov.co/files/investigaciones/ecpolitica/Presen_rueda_de_prensa_ECP_21.pdf

DANE. (2021). *Personas mayores en Colombia: Hacia la inclusión y la participación* (Nota Estadistica). Departamento Administrativo Nacional de Estadística. https://www.dane.gov.co/files/investigaciones/notas-estadisticas/nov-2021-nota-estadistica-personas-mayores-en-colombia.pdf

DANE. (2021). Proyección de Población total municipal a 31 de Diciembre de 2018 actualizado 2021. [Dataset]. https://www.dane.gov.co/index.php/estadisticas-por-tema/demografia-y-poblacion/proyecciones-de-poblacion/proyecciones-de-poblacion-bogota

DANE. (2022). Encuesta Pulso social (Resultados ronda 24; Pulso Social, p. 187). Departamento Administrativo Nacional de Estadística.

DANE. (2023). *Comunicado de prensa Encuesta Calidad de vida. Composición de los hogares.* Departamento Administrativo Nacional de Estadística.

DANE. (2024a). PIB total por departamentos [Dataset]. https://www.dane.gov.co/files/operaciones/PIB/anex-PIBDep-TotalDep-2023pr.xlsx

DANE. (2024b). Pobreza multidimensional. Anexo nacional. [Dataset]. https://www.dane.gov.co/index.php/estadisticas-por-tema/pobreza-y-condiciones-de-vida/pobreza-multidimensional

DANE. (2024c). Información Pobreza monetaria nacional 2023. Boletín técnico. [Pobreza monetaria]. Departamento Administrativo Nacional de Estadística. https://www.dane.gov.co/files/operaciones/PM/pres-PM-2023.pdf

Darling, V. I., & Friggeri, F. P. (2018). Un acercamiento a la dimension cultural de la pobreza en Brasil. In S. Á. Leguizamón (Éd.), Pobreza en la prensa hegemónica de Colombia, Argentina y Brasil (p. 205-238). CLACSO ; JSTOR. https://doi.org/10.2307/j.ctvnp0jj8.9

Davids, Y. D., & Gouws, A. (2013). Monitoring perceptions of the causes of poverty in South Africa. Social Indicators Research, 110(3), 1201-1220. https://doi.org/10.1007/s11205-011-9980-9

De Leon, R., & Herazo, D. (2009). Imaginarios sobre familia y pobreza de niños, niñas y jóvenes residentes en Orika. Islas del Rosario Cartagena de indias. Revista Palobra, Palabra Que Obra, 10(10), 57-72. https://doi.org/doi.org/10.32997/2346-2884-vol.10-num.10-2009-134

De Swaan, A., Manor, J., Øyen, E., & Reis, E. P. (2000). Elite Perceptions of the Poor : Reflections for a Comparative Research Project. Current Sociology, 48(1), 43-54. https://doi.org/10.1177/0011392100048001006

de Friedemann, N. S. (1990). Cabildos Negros Refugios de Africanía en Colombia. Caribbean Studies, 23(1/2), 83-97.

de Friedemann, N. S., & Cross, R. (1979). *Ma Ngombe : Guerreros y ganaderos en Palenque*. Carlos Valencia Editores.

Deaton, A. (2013). The Great Escape : Health, Wealth, and the Origins of Inequality. Princeton University Press. https://doi.org/10.2307/j.ctt3fgxbm

Defensoría del Pueblo. (2023, janvier 23). *El 2022 marcó un lamentable récord de homicidios a líderes sociales y personas defensoras de derechos humanos*. https://www.defensoria.gov.co/-/el-2022-marc%C3%B3-un-lamentable-r%C3%A9cord-de-homicidios-a-l%C3%ADderes-sociales-y-personas-defensoras-de-derechos-humanos

DEJUSTICIA. (2018). Informe Guajira 2018. https://www.dejusticia.org/wp-content/uploads/2018/09/Informe-Guajira-2018.pdf

Del Prado, R. (2020). Representaciones fotográficas de la sociedad del cansancio y la pobreza. Revista Latina de Comunicacion Social, 75, 291-312. https://doi.org/10.4185/RLCS-2020-1427

Delgado, S. (2007). Los marcos de acción colectiva y sus implicaciones culturales en la construcción de ciudadanía. *Universitas Humanística*, *64*, 41-66.

Della Fave, L. R. D. (1974). On the Structure of Egalitarianism. *Social Problems*, *22*(2), 199-213. https://doi.org/10.2307/799759

Della Porta, D., & Keating, M. (Éds.). (2013). *Enfoques y metodologías de las Ciencias Sociales Una perspectiva pluralista*. Akal.

Denegri, M., Cabezas Gaete, D., Sepuveda Aravena, J., del Valle Rojas, C., Gonzalez Gomez, Y., & Miranda Vargas, H. (2010). Representaciones sociales sobre pobreza en estudiantes universitarios chilenos. Liberabit, 16, 161-170.

Denti-Casas, F. (2012). Hacia una economía sin pobreza (1re éd.). Eduvim.

Destremau, B. (2020). «Envejecer bien es envejecer en su familia». Tensiones y transformaciones de la economía moral del cuidado en Cuba. *Intervención*, *9*(2), 25-44. https://doi.org/10.53689/int.v9i2.80

Destremau, B., & Salama, P. (2002). *Mesures et démesure de la pauvreté*. Presses Universitaires de France ; Cairn.info. https://doi.org/10.3917/puf.sala.2002.01

Deveaux, M. (2021). Toward a Relational Approach to Poverty. In M. Deveaux (Éd.), Poverty, Solidarity, and Poor-Led Social Movements (p. 0). Oxford University Press. https://doi.org/10.1093/oso/9780190850289.003.0003

Di Méo, G. (1998). De l'espace aux territoires : Éléments pour une archéologie des concepts fondamentaux de la géographie. L'Information Géographique, 62(3), 99–110. https://doi.org/10.3406/ingeo.1998.2586

Di Méo, G. (2006). Des classes aux formations socio-spatiales, éléments d'épistémologie de la géographie sociale. Travaux de l'Institut de Géographie de Reims, 32(125), 33–39. https://doi.org/10.3406/tigr.2006.1509

Di Méo, G. (2011). La territorialité : Une tension régulatrice des contradictions territoriales. En Proceedings du 1er colloque international du CIST. Université de Bordeaux. https://oskar-bordeaux.fr/handle/20.500.12278/180271

Di Méo, G., & Buléon, P. (2005). L'espace social. Lecture géographique des sociétés. Armand Colin.

Dobson, K., & Knezevic, I. (2017). 'Liking and Sharing' the stigmatization of poverty and social welfare : Representations of poverty and welfare through Internet memes on social media.

tripleC: Communication, Capitalism & Critique, 15(2), 777-795. https://doi.org/10.31269/TRIPLEC.V15I2.815
Doise, W. (1990). Les représentations sociales. En Traité de Psychologie cognitive. Éditions Dunod.
Doise, W. (1992). L'ancrage dans les études sur les représentations sociales. Bulletin de psychologie, 45(405), 189–195. https://doi.org/10.3406/bupsy.1992.14126
Dolinar, M., & Sitar, P. (2013). The use of stereotypical images of Africa in fundraising campaigns. Journal of Research in National Development, 11(1).
Dorier, E., & Dario, J. (2018). Les espaces résidentiels fermés à Marseille, la fragmentation urbaine devient-elle une norme ? Espace géographique, 47(4), 323–345.
Duchesne, S. (1997). Citoyenneté à la française. Presses de Sciences Po.
Duflo, E., & Banerjee, A. V. (2012). Repenser la pauvreté. Seuil.
Dureau, F. (Ed.). (2007). Ciudades y sociedades en mutación. Lecturas cruzadas sobre Colombia. Universidad Externado de Colombia.
Dureau, F., Contreras, Y., Cymbalista, R., Le Roux, G., & Piron, M. (2015). Evolución de la intensidad y de las escalas de la segregación residencial desde los años 1990: Un análisis comparativo. En Movilidades y cambio urbano: Bogotá, Santiago et São Paulo (p. p.127-156). Universidad Externado de Colombia. https://shs.hal.science/halshs-01424532
Durkheim, É. (1898). Représentations individuelles et représentations collectives. Revue de Métaphysique et de Morale, 4.
Durkheim, É. (1975). La famille conjugale. In *Textes* (Vol. 3). Les Éditions de Minuit.
Durkheim, É. (2010). *Leçons de sociologie*. Presses Universitaires de France.
Durkheim, É. (2012). Les règles de la méthode sociologique (Éd.1895) (Ed. 1985). BNF Hachette livre.
Durkheim, É. (2013a). De la division du travail social. PUF.
Durkheim, É. (2013b). Le suicide. PUF.
Durkheim, É. (2016). L'éducation morale. PUF.
Duru-Bellat, M., & Tenret, É. (2009). L'emprise de la méritocratie scolaire : Quelle légitimité ? Revue française de sociologie, 50(2), 229-258. https://doi.org/10.3917/rfs.502.0229
Duvoux, N. (2009). *L'autonomie des assistés. Sociologie des politiques d'insertion*. Presses Universitaires de France.
Duvoux, N., & Rodriguez, J. (2016). La pauvreté insaisissable. Enquête(s) sur une notion. Communications, 98(1), 7-22. Cairn.info. https://doi.org/10.3917/commu.098.0007
Echeverria, Martín. (2014). *Representaciones de la pobreza en contextos de crisis : Un ejercicio desde el análisis crítico del discurso / Martín Echeverría Victoria.*
Eiró, F. (2017). *La régulation familialiste de la pauvreté : le cas du Programme Bolsa Família dans la région Nordeste du Brésil*. [EHESS]. https://doi.org/10.17605/OSF.IO/7PJ3Y
El Espectador. (2015). Casas para pobres en zona de ricos es detrimento, dice decisión judicial. https://www.elespectador.com/noticias/bogota/casas-para-pobres-en-zona-de-ricos-es-detrimento-dice-decision-judicial/
Elguezabal, E. (2014). Que nul n'entre si... Les usages sociaux de la sécurité dans les « copropriétés fermées » de Buenos Aires. Actes de la recherche en sciences sociales, 4(204), 10–23.
Ellemers, N. (2001). Individual upward mobility and the perceived legitimacy of intergroup relations. In The psychology of legitimacy: Emerging perspectives on ideology, justice, and intergroup relations. (p. 205-222). Cambridge University Press.
ENS. (2019). *La paz se construye con garantías para la libertad sindical. Informe sobre violaciones a los derechos humanos de los y las sindicalistas en Colombia* (26; Cuaderno de Derechos Humanos, p. 102). Escuela Nacional Sindical. https://www.ens.org.co/wp-content/uploads/2019/05/CUA_DDHH_26_WEB.pdf
Esping-Andersen, G. (1990). The Three Political Economies of the Welfare State. International Journal of Sociology, 20(3), 92-123. JSTOR.

Espinosa, A. (2015). Desarrollo humano y desigualdades en Cartagena de Indias, 1980-2015. En Abello & Florez, Los desterrados del paraíso. Raza, pobreza y cultura en Cartagena de Indias (pp. 220–250).
Esposito, L., Corazzini, L., & Majorano, F. (2011). Exploring the absolutist vs relativist perception of poverty using a cross-country questionnaire survey. Journal of Economic Psychology, 32(2), 273-283. https://doi.org/10.1016/j.joep.2009.10.007
Fainstein, S., Gordon, I., & Harloe, M. (1992). Divided cities. Blackwell.
Fals-Borda, O. (1961). *Campesinos de los Andes*. Iqueima.
Fassin, D. (1996). Exclusion, underclass, marginalidad : Figures contemporaines de la pauvreté urbaine en France, aux Etats-Unis et en Amérique latine. Revue française de sociologie, 37(1), 37-75. JSTOR. https://doi.org/10.2307/3321945
Fassin, D. (2009). Les économies morales revisitées. *Annales. Histoire, Sciences Sociales*, *64e année*(6), 1237-1266. Cairn.info. https://doi.org/10.3917/anna.646.1237
Fassin, D. (2009). Les économies morales revisitées. Annales. Histoire, Sciences Sociales, 64e année(6), 1237-1266. https://doi.org/10.3917/anna.646.1237
Fassin, D. (2016). Une anthropologie politique et morale de la question sociale. De la culture de la pauvreté à la critique de la domination. Entretien. *Communications*, *98*(1), 147-158. Cairn.info. https://doi.org/10.3917/commu.098.0147
Feagin J. R. (1975). Subordinating the poor: welfare and american beliefs. Prentice-Hall.
Feagin, J. R. (1972). Poverty: We Still Believe That God Helps Those Who Help Themselves. Psychology Today, 6(6), 101-110, 129.
Feagin, J. R., Coward, B., & Williams, J. A. (1973). The Culture of Poverty Debate : Some Additional Data. Social Problems, 21, 621-634.
Feather, N. T. (1974). Explanations of poverty in Australian and American samples : The person, society, or fate? Australian Journal of Psychology, 26(3), 199-216. https://doi.org/10.1080/00049537408255231
Feller, L. (2020). Pauvreté et famines au Moyen Âge. Raison présente, 213(1), 31-41. https://doi.org/10.3917/rpre.213.0031
Finn, R. (2006). Portraying the poor : Descriptions of poverty in Christian texts from the late Roman empire. In M. Atkins & R. Osborne (Éds.), Poverty in the Roman World (p. 130-144). Cambridge University Press; Cambridge Core. https://doi.org/10.1017/CBO9780511482700.009
Fischer, A. (2013). The Political within the Depoliticised : Poverty Measurement and Implicit Agendas in the MDGs. In M. Langford, A. Sumner, & A. E. Yamin (Éds.), The MDGs and Human Rights : Past, Present and Future (p. 119-142). Cambridge University Press.
Fischer, A. M. (2018). Poverty as ideology. Rescuing social justice from global development agendas. ZED Books.
Flament, C. (1994). Structure, dynamique et transformation des représentations sociales. En J.-C. Abric (Ed.), Pratiques sociales et représentations. Presses Universitaires de France.
Flanagan, C. A., Kim, T., Pykett, A., Finlay, A., Gallay, E. E., & Pancer, M. (2014). Adolescents' theories about economic inequality : Why are some people poor while others are rich? *Developmental Psychology*, *50*(11), 2512-2525. https://doi.org/10.1037/a0037934
Flórez-Malagón, A. G. (2021). Ustedes los pobres, nosotros los ricos : Industrias culturales extranjeras y gusto social en Bogotá, 1940-1970. Pontificia Universidad Javeriana.
Forina, M., Armanino, C., & Raggio, V. (2002). Clustering with dendrograms on interpretation variables. Analytica Chimica Acta, 454, 13-19.
Forsé, M., & Galland, O. (2011). Les Français face aux inégalités et à la justice sociale. Armand Colin ; https://www.cairn.info/les-francais-face-aux-inegalites-et-a-la-justice-s--9782200259181.htm
Forsé, M., & Parodi, M. (2009). Une théorie de la cohésion sociale. The Tocqueville Review/La revue Tocqueville, 30(2), 9-35. https://doi.org/10.1353/toc.0.0024
Forsé, M., & Parodi, M. (2010). Une théorie empirique de la justice sociale. Editions Hermann.

Forsé, M., & Parodi, M. (2020). Le sens du juste. Enquête sur les représentations de la justice sociale. Les Presses de l'Université Laval ; JSTOR. https://doi.org/10.2307/j.ctv1h0p0v5

Foster, C. H. (2008). The Welfare Queen : Race, Gender, Class, and Public Opinion. Race, Gender & Class, 15(3/4), 162-179. JSTOR.

Frère, B., & Jacquemain, M. (2008). Fonder ou représenter : de l'apriorisme et du constructivisme en sciences sociales. Quelques clefs de lecture en guise d'introduction. In *Épistémologie de la sociologie* (p. 11-28). De Boeck Supérieur; Cairn.info.

Fresneda, O., Social.", P. "Mitigación de la P. y D., & Programme, U. N. D. (1997). *Reducción de la pobreza en Colombia : El impacto de las políticas públicas*. Programa de las Naciones Unidas para el Desarrollo. https://books.google.com.co/books?id=o8vLAAAACAAJ

Fressoz, J.-B., & Locher, F. (2015). L'agir humain sur le climat et la naissance de la climatologie historique, XVIIe-XVIIIe siècles. Revue d'histoire moderne & contemporaine, 62-1(1), 48-78. https://doi.org/10.3917/rhmc.621.0048

Friede, J. (1976). *El Indio en lucha por la tierra. Historia de los resguardos del macizo central colombiano.* (3e éd.). Punta de Lanza.

Furnham, A. (1982). Explanations for unemployment in Britain. European Journal of Social Psychology, 12(4), 335-352. https://doi.org/10.1002/ejsp.2420120402

Furnham, A., & Procter, E. (1989). Belief in a just world : Review and critique of the individual difference literature. British Journal of Social Psychology, 28(4), 365-384. https://doi.org/10.1111/j.2044-8309.1989.tb00880.x

Galli, I., & Fasanelli, R. (1994). The Social Representation of Poverty : A Naples Pilot Study. *Papers on Social Representations, 3*.

Gallie, D., & Paugam, S. (2000). Welfare Regimes and the Experience of Unemployment in Europe. Oxford University Press.

Gallie, D.., & Paugam, S. (2003). Social precarity and social integration / report written by Duncan Gallie and Serge Paugam for the European Commission Directorate-General Employment Eurobarometer 56.1. Office for Official Publications of the European Communities.

Gamboa, I. (2007). La pobreza como metáfora. Revista de Ciencias Económicas, 25(1). https://doi.org/10.15517/rce.v25i1.7184

García Villegas, M., & Espinosa, J. (2013). *El derecho al Estado. Los efectos legales del apartheid institucional en Colombia*. Dejusticia.

Garcia, D. E., & Pardo, N. G. P. (2010). Miradas cruzadas hacia la pobreza desde una perspectiva crítica transdisciplinaria. Cadernos de Linguagem e Sociedade, 11(1), 66-90. https://doi.org/10.26512/les.v11i1.9757

García, M., & Revelo, J. (2018). El Estado en la periferia: Historias locales de debilidad institucional. Colección DeJusticia.

García-Castro, J., Willis, G., & Rodríguez-Bailón, R. (2018). I know people who can and who cannot : A measure of the perception of economic inequality in everyday life. The Social Science Journal. https://doi.org/10.1016/j.soscij.2018.09.008

García-Sánchez, E., Castillo, J., Rodríguez-Bailón, R., & Willis, G. (2022). The Two Faces of Support for Redistribution in Colombia : Taxing the Wealthy or Assisting People in Need. Front Sociol. 7. https://doi.org/doi: 10.3389/fsoc.2022.773378.

Geremek, B. (1987). La potence ou la pitié. L'Europe et les pauvres du Moyen-Age à nos jours. Editions Gallimard.

Ghys, T. (2018). Introduction: Structural poverty and political agency. In: T. Ghys, Hernandez, A., V. Cuevas (Eds.). Poverty and Politics: North Mexican and International observations. Mexico City: AM Editors.

Ghys, T., & Inzunza, B. E. (2019). Probing Upper-Class Views on the Causes and Functionality of Poverty in North Mexico. Journal of Poverty, 23(4), 336-352. https://doi.org/10.1080/10875549.2019.1565802

Giddens, A. (1984). The Constitution of Society. Outline of the Theory of Structuration. Polity.

Gilens, M. (1999). Why Americans Hate Welfare. University of Chicago Press.

Giraldo, C. (2013). *Política social contemporánea en América Latina : Entre el asistencialismo y el mercado*. Ediciones desde Abajo ; Universidad Nacional de Colombia.

Giuliano, P., & Spilimbergo, A. (2009). Growing Up in a Recession : Beliefs and the Macroeconomy (Numéro 15321). National Bureau of Economic Research, Inc. https://EconPapers.repec.org/RePEc:nbr:nberwo:15321

Goffman, E. (1974). Frame analysis : An essay on the organization of experience. (p. ix, 586). Harvard University Press.

Golding, P., & Middleton, S. (1982). Images of welfare : Press and public attitudes to poverty. Robertson. https://api.semanticscholar.org/CorpusID:152376239

Gondard-Delcroix, C. (2007). Les représentations de la pauvreté : Quels échos aux indicateurs internationaux ? Une étude qualitative sur les Hautes Terres de Madagascar. Mondes en développement, 137(1), 51-66. https://doi.org/10.3917/med.137.0051

González, C. (2010). Naturaleza política y acciones colectivas de los movimientos sociales, un emblemático caso de movilización indígena. Universitas Humanística, 70, 79-100.

González, E., & Velásquez, F. (2003). *¿Qué ha pasado con la participación ciudadana en Colombia ?* Fundación Corona.

González, F. (1997). Legislación y comportamientos electorales: evolución histórica. CINEP.

González, R. B., & González, J. I. (2006). *Bien-estar y macroeconomía 2002-2006 : El crecimiento inequitativo no es sostenible* (Publicaciones, CID 2064). Universidad Nacional de Colombia, FCE, CID. https://ideas.repec.org/p/col/000121/002064.html

Gonzalez., N. A. (2010). « Se evita que de vagos pasen a delincuentes » : Santafé como una ciudad peligrosa (1750-1808). Anuario Colombiano de Historia Social y de la Cultura. https://www.redalyc.org/articulo.oa?id=127117211002

Goodwin, L. (1973). Middle-class misperceptions of the high life aspirations and strong work ethic held by the welfare poor. American Journal of Orthopsychiatry, 43(4), 554-564. https://doi.org/10.1111/j.1939-0025.1973.tb00824.x

Gordon, L. (2001). Who Deserves Help? Who Must Provide? The ANNALS of the American Academy of Political and Social Science, 577(1), 12-25. https://doi.org/10.1177/000271620157700102

Gore, C., & Figueiredo, J. (1997). Social exclusion and anti-poverty policy : A debate (110; Social exclusion and development policy series). International Institute for Labour Studies.

Green, M. (2006). Representing poverty and attacking representations : Perspectives on poverty from social anthropology. Journal of Development Studies, 42(7), 1108-1129. https://doi.org/10.1080/00220380600884068

Green, M., & Hulme, D. (2005). From correlates and characteristics to causes : Thinking about poverty from a chronic poverty perspective. World Development, 33(6), 867-879.

Green, S. F. (2018). Lines, traces, and tidemarks: Further reflections on forms of border. En O. Demetriou & R. Dimova (Eds.), The political materialities of borders (1a ed., Vol. 2, pp. 67–83). University of Manchester.

Griffin, W. E., & Oheneba-Sakyi, Y. (1993). Sociodemographic and political correlates of university students' causal attributions for poverty. Psychological Reports, 73(3, Pt 1), 795-800. https://doi.org/10.2466/pr0.1993.73.3.795

Grignon, C., & Passeron, J.-C. (1989). Le savant et le populaire. Misérabilisme et populisme en sociologie et en littérature. Gallimard Le Seuil.

Groupe Frontière. (2004) La frontière, un objet spatial en mutations. EspacesTemps.net [en ligne]

Guérin-Pace, F. (2007). 12. Le quartier entre appartenance et attachement: Une échelle identitaire ? En Le quartier (pp. 151–162). La Découverte. https://www.cairn.info/le-quartier--9782707150714-p-151.htm

Gugushvili, A. (2016). Intergenerational social mobility and popular explanations of poverty : A comparative perspective. Social Justice Research, 29(4), 402-428. https://doi.org/10.1007/s11211-016-0275-9

Guibet-Lafaye, C. (2012). Anomie, exclusion, désaffiliation : Dissolution de la cohésion sociale ou du lien social ? Pensée plurielle, 29(1), 11-35. https://doi.org/10.3917/pp.029.0011

Guimelli, C. (1999). Les représentations sociales (1-3453, p. 63-78). Presses Universitaires de France; https://www.cairn.info/la-pensee-sociale--9782130497776-p-63.htm

Guimond, S., & Palmer, D. L. (1989). Education, academic program and intergroup attitudes. Canadian Review of Sociology/Revue canadienne de sociologie, 26(2), 193-216. https://doi.org/10.1111/j.1755-618X.1989.tb00418.x

Gutierrez de Pineda, V. (1950). Organización social en la Guajira. Estudio etnográfico. Instituto Colombiano de Antropología e Historia. https://publicaciones.icanh.gov.co/index.php/picanh/catalog/download/249/273/1635?inline=1

Gutierrez de Pineda, V. (1968). *Familia y cultura en Colombia. Tipologías. Funciones y Dinámica de la Familia. Manifestaciones múltiples a través del mosaico cultural y sus estructuras sociales*. Universidad Nacional de Colombia.

Gutierrez de Pineda, V. (2005). Modalidades familiares de fin de siglo. *Maguaré (Bogota, Colombia), 19*.

Gutierrez de Pineda, V., & Vila de Pineda, P. (1988). Honor, familia y sociedad en la estructura patriarcal : El caso de Santander / Virginia Gutiérrez de Pineda ; Patricia Vila de Pineda. In *Honor, familia y sociedad en la estructura patriarcal : El caso de Santander /*. Centro Editorial Universidad Nacional.

Hadler, M. (2005). Why Do People Accept Different Income Ratios? : A Multi-level Comparison of Thirty Countries. Acta Sociologica, 48(2), 131-154. https://doi.org/10.1177/0001699305053768

Hamilton, K., Piacentini, M. G., Banister, E., Barrios, A., Blocker, C. P., Coleman, C. A., Ekici, A., Gorge, H., Hutton, M., Passerard, F., & Saatcioglu, B. (2014). Poverty in consumer culture : Towards a transformative social representation. Journal of Marketing Management, 30(17-18), 1833-1857. https://doi.org/10.1080/0267257X.2014.967929

Hancock, A. (2004). The Politics of Disgust: The Public Identity of the Welfare Queen. New York: NYU Press.

Hansen, H., Bourgois, P., Drucker, E., & Jay, J. (2014). Pathologizing Poverty : New Forms of Diagnosis, Disability, and Structural Stigma under Welfare Reform. Soc Sci Med, 103, 76-83. https://doi.org/10.1016/j.socscimed.2013.06.033

Harper, D. J., Wagstaff, G. F., Newton, J. T., & Harrison, K. R. (1990). Lay Causal Perceptions of Third World Poverty and the Just World Theory. Social behavior and personality, 18.

Heberle, A. E., & Carter, A. S. (2020). Young children's stereotype endorsement about people in poverty : Age and economic status effects. Children and Youth Services Review, 108. https://doi.org/10.1016/j.childyouth.2019.104605

Heider, F. (1958). The Psychology of Interpersonal Relations. Psychology Press. https://doi.org/10.4324/9780203781159

Heinich, N. (2006). La sociologie à l'épreuve des valeurs. Cahiers internationaux de sociologie, 121(2), 287-315. https://doi.org/10.3917/cis.121.0287

Henao, J., & Pinilla, V. (2009). Jóvenes y ciudadanías en Colombia : Entre la politización social y la participación institucional. *Revista Latinoamericana de Ciencias Sociales, Niñez y Juventud, 7*(2), 1405-1437.

Hernandez, J. S., Jiménez-Barbosa, W. G. & Acuña, J. S. (2020). Social Representations of Bogota -Colombia Inhabitants Regarding a Conditional Cash Transfer Policy. http://hdl.handle.net/20.500.12010/27727.

Hernandez-Ramos, P., Bachen, C. M., Raphael, C., Ifcher, J., Broghammer, M. (2019). Experiencing poverty in an online simulation: Effects on players' beliefs, attitudes and behaviors about poverty. Cyberpsychology: Journal of Psychosocial Research on Cyberspace, 13(3), article 1. http://dx.doi.org/10.5817/CP2019-3-1

Hilgartner, S., & Bosk, C. L. (1988). The Rise and Fall of Social Problems : A Public Arenas Model. American Journal of Sociology, 94(1), 53-78. JSTOR.
Hine, D. W., & Montiel, C. J. (1999). Poverty in developing nations : Cultural attributional analysis. European Journal of Social Psychology, 29(7), 943-959. https://doi.org/10.1002/(SICI)1099-0992(199911)29:7<943::AID-EJSP978>3.0.CO;2-5
Hine, D. W., Montiel, C. J., Cooksey, R. W., & Lewko, J. H. (2005). Mental Models of Poverty in Developing Nations : A Causal Mapping Analysis Using a Canada-Philippines Contrast. Journal of Cross-Cultural Psychology, 36(3), 283-303. https://doi.org/10.1177/0022022104273652
Hochschild, J. L. (1995). Facing Up to the American Dream. Princeton University Press; JSTOR. http://www.jstor.org/stable/j.ctt7rhtn
Hoggart, R. (1970). La culture du pauvre (Editions de minuit).
Hollis, M. (1994). The Philosophy of Social Science: An Introduction. Cambridge University Press.
Homan, P., Valentino, L., & Weed, E. (2017). Being and becoming poor : How cultural schemas shape beliefs about poverty. Social Forces, 95(3). https://doi.org/10.1093/sf/sox007
Hopkins, D. J. (2009). Partisan Reinforcement and the Poor : The Impact of Context on Explanations for Poverty*. Social Science Quarterly, 90(3), 744-764. https://doi.org/10.1111/j.1540-6237.2009.00641.x
Horton, T., Gregory, J. (2010). Why solidarity matters: the political strategy of welfare design. The Political Quarterly, 81(2).
Hossain, N., & Moore, M. (2005). Elite Perceptions of Poverty in Bangladesh. https://api.semanticscholar.org/CorpusID:153781318
Howarth, C. (2004). Re-presentation and resistance in the context of school exclusion : Reasons to be critical. *Journal of Community & Applied Social Psychology*, *14*(5), 356-377. https://doi.org/10.1002/casp.798
Howarth, C. (2006). A social representation is not a quiet thing : Exploring the critical potential of social representations theory. *British Journal of Social Psychology*, *45*(1), 65-86. https://doi.org/10.1348/014466605X43777
Huber, J., & Form, W. H. (1973). Income and Ideology : An Analysis of the American Political Formula. The Journal of Politics, 37(1), 291-293.
Hunt, M. O. (1996). The Individual, Society, or Both ? A Comparison of Black, Latino, and White Beliefs about the Causes of Poverty. Social Forces, 75(1), 293-322. JSTOR. https://doi.org/10.2307/2580766
Hunt, M. O. (2004). Race/Ethnicity and Beliefs about Wealth and Poverty. Social Science Quarterly, 85(3), 827-853. JSTOR.
Hunt, M. O., & Bullock, H. E. (2016). Ideologies and Beliefs about Poverty. In The Oxford Handbook of the Social Science of Poverty. Oxford.
IDEAAS UTB. (2021). Pobreza y desigualdad en 2020 : Balance en Cartagena y las ciudades del Caribe colombiano (No 3; Instituto de Estudios en Desarrollo, Economía y Sostenibilidad). Universidad Tecnológica de Bolívar. https://www.utb.edu.co/wp-content/uploads/2021/05/Boleti%CC%81n-No3-3may2021.d.pdf
Ige, K. D. (2014). The Layering of Poverty Attribution among Disadvantaged Groups in the Developing World. Mediterranean journal of social sciences, 5, 1993.
Ilich, P. (2020). De Manuel Quintín Lame a la Minga Social y Comunitaria. Dejusticia. https://www.dejusticia.org/column/de-manuel-quintin-lame-a-la-minga-social-y-comunitaria/
Inglehart, R., C. Haerpfer, A. Moreno, C. Welzel, K. Kizilova, J. Diez-Medrano, M. Lagos, P. Norris, E. Ponarin & B. Puranen (eds.). 2022. World Values Survey: All Rounds - Country-Pooled Datafile. Madrid, Spain & Vienna, Austria: JD Systems Institute & WVSA Secretariat. Dataset Version 3.0.0. doi:10.14281/18241.17
Iyengar, S. (1989). How Citizens Think about National Issues : A Matter of Responsibility. *American Journal of Political Science*, *33*(4), 878-900. JSTOR. https://doi.org/10.2307/2111113

Jaeger, M. M. (2009). United But Divided : Welfare Regimes and the Level and Variance in Public Support for Redistribution. European Sociological Review, 25(6), 723-737. https://doi.org/10.1093/esr/jcn079
Jalili, J. (2022). Urban Borderlines: Negotiating Spatial, Social, and Symbolic Boundaries in Urban Contexts. Social Problems, 69(2), 398–417. https://doi.org/10.1093/socpro/spaa038
Janmaat, J. G. (2013). Subjective Inequality : A Review of International Comparative Studies on People's Views about Inequality. European Journal of Sociology / Archives Européennes de Sociologie / Europäisches Archiv für Soziologie, 54(3), 357-389. JSTOR.
Janoschka, M. (2002). El nuevo modelo de la ciudad latinoamericana: Fragmentacion y privatizacion. EURE, 28, 11–20.
Janssen, R. (1984). *Viviendas y luchas populares en Bogota. El caso de Santa Rosa de Lima*. Tercer Mundo.
Jaramillo, I. C. (2013). *Derecho y familia en Colombia : Historias de raza, género y propiedad (1540-1980)*. Universidad de los Andes; Digitalia. https://www.digitaliapublishing.com/a/39279
Jaramillo, I. C. (2013). *Derecho y familia en Colombia : Historias de raza, género y propiedad (1540-1980)*. Universidad de los Andes; Digitalia. https://www.digitaliapublishing.com/a/39279
Jensen, T. (2014). Welfare Commonsense, Poverty Porn and Doxosophy. Sociological Research Online, 19(3), 277-283. https://doi.org/10.5153/sro.3441
Jiménez, M. F. (1989). « Mujeres incautas y sus hijos bastardos ». Clase, género y resistencia campesina en la región cafetera de Cundinamarca. 1900-1930 (primera parte). *Historia Crítica*, *1*(3), 69-82. https://doi.org/10.7440/histcrit3.1990.03
Jodelet, D. (1989). Folies et représentations sociales (PUF).
Jodelet, D. (1989). Représentations sociales : Un domaine en expansion. In Les représentations sociales (p. 45). Presses Universitaires de France. 10.3917/puf.jodel.2003.01.0045
Jodelet, D. (2002). Perspectives d'étude sur le rapport croyances/représentations sociales. 5, 157-178.
Jones, E. E., & Nisbett, R. E. (1972). The actor and the observer : Divergent perceptions of the causes of behavior. https://api.semanticscholar.org/CorpusID:150339394
Jordana, C. (2018). Les mots des inégalités. Représentations et stéréotypes des classes sociales à Santiago du Chili. EHESS.
Jost, J., & Major, B. (Éds.). (2001). The Psychology of Legitimacy Emerging Perspectives on Ideology, Justice, and Intergroup Relations. Cambridge University Press.
Journal of Open Source Software, 8(87), 5466. https://doi.org/10.21105/joss.05466
Juby, C., & Rycraft, J. R. (2004). Family Preservation Strategies for Families in Poverty. Families in Society, 85(4), 581-587. https://doi.org/10.1177/104438940408500417
Kalampalikis, N. (2006). Affronter la complexité: Représentations et croyances. En In V. Haas (Ed.), Savoirs du quotidien. Transmissions, Appropriations, Représentations. Rennes, Presses Universitaires de Rennes. (pp. 229–237).
Kalampalikis, N., & Moscovici, S. (2019). *Trois présupposés sur les représentations sociales* (p. 9-16). https://doi.org/10.17184/eac.1471
Kalampalikis, N., Jodelet, D., Michel, W., Moscovici, D., & Moscovici, P. (2019). Serge Moscovici. Un regard sur les mondes communs.
Kallio, J., & Niemelä, M. (2014). Who Blames the Poor? European Societies, 16(1), 112-135. https://doi.org/10.1080/14616696.2013.787435
Kane, E. W., & Kyyrö, E. K. (2001). For whom does education enlighten ? Race, gender, education, and beliefs about social inequality. Gender & Society, 15(5), 710-733. https://doi.org/10.1177/089124301015005005
Kaufman, N. & S. Shewprasad. (2005). The South Through the Northern Eye. Atlantic
Kaztman, R. (2001). Seducidos y abandonados: El aislamiento social de los pobres urbanos. Revista CEPAL.

Keenaghan, N., & Reilly, K. (2017). Mediating representations of poverty and development : A help or a hindrance? Third World Quarterly, 38(6), 1272-1290. https://doi.org/10.1080/01436597.2017.1282817
Kellerhals, J. (1987). Les types d'interactions dans la famille. L'Année sociologique (1940/1948), 37, 153-179.
Keys, W., & Pini, B. (2018). Aestheticising rural poverty: Representations of white working class youth in the documentary Rich Hill (2014). Studies in Documentary Film, 12(1), 1-15. https://doi.org/10.1080/17503280.2017.1357108
Khun, T. (2008). La Structure des révolutions scientifiques. Flammarion.
Kim, H., Huh, S., Choi, S., & Lee, Y. (2017). Perceptions of inequality and attitudes towards redistribution in four East Asian welfare states. International Journal of Social Welfare, 00, 1-12.
Kluegel, J. R., & Smith, E. R. (1986). Beliefs about inequality : Americans' views of what is and what ought to be. (p. 332). Aldine de Gruyter.
Kluegel, J. R., Csepeli, G., Kolosi, T. Orkeny, A., and Nemenyi, M. (1995). Accounting for the Rich and the Poor : Existential Justice in Comparative Perspective. En Social Justice and Political Change : Public Opinion in Capitalist and Post-Communist Nations. Kluegel, J. R., Mason, D. S. & Wegener, B. (eds.). De Gruyter, p. 179-208
Knell, M., & Stix, H. (2017). Inequality, Perception Biases and Trust (Numéro 211). Oesterreichische Nationalbank (Austrian Central Bank). https://ideas.repec.org/p/onb/oenbwp/211.html
Kraus, M. W., Tan, J. J. X., & Tannenbaum, M. B. (2013). The Social Ladder: A Rank-Based Perspective on Social Class. *Psychological Inquiry*, *24*(2), 81–96. https://doi.org/10.1080/1047840X.2013.778803
Kreidl, M. (2000). Perceptions of Poverty and Wealth in Western and Post-Communist Countries. Social Justice Research, 13(2), 151-176. https://doi.org/10.1023/A:1007597807110
Kuivalainen, S., & Niemela, M. (2010). From universalism to selectivism : The ideational turn of the anti-poverty policies in Finland. Journal of European Social Policy, 20(3), 263-276. https://doi.org/10.1177/0958928710364432
Kuziemko, I., Norton, M. I., Saez, E., & Stantcheva, S. (2015). How Elastic Are Preferences for Redistribution ? Evidence from Randomized Survey Experiments. American Economic Review, 105(4), 1478-1508. https://doi.org/10.1257/aer.20130360
Laderchi, C. R., Saith, R., & Stewart, F. (2003). Does it Matter that we do not Agree on the Definition of Poverty ? A Comparison of Four Approaches. Oxford Development Studies, 31(3), 243-274. https://doi.org/10.1080/1360081032000111698
Laé, J.-F., & Murard, N. (2012). Retour sur enquête : Ethnographie d'une ville ouvrière, Elbeuf 1980-2010 (2/2). Vacarme, 58(1), 176-203. https://doi.org/10.3917/vaca.058.0176
Laenen, T., Rossetti, F., & van Oorschot, W. (2019). Why deservingness theory needs qualitative research: Comparing focus group discussions on social welfare in three welfare regimes. International Journal of Comparative Sociology, 60(3), 190-216. https://doi.org/10.1177/0020715219837745
Lamont, M. (1992). Money, Morals, and Manners The Culture of the French and the American Upper-Middle Class. The University of Chicago Press.
Lamont, M. (2000). Meaning-Making in Cultural Sociology: Broadening Our Agenda. Contemporary Sociology, 29(4), 602–607. JSTOR. https://doi.org/10.2307/2654561
Lamont, M. (2002). The Dignity of Working Men Morality and the Boundaries of Race, Class, and Immigration. Russell Sage Foundation Books at Harvard University Press.
Lamont, M., & Molnár, V. (2002). The study of boundaries in the social sciences. Annual Review of sociology, 28, 167-195.
Lamont, M., & Small, M. L. (2008). How Culture Matters : Enriching Our Understandings of Poverty. In D. Harris & A. Lin (Éds.), The Colors of Poverty : Why Racial and Ethnic Disparities Persist (p. 76-102). Russell Sage Foundation.

Lamont, M., & Swidler, A. (2014). Methodological Pluralism and the Possibilities and Limits of Interviewing. Qualitative Sociology, 37(2), 153-171.
Lamont, M., Bail, C. A., & Lamont, M. (2005). Sur les frontières de la reconnaissance. Les catégories internes et externes de l'identité collective. Revue européenne des migrations internationales, 21(2), 4-4.
Lamont, M., Pendergrass, S., & Pachucki, M. (2015). Symbolic Boundaries. En J. Wright (Ed.), International Encyclopedia of Social and Behavioral Sciences. Oxford.
Lamont, M., Small M., Harding, D. (2010). Introduction. Reconsidering Culture and Poverty. Special Issue. The ANNALS of the American Academy of Political and Social Science 629(1): 6-27.
Lampis, A. (1999). El Acceso a la Salud Pública para los grupos de bajos ingresos en Bogotá. Misión Social.
Lampis, A. (2011). Desafíos conceptuales para la Política de Protección Social frente a la pobreza en Colombia. *Revista de Estudios Sociales*, *41*, 107-121.
Lampis, A. (2016). Lost in translation. Social protection and the search for security in Bogotá, Colombia. In *Untamed urbanism* (p. 93-107).
Lampis, A. (2022). The normalization of precarity : An ethnography of energy spaces and life at risk in Vila Nova Esperança (São Paulo, Brazil). *Desenvolvimento e Meio Ambiente*, *60*, 777-798. https://doi.org/.5380/dma.v60i0.85630 e-
Lampis, A., & Kiku Rodríguez, L. (2012). Colombia Between The Local and The Global: Regional Insertion Within The New Global Economy. *Sociedad Y Economía*, (22), 95–132. https://doi.org/10.25100/sye.v0i22.4027
Lancheros, Y. (2014). Viviendas para pobres en barrios ricos, ¿es el camino? El Tiempo. https://www.eltiempo.com/archivo/documento/CMS-14808564
Langlois, D., & Gaudreault, S. (2019). Représentations sociales de la pauvreté et des inégalités au Québec. Recherches sociographiques, 60(2), 429–458. https://doi.org/10.7202/1070978ar
Larsen, C. A. (2008). The Institutional Logic of Welfare Attitudes : How Welfare Regimes Influence Public Support. Comparative Political Studies, 41(2), 145-168. https://doi.org/10.1177/0010414006295234
Latinobarometro. (2020). [Jeu de données]. https://www.latinobarometro.org
Latour, B. (2005). *La science en action Introduction à la sociologie des sciences*. La Découverte.
Laurent, S. (2009). Le « poor white trash » ou la pauvreté odieuse du blanc américain. Revue française d'études américaines, 120, 79-95. JSTOR.
Laurin, K., Fitzsimons, G. M., & Kay, A. C. (2011). Social disadvantage and the self-regulatory function of justice beliefs. Journal of Personality and Social Psychology, 100(1), 149-171. https://doi.org/10.1037/a0021343
Lautier, B. (2010). Les politiques sociales à l'épreuve des réformes de marché. *Revue internationale de politique comparée*, *17*(3), 23-55.
Lavinas, L. (2013). 21st Century Welfare. New Left Review, 84, 5-40.
Le Forum - Bruxelles (Éd.). (2018). *Pauvrophobie—Petite encyclopédie des idées reçues sur la pauvreté*. Lucpire éditions.
Lee, B. A., Jones, S. H., & Lewis, D. W. (1990). Public Beliefs about the Causes of Homelessness. *Social Forces*, *69*(1), 253-265. JSTOR. https://doi.org/10.2307/2579617
Lefebvre, H. (1974). La production de l'espace (4e éd.). Editions Anthropos.
Lefebvre, H. (1980). La présence et l'absence. Contribution à une théorie des représentations. Casterman.
Lehman-Frisch, S. (2009). La ségrégation: Une injustice spatiale? Questions de recherche. Annales de géographie, 665–666(1–2), 94–115. https://doi.org/10.3917/ag.665.0094
Lemieux, C. (2012). Peut-on ne pas être constructiviste ? *Politix, n° 100*(4), 169-187. Cairn.info. https://doi.org/10.3917/pox.100.0169
Lens, V. (2002). Welfare Reform, Personal Narratives and the Media : How Welfare Recipients and Journalists Frame the Welfare Debate. Journal of Poverty, 6(2), 1-20. https://doi.org/10.1300/J134v06n02_01

Lepianka, D. A. (2007). Are the poor to be blamed or pitied? Ridderprint.
Lepianka, D. A., van Oorschot, W. J. H., & Gelissen, J. P. T. M. (2009). Popular explanations of poverty: A critical discussion of empirical research. Journal of Social Policy, 38(3), 421-438. https://doi.org/10.1017/S0047279409003092
Lepianka, D., Gelissen, J., & van Oorschot, W. (2010). Popular explanations of poverty in Europe : Effects of contextual and individual characteristics across 28 European countries. Acta Sociologica, 53(1), 53-72. https://doi.org/10.1177/0001699309357842
Lerner, M. J. (1980). The Belief in a Just World. In M. J. Lerner (Éd.), The Belief in a Just World : A Fundamental Delusion (p. 9-30). Springer US. https://doi.org/10.1007/978-1-4899-0448-5_2
Lewis, A., & Furnham, A. (1986). Reducing unemployment: Lay beliefs about how to reduce current unemployment. Journal of Economic Psychology, 7(1), 75-85. https://doi.org/10.1016/0167-4870(86)90013-9
Lewis, O. (1961). The Children of Sánchez : Autobiography of a Mexican family. Random House.
Lewis, O. (1966). La Vida : A Puerto Rican family in the culture of poverty. San Juan and New York. Random House.
Link, B. G., & Phelan, J. C. (2001). Conceptualizing Stigma. Annual Review of Sociology, 27(1), 363-385. https://doi.org/10.1146/annurev.soc.27.1.363
Lister, R. (2021). Poverty (2nd éd.). Cambridge: Polity Press.
Llull, G., & Pinardi, C. (2019). Expresiones coloquiales sobre la pobreza en Argentina, Colombia y México. In G. Llull, C. Pinardi, A. B. Chiquito, E. R. Mayer, & L. B. Q. Côrtes (Éds.), La pobreza en la prensa (p. 803-832). CLACSO; JSTOR. https://doi.org/10.2307/j.ctvnp0kbt.40
Lo Monaco, G., Delouvée, S., & Rateau, P. (Éds.). (2006). Les représentations sociales. Théories, méthodes et applications. Deboeck Supérieur.
Lo Vuolo, R. (Éd.). (1999). La pobreza... De la política contra la pobreza. CIEPP.
Loison-Leruste, M. (2014). Habiter à côté des SDF. Représentations et attitudes face à la pauvreté
Londoño Vélez, J. (2011). Movilidad social, preferencias redistributivas y felicidad en Colombia. Desarrollo y Sociedad, 68.
Lopez U, M. (2011). Salarios, vida cotidiana y condiciones de vida en Bogotá durante la primera mitad del siglo XX (1re éd.). Universidad de los Andes, Colombia; JSTOR. http://www.jstor.org/stable/10.7440/j.ctt1c3sp15
Lopez, O. (2018). Significados y representaciones de la minga para el pueblo indigena Pastos de Colombia. Psicoperspectivas, 17, 101-111.
Lopez, O. (2018). Significados y representaciones de la minga para el pueblo indigena Pastos de Colombia. Psicoperspectivas, 17, 101-111.
Lubker, M. (2004). Globalization and perceptions of social inequality. International Labour Review, 143(1-2), 91-128. https://doi.org/10.1111/j.1564-913X.2004.tb00547.x
Lunn-Rockliffe, S. (2006). A pragmatic approach to poverty and riches : Ambrosiaster's quaestio 124. In M. Atkins & R. Osborne (Éds.), Poverty in the Roman World (p. 115-129). Cambridge University Press; Cambridge Core. https://doi.org/10.1017/CBO9780511482700.008
Mannoni, P. (2012). Définition différentielle des représentations sociales: Vol. 6e éd. (p. 9-39). Presses Universitaires de France; https://www.cairn.info/les-representations-sociales--9782130607458-p-9.htm
Manza, J., & Cook, F. L. (2002). A Democratic Polity? : Three Views of Policy Responsiveness to Public Opinion in the United States. American Politics Research, 30(6), 630-667. https://doi.org/10.1177/153267302237231
Marquez E, J. W. (2012). De Vecinos a Ciudadanos. Las estrategias políticas y culturales en el proceso de formación de la ciudadanía en Colombia : 1810—1860. *Anuario de Historia Regional y de las Fronteras*, *16*(1), 295-316.
Marquez, F. (2003). Identidad y Fronteras urbanas en Santiago de Chile. Psicol. rev. (Belo Horizonte), 14. https://api.semanticscholar.org/CorpusID:161570278
Marshall, T. H. (1950). *Citizenship and social class and other essays*. Cambridge University Press.

Martínez-Franzoni, J. (2008). *¿Arañando bienestar? Trabajo remunerado, protección social y familias en America Central*. CLACSO.

Martinez-Franzoni, J., & Sánchez-Ancochea, D. (2018). Undoing segmentation ? Latin American health care policy during the economic boom. Social Policy & Administration, 52(6), 1181-1200. https://doi.org/10.1111/spol.12434

Martinez, A. (2007). Estudio de la pobreza urbana en cinco comunidades de la ciudad de Cali. Cuadernos de Economia, 26, 113-150.

Martuccelli, D. (2020). *Introducción heterodoxa a las ciencias sociales*. Siglo XXI Editores.

Marx, K. (1979). El capital: Libro I - capítulo VI inédito (7a. ed.). Siglo veintiuno.

Mateo-Perez, M.-A. (2002). La perspectiva cualitativa en los estudios sobre pobreza. Empiria. Revista de Metodología de Ciencias Sociales. 5, 69-85

Mau, S. (2003). The Moral Economy of Welfare States : Britain and Germany compared (1st Edition). Routledge.

Mayorga, A. (2018). Debates contemporáneos sobre la pobreza : Entre causas, representaciones y programas sociales. *Trabajo Social*, *20*(1), 163-193.

Mayorga, F. (2010). La primera cédula de ciudadanía en Colombia (1929-1952) o el fracaso de una institución. *Revista Chilena De Historia Del Derecho*, *22*, 955-986.

Mayorga, J. M., & Véliz, J. (2020). Segregación e inequidad en el acceso a servicios de educación, cultura y recreación en Bogotá, Colombia. *Cuadernos de Geografía: Revista Colombiana de Geografía*, *29*, 171-189. https://doi.org/10.15446/rcdg.v29n1.73395

Medellín, P. (2003). Elementos de teoría y método para escrutar las crisis de gobernabilidad de América Latina. Estudios políticos, (22), 85-122.

Meese, H., Baker, T., & Sisson, A. (2020). #WeAreBeneficiaries : Contesting Poverty Stigma Through Social Media. *Antipode*, *52*(4), 1152-1174. https://doi.org/10.1111/ANTI.12617

Melo, M. A. (1995). Parentesco y familia en algunas comunidades indígenas colombianas : Persistencia y cambio. *Avances en enfermeria*, *13*(1).

Merchán, V. J., (1975), Datos para la historia social, económica y del movimiento agrario de Viotá y del Tequendama. Estudios Marxistas, 9.

Merklen, D. (2003). Du travailleur au pauvre. La question sociale en Amérique latine. *Études rurales*, *1-2*(165-166), 171-196.

Merklen, D. (2009). *Quartiers populaires, Quartiers Politiques*. La Dispute/Snédit.

Merklen, D., & Filardo, V. (2019). Detrás de la línea de la pobreza: La vida en los barrios pobres de Montevideo. Pomaire.

Merolla, D. M., Hunt, M. O., & Serpe, R. T. (2011). Concentrated Disadvantage and Beliefs about the Causes of Poverty : A Multi-Level Analysis. Sociological Perspectives, 54(2), 205-228. JSTOR. https://doi.org/10.1525/sop.2011.54.2.205

Merrien, F.-X. (2013). Social Protection as Development Policy : A New International Agenda for Action. International Development Policy, 5, 83-100. https://doi.org/dx.doi.org/10.4000/poldev.1525

MESEP. (2009). *Pobreza monetaria en Colombia : Nueva metodología y cifras 2002-2010* (2; Misión para el Empalme de las Series de Empleo, Pobreza y Desigualdad). DANE, DNP, MESEP, Banco de la República. https://www.banrep.gov.co/sites/default/files/eventos/archivos/presentacion_Pobreza_Monetaria_en_Colombia_Carlos_Eduardo_Velez.pdf

Mestre, V., Samper, P., Frías-navarro, D., & Tur-Porcar, A. (2009). Are Women More Empathetic than Men ? A Longitudinal Study in Adolescence. The Spanish journal of psychology, 12, 76-83. https://doi.org/10.1017/S1138741600001499

Miller, K., Zulu, E. M., & Watkins, S. C. (2001). Husband-Wife Survey Responses in Malawi. Studies in Family Planning, 32(2), 161-174. JSTOR.

Misturelli, F., & Heffernan, C. (2001). Perceptions of poverty among poor livestock keepers in Kenya : A discourse analysis approach. Journal of International Development, 13(7), 863-875. https://doi.org/10.1002/jid.828
Moliner, P. (1994). Les méthodes de repérage et d'identification du noyau des représentations sociales. En C. Guimeli (Ed.), Structures et transformations des représentations sociales. Éditions Delachaux et Niestlé.
Moliner, P. (1996). Images et représentations sociales : De la théorie des représentations à l'étude des images sociales / Pascal Moliner. Presses universitaires de Grenoble.
Mollat, M. (1966). La notion de pauvreté au Moyen Âge : Position de problèmes. *Revue d'histoire de l'Église de France*, 5-23.
Monnickendam, M. (2010). Poverty perceptions of social workers and physicians in Israel. Social Work in Health Care, 49(10). https://doi.org/10.1080/00981389.2010.518877
Monroy, D. (2019). *Del Desarrollo de la Comunidad a la Acción Comunal, 1958-1968* [Historia]. Pontificia Universidad Javeriana.
Montes, A. (2015). *La représentation du sujet noir dans l'historiographie colombienne, le cas de Carthagène des Indes*. L'Harmattan.
Moraes, G., & López, M. (2015). « Brazilian people » in the eyes of elites : Repertoires and symbolic boundaries of inequality. SOCIOLOGIA&ANTROPOLOGIA, 05.01, 157-182.
Morcol, G. (1997). Lay explanations for poverty in Turkey and their determinants. The Journal of Social Psychology, 137, 728-738. https://doi.org/10.1080/00224549709595494
Morgan, J., & Kelly, N. (2013). Market inequality and redistribution in Latin America and the Caribbean. The Journal of Politics, 75(3), 672-685.
Morley, N. (2006). The poor in the city of Rome. In M. Atkins & R. Osborne (Éds.), Poverty in the Roman World (p. 21-39). Cambridge University Press; Cambridge Core. https://doi.org/10.1017/CBO9780511482700.003
Moscovici, D., & Moscovici, P. (Eds.), Serge Moscovici : Un regard sur les mondes contemporains. Éditions de la Maison des sciences de l'homme. doi :10.4000/books.editionsmsh.26605
Moscovici, S. (2004). La psychanalyse, son image et son public (3e éd.). PUF.
Moscovici, S. (2012). Raison et cultures. Editions EHESS.
Mosse, D. (2010). A Relational Approach to Durable Poverty, Inequality and Power. The Journal of Development Studies, 46(7), 1156-1178. https://doi.org/10.1080/00220388.2010.487095
Munera, A. (1998). *El fracaso de la nación. Región, clase y raza en el Caribe colombiano (1717-1810)*. Banco de la República- Áncora Editores.
Mutz, D. C., & Pedersen, R. T. (2019). Attitudes Toward Economic Inequality : The Illusory Agreement. Political Science Research and Methods, 7(4), 835-851. Cambridge Core. https://doi.org/10.1017/psrm.2018.18
Nagels, N. (2015a). Pérou vs. Bolivie. Représentations de la pauvreté. Outre-Terre, 43(2), 330-341. https://doi.org/10.3917/oute1.043.0330
Nagels, N. (2015b). Programas de transferencia condicionada y representaciones de la pobreza en Bolivia y Perú. Política y Sociedad, 52(3), 771-791. https://doi.org/10.18504/pl24 48-010-2016
Nagels, N. (2021). Gender, the World Bank, and conditional cash transfers in Latin America. *International Feminist Journal of Politics*, *23*, 1–22. https://doi.org/10.1080/14616742.2021.1895862
Nagels, N. (2023). Género y políticas de cuidado infantil en México : El caso del Programa de Estancias Infantiles para Apoyar a Madres Trabajadoras y/o Padres Solos (2007). Desenvolvimento em Debate, 11. https://doi.org/10.51861/ded.dmvtrt.1.115
Nagels, N. (2024). *Gender Equality in Conditional Cash Transfer Designs : A disappearing policy recipe in Latin America and the World Bank ? (Studies of the Americas)*. Palgrave Macmillan.
Naharro, N. (2018). Visiones sobre los indígenas en la prensa hegemónica argentina. In Pobreza en la prensa hegemónica de Colombia, Argentina y Brasil (p. 177-204). CLACSO; JSTOR. https://doi.org/10.2307/j.ctvnp0jj8.8

Nasser, R., Abouchedid, K., & Khashan, H. (2002). Perceptions of the causes of poverty comparing three national groups : Lebanon, Portugal and South Africa. Current Research in Social Psychology, 8(7), 101-119.
Nasser, R., Singhal, S., & Abouchedid, K. (2005). Causal attributions for poverty among Indian youth. *Current Research in Social Psychology*, *11*, 1-13.
Navez-Bouchanine, F. (Ed.). (2002). La Fragmentation en question: Des villes entre fragmentation spatiale et fragmentation sociale ? L'Harmattan.
Negura, L. (2006). L'analyse de contenu dans l'étude des représentations sociales. Sociologies pratiques, 1, 1–21. https://doi.org/10.4000/sociologies.993
Newman, K. S. (1999). No Shame in My Game. Penguin Random House.
Newman, K. S., & Massengill, R. P. (2006). The Texture of Hardship : Qualitative Sociology of Poverty, 1995-2005. Annual Review of Sociology, 32, 423-446. JSTOR.
Nielsen, G. M. (2008). Conditional Hospitality : Framing Dialogue on Poverty in Montréal Newspapers. Canadian journal of communication, 33. https://api.semanticscholar.org/CorpusID:145319541
Niemela, M. (2008). Perceptions of the causes of poverty in Finland. Acta Sociologica, 51(1), 23-40. https://doi.org/10.1177/0001699307086816
Nilson, L. B. (1981). Reconsidering Ideological Lines : Beliefs about Poverty in America*. The Sociological Quarterly, 22(4), 531-548. https://doi.org/10.1111/j.1533-8525.1981.tb00679.x
Nohlen, D. (2020). *El método comparativo*. UNAM.http://ru.juridicas.unam.mx:80/xmlui/handle/123456789/59523
Nonato, V., & Modesto, J. (2021). Social representations regarding firearms. Psicologia: teoria e prática, 23(1). http://dx.doi.org/10.5935/1980-6906/ePTPSP12622.
Norcia, M., & Rissotto, A. (2015). Subjective Perception and Causal Attributions for Poverty in Italy. Journal of Social Sciences, 11(2). https://doi.org/10.3844/jssp.2015.49.54
Norcia, M., Castellani, A. & Rissotto, A. (2010). The Process of Causal Attribution of Poverty: Preliminary Results of a Survey in Italy. OIDA International Journal of Sustainable Development, 1 (2), 85-97.
Norton, M. I., & Ariely, D. (2011). Building a Better America—One Wealth Quintile at a Time. Perspectives on Psychological Science, 6(1), 9-12. https://doi.org/10.1177/1745691610393524
Novak, N. L., Lira, N., O'Connor, K. E., Harlow, S. D., Kardia, S. L. R., & Minna Stern, A. (2018). Disproportionate sterilization of Latinos under California's eugenic sterilization program, 1920-1945. American Journal of Public Health, 108(5), 611-613. https://doi.org/10.2105/AJPH.2018.304369/SUPPL_FILE/REVISED
Núñez Jairo, Espinosa Silvia, «Asistencia social en Colombia, diagnóstico y propuestas », Universidad de los Andes, Documento CEDE 2005-42, Bogotá.
Nuñez, J., & Cuesta, L. (2006). Colombia : Programa Familias en acción. In *Transferencias con corresponsabilidad una mirada latinoamericana*. FLACSO.
OCDE. (2018), *A Broken Social Elevator? How to Promote Social Mobility*, OECD Publishing, Paris, https://doi.org/10.1787/9789264301085-en.
OCDE. (2023). *Heures travaillées* [Jeu de données]. https://www.oecd.org/fr/data/indicators/hours-worked.html
OCDE. (2023), Hours worked (indicator). doi: 10.1787/47be1c78-en
OF. (2016). *Diferenciales geográficos y sociales en las tipologías de familias en Colombia : 2014* (Boletin 2; Documentos de trabajo). Observatorio de la Familia.
OF. (2017). *La violencia y las familias en Colombia* (Boletin 10; Documentos de trabajo). Observatorio de la Familia.
OF. (2023). *Familias y matriz de la desigualdad social en Colombia* (Boletin 17). Observatorio de la Familia.
Oorschot, W. (2006). Making the difference in social Europe : Deservingness perceptions among citizens of European welfare states. Journal of European Social Policy, 16(1), 23-42. https://doi.org/10.1177/0958928706059829

Oorschot, W. J. H., & Halman, L. C. J. M. (2000). Blame or fate, individual or social? An international comparison of popular explanations of poverty. European Societies, 2(1), 1-28.
Oorschot, W. van. (2000). Who should get what, and why? On deservingness criteria and the conditionality of solidarity among the public. Policy & Politics, 28(1), 33-48. https://doi.org/10.1332/0305573002500811
Ortega, M. (2000). Etude de la pauvreté au Mexique. Représentation sociale et croyances. EHESS.
Ortega, M. (2006). La complejidad de un rostro. Representación social de la pobreza: Un estudio comparativo intercultural. Trayectorias: revista de ciencias sociales de la Universidad Nacional de Nuevo León, 20–21, 152–162.
Ortega, M. (2006). La complejidad de un rostro. Representación social de la pobreza : Un estudio comparativo intercultural. *Trayectorias: revista de ciencias sociales de la Universidad Nacional de Nuevo León*, *20-21*, 152-162.
Ortiz, A. (2015). Impacto del Consenso de Washington en Colombia. En A. Patiño, J. A. Bautista, & D. C. Jiménez (Éds.), *Temas de hacienda pública* (1re éd., p. 153-186). Ediciones USTA; JSTOR. http://www.jstor.org/stable/j.ctvb6v7cr.10
Osborne, D., & Weiner, B. (2015). A latent profile analysis of attributions for poverty : Identifying response patterns underlying people's willingness to help the poor. Personality and Individual Differences, 85, 149-154. https://doi.org/10.1016/j.paid.2015.05.007
Osgood, M. H. (1977). Rural and urban attitudes toward welfare. Social Work, 22(1), 41-47.
Pachon, X. (2008). La familia en Colombia a lo largo del siglo XX. In *Familias, cambios y estrategias*. Universidad Nacional de Colombia.
Page, B. I., & Shapiro, R. Y. (1983). Effects of Public Opinion on Policy. The American Political Science Review, 77(1), 175-190. JSTOR. https://doi.org/10.2307/1956018
Page, L., & Goldstein, D. G. (2016). Subjective beliefs about the income distribution and preferences for redistribution. Social Choice and Welfare, 47(1), 25-61. https://doi.org/10.1007/s00355-015-0945-9
Palacios, M. (2002). El café en Colombia (1850-1970): Una historia económica, social y política. 3a. ed. Planeta, Ediciones Uniandes, El Colegio de México.
Palomar, J., & Cienfuegos Martínez, Y. I. (2007). Pobreza y Apoyo Social : Un Estudio Comparativo en Tres Niveles Socioeconómicos. Revista Interamericana de Psicología/Interamerican Journal of Psychology, 41(2), 177-188. Redalyc.
Palomar, J., & Cienfuegos, Y. I. (2006). Impacto de las variables de personalidad sobre la percepción de la pobreza. Anales de Psicología, 22(2), 217-233. Redalyc.
Palomar, J., & Pérez, A. (2003). Un solo rostro y tres maneras de mirarlo: El significado de « pobreza » según el nivel socioeconómico. Revista Latinoamericana de Psicología, 35(1), 27-39. Redalyc.
Paquot, T. (2012). En lisant Georg Simmel. Hermès, La Revue, 63(2), 21-25.
Pardo Rueda, R. (2013). *Historia del Trabajo en Colombia* (1a ed.). Ministerio de Trabajo.
Pardo, N. (2008). ¿Qué nos dicen ? ¿Qué vemos ? ¿Qué es… pobreza? (1er éd.). Universidad Nacional de Colombia: Antiqus Editorrs.
Pardo, N. G. (2008b). Estrategias discursivas. La prensa colombiana y la pobreza. CIC. Cuadernos de Información y Comunicación, 13, 169-182. Redalyc.
Pardo, N. G., & Celis, J. R. (2018). Pobreza y bienestar en Colombia. In Pobreza en la prensa hegemónica de Colombia, Argentina y Brasil (p. 101-130). CLACSO; JSTOR. https://doi.org/10.2307/j.ctvnp0jj8.6
Pardo, R. (2013). *Historia del Trabajo en Colombia* (1a ed.). Ministerio de Trabajo.
Paugam, S. (1994). Les sociologues et la pauvreté. Géographes associés, 17-24. Persée https://www.persee.fr.
Paugam, S. (2007). *Le salarié de la précarité. Les nouvelles formes de l'intégration professionnelle*. Presses Universitaires de France ; Cairn.info. https://www.cairn.info/le-salarie-de-la-precarite--9782130558460.htm

Paugam, S. (2009, 2016a). La disqualification sociale. Essai sur la nouvelle pauvreté. Presses Universitaires de France.
Paugam, S. (2012). S'affranchir des prénotions. En L'enquête sociologique (p. 5-26). Presses Universitaires de France.
Paugam, S. (2013). *Le lien social : Vol. 3e éd.* Presses Universitaires de France ; Cairn.info. https://www.cairn.info/le-lien-social--9782130620310.htm
Paugam, S. (2013). Les formes élémentaires de la pauvreté. PUF.
Paugam, S. (2014). Type idéal. En S. Paugam (Ed.), Les 100 mots de la sociologie. Presses universitaires de France.
Paugam, S. (2016). La perception de la pauvreté sous l'angle de la théorie de l'attachement. Naturalisation, culpabilisation et victimisation. Communications, 98(1), 125-146. https://doi.org/10.3917/commu.098.0125
Paugam, S. (2023). *L'Attachement social : Formes et fondements de la solidarité humaine*. Seuil.
Paugam, S., & Selz, M. (2005). La perception de la pauvreté en Europe depuis le milieu des années 1970. Analyse des variations structurelles et conjoncturelles. Economie et Statistique, 283-305.
Paugam, S., Beycan, T., et Suter, C. (2020). Ce qui attache les individus aux groupes et à la société. Une comparaison européenne. Swiss Journal of Sociology 46(1):7-35. doi: 10.2478/sjs-2020-0002.
Paugam, S., Cousin, B., Naudet, J., & Giorgetti, C. (2017). Ce que les riches pensent des pauvres. Seuil.
Paxton, P., & Knack, S. (2008). Individual and country-level factors affecting support for foreign aid (Numéro 4714). The World Bank. https://ideas.repec.org/p/wbk/wbrwps/4714.html
Payne, M. A., & Furnham, A. (1985). Explaining the causes of poverty in the West Indies : A cross-cultural comparison. Journal of Economic Psychology, 6(3), 215-229. https://doi.org/10.1016/0167-4870(85)90010-8
Peacock, M., Bissell, P., & Owen, J. (2014). Dependency denied: Health inequalities in the neo-liberal era. Social Science & Medicine, 118, 173-180. https://doi.org/10.1016/j.socscimed.2014.08.006
Pearce, J., & Velasco, J. (2022). *Élites, poder y principios de dominación en Colombia (1991-2022). Orígenes, perfiles y recuento histórico*.
Pécaut, D. (2012). Brouillage de l'opposition « ami-ennemi » et « banalisation » des pratiques d'atrocité. À propos des phénomènes récents de violence en Colombie. *Problèmes d'Amérique latine*, *1*(83), 9-32.
Pérez Valbuena, G. J., & Salazar Mejía, I. (2017). RE No. 103 Diciembre de 2007 -- La pobreza en Cartagena: un análisis por barrios. *Reportes Del Emisor*.
Pérez, G., & Mejia, I. (2008). La pobreza en Cartagena: Un análisis por barrios. Revista Del Banco De La República, 82(967), 15-56.
Pérez-Liñan, A. (2008). El método comparativo: Fundamentos y desarrollos recientes. Política Comparada.
Pettigrew, T. F. (1979). The ultimate attribution error : Extending Allport's cognitive analysis of prejudice. Personality and Social Psychology Bulletin, 5(4), 461-476. https://doi.org/10.1177/014616727900500407
Pfau-Effinger, B. (2005). Welfare State Policies And The Development Of Care Arrangements. European Societies, 7(2), 321-347. https://doi.org/10.1080/14616690500083592
Phan, D. (2011). Chapitre 5. Stratification sociale perçue : une société de « classe moyenne » ? Dans Forsé, M. et Galland, O. (dir.), Les Français face aux inégalités et à la justice sociale. (p. 60 - 72). Armand Colin. https://doi.org/10.3917/arco.galla.2011.02.0060.
Piketty, T. (1995). Social Mobility and Redistributive Politics. The Quarterly Journal of Economics, 110(3), 551-584. JSTOR. https://doi.org/10.2307/2946692
Pineda, Roberto., & Gutiérrez de Pineda, V. (1993). *Miscegenación y cultura en la Colombia colonial : 1750-1810*. Colciencias, Universidad de los Andes,.

Pintos, J. L. (1995). Los imaginarios sociales. La nueva construcción de la realidad social. Sal Terrae

PNUD. (2023). Percepciones y bienestar subjetivo en Colombia. Más allá de los indicadores tradicionales. (Cuaderno 2; Informe de Desarrollo Humano para Colombia). PNUD.

Policy Institute. (2023). What the world thinks about work (The UK in the World Values Survey). King's College London.

Popper, K. (1978). Three worlds. The Tanner Lecture on Human Values, University of Michigan.

Portes, A., & Hoffman, K. M. (2003). Latin American Class Structures : Their Composition and Change during the Neoliberal Era. Latin American Research Review, 38, 41-82.

Pratto, F., Sidanius, J., Stallworth, L. M., & Malle, B. F. (1994). Social dominance orientation : A personality variable predicting social and political attitudes. Journal of Personality and Social Psychology, 67(4), 741-763. https://doi.org/10.1037/0022-3514.67.4.741

Prieto, J. P. (2016). Construction discursive de l'identité nationale colombienne. *Artelogie*, *9*.

Pullan, B. (1992). Plague and perceptions of the poor in early modern Italy. In T. Ranger & P. Slack (Éds.), Epidemics and Ideas : Essays on the Historical Perception of Pestilence (p. 101-124). Cambridge University Press. https://doi.org/10.1017/CBO9780511563645.006

Ramognino, N. (2002). Hétérogénéité ontologique du social et théorie de la description. L'analyse de la complexité en sociologie. Revue européenne des sciences sociales, 40(124), 147-164.

Rauhut, D. (2020). Saving the poor John Stuart Mill on poverty and the poor. In Poverty in the History of Economic Thought : From Mercantilism to Neoclassical Economics (1st Edition). Routledge.

Redden, J. (2014). The Mediation of Poverty : The News, New Media, and Politics. Lexington Books.

Reid, M. (2013). Social Policy, "Deservingness," and Sociotemporal Marginalization : Katrina Survivors and FEMA. Sociological Forum, 28(4), 742-763. https://doi.org/10.1111/socf.12051

Reis, E. (1999). Elite Perceptions of Poverty : Brazil. Institute of Development Studies. https://doi.org/10.1111/J.1759-5436.1999.MP30002012.X

Reis, E. P., & Moore, M. (Éds.). (2005). Elite perceptions of poverty and inequality. ZED Books.

Reutter, L. I., Stewart, M. J., Veenstra, G., Love, R., Raphael, D., & Makwarimba, E. (2009). "Who Do They Think We Are, Anyway?" : Perceptions of and Responses to Poverty Stigma. Qualitative Health Research, 19(3), 297-311. https://doi.org/10.1177/1049732308330246

Reutter, L. I., Veenstra, G., Stewart, M. J., Raphael, D., Love, R., Makwarimba, E., & Mcmurray, S. (2006). Public Attributions for Poverty in Canada. Canadian Review of Sociology/Revue canadienne de sociologie, 43(1), 1-22. https://doi.org/10.1111/j.1755-618X.2006.tb00852.x

Reynaud, A. (1979). Le concept de classe socio-spatiale. La notion de « région » dans son contexte social. Travaux de l'Institut de Géographie de Reims, 38(1), 3–75. https://doi.org/10.3406/tigr.1979.1068

Richardot, S. (2022). Etudier les représentations sociales en contexte : La méthode des scénarios. In B. Albero & J. Thievenaz (Éds.), *Enquêter dans les métiers de l'humain. Traité de méthodologie de la recherche en sciences de l'éducation et de la formation.: Vol. II* (p. 682).

Roach, J. L., & Gursslin, O. R. (1967). An Evaluation of the Concept « Culture of Poverty ». Social Forces, 45(3), 383-392. JSTOR. https://doi.org/10.2307/2575197

Robinson, R. V., & Bell, W. (1978). Equality, success, and social justice in England and the United States. American Sociological Review, 43(2), 125-143. https://doi.org/10.2307/2094695

Rodríguez Vargas, F. (1995). La sociedad civil y el Estado en Colombia. *Revista Innovar Journal Revista de Ciencias Administrativas y Sociales*, 35-65.

Room, G. (Éd.). (1995). Beyond the threshold. The measurement and analysis of social exclusion. Bristol University Press.

Ross, L. D., Amabile, T. M., & Steinmetz, J. L. (1977). Social roles, social control, and biases in social-perception processes. Journal of Personality and Social Psychology, 35(7), 485-494. https://doi.org/10.1037/0022-3514.35.7.485

Royce, E. (2015). Poverty and power. The problem of structural inequality. Rowman & Littlefield.

Rozental, M. (2009). ¿Qué palabra camina la Minga? *Deslinde*, *45*, 50-59.

Rubin, M., Denson, N., Kilpatrick, S., Matthews, K., Stehlik, T., & Zyngier, D. (2014). "I Am Working-Class": Subjective Self-Definition as a Missing Measure of Social Class and Socioeconomic Status in Higher Education Research. *Educational Researcher*, *43*, 196–200. https://doi.org/10.3102/0013189X14528373

Ruiz Rivera, J. (1975). Encomienda y mita en Nueva Granada en el siglo XVII. Consejo Superior de Investigaciones Científicas.

Sachweh, P. (2012). The moral economy of inequality : Popular views on income differentiation, poverty and wealth. Socio-Economic Review, 10(3), 419-445. https://doi.org/10.1093/ser/mwr023

Sachweh, P., & Olafsdottir, S. (2012). The Welfare State and Equality? Stratification Realities and Aspirations in Three Welfare Regimes. European Sociological Review, 28(2), 149-168.

Sadhu, S., Sarr, L., Calderone, M., Mulaj, F., & Fiala, N. (2018). Financial Education and Savings Behavior : Evidence from a Randomized Experiment among Low-IncomeClients of Branchless Banking in India. *Economic Development and Cultural Change*, *66*(4), 793-825. https://doi.org/10.1086/697413

Sainz, M., García-Castro, J. D., Jiménez-Moya, G., & Lobato, R. M. (2023). How do people understand the causes of poverty and wealth ? A revised structural dimensionality of the attributions about poverty and wealth scales. Journal of Poverty and Social Justice, 31(1), 81-100. https://doi.org/10.1332/175982721X16645485533332

Sainz, M., Martínez, R., Sutton, R. M., Rodríguez-Bailón, R., & Moya, M. (2020). Less human, more to blame: Animalizing poor people increases blame and decreases support for wealth redistribution. Group Processes & Intergroup Relations, 23(4), 546–559. https://doi.org/10.1177/1368430219841135

Saldaña, J. (2009). The Coding Manual for Qualitative Researchers. Sage.

Saldarriaga, G. (2009). Comedores de porquerías : Control y sanción de la alimentación indígena desde la óptica española en el Nuevo Reino de Granada (siglos XVI y XVII). Revista de historia iberoamericana, 2(2), 16-37. https://doi.org/10.3232/RHI.2009.V2.N2.02

Samper, M. (1969). *La miseria en Bogotá*. https://repositorio.unal.edu.co/handle/unal/2001

Sandoval, A. (2022). Aporofobia y lucha social en Colombia. In D. I. G. Vanegas, Á. N. Castro, E. A. R. Barrera, & L. T. González (Éds.), Pensar en marcha (p. 257-270). CLACSO; JSTOR. https://doi.org/10.2307/j.ctv2v88c98.22

Saraceno, C. (2016). Varieties of familialism : Comparing four southern European and East Asian welfare regimes. Journal of European Social Policy, 26(4), 314-326. https://doi.org/10.1177/0958928716657275

Saravi, G. (2016). Miradas recíprocas: Representaciones de la desigualdad en México. Revista mexicana de sociología, 78(3), 409-436.

Sassen, S. (1991). *The Global City : New York, London, Tokyo.* Princeton University Press.

Sathyamala, C. (2016). Nutrition : Contested Meanings : A Theoretical and Empirical Enquiry. Erasmus University Rotterdam.

Satterthwaite, D. (2004). The under-estimation of urban poverty in low-and middle-income nations (14; Working Paper on Poverty Reduction in Urban Areas). International Institute for Environment and Development. https://www.iied.org/sites/default/files/pdfs/migrate/9322IIED.pdf

Schnapper, D. (2000). *Qu'est-ce que la citoyenneté ?* Editions Gallimard.

Schneider, S. M., & Castillo, J. C. (2015). Poverty Attributions and the Perceived Justice of Income Inequality : A Comparison of East and West Germany. Social Psychology Quarterly, 78(3), 263-282. https://doi.org/10.1177/0190272515589298

Schröder, M. (2015). Is Income Inequality Related to Tolerance for Inequality? Social Justice Research, 30, 23-47.

Schwartz, S., & Robinson, M. M. (1991). Attitudes toward Poverty during Undergraduate Education. Journal of Social Work Education, 27(3), 290-296. https://doi.org/10.1080/10437797.1991.10672201

SDIS, & DANE. (2018). Si ellos cuentan, todos contamos. Censo habitantes de la calle, Bogotá (p. 15). DANE. https://www.dane.gov.co/index.php/estadisticas-por-tema/demografia-y-poblacion/censo-habitantes-de-la-calle-bogota
Searle, J. (1998). La construction de la réalité sociale [1995]. Gallimard.
Sébastien, L. (2016). L'attachement au lieu, vecteur de mobilisation collective ? Étude de cinq territoires ruraux. Norois, 23–41. https://doi.org/10.4000/norois.5846
Seccombe, K., James, D., & Walters, K. B. (1998). « They Think You Ain't Much of Nothing » : The Social Construction of the Welfare Mother. Journal of Marriage and Family, 60(4), 849-865. JSTOR. https://doi.org/10.2307/353629
Séchet, R. (1998). Espaces et pauvreté. La géographie interrogée. L'harmattan.
Sélimanovski, C. (2009). Effets de lieu et processus de disqualification sociale. Le cas de Strasbourg et du Bas-Rhin. Espace populations sociétés, 1, 119 133. https://doi.org/10.4000/eps.3609
Sélimanovski, C. (Ed.) 2008. La frontière de la pauvreté. Rennes : Presses universitaires de Rennes. doi :10.4000/books.pur.486
Semin, G. R. (2003). 11. Prototypes et représentations sociales. In Les représentations sociales: Vol. 7e éd. (p. 259-271). Presses Universitaires de France; https://doi.org/10.3917/puf.jodel.2003.01.0259
Sen, A. (1999). Development as freedom. Oxford University Press.
Serventi, G. (2005). Representaciones sociales, pobreza e imagen visual. La fotografía y la caricatura en la prensa colombiana, 2005.
Shapiro, I. (2002). Why the Poor Don't Soak the Rich. Daedalus, 131(1), 118-128. JSTOR.
Shaw, G. M., & Shapiro, R. Y. (2002). Trends : Poverty and Public Assistance. The Public Opinion Quarterly, 66(1), 105-128. JSTOR.
Shildrick, T., & MacDonald, R. (2013). Poverty Talk : How People Experiencing Poverty Deny Their Poverty and Why They Blame 'The Poor'. The Sociological Review, 61(2), 285-303. https://doi.org/10.1111/1467-954X.12018
Sigelman, C. K. (2012). Rich man, poor man : Developmental differences in attributions and perceptions. Journal of Experimental Child Psychology, 113(3), 415-429. https://doi.org/10.1016/j.jecp.2012.06.011
Silva, A. (2006). Imaginarios Urbanos (5e éd.). Arango Editores.
Silva, J. P., & Raurich, V. (2019). Cine en dictadura. Notas acerca de la Representación de la pobreza en cinco películas chilenas. Universum (Talca), 34, 223-250.
Simmel, G. (2018/1908). Les pauvres. PUF.
Siposne, E. (2022). Individualism or Structuralism–Differences in the Public Perception of Poverty between the United States and East-Central Europe. Journal of Poverty, 26(4). https://doi.org/10.1080/10875549.2021.1910892
Smith, K. B. (1985). I made It Because of Me : Beliefs About the Causes of Wealth and Poverty. Sociological Spectrum, 5(3), 255-267. https://doi.org/10.1080/02732173.1985.9981756
Smith, K. B., & Stone, L. H. (1989). Rags, Riches, and Bootstraps : Beliefs about the Causes of Wealth and Poverty. The Sociological Quarterly, 30(1), 93-107. JSTOR.
Somers, M. R., & Block, F. (2005). From Poverty to Perversity : Ideas, Markets, and Institutions over 200 Years of Welfare Debate. American Sociological Review, 70(2), 260-287. https://doi.org/10.1177/000312240507000204
Somos más. (2023). *Organizaciones de la Sociedad Civil* [Jeu de données]. https://somosmas.org/entidades-organizaciones-la-sociedad-civil/
Sorzano, D. M., Rocha, D., & Acosta, A. (2021). Combate a la pobreza y percepciones de beneficiarios en la frontera sur de México. Revista de Ciencias Sociales (Ve), XXVII(1), 66-83. Redalyc.
Sosa, C., & Molina, K. (2010). La pobreza y las representaciones sociales de las mujeres en sectores pobres. Margen: revista de trabajo social y ciencias sociales, ISSN 0327-7585, No. 56, 2010.
Sowell, D. (1989). The 1893 Bogotazo : Artisans and Public Violence in Late Nineteenth-Century Bogota. *Journal of Latin American Studies*, *21*(2), 267-282. JSTOR.

Spicker, P. (2020). Introduction : Representations of poverty. In P. Spicker (Éd.), The Poverty of Nations : A Relational Perspective (p. 0). Policy Press. https://doi.org/10.1332/policypress/9781447343325.003.0001
Steiner, P. (1992). Le fait social économique chez Durkheim. Revue française de sociologie, 33(4), 641-661.
Suarez, Á. E. (2021). El paro cívico nacional del 14 septiembre de 1977: Una mirada a dos décadas de historiografía. *Nuevas Lecturas de Historia*, *41*. https://revistas.uptc.edu.co/index.php/nuev_lec_historia/article/view/13548
Sun, A.-P. (2001). Perceptions Among Social Work and Non-Social Work Students Concerning Causes of Poverty. Journal of Social Work Education, 37(1), 161-173. https://doi.org/10.1080/10437797.2001.10779044
Svampa, M. (2004). La brecha urbana. Countries y barrios privados. Capital Intelectual.
Szekely, M., Lustig, N., Cumpa, M., & Mejía-Guerra, J. A. (2011). Do We Know How Much Poverty There Is? IDB Publications (Working Papers). https://ideas.repec.org/p/idb/brikps/1334.html
Taylor, C. (2017). Poverty and Penia : Approaching the Lives of the Poor in the Ancient World. In C. Taylor (Éd.), Poverty, Wealth, and Well-Being : Experiencing Penia in Democratic Athens (p. 0). Oxford University Press. https://doi.org/10.1093/oso/9780198786931.003.0001
Taylor, C. (2018). Economic (In)Equality and Democracy: The Political Economy of Poverty in Athens. In A. Erskine, B. Gray, J. Ober, & M. Canevaro (Éds.), Ancient Greek History and Contemporary Social Science (p. 344-375). Edinburgh University Press; Cambridge Core.
Taylor, R. B., Gottfredson, S. D., & Brower, S. (1985). Attachment to place: Discriminant validity, and impacts of disorder and diversity. American Journal of Community Psychology, 13(5), 525–542. https://doi.org/10.1007/BF00923265
Teja, R. (1977). Honestiores y humiliores en el Bajo Imperio. *Memorias de historia antigua*, *1*, 115-118.
Telles, E., & Paschel, T. (2014). Who Is Black, White, or Mixed Race ? How Skin Color, Status, and Nation Shape Racial Classification in Latin America. American Journal of Sociology, 120(3), 864-907. https://doi.org/10.1086/679252
Thériault, R. (2023). rempsyc: Convenience functions for psychology.
Thornton, K. D. (2018). Power Politics and the Representation of Poverty : The Nottingham Community Protection #Givesmart Campaign. Visual Culture in Britain, 19(2), 237-254. https://doi.org/10.1080/14714787.2018.1470027
Tirado, A. (1989). *López Pumarejo. La Revolución en Marcha*. Planeta.
Tocqueville, Alexis de. (1915). Mémoire sur le paupérisme. Imprimerie nationale. https://gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k86390p.image#
Torre, A. (2009). Retour sur la notion de Proximité Géographique. Géographie, économie, société, 11(1), 63–75.
Torres C., L. (2012) "Descripción y análisis - El Patriota (1823)". Biblioteca Digital de Bogotá. https://www.bibliotecadigitaldebogota.gov.co/resources/2092871/
Townsend, P. (1979). *Poverty in the United Kingdom*. Allen Lane and Penguin Books.
Trajkovski, I. (2014). Citoyenneté. In *Dictionnaire des inégalités*. Armand Colin.
Tremblay, P.-A. (2010). Intervention et représentation de la pauvreté. Canadian Review of Sociology/Revue canadienne de sociologie, 47(3), 247-271. https://doi.org/10.1111/j.1755-618X.2010.01237.x
Trump, K.-S. (2018). Income Inequality Influences Perceptions of Legitimate Income Differences. British Journal of Political Science, 48(4), 929-952.
Trump, K.-S. (2020). When and why is economic inequality seen as fair. Political Ideologies, 34, 46-51. https://doi.org/10.1016/j.cobeha.2019.12.001
Trump, K.-S., & White, A. (2018). Does Inequality Beget Inequality ? Experimental Tests of the Prediction that Inequality Increases System Justification Motivation. Journal of Experimental Political Science, 5(3), 206-216. Cambridge Core. https://doi.org/10.1017/XPS.2018.2
Turda, M. (2010). Modernism and Eugenics. Palgrave Macmillan.

Uprimny, R. (1989). Legitimidad, clientelismo y política en Colombia. Un ensayo de interpretación. *Revista Cuadernos de Economia*. https://ideas.repec.org/a/col/000093/008317.html

Uribe de Hincapié, M. T. (1998). Órdenes complejos y ciudadanías mestizas : Una mirada al caso colombiano. *Estudios Políticos*, *0*(12), 25-46. https://doi.org/10.17533/udea.espo.16252

Uribe, C. (2008). Estratificación social en Bogotá : De la política pública a la dinámica de la segregación social. Universitas Humanística - Pontificia Universidad Javeriana, 65, 139-171.

Uribe, C., & Jaramillo, J. (2016). Las fronteras de la pobreza en Bogotá. Perfiles Latinoamericanos, 24(48), 243-264. https://doi.org/10.18504/pl24 48-010-2016

Uribe, C., Vasquez, S., & Pardo, C. (2006). Subsidiar y segregar: La política de estratificación y sus efectos sobre la movilidad social en Bogotá. Papel Politico, 11(1), 69–94.

Uribe, M. V. (1999). *Las sociedades del Norte de los Andes* (Vol. 1). Trotta, UNESCO.

Valencia, J. (1994). Children and poverty-some comments on I. Galli & R. Fasanelli. Papers on Social Representations - Textes sur les Représentations Sociales, 3(2).

Valencia, M. (2018). Las narrativas del periódico el tiempo sobre la región del Catatumbo, norte de Santander, Colombia. In Pobreza en la prensa hegemónica de Colombia, Argentina y Brasil (p. 63-100). CLACSO; JSTOR. https://doi.org/10.2307/j.ctvnp0jj8.5

Vanegas, I. (2016). El vínculo social en Nueva Granada 1780-1816. Historia Caribe, XI (28), 17-49. Redalyc.

Varyzgina, A., & Kay, R. (2014). Perceptions of Poverty in Small-town Russia. Debatte: Journal of Contemporary Central and Eastern Europe, 22(3), 269-287. https://doi.org/10.1080/0965156X.2014.988498

Vasilachis, I. (2003). Pobres, pobreza, identidad y representaciones sociales. Gedisa.

Vazquez, J., & Panadero, S. (2009). Pobreza en los estados menos desarrollados : Análisis de diferencias atribucionales entre universitarios centroamericanos. Interamerican Journal of Psychology, 43, 297-308.

Vergès, P. (1992). L'évocation de l'argent : Une méthode pour la définition du noyau central d'une représentation. *Bulletin de psychologie*, *XLV*(405), 203-209.

Villavicencio, S. (2007). Ciudadanía y civilidad : Acerca del derecho a tener derechos. *Colombia Internacional*, *66*, 36-51. Redalyc.

Vinaya, H. (2020). Ideas, Narratives and Representations of Poverty amongst the Urban Middle Class in India. Journal of Poverty, 24(2), 113-129. https://doi.org/10.1080/10875549.2019.1668897

Voelklein, C., & Howarth, C. (2005). A Review of Controversies about Social Representations Theory : A British Debate. Culture & Psychology, 11(4), 431-454. https://doi.org/10.1177/1354067X05058586

Vogt, P., Vogt, E., Gardner, D., & Haeffele, L. (2014). Selecting the Right Analyses for Your Data Quantitative, Qualitative, and Mixed Methods. Guilford Press.

Wade, R. H. (2004). Is Globalization Reducing Poverty and Inequality? World Development, 32(4), 567-589. https://doi.org/10.1016/j.worlddev.2003.10.007

Warin, P. (2014). Le non-recours : Éléments de définition et de présentation des enjeux. Les Politiques Sociales, 3-4(2), 108-121. https://doi.org/10.3917/lps.143.0108

Wear, D., Aultman, J. M., Varley, J. D., & Zarconi, J. (2006). Making Fun of Patients : Medical Students' Perceptions and Use of Derogatory and Cynical Humor in Clinical Settings. Academic Medicine, 81, 454-462.

Weaver, R. D., & Yun, S. H. (2011). Analyzing the Attitude of Undergraduate Students Toward Poverty and Impoverished Persons : Does Social Work Education Make a Difference? Journal of Teaching in Social Work, 31(1), 3-20. https://doi.org/10.1080/08841233.2011.539125

Weber, F., & Beaud, S. (2010). *Guide de l'enquête de terrain* (4e éd.). La découverte.

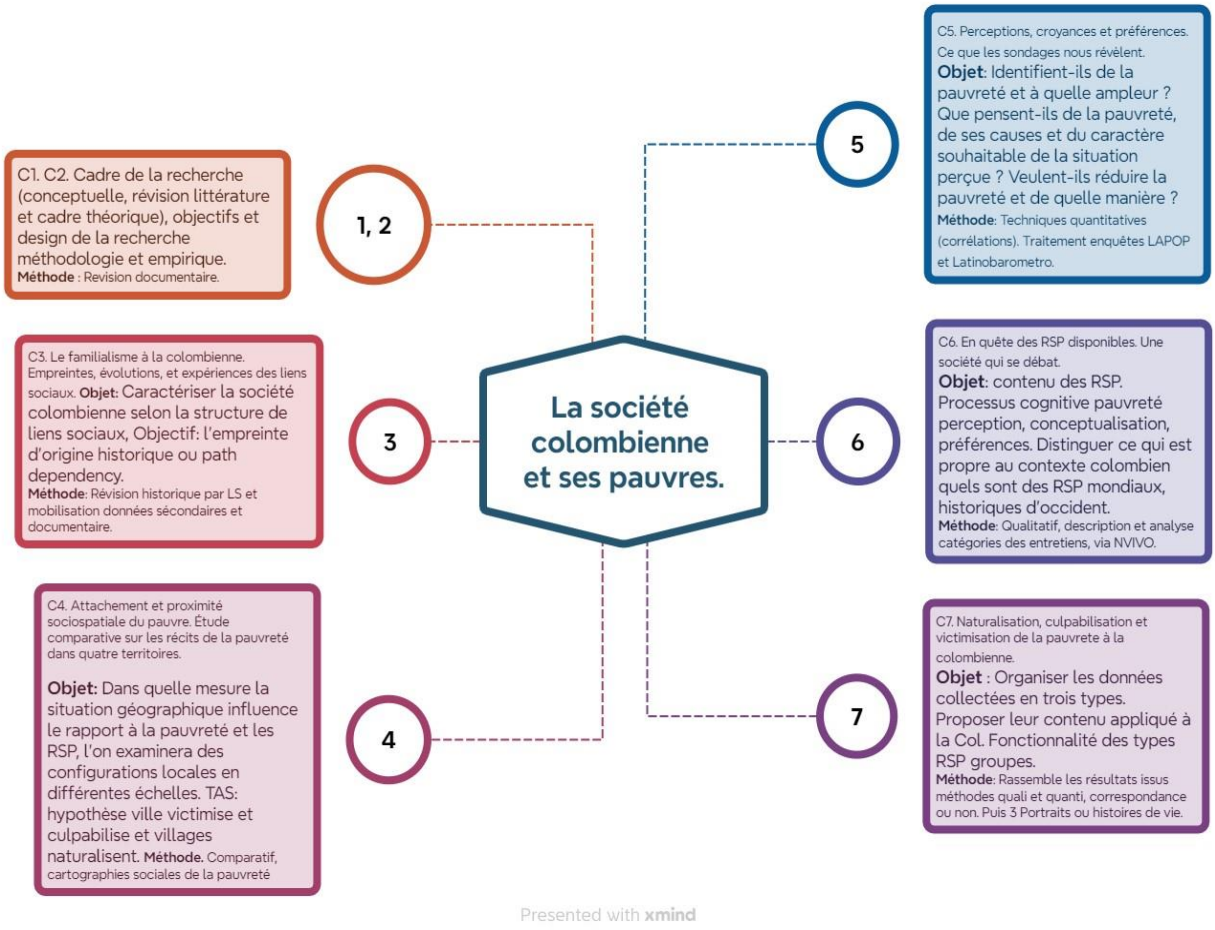
Weber, M. (2003). L'éthique protestante et l'esprit du capitalisme. Gallimard.

Weiss-Gal, I., Benyamini, Y., Ginzburg, K., Savaya, R., & Peled, E. (2009). Social workers' and service users' causal attributions for poverty. Social Work, 54(2), 125-133. https://doi.org/10.1093/sw/54.2.125

Willer, R., Wimer, C., & Owens, L. A. (2015). What drives the gender gap in charitable giving ? Lower empathy leads men to give less to poverty relief. Social science research, 52, 83-98.
Williamson, J. B. (1974). Beliefs about the Motivation of the Poor and Attitudes toward Poverty Policy. Social Problems, 21(5), 634-648. JSTOR. https://doi.org/10.2307/799639
Wilson, G. (1996). Toward a Revised Framework for Examining Beliefs about the Causes of Poverty. The Sociological Quarterly, 37(3), 413-428. JSTOR.
Wirth, L. (2006). *Le Ghetto*. Presses universitaires de Grenoble.
Wollie, C. W. (2009). Causal attributions for poverty among youths in Bahir Dar, Amhara Region, Ethiopia. Journal of Social, Evolutionary, and Cultural Psychology, 3, 251-272. https://doi.org/10.1037/h0099319
Yañez Rojas, R. I. (2019). Subjective inequality in Chile. Representations of (un)fair social differences across time [EHESS]. http://www.theses.fr/2019EHES0027/document
Young, A. A. (2010). New Life for an Old Concept : Frame Analysis and the Reinvigoration of Studies in Culture and Poverty. The ANNALS of the American Academy of Political and Social Science, 629(1), 53-74. https://doi.org/10.1177/0002716209357145
Zeiderman, A. (2013). Living dangerously : Biopolitics and urban citizenship in Bogotá, Colombia. *American Ethnologist*, *40*(1), 71-87.
Zeka, B. (2022). Gendered Poverty Perceptions : How Do Retired Women Fare? Risks, 10(2). https://doi.org/10.3390/risks10020029
Zelizer, V. (2017). The Social Meaning of Money. Pin Money, Paychecks, Poor Relief and other Currencies. Princeton University Press.
Zucker, G. S., & Weiner, B. (1993). Conservatism and perceptions of poverty : An attributional analysis. Journal of Applied Social Psychology, 23(12), 925-943. https://doi.org/10.1111/j.1559-1816.1993.tb01014.x

ANNEXES

Annexe 1. Carte conceptuelle 1. Résumé de la thèse et des méthodes par chapitre.



Annexe 2. Premières questions étudiées sélectionnées ayant un rapport à la pauvreté.

Latinobarometro			
Code	Question	Type RS	Année
P10N- B20004	Causes pauvreté, intrinsèque paresse ou extrinsèque société injuste	Conceptuel - Explication	2000
P9N - B20003;[2] 2006	Chances surmonter sortir pauvreté	Conceptuel Croyances	2000, 2006
P12N - 2006, P8ST -2007	Chance de naître pauvre mourir riche	Conceptuel Croyances	2006, 2007
P18ST P19ST	Juste distribution actuel revenu	Conception juste	1997-2019
P3STGBS	Problème + important pays	Perception	1997-2020
P16N	Pauvres reçoivent moins de ce qu'ils travaillent	Conception juste	2020
P47ST.L; P18NL. P26ST.L P41ST.L P50ST.L Q26 ST.L 2009	Existent garanties pauvres s'en sortir	Conception juste	2020, 2007, 2008, 2009, 2011, 2015
P73NPN.	Part du revenu national détenu par + pauvres	Perception	2020
P74NPN.	Revenus justes + pauvres	Conception juste	2020
P75NPN.	Inégalités plus fortes entre riches et pauvres	Conception juste	2020
S6NPN.	Comment état aider pauvres	Préférences	2020
S7NPN	Gratuité ou subventions pauvres	Préférences	2020
P27N.J	Confiance dans les pauvres	Perception	2007
P32NCC	Président gestion pauvreté	Préférences évaluation	2007
P90N,P69ST; P21ST.A	Combien de forte est le conflit entre riches et pauvres	Perception	2007, 2008, 2009, 2017
P15A; P13A, SP21A, P9ST	évolution pauvreté en 10 ans	Perception	1996, 1997 1998, 2000, 2001
NP14H	Education indispensable sortir pauvrete	Conc. explication	1998
P44GBS 1	Est une caracteristique democratie : réduire pauvreté	Préférences	2013
NP63E	Pauvres comme voisins	Croyances et pratiques	1998, 2009
P58N.D P72ST.D	Dans quelle mesure gvt combat pauvreté	Evaluation gestion gvt préférences	2011, 2013

LAPOP			
Code	Question	Type RS	Année
A4	Problème + grave pays	Perception	2004-2020
TD1	Riches et pauvres aura toujours	Croyances	2009 2010 2012 2013
RAC1C	Pourquoi noirs indiens sont plus pauvres	Explication attributs	2012
TD2	Inégalités bonnes pauvres s'efforcer	Conceptuel Croyances jugement	2008, 2010, 2012
TD5	Disposition payer plus impôts pour pauvres solidarité	Préférences solidarité	2012
CCT3	Allocations génerent paresse	Conceptuel Croyances	2012
N1	Performance État en lutte contre pauvreté	Préférences évaluation	2012
ROS4	État doit mettre en place des politiques fermes afin de réduire écart riches et pauvres	Conception juste préférences	2004-2018
ROS2	État doit assurer bienêtre tous	Conc juste préférences	2012
DIS35B	Avis pauvres comme voisins	Conceptuel Croyances aporophobie	2012
SOC10	Comment aider plus pauvres	Préférences	2012
SOC11	Disponibilité payer plus d'impôts pour assistance	Préférences	2012
REDIST	État doit depenser plus pauvres	Préférences	2018

WVS			
Code	Question	Type RS	Année
E035, V125, V116	Avis sur égalisation de revenus	Conceptualisation préférences	1994-1998; 2005-2009; 2010-2014
V173	Possibilité surmonter pauvreté	Conceptuel Croyances	1998
V172	Explication injustice paresse	Conceptuel - Explication	1998
V174	Pauvreté comparé dix ans	Perception	1998

Annexe 3. Information technique enquêtes et questions traitées (LAPOP et Latinobarometro).

Tableau 3a. LAPOP Baromètre des Amériques - Colombie

Année	Taille de l'échantillon	Erreur d'échantillonnage	Pondéré/non pondéré	Centre recueil	Questions
2021	2993	± 1.8	Pondéré	Ipsos	A4, ROS4
2018	1663	± 2.5	Autopondéré	Ipsos	A4, ROS4
2016	1563	± 2.5	Autopondéré	Ipsos	A4, ROS4
2014	1.512	±2.5%	Non pondéré	Centro Nacional de Consultoría (CNC).	A4, ROS5
2013	1511	± 2.5	Non pondéré	CNC	A4, ROS4
2012	1512	± 2.5	Non pondéré	CNC	A4, N1, ROS2, ROS4, ROS5, DIS35B, TD1, TD2, TD5, SOC10, SOC11, CCT3, RAC1C
2010	1506	± 2.5	Non pondéré	CNC	A4, ROS2, ROS4, TD2, TD1. TD3, TD4, TD5
2009	1493	± 2.53	Non pondéré	CNC	A4, N1, RAC1C, TD1, TD2, TD3, TD4, TD5
2008	1503	± 2.53	Non pondéré	CNC	A4, N1, ROS4
2007	1491	± 2.54	Non pondéré	CNC	A4, N1
2006	1491	± 2.54	Non pondéré	CNC	A4, N1
2005	1487	±2.6%, 95% IC	Non pondéré	CNC	A4, N1
2004	1479	±2.6%	Non pondéré	CNC	A4, N1

Tableau 3b. Latinobarometro - Colombie

Année	Taille de l'échantillon	Erreur	Pondéré/non pondéré	Centre recueil	Questions	Méthode échantillon
2021	1200	± 3.1	Pondéré	CNC	P16N, P47ST.L, P73NPN, P74NPN, P75NPN, S6NPN, S6NPN	Échantillonnage probabiliste stratifié en plusieurs degrés. L'unité de sélection finale est un cluster. La sélection des unités effectuée par échantillonnage aléatoire simple
2017	1200	± 3.5	Pondéré	CNC	P21ST.A	Échantillonnage probabiliste stratifié en plusieurs degrés
2015	1200	± 3.1	Pondéré	CNC	L 2009	Échantillonnage probabiliste stratifié en plusieurs étapes. L'unité de sélection finale est un cluster. La sélection des unités d'échantillonnage effectuée par échantillonnage aléatoire simple.
2009	1200	± 3.2	Pondéré	Ipsos	NP63E	Échantillon probabiliste modifié : en grappes, stratifié et à plusieurs degrés
2007	1200	± 3.5	Pondéré	CNC	P8ST. P18N, P32NCC, P27N.J	Échantillon probabiliste modifié, probabiliste en 4 étapes en milieu urbain et 3 étapes en milieu rural, par quotas au dernier degré.
2006	1200	± 2.4	Pondéré	CNC	P14ST; P18ST	Échantillon probabiliste modifié, probabiliste en 4 étapes et par quotas en étape finale.
2000	1200	± 2.8	Pondéré	Yankelovich Partners	P10N- B20004, P9N, P9ST	Échantillon probabiliste à trois degrés en 2 degrés et par quotas au dernier degré
1998	1200	± 2.8	Pondéré	Yankelovich Partners	NP63E, NP14H, P13A	Échantillon probabiliste à trois étapes

Annexe 4. Informations techniques enquêtes et questions traitées, Encuesta Social y política ESP et World Value Survey WVS.

Tableau 4a. Encuesta Social y Política – Colombie.

Année	Taille de l'échantillon	Centre recueil	Questions
2007	2400	Universidad de los Andes, INVAMER	causas_pobreza

Tableau 4b. World Value Survey – Colombie.

Année	Taille de l'échantillon	Centre recueil	Questions
1998	6025	Centro Nacional de Consultoria	V172

Annexe 5. Tableau indices d'attachement.

Tableau 5. Indicateurs et sources TAS : Cas colombien 2017.

Liens sociaux	Numéro	Intitulé	Résultat	Echantillon (n)	Source
Lien de filiation	LF1	% 25-34 ans vivant avec père ou mère	31,52%	58290	GEIH - DANE octobre 2017
	LF2	% des chômeurs 25-34 ans vivant avec père ou mère	45,92%	58290	GEIH - DANE octobre 2017
	LF3	% des personnes de 75 ans et plus vivant avec au moins l'un de leurs enfants	53,65%	58290	GEIH - DANE octobre 2017
	LF4	% des personnes de plus de 75 ans vivant dans un ménage de plus de deux personnes	58,86%	58290	GEIH - DANE octobre 2017
Lien de participation élective	LPE1	% Membres actifs d'une association humanitaire	7,80%	1512	WVS vague 6 2012
	LPO1	% des emplois couverts par une convention collective (ECCV)	1,6 %	-	OCDE 2014
Lien de participation organique	LPO2	% d'emplois informels	48,30%	20.669 ménages par mois	GEIH DANE, Octobre-décembre 2017, Valeur pour les 23 villes principales et ses aires métropolitaines
Lien de citoyenneté	LC1	% Confiance dans les gens	15%	1200, SE+/- 3.5	Latinobarometro 2017 - Rapport
	LC2	% Confiance dans le système judiciaire	46,40%	1500	LAPOP Baromètre des Amériques 2015 Vanderbilt University

Annexe 6. Information dix questions traitées.

Tableau 6. Dix questions traitées document

Enquête	Code	Question	Type	Année
LAPOP	A4	Problème + grave pays	Perception	2004-2020
Latinobarometro	P73NPN.	Part du revenu national détenu par + pauvres	Perception	2020
Latinobarometro	P15A; P13A, SP21A, P9ST	Évolution pauvreté	Perception	1997, 1998, 2000, 2001
ESP	causas_pobreza	Causes pauvreté	Croyances	2007
WVS	V172	Causes pauvreté	Croyances	1998
Latinobarometro	P10N- B20004	Attributions pauvreté	Croyances	2000
LAPOP	TD2	Inégalités bonnes pauvres s'efforcer	Croyances	2008, 2010, 2012
Latinobarometro	P18ST P19ST	Justice distribution revenu	Croyances	1997-2019
Latinobarometro	P74NPN.	Revenus justes + pauvres	Croyances	2020
LAPOP	CCT3	Allocations génerent paresse	Préférences	2012
Latinobarometro	S6NPN.	Comment état aider pauvres	Préférences	2020
Latinobarometro	S7NPN	Gratuité ou subventions pauvres	Préférences	2020

Annexe 7. Grille d'entretien de base et questions les plus fonctionnelles.

Tableau 07. Grille d'entretien - entretiens semi-directifs approfondis.

Sujets	Questions
Quartier	J'aimerais bien savoir un peu plus sur votre quartier, ça fait combien de temps que vous y habitiez ? Avez-vous choisi ce quartier, pourquoi et comment habitez-vous ici ? Êtes-vous satisfait ? y a-t-il des facteurs qui affectent votre qualité de vie ou celle de votre famille ? Comment est-il votre quotidien ici, passez-vous de temps dans le quartier ou non ? Comment ça se passe avec les voisins, vous les connaissez, avez-vous des amis ici ? Pouvez-vous compter avec vos voisins en cas de besoin ? Voyez-vous des familles en difficulté ou en situation de pauvreté dans le quartier, bâtiment, rue ? * Que pensent les autres de ce quartier, est-il connu par quelque chose ou situation ? Participez-vous des réunions des voisins ou JAC (juntas de accion comunal) ? Participez-vous d'une association, d'un groupe ? Vous y contribuez ou ils vous aident ? Faites-vous d'activités de charité ? Il vous arrive de vous sentir en danger dans ce quartier ? Avez-vous confiance dans la police ? Avez-vous des désirs de déménager ? Dans quel endroit aimerez-vous vivre ? Dans quel endroit n'habiterez pas vous, quelles sont les raisons ?
Ville	Quel est le principal problème de votre ville ? Comment le contournez-vous ? Comment est-il votre itinéraire dans la ville ? Les endroits le plus fréquentés et les endroits évités ? Quelles sont les raisons d'éviter ces endroits, avez-vous eu une expérience particulière ? Voyez-vous des SDF dans l'espace public, voyez-vous plus ou moins qu'auparavant ? Donnez-vous de l'aumône dans la rue ?
Famille	C'était comment votre famille d'origine, d'où sont-ils, quelle était l'occupation de vos parents ? C'était comment la situation économique du ménage ? * Gardez-vous de liens avec votre famille (frères, sœurs, cousins, oncles, etc.) ? En cas de difficultés vous pouvez compter avec eux ? Est-ce qu'il est possible pour vous de leur demander de l'argent ? Avez-vous aidé un membre de votre famille ? Si oui comment ? Dans quel moment formez-vous votre propre famille ? Sinon, voulez-vous déménager seul ?
Emploi	Quel a été votre premier emploi ? Comment êtes-vous arrivé à votre emploi actuel ? Cela coïncide avec votre formation ? Êtes-vous satisfait de votre emploi ? (Revenus, temps consacré, risque santé) Faites-vous partie du groupe de collègues, syndicat ? tenez-vous des réunions professionnelles ? Dans votre domaine, voyez-vous des différences sociales entre les personnes ? clients, chefs, collèges* Dans votre domaine est importante la réputation ? Que signifie l'argent dans votre vie ? Est-il difficile de gagner de l'argent aujourd'hui ? *
Pauvreté	Voyez-vous de la pauvreté quotidiennement dans votre jour au jour ? Qu'est-ce de la pauvreté pour vous ?

	Il vous semble qu'aujourd'hui il y en a plus ou moins de pauvreté ? C'était comment avant ? Pourquoi pensez-vous que ces personnes sont dans cette situation ? Quelle est la raison principale ? Pourquoi y a-t-il des gens que de génération en génération font partie des pauvres ? Pensez-vous qu'il s'agit d'une expérience qui peut arriver à n'importe qui ? Avez-vous vécu des expériences de pauvreté dans votre vie ? Que pensez-vous des différences entre riches et pauvres ? Cela est juste ? Que pensez-vous des strates ?
Pauvreté en Colombie et régions	Que pensez-vous de la répartition de la richesse en Colombie ? Pourquoi y a-t-il des régions plus avancées que d'autres ? Bogota ou Medellín par exemple. Pourquoi les régions de la côte pacifique et la côte atlantique sont plus pauvres que le centre du pays ? Selon vous, est-ce que la Colombie un pays arriéré sous-développé ? D'après des études la population afro et indienne est plus pauvre que le reste, pourquoi arrive cela ? Que se passe-t-il avec la population paysanne ?
État LCP	À votre avis est-ce que le gouvernent va bien dans la lutte contre la pauvreté ? Il y en a de plus en plus de programmes d'aide aux plus pauvres comme *FA*, AM, RU, JA qu'en pensez-vous ? Êtes-vous d'accord avec ce type d'aides ? Quel programme vous préférez enfants, âgées, jeunes ? Que pensez-vous du SISBEN ? Est-ce que l'État doit aider tout le monde ou seulement certaines personnes ? Qui ne devrait pas être aidé par l'état ? Qui devrait être aidée en premier ? Avez-vous reçu de l'aide de la part d'une entité État ? Église, association ?
Évènements	Que pensez-vous de ce qui s'est passé à la Guajira avec les mortes d'enfants Wayuu à cause de la malnutrition ? Que pensez-vous de la mobilisation du Choco quand ils ont fermé la route panaméricaine en 2015 ? Que pensez-vous de la proposition de faire des bâtiments sociaux dans les beaux quartiers de Bogota ? Que pensez-vous du démantèlement de l'aire du Bronx à Bogota ? Que pensez-vous du sort des sans-abri qu'habitaient le Bronx ?

Tableau 08. Informations générales territoires enquête.

	Cundinamarca		Bolivar		Colombie
	Bogotá	Viotá	Cartagena	San Jacinto	
Economie					
Département part du PIB 2018	6%*		3,60%		100
Part du PIB national 2018 (%)	25,9	0,003	2,42	0,0025	100
Part du PIB département (%)	100**	0,5	67,2	0,7	-
Pauvreté et inégalités					
Indice pauvreté monétaire départemental 2018	16,4		36,2		27
Pauvreté monétaire (%) 2018	12,4	-	25,9	-	27
Pauvreté extrême (%) 2018	2,5	13,1 (2005)	3,4	-	7,2
Pauvreté multidimensionnelle (%)	4,4	63,4 (2005) 35 (2014)	-	75.9 (2014 rural)	19,6
Pauvreté multidimensionnelle Dpto (%)	11,5*		32,4		19,6
% NBI Indice besoins non satisfaits (2005)	9,2	38,5	26,01	94,38	27,78
Gini	0,504	-	0,452	-	0,517
Gini départemental	0,422*		0,472		-
Démographie					
Population	7.181.569 (2018)	13339 (2017)****	1.036.134 (2018)***	21635 (2018)****	43.835.324 (2019) ou 48.258.494 ***
Population urbaine/rurale	7181569/16787	4389/8950	994688/41446	21006/569	
(%) Population urbaine/rurale	99,8%/0,2%	32,1%/67,09%	96%/4%	97%/3%	77,1%/ 22,9% (2018)
Population registré SISBEN (potentiels assistés) 2017	4.103.817	10595	775,726	28,479	
Géographie					
Extension Km2	1775	208	609	462	1.141.748
Altitude moyenne (M)	2640	567	2	239	-
Température moyenne (°C)	13,5	25	30	26,6	-
Km à Bogota	-	90	1069	966	-
Km à capital département/ heures trajet terre	-	90/3	-	120/2,5	-

Source : Dernier recensement population DANE 2019 ; Rapport PIB DANE 2018 ; Distances en Km Google Maps; Altitude Institut Agustin Codazzi; Climat moyenne https://es.climate-data.org
* Bogota Exclue
** Pour ces effets Bogota est considéré hors du département
***1er dernier chiffre publié par le DANE recensement 2018 et 2eme, projection à partie recensement 2005/ conflit présent dans l'institution
****Projections de population à partir recensement 2005.

Annexe 9. Modalités classification socio-démographique échantillon.

Tableau 09. Modalités classification socio-démographique échantillon.

Critère	Variable	Type variable	Modalités variables
1. Démographique	1.1. Genre	Variable qualitative binaire	1. Homme. 2. Femme
	1.2. Groupe d'âge	Variable ordinale recodé en qualitative nominale	1. (18-34) 2. (35-51) 3. (52- 68) 4. (69 et plus)
2. Groupe et statut socioéconomique	2.1. Revenus par personne en COP	Variable quantitative continue recodé en quantitative discrete	1. 0-250000. 2. 251000-850000.3. 851000-1500000. 4. 1501000-2800000.5. 5001000-8000000.6. 8001000-13000000. 7. 13M et plus
	2.2. Revenus selon structure classes DANE	Variable quantitative discrète recodé en catégorique ordinale	Revenus DANE : Pauvres (1); vulnérables (2); Classes moyennes (3,4); classes aisées (5 et plus)
	2.3. Niveau d'études	Catégorique ordinale	1. Primaire. 2. Secondaire. 3. BAC. 4. études techniques (BTS). 5. études supérieures (licence). 6. licence et plus master.
	2.4. Professions, occupations et métiers	Catégorique nominale - question ouverte	Type de métier, occupation et profession exercé
	2.5. Catégories socio-professionnelles : Diversité entre professions et occupations (PCS français) : Classification PCS,	Variable qualitative nominale	1. Agriculteurs exploitants. 2. Artisans, commerçants et chefs d'entreprise. 3. Cadres et professions intellectuelles supérieures. 4. Professions intermédiaires. 5. Employés. 6. Ouvriers. 7. Retraités. 8. Autres personnes sans activité professionnelle
	2.6. Statut de l'emploi emploi formel/emploi souterraine,	Variable qualitative binaire	1. Oui (formel). 2. Non (souterraine)
	2.7. Expérience de chômage prolongée Oui/Non.	Variable qualitative binaire	1. Oui. 2. Non.
	2.8. Statut dans le système d'assistance sociale à l'heure de l'entretien.	Variable qualitative binaire	1. Assisté (oui) ou 2. non assisté (non).
3. Variables subjectives positionnement	3.1. Trajectoire de mobilité sociale	Catégorique ordinale	1. Ascendante : 2. Egal stable 3. Descendante
	3.2. Expérience pauvreté subjective ou objective.	Variable qualitative binaire	1. Oui. 2. Non.

	3.3. Auto-positionnement de classe	Question ouverte, variable catégorique ordinal	1. Classe haute aisée. 2. Classe moyenne haute. 3. Classe moyenne. 4. Classe moyenne baisse. 5. Paysan classe moyenne. 6. Classe travailleuse. 7.
	3.4. Satisfaction revenus	Variable catégorique ordinale	1. Très satisfait possibilité épargne. 2. Revenus satisfaisantes. 3. Revenus justes. 4. Revenus insuffisantes besoin prêts
4. Valeurs et appartenances politiques et religieuses	4.1. Positionnement dans le spectre idéologique gauche-droite	Catégorique nominale	1. Gauche. 2. Centre gauche. 3. Centre. 4. Droite
	4.2. Candidat à voter ou voté dans les présidentielles de 2018	Catégorique nominale	1. Ivan Duque: 2. Gustavo Petro. 3. Sergio Fajardo. 4. Autre
	4.3. Appartenance religieuse déclarée	Variable qualitative binaire	1. Oui (religieux). 2. Non (non religieux).
5. Critère Géographique.	5.1. Quartier de résidence et strate	Variable quantitative continue	Strate 0 (rural) à strate 6
	5.2. Ville de résidence	Variable Qualitative catégorique nominale	1. Bogota. 2. Cartagena. 3. Viota. 4. San Jacinto
	5.3. Endroit résidence urbain	Variable qualitative binaire	1. Oui (urbain) 2. Non
	5.4. Quartier zone	Question ouverte, variable catégorique nominal	Quartiers zone de résidence et hameaux habités

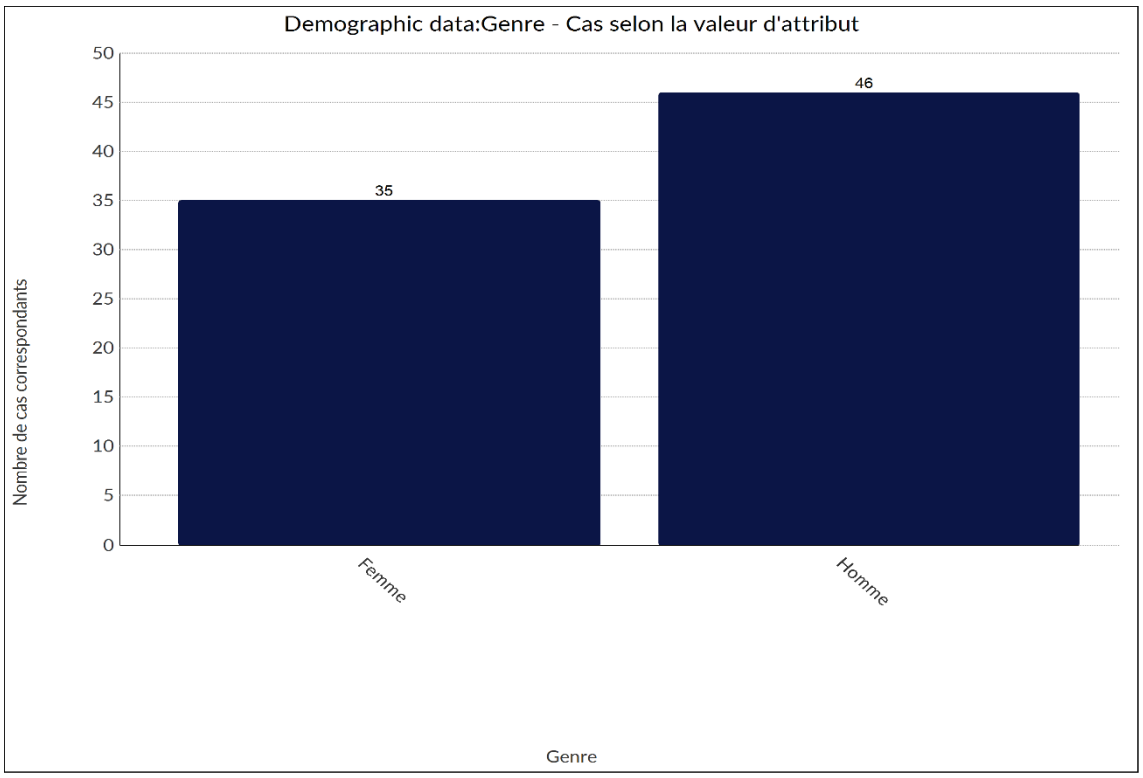
[1] Seuils de revenus choisis en fonction des seuils du DANE (équivalent INSEE).

[2] Informations tirées des récits et narratives sur les liens sociaux et histoire de la famille.

Annexe 10. Données socio-démographiques échantillon. N : 81.

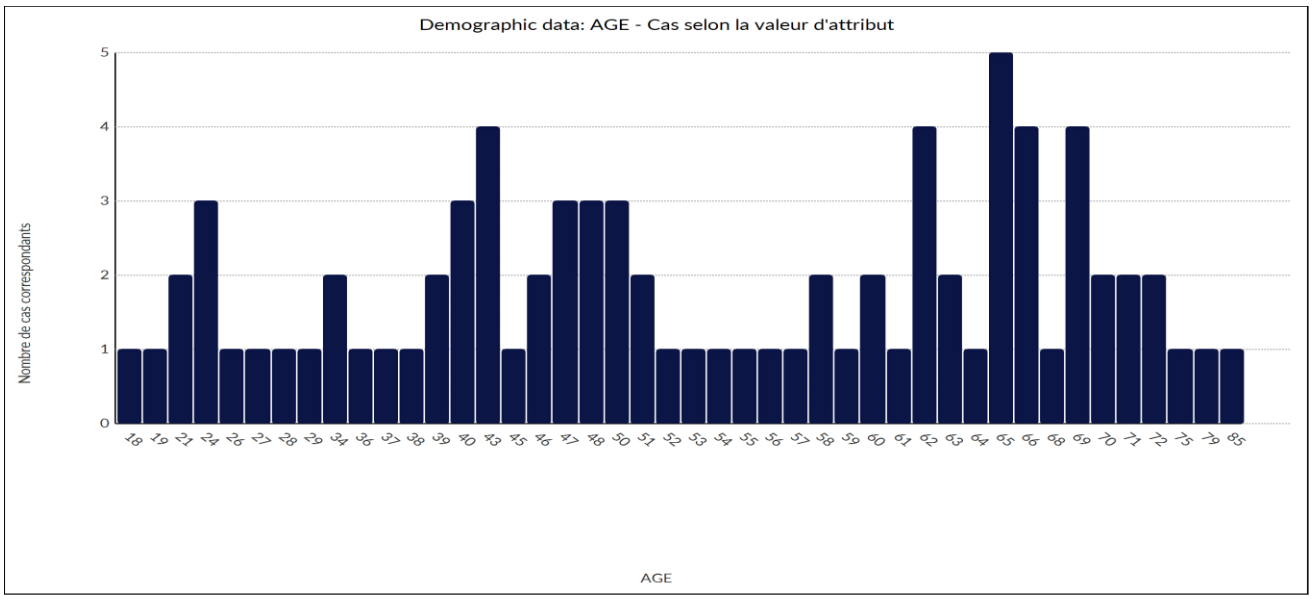
	Assisté ou non	Autopositionnement	Exp. chômage	Genre	AGE	Groupe d'âge	Idéologie politique	Mobilité	Niveau d'éducation	Occupation	PCS	Profession	Quartier hameaux	Religion	Revenus DANE 2	Revenus déclarés	Revenus subjectifs	Risque pauvreté	Emploi formel	Strate	Urbain ou non	Ville de résidence	Vote déclaré	Exp Pauvreté
Cas\\E10UCF8X1	Non	Refuse	1	Femme	66	57-66	Non assignée	Ascendante	Primaire	Babysitting	5 E	NA	San Luis	Oui	Pauvres et PExtremes	1	2	1	Non	2	Oui	Bogotá	Non assig	Oui
Cas\\E11UCF9X1	Non	Classe haute	1	Femme	85	77-85	Droit	Descendante	BAC	Non applicable	8 SAP	NA	Fontibón	Oui	Pauvres et PExtremes	1	2	2	Non appli	3	Oui	Bogotá	Duque	Oui
Cas\\E12UCF10X1	Non	Classe moyenne	2	Femme	55	47-56	Droit	Ascendante	License	PDG chargé sécurité électronique	3 CPSIS	Admin Tourisme	Usaquen	Oui	Classes hautes aisés	8	1	3	Oui	6	Oui	Bogotá	Duque	Non
Cas\\E13UPF11X1	Oui	Classe travailleuse	1	Femme	79	77-85	Non assignée	Ascendante	Primaire	Service massage	2 ACC	NA	Torices	Oui	Vulnérables CMémergeants	2	3	1	Non	1	Oui	Cartagena	Non assig	Oui
Cas\\E14UPF11X2	Non	Refuse	1	Homme	21	18-26	Non assignée	Egal	BAC	Chômage	6 O	NA	Torices	Oui	Pauvres et PExtremes	1	4	1	Non	1	Oui	Cartagena	Non assig	Oui
Cas\\E15UPF12	Non	Classe moyenne haute	1	Femme	36	27-36	Centre gauche	Egal	License	PDG	3 CPSIS	Créatrice mode	Zona norte	Oui	Classes hautes aisés	6	1	3	Oui	4	Oui	Cartagena	Fajardo	Non
Cas\\E16UCF13	Non	Classe moyenne	1	Femme	39	47-56	Droit	Ascendante	BTS Techniqu	Assistante comptable	5 E	Auxiliaire comptable	Mosquera	Non assi	Classes moyennes	3	3	2	Oui	3	Oui	Bogotá	Duque	Oui
Cas\\E17UPF14X1	Non	Classe moyenne	1	Homme	71	77-85	Centre	Ascendante	License	Retraite	7 R	Ingénieur civil	Bocagrand	Non	Classes hautes aisés	6	2	3	Oui	6	Oui	Cartagena	Non assig	Oui
Cas\\E17UPF14X2	Non	Classe moyenne	2	Femme	65	57-66	Centre gauche	Ascendante	BTS Techniqu	Retraite	5 E	NA	Bocagrand	Oui	Classes hautes aisés	5	2	3	Oui	6	Oui	Cartagena	Fajardo	Non
Cas\\E17UPF14X4	Non	Classe moyenne	1	Homme	72	77-85	Centre	Ascendante	Master et plus	Retraite ex magistrat	7 R	Avocat	Manga	Non	Classes hautes aisés	8	1	3	Oui	5	Oui	Cartagena	Fajardo	Oui
Cas\\E18UPF15	Non	Classe moyenne	2	Homme	69	67-77	Centre	Ascendante	Master et plus	Retraite ex PDG	7 R	Ingénieur industriel	Bocagrand	Oui	Classes hautes aisés	6	4	3	Oui	6	Oui	Cartagena	Non assig	Non
Cas\\E19UPF34	Non	Classe moyenne	2	Homme	70	67-77	Centre	Egal	License	Retraite	7 R	Économiste	Getsemani	Non assi	Classes moyennes	3	2	2	Oui	3	Oui	Cartagena	Non assig	Non
Cas\\E1UPF1X1	Oui	Refuse	1	Femme	34	27-36	Non assignée	Egal	BTS Techniqu	étudiant	8 SAP	Etudiant langues	Candelaria	Oui	Vulnérables CMémergeants	2	2	1	Non	2	Oui	Cartagena	Non assig	Oui
Cas\\E20UCF8X2	Non	Pauvres	1	Homme	70	67-77	Centre gauche	Ascendante	Primaire	Jardinier	6 O	NA	San Luis	Oui	Classes moyennes	3	4	2	Non	2	Oui	Bogotá	Petro	Oui
Cas\\E21UCF20	Non	Classe moyenne	2	Homme	69	67-77	Non assignée	Ascendante	Master et plus	Retraite	7 R	Ingénieur chimiste	Suba	Non assi	Classes hautes aisés	5	2	2	Oui	4	Oui	Bogotá	Duque	Oui
Cas\\E22UCF21	Non	Refuse	1	Homme	37	37-46	Non assignée	Ascendante	Sécondaire	Taxiste	2 ACC	NA	Cruces	Oui	Classes moyennes	3	3	2	Non	2	Oui	Bogotá	Non assig	Oui
Cas\\E23UCF22	Non	Classe moyenne	2	Femme	27	27-36	Gauche	Ascendante	License	Analiste qualité hotel	5 E	Ingénieur d'aliments	La Estrada	Oui	Classes moyennes	4	3	2	Oui	3	Oui	Bogotá	Petro	Oui
Cas\\E24UCF23	Non	Classe moyenne	2	Homme	29	27-36	Centre	Ascendante	License	Analiste qualité hotel	5 E	Admin entreprises busines	Fontibón	Non	Classes moyennes	4	2	2	Oui	4	Oui	Bogotá	Fajardo	Oui
Cas\\E25UCF24X1	Non	Refuse	2	Femme	24	18-26	Centre	Ascendante	License	Analiste division RH	5 E	Psychologue	Primera m	Non	Classes moyennes	4	2	2	Oui	3	Oui	Bogotá	Non assig	Oui
Cas\\E26UCF25	Non	Classe travailleuse	1	Femme	39	37-46	Droit	Ascendante	BTS Techniqu	Salon beauté hotel	4 PI	Technique en beauté	Mosquera	Oui	Classes moyennes	4	3	2	Oui	3	Oui	Bogotá	Duque	Oui
Cas\\E27UCF26	Oui	Refuse	1	Femme	34	27-36	Gauche	Ascendante	BAC	Mère au foyer	8 SAP	NA	Ciudad Bo	Non	Vulnérables CMémergeants	2	3	1	Non appli	2	Oui	Bogotá	Petro	Oui
Cas\\E28UCF24X2	Non	Classe moyenne	2	Homme	28	27-36	Centre gauche	Ascendante	License	Microentrepreneur	3 CPSIS	Designer industriel	Alquería	Non	Classes moyennes	4	2	1	Oui	3	Oui	Bogotá	Petro	Oui
Cas\\E29UCF9X2	Non	Classe moyenne	2	Femme	58	57-66	Gauche	Ascendante	Master et plus	Professeure district	4 PI	Avocat	Salitre	Oui	Vulnérables CMémergeants	5	2	2	Oui	4	Oui	Bogotá	Fajardo	Oui
Cas\\E2UPF1X2	Non	Classe moyenne	1	Femme	60	57-66	Non assignée	Ascendante	Primaire	Vendeuse	2 ACC	Musicienne	San Pedro	Oui	Vulnérables CMémergeants	2	2	1	Non	2	Oui	Cartagena	Non assig	Oui
Cas\\E30UCF25	Non	Classe haute	2	Homme	43	37-46	Droit	Ascendante	Master et plus	Chef bureau planification mairie	3 CPSIS	Économiste	Chicó	Non	Classes hautes aisés	7	1	3	Oui	6	Oui	Bogotá	Duque	Non
Cas\\E31UCF26	Non	Classe moyenne	2	Homme	62	57-66	Centre	Ascendante	Master et plus	PDG	3 CPSIS	Ingénieur électrique	Cedritos	Non	Classes hautes aisés	7	2	3	Oui	4	Oui	Bogotá	Fajardo	Oui
Cas\\E32UCF10X2	Non	Classe haute	2	Femme	24	18-26	Droit	Egal	License	Stagaire multinational	5 E	Admin entreprises busines	Usaquen	Oui	Classes moyennes	3	3	3	Oui	6	Oui	Bogotá	Fajardo	Non
Cas\\E33UCF27	Non	Classe moyenne haute	1	Femme	43	37-46	Droit	Egal	Master et plus	PDG	3 CPSIS	Psychologue	Cajicá	Oui	Classes hautes aisés	6	2	3	Oui	6	Oui	Bogotá	Duque	Non
Cas\\E34UCF1	Non	Classe moyenne haute	1	Femme	62	57-66	Droit	Egal	License	Coordinatrice departement langues université	3 CPSIS	Infirmière	Chicó	Oui	Classes hautes aisés	7	1	3	Oui	6	Oui	Bogotá	Duque	Non
Cas\\E35UCF29	Non	Classe moyenne baisse	1	Homme	47	47-56	Droit	Ascendante	Master et plus	PDG	3 CPSIS	Avocat	Fontibón	Oui	Classes hautes aisés	8	1	3	Oui	4	Oui	Bogotá	Duque	Oui
Cas\\E36UPF30	Oui	Classe travailleuse	1	Femme	50	47-56	Droit	Ascendante	Sécondaire	Petits boulots	2 ACC	NA	Bicentenar	Oui	Vulnérables CMémergeants	2	4	1	Non	2	Oui	Cartagena	Duque	Oui
Cas\\E37UPF31	Non	Refuse	1	Femme	64	57-66	Droit	Descendante	BAC	Chômage	8 SAP	NA	Bicentenar	Oui	Pauvres et PExtremes	1	4	1	Non	2	Oui	Cartagena	Duque	Oui
Cas\\E38UPF32	Non	Classe travailleuse	1	Homme	65	57-66	Gauche	Egal	Primaire	Cordonnier	7 R	NA	San Pedro	Oui	Classes moyennes	3	4	2	Oui	1	Oui	Cartagena	Petro	Oui
Cas\\E39UPF2X3	Non	Classe moyenne baisse	2	Homme	53	47-56	Centre	Egal	BTS Techniqu	Livreur courriel	5 E	NA	Pie de la p	Non	Classes moyennes	3	4	2	Oui	3	Oui	Cartagena	Non assig	Oui
Cas\\E3UPF2X1	Non	Classe moyenne baisse	2	Femme	18	18-26	Centre	Egal	BAC	étudiant	8 SAP	NA	Pie de la p	Non	Pauvres et PExtremes	1	4	2	Non appli	3	Oui	Cartagena	Fajardo	Oui
Cas\\E40UPF31	Non	Classe travailleuse	2	Homme	58	57-66	Droit	Ascendante	Primaire	PDG	3 CPSIS	Entrepreneur	Manga	Non	Classes hautes aisés	8	2	3	Oui	5	Oui	Cartagena	Duque	Oui
Cas\\E41RCF33	Non	Classe moyenne	1	Homme	66	57-66	Centre gauche	Egal	BAC	Retraite	7 R	NA	Viota cent	Oui	Classes moyennes	3	3	2	Oui	2	Non	Viotá	Petro	Non
Cas\\E42RCF34	Oui	Classe moyenne	2	Homme	54	47-56	Centre	Ascendante	Primaire	Gardien ferme	6 O	NA	Barrio Obr	Oui	Pauvres et PExtremes	1	2	1	Non	1	Non	Viotá	Non assig	Oui
Cas\\E43RCF35	Oui	Paysan	2	Homme	75	57-66	Non assignée	Egal	Primaire	Paysan fermier journalière	2 ACC	NA	San Gabri	Oui	Vulnérables CMémergeants	2	3	2	Non	0	Non	Viotá	Non assig	Oui
Cas\\E45UPF36	Non	Classe moyenne	2	Femme	40	37-46	Centre gauche	Ascendante	Master et plus	Mairie enlace victimes	4 PI	Zootecniste	Viota cent	Oui	Classes moyennes	3	2	2	Oui	2	Non	Viotá	Duque	Oui
Cas\\E46RCF37	Oui	Non assignée	Non assig	Femme	43	37-46	Non assignée	Non assignée	License	Commerce papeterie	5 E	Administration publique	Capotes	Non assi	Vulnérables CMémergeants	2	Non assig	2	Oui	0	Non	Viotá	Non assig	Oui
Cas\\E47RCF39	Non	Classe moyenne	1	Homme	40	37-46	Non assignée	Egal	BAC	Batiment et décoration	2 ACC	NA	Allende	Oui	Classes moyennes	3	2	2	Non	2	Non	Viotá	Non assig	Oui
Cas\\E48RCF40	Oui	Classe travailleuse	1	Femme	46	37-46	Centre gauche	Ascendante	BTS Techniqu	Petite entreprise vente	2 ACC	NA	San Gabri	Oui	Classes moyennes	4	2	2	Non	0	Non	Viotá	Petro	Oui
Cas\\E49RCF41X1	Non	Classe travailleuse	2	Femme	65	57-66	Droit	Egal	BTS Techniqu	Hacendado	1 AE	Auxilaire comptable	Florida Vi	Oui	Classes moyennes	4	3	2	Non	4	Non	Viotá	Duque	Oui
Cas\\E49RCF41X2	Non	Paysan	2	Homme	71	67-77	Non assignée	Egal	Sécondaire	Administrateur ferme	1 AE	NA	Florida Vi	Oui	Vulnérables CMémergeants	2	Non assig	2	Non	0	Non	Viotá	Non assig	Oui
Cas\\E4UPF2X2	Non	Classe moyenne baisse	1	Femme	19	18-26	Centre	Egal	BTS Techniqu	Stagiare	5 E	Technique en logistique	Pie de la p	Oui	Pauvres et PExtremes	1	4	2	Oui	3	Oui	Cartagena	Fajardo	Oui
Cas\\E50RCF42	Non	Non assignée	1	Homme	66	57-66	Droit	Ascendante	Master et plus	Directeur clinique	3 CPSIS	Veterinaire	Palmar Vi	Oui	Classes hautes aisés	8	1	3	Oui	5	Non	Viotá	Duque	Non
Cas\\E51RPF43	Oui	Refuse	1	Femme	26	18-26	Non assignée	Egal	Primaire	Artisanne vendeuse	2 ACC	NA	Arenas	Non	Pauvres et PExtremes	1	4	1	Non	0	Non	San Jacinto	Non assig	Oui
Cas\\E52RCF44	Non	Classe moyenne	2	Homme	65	67-77	Centre	Ascendante	Master et plus	Profeseur jardin botanique	3 CPSIS	Ingénieur forestier	Usaquen	Non	Classes hautes aisés	5	2	3	Oui	5	Non	Viotá	Non assig	Non
Cas\\E52RCF44X2	Non	Classe moyenne	2	Femme	62	57-66	Centre	Ascendante	Master et plus	Consultant	3 CPSIS	Ingénieur forestier	Usaquen	Oui	Classes moyennes	4	2	3	Oui	5	Oui	Viotá	Fajardo	Non
Cas\\E53RPF46X1	Oui	Paysan	1	Homme	38	37-46	Centre	Egal	BAC	Petite entreprise vente	1 AE	NA	Las Palma	Non assi	Classes moyennes	3	3	2	Non	0	Non	San Jacinto	Duque	Oui
Cas\\E53RPF46X2	Oui	Paysan	1	Homme	56	57-66	Gauche	Egal	Sécondaire	Paysan propriétaire	1 AE	NA	Las Palma	Non assi	Vulnérables CMémergeants	2	3	1	Non	0	Non	San Jacinto	Petro	Oui
Cas\\E55RCF47	Non	Classe moyenne	2	Homme	45	37-46	Droit	Egal	License	Hacendado	1 AE	Admin entreprises busines	San Gabri	Oui	Classes hautes aisés	6	2	2	Oui	5	Non	Viotá	Duque	Non
Cas\\E56RCF48X1	Non	Pauvres	2	Femme	60	67-77	Non assignée	Ascendante	Primaire	Petite vente	2 ACC	NA	San Gabri	Oui	Classes moyennes	3	2	1	Non	0	Non	Viotá	Non assig	Oui
Cas\\E57RPF45	Oui	Classe moyenne	1	Homme	61	57-66	Non assignée	Egal	Sécondaire	Vendeuse	5 E	NA	Variante S	Oui	Vulnérables CMémergeants	2	2	1	Non	1	Non	San Jacinto	Non assig	Oui
Cas\\E58RPF46	Non	Refuse	2	Homme	21	18-26	Non assignée	Egal	Primaire	Briquetier	6 O	NA	Variante S	Non assi	Vulnérables CMémergeants	2	1	1	Non	1	Non	San Jacinto	Non assig	Oui
Cas\\E59RPF47	Non	Classe travailleuse	1	Homme	24	18-26	Centre	Egal	BAC	Laveur automobile	6 O	NA	Variante S	Oui	Classes moyennes	3	4	1	Non	1	Non	San Jacinto	Non assig	Oui
Cas\\E5UPF3	Non	Refuse	2	Homme	40	37-46	Centre	Egal	BTS Techniqu	Microentrepreneur	4 PI	BTS systemes	Torices	Oui	Classes moyennes	4	1	2	Oui	3	Oui	Cartagena	Duque	Oui
Cas\\E60UPF48	Non	Classe moyenne	2	Femme	68	67-77	Gauche	Ascendante	Master et plus	Professeure district	4 PI	Pedagogue philosophie	Centro SJ	Oui	Classes moyennes	4	2	2	Oui	5	Non	San Jacinto	Petro	Non
Cas\\E61RPF49	Oui	Paysan	1	Homme	50	47-56	Centre gauche	Ascendante	BTS Techniqu	Chargé poste santé village	4 PI	Infirmière	Las Palma	Oui	Vulnérables CMémergeants	2	1	2	Oui	0	Non	San Jacinto	Petro	Oui
Cas\\E62RPF49X1	Oui	Paysan CMoyenne	1	Homme	63	47-56	Gauche	Egal	BAC	Paysan propriétaire	2 ACC	NA	Las Palma	Oui	Vulnérables CMémergeants	2	4	2	Non	0	Non	San Jacinto	Petro	Oui
Cas\\E62RPF49X2	Oui	Paysan CMoyenne	1	Homme	48	47-56	Gauche	Descendante	BAC	Paysan propriétaire	1 AE	NA	Las Palma	Non	Vulnérables CMémergeants	2	3	2	Non	0	Non	San Jacinto	Petro	Oui
Cas\\E64RPF51	Oui	Paysan	1	Homme	50	47-56	Non assignée	Descendante	Primaire	Paysan fermier journalière	1 AE	NA	Las Palma	Non assi	Vulnérables CMémergeants	2	3	1	Non	0	Non	San Jacinto	Non assig	Oui
Cas\\E64UCF7X2	Oui	Classe moyenne	1	Femme	62	57-66	Centre	Ascendante	Sécondaire	Mère au foyer	8 SAP	NA	Suba	Oui	Pauvres et PExtremes	1	3	2	Non	2	Oui	Bogotá	Non assig	Oui
Cas\\E65RPF52	Oui	Paysan	1	Homme	69	67-77	Gauche	Descendante	Sécondaire	Paysan propriétaire	1 AE	NA	Las Charq	Oui	Vulnérables CMémergeants	2	3	2	Non	0	Non	San Jacinto	Petro	Oui
Cas\\E66RPF53X1	Oui	Non assignée	1	Femme	46	47-56	Droit	Egal	BAC	Mère au foyer	8 SAP	NA	Centro SJ	Oui	Vulnérables CMémergeants	2	Non assig	2	Non	2	Non	San Jacinto	Duque	Oui
Cas\\E66RPF53X2	Non	Classe travailleuse	1	Femme	52	47-56	Droit	Ascendante	BTS Techniqu	Petits boulots	5 E	Auxilaire comptable	Centro SJ	Oui	Classes moyennes	3	3	2	Oui	2	Non	San Jacinto	Duque	Oui
Cas\\E67RPF54	Non	Classe travailleuse	1	Femme	48	47-56	Non assignée	Ascendante	BTS Techniqu	Artisanne vendeuse	2 ACC	Technique en beauté	Arenas	Oui	Vulnérables CMémergeants	2	3	1	Non	0	Non	San Jacinto	Duque	Oui
Cas\\E68RCF55	Non	Refuse	2	Homme	66	57-66	Centre	Non assignée	BTS Techniqu	Retraite	2 ACC	BTS vocational agricole	Viota cent	Non assi	Classes moyennes	3	Non assig	2	Oui	2	Non	Viotá	Non assig	NA
Cas\\E69RPF56	Oui	Pauvres	1	Homme	69	57-66	Gauche	Descendante	BAC	Leader social médecin traditionel	1 AE	NA	San Cristo	Oui	Vulnérables CMémergeants	2	Non assig	1	Non	0	Non	San Jacinto	Petro	Oui
Cas\\E6UPF4	Non	Classe moyenne	2	Homme	47	47-56	Centre	Ascendante	License	Médecin prestataire	3 CPSIS	Médecin generaliste	Campiña	Oui	Classes hautes aisés	6	4	2	Oui	2	Oui	Cartagena	Non assig	Oui
Cas\\E70RPFGX1	Oui	Paysan	1	Homme	51	47-56	Gauche	Descendante	BAC	Paysan propriétaire	1 AE	NA	San José S	Non	Vulnérables CMémergeants	2	3	1	Non	0	Non	San Jacinto	Petro	Oui
Cas\\E70RPFGX2	Non	Classe moyenne	2	Homme	47	47-56	Centre	Ascendante	License	Profeseur	4 PI	Admin entreprises busines	Campiña	Oui	Classes moyennes	4	2	2	Oui	3	Oui	Cartagena	Non assig	Non
Cas\\E70RPFGX3	Oui	Paysan	1	Homme	72	67-77	Gauche	Descendante	Sécondaire	Paysan propriétaire	1 AE	NA	San José S	Non	Pauvres et PExtremes	1	4	1	Non	0	Non	San Jacinto	Petro	Oui
Cas\\E70RPFGX4	Oui	Paysan	1	Femme	43	27-36	Centre	Ascendante	Sécondaire	Mère au foyer	1 AE	NA	La paz Vil	Non	Pauvres et PExtremes	1	4	1	Non	0	Non	San Jacinto	Petro	Oui
Cas\\E70RPFGX5	Oui	Paysan	1	Homme	48	47-56	Gauche	Egal	Sécondaire	Paysan fermier journalière	1 AE	NA	Arenas	Non	Pauvres et PExtremes	1	4	1	Non	0	Non	San Jacinto	Petro	Oui
Cas\\E70RPFGX6	Oui	Paysan	1	Homme	59	57-66	Gauche	Egal	BAC	Paysan fermier journalière	1 AE	NA	La paz Vil	Oui	Pauvres et PExtremes	1	4	1	Non	0	Non	San Jacinto	Petro	Oui
Cas\\E70RPFGX7	Oui	Paysan	1	Homme	51	37-46	Gauche	Descendante	Primaire	Paysan fermier journalière	1 AE	NA	San José S	Oui	Pauvres et PExtremes	1	4	1	Non	0	Non	San Jacinto	Petro	Oui
Cas\\E7UPF5	Non	Classe haute	2	Homme	57	57-66	Droit	Egal	Master et plus	Médecin consultation privé	3 CPSIS	Médecin spécialiste pédiatrie	Bocagrand	Oui	Classes hautes aisés	7	1	3	Oui	6	Oui	Cartagena	Duque	Non
Cas\\E8UPF6	Non	Refuse	1	Femme	63	57-66	Droit	Egal	BTS Techniqu	Mère au foyer	8 SAP	Technique en systemes	Pie de la p	Oui	Classes moyennes	3	2	2	Non appli	4	Oui	Cartagena	Duque	Non
Cas\\E9UCF7X1	Oui	Classe moyenne baisse	1	Homme	65	57-66	Non assignée	Ascendante	Sécondaire	Taxiste	2 ACC	NA	Suba	Non	Classes moyennes	3	4	2	Oui	2	Oui	Bogotá	Non assig	Oui

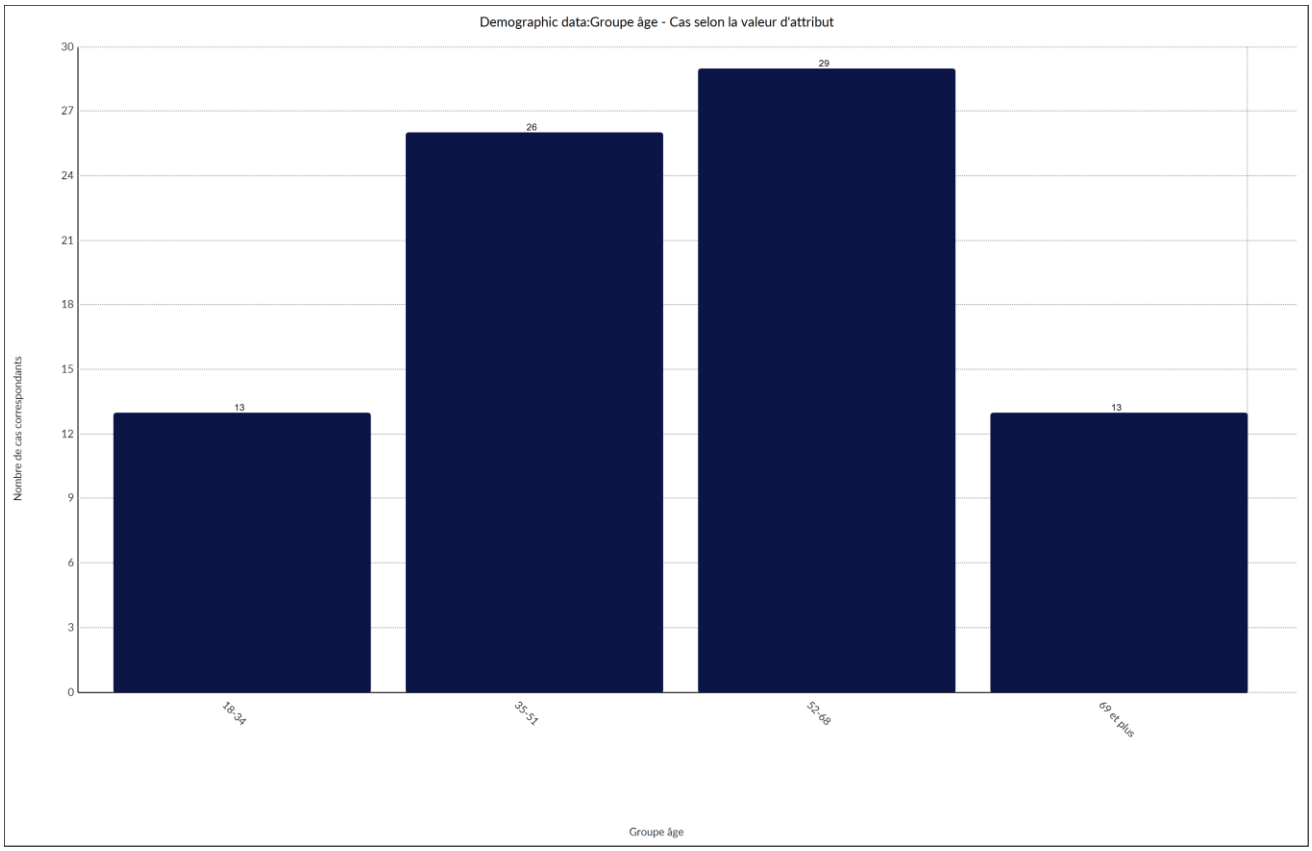
Annexe 11. Informations socio-démographique échantillon, sexe interviewés. N : 81.



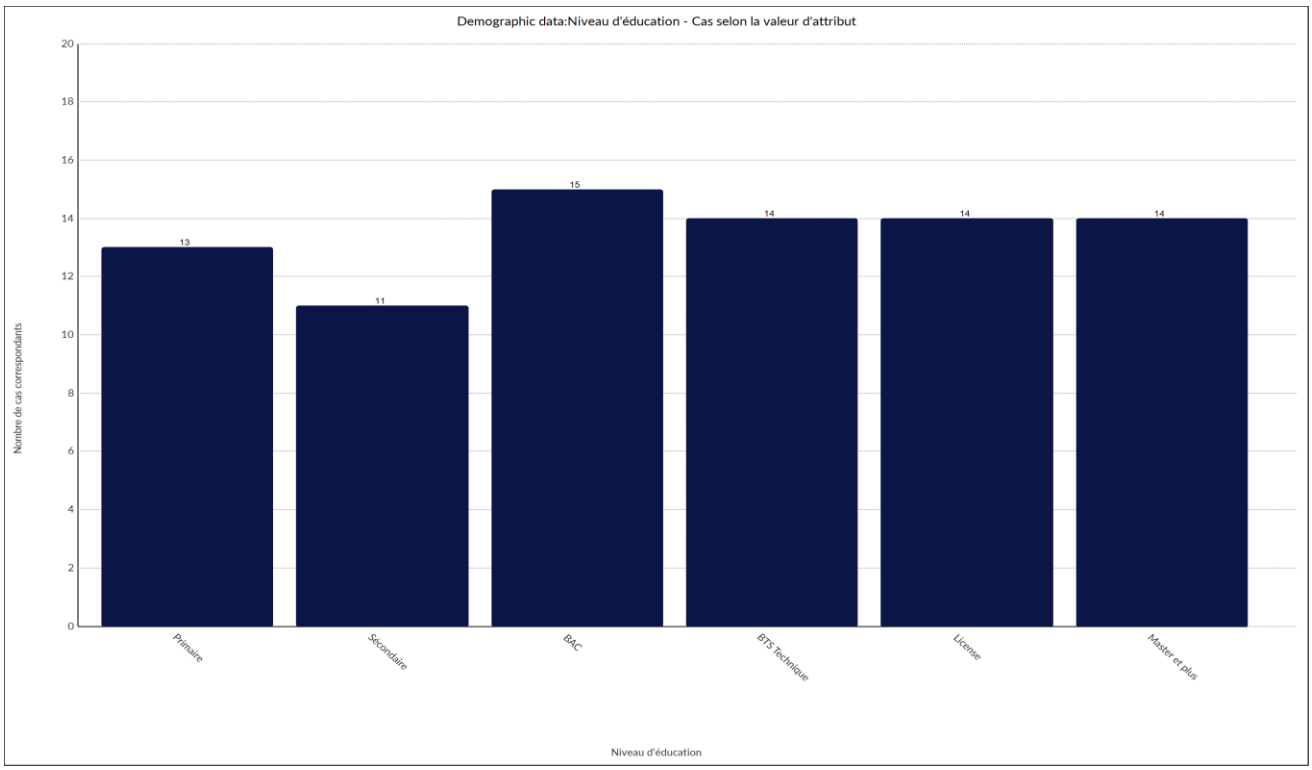
Urbain ou non	Genre	Combinaison de valeurs d'attribut spécifique
Non	Homme	25
Oui	Femme	24
Oui	Homme	21
Non	Femme	11

Annexe 12. Informations socio-démographique échantillon, Âge interviewés. N : 81.





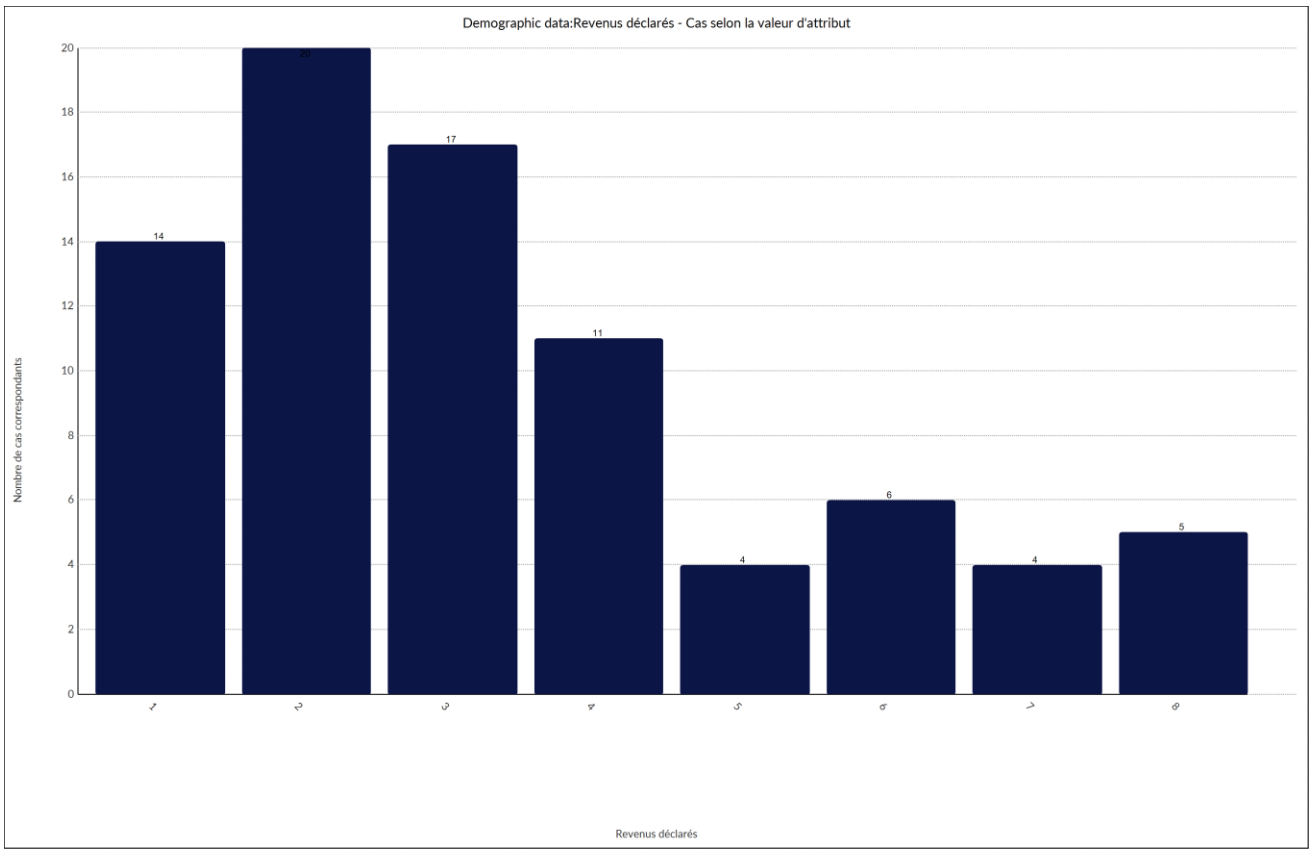
Annexe 13. Informations socio-démographique échantillon. Niveaux d'éducation interviewés. N : 81.



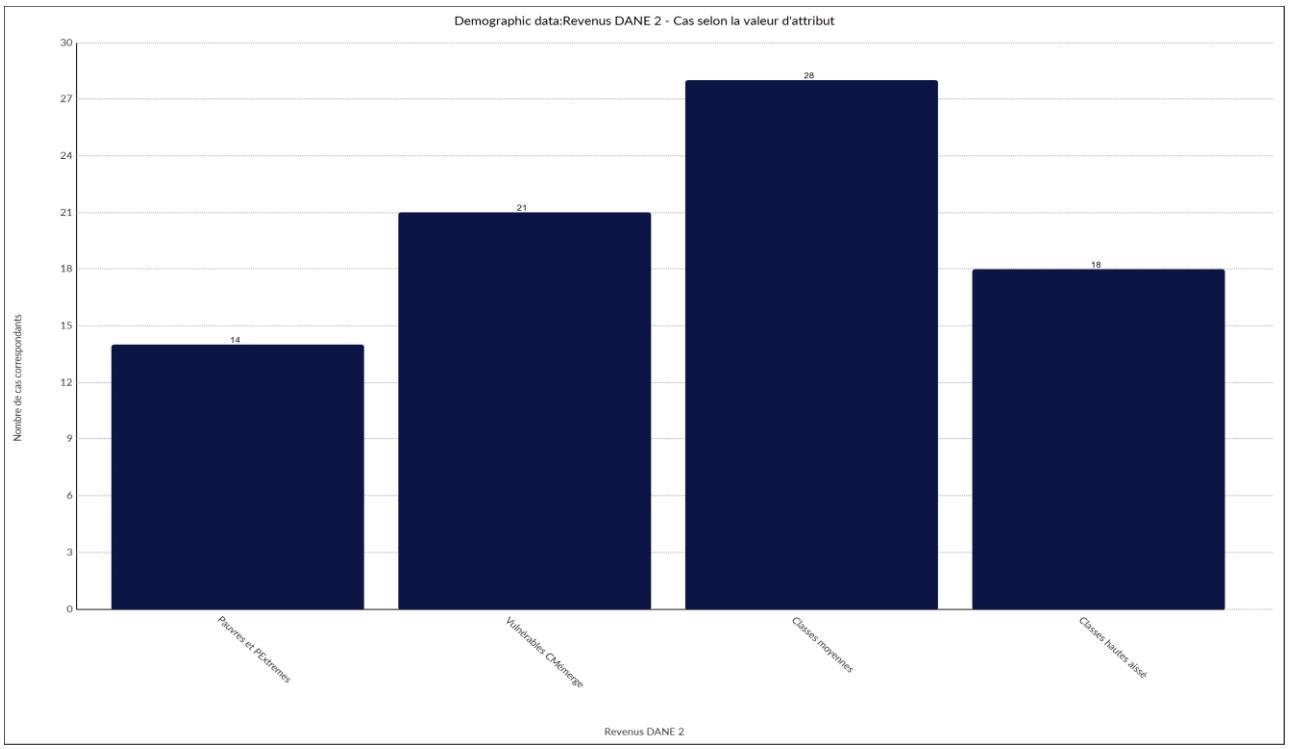
Annexe 14. Correspondances échelle de revenu utilisé Nvivo et classification DANE – BID.

Corespondances échelle revenu proposé et classification BID DANE			
Echelle de revenus proposé COP		Equivalents USD PPJ	Classe sociale attribué
1	0-250.000	2	Pauvres extremes
2	251000- 900000 SMIC	2.1 - 7.5	Pauvres et vulnérables
3	901000-1500000	7.5 - 12.5	Vulnérables
4	1501000-2800000	12.6 - 23	Classes moyennes
5	2801000-5000000	24-41	Classes moyennes
6	5001000-8000000	42-66	Classe haute
7	8001000-13000000	67-108	Classe haute
8	13001000 et plus	109 et plus	Classe haute
Classification BID repris DANE			
Critere 2017 USD	Critère 2020 USD	Classe sociale attribué	
0 - 2	0 - 2	Pauvres extremes	
2 - 4	2 - 5.5	Pauvres	
4 - 10	5.5. -13	CMoyennes émergeants ou vulnérables	
10 - 50	13- 70	Classes moyennes	
50 et plus	70 et plus	Classe haute	

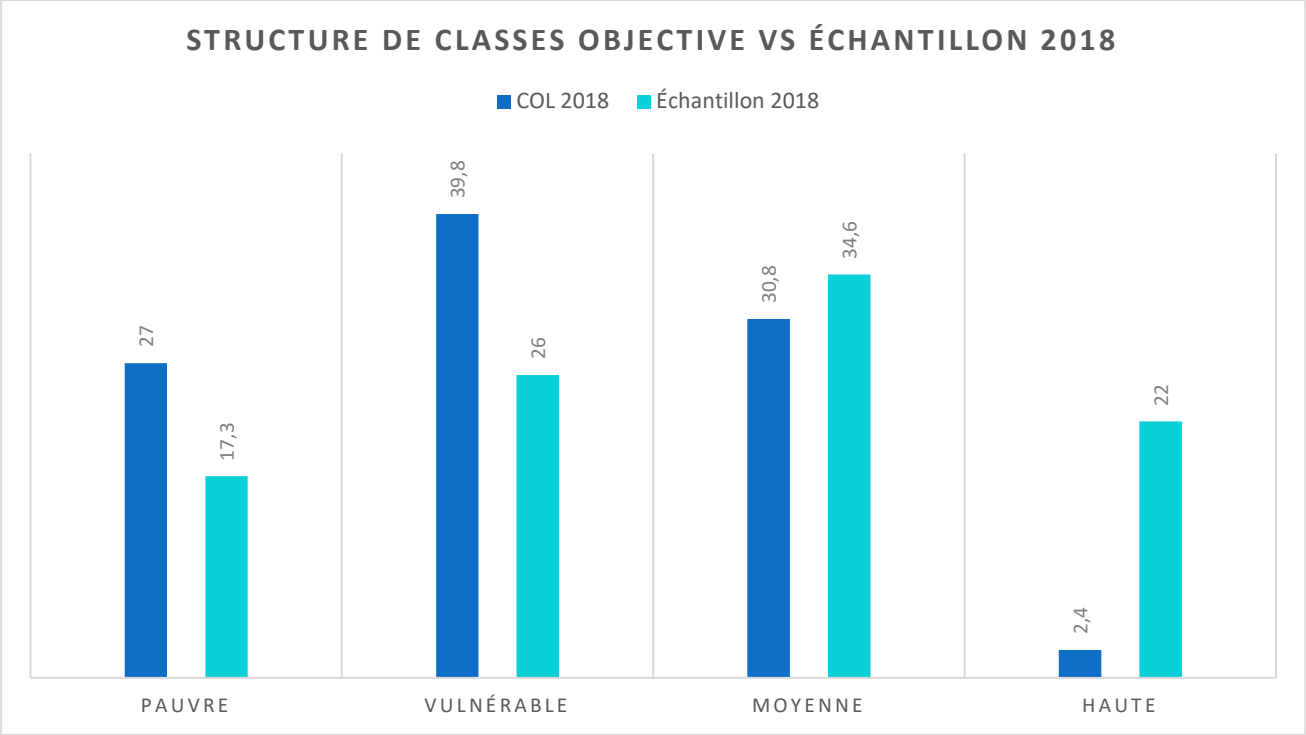
Annexe 15. Revenus déclarés de l'échantillon proposés en COP. N : 81. Huit modalités décrites en annexe 14.



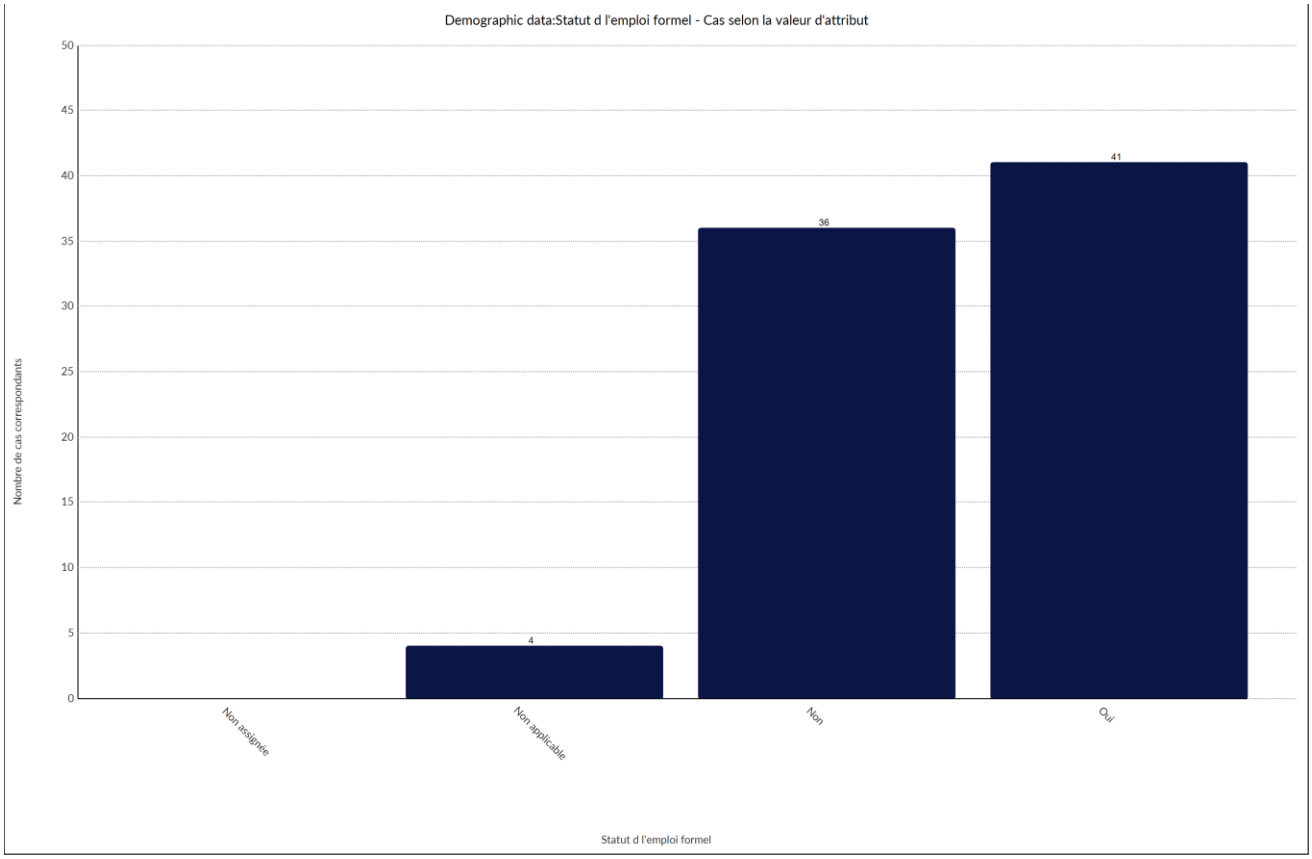
Annexe 16. Informations socio-démographique échantillon. Revenus échelle DANE-BID. N : 81.



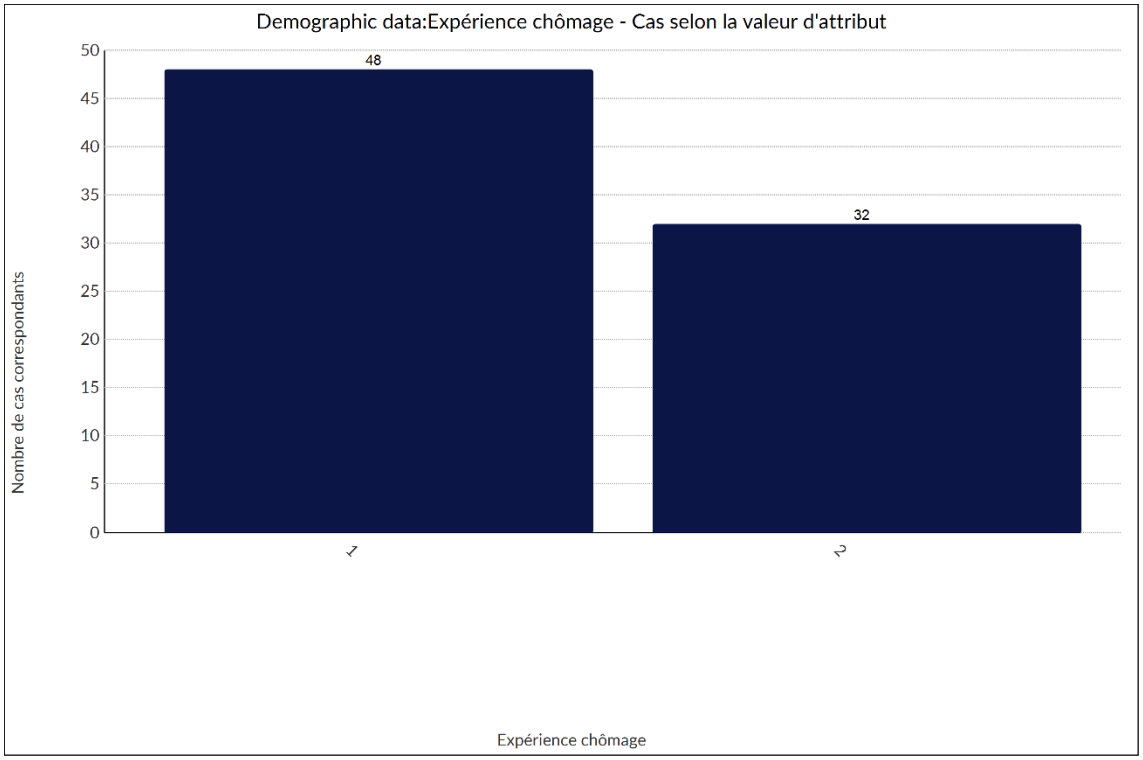
Annexe 17. Comparaison structure de classes en Colombie selon DANE pour l'année 2018 et la structure observée dans l'échantillon.



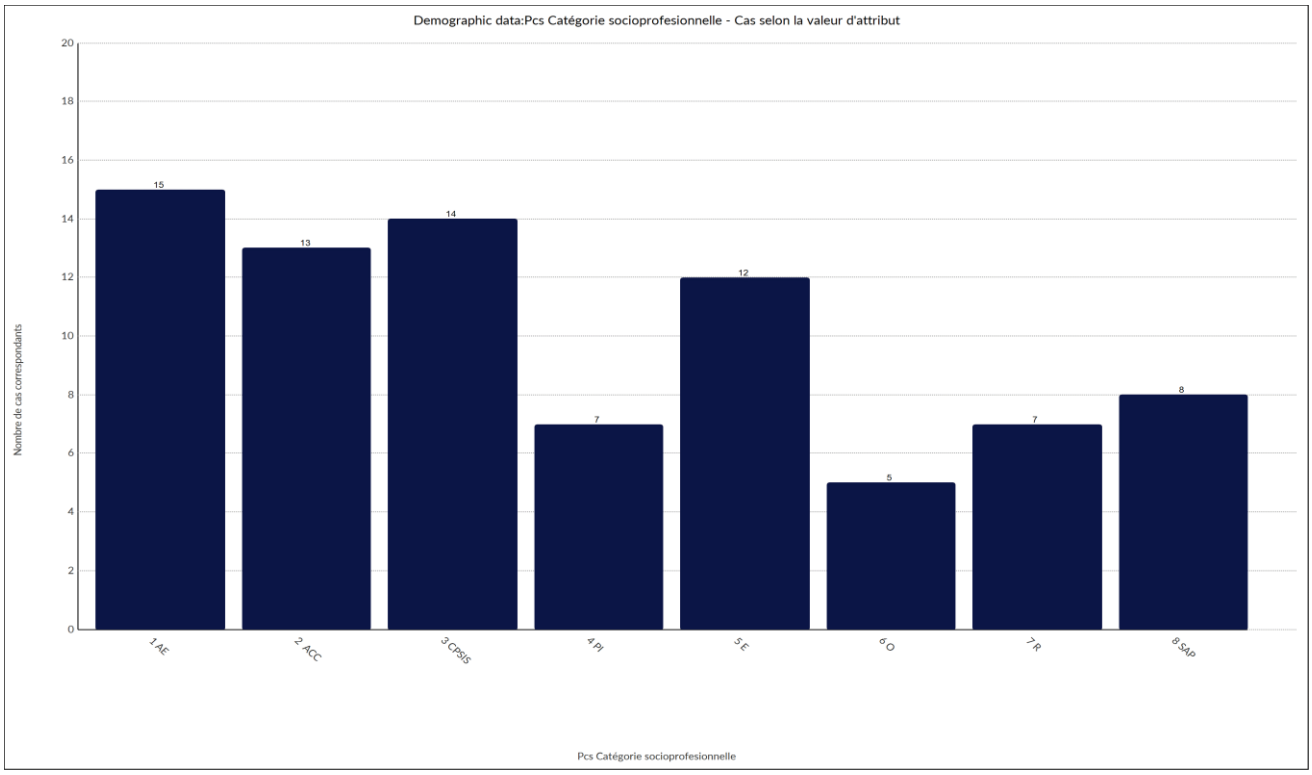
Annexe 18. Informations échantillon. Statut emploi exercé. N : 81.



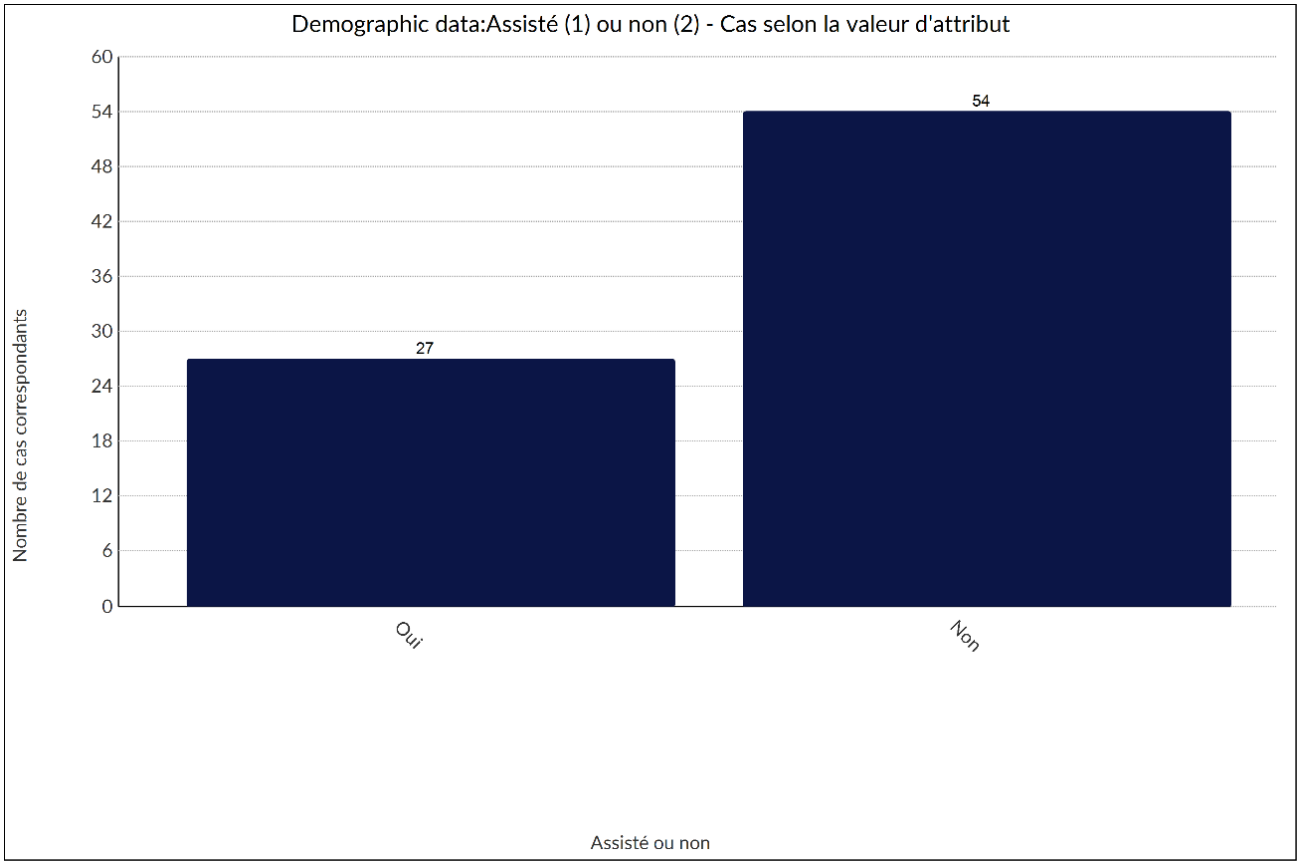
Annexe 19. Graphique 19. Expérience chômage dans la vie 1 (oui) et 2 (non). N : 81.



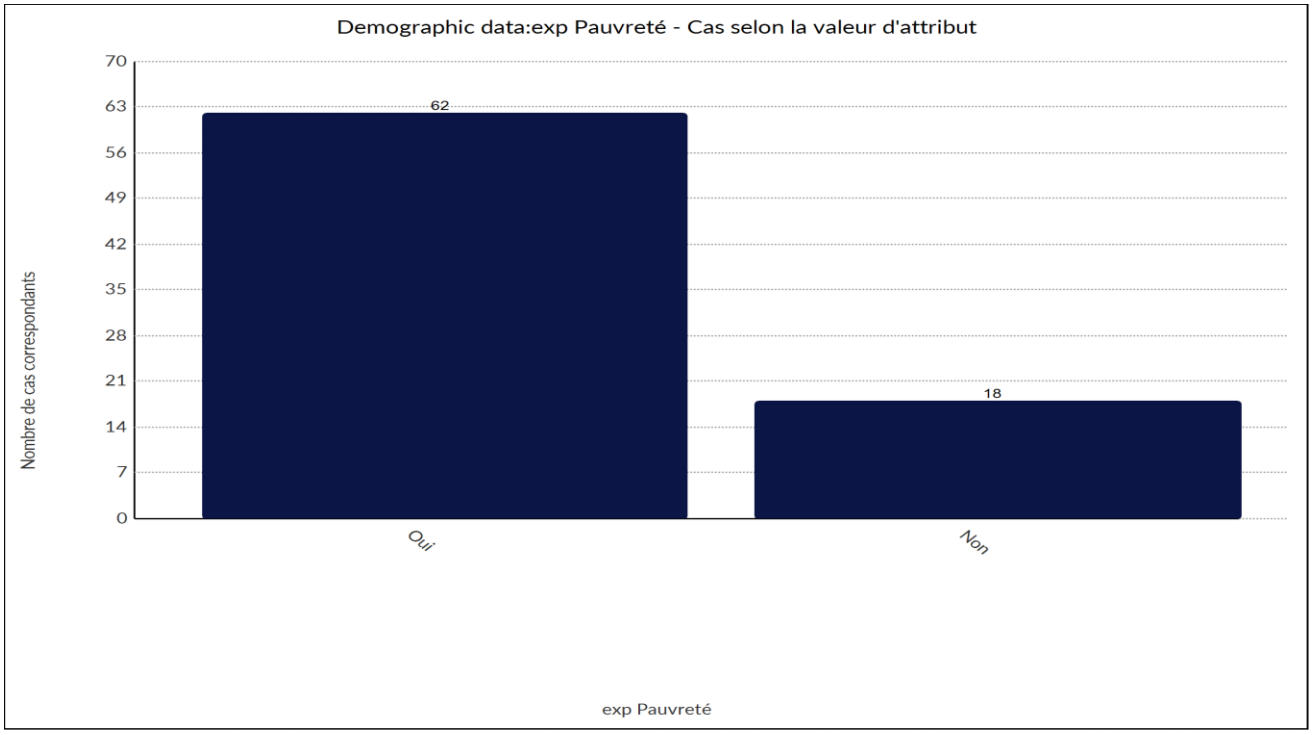
Annexe 20. Graphique 20. PCS Catégories socio-professionnelles échantillon N : 81. 1 Agriculteurs exploitants. 2. Artisans, commerçants et chefs d'entreprise. 3. Cadres et professions intellectuelles supérieures. 4. Professions intermédiaires. 5. Employés. 6. Ouvriers. 7. Retraités. 8. Autres personnes sans activité professionnelle.



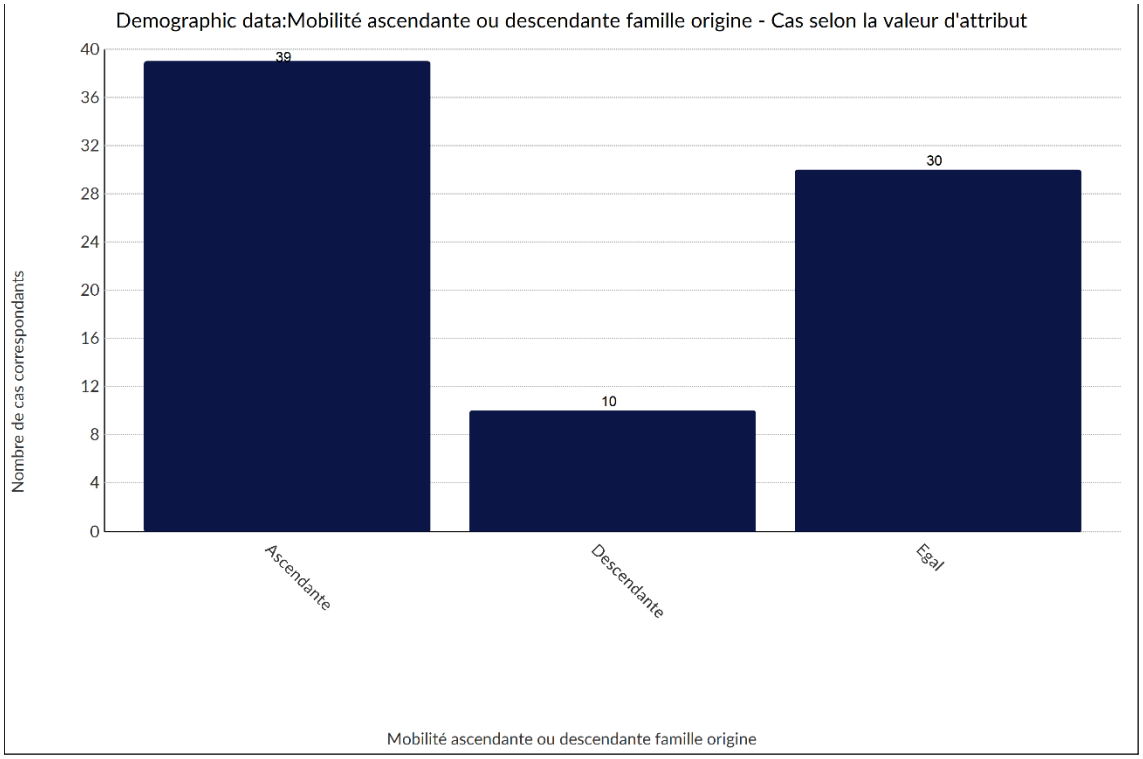
Annexe 21. Graphique 21. Échantillon bénéficiaire assistance social oui (1) non (2). N : 81.



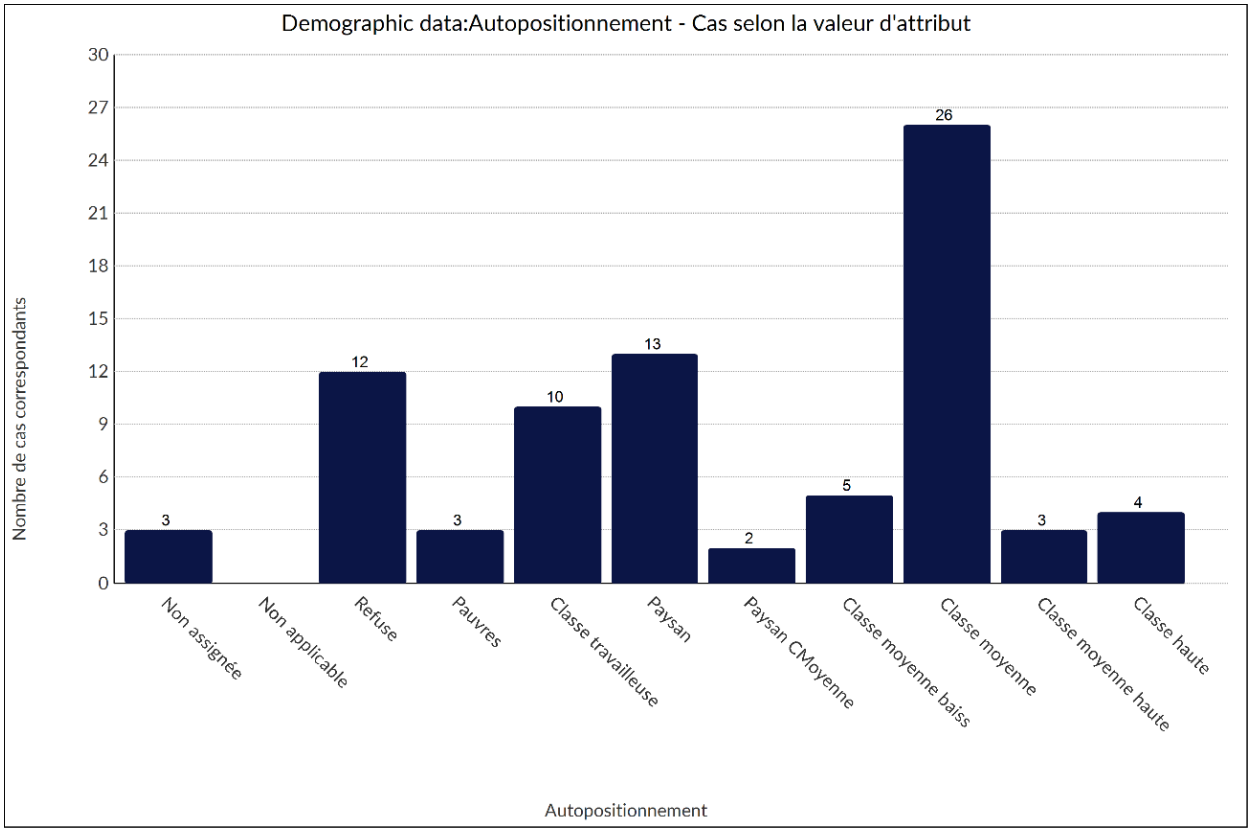
Annexe 22. Expérience pauvreté dans la vie. Échantillon N : 81.



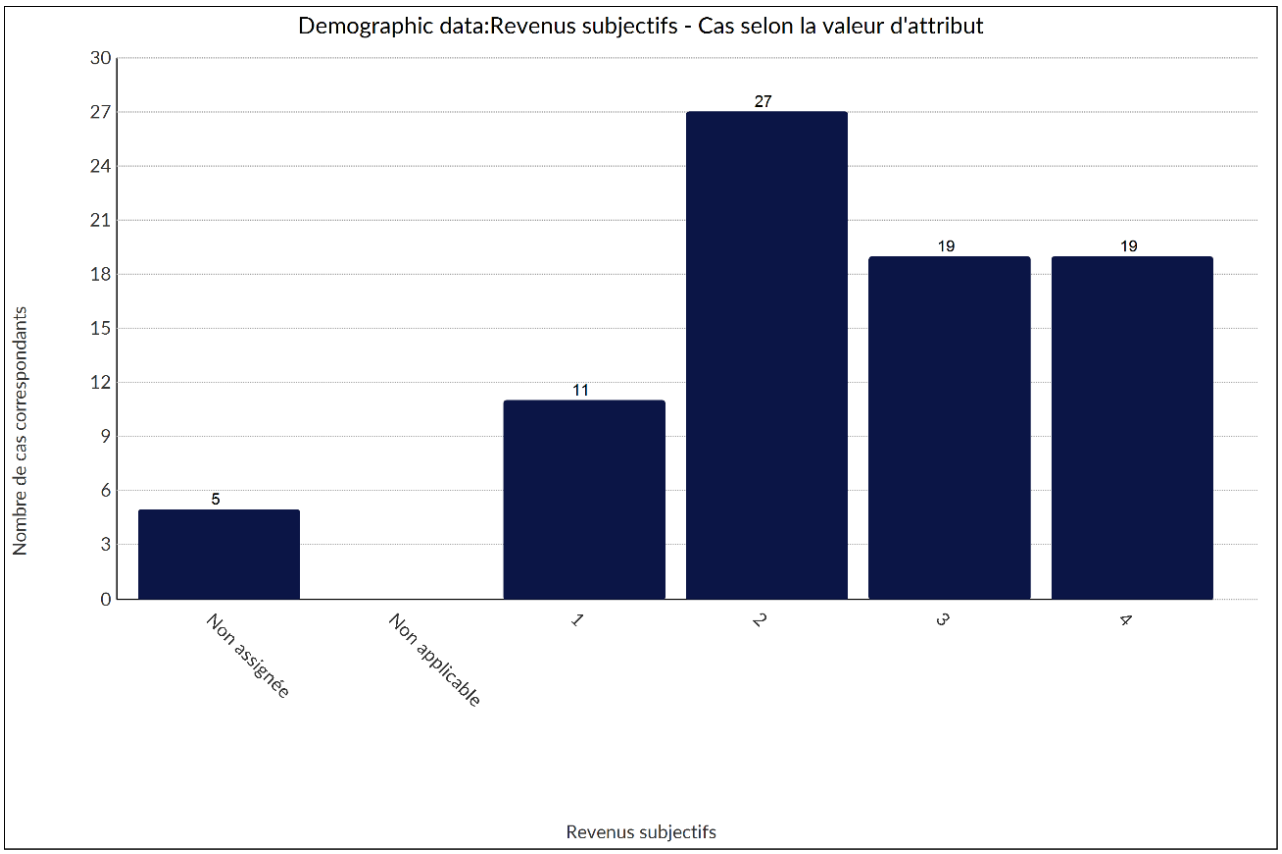
Annexe 23. Mobilité sociale et trajectoire subjective intergénérationnelle. Échantillon N : 79.



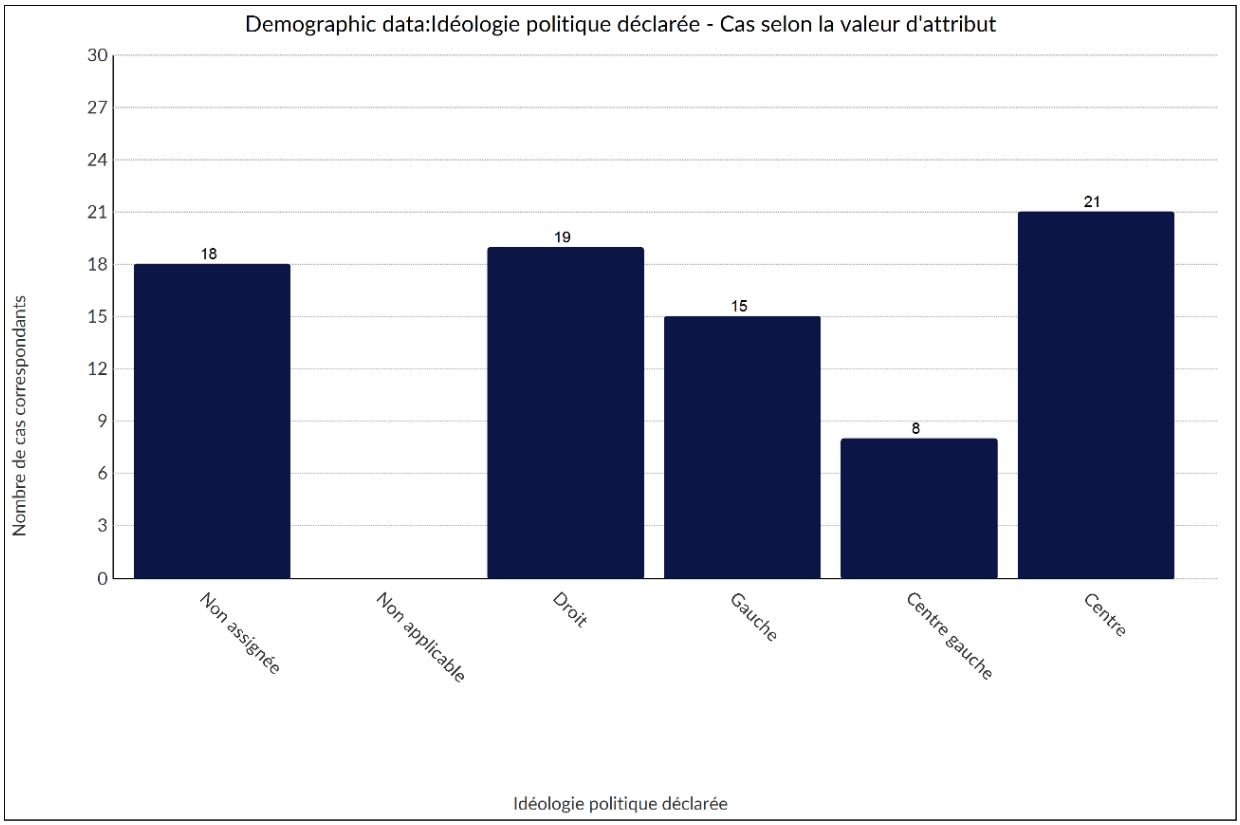
Annexe 24. Classe social subjective. Échantillon N : 81.



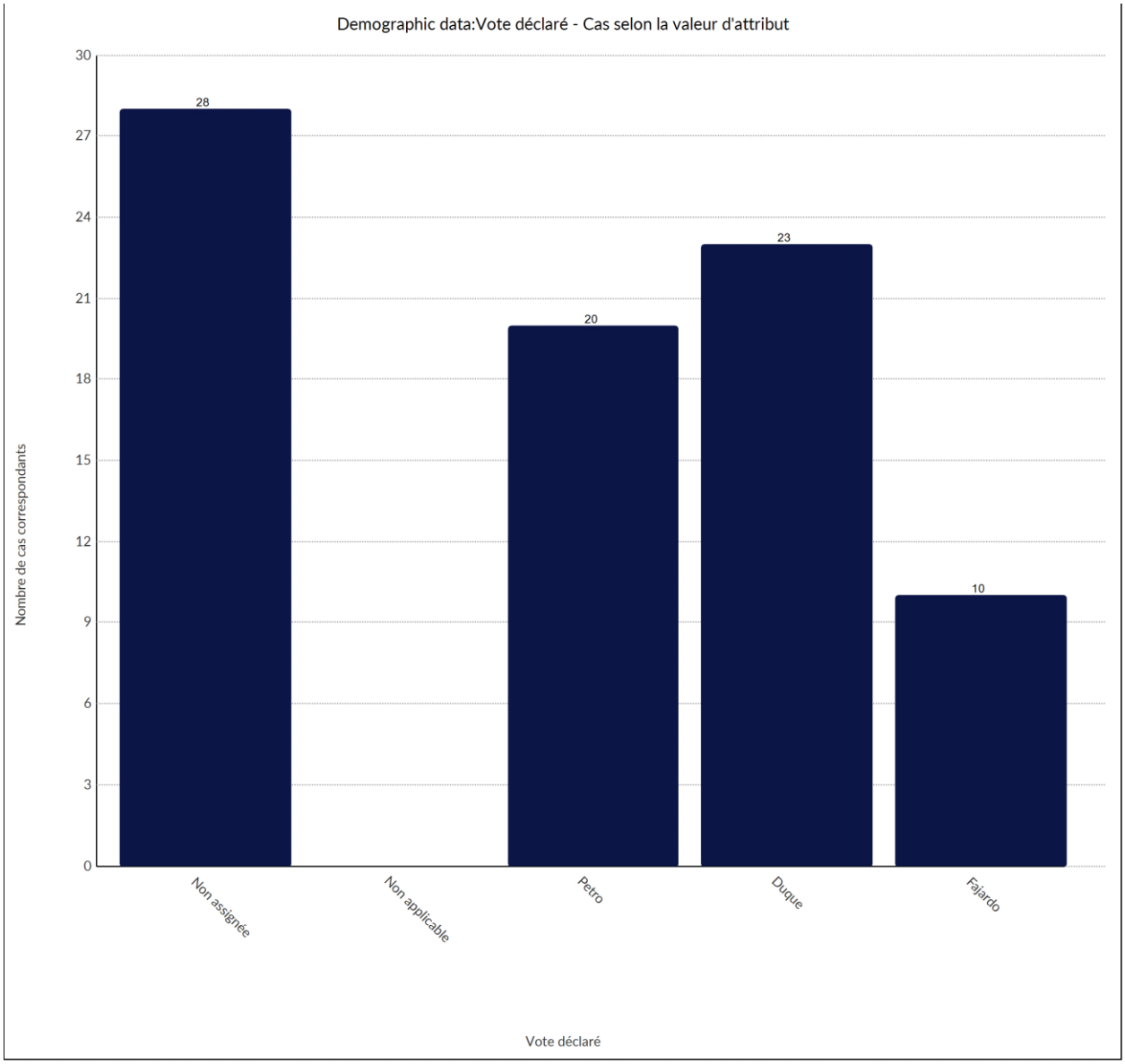
Annexe 25. Satisfaction revenu détenu. Modalités : 1. Satisfait et épargne. 2. Satisfait de revenus. 3. Revenus très justes. 4. Revenus insuffisantes et endettement.



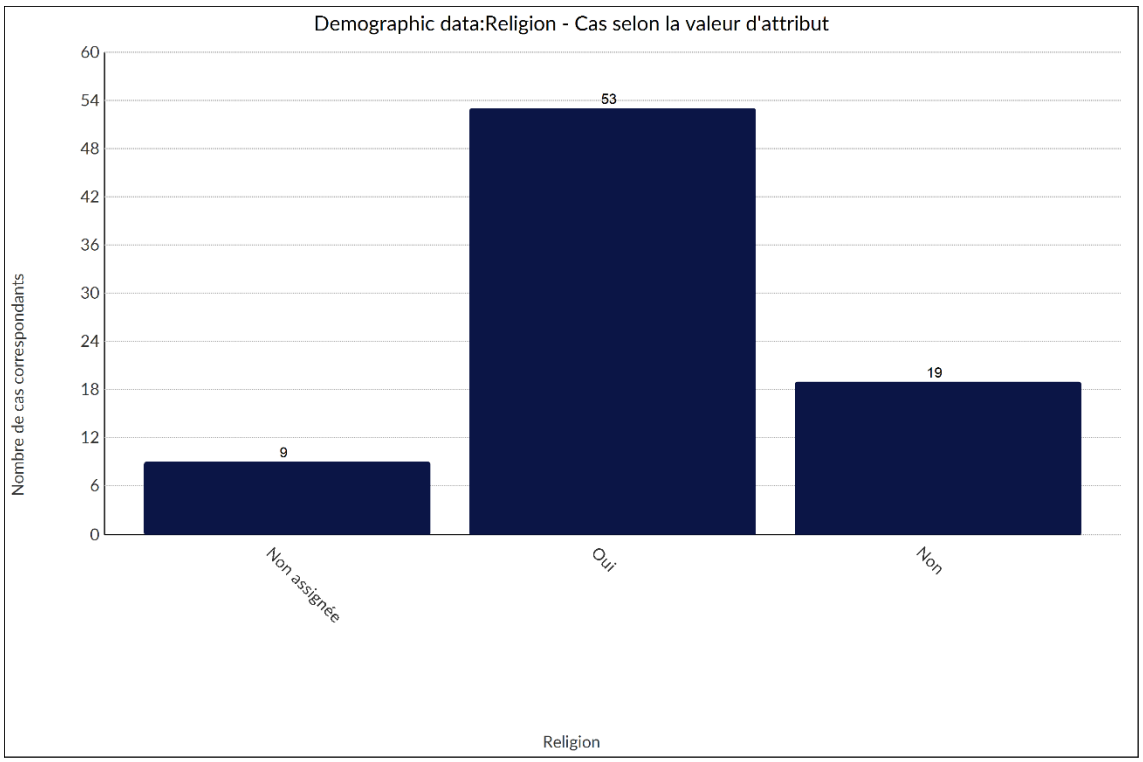
Annexe 26. Idéologie politique déclarée. Échantillon N : 81.



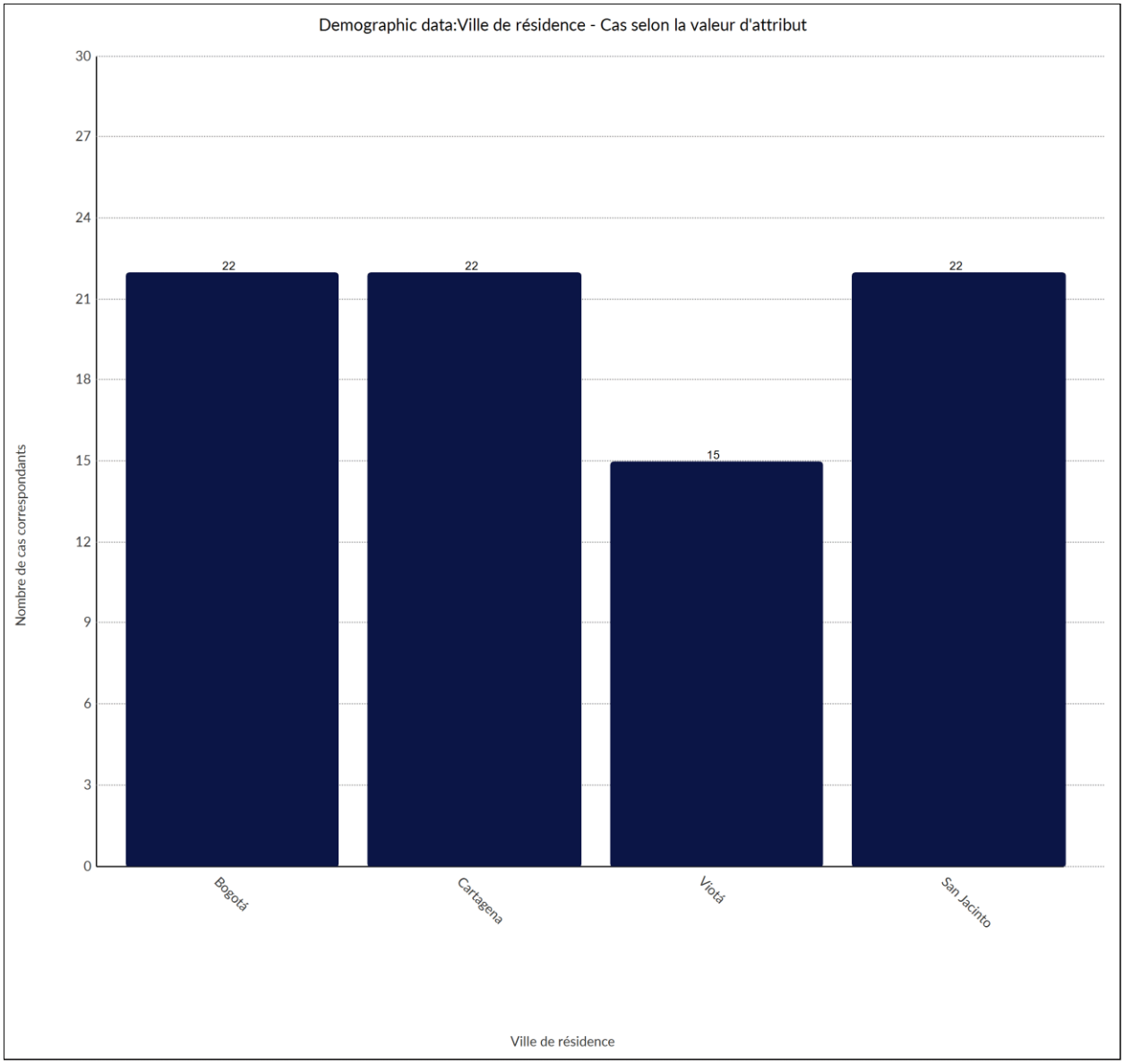
Annexe 27. Intention de vote ou candidat declaré présidentielles 2018. Échantillon N : 81.



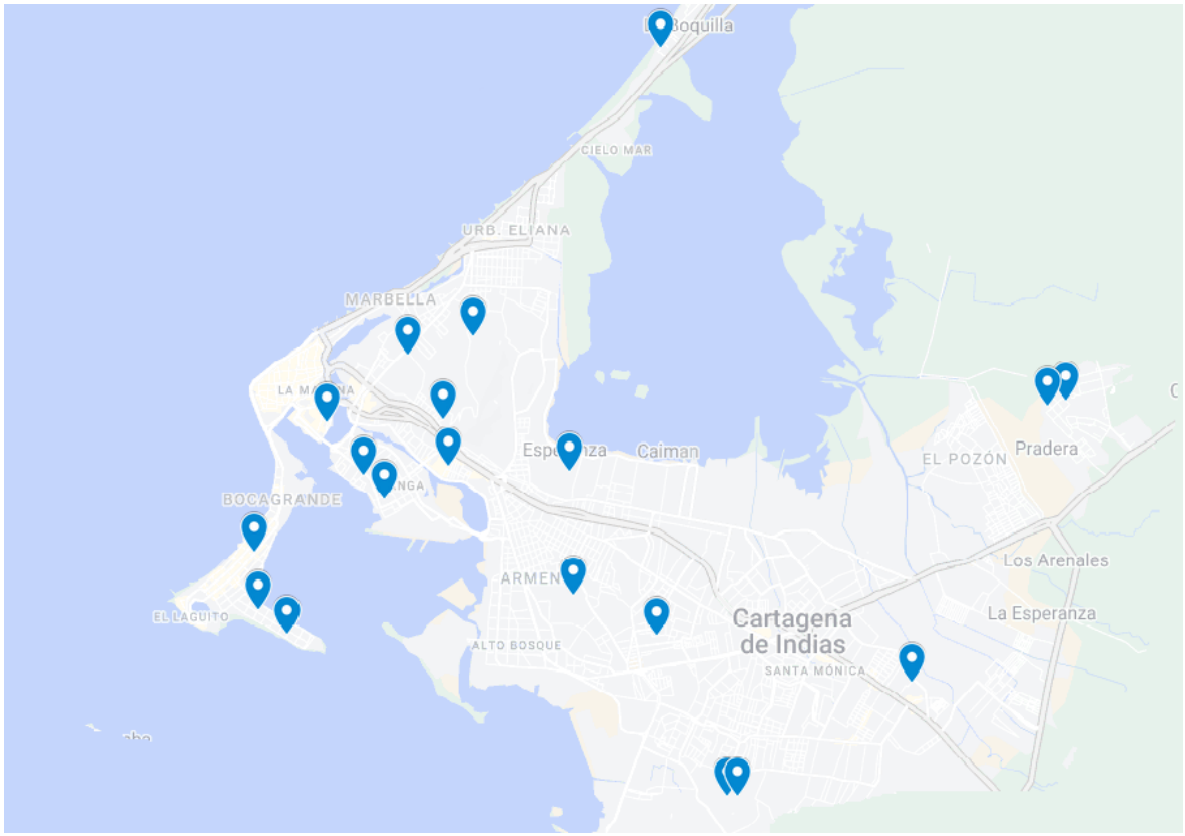
Annexe 28. Appartenance religieuse déclarée. Échantillon N : 81.



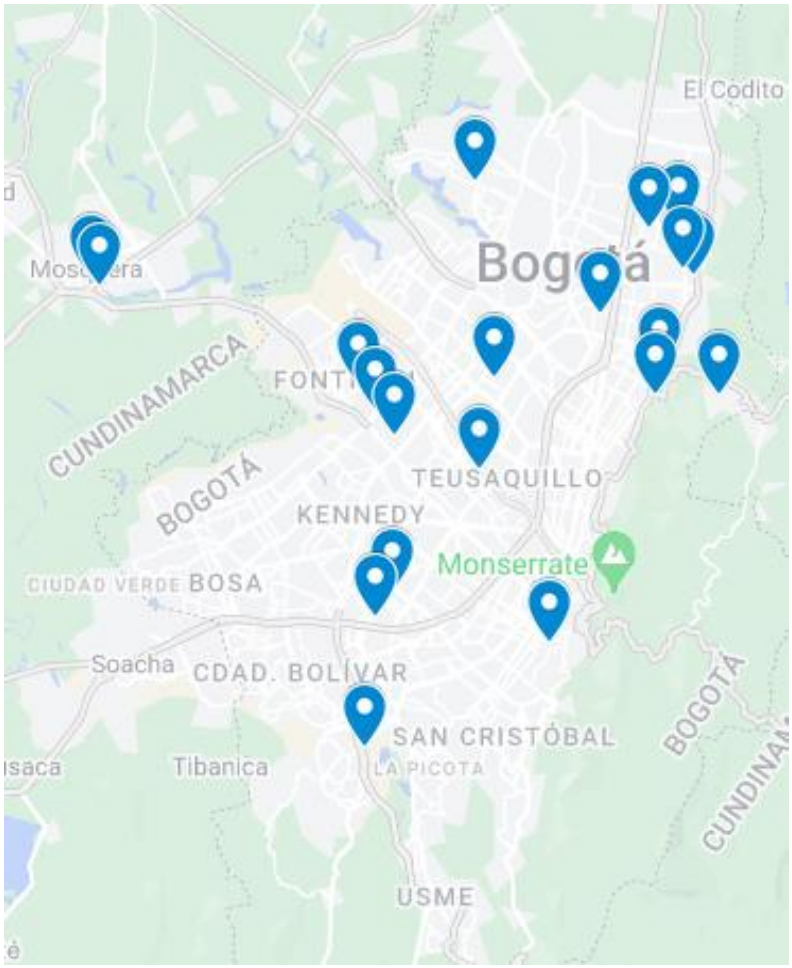
Annexe 29. Lieu de résidence interviewés. Échantillon N : 81.



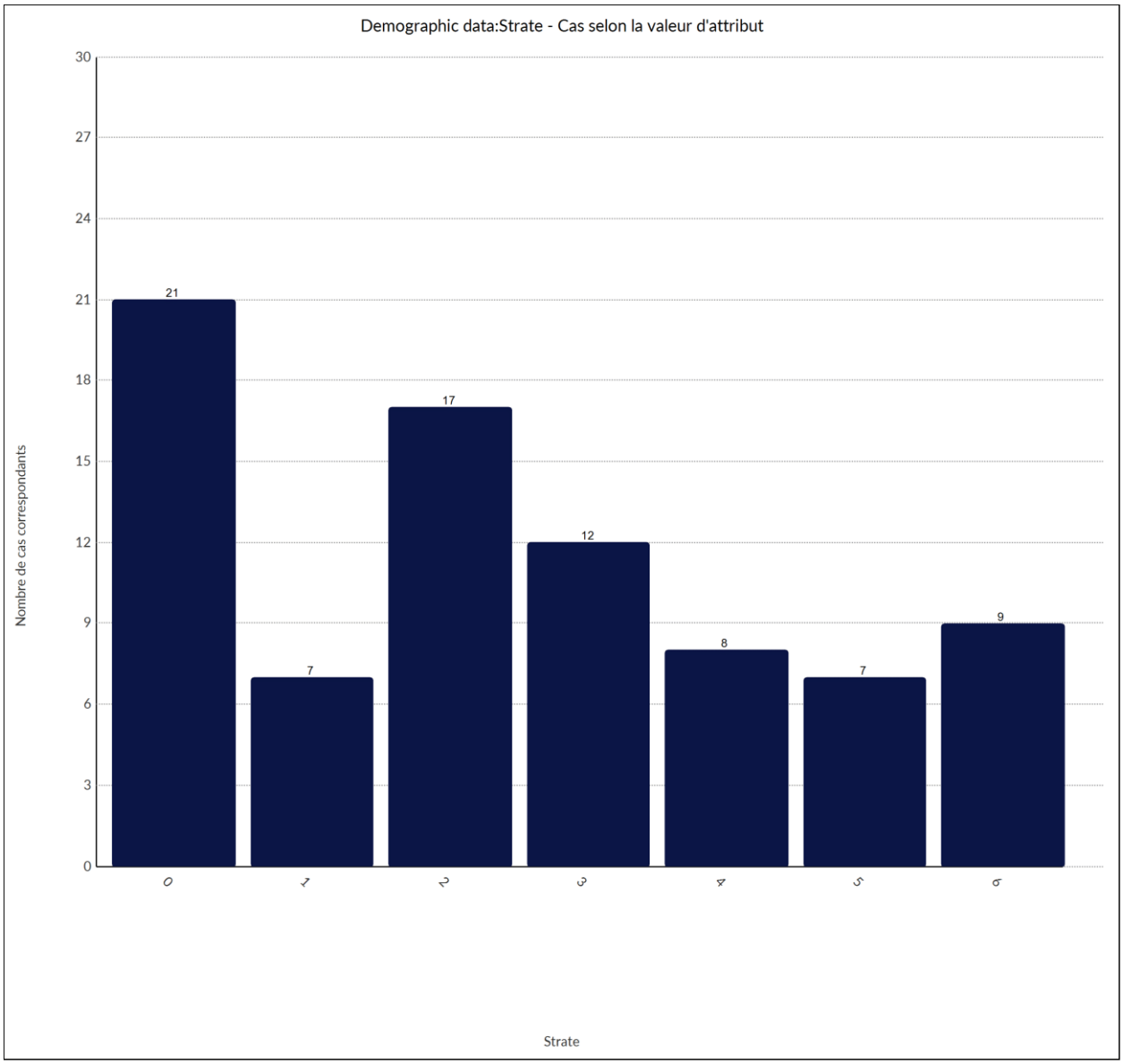
Annexe 30. Carte 30. Capture d'écran distribution spatiale interviewés à Carthagène. Disponible en : https://www.google.com/maps/d/u/0/edit?mid=16pm103e0ROu4OZ__Q8j-ByH7e9vM8eg&ll=10.419612443247939%2C-75.50523295&z=12



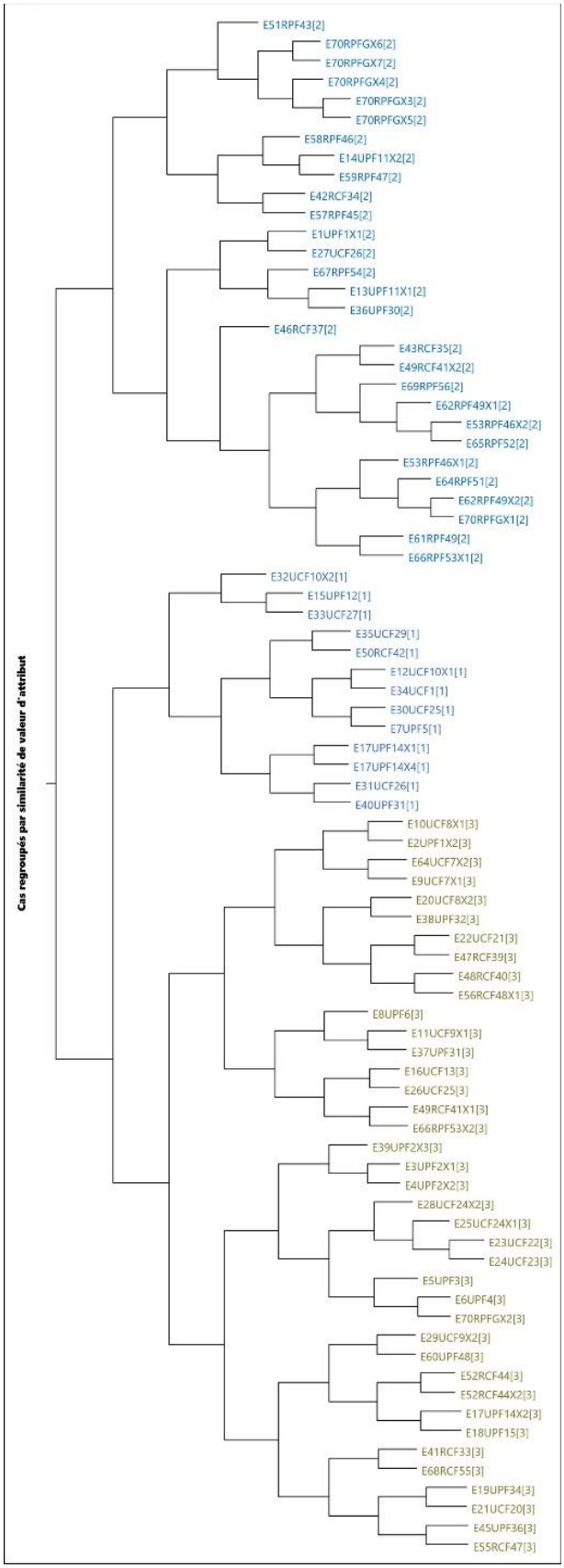
Annexe 31. Carte 31. Distribution spatiale interviewés à Bogota, disponible en : https://www.google.com/maps/d/u/0/edit?mid=1UrKsjOnpjH9Ma8X4RnF4BfJ48uwVEdQ&ll=4.6735661905107335%2C-74.19752441256841&z=11



Annexe 32. Interviewés par la strate attribuée. Strate 0 équivaut au milieu rural. Échantillon N : 81.



Annexe 33. Dendrogramme cas regroupés par similarité valeur attribut ou caractéristiques.



Annexe 34. Tableau 34. Descriptions groupes de l'échantillon proposés par le logiciel.

Tableau 34. Echantillon regroupé par similarité des attributs.

	Groupe	Traits principaux	Professions Métiers	Assistance	Risque pauvreté	Revenus DANE	N	Membres
G1	1. Les hauts revenus, patrons d'entreprises et figures publics	Employeurs, Hauts revenus 6 et plus, satisfaction revenu et possibilité épargne, hauts retraites, quartiers strate 5 et 6, niveau licence et plus. Propriétaires unités productives capital. Réseaux sociaux variés	Propriétaires de commerces, chaine restaurants, cliniques, hacienda, entreprise ; PDG, hauts fonctionnaires, médecin et avocat prestigieux.	No	1 Faible	Hauts revenus, entre COP 6M et plus.	13	E40UPF31, E31UCF26, E7UPF5, E12UCF10X1, E32UCF10X2, E30UCF25, E33UCF27, E35UCF29, E15UPF12, E34UCF28, E17UPF14X1, E17UPF14X4, E50RCF42
	2.1. Classes moyennes stables et éduquées	Emplois stables et formelles, Revenus 4 et 5. Strates 3 et 4, Se disant classes moyennes. Groupe majeur de 40 ans. Agés maison propre : Satisfaits revenus et justes. Rurales propriétaires haciendas	PDG, professions libérales, ingénieurs, med. Généraliste, professeurs, fonctionnaires, admin entreprises, zootechnies	No	1 Faible	Hauts revenus, de COP 3M et plus	12	E55RCF47, E45UPF36, E18UPF15, E21UCF20, E52RCF44X1, E17UPF14X2. E52RCF44X2, E29UCF9X2, E60UPF48, E6UPF4, E19UPF34, E49RCF41X1
G2	2.2. Aspirantes aux classes moyennes : jeunes éduqués, techniciens de ville et trajectoires déclassés.	Jeunes éduqués licence premier emploi, Formations techniques après BAC- BTS techniques. Employés, revenus 3 à 5. Profils déclassés. Se disant Classes moyennes. Revenus estimés très justes	Jeunes professionnels: Psychologues, Ingénieur, Busines. Entrepreneurs, auxiliaires comptable, technicien systèmes, technicien logistique, langues, infirmier, étudiants. Retraites modestes. Femmes non actives	No	2 Moyen	Revenus classes moyennes . Du SMIC jusqu'à seuil revenus hauts.	18	E23UCF22, E24UCF23, E25UCF24X1, E28UCF24X2, E70RPFGX2, E5UPF3, E26UCF25, E16UCF13, E66RPF53X2, E11UCF9X1, E8UPF6. E41RCF33, E19UPF34, E68RCF55, E61RPF49*. E3UPF2X1, E4UPF2X1. E39UPF2X3

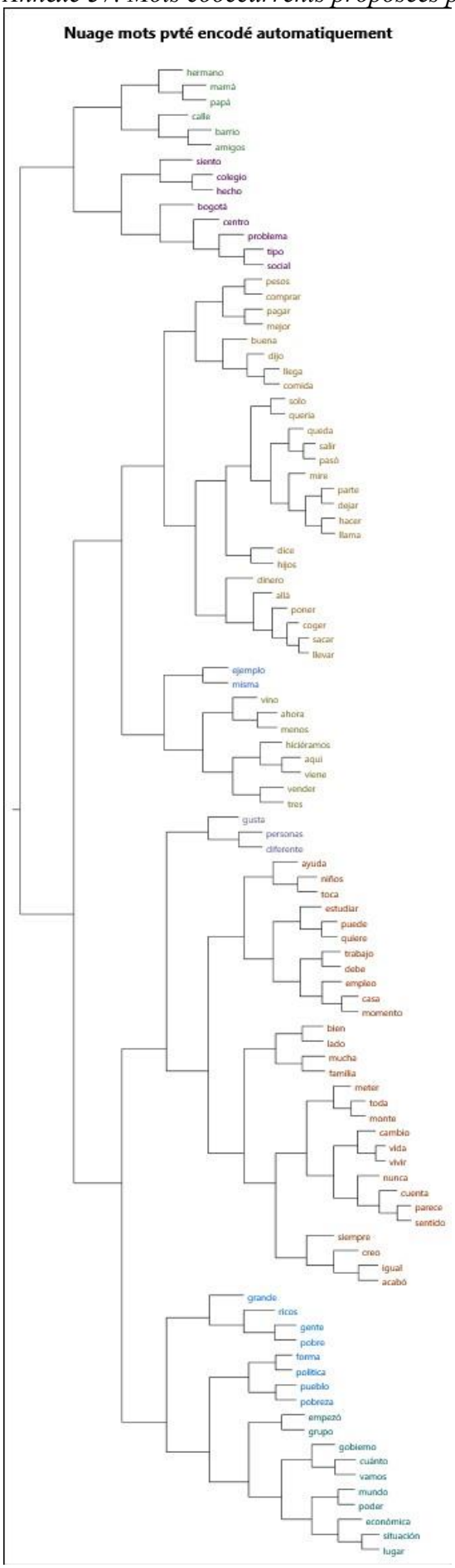
	2.3. Entrepreneurs, indépendants, non éduqués et non agricoles	Revenus 3 et 4, commerces villages rurales, BAC maximum. Se disent classe travailleuse. Ils sont situés dans la strate 2 des villes pour la plupart et ils habitent des quartiers avec des problèmes de sécurité et des drogues	Entrepreneurs indépendants, vendeurs, bâtiment, jardiniers, chauffeurs taxi, livraison ; femmes non actives	Certains	2 Moyen	Revenus classes moyens, SMIC	11	E20UCF8X2, E10UCF8X1, E38UPF32, E56RCF48X1, E48UPF40, E47RCF39, E22UCF21, E38UPF32, E9UCF7X1, E64UCF7X2, E2UPF1X2, E46UPF37*
	3.1. Paysans déclassés	Autoposisionnement de classe comme paysanne, Revenus 1 et 2, hommes ; primaire à BAC: Habitant rurales éloignées et habitantes centre peuplés villages.	Paysans sans et avec terre, journalières	Oui	3 élevé	Revenus vulnérables et pauvres	18	E42RCF34, E57RPF45, E58RPF46, E59RPF47, E14UPF11X2, E67RPF54, E66RPF53X1, E36UPF30, E1UPF1X1, E27UCF26, E13UPF11X1
G3								
	3.2. Futurs incertains travailleurs précaires non agricoles	Revenus 1 et 2	Vendeurs de rue, gardien, briquetier, laveur de voitures, assistante atelier meubles, Inactives chômage	Oui	3 élevé	Revenus vulnérables et pauvres	11	E49RCF41X2. E70RPFGX1, E70RPFGX3, E70RPFGX4, E70RPFGX3, E70RPFGX5, E70RPFGX6, E70RPFGX7, E69RPF56, E64RPF51, E65RPF52, E62RPF49X2, E62RPF49X1, E53RPF46X1, E53RPF46X2, E51RPF43

* Des personnes ayant été replacés du groupe proposé par le dendrogramme calculé par NVIVO du fait de la connaissance des ses caractéristiques plus proches

Annexe 36. Codes principaux NVIVO.

Nom	Fichiers	Références
Pauvreté RS	67	3916
VNC	67	3874
Différences hiérarchie inégalités	66	1579
Liens sociaux	67	1325
Colombie Urbain Rurale	67	1293
Avis sur politiques ou événements	61	853
Biographies	64	498
Quartier vécu	43	272
Charité privé Pratiques	32	154
Frontières	41	141
Assistance sociale	47	137
Signification de l'argent	46	132
Citations remarquables	19	25
Interpellation réflexivité	14	21

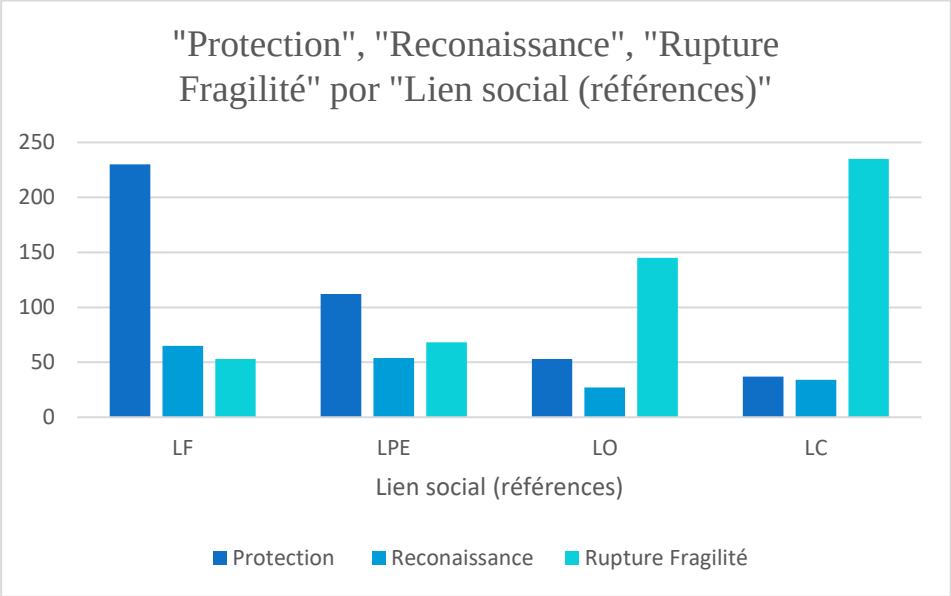
Annexe 37. Mots cooccurrents proposées par le logiciel.



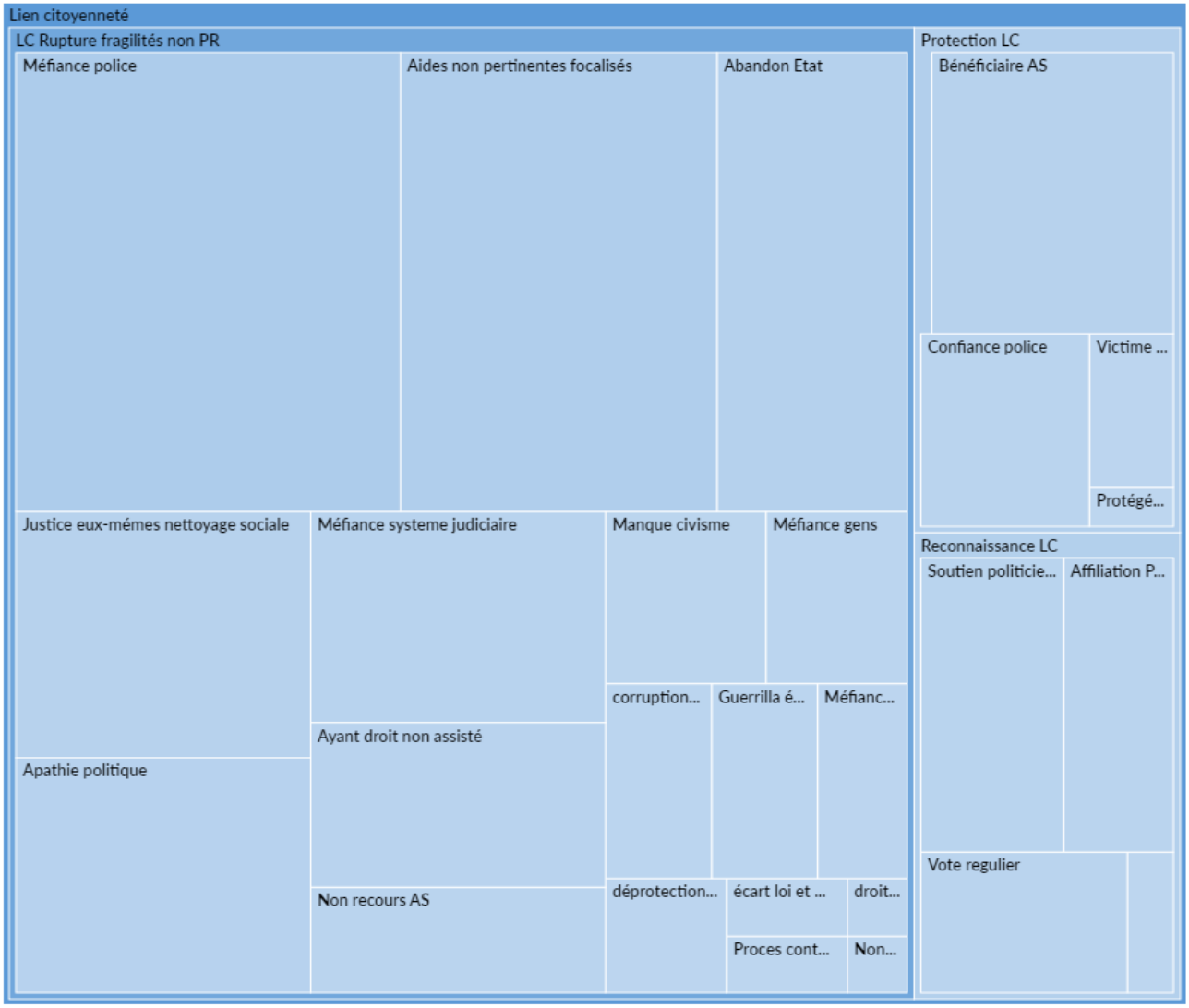
Annexe 38. Mentions liens sociaux codés de l'échantillon, N.81.

Tableau 37. Mentions liens sociaux échantillon.

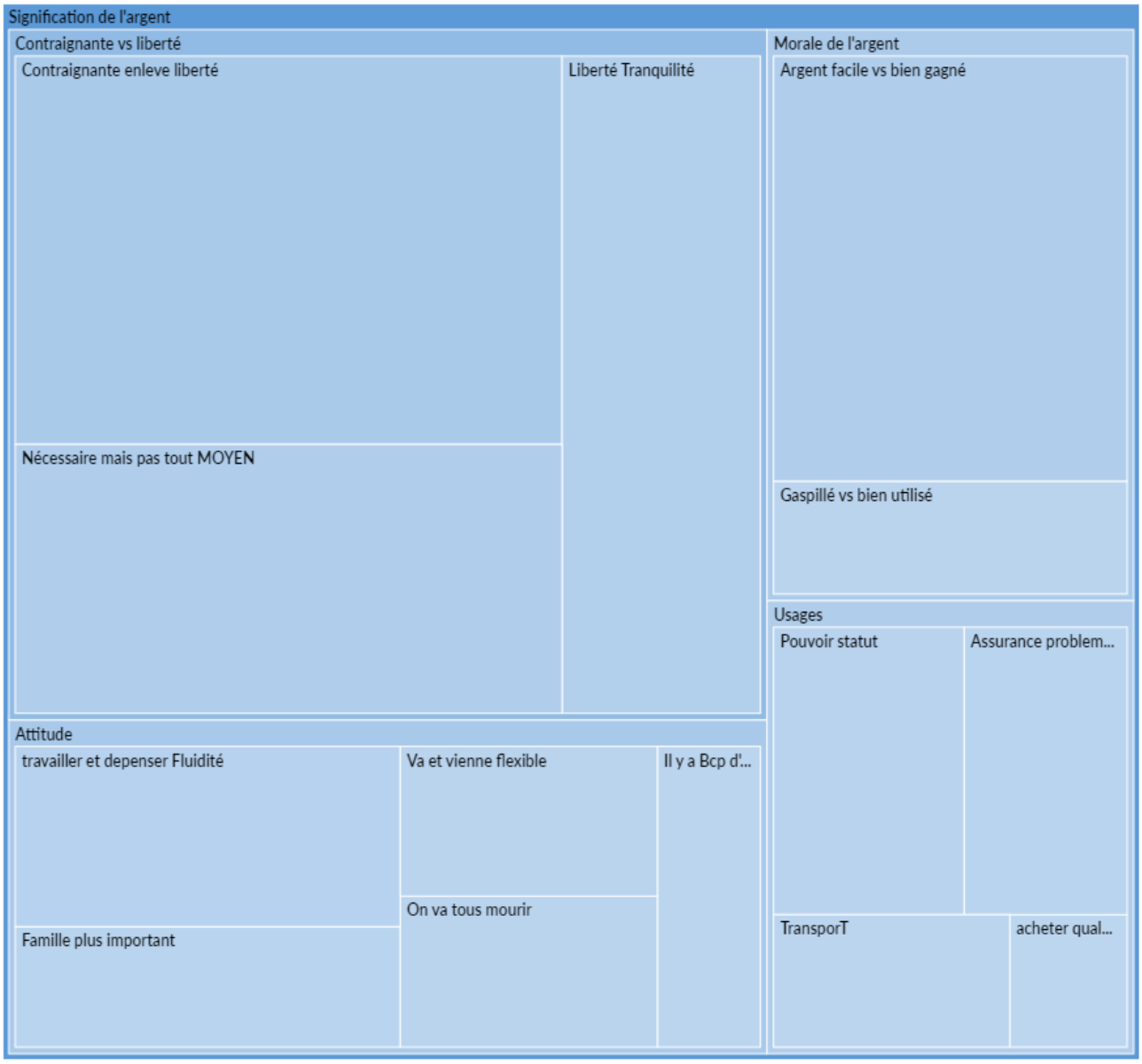
LS/Dimension	Protection	(%)	Reconnaissance	(%)	Rupture Fragilité	(%)	Total	Total LS (%)
LF	230	53%	65	36%	53	11%	348	31%
LPE	112	26%	54	30%	68	14%	234	21%
LO	53	12%	27	15%	145	29%	225	20%
LC	37	9%	34	19%	235	47%	306	27%
Total	432	100%	180	100%	501	100%	1113	100%



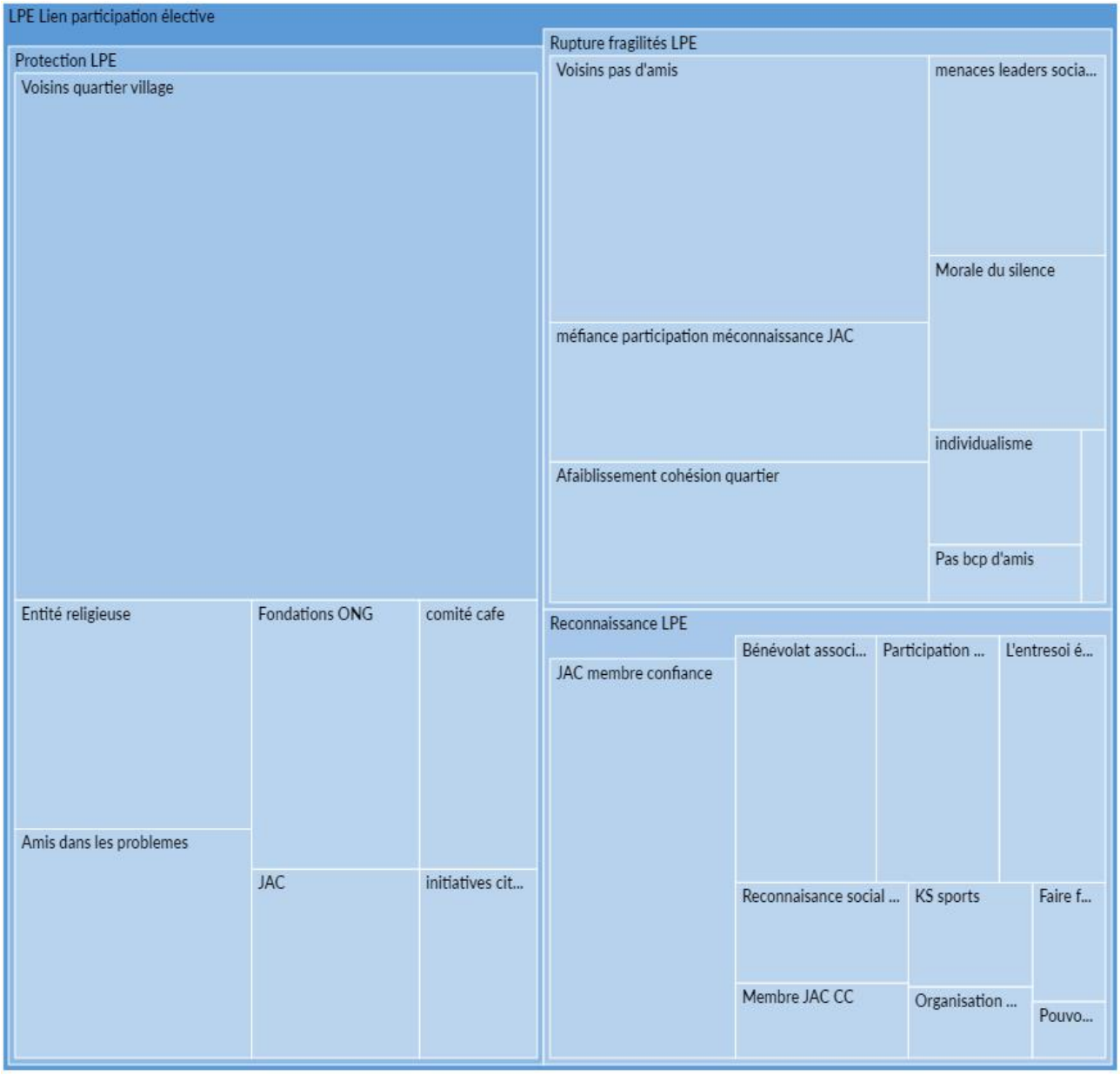
Annexe 39. Distribution mentions LC, sur 306 références. 73 interviewés.



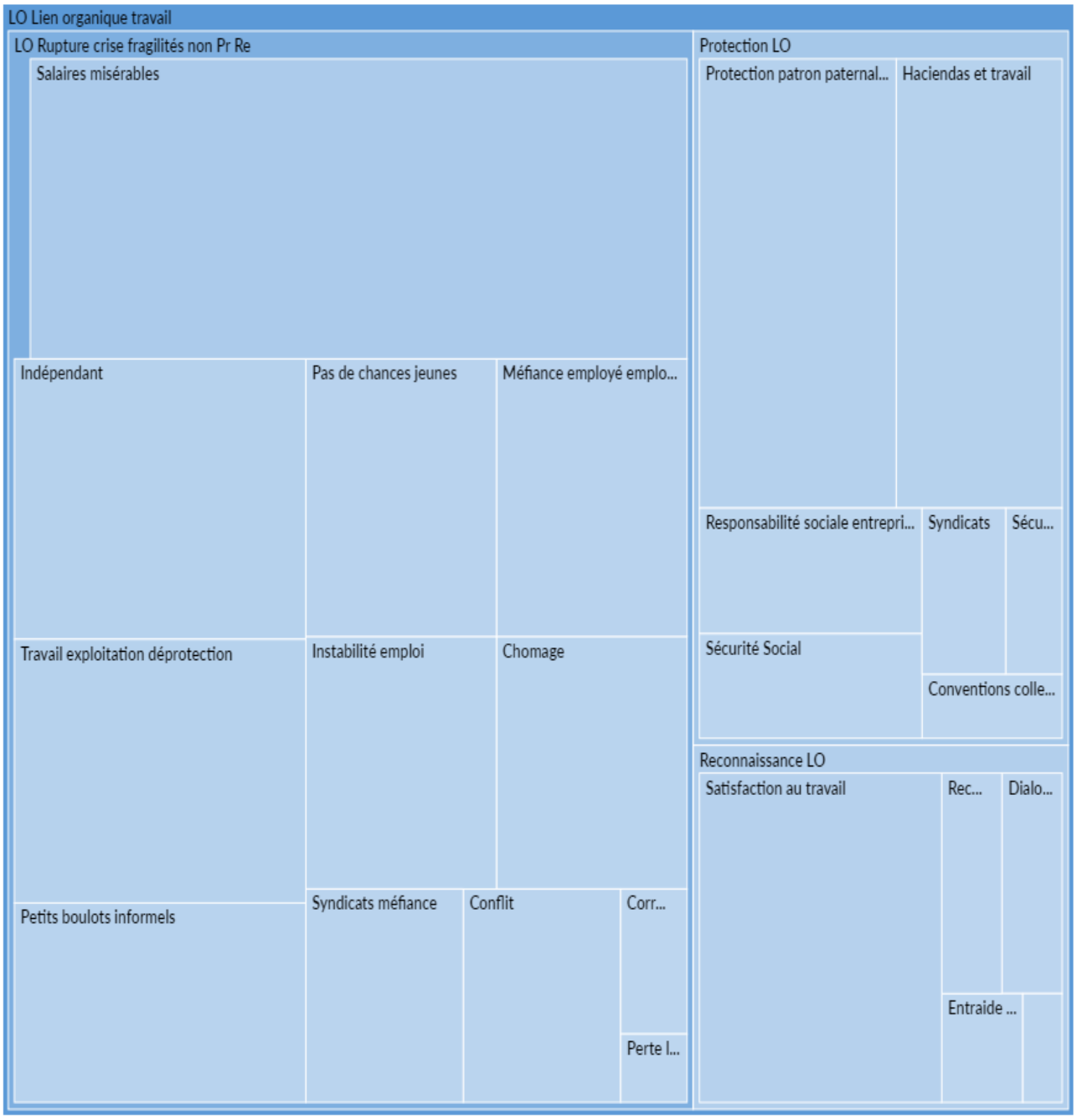
Annexe 40. Signification de l'argent, 132 références faites par 48 interviewés.



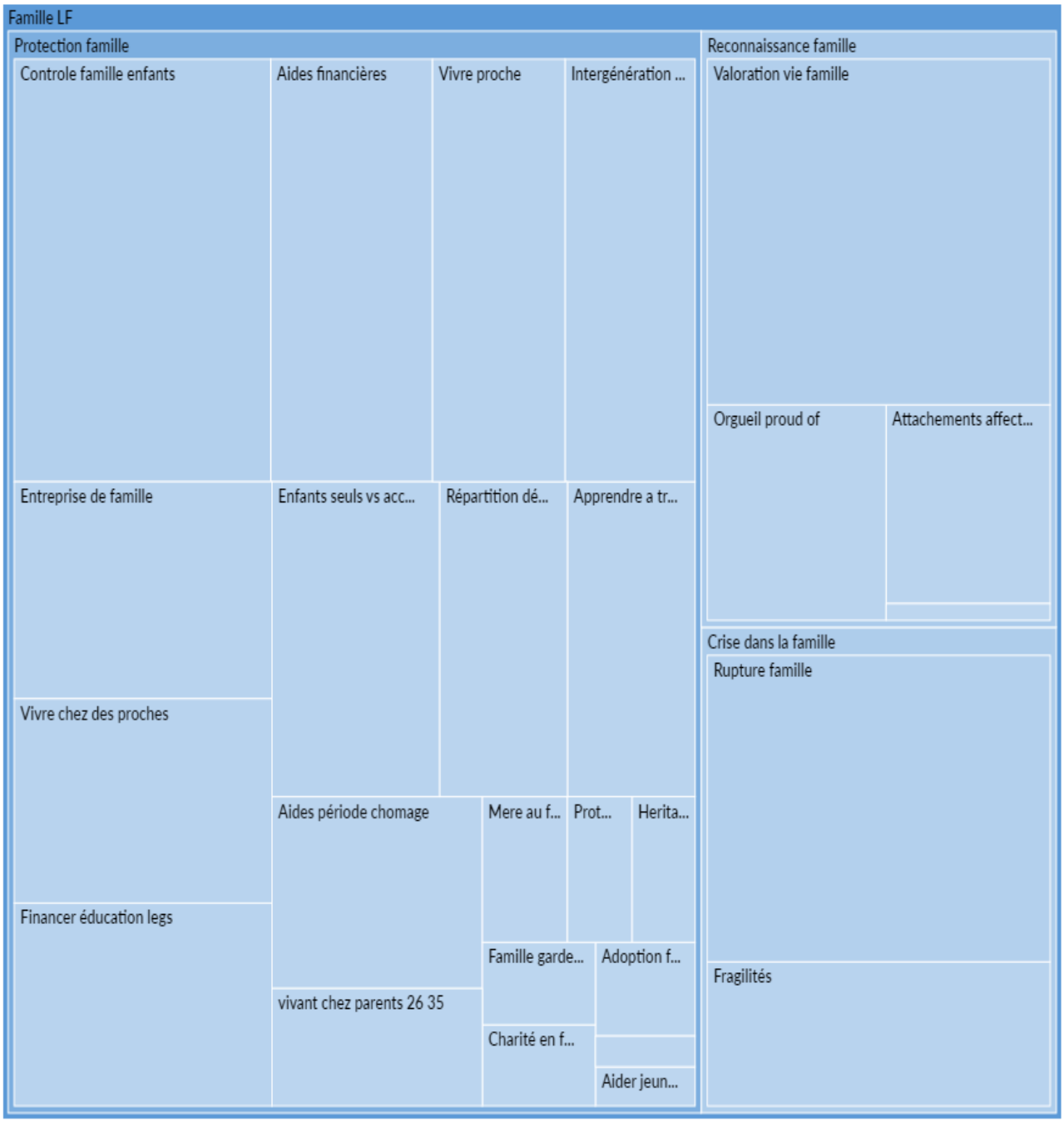
Annexe 41. Distribution mentions LPE, sur 234 références. 63 interviewés.



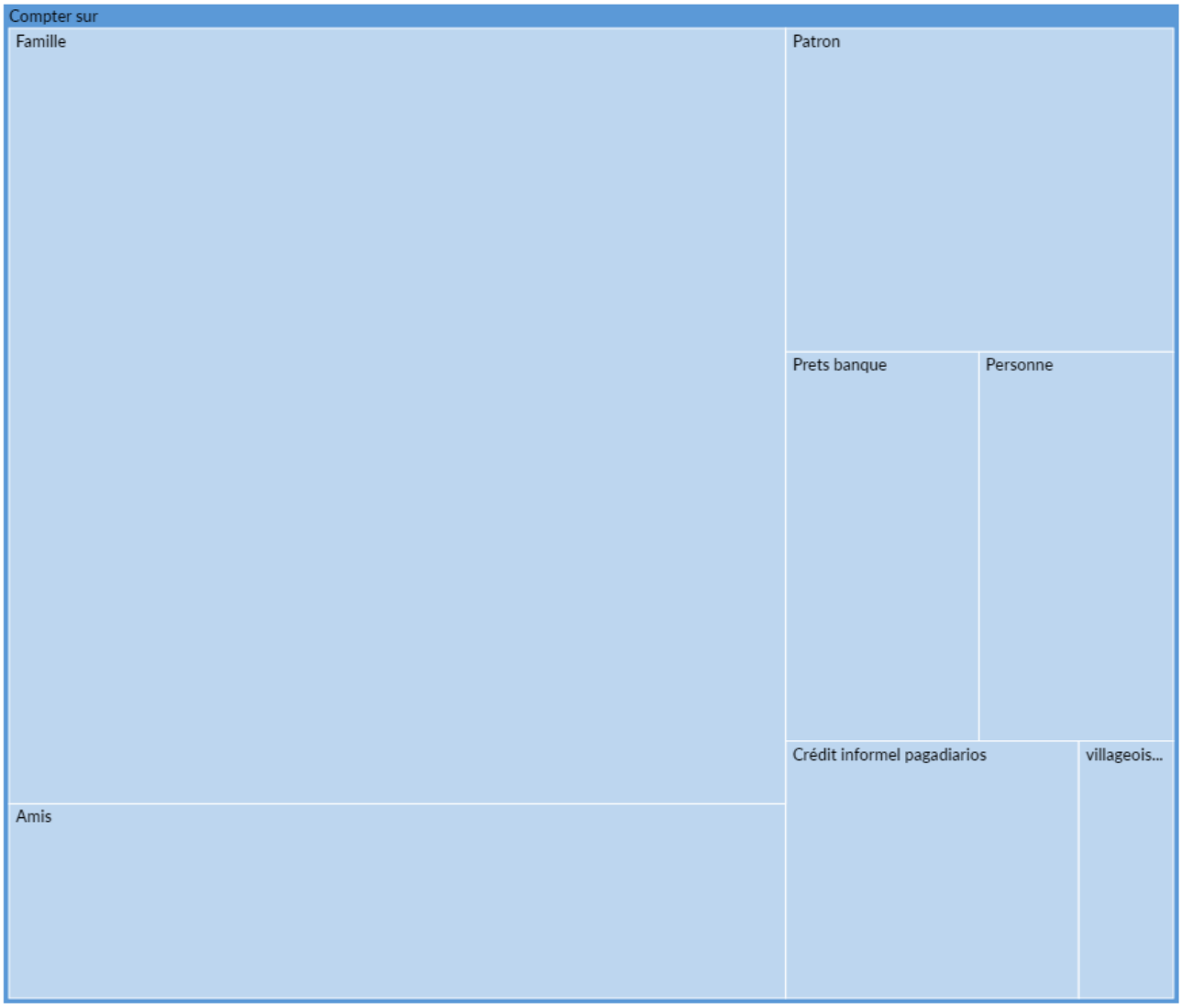
Annexe 42. Distribution mentions LO, sur 226 références. 62 interviewés.



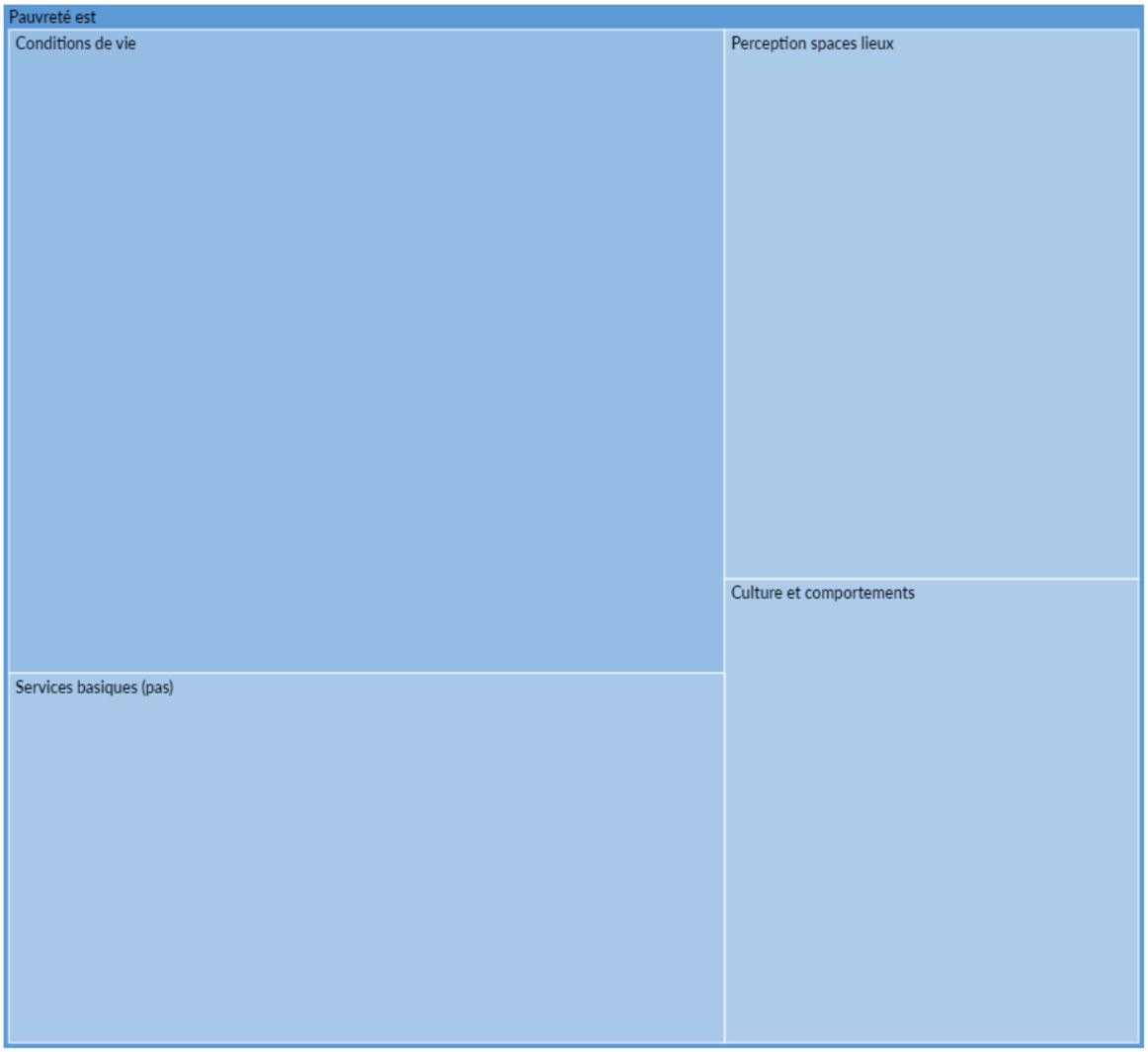
Annexe 43. Graphique 43. Distribution mentions LF, sur 348 références. 63 interviewés.



Annexe 44. Graphique 44. Réponse « Sur qui vous comptez lors des problèmes ? » sur 45 références. 28 interviewés.



Annexe 45. Graphique 45. Définition spatiale de la pauvreté à remarquer. 20% de références sont spatiales parmi 594 références codées.



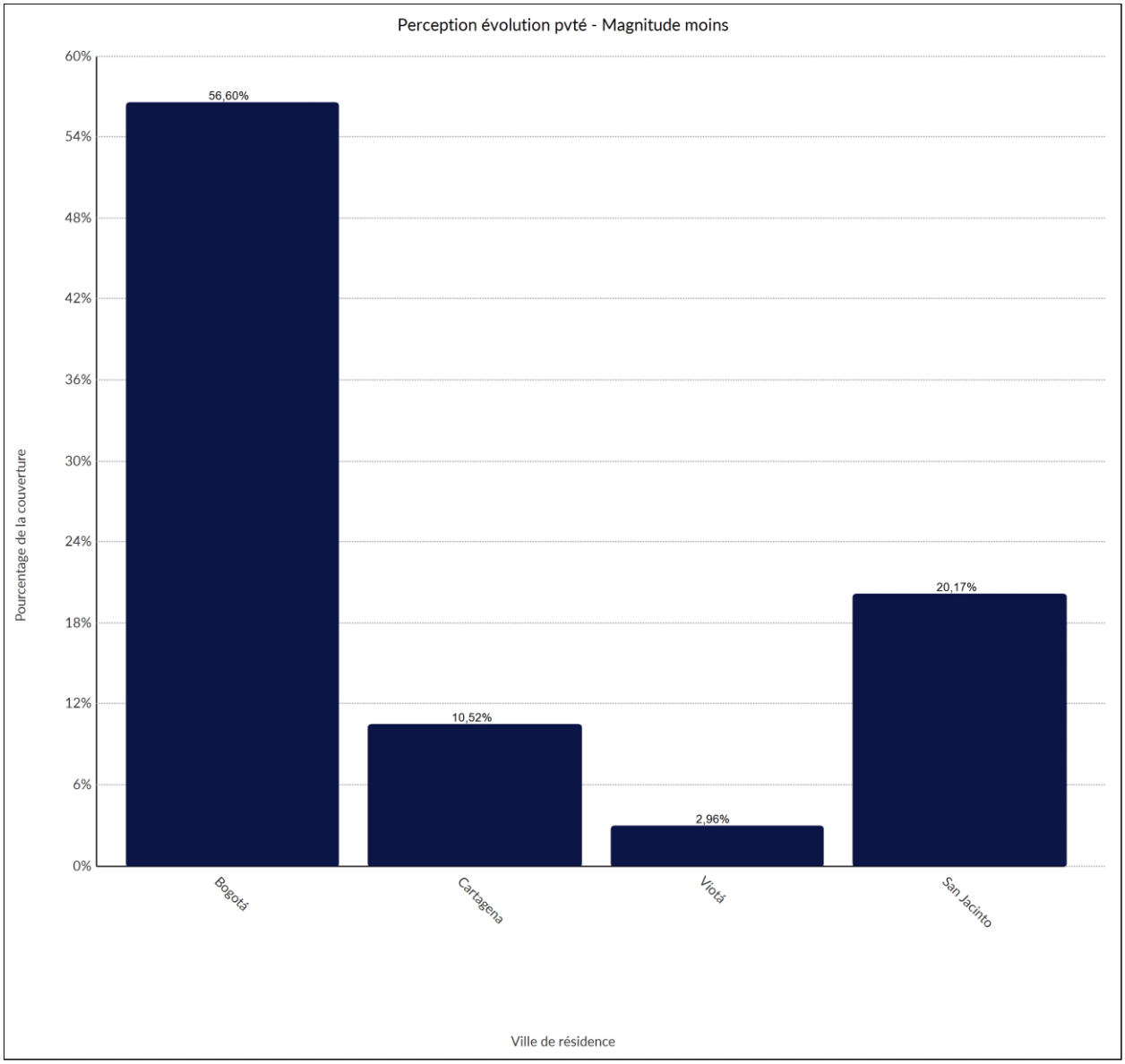
Annexe 46. Tableau 46. Contribution par lien social de chaque terrain.

LS/ Terrain	Viotunos	Sanjacinteros	Bogotanos	Cartageneros	Total
1: LF	15,26%	10,90%	52,18%	21,66%	100%
2: LC	25,63%	31,17%	29,21%	13,99%	100%
3: LO	17,43%	23,12%	29,58%	29,86%	100%
4: LPE	25,15%	30,96%	28,31%	15,58%	100%

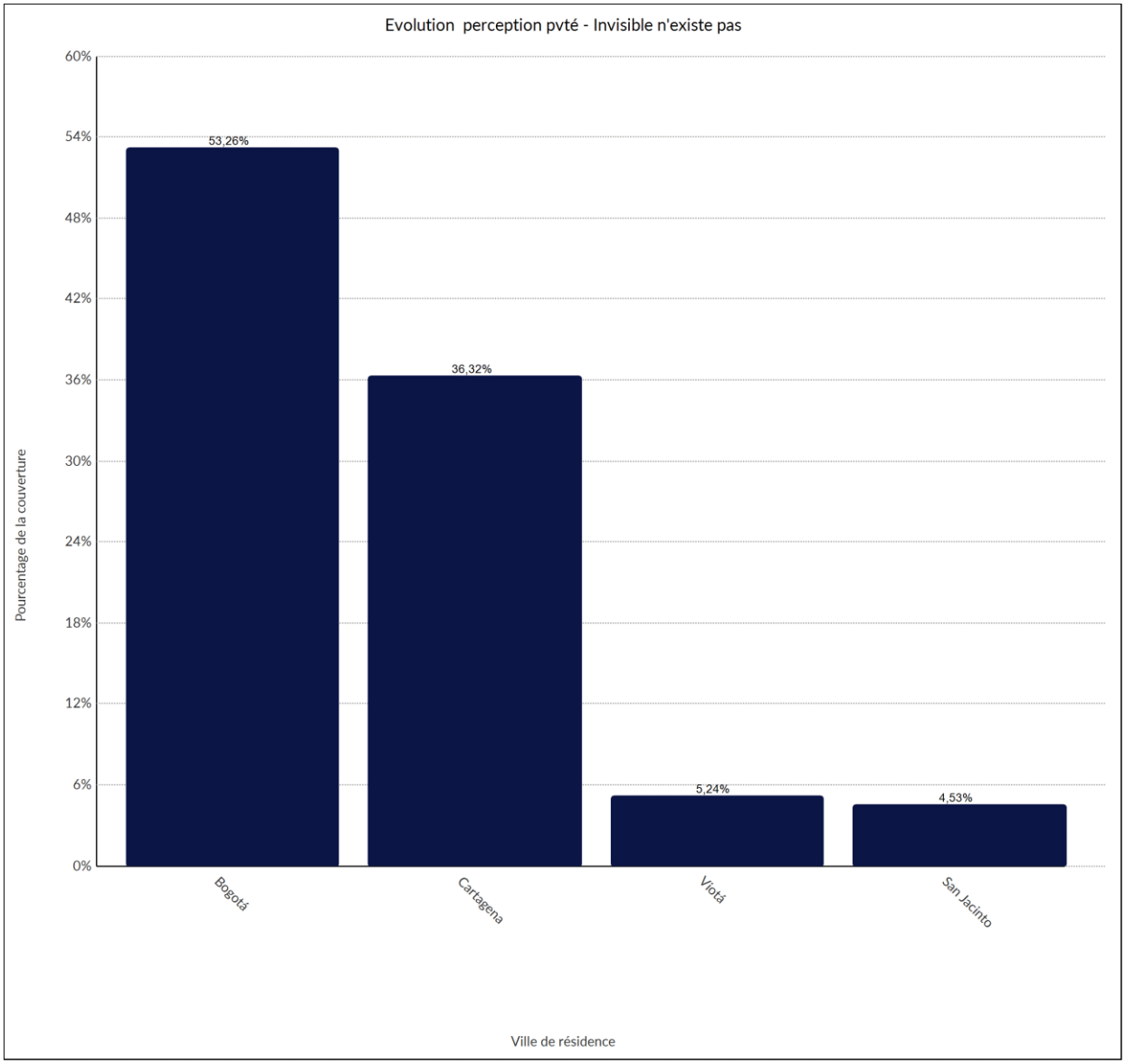
Annexe 47. Tableau 47. Distribution liens sociaux cas Bogota.

LS/terrain	**Bogotanos**				
	Mentions LS	LS total	Protection	Reconaissance	Rupture. Fr.
1: LF	164	44%	71%	35%	15%
2: LC	72	19%	5%	14%	44%
3: LO	75	20%	5%	17%	25%
4: LPE	66	18%	19%	34%	16%
Total	377	100%	100%	100%	100%

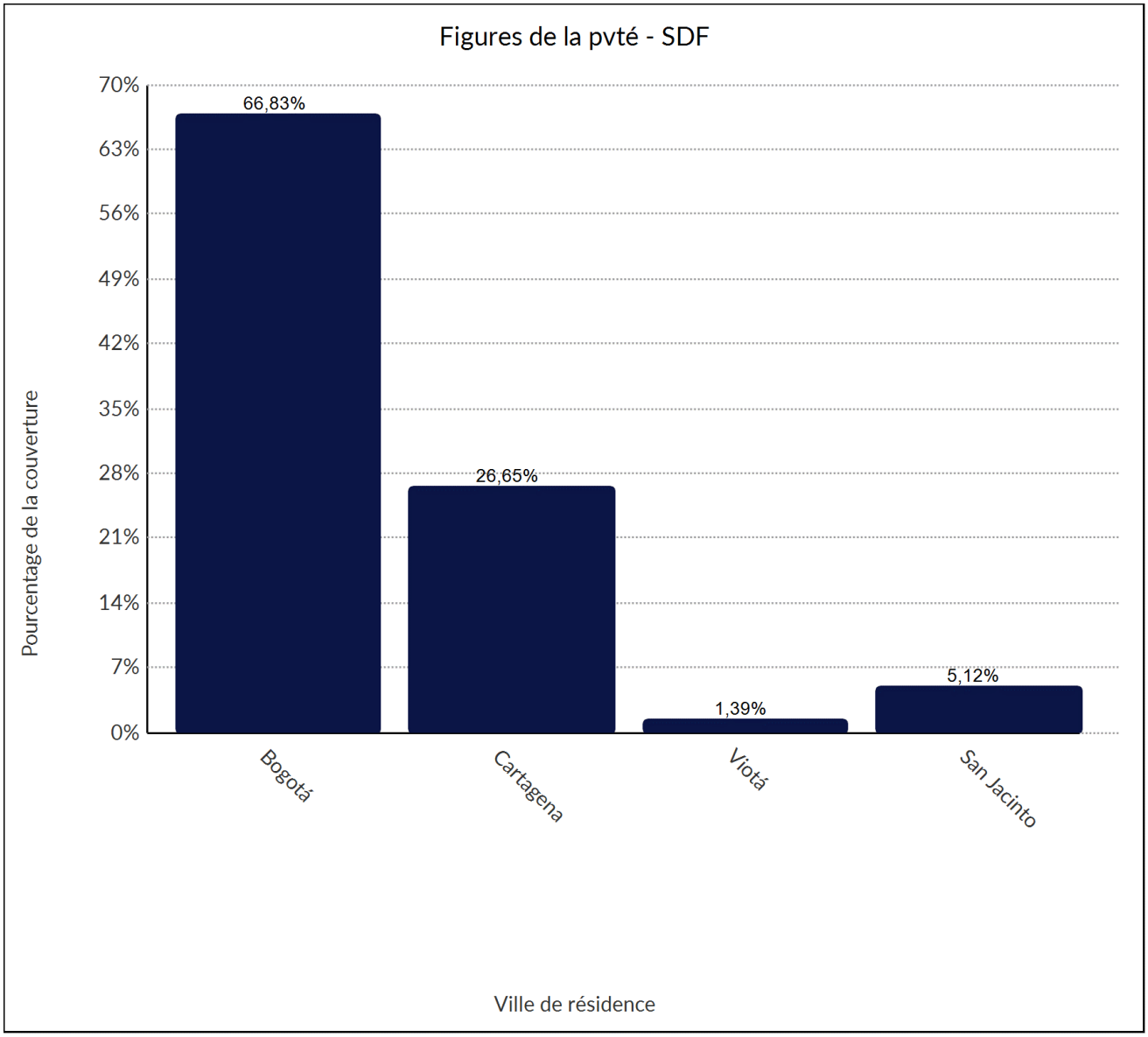
Annexe 48. Graphique 48. Perception évolution magnitude pauvreté MOINS par Ville de résidence. 29 références, 10 cas encodés.



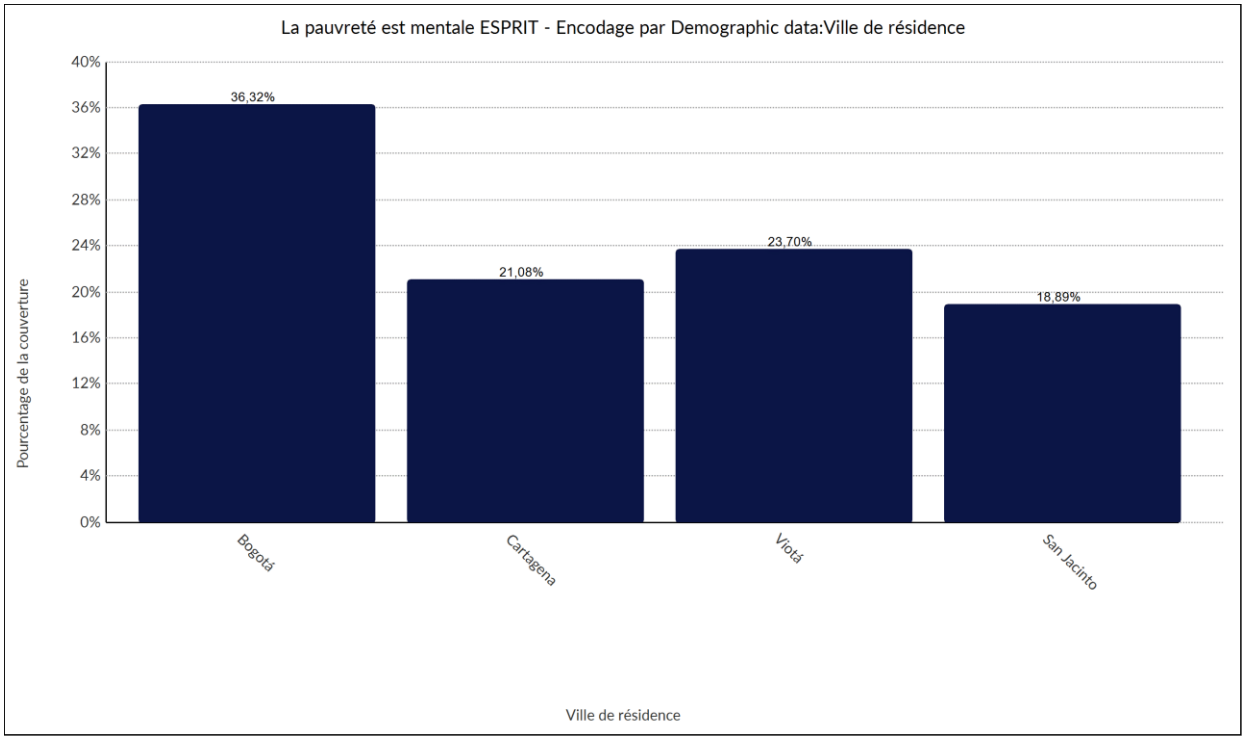
Annexe 49. Perception évolution magnitude pauvreté PAS VUE par Ville de résidence.



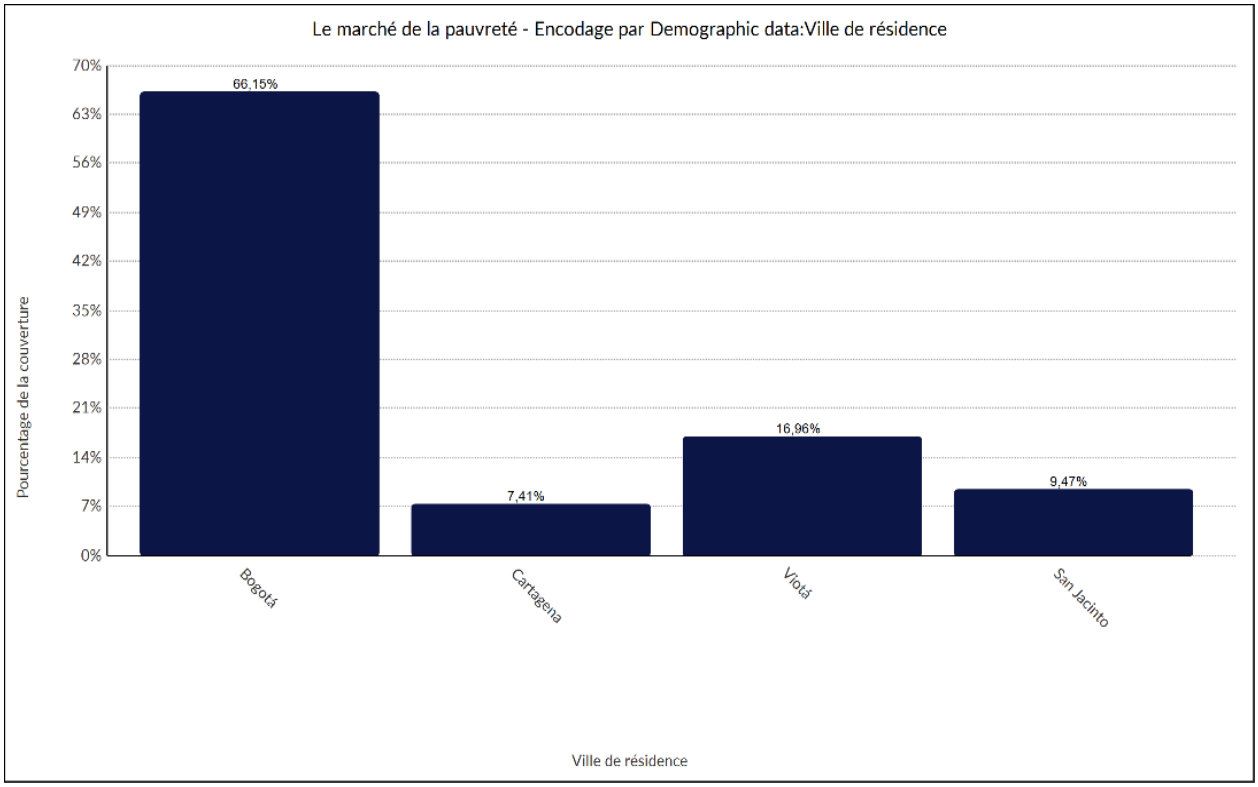
Annexe 50. Graphique 50. Perception Figure SDF par Ville de résidence. 71 références, 15 cas ont contribué.



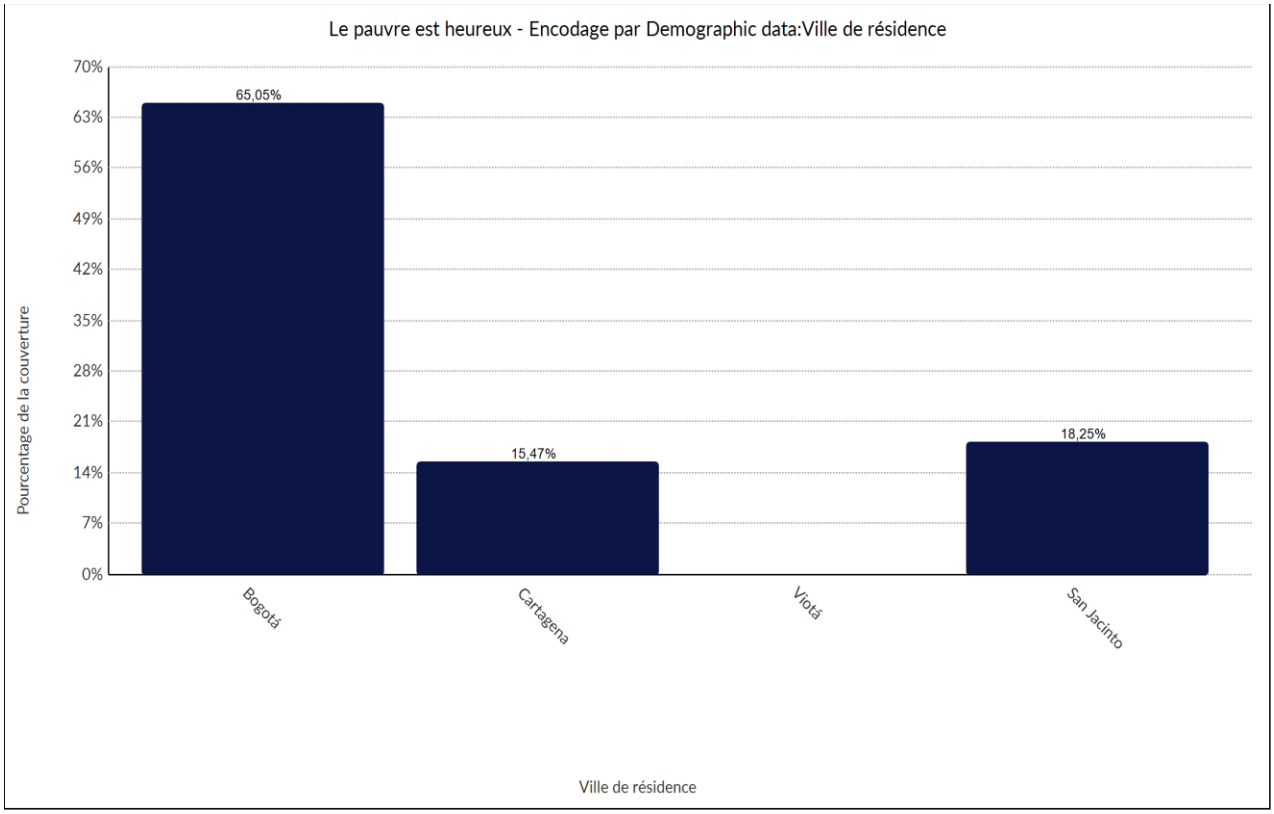
Annexe 51. Graphique 51. Croyance pauvreté d'esprit par ville de résidence.



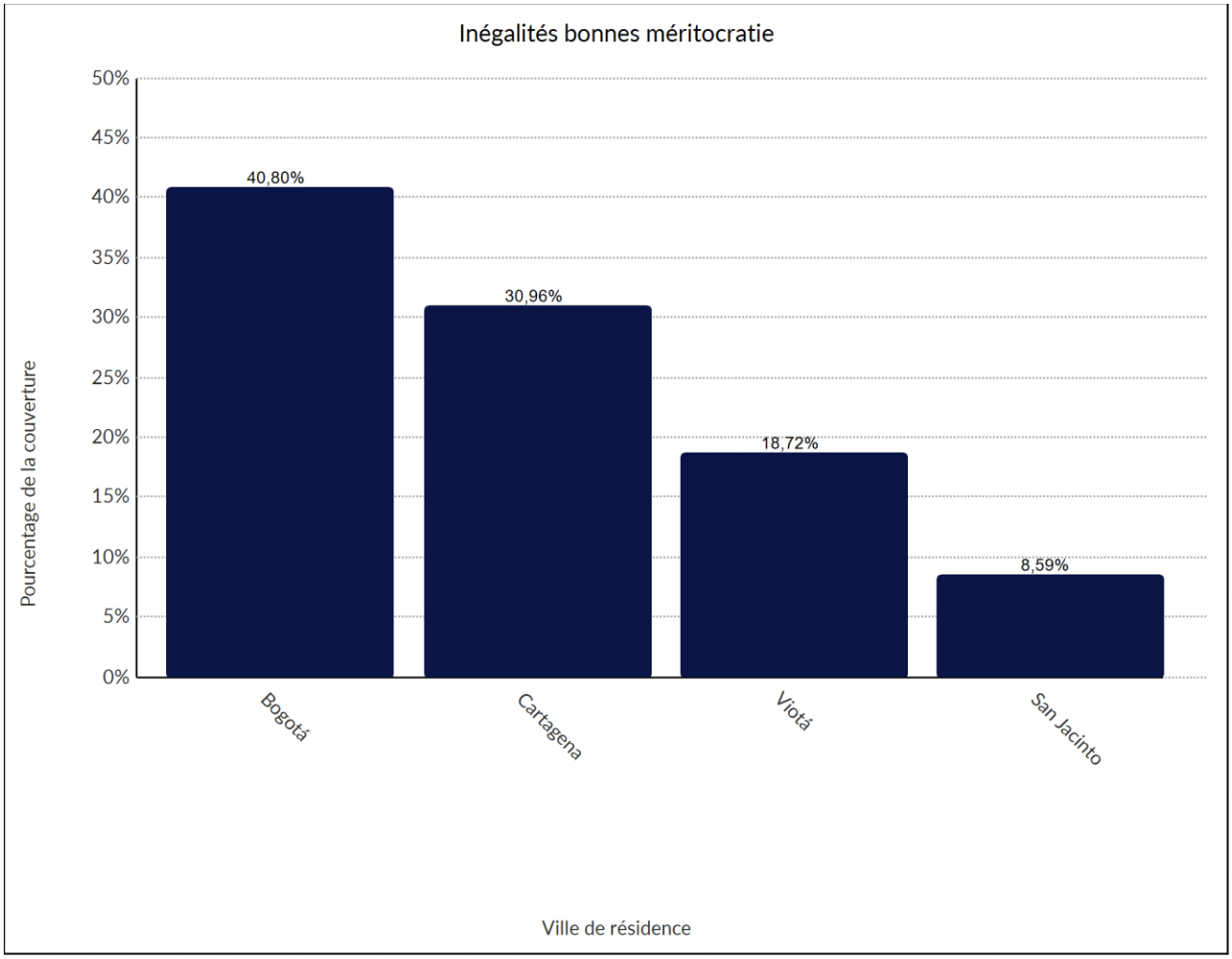
Annexe 52. Graphique 52. Croyance marché de la pauvreté par ville de résidence.



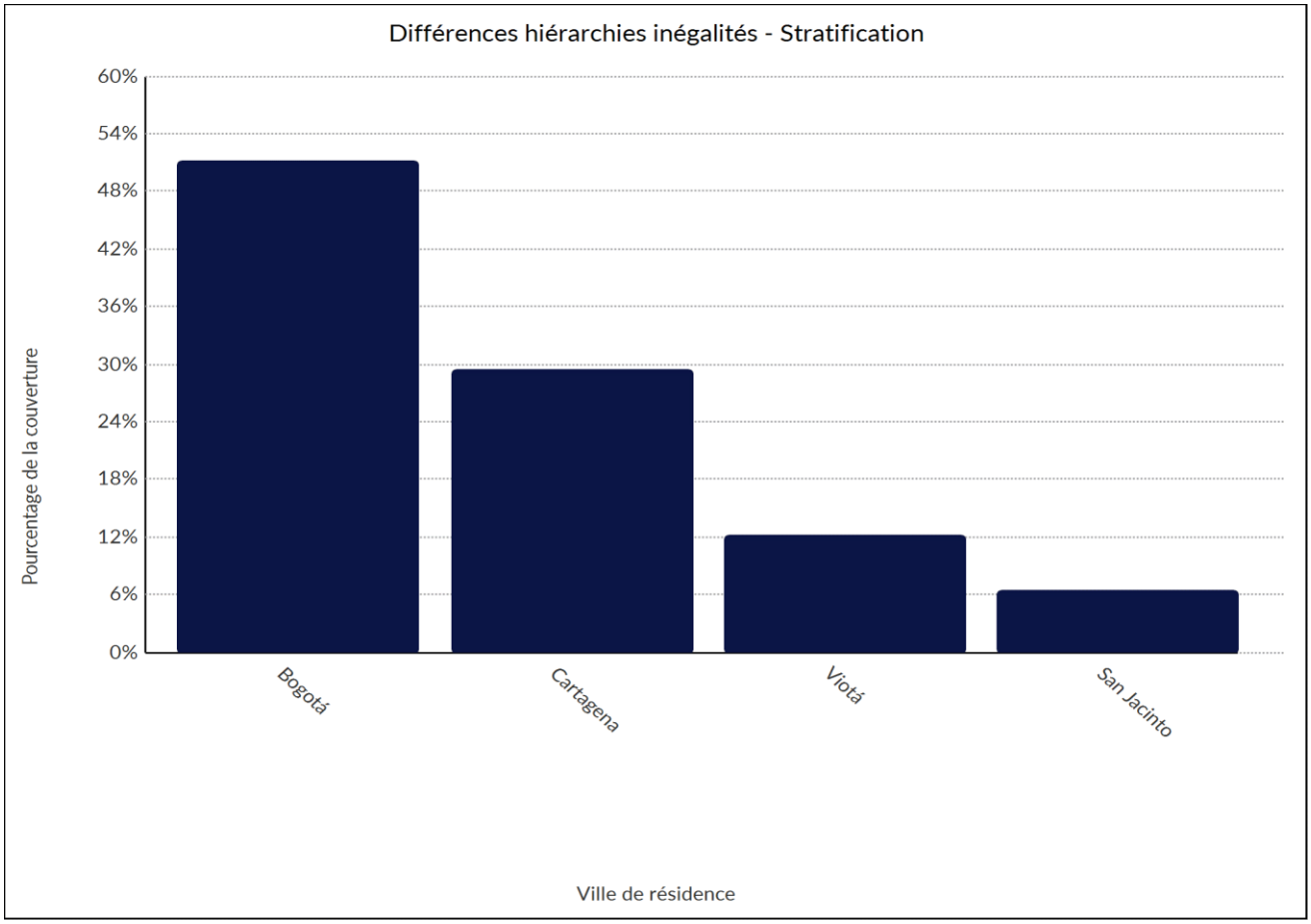
Annexe 53. Graphique 53. Croyance "le pauvre est heureux" par ville de résidence.



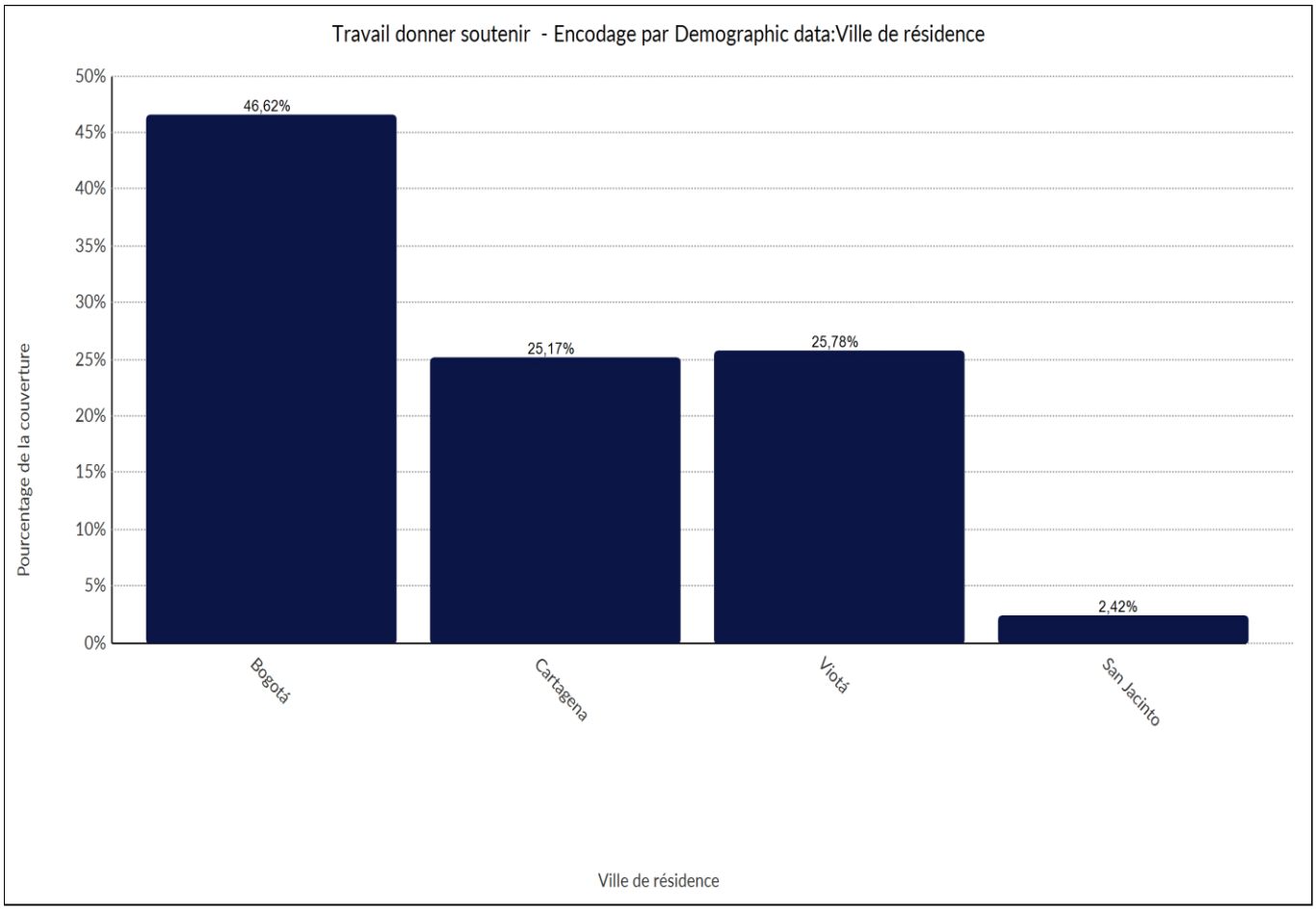
Annexe 54. Graphique 54. Vision de société, croyance fonctionnalité des inégalités et méritocratie par ville de résidence. 60 références.



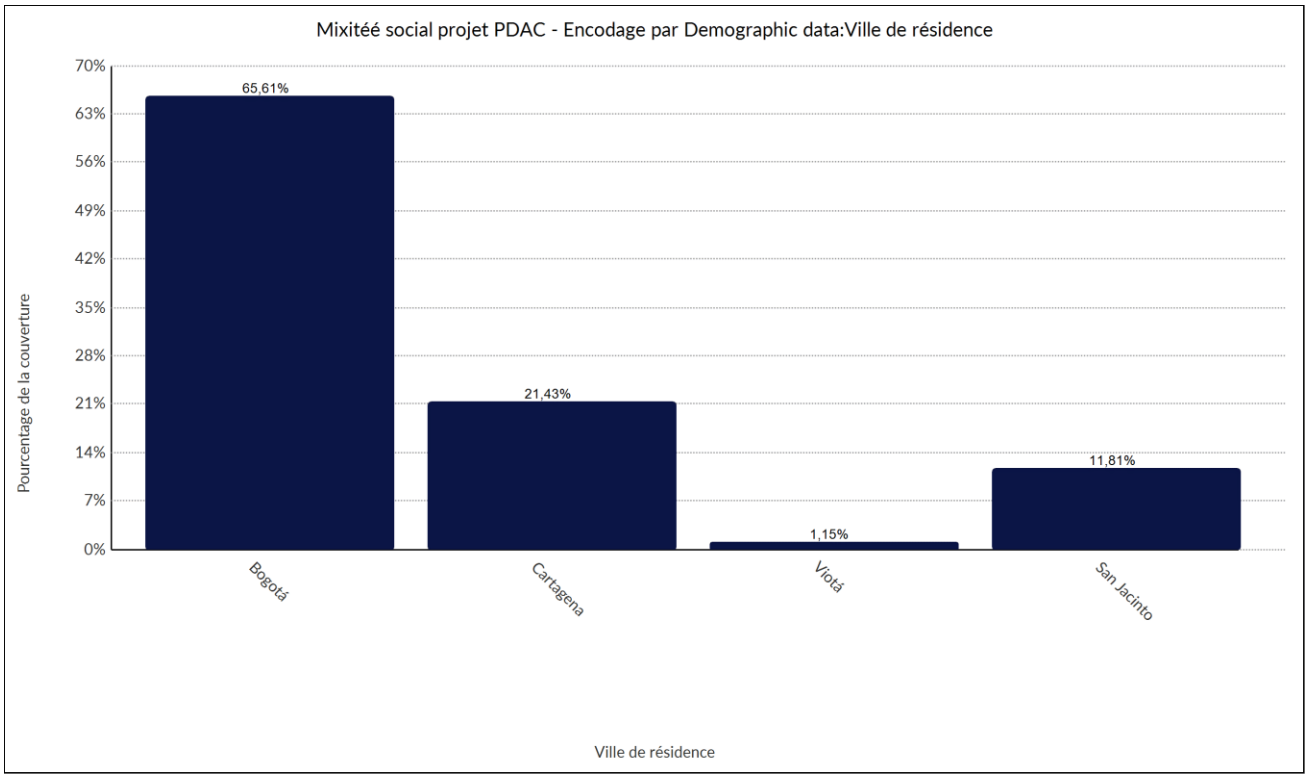
Annexe 55. Graphique 55. Mobilisation notion stratification discours par ville de résidence. 122 références produits par 37 cas.



Annexe 56. Graphique 56. Formes de dépasser pauvreté Option TRAVAIL par ville de résidence.



Annexe 57. Graphique 57. Préférences. Logements sociaux quartiers riches rejet du projet par ville de résidence.



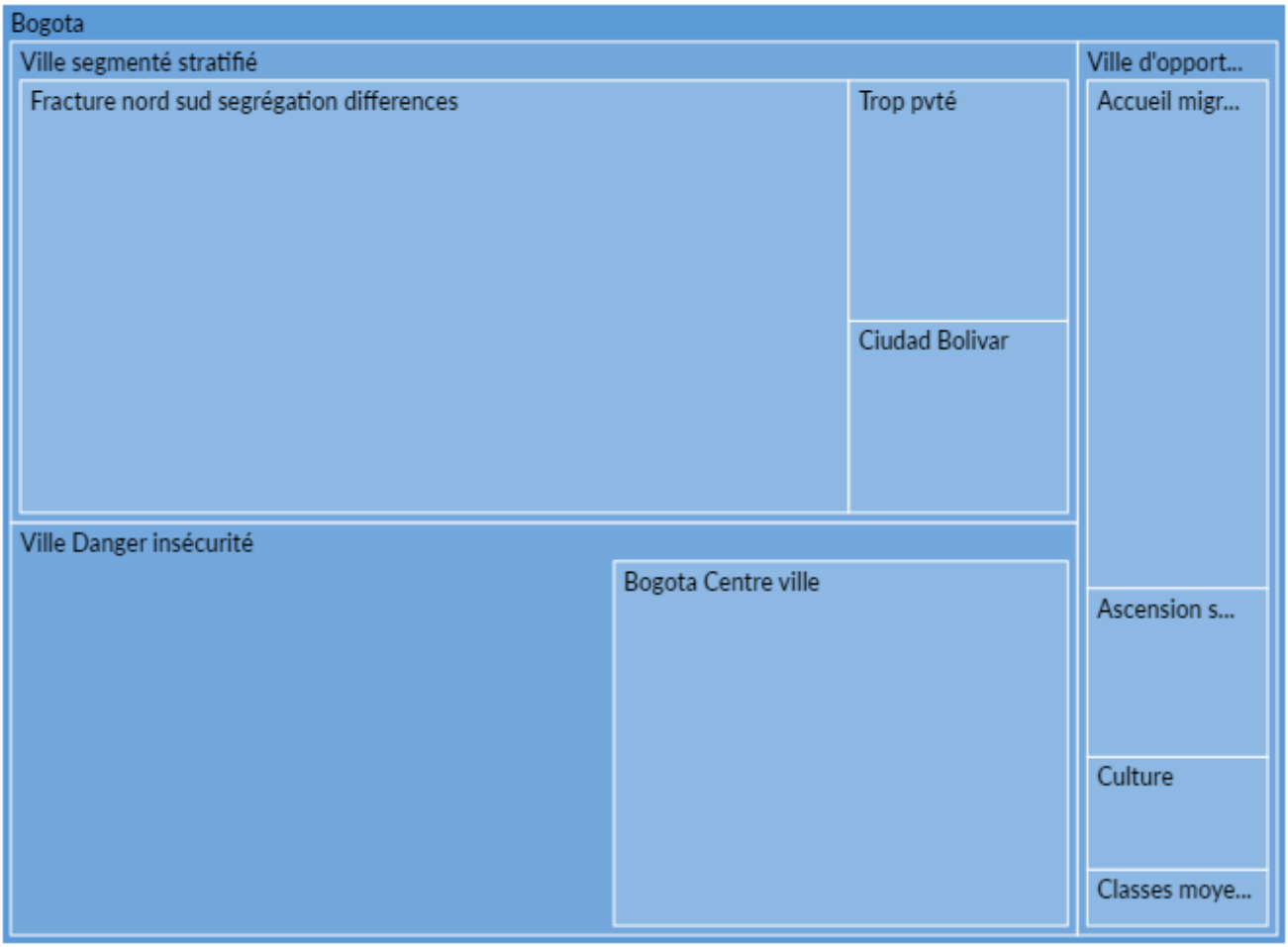
Annexe 58. Tableau 58. Contribution aux systèmes de RSP de chaque terrain.

RSP/terrain mentions	**Viotunos**		**Sanjacinteros**		**Bogotanos**		**Cartageneros**	
1 : Victimisation	125	49,63%	275	52,68%	208	30,02%	170	31,94%
2 : Naturalisation	79	25,66%	189	31,98%	299	41,40%	242	40,16%
3 : Culpabilisation	53	24,71%	76	15,34%	203	28,58%	157	27,91%
Total	257	100%	540	100%	710	100%	569	100%

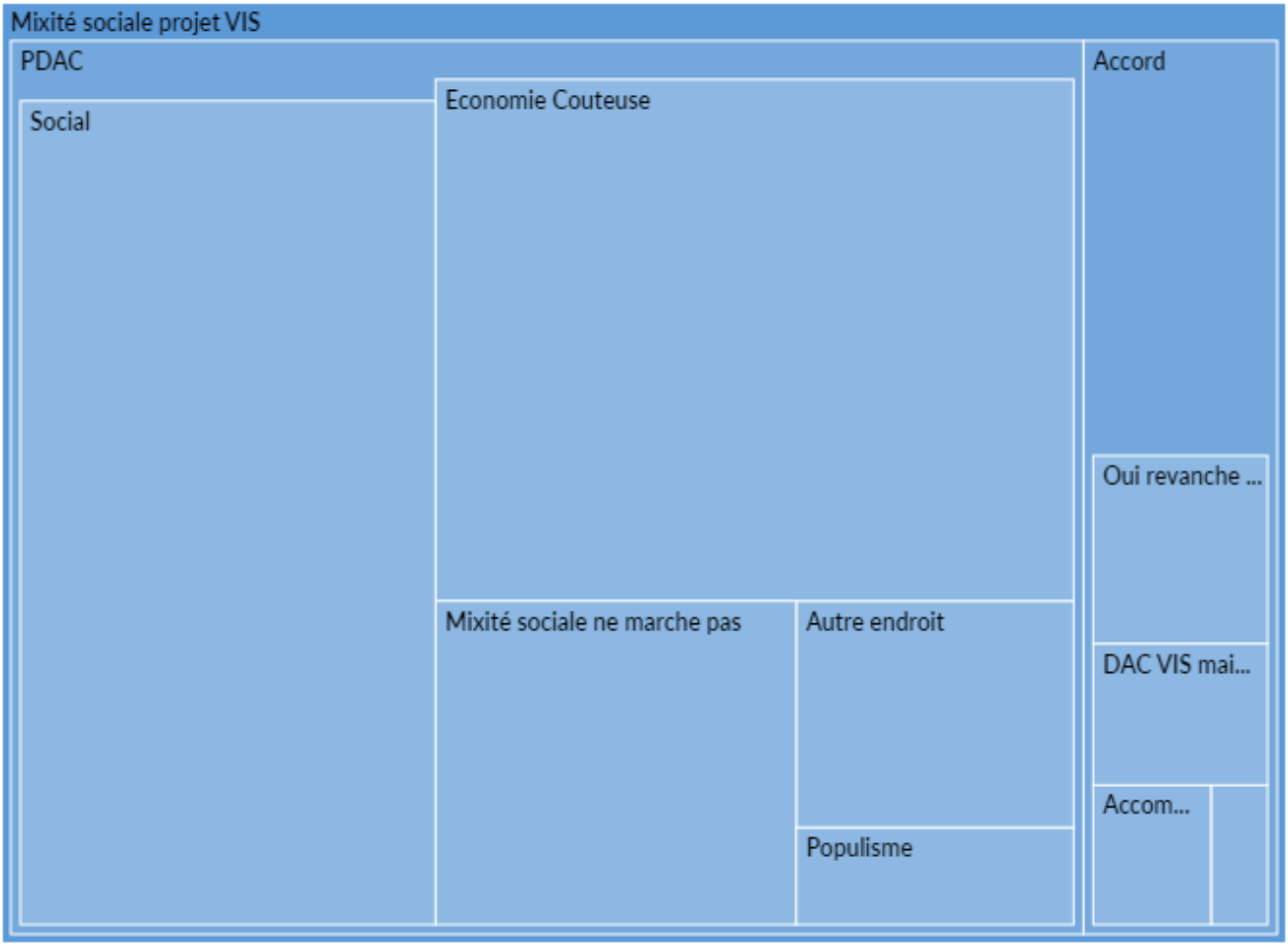
Annexe 59. Tableau 59. Contribution au résultat général des RSP de chaque terrain.

RSP/terrain	Viotunos	Sanjacinteros	Bogotanos	Cartageneros	Total
1 : Victimisation	18,46%	32,16%	27,64%	21,73%	100%
2 : Naturalisation	10,10%	20,66%	40,33%	28,91%	100%
3 : Culpabilisation	14,40%	14,67%	41,20%	29,73%	100%

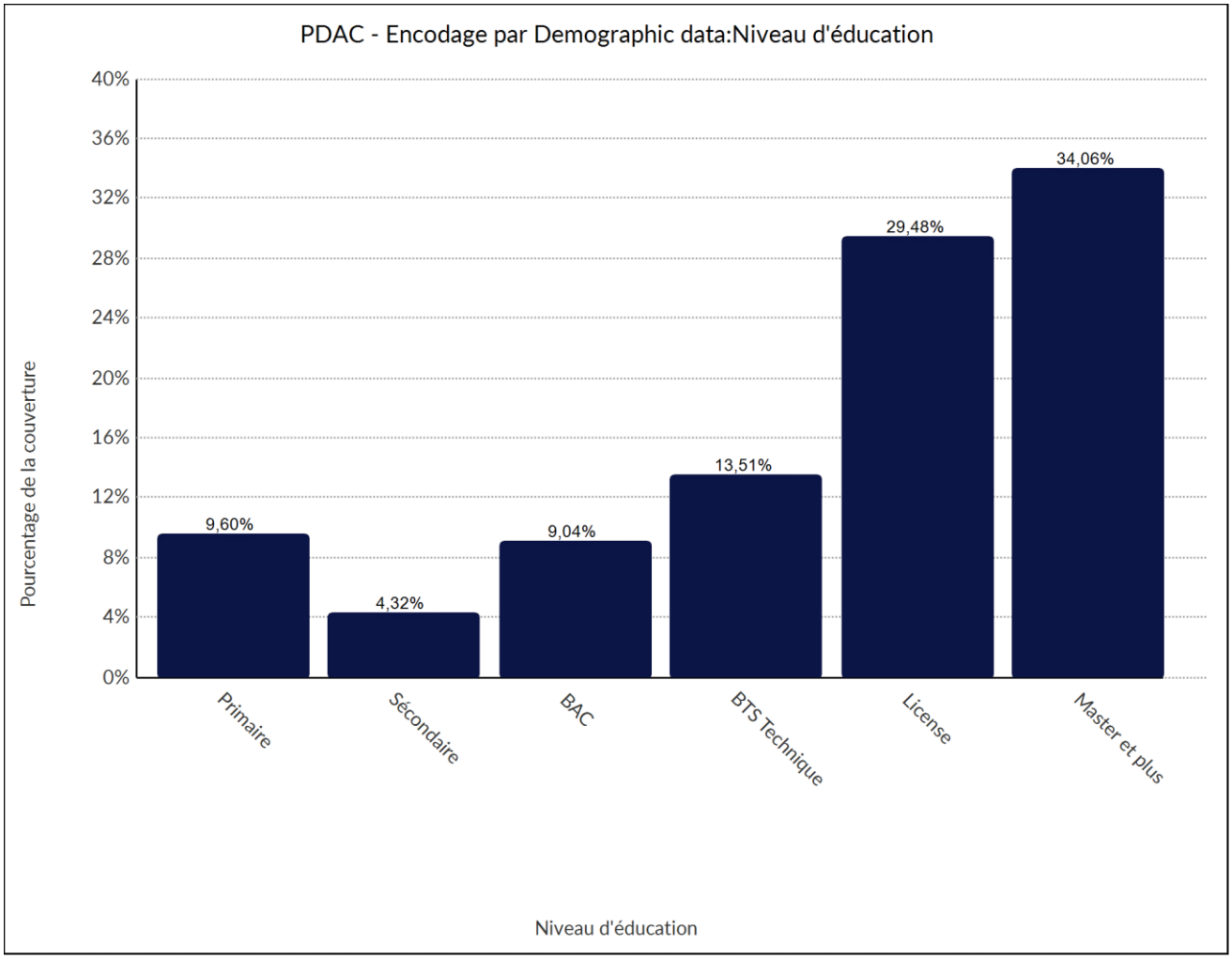
Annexe 60. Graphique 60. Représentations de la ville de Bogota.



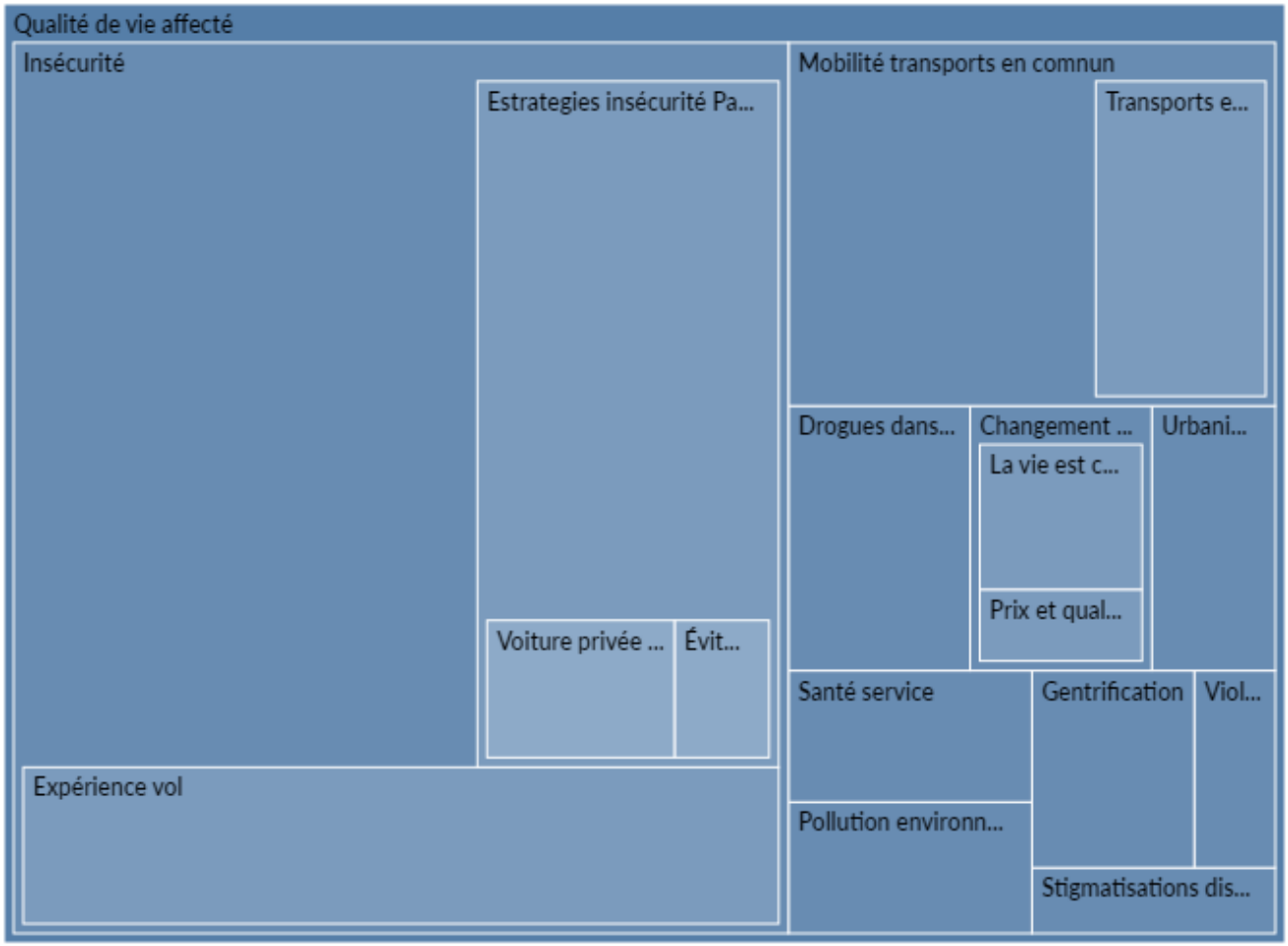
Annexe 61. Graphique 61. Logement social proposition Bogota 117 références.



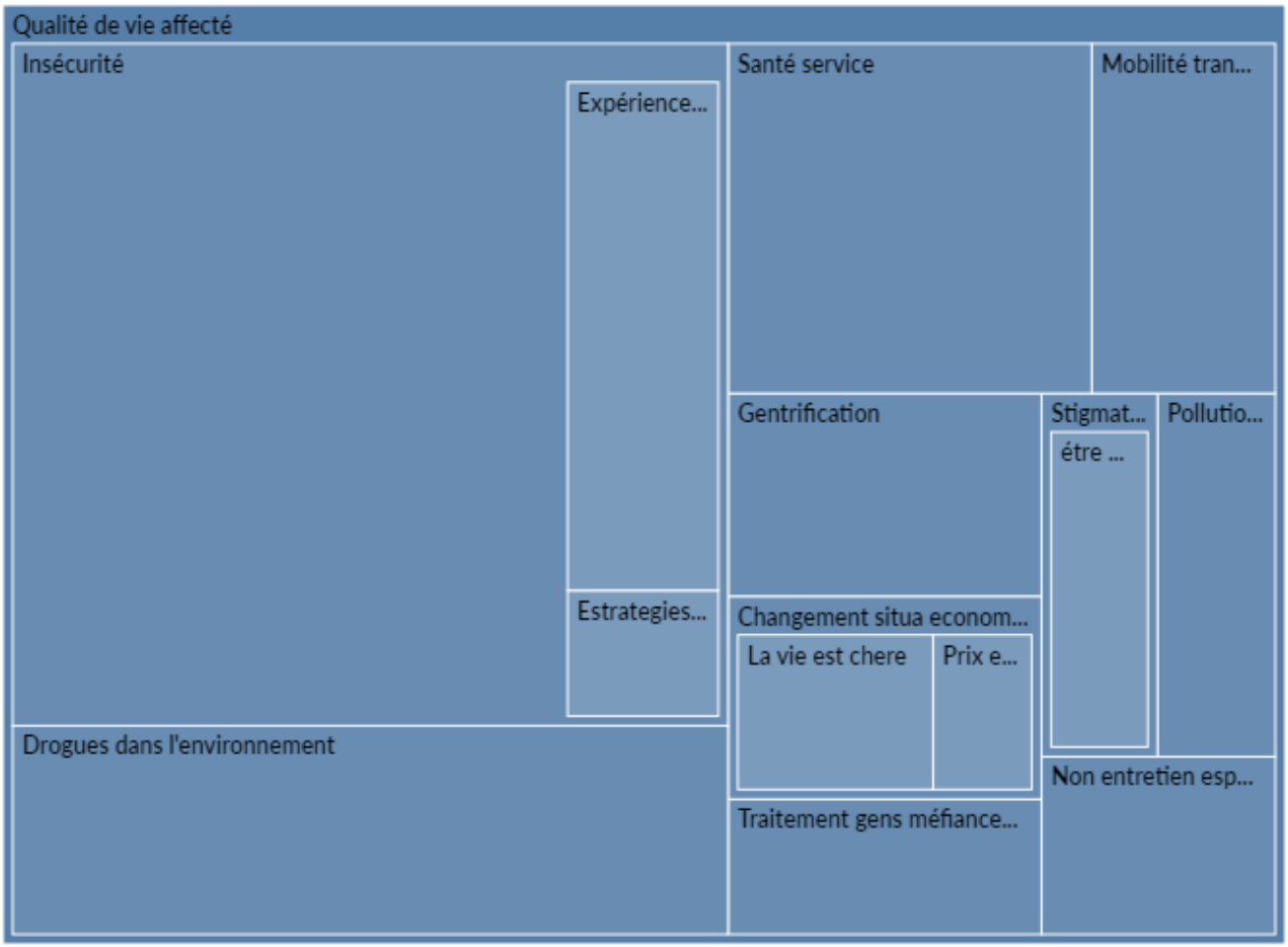
Annexe 62. Graphique 62. Contribution au désaccord au projet de logement social, selon niveau d'éducation sur 99 références.



Annexe 63. Graphique 63. Affectations qualité de vie échantillon de Bogota sur 70 références.



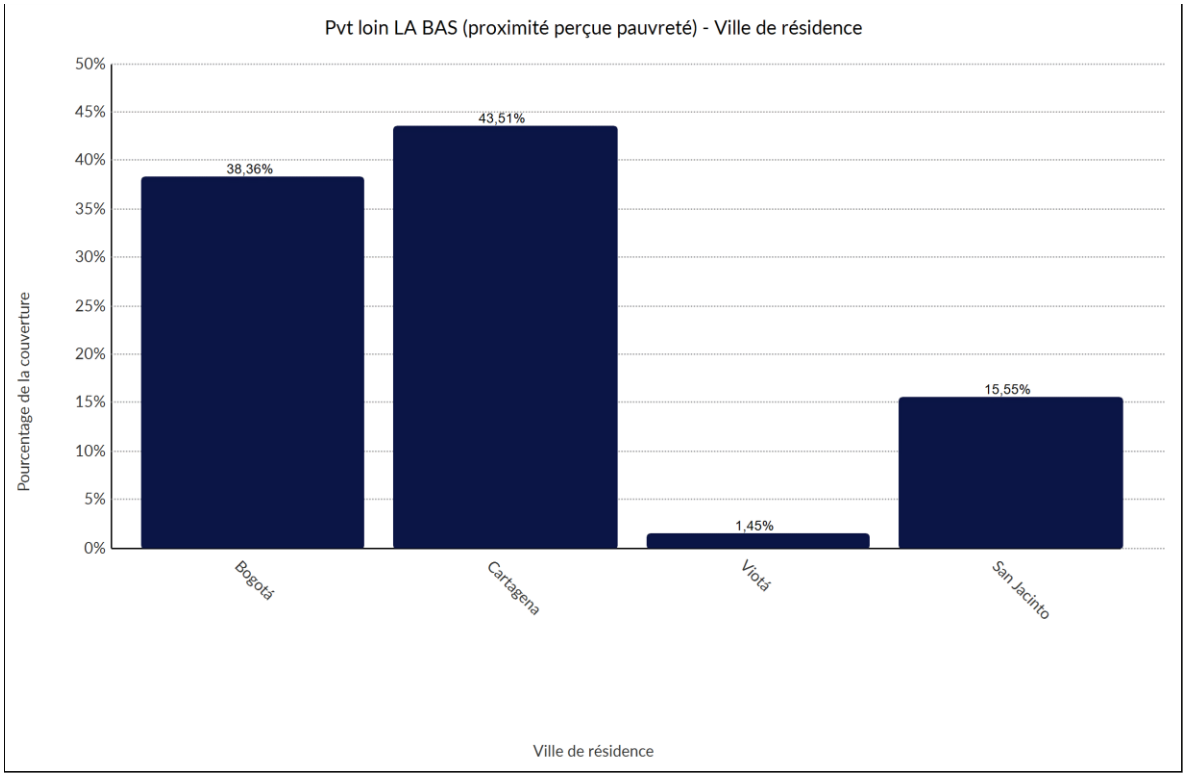
Annexe 64. Graphique 64. Affectations qualité de vie échantillon de Carthagène sur 70 références.



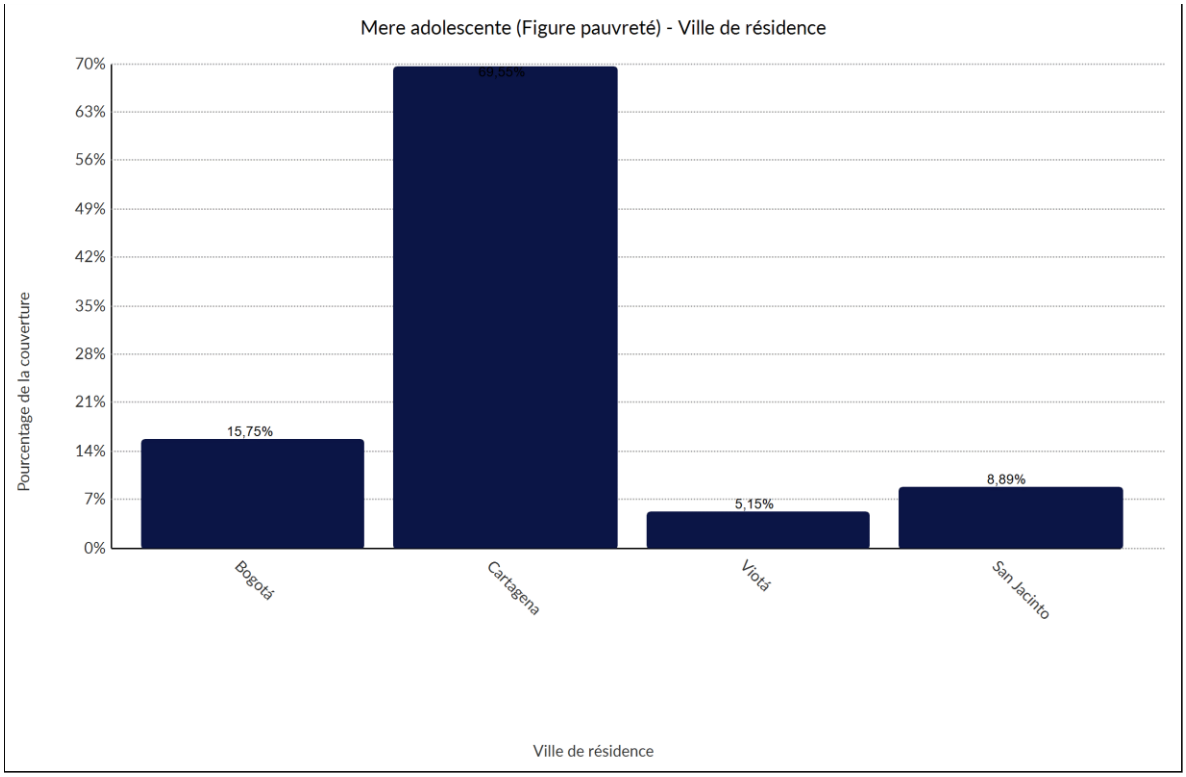
Annexe 65. Tableau 65. Distribution liens sociaux, cas Carthagène des Indes.

LS/terrain	**Cartageneros**				
	Mentions LS	LS total	Protection	Reconaissance	Rupture. Fr.
1: LF	97	38%	58%	36%	11%
2: LC	51	20%	10%	14%	40%
3: LO	65	26%	14%	25%	40%
4: LPE	40	16%	18%	24%	10%
Total	253	100%	100%	100%	100%

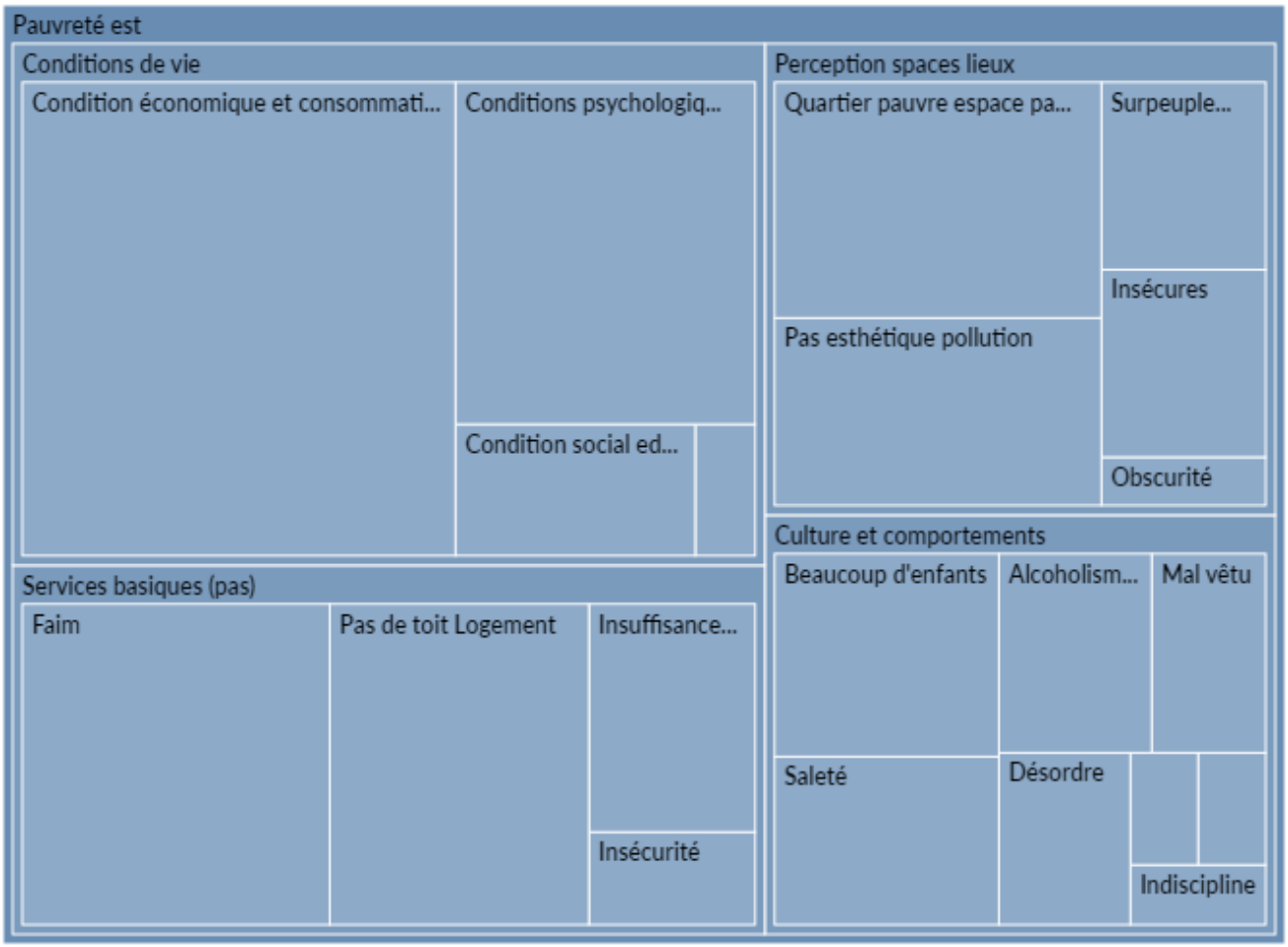
Annexe 66. Graphique 66. Proximité perçue de la pauvreté, LOINTAINE par ville de résidence. Sur 222 références.



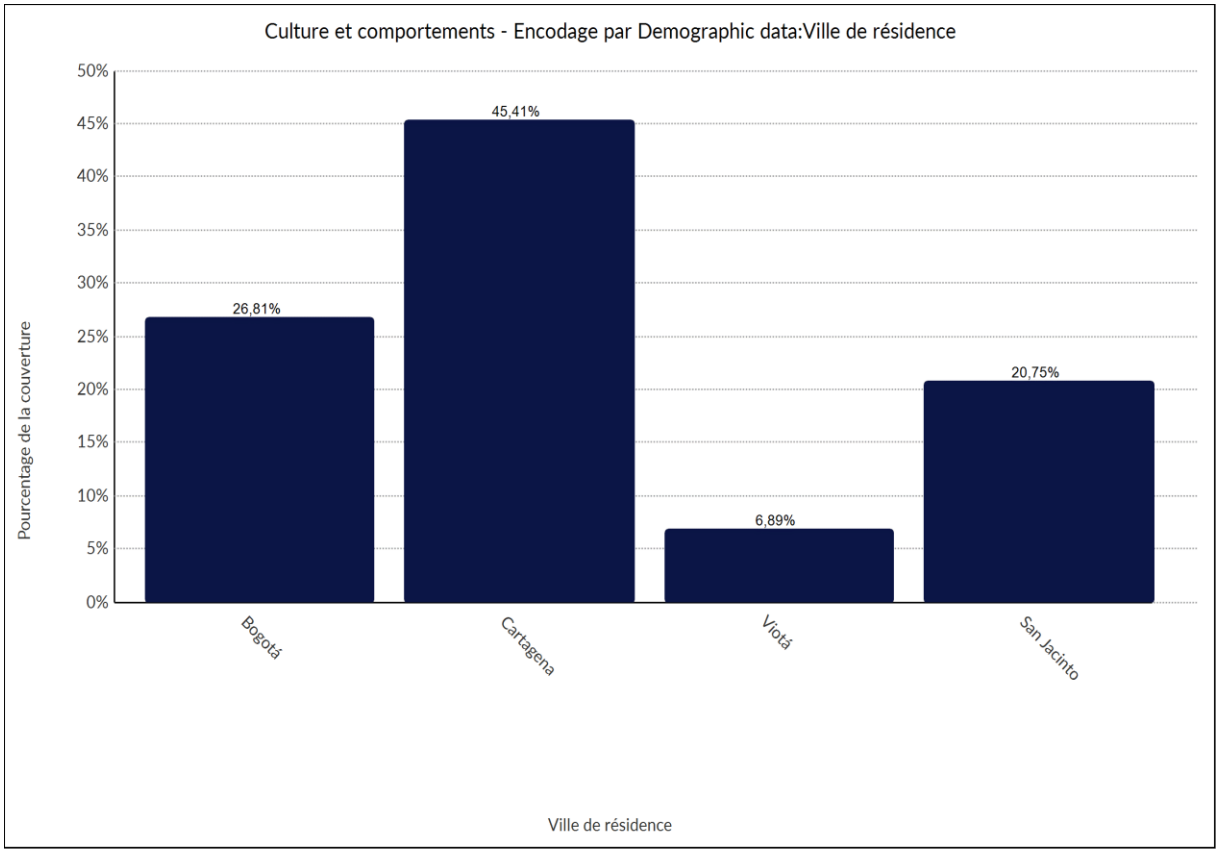
Annexe 67. Graphique 67. Figure mère adolescente Carthagène. 201 références.



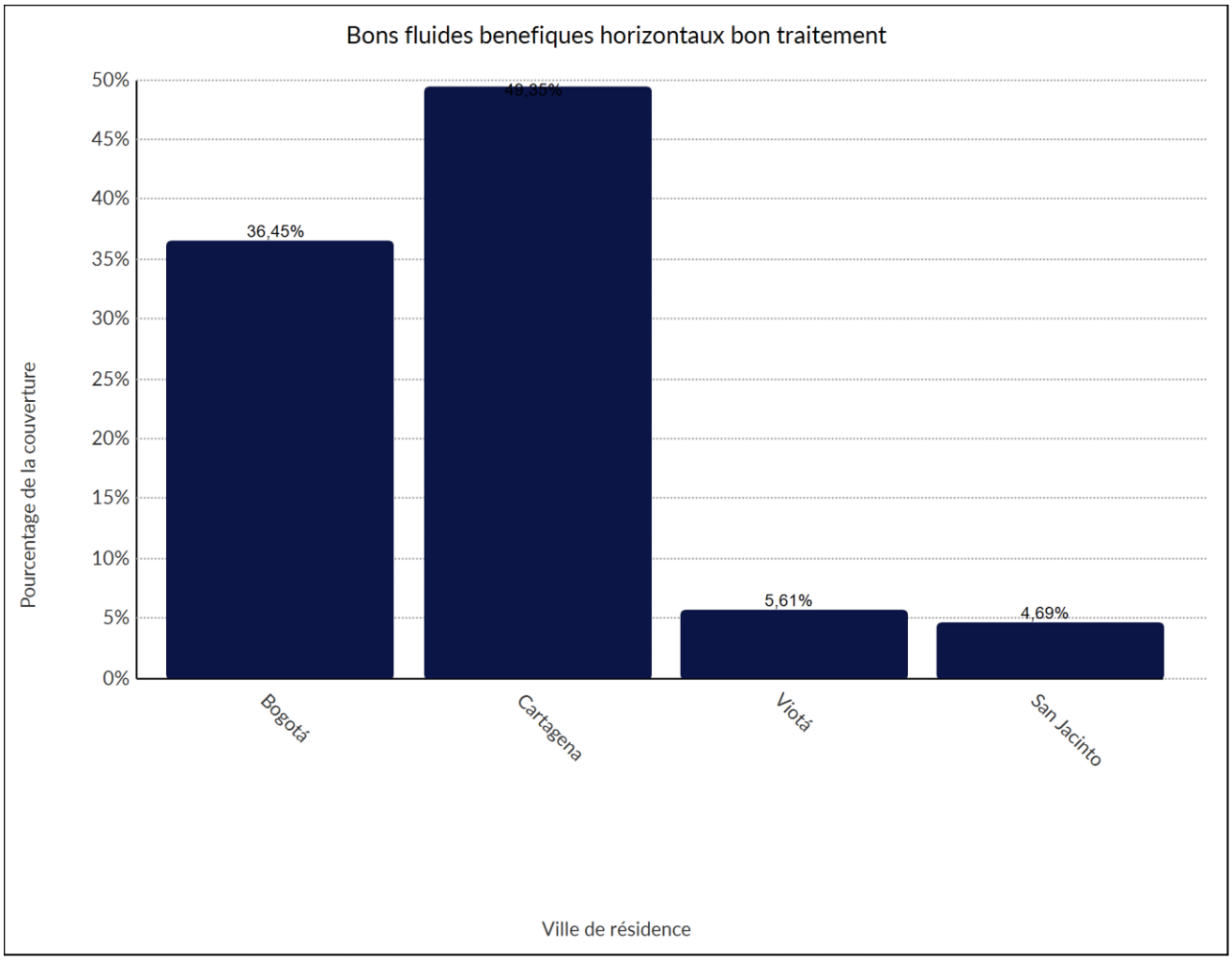
Annexe 68. Graphique 68. Définition de pauvreté échantillon Carthagène. 126 références.



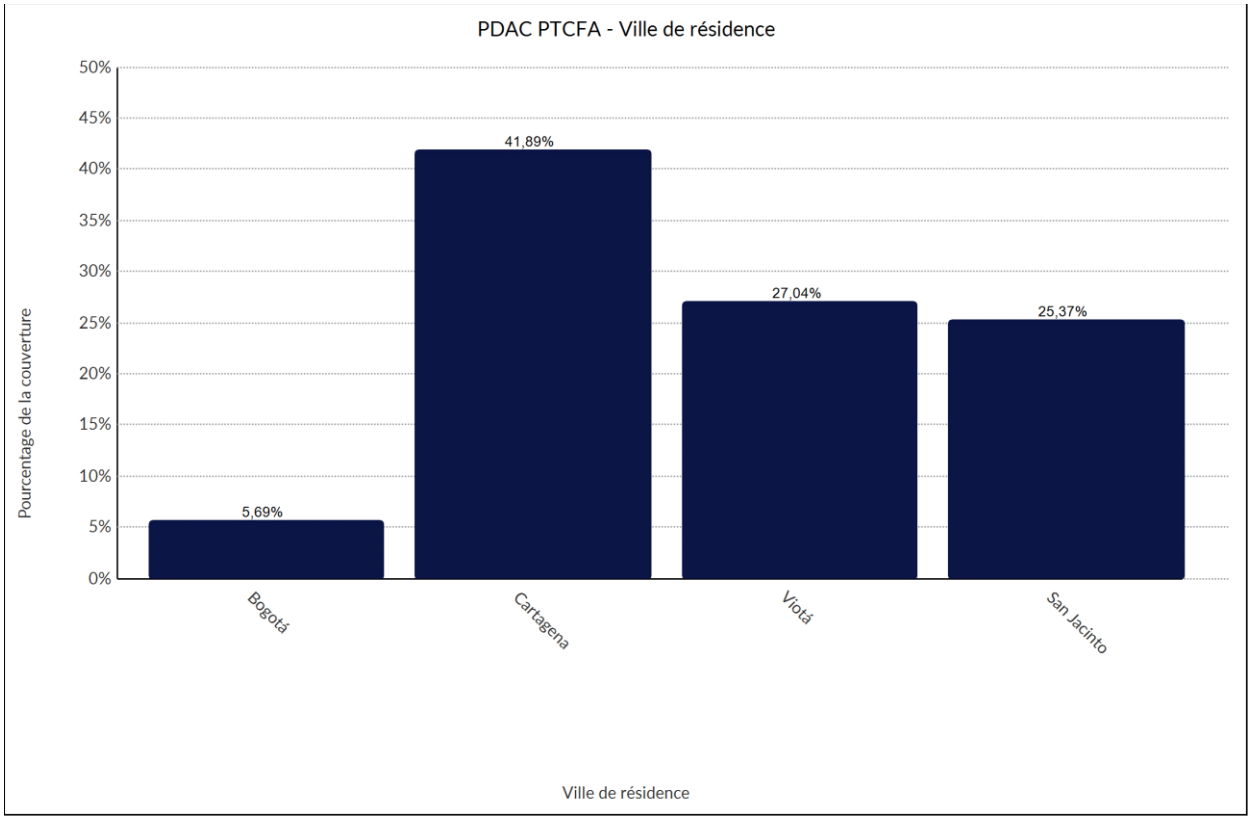
Annexe 69. Graphique 69. Contribution définition de la pauvreté par de traits culturels et comportementales par ville de résidence.



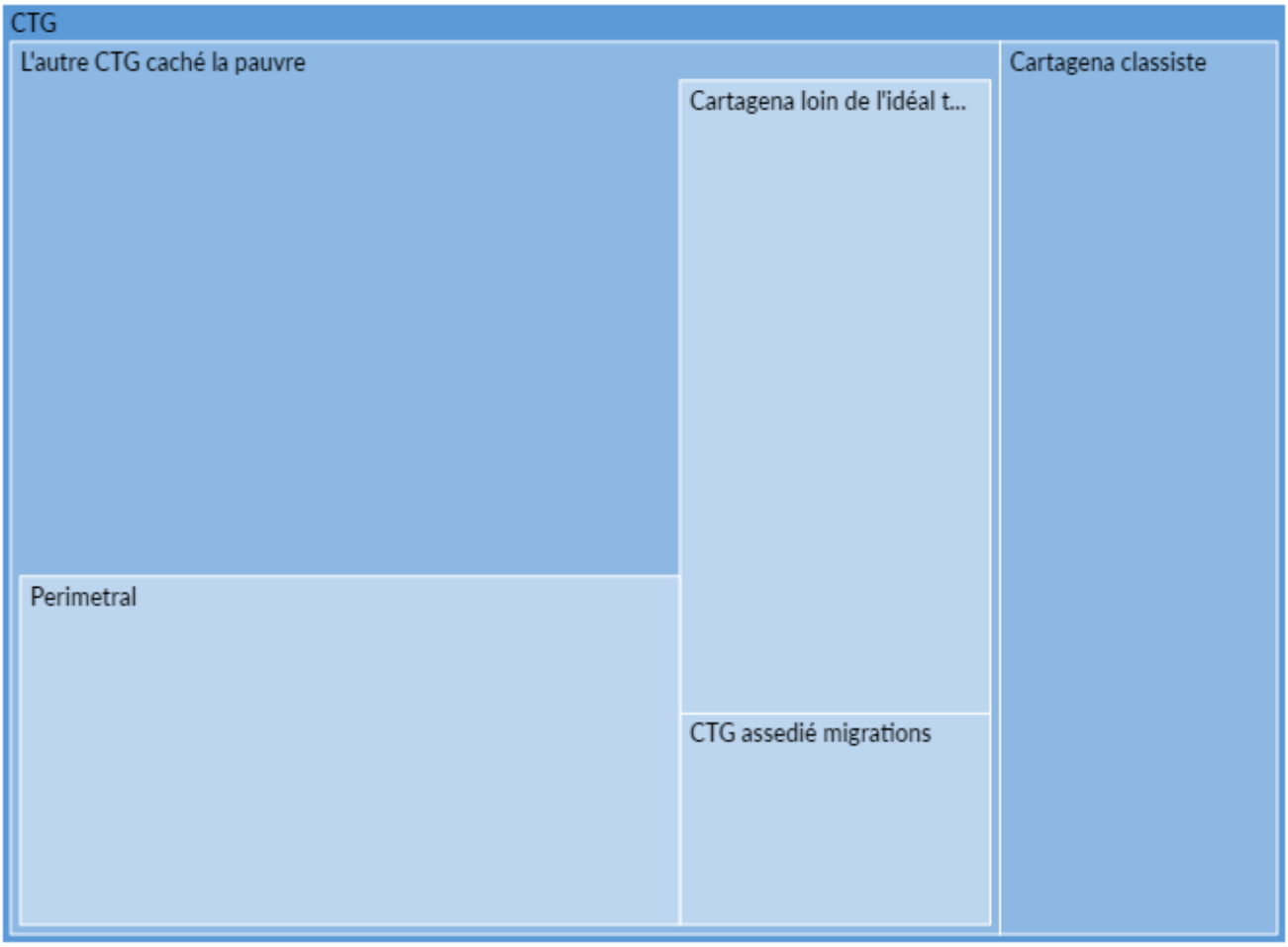
Annexe 70. Graphique 70. Relations interclasses fluides et bénéfiques par ville de résidence. 74 références.



Annexe 71. Désaccord PTC Familias en Accion par ville de résidence - Carthagène.



Annexe 72. Graphique 72. Distribution image ville Carthagène et pauvreté sur 32 références.



Annexe 73. Carte 73. Carte 73, Localisation commune San Jacinto, dans le Département de Bolivar. En gris partie urbaine Carthagène des Indes au bord de la mer.



Source: Milenioscuro, CC BY-SA 3.0 <https://creativecommons.org/licenses/by-sa/3.0>, via Wikimedia Commons. URL: https://commons.wikimedia.org/wiki/File:Colombia_-_Bol%C3%ADvar_-_San_Jacinto.svg

Annexe 74. Tableau 74. Distribution liens sociaux, cas San Jacinto.

LS/terrain	**Sanjacinteros**				
	Mentions LS	LS total	Protection	Reconaissance	Rupture. Fr.
1: LF	51	18%	50%	16,26%	4%
2: LC	88	31%	8%	26,50%	51%
3: LO	80	28%	10%	5,23%	32%
4: LPE	64	23%	32%	52%	13%
Total	283	100%	100%	100%	100%

Annexe 75. Carte 75. Localisation Viota, dans le département de Cundinamarca. En gris partie urbaine Bogota.



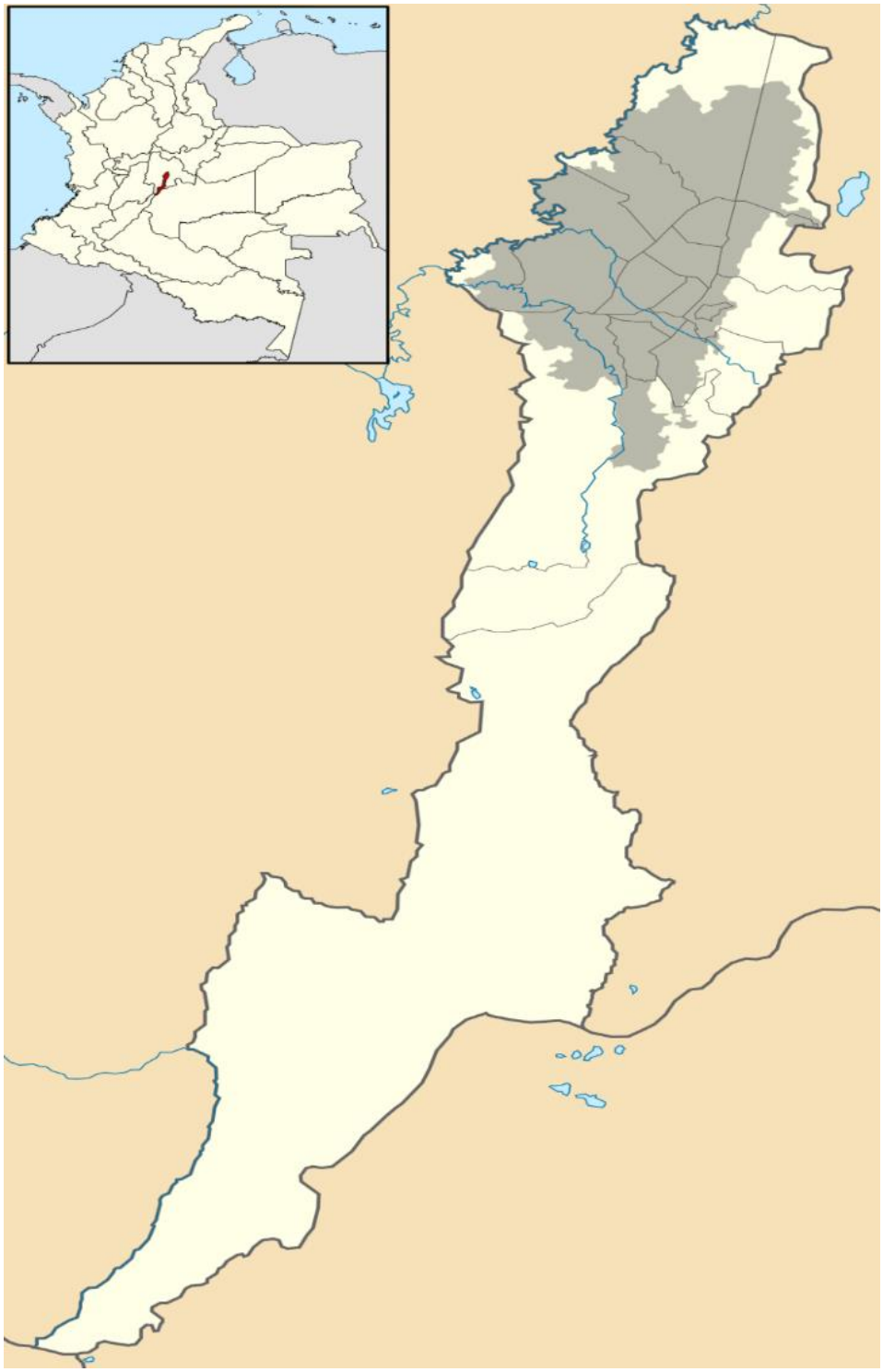
Source : De Milenioscuro, CC BY-SA 3.0 <https://creativecommons.org/licenses/by-sa/3.0>, via Wikimedia Commons. Disponible en: https://commons.wikimedia.org/wiki/File:Colombia_-_Cundinamarca_-_Viot%C3%A1.svg#/media/Archivo:Colombia_-_Cundinamarca_-_Viotá.svg

Annexe 76. Carte 76. Localisation Carthagène des Indes, dans le département de Bolivar. Partie urbaine et rurale.



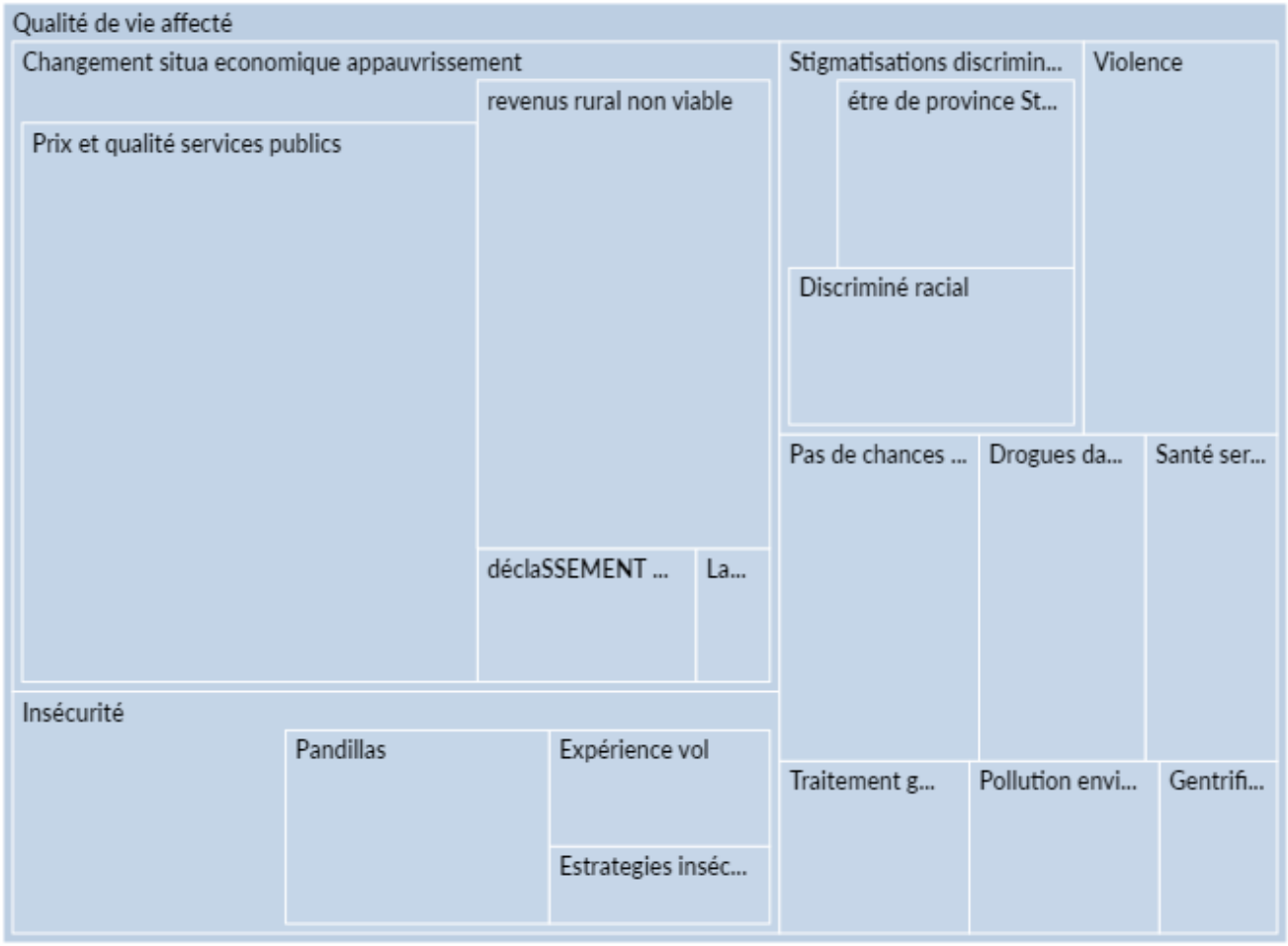
Source: Milenioscuro, CC BY-SA 3.0 <https://creativecommons.org/licenses/by-sa/3.0>, via Wikimedia Commons. URL: https://es.m.wikipedia.org/wiki/Archivo:Colombia_-_Bol%C3%ADvar_-_Carthagène_de_Indias.svg

Annexe 77. Carte 77. Localisation Bogota. Partie urbaine signalée en gris.

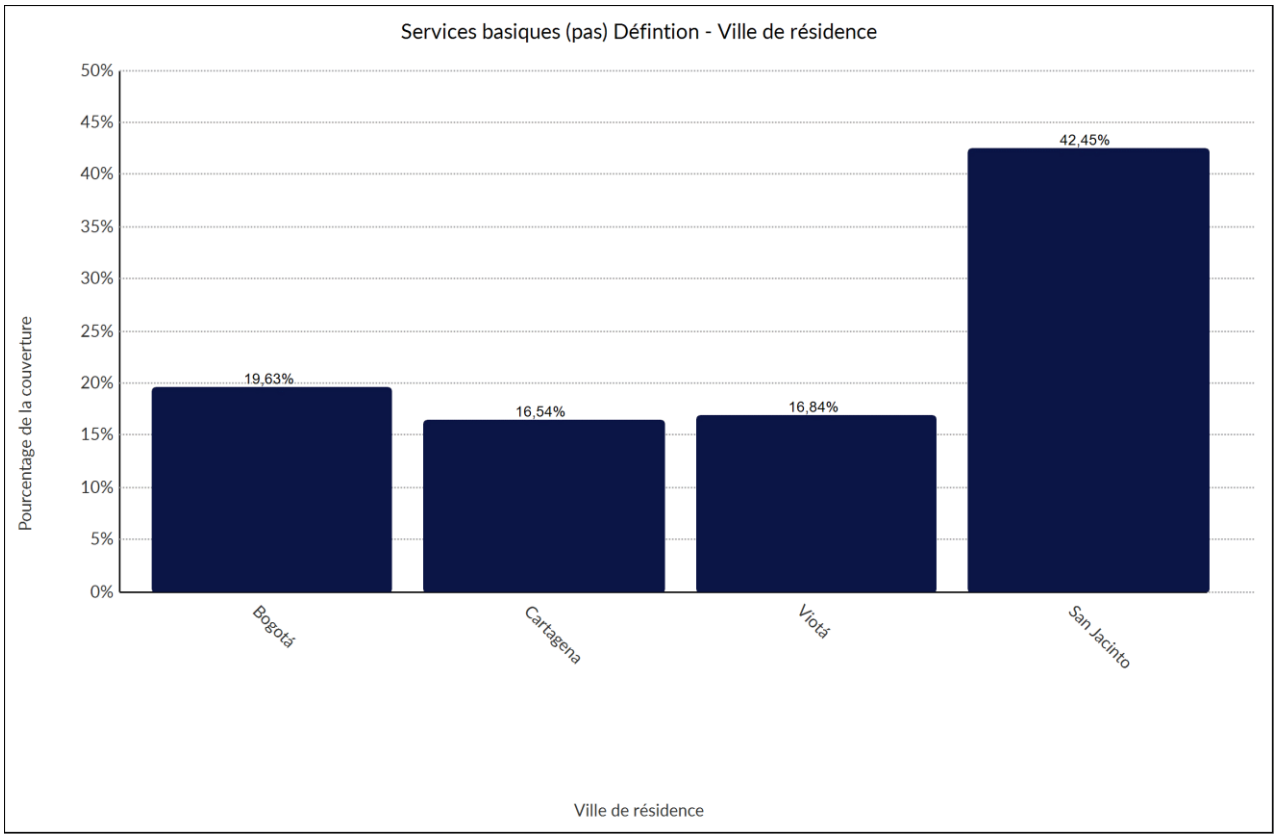


Source : De Milenioscuro, CC BY-SA 4.0, Disponible en: https://commons.wikimedia.org/wiki/File:Colombia_Distrito_Capital_location_map_(%2Burban_areas_%2Blocator_map).svg#/media/Archivo:Colombia_Distrito_Capital_location_map_(+urban_areas_+locator_map).svg

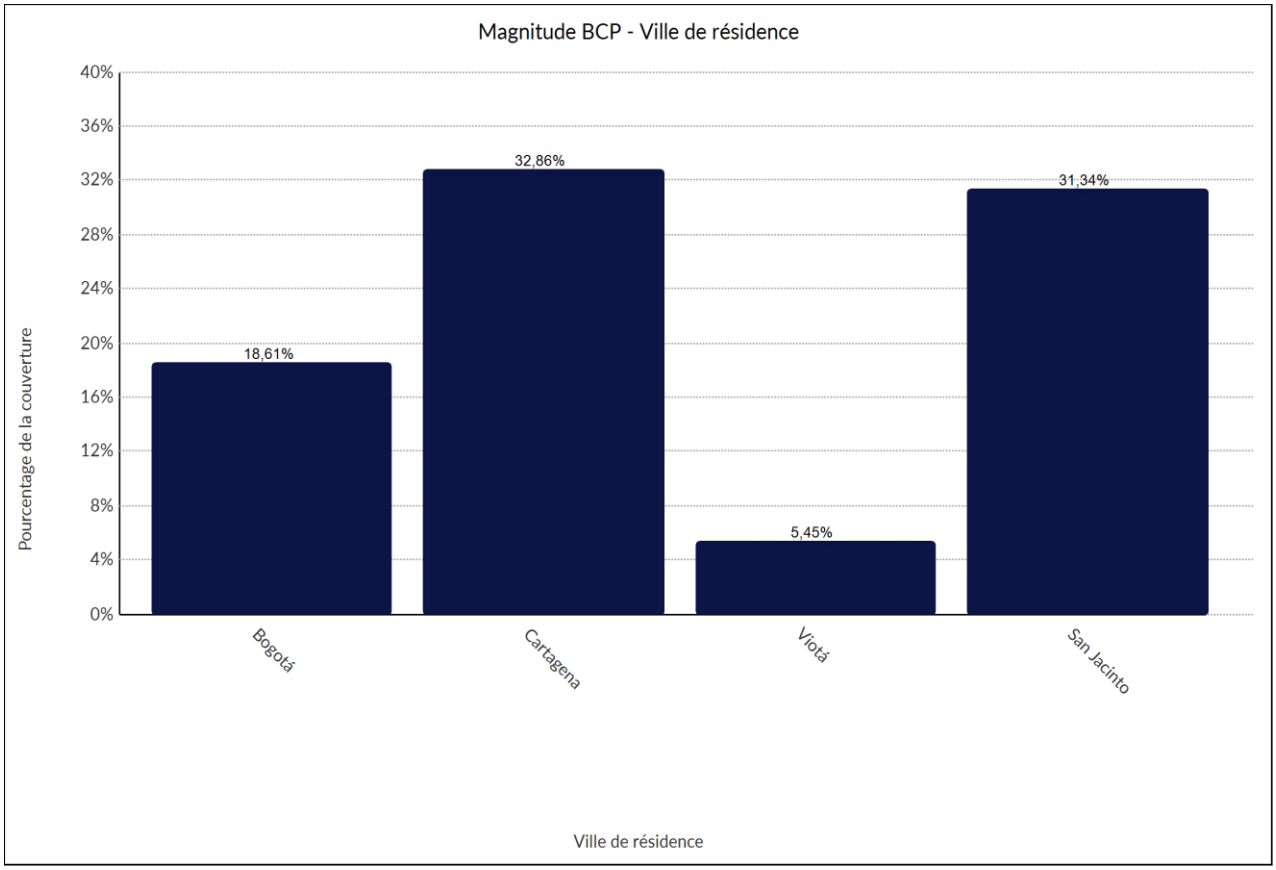
Annexe 78. Graphique 78. Qualité de vie affecté San Jacinto. 104 références.



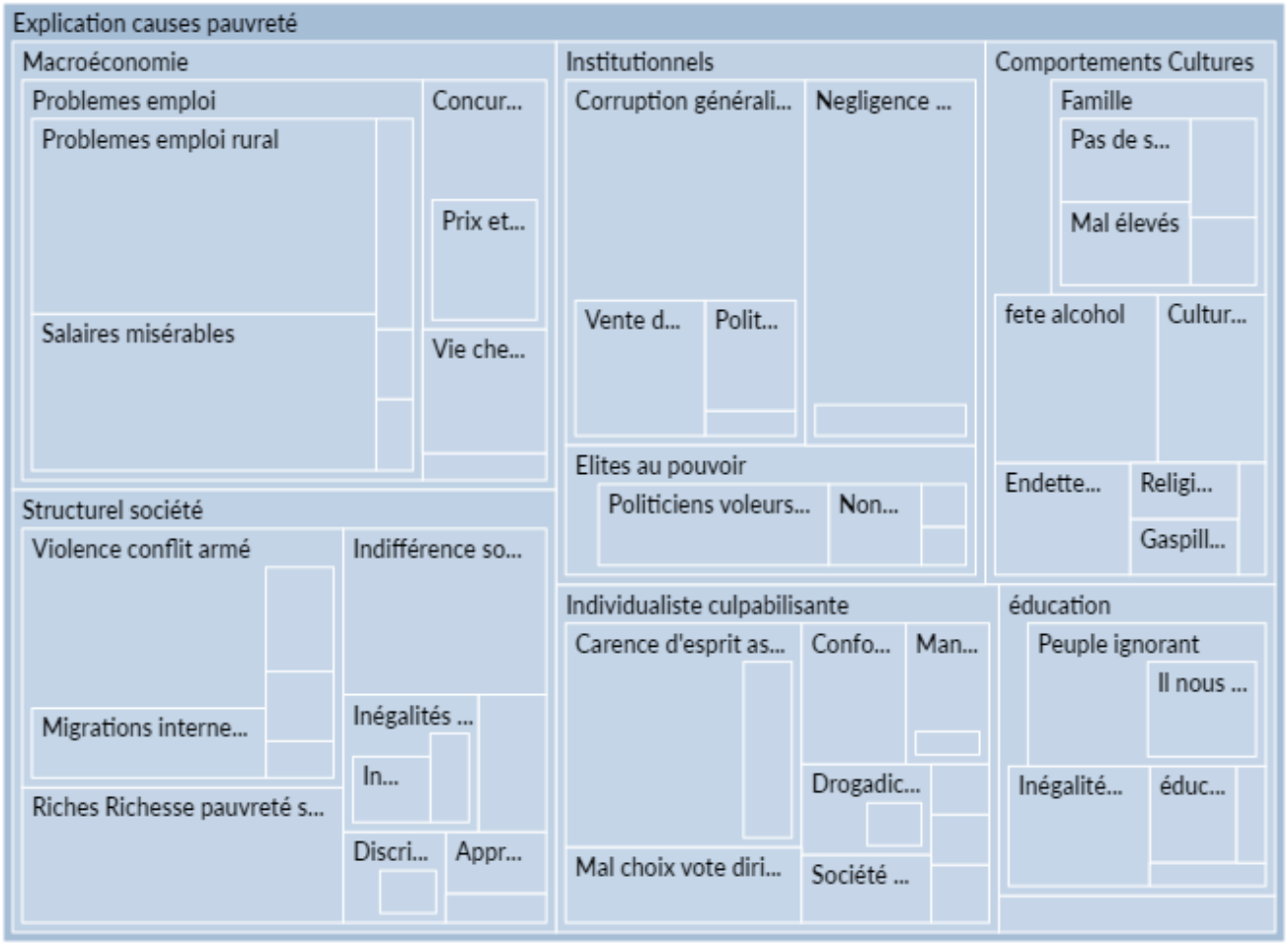
Annexe 79. Graphique 79. Définition de pauvreté en termes de carence des services publiques par villes de résidence.



Annexe 80. Graphique 80. Magnitude pauvreté augmentation par ville de résidence.



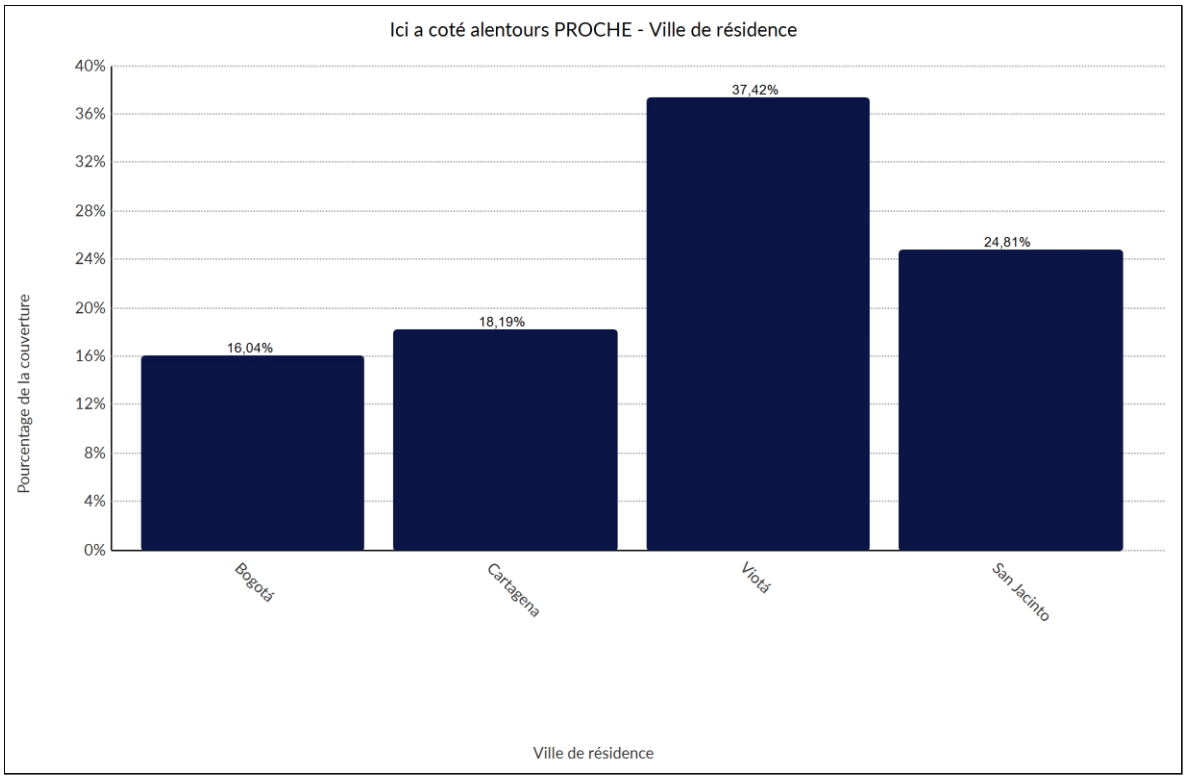
Annexe 81. Graphique 81. Explications de la pauvreté San Jacinto. 314 références.



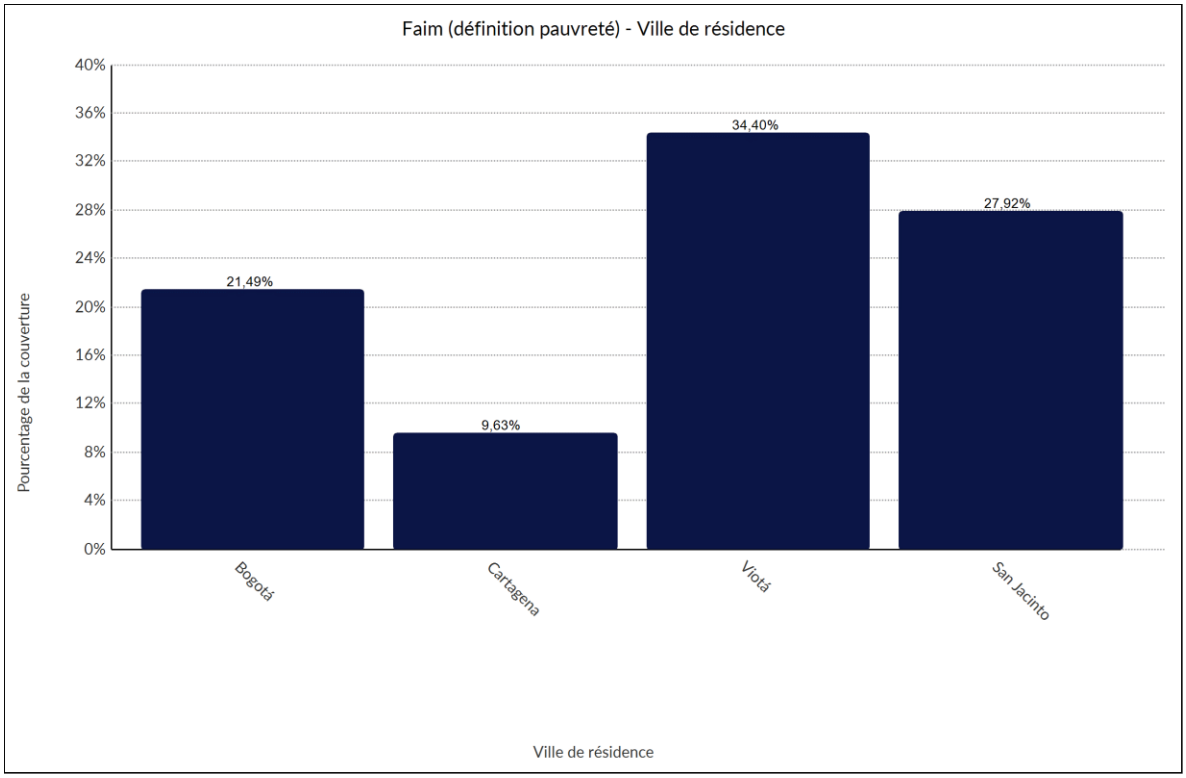
Annexe 82. Tableau 82. Distribution liens sociaux, Cas Viota.

LS/terrain	**Viotunos**				
	Mentions LS	LS total	Protection	Reconaissance	Rupture. Fr.
1: LF	38	21%	39%	29,40%	11%
2: LC	58	32%	10%	9,73%	52%
3: LO	44	24%	21%	0,58%	20%
4: LPE	41	23%	30%	60,31%	17%
Total	181	100%	100%	100%	100%

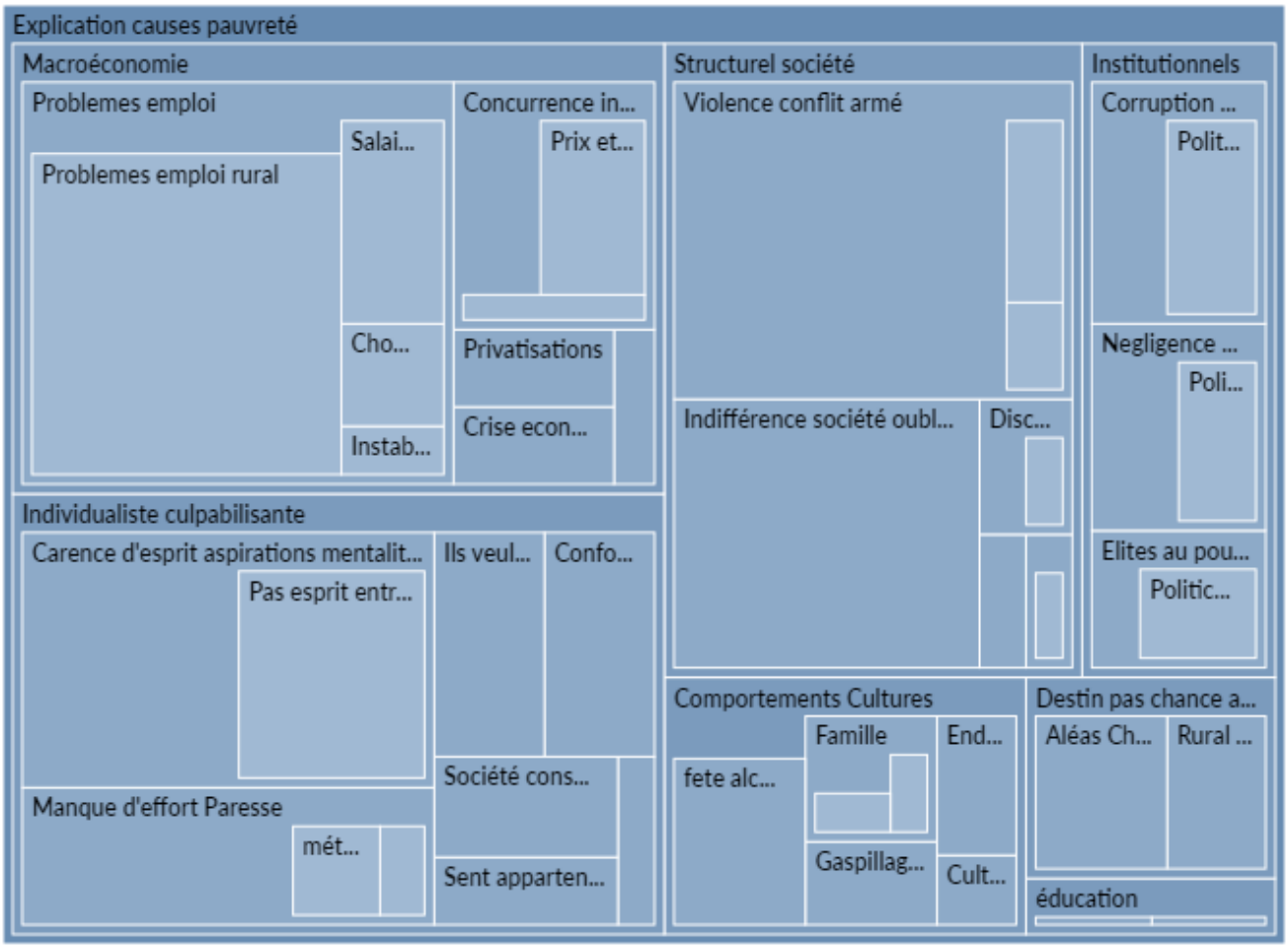
Annexe 83. Graphique 83. Cas Viota, Pauvreté perçue et situé PROCHE par ville de résidence.



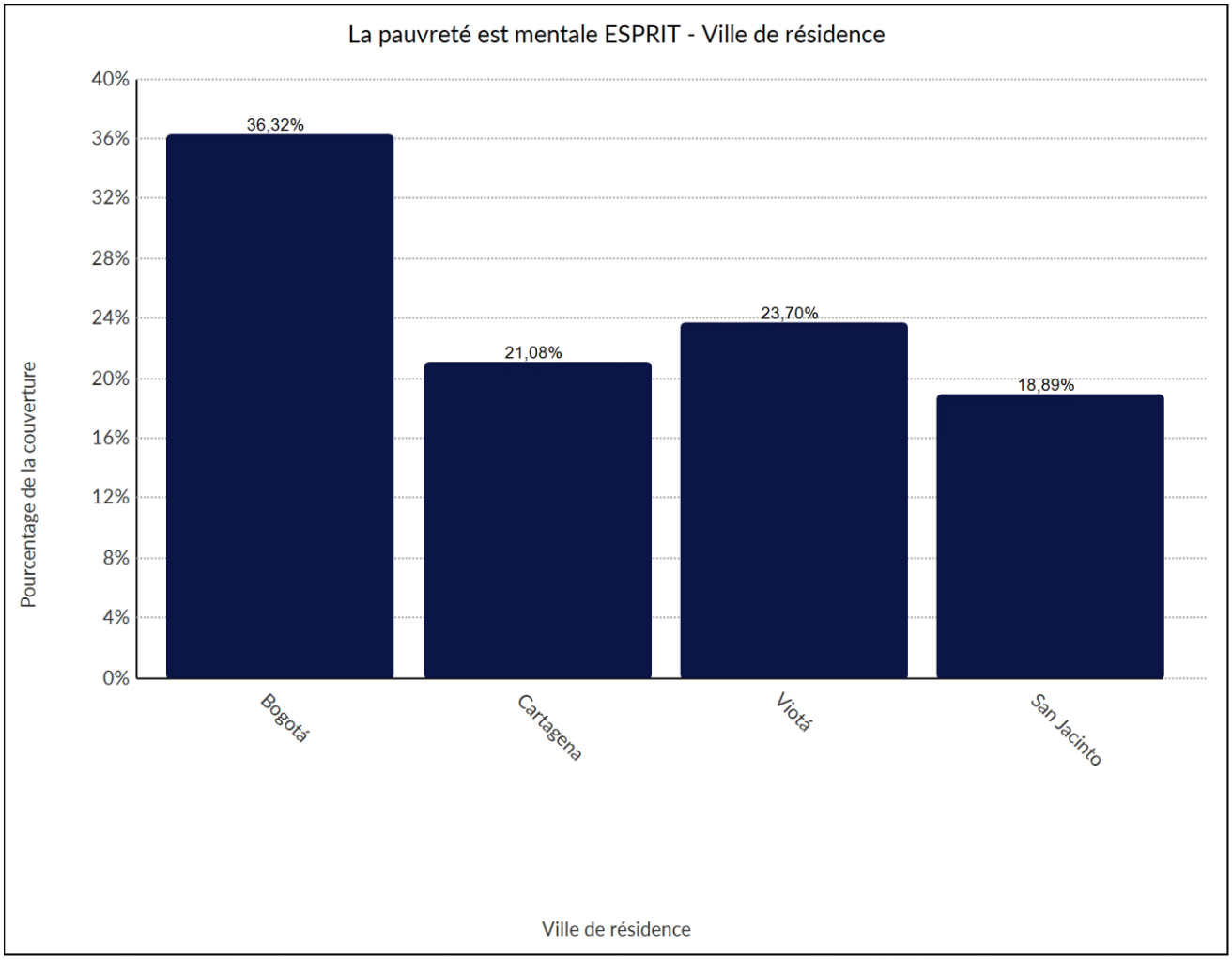
Annexe 84. Graphique 84. Définition pauvreté faim par ville de résidence.



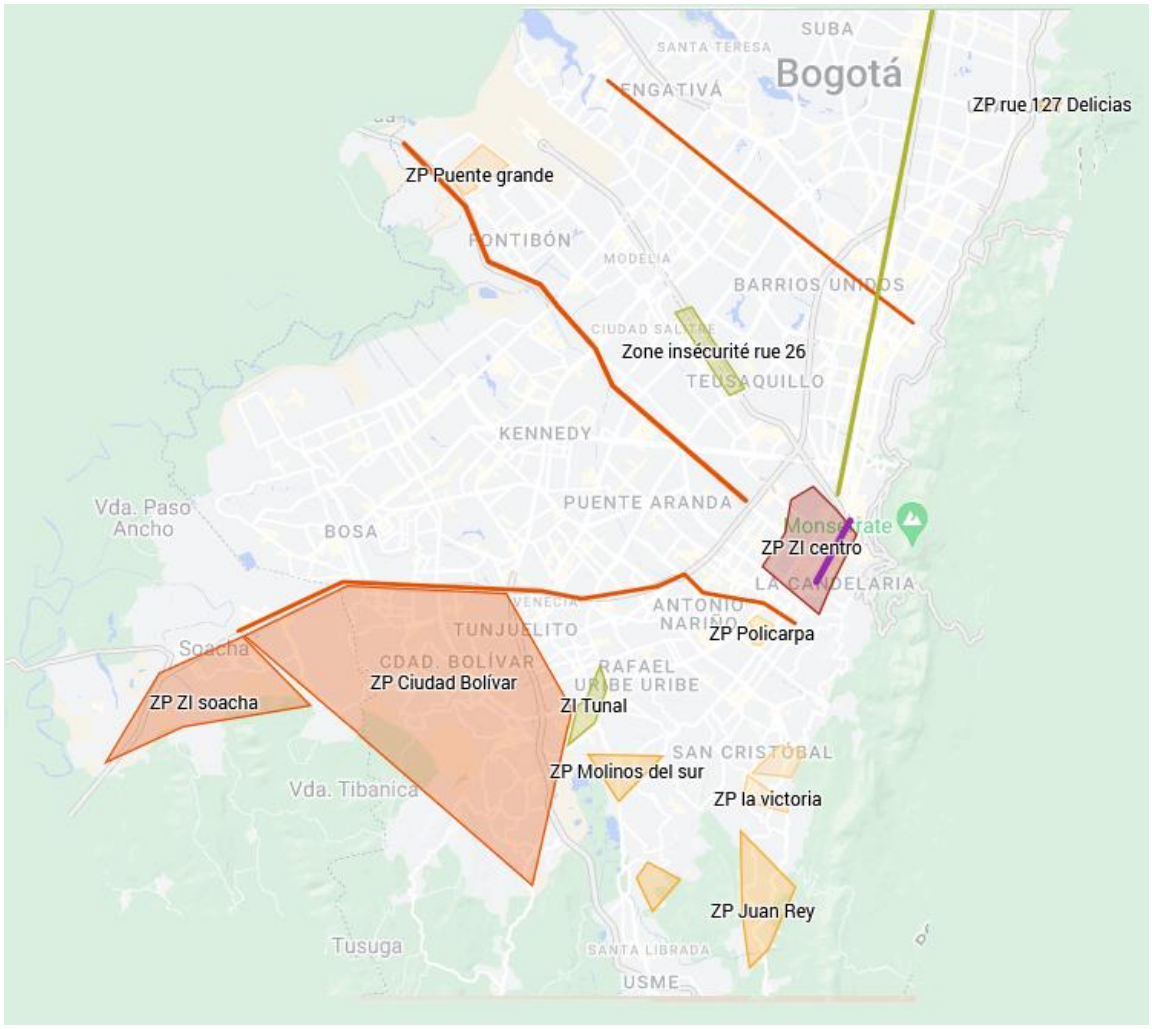
Annexe 85. Graphique 85. Distribution explications pauvreté Viota.



Annexe 86. Graphique 86. Contribution comparée par ville de résidence croyance dans une pauvreté d'esprit.



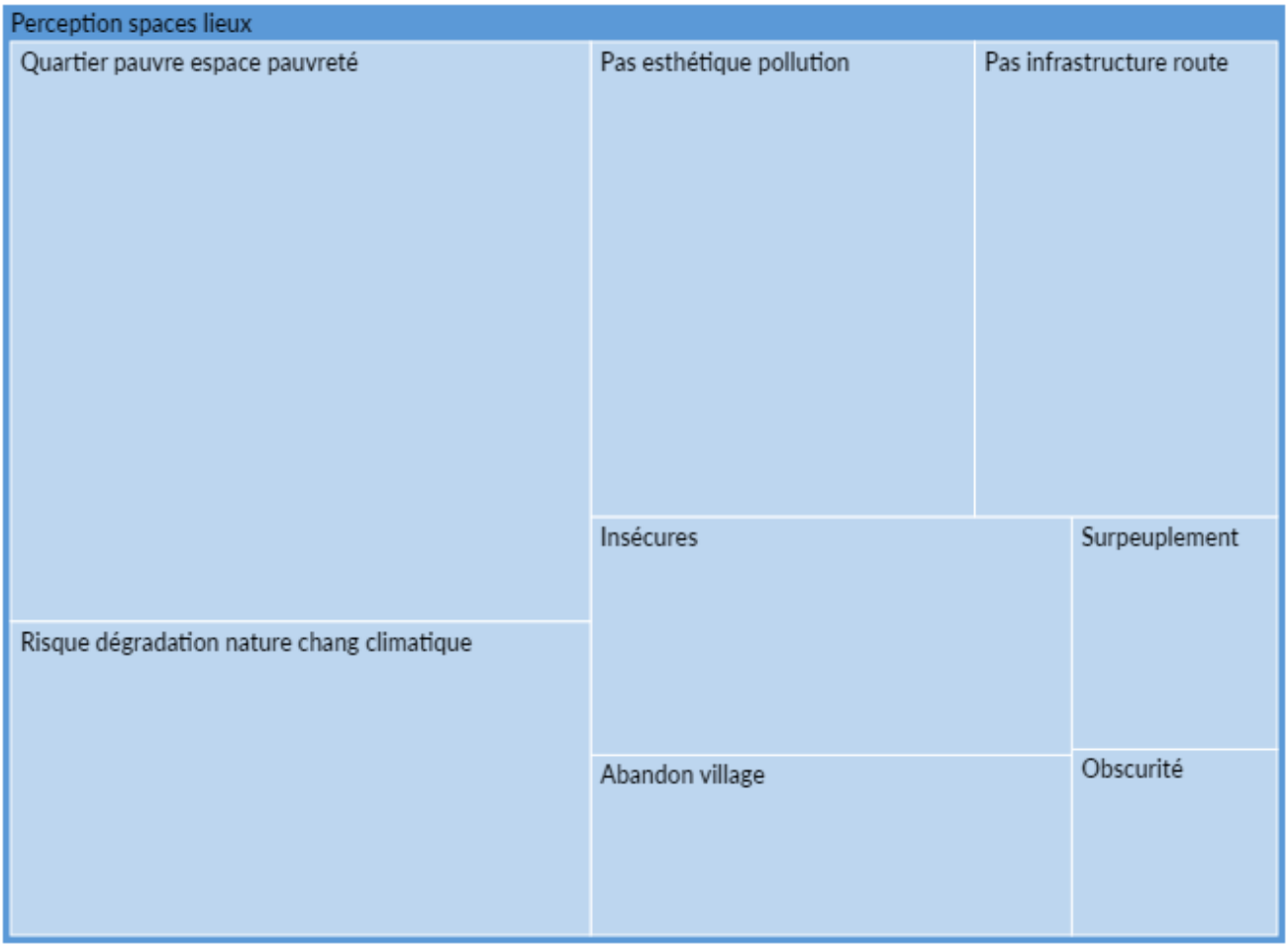
Annexe 87. Carte 87. Bogota, cartographie sociale de la pauvreté et l'insécurité, partie sud, capture d'écran, carte complète disponible en : https://www.google.com/maps/d/u/0/edit?mid=1UrKsjOnpjH9Ma8X4RnF4BfJ48uwVEdQ&ll=4.7290317756783535%2C-74.28610168307623&z=11



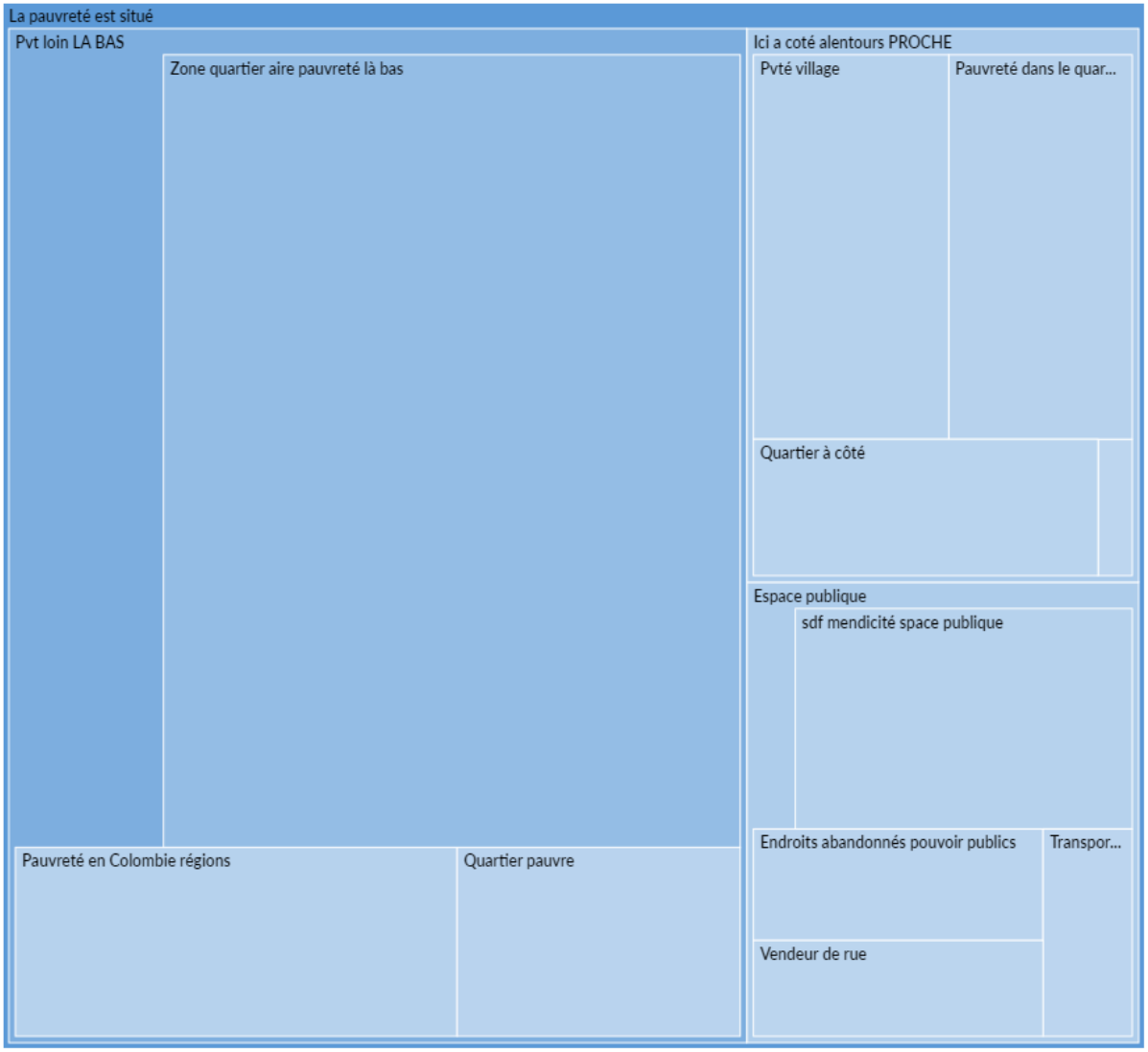
Annexe 88. Carte 88. Carthagène, cartographie sociale de la pauvreté, capture d'écran, carte disponible en : https://www.google.com/maps/d/u/0/edit?mid=16pm103e0ROu4OZ__Q8j-ByH7e9vM8eg&ll=10.41945737503365%2C-75.54831995561524&z=13



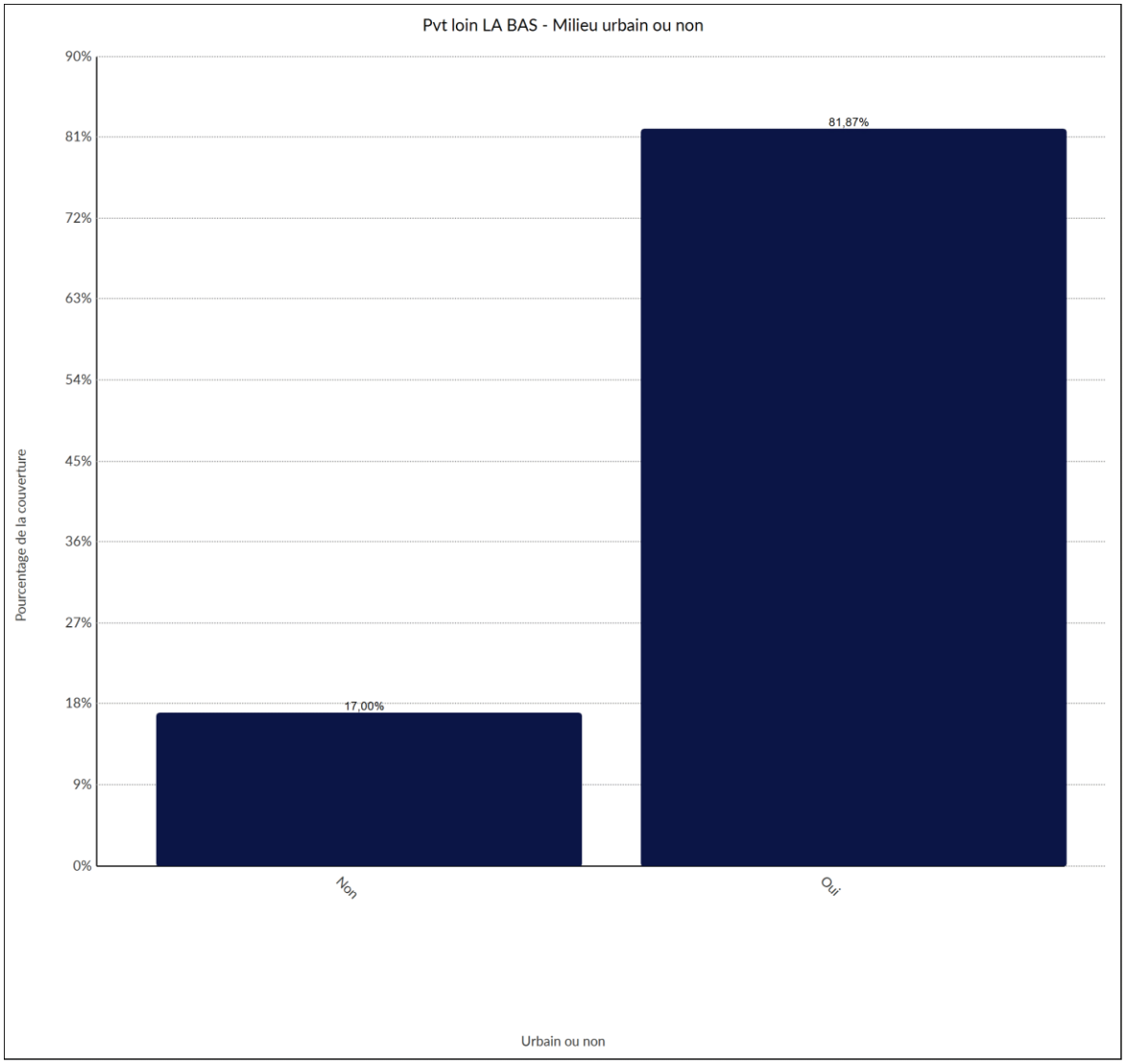
Annexe 89. Graphique 89. Pauvreté spatiale sous-codes, 118 références.



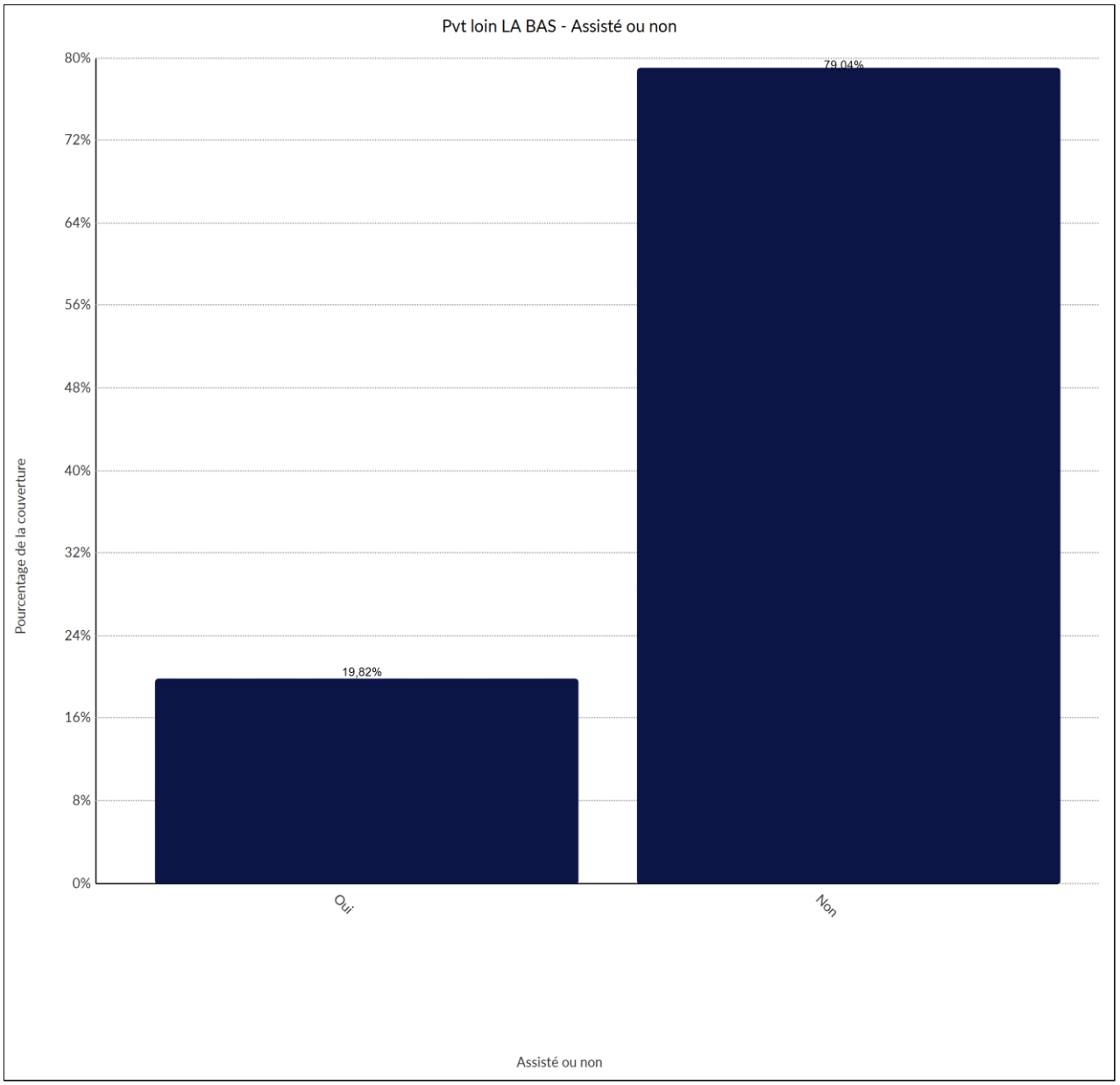
Annexe 90. Graphique 90. Code « La pauvreté est situé… ». 222 références.



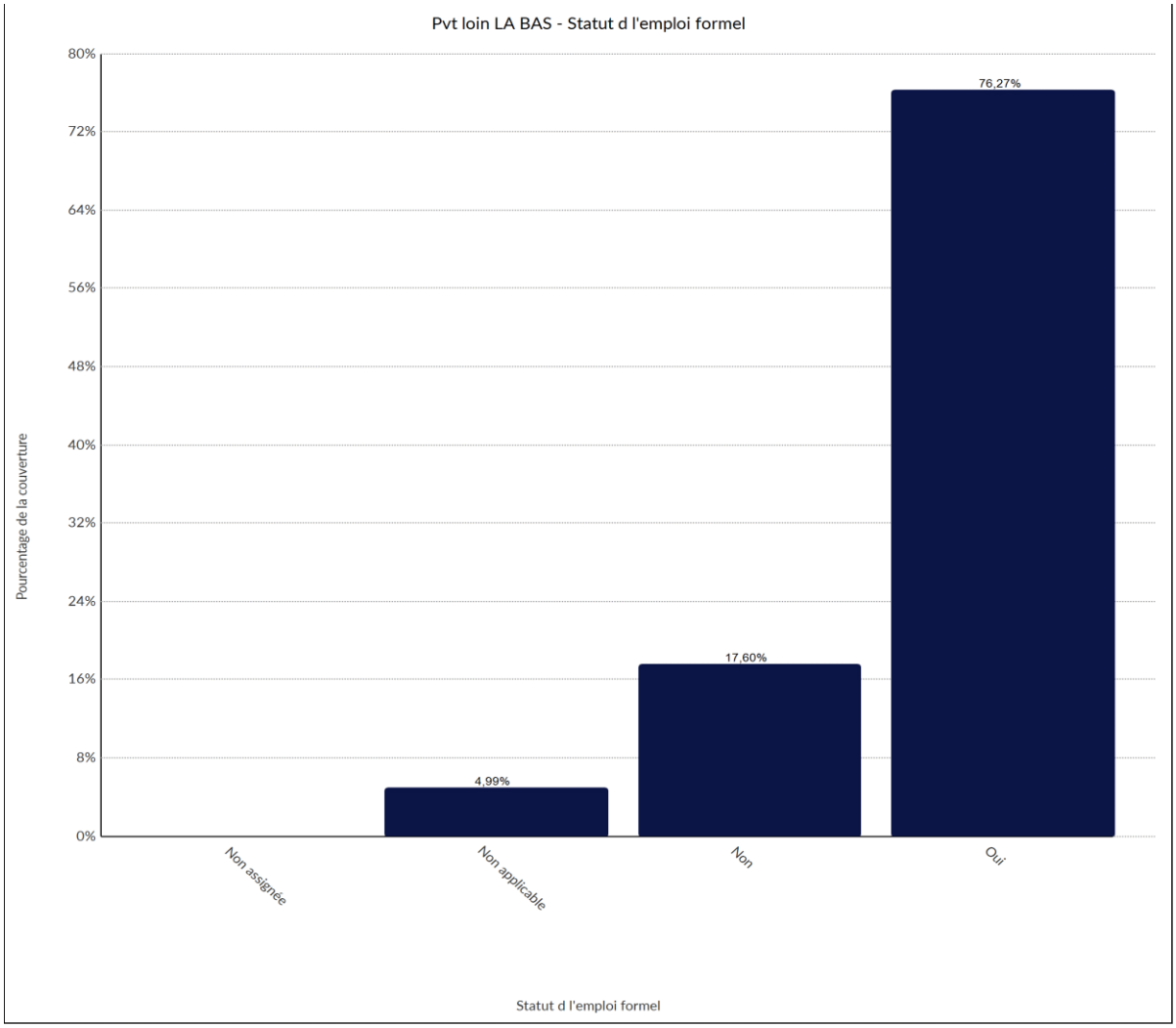
Annexe 91. Graphique 91. Code pauvreté ailleurs par situation interviewé selon si urbain ou rural 145 références produits par 37 interviewés.



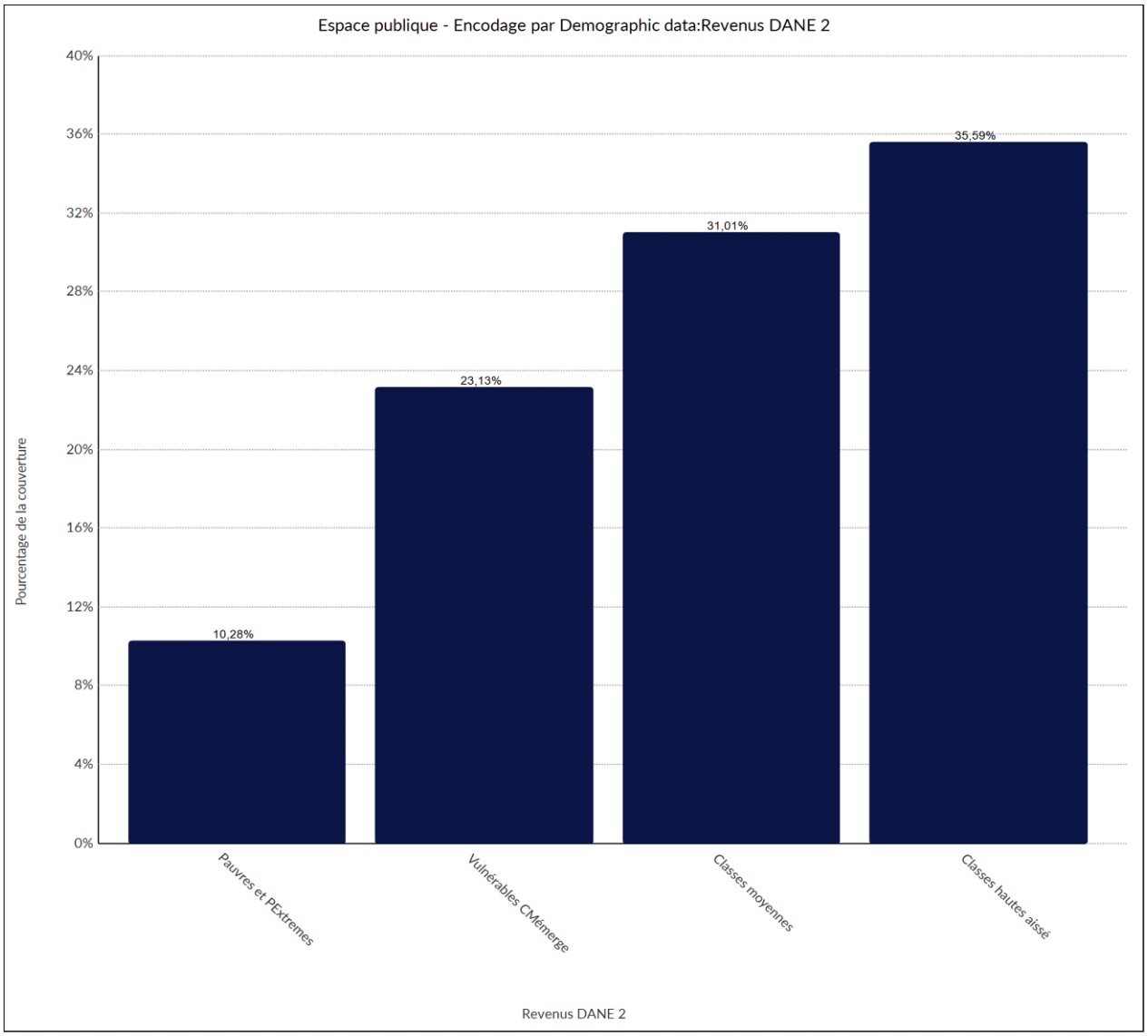
Annexe 92. Graphique 92. Code pauvreté ailleurs par situation interviewé selon si assisté ou non 145 références produits par 37 interviewés.



Annexe 93. Graphique 93. Code pauvreté ailleurs par situation interviewé selon si employé formel ou non 145 références produits par 37 interviewés.



Annexe 94. Graphique 94. Pauvreté perçue dans l'espace public par revenus. 35 références.



Annexe 95. Tableau 95. Proposition pauvreté menaçante.

		Proximité sociocognitive ou Attachement	
		Réduite - Lien	Grande -Rupture
Proximité spatiale	Lointaine Ailleurs	Intégration ambitionnée	Ségrégation revendiquée
	Espace public	Mixité valorisée	Mixité dérangeante
	Proche ici	Réciprocité potentielle	Distanciation ambitionnée

Annexe 96. Tableau 96. Section 1.1. Perception. Question A4, identification pauvreté comme problème plus grave du pays

Tableau 96. A4- A votre avis, quel est le problème le plus grave du pays : Réponse PAUVRETE

Année	Pauvreté perçue	Priorité	Total réponses	N	Pauvreté monétaire %	PIB var
2001	1,09%	10	56	2394	49,7%	1,50%
2005	6,95%	4	29	1481	45,0%	5,20%
2006	8,45%	3	29	1479	43,5%	6,8%
2007	5,86%	5	30	1468	43,5%	8,20%
2009	6,08%	4	32	1481	40,3%	0,80%
2010	5,63%	4	32	1492	37,2%	4,3%
2012	4,79%	7	33	752	32,7%	4%
2014	4,04%	8	33	1486	28,5%	4,40%
2016	1,94%	13	35	1541	29,2%	2%
2018	1,80%	13	31	1200	27,0%	2,6%
2021	1,00%	14	30	3003	39,7%	10,7%

Source : Americas Barometer LAPOP

Annexe 97. Tableau 97. Section 1.1. Perception. Question A4. Problèmes perçus le plus graves et leur évolution.

Tableau 97. Perception. A votre avis, quel est le problème le plus grave du pays ?

	2001	2005	2006	2007	2009	2010	2012	2014	2016	2018
Violence	0,37	0,29	0,33	0,31	0,18	0,18	0,21	0,19	0,11	0,04
Chômage	0,17	0,24	0,23	0,21	0,26	0,29	0,19	0,17	0,11	0,16
Pauvreté	0,01	0,07	0,08	0,06	0,06	0,06	0,05	0,04	0,02	0,02
Inégalités	0,00	0,01	0,01	0,01	0,01	0,01	0,02	0,02	0,02	0,03
Corruption	0,05	0,03	0,03	0,03	0,03	0,04	0,10	0,12	0,08	0,22

Source : Americas Barometer LAPOP

Annexe 98. 98 Tableau 98. Section 1.1. Perception. Matrice de corrélations mention pauvreté, année 2006.

Table 98

Means, standard deviations, and correlations with confidence intervals

Variable	*M*	*SD*	1	2
1. Mentionpvt06	0.08	0.28		
2. SoutiPrésiLcp	3.56	1.75	-.06* [-.11, -.01]	
3. RegActuTV	1.51	0.82	.08** [.03, .13]	.03 [-.02, .09]

Note. *M* and *SD* are used to represent mean and standard deviation, respectively. Values in square brackets indicate the 95% confidence interval for each correlation. The confidence interval is a plausible range of population correlations that could have caused the sample correlation (Cumming, 2014). * indicates $p < .05$. ** indicates $p < .01$.

Annexe 99. Tableau 99 Section 1.1. Perception. Matrice de corrélations mention pauvreté et facteurs macro-économiques (2001-2021).

Table 99

Means, standard deviations, and correlations with confidence intervals

Variable	*M*	*SD*	1	2	3
1. MentionPVT	4.33	2.55			
2. Annee	2010.82	6.05	-.51 [-.85, .13]		
3. PIBvariation	4.59	3.01	.13 [-.51, .68]	.23 [-.43, .73]	
4. pvtmonet	39.00	9.35	.28 [-.39, .75]	-.80** [-.95, -.39]	.19 [-.47, .71]

Note. *M* and *SD* are used to represent mean and standard deviation, respectively. Values in square brackets indicate the 95% confidence interval for each correlation. The confidence interval is a plausible range of population correlations that could have caused the sample correlation (Cumming, 2014). * indicates $p < .05$. ** indicates $p < .01$.

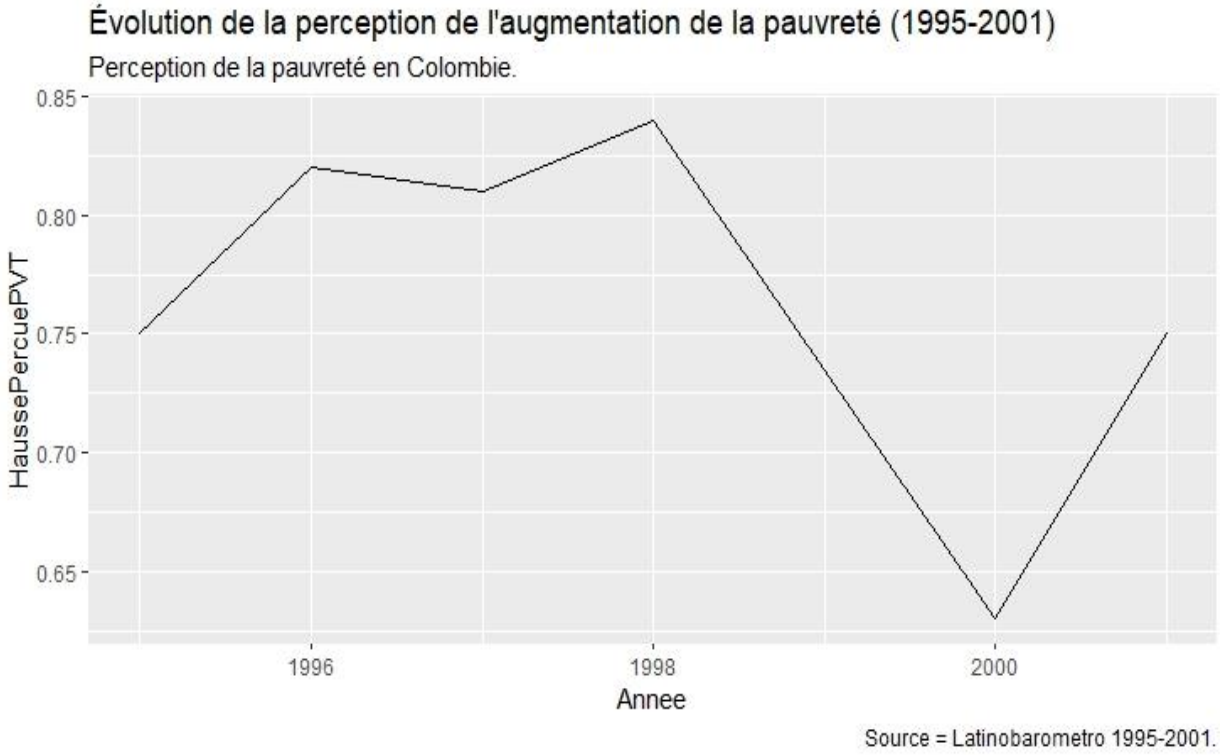
Annexe 100. Tableau 100. Section 1.2. Perception. Magnitude de la pauvreté.

Tableau 100. Question 1.2. Perception évolution magnitude de la pauvreté et des pauvres

	1995		1996		1997		1998		2000		2001	
Augmenter	6677	75%	17154	82%	16072	81%	16821	84%	11191	66%	13471	76%
Égal	1492	17%	2489	12%	2686	13%	2355	12%	3974	23%	3194	18%
Diminuer	780	9%	1251	6%	1194	6%	941	5%	1778	10%	1084	6%
Total sans NA	8949	100%	20894	100%	19952	100%	20117	100%	16943	100%	17749	100%

Source : Latinobarometro

Annexe 101. Graphique 101. Perception. Évolution perception magnitude de la pauvreté.



Annexe 102. Tableau 102. Section 1.2. Perception. Matrice des corrélations, perception magnitude pauvreté.

Table 102

Means, standard deviations, and correlations with confidence intervals

Variable	*M*	*SD*	1	2	3	4	5
1. EvoMagnitude	1.26	0.57					
2. RevenusSubj	2.48	0.84	-.12** [-.13, -.11]				
3. Situaperso	0.22	0.41	.09** [.08, .10]	-.29** [-.30, -.28]			
4. Situapays	0.90	0.30	-.15** [-.16, -.15]	.14** [.13, .15]	-.30** [-.31, -.29]		
5. ProgresPays	1.87	0.70	-.26** [-.26, -.25]	.18** [.17, .19]	-.17** [-.18, -.16]	.23** [.22, .24]	
6. Annee	1996.22	0.73	-.04** [-.05, -.03]	-.06** [-.07, -.05]	.05** [.04, .06]	-.03** [-.04, -.03]	.03** [.02, .04]

Note. *M* and *SD* are used to represent mean and standard deviation, respectively. Values in square brackets indicate the 95% confidence interval for each correlation. The confidence interval is a plausible range of population correlations that could have caused the sample correlation (Cumming, 2014). * indicates $p < .05$. ** indicates $p < .01$.

Annexe 103. Tableau 103. Section 1.2. Perception. Matrice des corrélations, perception magnitude pauvreté.

Table 103

Means, standard deviations, and correlations with confidence intervals

Variable	*M*	*SD*	1	2	3	4	5
1. EvoMagnitude	1.26	0.57					
2. RevenusSubj	2.48	0.84	-.12** [-.13, -.11]				
3. Situaperso	0.22	0.41	.09** [.08, .10]	-.29** [-.30, -.28]			
4. Situapays	0.90	0.30	-.15** [-.16, -.15]	.14** [.13, .15]	-.30** [-.31, -.29]		
5. ProgresPays	1.87	0.70	-.26** [-.26, -.25]	.18** [.17, .19]	-.17** [-.18, -.16]	.23** [.22, .24]	
6. Annee	1996.22	0.73	-.04** [-.05, -.03]	-.06** [-.07, -.05]	.05** [.04, .06]	-.03** [-.04, -.03]	.03** [.02, .04]

Note. *M* and *SD* are used to represent mean and standard deviation, respectively. Values in square brackets indicate the 95% confidence interval for each correlation. The confidence interval is a plausible range of population correlations that could have caused the sample correlation (Cumming, 2014). * indicates $p < .05$. ** indicates $p < .01$.

Annexe 104. Tableau 104. Section 1.2. Perception. Modèles de régression appliques sur variable évolution pauvreté.

	Model 1	Model 2
(Intercept)	1.43 ***	1.43 ***
	[1.41, 1.45]	[1.42, 1.45]
ProgresPays	-0.13 ***	-0.13 ***
	[-0.13, -0.12]	[-0.13, -0.12]
Situapays	-0.18 ***	-0.19 ***
	[-0.20, -0.17]	[-0.20, -0.17]
Situaperso	0.01	
	[-0.00, 0.02]	
RevenusSubj	-0.04 ***	-0.04 ***
	[-0.04, -0.03]	[-0.04, -0.03]

All continuous predictors are mean-centered and scaled by 1 standard deviation. The outcome variable is in its original units. *** p < 0.001; ** p < 0.01; * p < 0.05.

Annexe 105. Tableau 105. Section 1.2. Perception. Matrice de corrélations année 2000. Evolution magnitude pauvreté comme critère.

Table 105

Means, standard deviations, and correlations with confidence intervals

Variable	*M*	*SD*	1
1. magnitude	1.43	0.67	
2. equalochan	1.74	0.44	-.10** [-.11, -.08]
3. causespvt	1.64	0.48	-.13** [-.14, -.11]
4. progrespays	0.28	0.45	.24** [.23, .26]
5. psevolution	0.22	0.41	.09** [.07, .10]
6. mieuxprents	0.59	0.49	-.15** [-.17, -.14]
7. quartiersur	1.34	0.47	-.07** [-.08, -.05]
8. configens	1.84	0.37	-.06** [-.07, -.04]
9. egauxloi	1.78	0.42	-.12** [-.14, -.11]
10. satisvie	0.77	0.42	.11** [.09, .12]

Note. *M* and *SD* are used to represent mean and standard deviation, respectively. Values in square brackets indicate the 95% confidence interval for each correlation. The confidence interval is a plausible range of population correlations that could have caused the sample correlation (Cumming, 2014). * indicates $p < .05$. ** indicates $p < .01$.

Annexe 106. Tableau 106. Section 1.2. Perception. Tableau informations hausse perçue de pauvreté devant indicateurs macro-économiques.

Tableau 106

Hausse perçue de pauvreté et indicateurs macro-économiques.

HaussepercuePVT	Année	MonetairePvt	ExtremePVT	PIB %
0.75	1,995	49.50	15.50	5.20
0.82	1,996	50.90	17.20	2.10
0.81	1,997	52.70	18.50	3.40
0.84	1,998	55.30	20.80	0.60
0.63	2,000	55.00	19.00	2.90
0.75	2,001	55.20	18.70	1.70

Note. Données du Latinobarometro, DANE.

Annexe 107. Tableau 107. Section 1.2. Perception. Modèle régression facteurs macro-économiques et magnitude pauvreté.

Table 107

Regression results using HaussepercuePVT as the criterion

Predictor	*b*	*b* 95% CI [LL, UL]	*beta*	*beta* 95% CI [LL, UL]	sr^2	sr^2 95% CI [LL, UL]	*r*	Fit
(Intercept)	0.75	[-4.82, 6.33]						
% PIB	-0.02	[-0.15, 0.11]	-0.85	[-7.39, 5.68]	.23	[-.22, .68]	-.95*	
Monetaire Pvt	0.00	[-0.10, 0.10]	0.12	[-6.41, 6.66]	.00	[-.04, .05]	.83	
								R^2 = .915 95% CI[.00,.94]

Note. A significant *b*-weight indicates the beta-weight and semi-partial correlation are also significant. *b* represents unstandardized regression weights. *beta* indicates the standardized regression weights. sr^2 represents the semi-partial correlation squared. *r* represents the zero-order correlation. *LL* and *UL* indicate the lower and upper limits of a confidence interval, respectively.
* indicates $p < .05$. ** indicates $p < .01$.

Annexe 108. Tableau 108. Section 1.2. Perception. Matrice de corrélations hausse perçue de pauvreté (1997- 2001).

Table 108

Means, standard deviations, and correlations with confidence intervals

Variable	*M*	*SD*	1	2	3	4
1. HaussepercuePVT	0.77	0.08				
2. Annee	1997.83	2.32	-.48 [-.93, .55]			
3. MonetairePvt	53.10	2.48	-.22 [-.87, .72]	.89* [.30, .99]		
4. ExtremePVT	18.28	1.79	.11 [-.77, .85]	.63 [-.38, .95]	.91* [.35, .99]	
5. PIB.	2.65	1.58	-.34 [-.90, .65]	-.53 [-.94, .50]	-.73 [-.97, .21]	-.83* [-.98, -.05]

Note. *M* and *SD* are used to represent mean and standard deviation, respectively. Values in square brackets indicate the 95% confidence interval for each correlation. The confidence interval is a plausible range of population correlations that could have caused the sample correlation (Cumming, 2014). * indicates $p < .05$. ** indicates $p < .01$.

Annexe 109. Modèle de régression multiple hausse perçue.

Table 109

Regression results using HaussepercuePVT as the criterion

Predictor	*b*	*b* 95% CI [LL, UL]	*beta*	*beta* 95% CI [LL, UL]	sr^2	sr^2 95% CI [LL, UL]	*r*	Fit
(Intercept)	0.32	[-3958.91, 3959.55]						
PIB	-0.03	[-0.76, 0.69]	-0.67	[-15.65, 14.31]	.09	[-.17, .35]	-.34	
MonetairePvt	-0.05	[-3.56, 3.46]	-1.77	[-115.55, 112.02]	.01	[-.08, .10]	-.22	
ExtremePVT	0.05	[-3.09, 3.19]	1.13	[-72.17, 74.44]	.01	[-.08, .10]	.11	
Annee	0.00	[-2.04, 2.05]	0.04	[-61.84, 61.92]	.00	[-.00, .00]	-.48	
								R^2 = .726 95% CI[.00,.71]

Note. A significant *b*-weight indicates the beta-weight and semi-partial correlation are also significant. *b* represents unstandardized regression weights. *beta* indicates the standardized regression weights. sr^2 represents the semi-partial correlation squared. *r* represents the zero-order correlation. *LL* and *UL* indicate the lower and upper limits of a confidence interval, respectively.
* indicates $p < .05$. ** indicates $p < .01$.

Annexe 110. Modèle de régression multiple hausse perçue.

Tableau 110

Modèle Hausse perçue de pauvreté

	Estimate	Std. Error	t value	Pr(>|t|)	2.5 %	97.5 %
(Intercept)	0.32	311.60	0.00	1.00	-3,958.91	3,959.55
PIB	-0.03	0.06	-0.57	0.67	-0.76	0.69
MonetairePvt	-0.05	0.28	-0.20	0.88	-3.56	3.46
ExtremePVT	0.05	0.25	0.20	0.88	-3.09	3.19
Annee	0.00	0.16	0.01	0.99	-2.04	2.05

Annexe 111. Tableau 111. Section 1.3. Perception. Statistiques descriptives revenu perçu quintile le plus pauvre.

Tableau 111

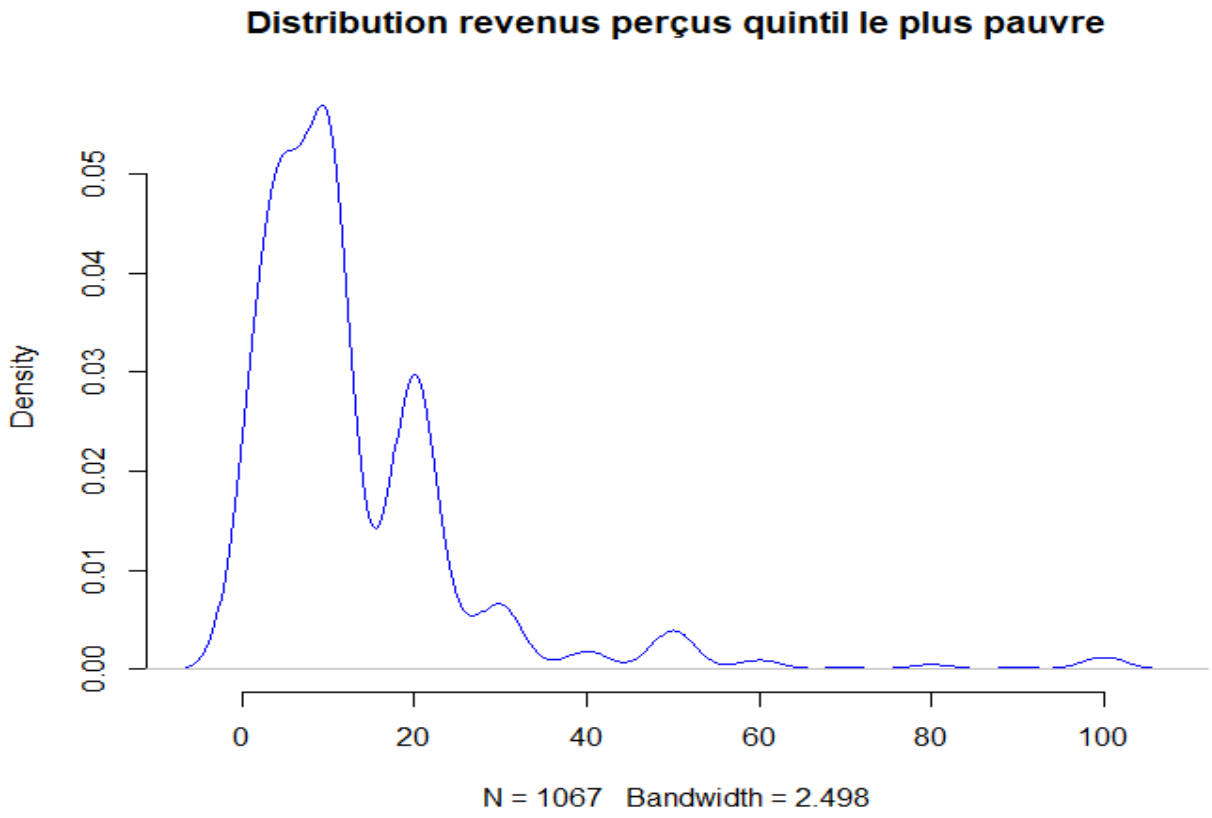
Statistiques descriptives revenu quintil plus pauvre

P73NPN_01

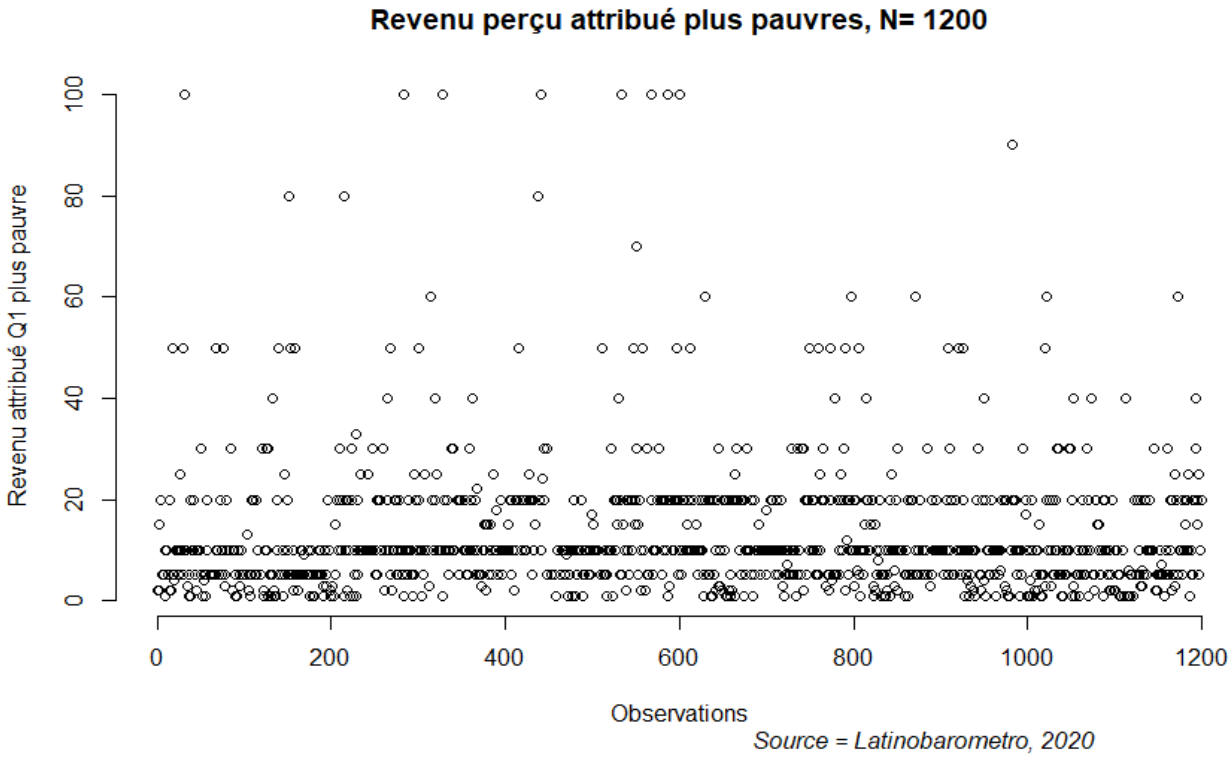
Freq
Min. : 1.0
1st Qu.: 5.0
Median: 10.0
Mean : 13.2
3rd Qu.: 20.0
N (NA) : 1067 (133)

Note. Source : Latinobarometro 2020

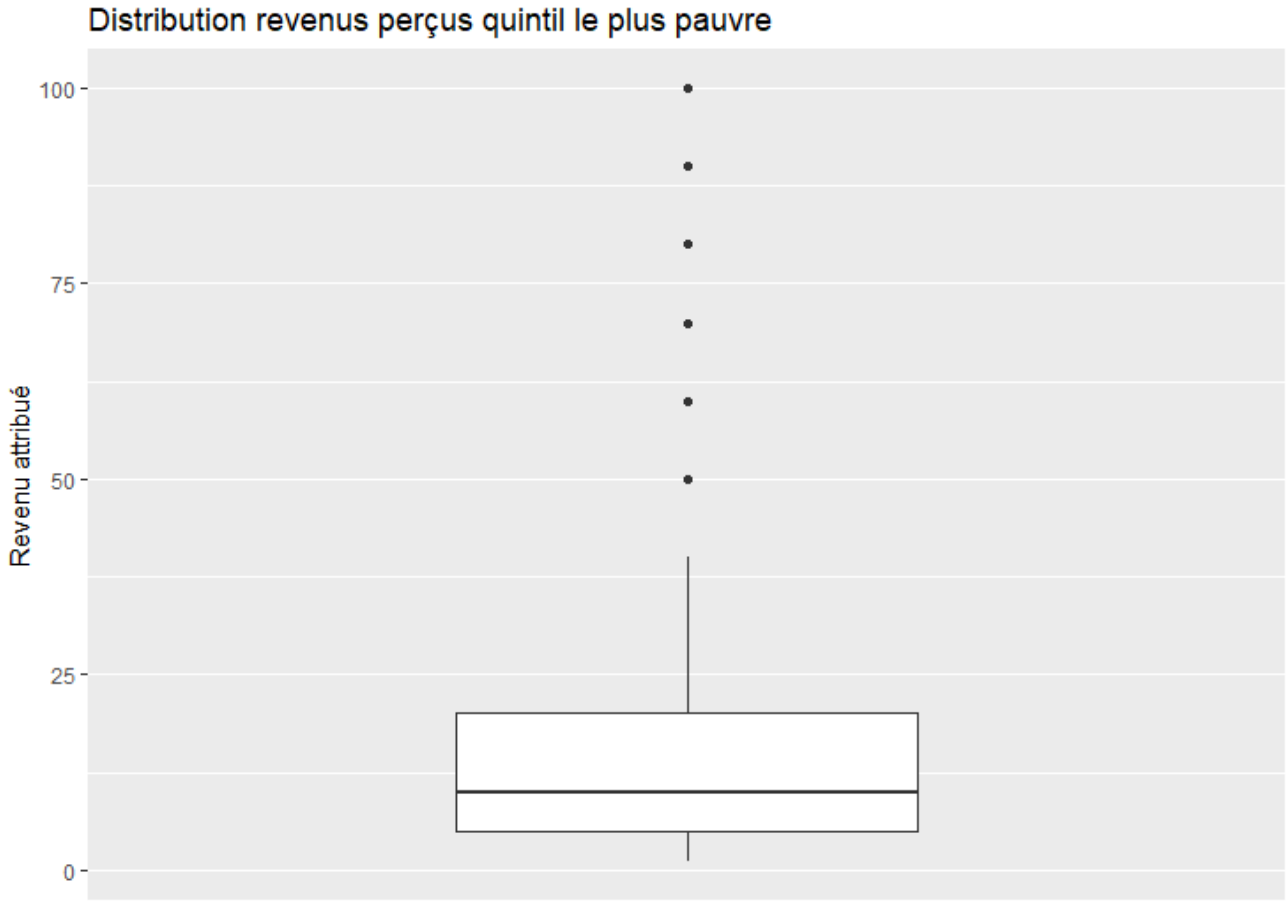
Annexe 112. Graphique 113. Section 1.3. Perception. Distribution réponses revenu perçu quintile le plus pauvre.



Annexe 113. Graphique 113. Section 1.3. Perception. Distribution réponses revenu perçu quintile le plus pauvre.



Annexe 114. Graphique 113. Section 1.3. Perception. Graphique revenu perçu quintile le plus pauvre, identification de cas atypiques ou outliers.



Annexe 115. Formule 115. Formule de mise à l'échelle robuste avec la médiane et de traitement de cas atypiques.

$$x' = \frac{X - median(X)}{(Iqr3 - Iqr1)}$$

Iqr : L'écart interquartile.

Annexe 116. Tableau 116. Section 1.3. Perception. Données et statistiques descriptives revenus perçus, 13 pays Amérique latine.

Tableau 116

Revenus perçus quintile le plus pauvre

PAYS	MoyennePercue	MédianePerçue
ARG	12.98	5.00
BOL	34.52	20.00
BRE	18.14	10.00
CHI	9.52	5.00
COL	13.20	10.00
CRIC	12.67	10.00
EQUA	14.40	10.00
MEX	17.29	10.00
PAN	21.07	20.00
PER	14.94	10.00
RDOM	21.30	10.00
URU	12.58	10.00
VZLA	12.11	9.00

Note. Source : Latinobarometro 2020.

Annexe 117. Tableau 117. Section 1.3. Perception. Statistiques descriptives revenus perçus, 13 pays Amérique latine.

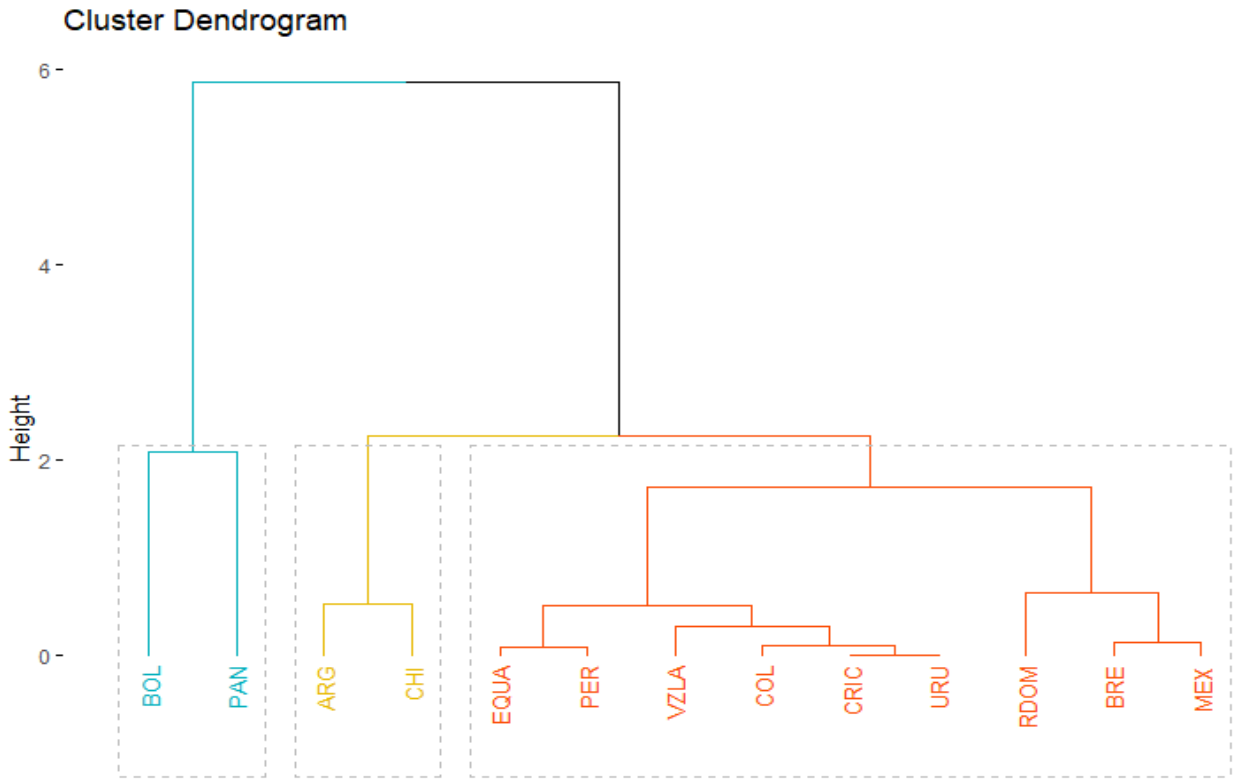
Tableau 117

Statistiques descriptives 13 pays AL revenus perçus plus pauvres.

Var1	Freq	Var2	Freq
Moyenne	Min. : 9.52	Médiane	Min. : 5.00
	1st Qu.:12.67		1st Qu.:10.00
	Median :14.40		Median :10.00
	Mean :16.52		Mean :10.69
	3rd Qu.:18.14		3rd Qu.:10.00
	Max. :34.52		Max. :20.00

Note. Source : Latinobarometro 2020

Annexe 118. Graphique 118. Section 1.3. Perception. Résultat analyse de clusters revenus perçus des plus pauvres 13 pays Latino-Américains.



Annexe 119. Tableau 119. Section 1.3. Perception. Matrice des corrélations revenus plus pauvres.

Table 119

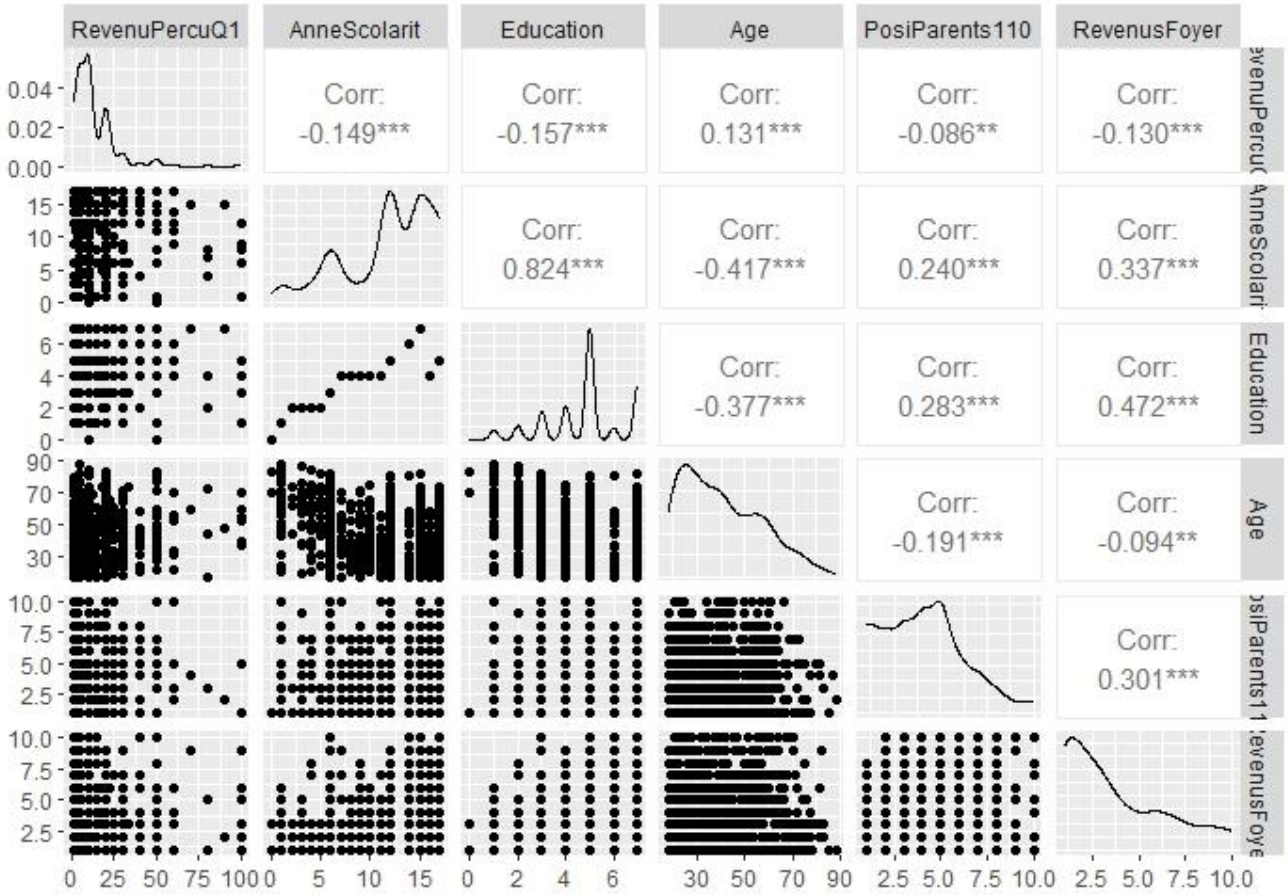
Means, standard deviations, and correlations with confidence intervals

Variable	*M*	*SD*	1
1. rvnuperçu	13.20	13.83	
2. rvnudésiré	32.62	21.21	.30** [.24, .35]
3. rvsperQ2	11.97	9.25	.27** [.21, .32]
4. rvsperQ4	16.85	10.55	-.27** [-.32, -.21]
5. rvsperQ5	44.42	26.34	-.59** [-.63, -.55]
6. Age	40.46	16.28	.13** [.07, .19]
7. PosiParents110	4.04	2.21	-.09** [-.15, -.02]
8. Satisdemo	3.09	0.83	-.10** [-.16, -.04]
9. Progrespays	2.06	0.67	-.10** [-.16, -.04]
10. SituaPays	3.37	0.84	-.10** [-.16, -.04]
11. EvosituaPays	3.73	1.09	-.12** [-.18, -.06]
12. PosiFoyer110	3.76	2.67	-.13** [-.19, -.07]
13. AnneesScolarit	11.84	4.47	-.15** [-.21, -.09]
14. Education	4.78	1.59	-.16** [-.21, -.10]
15. PirInerichpvs	0.47	0.50	-.16** [-.22, -.10]

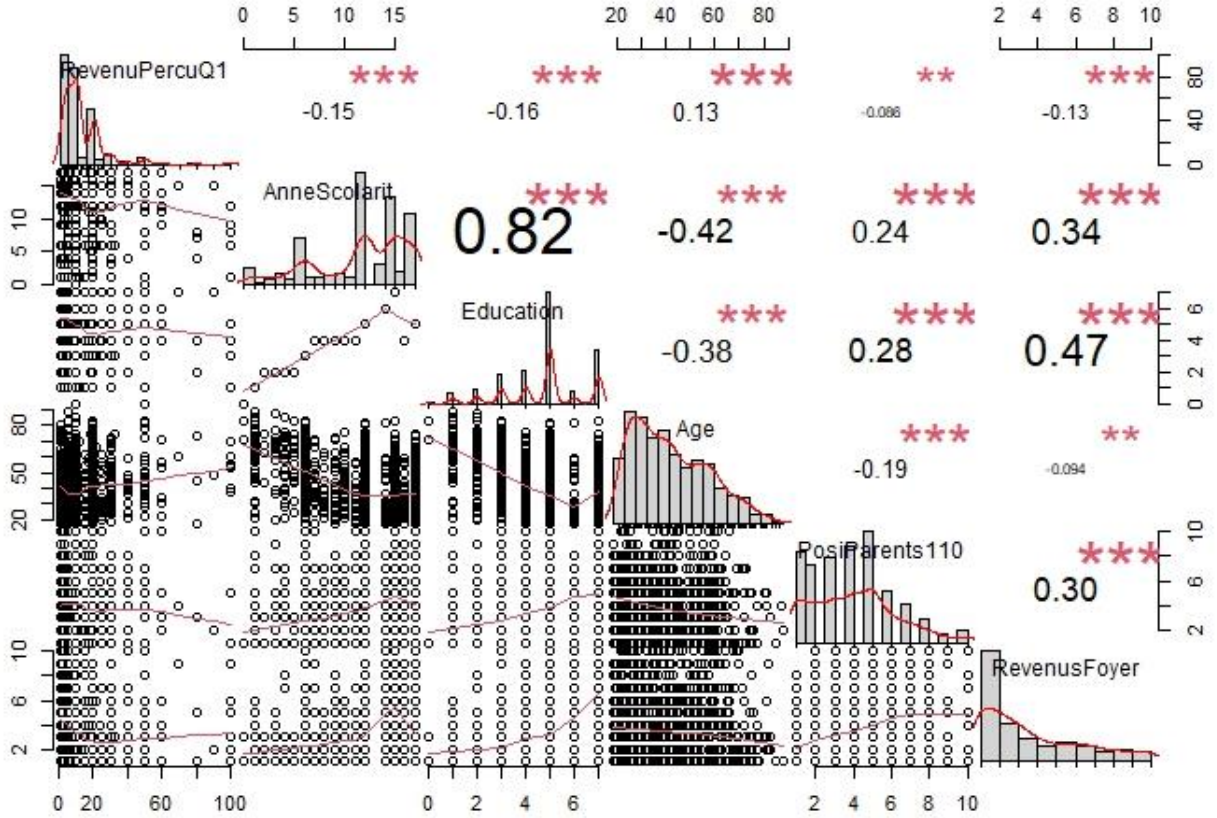
16. PirIneClasses	0.39	0.49	-.10** [-.16, -.04]
17. PirIneJustic	0.46	0.50	-.18** [-.24, -.12]
18. Pretmanifegal	7.70	2.97	-.13** [-.19, -.07]
19. Confipresiden	2.90	1.01	-.13** [-.19, -.07]
20. Configvmnt	3.05	0.90	-.10** [-.16, -.04]
21. SoutienDemo	1.86	0.92	.16** [.10, .22]
22. AidEduSante	0.66	0.50	-.14** [-.19, -.08]
23. AidServpub	0.41	0.52	-.12** [-.18, -.06]
24. AcceptIne	4.33	2.70	.11** [.05, .17]

Note. *M* and *SD* are used to represent mean and standard deviation, respectively. Values in square brackets indicate the 95% confidence interval for each correlation. The confidence interval is a plausible range of population correlations that could have caused the sample correlation (Cumming, 2014). * indicates $p < .05$. ** indicates $p < .0$

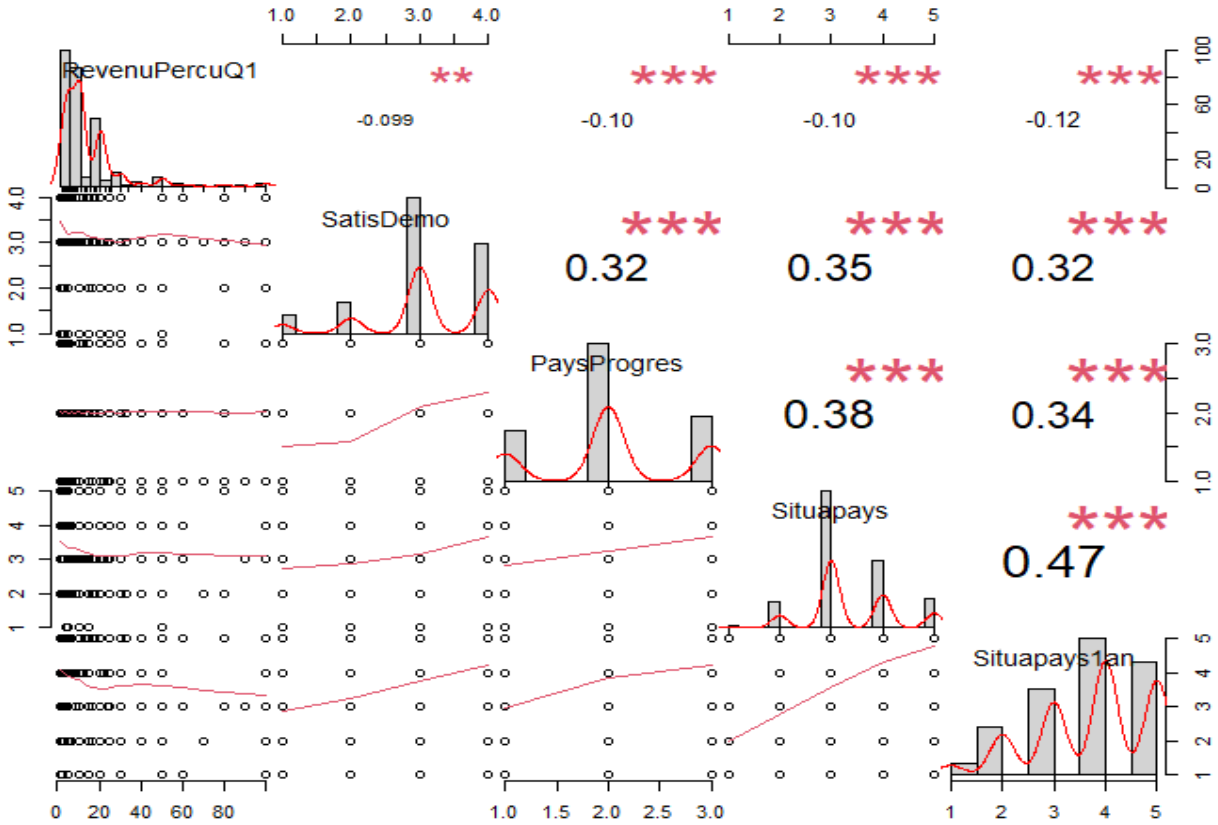
Annexe 120. Graphique 120. Représentations corrélations revenus perçus quintil le plus pauvre et variables SES.



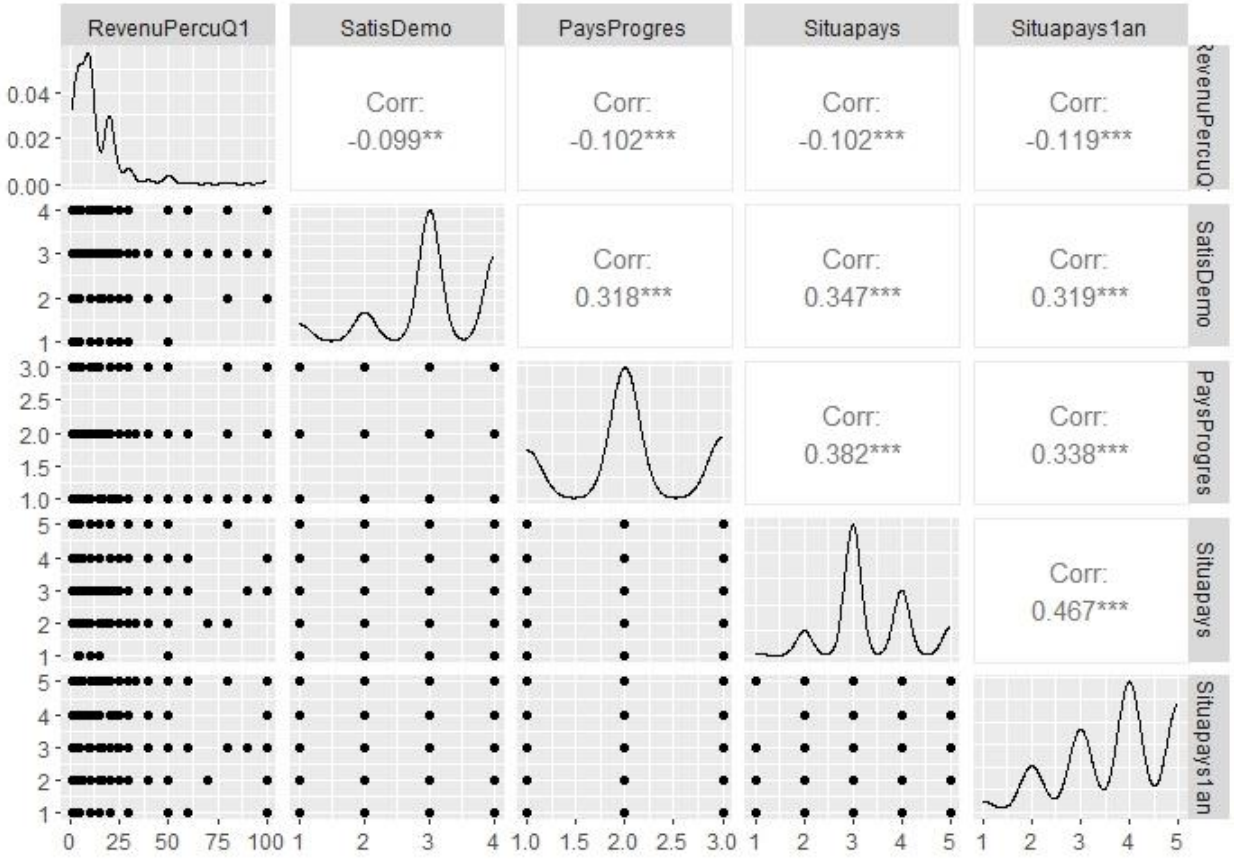
Annexe 121. Graphique 121. Représentations corrélations revenus perçus quintil le plus pauvre et variables SES.



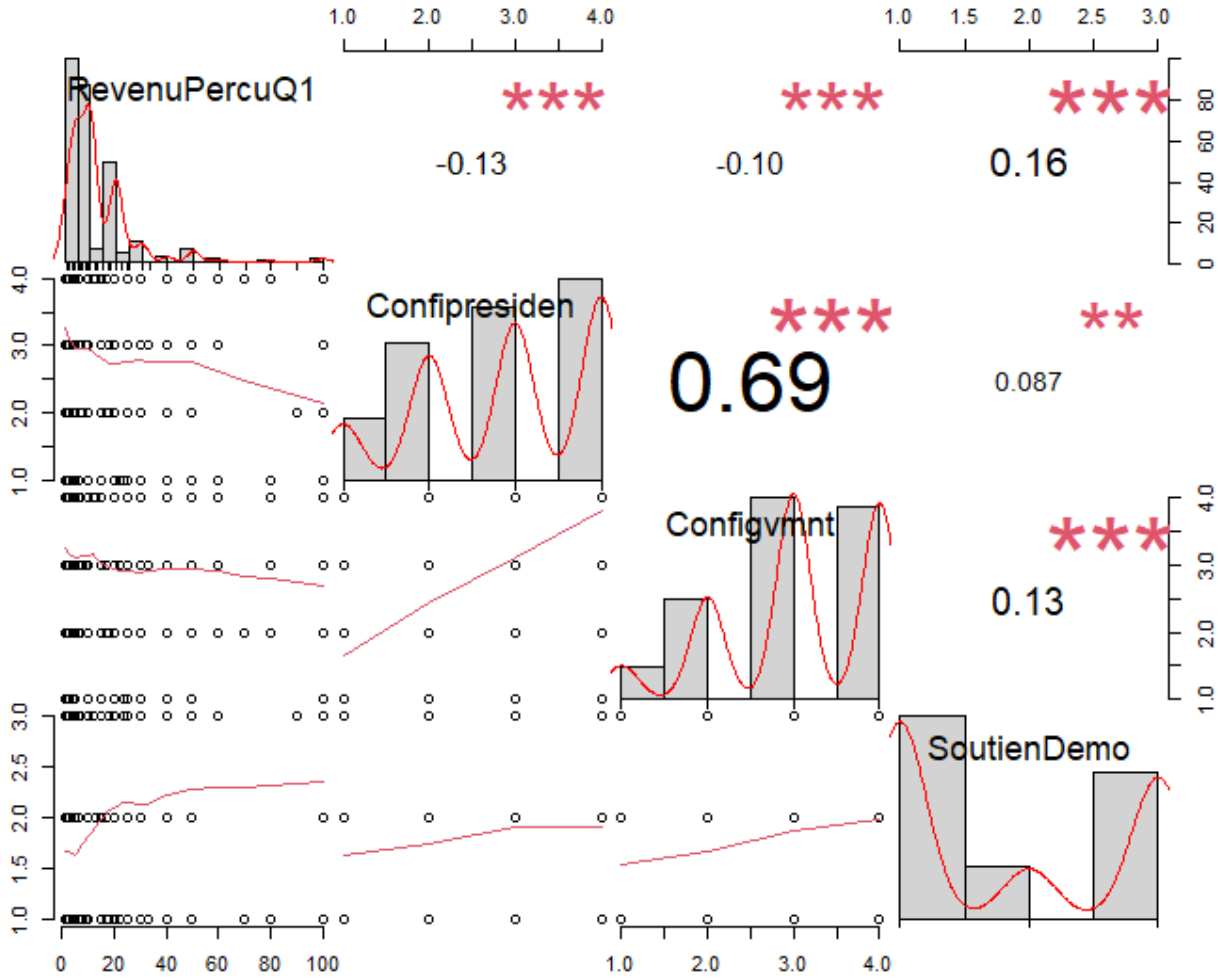
Annexe 122. Graphique 122. Représentation corrélations revenus perçus quintile le plus pauvre et variable perception situation externe.



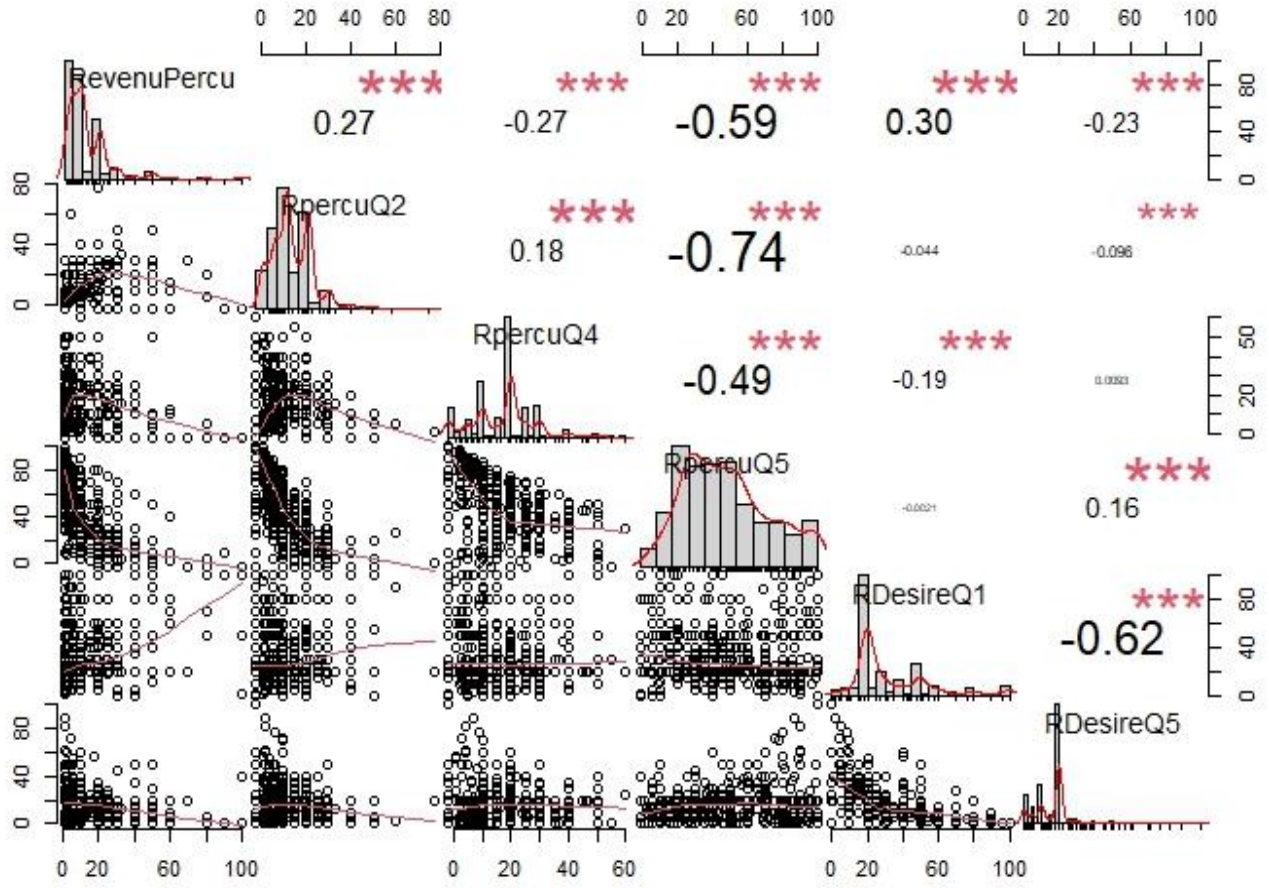
Annexe 123. Graphique 123. Corrélations revenus perçus quintile le plus pauvre et variable subjectives perception situation externe.



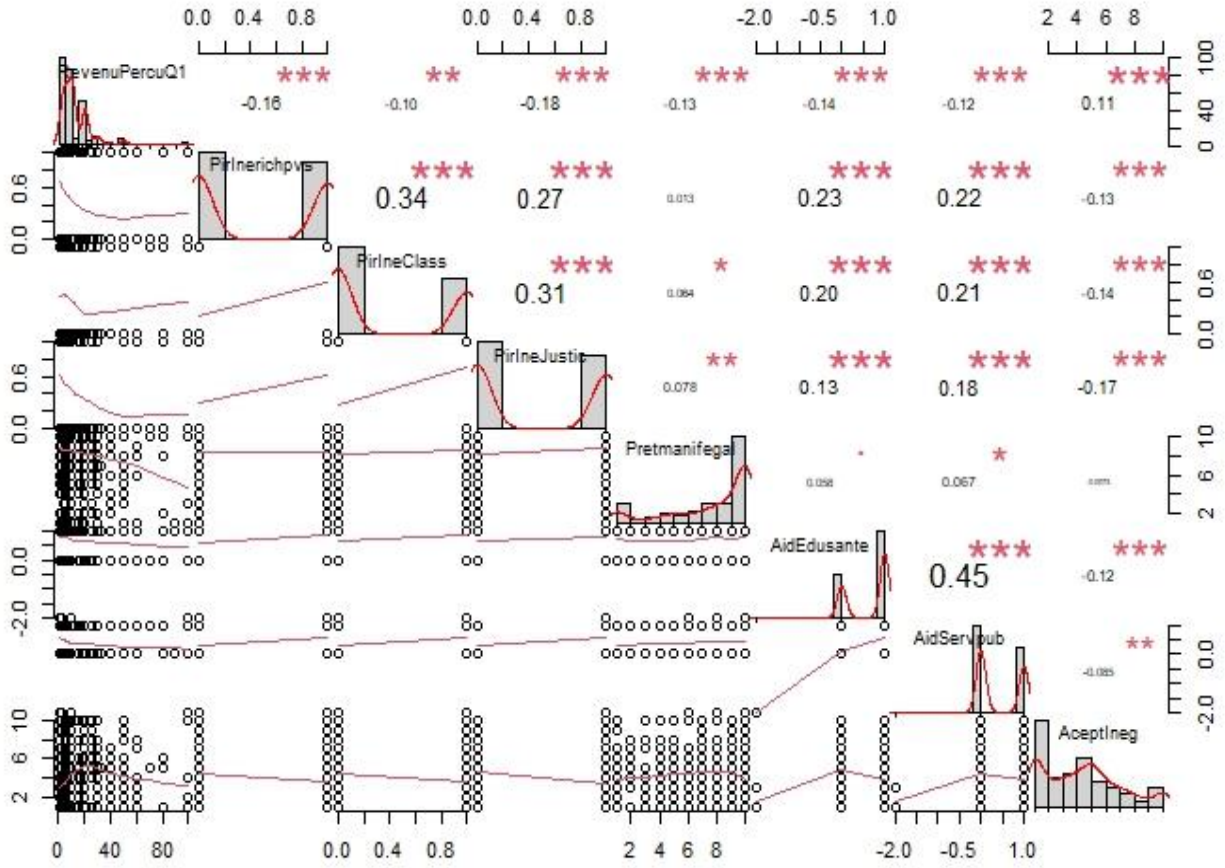
Annexe 124. Graphique 124. Représentation corrélations revenus perçus quintile le plus pauvre et variable subjectives confiance.



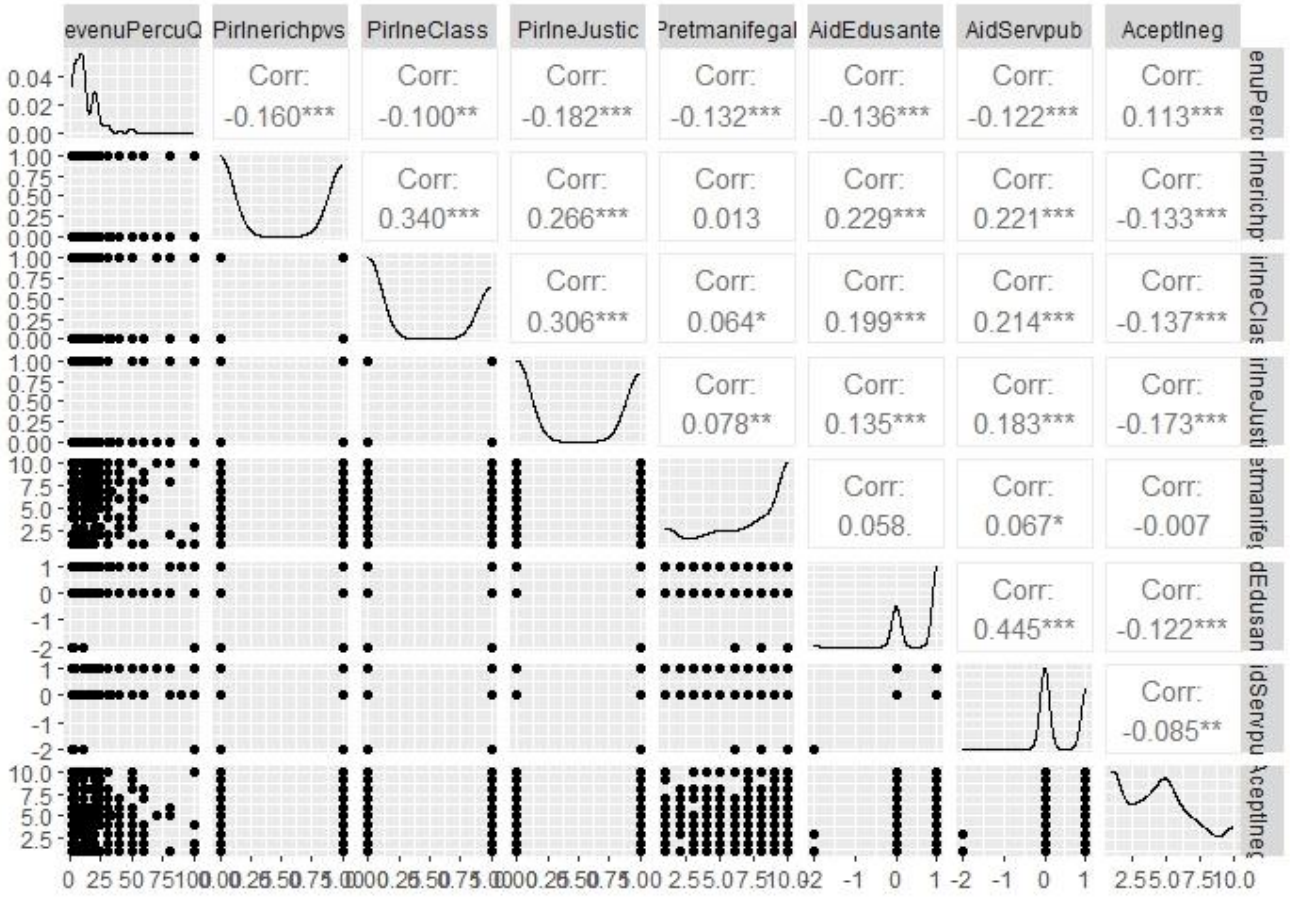
Annexe 125. Graphique 125 Perception. Corrélations revenus perçus aux autres quintiles de revenu.



Annexe 126. Graphique 126. Section 1.3. Perception. Corrélations revenus perçus aux attitudes.



Annexe 127. Graphique 127. Section 1.3. Perception. Corrélations revenus perçus aux attitudes.



Annexe 128. Tableau 128. Coefficients cinq modèles de régression multiple avec revenus perçus comme variable de référence.

1.	Model 1	Model 2	Model 3	Model 4	Model 5
(Intercept)	74.32 ***	16.34 ***	19.88 ***	17.79 ***	72.16 ***
	[71.80, 76.84]	[11.77, 20.91]	[15.47, 24.30]	[14.85, 20.72]	[68.70, 75.62]
rvnudésiré	0.05 ***				0.06 ***
	[0.03, 0.07]				[0.04, 0.08]
rvsperQ2	-0.99 ***				-0.90 ***
	[-1.06, -0.93]				[-0.97, -0.82]
rvsperQ4	-1.04 ***				-1.00 ***
	[-1.08, -0.99]				[-1.06, -0.95]
rvsperQ5	-0.77 ***				-0.73 ***
	[-0.79, -0.74]				[-0.76, -0.70]
AnneesScolarit		-0.10			
		[-0.44, 0.23]			
Education		-0.35			
		[-1.33, 0.63]			
Age		0.05			
		[-0.02, 0.11]			
PosiFoyer110		-0.59 **			0.01
		[-0.95, -0.22]			[-0.15, 0.16]
PosiParents110		-0.10			
		[-0.52, 0.31]			
SoutienDemo			2.54 ***		-0.05
			[1.62, 3.46]		[-0.50, 0.40]
Configvmnt			-0.88		
			[-2.21, 0.46]		
Confipresiden			-0.37		
			[-1.57, 0.82]		
EvosituqPays			-0.55		

	[-1.48, 0.38]		
SituaPays	-0.27		
	[-1.50, 0.97]		
Progrespays	-0.65		
	[-2.09, 0.79]		
Satisdemo	-1.21 *		
	[-2.38, -0.04]		
PirInerichpvs		-2.42 **	-0.24
		[-4.11, -0.73]	[-1.06, 0.59]
PirIneClass		0.11	
		[-1.62, 1.84]	
PorIneJustic		-3.20 ***	
		[-4.87, -1.53]	
Pretmanifegal		-0.44 **	-0.12
		[-0.71, -0.17]	[-0.27, 0.02]
AidEduSante		-0.97	
		[-2.78, 0.83]	
AidServpub		-0.33	
		[-2.04, 1.39]	
AceptIneg		0.38 *	-0.11
		[0.09, 0.68]	[-0.26, 0.05]

*** p < 0.001; ** p < 0.01; * p < 0.05.

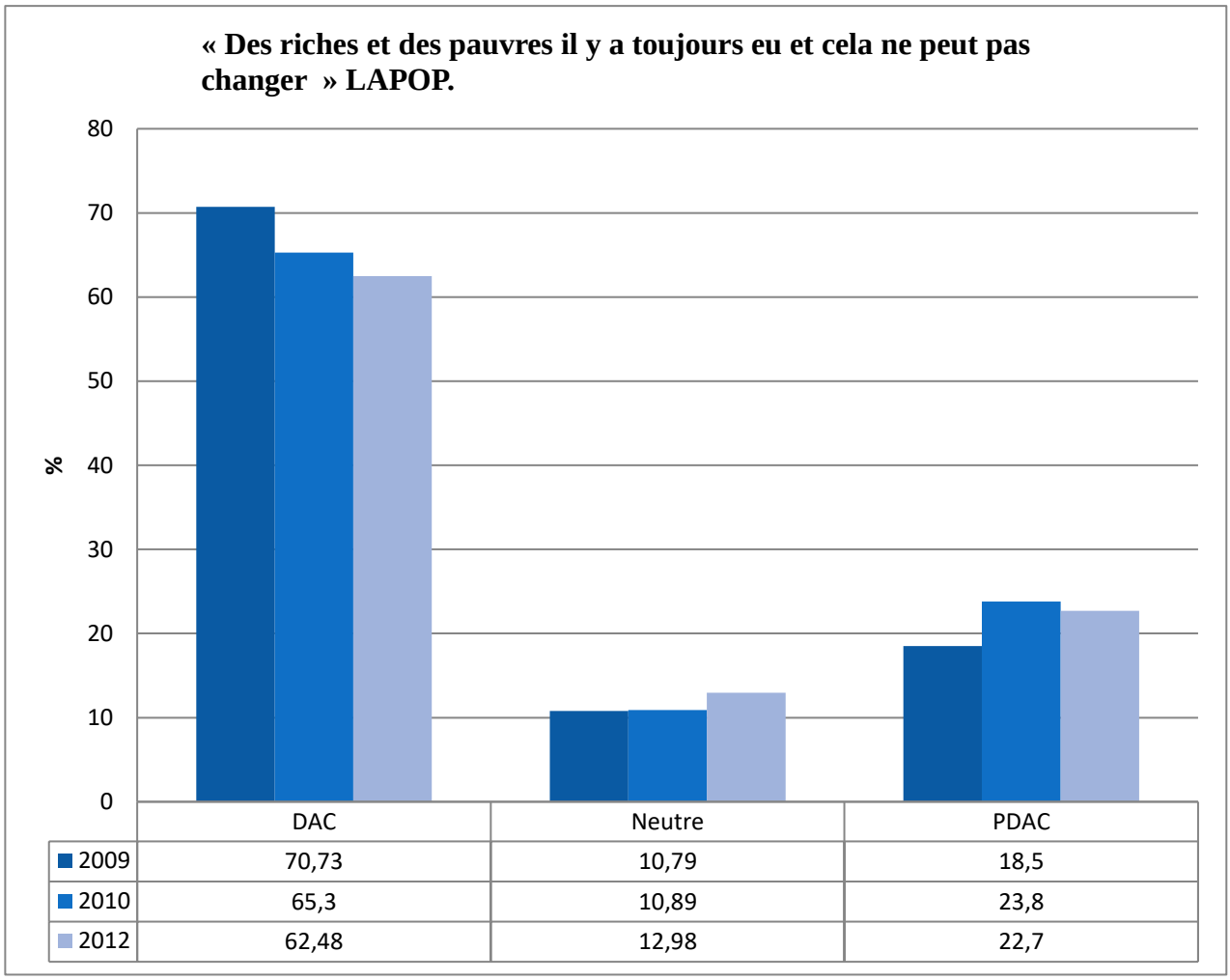
Table 129

Regression results using rvnuperçu as the criterion

Predictor	*b*	*b* 95% CI [LL, UL]	*beta*	*beta* 95% CI [LL, UL]	sr^2	sr^2 95% CI [LL, UL]	*r*	Fit
(Intercept)	74.32**	[71.80, 76.84]						
Rvnudésiré Q1	0.05**	[0.03, 0.07]	0.06	[0.04, 0.09]	.00	[.00, .01]	.30**	
rvsperQ2	-0.99**	[-1.06, -0.93]	-0.62	[-0.66, -0.58]	.16	[.14, .19]	.27**	
rvsperQ4	-1.04**	[-1.08, -0.99]	-0.71	[-0.74, -0.68]	.36	[.33, .40]	-.27**	
rvsperQ5	-0.77**	[-0.79, -0.74]	-1.30	[-1.35, -1.26]	.59	[.55, .64]	-.59**	
								R^2 = .811** 95% CI[.79,.83]

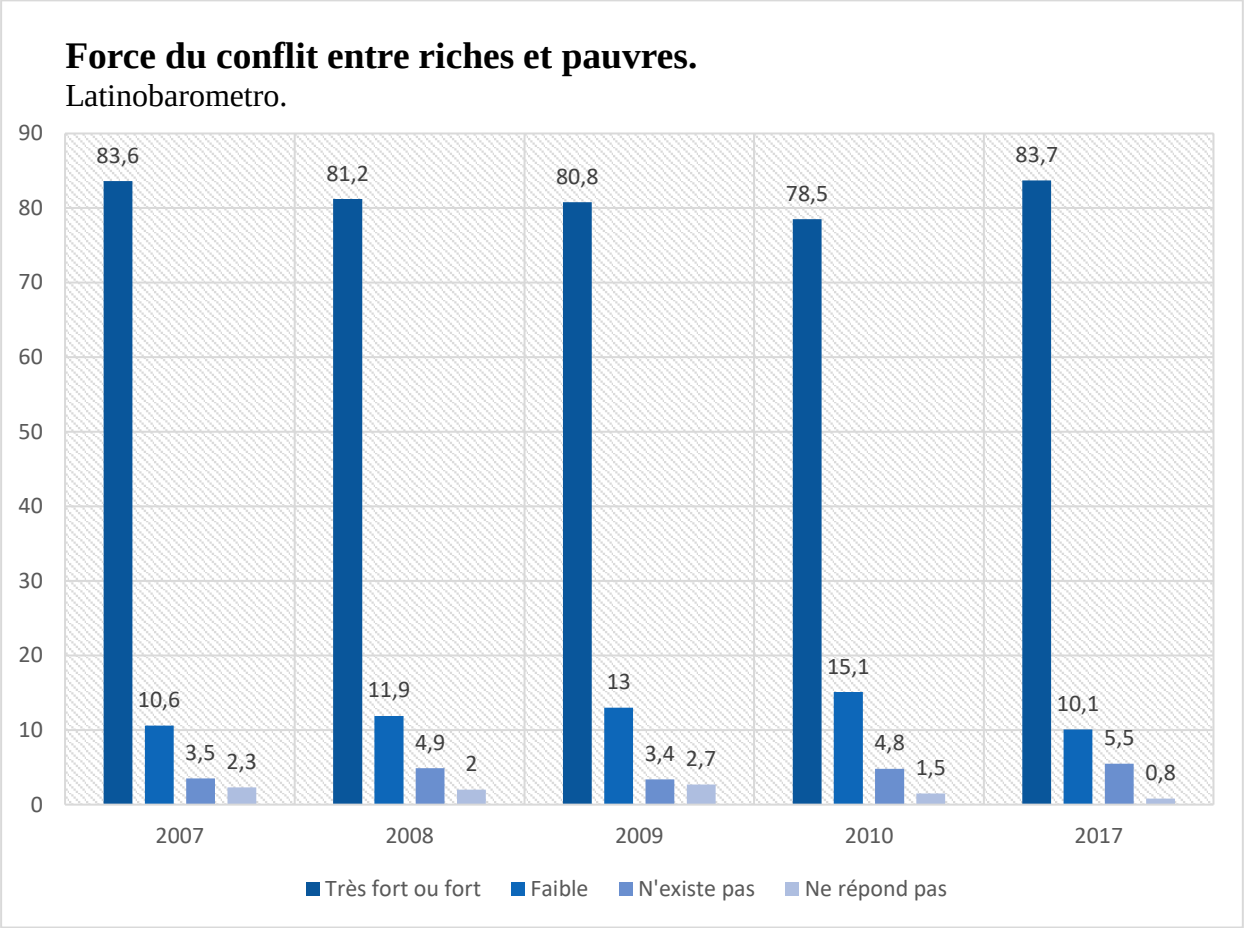
Note. A significant *b*-weight indicates the beta-weight and semi-partial correlation are also significant. *b* represents unstandardized regression weights. *beta* indicates the standardized regression weights. sr^2 represents the semi-partial correlation squared. *r* represents the zero-order correlation. *LL* and *UL* indicate the lower and upper limits of a confidence interval, respectively.
* indicates $p < .05$. ** indicates $p < .01$.

Annexe 130. Introduction, section 2 Croyances. Question TD1 LAPOP, fixité hiérarchie sociale (2009-2012).



	DAC	Neutre	PDAC
2009	70,73	10,79	18,5
2010	65,3	10,89	23,8
2012	62,48	12,98	22,7

Annexe 131. Graphique 36. Introduction, section 2 Croyances. Force du conflit entre riches et pauvres (2007-2017).



Annexe 132. Section 2.1. Croyances. Tableau information traitée trois enquêtes sur explications de la pauvreté.

Tableau 132					
Causes de la pauvreté. Informations questions traitées et clarification recodage réponses					
Enquête	Année	Id question	Question	Options de réponse	Recodage
WVS	1998	V172	Selon vous, pourquoi y a-t-il des pauvres en Colombie ?	1. Surtout parce qu'ils sont paresseux. 2. En partie parce qu'ils sont paresseux 3. En partie parce que la société ne les aide pas 4. Principalement parce qu'ils sont traités injustement par la société	1, 2 = 1 Interne 3, 4 = 0 Externe
Latinobarometro	2000	P10N-B20004	Il existe différents points de vue sur les causes de la pauvreté en Colombie. Certains pensent qu'il y a des pauvres parce qu'ils ne font pas d'efforts pour améliorer leurs conditions de vie. D'autres pensent qu'il y a des pauvres à cause de circonstances indépendantes de leur volonté. Laquelle de ces deux affirmations est la plus proche de votre façon de penser ?	1. Manque d'effort 2. En raison des circonstances	1 = 1 Interne. 2 = 0 Externe
ESP	2007	causas_pobreza	Il existe différents points de vue sur les causes de la pauvreté en Colombie. Certains pensent qu'il y a des pauvres parce qu'ils ne font pas d'efforts pour améliorer leurs conditions de vie. D'autres pensent qu'il y a des pauvres à cause de circonstances indépendantes de leur volonté. Laquelle de ces deux affirmations	1. Manque d'effort 2. En raison des circonstances	1 = 1 Interne. 2 = 0 Externe

			est la plus proche de votre façon de penser ?		
LAPOP	2010	RAC 1	Selon les données du recensement de la population, les personnes de race noire sont en général plus pauvres que le reste de la population. Quelle en est, selon vous, la principale raison ?	1. Parce que les Noirs ne travaillent pas assez dur 2. Parce que les Noirs sont moins intelligents 3. Parce que les Noirs sont traités injustement 4. Parce que les Noirs sont moins éduqués 5. Parce que les Noirs ne veulent pas changer leur culture	1, 2, 4, 5 = 1 Interne 3 = 0 Externe
LAPOP	2011	RAC 1	Selon les données du recensement de la population, les personnes noires sont en général plus pauvres que le reste de la population. Quelle en est, selon vous, la principale raison ?	1. Parce que les Noirs ne travaillent pas assez 2. Parce que les Noirs sont moins intelligents 3. Parce que les Noirs sont traités injustement 4. Parce que les Noirs sont moins éduqués 5. Parce que les Noirs ne veulent pas changer leur culture.	1, 2, 4, 5 = 1 Interne 3 = 0 Externe
LAPOP	2012	RAC 1a	Selon plusieurs études, les personnes à la peau foncée sont plus pauvres que le reste de la population. Quelle en est, selon vous, la principale raison ?	1. En raison de leur culture, ou 2. Parce qu'ils ont été traités injustement. 3. [Ne pas lire] Autre réponse	1 = 1 Interne 2 = 0 Externe

Annexe 133. Tableau 133. Croyances. Tableau explications internes et externes, donnés recodés enquêtes (1998 -2012).

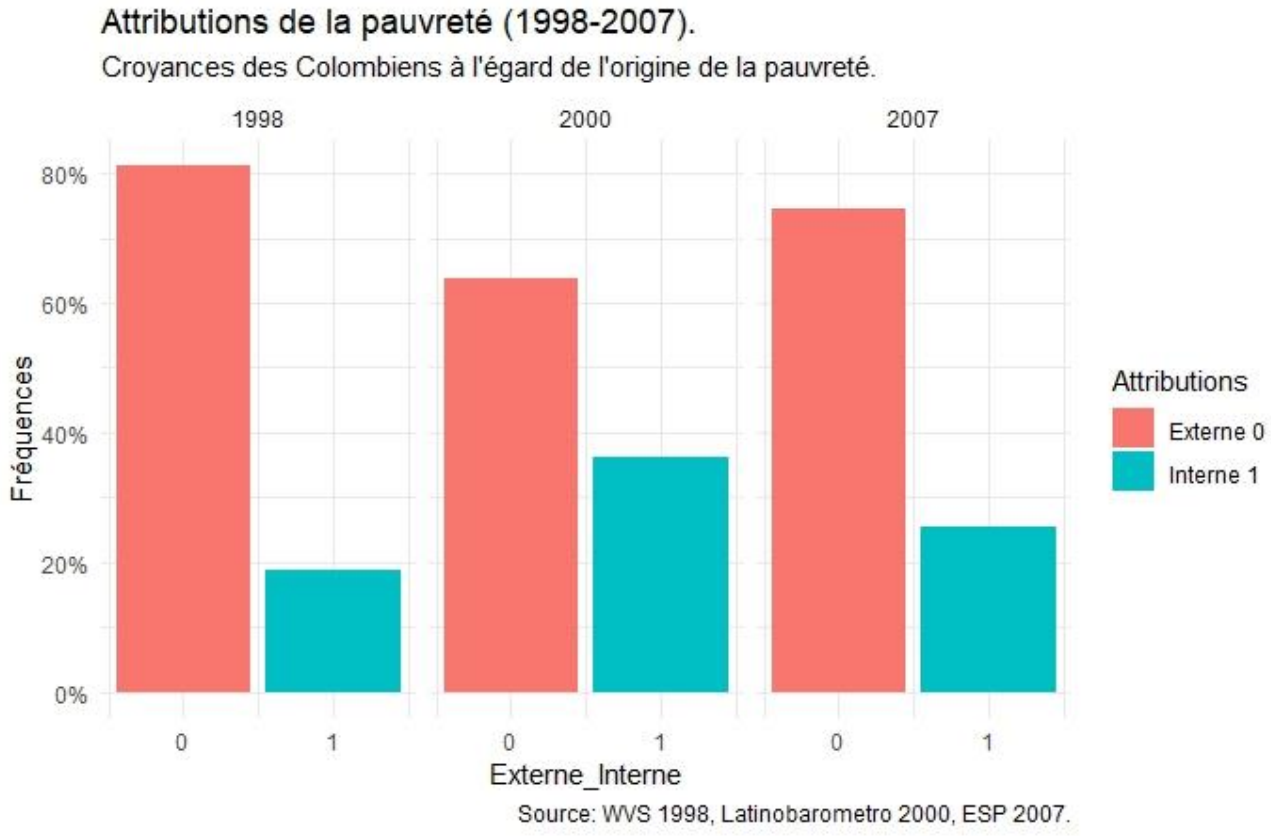
Tableau
133

Données recodées attributions de la pauvreté différentes enquêtes

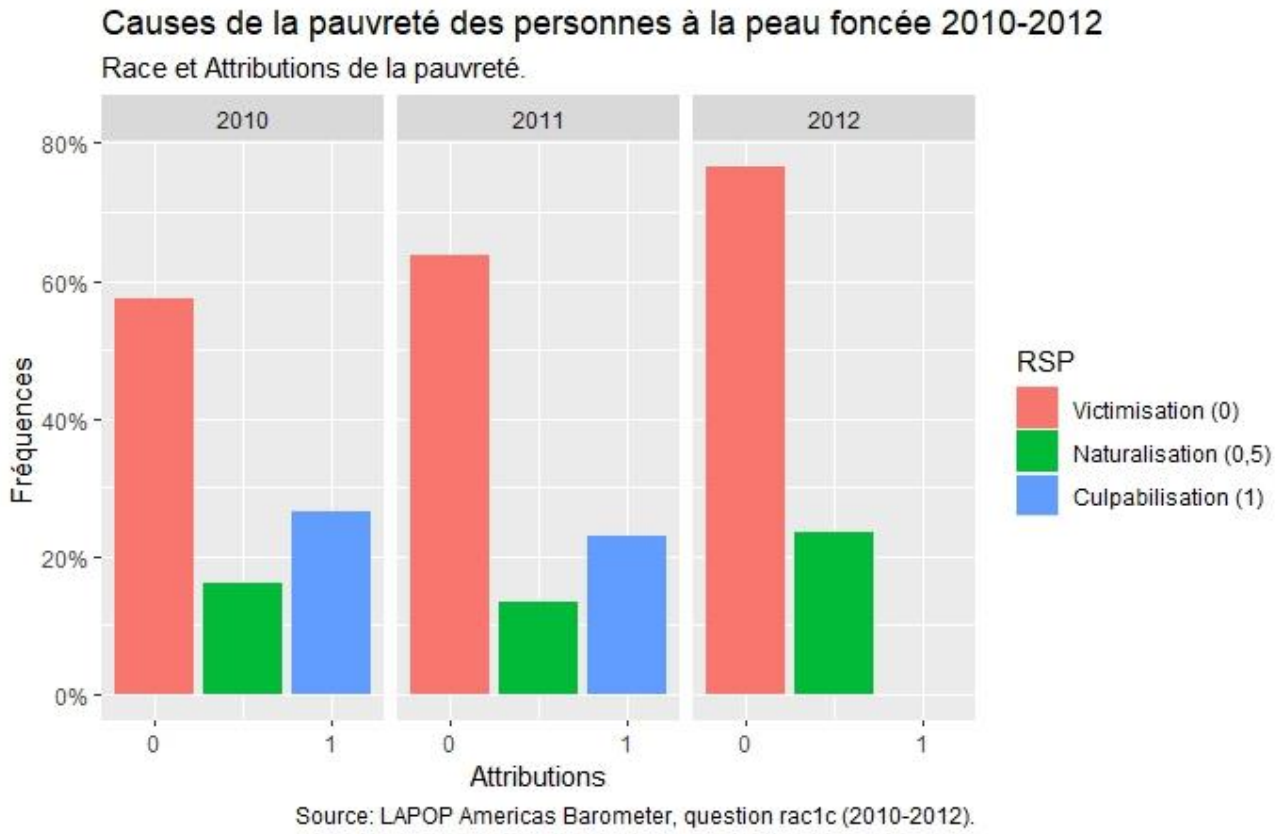
	1998		2000		2007		2010		2011		2012	
Interne	550	19%	6399	36%	606	26%	598	43%	612	41%	184	27%
Externe	2373	81%	11206	64%	1768	74%	802	57%	891	59%	496	73%
N sans NA	2923	100%	17605	100%	2374	100%	1400	100%	1503	100%	680	100%

Source: WVS 1998, Latinobarometro 2000, ESP 2007, LAPOP 2010-2012

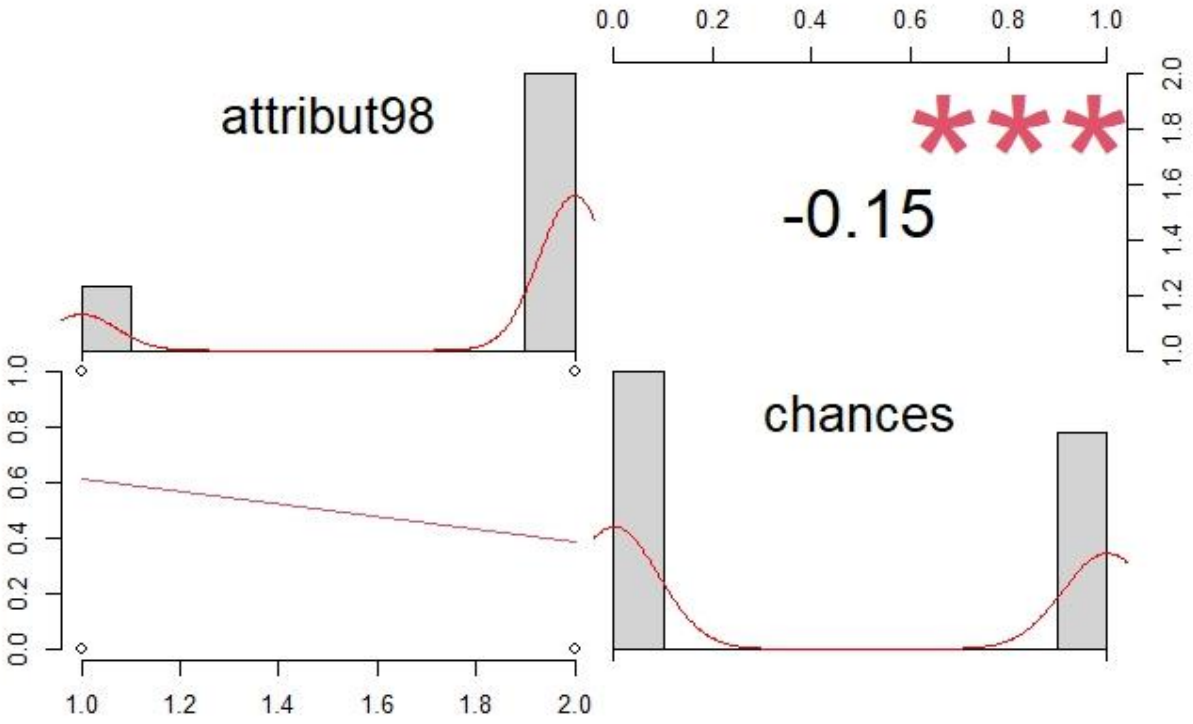
Annexe 134. Graphique 134. Section 2.1. Croyances. Graphique explications de la pauvreté (1998-2007).



Annexe 135. Graphique 135. Croyances. Graphique explications de la pauvreté et race (1998-2007).



Annexe 136. Graphique 136 Croyances. Corrélation chances d'échapper la pauvreté et explications de la pauvreté (1998).



Annexe 137. Tableau 137. Corrélation chances d'échapper la pauvreté et explications de la pauvreté (2000).

Table 137

Means, standard deviations, and correlations with confidence intervals

Variable	*M*	*SD*	1	2	3	4
1. Causespvt00	1.64	0.48				
2. Situapays	3.57	0.90	.15** [.14, .17]			
3. ProgresPays	1.92	0.70	.15** [.13, .16]	.37** [.36, .38]		
4. RvsSubjec	2.49	0.84	.12** [.10, .13]	.21** [.19, .22]	.20** [.18, .21]	
5. ChancSortirPvt	1.74	0.44	.29** [.28, .30]	.15** [.14, .16]	.15** [.14, .17]	.10** [.08, .11]

Note. M and *SD* are used to represent mean and standard deviation, respectively. Values in square brackets indicate the 95% confidence interval for each correlation. The confidence interval is a plausible range of population correlations that could have caused the sample correlation (Cumming, 2014). * indicates $p < .05$. ** indicates $p < .0$

Annexe 138. Graphique 138 Graphique 43. Section 2.1. Croyances. Variables corrélées explications de la pauvreté (2000).

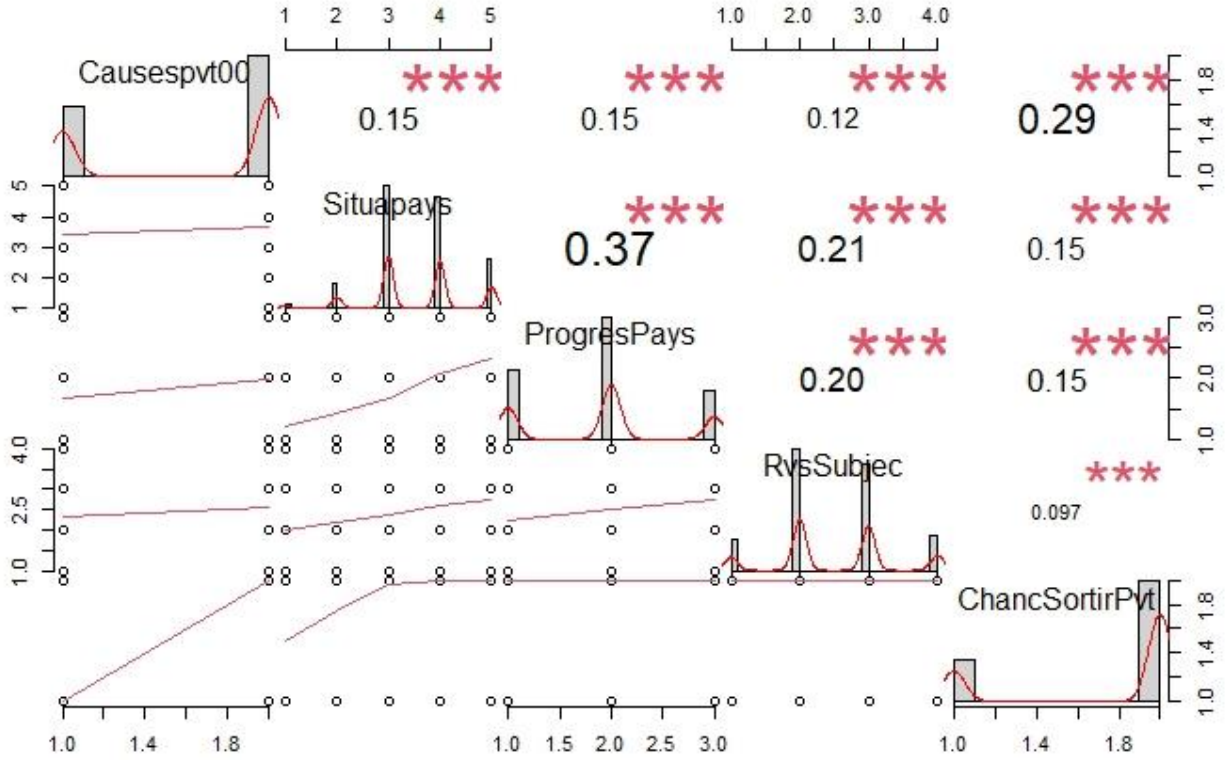


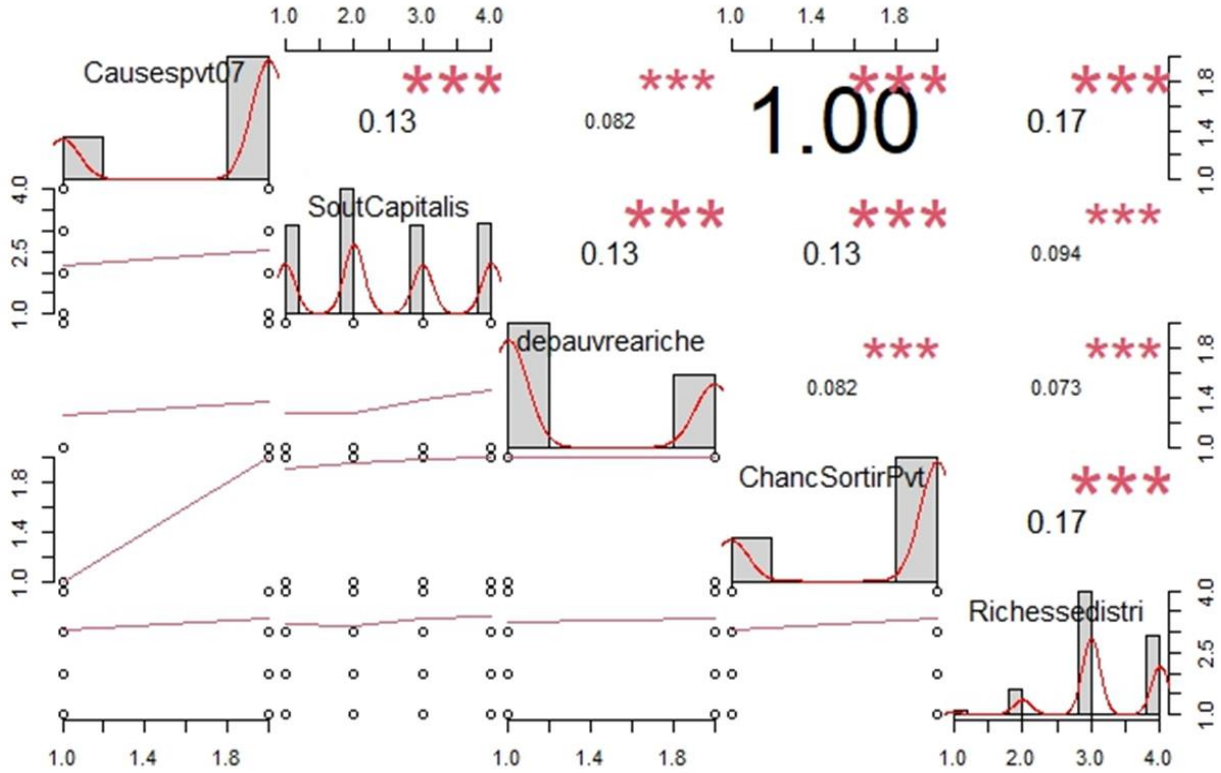
Table 139

Means, standard deviations, and correlations with confidence intervals

Variable	*M*	*SD*	1	2	3	4
1. Causespvt07	1.74	0.44				
2. SoutCapitalis	2.46	1.08	.13** [.09, .17]			
3. depauvreariche	1.37	0.48	.08** [.04, .12]	.13** [.09, .17]		
4. ChancSortirPvt	1.74	0.44	1.00** [1.00, 1.00]	.13** [.09, .17]	.08** [.04, .12]	
5. Richessedistri	3.21	0.68	.17** [.13, .21]	.09** [.05, .14]	.07** [.03, .11]	.17** [.13, .21]

Note. *M* and *SD* are used to represent mean and standard deviation, respectively. Values in square brackets indicate the 95% confidence interval for each correlation. The confidence interval is a plausible range of population correlations that could have caused the sample correlation (Cumming, 2014). * indicates $p < .05$. ** indicates $p < .01$.

Annexe 140. Graphique 140. Section 2.1. Croyances. Variables corrélées explications de la pauvreté (2007).



Annexe 141. Tableau 141. Croyances. Matrice corrélation explications de la pauvreté (1998-2007).

Table 141

Means, standard deviations, and correlations with confidence intervals

Variable	*M*	*SD*	1
1. causesparesse9807	0.33	0.47	
2. chances	0.28	0.45	.32** [.31, .33]

Note. *M* and *SD* are used to represent mean and standard deviation, respectively. Values in square brackets indicate the 95% confidence interval for each correlation. The confidence interval is a plausible range of population correlations that could have caused the sample correlation (Cumming, 2014). * indicates $p < .05$. ** indicates $p < .01$.

Annexe 142. Tableau 142. Croyances. Calcul de régression simple explications et chances d'échapper pauvreté.

	Model 1	Model 2
(Intercept)	-0.20 ***	-0.20 ***
	[-0.22, -0.19]	[-0.22, -0.19]
chances	0.71 ***	0.71 ***
	[0.68, 0.73]	[0.68, 0.73]
year	0.00	
	[-0.01, 0.01]	
N	22613	22613
R2	0.10	0.10

All continuous predictors are mean-centered and scaled by 1 standard deviation. The outcome variable is in its original units. *** p < 0.001; ** p < 0.01; * p < 0.05.

Annexe 143. Tableau 143. Croyances. Calcul de régression simple explications et chances d'échapper pauvreté.

Table 143

Regression results using paresse as the criterion

Predictor	*b*	*b* 95% CI [LL, UL]	*beta*	*beta* 95% CI [LL, UL]	sr^2	sr^2 95% CI [LL, UL]	*r*	Fit
(Intercept)	-0.00	[-0.01, 0.01]						
chances	0.32**	[0.31, 0.33]	0.32	[0.31, 0.33]	.10	[.09, .11]	.32**	
								R^2 = .101** 95% CI[.09,.11]

Note. A significant *b*-weight indicates the beta-weight and semi-partial correlation are also significant. *b* represents unstandardized regression weights. *beta* indicates the standardized regression weights. sr^2 represents the semi-partial correlation squared. *r* represents the zero-order correlation. *LL* and *UL* indicate the lower and upper limits of a confidence interval, respectively.
* indicates $p < .05$. ** indicates $p < .01$.

Table 141

Means, standard deviations, and correlations with confidence intervals

Variable	*M*	*SD*	1	2	3	4
1. Causeintext10	0.43	0.49				
2. InebonEffort	3.48	2.07	.10** [.05, .15]			
3. RvsPlusEgaux	5.56	1.57	-.08** [-.13, -.03]	-.10** [-.15, -.05]		
4. Occupation	2.50	1.90	-.08** [-.13, -.03]	-.07* [-.12, -.01]	.03 [-.02, .08]	
5. Employé10	0.29	0.46	.07** [.02, .12]	.05 [-.00, .10]	-.02 [-.07, .03]	-.50** [-.54, -.46]

Note. *M* and *SD* are used to represent mean and standard deviation, respectively. Values in square brackets indicate the 95% confidence interval for each correlation. The confidence interval is a plausible range of population correlations that could have caused the sample correlation (Cumming, 2014). * indicates $p < .05$. ** indicates $p < .01$.

Table 145

Means, standard deviations, and correlations with confidence intervals

Variable	*M*	*SD*	1	2	3
1. Causeintext11	0.36	0.48			
2. Age	36.97	15.13	.11** [.05, .16]		
3. racedeclarée	2.26	1.82	.09** [.04, .14]	.06* [.01, .11]	
4. raceblanc	0.35	0.48	-.09** [-.14, -.04]	-.01 [-.06, .04]	-.51** [-.54, -.47]

Note. *M* and *SD* are used to represent mean and standard deviation, respectively. Values in square brackets indicate the 95% confidence interval for each correlation. The confidence interval is a plausible range of population correlations that could have caused the sample correlation (Cumming, 2014). * indicates $p < .05$. ** indicates $p < .01$.

Annexe 146. Graphique 146. Croyances. Représentations corrélations du tableau 145.

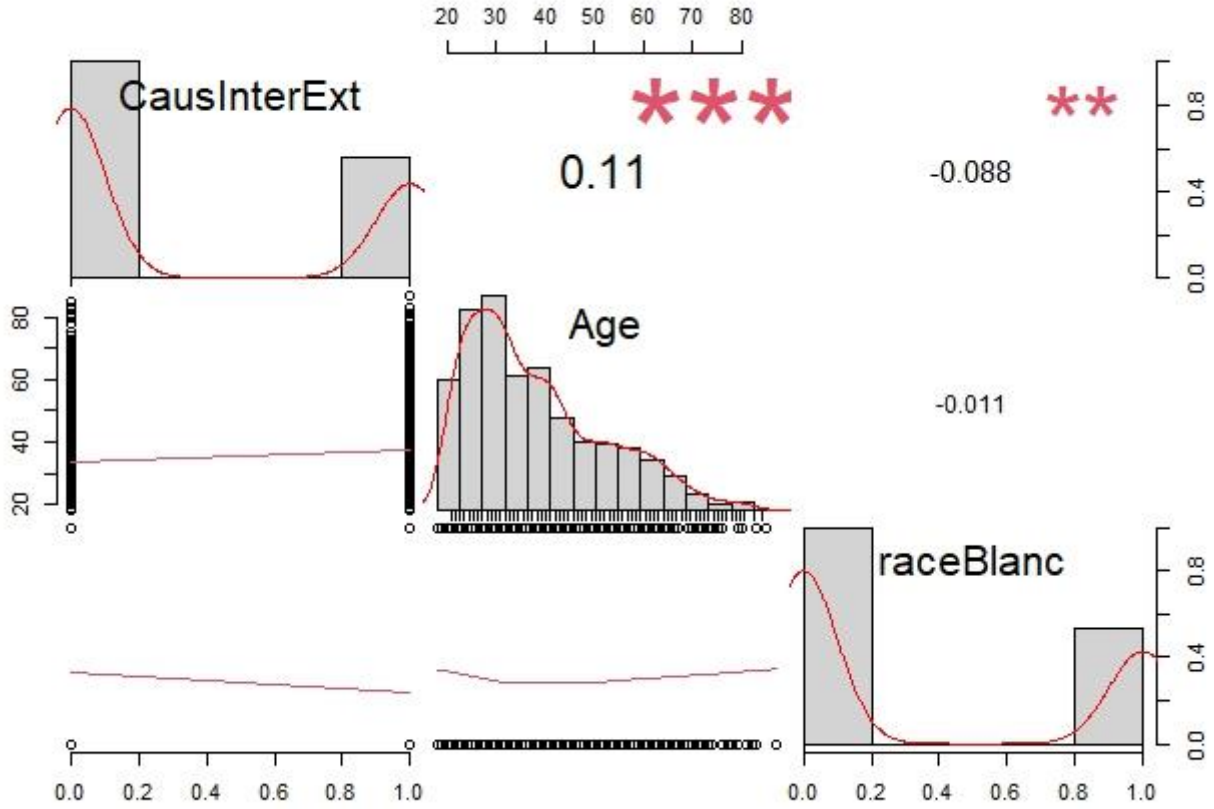


Table 147

Means, standard deviations, and correlations with confidence intervals

Variable	*M*	*SD*	1	2	3	4	5
1. Attribut12	1.77	0.42					
2. Age	36.90	14.94	-.10* [-.18, -.02]				
3. RevenusSubj	2.04	0.70	-.11** [-.19, -.04]	.18** [.11, .25]			
4. IdéologiePol	6.11	2.53	-.11* [-.19, -.02]	.22** [.14, .30]	-.00 [-.08, .08]		
5. Etatreduiécart	5.85	1.52	.13** [.05, .21]	.02 [-.05, .10]	.00 [-.07, .08]	.01 [-.07, .09]	
6. Egalrevenus	5.56	1.57	.09* [.01, .16]	.05 [-.02, .13]	.02 [-.05, .10]	.04 [-.04, .12]	.19** [.12, .26]

Note. *M* and *SD* are used to represent mean and standard deviation, respectively. Values in square brackets indicate the 95% confidence interval for each correlation. The confidence interval is a plausible range of population correlations that could have caused the sample correlation (Cumming, 2014). * indicates $p < .05$. ** indicates $p < .01$.

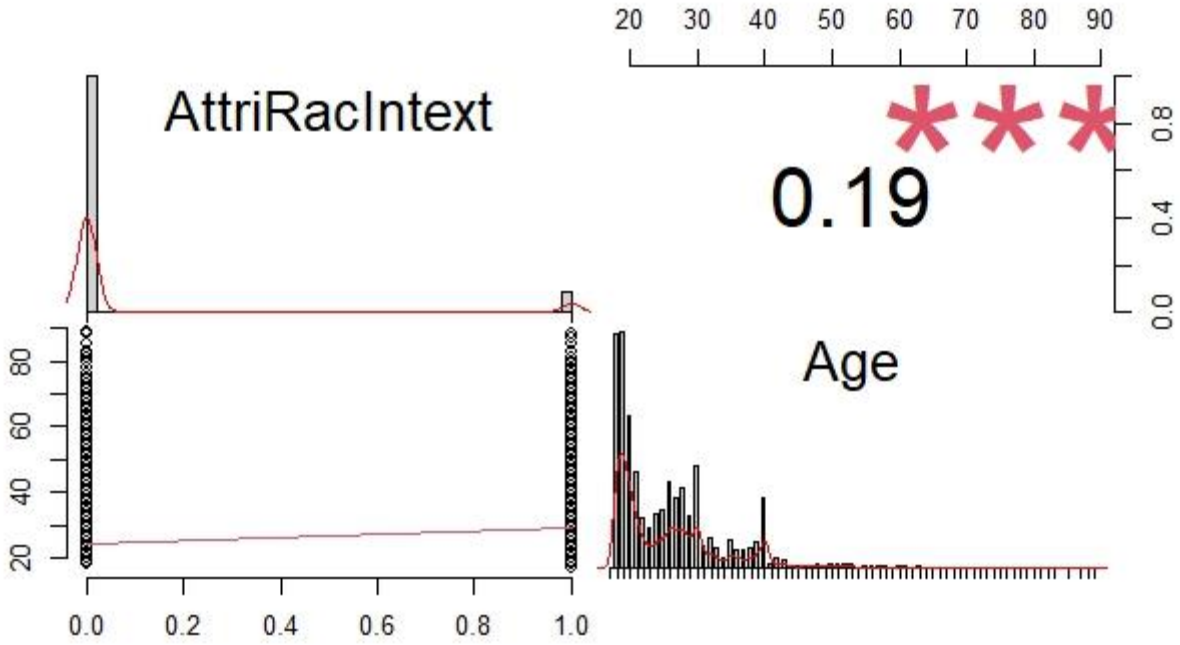
Table 148

Means, standard deviations, and correlations with confidence intervals

Variable	*M*	*SD*	1
1. AttriRacIntext	0.08	0.28	
2. Age	25.78	8.12	.19** [.18, .19]

Note. *M* and *SD* are used to represent mean and standard deviation, respectively. Values in square brackets indicate the 95% confidence interval for each correlation. The confidence interval is a plausible range of population correlations that could have caused the sample correlation (Cumming, 2014). * indicates $p < .05$. ** indicates $p < .01$.

Annexe 149. Tableau 149. Graphique 53. Section 2.1. Croyances. Représentations corrélations tableau 148.



Annexe 150. Tableau 150. Croyances. Tableau explications externes et variables macro-économiques.

Tableau 150

Explications externes de la pauvreté et variables macro-économiques (1998-2012).

Attexterne (%)	Année	PIB (%)	IndicePvtémon (%)
0.79	1998	0.60	55.30
0.62	2000	2.90	55.00
0.74	2007	6.70	43.50
0.53	2010	4.50	37.20
0.59	2011	6.90	34.10
0.65	2012	3.90	32.70

Source : WVS 1998, Latinobarometro 2000, ESP 2007, LAPOP 2010-2012, DANE.

Annexe 151. Tableau 151. Croyances. Matrice corrélations explications externes et variables macro-économiques (1998- 2012).

Table 151

Means, standard deviations, and correlations with confidence intervals

Variable	*M*	*SD*	1	2	3
1. attexterne	0.65	0.10			
2. annee	2006.33	5.96	-.57 [-.95, .44]		
3. PIB	4.25	2.38	-.39 [-.91, .61]	.73 [-.20, .97]	
4. pvtmon	42.97	10.14	.54 [-.48, .94]	-.99** [-1.00, -.92]	-.67 [-.96, .31]

Note. *M* and *SD* are used to represent mean and standard deviation, respectively. Values in square brackets indicate the 95% confidence interval for each correlation. The confidence interval is a plausible range of population correlations that could have caused the sample correlation (Cumming, 2014). * indicates $p < .05$. ** indicates $p < .01$.

Annexe 152.Tableau 152. Croyances. Matrice corrélations variable revenus injustement répartis.

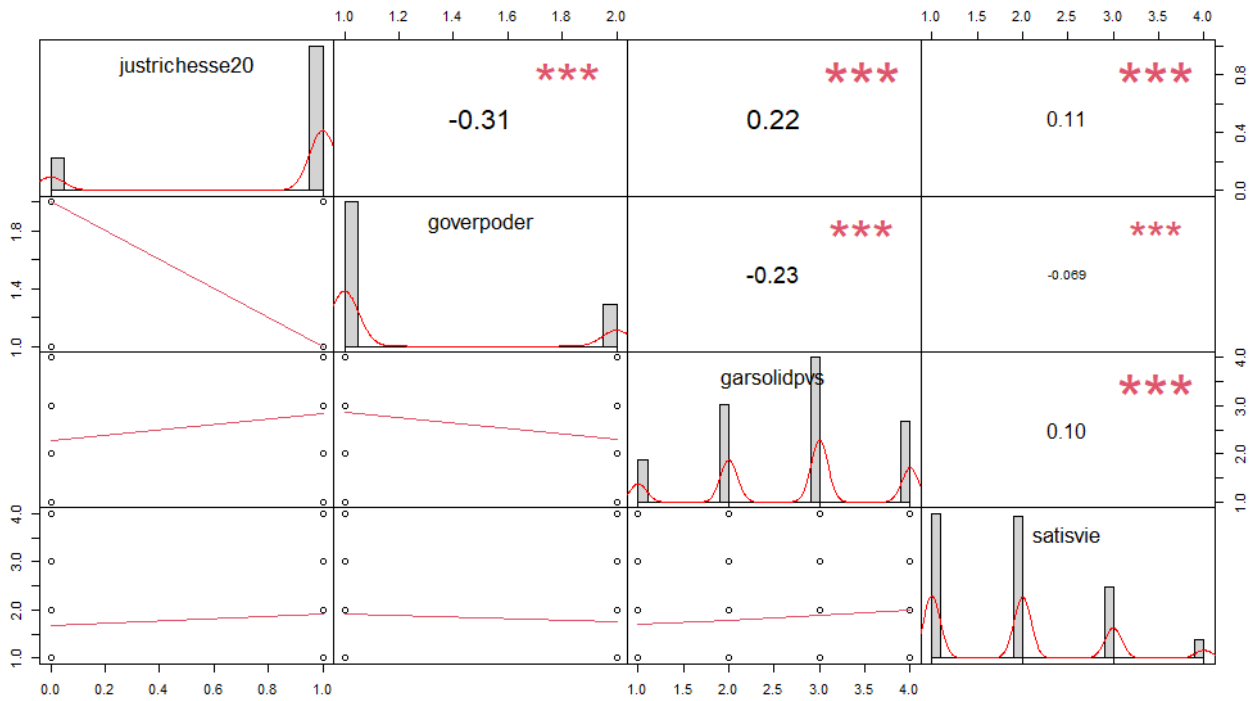
Table 56

Means, standard deviations, and correlations with confidence intervals

Variable	*M*	*SD*	1	2	3
1. justrevenus20	0.82	0.38			
2. puissantsaupouvoir	1.22	0.42	-.31** [-.32, -.29]		
3. garsolidpauvres	2.72	0.94	.22** [.20, .23]	-.23** [-.25, -.22]	
4. satisvie	1.90	0.87	.11** [.09, .12]	-.07** [-.08, -.05]	.10** [.09, .12]

Note. *M* and *SD* are used to represent mean and standard deviation, respectively. Values in square brackets indicate the 95% confidence interval for each correlation. The confidence interval is a plausible range of population correlations that could have caused the sample correlation (Cumming, 2014). * indicates $p < .05$. ** indicates $p < .01$.

Annexe 153. Graphique 153. Croyances. Représentation graphique corrélations tableau 152 revenus injustement repartis.



Annexe 154. Tableaux 154. Résultats calculs modèle de régression variable injustice revenus.

	Model 1	Model 2
(Intercept)	0.14 ***	0.15 ***
	[0.13, 0.16]	[0.13, 0.16]
puissantspouvoir	-0.66 ***	-0.66 ***
	[-0.69, -0.62]	[-0.70, -0.63]
garsolidpauvres	0.15 ***	0.15 ***
	[0.13, 0.16]	[0.14, 0.17]
satisvie	0.07 ***	
	[0.06, 0.09]	
N	18042	18177
R2	0.12	0.12

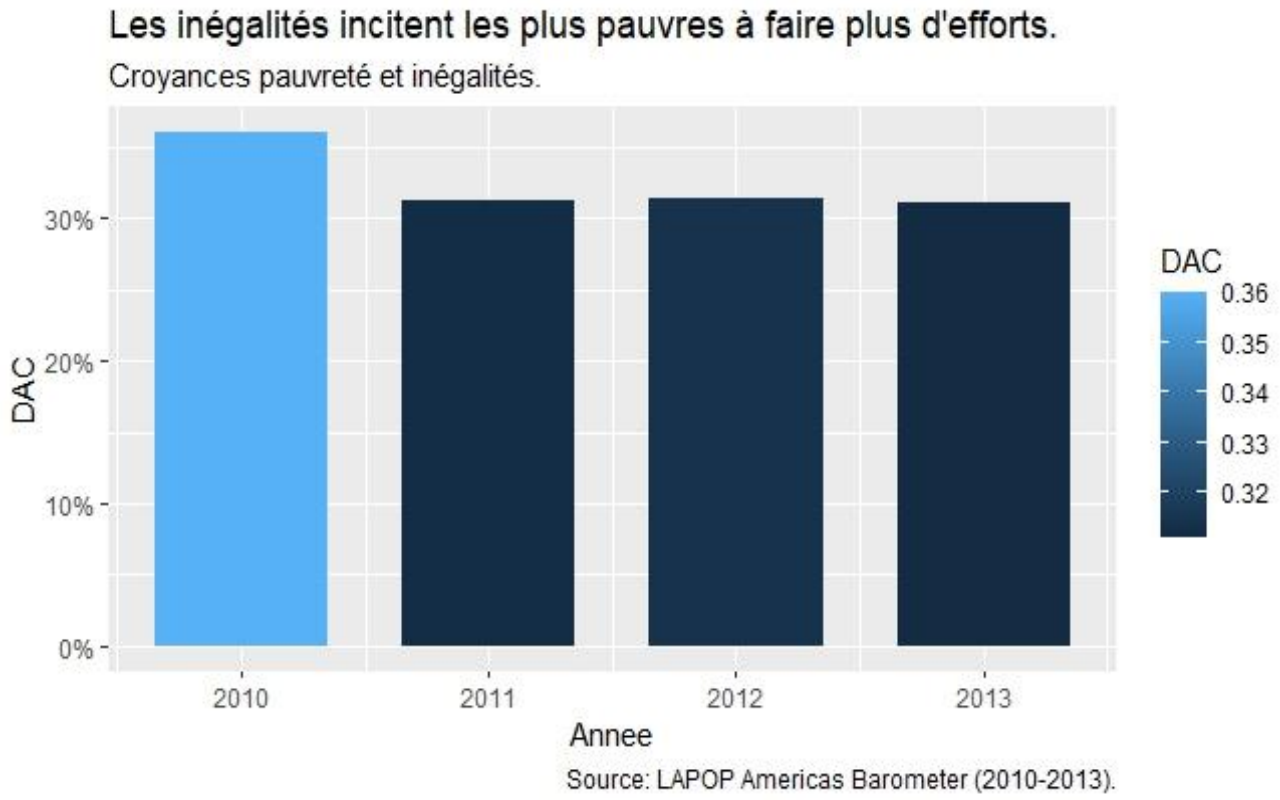
All continuous predictors are mean-centered and scaled by 1 standard deviation. The outcome variable is in its original units. *** p < 0.001; ** p < 0.01; * p < 0.05.

Table 154b. Regression results using justrichesse20 as the criterion

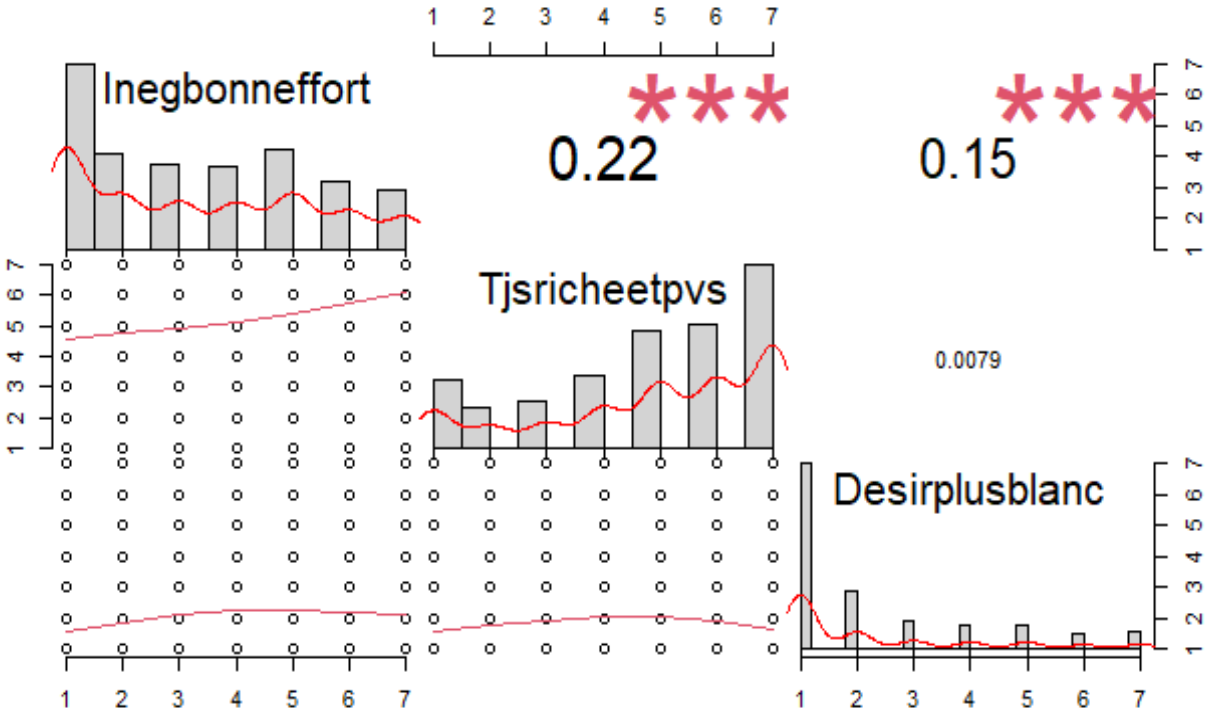
Predictor	*b*	*b* 95% CI [LL, UL]	*beta*	*beta* 95% CI [LL, UL]	sr^2	sr^2 95% CI [LL, UL]	*r*	Fit
(Intercept)	-0.00	[-0.02, 0.01]						
puissanpouvoir	-0.28**	[-0.29, -0.26]	-0.27	[-0.29, -0.26]	.07	[.06, .08]	-.31**	
garsolidpvs	0.15**	[0.14, 0.17]	0.15	[0.14, 0.17]	.02	[.02, .03]	.22**	
								R^2 = .119** 95% CI[.11,.13]

Note. A significant *b*-weight indicates the beta-weight and semi-partial correlation are also significant. *b* represents unstandardized regression weights. *beta* indicates the standardized regression weights. sr^2 represents the semi-partial correlation squared. *r* represents the zero-order correlation. *LL* and *UL* indicate the lower and upper limits of a confidence interval, respectively.
* indicates $p < .05$. ** indicates $p < .01$.

Annexe 155. Graphique 155. Croyances. Inégalités bonnes pour effort pauvres.



Annexe 156. Graphique 156. Croyances. Ines bon pauvres effort. Graphique corrélations (2010 -2013).



Annexe 157. Tableau 157 Modèle de régression multiple Inégalités fonctionnelles (2010, 2013).

Table 157

Regression results using Inegbon as the criterion

Predictor	*b*	*b* 95% CI [LL, UL]	*beta*	*beta* 95% CI [LL, UL]	sr^2	sr^2 95% CI [LL, UL]	*r*	Fit
(Intercept)	-0.00	[-0.03, 0.03]						
Tjspvsrich	0.19**	[0.16, 0.22]	0.19	[0.16, 0.22]	.04	[.02, .05]	.19**	
Plusblanc	0.15**	[0.12, 0.18]	0.15	[0.12, 0.18]	.02	[.01, .03]	.15**	
								R^2 = .058** 95% CI[.04,.07]

Note. A significant *b*-weight indicates the beta-weight and semi-partial correlation are also significant. *b* represents unstandardized regression weights. *beta* indicates the standardized regression weights. sr^2 represents the semi-partial correlation squared. *r* represents the zero-order correlation. *LL* and *UL* indicate the lower and upper limits of a confidence interval, respectively.
* indicates $p < .05$. ** indicates $p < .01$.

Table 158
Means, standard deviations, and correlations with confidence intervals

Variable	*M*	*SD*	1
1. Inegbon10	3.48	2.07	
2. AnneesScola	9.21	4.31	-.14** [-.19, -.09]
3. Revenu	4.26	1.90	-.10** [-.16, -.05]
4. plusblanc	2.40	1.84	.16** [.11, .21]
5. confipolice	4.36	1.78	.10** [.05, .15]
6. Tjspvsrich	4.90	1.99	.20** [.15, .25]
7. AttriIntExt	0.43	0.49	.10** [.05, .15]
8. revegaux	5.56	1.57	-.10** [-.15, -.05]
9. gvmluttepvte	3.77	1.74	.13** [.08, .18]

Note. *M* and *SD* are used to represent mean and standard deviation, respectively. Values in square brackets indicate the 95% confidence interval for each correlation. The confidence interval is a plausible range of population correlations that could have caused the sample correlation (Cumming, 2014). * indicates $p < .05$. ** indicates $p < .01$.

Annexe 159. Tableau 159. Croyances. Statistiques descriptives revenus idéaux.

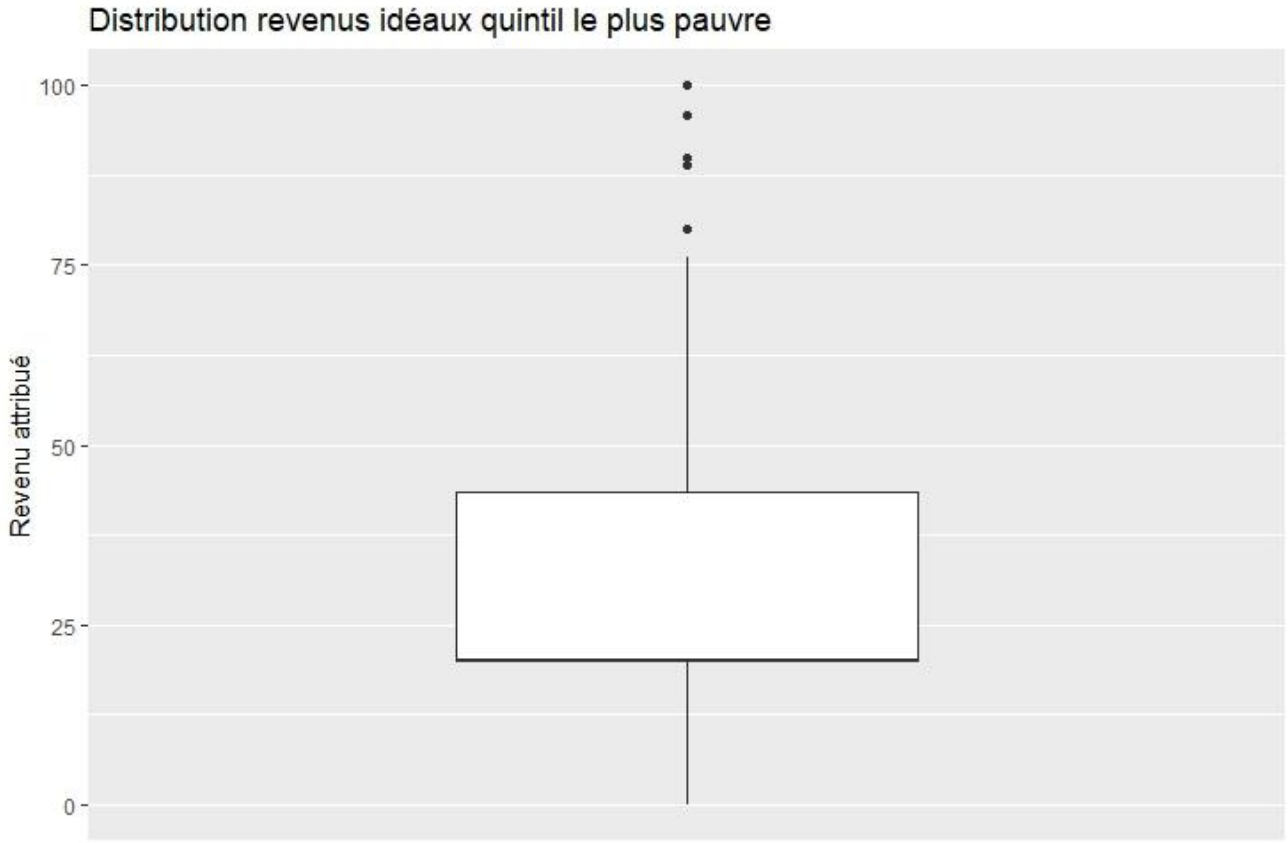
Tableau 159

Statistiques descriptives revenus idéaux quintil le plus pauvre

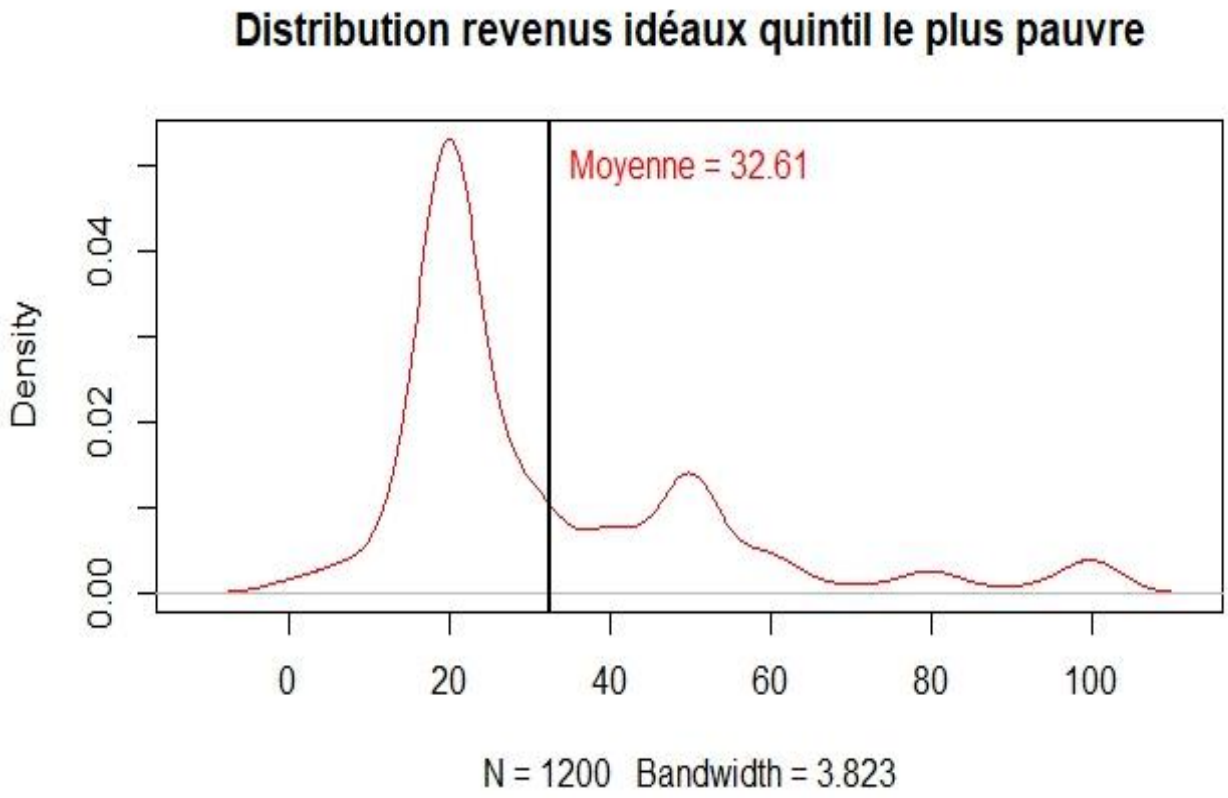
Variable	Freq
RevsIdeauxpauvres	Min. : 0.00
	1st Qu.: 20.00
	Median : 20.00
	Mean : 32.62
	3rd Qu.: 43.50
	Max. :100.00

Note. Source : Latinobarometro 2020, P74NPN_01.

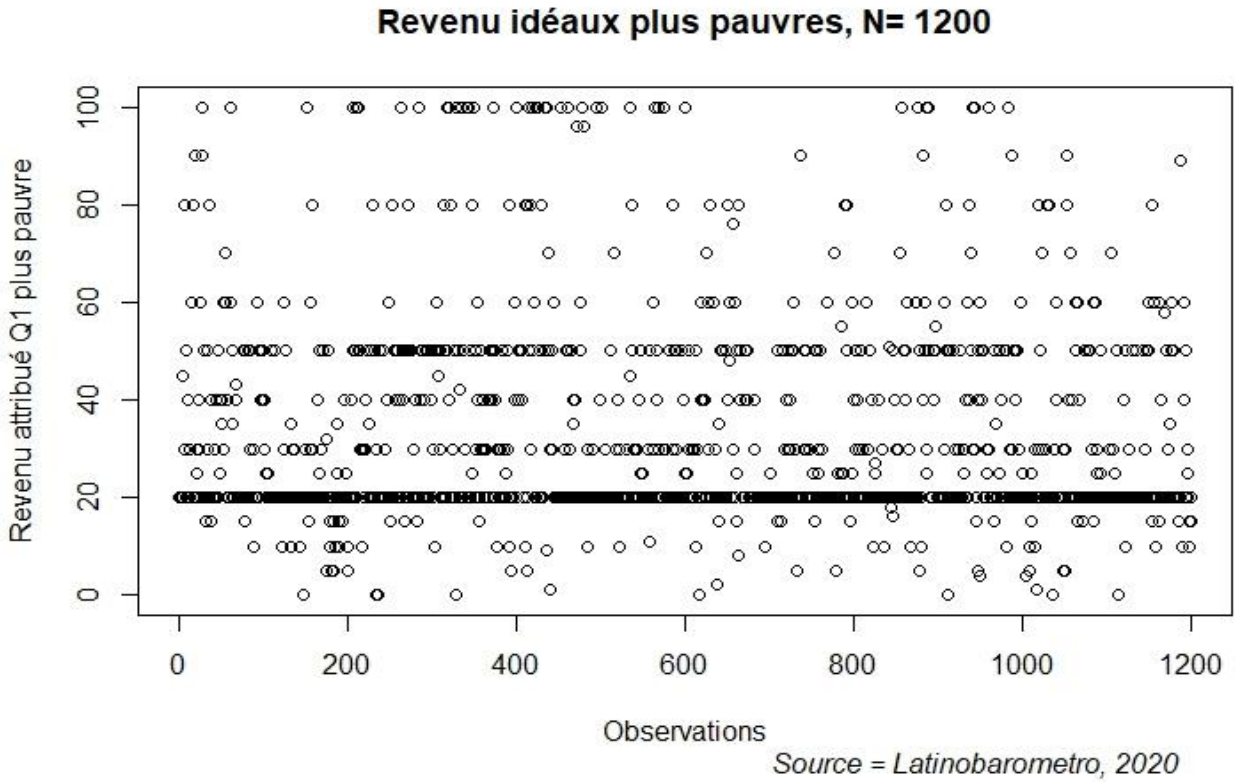
Annexe 160. Graphique 160. Boîte à moustaches identification cas atypiques ou outliers.



Annexe 161. Graphique 161. Distribution revenus idéaux.



Annexe 162. Graphique 162. Distribution réponses revenus idéaux.



Annexe 163. Tableau 163. Croyances. Matrice de corrélations revenus idéaux quintile le plus pauvre et autres quintiles.

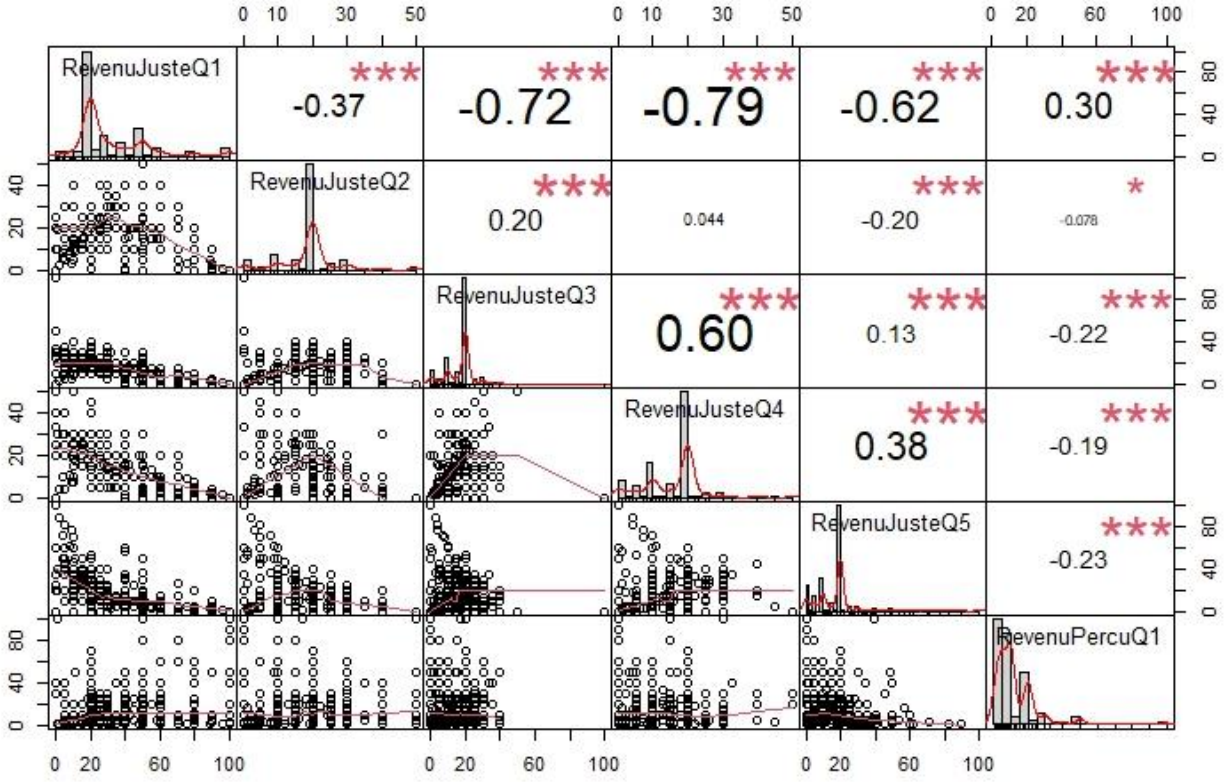
Table 163

Means, standard deviations, and correlations with confidence intervals

Variable	*M*	*SD*	1	2	3	4	5
1. RevenuJusteQ1	32.62	21.21					
2. RevenuJusteQ2	18.93	8.14	-.37** [-.42, -.32]				
3. RevenuJusteQ3	16.75	7.65	-.72** [-.75, -.69]	.20** [.15, .26]			
4. RevenuJusteQ4	15.53	7.61	-.79** [-.81, -.76]	.04 [-.01, .10]	.60** [.56, .63]		
5. RevenuJusteQ5	16.17	10.82	-.62** [-.65, -.58]	-.20** [-.26, -.15]	.13** [.08, .19]	.38** [.33, .43]	
6. RevenuPercuQ1	13.20	13.83	.30** [.24, .35]	-.08* [-.14, -.02]	-.22** [-.27, -.16]	-.19** [-.25, -.14]	-.23** [-.28, -.17]

Note. *M* and *SD* are used to represent mean and standard deviation, respectively. Values in square brackets indicate the 95% confidence interval for each correlation. The confidence interval is a plausible range of population correlations that could have caused the sample correlation (Cumming, 2014). * indicates $p < .05$. ** indicates $p < .01$.

Annexe 164. Représentation corrélations aux autres quintiles de revenu tableau 163.



Annexe 165. Tableau 165. Croyances. Matrice de corrélations revenus idéaux quintile le plus pauvre et variables SES.

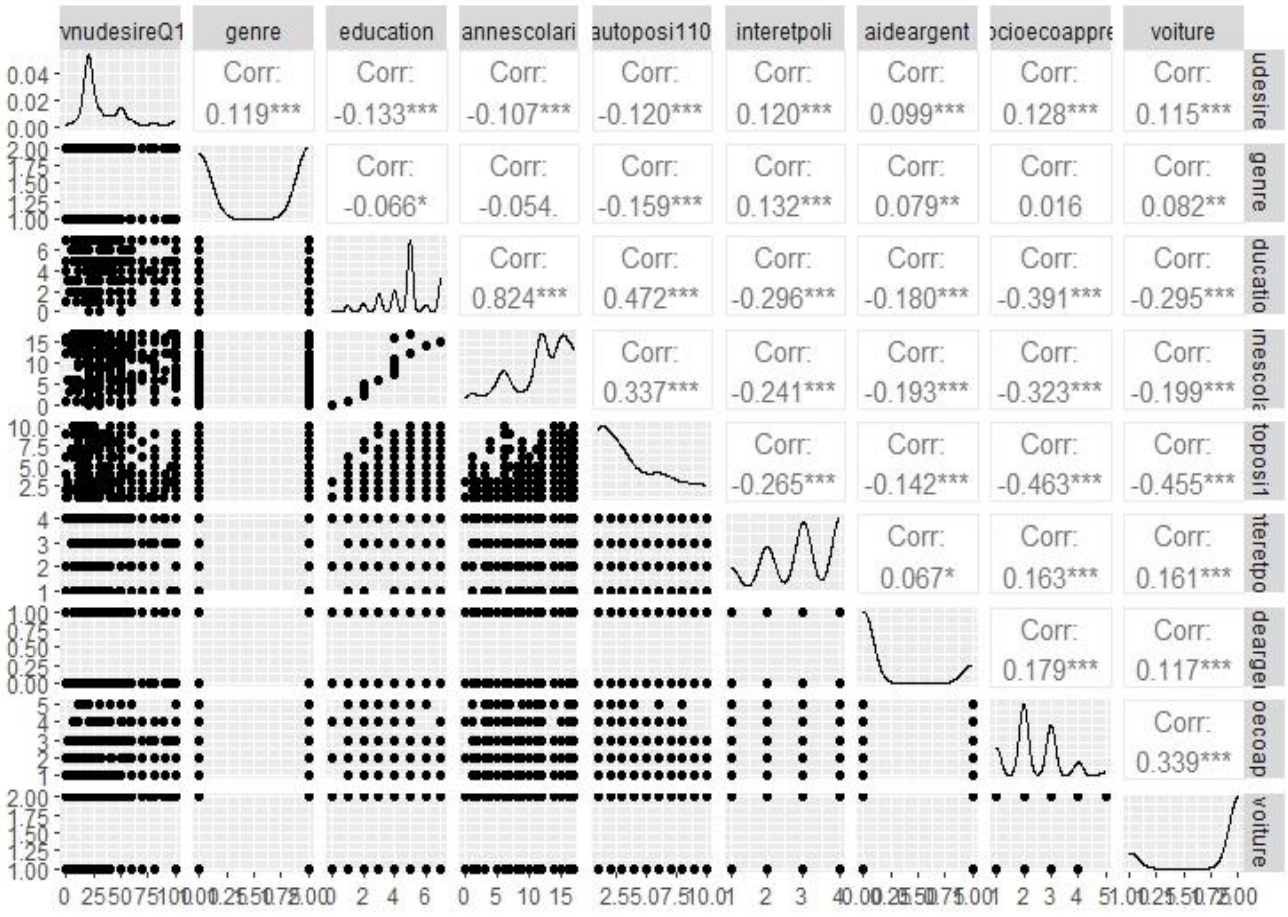
Table 165

Means, standard deviations, and correlations with confidence intervals

Variable	*M*	*SD*	1
1. rvnudesireQ1	32.62	21.21	
2. genre	1.52	0.50	.12** [.06, .17]
3. éducation	4.78	1.59	-.13** [-.19, -.08]
4. annescolari	11.84	4.47	-.11** [-.16, -.05]
5. autoposi110	3.76	2.67	-.12** [-.18, -.06]
6. interetpoli	2.91	1.00	.12** [.06, .18]
7. aideargent	0.20	0.40	.10** [.04, .16]
8. socioecoapprec	2.37	0.93	.13** [.07, .18]
9. voiture	1.82	0.38	.11** [.06, .17]

Note. *M* and *SD* are used to represent mean and standard deviation, respectively. Values in square brackets indicate the 95% confidence interval for each correlation. The confidence interval is a plausible range of population correlations that could have caused the sample correlation (Cumming, 2014). * indicates $p < .05$. ** indicates $p < .01$.

Annexe 166. Graphique 166. Section 2.3. Croyances. Représentation corrélations revenus idéaux aux variables SES du tableau 165.

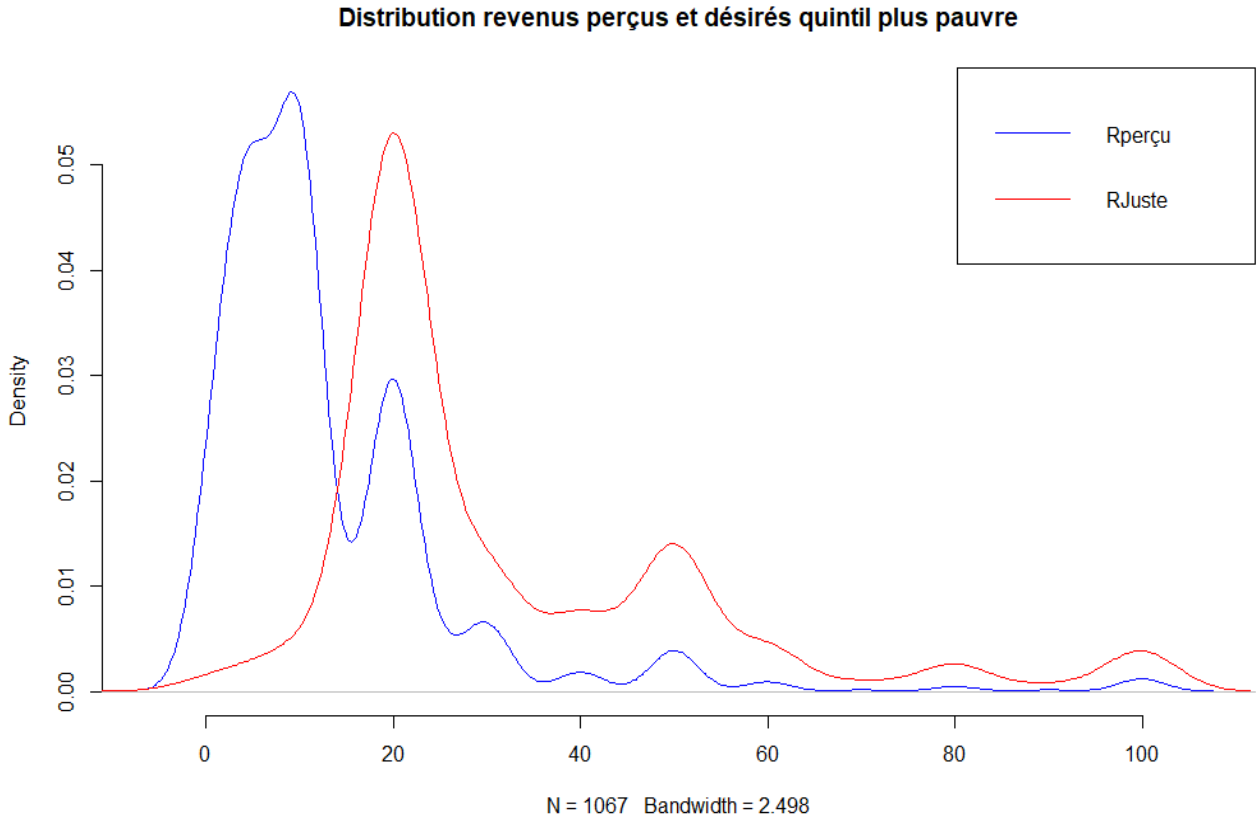


Annexe 167. Tableau 167. Croyances. Modèles de régression multiple revenus idéaux plus pauvres.

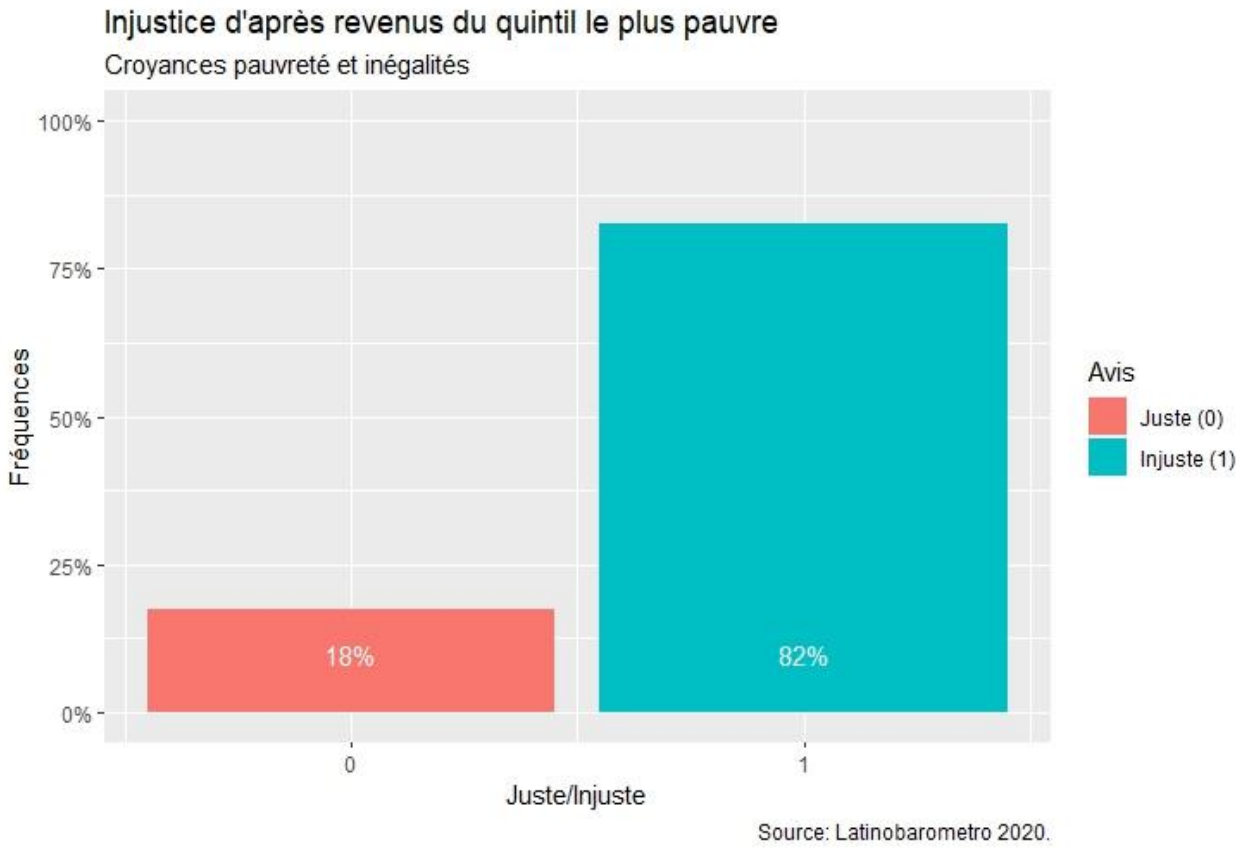
	Model 1	Model 2	Model 3
(Intercept)	-0.27 ***	-0.19 ***	-0.20 ***
	[-0.42, -0.12]	[-0.27, -0.11]	[-0.28, -0.12]
rvnpercu	0.23 ***	0.23 ***	0.25 ***
	[0.17, 0.28]	[0.18, 0.28]	[0.20, 0.30]
genre	0.20 ***	0.17 **	0.18 ***
	[0.09, 0.31]	[0.07, 0.28]	[0.08, 0.29]
education	-0.05		
	[-0.15, 0.05]		
annescolari	0.04		
	[-0.05, 0.13]		
autoposi	0.02		
	[-0.05, 0.09]		
interetpoli	0.07 *	0.07 *	
	[0.01, 0.13]	[0.01, 0.12]	
aideargent	0.23 **	0.19 **	0.23 ***
	[0.08, 0.37]	[0.06, 0.33]	[0.10, 0.36]
socioecoapprec	0.07 *	0.05	
	[0.00, 0.13]	[-0.00, 0.11]	
voiture	0.07		
	[-0.09, 0.23]		
N	948	1052	1063
R2	0.13	0.11	0.10

All continuous predictors are mean-centered and scaled by 1 standard deviation. The outcome variable is in its original units. *** p < 0.001; ** p < 0.01; * p < 0.05.

Annexe 168. Graphique 168. Croyances. Distribution Indice de justice d'après revenus perçus et idéaux du quintile le plus pauvre.



Annexe 169. Graphique 169. Croyances. Distribution indice de justice d'après revenus perçus et idéaux du quintile le plus pauvre.



Annexe 170. Tableau 170. Section 2.3. Croyances. Matrice de corrélations indice de justice.

Table 170
Means, standard deviations, and correlations with confidence intervals

Variable	*M*	*SD*	1
1. InjustRevpvs	0.82	0.38	
2. RvnpercuQ1	13.20	13.83	-.55** [-.59, -.51]
3. RvnpercuQ5	44.42	26.34	.40** [.35, .45]
4. RevenuJusteQ1	32.62	21.21	.18** [.12, .24]
5. RevenuJusteQ3	16.75	7.65	-.13** [-.19, -.07]
6. RevenuJusteQ4	15.53	7.61	-.20** [-.26, -.14]
7. education	4.78	1.59	.13** [.07, .19]
8. annescolari	11.84	4.47	.13** [.07, .19]
9. satisdemo	3.09	0.83	.11** [.05, .17]
10. positioparents	4.04	2.21	.12** [.06, .19]
11. garantdroipvs	2.74	1.06	.16** [.10, .22]
12. aideedusante	0.66	0.50	.15** [.09, .20]

Note. M and *SD* are used to represent mean and standard deviation, respectively. Values in square brackets indicate the 95% confidence interval for each correlation. The confidence interval is a plausible range of population correlations that could have caused the sample correlation (Cumming, 2014). * indicates $p < .05$. ** indicates $p < .01$.

Annexe 171. Tableau 171. Section 2.3. Croyances. Matrice de corrélations magnitude injustice perçue.

Table 171

Means, standard deviations, and correlations with confidence intervals

Variable	*M*	*SD*	1
1. Indexinjustice	1.13	1.07	
2. rvnpercu	13.20	13.83	-.63** [-.66, -.59]
3. rvndesire	32.62	21.21	.33** [.27, .38]
4. region	170006.47	2.70	-.11** [-.17, -.05]
5. annescolari	11.84	4.47	.11** [.05, .17]
6. progrespays	2.06	0.67	.11** [.05, .17]
7. situapays	3.37	0.84	.13** [.07, .19]
8. evosituapays	3.73	1.09	.12** [.06, .17]
9. garantiepvs	2.82	0.87	.14** [.08, .20]
10. aceptaineg	4.33	2.70	-.14** [-.20, -.08]
11. aideservpub	0.42	0.49	.12** [.06, .17]

Note. *M* and *SD* are used to represent mean and standard deviation, respectively. Values in square brackets indicate the 95% confidence interval for each correlation. The confidence interval is a plausible range of population correlations that could have caused the sample correlation (Cumming, 2014). * indicates $p < .05$. ** indicates $p < .01$.

Annexe 172. Tableau 172. Croyances. Modèles de régression multiple magnitude injustice sociale perçue.

	Model 1	Model 2	Model 3
(Intercept)	-0.02	-0.02	0.01
	[-0.06, 0.03]	[-0.06, 0.03]	[-0.02, 0.04]
rvnpercu	-0.77 ***	-0.77 ***	-0.78 ***
	[-0.81, -0.73]	[-0.81, -0.74]	[-0.81, -0.74]
rvndesire	0.55 ***	0.55 ***	0.55 ***
	[0.52, 0.59]	[0.51, 0.58]	[0.51, 0.58]
region	-0.05 **	-0.06 **	
	[-0.09, -0.02]	[-0.09, -0.02]	
annescolari	0.02		
	[-0.01, 0.06]		
progrespays	-0.00		
	[-0.04, 0.03]		
situapays	0.01		
	[-0.03, 0.05]		
evosituapays	0.00		
	[-0.04, 0.04]		
garantiepvs	0.02	0.02	
	[-0.02, 0.06]	[-0.01, 0.06]	
aceptaineg	-0.08 ***	-0.09 ***	-0.10 ***
	[-0.12, -0.05]	[-0.12, -0.05]	[-0.13, -0.06]
aideservpub	0.08 *	0.08 *	
	[0.01, 0.15]	[0.01, 0.15]	
N	988	1015	1029
R2	0.71	0.71	0.70

All continuous predictors are mean-centered and scaled by 1 standard deviation. The outcome variable is in its original units. *** p < 0.001; ** p < 0.01; * p < 0.05.

Annexe 173. Tableau 173. Croyances. Statistiques descriptives revenus perçus et idéaux quintil le plus pauvre 13 pays Amérique Latine.

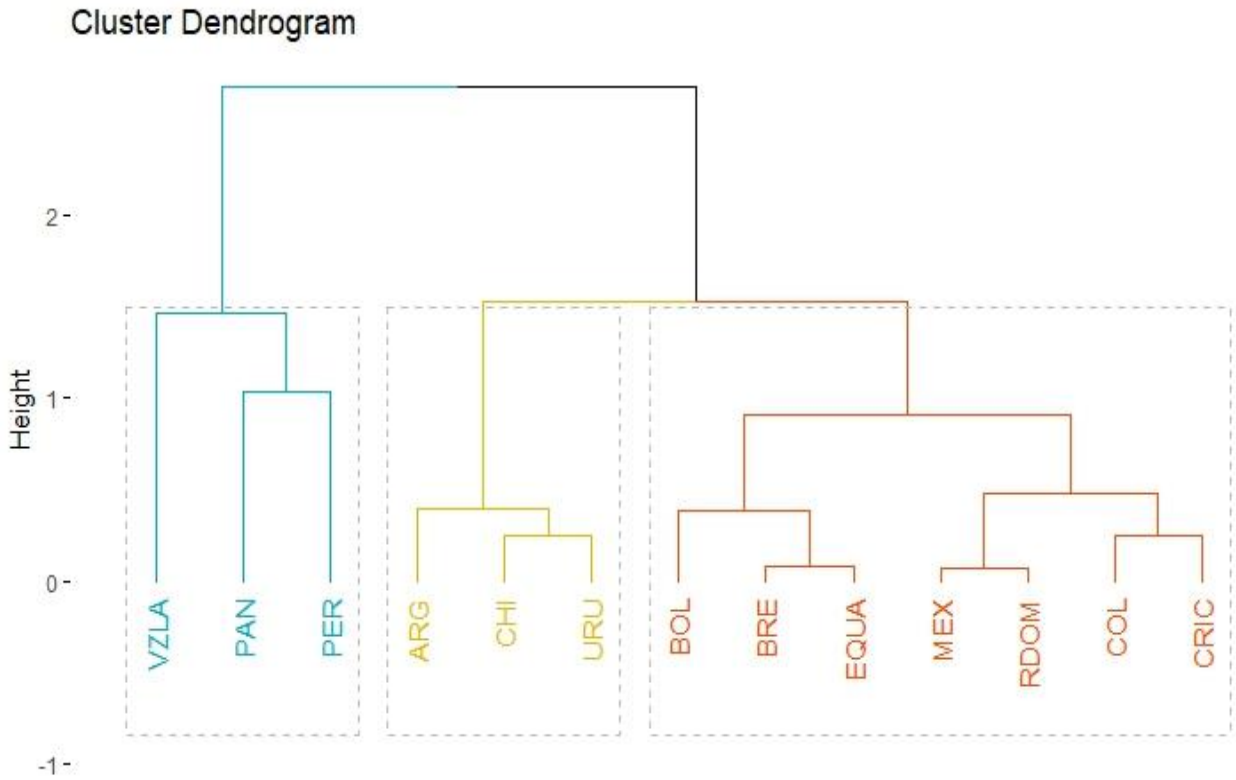
Tableau 173

Statistiques descriptives 13 pays AL. Revenus perçus et idéaux quintil le plus pauvre.

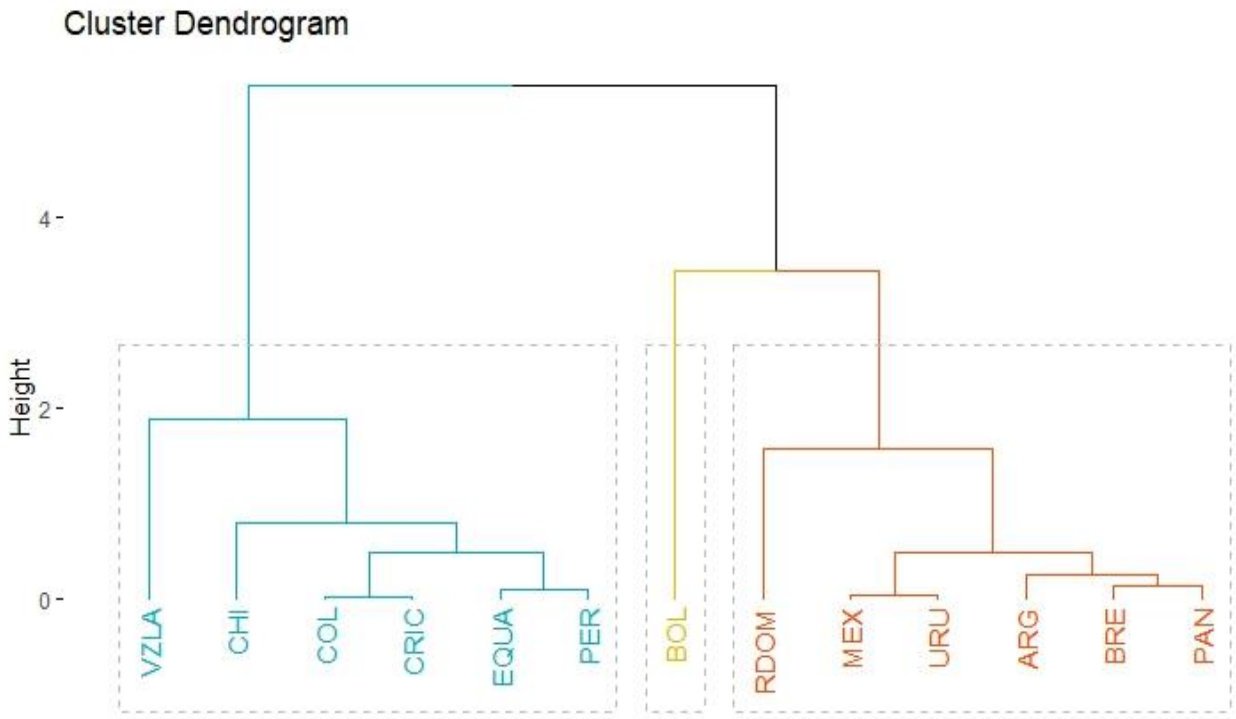
PAYS	MoyennePerc	Medianneperc	MoyenneJust	MedianneJust	ratioJP	LogratioJP
ARG	12.98	5.00	28.28	20.00	2.18	0.78
BOL	34.52	20.00	39.92	20.00	1.16	0.15
BRE	18.14	10.00	37.51	20.00	2.07	0.73
CHI	9.52	5.00	26.72	20.00	2.81	1.03
COL	13.20	10.00	32.62	20.00	2.47	0.90
CRIC	12.67	10.00	31.22	20.00	2.47	0.90
EQUA	14.40	10.00	37.94	20.00	2.63	0.97
MEX	17.29	10.00	34.48	20.00	1.99	0.69
PAN	21.07	20.00	44.65	30.00	2.12	0.75
PER	14.94	10.00	38.75	30.00	2.59	0.95
RDOM	21.30	10.00	34.88	20.00	1.64	0.49
URU	12.58	10.00	25.33	20.00	2.01	0.70
VZLA	12.11	9.00	39.10	25.00	3.23	1.17

Note. Source : Latinobarometro 2020, P73NPN_01 et P74NPN_01.

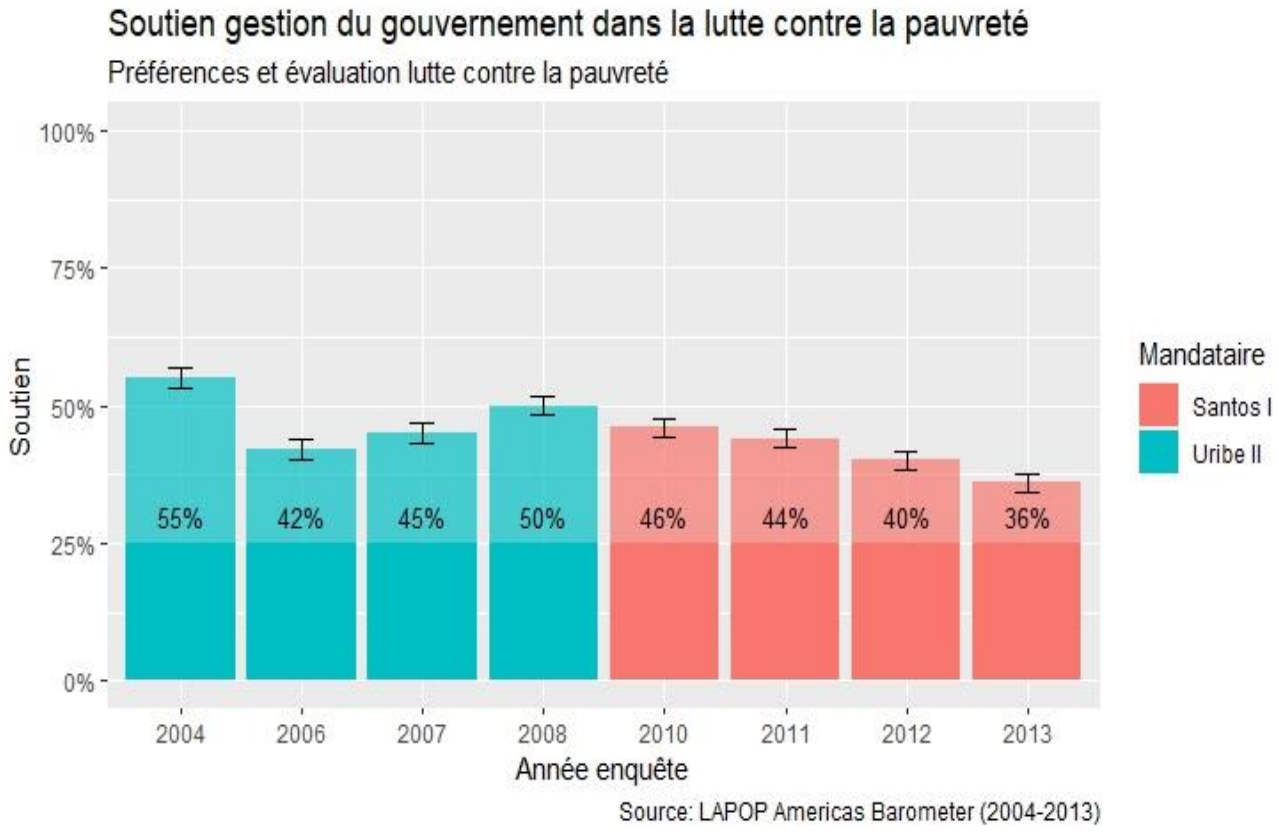
Annexe 174.Graphique 174. Croyances. Graphique clusters d'âpres revenus idéaux ou justes des plus pauvres 13 pays.



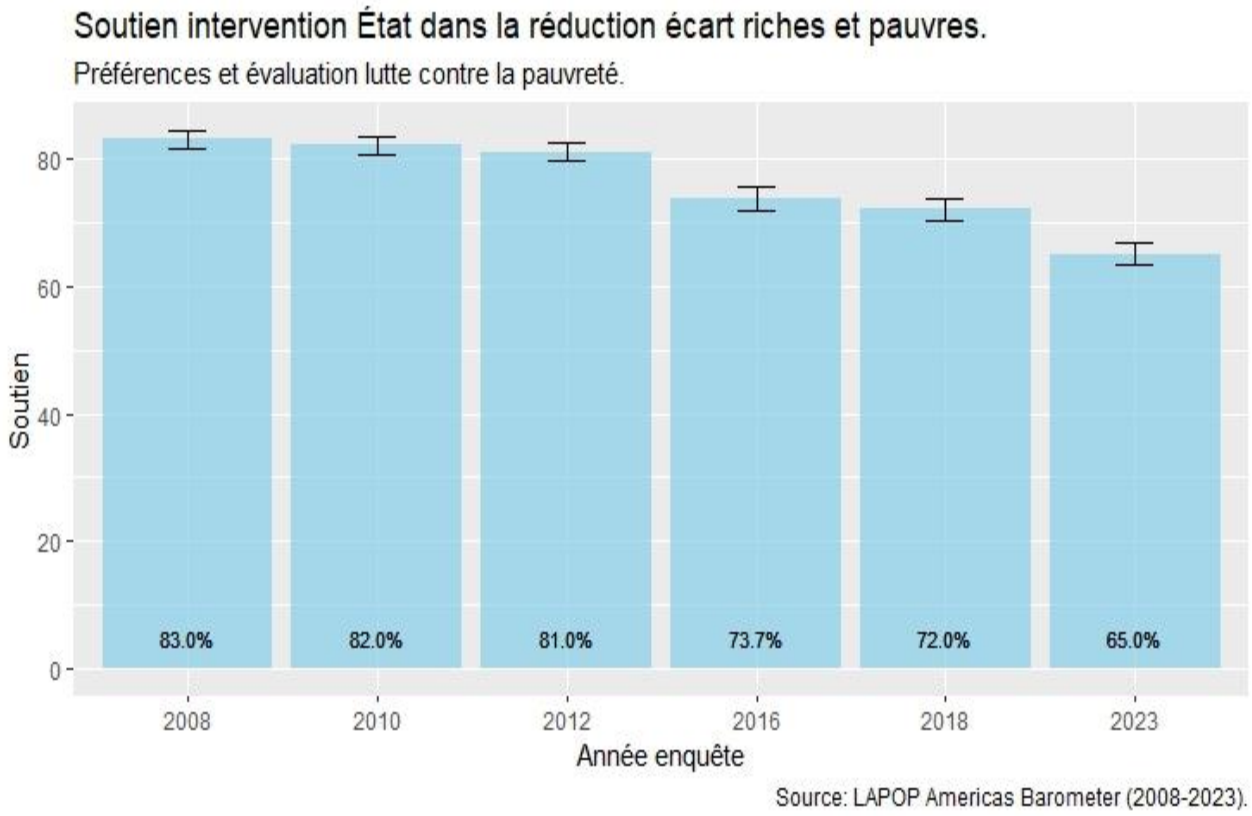
Annexe 175. Graphique 175. Croyances. Graphique clusters d'après Indice injustice 13 pays.



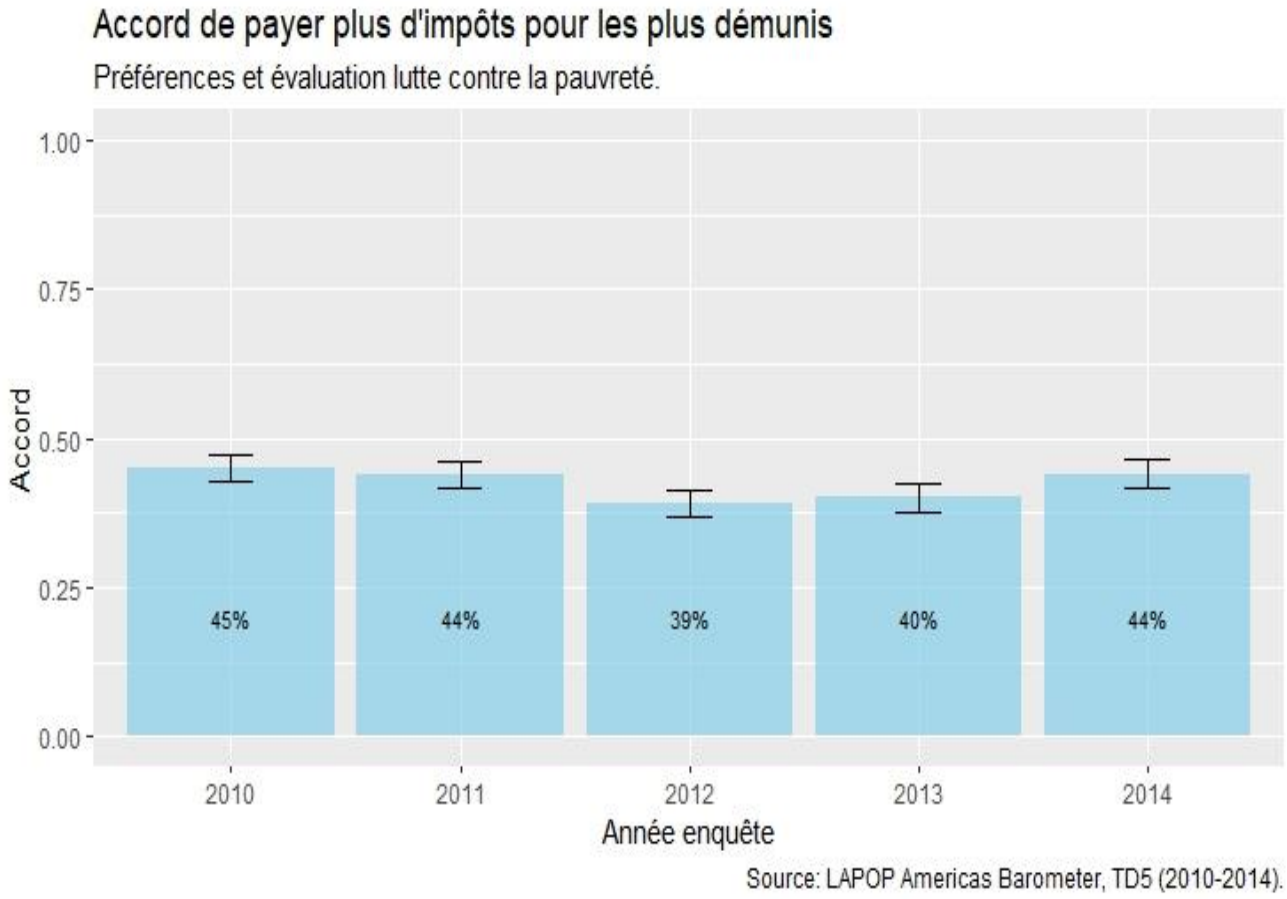
Annexe 176. Introduction préférences. Évaluation lutte contre la pauvreté menée par l'exécutif (2002-2013).



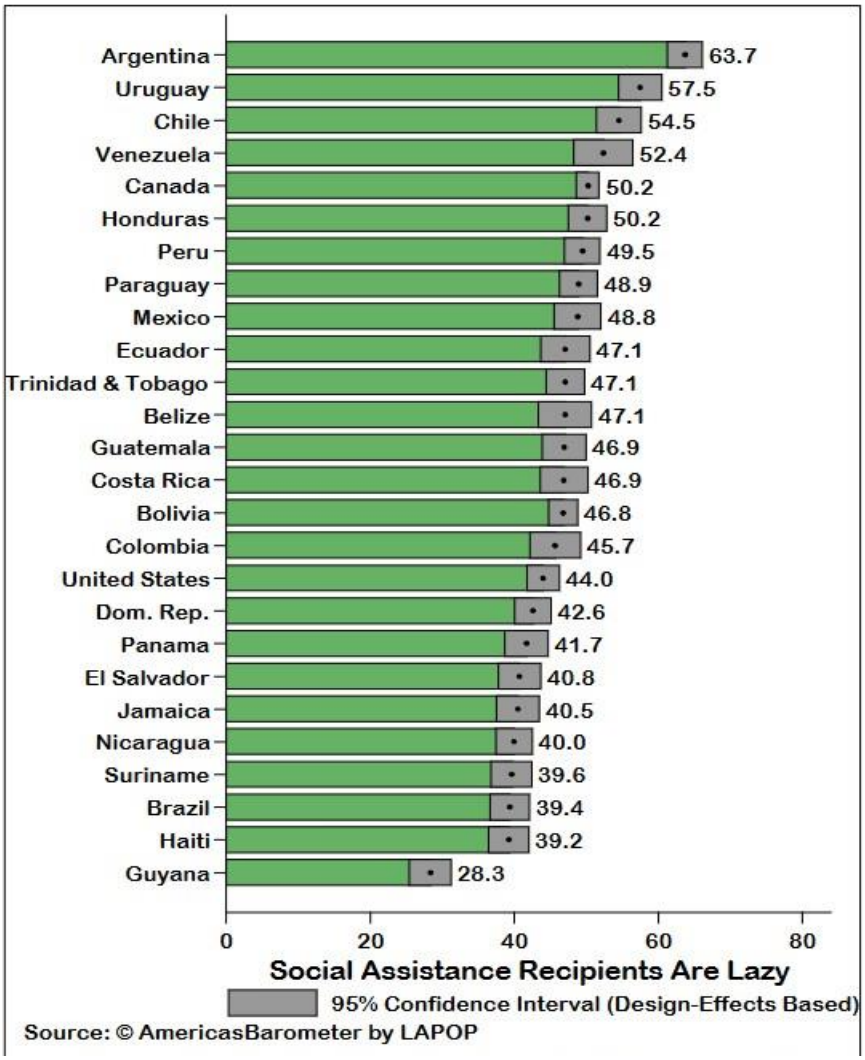
Annexe 177. Introduction préférences. Soutien de politiques fermes afin de réduire l'écart entre riches et pauvres (2008-2023).



Annexe 178. Introduction préférences. Accord de payer plus d'impôts en faveur des plus démunis.



Annexe 179. Image 179. Accord sur la paresse des bénéficiaires 26 pays Amérique. Source : Rapport LAPOP (2012).



Annexe 180. Préférences. Matrice de corrélations sur variable paresse des bénéficiaires de l'assistance publique.

Table 180

Means, standard deviations, and correlations with confidence intervals

Variable	*M*	*SD*	1
1. cctparesse	3.74	2.00	
2. stratecol	1.93	1.56	.08* [.00, .16]
3. allocataire	1.83	0.38	.14** [.06, .21]
4. bandsquartier	2.89	1.13	-.11** [-.18, -.04]
5. confiinstipoli	4.96	1.74	-.10** [-.17, -.02]
6. classesubjective	3.72	0.97	-.13** [-.20, -.06]
7. inebonneffort	3.29	1.98	.10** [.02, .17]
8. vote	1.39	0.49	.13** [.06, .20]

Note. *M* and *SD* are used to represent mean and standard deviation, respectively. Values in square brackets indicate the 95% confidence interval for each correlation. The confidence interval is a plausible range of population correlations that could have caused the sample correlation (Cumming, 2014). * indicates $p < .05$. ** indicates $p < .01$.

Annexe 181. Préférences. Coefficients de régression sur paresse des bénéficiaires comme variable dépendante.

Table 181

Regression results using cctparesse as the criterion

Predictor	*b*	*b* 95% CI [LL, UL]	*beta*	*beta* 95% CI [LL, UL]	sr^2	sr^2 95% CI [LL, UL]	*r*	Fit
(Intercept)	0.01	[-0.07, 0.08]						
allocataire	0.12**	[0.04, 0.19]	0.12	[0.04, 0.19]	.01	[-.00, .03]	.13**	
classesubjective	-0.12**	[-0.19, -0.05]	-0.12	[-0.19, -0.05]	.01	[-.00, .03]	-.13**	
								R^2 = .031** 95% CI[.01,.06]

Note. A significant *b*-weight indicates the beta-weight and semi-partial correlation are also significant. *b* represents unstandardized regression weights. *beta* indicates the standardized regression weights. sr^2 represents the semi-partial correlation squared. *r* represents the zero-order correlation. *LL* and *UL* indicate the lower and upper limits of a confidence interval, respectively.
* indicates $p < .05$. ** indicates $p < .01$.

Annexe 182. Tableau 182. Préférences d'investissement des Colombiens dans les populations pauvres.

Tableau 182

S6NPN. Préférences d'investissement des Colombiens dans les populations pauvres.

Options	Mentions	Pourcentage	Pourcentage sur 1200 cas
Argent	242.00	6.06	20.17
Aliments	482.00	12.07	40.17
TravailEmploi	1,005.00	25.17	83.75
Logement	670.00	16.78	55.83
EducationSante	799.00	20.01	66.58
ServicesPublics	507.00	12.70	42.25
Internet	288.00	7.21	24.00
Transport	0.00	0.00	0.00
Total	3,993.00	100.00	332.75

Note. Données du Latinobarometro version 2020. Questions S6npn_01 à S6npn_09

Annexe 183. Diagramme circulaire préférences d'investissement plus pauvres.

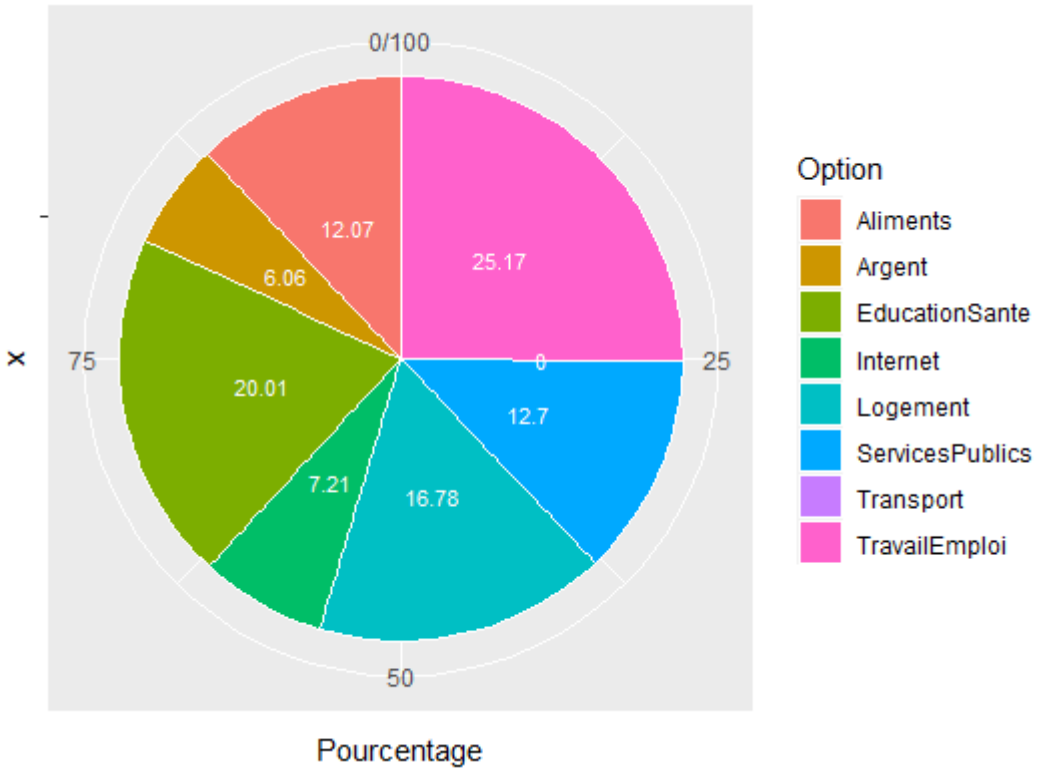


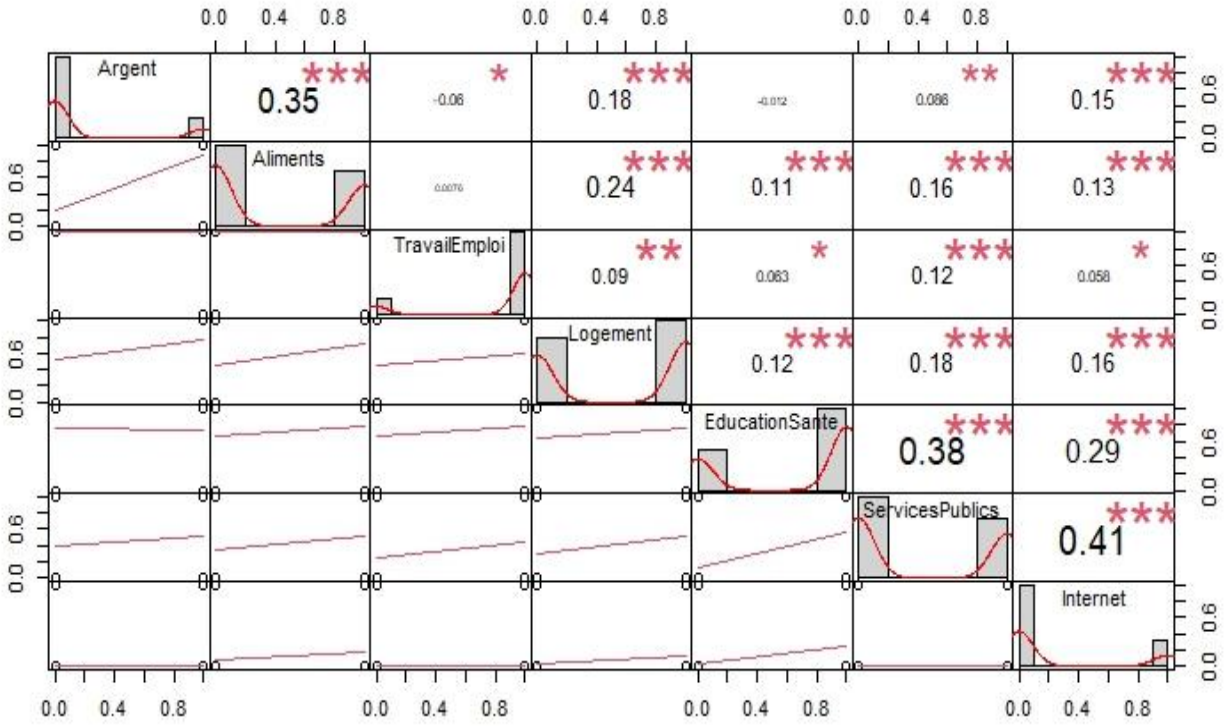
Table 184

Means, standard deviations, and correlations with confidence intervals

Variable	*M*	*SD*	1	2	3	4	5	6
1. Argent	0.20	0.40						
2. Aliments	0.40	0.49	.35** [.30, .40]					
3. TravailEmploi	0.84	0.37	-.06* [-.12, -.00]	.01 [-.05, .06]				
4. Logement	0.56	0.50	.18** [.12, .23]	.24** [.18, .29]	.09** [.03, .15]			
5. EducationSante	0.67	0.47	-.01 [-.07, .04]	.11** [.06, .17]	.06* [.01, .12]	.12** [.07, .18]		
6. ServicesPublics	0.42	0.49	.09** [.03, .14]	.16** [.10, .22]	.12** [.06, .17]	.18** [.12, .23]	.38** [.33, .43]	
7. Internet	0.24	0.43	.15** [.09, .20]	.13** [.07, .19]	.06* [.00, .11]	.16** [.10, .21]	.29** [.24, .34]	.41** [.36, .45]

Note. *M* and *SD* are used to represent mean and standard deviation, respectively. Values in square brackets indicate the 95% confidence interval for each correlation. The confidence interval is a plausible range of population correlations that could have caused the sample correlation (Cumming, 2014). * indicates $p < .05$. ** indicates $p < .01$.

Annexe 185. Graphique 185. Corrélations entre options d'aide tableau 184.



Annexe 186. Tableau 186. Matrice corrélations option d'aide par le travail.

Table 186

Means, standard deviations, and correlations with confidence intervals

Variable	*M*	*SD*	1	2	3	4	5	6	7
1. AideTravail	0.84	0.37							
2. GarantOpTravail	2.96	0.73	.07* [.02, .13]						
3. AceptIne s	4.33	2.70	-.08** [-.14, -.03]	-.13** [-.19, -.07]					
4. TravailleursMoins	0.62	0.49	.15** [.09, .20]	.01 [-.05, .07]	-.13** [-.19, -.07]				
5. EntreprePlus	0.28	0.45	.08** [.02, .13]	.03 [-.03, .09]	-.06* [-.12, -.01]	.14** [.09, .20]			
6. PireInetempstravail	0.46	0.50	.12** [.06, .18]	.10** [.04, .16]	-.17** [-.23, -.12]	.19** [.14, .25]	.11** [.05, .17]		
7. PireIneOppotravail	0.56	0.50	.18** [.13, .24]	.12** [.06, .17]	-.13** [-.18, -.07]	.18** [.13, .24]	.13** [.08, .19]	.29** [.23, .34]	
8. PireIneRichPvrs	0.47	0.50	.10** [.04, .15]	.03 [-.03, .09]	-.13** [-.19, -.08]	.17** [.11, .23]	.15** [.10, .21]	.27** [.21, .32]	.20** [.15, .26]

Note. *M* and *SD* are used to represent mean and standard deviation, respectively. Values in square brackets indicate the 95% confidence interval for each correlation. The confidence interval is a plausible range of population correlations that could have caused the sample correlation (Cumming, 2014). * indicates $p < .05$. ** indicates $p < .01$.

Annexe 187. Tableau 187. Matrice de corrélations option aide par l'argent.

Table 187
Means, standard deviations, and correlations with confidence intervals

Variable	*M*	*SD*	1
1. AideArgent	-0.00	1.00	
2. Aidenourriture	0.00	1.00	.41** [.37, .46]
3. Aidelogement	-0.00	1.00	.26** [.21, .32]
4. AideServPublic	0.00	1.00	.18** [.12, .23]
5. AideInternet	-0.00	1.00	.24** [.19, .29]
6. RevJustePauvres	0.00	1.00	.09** [.03, .14]
7. Revenusubjectif	0.00	1.00	.15** [.09, .20]
8. Autoposiechelle1_10	0.00	1.00	-.13** [-.19, -.08]
9. AnneeScolarite	-0.00	1.00	-.16** [-.21, -.10]
10. Education	-0.00	1.00	-.15** [-.20, -.09]
11. Pasamanger	-0.00	1.00	.12** [.06, .17]
12. ConfiEglise	-0.00	1.00	-.09** [-.15, -.04]

Note. *M* and *SD* are used to represent mean and standard deviation, respectively. Values in square brackets indicate the 95% confidence interval for each correlation. The confidence interval is a plausible range of population correlations that could have caused the sample correlation (Cumming, 2014). * indicates $p < .05$. ** indicates $p < .01$.

Annexe 188. Tableau 188. Matrice de corrélations option aide aliments.

Table 188

Means, standard deviations, and correlations with confidence intervals

Variable	*M*	*SD*	1	2	3	4	5	6
1. Aidenourriture	0.39	0.51						
2. AideArgent	0.19	0.43	.41** [.37, .46]					
3. Aidelogement	0.55	0.52	.31** [.26, .36]	.26** [.21, .32]				
4. AideInternet	0.23	0.45	.21** [.16, .27]	.24** [.19, .29]	.24** [.19, .30]			
5. Autoposi110	3.76	2.67	-.14** [-.20, -.08]	-.13** [-.19, -.08]	-.05 [-.11, .01]	.18** [.12, .23]		
6. Pasamanger	1.87	0.94	.16** [.10, .21]	.12** [.06, .17]	.04 [-.01, .10]	-.03 [-.08, .03]	-.35** [-.40, -.30]	
7. PireinegaTravail	0.22	0.41	.15** [.10, .21]	.13** [.07, .18]	.10** [.04, .15]	.24** [.19, .30]	.07* [.01, .13]	.00 [-.06, .06]

Note. *M* and *SD* are used to represent mean and standard deviation, respectively. Values in square brackets indicate the 95% confidence interval for each correlation. The confidence interval is a plausible range of population correlations that could have caused the sample correlation (Cumming, 2014). * indicates $p < .05$. ** indicates $p < .01$.

Annexe 189. Tableau 189. Matrice de corrélations option aide logement.

Table 189

Means, standard deviations, and correlations with confidence intervals

Variable	*M*	*SD*	1	2	3	4	5	6
1. AideLogement	0.55	0.52						
2. Aidenourriture	0.39	0.51	.31** [.26, .36]					
3. AideArgent	0.19	0.43	.26** [.21, .32]	.41** [.37, .46]				
4. ADServPubli	0.41	0.52	.26** [.20, .31]	.24** [.18, .29]	.18** [.12, .23]			
5. Pvsrecoismoins	0.75	0.43	.12** [.07, .18]	.11** [.05, .17]	.11** [.05, .16]	.04 [-.02, .10]		
6. RichesrecoiPLus	0.42	0.49	.15** [.09, .20]	.11** [.05, .16]	.11** [.05, .17]	.10** [.04, .15]	.17** [.12, .23]	
7. PireineRichPau	0.47	0.50	.11** [.05, .16]	.09** [.03, .14]	.03 [-.03, .08]	.22** [.17, .28]	.09** [.03, .14]	.12** [.06, .18]

Note. *M* and *SD* are used to represent mean and standard deviation, respectively. Values in square brackets indicate the 95% confidence interval for each correlation. The confidence interval is a plausible range of population correlations that could have caused the sample correlation (Cumming, 2014). * indicates $p < .05$. ** indicates $p < .01$.

Annexe 190. Tableau 190. Matrice de corrélations option aide accès santé et logement.

Table 190

Means, standard deviations, and correlations with confidence intervals

Variable	*M*	*SD*	1
1. AideEducSante	0.66	0.50	
2. AideServPublic	0.41	0.52	.45** [.40, .49]
3. AideInternet	0.23	0.45	.37** [.32, .41]
4. RevPercuPauvres	13.20	13.83	-.14** [-.19, -.08]
5. Age	40.46	16.28	-.13** [-.19, -.08]
6. TailleCommune	5.06	2.89	.14** [.08, .19]
7. Autoposiechelle1_10	3.76	2.67	.18** [.12, .24]
8. AnneeScolarite	11.84	4.47	.20** [.15, .25]
9. InegAcceptable	4.33	2.70	-.12** [-.18, -.06]
10. Pasamanger	1.87	0.94	-.11** [-.17, -.05]
11. ConfiPresident	2.90	1.01	.11** [.06, .17]
12. PireineClasses	0.39	0.49	.20** [.14, .25]
13. PireineEduca	0.57	0.50	.23** [.17, .28]
14. PireinegaJustice	0.46	0.50	.13** [.08, .19]
15. PireineRiPau	0.47	0.50	.23** [.17, .28]
16. PireineRurUrb	0.23	0.42	.13** [.08, .19]

Note. *M* and *SD* are used to represent mean and standard deviation, respectively. Values in square brackets indicate the 95% confidence interval for each correlation. The confidence interval is a plausible range of population correlations that could have caused the sample correlation (Cumming, 2014). * indicates $p < .05$. ** indicates $p < .01$.

Annexe 191. Tableau 191. Matrice de corrélations option services publics.
Table 191

Means, standard deviations, and correlations with confidence intervals

Variable	*M*	*SD*	1
1. AideServPublic	0.41	0.52	
2. AideEducSante	0.66	0.50	.45** [.40, .49]
3. AideInternet	0.23	0.45	.46** [.42, .51]
4. RevPercuPauvres	13.20	13.83	-.12** [-.18, -.06]
5. Region	170006.47	2.70	-.12** [-.17, -.06]
6. TailleCommune	5.06	2.89	.12** [.07, .18]
7. Autoposiechelle1_10	3.76	2.67	.15** [.09, .21]
8. AnneeScolarite	11.84	4.47	.11** [.05, .16]
9. Education	4.78	1.59	.15** [.09, .20]
10. Voiture	1.82	0.38	-.12** [-.17, -.06]
11. IntePoli	2.91	1.00	-.15** [-.21, -.09]
12. DacManifs	2.49	0.85	-.13** [-.19, -.08]
13. PireinegaTravail	0.22	0.41	.15** [.10, .21]
14. PireineClasses	0.39	0.49	.21** [.16, .27]
15. PireineEduca	0.57	0.50	.13** [.07, .19]
16. PireinegaJustice	0.46	0.50	.18** [.13, .24]
17. PireineRichPau	0.47	0.50	.22** [.17, .28]
18. PireineRurUrb	0.23	0.42	.22** [.17, .28]

Note. *M* and *SD* are used to represent mean and standard deviation, respectively. Values in square brackets indicate the 95% confidence interval for each correlation. The confidence interval is a plausible range of population correlations that could have caused the sample correlation (Cumming, 2014). * indicates $p < .05$. ** indicates $p < .01$.

Annexe 192. Tableau 192. Matrice de corrélations option service internet.

Table 192

Means, standard deviations, and correlations with confidence intervals

Variable	*M*	*SD*	1
1. AideInternet	0.23	0.45	
2. AideServPublic	0.41	0.52	.46** [.42, .51]
3. AideEducSante	0.66	0.50	.37** [.32, .41]
4. TailleCommune	5.06	2.89	.10** [.05, .16]
5. Region	170006.47	2.70	-.12** [-.17, -.06]
6. Voiture	1.82	0.38	-.12** [-.17, -.06]
7. Education	4.78	1.59	.13** [.07, .19]
8. IntPolitik	2.91	1.00	-.14** [-.20, -.09]
9. RichesrecoiPLus	0.42	0.49	.13** [.08, .19]
10. PireinegaTravail	0.22	0.41	.24** [.19, .30]
11. PireineClasses	0.39	0.49	.17** [.11, .22]
12. PireineEduca	0.57	0.50	.14** [.09, .20]
13. PireinegaJustice	0.46	0.50	.13** [.07, .18]
14. PireineRichPau	0.47	0.50	.15** [.09, .21]
15. PireineRurUrb	0.23	0.42	.21** [.16, .27]

Note. *M* and *SD* are used to represent mean and standard deviation, respectively. Values in square brackets indicate the 95% confidence interval for each correlation. The confidence interval is a plausible range of population correlations that could have caused the sample correlation (Cumming, 2014). * indicates $p < .05$. ** indicates $p < .01$.

Annexe 193. Tableau 193. Distribution préférences en méthode d'assistance.

Tableau 193

Question S7NPN. Méthode d'accès des plus pauvres à l'assistance sociale.

Réponse	Observations	Pourcentage
Gratuit	459.00	0.38
Subventionné	721.00	0.60
NA	20.00	0.02
Total	1,200.00	1.00

Note. Données du Latinobarometro, version 2020. Questions S7npn

Annexe 194. Tableau 194. Matrice de corrélations préférences méthode d'assistance.

Table 194

Means, standard deviations, and correlations with confidence intervals

Variable	*M*	*SD*	1
1. Gratuit.Subvention	0.00	1.00	
2. Age	-0.00	1.00	.08** [.02, .13]
3. Education	-0.00	1.00	.10** [.05, .16]
4. SatisDemocratie	-0.00	1.00	-.10** [-.15, -.04]
5. TailleCommune	0.00	1.00	.11** [.05, .17]
6. Voiture	-0.00	1.00	-.09** [-.14, -.03]
7. AideNourriture	0.00	1.00	-.11** [-.16, -.05]
8. AideTravail	-0.00	1.00	.10** [.04, .16]

Note. M and *SD* are used to represent mean and standard deviation, respectively. Values in square brackets indicate the 95% confidence interval for each correlation. The confidence interval is a plausible range of population correlations that could have caused the sample correlation (Cumming, 2014). * indicates $p < .05$. ** indicates $p < .01$.

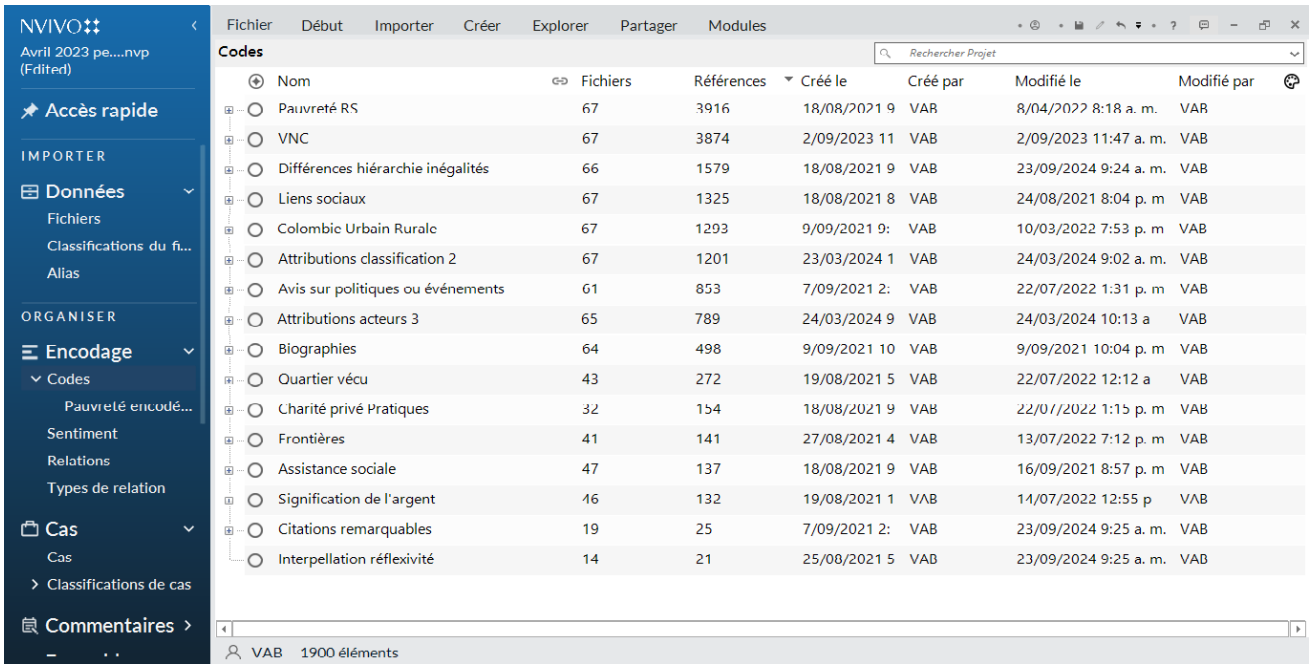
Annexe 195. Tableau 195. Préférences. Modèles de régression multiple gratuité de l'aide comme critère.

	Model 1	Model 2	Model 3
(Intercept)	-0.00	-0.23 **	-0.23 **
	[-0.06, 0.06]	[-0.37, -0.09]	[-0.37, -0.09]
TailleCommune	0.12 ***	0.09 **	0.08 **
	[0.07, 0.18]	[0.04, 0.15]	[0.03, 0.14]
SatisDemocratie	-0.10 ***	-0.11 ***	-0.10 ***
	[-0.16, -0.05]	[-0.17, -0.05]	[-0.16, -0.05]
Education		0.08 **	0.13 ***
		[0.02, 0.14]	[0.06, 0.19]
AideTravail		0.27 ***	0.27 ***
		[0.11, 0.43]	[0.12, 0.43]
Age			0.12 ***
			[0.06, 0.18]
nobs	1147	1145	1145
r.squared	0.02	0.04	0.05
adj.r.squared	0.02	0.04	0.05
sigma	0.99	0.98	0.98
statistic	14.42	12.32	12.76
p.value	0.00	0.00	0.00
df	2.00	4.00	5.00
logLik	-1613.15	-1600.73	-1593.74
AIC	3234.30	3213.45	3201.47
BIC	3254.48	3243.71	3236.78
deviance	1118.61	1098.07	1084.75
df.residual	1144.00	1140.00	1139.00
nobs.1	1147.00	1145.00	1145.00

All continuous predictors are mean-centered and scaled by 1 standard deviation. The outcome variable is in its original units. *** p < 0.001; ** p < 0.01; * p < 0.05.

Annexe 196. Chapitre 6. Images 196. Codification principale et capture d'écran NVIVO.

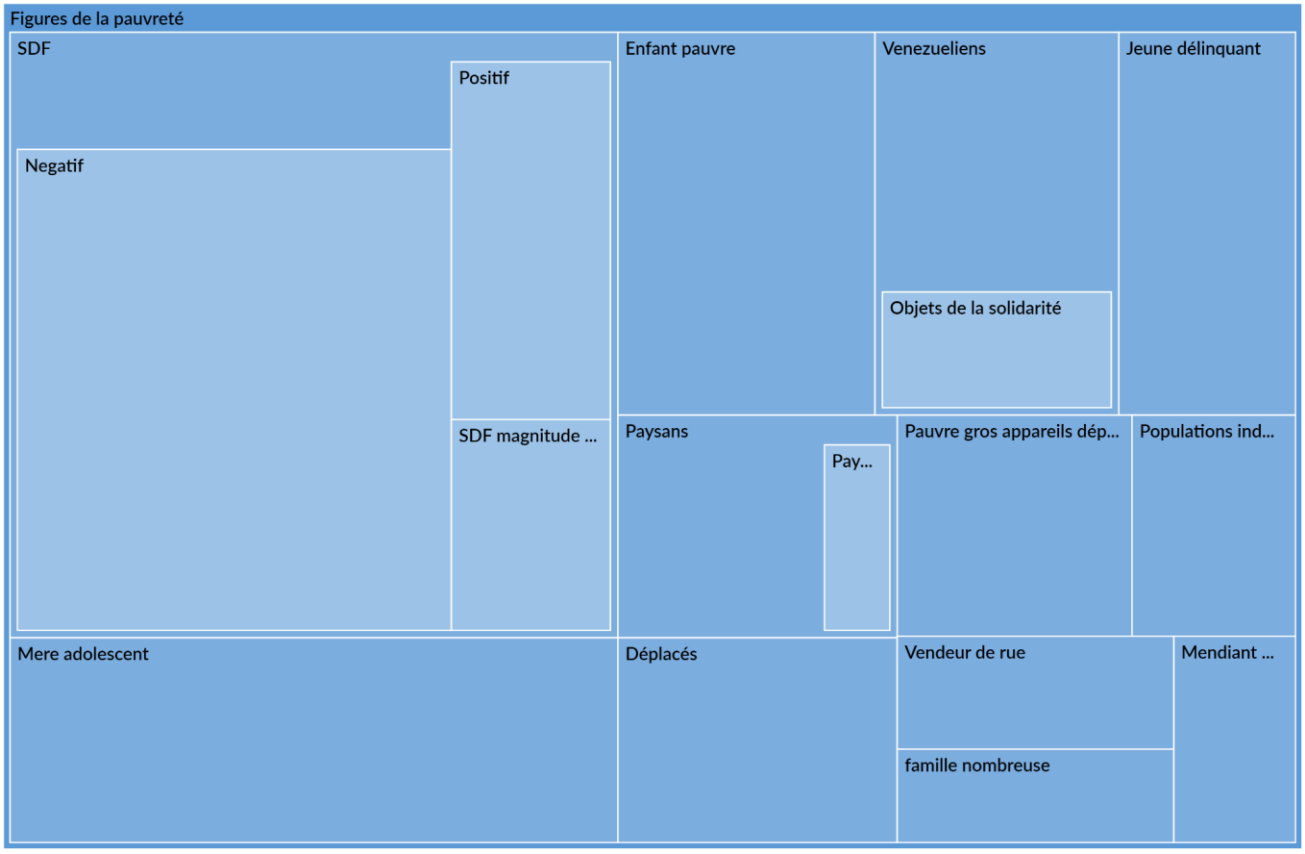
Nom	Fichiers	Références
Pauvreté RS	67	3916
VNC	67	3874
Différences hiérarchie inégalités	66	1579
Liens sociaux	67	1325
Colombie Urbain Rurale	67	1293
Avis sur politiques ou événements	61	853
Biographies	64	498
Quartier vécu	43	272
Charité privé Pratiques	32	154
Frontières	41	141
Assistance sociale	47	137
Signification de l'argent	46	132
Citations remarquables	19	25
Interpellation réflexivité	14	21



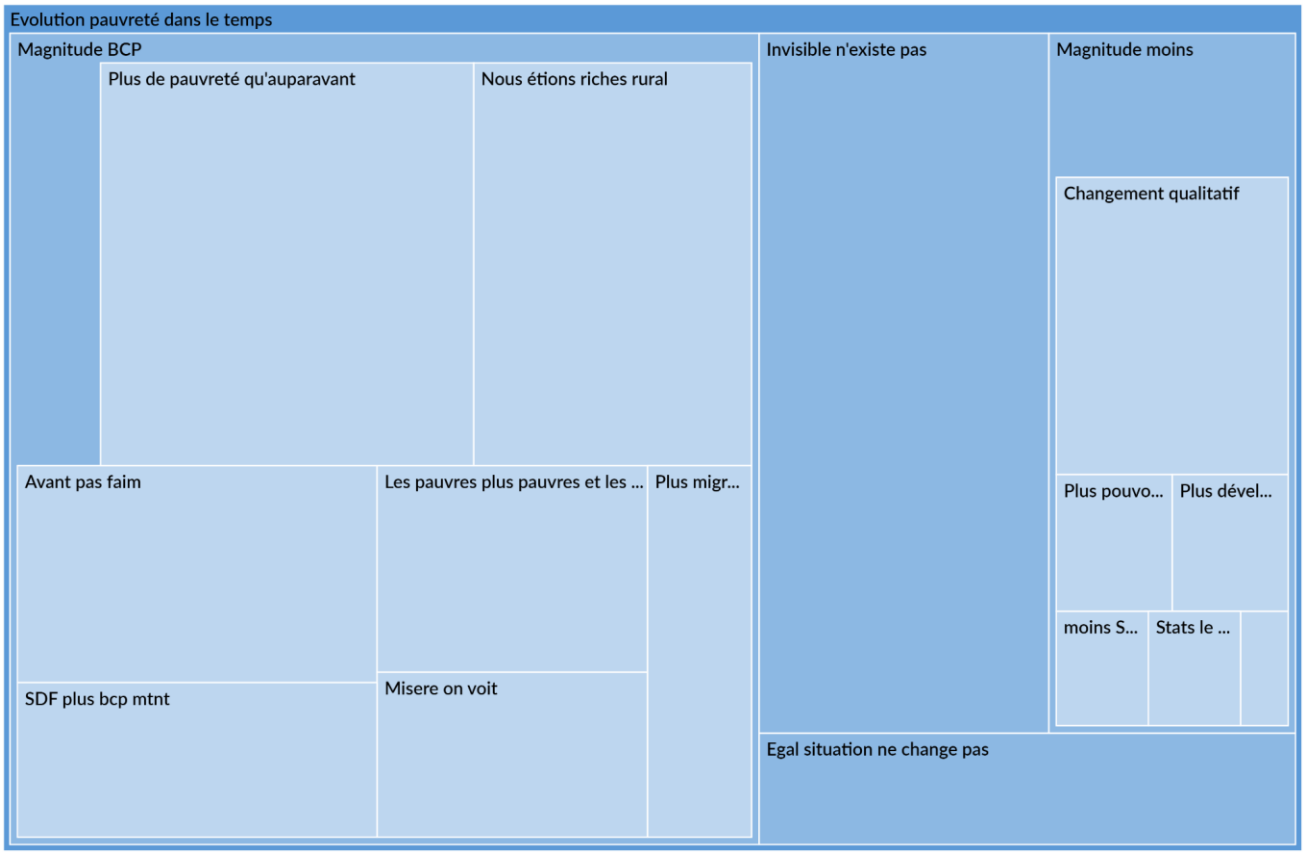
Annexe 197. Graphique 198. Nuage de mots code pauvreté RS.



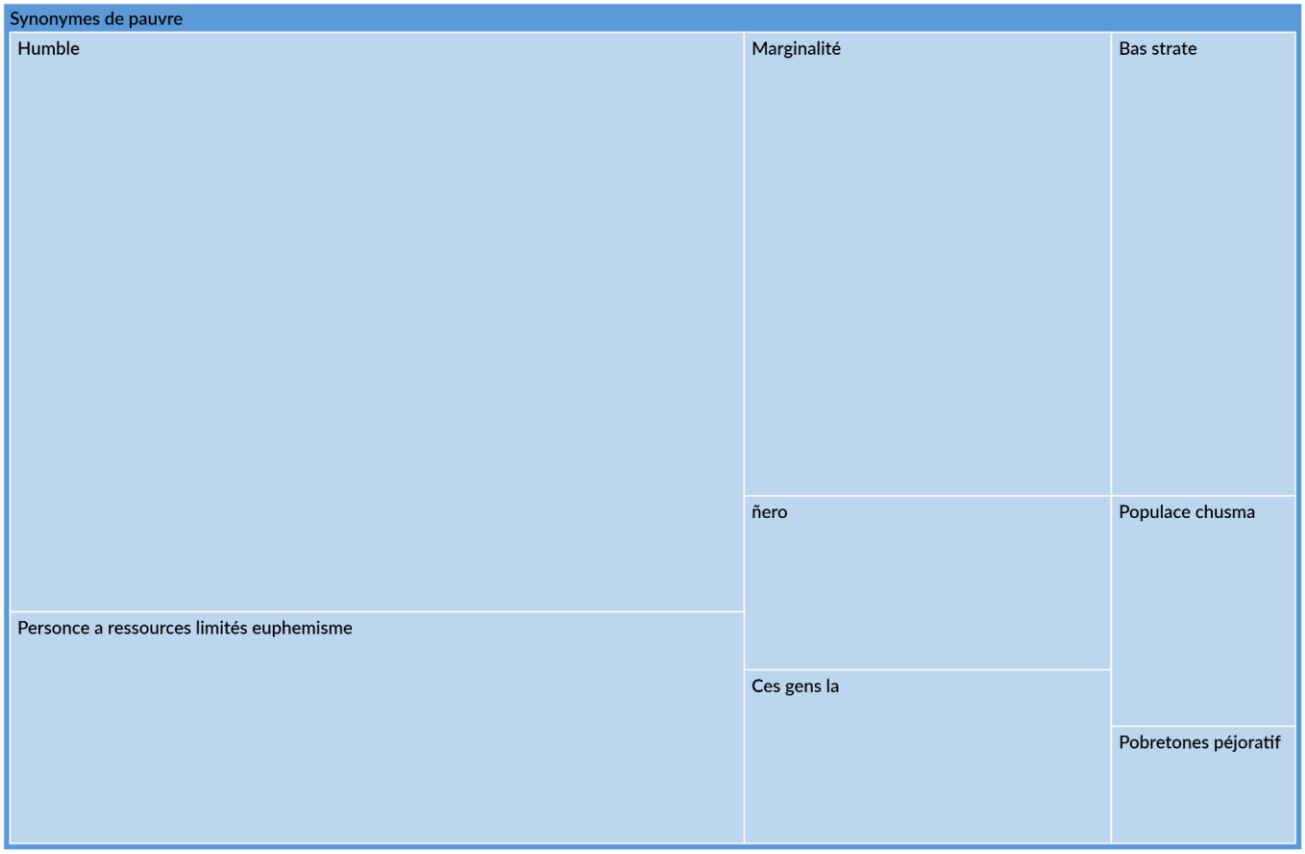
Annexe 198. Graphique 198. Figures de la pauvreté 201 références et 53 cas ou interviewés.



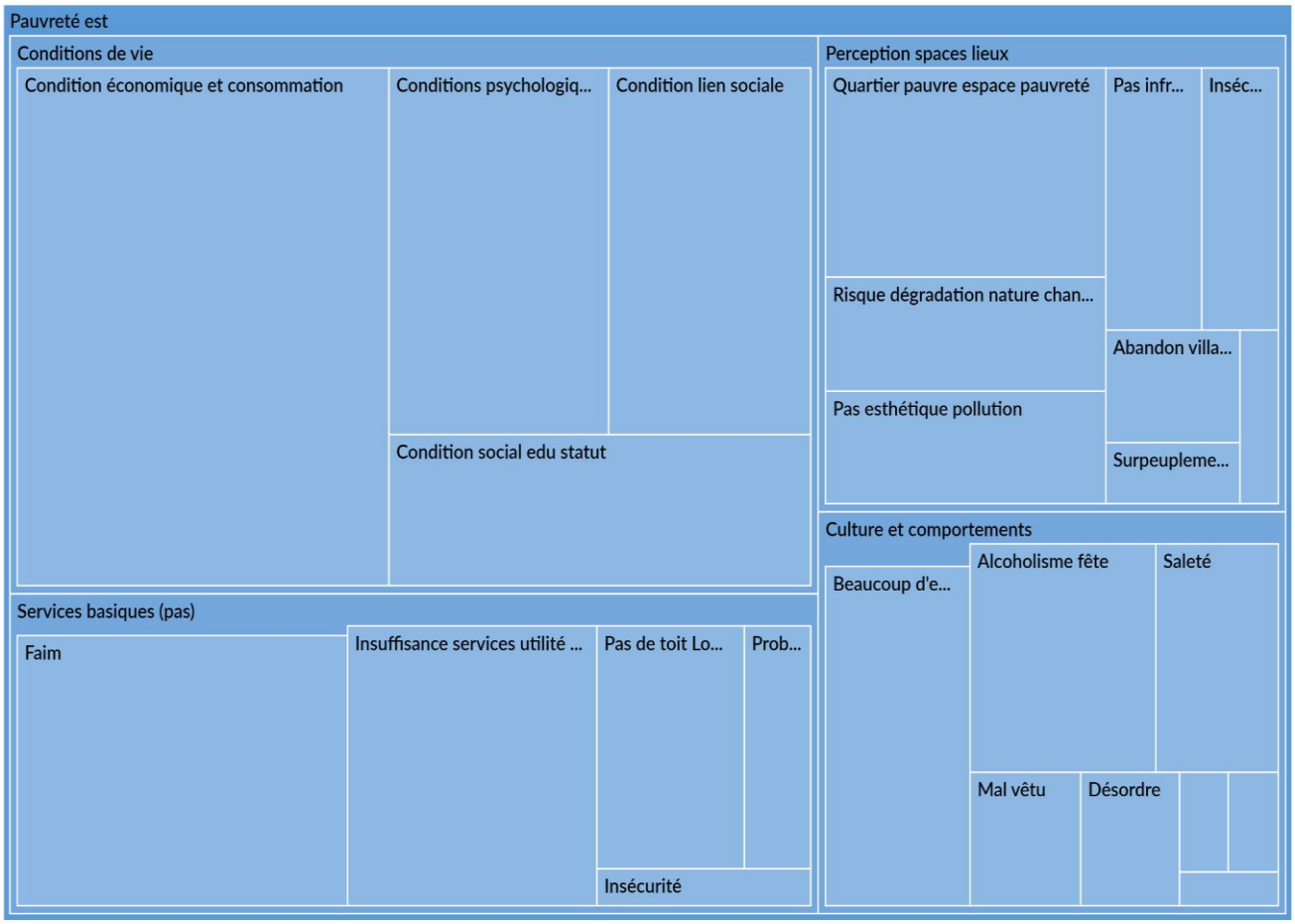
Annexe 199. Graphique 199. Magnitude et évolution de la pauvreté sur 175 références et 67 cas.



Annexe 200. Graphique 200. Synonymes pauvreté sur 49 références par 27 interviewés



Annexe 201. Graphique 201. « Pauvreté est » code. 594 références sur 84 interviewés.



Annexe 202. Tableau 202. Structure de code « Pauvreté est… ». 594 références sur 84 interviewés.

Pauvreté est
Conditions de vie
Condition économique et consommation
Chômage Ne pas avoir du travail
Instabilité travail
Dépenser beaucoup dette endettement
Ne pas avoir Noel cadeaux
Pas de chances
Pas de terre
Pas d'épargne
Pas luxe appareils maison vide
Pas progrès
Peu en quantité bcp besoin
Limitation
N'avoir rien
Pas argent Ressources limités
Vivre dans le besoin
Vivre au jour le jour
Condition lien sociale
Faire la manche
Impossibilité organisation collective
Isolation spatiale
Pas d'entraide
Solitude

Vivre sans dignité
Condition social éducation statut
Pas de pouvoir
Pas éducation loisirs
Conditions psychologiques mentales
État dépressif
Mal-être et intranquillité
Pauvreté mentale d'esprit
Peur
Se sentir moins
Trauma collectif guerre conflit
Culture et comportements
Alcoolisme fête
Beaucoup d'enfants
Désordre
Indiscipline
Mal parler
Mal vêtu
Pas éducation
Saleté
Perception espaces lieux
Abandon village
Insécures
Obscurité
Pas esthétique pollution

Pas infrastructure route
Quartier pauvre espace pauvreté
Risque dégradation nature change climatique
Surpeuplement
Services basiques (pas)
Faim
Deux repas par jour
Manger le disponible possible
Pas de viande
Insécurité
Insuffisance services utilité publique
Pas d'argent services publics
Pas d'eau qualité
Pas de toit Logement
Devoir payer loyer pas maison propre
Dormir sous le pont
Maisons de carton zinc
Problèmes de santé

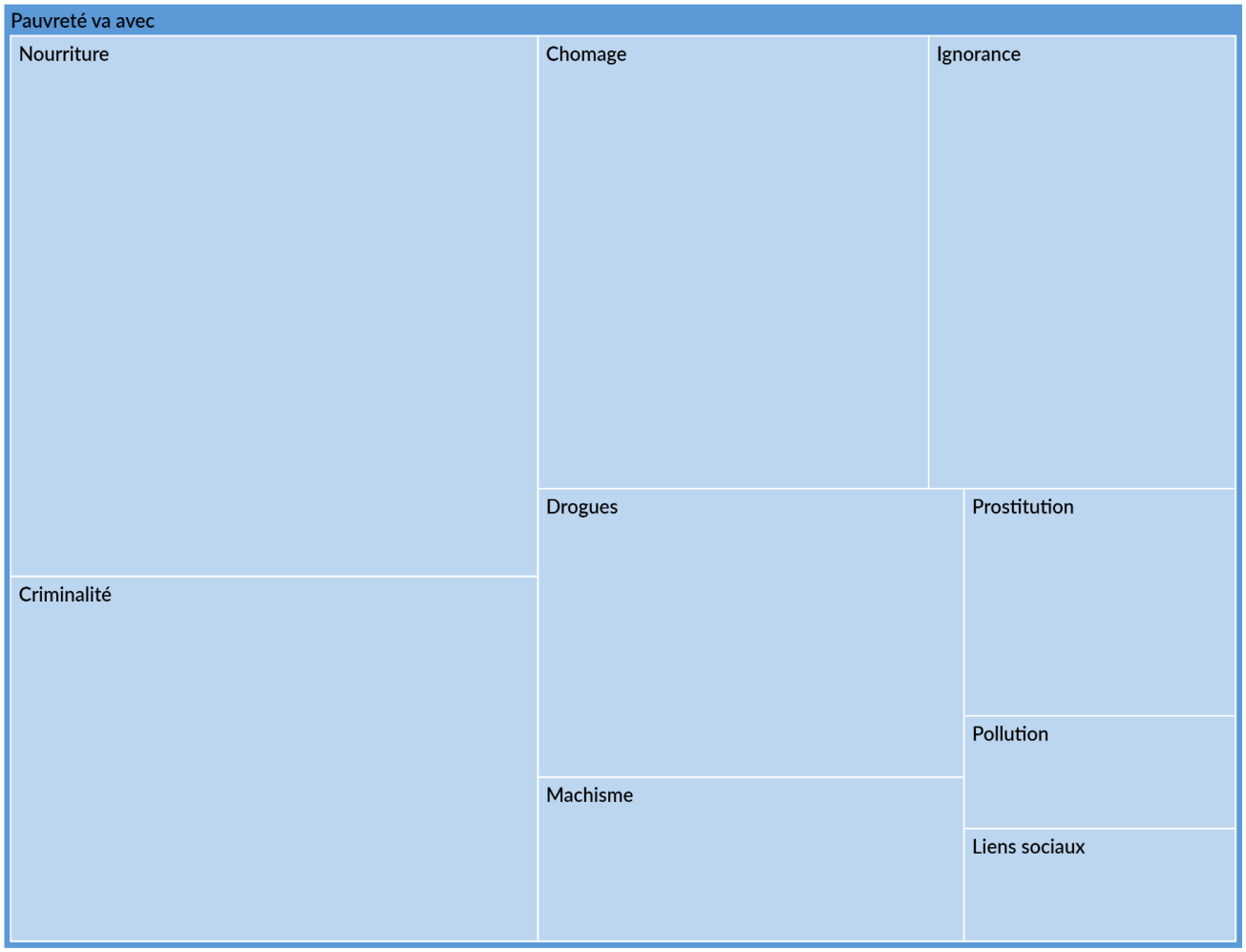
Annexe 203. Image 203. Nuage de mots code « pauvreté est… ».



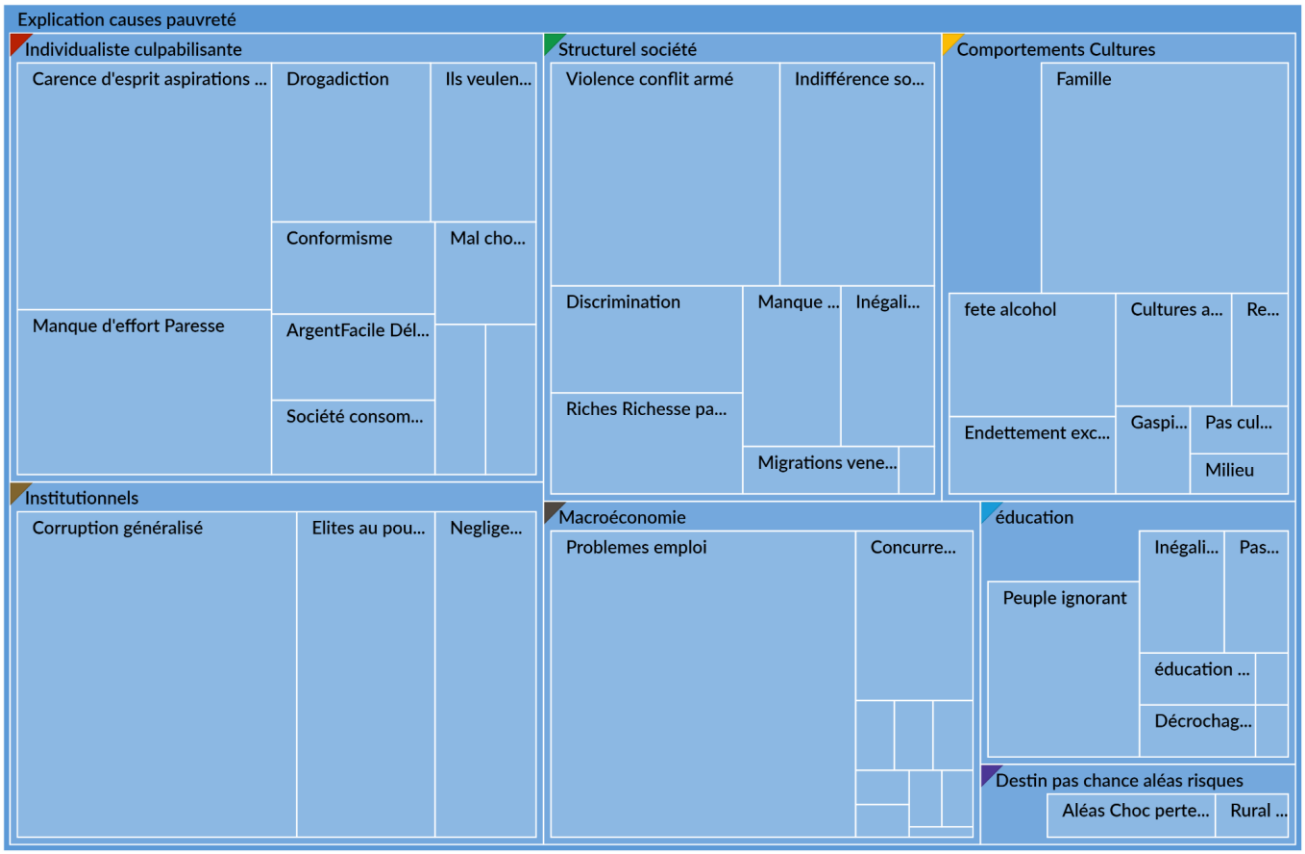
Annexe 204.Tableau 204. Mots fréquents code « pauvreté est… ».

Mot	Longueur	Nombre	Pourcentage pondéré (%)	Mots similaires
gente	5	299	001	gente, gentes
personas	8	244	001	persona, personas
pobreza	7	232	001	pobreza, pobrezas
vivir	5	225	001	viva, vivas, vive, viven, vives, viví, vivía, vivíamos, viviendo, vivieron, vivimos, vivió, vivir, vivo, vivos
trabajo	7	202	001	trabaja, trabajaba, trabajábamos, trabajaban, trabajado, trabajador, trabajadora, trabajadoras, trabajadores, trabajamos, trabajan, trabajando, trabajar, trabajara, trabajas, trabaje, trabajé, trabajen, trabajo, trabajó, trabajos
casa	4	193	001	casa, casado, casamos, casarse, casas, caso, casó, casos
llega	5	189	001	llega, llegaba, llegábamos, llegaban, llegada, llegado, llegamos, llegan, llegando, llegar, llegará, llegaron, llegas, llego, llegó, llegue, llegué, llegues
puedo	5	177	001	pueda, puedan, puedas, puede, pueden, puedes, puedo
comían	6	164	001	coma, comando, come, comen, comer, comerse, comía, comíamos, comían, comida, comidas, comido, comieron, comió
pobres	6	152	001	pobre, pobres
niños	5	138	001	niña, niñas, niño, niños
salía	5	134	001	sal, sala, salada, sale, salen, sales, salí, salía, salida, salidas, salido, saliendo, saliera, salieron, salimos, salió, salir, salirnos, salirse
pasó	4	129	001	pasaba, pasaban, pasado, pasamos, pasan, pasando, pasar, pasara, pasarlo, pasaron, pasas, pase, pasé, pasen, paso, pasó
hijos	5	126	001	hija, hijas, hijo, hijos
agua	4	120	001	agua, aguas
mire	4	118	001	mira, miraba, miramos, mirándola, mirar, miras, mire, miren, miro
barrio	6	117	001	barrio, barrios

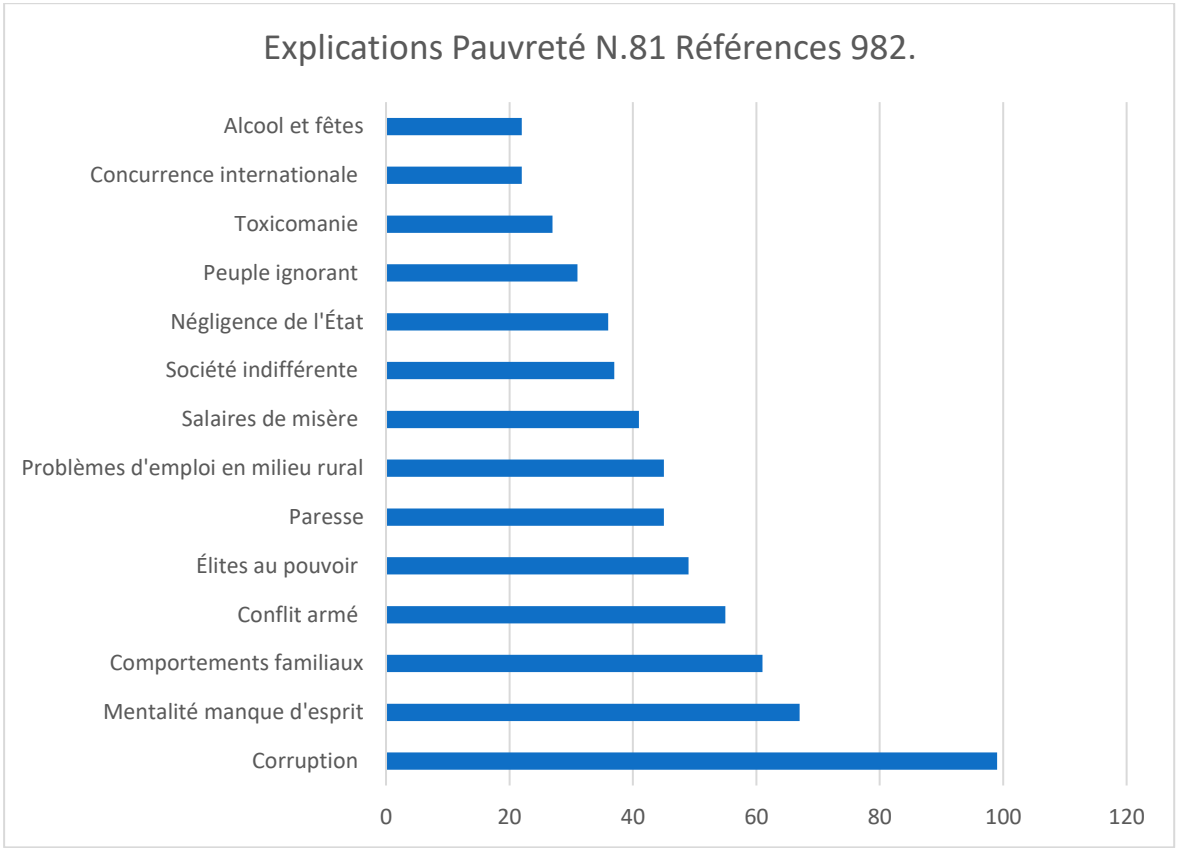
Annexe 205. Graphique 205. Association phénomènes à la pauvreté. 144 références, 60 cas.



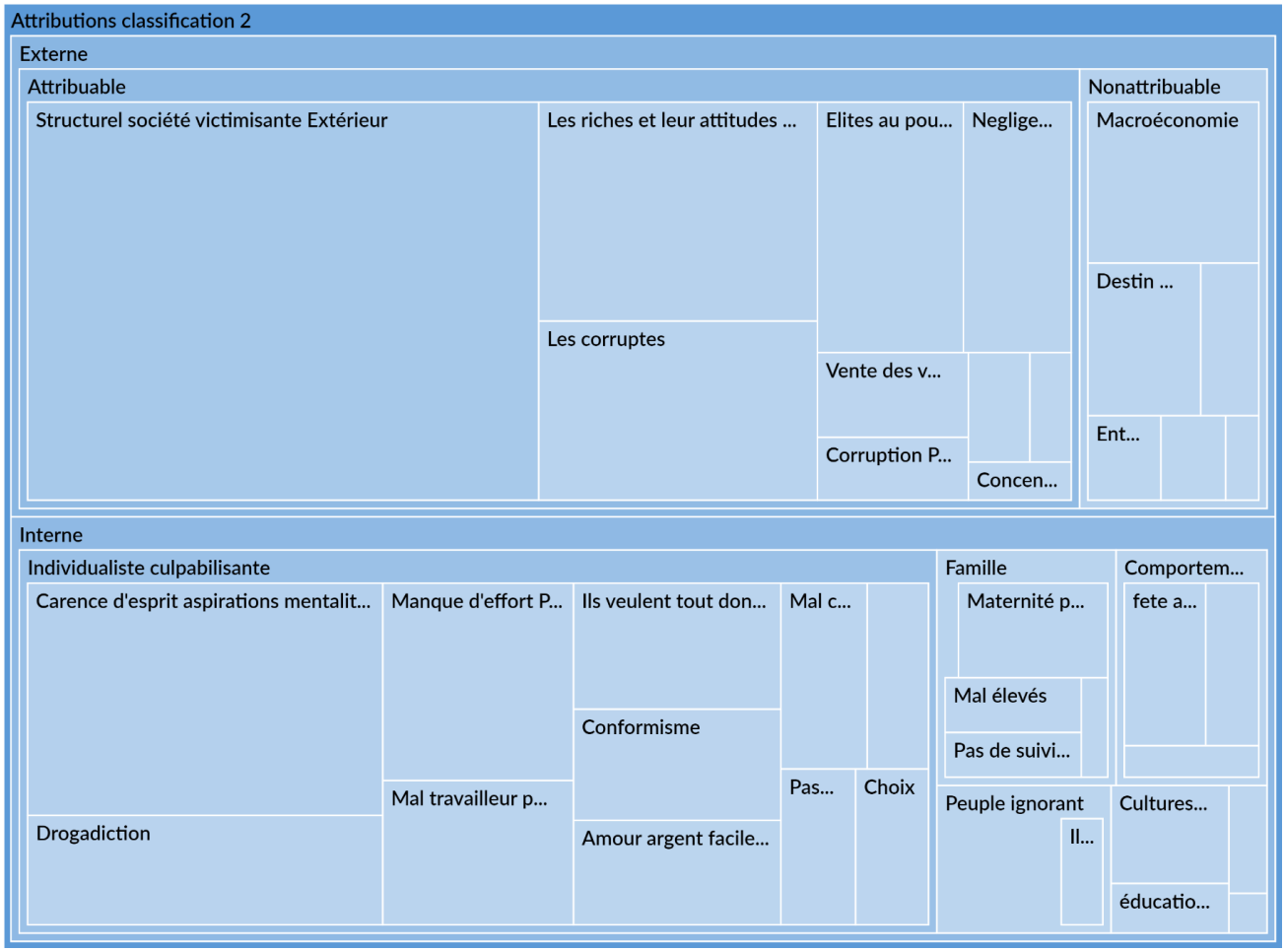
Annexe 206. Graphique 206. Explications pauvreté. 982 références 81 interviewés.



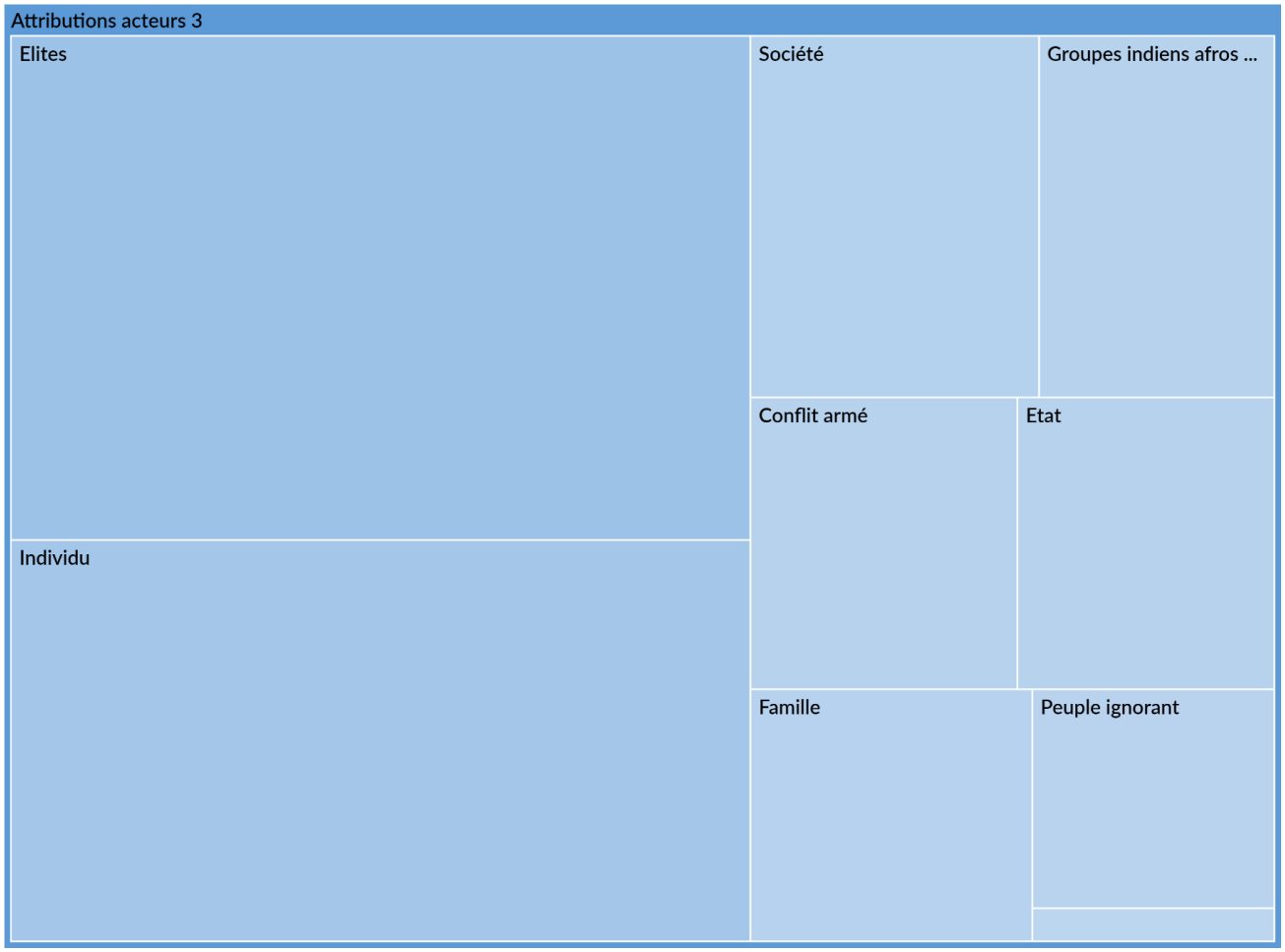
Annexe 207. Graphique 207. Explications pauvreté sans encodage. 982 références 81 interviewés.



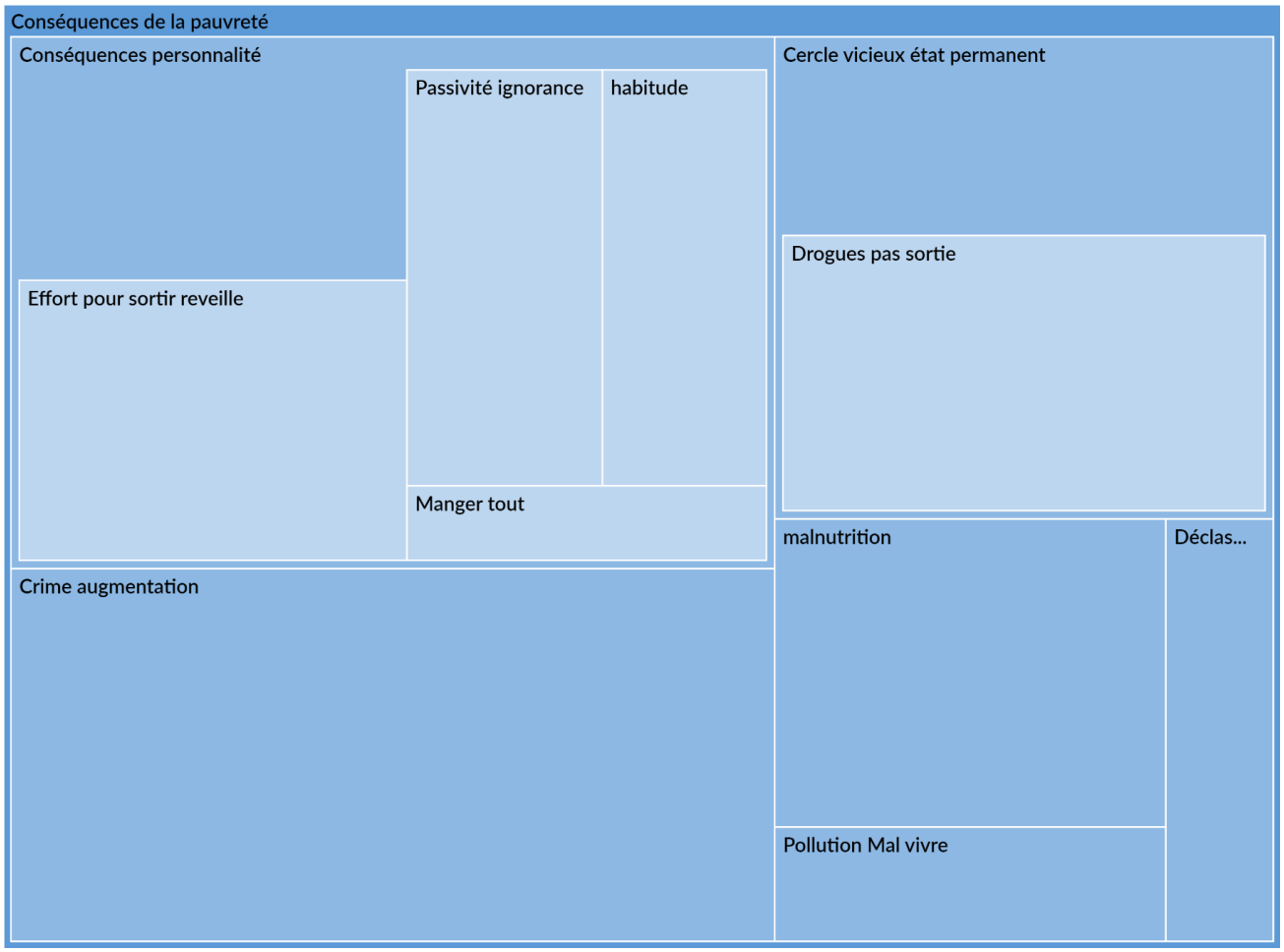
Annexe 208. Graphique 208. Exercice de classification explications en internes et externes, 1201 références 81 interviewés.



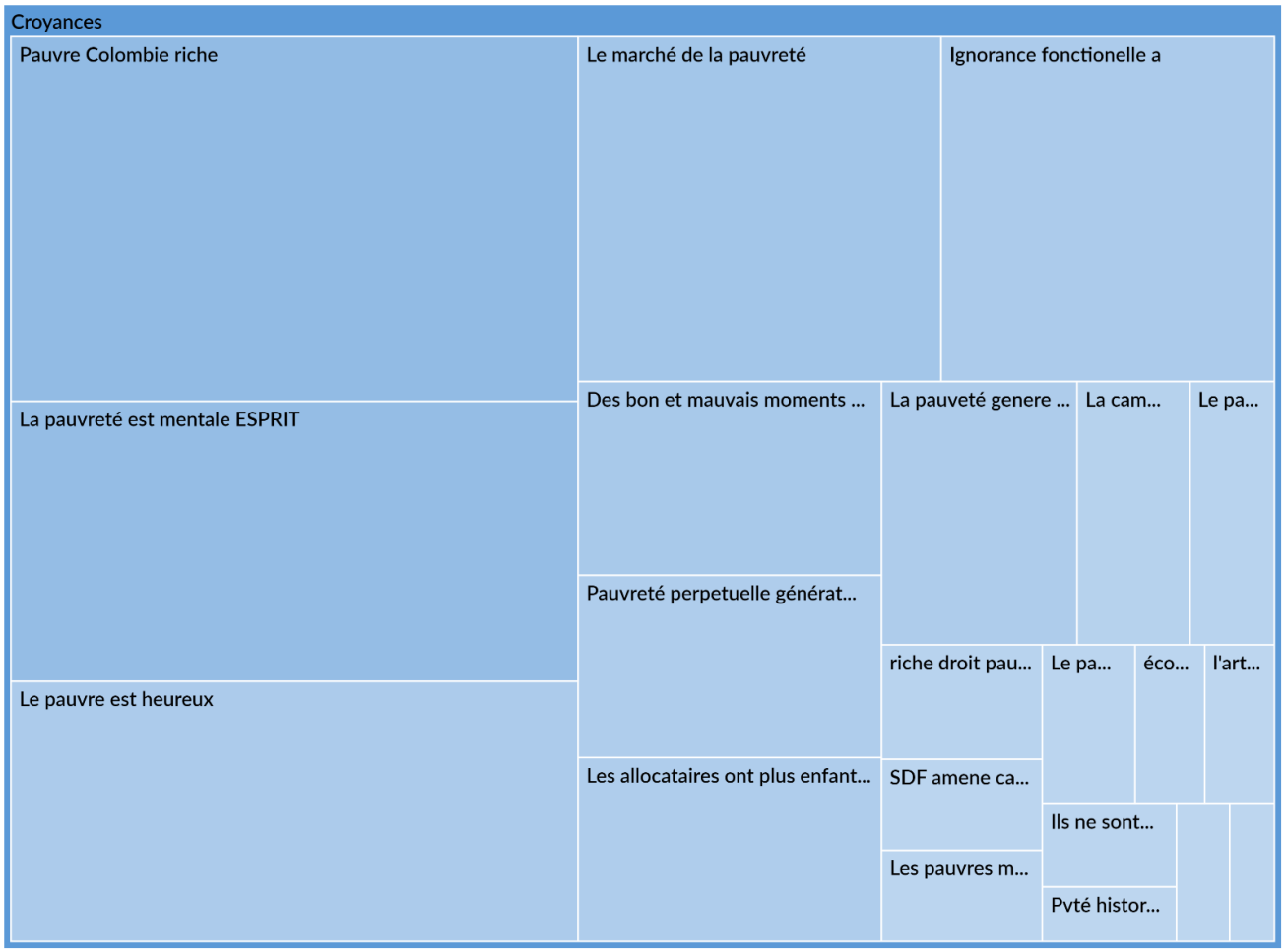
Annexe 209. Graphique 209. Classifications par acteurs 789 références, 81 interviewés.



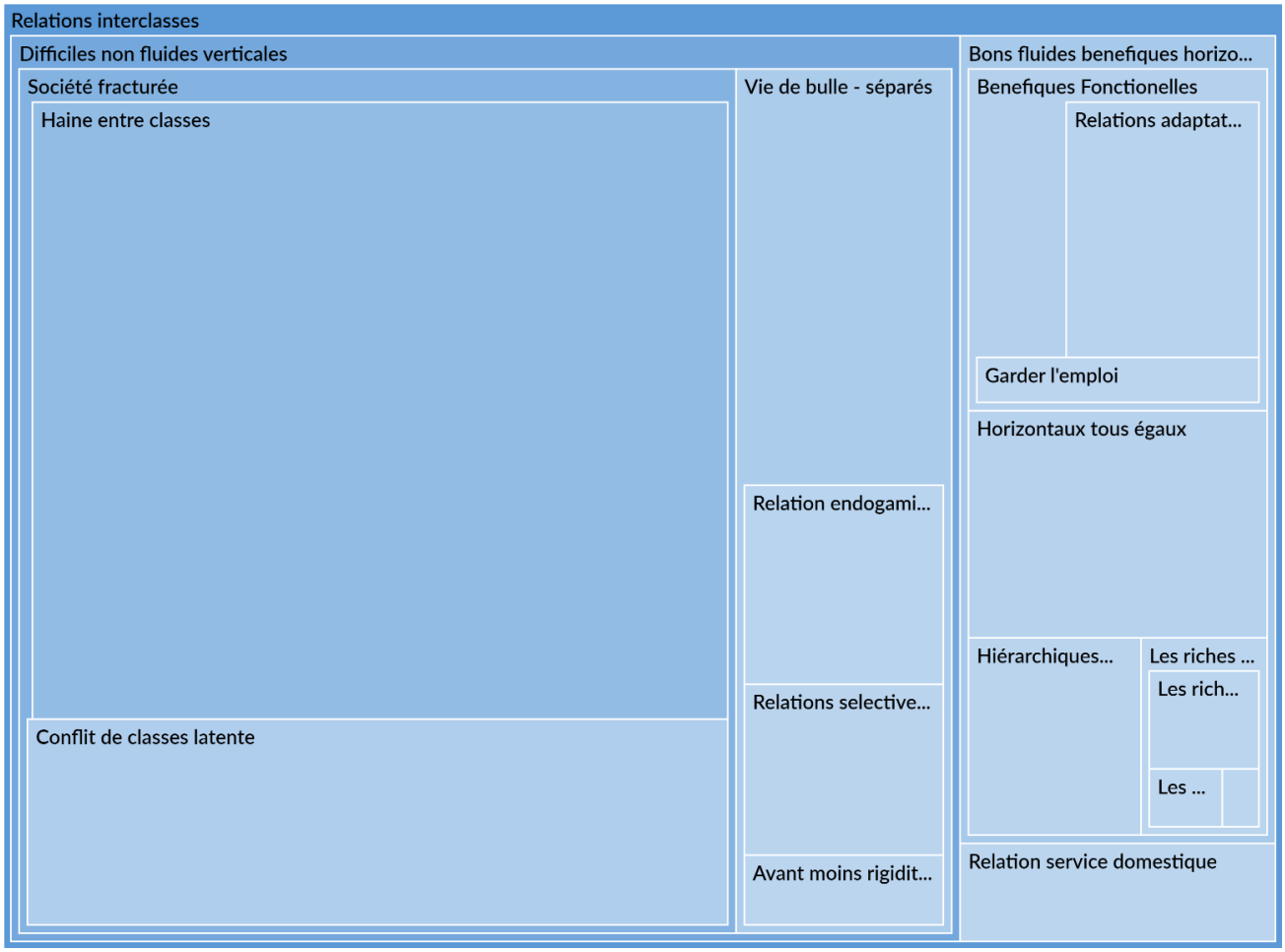
Annexe 210. Graphique 210. Conséquences de la pauvreté. 42 interviewés, 76 références.



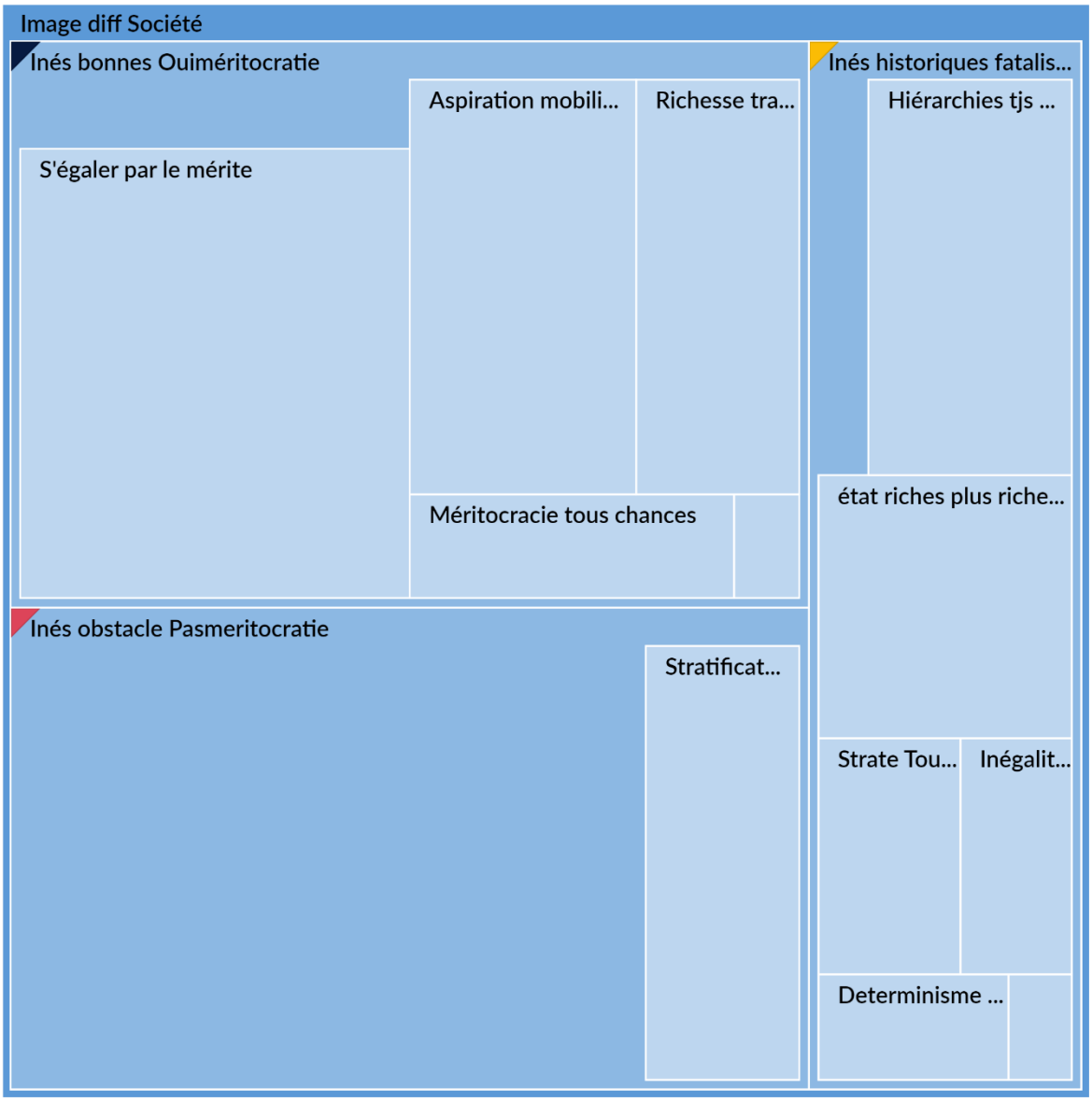
Annexe 211. Graphique 211. Croyances sur la pauvreté et les pauvres.310 références, 69 interviewés.



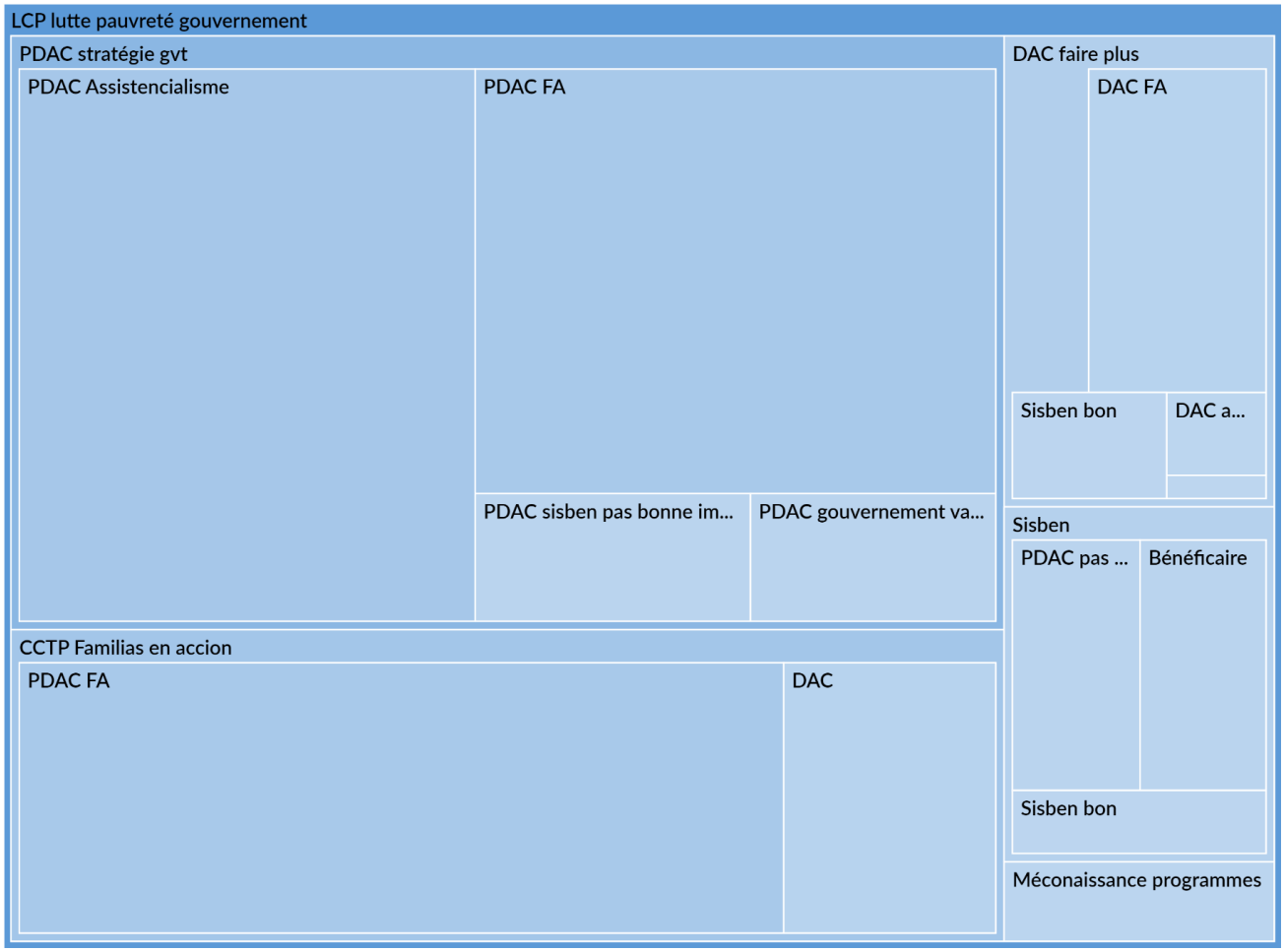
Annexe 212. Graphique 212. Représentation des relations interclasses 65 interviewés, 333 références.



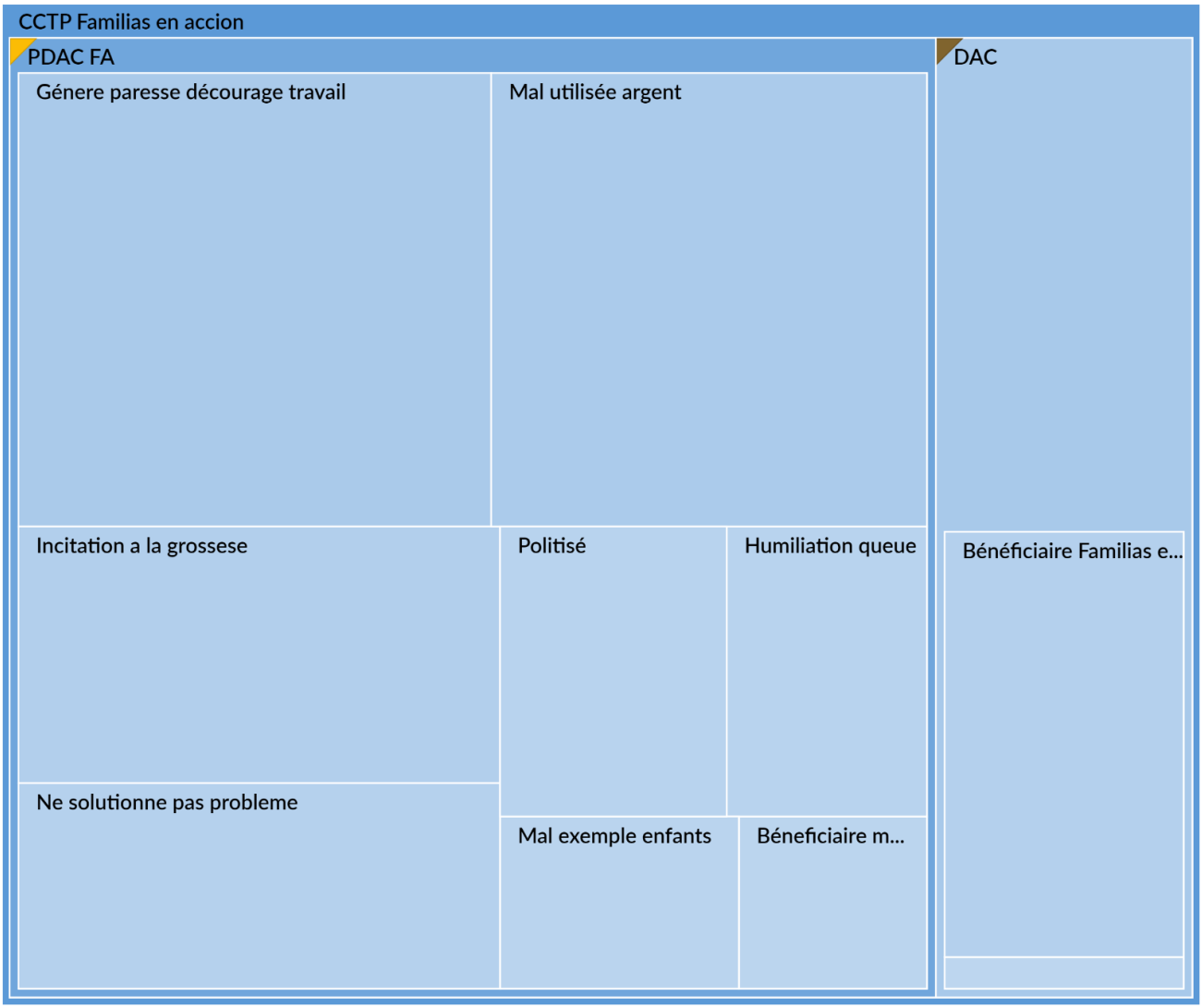
Annexe 213. Graphique 213. Images de société et considération sur le mérité. 149 références, 53 interviewés.



Annexe 214. Graphique 214. LCP positionnement 477 Références.



Annexe 215. Graphique 215. PTC Familias en Accion. 129 références et 42 interviewés.



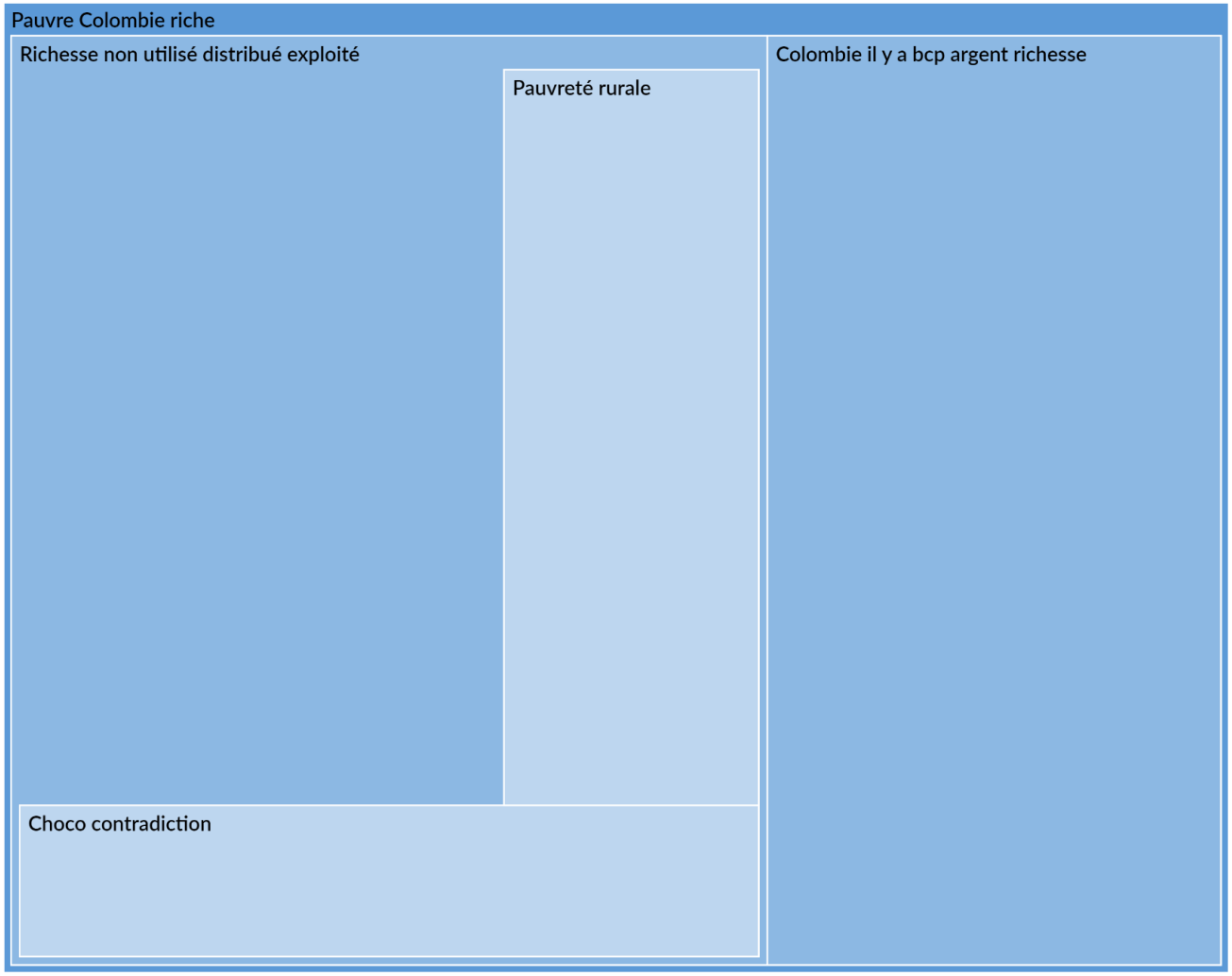
Annexe 216. Graphique 216. Charité privée déclarée. 55 références et 31 interviewés.



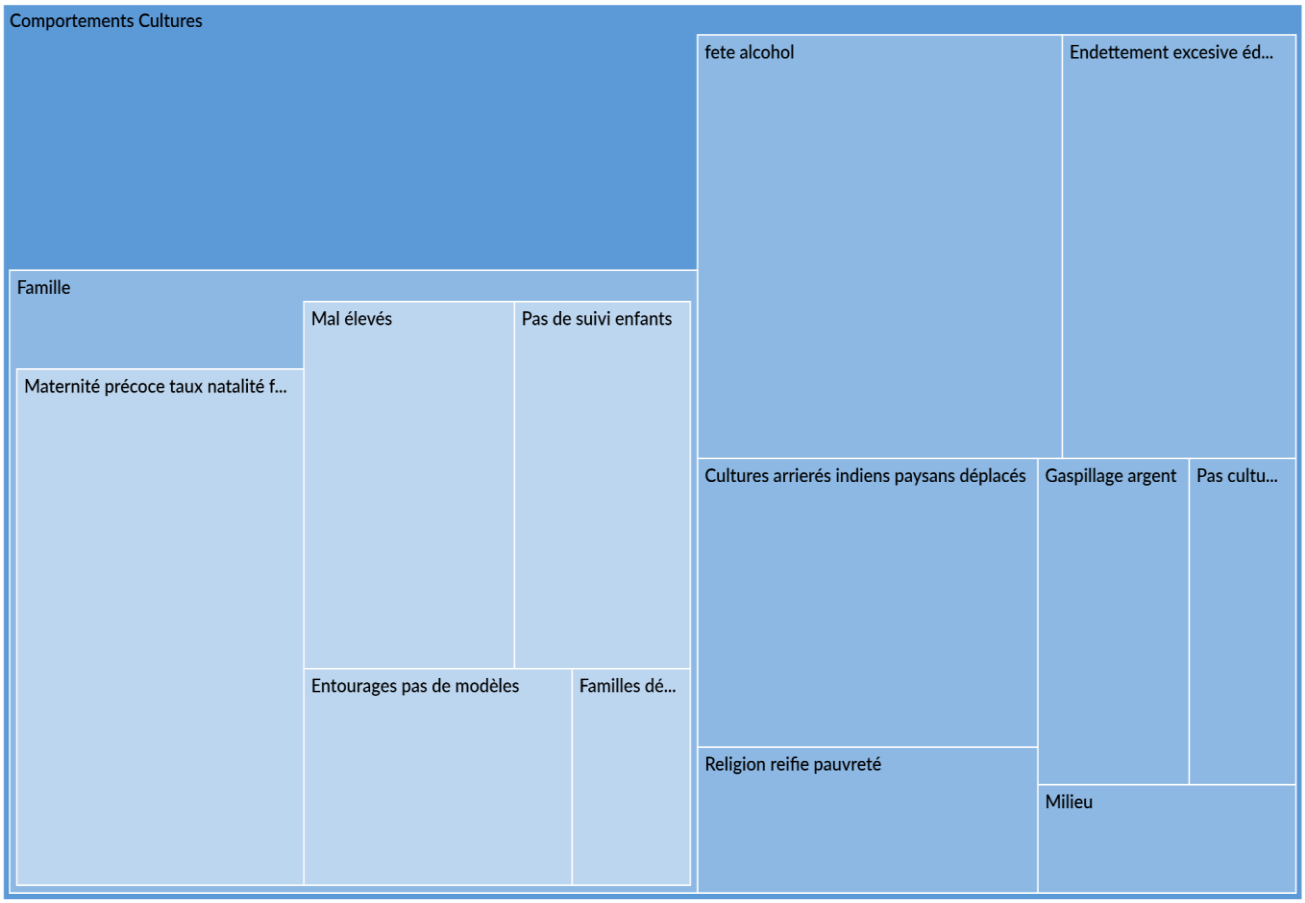
Annexe 217. Graphique 217. Positionnement et participation à des aides en espèce. 61 références et 33 interviewés.



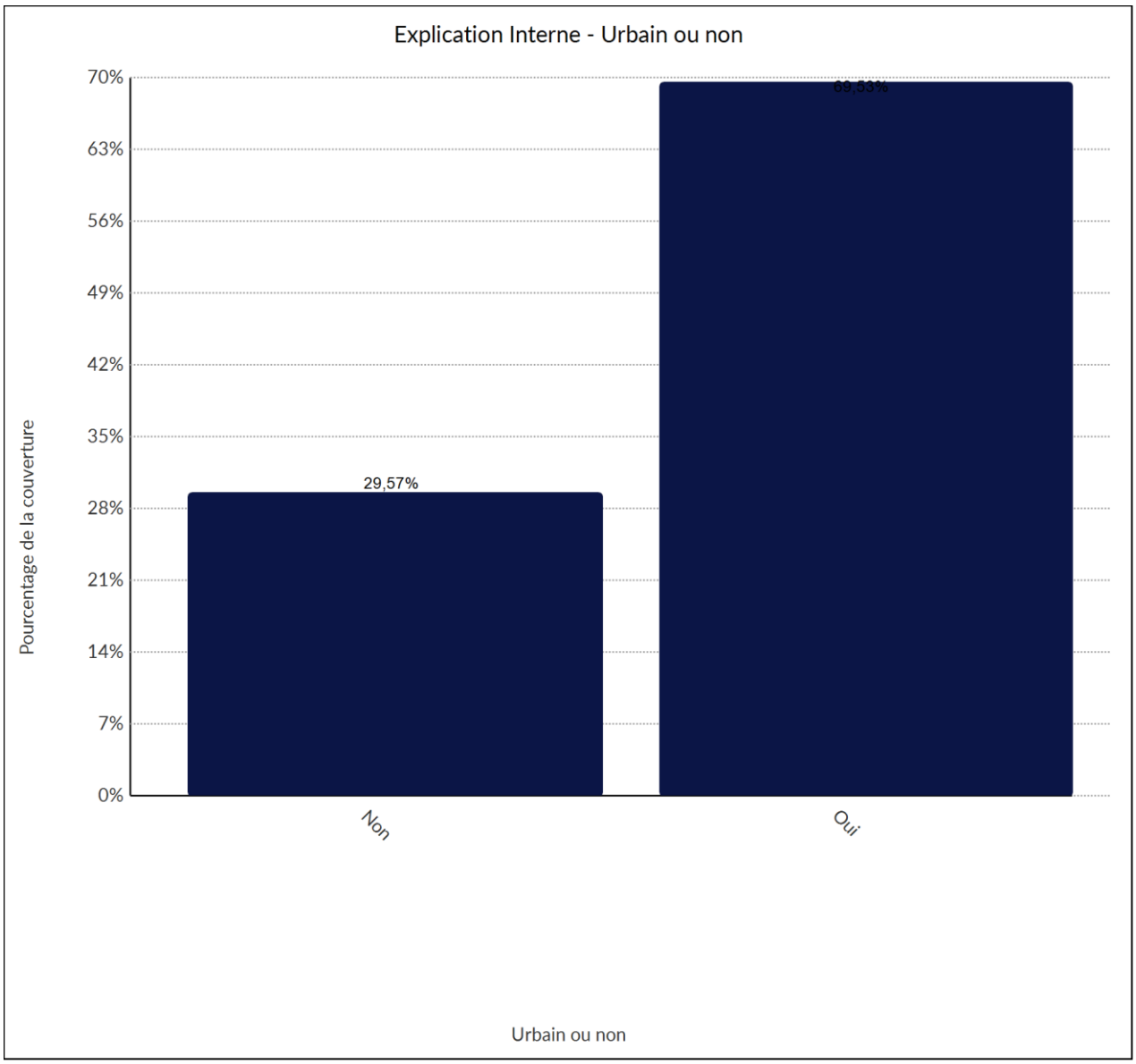
Annexe 218. Graphique 218. Pauvre Colombie riche 30 interrogés en ont parlé et produit 56 références.



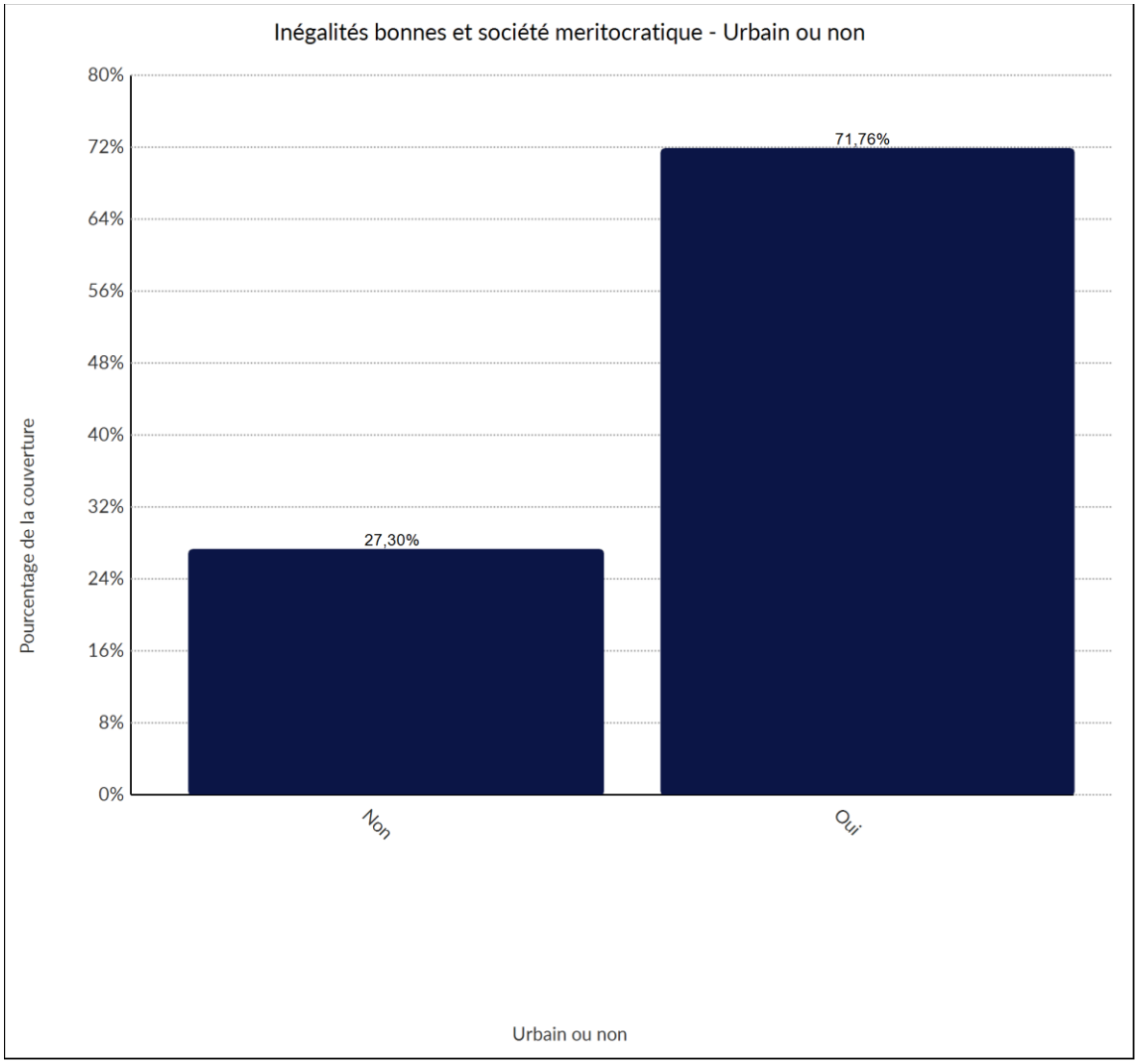
Annexe 219. Graphique 219. L'explication culturaliste 155 références 54 cas.



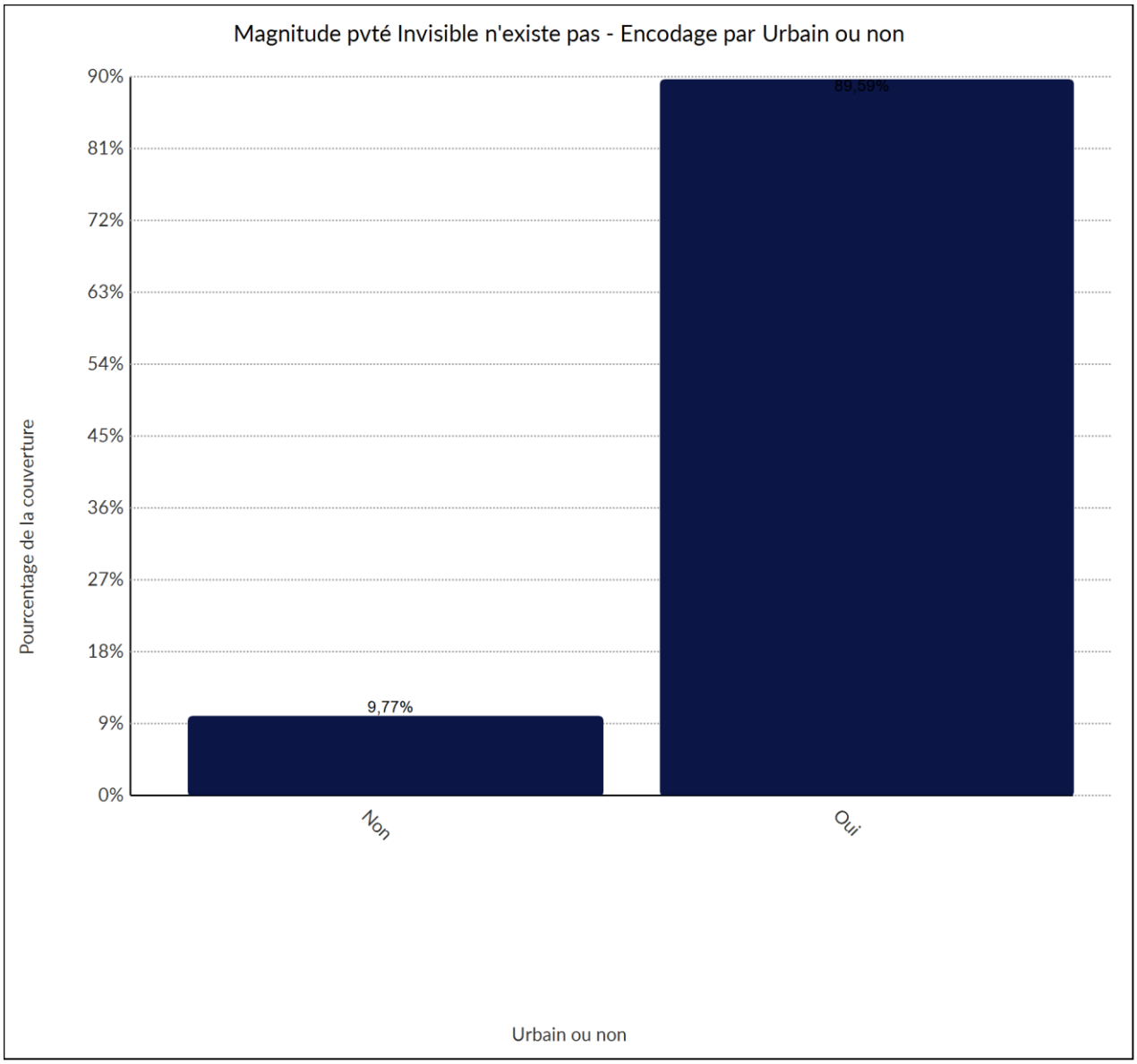
Annexe 220. Graphique 220. Explication interne pauvreté par situation géographique si urbain ou non. 557 références 68 interviewés.



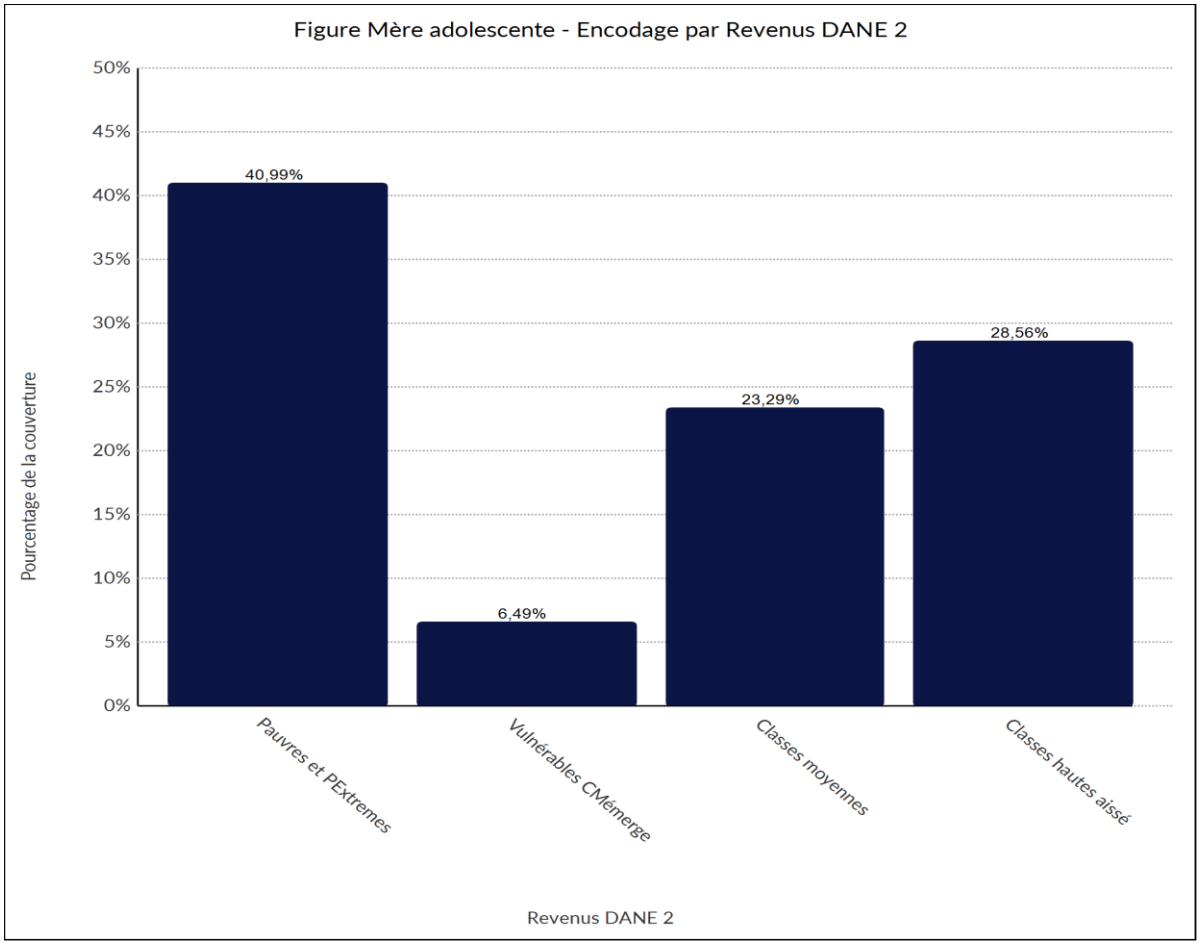
Annexe 221. Graphique 221. Inégalités fonctionnelles et méritocratie par situation géographique si urbain ou non. 60 références 29 interviewés.



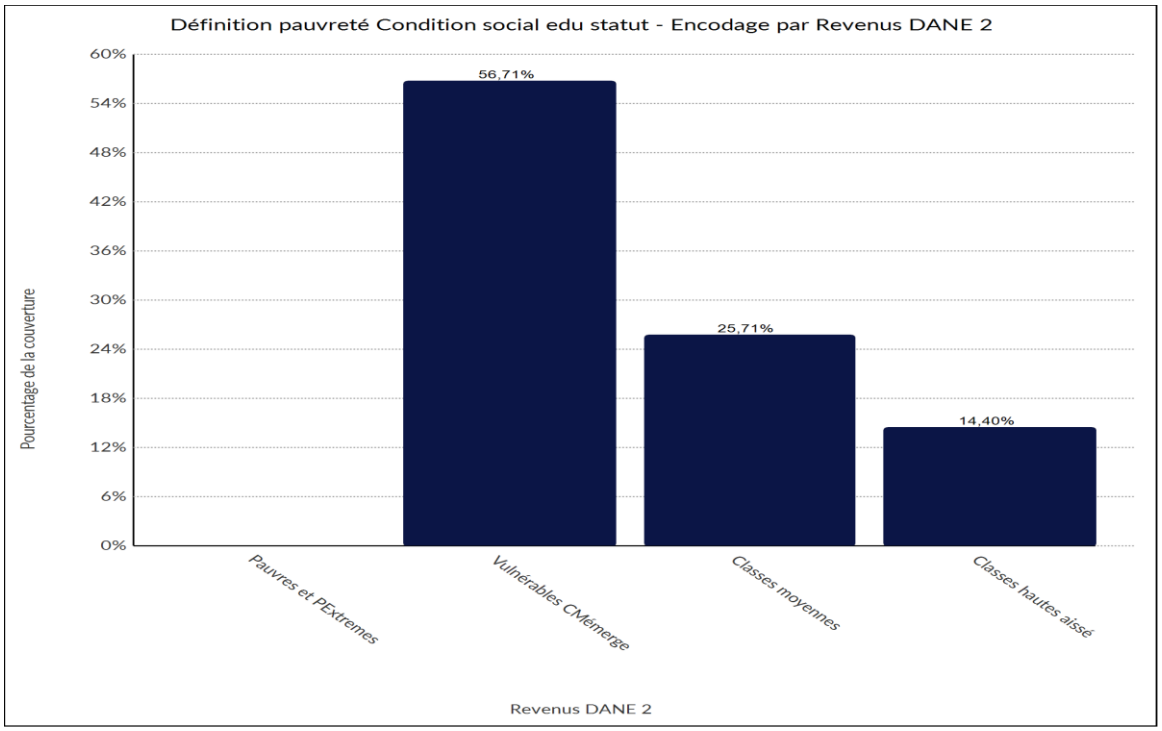
Annexe 222. Graphique 222. Magnitude pauvre inexistante par situation géographique si urbain ou non. 29 références par 21 cas.



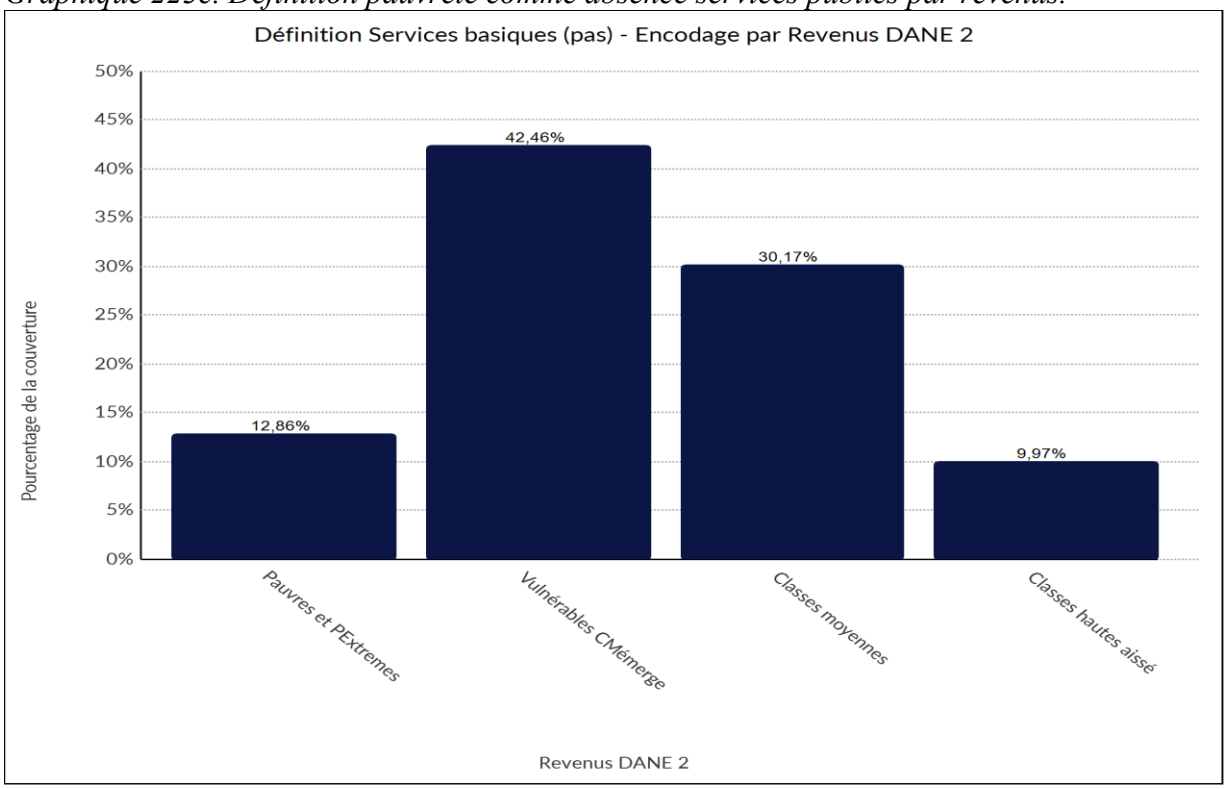
Annexe 223. Graphique 223. Figure mère adolescente par revenus. 24 références 14 interviewés.



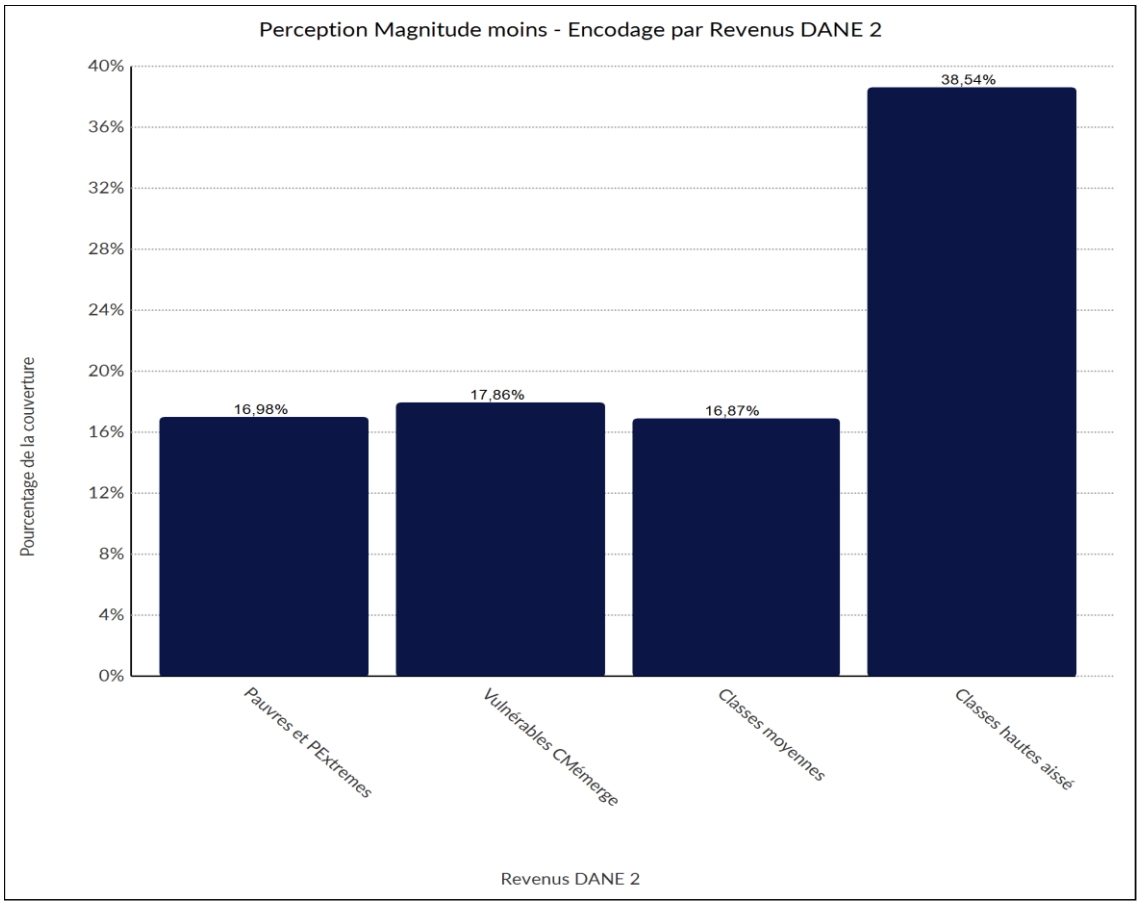
Graphique 223b. Définition pauvreté comme condition sociale ou statut par revenus.



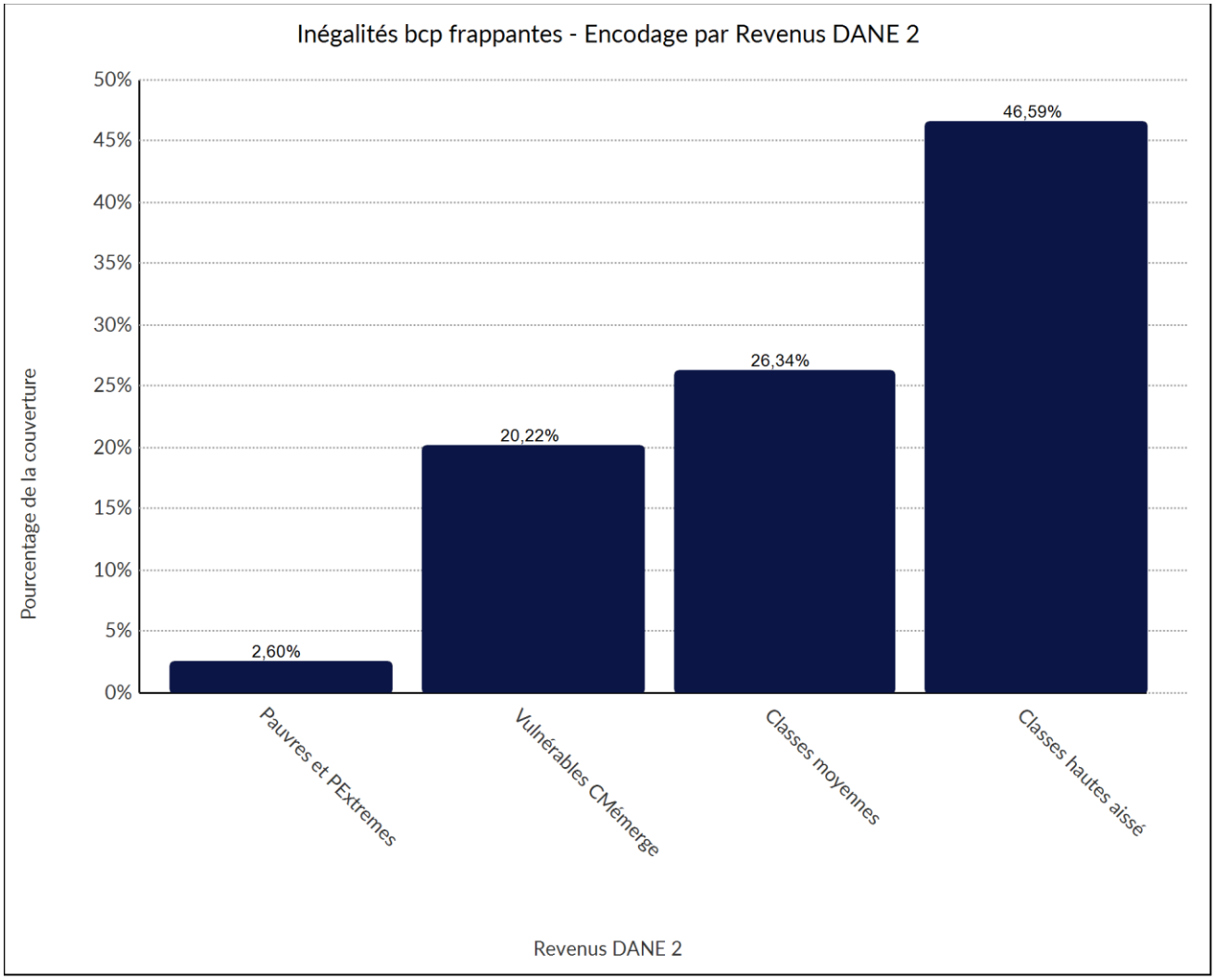
Graphique 223c. Définition pauvreté comme absence services publics par revenus.



Graphique 223d. Perception Moins magnitude pauvreté par revenus.

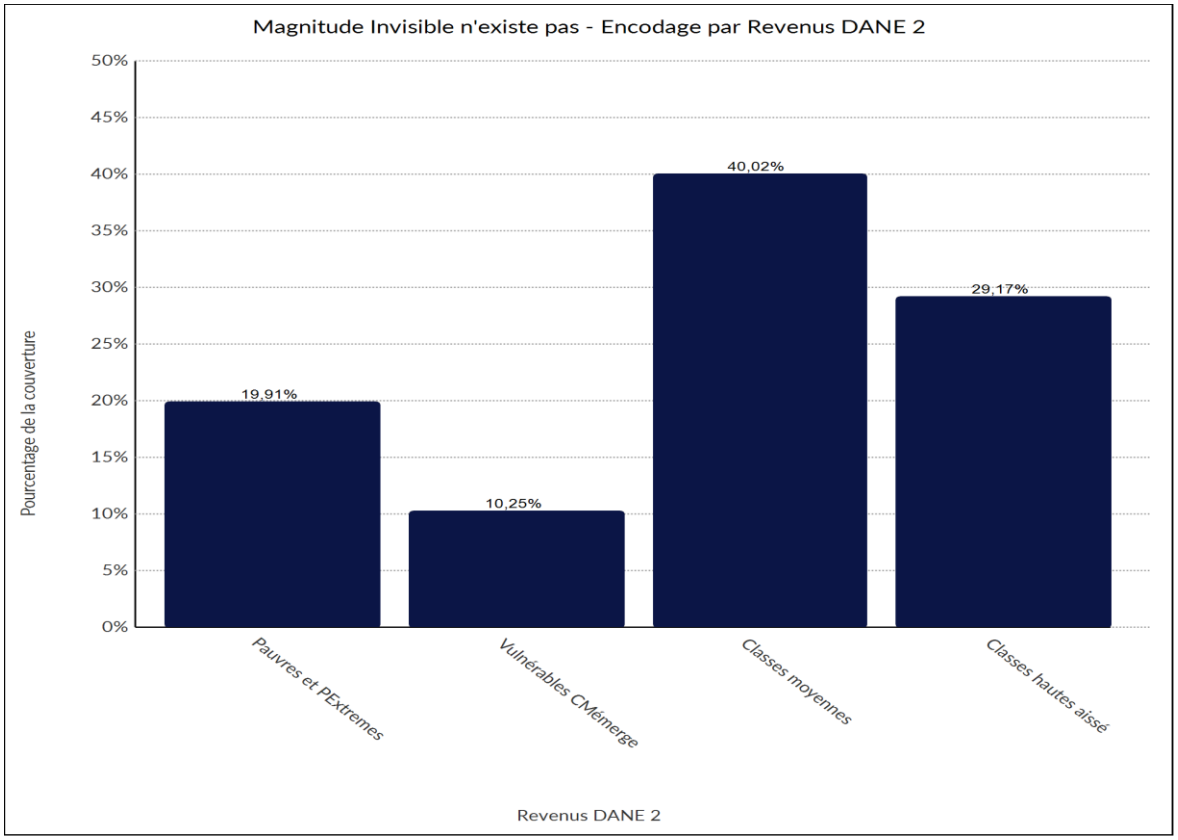


Graphique 223e. Perception hauts inégalités par revenus. 21 références et 18 interviewés

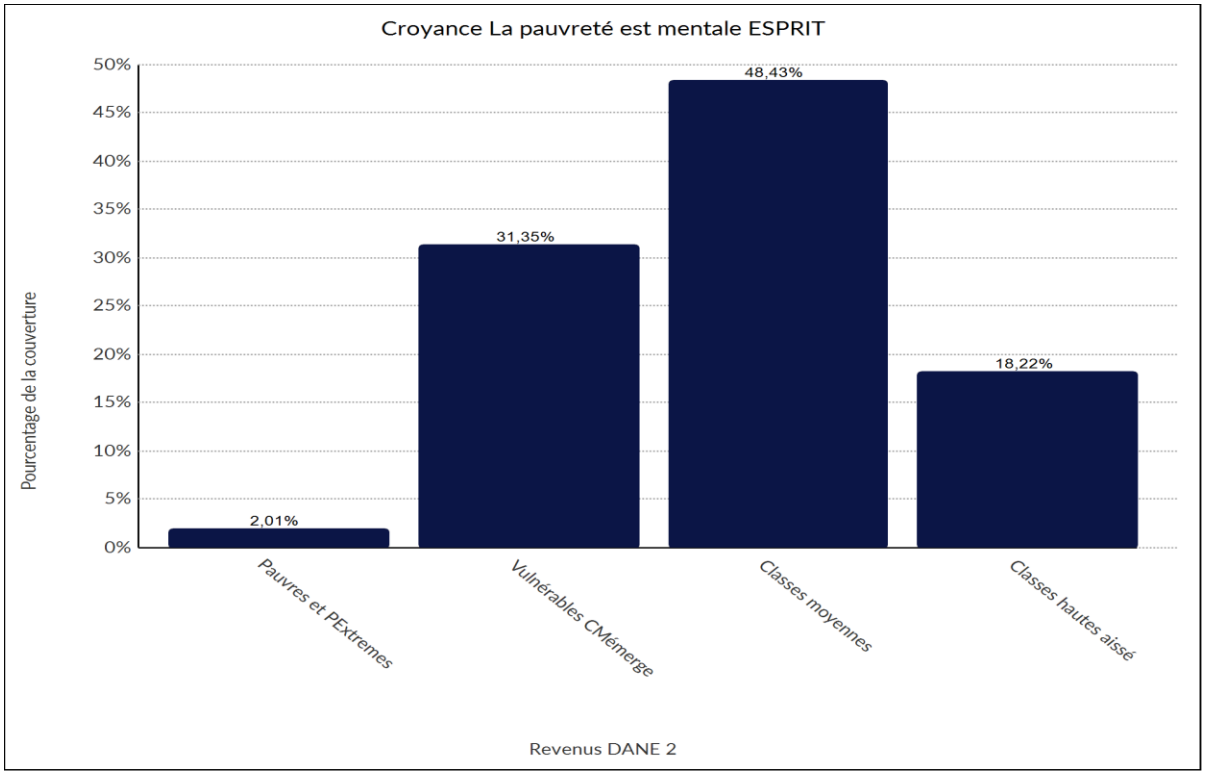


Annexe 224. Graphiques 224. Revenus moyens.

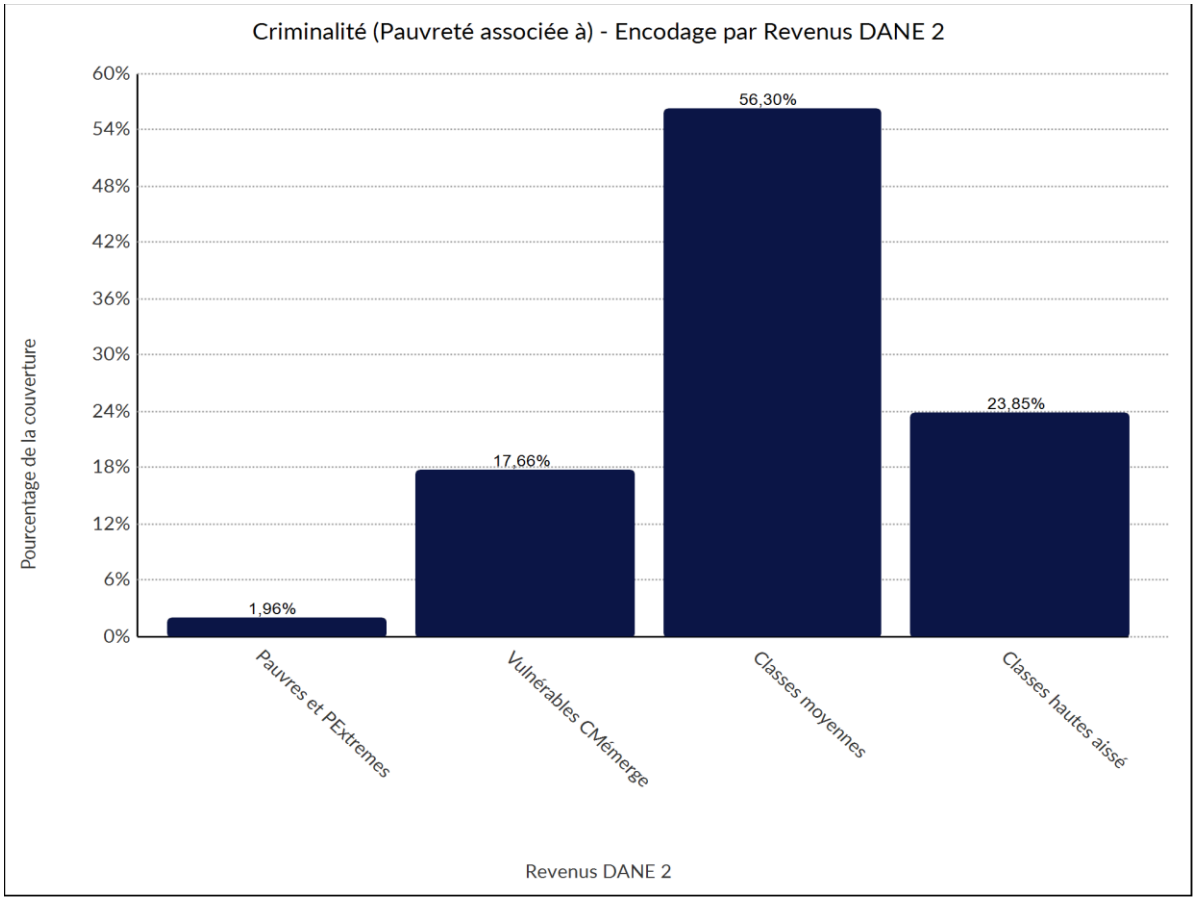
Graphique 224a. Magnitude invisible pauvreté par revenus. 29 références 21 cas.



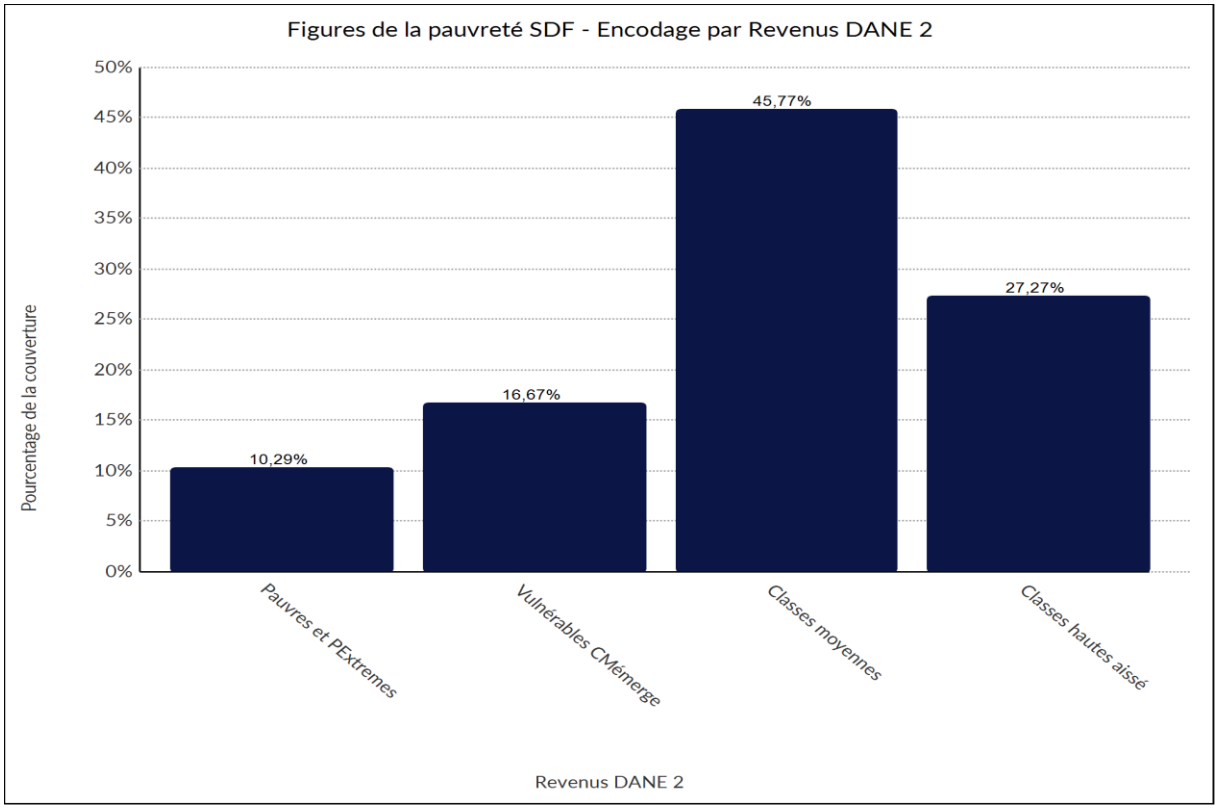
Graphique 224b. Croyance pauvreté d'esprit revenus moyens. 43 références produits par 26 interviewés.



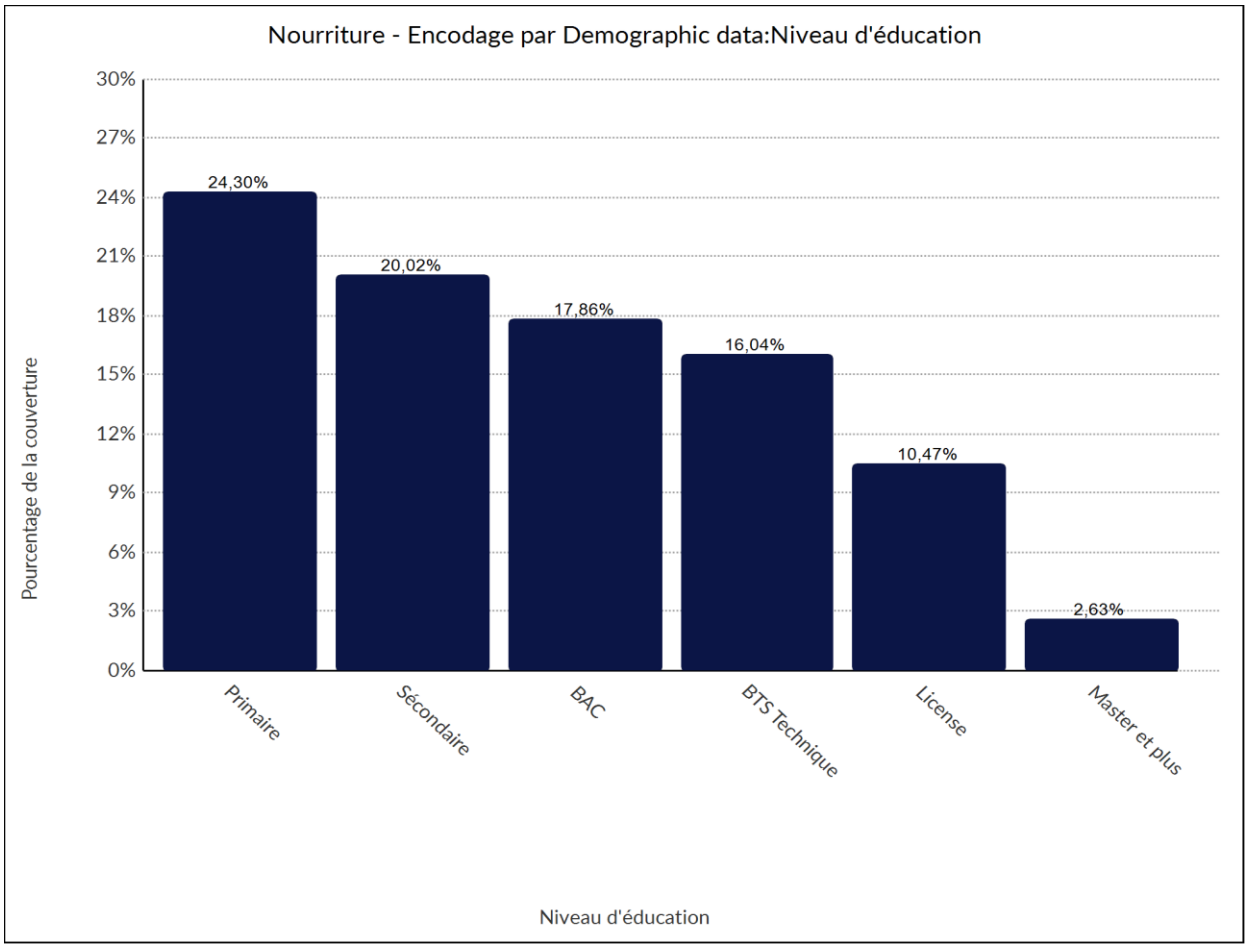
Graphique 224c. Association pauvreté et crime et revenus moyens. 25 références 18 interviewés.



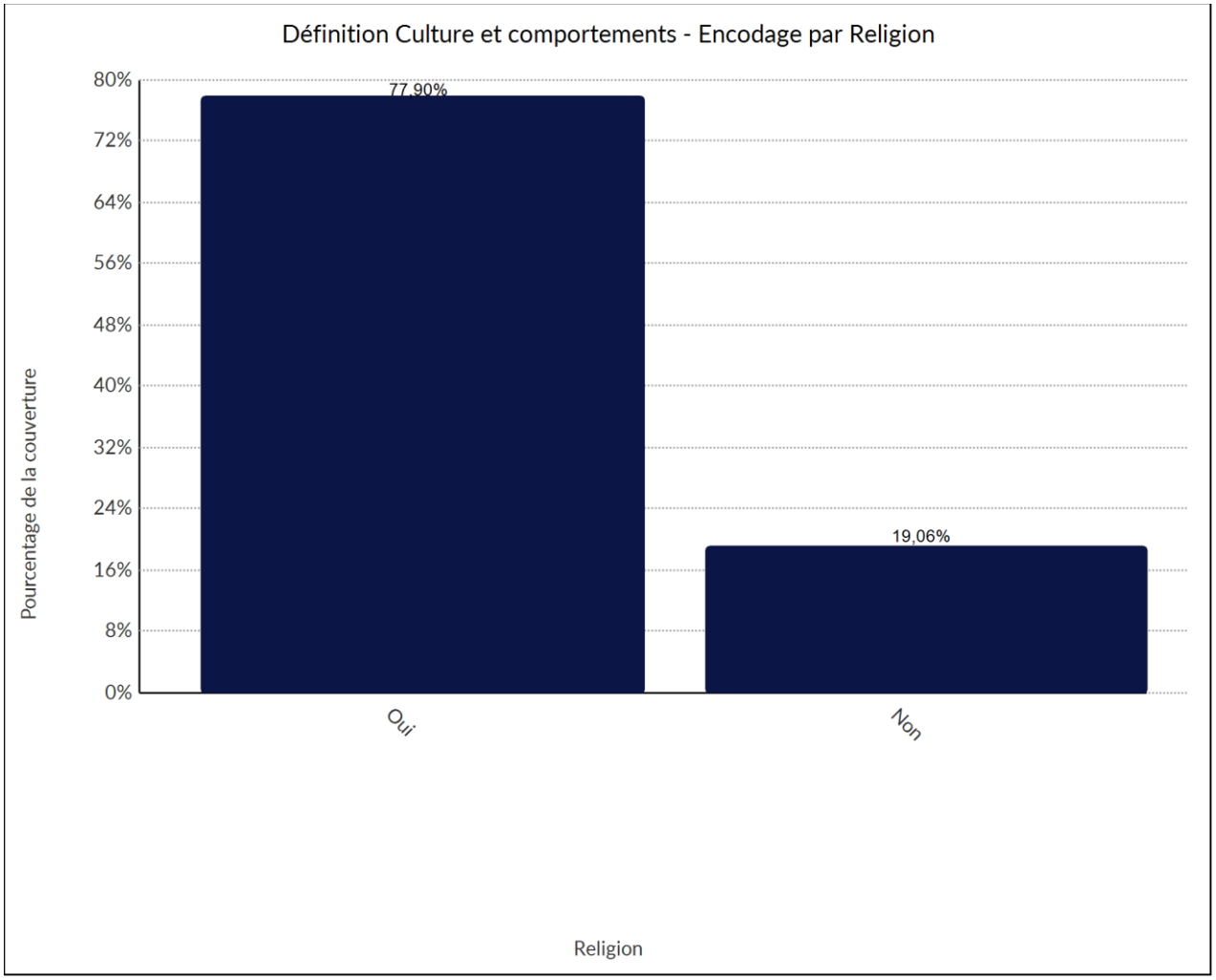
Graphique 224d. Figure pauvreté SDF perception et revenus moyens. 71 références 32 interviewés.



Annexe 225. Graphique 225. Niveaux d'éducation et définitions de pauvreté. Définition pauvreté faim- nourriture 37 références 25 interviewés.

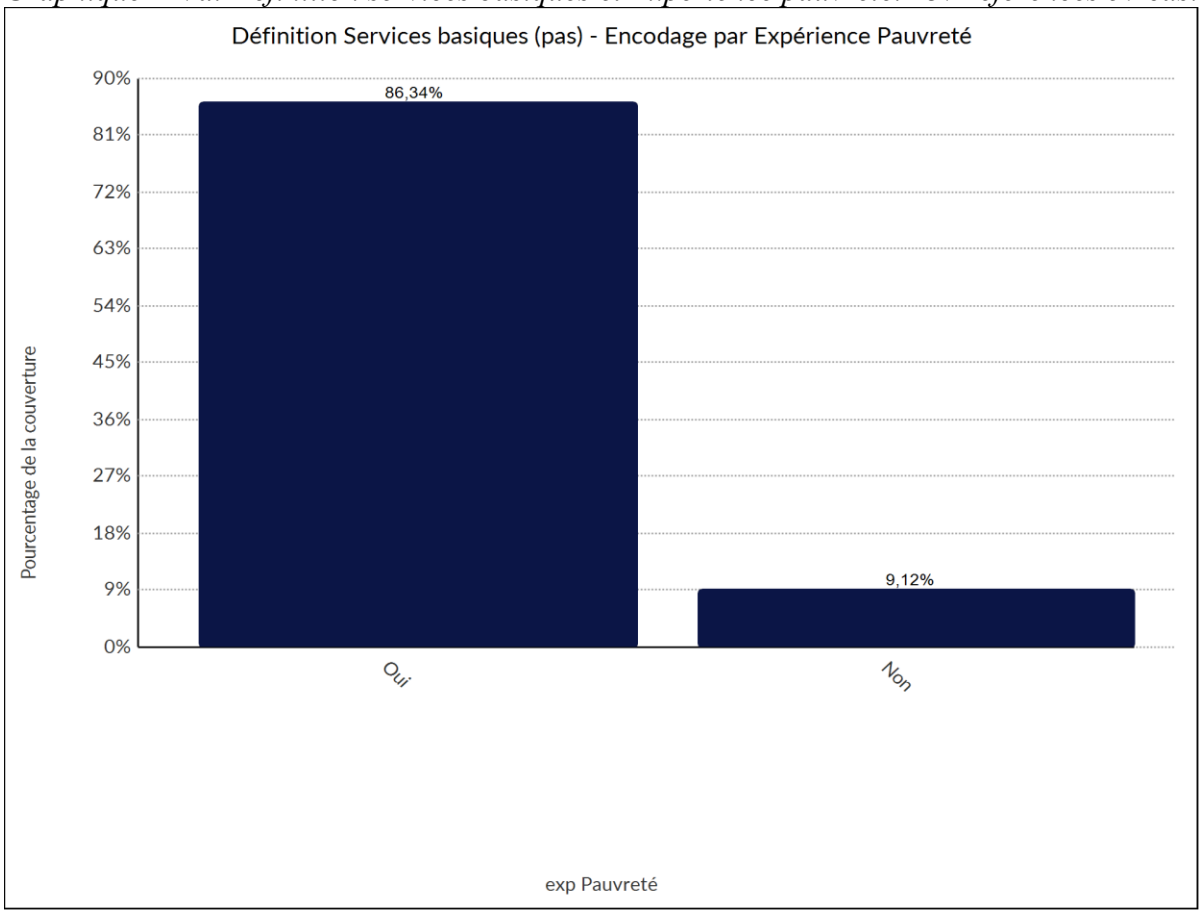


Annexe 226. Graphique 226. Appartenance religieuse déclarée et définition culture comportements pauvreté. 100 références 45 interviewés.

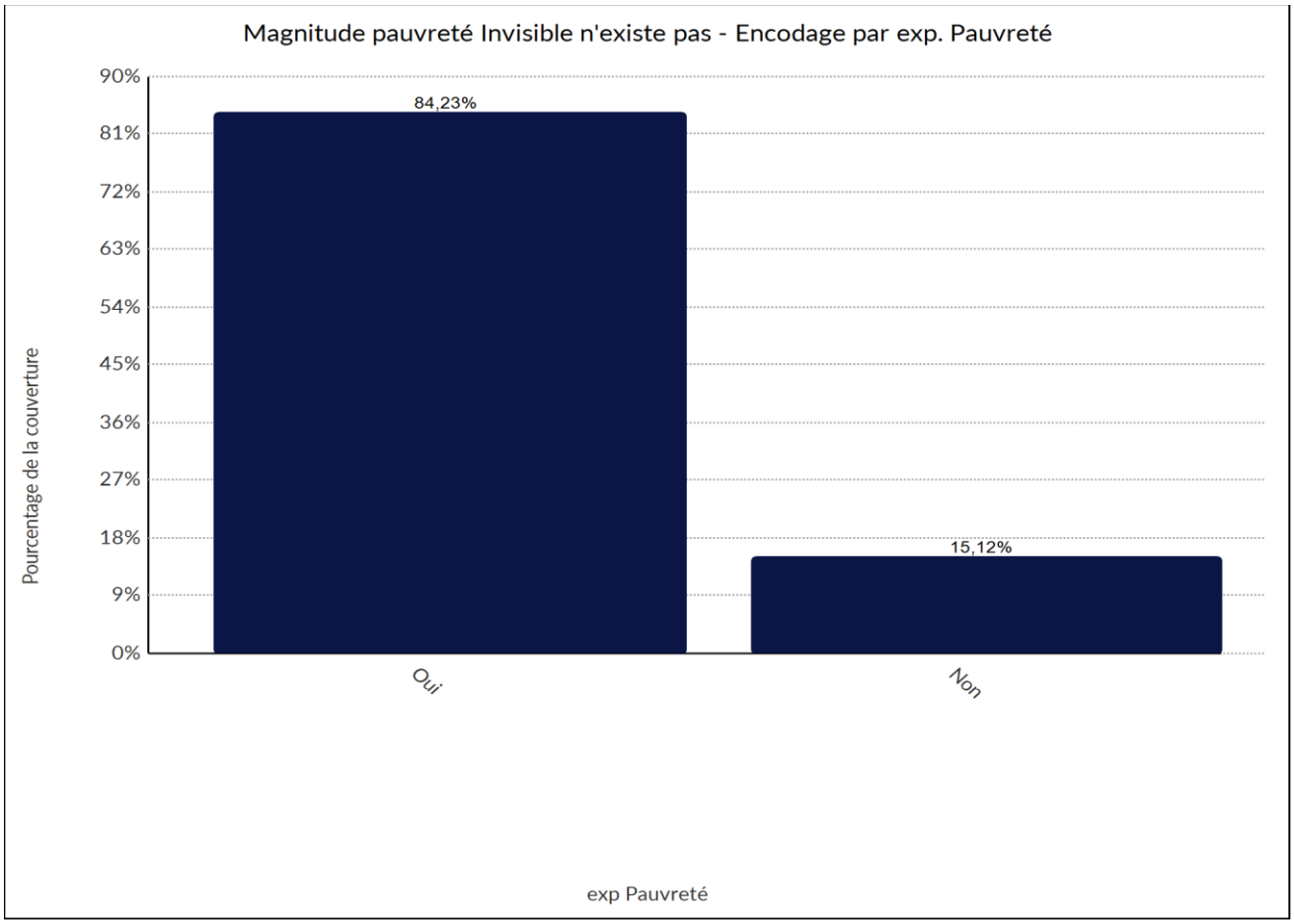


Annexe 227. Graphiques 227. Expérience pauvreté.

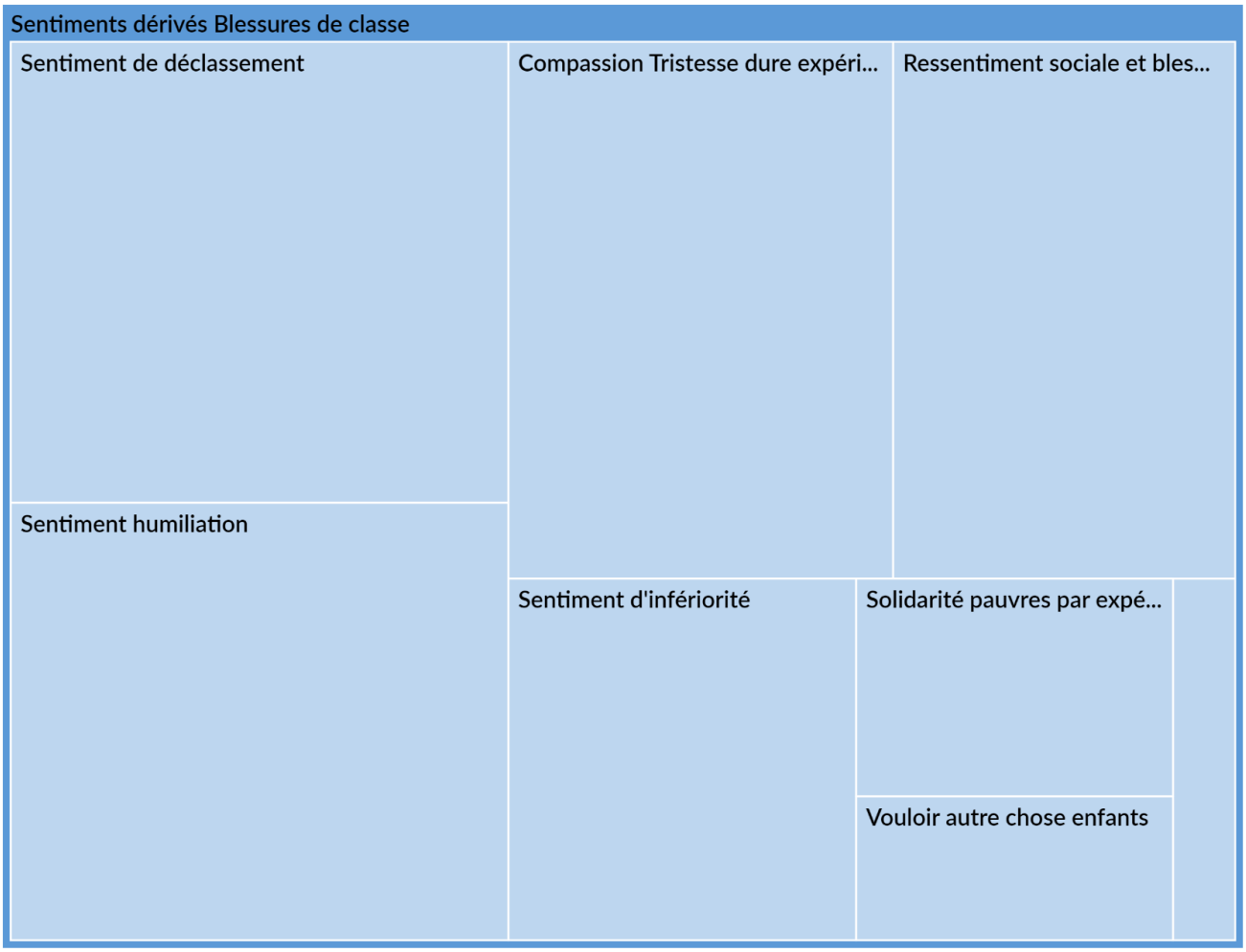
Graphique 227a. Définition services basiques et Expérience pauvreté. 137 références 57 cas.



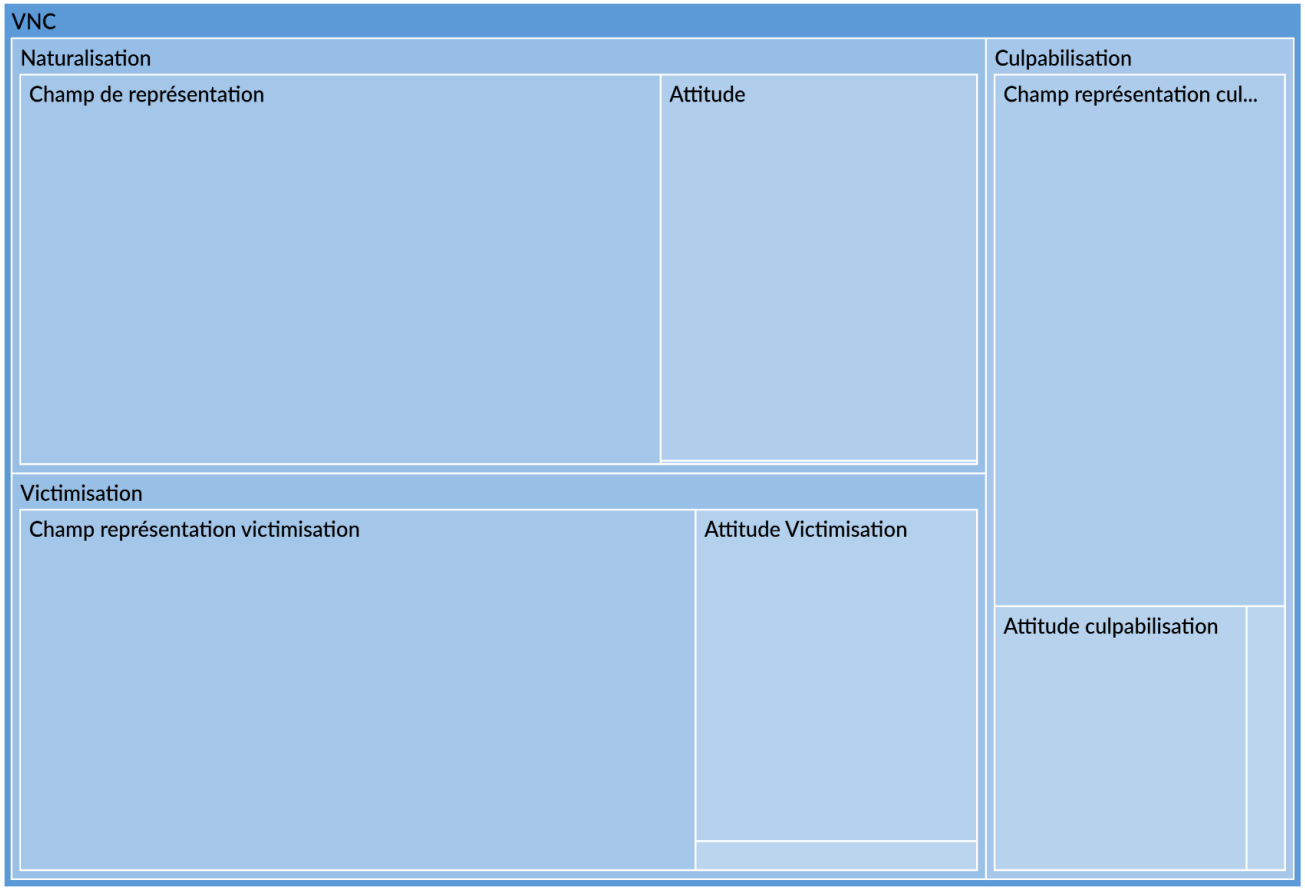
Graphique 227b. Expérience pauvreté et Magnitude invisibilisation pauvreté. 34 références 19 cas.



Annexe 228. Graphique 228. Sentiments blessures de classe 96 références 46 interviewés.



Annexe 229. Chapitre 7. Graphique 229. Classification trois systèmes RSP 3874 références, 81 interviewés.



VNC	67	3874
Culpabilisation	63	936
Naturalisation	67	1537
Victimisation	62	1401
Pauvreté RS	67	3916

Annexe 230. Tableau 230. Critères de classement.

Information	Expériences	Individuels ou partagés. Expérience pauvreté enfance, temporaire, situationnelle.
	Informations	Mémoire collective - médias - spécialisés savantes
Champ de RS	Perception	Sensoriel : Visibilité, sens (goût, odorat, toucher), figures et associations rapides
	Conceptualisation	Croyances, explications-explications, images
		Meaning Making, répertoires culturels, valeurs et jugements Exercices cognitifs : associations, classification, cause-effet, état-processus
Attitude	Préférences	Vote et politiques publiques LCP
	Pratiques déclarées	Solidarité Charité
	Attitudes	Engagement/indifférence

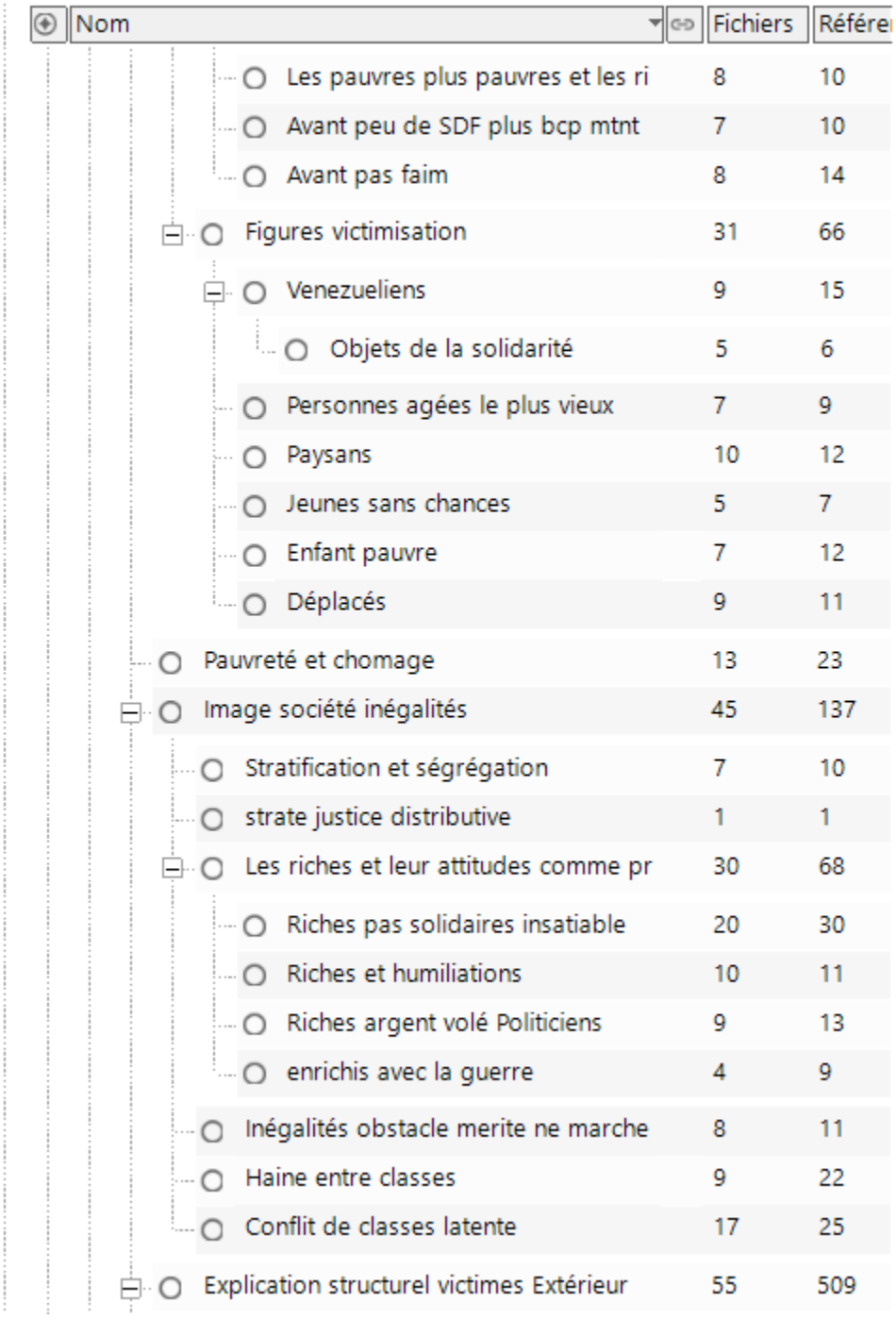
Annexe 231. Capture d'écran Image 231. Structure encodage trois systèmes RSP 20pages.

Codes

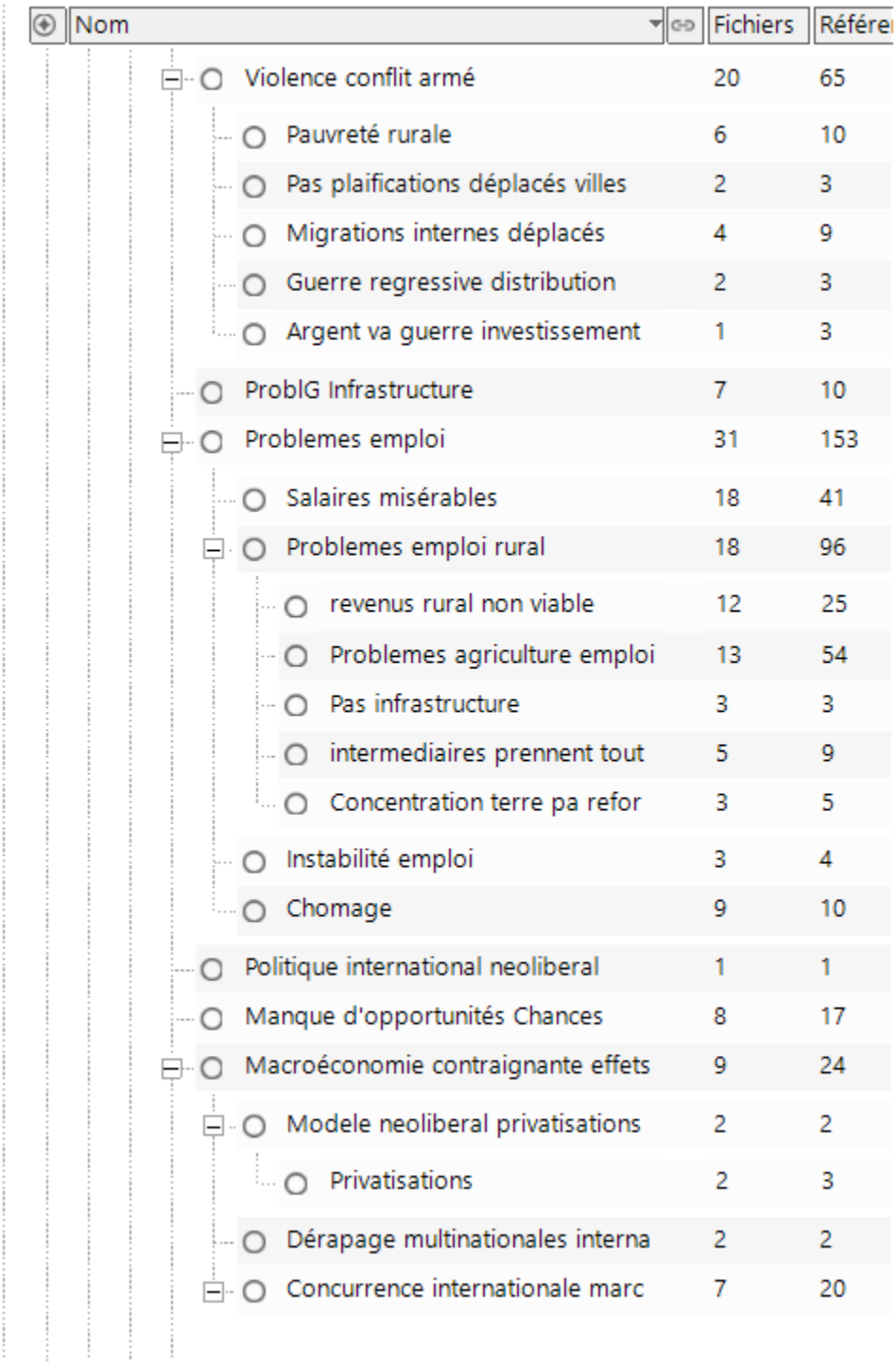


Nom	Fichiers	Référe
VNC	67	3874
Victimisation	62	1401
Information victimisation	15	33
reportages régions victimes	1	1
Quartier pauvre télé	1	1
PG Travail revenus faibles campagne	9	20
KH education sans opportunites pvté	1	1
Investissement social faible Colombie	2	2
Haut niveau inégalité Colombie	4	4
Effets de la guerre conflit armé	1	1
Cas des racisme télé	1	1
Cas corruption sonés	1	1
Champ représentation victimisation	61	981
probleme grave Corruption clientélisme	18	29
Percois victimisation	48	235
Spatiales ségrégation	19	69
Gentrification	3	10
Différences quartiers	7	11
Avoir terre	2	2
Appauvrissement villages	13	46
Magnitude BCP	32	100
Plus de pauvreté qu'auparavant	17	25
Plus avec migrations	6	7
Nous étions riches rural	7	20
Misere on voit	7	8

Codes



Nom	Fichiers	Référe
Les pauvres plus pauvres et les ri	8	10
Avant peu de SDF plus bcp mtnt	7	10
Avant pas faim	8	14
Figures victimisation	31	66
Venezueliens	9	15
Objets de la solidarité	5	6
Personnes agées le plus vieux	7	9
Paysans	10	12
Jeunes sans chances	5	7
Enfant pauvre	7	12
Déplacés	9	11
Pauvreté et chomage	13	23
Image société inégalités	45	137
Stratification et ségrégation	7	10
strate justice distributive	1	1
Les riches et leur attitudes comme pr	30	68
Riches pas solidaires insatiable	20	30
Riches et humiliations	10	11
Riches argent volé Politiciens	9	13
enrichis avec la guerre	4	9
Inégalités obstacle merite ne marche	8	11
Haine entre classes	9	22
Conflit de classes latente	17	25
Explication structurel victimes Extérieur	55	509



Nom	Fichiers	Référe
Violence conflit armé	20	65
Pauvreté rurale	6	10
Pas plaifications déplacés villes	2	3
Migrations internes déplacés	4	9
Guerre regressive distribution	2	3
Argent va guerre investissement	1	3
ProblG Infrastructure	7	10
Problemes emploi	31	153
Salaires misérables	18	41
Problemes emploi rural	18	96
revenus rural non viable	12	25
Problemes agriculture emploi	13	54
Pas infrastructure	3	3
intermediaires prennent tout	5	9
Concentration terre pa refor	3	5
Instabilité emploi	3	4
Chomage	9	10
Politique international neoliberal	1	1
Manque d'opportunités Chances	8	17
Macroéconomie contraignante effets	9	24
Modele neoliberal privatisations	2	2
Privatisations	2	3
Dérapage multinationales interna	2	2
Concurrence internationale marc	7	20

Codes

Nom	Fichiers	Référe
Prix et demande commoditie	4	11
ConcuRrence deloyal chinois	1	1
Inégalités frappantes	18	34
Riches Richesse pauvreté somme	12	20
Inégalités historiques	5	6
Institutionnels	41	156
Negligence gouvernements et po	16	36
Politiques contraproductives	2	5
Elites au pouvoir	25	56
Politiciens voleurs corruptes	12	16
Politiciens fainéants argent fa	7	10
Non representativité plus pau	4	5
Gouvernement Uribe	2	3
Fonctionnaires hauts salaires	5	6
Corruption généralisé	35	64
Corruption victimes peuple	35	64
Indifférence société oublie pauvres p	14	28
Education	5	9
Pas d'investissement en EDUCATI	5	9
Discrimination	8	10
Racisme	7	8
ES Stigmatisée en ville guerrilla	6	13
Aporophobie	3	4
Appropriation culturelle	1	2

Codes

Nom	Fichiers	Référe
Croyances victimisation	21	48
Richesse non utilisé distribué exploit	10	18
Choco contradiction	4	5
Pauvreté et chomage	8	9
Les pauvres mettent les morts	3	4
Le pauvre s'efforce plus	2	2
La pauvreté est fonctionelle Etat Gv	4	11
Discrimination paysans	3	4
Attitude Victimisation	56	387
Supération assistance	29	66
Universalisme	20	28
Programmes complets	9	13
Egalité chances	3	3
Education Santé	5	6
Répartition ressources justice distrib	11	17
Taxer grands entreprises familles	1	1
Reforme agricole terres	2	4
Faire les pauvres classe moyenne	2	3
Arreter grands salaires congres f	6	7
Projets adaptés suivis quartiers	10	12
Equité groupes spéciaux	2	2
C'est qu'un theatre FA	6	6
C'est la dette	1	1
Pratiques donner sans condition	5	5

Codes

Nom	Fichiers	Référe
Politiques publiques	41	131
Sisben bon	7	8
PP Guajira structure victimes corrup i	31	41
DAC PTC faire plus	14	17
Renforcement et sans corruption	1	1
DAC agées AdultoMayor	4	4
DAC mobilisations revendique	23	52
Seul maniere se faire entendre	7	11
Pas garanties manifestants	2	3
Participation en mobilisations soc	5	7
Mobilisations mais sans violence	8	11
Mobilisations bons mais pas enc	7	10
C'est notre droit	2	2
Choco corruption victimes	8	10
Bronx sdf Manque programmes suivi	3	3
Nous devrions être égaux	4	7
Il est injuste	43	170
Voler l'argent aux pauvres (2)	11	18
Stigmatisation discrimination	17	19
SDF situation injuste	2	3
Salaires misérables	16	31
Pauvreté extreme	8	9
Pauvreté en Colombie régions	17	31
Villages de la cote	3	3
Régions oubliées Paysans	11	14

Codes

Nom	Fichiers	Référe
Misere	7	13
Malnutrition enfants	2	2
Ines Pas qualité San Edu pves	7	8
Indifférence Droits afros indiens pays	8	9
Différences entre quartiers personne	6	7
Concentration richesse	12	20
Banquiers rendements financiers	2	2
A Problematique	7	8
Naturalisation	67	1537
Information	6	6
Pas aumone en argent mais espece	1	1
Empreinte historique religiese colonie	5	5
Champ de représentation	67	1028
Visibilité perception	48	149
Inégalité pauvreté invisible n'existe p	20	35
Frontiere physique sociale riches pau	9	12
Figures	37	92
Venezueliens travail	3	3
Populations indiens	6	7
Pauvre gros appareils dépenseur	9	10
Meres trop enfants	13	24
Le paysan a tout n'est pas pauvre	9	11
Enfant pauvre	11	19
Conflit Viota pas si grave déplace	2	6

Codes

Nom	Fichiers	Référe
Bon VS mauvais pauvre pvté	5	5
Egal situation ne change pas	7	10
Image differences societe	54	241
Vie de bulle - séparés (2)	27	64
Relations selectives stratifiés	5	12
Relation endogamiques	5	14
Les riches garder statu quo	6	6
Avant moins rigidité hiérarchie	2	5
Ton quartier te définie devant autres	5	8
Strate attribut personnalité	16	26
Riches et pauvres	22	32
Nous Je pauvres	21	51
Sommes pauvres parce que on v	5	9
Sommes pauvres habitude coutu	5	6
Il nous manque éducation	8	8
Inégalités existent mais historiques f	27	60
état riches plus riches pauvres pl	8	10
Strate Toujours existé	5	6
Pauvreté perpetuelle générations	10	15
Inégalité historique colonie	3	4
Hiérarchies tjs pauvres et r	7	10
Haciendas patrons bon	3	6
Division du travail roles	1	1
Determinisme geographique	3	3
Avant moins rigidité hiérarchie	2	5

Codes

Nom	Fichiers	Référe
Explications naturalisation	61	345
Peuple ignorant	23	34
Il nous manque éducation	10	10
météo chaleur paresse	2	2
Migrations venezueliens Chances lim	7	8
Invisibilité indifférence pvte	8	12
Famille culture pauvreté	27	59
Pas de suivi enfants	7	10
Maternité précoce taux natalité f	13	24
Mal élevés	8	9
Familles désintegrées	3	5
Familles délinquance	1	1
Entourages pas de modèles	7	8
Exp. Comportements DE PAUVRES	24	55
Gaspillage argent	4	6
fete alcohol	13	16
Endettement excesive éducation	8	12
Destin pas chance aléas risques	31	47
Rural climatique rechauffement	5	6
Risque possibilité tous chute pau	14	15
Moments de pauvreté normal sor	8	8
Aléas Choc perte maladie proche	8	14
Cultures de pauvreté	37	123
Vente des votes ignorants culture	13	17

Codes

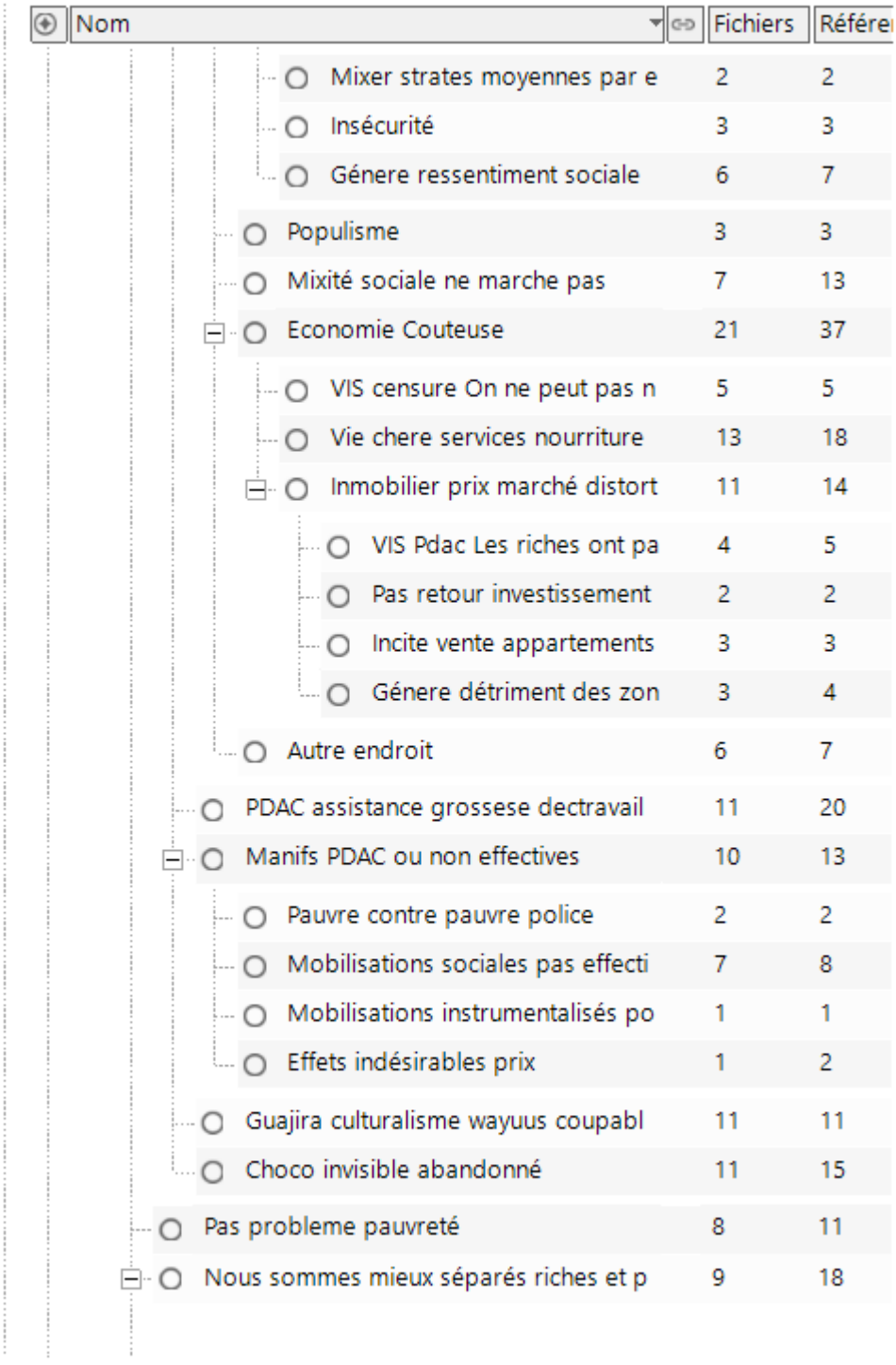


Nom	Fichiers	Référe
Racisme afro existe pour une rais	5	12
Narcoculture argent facil	4	5
Guajira culturalisme	9	9
Cultures arrierés indiens paysans	11	19
Culture pauvreté	1	1
Costeños paresseux fetards corru	15	25
Choque cultural	12	19
Corruption fatalisme	5	5
Définition culture	40	100
Culture et comportements	40	100
Saleté	12	17
pas éducation	3	3
Mal vêtu	8	9
Mal parler	3	3
Indiscipline	2	2
Désordre	6	8
Beaucoup d'enfants	15	30
Alcoholisme fête	18	26
Croyances	42	164
école de pauvres public	3	3
Pvté historique temps bible	3	3
Pauvreté transmissible	2	2
Pauvreté perpetuelle générations	10	15
Pauvre Ignorance	10	14
Pauvre esprit substantiel	11	16

Codes

Nom	Fichiers	Référe
Les allocataires ont plus enfants FA	8	12
Le riche triste vide	2	2
Le pauvre est solidaire	5	6
Le pauvre est heureux	13	74
Le riche triste vide	2	2
Le paysan Indigenes a tout n'est	10	26
Dieu aide aux bonnes	4	5
Determinisme geographique	1	1
Des bon et mauvais moments vie	11	11
Changement de valeurs société	17	29
Narcoculture a nuit la société	4	5
Attitude	64	503
Sumission dans le travail	6	9
Stratégies pratiques	10	21
Mauvais influence amis Couper liens	2	7
Homogénéite cercle social Conjoints	3	5
Cacher la pauvreté	6	9
Pol Publiques préférences	45	190
Programmes populisme corruption cl	18	32
PDAC VIS mixité sociale	32	99
Social	22	38
Selon type allocataire pas exc	1	1
PDAC VIS Discrimination aux	11	14
Pas préparés socialement con	10	11

Codes



Nom	Fichiers	Référe
Mixer strates moyennes par e	2	2
Insécurité	3	3
Génere ressentiment sociale	6	7
Populisme	3	3
Mixité sociale ne marche pas	7	13
Economie Couteuse	21	37
VIS censure On ne peut pas n	5	5
Vie chere services nourriture	13	18
Inmobilier prix marché distort	11	14
VIS Pdac Les riches ont pa	4	5
Pas retour investissement	2	2
Incite vente appartements	3	3
Génere détriment des zon	3	4
Autre endroit	6	7
PDAC assistance grossese dectravail	11	20
Manifs PDAC ou non effectives	10	13
Pauvre contre pauvre police	2	2
Mobilisations sociales pas effecti	7	8
Mobilisations instrumentalisés po	1	1
Effets indésirables prix	1	2
Guajira culturalisme wayuus coupabl	11	11
Choco invisible abandonné	11	15
Pas probleme pauvreté	8	11
Nous sommes mieux séparés riches et p	9	18

Codes

Nom	Fichiers	Référe
Riches et pauvres habitant ensemble	2	2
Mixité sociale ne marche pas	7	13
Nat assistance	46	115
refuges pauvres rehab	3	5
PDAC FA	11	20
Mal exemple enfants	4	5
Incitation a la grossese	10	15
PDAC asisstance aux excombatants	4	4
Patron politicien hacendado aide	11	16
Méconaissance programmes	7	9
Focaliser pauvres plus besoins	10	16
équite ne pas égalité Targeting	2	3
Assister TRES PAUVRE focaliser	9	12
Améliorer AS programmes	1	1
Eduquer en valeurs et comportemme	4	7
Charité privée organisée	6	7
Mon grain de sable	1	1
Charité par pitié religion	9	9
Charité Aides en nature pas argent	15	21
Inégalité toleré juste	15	28
Ségrégation spatiale	1	1
Sumission dans le travail	3	5
SDF situation	1	1
Richesse de naissance	1	1

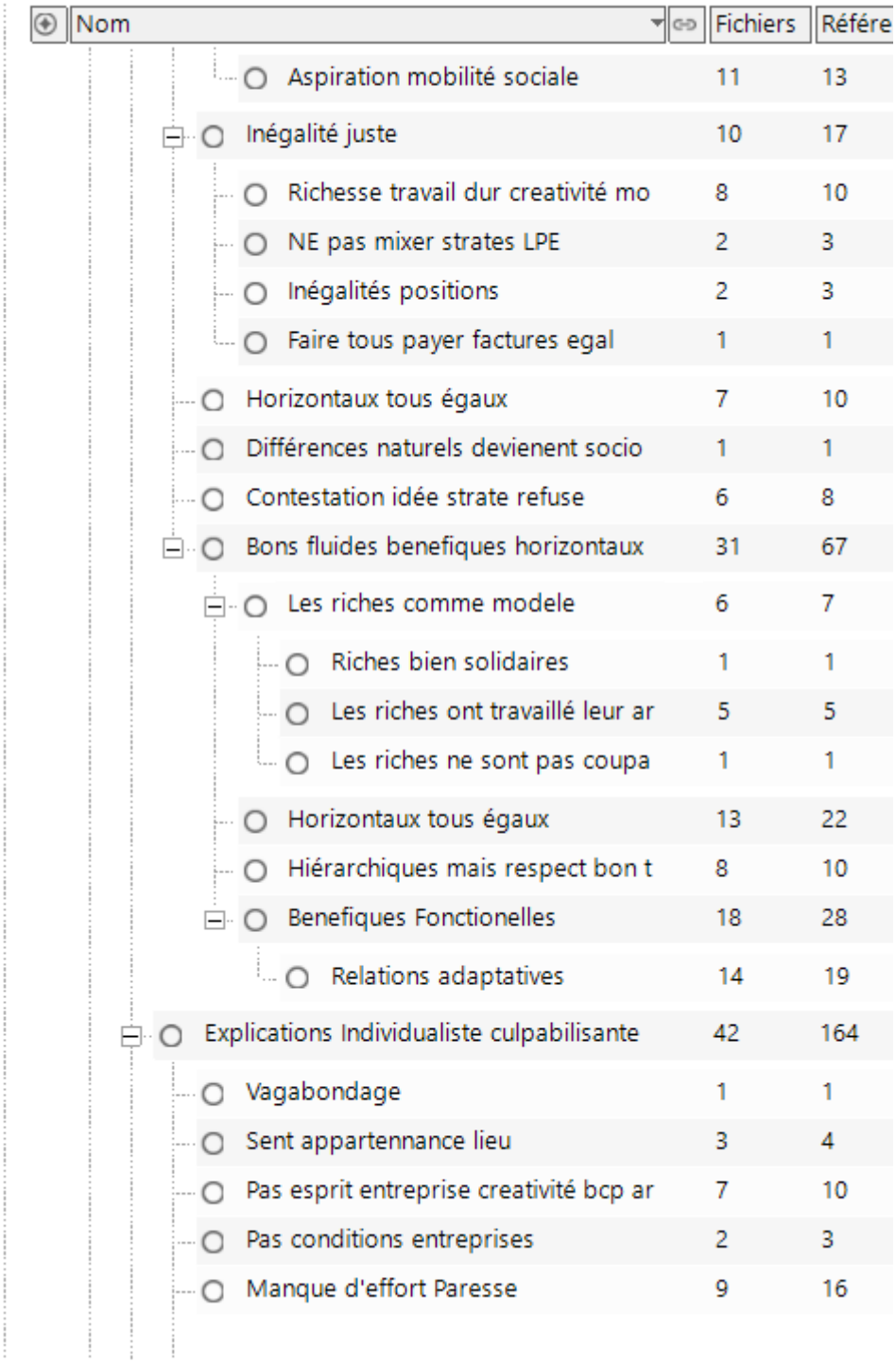
Codes

Nom	Fichiers	Référe
pauvres corruption	1	1
Justice propre main	1	2
Inegalités richesse	7	7
Garder l'emploi interclasses benefiqu	4	5
Discrimination sociale Travail	2	4
Fatalisme	35	69
Tranquille en foi religion dieu aide pa	5	5
Situation ne change pas	9	10
Religion destin des pauvres	2	2
Pauvreté perpetuelle générations	10	15
Mixité social forcé est norme	2	4
Des riches et des pauvres il y en aura	8	12
Chance destin	9	12
C'est la vie souffrir	1	1
Egal situation ne change pas	7	9
Apathie politique	16	20
Apathie partis politique	5	5
Abstensionnisme vote	2	2
Culpabilisation	63	936
Information culpabilisation	21	41
Sisben mal focalisée	8	15
Pauvreté réduction stats	3	3
Le marché de la pauvreté	9	16
Mafia vendeurs de rue	3	4
Mafia des méndiants	6	7

Codes

Nom	Fichiers	Référe
Il y en a du travail	6	6
Champ représentation culpabilisation	60	626
Supération pauvreté possible	21	49
Si vous voulez vous pouvez	5	8
Richesse travail dur creativité mobilit	8	10
Optimisme	3	4
Mentalité Expli succés	8	12
Exemples de supération	7	10
Pauvreté relative	6	9
Image société différences	48	201
Pauvres mais attitude esprit	5	8
Narcos et nouveau riche	4	4
Les riches comme modele	11	18
Riches de naissance	2	2
Riches bien solidaires	2	3
Nouveau riche sans humiliation s	1	1
Les riches ont travaillé leur argen	8	9
Les riches ne sont pas coupables	3	3
Les classes moyennes	4	5
Inégalités bonnes méritocratie Société	26	63
S'égaler par le mérite	13	26
Richesse travail dur creativité mo	8	10
Méritocracie tous chances	3	5
Le pauvre s'efforce plus pvté fon	3	4
Différences naturels devienent so	1	1

Codes



Nom	Fichiers	Référe
Aspiration mobilité sociale	11	13
Inégalité juste	10	17
Richesse travail dur creativité mo	8	10
NE pas mixer strates LPE	2	3
Inégalités positions	2	3
Faire tous payer factures egal	1	1
Horizontaux tous égaux	7	10
Différences naturels devienent socio	1	1
Contestation idée strate refuse	6	8
Bons fluides benefiques horizontaux	31	67
Les riches comme modele	6	7
Riches bien solidaires	1	1
Les riches ont travaillé leur ar	5	5
Les riches ne sont pas coupa	1	1
Horizontaux tous égaux	13	22
Hiérarchiques mais respect bon t	8	10
Benefiques Fonctionelles	18	28
Relations adaptatives	14	19
Explications Individualiste culpabilisante	42	164
Vagabondage	1	1
Sent appartennance lieu	3	4
Pas esprit entreprise creativité bcp ar	7	10
Pas conditions entreprises	2	3
Manque d'effort Paresse	9	16

Codes

Nom	Fichiers	Référe
Mal travailleur pas profesionel	14	19
Mal choix vote dirigeants	6	8
Informalité	3	6
Ils veulent tout donné	8	16
Corruption culpabilisé	10	11
Conformisme	12	12
Comportement dévies	6	6
Choix	7	8
Carence d'esprit aspirations mentalit	18	31
Amour argent facile	7	13
Culpa Perception	38	86
Magnitude moins	18	28
Stats le disent	2	2
Plus pouvoir d'acquisition classes	3	3
Plus développement	3	3
Plus d'aides familles pauvres	1	1
moins SDF	2	2
Changement qualitatif	7	12
Figures (2)	31	58
SDF	23	41
Jeune délinquant	10	13
Faux pauvres vendeurs rue	3	4
Croyances culpabilisation	32	74
Pauvreté et drogadiction	4	4
Pauvre mentale situation changeable	14	26

Codes

Nom	Fichiers	Référe
Le pauvre l'est parce qu'il le veux	14	18
Nous sommes pauvres choix	1	2
habitude	4	4
Le marché de la pauvreté	11	20
Mafia vendeurs de rue	3	4
Mafia des méndiants	5	6
Faux pauvres vendeurs rue	3	4
Des pauvres pas si pauvres travailleu	3	4
Construction n'existe pas tous egaux	2	2
Colombie il y a bcp argent richesse	15	23
Argent facile vs bien gagné	11	20
Attitude culpabilisation	51	269
Responsabilité sociale entreprise	4	6
Médiation	1	3
Politiques culpabilisation	36	112
PDAC Assistanat	30	76
Profiteurs de l'état assistés	7	10
PDAC Effets subvention	27	51
tion fait pas valorer	7	7
Subvention génere criminalit	2	2
Subvention est distorsion	4	5
Subvention décourage travail	23	32
Subvention devient droit et o	5	5
Pas de progres	5	6

Codes

Nom	Fichiers	Référe
FA Génere paresse décourage travail	15	25
Equité chances	0	0
chocoans coupables	3	4
Bronx Improvisée mais nécessaire	7	7
Inégalité juste	10	17
Richesse travail dur creativité mobilit	8	10
NE pas mixer strates LPE	2	3
Inégalités positions	2	3
Faire tous payer factures egal	1	1
Compassion neutralisé	1	1
C'est leur faute c'est juste	23	37
Veulent pas travailler meilluer vie	7	7
Pas de contrôle citoyen	2	2
Ne gerent bien budget	4	4
Les pauvres n'investissent en qualité	3	3
Les pauvres n'entretiennent pas leur	2	2
ils choisissent leur dirigeants corrupt	7	9
Familles coupables	1	1
Conformisme	8	9
asssitance et culpabilisation	30	96
Trompeurs dans l'assistance	7	9
Travail	18	49
Workfare contrapartie travail	3	6
Travailler chacun pour soi	3	4
Soutien aux travailleurs	3	3

Codes

Nom	Fichiers	Référe
Soutien aux entreprises	1	5
mieux vaut lui apprendre à pêche	4	5
Donner du travail	4	5
PDAC aumone	6	8
Edu travail	9	12
Contrapartie aide sociale	2	4
Abus Charité gens s'habituent	10	14
Signification de l'argent	46	132
Usages	17	19
TransporT	3	4
Pouvoir statut	6	7
Assurance problemes santé MOYEN	6	6
acheter qualité de vie	2	2
Morale de l'argent	15	24
Gaspillé vs bien utilisé	5	5
Argent facile vs bien gagné	11	19
Contraignante vs liberté	33	60
Nécessaire mais pas tout MOYEN	18	18
Liberté Tranquilité	13	16
L'argent est tout FIN	9	11
Contraignante enleve liberté	16	26
Plus de responsabilités	2	2
Pas important pas la joie	6	7
l'argent ne paie pas no rinde	1	1

Codes

Nom	Fichiers	Référe
L'argent c'est le mal endommage	3	3
Economie avant Rural pas besoin argent	7	9
construction dela société	2	2
Banques usure	2	2
Attitude	21	29
Va et vienne flexible	4	5
travailler et depenser Fluidité	8	9
On va tous mourir	5	5
Il y a Bcp d'argent pas esprit entrepreneur	3	4
Famille plus important	5	6
Quartier vécu	43	272
Type quartier décrit	21	50
Sans quartier nomade	1	1
Résidentiel fermé conjunto cerrado	6	9
Quartier pratique TRAVAIL TRANSPORT	8	13
Quartier loin de tout VIS	1	2
Quartier fait a la main	4	12
Quartier des travailleurs	3	5
KS sports	2	3
Bon quartier	2	5
Relations conflits dynamiques	36	116
LienS quartier	22	41
Voisins pas d'amis	15	23
Controle sociale voisins	9	16
Amis du quartier	2	2

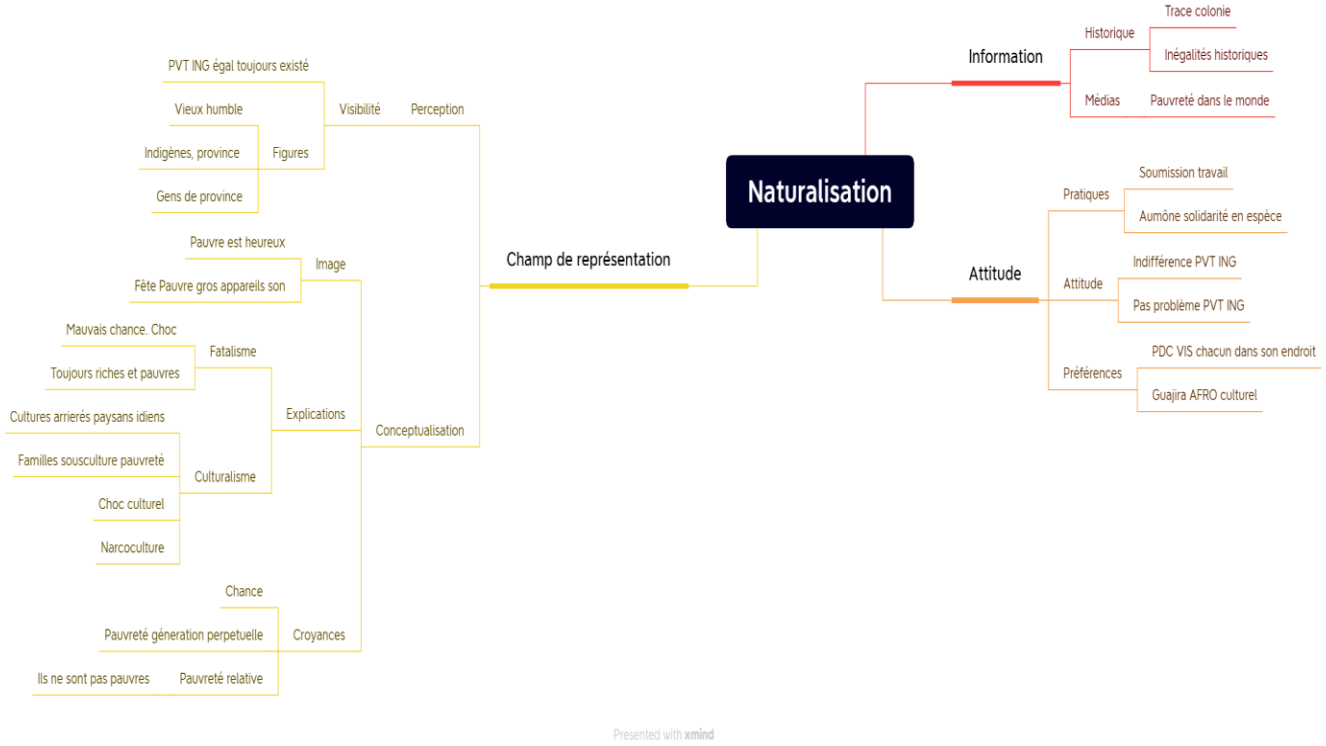
Codes

Nom	Fichiers	Référe
Insécurité quartier dynamiques	27	75
Sur dans mon quartier mais inconnus	11	17
Quartier dangereux	12	25
Bands Pandillas	14	21
Bagarres entre quartiers	5	6
Bagarres de quartier	5	6
Evolution quartier	29	93
Quartier amélioré	1	3
Processus dénigration	29	90
Quartier stigmatisée Discrimination	7	18
Quartier classé zone rouge	5	6
Plus de cohésion	1	2
Nouveaux voisins	4	7
Les élites habitaient le quartier	1	2
Déclassement quartier	4	4
Drogues dans le quartier	15	27
Choix quartier	11	13
Raisons démenagement	7	9
Mon quartier identité	5	7
Désir de démenagement	8	10

Annexe 231. Graphique 231. Nuage de mots naturalisation.

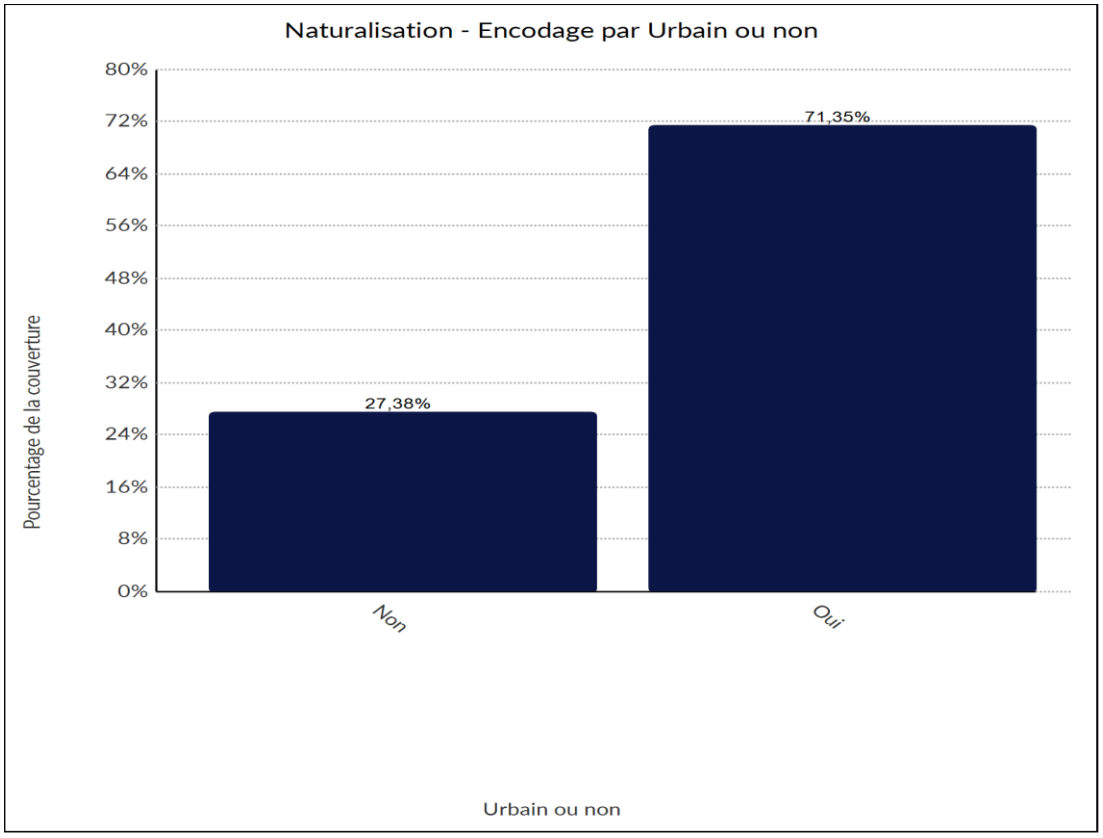


Annexe 232. Graphique 232. Carte conceptuelle Code Naturalisation.

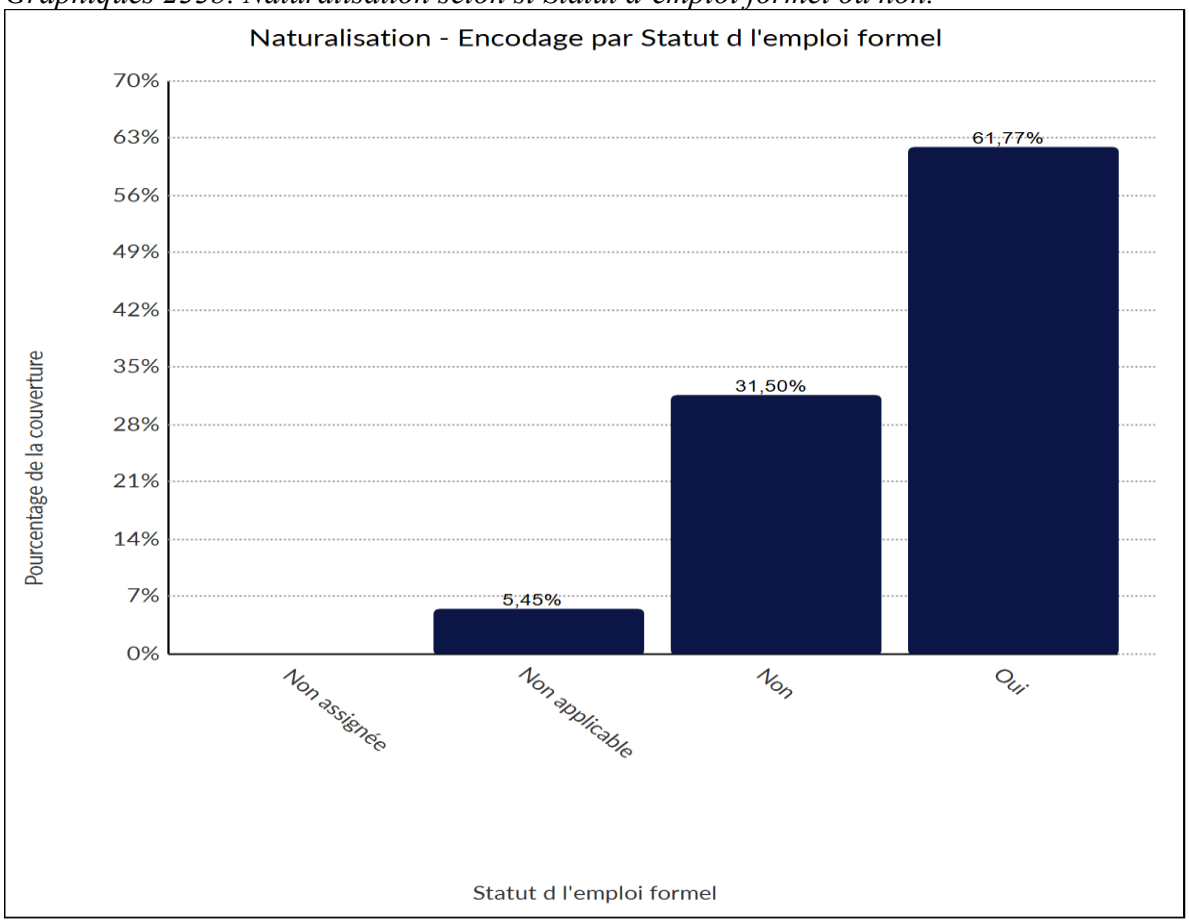


Annexe 233. Graphiques 234. Caractéristiques observées dans le groupe qui naturalise la pauvreté.

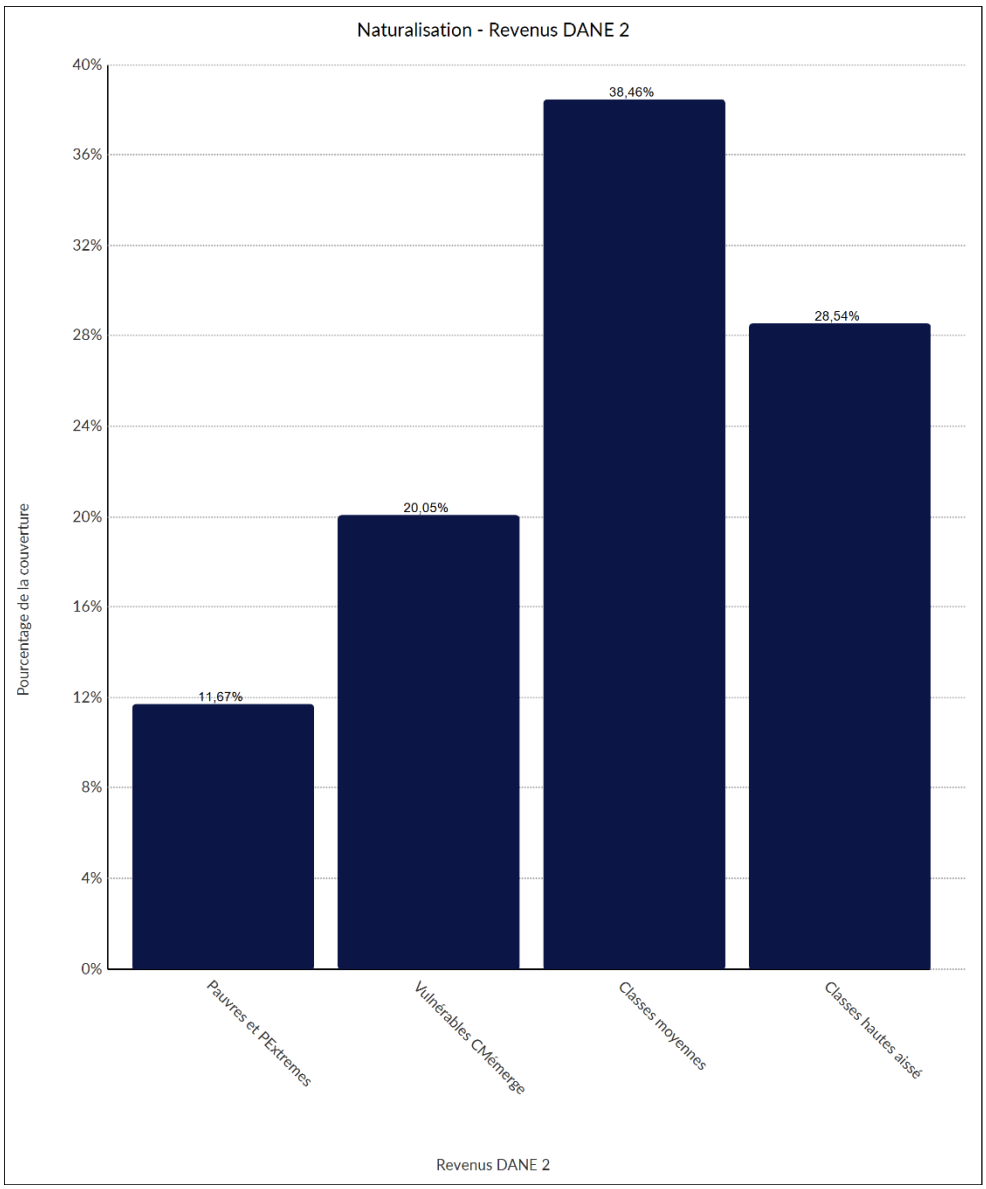
Graphiques 233a. Naturalisation selon si situation géographique urbaine ou non.



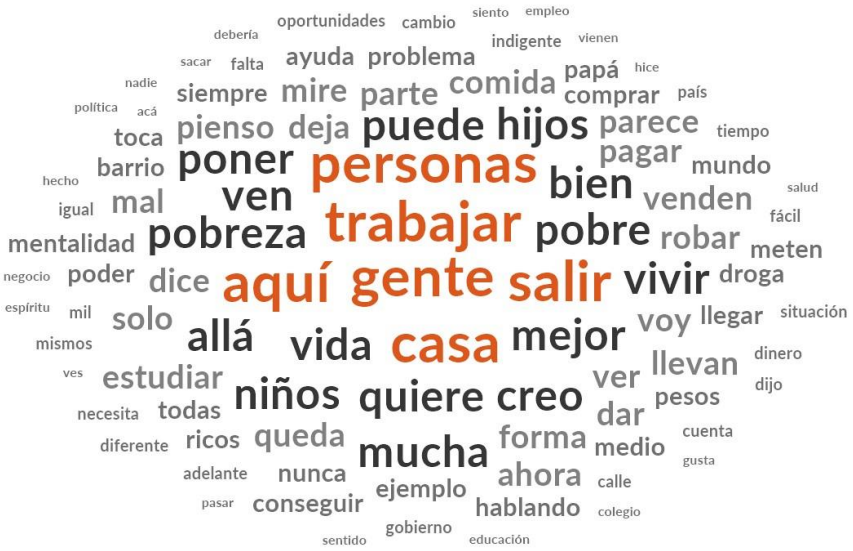
Graphiques 233b. Naturalisation selon si Statut d'emploi formel ou non.



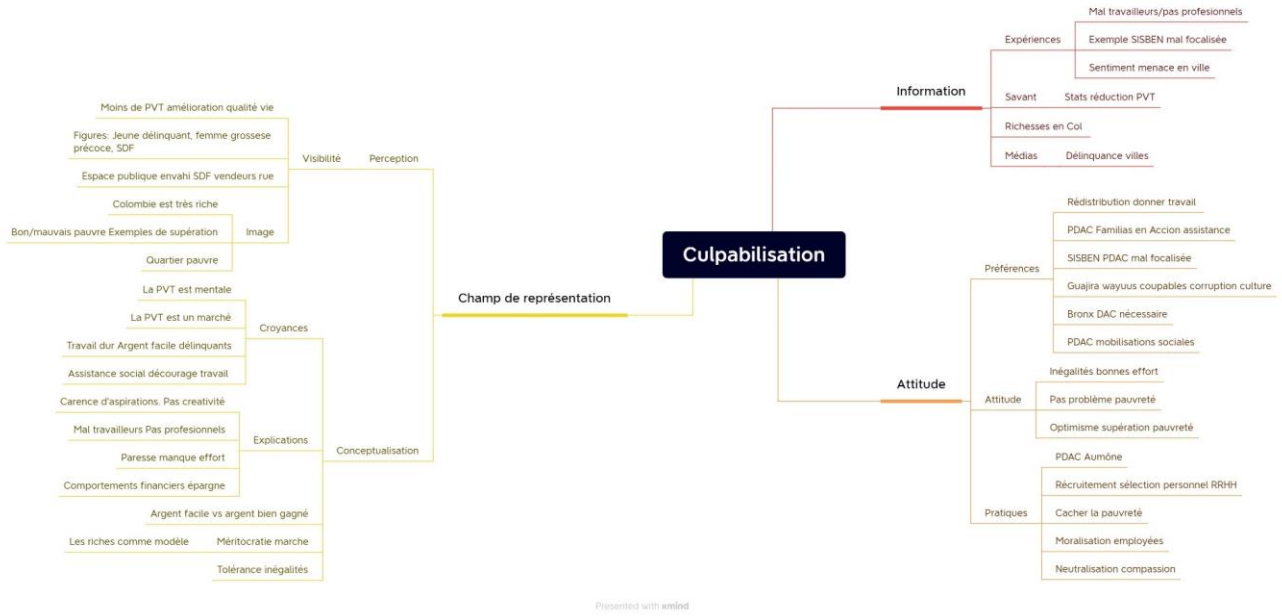
Graphiques 233c. Naturalisation selon revenus.



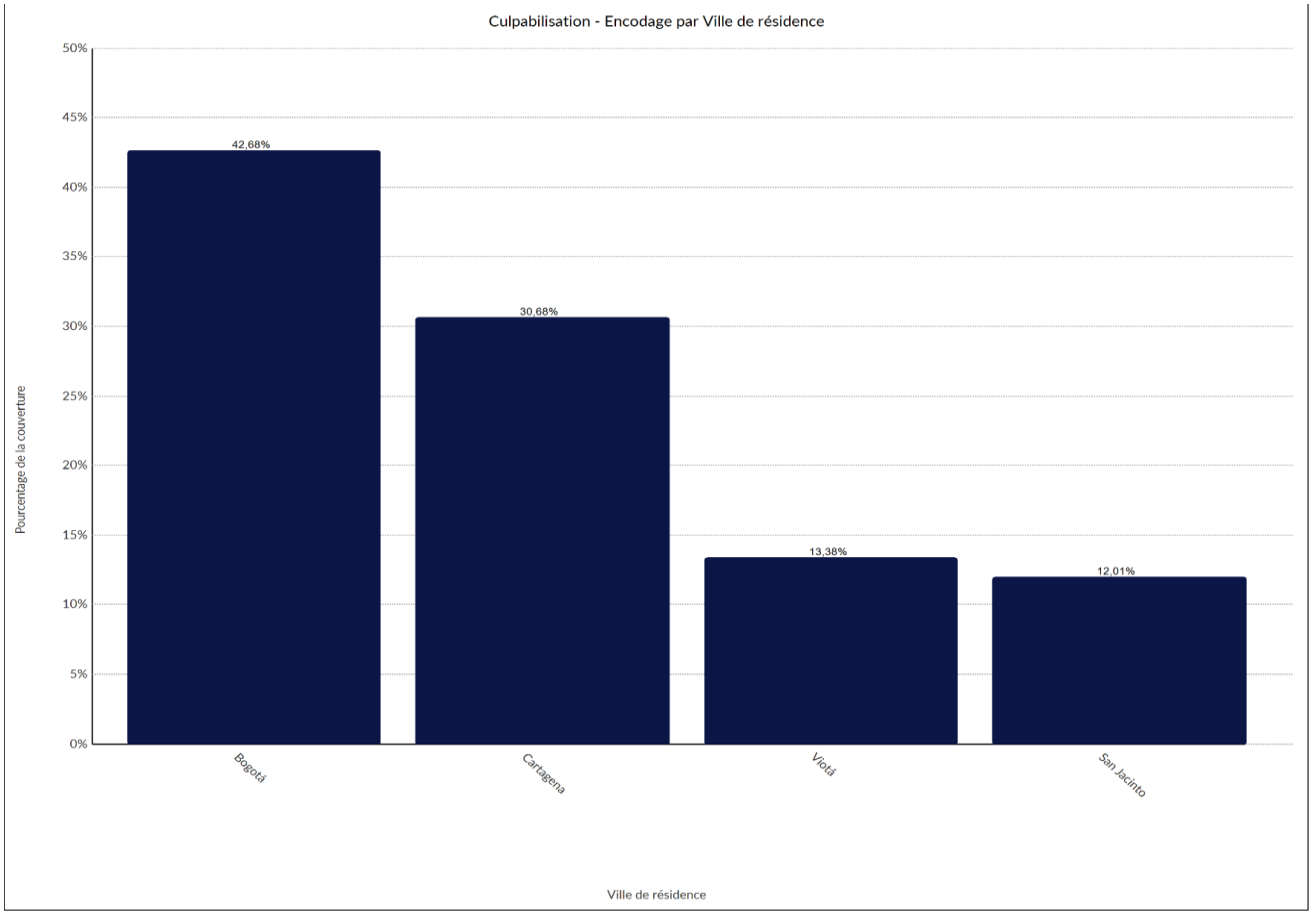
Annexe 234. Nuage de mots culpabilisation.



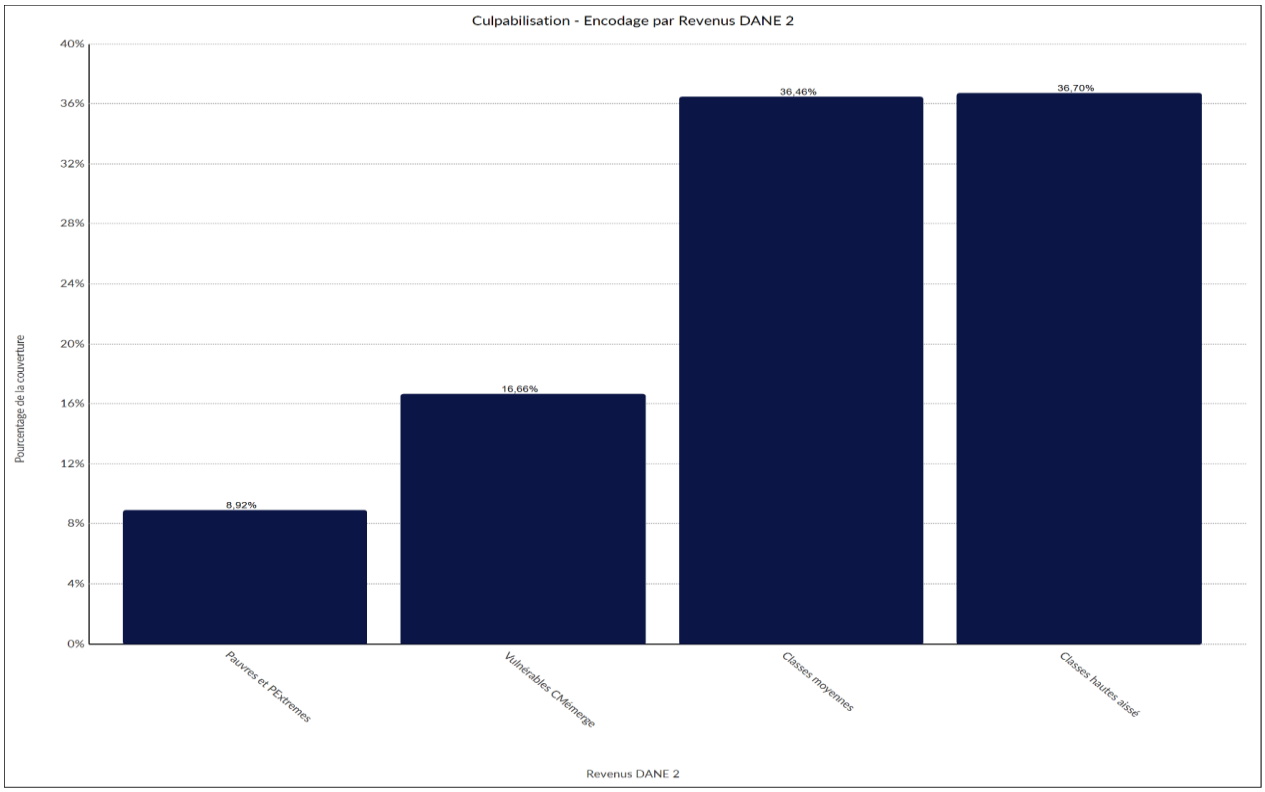
Annexe 235. Graphique 235. Carte conceptuelle Code culpabilisation.



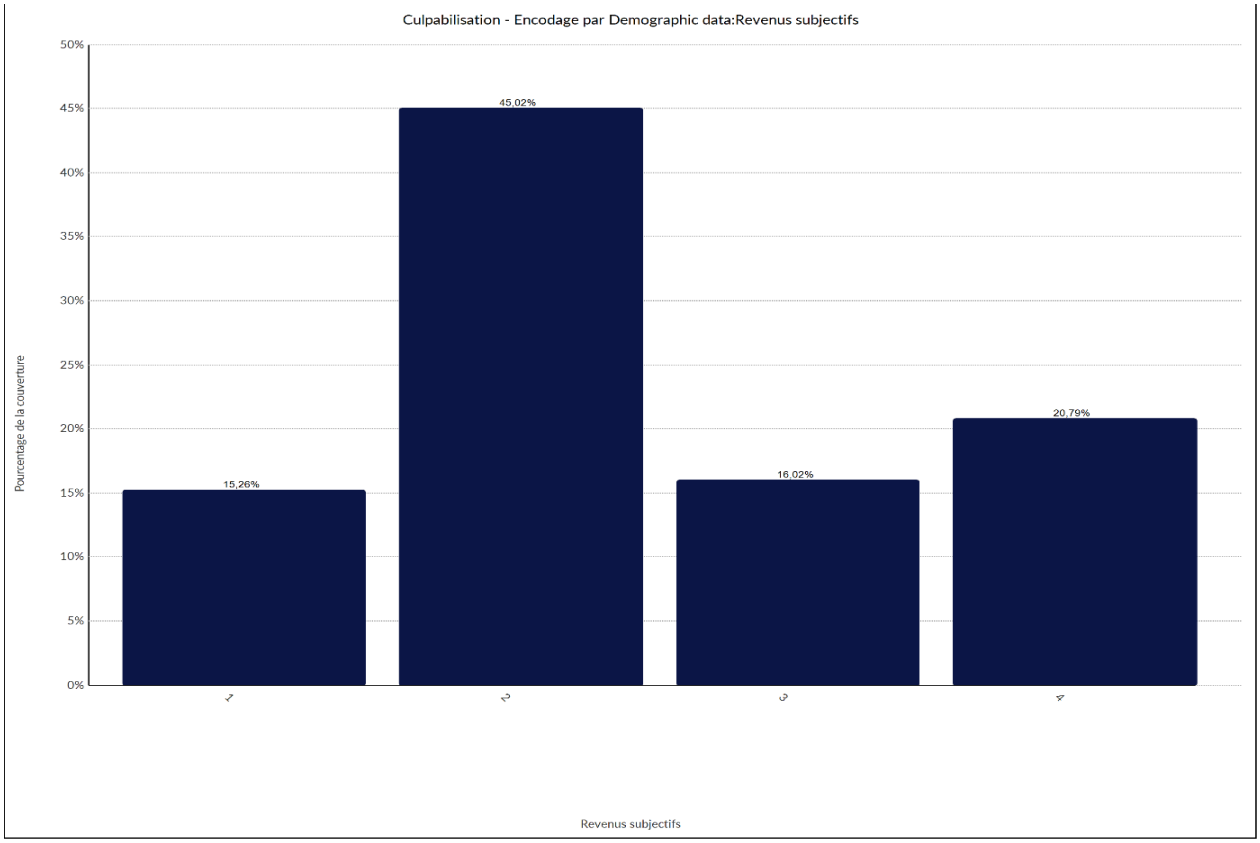
Annexe 236. Culpabilisation et attributs échantillon.
Graphique 236a. Culpabilisation et ville de résidence.



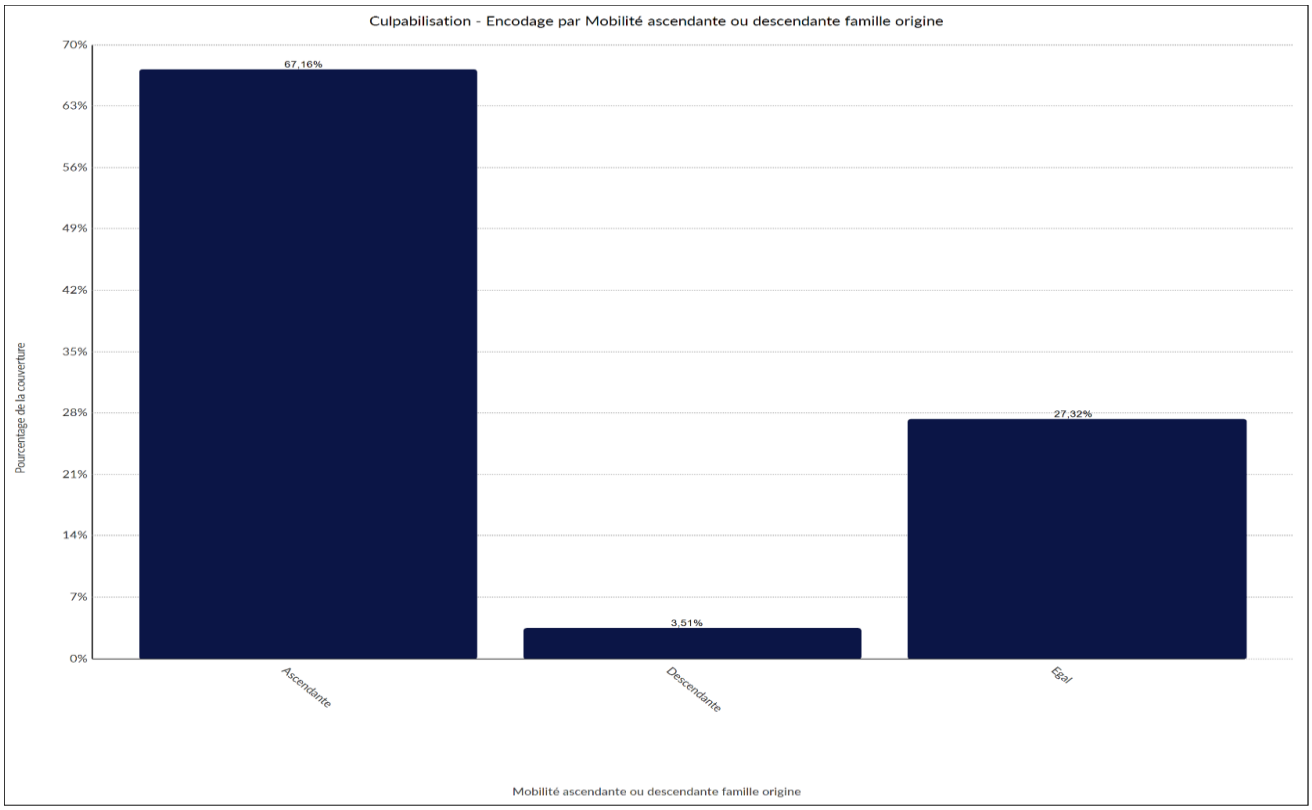
Graphique 236b.Culpabilisation et revenus déclarés.



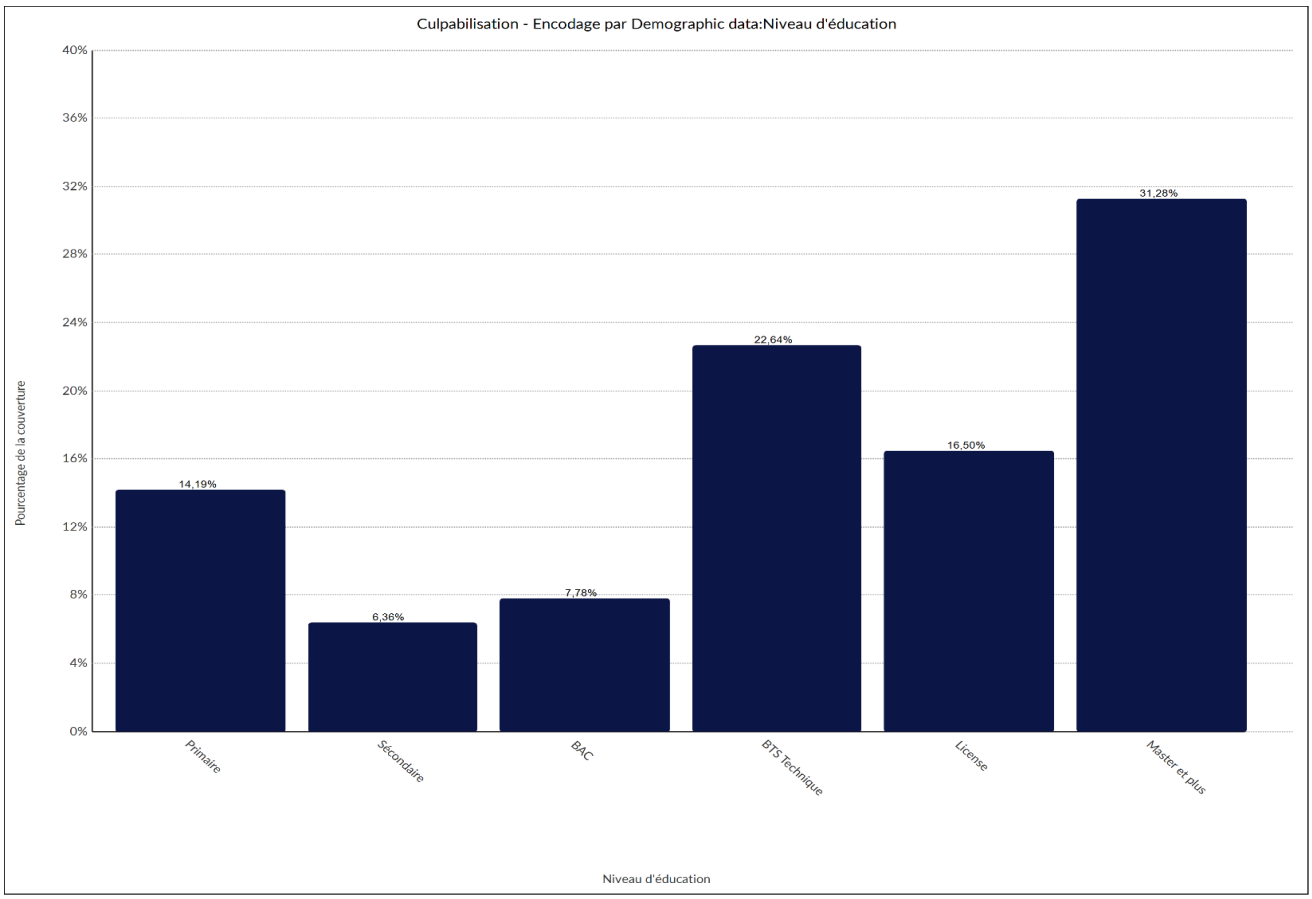
Graphique 236c. Culpabilisation et Revenus subjectifs. Modalités : 1. Satisfait et épargne. 2. Satisfait de revenus. 3. Revenus très justes. 4. Revenus insuffisantes et endettement.



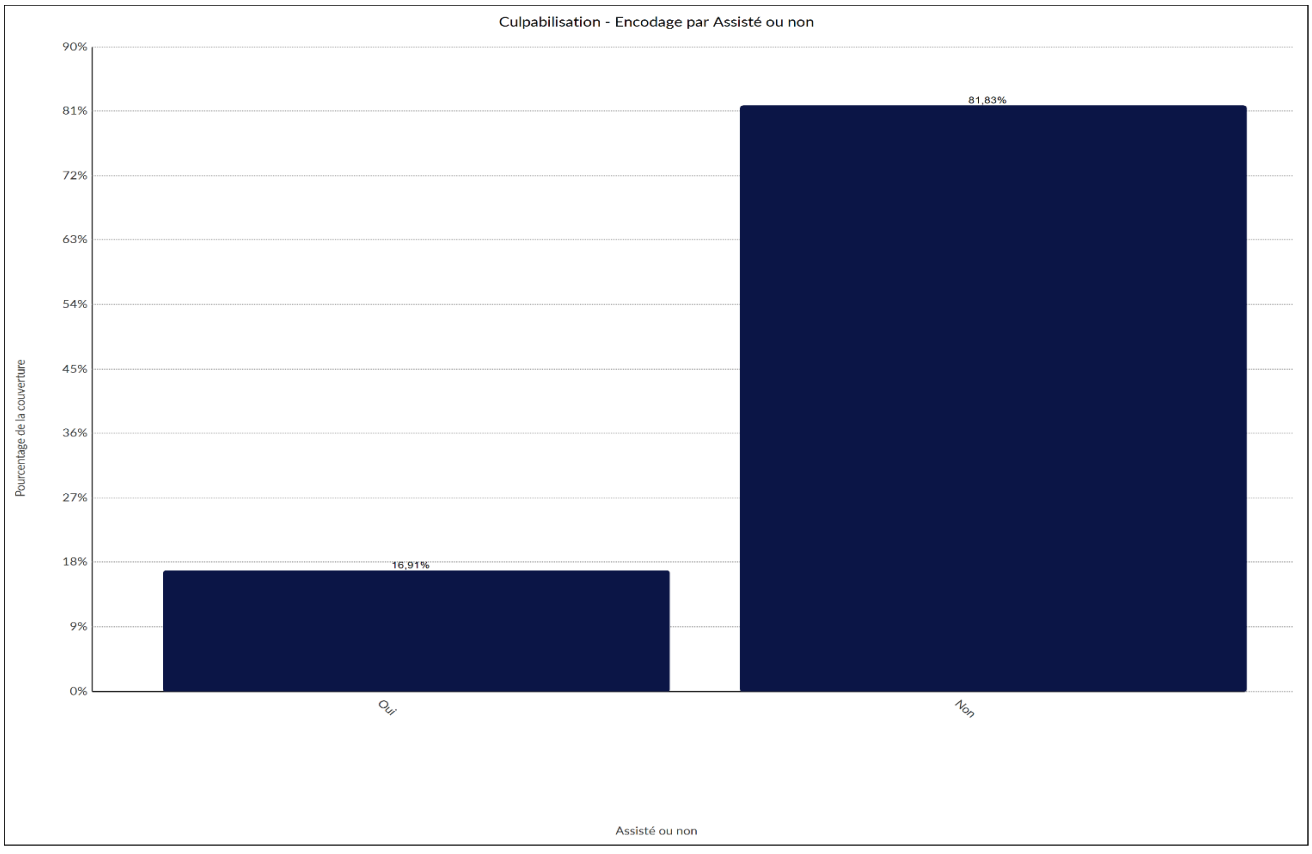
Graphique 236d. Culpabilisation et mobilité social déclarée.



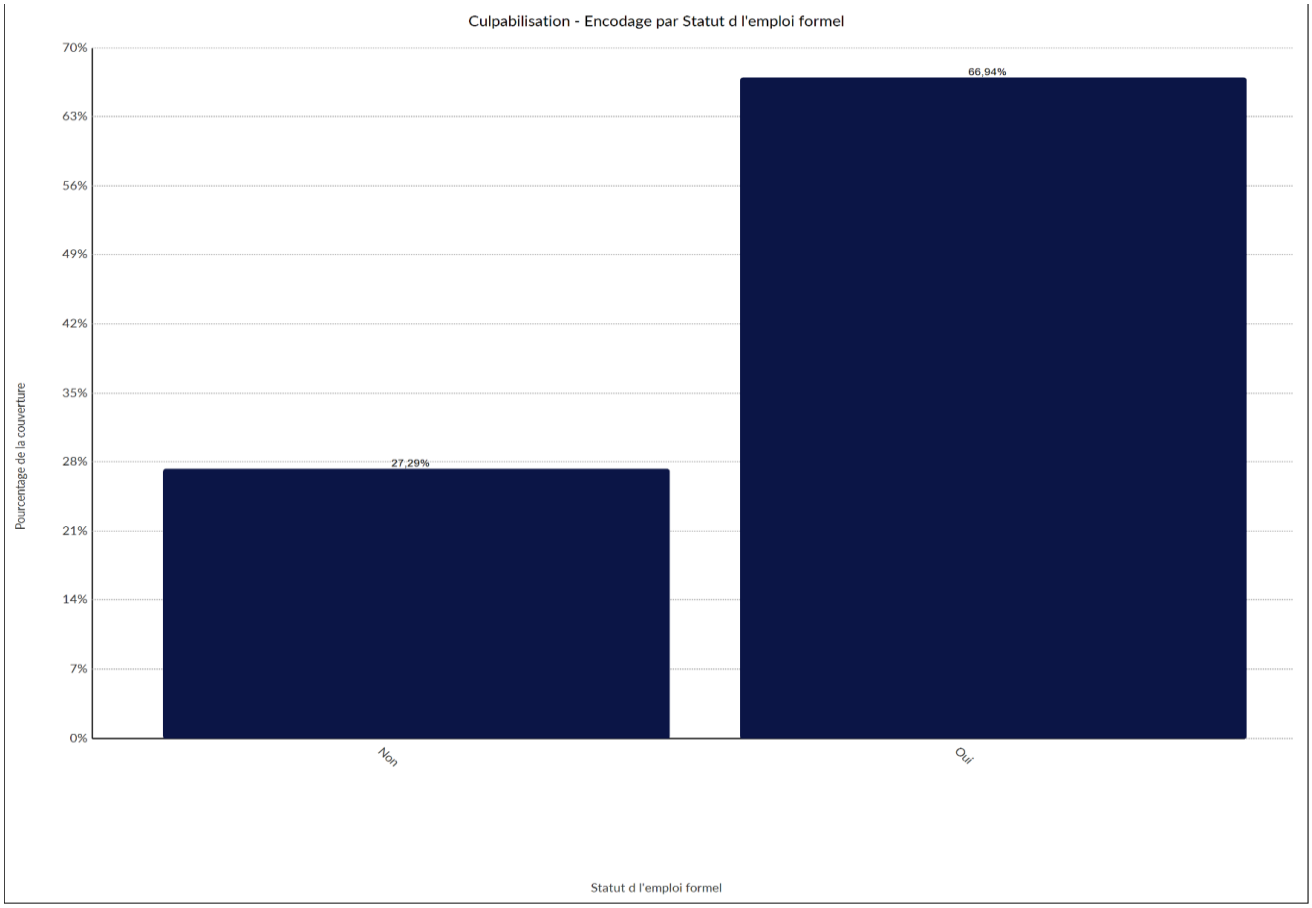
Graphique 236e. Culpabilisation et Niveau d'éducation.



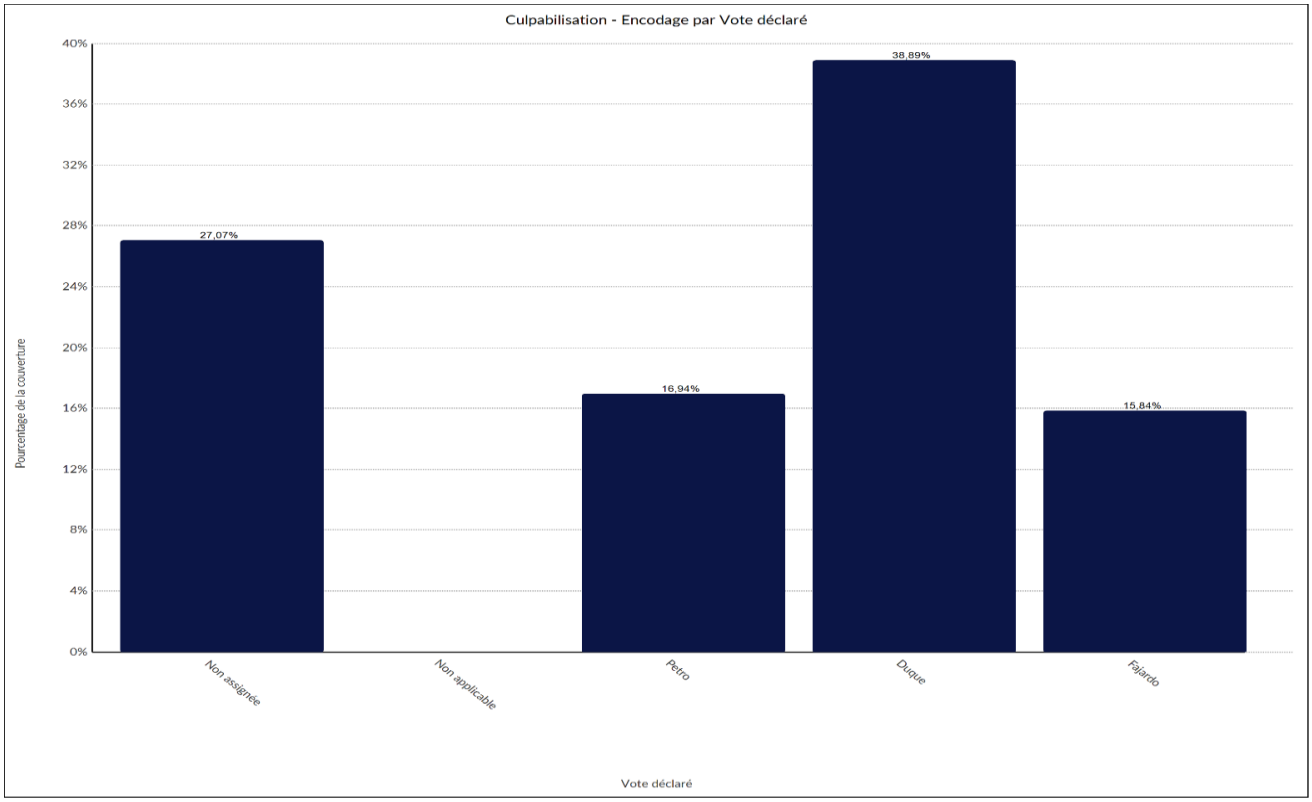
Annexe 236. Graphique 236f. Culpabilisation et allocataires.



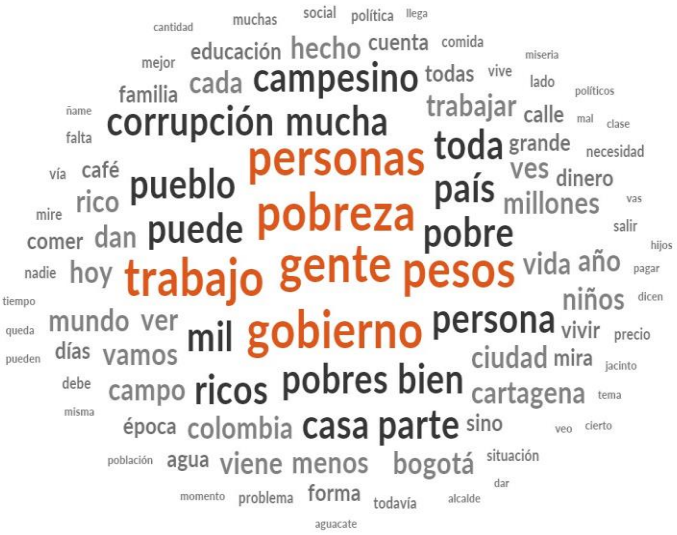
Annexe 236. Graphique 236g. Culpabilisation et statut d'emploi formel.



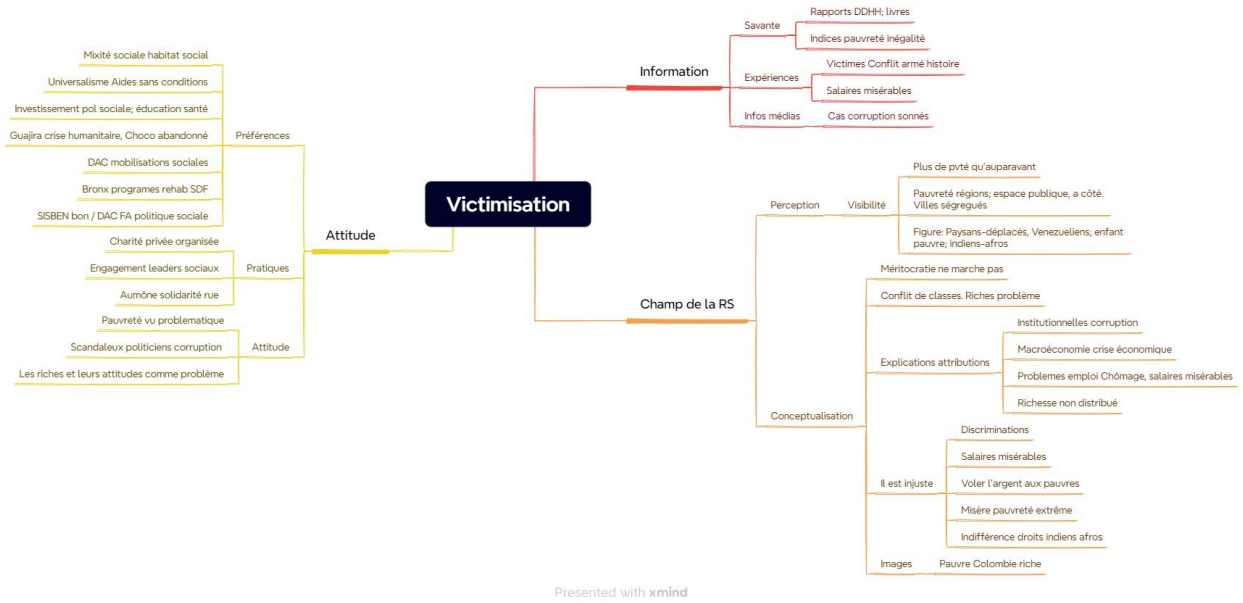
Annexe 236. Graphique 236h. Culpabilisation et vote déclaré présidentielles 2018.



Annexe 237. Nuage de mots victimisation, mots le plus fréquents dans le code.



Annexe 238. Graphique 238. Carte conceptuelle Code victimisation.



Annexe 239. Relations observées échantillon qualitatif -Victimisation et niveau d'éducation.

